Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 10 avril 2018 à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 115, rue Saint-Antoine Ouest – Palais des Congrès (40.15)
- 738, rue Saint-Paul Ouest (40.07)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est) (40.23)
- 1895-1899, rue d'Iberville (40.30)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 10 avril 2018

10.05 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237009

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180858004

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif à la résolution CA17 240704 consignée au procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017

10.08 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237024

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 mars 2018

10.09 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180858005

Prendre acte du dépôt du certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 28 mars 2018 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est (Projet Sax sur le fleuve)

10.10 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237027

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 27 mars 2018

10.11 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237021

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

10.12 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237023

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 mars 2018

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318008

Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder à même le budget de fonctionnement, une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.02 Entente
CA *Direction des travaux publics* - 1186890014

Approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt et une semaines, dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 95 349,78 $

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1180173001

Approuver la convention avec la Feejad, se terminant le 20 mars 2019, pour le projet « Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action » et accorder une contribution de 20 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1166890029

Modifier la résolution CA16 240529 et la convention avec Spectre de rue afin de réduire la somme de 830 $, dans le cadre du programme TAPAJ, pour la reconduite du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1185382003

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux et accorder une contribution de 35 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.06 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des travaux publics* - 1186890012

Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la Grande collecte, édition 2018, de résidus domestiques dangereux, de matériel informatique et électronique et accorder une contribution de 15 000 $

20.07 Subvention - Contribution financière
CA *Direction d'arrondissement* - 1186890011

Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la campagne organisée annuellement dans le cadre du Jour de la terre et accorder une contribution de 10 000 $

20.08 Appel d'offres sur invitation
CA *Direction d'arrondissement* - 1177722002

Autoriser, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture à organiser, avec la collaboration de l'arrondissement de Ville-Marie, un concours sur invitation pour l'intégration d'une oeuvre d'art au parc Rutherford et négocier, conclure le contrat et faire le suivi de la réalisation de l'oeuvre pour un montant maximal de 22 995 $ avec taxes au PTI du Service de la culture pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art

District(s) : Peter-McGill

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1185382004

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec Spectre de rue - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018, et accorder une contribution de 95 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1185382005

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent ainsi que l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 98 036 $

District(s) : Saint-Jacques

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1186890013

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $

20.12 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1183105001

Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33^{e} Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

20.13 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1175179010

Résilier la convention avec le Réseau Accorderie et annuler la contribution de 50 000 $ accordée pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud

District(s) : Sainte-Marie

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318007

Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ pour la mise en oeuvre de son plan d'action

District(s) : Saint-Jacques

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184105004

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 17 500 $

District(s) : Sainte-Marie

20.16 Appel d'offres sur invitation

CA *Direction des travaux publics* - 1186937004

Accorder un contrat de 82 782,00 $ à Excavation R. Lécuyer & fils inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires)

20.17 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1186071002

Accorder deux contrats, entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020, pour la location de machinerie avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)

20.18 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1183405001

Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

20.19 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1185876004

Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.20 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673010

Approuver les conventions avec Alchimies, créations et cultures et Pépinière & Collaborateurs dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018), et accorder à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 45 000 $

20.21 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1185382006

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en Suvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill, et accorder une contribution de 83 200 $

District(s) : Peter-McGill

20.22 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1166486006

Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

District(s) : Sainte-Marie

20.23 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185377001

Approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 200 $

District(s) : Saint-Jacques

20.24 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des travaux publics* - 1184405003

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2018 et accorder une contribution de 48 678 $

20.25 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180619003

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 28 150 $

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184105005

Autoriser la tenue de 6 événements « Cyclovia » et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

District(s) : Peter-McGill

30.02 Administration - Nomination de membres
CG *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180858001

Recommander au conseil d'agglomération de nommer madame Sophie Mauzerolle à titre de représentante élue de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local PME MTL

30.03 Reddition de comptes

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237022

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2018

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673007

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) - Adoption

40.02 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255001

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255003

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177303016

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.05 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180867002

Adopter une résolution modifiant la résolution CA11 240756 concernant l'implantation d'un complexe immobilier sur l'îlot délimité par le boulevard Robert-Bourassa et les rues Saint-Jacques, Gauvin et Notre-Dame, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada – 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303004

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Appartements Saint-Marc – 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869004

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au nombre d'unité de chargement à fournir pour le bâtiment autorisé par la résolution CA12 240533 entre les rues Saint-Paul Ouest, Saint-Henri et William (738, rue Saint-Paul Ouest)

District(s) : Saint-Jacques

40.08 Règlement - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890003

Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 30 avril au jeudi 13 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.09 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890006

Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances

40.10 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890007

Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.11 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890005

Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du lundi 21 mai au lundi 29 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

40.12 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890004

Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

40.13 Urbanisme - Démolition / Transformation
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1181044001

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition de refuser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 144 à 150, rue King

District(s) : Saint-Jacques

40.14 Règlement - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673005

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

40.15 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303006

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'installation et le maintien d'un abri temporaire hors de la période autorisée, pour le bâtiment situé au 115, rue Saint-Antoine Ouest - Palais des Congrès

District(s) : Saint-Jacques

40.16 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673011

Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1185914003

Implanter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth

District(s) : Saint-Jacques

40.18 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1187209003

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 2e partie, B)

Territoire(s) concerné(s) : Ensemble du territoire - Agglomération

40.19 Ordonnance - Bruit
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186493001

Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors du festival gueule d'érable présenté au Vieux-Port de Montréal pour le 28 et 29 avril 2018

District(s) : Saint-Jacques

40.20 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1185914002

Édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.RV.M., chapitre C-4.1), une ordonnance permettant l'agrandissement d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face à l'hôtel Place d'Armes, situé au 55 rue Saint-Jacques

District(s) : Saint-Jacques

40.21 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1186890001

Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

40.22 Urbanisme - Autre sujet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186399001

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement

District(s) : Saint-Jacques

40.23 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186399002

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » pour le bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est)

District(s) : Saint-Jacques

40.24 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180394002

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

District(s) : Sainte-Marie

40.25 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673008

Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

District(s) : Saint-Jacques

40.26 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869005

Adopter une résolution modifiant la résolution CA15 240528 ayant autorisé la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, et autorisant la démolition partielle du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.27 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1187803003

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 3e partie C)

40.28 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318006

Autoriser l'occupation du domaine public et édicter des ordonnances permettant la mise en oeuvre des mesures d'atténuation du chantier de la Société de transport de Montréal (STM) sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.29 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318005

Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2018

40.30 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869001

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « gîte touristique » pour le bâtiment situé au 1895-1899, rue d'Iberville

District(s) : Sainte-Marie

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185237009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public (avril).

Signé par Sandy PINNA **Le** 2018-03-27 09:08

Signataire : Sandy PINNA

Analyste de dossiers
Ville-Marie , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-15

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180858004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif à la résolution CA17 240704 consignée au procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif à la résolution CA17 240704 consignée au procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:53

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180858004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif à la résolution CA17 240704 consignée au procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des modifications apportées à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ci-après appelée « LCV », dans le cadre du projet de loi 111 sanctionné le 17 juin 2005, le greffier ou le secrétaire-trésorier est dorénavant autorisé à modifier un procès-verbal, une résolution, une ordonnance, un règlement ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise (article 92.1 de la LCV).
En vertu de l'article 27 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), le secrétaire d'arrondissement est investi pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal.

La procédure prévue à l'article 92.1 de la LCV prévoit que le secrétaire d'arrondissement joint à l'original du procès-verbal modifié ou des documents modifiés, un procès-verbal de correction, et il dépose copie de chacun de ces documents à la prochaine séance du conseil.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La résolution CA17 240704 est corrigée par l'ajout, à la fin du texte de la résolution, des mots « et présente le projet de règlement »

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs, et du greffe
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
☎ : 514 872-3125
🖷 : 514 872-5607

PROCÈS VERBAL DE CORRECTION
22 mars 2018

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19),* le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4),* le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QU'une telle erreur apparaît à la résolution CA17 240704 consignée au procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017;

EN CONSÉQUENCE la résolution CA17 240704 est corrigée de la façon suivante :

- par l'ajout, à la fin du texte de la résolution, des mots « et présente le projet de règlement »

EN FOI DE QUOI, j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction, ce 22e jour du mois de mars 2018.

Le secrétaire d'arrondissement,

Domenico Zambito, avocat

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 décembre 2017	Résolution: CA17 240704

Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 8 069 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, le conseiller Robert Beaudry donne avis de motion de l'adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 8 069 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et présente le projet de règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.27
1177128008
(CA-24-280)

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 22 mars 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185237024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 mars 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 mars 2018.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 07:05

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 mars 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 mars 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

15 mars 2018
9 h 00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, Présidente

Mme Caroline Déom, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
Mme Caroline Cantin, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte – planification
Mme Charlotte Horny, conseillère an aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte – planification
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte– planification

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 03.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 15 février 2018 est déposé et remis aux membres.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001402865	430, rue Sherbrooke Est	Favorable avec conditions
4.2.2	3001363846	1920, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.2.3	3001400265	700 et 800, rue Saint-Jacques	Favorable avec conditions

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	3001363846	1920, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001400105	738, rue Saint-Paul Ouest	Favorable
4.4.2	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard De Maisonneuve Ouest	Favorable avec condition
4.4.3	3001401513	2525, rue de Rouen	Favorable avec conditions
4.4.4	s.o	115, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001400823	1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.5.2	3001400645	3501, rue Peel	Favorable
4.5.3	3001373110	2202, rue Bercy	Favorable
4.5.4	3001401513	2525, rue de Rouen	Favorable avec conditions

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001281973	2606, rue Montgomery	Favorable avec condition et suggestion
4.6.2	3001395547	3650, avenue Atwater	Favorable
4.6.3	3001374525	1360, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable
4.6.4	3001336164	705, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition
4.6.5	3001389085	1316, boulevard De Maisonneuve Ouest	Favorable
4.6.6	3001385831	2333, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.7	3001382218	1699, rue Saint-Denis	Favorable avec condition
4.6.8	3001392586	1631, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.9	3001371345	1388, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.10	3001393025	2324, rue Wurtele	Favorable avec conditions
4.6.11	3001356094	1000, rue Lambert-Closse	Favorable avec condition
4.6.12	3001379986	2000, rue Notre-Dame Est	Favorable
4.6.13	3001386445	1535, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions
4.6.14	3001382037 3001382045	800, rue de la Gauchetière Ouest	Favorable
4.6.15	3001377889	2532, rue La Fontaine	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.16	3001372287	801, rue Brennan	Favorable

4.6.17	3001384165	1303, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.18	3001371593	2120, rue Sherbrooke Est	Favorable
4.6.19	3001395149	1479, rue Amherst	Favorable
4.6.20	3001386885	730, rue Wellington	Favorable avec condition
4.6.21	3001371346	1058, rue Clark	Favorable avec conditions
4.6.22	3001402887	1602, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.23	3001399246	2136, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.24	3001379487	3015, chemin Picquet	Favorable
4.6.25	3001393586	300, rue Notre-Dame Est	Favorable avec conditions
4.6.26	3001400815	1579, boulevard Saint-Laurent	Favorable
4.6.27	3001358762	28, place Redpath	Favorable
4.6.28	3001387187	2130, rue de Bordeaux	Favorable
4.6.29	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard de Maisonneuve Ouest	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.30	3001342482	425, avenue Viger Ouest	Favorable
4.6.31	s.o	1020, rue De Bleury	Favorable
4.6.32	3001400798 3001400945	99999, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable
4.6.33	3001237850	144, rue King	Favorable avec conditions
4.6.34	3001401513	2525, rue de Rouen	Favorable avec conditions
4.6.35	3001361649	2355, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.6.36	3001356332	1205, avenue du Docteur-Penfield	Favorable
4.6.37	3001393192	1155, rue Guy	Favorable
4.6.38	3001404848	1467, rue Crescent	Favorable avec conditions
4.6.39	3001312131	50, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard de Maisonneuve Ouest	Favorable avec conditions

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001396405	1464, rue Crescent	*Défavorable*

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001400798 3001400945	99999, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable

5. Prochaine rencontre

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 10 avril 2018 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 12 avril 2018.

6. Varia

Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 11 h 52.

pour Sophie Mauzerolle — date
Présidente

Caroline Cantin — 2018-03-21 — date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001402865
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 430, rue Sherbrooke Est

Responsables : Catherine Beaulieu

Description :

La demande vise la modification d'un projet particulier adopté précédemment. Une demande de modification du projet particulier autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est adoptée par le conseil d'arrondissement le 13 octobre 2015 afin de permettre la démolition de plus de 40 % du bâtiment d'origine sis au 430, rue Sherbrooke Est.

Un permis de transformation a été émis le 13 avril 2017 pour procéder à la transformation du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke en ajoutant un volume de 7 étages derrière le bâtiment d'origine pour atteindre une hauteur d'environ 23,85 m et permettre l'aménagement de 7 logements. À ce jour, le bâtiment d'origine a été démoli à environ 76 % alors que l'autorisation et le permis en vigueur ne permettaient pas la démolition, mais bien la transformation de ce dernier.

La demande de modification du PPCMOI vise à régulariser la situation actuelle et ainsi permettre la démolition d'environ 76 % du bâtiment d'origine ainsi que la conservation et la restauration de la partie restante afin de l'intégrer au nouveau bâtiment de 7 étages prévu dans le cadre de la résolution CA15 240528.

La démolition bien qu'elle soit déjà exécutée, n'affectera pas le concept du projet autorisé au départ puisque le volume du bâtiment d'origine sera entièrement reconstruit afin de s'arrimer adéquatement avec la nouvelle construction prévue à l'arrière. De plus, la reconstruction de cette partie de bâtiment contrairement à sa conservation engendrera une qualité supérieure en termes de normes de constructions puisque dans le cas où le bâtiment aurait été conservé tel que prévu au permis de transformation émis dans le passé, la réalisation des ouvrages en sous-œuvre aurait été impossible en plus de nuire à l'intégrité de la façade.

Tel que prévu dans le PPCMOI en vigueur, la restauration de la partie restante du bâtiment vise :

- Repointage complet de la façade;
- Remplacement des portes et fenêtres originales;
- Remplacement des trois balcons de type Juliette en fer forgé;
- Remplacement des corniches de bois surplombant les fenêtres du troisième étage;
- Remplacement de la toiture en ardoise;
- Réfection de l'aménagement paysager à l'identique de l'original.

La délivrance d'un certificat de démolition est conditionnelle au dépôt d'une garantie monétaire irrévocable de 387 500$ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 15 240528) a été adopté le 13 octobre 2015 autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment.

Considérant que : À l'exception de la démolition partielle, le projet reste tel qu'adopté en 2016.

Considérant que : La demande de permis de construction ainsi que la demande de certificat de démolition sont déjà déposées et payées.

Considérant que : Une garantie monétaire sera en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Considérant que : Selon une lettre de la Firme d'ingénieurs-conseils DAHL, Marzin Inc, datée du 25 janvier 2018, la réalisation des travaux en sous-œuvre afin d'y aménager les espaces en souterrains et d'ériger la nouvelle structure aurait été impossible à réaliser dû à plusieurs raisons telles que la non-solidité de la structure ainsi que l'état de certaines poutres existantes en bois pourris.

Considérant que : L'arrêt de chantier pourra être soulevé seulement lorsque le certificat de démolition ainsi que le permis de construction seront octroyés. Sans l'émission de ces autorisations, les conséquences de l'arrêt de chantier auront des impacts sur l'état de la façade tenue en place avec une structure d'acier et le niveau de confort des occupants des bâtiments contigus dû à l'absence d'isolation des murs mitoyens.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 387 500 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

pour

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001363846
4.2.2 et 4.3.1

Objet : **PROJET PARTICULIER ET MODIFICATION AU PLAN D'URBANISME**

Endroit : 1920, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsables : Bruno Collin et Charlotte Horny

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 15 étages (45 m) avec rez-de-chaussée commercial. Le projet requiert une autorisation en vertu du règlement sur les projets particuliers car il déroge à la hauteur maximale permise (14 m), à la densité maximale de 3 et au taux d'implantation maximal de 70%. Le projet requiert également une modification du Plan d'urbanisme de Montréal (04-047)quant à la hauteur maximale permise, qui est actuellement de 25 m.

Situé du côté sud de la rue Sainte-Catherine, au cœur du territoire visé par le PPU du Quartier des grands jardins, l'emplacement est occupé par quatre bâtiments de trois à six étages. Le bâtiment de six étages a été construit en 1988 pour accueillir un concessionnaire Toyota. Les autres bâtiments ont été construits en1870 et ont été transformés de multiples fois, à l'exception du dernier à l'extrémité ouest du site, qui est identifié comme étant la maison Young. À noter enfin que le site est encadré de part et d'autre par des bâtiments de grande hauteur, soit un édifice de 15 étages (43 m) du côté est, et un autre de 22 étages (67 m) du côté ouest.

Le projet comprend la démolition de l'ensemble du bâti existant, à l'exception de la maison Young, qui sera restaurée et intégrée au nouveau complexe immobilier, lequel présente les caractéristiques suivantes :

- 200 logements de type locatif, dont la majorité a une superficie de 50 m², et cinq logements comptent entre 75 et 81 m²;
- deux locaux commerciaux au rez-de-chaussée;
- basilaire de trois étages (12 m);
- deux volumes principaux de 15 et 14 étages (45 m et 42 m);
- un troisième volume de 7 étages situé du côté de la ruelle, surmonté d'un toit vert;
- la fragmentation des volumes en surhauteur permet l'aménagement de trois terrasses, aux niveaux 3 et 5, qui accueilleront des jardins;
- 98 unités de stationnement sur deux niveaux souterrains, avec accès par la ruelle;
- aire de stationnement pour vélo (47 unités);
- densité de 6;
- taux d'implantation de 100 %.

La volumétrie s'articule autour des bâtiments existants. Le basilaire s'inscrit dans le gabarit de la maison Young et le volume en surhauteur situé à l'ouest est implanté en retrait de 9,6 m du basilaire, à la fois pour

dégager le volume de la maison Young et pour s'aligner avec le bâtiment adjacent. Le volume en surhauteur situé à l'est n'offre pas de retrait, de manière à s'aligner avec le bâtiment voisin. La hauteur plus faible du volume situé du côté ouest vise à préserver la vue vers le mont Royal depuis le jardin du Centre canadien d'architecture (CCA).

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 11 février 2016, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable préliminaire.

Considérant que : La démolition des 3 bâtiments est justifiable en raison de leur faible valeur patrimoniale ou architecturale et de l'importance du projet de remplacement.

Considérant que : La maison Young est conservée et restaurée.

Considérant que : La plupart des recommandations émises par le CCU lors de l'avis préliminaire (2016) sont prises en compte dans la nouvelle mouture du projet.

Considérant que : L'augmentation de la hauteur apparaît intéressante sur le plan du paysage de la rue puisqu'un projet avoisinant les 45 mètres au centre de cet îlot viendrait donner une cohérence au front bâti et faire disparaître les murs aveugles des édifices en hauteur.

Considérant que : Le projet répond à plusieurs objectifs du PPU Quartier des Grands Jardins tels que la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et l'accroissement de la population résidente au centre-ville.

Considérant que : Le concept architectural permet une bonne intégration du volume avec le bâti existant de cette tête d'îlot. Il permet aussi d'éviter l'effet massif à l'échelle du piéton grâce un large recul de la moitié du volume en hauteur.

Considérant que : Le traitement architectural et l'alignement de la partie ouest du basilaire devront être revus pour une meilleure articulation avec la maison Young.

Considérant que : La rue Sainte-Catherine, dans ce secteur, présente des façades à caractère commercial aux premiers étage, ce qui exclut les balcons.

Considérant que : Le traitement des dalles de balcons devra être précisé afin que la « cinquième façade » demeure intéressante à long terme.

Considérant que : La création de trois terrasses végétalisées et d'un toit vert est un apport à la lutte aux îlots de chaleur et contribue à retenir les eaux pluviales sur le site.

Considérant que : Le nombre d'unités de stationnement (98 unités) correspond au minimum exigé par le règlement (97 unités).

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE aux conditions suivantes :

- **Revoir l'intégration de la maison Young au basilaire :**
  - **Aligner la partie ouest du basilaire avec la façade de la maison.**
  - **Revoir le traitement architectural du dernier niveau du basilaire (étage 4).**
- **Supprimer les loggias du basilaire (étages 3 et 4).**
- **Préciser le traitement des dalles de balcons afin que la « cinquième façade » demeure intéressante à long terme.**
- **Déposer un plan d'aménagement paysager, pour les jardins en terrasse, qui prend notamment en compte l'exposition au soleil pour le choix des végétaux.**

Le comité souligne que le projet est assujetti à la stratégie d'inclusion de logements abordables.

M. Antonin Labossière désire invoquer sa dissidence face au volume du bâtiment et l'effet massif de celui-ci.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400265
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 700 et 800, rue Saint-Jacques

Responsables : Bruno Collin et Charlotte Horny

Description : La demande vise la construction de deux tours, l'une destinée au nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada, et l'autre à un usage mixte comprenant de l'habitation, du bureau et des commerces. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier la résolution CA11 240756 qui autorise un projet particulier de construction sur l'emplacement visé par le remplacement des plans en annexe. Le projet ne présente aucune dérogation au règlement d'urbanisme.

Le terrain visé, d'une superficie totale de 12 681,6 m², est délimité par les rues Saint-Jacques, Notre-Dame, Gauvin et le boulevard Robert-Bourassa. L'îlot ne comporte aucun bâtiment et est occupé partiellement par des stationnements de surface. Les derniers bâtiments ont été démolis en 2015, conformément au projet particulier adopté en 2011. L'îlot est bordé d'arbres matures, sauf dans sa partie est, et présente une autre rangée d'arbres qui marque le tracé de l'ancienne rue Brisson. Le terrain comprend un site archéologique, le long de la rue Notre-Dame, qui a fait l'objet de fouilles lors des derniers travaux de démolition.

À noter qu'une parcelle résiduelle de terrain située en bordure du boulevard Robert-Bourassa appartient au MTMDET, de sorte que le site est partiellement tenu en retrait de ce boulevard. Afin d'assurer une interface bâtie plus cohérente avec le nouvel aménagement du boulevard, une démarche d'acquisition est en cours pour remembrer cette parcelle au reste du site.

Le projet consiste à ériger deux édifices de grande hauteur, soit le 700 et le 800, rue Saint-Jacques, de part et d'autre d'une nouvelle place publique qui s'étend entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame. Les deux tours seront reliées au RESO par un premier tunnel entre le 700, rue Saint-Jacques et la tour de la Bourse, et par un second entre le 700 et le 800, rue Saint-Jacques.

700 Saint-Jacques – complexe immobilier à usages mixtes
Le 700 Saint-Jacques est composé de trois volumes, soit :

- un basilaire d'une hauteur de 24 à 26 m, implanté à la ligne de lot sur les trois rues qui le bordent;
- un volume en recul de 3 m par rapport à la façade du basilaire (et autour de 5 m du côté de la rue Saint-Jacques) comportant cinq étages, pour une hauteur totale de 46 à 48 m;
- une tour résidentielle (environ 450 logements) de 55 étages au-

dessus du basilaire, pour une hauteur totale de 200 m. Il comprend également cinq niveaux souterrains accueillant le stationnement pour automobiles (500 unités) et vélos.

800 Saint-Jacques – Siège social de la Banque Nationale

D'une hauteur d'au plus 200 m, cette tour présente une superficie de plancher brute d'environ 102 000 m², soit l'équivalent de la Place Ville-Marie. La Banque Nationale prévoit y accueillir 7 000 postes de travail. Une certification LEED or ou platine est visée et le projet comportera des toitures vertes. Le basilaire abritera une succursale de la banque, une garderie, et d'autres services tels qu'un gymnase, un auditorium et un espace de restauration. Cinq étages souterrains doivent enfin accueillir un stationnement de 300 autos et de 200 vélos, ainsi qu'un quai de chargement.

À noter qu'un concours d'architecture a été lancé par la Banque Nationale et que le choix du concept sera effectué vers la fin du mois de mars 2018. Les travaux de construction doivent débuter à l'automne 2018 pour se terminer à l'automne 2022, le tout devant être réalisé en mode accéléré de type «fast track». Aussi, afin d'harmoniser les processus de création et d'approbation du projet, le promoteur a choisi d'inscrire les directives et orientations énoncées par la Division de l'urbanisme à même l'appel de propositions du concours. Ces directives et orientations seront inscrites dans le projet de résolution soumis pour adoption au conseil d'arrondissement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 11 240756) a été adopté le 11 décembre 2011.

Considérant que : Ce projet permet une consolidation particulièrement structurante d'un îlot névralgique du centre des affaires de Montréal, aux abords de la Cité internationale, du nouveau boulevard Robert-Bourassa et du Vieux-Montréal.

Considérant que : La tour à bureaux proposée serait la première de cette importance (avec une hauteur de 200 m) construite au centre-ville depuis vingt-cinq ans.

Considérant que : Le programme du nouveau siège social vise une certification LEED et l'aménagement de toits verts.

Considérant que : Le concept architectural est accompagné d'un espace public intégré significatif.

Considérant que : Le projet comporte moins d'impacts sur la vue du fleuve depuis le belvédère Kondiaronk que le projet actuellement autorisé

Considérant que : L'apport de 450 logements, d'une superficie commerciale de 6 000 m², et de plus de 700 travailleurs favorise l'animation et l'attrait du secteur

Considérant que : Ce projet ne comporte aucune dérogation réglementaire et se limite à la modification du concept d'implantation architecturale initialement convenu dans la résolution CA11 240756

Considérant que : La parcelle de terrain du MTMDET devrait être intégrée au site, notamment afin de permettre l'agrandissement de la nouvelle place publique et de mieux encadrer le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Enregistrer une servitude d'occupation publique en faveur de la Ville pour l'espace public proposé, ainsi qu'un plan de son aménagement paysager devra être déposé pour assurer la délivrance du permis de construction.**
- **Fournir une étude d'impact éolien en amont du concept architectural final afin d'assurer la meilleure qualité possible de l'espace public.**
- **La superficie de l'espace public devrait être la plus grande possible. Idéalement le dégagement de façade à façade ne devrait pas être inférieur à 45 m.**
- **Favoriser l'ensoleillement de l'espace public en réduisant la largeur de la tour à bureaux le plus possible.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager de l'espace public.**

Par ailleurs, le comité suggère que l'arrondissement approche le MTMDET pour appuyer les démarches du développeur concernant le déplacement d'un massif électrique de l'autoroute Ville-Marie, et le remembrement d'une parcelle résiduelle de terrain afin d'assurer que l'implantation de la tour à bureaux puisse respecter un alignement cohérent sur le nouvel aménagement du boulevard Robert-Bourassa.

Il est à noter que M Louis Stabile, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400105
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	738, rue Saint-Paul Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser la possibilité de ne pas fournir l'aménagement d'une unité de chargement de petite dimension exigé par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Ancien stationnement commercial d'une superficie de 10546 m^2, le site a été transformé au cours des dernières années par la réalisation de plusieurs phases de construction permettant l'aménagement d'environ 927 logements, un espace vert semi-public, deux niveaux de stationnement ainsi que plusieurs commerces de proximité. Pour mener à terme la réalisation du projet immobilier, il reste les permis de transformation des phases 5 et 6 à émettre dans un court délai. Selon l'article 582, une unité de chargement de petite dimension est requise pour une superficie de plancher de 500 à 5000 m^2.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 12 240533) a été adopté le 5 septembre 2012, autorisant la construction d'un complexe mixte.
Considérant que :	La phase 2 comporte quatre petits commerces de proximité atteignant plus de 500 m^2 une fois les superficies combinées.
Considérant que :	La dérogation en matière d'unité de chargement s'explique par le choix d'aménager des commerces de proximité en bordure de la rue William (Phase 2) pour favoriser une ambiance sur rue.
Considérant que :	La livraison des commerces de la phase 2 s'effectue présentement sur rue et également via la portion du stationnement souterrain public dont l'accès se fait par la rue William.
Considérant que :	L'aménagement d'un quai de chargement dans les phases (5 et 6) à venir n'apporterait aucune plus-value pour les commerces en bordure de la rue William puisqu'il aurait une distance importante à parcourir entre les deux.
Considérant que :	Des aires de livraisons sur rue pourraient être aménagées pour faciliter les manœuvres de livraison si le promoteur en fait la demande.

Considérant que : La fermeture des commerces pour le non-respect de la norme d'unité de chargement viendrait à l'encontre du règlement d'urbanisme qui oblige un rez-de-chaussée commercial à cet endroit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001370465, 3001370506 et 3001370071
4.4.2, 4.6.29 et 4.7.1

Objet : **DÉROGATION MINEURE, RÉVISION DE PROJET ET SURHAUTEUR**

Endroit : 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest

Responsables : Bruno Collin et Olivier Légaré

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 35 étages (120 m) en bordure du boulevard De Maisonneuve qui déroge à des dispositions réglementaires relatives au mode d'implantation, à l'absence de quai de chargement et au débarcadère. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). Le projet doit également être soumis à la procédure de révision conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) puisqu'il comprend un volume en surhauteur et qu'il est situé dans l'unité de paysage Centre-Ville (CV).

Le site du projet, qui comprend un édicule de métro de la station Place-des-Arts, a été aménagé en jardin en 2002 en attendant une nouvelle construction. En 2002, afin de se conformer à la réglementation, le propriétaire du terrain a mis fin à l'exploitation du stationnement du site et y a aménagé un espace vert temporaire : le Jardin Domtar. Ainsi, cet usage transitoire avait pour objectif d'assurer une occupation du site respectueuse du domaine public adjacent jusqu'à la construction d'un projet immobilier.

Le bâtiment proposé comprend un basilaire fragmenté en un premier palier d'une hauteur de 4 étages (17 m) et un second de 12 étages (46 m) ainsi qu'une tour de 23 étages supplémentaires. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 35 étages et de 120 m en incluant des équipements mécaniques. Les usages proposés, tous autorisés par la réglementation, sont les suivants :

- un rez-de-chaussée commercial d'une superficie de 1019 m²;
- 3 étages dédiés aux services de l'hôtel (restaurant, salles de conférences) et à du bureau pour une superficie totale de 2 558 m²;
- 8 étages occupés par un hôtel de 143 chambres;
- 20 étages résidentiels de 252 logements locatifs;
- 6 étages souterrains de stationnement pour un total 191 unités.

La présence du métro présente quelques contraintes pour le développement du site, notamment les étages souterrains. En effet, le tracé du tunnel de la ligne verte est adjacent au site puisqu'il passe sous le boulevard De Maisonneuve et deux postes de ventilation ainsi que des locaux annexes occupent de larges portions des niveaux de sous-sol 1, 2 et 3. De plus, l'édicule d'accès à la station sera intégré au projet, mais,

surtout, les prises d'air, l'écoutille et l'évacuateur de la STM imposent des contraintes supplémentaires liées à l'implantation.

Le projet, tel que proposé, déroge à quatre articles du règlement d'urbanisme soit :

- l'article 58 référant à la carte « Densités et implantation » de l'annexe A qui prévoit qu'un bâtiment situé dans le secteur « Règles d'insertion » visé par le projet doit avoir une implantation contigüe;
- les articles 583 et 584 qui prévoient que le bâtiment proposé doit fournir des unités de chargement;
- l'article 381 qui prévoit qu'un débarcadère n'est pas autorisé dans un secteur M.7 où se situe le projet.

Il convient de noter que toutes les dérogations sont liées à des contraintes issues de la présence du métro sur le site.

Les trois dérogations mineures demandées sont justifiées en raison des caractéristiques du site visé. En effet, la présence de l'édicule pose des contraintes liées au passage des autobus et leur aire de débarquement en lien avec la station de métro. Du côté du boulevard De Maisonneuve, puisque le bâtiment est contraint par les infrastructures du métro d'être en retrait, l'interdiction du débarcadère causerait un préjudice lié à l'éloignement de l'accès à l'hôtel par rapport à la rue. La solution du débarcadère est justifiée afin d'atténuer l'impact sur la circulation. Pour les mêmes raisons, la présence d'un quai de chargement aurait un impact sur la circulation, mais également sur la convivialité des aménagements piétons adjacents. Enfin, la fenestration du bâtiment voisin, la Maison Domtar, et une servitude de passage rendent la dérogation au mode d'implantation nécessaire.

Au niveau architectural, le projet proposé réussit à tirer parti des contraintes physiques posées par le site tout en s'intégrant dans son contexte. D'abord, la façade effilée ayant front sur la rue De Bleury permet de mettre en valeur l'édicule du métro et de compléter la perspective vers l'ouest qui est offerte par l'espace libre de la Promenade des Artistes comprise entre le boulevard De Maisonneuve et l'avenue du Président-Kennedy. Ensuite, la prédominance de la maçonnerie, dans la portion basse ayant front sur le boulevard De Maisonneuve, s'intègre bien dans le contexte bâti de fort gabarit du secteur et alimente le dialogue avec le bâtiment du Louis-Bohème. Par contre, du côté de la rue De Bleury, la proposition aurait avantage à accentuer le retrait d'alignement par rapport au basilaire pour respecter la volumétrie dominante du secteur.

Le bâtiment présente un bon équilibre entre les surfaces pleines et surfaces fenêtrées qui se trouvent plus présentes dans la portion supérieure. De plus, la majeure partie des balcons projettent peu ou sont plutôt en retrait à l'exception de la façade ayant front sur le boulevard De Maisonneuve où les balcons constituent un élément architectural. Enfin, le projet ne présente aucun impact sur les vues protégées, respecte les critères d'ensoleillement et une étude d'impacts éoliens en cours de production devra faire la démonstration que le projet respecte les paramètres réglementaires.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune.

Considérant que : Les trois dérogations mineures demandées sont justifiées en raison des caractéristiques du site visé contenu que la présence de l'édicule du métro pose des contraires au développement du site.

Considérant que : Le débarcadère est justifié afin d'atténuer l'impact sur la circulation.

Considérant que : La fenestration du bâtiment voisin, la maison Domtar, et une servitude de passage rendent la dérogation au mode d'implantation nécessaire.

Considérant que : Le projet proposé réussit à tirer parti des contraintes physiques posées par le site tout en s'intégrant dans son contexte.

Considérant que : La prédominance de la maçonnerie dans la portion basse ayant front sur le boulevard De Maisonneuve, s'intègre bien dans le contexte bâti de fort gabarit du secteur et alimente le dialogue avec le bâtiment du Louis-Bohème.

Considérant que : Le retrait d'alignement par rapport au basilaire devrait être accentué davantage afin de respecter la volumétrie dominante du secteur, du côté de la rue De Bleury.

Considérant que : Le projet ne présente aucun impact sur les vues protégées, respecte les critères d'ensoleillement et une étude d'impacts éoliens est en cours de production afin de démontrer le respect des paramètres réglementaires.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Accentuer le retrait d'alignement par rapport au basilaire.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager démontrant les espaces verts et les bonifier avec du mobilier urbain.**

Le comité suggère qu'une œuvre d'art pourrait être envisagée dans l'aménagement des espaces verts.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001401513
4.4.3

Objet : **DÉROGATION MINEURE, USAGE CONDITIONNEL ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2525, rue de Rouen

Responsables : Charlotte Horny et Louis Routhier

Description : La demande vise la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment de trois étages avec mezzanine comprenant 14 logements. La cour arrière accueillerait quatre unités de stationnement. Le projet de remplacement déroge à l'une des règles d'insertion qui préconiserait un édifice de deux étages, ainsi qu'au nombre d'unités de stationnement exigées à l'intérieur du bâtiment. Ces dérogations peuvent être autorisées conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). Enfin, une demande d'approbation d'un usage conditionnel a été déposée pour permettre un nombre de logements supérieur au nombre maximal prescrit.

Le site est situé sur la portion de la rue de Rouen comprise entre les rues d'Iberville et Frontenac. Il est composé de deux lots formant une seule propriété et accueille un bâtiment d'un étage en front de rue et une dépendance à l'arrière. La propriété a été acquise par le demandeur à l'été 2017. Le terrain situé à l'est, formant le coin avec la rue Frontenac, est vacant depuis l'incendie et la démolition du bâtiment en 2016-17. La propriété à l'ouest est occupée par un duplex en fond de lot.

Le projet comprend la démolition des bâtiments existants et la construction d'un édifice de trois étages avec demi-sous-sol et une mezzanine. Le nouveau bâtiment abrite 14 logements. Deux logements sont situés exclusivement au demi-sous-sol et deux autres se répartissent sur le rez-de-chaussée et le demi-sous-sol, avec entrée privée sur la rue. Deux appartements au troisième étage disposent de deux chambres supplémentaires au niveau mezzanine. Les appartements sur deux niveaux ont une superficie d'environ 85 m² et les autres, de 49 m². Quatre unités de stationnement et 9 unités de stationnement pour vélo sont situées dans la cour arrière. Les balcons sont situés à l'arrière. Le projet implique l'abattage de deux arbres.

Concernant l'apparence du bâtiment projeté, la façade est recouverte de brique du modèle Bordeau de la compagnie Wakefield en format modulaire métrique. La zone au-dessus de l'entrée du bâtiment est recouverte de clin métallique gris et les fenêtres des 2e et 3e étages sont jointes avec des panneaux d'aluminium gris. Un couronnement en bloc de béton architectural, interrompu par des panneaux d'aluminium, est proposé au haut de la façade. Afin d'aménager des logements sur 2 étages (RDC et sous-sol) avec leur accès privatif, le concepteur a intégré

une rangée supplémentaire de fenêtres au rez-de-chaussée d'une hauteur de 0,61 m. L'entrée des logements supérieurs se fait dans une petite alcôve de 1,12 m par 1,83 m.

La construction hors toit, en recul de 7,16 m par rapport à la façade avant et 3,05 m par rapport à la façade arrière est entièrement recouverte de clin métallique gris. Une terrasse au toit est aménagée sur la partie arrière et ne respecte pas le recul de 1,5 m prévu au règlement d'urbanisme, mais est cachée par le parapet de brique qui fait office de garde-corps.

La façade arrière reprend la même brique que la façade avant et de grands balcons autoportants sont présents sur chacun des étages.

Finalement, les deux murs mitoyens proposés sont en blocs de béton. À noter que le mur ouest demeurera visible puisque le bâtiment voisin est implanté en fond de lot.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un usage conditionnel (CA11 240535) a été adopté le 12 septembre 2011, autorisant l'usage «épicerie».

Considérant que : La localisation et la proximité du métro Frontenac justifient la densification, car celle-ci est compatible avec le milieu environnant.

Considérant que : Le nouveau bâtiment sera construit sur deux lots ainsi la construction d'un seul bâtiment au lieu de deux a l'avantage d'optimiser l'espace et de pouvoir ainsi fournir des logements plus grands.

Considérant que : Le règlement d'urbanisme requiert qu'au moins la moitié des unités de stationnement soient situées à l'intérieur (immeuble de 12 logements et plus), l'aménagement d'une aire pour deux autos impliquerait une cour arrière composée de deux unités de stationnement et d'une rampe, ce qui n'aurait aucune valeur ajoutée au projet.

Considérant que : Le projet entraîne l'abattage de deux arbres et ne comprend aucune végétalisation.

Considérant que : La règle d'insertion est dictée par les propriétés adjacentes or celles-ci ne sont pas représentatives.

Considérant que : La façade devrait être retravaillée afin de mieux respecter les niveaux de planchers des bâtiments voisins.

Considérant que : Le couronnement proposé devrait être bonifié.

Considérant que : Le mur ouest du nouveau bâtiment demeurera visible depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de dérogation mineure aux conditions suivantes :

- **Utiliser un revêtement perméable dans la cour arrière, par exemple deux bandes de pavés ou de béton coulé avec gazon au centre pour les espaces de stationnement et du pavé perméable pour l'accès piétonnier.**
- **Planter un arbre dans l'allée centrale.**

À l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de démolition aux conditions suivantes :

- **Sur la façade avant :**
  - **Revoir les niveaux des ouvertures du sous-sol et du rez-de-chaussée. Par exemple, on pourrait donner l'impression d'un haut rez-de-chaussée abaissant le niveau des fenêtres du RDC et en les groupant avec les portes et les fenêtres du sous-sol.**
  - **Aligner les fenêtres du sous-sol au même niveau que le vitrage des portes d'entrée.**
  - **Éliminer les panneaux d'aluminium près des fenêtres des 2e et 3e étages.**
  - **Surhausser le plafond de l'alcôve d'entrée afin de lui donner plus d'importance.**
  - **Proposer un matériau de plus grande qualité ou un traitement différent pour la portion au-dessus de l'entrée.**
  - **Proposer un couronnement unifié et sans interruption au niveau des matériaux.**
- **Au mur ouest, proposer de la brique d'argile puisqu'il demeurera visible.**

De plus, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande d'usage conditionnel.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
n° à venir
4.4.4

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	115, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser un chapiteau sur le toit du Palais des Congrès hors de la période prévue par la réglementation. Le site visé est celui du toit du bâtiment du Palais des Congrès. Un jardin potager est notamment aménagé à un niveau différent du toit : cet usage a fait l'objet d'une autorisation selon la procédure des usages conditionnels. Il est proposé d'installer un chapiteau dans la partie est du bâtiment qui fait face à la rue Saint-Urbain pour y tenir des événements corporatifs. Selon l'article 439.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282), un abri temporaire autre qu'un abri temporaire d'automobile est autorisé seulement du 15 octobre au 15 avril. Les dispositions relatives aux abris temporaires visent les abris pour piéton protégeant de la neige de la même manière que les abris temporaires d'automobiles familièrement connus sous le nom d'abris « tempo ». Par conséquent, la demande est justifiable puisque l'installation du chapiteau est limitée aux mois estivaux et printaniers, soit l'exact opposé du règlement. Enfin, puisque la structure n'est pas visible du domaine public, celle-ci n'a aucun impact en lien avec les considérations d'intégration architecturale.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La dérogation vise un objet prévu par le règlement sur les dérogations mineures.
Considérant que :	Les dates prévues par la réglementation ne s'appliquent pas à l'objet de la présente demande.
Considérant que :	Le chapiteau proposé n'a aucun d'impact sur la qualité architecturale du bâtiment du Palais des Congrès puisqu'il n'est pas visible du domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

par Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400823
4.5.1

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est

Responsable : Sophie Cournoyer

Description : La demande vise à autoriser l'usage «résidentiel» pour le local situé au rez-de-chaussée adjacent à la façade du boulevard De Maisonneuve du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 du cadastre du Québec.

Le terrain visé, le lot 1 566 536, est situé à l'intersection sud-est du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. Le terrain, d'une superficie de 623,2 mètres carrés est actuellement occupé par un bâtiment commercial d'un étage construit en 1934 pour lequel un certificat d'occupation est toujours en vigueur pour des activités de service de réparation d'automobiles sans pompes à essence.

Une demande de permis de construction sera déposée afin de réaliser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements implantés sur 75 % du terrain dégagé. Le bâtiment sera implanté en continuité de l'alignement de construction actuel de la rue Beaudry et du boulevard De Maisonneuve. Le projet ne prévoit pas l'aménagement de locaux commerciaux adjacent au boulevard De Maisonneuve. Un certificat d'autorisation de démolition sera exigé, mais la demande n'aura pas à être étudiée par le comité d'étude des demandes de démolition vu la nature des activités actuellement exercées dans le bâtiment.

Ce secteur du boulevard De Maisonneuve présente une intensité commerciale variable. Vers l'est, la concentration de l'offre commerciale diminue et la présence de plusieurs logements au rez-de-chaussée fragmente la continuité commerciale. Ce constat a justifié l'autorisation de déroger à l'exigence commerciale en 2015, pour un projet de 36 logements implanté du côté nord du boulevard De Maisonneuve non loin du site visé.

Par ailleurs, l'utilisation du local visé à des fins commerciales (ou d'équipements collectifs et institutionnels) devrait être justifiée par une demande pour ce type de locaux. Or, de nombreux locaux étant situés sur des tronçons du boulevard De Maisonneuve sont vacants.

Considérant l'occupation actuelle des lieux, la présente autorisation n'occasionnera pas la perte d'un local commercial pour le secteur. En outre, étant une construction neuve, la typologie architecturale a été élaborée en fonction de l'implantation d'un logement. Ainsi, l'apparence extérieure de la construction et la modulation des ouvertures du rez-de-chaussée favorisent l'intégration appropriée du projet dans son milieu

environnant. Le dossier sera présenté en révision architecturale à une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'implantation de fonctions résidentielles au rez-de-chaussée est compatible avec le milieu environnant.

Considérant que : Le boulevard De Maisonneuve présente à cet endroit une continuité commerciale au rez-de-chaussée qui est intermittente.

Considérant que : Le projet est situé à proximité d'importantes artères commerciales que sont les rues Ontario et Sainte-Catherine.

Considérant que : Le projet de construction contribuera à consolider le cadre bâti sur ce tronçon.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

pour

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400645
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	3501, rue Peel
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bureau » aux 1er, 2e et 3e étages du bâtiment situé au 3501, rue Peel, pour permettre à une association étudiante d'installer ses bureaux. L'association – dont les locaux étaient situés au Centre universitaire de McGill (3480, rue McTavish) qui fait l'objet de travaux de rénovation majeurs – est en processus d'acquisition du bâtiment. L'immeuble visé comprend un espace à bureau au demi-sous-sol, que l'association occupe déjà, et un unique logement aux étages supérieurs. L'immeuble visé est une maison en rangée de style Victorien de trois étages et un demi-sous-sol. Construite autour de 1900, elle témoigne du mode de développement en série de maisons en rangée (ou *terrace houses)* avec ruelle à l'arrière, répandu dans le quartier huppé Saint-Antoine. L'immeuble est entouré de propriétés de l'Université McGill accueillant différentes fonctions liées à l'université : bureaux, salles de séminaires, garderie, bureaux syndicaux, services aux étudiants et chambres de résidences étudiantes. Il abritait le logement du propriétaire et le bureau de celui-ci au demi-sous-sol. Un certificat d'occupation a déjà été délivré au demandeur en février 2018 pour occuper le demi-sous-sol, pour lequel l'usage bureau était déjà autorisé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'immeuble visé se situe dans une section de la rue Peel qui fait partie du campus de l'Université McGill. La série de maisons en rangée à laquelle il est intégré abrite différents services aux étudiants ou des bureaux. Le changement d'usage de l'immeuble visé est donc compatible avec son voisinage, y compris avec les bâtiments mitoyens, qui accueillent des bureaux et des salles de séminaire.
Considérant que :	Le logement étant occupé par le propriétaire actuel, il sera vacant à l'acquisition.
Considérant que :	L'introduction de l'usage bureau ne nécessitera aucun travaux, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001373110
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2202, rue Bercy
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser la propriétaire-occupante d'exploiter un gîte touristique au deuxième étage du bâtiment. Le bâtiment est un duplex situé sur la rue Bercy, au coin d'une ruelle ayant un statut de rue (rue Vernon) et à proximité de la rue de Rouen. Le rez-de-chaussée sera occupé par la propriétaire et le 2e étage comprendra les espaces réservés aux touristes, soit deux chambres à coucher fermées, un salon, une cuisine, une mini salle de lavage et une salle de bain. Le projet prévoit le percement du mur qui sépare les deux halls d'entrée afin de ne former qu'un seul logement, tout en conservant des portes d'entrée distinctes depuis la rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet correspond à la définition d'un gîte touristique tel que prévu à l'article 5 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu'	Aucun gîte touristique ne se situe dans un rayon de 150 m autour du site.
Considérant que :	Le bâtiment visé est situé sur un terrain de coin (ruelle ayant un statut de rue) et en face d'un bâtiment résidentiel de quatre étages comportant 114 logements (autorisé en 2012). L'emplacement est donc favorable pour un gîte touristique, qui induit une fréquentation potentiellement plus soutenue qu'un logement.
Considérant que :	Comme il s'agit d'un gîte de 2 chambres, l'achalandage ne devrait toutefois pas être trop important. Cet usage apparaît donc compatible et complémentaire avec le milieu environnant.
Considérant que :	Le projet ne nécessite aucun travaux extérieurs.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001281973
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2606, rue Montgomery
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser un palier d'escalier extérieur déjà complété sur le site, en façade avant d'un bâtiment de deux étages datant de 1954, selon le registre de la ville. Alors que les garde-corps d'origine étaient en métal peint, le nouveau garde-corps est en bois traité.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.9 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Un garde-corps est requis pour assurer la sécurité des utilisateurs.
Considérant que :	Les garde-corps de bois présentent une apparence incompatible à l'architecture moderniste du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Prévoir des garde-corps de métal d'une apparence plus compatible à l'architecture du bâtiment.**

Le comité suggère que le remplacement du garde-corps, situé au 2e étage, soit envisagé afin de retrouver le matériau d'origine soit le métal et afin d'uniformiser l'apparence du bâtiment.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001395547
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3560, avenue Atwater
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation d'une nouvelle porte-patio à la façade arrière d'une résidence unifamiliale datant de 1955, selon les registres de la ville. La nouvelle porte-patio, large de 1,8 mètre, serait installée entre deux portes-patios existantes, de part et d'autre.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.10 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La nouvelle porte est adéquatement intégrée à la composition de la façade arrière du bâtiment.
Considérant que :	La visibilité de la façade arrière du bâtiment est faible depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001374525
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1360, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne de nom d'occupant d'immeuble au 19e étage d'une des deux tours composant la Cité du commerce électronique (tour Ouest). La nouvelle enseigne, qui remplace l'enseigne IBM, présente une forme carrée de 3,6 mètres de côté illustrée du logo de l'institution financière. Si le fond de couleur bleu est opaque, le logo jaune est par contre lumineux. L'enseigne, d'une superficie de 13 mètres carrés installée à une élévation de 74,5 mètres, présente un ratio de superficie de 1,7 fois le critère prévu au règlement
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est implantée adéquatement, au couronnement du bâtiment, et s'insère entre les meneaux du mur-rideau.
Considérant que :	Le critère de superficie est raisonnablement respecté.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001336164
4.6.4

Objet : **DEMANDE D'UN PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 705, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise des transformations partielles aux quatre façades du centre Eaton, suite à l'annexion du bâtiment abritant l'ancien centre commercial Les Ailes. Le nouveau complexe occupera le lot cerné par les rues Sainte-Catherine, McGill College, De Maisonneuve et Robert-Bourassa, qui supporte un ensemble de bâtiments datant d'époque variée. L'intention des propriétaires est de saisir l'opportunité de projets urbains majeurs prévus dans l'environnement immédiat (rue Sainte-Catherine Ouest et Promenade Fleuve-Montagne) pour renouveler l'image et repositionner le centre dans l'écosystème commercial du centre-ville.

Au projet présenté en juin 2016, avril et octobre 2017, la façade de la rue Sainte-Catherine, une œuvre postmoderniste de l'architecte Peter Rose datant de 1991 (prix d'excellence de la catégorie commerciale 1991 de l'Ordre des architectes du Québec) est celle qui faisait l'objet des plus grandes transformations. Les deux premiers niveaux étaient démolis et remplacés par un mur rideau avec vitrage clair, alors que l'entrée présentait un nouveau plan asymétrique dégageant une colonne et un soffite angulé traversé d'une bande lumineuse au DEL.

La recommandation favorable du comité en octobre 2017 était assortie d'une condition demandant la conservation du bandeau de granit courant au-dessus de la vitrine commerciale.

A la façade Sainte-Catherine, le demandeur maintient désormais en place le bandeau de granit en damier, qui serait par contre positionné derrière la paroi de verre ultra-claire du mur-rideau. Ce dernier serait installé en projection de 120 mm de la façade, tout en restant dans les limites de la propriété. Un système d'éclairage au LED est prévu afin de mettre en valeur le bandeau.

Il est prévu au projet que les nouvelles parois de verre passant devant le bandeau de granit servent de support pour les futures enseignes.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À ses séances du 16 juin 2016, 13 avril et 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis des avis favorables conditionnels sur ce projet.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Les bandeaux de granit ne sont plus en premier plan visuel de la façade.

Considérant que : Les bandeaux de granit sont par contre préservés et mis en lumière dans la proposition.

Considérant que : Le positionnement des enseignes devant les bandeaux camoufle une caractéristique architecturale de la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Déposer une stratégie de positionnement des enseignes pour la façade de la rue Sainte-Catherine n'obstruant pas la vue des bandeaux de granit.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001389085
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1316, boulevard De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation d'installer deux enseignes non lumineuses à la façade de l'agrandissement latéral d'un bâtiment de trois étages datant de 1900 selon les registres de la ville. L'enseigne à plat prend la forme de lettres de type « channel » de 0.5 mètre de haut formant l'inscription « Ben & Jerry's». L'enseigne en saillie présente quant à elle le logo de la chaine, d'une hauteur de 0.75 mètre.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les enseignes sont implantées adéquatement, au bandeau au-dessus de la vitrine commerciale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001385831
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2333, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de la modification d'un garde-corps au 16e étage de l'agrandissement contemporain d'un bâtiment datant de 1911 qui abrita jusqu'au milieu des années 1980 le couvent des Petites Filles de Saint-Joseph. Des portions opaques du garde-corps existant sont remplacées par des panneaux vitrés avec une structure métallique. Ces derniers reproduisent des panneaux déjà existants sur le bâtiment, et qui semblent dater de la construction de l'agrandissement en 1987.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a déjà autorisé ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial classé du domaine des Messieurs de Saint-Sulpice.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les nouveaux panneaux reproduisent l'apparence de sections déjà existantes sur l'aile contemporaine du bâtiment.
Considérant que :	La visibilité du 16e étage de cette section du bâtiment est faible depuis la voie publique, et que la modification impacte peu son apparence.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001382218
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1699, rue Saint-Denis
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de la construction d'un nouveau garde-corps pour une cour anglaise d'un bâtiment de trois étages datant de la fin du XIXe siècle. Haut de 1,05 mètre, il est constitué de barrotins de bois de cèdre et de plaques d'acier galvanisé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127.16 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Le garde-corps est assimilable dans son usage à une clôture.
Considérant qu' :	Un des critères d'évaluation de l'unité de paysage Maison en rangée préconise les clôtures en fer forgé en cour avant.
Considérant qu' :	Un garde-corps métallique présenterait une meilleure qualité d'intégration au bâtiment victorien.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Prévoir un garde-corps en fer forgé, en acier ou en aluminium soudé, plus compatible au style architectural du bâtiment.**

pour
Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001382586
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1631, rue Sainte-Catheirne Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation de deux enseignes lumineuses à la façade d'un bâtiment de trois étages datant de 1891 selon les registres de la ville. Les enseignes lumineuses à plat prennent la forme de valises d'environ 0.6 mètre de côté jointes en paire. Une présente la marque de commerce « Mini Sou » en caractère latin, et l'autre en caractères japonais.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les enseignes sont implantées adéquatement, au bandeau au-dessus de la vitrine commerciale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001371345
4.6.9

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1388, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de la modification de la façade latérale d'un édifice de quatre étages datant de 1928 et connu sous le nom d'édifice Malbac. Un local commercial est démoli et transformé en un nouvel accès à la façade de la rue Bishop. L'escalier d'accès proposé est recouvert de tuiles de céramique, alors que les portes métalliques présentent une large section vitrée. Une nouvelle vitrine commerciale de 2,6 mètres de large est percée à la même façade, dans sa portion Sud.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le nouvel accès et la nouvelle vitrine commerciale favorisent une meilleure animation de la voie publique.
Considérant que :	La nouvelle vitrine devrait comporter un détail de cadre métallique similaire à celui des ouvertures existantes.
Considérant que :	Les marches devraient être composées d'un matériau plus compatible aux matériaux déjà présent sur le bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un cadre métallique au pourtour de la nouvelle ouverture qui permettrait une meilleure intégration de celle-ci aux autres ouvertures du niveau rez-de-chaussée du bâtiment.**
- **Prévoir un matériau plus compatible, aux matériaux déjà présent sur le bâtiment, pour les marches.**

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001393025
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2324, rue Wurtele
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le remplacement des finis de la façade d'un duplex datant de 1910, dans le cadre de sa transformation en résidence unifamiliale. Le bâtiment a perdu la majorité de ses caractéristiques architecturales d'origine et présente un faible intérêt patrimonial. Les fenêtres, réduites à une époque inconnue, sont ouvertes sur leur pleine hauteur. Deux des portes, aux niveaux rez-de-chaussée et étage, sont transformées en fenêtres. La brique est remplacée par une brique beige Ironspot « Silverstone Velour » de la compagnie General Shale, format Norman (2¼ x 11 ½). Les fenêtres sont de type battant de couleur noire, avec un meneau horizontal qui n'est pas centré sur la hauteur de la fenêtre, et surmonté de linteaux de briques en soldat. Les portes présentent une section vitrée pleine hauteur.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.9, 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les interventions restaurant les proportions d'origine de la façade.
Considérant que :	La nouvelle brique proposée présente une richesse de tonalité qui participera positivement au paysage de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une brique d'argile de format modulaire. Ce format permettrait une meilleure intégration de la façade aux autres bâtiments anciens du secteur, qui sont principalement revêtus de briques de ce format.**
- **Prévoir des fenêtres prenant l'apparence des fenêtres de type guillotine, avec un meneau horizontal placé à la moitié de la hauteur.**

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001356094
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1000, rue Lambert-Closse
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la transformation partielle d'une station de pompage propriété de la ville de Montréal dans le cadre de sa mise aux normes. Depuis la dernière présentation, les besoins techniques ont évolué et les dimensions des constructions hors toit ont été augmentées. Un garde-corps de métal, d'apparence fonctionnelle, ceint désormais le périmètre de la toiture.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	À la séance du 12 novembre 2015, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à cette demande.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127.16, 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Le bâtiment technique est visible depuis la voie publique.
Considérant que :	Les travaux sont en phase avec la nature technique du bâtiment visé.
Considérant que :	Les interventions au toit, visibles depuis la voie publique, sont par contre disparates et pourraient être mieux intégrées à l'apparence du bâtiment, qui présente une composition soignée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante:

- **Prévoir un traitement architectural permettant une intégration plus harmonieuse des équipements au toit, par exemple par un traitement plus symétrique en phase avec la composition symétrique des façades du bâtiment.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001379986
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2000, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise à faire autoriser des travaux déjà réalisés qui ne correspondent pas aux plans approuvés avec le permis antérieur, notamment : supprimer une fenêtre au 3e étage sur la façade avant, ajouter une porte de garage et supprimer deux fenêtres aux 2e et 3e étages sur le mur latéral est, relocaliser l'escalier extérieur d'issue à l'arrière, ajouter une porte et supprimer une porte de garage sur la façade arrière
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modifications apportées aux façades de l'agrandissement tendent à favoriser la simplicité, la continuité et l'unité architecturale de la nouvelle construction tel que prescrit à l'article 99.
Considérant que :	Les travaux réalisés contribuent au renforcement et à l'évolution du milieu bâti tel que prescrit à l'article 103.
Considérant que :	La nouvelle composition des ouvertures des deux façades est compatible avec les caractéristiques architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment existant sans recourir au mimétisme de l'architecture traditionnelle, tel que prescrit à l'article 105.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001386445
4.6.13

Objet : **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**

Endroit : 1535, rue Sherbrooke Ouest

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'autorisation d'installer une enseigne sur un immeuble commercial aujourd'hui, mais qui, de toute évidence, n'avait pas été conçu à cette fin à l'origine, puisque c'était la résidence de Robert S. Bagg, héritier du plus riche propriétaire terrien privé de l'île de Montréal au XIXe siècle.

Il s'agit d'une enseigne à plat non lumineuse au-dessus de la porte du rez-de-chaussée, installée de façon à ce qu'elle soit centrée sur la fenêtre de coin. Il y a à cet endroit une rare surface plane de pierre permettant l'installation d'une enseigne, sauf que cet élément est courbé pour souligner l'angle de la maison par une tourelle.

L'enseigne porterait l'inscription «Collège international de Montréal» au côté d'un similiblason mettant à l'honneur la fleur de lys et la rosette emblématique de Montréal, sur une longueur de 1,15 m et une hauteur de 0,38 m. La nouvelle proposition prévoit d'attacher la même enseigne sur le dessus de la tablette de la fenêtre qui surmonte l'emplacement désiré afin d'éviter de percer le grès rouge de la façade, mais l'effet sur la maçonnerie serait encore pire que si la face verticale était percée.

Lors de la séance du 15 février 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a évalué la même proposition d'enseigne et l'a reçue favorablement, à la condition suivante : Positionner l'enseigne au niveau de la fenestration du local ou de l'imposte de la porte du rez-de-chaussée afin de préserver la maçonnerie.

Le demandeur considère que la condition retenue précédemment par le Comité revient à une interdiction d'afficher qui est contradictoire avec le zonage commercial consenti sur le terrain, et il souhaite que, si le Comité désire conserver cette position, qu'il refuse la demande afin que le requérant puisse faire valoir son point de vue au Conseil d'arrondissement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 15 février 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande statuant qu'il ne devrait pas y avoir de nouvelles enseignes sur la maçonnerie.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Bien qu'elle soit discrète, l'enseigne serait plus harmonieuse si elle épousait la forme du support.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fabriquer l'enseigne de façon à ce qu'elle épouse la forme du support.**
- **Revoir le support de façon à éviter tout percement dans la maçonnerie.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001382037 et 3001382045
4.6.14

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 800, rue de la Gauchetière Ouest

Responsable : Francis Lefebvre

Description :

La place Bonaventure a été construite entre 1964 et 1967 sous la direction d'Éva Vecsei, des architectes Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold et Sise, et était destinée majoritairement dès l'ouverture aux grandes expositions, raison pour laquelle on avait jugé bon de ne pas fenestrer les 8 premiers étages.

La société propriétaire est engagée depuis 1998 dans un programme progressif d'ouverture sur la ville qui, petit à petit et au gré des contrats de location de bureaux, continue de percer ici et là de nouvelles ouvertures dans ses murs extérieurs, selon un patron dérivé des ouvertures prévues dès l'origine pour l'hôtel situé au sommet de l'immeuble. Elle préparait également en 2017, une reconfiguration des entrées de bureaux situées sur les 3 rues y donnant accès, et une ouverture complète de la façade Gauchetière au niveau des passants.

Il est proposé d'ajouter 2 nouvelles ouvertures face à la rue Mansfield, autant face à Saint-Antoine, et une face à Robert-Bourassa. Celles-ci sont toutes situées devant des structures d'acier destinées au contreventement, ce qui va paraître quelque peu depuis la voie publique.

D'autre part, la proposition de mars 2017 a été revue afin d'insérer des marquises qui auront le double office de marquer les entrées, d'une part, et de protéger les utilisateurs de la chute de débris qui est toujours possible, car les ailettes de béton, qui constituent la quintessence du brutalisme, ont tendance à se détacher du corps principal malgré le programme d'entretien continu. Les arêtes seraient soulignées par l'utilisation d'acier Corten au lieu de béton, en lien brutaliste avec le traitement des nouvelles entrées de bureaux.

Élément particulier : Aucune

Remarque importante : À la séance du 16 mars 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable préliminaire à l'ouverture complète des 3 premiers étages face à la rue de la Gauchetière.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les interventions proposées se situent dans la continuité de celles qui ont déjà été approuvées, et ont un impact négligeable par rapport à ces dernières.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001377889
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2532, rue La Fontaine
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'agrandissement du bâtiment sur 3 étages avec un demi sous-sol en cour latérale faisant face à la rue Frontenac. L'immeuble vernaculaire de 3 étages a été construit en 1885, et modifié au début des années 1980 lorsqu'il a été converti en immeuble d'appartement avec un escalier central distribuant l'accès à 2 petits logements par étage. Le demandeur propose de réunir les 2 logements à chaque étage pour créer 3 logements de 4 chambres à coucher, et d'agrandir le bâtiment sur 3 étages + demi sous-sol, pour créer 4 logements supplémentaires de 4 chambres à coucher. La partie existante serait intouchée en apparence, mis à part l'ajout de fenêtres aux étages en façade Frontenac et des sections d'acier prépeint comme matériaux d'accent. L'accès aux logements se ferait à travers une cage d'escalier extérieure agissant comme une charnière entre l'ancienne et la nouvelle partie. L'éclairage de plusieurs des chambres des 7 logements envisagés se ferait à travers une cour intérieure d'une largeur minimaliste de 1,75 m. L'agrandissement serait aligné à zéro en façade Frontenac, tel que l'existant, et les fenêtres des pièces de jour du logement en sous-sol donneraient directement sur le trottoir. Un second escalier extérieur d'issue serait situé à l'extrémité sud de la façade Frontenac, à l'arrière d'un balcon, et l'essentiel de la cour latérale serait consacré à l'aménagement de 2 places de stationnement extérieur exigées par la réglementation. Cet aménagement de la cour nécessiterait l'abattage d'un peuplier centenaire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le contexte disparate de la rue Frontenac se prête bien à l'insertion de bâtiments munis d'un demi sous-sol.
Considérant que :	Le logement en sous-sol est mal planifié au niveau de sa relation à l'extérieur.

Considérant que : L'escalier extérieur proposé n'est pas conforme à l'article 94.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Insérer des portes sur rue au niveau du rez-de-chaussée pour chacun des logements où ce serait possible.**
- **Repenser l'aménagement pour que le logement en sous-sol soit plus attrayant, soit par l'augmentation de la hauteur du bâtiment jusqu'à 1 m de plus, ou par la création de logements sur deux niveaux au niveaux inférieurs.**
- **Opter pour une brique de teinte différente pour l'agrandissement.**

Le comité suggère que l'une des 2 cases de stationnement requises soit l'objet d'une demande de fonds de compensation de stationnement, et ce afin de conserver l'un des arbres centenaires de la propriété.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001372287
4.6.16

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

Endroit : 801, rue Brennan

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'aménagement d'une terrasse au toit. Depuis qu'elle a décidé d'occuper l'édifice Louis-Charland, la Ville de Montréal a toujours abordé les décisions d'aménagement le concernant sous un angle résolument écologique, au point où la réalisation des espaces intérieurs a obtenu la première certification LEED CI visant les édifices municipaux. Le bâtiment a été complété en 2003, d'après les dessins des architectes Menkès, Shooner, Dagenais Létourneux, et il a gagné le Prix d'excellence de l'OAQ l'année suivante.

Le demandeur propose de continuer dans le même esprit vert, et d'aménager une terrasse au toit du lien central entre les 2 parties de l'immeuble, et de s'attaquer à la problématique des îlots de chaleur en remplaçant la toiture inversée existante de l'aile Prince d'une hauteur de 5 étages par un toit végétalisé.La terrasse serait ceinte d'un garde-corps en acier inoxydable muni d'un treillis du même matériel, alors que le toit végétalisé serait clos par un garde-corps minimaliste en acier galvanisé muni de filins horizontaux. Cette partie du toit ne serait pas accessible au public, mais les syndicats et la CNSST exigent que les limites en soient clôturées, car il sera tapissé d'instruments de mesure qui seront relevés régulièrement pour ajouter à la masse d'informations disponible sur le maintien de ce type de toiture et son effet sur l'assainissement de l'atmosphère. Comme il n'y aurait pas de plancher, le garde-corps ne pourrait être installé que sur la partie arrière du parapet, et le retrait réglementaire de 1,5 m ne serait pas respecté.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001384165
4.6.17

Objet :	**DEMANDE D'AUTORISATION DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1303, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne commerciale. Le local commercial visé par la demande fait partie d'un immeuble dont la façade a été refaite au début des années 2000, en proposant un entablement minimal de 400 mm réalisé simplement à partir d'une poutre en acier galvanisé mise de l'avant. Le demandeur propose d'insérer une nouvelle enseigne de 500 mm de hauteur, comparable en cela à l'enseigne du café « Starbucks » voisin, et qui dépasserait légèrement et de façon égale au haut et au bas de l'entablement. Elle aurait à peu de choses près la largeur de la vitrine qu'elle surmonte, et porterait l'inscription « SUSHI (en blanc) SAMA (en orange brûlé) » en lettres tridimensionnelles lumineuses.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'enseigne proposée s'intègre de façon discrète au contexte et au bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001371593
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2120, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser l'ajout d'une tour d'eau qui ne peut être insérée dans l'appentis mécanique, mais dont la hauteur ne dépassera pas celle de la salle mécanique existante. Les retraits par rapport aux façades seraient conformes aux exigences habituelles, et le cône de visibilité fourni montre que la visibilité sera nulle depuis le trottoir de l'autre côté de la rue, quoique l'équipement pourrait sans doute être perçu de loin en enfilade en arrivant de l'Est.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23 et 707.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'équipement proposé a un impact négligeable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Richard M—
Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001395149
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1479, rue Amherst
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser une terrasse au toit qui est partiellement construite depuis un certain temps. Un permis a été délivré en 2011 pour l'ajout d'un escalier extérieur permettant l'accès au toit par l'arrière. La terrasse visée par la demande est déjà en place, fort probablement depuis l'installation de l'escalier, mais la requête actuelle propose l'installation de plusieurs éléments additionnels, tels que des écrans, pergolas, comptoirs et évier. Le retrait arrière généralement exigé en pareil cas est de 1,5 m par rapport au mur arrière, et il n'est pas respecté. Toutefois, la terrasse ne devrait pas se révéler une nuisance par rapport aux cours situées de l'autre côté de la ruelle, qui sont aménagées en stationnements d'asphalte. De plus, la position d'un puits de lumière existant empêche que la section située le plus près de la limite arrière soit occupée de façon permanente par des activités bruyantes.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'aménagement proposé a un impact négligeable sur les cours voisines.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Richard M—
Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001386885
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	730, rue Wellington
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer 2 enseignes de nom d'immeuble à une hauteur d'environ 29 m, soit au sommet de l'agrandissement récemment complété du siège social de la compagnie Stingray. Une des enseignes serait au coin Nord-Est de l'immeuble, faisant face à la rue Wellington, et l'autre au coin Nord-Ouest du bâtiment, face à la rue Prince. Il est aisément possible de voir les 2 enseignes d'un même point en arrivant de l'Ouest. L'enseigne serait constituée par des lettres détachées tridimensionnelles lumineuses à face blanches, formant l'inscription « STINGRAY », accompagné à la gauche de ce qui semble être une empilade de 2 carrés bleus, mais se trouve en fait à être la forme d'une raie armée en mouvement dont l'ombre se reflète au fond de l'eau. Le tout aurait une aire de 1,91 m².
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'articles 514 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'affichage proposé est discret et respecte le ratio établi à l'article 517, mais n'est pas conforme à l'alinéa 3°, qui stipule qu'on ne doit pas être en mesure de voir 2 enseignes de nom d'immeuble d'un même point.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Modifier la proposition pour qu'il ne soit pas possible de voir 2 enseignes de nom d'immeuble d'un même point.**

Richard P -

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001371346
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1058, rue Clark
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à une modification à la façade du restaurant «Jade». Le bâtiment est un ancien garage qui a été annexé au groupe d'immeubles abritant actuellement le restaurant/buffet Jade, dont l'entrée principale est située sur la rue de la Gauchetière. L'objectif de la transformation est d'ouvrir davantage cette partie de la salle à manger sur l'espace extérieur, et de remplacer les carreaux de céramique existants par une brique foncée sur laquelle les graffitis auront moins de prise.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition ne reprend pas les caractéristiques d'origine, mais le résultat envisagé est de meilleure qualité.
Considérant que :	Le traitement architectural devrait être davantage élaboré.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Augmenter la hauteur des ouvertures afin de revoir les proportions de la façade.**
- **Ajouter un couronnement ou un jeu de brique à la façade.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001402887
4.6.22

Objet :	**DEMANDE D'AUTORISATION DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1602, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement d'un enseigne. Au rez-de-chaussée du pavillon Faubourg de l'université Concordia, l'occupant commercial du rez-de-chaussée depuis 1995, Second Cup, souhaite remplacer son affichage doré actuel en lettres détachées lumineuses par un boîtier muni d'une face en acrylique noir découpé pour former l'inscription « SECOND CUP.CAFÉ & Cie ». L'enseigne occuperait la même position que l'enseigne actuelle, et aurait sensiblement les mêmes dimensions, mais le fait qu'il s'agisse d'un boîtier de 21" de hauteur à installer sur un bandeau de même hauteur donne à penser que l'installation pourrait souffrir d'une sensation d'encombrement. Deux enseignes en saillie de hauteur égale compléteraient la proposition; elles seraient installées à chaque extrémité de la verrière.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le boîtier proposé occuperait toute la hauteur du bandeau qui l'accueillerait.
Considérant que :	Il y aurait 3 enseignes annonçant le même commerce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à une des enseignes en saillie.**
- **Réduire la hauteur du boîtier de l'enseigne à plat pour laisser au moins 1" d'espace libre au haut et au bas du bandeau.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001399246
4.6.23

Objet :	**DEMANDE D'AUTORISATION DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2136, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes lumineuses à plat au rez-de-chaussée de l'immeuble. Deux enseignes d'une dimension de 0,97 m x 5,11 m – une donnant sur la rue Sainte-Catherine et une donnant sur la ruelle - sur lesquelles on retrouve l'inscription «TOYOTA» en lettrage rouge et le logo de la compagnie sur fond blanc sont proposées. Au-dessus de l'entrée sur la rue Sainte-Catherine, on retrouve une troisième enseigne d'une dimension de 0,96 m x 3,52 m sur laquelle on retrouve l'inscription «GABRIEL CENTRE-VILLE» en lettrage noir sur fond blanc. Les 3 enseignes proposées sont localisées sur un bandeau d'aluminium destiné à cet effet, mais elles sont plus hautes que ce dernier.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les enseignes proposées doivent assurer une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée sur la façade donnant sur la ruelle vise en réalité les passants sur la rue Sainte-Catherine et qu'on crée ainsi une répétition du message.
Considérant que :	Si le demandeur souhaite identifier l'entrée de service du garage sur la ruelle, une enseigne en saillie discrète et de petite taille serait plus appropriée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Diminuer la taille des enseignes à plat sur la façade Sainte-Catherine afin qu'elles s'intègrent harmonieusement dans l'entablement métallique présent sur le bâtiment, notamment en s'assurant que leur hauteur ne dépasse pas celle de l'entablement.**
- **Éliminer l'enseigne lumineuse à plat donnant sur la ruelle.**
- **Si l'identification de l'entrée de service s'avère nécessaire, proposer une enseigne en saillie discrète et de petite taille sur la façade donnant sur la ruelle.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001379487
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3015, chemin Picquet
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement et l'agrandissement d'une porte de garage sur une maison unifamiliale construite en 1929, afin de faciliter les manœuvres lors de l'entrée et la sortie d'un véhicule automobile. La porte actuelle, en métal peint, a une largeur de 2,45 m et une hauteur de 2,13 m. La porte proposée, également en métal peint, aura une largeur de 2,87 m et une hauteur de 2,34 m. La brique de part et d'autre de l'ouverture agrandie sera ragréée et le linteau constitué de briques en soldat sera reproduit.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.10 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'agrandissement de la porte sera peu perceptible.
Considérant que :	Le linteau en brique en soldat sera reproduit à l'identique.
Considérant que :	L'intervention n'a pas d'impact négatif sur le bâtiment situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001393586
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	300, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne sur auvent et d'une enseigne en saillie au rez-de-chaussée du bâtiment. L'enseigne sur auvent, mesurant 0,92 m x 1,68 m, est constituée de toile noire sur laquelle on retrouve les inscriptions «300» et «Robin Square» en lettrage blanc. Sa projection est de 0,35 m et elle est localisée au-dessus de l'entrée du commerce, mais elle est plus large que le vitrage surmontant la porte. L'enseigne en saillie, mesurant 0,61 m x 0,71 m, est constituée d'une suspension grise et d'un boitier métallique noir sur lequel on retrouve l'inscription «Robin Square» et le logo du commerce en acrylique blanc rétroéclairé. Elle est située à 3 m du sol.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 514 et 515 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Une seule enseigne à plat ou en saillie devrait annoncer le commerce et qu'une enseigne supplémentaire sur vitrage pourrait être proposée.
Considérant qu' :	Une enseigne dans le secteur du Vieux-Montréal devrait être éclairée indirectement.
Considérant que :	L'enseigne sur auvent devrait s'harmoniser avec les caractéristiques architecturales du bâtiment et non pas y être superposée.
Considérant que :	L'enseigne en saillie devrait s'harmoniser avec les caractéristiques architecturales du bâtiment, notamment en reprenant la hauteur de la section supérieure des fenêtres.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:

- **Éliminer une des 2 enseignes.**
- **Proposer une enseigne en saillie éclairée indirectement et d'une hauteur égale ou inférieure à la partie supérieure des fenêtres du rez-de-chaussée ou;**
- **Proposer une enseigne sur auvent de la largeur de l'ouverture qu'elle surmonte.**
- **Proposer, si requis, une enseigne sur vitrage de petite taille.**

pour

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400815
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1579, boulevard Saint-Laurent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la modification de la vitrine commerciale située dans la partie sud de l'immeuble de 2 étages. Le demandeur souhaite remplacer la vitrine fixe (en mur-rideau) par 2 portes-accordéons, permettant ainsi d'ouvrir le commerce sur l'extérieur. Sous les portes, on retrouve 4 panneaux fixes permettant de loger un comptoir-bar animant la façade. Le verre proposé est clair et les cadrages en aluminium anodisé noir.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.2 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Même si les vitrines des 2 commerces du rez-de-chaussée ne sont plus identiques, la proposition permettra d'animer la façade du commerce et le boulevard Saint-Laurent

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Richard M —
Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001358762
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	28, place Redpath
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une porte patio sur la façade arrière de la maison en rangée datant de 1923. La porte patio proposée, d'une dimension de 2,31 m x 2,06 m, remplace une fenêtre située sur la façade arrière, au niveau du rez-de-chaussée. Bien que l'ouverture modifiée ne soit pas visible de la voie publique, sa transformation doit être approuvée en titre VIII en vertu de l'article 111 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 111 et 127.13 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est faible puisque la porte patio proposée n'est pas visible de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001387187
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2130, rue de Bordeaux
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une nouvelle porte donnant accès à un logement. La porte en acier peint, comportant un vitrage de 0,56 m par 1,22 m, sera percée dans un mur de brique au niveau du rez-de-chaussée, où l'on retrouve la trace d'un œil de bœuf qui a été muré avec de la brique. Un linteau en brique en soldat avec des éléments ornementaux en béton, tel qu'on retrouve sur les autres ouvertures de la façade, est proposé au-dessus de la porte.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La porte proposée favorisera l'animation de la rue de Bordeaux.
Considérant que :	Le modèle de porte proposé reprend la forme et l'apparence d'une porte qui se trouverait sur ce bâtiment.
Considérant que :	Le linteau au-dessus de la nouvelle porte sera identique à ceux d'intérêt présents sur le bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001342482
4.6.30

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	425, avenue Viger Ouest
Responsable :	Bruno Collin et Olivier Légaré
Description :	La demande vise la rénovation et la transformation d'un bâtiment de 11 étages afin d'y ajouter trois étages ainsi qu'une nouvelle extension. Le projet respecte les dispositions du règlement en vigueur, mais doit être soumis à la procédure de révision conformément au titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282.* L'édifice Read, construit en 1912, est un bâtiment significatif de l'ancien Paper Hill. Il comprend du bureau et un commerce au rez-de-chaussée. Lors de sa construction, les architectes Ross & MacFarlane y reprenaient les principes qui avaient guidé la conception de l'édifice Transportation aujourd'hui démoli. Entièrement constitué de maçonnerie, la partie supérieure est de brique alors que la partie inférieure est faite de pierre. Il est d'abord proposé de construire la portion de l'îlot de l'édifice Read actuellement occupée par un stationnement selon une approche contemporaine en optant pour des matériaux en verre teinté de couleur bronze afin de se marier à la brique ocre existante. Cette extension serait majoritairement rectiligne à l'exception des troisième et douzième étages qui marquent chacun une cassure avec des arêtes obliques. Le projet comprend également l'ajout de trois nouveaux étages en surhauteur. Ces nouveaux étages seront également en verre : la portion basse de cet ajout reprendra la forme proposée pour le troisième étage alors que les étages sont plus réguliers. Parallèlement à cette demande, des travaux de restauration sont en cours. Ces travaux comprennent le remplacement du parapet, le renforcement des architraves en pierre, la remise en état du revêtement en brique d'une partie de la façade sur la rue Viger Ouest et à l'angle des rues Saint-Alexandre et De La Gauchetière Ouest et le remplacement des linteaux. Il est également proposé de dégager les colonnes de l'entrée principale sur l'avenue Viger afin de rendre au bâtiment sa composition d'origine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la réalisation du projet.

Considérant que : Les matériaux soumis répondent aux conditions énoncées par le comité consultatif d'urbanisme lors de la séance précédente

Considérant que : La proposition demeure pertinente en permettant de mettre à jour un bâtiment tout en respectant sa grande valeur patrimoniale, mais également en comblant un espace dédié au stationnement en surface.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001363588
4.6.31

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1020, rue De Bleury

Responsables : Bruno Collin et Olivier Légaré

Description : La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de 38 étages (120 m) destinée à abriter des logements, des chambres d'hôtel, des commerces et des bureaux sur l'îlot compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury. Ce projet respecte les paramètres réglementaires et les orientations du Plan d'urbanisme. Cependant, il est soumis à une procédure de révision de projet conformément au titre VIII du *Règlement d'urbanisme* de l'arrondissement de Ville-Marie *(01-282)*.

La société de gestion Cogir, en collaboration avec le Fonds de solidarité FTQ qui est propriétaire du site, propose l'implantation d'un complexe immobilier dont le volume le plus haut s'élève à 38 étages (120 m), et qui doit abriter plusieurs fonctions, notamment :

- un rez-de-chaussée commercial;
- 6 000 m² de bureau;
- un hôtel de 193 chambres;
- 476 logements (314 locatifs et 162 en copropriété);
- 5 niveaux de stationnement pour un total de 480 unités automobile: et 150 emplacements pour vélos.

Ces chiffres doivent être considérés comme étant indicatifs puisque certaines unités résidentielles peuvent encore être subdivisées ou au contraire réunies. Le complexe aurait donc un basilaire d'une hauteur de 23 m, et une tour d'une hauteur maximale de 120 m.

La présente version, en plus d'être plus détaillée que les versions précédentes, est accompagnée des échantillons de matériaux permettant ainsi de compléter l'analyse. La tour est dominée par le verre clair, à l'exception d'une portion lame ayant front sur l'avenue Viger, qui est plutôt constituée d'un mur rideau de verre grisé. Les deux autres façades de la tour présentent une alternance entre des portions « ruche d'abeille » faite de parties creuses et de parties pleines formées par les garde-corps des balcons en verre tympan.

Pour le volume de l'hôtel, un motif distinctif triangulaire composé de verre lisse et sérigraphié est prévu. Ce motif sera concentré à l'intérieur de la cour et sous le volume puisque sur la rue Hermine le mur rideau sera constitué de verre et de panneaux de béton préfabriqué. Pour sa part, la façade de la rue De La Gauchetière sera constituée de verre lisse uniquement, de panneaux d'aluminium anodisé et de granit.

Enfin, dans le volume occupé par les bureaux, la maçonnerie de béton gris foncé est privilégiée en réponse à l'édifice Read. De plus, un écran de verre alliant des teintes plus foncées est proposé en façade afin de former une structure plate en projection vers l'avenue Viger. Notons que du côté du restaurant, l'entrée à l'intersection de la rue De Bleury et de l'avenue Viger présente une série de colonnes pour marquer cet autre élément distinct du projet.

Le revêtement au sol pour les parties non végétalisées sera constitué de trois teintes différentes de granit: la teinte la plus foncée sera d'ailleurs reprise dans le revêtement du rez-de-chaussée pour se poursuivre dans la « lame » ayant front sur l'avenue Viger. Enfin, une œuvre d'art, en réponse à *La joute* de Jean-Paul Riopelle, sera installée dans la cour intérieure du côté de l'avenue Viger.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications a émis une autorisation pour le permis de construction, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection de l'édifice Unity Building.

Remarque importante : Depuis 2016, le comité consultatif d'urbanisme a émis 4 avis favorables pour les demandes de révision de projet de remplacement à la démolition de l'ancien Pascal, révision de la volumétrie de la surhauteur, dérogation mineure pour autoriser un débarcadère et de projet particulier pour les usages et l'aménagement des quais de chargement.

Considérant que : Le projet proposé respecte dans l'ensemble les critères d'évaluation d'une construction en surhauteur, mais également les critères de l'unité de paysage Saint-James – Saint-Patrick visée.

Considérant que : La forme de la tour permet de réduire l'impact sur les vues à partir du belvédère Kondiaronk.

Considérant que : Le projet reprend la volumétrie appuyée par le comité.

Considérant que : La matérialité proposée permet de bien distinguer les différentes fonctionnalités présentes au sein du bâtiment tout en assurant une unité d'ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400798 et 3001400945
4.6.32

Objet : **RÉVISION DE PROJET ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**

Endroit : 99999, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsables : Sophie Cournoyer et Louis Routhier

Description :

Dans le cadre de la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester, une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre a été déposée afin d'autoriser l'abattage de 8 arbres, dont 4 arbres de grande valeur qui seront transplantés. Une demande de permis de transformation à également été déposée pour la restauration de la vespasienne.

L'immeuble visé par les travaux de réaménagement et de mise en valeur regroupe le lot 1 515 618 et une partie du lot 1 340 248 du cadastre du Québec. Le secteur d'intervention couvre le quadrilatère que forme la portion nord du square Dorchester à savoir les rues Peel et Metcalfe (axe est-ouest), le parvis de l'édifice Dominion Square Building et la limite des travaux déjà réalisés au square Dorchester, en 2009-2010 (axe nord-sud).

La demande vise à autoriser divers travaux associés à des démolitions en tout ou en partie d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, comprenant principalement :

- la démolition complète de l'ensemble des aménagements paysagers du secteur d'intervention;
- l'enlèvement du mobilier urbain et de tout affichage existant;
- l'abattage de 8 arbres, dont 4 arbres de grande valeur qui seront transplantés au parc des Faubourgs;
- le remplacement des portes et de la toiture en cuivre de la vespasienne à l'identique.

L'objet principal de l'intervention consiste à rétablir la figure géométrique victorienne par la consolidation, la réinterprétation et la création de parterres gazonnés et d'allées piétonnes. Suite au retrait des revêtements de sol et à la démolition des actuels aménagements paysagers, des travaux d'étanchéisation de la dalle du toit du stationnement souterrain seront également réalisés. Le réaménagement prévoit pour les allées intérieures du square, un revêtement de sol composé de trois finis de granit alors que les trottoirs extérieurs seront recouverts de pavés de béton.

La restauration de la vespasienne exigera le remplacement des portes de bois et de la toiture en cuivre à l'identique. Toute la maçonnerie sera nettoyée et les joints seront refaits. Les portes et fenêtres seront repeintes et les surfaces traitées contre les graffitis.

Les trottoirs et les sentiers à l'intérieur du square seront réaménagés afin de retrouver la géométrie et la symétrie d'origine. Afin de renforcer l'axe central, une fontaine tronquée de type victorienne sera ajoutée à l'extrémité nord du site. Deux passerelles complètent la figure et amènent le promeneur à circuler au-dessus des rampes d'accès qui agissent actuellement comme une fracture au sein du site.

L'intégration de divers appareils d'éclairage contribuera à la mise en valeur de la vespasienne et de la fontaine. L'installation de mobilier urbain, d'apparence classique et sobre est prévue.

Afin de rétablir l'image du square montréalais, des travaux arboricoles sont requis. L'analyse du couvert arborescent existant a permis d'établir une stratégie d'intervention favorisant un paysage où les hautes cimes d'arbres laissent passer la lumière et atteindre les pelouses.

Pour l'ensemble de la portion nord du Square-Dorchester, sur les 15 arbres existants, 4 arbres ayant des valeurs de conservation jugées faibles ou présentant des zones de carie seront abattus. De plus, 4 arbres de grande valeur seront transplantés à l'extérieur du site soit au parc des Faubourgs et 11 nouveaux arbres seront plantés afin de restaurer la cohésion des plantations et la structure spatiale de la place. L'ajout de ces nouveaux arbres permettra d'augmenter le couvert végétal actuel de la portion nord du square.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux proposés visent à consolider et rétablir les caractéristiques essentielles de la composition du Square Dorchester au XIXe siècle et au début du XXe siècle, en les actualisant dans un langage paysager et urbain contemporain.

Considérant que : Les travaux proposés contribuent à rétablir les liens entre le square et le Dominion Square building.

Considérant que : La vespasienne est restaurée, préservée et mise en lumière dans le respect de son caractère d'origine.

Considérant que : L'ajout des deux passerelles permet un retour à l'empreinte d'origine en plus de faciliter les déplacements piétons et de désenclaver la portion nord du square.

Considérant que : L'aménagement de la fontaine aux influences victoriennes et sa mise en lumière contribue à rappeler une composante naturelle prisée des squares montréalais et se démarque de par ses qualités d'intégration au sein du projet.

Considérant que : Les éléments de mobilier et les matériaux proposés sont les mêmes que ceux utilisés dans la partie sud du square Dorchester et sur la place du Canada de manière à affirmer que les deux places forment un tout.

Considérant que : L'abattage des arbres assure la fonctionnalité des lieux tout en maintenant l'intégrité des éléments significatifs du paysage.

Considérant que : La plantation d'arbres à grand déploiement permet d'architecturer, d'encadrer les allées piétonnes de maintenir et d'enrichir la qualité paysagère.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001237850
4.6.33

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE POUR DÉMOLITION EN VUE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

Endroit : 144, rue King

Responsable : Thomas Fontaine

Description : Une demande vise à autoriser la démolition d'un bâtiment de 4 étages datant de 1897.

Le projet a également été présenté au comité d'étude des demandes de démolition à la séance du 23 janvier 2018 (décision défavorable). À la suite de cette décision, l'arrondissement a reçu une demande d'appel en provenance du demandeur du projet lui-même. Ce dernier souhaite désormais préserver et inclure la façade du bâtiment existant au projet de remplacement. Cette modification nécessite une nouvelle présentation au CCU en avis préliminaire, avant une présentation finale au conseil d'arrondissement pour décision.

Le bâtiment dont la démolition est proposée a abrité des usages d'entrepôt en continu depuis sa construction en 1897 jusqu'à aujourd'hui. Par son gabarit de 4 étages, sa matérialité de brique d'argile rouge sur un socle de pierre grise et ses ouvertures arquées, il est typique de l'architecture industrielle montréalaise de la deuxième moitié du XIXe siècle. Il est l'un des derniers témoins de l'intense activité qui caractérisa le secteur du faubourg des Récollets lors de la Révolution industrielle, avant son déclin à partir de la crise économique de 1929.

Alors que la version initiale du projet prévoyait une démolition complète sur le site, la version subséquente prévoyait la démolition de l'ensemble des volumes à l'arrière et le scan 3D, le démantèlement et la reconstruction de la portion avant, visible depuis la voie publique. La version actuelle prévoit la conservation in situ, la restauration et l'intégration de la façade existante au projet de développement. Les portions de bâtiment conservées sont modifiées par le percement de nouvelles ouvertures. Le projet de remplacement est un bâtiment de neuf étages et une mezzanine abritant 83 unités résidentielles aux étages deux à neuf et un espace commercial au rez-de-chaussée. Sur le lot, 47 unités sont des une chambre à coucher et 10 des deux chambres à coucher, le reste étant des studios. 34 unités de stationnement pour voiture et 23 unités pour vélo sont prévues, réparties sur deux niveaux souterrains.

Comme le site est enclavé, une ouverture de 7 mètres de large par 6,25 mètres de haut serait pratiquée dans la portion gauche de la façade existante afin de permettre le passage de l'équipement et des matériaux de construction pendant le chantier. Cette ouverture serait ensuite

reconstruite selon l'apparence prévue au plan du projet de remplacement, soit similaire à l'apparence existante.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet prévoit désormais la conservation in situ, la restauration et l'intégration de la façade existante au projet de remplacement.

Considérant que : L'intérêt patrimonial du bâtiment se limite essentiellement à la façade conservée et le projet représente une occasion d'assurer sa pérennité.

Considérant que : La qualité de vie du voisinage se trouverait améliorée par la restauration de la façade, incluse dans un projet exploitant le potentiel de développement du terrain.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette proposition aux conditions suivantes :

- **Fournir les documents complets détaillant la restauration de la façade existante et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site.**
- **La demande de permis de construction pour le projet de remplacement devra faire l'objet d'une révision architecturale suivant la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et aucun permis de démolition ne sera délivré tant qu'un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme (CCU) ne soit émis à cet égard.**

Le comité recommande fortement qu'un ingénieur soit mandaté pour effectuer la surveillance du chantier afin d'assurer la conservation de la façade d'origine.

Les membres du comité souhaitent également interpeller l'arrondissement afin qu'une réflexion soit entamée au niveau des garanties bancaires exigées qui dans certains cas sont peu représentatives des enjeux du site.

Richard R—
pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001361649
4.6.35

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2355, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser des changements mineurs sur une partie ajouté à un chalet à construire au parc Olivier-Robert, et dont l'usage serait réservé à la ventilation des tunnels du métro. Les travaux concernant la façade est et la façade nord qui sont les moins perceptibles depuis le domaine public. En façade est, pour des raisons techniques, la porte permettant le passage de la machinerie vers le puits d'accès, qui devait avoir une hauteur de 2,4 m a été prolongée jusqu'à la hauteur du couronnement et mesure désormais 3,55 m de hauteur. En façade nord, la vérification du calcul des besoins de ventilation a mené à l'ajout d'une seconde persienne permettant d'augmenter de 50% la capacité de celle qui était déjà en place sur les dessins d'octobre 2017.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 6 juillet 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.24 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modifications ont un impact négligeable sur l'ensemble du projet.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard B —
Sophie Mauzerolle
Présidente

Pour

Caroline Cantin
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001356332
4.6.36

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1205, avenue du Docteur-Penfield

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'Agrandissement d'un appentis mécanique et le réaménagement de l'entrée du pavillon de biologie Stewart de l'université McGill.

Le pavillon de biologie Stewart, construit en 1964 d'après les dessins des architectes Dobush, Stewart et Bourke, est situé dans l'ombre du pavillon MacIntyre de médecine qui est plus haut et implanté également beaucoup plus haut, ce qui fait que sa hauteur de 7 étages n'apparaît pas exagérée, depuis que l'université a fait démolir la résidence victorienne qui était située à son pied.

Les travaux visibles de la demande de permis à l'étude consistent en l'agrandissement de l'appentis mécanique existant de l'aile ouest, qui était originalement implanté en retrait des façades, jusqu'à l'alignement de celles-ci. Le dernier étage serait revêtu de panneaux de zinc prépatiné, et sa hauteur légèrement rehaussée pour atteindre celle de l'appentis mécanique de l'aile est; les persiennes entourant les tours d'eau seraient également fabriquées du même matériau. La hauteur du bâtiment est dérogatoire au zonage de 23 m et la hauteur de l'agrandissement ne doit pas dépasser celle de l'élément existant le plus haut.

La proposition prévoit également de prolonger le couloir principal à chaque étage jusqu'aux murs extérieurs et de vitrer entièrement son interface avec le monde, ce qui revient à insérer en façades nord et sud une nouvelle tranchée de mur rideau se prolongeant, au niveau du rez-de-chaussée, en une marquise et une réorganisation de l'entrée principale qui serait ainsi beaucoup mieux marquée.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition doit répondre aux nouvelles normes en matière de conservation d'animaux de laboratoire et de ventilation de labos.

Considérant que : Le projet s'insère de façon ferme, mais discrète à l'intérieur d'un vaste complexe à la tectonique très présente.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Pour

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001393192
4.6.37

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1155, rue Guy
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande de permis vise à modifier le projet précédemment présenté en proposant un agrandissement du rez-de-chaussée, en façade Guy, à l'intérieur de l'ancien débarcadère automobile contenu à l'intérieur du volume d'origine. Cet espace de desserte n'est plus nécessaire depuis la conversion de l'immeuble à l'usage résidentiel. Le projet prévoit également la démolition d'une verrière située en retrait de la rotonde emblématique du site et son remplacement par un mur rideau vitré situé dans l'axe du plan de façade principal des volumes conservés. Les espaces dont la façade serait ainsi redéfinie seront consacrés à l'usage commercial, ce qui justifie l'utilisation d'un mur rideau de verre et d'aluminium pour la nouvelle vitrine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 février 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel au projet de surhauteur.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition correspond à la nouvelle utilisation du bâtiment et s'insère harmonieusement dans le projet de restauration du bâtiment existant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard A

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001404848
4.6.38

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1467, rue Crescent

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser des modifications aux façades.

Depuis le milieu des années 1960, le bâtiment situé à l'angle sud-ouest de Crescent et Maisonneuve a fait l'objet de nombreuses transformations qui ont laissé des marques profondes sur ses façades. Pour commencer, le mur latéral a été exposé au grand jour et une portion triangulaire additionnelle de terrain a été ajoutée au lot suite à l'élargissement du boulevard de Maisonneuve, ce qui a mis en lumière le potentiel important du rez-de-chaussée dans la mouvance ludique qui a fait de la rue Crescent l'endroit festif par excellence de la communauté anglophone.

À l'époque où les cafés-terrasses étaient interdits de cité à Montréal, une succession d'agrandissements vitrés aux cloisons amovibles a été réalisée sur un, puis 2 étages, à l'enseigne de la légendaire « Casa Pedro ». Le locataire suivant a modifié l'aménagement en reportant les espaces ouvrant sur la rue au niveau du rez-de-chaussée surélevé de 6 ou 7 marches, puis a procédé à un autre agrandissement et à l'aménagement d'une terrasse au niveau du 2^{e} étage sans permis. Suite au suivi de la Section de l'inspection de l'arrondissement, une demande de permis a été déposée en 2008, pour être refusée en 2012, suite à 4 années de pourparlers pour obtenir un projet plus respectueux du caractère de l'immeuble.

Depuis, certains espaces autrefois fermés sont devenus ouverts sur la rue pour augmenter la superficie de terrasse, ce qui a eu pour effet de rendre non-conforme l'ensemble des constructions situées à l'avant des murs extérieurs d'origine. Le propriétaire est maintenant acculé au pied du mur, puisque pour délivrer un permis d'alcool pour un nouveau locataire, celui-ci doit régulariser la situation, ce qui ne peut se faire dans la situation de non-conformité actuelle.

Le demandeur propose donc, d'une part, l'enlèvement de toutes les constructions existantes situées à l'avant de la façade originale en pierre face à la rue Crescent, et, d'autre part, la reconstruction d'une partie de l'agrandissement faisant face au boulevard de Maisonneuve pour que celui-ci atteigne, en apparence, la hauteur minimale de 3 étages. Les ouvertures percées sans coordination dans la façade Crescent demeureraient, et seraient fermées par des portes vitrées coulissantes et des garde-corps vitrés.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition pourrait permettre de remettre en valeur la façade de la rue Crescent, qui fait partie d'un bel ensemble.

Considérant que : Le projet n'est pas encore entièrement conforme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Envisager de déplacer l'accès au rez-de-chaussée vers l'ouverture située au nord de la façade Crescent, pour libérer l'oriel qui n'a jamais servi d'accès.**
- **Construire une portion de plancher du côté ouest de la façade Maisonneuve, pour que l'agrandissement atteigne la hauteur présumée de 3 étages.**
- **Fournir les documents destinés à la réalisation des travaux de restauration de la façade.**
- **Fournir une garantie monétaire, au montant de 174 240 $, soit 5% du montant de l'évaluation des travaux à réaliser, afin d'assurer la complétion de l'exécution des travaux de démolition, restauration et de construction sur ce site dans un délai de 24 mois à partir de la date d'émission du permis de travaux extérieurs.**
- **S'assurer que cette garantie soit maintenue en vigueur jusqu'à 60 jours suivant la date prévue de péremption, et qu'elle comporte une disposition obligeant l'émetteur à en renouveler automatiquement les conditions à la date d'échéance.**
- **Présenter les modifications et détails des matériaux à une autre séance du comité.**

Richard N

Sophie Mauzerolle
pour Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001312131
4.6.39

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 50, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser la construction d'un immeuble mixte dans lequel on prévoit l'aménagement de 130 logements ainsi qu'un local commercial en bordure de la rue Sainte-Catherine, d'une superficie d'environ 400 m^2.

Il s'agit d'un volume de 8 étages, ayant pour particularité de s'implanter autour d'un bâtiment existant de 4 étages d'une profondeur de 5,3 m. Aux étages 6, 7 et 8 de la construction proposée, une partie de la façade est en fait un mur à la ligne de lot sans fenêtre recouvert de brique anthracite et sur lequel on retrouve un jeu d'appareillage de la brique.

Sur la portion de la façade Sainte-Catherine construite à l'alignement zéro, on retrouve un basilaire commercial d'une hauteur de 4 m, presque entièrement vitré et surmonté d'un entablement en aluminium orange. Du côté ouest, on retrouve l'accès au commerce et du côté est, une alcôve logeant une porte d'issue. Les étages 3 à 7 sont recouverts de brique rougeâtre et anthracite, tandis que le dernier étage, en recul de 0,6 m à 1,2 m, est recouvert de panneaux métalliques gris clair. Des loggias avec un revêtement métallique imitant le bois sont intégrées aux étages 3 à 7 ainsi qu'un balcon surmontant les loggias à l'étage 8. Au coin Ouest de cette façade, on retrouve un prolongement du garde-corps en métal perforé bordant les juliettes de la façade Saint-Dominique sur les étages 3 à 7. Finalement, on retrouve un bandeau de maçonnerie contrastant entre les étages 6 et 7.

La façade Saint-Dominique, imposante par sa longueur et son gabarit, reprend les mêmes jeux de matériaux. Sur sa portion Nord, on retrouve le basilaire commercial vitré, les étages 3 à 7 en brique anthracite et l'étage 8, en recul de 1,5 m, en revêtement métallique gris clair. Des juliettes en projection avec des garde-corps en métal perforé sont proposées aux coins des étages 3 à 7, des loggias en brique aux étages 3 à 6 et un balcon à l'étage 8. Dans la partie centrale, on retrouve un basilaire plus opaque recouvert de brique rougeâtre dans lequel sont logés l'entrée du garage et 2 logements possédant des entrées indépendantes. Aux étages 2 à 7, des sections verticales en brique rougeâtre et des loggias en revêtement métallique imitant le bois s'alternent. L'étage 8, toujours en recul, est traité en revêtement métallique gris clair. Finalement, en portion Sud, on retrouve un grand volume en brique anthracite abritant au rez-de-chaussée la salle électrique ainsi que l'entrée des résidents.

Finalement, on retrouve plusieurs éléments en métal prépeint orange sur la façade Saint-Dominique au-dessus des entrées et aux changements de couleur de brique.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection du Monument-National.

Remarque importante : À la séance du 18 janvier et 15 février 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis des avis favorables conditionnels à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Un format de brique similaire à celui des constructions voisines favoriserait l'intégration du bâtiment au tissu urbain existant.

Considérant que : Le motif et la composition du bandeau s'alignant avec la corniche du bâtiment voisin devraient être précisés.

Considérant que : La présence de balcons et juliettes sur la rue Sainte-Catherine devraient être minimisées.

Considérant que : La proposition de retourner le garde-corps en métal perforé sur la façade Sainte-Catherine des juliettes proposées offrira des jeux de texture et d'ombre intéressants.

Considérant que : Les ouvertures de la portion Sud du rez-de-chaussée sur la façade Saint-Dominique devraient mieux s'intégrer à l'architecture du bâtiment proposé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des briques de format Québec (modulaire métrique)**
- **Sur la façade Sainte-Catherine :**
  - **Éliminer le plancher des juliettes proposées sur le coin Ouest de la façade.**
  - **Préciser et raffiner le bandeau de brique s'alignant avec la corniche du bâtiment voisin. Le comité propose de revenir à la version présenté le 18 février 2018.**
- **Sur la façade Saint-Dominique :**
  - **Dissimuler le plancher des juliettes situées au coin Nord de la façade avec le garde-corps en métal perforé.**
  - **Aligner la porte du logement 106 avec la fenêtre située à l'étage supérieur.**
  - **Uniformiser la hauteur des portes de service métalliques (entrée du garage, issue de secours et salle Hydro-Québec).**
  - **Intégrer un pilastre de maçonnerie anthracite à l'axe 15 au niveau du rez-de-chaussée afin de mieux intégrer et encadrer la vitrine commerciale.**

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001396405
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE**

Endroit : 1464, rue Crescent

Responsable : Olivier Légaré

Description : Une demande d'avis préliminaire a été déposée afin d'évaluer l'opportunité d'autoriser la transformation de locaux commerciaux adjacents à une salle de spectacle en logements. Cette demande pourrait être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

Au moment de sa construction en 1900, le bâtiment commercial visé par la demande était résidentiel à l'image de la rue Crescent de l'époque. Depuis, la fonction commerciale a pris le pas sur le résidentiel pour faire du tronçon compris entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve une des icônes de la vie nocturne montréalaise. Ainsi, jusqu'en janvier 2018, les deux premiers étages du bâtiment étaient occupés par un établissement comprenant une salle de danse alors que les deux étages supérieurs étaient occupés par des bureaux. De son côté, le bâtiment jumeau comprend un restaurant ainsi qu'un débit de boissons alcooliques et possède un certificat d'occupation pour l'usage salle de danse qui n'est pas exploitée.

Le demandeur cessera l'exploitation de la salle de danse des deux étages inférieurs et souhaiterait aménager des logements aux deux étages supérieurs de son bâtiment. Toutefois, puisque le bâtiment adjacent souhaite maintenir l'occupation de la salle de danse, les nouveaux logements ne seraient pas autorisés tel que le prévoit l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme (01-282) à propos de la cohabitation des usages sensibles. Ainsi, le demandeur souhaite modifier les étages visés par les logements afin d'améliorer leur isolation par rapport au bruit et se prémunir d'une dérogation conformément au Règlement sur les projets particuliers.

La demande est justifiée par la difficulté d'occuper les deux étages de bureaux qui ne trouvent pas preneurs depuis un certain nombre d'années et ainsi, selon le demandeur, l'aménagement de nouveaux logements permettrait de les occuper. La conversion de ces espaces serait justifiable d'un point de vue architectural puisque celle-ci permettrait de rendre au bâti son usage d'origine. Cette conversion serait également l'opportunité d'entreprendre une restauration de la façade afin de lui rendre certains éléments d'origines en guise de contrepartie des dérogations.

Par contre, l'isolation d'un tel bâtiment nécessite une intervention plus importante que l'ajout de nouvelles couches de protections. Ainsi, la contigüité des deux bâtiments risque d'engendrer un transfert de vibrations en provenance de la salle de danse. Afin de bien protéger les logements du bruit, il serait nécessaire d'effectuer une intervention au sein des deux bâtiments et non seulement celui qui est visé par l'autorisation. Enfin, un logement à l'isolation déficiente dans un secteur de forte intensité commerciale ne serait pas nécessairement plus facile à occuper qu'un local commercial.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant qu' : Un projet particulier doit comprendre une part de plus-value pour la communauté.

Considérant que : La proposition ne comprend qu'une intervention sur le bâtiment visé alors qu'une isolation efficace devrait viser les deux bâtiments contigus.

Considérant que : L'occupation des logements n'est pas plus garantie que l'occupation des locaux commerciaux.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Toutefois, une telle demande pourrait être recevable en répondant aux conditions suivantes :

- **Avoir une meilleure connaissance de la structure des deux bâtiments contigus.**
- **Présenter un programme d'intervention sur les deux bâtiments afin d'améliorer la protection des logements contre le bruit.**
- **Accompagner cette intervention d'une étude d'impacts acoustiques démontrant que celle-ci permettra de rencontrer un niveau sonore à l'intérieur des logements conforme aux niveaux prévus par la réglementation d'urbanisme.**
- **Présenter un plan de restauration de la façade.**

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180858005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 28 mars 2018 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est (Projet Sax sur le fleuve)

De prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 28 mars 2018 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 14:12

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180858005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 28 mars 2018 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est (Projet Sax sur le fleuve)

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 28 mars 2018 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est (Projet Sax sur le fleuve)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE D'ARRONDISSEMENT

ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABILES À VOTER
RÉSOLUTION CA18 240125

Résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est

---

Je soussigné, Domenico Zambito, secrétaire de l'arrondissement de Ville-Marie, certifie que:

A) Le nombre de personnes habiles à voter est de 596;

B) Le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de 71;

C) Le nombre de demandes faites est de 0;

D) La résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter;

E) Un scrutin référendaire ne doit pas être tenu.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé à Montréal,
Ce 28e jour de mars 2018

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie

CA : 10.10

2018/04/10 19:00

(1)

Ce dossier vous sera livré ultérieurement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.11

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185237021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 13:49

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-16

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 13 mars 2018 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseiller du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Dufort, directeur général adjoint
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
M. Guy Charbonneau, directeur des Travaux publics
Mme Dominique Archambault, directrice de la Culture des Sports des Loisirs et du développement social
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
Mme Martine Dubuc, commandant du poste 12 du Service de police
M. Mohamed Bouhdid, inspecteur du poste 21 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 32. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 69, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.2 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1115, rue Saint-Antoine Ouest — Tour Deloitte : intervention
- 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens 2 : intervention

---

10.3 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public
- 864, rue Sainte-Catherine Est : Aucune intervention
- 810, rue Saint-Antoine Est : Aucune intervention

10.04 - CA18 240080

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Fréderic Campeau
- Vélo Festif

Monsieur Rejean Fortin
- Calèches

Mme Lioudmila Zoueva
- Marchés publics de quartier square Phillips

Monsieur Bernard Sanchez
- Plan global pour le village Shaughnessy

Madame Claire Adamson
- Taxes sur les bâtiments vides
- Sondage sur les animaux

Monsieur Gaétan Auger
- Projet SAX :

Madame Diane Berthiaume
- Programme de Stérilisation des chats avec la SPCA

Monsieur Réal Carbonneau
- Airbnb - Résidences de tourisme
- Jardin Domtar

Madame Kim Pétrograzio
- Programme de stérilisation des chats avec la SPCA

CA18 240081

10.05 Période de questions du public – prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;
Attendu qu'à 19 h 07, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;
Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Richard Ryan

De prolonger la période de questions du public afin que soient entendues les personnes restantes sur la liste.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1185237001

\- -

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jacques Larin
- École sur le site du Children Hospital

Monsieur Robert Hajaly
- École sur le site du Children Hospital

Monsieur Sébastien Bonneau
- Vente du jardin Domtar

Madame Caroline Delaney
- Avenir du jardin Domtar

Monsieur Matthieu Pageau
- École sur le site du Children's
- Accès Logis et logement social

Monsieur Victor Platon
- Limite – plateau de hauteur (permis)

Madame Simone Nichols
- Pourquoi un bâtiment de 20 étages au coin Saint-Hubert et De Maisonneuve :

Monsieur Hugo Barette
- Jardin Domtar

Monsieur Karim Kammah
- Piétonisation Vieux-Montréal
- Projet SAX

Monsieur Louis Trahan
- Facture impayée et contrat

\- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 20 h 10. 19 personnes sur les 19 inscrites ont été entendues.

10.06 - Période de questions des membres du conseil
- Aucune question

CA18 240082

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240083

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1185237016

CA18 240084

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1185237013

CA18 240085

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1185237015

CA18 240086

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1185237017

CA18 240087

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 12.01 et 12.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240088

Autoriser l'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ainsi que le paiement du coût annuel d'adhésion

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser l'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ainsi que le paiement du coût annuel d'adhésion;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1185179002

CA18 240089

Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social.

Adoptée à l'unanimité.

12.02 1176145002

CA18 240090

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240091

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1186673006

CA18 240092

Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA16 240298 adoptée à sa séance du 14 juin 2016, accordé un contrat de 427 477 $, pour une durée de vingt-quatre mois, à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);

Attendu que la clause 2 de la Section V des clauses administratives particulières des documents d'appel d'offres VMP-16-008 prévoit la possibilité de prolonger le contrat d'une troisième année consécutive;

Attendu que le conseil d'arrondissement a décidé de se prévaloir de l'option de renouvellement de l'entente:

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1166937005

CA18 240093

Approuver la convention, du 14 mars 2018 au 31 décembre 2020, ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 30 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 30 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1184951001

CA18 240094

Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA16 240370 adoptée à sa séance du 6 juillet 2016, approuvé une convention concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

Attendu qu'un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill, pour le partage des coûts d'aménagement du terrain, a été accepté :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA16 240370 et de modifier la convention avec l'Université McGill quant à sa durée et au pourcentage d'utilisation du terrain sportif synthétique Rutherford.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1161903001

CA18 240095

Autoriser la cession du contrat, d'une année, pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, du cocontractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., à 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) faisant suite à une acquisition des actifs

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser la cession du contrat d'une année pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, du contractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) faisant suite à une acquisition des actifs.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1186937003

CA18 240096

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention pour l'année 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution financière de 4 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1184405002

CA18 240097

Diminuer à 2 500 $ la contribution accordée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face à la suite de l'annulation de l'évènement « Fête de la Saint-Valentin »

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240032 adoptée à sa séance du 13 février 2018, accordé une contribution de 5 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;

Attendu que la Fête de la Saint-Valentin a été annulée;

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA18 240032 afin de diminuer à 2 500 $ la contribution octroyée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1180619001

CA18 240098

Modifier la résolution CA17 240030 et approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution annuelle de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240030 adoptée à sa séance du 14 février 2017, accordé une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 pour un montant total de 265 000 $;

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA17 240030 afin d'annuler la contribution de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 accordée à Fierté Montréal;

D'approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1172624005

CA18 240099

Modifier la résolution CA16 240116 et approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA16 240116, adoptée à sa séance du 15 mars 2016, approuvé la convention pour une durée de 3 ans, avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018 et accordé une contribution totale de 75 000 $;

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA16 240116 afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018;

D'approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1163105004

CA18 240100

Autoriser le virement de 8 300,00 $, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550, rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240539 adoptée à sa séance du 4 octobre 2017, accordé à Procova inc. un contrat de 95 613,21 $ pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (appel d'offres public VMP-17-040 - 2 soumissionnaires);

Attendu que la majoration du contrat est requise afin de s'ajuster aux conditions de chantier ainsi qu'aux besoins des usagers;

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense additionnelle 8 300,00 $ afin d'augmenter à 103 913,21 $ le montant du contrat accordé à Procova inc. pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1175965004

CA18 240101

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 20.11 à 20.17.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240102

Ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240666 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires);

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240020 adoptée à sa séance du 13 février 2018, autorisé une dépense additionnelle pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette);

Attendu que les heures estimées aux contrats de déneigement s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $ auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1175382006

CA18 240103

Ratifier une dépense additionnelle de 29 261 09 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de M.J. Contach enr.

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240013 adoptée à sa séance du 14 février 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016 2017 et 2017-2018;

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240022 adoptée à sa séance du 13 février 2018, accordée une dépense additionnelle pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr. :

Attendu que les heures estimées aux contrats s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De ratifier une dépense additionnelle de 29 261,09 $ auprès de M.J. Contach enr. pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1167203012

CA18 240104

Ratifier une dépense additionnelle de 76 906,06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240455 adoptée à sa séance du 12 septembre 2017, accordé à contrat à Lukyluc auto inc. et à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires);

Attendu que le nombre de jour de chargement de neige a été plus élevé que celui estimé;

Attendu que des dépenses additionnelles se sont avérées nécessaires en regard des heures travaillées:

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De ratifier une dépense additionnelle de 76 906,06 $ auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1175382003

CA18 240105

Approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonger la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonger la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1184069002

CA18 240106

Autoriser une affectation de surplus de 95 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de l'année 2017 en fonction des services rendus

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial Quartier latin;

D'accorder, à cette fin, une contribution supplémentaire de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017 du projet « Préposés à l'accueil »;

D'autoriser une affectation de 75 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement à la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » pour l'année 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1180318003

CA18 240107

Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18-16737 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ pour le nettoyage printanier des trottoirs, année 2018-2019 (appel d'offres public 18-16737 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Entreprises Michel Gauthier, plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix unitaire de 305,00 $/Km, pour le nettoyage du secteur Sainte-Marie au prix total de 52 601,06 $ taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Équipements Benco, plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix unitaire de 421,00 $/Km, pour le nettoyage du secteur Peter-McGill et du secteur Saint-Jacques au prix total de 217 820,13 $ taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer ces dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1185382002

CA18 240108

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 15 550 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 2 000 $ au Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ);
- 2 000 $ au Carrefour socioculturel du centre Afrika;
- 250 $ au Fonds 1804 pour la persévérance scolaire;
- 5 000 $ au YMCA Centre-Ville;
- 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
- 2 800 $ à l'Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien L'Allier;
- 1 000 $ au Centre d'Action Bénévole de Montréal inc;

D'imputer cette dépense totale de 15 550 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1180619002

CA18 240109

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 30.01 à 30.05.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240110

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1184657001

CA18 240111

Accepter l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1185876002

CA18 240112

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1185237003

CA18 240113

Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'appuyer la demande d'aide financière au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal dans le cadre du Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation;

De mandater M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement et signer les documents nécessaires à cette demande d'aide financière.
Adoptée à l'unanimité.

30.04 1186071001

CA18 240114

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1185237020

CA18 240115

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240116

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent », au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est, et ce, conformément au paragraphe 2o de l'article 247 de ce règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

D'assortir cette autorisation des conditions suivante:

a) Fournir une étude acoustique afin de minimiser les impacts sonores à l'égard du bruit en provenance de l'établissement où l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est prévu et le cas échéant, appliquer les mesures de mitigation proposées.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1184869003

CA18 240117

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 13 février 2018 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282),
b) d'aménager un café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée conformément aux plans préparés par Jean-Pierre Lagacé architecte, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 septembre 2017;

D'assortir cette autorisation à la condition de privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
1174869013
pp 367

CA18 240118

Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – Adoption

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA16 240043, adoptée à sa séance du 9 février 2016, adopté une résolution autorisant de déroger au Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien L'Allier (00-258, modifié) et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre un développement immobilier mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA16 240043 par :

1) L'ajout, à la fin du premier paragraphe, du point suivant :
   a) « d) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018.»
2) Le remplacement du point a) du deuxième paragraphe par le suivant :
   a) « a) l'édifice sis au 975, rue Lucien-L'Allier, doit être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de la façade, tel qu'illustré aux plans mentionnés précédemment. »
3) L'ajout, à la fin du deuxième paragraphe, des conditions suivantes :
   a) « j) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et la composition architecturale doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) « k) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
   c) En plus des critères prévus au Titre VIII et aux critères relatifs à une surhauteur (article 36), les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i. Le traitement architectural de la façade donnant sur le futur lien piétonnier doit favoriser l'animation sur rue par sa composition et la présence d'accès piétonniers;
      ii. Les balcons doivent être traités en loggia, avec une insertion discrète;
      iii. Les nouvelles ouvertures pratiquées dans l'édifice Blachford doivent respecter la composition d'origine;
      iv. Le traitement de la façade du volume de la rue De La Montagne doit favoriser un encadrement de la rue à l'échelle du piéton;
      v. La viabilité des espaces végétalisés sur la terrasse doit être assurée.»

Adoptée à l'unanimité.

40.03
1177400004

pp 371

CA18 240119

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier le projet de résolution comme suit :

- par le remplacement, à la dernière troisième ligne, du mot « aménagement » par le mot « occupation ».

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit ;

D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'autoriser l'occupation d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
1186255001
pp 372

CA18 240120

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5e étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
1186255003
pp 369

CA18 240121

Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du permis pour la transformation d'un balcon pour l'immeuble situé au 1673, rue Logan

Attendu que le 16 mars 2017, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis défavorable :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De refuser, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), la délivrance du permis pour la réalisation des travaux illustrés aux documents préparés par monsieur Hugo Séguin, déposés le 25 février 2017 à l'arrondissement de Ville-Marie, concernant l'immeuble situé au 1673, rue Logan, suite à la demande de permis de transformation 3001284568.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1177524004

CA18 240122

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le deuxième projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;

c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;

ii les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;

iii l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
1177303016
pp 370

CA18 240123

Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2018 et d'autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De désigner la place Jacques-Cartier comme étant une place publique, du 1er avril 2018 à 8 h au 31 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place Jacques-Cartier et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1, o. 509 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du 1er avril 2017 au 31 octobre 2018, entre 11 h et 3 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 201 permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2 o. 113 permettant l'installation d'éléments décoratifs, et autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la Place Jacques-Cartier.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1186890002

CA18 240124

Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du certificat d'enseigne commerciale sur un immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest

Attendu que le 15 février 2018, le Comité Consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis défavorable:

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De refuser, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du certificat, l'installation d'une enseigne commerciale telle qu'illustrée aux documents préparés par la compagnie Slon Enseignes, déposés le 15 janvier 2018 à l'arrondissement de Ville-Marie, concernant l'immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest, suite à la demande de certificat d'enseigne 3001336129.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1187524001

CA18 240125

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2017;

Attendu qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, des demandes signées par au moins 12 personnes intéressées ont été reçues, celle-ci entraînant pour la zone 0093 la tenue d'un registre que 71 personnes habiles à voter devront signer pour donner lieu, le cas échéant, à la tenue d'un référendum :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

1) D'accorder, pour le terrain de l'ancien entrepôt frigorifique portant le numéro 1000, rue de la Commune Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 3 et 5 du Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219);
   b) de déroger à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) d'édifier un bâtiment substantiellement conforme aux plans préparés par Kevlar et Neuf Architectes numérotés 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 25 mai 2017;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
   i) le nouveau bâtiment doit être compatible avec l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique, tout en laissant à ce dernier la prédominance sur le site et en préservant son caractère unique;
   ii) prévoir des matériaux et des détails architecturaux d'une qualité supérieure ou équivalente à ceux du bâtiment de l'ancien entrepôt frigorifique;
   iii) assurer un dialogue entre l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique et le bâtiment à construire;
   iv) favoriser une expression architecturale contemporaine sobre et adéquatement intégrée, de même que des espaces extérieurs intégrés à la masse du bâtiment plutôt qu'en saillie;
   v) reprendre la verticalité des façades de l'ancien entrepôt frigorifique.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.10
1177303011
pp 358

CA18 240126

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.11 à 40.18.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1185237001

CA18 240127

Adopter une résolution autorisant l'usage parc de stationnement public intérieur au sous-sol du bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
    a) de déroger aux articles 242 et 620 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
    b) d'exploiter l'usage commercial « parc de stationnement public intérieur» dans une partie du sous-sol, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Fischer Rasmussen Whitefield architectes, datés de février 2018, et estampillés par l'arrondissement le 26 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
    a) identifier adéquatement et précisément les unités de stationnement privées afin qu'elles ne soient pas utilisées aux fins de stationnement public;
    b) assurer une cohabitation cohérente entre les espaces de rangement ainsi que les unités de stationnement afin d'éviter qu'elles ne se superposent.

Adoptée à l'unanimité.

40.11
1186255005
pp 375

CA18 240128

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 559 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 510 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1186673003

CA18 240129

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Appartements Saint-Marc – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter un premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain occupant le lot numéro 1 605 637, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 1 à 10, réalisés par Coursol-Miron architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. le traitement des façades latérales, incluant le niveau de la fausse mansarde, doit assurer l'unité d'ensemble du bâtiment;
ii. les matériaux de revêtement doivent être de grande qualité;
iii. l'aménagement de l'aire de stationnement doit assurer la sécurité de tous ses utilisateurs, notamment celle des cyclistes et être conçu de manière à éviter tout conflit entre les différents moyens de transport.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
1187303004
pp 376

CA18 240130

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà le da distance pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest - Projet Tour des Canadiens 2

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà de la distance maximale autorisée pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens 2, et ce, en dérogation à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1177303017

CA18 240131

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest - Tour Deloitte

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant à plus de 0,6 m sur le domaine public pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest, et ce, en dérogation à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.15 1177303018

CA18 240132

Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, art. 560), une ordonnance autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282 o. 198 autorisant l'affichage promotionnel et publicitaire des événements et promotions commerciales pour l'année 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1180318002

CA18 240133

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 2e partie C)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, C) et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3 o. 560 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance 01-282 o. 199 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1 o. 511 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2 o. 114 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 110 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1187803002

CA18 240134

Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur les sites identifiés pour la saison 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039), l'ordonnance 15-039, o. 10 modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue afin de permettre les activités de cuisine de rue aux sites suivants:

1. CEGEP Dawson : Ave. Atwater, côté ouest, au nord de De Maisonneuve;
2. Gare Windsor : Rue Stanley, sud de René-Lévesque;
3. Square Dorchester : Sur rue Metcalfe, au nord du boul. René-Lévesque;
4. Place du Canada : Rue de la Cathédrale, au sud de René-Lévesque, côté ouest;
5. Musée McCord : Rue Victoria, adossé au Musée;
6. Cité du Multimédia : Rue Brennan, au coin de Prince;
7. Queen : Rue Queen, au nord de Wellington, côté est;
8. Beaver Hall : Rue de la Gauchetière à l'ouest de la rue Beaver Hall;
9. Square Victoria : Rue du Square-Victoria, au nord de St-Jacques, côté est;
10. Parc du Mont Royal : Avenue du Parc, près du monument Georges-Étienne-Cartier;
11. Musée Pointe-à-Callière : Sur Place-d'Youville, entre place Royale et rue Saint-François-Xavier;
12. Place d'Armes : Sur St-Jacques, face à la Banque de Montréal;
13. Complexe Guy-Favreau : Sur René-Lévesque, côté sud à l'ouest de Saint-Urbain;
14. Quartier des spectacles : Boul. Saint-Laurent, côté est, au nord de la SAT;
15. du Palais : Rue Notre-Dame, à l'est de la rue St-Gabriel, côté nord;
16. Place des Montréalaises : Rue Sanguinet, entre Viger et Saint-Antoine;
17. UQAM : Rue Sainte-Catherine est, côté sud-ouest de Berri;
18. Des Faubourgs : Boul. De Maisonneuve, à l'est du pont Jacques-Cartier, côté nord - près du 2155;
19. du Havre – Frontenac : Rue Lafontaine coin du Havre.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.18 1180318004

CA18 240135

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) – Avis de motion

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, le conseiller Robert Beaudry donne avis de motion de l'adoption du règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

Adoptée à l'unanimité.

40.19 1186673007

CA18 240136

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.21 et 40.22.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1185237001

CA18 240137

Recommander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec (angle nord-est de la rue de la Montagne et la rue Saint-Jacques)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De recommander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec (angle nord-est de la rue de la Montagne et la rue Saint-Jacques).

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1187303003

CA18 240138

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet de :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
   c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés A-001; A-10; A-11; A-100 à A-107; SK-200 à SK-203; SK-250; SK-251; SK-300 à SK-302; SK-400 et SK-401 , réalisés par Geiger Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 5 mars 2018.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) l'alignement sur rue, la volumétrie et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) les plans des étages 5 à 8 (numérotés A-104 à A-107) doivent correspondre au plan d'implantation à la page numérotée A-001;
   c) la demande de permis de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   d) la demande de permis de construction doit être accompagnée des documents suivants :
      i. une proposition de commémoration de l'ancien cinéma;
      ii. une étude de circulation;
      iii. une étude de vent;
   e) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :
         (1) la reprise de la marquise;
         (2) la reprise du volume de l'ancien cinéma;
         (3) l'utilisation d'une brique beige (de type ''Driftwood Grey" en fini velours et format norman de la compagnie Cloud Ceramics ou équivalent) et la reproduction de l'appareillage du mur d'origine;
         (4) le marquage du volume par un retrait du reste de la façade;
         (5) une mise en lumière discrète et bien intégrée;
      ii. le projet de commémoration est intégré architecturalement dans la composition de la façade;
      iii. le dernier étage est entièrement vitré;
      iv. une attention particulière est apportée au traitement architectural du mur aveugle côté est du volume sur Sainte-Catherine;
      v. l'aménagement du toit terrasse au centre du projet comprend des espaces végétalisés;

3) De fixer un délai de 24 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1170607010
pp 374

CA18 240139

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 136 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.22 1187400002

CA18 240140

Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « une heure pour la Terre 2018 » qui aura lieu le 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30

Attendu l'événement « Une heure pour la Terre 2018 », qui aura lieu le samedi 24 mars 2018 de 20 h 30 à 21 h 30;

Attendu que cet événement, créé en Australie en 2007 et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Foundation), vise à sensibiliser la population mondiale à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques et mise sur un geste simple, celui d'éteindre les lumières pendant une heure;

Attendu que plus de 7 000 villes et cités, réparties dans plus de 170 pays, s'associent déjà à ce mouvement planétaire et y impliquent, par le fait même, des millions de personnes à travers le monde:

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2018 », qui aura lieu le samedi 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie à prendre part aussi à cet événement, en éteignant leurs lumières pendant une heure, ce soir-là.

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1186926001

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 10 avril 2018 à 18 h 30 heures, à la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 22.

70.02

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA18 240xx
lors de la séance du conseil tenue le 10 avril 2018

CA : 10.12

2018/04/10 19:00

(1)



Ce dossier vous sera livré ultérieurement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180318008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder à même le budget de fonctionnement, une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018

D'approuver le projet de convention à intervenir avec la Société de développement commercial (SDC) du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018 à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 16:34

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180318008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder à même le budget de fonctionnement, une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018

CONTENU

CONTEXTE

Pour une treizième année consécutive, la Société de développement commercial (SDC) du Village sera le promoteur de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau. Avec l'appui de l'arrondissement et des partenaires de la SDC, la piétonnisation 2018 débutera le 27 avril et se prolongera jusqu'au 28 septembre, une première depuis les toutes premières heures de la piétonnisation du « Village » en 2007.
Avec l'objectif d'animer la piétonnisation, qui fait non seulement consensus chez les riverains et les résidents du quartier, mais qui est souvent utilisé comme modèle de piétonnisation réussie au delà des frontières Montréalaises, la SDC met sur pied une programmation promotionnelle constituée d'animation culturelle et artistique, de mobilier urbain, d'éclairage, de végétation et de pavoisement appelée Aires libres. L'élément le plus marquant de la programmation estivale sur cette portion de la rue Sainte-Catherine est sans contredit la canopée de boules. Mais à cet élément d'ambiance, harmonisé aux couleurs LGBT en 2017, s'ajoutent le nouvel espace Galerie Blanc aménagé sur un terrain vacant à l'intersection de la rue Wolfe et des éléments horticoles, ajoutant à l'expérience sur la rue.

En raison de la notoriété dont bénéficie la piétonnisation et l'animation du Village, la présente vise à octroyer à la SDC du Village, un soutien financier non récurrent de 340 000 $ en appui à la programmation d'Aires libres 2018. La contribution municipale couvre 43 % de la programmation pour l'année en cours, la SDC assumant, grâce à la contribution de ses membres et de ses commanditaires, 56 % des dépenses.

Les termes de l'entente sont définis dans le projet de convention à intervenir avec la SDC, jointe au présent dossier décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240193 - 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du samedi 29 avril 2017 au vendredi 29 septembre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue

Amherst et édicter les ordonnances ;
CA16 240123 - 15 mars 2016 - Autoriser une affectation de surplus de 933 870 $, approuver la convention se terminant le 31 décembre 2017 avec la Société de développement commercial du Village pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est pour les années 2016 et 2017, et accorder des contributions de 358 000 $ en 2016 et de 320 000 $ en 2017 pour un montant total de 678 000 $;

CA15 240137 - 14 avril 2015 (1156890017) - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2015, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2015 et accorder des contributions totalisant 248 000 $.

DESCRIPTION

En marge de la fermeture estivale de la rue Sainte-Catherine Est, la SDC du Village aménage l'espace transformé pour l'occasion en place publique et l'anime. La programmation élaborée par la SDC pour créer une ambiance urbaine unique et animer les lieux est appelée Aires libres, une activité que la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises appuie en tant que promotion commerciale. L'appui financier à accorder dans le cadre de la piétonnisation du Village est de deux ordres; un premier volet contribue à la création de l'ambiance, élément fort de la piétonnisation, pour son effet attractif et pour l'offre d'une expérience urbaine forte, unique. Le second volet appuyé est l'animation durant certaines périodes spécifiques de l'été. À cet effet, la proposition de la SDC du Village vise spécifiquement trois périodes d'animation. Dans un premier temps, du 4 au 10 juin (Volet 1), un volet 2 du 9 juillet au 15 juillet et un volet 3 entre le 27 août et le 2 septembre.
L'animation intensive qui marquera ces trois volets d'Aires libres fait l'objet de deux ordonnances spécifiques qui permettront à la SDC et à ses membres, de réaliser des activités autorisées limitée à ces périodes. La première, autorise l'installation d'enseignes à des fins promotionnelles à chacun des volets de Aires libres (résolution CA 18 240132, 13 mars 2018). La deuxième ordonnance, prévoyant la tenue de promotions commerciales aux dates spécifiées, fait l'objet du dossier décisionnel 1170318005, prévu être à l'ordre du jour de l'assemblée du 10 avril.

La présente vise à accorder un soutien financier global de 340 000 $ en contribution au déploiement des diverses activités du programme Aires libres 2018, tel qu'apparaissant au tableau inséré en pièce jointe et résumé ci-après. LA SDC couvrant 56 % des dépenses.

AIRES LIBRES 2018	2018
DÉPENSES	
BOULES ROSES (7306)	336 000,00 $
LES SAULES PLEUREURS (7301)	65 000,00 $
PASSERELLE AÉRIENNE (7318)	55 850,00 $
GALERIE BLANC (7305)	106 820,00 $
PROGRAMMATION ARTISTIQUE (7318)	100 379,00 $
HORTICULTURE RUE AMHERST (7301)	18 000,00 $
ÉCLAIRAGE (7308)	30 804,00 $
GRAPHISME/IMPRESSION/PHOTO (7317)	9 000,00 $
SITE WEB/MÉDIAS/COMMUNICATION (7310)	17 500,00 $
FRAIS FERMETURE DE RUE (7315)	7 000,00 $
DIVERS (7303)	5 000,00 $
CONTINGENCE	31 647,00 $
DÉPENSES TOTALES (sans TPS\TVQ)	783 000,00 $

JUSTIFICATION

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, dont la SDC du Village est l'instigatrice depuis sa création, en 2007, bénéficie d'une notoriété qui déborde largement les limites du quartier et de l'arrondissement. La couverture de presse fournie par la SDC est souvent de portée internationale, ce qui se vérifie par l'afflux touristique estival, par le nombre d'articles, de revues et de blogues faisant mention d'une visite du « Village ». Devenu un événement en soi, la piétonnisation du Village répond au double objectif de Ville-Marie de miser sur une expérience urbaine unique et de stimuler la fréquentation des places d'affaires. Les retombées hôtelières s'ajoutent à cette fréquentation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un poste budgétaire qui inclut la contribution financière à la piétonnisation 2018 de la rue Sainte-Catherine Est est inscrit au budget de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s./o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La notoriété du Village, de la piétonnisation et de la fréquentation des lieux par un nombre grandissant de personnes en quête d'une expérience urbaine n'ayant aucun équivalent au pays témoigne de la force créatrice de Montréal et des communautés qui la composent. L'impact de cette visibilité pour Ville-Marie déborde largement des seules considérations économiques et sociales locales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement assume la promotion des événements marquants de l'arrondissement, la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est en fait partie. D'autre part, la SDC du Village déploie sa propre stratégie communicationnelle, qui doit répondre à certaines conditions inscrites dans la convention à intervenir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s./o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-03-27
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Marc LABELLE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-2698 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder à même le budget de fonctionnement, une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

AIRES LIBRES 2018	2018
REVENUS	
SDC du Village	443 000,00 $
Arr. Ville-Marie	340 000,00 $
REVENUS TOTAUX	**783 000,00 $**
DEPENSES	
BOULES ROSES (7306)	
Fillage+Assemblage (main d'œuvre en entrepôt)	60 000,00 $
Installation - main d 'œuvre	73 000,00 $
Installation - location machinerie	35 000,00 $
Installation - structure	30 000,00 $
Démontage	55 000,00 $
Fil nylon	14 980,00 $
Vérification solidité ancrages	3 320,00 $
Nouveaux poteaux + plaques	5 000,00 $
Développement concept créatif / ajustement structural	30 000,00 $
Entrepôt	7 200,00 $
Ingénieur	2 500,00 $
Chargé de projet	15 000,00 $
Divers	5 000,00 $
TOTAL	**336 000,00 $**
LES SAULES PLEUREURS (7301)	
installation/désinstallation + DIVERS	10 000,00 $
Arrosage-entretien	20 000,00 $
Remplacement arbres+végétaux	25 000,00 $
Claude Cormier	10 000,00 $
TOTAL	**65 000,00 $**
PASSERELLE AÉRIENNE (7318)	
Installation/désinstallation	42 000,00 $
Entreposage	3 850,00 $
Modifications à la base + Autres	10 000,00 $
TOTAL	**55 850,00 $**
GALERIE BLANC (7305)	
2e portion à payer de l'achat du concept	15 000,00 $
Impression (41)	17 500,00 $
Éclairage+Autres	10 000,00 $
Droit de reproduction des œuvres	6 070,00 $
Œuvre de Dominique Pétrin	9 250,00 $
Œuvre de Marie-Éve Martel	24 000,00 $
Commissariat	10 000,00 $
Réparations + ajouts	5 000,00 $
Droit de suite (concept Galerie blanc)	10 000,00 $
TOTAL	**106 820,00 $**
PROGRAMMATION ARTISTIQUE (7318)	
Expo-Photos:	
Développement concept créatif (Commissaire)	3 500,00 $
Droit reproduction œuvres	7 000,00 $
Impression	8 979,00 $
Installation/désinstallation	7 500,00 $
Vandalisme	1 400,00 $
Cinéma plein air (Parc de l'Espoir)	2 000,00 $
Cirque Hors-Piste	2 000,00 $
Concours art public (rue Amherst)	16 000,00 $
Vélos musicaux	3 000,00 $
Partenariats (Fima, Fetish, Fierté MTL)	49 000,00 $
TOTAL	**100 379,00 $**
HORTICULTURE RUE AMHERST (7301)	
Fleurs+arrosage (76 paniers)	13 300,00 $
Fleurs+arrosage (24 bacs en bois)	4 700,00 $
TOTAL	**18 000,00 $**
ÉCLAIRAGE (7308)	
Nouveaux spots (financement)	23 804,00 $
Concepteur éclairage	5 000,00 $
Divers	2 000,00 $
TOTAL	**30 804,00 $**
GRAPHISME/IMPRESSION/PHOTO (7317)	
Concepteur graphique	3 000,00 $
Impression	3 000,00 $
Photographe/video	3 000,00 $
TOTAL	**9 000,00 $**
SITE WEB/MÉDIAS/COMMUNICATION (7310)	
Communication / réseaux sociaux	10 000,00 $
site web	3 000,00 $
traduction/correction	500,00 $
Publicité/Concours	3 000,00 $
Autres	1 000,00 $
TOTAL	**17 500,00 $**
FRAIS FERMETURE DE RUE (7315)	**7 000,00 $**
DIVERS (7303)	**5 000,00 $**
CONTINGENCE	**31 647,00 $**
DÉPENSES TOTALES (sans TPS\TVQ)	**783 000,00 $**
VARIATION	- $



AIRES LIBRES

AIRES LIBRES

AIRES LIBRES

PROGRAMMATION 2018

UNE INITIATIVE DE LA SDC DU VILLAGE



Document présenté à l'Arrondissement

Ville-Marie
Montréal



13e Piétonisation
PROGRAMMATION ARTISTIQUE

LES BOULES «LGBTQ+»

- Version 2.0 refaite en entier, avec des nouvelles BOULES de 18 teintes différentes
- Entre les rues St-Hubert et Cartier
- Concept commandé par la SDC du Village auprès de la firme d'architecte-paysagiste Claude Cormier et associés
- 180 000 boules «LGBTQ+», de 2 grosseurs et de 18 teintes différentes (clin d'œil au drapeau LGBTQ+)
- Visibilité internationale
- Prix et mentions : Association des architectes paysagistes du Canada, Londres, Mission Design (Facteur D), Landscape Architecture (edition Phaidon),…



LES BOULES «LGBTQ+»



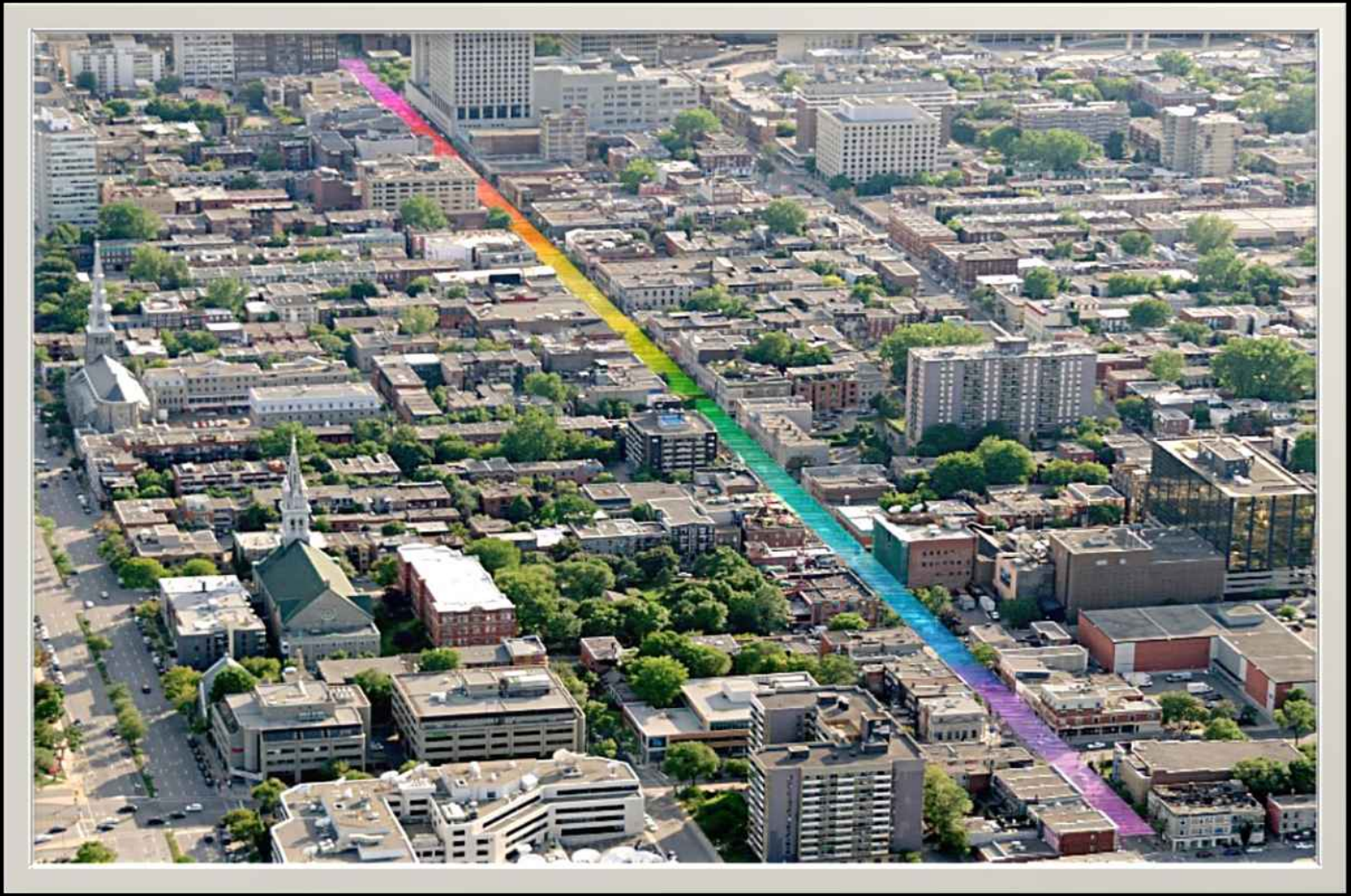
LES BOULES «LGBTQ+»







LES BOULES «LGBTQ+»



PANNEAUX PHOTOGRAPHIQUES RÉTROÉCLAIRÉS

EXPO-PHOTOS (10 modules, 33 photos)

Commissaire : *Nicolas Denicourt*







- **JAMES KERR** (artiste)
- Présenté en collaboration avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal

ENTRÉES DE L'ESPACE PIÉTON

- L'intitulé « AIRES LIBRES » sera présenté aux 2 entrées de l'espace piéton (St-Hubert et Papineau)

- 2 Panneaux rétroéclairés recto verso, fixés sur des poteaux du même type que ceux qui servent à ériger les boules «LGBTQ+» (même procédé pour l'ancrage des poteaux, harmonie visuelle).

- Artistes : *Turn me on Design* et *Julien Del Busso*

- Ces panneaux ont l'avantage de pouvoir être réutilisés dans les éditions ultérieures de l'événement.


AIRES

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc







- 8000 pieds carrés
- En plein air, jour et nuit
- Ouvert toute l'année !
- 5 nouveaux artistes présentés

- Commissaire : *Nicolas Denicourt*
- Architecte/concepteur de la galerie : *Alexandre Berthiaume*

ESPACE « AIRES LIBRES »

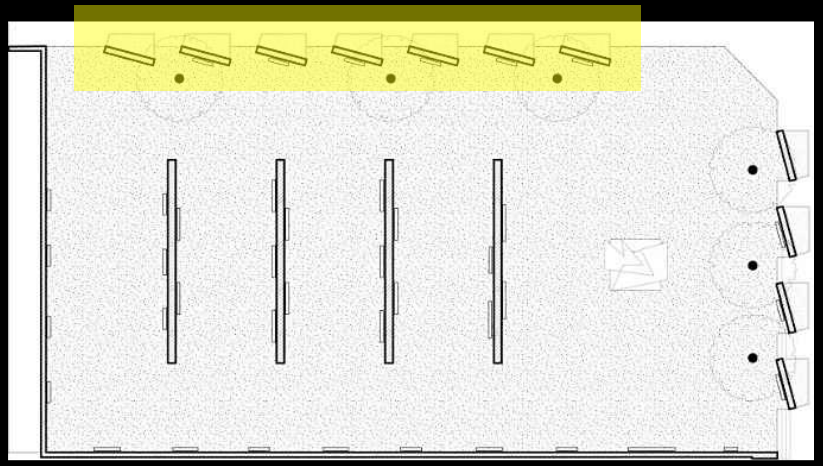
Galerie blanc

Thématique 2018:

« Cette exposition propose un remixage du passé, du présent, d'ici et d'ailleurs. Ces manipulations visuelles projettent avec elles l'héritage culturel propre aux artistes exposés. Le tout présenté dans un parcours ludique, marqué par différents signes et symboles qui ont influencé la carrière de chacun. »

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



JAMES KERR

Présenté en collaboration avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal

Une installation interactive présentée avec des oeuvres originales de la collection permanente du Musée des beaux-arts de Montréal. L'artiste numérique basé à Montréal James Kerr, mieux connu pour son projet de GIF animé Scorpion Dagger va mélanger ses propres illustrations avec des découpes de divers tableaux de l'histoire de l'art. Dans ce processus, il crée un nouveau monde pour commenter et satiriser notre époque moderne et la culture pop en général.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL

antelsm

ESPACE « AIRES LIBRES »

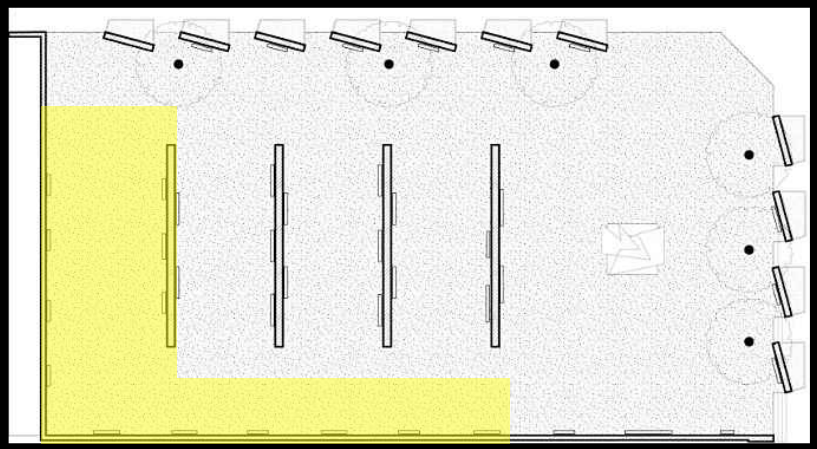
Galerie blanc: *James Kerr*





ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



BACA

SONNY ASSU

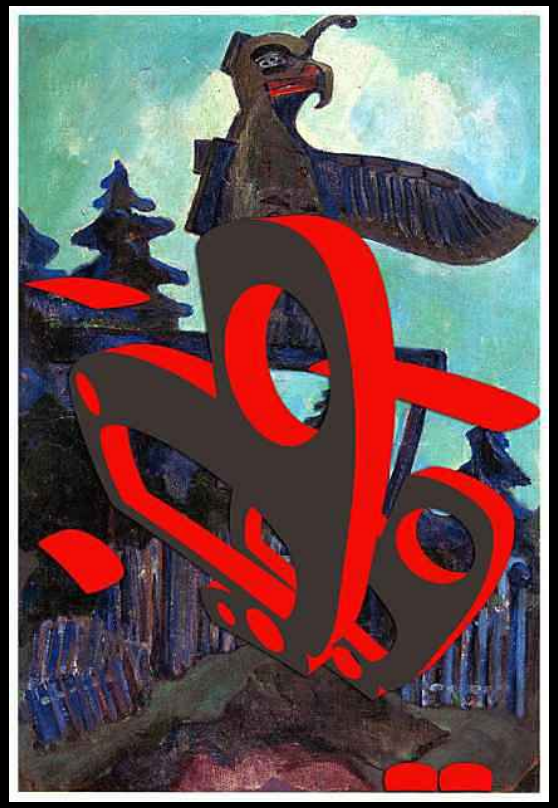
Présenté en collaboration avec
La Biennale d’art contemporain autochtone

Sonny Assu (Ligwilda'xw des Nations Kwakwaka'wakw) a été élevé dans le Nord Delta, en Colombie-Britannique, à plus de 250 km de sa maison ancestrale sur l'île de Vancouver.
Ayant été élevé comme un banlieusard moyen de tous les jours, ce n’est pas avant huit ans qu'il a découvert son héritage Ligwildaxw / Kwakwaka'wakw. Plus tard dans la vie, cette découverte sera le point conceptuel central qui aura contribué au lancement de sa pratique artistique unique.

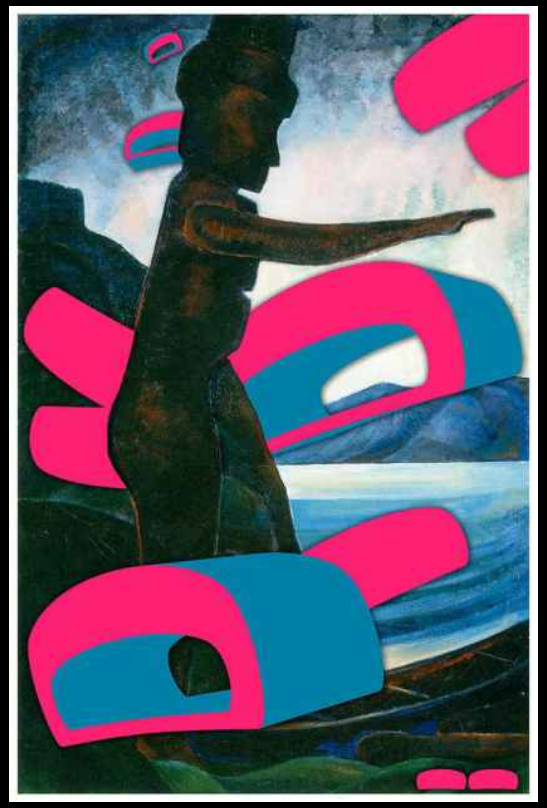
La pratique artistique d'Assu est diversifiée: peinture, sculpture, photographie, art numérique et gravure. Sonny négocie dans son art les principes occidentaux et Kwakwaka'wakw comme un moyen d'explorer son histoire familiale et ses expériences d’être autochtone dans l'État colonial du Canada.

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Sonny Assu*

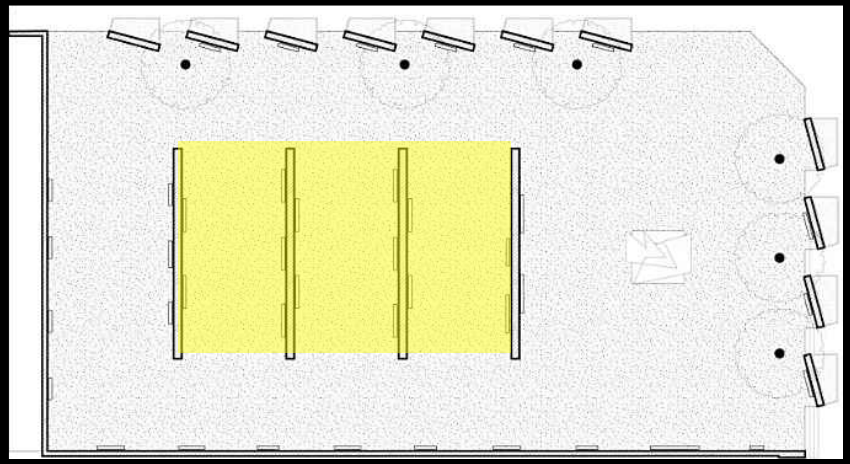






ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



LIVE WILD collective

Né en août 2014, le collectif LIVE WILD propose un visuel unique alimenté par sept jeunes artistes travaillant avec collage, gif, vidéos et photographie. Rassemblé par des aspirations artistiques et des goûts esthétiques similaires, ce groupe prospère avec la signature personnelle de chaque artiste. Rassemblant six pays, LIVE WILD apporte également des horizons très éclectiques complémentaires tout en harmonie.

« Nous voulons produire du travail de superposition qui parle de questions sociales et culturelles, et ainsi déclencher le débat. Nous visons à rajeunir l'âge du collage et à créer une plateforme où les artistes de différents horizons géographiques, sociaux et politiques peuvent produire des œuvres qui communiquent en douceur les uns avec les autres. Nous ramenons des mouvements artistiques majeurs à la table. Des mouvements tels que Dada, Surréalisme et Fluxus. »

« Des mouvements qui nous rapprochent, des mouvements qui n'ont pas vieilli et qui sont toujours pertinents, évoluant et existant à travers de nouvelles formes perpétuelles. Nous croyons que nous pouvons nous moquer de tout et de nous en particulier. Nous testons la vérité des images, les frontières entre la réalité et la fantaisie. Nous discutons du destin, de la féminité, de la religion, de la mémoire, du patrimoine culturel et de l'identité. »

ESPACE « AIRES LIBRES »

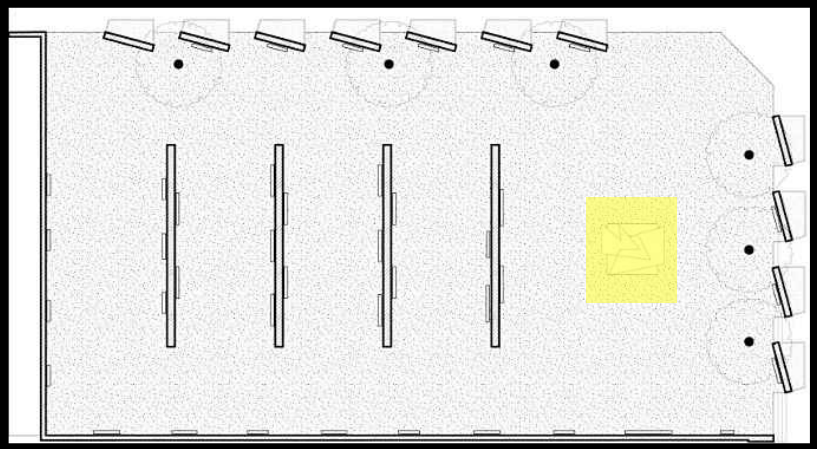
Galerie blanc: *LIVE WILD collective*





ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc

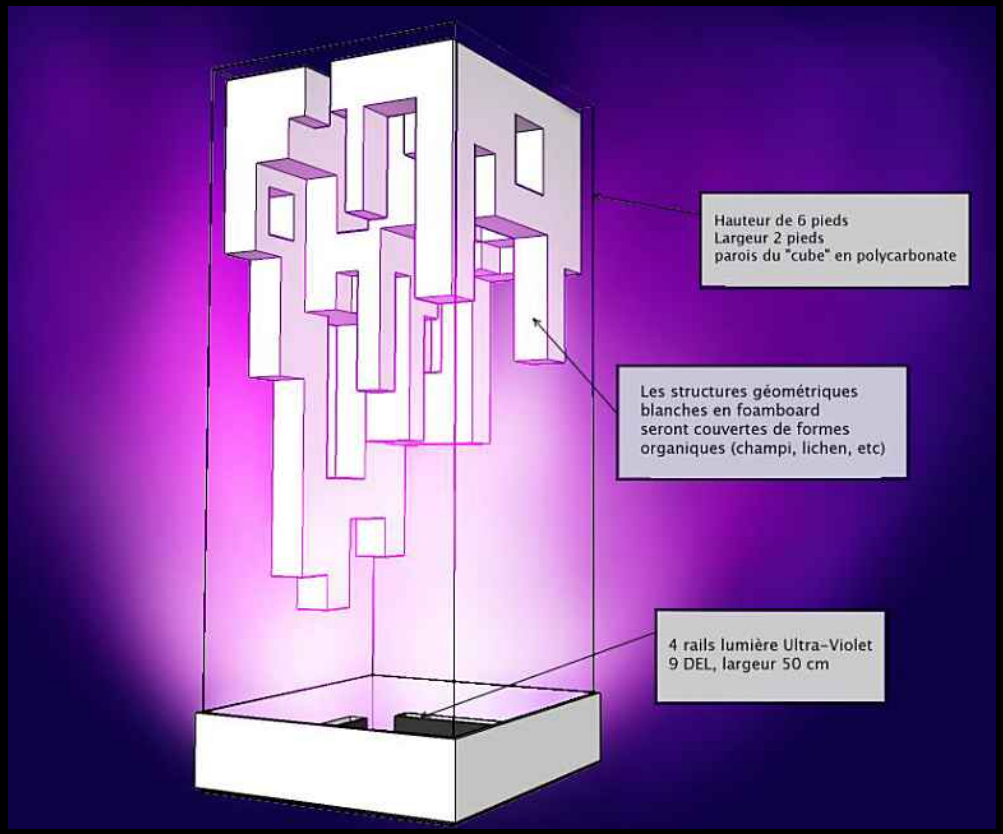


MARIE-ÈVE MARTEL

Née en 1981, Marie-Ève Martel vit et travaille dans les Basses-Laurentides. Elle obtient son Baccalauréat en Beaux Arts à l'Université Concordia en 2006 et sa Maîtrise en Arts Visuels et Médiatiques à l'UQAM en 2015. Depuis 2006, Martel a exposé à travers le Québec et ailleurs au Canada lors d'expositions solos et de groupes, dont un solo au Musée d'Art Contemporain des Laurentides au printemps 2017, et a participé entre autres à une résidence d'artistes au Yukon en 2009 (K.I.A.C.), puis au Vermont en 2011 (au Vermont Studio Centre). Martel a reçu plusieurs prix et bourses, dont la Bourse Elizabeth Greenshields à trois reprises (2008, 2009, 2011) et une Bourse de Type B de Recherche et Création du CALQ (2010). Le travail de Martel fait parti de différentes collections d'oeuvres d'art dont entre autres la Collection de la Ville de Montréal, la Collection Loto-Québec et la Collection du Gouvernement du Yukon.

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Marie-Ève Martel*



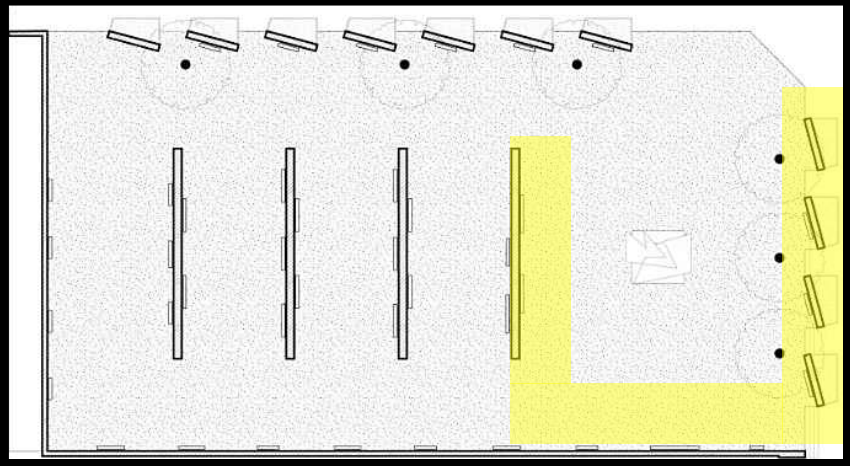


ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc:

DOMINIQUE PÉTRIN

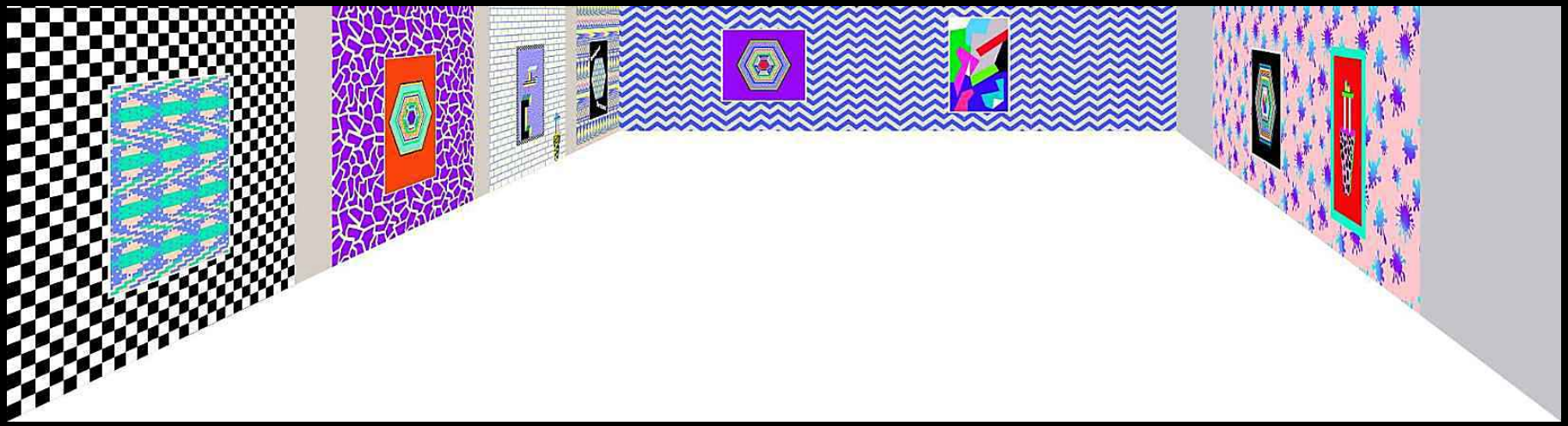
La pratique en sérigraphie de Dominique Pétrin s'est développée en installation avec l'utilisation de papier sérigraphié à la main, découpé et collé à la surface des murs et du plancher, créant un espace immersif. Elle s'intéresse aux moyens d'altérer la perception et la conscience visuelle et spatiale en déjouant les processus cognitifs de la vision. Ces installations monumentales, souvent éphémères et conçues spécifiquement pour leur environnement, sont librement inspirées des fresques de Pompéi, de l'histoire de l'ornementation et de la culture Internet. Elle a collaboré notamment avec Sophie Calle, Pil and Galia Kollectiv, Banksy et avec les chorégraphes Antonija Livingstone (Berlin) et Jennifer Lacey (Paris) dans le cadre de la performance Culture & Administration & Trembling présentée dans les festivals Impulsanz (Vienne), American Realness (New York) et Fierce (Birmingham).



Elle a obtenu des bourses de résidence du Conseil des Arts et des Lettres du Québec à The Banff Centre, au Nunavik et OMI International Artist in residency Program. Elle a présenté son travail lors de La Triennale Québécoise au Musée d'art contemporain de Montréal en 2011 et a été nominé au Prix Sobey en 2014. Son travail a été diffusé à travers le Canada, en Angleterre, en France, en Belgique et aux États-Unis. Elle a récemment attiré l'attention internationale de par sa collaboration avec le célèbre artiste de rue Banksy sur son dernier projet à Bethléem en Palestine intitulé The Walled Off Hotel (2017).

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Dominique Pétrin*



ESPACE « AIRES LIBRES »

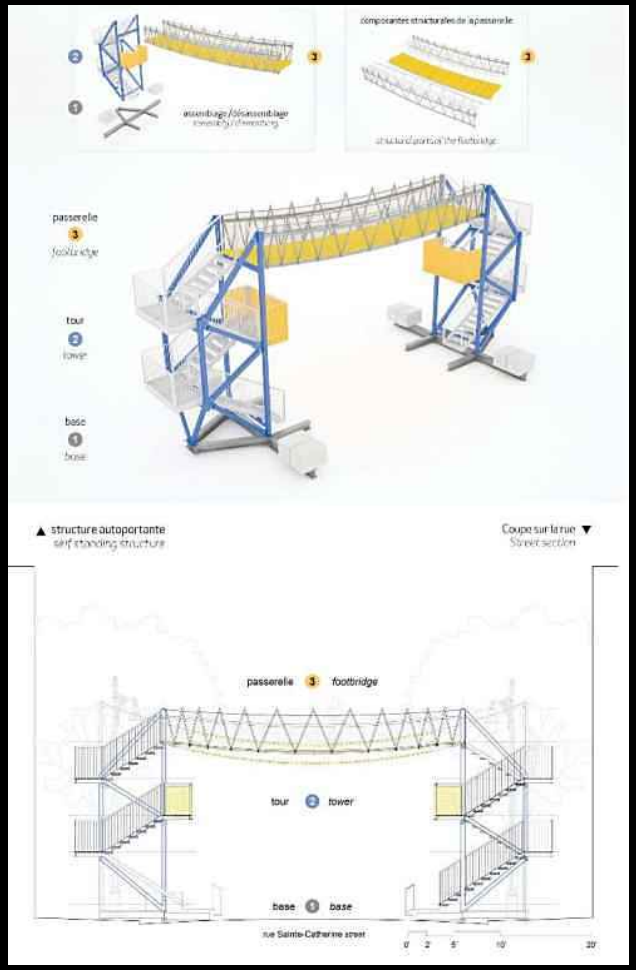
Galerie blanc: *Dominique Pétrin*





FUNAMBOULE

Passerelle d'observation au-dessus des boules



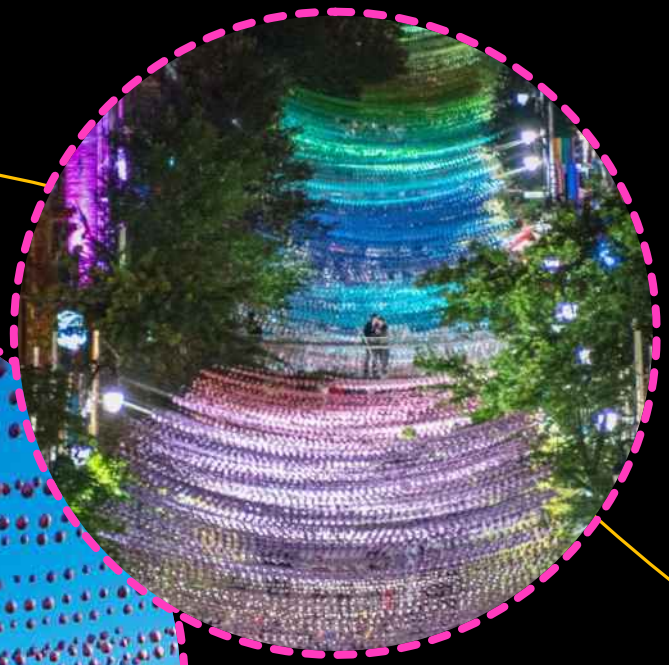


- Réalisé par la firme Architecturama
- Prix:
  - Lauréat de l'American Architecture Prize
  - Finaliste au Prix d'Excellence de la construction en acier de l'ICCA

FUNAMBOULE







SAULES PLEUREURS



SAINTE-CATHERINE/VILLAGE

- 150 saules pleureurs

Conception: *Claude Cormier*

VÉLOS MUSICAUX

3ème édition

- Idée originale: *Julien* et *Stéphane Leblond*
- Design et fabrication: *Dix2*
- Programmation électronique: *Sébastien Atoch*

www.velomusicaux.com





PIANO PUBLIC

- Installation d'un piano public au parc de l'Espoir
- Projet à l'initiative de l'Arrondissement de Ville-Marie
- Accessible aux citoyens de 10h à 23h
- Anime l'espace et crée des rencontres entre les citoyens
- La nuit et en temps de pluie, une bâche verrouillée protège le piano (coordination: SDC du Village)



CONCOURS BACS À FLEURS ET PANNEAUX (rue AMHERST)

- Concours d'artistes peintres
- 22 bacs à fleurs situés sur la rue Amherst au sud de Ste-Catherine et
- 10 panneaux recto-verso situés sur la rue Amherst (entre Sainte-Catherine et Robin)
- Collaboration avec MTL en Arts (FIMA)
- Les bacs et panneaux seront peints directement sur la rue Amherst à la mi-mai par les artistes sélectionnés par jury
- 1000$ en remise de prix par la SDC du Village dans le cadre de MTL en Arts
- Présence des œuvres durant tout l'été


DÉCOS URBAINES
SUR LA RUE AMHERST
RICHMOND HILL

AMÉNAGEMENT HORTICOLE RUE AMHERST

AMHERST

- 22 bacs à fleurs (peints par des artistes) au sud de Sainte-Catherine Est
- 37 fosses d'arbres au nord de Sainte-Catherine Est
- Nouveaux paniers demi-lune déposés à la base des arbres







PROGRAMMATION ÉVÉNEMENTIELLE

FOIRES COMMERCIALES

28 MAI AU 3 JUIN
9 AU 15 JUILLET
27 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE

- 13e édition
- 45 permis accordés exclusivement aux membres de la SDC, incluant les commerçants situés sur la rue Amherst
- Espaces également offerts aux organismes communautaires venant en aide aux personnes en situation d'itinérance



KIOSQUE INFO-SANTÉ



- Kiosque situé sur la rue Sainte-Catherine Est
- 10e édition
- Mandat : fournir de l'information sur les attraits touristiques du Village et faire la promotion de la prévention du VIH et autres ITSS
- Implication de 6 bénévoles (coordination: REZO)

AMUSEURS PUBLICS

- Musiciens et artistes de rue
- Durant tout l'été sur la rue piétonne
- Permis délivrés par la Ville de Montréal



PROJECTIONS CINÉMA EN PLEIN-AIR

- 5 projections en plein air
- Parc de l'Espoir (coin rue Panet)
- Une fois par mois, au coucher du soleil (mai, juin, juillet, août et septembre)





FESTIVAL MONTRÉAL EN ARTS

27 JUIN AU 1er JUILLET



- Galerue d'art : La plus grande galerie à ciel ouvert de l'est du Canada, située sur la rue piétonne et à la Place Émilie-Gamelin
- 19e édition
- Plus de 75 exposants et performeurs pendant 5 jours
- Art graphique, performances et projections
- Remise de prix, dont le prix Excellence remis par la SDC du Village
- Soutien financier de la SDC du Village

MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE

5 AU 15 JUILLET



- 9e édition
- Festival des arts du cirque de Montréal
- Spectacles et manifestations extérieures gratuites
- 80 000 festivaliers
- Près de 80 diffuseurs internationaux ou canadiens

HORS PISTE

14 JUILLET

- Cirque social : Réinsertion sociale de jeunes de la rue par l'organisation d'une journée d'activités reliées aux arts du cirque
- 8e édition
- Ateliers gratuits et spectacles de cirque
- Participation de 51 artistes et intervenants avec les jeunes
- 1500 spectateurs
- Initiative de Cirque du Monde (division sociale du Cirque du Soleil) et de CACTUS
- En collaboration avec Montréal Complètement Cirque
- Soutien financier de la SDC du Village



L'INTERNATIONAL DES FEUX LOTO-QUÉBEC

7 JUILLET AU 3 SEPTEMBRE



Grâce à ses 13 rues transversales qui longent la partie piétonnière de la rue Sainte-Catherine pendant Aires Libres, le Village offre de nombreux points de vue incomparables sur les feux d'artifice

FIERTÉ MONTRÉAL

9 AU 19 AOÛT

- Célébrations de la Fierté LGBT à Montréal
- 12e édition
- Défilé de la Fierté (boulevard René-Lévesque)
- Journée communautaire (kiosque des organismes LGBTQ+ sur la rue piétonne)
- Sites des spectacles: parc des Faubourgs
- 11 jours d'activités et de spectacles
- 500 585 participants aux activités de Fierté Montréal
- Soutien financier de la SDC du Village



FIERTÉ MONTRÉAL

FÊTE DE QUARTIER



- Une initiative du Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide
- Dans le parc Charles-S.-Campbell à la mi-août
- Collaboration et partenariat de plusieurs organismes et de l’Arrondissement de Ville-Marie
- Soutien financier de la SDC du Village

MONTRÉAL FÉTICHE WEEKEND

29 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE

- Rassemblement international de la mode fétichiste
- 14e édition
- 6 jours d'activités et événements fétichistes dans le Village
- Défilés et expositions (pour tous) en plein air dans le Village
- Plus de 200 artistes, designers et mannequins
- Soutien financier de la SDC du Village



CONCOURS DES PLUS BELLES TERRASSES DE RUE ET VITRINES DU VILLAGE



PLACE AU VILLAGE

Piétonisation

AIRES LIBRES 2017

LES TERRASSES : LES GAGNANTS D'AIRES LIBRES

C'était la 12e piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est (portion Village) et, déjà, la 10e sous l'appellation «Aires Libres»... Cet événement estival a tout de même duré du 4 mai au 25 septembre dernier. Bon, maintenant les boules multicolores de Claude Cormier ont été décrochées et remisées jusqu'à l'année prochaine, la rue a été rouverte à la circulation automobile, etc. Et les terrasses sont maintenant choses du passé. Pas vraiment, car, même si elles ont été elles aussi démontées, les terrasses de rue ont de nouveau fait l'objet d'un concours annuel et les prix ont été récemment décernés. Quatre distinctions ont ainsi été remises par un jury indépendant, soit une par catégorie de commerce. À noter que, cette année, on atteignait presque la pleine capacité puisqu'on enregistrait pas moins de 49 terrasses de rue au total.

Village
www.villagemontreal.com

PLACE AU VILLAGE EST RENDU POSSIBLE GRÂCE À LA CÉLÉBRATION DE LA SDC DU VILLAGE

Rappelons que Aires Libres est organisé par la Société de développement commercial (SDC) du Village, mais on n'est pas allé, contrairement à ce que l'on pourrait penser, qui chez les gagnants.

Vous avez tous aimé la terrasse du Renard ? Eh bien oui, c'est elle qui a remporté dans la catégorie des bistros-bars. Pour ce qui est des restaurants, c'est la Piazzetta Sainte-Catherine qui a reçu le prix. L'épicerie Rachelle-Bléry, avec sa petite terrasse sympa plutôt modeste, mais à l'européenne, s'est vu attribuer les honneurs pour ce qui est de la rubrique cafés et autres. Mais il n'y a pas que les commerces possédant une terrasse à qui l'on a offert un prix – sinon ce ne serait pas juste pour les commerces de détail – donc, dans la catégorie «vitrine», l'hermeer va à la boutique Évolution ! Voilà donc les quatre gagnants d'Aires Libres 2017.

Mais commençons par le commencement. Il y avait vraiment 49 terrasses de rue ? – Oui, tout à fait. On comptait 43 terrasses sur la rue piétonne, cinq terrasses sur la rue Amherst – la portion qui fait partie de la SDC – et une à l'extérieur du périmètre, soit celle du bar Stud. En tout, ça fait bel et bien 49 terrasses de rue, auxquelles s'ajoutent les 2 magnifiques terrasses sur le toit du Unity et du Sky+, affirme Marie-Annabelle Labrecque, la coordonnatrice à la SDC du Village.

Mais sur quoi se base-t-on pour gratifier une terrasse (de rue) d'un prix ? – Le jury prend en considération plusieurs critères, poursuit Marie-Annabelle Labrecque. Par exemple, l'effort que fait le propriétaire pour que sa terrasse soit unique, qu'elle ait du charme, de la personnalité, l'embellissement, s'il y a des parasols, des plantes, des fleurs, etc. Qu'est-ce qui est attirant ? Il y a donc tout le côté esthétique qui est pris en ligne de compte par les membres du jury. – Et pour la vitrine (commerce de détail) alors, les éléments sont-ils les mêmes ? – C'est ça, la encore, l'effort de l'ambiance est pris en considération, mais on parle ici plus du design, du décor. Est-ce que la vitrine est mise en valeur, est-ce que les produits sont mis en valeur, également ? On examine si le commerçant essaie d'avoir sa particularité. Ce sont autant d'éléments que le jury va observer», souligne la coordonnatrice de la SDC du Village.

Les jurés

Bon, on parle beaucoup du jury, mais de qui est-il composé ? En 2017, le jury était formé de cinq membres représentant la communauté LGBTQ+ dans sa diversité, «mais il faut que les membres du jury fréquentent le Village, qu'ils aient été sur les terrasses au cours de la saison estivale pour qu'ils puissent avoir un jugement éclairé et équitable», indique Marie-Annabelle Labrecque.

Il y a d'abord Alicia, qui est trans et d'origine africaine. Elle habite Montréal depuis 10 ans maintenant et cela fait cinq ans qu'elle est impliquée dans un organisme LGBT du Village qui me tient à cœur», dit-elle. Ensuite, vous le connaissez par ses vidéos et ses photos d'événements, de lancements, Jason Noël de *LGBT In the City*. Le troisième membre du jury est encore plus connu, en raison de sa longévité dans les médias écrits et à la radio, soit Richard «Burg» Burnett que l'on peut lire dans *The Montreal Gazette*, dans *Fugues* et entendre sur les ondes de la radio CJAD 800 AM, entre autres... Il y a aussi Katye qui est intervenante psychosociale depuis 20 ans et travaille avec les personnes en situation d'itinérance et les toxicomanes dans différents secteurs de Montréal, notamment dans le Village. Elle s'implique également auprès de la communauté LGBTQ+ depuis 1995, et est actuellement «hôtesse» pour les soirées d'ensachage de condoms qui se tiennent au bar Le cocktail au profit de REZO. Le 5e et dernier membre du jury et non le moindre est un jeune Haïtien de 25 ans du nom de Étienne Edirsen Carl Gloxberge et qui vit au Canada depuis deux ans. À Haïti, il oeuvrait pour une association pour les droits des personnes LGBT. Il était aussi coordonnateur pour des personnes vivant avec le VIH-sida. Ici, il participe aux activités communautaires du groupe Arc-en-ciel d'Afrique. «Mon rêve est d'être capable de faire respecter les droits des LGBT partout dans le monde», note-t-il.

Il est important de préciser ici que les deux employés de la SDC, ainsi que les membres du conseil d'administration ne font jamais partie du jury, ce qui permet de maintenir l'impartialité totale des délibérations et des résultats.

Félicitations aux gagnants ! ✖ ANDRÉ C. PASSIOUR

PARTENAIRES

Ville-Marie Montréal

Depuis 2008

Labatt

Depuis 2008

BANQUE NATIONALE

2009 à 2015

Caisse de dépôt et placement du Québec

Depuis 2016

Partenaire média : fugues



MERCI!

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318008

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial du Village	132227

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		340 000,00 $						**340 000,00 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	avril	2018	Date de fin :	31	décembre	2018

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 16:11:32

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l'**« Arrondissement »**

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 1324, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2L 2H5, agissant et représentée par monsieur Bernard Plante, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____.

No d'inscription TPS : 1210555656
No d'inscription TVQ : 1210555656

Ci-après appelée l' « Organisme »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme pour la programmation Aires libres dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est pour l'année 2018.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie;

2.2 **« Annexe A » :** le projet « Aires libres 2018 » préparé par l'Organisme.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

4.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

4.2 répondre aux exigences techniques transmises par la Direction des travaux publics de l'Arrondissement;

4.3 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

4.4 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

4.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

4.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à **l'Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à **l'Annexe C** intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie. Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

4.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles décrites à l'annexe A, pour les quelles la contribution financière est accordée;

4.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

4.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

4.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

4.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

4.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5 **Clause financière**

5.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de trois cent quarante mille (340 000 $), payable en deux versements :

5.1.1 le premier versement correspondant à 75 % de la contribution, soit un montant de deux cent cinquante-cinq mille dollars (255 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement ;

5.1.2 le deuxième versement correspondant à 25 **%** de la contribution, soit un montant de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 4.2 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

5.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

5.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

5.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

5.5 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7

DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;
ou
ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de

modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine le 31 décembre 2017, sous réserve des articles 7 et 8.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN

Par : _____Date : _____
Bernard Plante, directeur général,

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1180318008. Elle a été approuvée par la résolution CA_____ adoptée le 10 avril 2018

ANNEXE A

Description et prévisions budgétaires de la programmation « Aires libres - SDC du Village - rue Sainte-Catherine Est 2018 »

AIRES LIBRES 2018	2018
REVENUS	
SDC du Village	443 000,00 $
Arr. Ville-Marie	340 000,00 $
REVENUS TOTAUX	**783 000,00 $**
DÉPENSES	
BOULES ROSES (7306)	
Fillage+Assemblage (main d'œuvre en entrepôt)	60 000,00 $
Installation - main d 'oeuvre	73 000,00 $
Installation - location machinerie	35 000,00 $
Installation - structure	30 000,00 $
Démontage	55 000,00 $
Fil nylon	14 980,00 $
Vérification solidité ancrages	3 320,00 $
Nouveaux poteaux + plaques	5 000,00 $
Développement concept créatif / ajustement structural	30 000,00 $
Entrepôt	7 200,00 $
Ingénieur	2 500,00 $
Chargé de projet	15 000,00 $
Divers	5 000,00 $
TOTAL	**336 000,00 $**
LES SAULES PLEUREURS (7301)	
installation/désinstallation + DIVERS	10 000,00 $
Arrosage-entretien	20 000,00 $
Remplacement arbres+végétaux	25 000,00 $
Claude Cormier	10 000,00 $
TOTAL	**65 000,00 $**
PASSERELLE AÉRIENNE (7318)	
Installation/désinstallation	42 000,00 $
Entreposage	3 850,00 $
Modifications à la base + Autres	10 000,00 $
TOTAL	**55 850,00 $**
GALERIE BLANC (7305)	
2e portion à payer de l'achat du concept	15 000,00 $
Impression (41)	17 500,00 $
Éclairage+Autres	10 000,00 $
Droit de reproduction des œuvres	6 070,00 $
Œuvre de Dominique Pétrin	9 250,00 $
Œuvre de Marie-Ève Martel	24 000,00 $
Commissariat	10 000,00 $
Réparations + ajouts	5 000,00 $
Droit de suite (concept Galerie blanc)	10 000,00 $
TOTAL	**106 820,00 $**
PROGRAMMATION ARTISTIQUE (7318)	
Expo-Photos:	
Développement concept créatif (Commissaire)	3 500,00 $

Droit reproduction œuvres	7 000,00 $
Impression	8 979,00 $
Installation/désinstallation	7 500,00 $
Vandalisme	1 400,00 $
Cinéma plein air (Parc de l'Espoir)	2 000,00 $
Cirque Hors-Piste	2 000,00 $
Concours art public (rue Amherst)	16 000,00 $
Vélos musicaux	3 000,00 $
Partenariats (Fima, Fetish, Fierté MTL)	49 000,00 $
TOTAL	**100 379,00 $**
HORTICULTURE RUE AMHERST (7301)	
Fleurs+arrosage (76 paniers)	13 300,00 $
Fleurs+arrosage (24 bacs en bois)	4 700,00 $
TOTAL	**18 000,00 $**
ÉCLAIRAGE (7308)	
Nouveaux spots (financement)	23 804,00 $
Concepteur éclairage	5 000,00 $
Divers	2 000,00 $
TOTAL	**30 804,00 $**
GRAPHISME/IMPRESSION/PHOTO (7317)	
Concepteur graphique	3 000,00 $
Impression	3 000,00 $
Photographe/video	3 000,00 $
TOTAL	**9 000,00 $**
SITE WEB/MÉDIAS/COMMUNICATION (7310)	
Communication / réseaux sociaux	10 000,00 $
site web	3 000,00 $
traduction/correction	500,00 $
Publicité/Concours	3 000,00 $
Autres	1 000,00 $
TOTAL	**17 500,00 $**
FRAIS FERMETURE DE RUE (7315)	**7 000,00 $**
DIVERS (7303)	**5 000,00 $**
CONTINGENCE	**31 647,00 $**
DEPENSES TOTALES (sans TPS\TVQ)	**783 000,00 $**
VARIATION	- $

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé.

1. Projet réalisé en fonction du projet prévu : présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. Budget réel en fonction du budget prévu : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. Visibilité effective du projet :
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. Évaluation du projet réalisé : présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

ANNEXE C

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318008

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver le projet de convention à intervenir avec la Société de développement commercial (SDC) du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est;

  D'accorder une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018 à même le budget de l'arrondissement.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 340 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		340 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 100 000,00 $ à même les surplus déjà affectés D1154206005 - CA15 240303

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	06501	61900	016491	0000	000000	028050	00000	00000

Montant: 240 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	028050	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544497
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt et une semaines, dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 95 349,78 $

D'approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers dans le cadre de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est;

D'accorder, à cette fin, un montant de 95 349,78 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 15:09

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186890014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt et une semaines, dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 95 349,78 $

CONTENU

CONTEXTE

Encore cette année, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite réitérer l'expérience de piétonisation par la fermeture de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du 27 Avril au 28 septembre 2018. L'arrondissement bénéficiera du service de 6 cadets policiers attitrés exclusivement à la piétonisation. Les coûts reliés à l'embauche de six cadets seront assumés par l'arrondissement de Ville-Marie.
Dans le but de rendre la rue Sainte-Catherine plus sécuritaire et de faire respecter la réglementation, l'arrondissement de Ville-Marie entend renouveler l'entente avec le Service de police de la Ville de Montréal afin d'assurer une présence constante tout au long de la piétonisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1166890010 - CA16 240124 du mardi 15 mars 2016 - Approuver la convention, du 16 mai au 30 septembre 2016, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt semaines, dans le cadre de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 84 882,88 $

DESCRIPTION

Les 6 cadets policiers effectueront leur travail en patrouillant à pied la zone piétonne et assureront le contrôle des livraisons sur la rue Sainte-Catherine du lundi au vendredi de 7h à 10h sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. L'horaire sera réparti sur 7 jours semaine, entre 6h30 et minuit. Les plages horaires pourront être modifiées au besoin, après entente écrite entre l'arrondissement et le poste de quartier concerné.
Les tâches des cadets policiers porteront entre autres sur les points suivants :

- Assurer une visibilité afin d'accroître le sentiment de sécurité pour les citoyens et commerçants fréquentant la rue Sainte-Catherine entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau.
- Contrôler les accès pour les livraisons sur Sainte-Catherine aux intersections des rues Amherst et St-Christophe entre 7h et 10h du lundi au vendredi.

- Développer l'aspect communautaire dans leurs interventions; effectuer des contacts avec les citoyens, informations et références.
- Aider, le cas échéant, les personnes à mobilité réduite.
- Promouvoir et favoriser la prévention sous diverses formes.
- Sensibiliser toute personne au respect de la réglementation dans les parcs et les espaces publics.
- Toute autre tâche prévue à l'annexe J de la convention collective des policiers et policières de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront imputées selon les interventions financières au présent dossier.
Le SPVM nous soumettra la liste des cadets ainsi que les heures travaillées à chaque période de deux semaines permettant un suivi de la dépense. Le SPVM soumettra sa facture totale à la fin de la période de piétonisation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186890014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt et une semaines, dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 95 349,78 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186890014.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

SPVM
Service de police
de la Ville de Montréal

Proposition contrat 2018

Piétonisation de la rue Ste-Catherine
Du 3 mai 2018 au 28 septembre 2018

	Nombre Semaines	Nombre cadets	Taux Horaire	Heures/ Semaine	Sous-total
3 mai au 19 mai :	2 semaines 3 jours	2	26.42 $	37.5 heures	5 151.90$
20 mai au 18 août :	13	6		38 heures	78 308.88$
19 août au 28 septembre :	6	2		37.5 heures	11 889.00$
				TOTAL :	**95 349.78 $**

N.B. : 1 semaine de travail= 5 jours

Simon Durocher | Commandant
Chef du Poste de quartier 22
Service de police de la Ville de Montréal
1200, avenue Papineau
Montréal (Québec) H2K 4R5
Tél. : 514 280-0022
simon.durocher@spvm.qc.ca

Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890014

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	spvm	24000

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		95 349,78 $						**95 349,78 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	3	mai	2018	Date de fin :	30	septembre	2018

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo
Prénom, nom

Date et heure système : 23 mars 2018 14:50:25

(Entente-type)

ENTENTE DE SERVICE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

Personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par le Service de police de la Ville de Montréal et par monsieur Martin Prud'homme, directeur du service de police dûment autorisé à agir.
Ci-après désigné « SPVM »

ET

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL ou L'ARRONDISSEMENT

(La SDC ou L'Arrondissement), dont le bureau est situé au _____ et représentée par monsieur _____, dûment autorisé pour agir.
Ci-après désigné « SDC ou Arrondissement »

Les parties conviennent entre elles de ce qui suit :

ATTENDU QUE le SPVM a pour mission de répondre aux différentes demandes de services en matière de sécurité publique en provenance de (la SDC ou l'arrondissement) visée à la présente entente.

1. OBJET DE L'ENTENTE

1.1 Déterminer les rôles et responsabilités des parties relativement à l'affectation de X cadets policiers (préciser cadets à pied ou à vélo) fournis par le SPVM dont les coûts sont assumés par (la SDC ou l'arrondissement). Chacun de ces cadets policiers sera affecté à _____ pour une durée de X semaines à raison de X heures par semaine.

1.2 Le SPVM peut en tout temps dégager les membres de son personnel de leur affectation au point de service si ces derniers sont requis pour une urgence, même si ce n'est pas un cas fortuit ou une force majeure. Le SPVM fera diligence pour assurer la prestation de services prévue à la présente entente. La prestation de services du personnel ciblé ne sera réduite que dans des circonstances exceptionnelles.

1.3 Advenant le retrait d'un membre du personnel par le SPVM, (la SDC ou l'arrondissement) ne pourra pas réclamer de dommages contre le SPVM. Dans un tel cas, (la SDC ou l'arrondissement) pourra bénéficier de deux options à savoir :

- dans le cas d'une interruption de services, n'acquitter que les heures effectivement travaillées par des cadets policiers et la facturation sera ajustée en conséquence; **ou**
- demander au SPVM de procéder à une réorganisation des heures de travail pour lesquelles il n'y a pas eu de prestation de services rendus.

2. DURÉE DE L'ENTENTE

2.1 La présente entente débutera le (ajouter les dates) 2018 pour se terminer le _____ 2018.

3. GESTION DES RESSOURCES

3.1 (Ajouter le nombre de cadets) (X) cadets policiers effectueront leur travail en patrouillant (préciser à pied ou à vélo) (vous devez définir de quelle manière seront utilisés les cadets policiers).

3.2 L'administration du travail des cadets policiers sera sous la supervision du poste de quartier du SPVM concerné par l'entente.

4. RÔLES ET OBLIGATIONS DU SPVM

4.1 Le SPVM apportera tout le soutien et l'expertise nécessaire aux cadets policiers afin qu'ils participent à l'application de programmes spécifiques de prévention locale, notamment un plan (ou des plans) de patrouille préventive établi(s) entre les parties.

4.2 Le SPVM assurera la formation de base des cadets policiers et la formation spécifique de la patrouille à vélo.

Initiales des parties _____
_____

4.3 Le SPVM soutiendra les activités des cadets policiers et verra à leur fournir une visibilité dans ses publications écrites, tant à l'interne qu'à l'externe, incluant son site Internet.

4.4 Le commandant du poste de quartier X devra être en mesure d'orienter le travail des cadets policiers en fonction des besoins de (la SDC ou l'arrondissement). Un policier ou une policière désigné(e) participera comme personne-ressource aux réunions hebdomadaires prévues par (la SDC ou l'arrondissement) lorsque celles-ci concerneront l'application de la présente entente.

4.5 Le SPVM assurera la gestion et l'administration des ressources cadets policiers dans le cadre de cette offre de services. Le SPVM s'assurera que les cadets policiers travailleront en duo.

4.6 Le SPVM fournira le vélo, l'uniforme et les radios portatives nécessaires aux activités des cadets policiers prévues à la présente entente en considérant leur prestation de travail permise dans leurs champs d'interventions spécifiques, conformément aux dispositions applicables de la convention collective des policiers et policières de la Ville de Montréal, notamment son annexe J.

5. RÔLES ET OBLIGATIONS DE (LA SDC OU L'ARRONDISSEMENT)

5.1 Toute autre tâche non spécifiée à l'annexe I de cette entente doit être convenue par écrit et pourra faire l'objet de frais additionnels, s'il y a lieu.

5.2 (La SDC ou l'arrondissement) s'engage à collaborer avec le SPVM afin de solutionner les problématiques spécifiques qui seront soulevées dans le cadre de l'exécution de la présente entente.

5.3 Sur autorisation écrite préalable d'un représentant désigné par (la SDC ou l'arrondissement), toute heure travaillée par un cadet policier au-delà des heures convenues au point 8.1 de la présente entente, sera assumée par la SDC ou l'arrondissement au taux horaire applicable.

Il est entendu qu'après quatre heures de travail, le cadet policier doit bénéficier d'une heure complète et consécutive de repas à défaut de quoi, cette heure devra être comptabilisée en temps supplémentaire.

5.4 (La SDC ou l'arrondissement) s'engage à respecter les modalités de paiement prévues à la présente entente.

5.5 (Cette clause est facultative, selon les besoins)
(La SDC ou l'arrondissement) s'engage à fournir un local avec support bureautique de base (ligne téléphonique, poste informatique, etc.) pouvant également servir à des fins d'entreposage de l'équipement des cadets policiers.

5.6 (Cette clause est facultative, selon les besoins)
(La SDC ou l'arrondissement) offrira à ses frais une séance d'information portant sur les attraits touristiques du territoire desservi.

6. CONFIDENTIALITÉ

6.1 Les cadets policiers du SPVM consentent à garder confidentiels toutes informations policières et renseignements nominatifs dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leur fonction.

7. ASSURANCES

7.1 La Ville de Montréal va prendre fait et cause pour les actes accomplies par les cadets policiers dans l'exécution de leurs fonctions.

7.2 Le présent protocole engage une responsabilité limitée de 100 000$ à l'égard du SPVM et de la Ville de Montréal.

8. CONTRIBUTION FINANCIÈRE

8.1 Ressources financières et budgétaires

Dans le but de se conformer aux politiques de facturation interne du Service des finances de la Ville de Montréal, le commandant de la section Services affaires du SPVM, ou son représentant, verra à transmettre à (la SDC ou l'arrondissement) les facturations appropriées.

Le coût des cadets policiers pour la durée de la présente entente se détaille comme suit :

nombre Cadets policiers à vélo X 35 hr / sem= _____ . X 26.42 $ / hr= _____ . X nombre semaines = _____ . *(total de 35 hr x ? Sem heures par cadet policier)* *ex : 35 hres x 12 sem. = 420 hres.*	
TOTAL	$
T.P.S.	$
T.V.Q.	$
GRAND TOTAL	$

À noter :* Taxes applicables uniquement pour les SDC.
* Aucune application de taxes pour les arrondissements.

Initiales des parties _____
_____

8.2 Modalités de paiement

(**Pour les SDC et les arrondissements défusionnés)**

a) Le montant global ci-haut mentionné sera acquitté à la fin de la présente entente.

OU

(Pour les arrondissements de Montréal) :

a) L'imputation comptable dont les fonds seront réservés de l'arrondissement X se détaille comme suit :

----.-------.------.-----.54590.010493.0000.000000.000000.00000.00000

b) Tous les autres frais qui pourraient être exigibles (notamment en vertu des articles 5.1, 5.3 et 5.4 de la présente entente) seront facturés à (la SDC ou l'arrondissement).

c) (La SDC ou l'arrondissement) sera facturé(e) à l'adresse suivante :

Inclure l'adresse de la facturation avec le nom du responsable et toutes ses coordonnées

9. AVIS

9.1 Tout avis exigé en vertu de la présente entente doit être donné par écrit aux représentants désignés de l'autre partie.

10. ANNEXE(S)

10.1 L'annexe I fait partie intégrante de la présente entente. **OU**

10.1 Les annexes (énumérées les annexes) font partie intégrante de la présente entente.

11. RÉSILIATION DE L'ENTENTE

11.1 Le SPVM se réserve le droit de résilier l'offre de service contenu dans cette entente et ce, sans autre avis ni délai s'il advenait que (la SDC ou l'arrondissement) fasse défaut de respecter une seule des obligations qui lui sont imposées par la présente.

Initiales des parties _____

_____

FAIT ET SIGNÉ EN DUPLICATA

à _____

le _____

Nom : Martin Prud'homme
Titre : Directeur du Service de police de la ville de Montréal

à _____

le _____

Nom : _____
Titre : _____

Initiales des parties _____
_____

Annexe I

ENTENTE DE SERVICE ENTRE
(LA SDC OU L'ARRONDISSEMENT) ET LA VILLE DE MONTRÉAL

PATROUILLE PAR CADETS POLICIERS DU SPVM 2018

Présenté par :

Cmdt.xxx_____

Initiales des parties _____
_____

MANDAT (RÔLES ET OBLIGATIONS)

Sous la responsabilité du SPVM et assujetti à la convention collective des policiers et policières de la Ville de Montréal, le cadet policier à pied ou à vélo répondra aux besoins spécifiques de (la SDC ou l'arrondissement) en concertation avec le SPVM.

Le SPVM supervisera et évaluera la prestation des services rendus par l'ensemble des cadets policiers (à pied ou à vélo), en collaboration avec (la SDC ou l'arrondissement).

TÂCHES DU CADET POLICIER

- Assurer une visibilité afin d'accroître le sentiment de sécurité pour les citoyens, commerçants et touristes fréquentant (ajouter la description du territoire);
- Développer l'aspect communautaire dans leurs interventions; effectuer des contacts avec les citoyens, informations et références;
- Aider, le cas échéant, les personnes à mobilité réduite;
- Promouvoir et favoriser la prévention sous diverses formes;
- Sensibiliser toute personne au respect de la réglementation dans les parcs et les espaces publics;
- Effectuer la déviation de la circulation, le contrôle de foule, l'émission de contraventions relatives au stationnement lors d'événements sportifs, culturels, populaires ou commerciaux;
- Participer à l'application de programmes spécifiques de prévention locale, notamment la distribution de dépliants, l'émission de billets de courtoisie et le burinage;
- Toute autre tâche prévue à l'annexe J de la convention collective des policiers et policières de la Ville de Montréal.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Territoire et lieu de travail

La patrouille (à pied ou à vélo) s'effectuera sur le territoire desservi par le poste de quartier X dans l'arrondissement X.

Plages horaires

L'horaire sera réparti sur (ajouter le nombre de jours) (X) jours semaine, entre Xh00 et Xh00. Les plages horaires pourront être modifiées au besoin, après entente écrite entre (la SDC ou l'arrondissement) et le poste de quartier concerné.

Initiales des parties _____
_____

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890014

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers dans le cadre de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est;

Accorder, à cette fin, un montant de 95 349,78 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 95 349,78 $

	Années antérieures	2018
Montant		95 349,78 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 95 349,78 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	02101	54590	010493	0000	000000	028050	00000	00000

- Financement à même des surplus déjà votés au dossier 1154206005 CA15 240303.
- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion n° VM86890014.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad, se terminant le 20 mars 2019, pour le projet les pères des Habitations Jeanne-Mance en action et accorder une contribution de 20 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 20 février 2019, avec la Feejad pour la réalisation d'activités aux Habitations Jeanne-Mance;
D'accorder à cette fin une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 15:09

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180173001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad, se terminant le 20 mars 2019, pour le projet les pères des Habitations Jeanne-Mance en action et accorder une contribution de 20 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Feejad intervient sur le territoire des Habitations Jeanne-Mance depuis 12 ans afin de mobiliser les familles pour qu'ils prennent part aux activités offertes dans le secteur. Ce complexe d'habitations est l'un des plus grands ensembles de logements sociaux du Canada et compte 260 unités de logements destinés aux familles à faible revenu. Plusieurs communautés ethnoculturelles cohabitent sur ce territoire. Certaines de ces familles vivent des enjeux d'intégration. Parmi les organismes qui interviennent sur ce territoire, la Feejad propose un projet qui en favorisant l'inclusion des pères à la vie communautaire et civique vise à briser leur isolement. Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention et une contribution de 20 000 $ pour le projet les pères des Habitations Jeanne-Mance en action se terminant le 20 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le plan d'action relatif au projet de la Feejad vise dans un premier temps des activités de mobilisation, notamment du porte à porte fait par l'intervenante de milieu auprès des familles plus isolées du secteur. L'organisme fera aussi l'embauche d'une personne de la communauté qui agira à titre de facilitateur et permettra de créer des liens plus rapidement. À la fin de la période de mobilisation, l'organisme vise à rejoindre 15 pères, dont 10 ayant déjà suivi le programme en 2017 et 5 nouveaux, afin qu'ils prennent part au projet. Celui-ci prévoit entre autre, la tenue de cafés rencontres thématiques, des séances de cuisine collective, des visites de centres communautaires et d'institutions publiques, ainsi que l'offre de 3 heures par semaine d'activités de mise en forme. Les plages horaires pour des activités de mise en forme ont été offertes gratuitement à la Feejad par l'arrondissement de Ville-Marie. Depuis 2017, l'organisme reçoit un financement du programme de soutien aux organismes communautaires du ministère de la santé et des services sociaux et poursuit sa recherche de financement auprès de d'autres instances. La Corporation des Habitations Jeanne-Mance prête gratuitement des locaux à l'organisme. Les analyses comparatives avec des organismes de l'arrondissement offrant des projets similaires démontrent que le coût par heure par personne touchée est beaucoup plus élevé à la Feejad qu'ailleurs. La Feejad est encouragé à référer les citoyens vers les ressources

déjà existantes dans le milieu. Une contribution maximale de 20 000 $ de l'arrondissement est recommandée.

JUSTIFICATION

La Feejad entamera sous peu le processus afin d'obtenir la reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie. Les plages horaires en salle d'entraînement offertes gratuitement à la Feejad par l'arrondissement permettront aux adultes inscrits au programme de bénéficier de ces installations à un coût très abordable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. La contribution sera versée à même le fonds de soutien en développement social.
La contribution de 20 000 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties et les sommes requises proviendront du budget de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les pères et leurs familles pourront mieux connaître les ressources du milieu. Une meilleure connaissance et un meilleur accès aux ressources du secteur pourraient avoir un impact sur la santé et les saines habitudes de vie des familles touchées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme fera paraître les informations relatives à ce projet dans les communications écrites distribuées sur le territoire, notamment le journal coucou publié et distribué porte à porte par la Corporation des Habitations Jeanne-Mance. Des activités de porte à porte auront lieux afin d'informer les familles sur le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Des rencontres ont lieu régulièrement entre le personnel de l'organisme et l'agente de développement du secteur.
Une évaluation formelle de l'état d'avancement du plan d'action aura lieu à la mi-étape et au plus tard 30 jours suivant la date de fin du projet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad, se terminant le 20 mars 2019, pour le projet les pères des Habitations Jeanne-Mance en action et accorder une contribution de 20 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180173001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FEEJAD,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 250, rue Ontario Est, bureau 5014, Montréal (Québec), H2X 1H4, agissant et représentée par madame Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice et intervenante de milieu, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 18 janvier 2018.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

No d'inscription T.P.S. : N/A
No d'inscription T.V.Q. : N/A
No d'inscription d'organisme de charité : 83115 0552 RR0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des familles résidant aux Habitations Jeanne-Mance par de l'intervention de milieu, dans le but de favoriser l'insertion sociale de ces familles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : documents pour la Reddition de compte;

2.5 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative 000ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.10 « **Unité administrative** » : la division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement d'un montant maximal de dix-huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de deux mille dollars (2 000 $), au plus tard le 20 mars 2019;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 20 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D’ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d’exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu’un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu’un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 250, rue Ontario Est, bureau 5014, Montréal, Québec, H2X 1H4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonatrice. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

FEEJAD

Par : _____
Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice et intervenante de milieu

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……..……. 2018 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER en développement

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

pour le projet :

Les pères des HJM en action

Ville-Marie Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme			
Nom légal de l'organisme : FEEJAD			
N° d'enregistrement : 1163143432		**Date d'incorporation : 1er août 2005**	
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande			
Nom : Perpétue Mukarugwiza		**Titre : Coordonnatrice et intervenante de milieu**	
Adresse de l'organisme			
N° civique : 250	**Local** : 5014	**Rue :** Ontario Est	
Ville : Montréal		**Province** : QC	**Code postal :** H2X 1H4
Téléphone : 514-840-9261	**Poste n°**	**Télécopieur :**	
TPS :	**TVQ :**		**# Charité : 83115 0552 RR0001**
Courriel : feejad@hotmail.com		**Site Web:** www.feejad.com	
Mission de l'organisme : La FEEJAD est un organisme communautaire qui accompagne les familles immigrantes des Habitations Jeanne-Mance dans leur processus d'intégration à la société d'accueil et d'autonomie de chacun en privilégiant leur mobilisation dans le milieu. L'organisme promeut l'éducation, soutient la famille dans le développement des compétences personnelles et professionnelles.			

Calendrier de réalisation du projet
Date prévue de début du projet : 2018-04-11
Date de remise du rapport d'étape : 2018-07-15
Date prévue de la fin du projet : 2019-02-20
Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 20 mars 2019

Description du projet

Participation des pères de famille résidant aux Habitations Jeanne-Mance (HJM) : d'une implication communautaire à une collaboration avec les institutions municipales de l'Arrondissement Ville-Marie.

Depuis deux ans, une dizaine d'hommes sortis d'un déficit d'intégration sociale, souhaite poursuivre leurs activités avec d'autres pères des HJM. Leur rapprochement des institutions sociales, culturelles, sportives et politiques les amène à vouloir y participer activement avec tous les membres de leur famille.

Depuis des années, ils exprimaient une méfiance à l'égard de la majorité francophone et en conséquence, refusaient de parler français. Maintenant plusieurs suivent des séances d'initiation à la langue française. Plusieurs de ces pères, qui occupent des emplois peu gratifiants, envisagent une formation qui pourrait les amener à un travail plus intéressant et mieux rémunéré en vue de répondre aux besoins de leur famille nombreuse. Leurs enfants sont confrontés à l'écart entre la culture traditionnelle familiale et celle du milieu ambiant. Les pères veulent mieux comprendre ces sources de conflit afin d'harmoniser leurs relations avec leurs adolescents. Leurs filles sont plus particulièrement victimes de restrictions et leurs femmes sont souvent paralysées par la violence.

Par conséquent, la FEEJAD s'intéressent à travailler avec les pères d'origine immigrante parce que de nouvelles recherches psycho-sociales montrent l'efficacité de les impliquer dans les interventions familiales pour améliorer le développement et le rendement scolaire de leurs enfants.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

OBJECTIFS VISÉS PAR LA CONTRIBUTION DE L'ARRONDISSEMENT	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ORGANISME DANS LE CADRE DU PROJET	ACTIONS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DANS LE CADRE DU PROJET
Mobilisation des pères des HJM en vue de leur participation dans la vie communautaire de l'arrondissement Ville-Marie	Élargissement du groupe des pères des HJM (nous passerons de 10 à 15 participants)	Visite des familles ou rencontre au bureau de FEEJAD pour solliciter les pères, anciens et nouveaux
		Rencontre de groupe avec les pères anciens et nouveaux participants
	Élaboration de la programmation des activités par trimestre (café-rencontre, cuisine collective et sorties familiales)	Choix des sujets et des personnes-ressources (facilitateur) avec les participants du projet
		Identification des autres activités avec les familles dont : - la Fête de fin d'année en juin 2018 - la Fête de partage en décembre 2018
	Réalisation des activités avec les partenaires	Voir les activités au point 2.2 Entente à conclure avec les partenaires
	Retour sur les activités réalisées pour identifier les bons coups et les sujets moins intéressants pour les participants	Évaluation individuelle et de groupe compilée et analysée à chaque trimestre et en fin d'année

	Rédaction du rapport d'étape (juillet 2018) et du rapport final (février 2019)	Mise à contribution de l'animateur et du facilitateur ainsi que des participants, et enregistrement des réactions suite aux résultats de l'évaluation
		Commentaires des chercheurs et des observateurs qui ont participé au projet tout au long de l'année
		Montage de photos, animé de témoignages de pères et des membres de leur famille, sur le site de FEEJAD

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
30	Visites dans les familles ou rencontre au bureau de FEEJAD pour solliciter les pères en vue de leur participation aux différentes activités	43 heures	11 avril au 31 mai	5 nouveaux pères se joignent aux activités réseautage 30 familles s'ajoutent, incluant celles des pères participants
5	Séances de présentation et d`interaction de groupe entre les pères anciens et nouveaux.	5 x 2 h	11 avril au 15 mai	15 pères : 10 anciens et 5 nouveaux
3	Cafés-rencontres pour l'élaboration de la programmation des activités par trimestre (impôts, transfert de connaissances)	3 x 3 h	25 avril au 25 juillet	15 pères
4	Séances de cuisine collective : choix du menu, achat des aliments, préparation commune du repas et organisation du repas communautaire en plein air	4 x 7 h	mai - août	30 familles à chacune des séances
2	Séances d'information et ateliers animés par les partenaires CIUSS ou autres ressources, tel le Centre intégré universitaire de Services sociaux	2 h x 4	mai à septembre	10 pères mobilisés pour chacune des activités

NB: les stagiaires sont prêts à s'impliquer dans la réalisation du projet.

1	Identification des autres activités avec les familles	4 h	Juin	30 personnes (16 familles)
1	Corvée de nettoyage de l'environnement organisée sur une place publique de l'Arrondissement Ville-Marie	10 h	Mai	6 pères et 6 jeunes et membres d'autres communautés qui ne résident pas aux HJM Collaboration avec Eco-quartier
4	Évaluation individuelle et de groupe compilée et analysée à chaque trimestre et en fin d'année	4 x 3 h	Avril – février 2019	15 pères
4	Visite de 2 centres communautaires de loisirs et 2 institutions publiques dont la Bibliothèque Père Amboise (gratuité des activités)	4 x 2 h	Juin – février 2019	15 pères participants à chacune des visites
90	Activités au YMCA Guy-Favreau (salle entraînement)	90 x 1 h	Juin-février 2019	15 personnes dans 10 familles participantes
2	Visite de l'Hôtel-de-ville de Montréal et participation au Conseil d'arrondissement Ville-Marie	2 x 3 h	Avril - février 2019	6 familles participantes
3	Sorties familiales choisies par les pères : Biodôme, Cueillette de pommes, Centre de science Jardin Botanique, Grande Bibliothèque, cabane à sucre, etc…	3 x 5 h	Selon la saison (printemps et automne) ainsi qu'en été	10 familles participantes avec la collaboration des organismes partenaires

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au projet		
Fonctions (animateur, moniteur, autre)	**Tâches effectuées**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnatrice et agente de milieu	Visite des familles pour mobiliser les pères au tour du projet	Intervention psychosociale, connaissance du milieu et de la méthode de mobilisation
Animateur (1) / facilitateur (1)	Mobilisation des pères, organisation des rencontres de groupe, animation des cafés rencontres, accompagnement vers les ressources du milieu, intervention auprès des pères et soutien à la participation des pères.	Travail social, intervention auprès des pères, connaissance des langues parlées par les pères et leadership reconnu dans le milieu
Adjoint administratif	Appui pour assurer la gestion des ressources matérielles et financières et préparation des rapports préliminaire et final	Compétence en comptabilité et en gestion de projet
stagiaires en travail social de l'UdeM	Co animation des cafés rencontres, référence et accompagnement des pères vers les ressources du milieu	Intervention sociale, capacité de travailler avec des hommes d'origine immigrante

3 – Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommer chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet

Partenaires	Implications
Intervenants psycho-sociaux et communautaires du CIUSS Jeanne-Mance; information sur les services disponibles pour les pères et leur famille	Certains seront associés au projet de façon continue (entente avec l'institution) et d'autres seront invités selon les besoins des pères ou situations particulières
Agents ou moniteurs d'organismes du quartier pour familiariser les pères aux services disponibles pour eux et leur famille	Des organismes communautaires seront concernés de façon continue (entente) alors que d'autres seront sollicités selon les besoins des pères
Ressources institutionnelles du milieu : Bibliothèque nationale, Jardin botanique, centres communautaires de loisirs, éco-quartier, etc.	Accueil des familles pour des expériences sociales, sportives et culturelles en favorisant un rapprochement avec les autres citoyens qui y participent
Service de police de Montréal, poste de quartier 21	Participation de l'agente communautaire de façon continue et des autres policiers en matière de prévention
Chercheurs intéressés à l'intervention auprès des pères immigrants	Observation ou étude plus précise, selon l'encadrement de CRÉMIS ou autre
Représentants d'organismes intéressés à l'intervention auprès des pères immigrants	Implication dans le projet de recherche et transfert de connaissances de la méthode de FEEJAD

Budget prévisionnel
revenus et dépenses - 11 mois (2018 – 2019)

REVENUS PRÉVISIONNELS

Arrondissement Ville-Marie		20 000 $
Corporation des HJM	Prêt de locaux	10 000 $
	Aide financière confirmée	3 888 $
Ministère de l'Immigration, Diversité et Intégration		25 000 $
Total des contributions		**58 888 $**
Revenus autonomes		
Bénévolat : 5 personnes x 20 h x 40 sem. x 15 $/h		24 000 $
Prêt d'équipements		400 $
Total revenus autonomes		**24 400 $**
TOTAL DES REVENUS		**83 288 $**

DÉPENSES PRÉVUES

Salaires et cotisations de l'employeur	Intervenante de milieu : 24 h x 44 semaines x 25 $/h	26 400 $
	Intervenant social : 4,5 h x 44 semaines x 18 $/h	3 564 $
	Facilitateur : 4,5 h x 44 semaines x 15 $/h	2 970 $
	Bénévolat 15 : 3 h x 44 semaines x 12 $/h	24 000 $
Total ressources humaines		**56 934 $**
Frais d'activités	Ateliers de cuisine collective (6 x 500 $)	3 000 $

	Sorties socioculturelles (6 x 500 $)		3 854 $
	Biodôme billets de sortie		
	Zoo Granby 48 pers.	595 $	
	Sortie Pomme Rougemont	1 050 $	
	Sortie fruits et légumes	1 029 $	
	Centre de science 30 pers.	460 $	
	Musée Ramezay (2 x 360 $)	720 $	
	Cafés-rencontres (17 x 300 $)		5 100 $
	Prêt de locaux par la Corporation HJM		10 000 $
	Valeur de l'équipement		400 $
	Divers frais	2 000 $	
Total des frais d'opération			**22 354 $**
Frais d'administration (10 % x 40 000 $)	Communications, assurances, papeterie, tenue de livres, etc.		4 000 $
TOTAL DES DÉPENSES			**83 288 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné _____

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

_____

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
YMCA Guy-Favreau	200, boul. René-Lévesque Ouest	Appareils entraînement cardio.	Annuel 40 semaines	Annuel	Lundi, mercredi et jeudi	13h30 à 14h30

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents collaborateurs

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTES

Documents à transmettre :

- ❑ publicités (dépliants) ;
- ❑ rapport mensuel de fréquentations ;
- ❑ bilan du plan d'action du projet Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action ;
- ❑ bilan annuel ;
- ❑ prévisions budgétaires de l'Organisme pour le Projet ;
- ❑ états financiers incluant la ventilation du budget dédié au programme
- ❑ le bilan annuel ou les rapports d'activités de l'Organisme.

Documents à transmettre sur demande:

- ❑ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Feejad	240851

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Fonds de soutien en développement social

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 11 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	11	avril	2018	Date de fin :	20	février	2019

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 27 mars 2018 11:00:00

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention, se terminant le 20 février 2019, avec la Feejad pour la réalisation d'activités aux Habitations Jeanne-Mance;

  D'accorder à cette fin une contribution de 20 000 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544355
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Récupérer la somme non utilisée de 830 $ dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017

D'approuver la modification de la résolution CA16 240529 afin de liquider la somme de 830 $, soit le montant non utilisé à la contribution accordée à Spectre de rue dans le cadre du programme de déneigement hiver 2016-2017;

D'imputer ce crédit conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:21

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 novembre 2016	Résolution: CA16 240529

Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017 et accorder une contribution maximale de 5 000 $

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2016-2017;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 5 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1166890029

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 novembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Récupérer la somme non utilisée de 830 $ dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017

CONTENU

CONTEXTE

Un montant de 4 170 $ a été versé à l'organisme couvrant ainsi les frais reliés au déneigement de 17 bénéficiaires à mobilité réduite pour la saison hivernale 2016-2017. Nous demandons de liquider la somme de 830,00$ correspondant aux sommes non utilisées.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lalao RANDRIANARIVELO
agent(e) de bureau

514 868 4530
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017 et accorder une contribution maximale de 5 000 $

D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2016-2017.

D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 5 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-27 13:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166890029**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017 et accorder une contribution maximale de 5 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La contribution maximale de 5 000 $ versée à l'organisme Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ servira à reconduire le programme de déneigement pour personnes à mobilité réduite pour la saison 'hiver 2016-2017.

Une première contribution de 3 420 $ sera versée au début du projet permettant de couvrir les frais reliés au douze bénéficiaires qui ont demandé le service. A la demande de l'organisme, advenant que des bénéficiaires demanderaient le service tardivement, un montant de réserve est prévu au présent dossier décisionnel. Après entente avec la direction des travaux publics, un montant supplémentaire de 285 $ par adresse pourra être versé.

Le programme TAPAJ de l'organisme Spectre de rue vise à venir en aide à des personnes vivant dans une grande précarité. Par le travail TAPAJ favorise l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant de sérieuses difficultés personnelles et professionnelles afin de favoriser leur réinsertion sociale.

Le projet de travail mis de l'avant pour ces jeunes sert à venir en aide à des personnes à mobilité réduite en procédant, durant l'hiver, au déneigement de leurs rampes, escaliers, entrée, balcons et autres.

Ce projet pilote 2015-2016 a été grandement apprécié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1156890027- CA15 240656 du 8 décembre 2015 Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2015-2016 et accorder une contribution maximale de 5 000 $.
1156890027 - CA16 240366 du 6 juillet 2016 Modifier la résolution du CA15 240656 afin de réduire de 1 580 $ la contribution accordée à Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ (projet déneigement)

DESCRIPTION

.

JUSTIFICATION

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises, à l'effet que Spectre de rue - TAPAJ recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ont été faites le 17 octobre 2016 à 15h.
De plus, les validations requises à l'effet que Spectre de rue - TAPAJ ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA, ont été faites le 26 octobre 2016 à 06:48:33.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lalao RANDRIANARIVELO
agent(e) de bureau

Tél : 514 868 4530
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Claude DUBOIS
Adjoint directeur travaux publics

Tél : 514 872-9763
Télécop. : 514 886-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude DUBOIS
Adjoint directeur travaux publics
Tél : 514 872-9763
Approuvé le : 2016-10-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Récupérer la somme non utilisée de 830 $ dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017

TAPAJ - VM - bilan TAPEL 16-17.docx Liste des bénéficaires TAPEL - VM - 2016-17.xlsx

Aspect financier_GDD 1166890029_addenda.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lalao RANDRIANARIVELO
agent(e) de bureau

Tél : 514 868 4530
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Récupérer la somme non utilisée de 830 $ dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166890029_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-21

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166890029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017 et accorder une contribution maximale de 5 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166890029.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

Dominique MARTHET
Chef de Division
Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, Montréal Qc, H2L 4S8, agissant et représentée par **Monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé en vertu du règlement CA10 240492 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' «**Arrondissement»**

ET : **Spectre de rue, pour le programme TAPAJ,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 1280, rue Ontario Est, Montréal, QC, H2L 1R6, agissant et représentée par M. Gilles Beauregard, directeur général, dûment autorisé (e) à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du ;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme dans le cadre du programme TAPAJ pour la mise à pied pour la reconduction du projet de réinsertion sociale et professionnelle- déneigement hiver 2016-2017. conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint;

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur ;

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention ;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs ;

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvée au préalable par la Division des communications

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention ;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais ;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100

000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au Vérificateur de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes ;

4.6.4 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du plan d'action, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **(cinq mille dollars) 5 000 $** pour 2016-2017.

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

- **Un montant de quatre mille cinq cents dollars (4 500 $),** sera déboursé dans les trente (30) jours, suivant la signature de la convention par les deux parties ;
- Les autres versements seront faits sur demande de l'Organisme et approbation du directeur des Travaux publics.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulière qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **après la période hivernale 2016**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Gilles Beauregard, directeur général,
Spectre de rue – Programme TAPAJ

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1166890029 elle a été approuvée par la résolution CA _____ 2016.

ANNEXE

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Statistiques du déneigement 2015-2016				
Plateau Mont-Royal		**Ville-Marie**		
Nombre d'adresses:	38	Nombre d'adresses:		12
Nombre de femmes:	27	Nombre de femmes:		6
Nombre d'hommes:	11	Nombre d'hommes:		6
Déménagé depuis année précédente:	7	Perdu depuis l'année dernière:		1
Décédé:	1			
N'a pas pu être rejoint:	4			

*** Dans certains cas, une personne peut nous avoir indiqué deux adresses (ex: la sienne et celle de son voisin). Nous avons donc calculé deux adresses.

Bénéficiaires du service à l'hiver 201			
#	**Nom**	**# téléphone**	**Adresse**
1	HOCINE, Amiri	514-527-4656	1702 Dorion
2 et 3	Nsamirizi	514-967-3619	2267 Coupal (appartements 1 et 2)
4	MONTBLEAU, Pauline	514-525-8054	2484 rouen
5	Mme BÂBLEAU	514-522-5087	2172 du havre
6	GAGNÉ, Jean-Yves	514-526-6188	1150, Sherbrooke Est #505
7	Denis Dunn	514-523-1798	2501 de Maisonneuve est
8	Caroline	514-504-	1868, rue Dorion

8	Lapensée	6137	1868, rue Dorion
9	Lise Chevalier	514-597-2106	2244, Bercy
10	Natacha Dominic	514 528-8822	1329 De Champlain
11	Maxime Pomerleau	514-705-2211	2450 de Rouen
12	M. Vaillancourt	514-220-0308	1808 rue Beaudry

À jour, en date du 2 mars 2016

6-17 dans Ville-Marie

Limitation(s)	Nature du service
En fauteuil roulant	Plate-forme élévatrice, débarcadère en face de la porte, escalier
En fauteuil roulant	app1: Le tour de la voiture (toyota yaris bleue) vis-à-vis le 2267 Coupal, mais derrière le stationnement réservé. App2: Stationnement clairement indiqué pour personnes handicapées
Juste très agée..	Juste l'entrée et les marches. Faire sous le tapis de caoutchouc
Problème de hanches	Entrée, escaliers
En fauteuil roulant	Entrée, il doit rentrer par le côté Est car pas de marche, passage du trottoir à l'entrée principale jusqu'au côté est. Débarcadère au coin dégagé
En fauteuil roulant	Rampe d'accès à l'arrière de l'immeuble (accessible par Iberville), allée du transport adapté jusqu'à la rampe
En fauteuil roulant. Visites	Dégager balcon et rampe, éliminer le tas de neige au bas de la rampe. Et faire débarcadère sur rue Lalonde : coin sud

très fréquentes à l'hôpital	de la rampe. Et faire débarcadère sur rue Lalonde : coin sud ouest
Sclérose en plaque.	Marches
En fauteuil roulant	Entrée avant, rampe d'accès, chemin du trottoir à la rue à l'endroit de la descente pour se rendre dans le véhicule a adapté.
En fauteuil roulant	Balcon, rampe, trottoir (chemin entre trottoir et rue pour passer fauteuil)
Sclérose en plaques, fauteuil.	Stationnement réservé: Tour de la voiture Auto Scion blanche (739 RNS). Chemin entre le trottoir et la rue. Entrée.

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL

21 octobre 2016

Compétence de Mme Manon Ouellet
Contremaître
Direction des travaux publics

Objet : demande de soutien financier, dans le cadre du projet TAPEL, hiver 2016-17

Madame,

Le programme TAPAJ, de l'organisme Spectre de rue, veut, en un premier temps, remercier l'arrondissement de Ville-Marie de lui avoir confié, l'an dernier, le mandat d'offrir un service de déneigement à des personnes aux prises avec des limitations fonctionnelles et souhaite se remettre à contribution pour offrir le même service cet hiver.

Nous estimons le montant nécessaire à offrir le service à 285,00$ par adresse déblayée tout au long de l'hiver, ce montant couvrant tous les frais de main-d'oeuvre afférents (salaires des particpants du programme, frais de gestion et supervision) . À ce stade-ci, dix (12) personnes (satisfaisant aux critères d'admissibilité) nous ont confirmé désirer se prévaloir du service de déneigement dans Ville-Marie.

Nous adressons ici une demande de soutien financier à hauteur maximale de 5'000,00$, conditionnelle à l'obtention de nouveaux bénéficiaires et sollicitons un premier versement de 3'420,00$, correspondant aux douze adresses déjà inscrites. Si vous acceptez ces termes, en accord avec vous, Madame, nous conviendrons d'un moment pour demander un deuxième versement, au cours des premiers mois de 2017.

Nous joignons à cet envoi la liste des bénéficiaires de la saison 2016-17.

L'équipe de la coordination du programme TAPAJ demeure disposée à répondre à toute question que pourrait soulever la présente. Nous vous remercions de l'attention portée à cette lettre.

Cordialement,

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur des programmes TAPAJ et du Travail de milieu
Spectre de rue inc.
514.528.1700, poste 227

N° de dossier : 1166890029

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Spectre de rue	10773

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		3 420,00 $	1 580,00 $					**5 000,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890029

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ.

  D'autoriser à cette fin une contribution maximale de 5 000 $ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2016-2017.

  D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 5 000 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 5 000,00 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			3 420,00 $	1 580,00 $				**5 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 5 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306114	03121	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 463886
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL

Rapport d'activités – Projet TAPEL 2016-2017

D'entrée de jeu, la coordination du programme TAPAJ souhaite remercier l'arrondissement Ville-Marie de son implication dans la conduction de ce projet. Nous aimons souligner que la richesse de ce partenariat tient en grande partie au fait que nous mettons des gens ayant de la difficulté à mettre un toit au-dessus de leur tête au service de personnes qui, sans TAPEL, resteraient prisonnières du leur.

Déroulement général

L'hiver 2016-17 a été particulièrement chargé aux plan des opérations de déneigement, considérant les nombreuses chutes de neige. Quarante (40) tournées des circuits de déneigement de Ville-Marie ont été effectuées dans l'arrondissement, entre le 21 novembre 2016 et le 13 mars 2017. Au total, 17 personnes se sont prévalues du service de déneigement (la liste exhaustive des bénéficiaires figure en annexe du présent rapport), ceci représentant une augmentation de 35%, comparativement à l'année précédente!

Comme par le passé, les bénéficiaires ont été mis à contribution pour contrôler la qualité de la prestation. Au hasard, suivant le retour des participants déneigeurs, un ou deux participants de chaque circuit de déneigement ont été contactés pour rendre compte du travail effectué.

Cette saison, les travaux de déneigement ont été réalisés par 31 jeunes différents, dans lesquels figurait un noyau de 15 anciens (déneigeurs des années précédentes), rompus à nos pratiques.

Partenariats

Cette année encore, nous avons diffusé à des professionnels des CSSS de Ville-Marie notre documentation expliquant les modalités d'inscription au service de déneigement (responsables des services de maintien en domicile, physiothérapeutes, ergothérapeutes, infirmières et infirmiers, ainsi que travailleuses et travailleurs sociaux).

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

Améliorations

Cette année, en fait de nouveauté, mentionnons que nous avons remis aux participants des émetteurs-récepteurs à grande portée, permettant à ceux-ci d'être en contact direct avec l'équipe d'intervention. De la sorte, nous avons pu, au besoin, aider les jeunes à s'orienter dans l'arrondissement, éclaircir des directives, ou tout simplement prodiguer des encouragements (lorsqu'il faisait très froid, par exemple).

Pour les besoins de formation des déneigeurs, nous avons commencé à mettre les anciens à contribution en les pairant avec les nouveaux. Malgré les frais supplémentaires encourus, nous avons vite réalisé que nous obtenions une meilleure rentabilité en termes d'efficience d'ensemble : le travail d'équipe stimulant les anciens qui se sentaient valorisés dans le rôle de formateur; les nouveaux se sentant bien intégrés par cette mécanique d'accueil. Mentionnons aussi que les pertes de temps, le matin, liées au besoin de devoir expliquer à un déneigeur inexpérimenté en long et en large les spécificités inhérentes à un circuit de déneigement, ont été considérablement réduites.

Conclusion

Nous pouvons statuer sur une réussite du projet! TAPEL a été, au fil du temps, l'un des défis les plus prenant que l'équipe de TAPAJ ait eu à relever. En effet, produire l'ensemble des outils logistiques nécessaires aux opérations (cartes des circuits, feuillets de directives, documents informatifs et promotionnels) a été un labeur long, demandant beaucoup de retouches.

Nous constatons cependant, qu'à ce stade, nous avons atteint notre vitesse de croisière et qu'il nous est plus aisé que jamais d'admettre aussi bien de nouveaux bénéficiaires que de nouveaux participants déneigeurs dans le projet. C'est donc avec optimisme que nous envisageons la suite des choses pour l'hiver 2017-18.

L'équipe de TAPAJ vous remercie de l'attention prêtée au présent document.

Pièce jointe : Bénéficiaires du service TAPEL – VM – 2016-17 (doc. Excel)

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

Bénéficiaires du service à l'hiver 2016-			
#	**Nom**	**# téléphone**	**Adresse**
1	HOCINE, Amiri	514-527-4656	1702, rue Dorion
2 et 3	Nsamirizi	514-967-3619	2267, Coupal (appartements 1 et 2)
4	MONTBLEAU, Pauline	514-525-8054	2484, Rouen
5	Mme MONBLEAU *	514-522-5087	2172 du Hâvre
6	GAGNÉ, Jean-Yves	514-526-6188	1150, Sherbrooke Est #505
7	Denis Dunn	514-523-1798	2501, de Maisonneuve Est

8	Caroline Lapensée	514-504-6137	1868, rue Dorion
9	Lise Chevalier	514-597-2106	2244, Bercy
10	Natacha Dominic	514 528-8822	1329, de Champlain
11	Maxime Pomerleau	514-705-2211	2450, de Rouen
12	M. Vaillancourt	514-220-0308	1808, rue Beaudry
13	Christiane Sirois	514-236-9127	585, rue Darling, app. 1
14	Diane Bernier	438-382-1471	2141, rue St-André

15	Mathe Prévost	514-598-0785	1103, rue Amherst
16	Roselyne Provost	514-527-4221	1680 , ruePoupart
17	Ginette Pelland	438-764-0647	2328, rue de Bordeaux

17 dans Ville-Marie

Limitation(s)	Nature du service
En fauteuil roulant	Plate-forme élévatrice, débarcadère en face de la porte, escalier
En fauteuil roulant	app1: Le tour de la voiture (toyota yaris bleue) vis-à-vis le 2267 Coupal, mais derrière le stationnement réservé. App2: Stationnement clairement indiqué pour personnes handicapées
Très agée	Juste l'entrée et les marches. Faire sous le tapis de caoutchouc
Problème de hanches - maintenant en marchette	Entrée, escaliers
En fauteuil roulant	Entrée, il doit rentrer par le côté Est car pas de marche, passage du trottoir à l'entrée principale jusqu'au côté est. Débarcadère au coin dégagé
En fauteuil roulant	Rampe d'accès à l'arrière de l'immeuble (accessible par Iberville), allée du transport adapté jusqu'à la rampe

En fauteuil roulant. Visites très fréquentes à l'hôpital	Dégager balcon et rampe, éliminer le tas de neige au bas de la rampe. Et faire débarcadère sur rue Lalonde : coin sud-ouest
Sclérose en plaques	Marches
En fauteuil roulant	Entrée avant, rampe d'accès, chemin du trottoir à la rue à l'endroit de la descente pour se rendre dans le véhicule a adapté.
En fauteuil roulant	Balcon, rampe, trottoir (chemin entre trottoir et rue pour passer fauteuil)
Sclérose en plaques, fauteuil.	Stationnement réservé: Tour de la voiture Auto Scion blanche (739 RNS). Chemin entre le trottoir et la rue. Entrée.
Est en fauteuil roulant. Isolée.	Rampe d'accès à l'arrière. Chemin qui se rend de la rampe d'accès jusqu'au stationnement réservé derrière la maison. Tour de sa voiture hyundai accent grise. Mettre la petite carte dans la boite qu'elle laissera sur la table de son balcon arrière.
68 ans, fracture à la hanche, fragile	Entrée

âgée, prob. de mobilité, difficulté à sortir de chez elle l'hiver	Entrée, marches
Référée par Lalao Randrianarivelo	Entrée, escaliers
Rhumatismes importants - se déplace en quadriporteur	Entrée avant

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890029

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Spectre de rue	10773

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Moins de bénéficiaire que prévu. Les montants peuvent-être libérés.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		-830,00 $						**-830,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		mars	2018	Date de fin :		avril	2018

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo
Prénom, nom

Date et heure système : 21 mars 2018 08:52:59

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890029

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  De liquider la somme de 830$ soit le montant non utilisé à la contribution accordée à Spectre de rue dans le cadre du programme de déneigement hiver 2016-2017;

- Montant déjà accordé pour ce dossier (taxes non applicables) 4 170,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	4 170,00 $	0,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 830,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Le bon de commande 1159945 sera diminué de 830,00$ après le CA et fermé par la suite

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-21**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux et accorder une contribution de 35 000 $

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux.
D'accorder, à cette fin, une contribution de 35 000 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:22

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185382003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux et accorder une contribution de 35 000 $

CONTENU

CONTEXTE

À la séance du 25 août 2003, le conseil municipal a adopté un règlement intérieur déléguant aux conseils d'arrondissement les compétences du conseil en matière de Sociétés de développement commercial (CM03-0623). Le 7^{e} alinéa de l'article 1 de ce règlement indique que le conseil délègue, entre autres, aux conseils d'arrondissement le pouvoir suivant :

- les pouvoirs réglementaires prévus à l'article 458.42 de la Loi des Cités et Villes en vue d'accorder des subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement.

L'arrondissement de Ville-Marie a inscrit à son budget les montants nécessaires à l'application du nouveau règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial de l'arrondissement.

La Société de développement commercial (SDC) du Quartier Latin a pour mandat d'assurer la coordination et mise en œuvre du plan de propreté et d'embellissement du Quartier latin. Ce quartier est un milieu d'affaires dynamique, une destination touristique de premier plan, un milieu gastronomique d'exception et un lieu recherché pour la qualité de ses commerces offrant un service à la clientèle personnalisé, et ce, 12 mois par année. Ses action s'inscrivent dans la mise en œuvre de leur plan d'action pour l'année 2018 devant favoriser le développement économique et commercial de leur secteur.

Dans un tel contexte, une ressource dédiée à la coordination entre les Travaux publics et la SDC s'avère primordiale.

L'aide financière servira à réaliser et assurer une coordination optimale entre la SDC et les Travaux publics et ainsi avoir un impact significatif sur la propreté de ce secteur tout au long de l'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution - CA17 240093 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Société de développement commercial du

Quartier Latin dans le cadre des festivités du 375e anniversaire de la Ville de Montréal pour assurer la sécurité du territoire et en soutien à la coordination de la propreté des lieux et accorder une contribution de 30 000 $.
Résolution - CA16 240100 - Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Quartier Latin, pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017;

DESCRIPTION

Dans son plan d'action 2018 pour l'entretien du domaine public, la Société de développement commercial (SDC) du Quartier Latin y précise ses objectifs :

- Continuer à faire du Quartier latin le quartier le plus propre du centre-ville, et ce, 12 mois par année;

- Maintenir les efforts de la ruelle Saint-Denis Nord;

- Maintenir le dialogue avec les intervenants de la Commission des services électriques (CSEM) et la STM pour la réfection du coin Savoie;

- Maintenir et développer leurs partenariats avec les services de l'arrondissement de Ville-Marie;

- Travailler de manière commune avec l'équipe des travaux publics pour optimiser les opérations de déneigement;

- Coordonner ses efforts avec les équipes des diverses institutions du quartier (BAnQ, UQAM, Cinémathèque, INIS, CVM, etc.);

- S'assurer de contribuer à une meilleure efficacité du programme d'enlèvement des graffitis, programme piloté par l'arrondissement;

- Continuer de diriger les appels des commerçants vers le service offerts par le 311;

- Créer une synergie avec les divers acteurs liés au domaine public (préposés MTL.net, coordonnateur opération, équipe propreté, agents d'accueil, SDS, GIT, etc.);

- Continuer à sensibiliser les commerçants à appeler le Service de police pour déposer une plainte lorsqu'il y a des graffitis sur le domaine privé (principalement ceux à caractère haineux);

- Collaborer avec l'arrondissement de Ville-Marie à la mise en place du plan stratégique en lien avec les paniers de rue, l'ajout de cendriers et arceaux pour la récupération des bouteilles.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie constitue un levier économique majeur pour la grande région métropolitaine de Montréal. Soucieux de poursuivre la mise en place des conditions de réussite et de succès des différents acteurs économiques et commerciaux, l'arrondissement de Ville-Marie a adopté en 2013 le Programme de soutien financier au développement économique et commercial. Ce programme permet aux sociétés de développement commercial de conclure des ententes de partenariat avec l'arrondissement sur une période de deux ans pour la réalisation de leur plan d'action. La SDC du Quartier Latin a soumis un plan d'action 2018 détaillé, renfermant plusieurs actions et projets admissibles au programme.

Ce type de partenariat spécifie qu'un organisme qui soumet à l'arrondissement un plan d'action détaillé renfermant tous les projets ou actions admissibles au programme n'a pas à soumettre de demandes spécifiques pour chacun des projets. Ceux-ci sont traités comme un seul projet. C'est la convention qui en détermine le mode de gestion.

Les sociétés de développement commercial jouent un rôle crucial dans le développement commercial et économique de leur secteur. La Société de développement commercial du Quartier Latin s'implique de façon importante dans sa communauté, notamment en matière d'animation du quartier et de propreté, favorisant ainsi le dynamisme commercial du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement conformément aux informations inscrites dans l'intervention financière de ce dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme est tenu par la convention de faire mention de l'appui financier de l'arrondissement lors de tout événement ou dans toute publication dont il a la responsabilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de l'aide financière se fera selon les termes de la convention après approbation par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux et accorder une contribution de 35 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185382003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Qc H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL (SDC) DU QUARTIER LATIN**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 352, rue Émery, 5e étage, Montréal, Qc H2X 1J1, agissant et représentée par monsieur Philip O'Dwyer, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 00 mois 2016;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 00000000 RR0001

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étape le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs.

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (Annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte montrant l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 pendant les heures normales de bureau, permet, en tout temps, au Directeur des services administratifs de l'Arrondissement ou à son représentant d'examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et d'en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption par son Conseil d'administration, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1 conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;

4.6.4 dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention ou lors de sa résiliation, tous les biens acquis avec les sommes versées par cette dernière, y compris les sommes déposées en garantie auprès des entreprises de services tels Hydro-Québec et Bell, et toutes les sommes cumulatives non dépensées;

4.6.5 réaffecte à des activités de propreté, de recyclage, d'embellissement et d'amélioration du patrimoine végétal, au cours de l'année suivante, les sommes non dépensées pendant la durée de la présente convention, sous réserve de 5.3. Dans le délai requis par le Directeur, l'Organisme lui transmet, pour approbation, un plan de réaffectation des sommes non dépensées. L'Organisme doit fournir au Directeur toutes les informations et tous les documents que ce dernier peut requérir quant à la réalisation de ce plan de réaffectation. En cas de défaut, tout ou partie des sommes non dépensées à l'échéance de la présente convention doit, à la discrétion de la Ville, lui être remboursé(e).

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $).

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée comme suit :

- quatre-vingt pour cent (80 %) lors de la signature de la convention par les deux parties au plus tard le 31 mars 2018;

- vingt pour cent (20 %) à la réception des états financiers annuels au plus tard le 31 décembre 2018.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **le 31 décembre 2018**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Philip O'Dwyer, directeur général
Société de développement commercial (SDC) du Quartier Latin

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1185382003.

ANNEXE I

OBJECTIFS 2018 – PROPRETÉ

- Continuer à faire du Quartier latin le quartier le plus propre du centre-ville, et ce, 12 mois par année;
- Maintenir les efforts de la ruelle Saint-Denis Nord;
- Maintenir le dialogue avec les intervenants de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et la STM pour la réfection du coin Savoie;
- Maintenir et développer nos partenariats avec les services de l'arrondissement de Ville-Marie;
- Travailler de manière commune avec l'équipe des travaux publics pour optimiser les opérations de déneigement;
- Coordonner nos efforts avec les équipes des diverses institutions du quartier (Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Université du Québec à Montréal (UQAM), Cinémathèque québécoise, Institut national de l'image et du son (INIS), Cégep du Vieux Montréal, etc.);
- S'assurer de contribuer à une meilleure efficacité du programme d'enlèvement des graffitis piloté par l'arrondissement;
- Continuer de diriger les appels des commerçants vers le service offert par le 311;
- Créer une synergie entre les divers acteurs liés au domaine public (préposés MTL.net, coordonnateur opération, équipe propreté, agents d'accueil, SDS, GIT, etc.);
- Continuer à sensibiliser les commerçants à appeler le Service de police pour déposer une plainte lorsqu'il y a des graffitis sur le domaine privé (principalement ceux à caractère haineux);
- Collaborer avec l'arrondissement de Ville-Marie à la mise en place du plan stratégique en lien avec les paniers de rue, l'ajout de cendriers et arceaux pour la récupération des bouteilles.

ANNEXE II

Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



SOCIÉTÉ
DE DÉVELOPPEMENT
DU QUARTIER LATIN

PLAN D'ACTION – DOMAINE PUBLIC 2018

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Propreté

Bilan 2017

- ✓ Embauche d'un coordonnateur du domaine public à temps plein ;
- ✓ Embauche d'un personne à temps partiel pour la période estivale et au besoin;
- ✓ Travailler en lien avec les équipes de GIT, les aider quand ils en ont besoin (Chariot mobile, pauses au bureau de la SDC, toilettes, etc.);
- ✓ En lien avec la Société de Développement Social pour les seringues et autres problématiques reliées à l'itinérance;
- ✓ Maintien du partenariat avec le responsable de l'enlèvement des graffitis ;
- ✓ Effectuer des suivis sur les chantiers de la CSEM coin Saint-Denis et Ontario :
- ✓ Participation aux réunions de chantier avec la CSEM et les divers intervenants ;
- ✓ Maintien du partenariat avec l'Arrondissement Ville-Marie:
  - o Lien avec les chefs de division ;
  - o Lien avec les inspecteurs du domaine public.
  - o Lien avec le contremaître des Travaux publics

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Propreté

Bilan 2017 (suite)

- ✓ Effectuer des suivis avec la Division des Parcs concernant la plantation de nouveaux arbres et l'entretien des arbres ;
- ✓ Effectuer les suivis sur l'installation et l'enlèvement du mobilier urbain.
- ✓ Effectuer les suivis avec les Travaux publics :
  - o Suivis concernant les collectes d'ordures, de recyclage et de dépôt sauvage;
  - o Suivis sur l'installation et l'enlèvement du mobilier urbain;
  - o Suivis sur les opérations de déneigement et d'épandage d'abrasifs;
  - o Suivis concernant le remplacement et le nettoyage des cylindres des poubelles.

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Propreté

Bilan en chiffres 2017

✓**Plus de 2500 heures de propreté quotidienne**

✓**Plus de 500 heures de propreté en événements**

✓**Près de 700 sacs de poubelles ramassés**

✓**Environ 3000 seringues ramassées dans le quartier par divers équipes, comparé à 3000 en 2016, 2000 en 2015 et 1000 en 2014.**

✓**Plus de 100 appel au 911 (avec les préposés à l'accueil);**

✓**Plus de 100 appels de membres liés au domaine public (collectes d'ordures, collectes de recyclage, propreté, déneigement, etc).**

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Propreté



Objectifs 2018

- ✓ Continuer à faire du Quartier latin le quartier le plus propre du centre-ville et ce, 12 mois par année;
- ✓ Maintenir les efforts de la ruelle Saint-Denis Nord;
- ✓ Maintenir le dialogue avec les intervenants de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et la STM pour la réfection du coin Savoie;
- ✓ Maintenir et développer nos partenariats avec les services de l'Arrondissement Ville-Marie;
- ✓ Travailler de manière commune avec l'équipe des travaux publics pour optimiser les opérations de déneigement;
- ✓ Coordonner nos efforts avec les équipes des diverses Institutions du quartier (BAnQ, UQAM, Cinémathèque Qc, INIS, CVM, etc);

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Graffitis







Objectifs 2018 (suite)

- ✓ S'assurer de contribuer à une meilleure efficacité du programme d'enlèvement des graffitis piloté par l'arrondissement (maximiser le dollar investit par l'Arrondissement);
- ✓ Continuer de diriger les appels des commerçants vers le service offert par le 311;
- ✓ Créer une synergie avec entre les divers acteurs lié au domaine public (Préposés MTL.net, Coordonnateur opération, équipe propreté, agents d'accueil, SDS, GIT, etc.);
- ✓ Continuer à sensibiliser les commerçants à appeler le Service de police pour déposer une plainte lorsqu'il y a des graffitis sur le domaine privée (principalement ceux à caractère haineux);
- ✓ Collaborer avec l'arrondissement de Ville-Marie à la mise en place du plan stratégique en lien avec les paniers de rue, l'ajout de cendriers et arceaux pour la récupération des bouteilles.

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Accueil et prévention





Bilan 2017

- ✓ Embauche de deux préposés à l'accueil dédiés à la prévention des problèmes d'incivilité associés à la forte présence d'itinérance dans le quartier :
  - o Plus de 2500 heures de patrouille du mois d'avril au mois de novembre 2017 ;
  - o Près de 1200 heures de patrouille en période d'événement en 2017
  - o Plus de 1100 interventions notées
  - o Ajout de plage horaire dans le cadre des divers événements se tenant dans le quartier
- ✓ Rencontre de coordination et de suivi entre la SDQL, le PDQ 21 et les préposés à l'accueil ;
- ✓ Collaboration de la SDQL avec l'Équipe Mobile de Référence et d'Intervention en Itinérance (ÉMRII)
- ✓ Collaboration avec les intervenants de la Société de Développement Social.

PLAN D'ACTION 2018

DOMAINE PUBLIC

Accueil et prévention

Objectifs 2018

✓Créer une meilleure synergie entre les divers acteurs lié au domaine public (Coordonnateur opération, équipe propreté et agents d'accueil);

✓Reconduire le projet des préposés à l'accueil du Quartier latin;

- En collaboration avec l'Arrondissement Ville-Marie et le PDQ21
- Étendre la période d'activités d'avril à novembre
- Modifier les plages d'heures pour assurer une plus grande présence matinale (7h – 12h)

✓Animer des séances de discussion et d'information entre les agents du SPVM et nos membres;

✓Planifier des rencontres de suivi entre la SDQL, les préposés à l'accueil et les agents du PDQ 21;

✓Demander l'aide du PDQ 21 pour effectuer des patrouilles matinales au Quartier latin ;

✓Renforcer le lien de collaboration avec l'équipe ÉMRII.

SPVM

PLAN D'ACTION 2018

BUDGET PROPRETÉ

SOMMAIRE 2018

POSTE BUDGÉTAIRE	DESCRIPTIF	BUDGET 2018
1.COORDONATEUR		PRÉVU $
SALAIRES	17.00/H SUR 2000 H environ	34 500,00 $
SOUS TOTAL COORDONATEUR		34 500,00 $
2.ÉQUIPEPEMENT ET MÉNAGE DU PRINTEMPS		
FOURNITURES/UNIFORMES		500,00 $
SOUS TOTAL ÉQUIPEMENT		500,00 $
TOTAL		35 000,00 $



SDC
Quartier
latin

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN	118994

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		35 000,00 $						**35 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	10	avril	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Annie Picard

Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 12:00:47

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec la Société de développement commercial du Quartier Latin afin d'assurer un soutien à la coordination de la propreté des lieux.

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 35 000 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 35 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		35 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 35 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544264
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la Grande collecte, édition 2018, de résidus domestiques dangereux, de matériel informatique et électronique et accorder une contribution de 15 000 $

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2018, avec le Projet Saint-Laurent - tous les jours pour la grande collecte de matières dangereuses, édition 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $ pour 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 14:21

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la Grande collecte, édition 2018, de résidus domestiques dangereux, de matériel informatique et électronique et accorder une contribution de 15 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Jour de la Terre 2018, l'organisme à but non lucratif Projets Saint-Laurent - tous les jours propose à l'arrondissement de Ville-Marie d'organiser, à l'intention des industries, commerces et institutions (ICI) de Ville-Marie, en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie et les éco-quartiers Saint-Jacques, Sainte-Marie et Peter McGill, une collecte de matières dangereuses. Cette initiative est attendue a chaque année tant par la population que par les entreprises.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1156890021 - CA15 240140 du 14 avril 2015 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention se terminant au 31 décembre 2018, avec Projet Saint-Laurent - tous les jours pour le Grand rassemblement organisé pour la collecte de matières dangereuses, édition 2018 et accorder une contribution annuelle de 15 000 $.

DESCRIPTION

Le soutien financier permet d'associer l'arrondissement de Ville-Marie à la programmation des événements de Projets Saint-Laurent - tous les jours et ce, en collaboration avec les trois éco-quartiers de l'arrondissement..

Il contribue à faire de l'arrondissement de Ville-Marie un partenaire dans la réalisation d'un événement populaire, accessible, concret et de résonance internationale. En fournissant un soutien significatif, par l'intermédiaire du Jour de la Terre, aux activités et aux événements auxquels participent les citoyens, l'arrondissement témoigne de son positionnement à titre de partenaire engagé en termes de développement durable.

JUSTIFICATION

En contribuant aux Grand rassemblement de 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'associe

à un événement environnemental, populaire et d'envergure internationale, à titre d'acteur actif et concerné par les enjeux environnementaux en rejoignant directement un public cible sensible à ceux-ci. L'arrondissement soutient ainsi des actions directes visant à promouvoir les bonnes pratiques en environnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Intégration au plan d'action en communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon OUELLET
Contremaître

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Alain DUFRESNE
Chef de division Voirie

Tél : 514 872-9763
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186890012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la Grande collecte, édition 2018, de résidus domestiques dangereux, de matériel informatique et électronique et accorder une contribution de 15 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186890012.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890012

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Projet Saint Laurent - Tous les jours	392285

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		15 000,00 $						**15 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		mars	2018	Date de fin :	31	décembre	2018

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo
Prénom, nom

Date et heure système : 22 mars 2018 08:24:21

JOUR DE LA TERRE
info@jourdelaterre.org
5818, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2T 1T3
Canada

TÉL : (514) 728.0116
FAX : (514) 303.0248

Montréal, le 20 décembre 2017

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal
À l'attention de Madame Marie-Eve Gagnon
Directrice de cabinet
Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie
800 boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Objet : Demande de financement – Célébrations du Jour de la Terre 2018

Madame Gagnon,

Je vous écris aujourd'hui afin de renouveller l'appui de l'arrondissement Ville-Marie pour les célébrations du Jour de la Terre 2018.

Depuis plusieurs années, le Jour de la Terre Québec est fier de compter Ville-Marie parmi ses partenaires.
Cette année encore, à l'occasion du Jour de la Terre célébré le 22 avril, plusieurs activités environnementales prendront place dans cet arrondissement.
Nous organiserons notamment, en collaboration avec les Éco-quartiers Peter McGill, St-Jacques et Sainte-Marie, la 13ème édition de la grande collecte de résidus domestiques dangereux et de matériel informatique et électronique au cœur de Ville-Marie, inititative attendue chaque année par la population et les entreprises.

Nous sollicitons donc de nouveau votre appui financier, afin de soutenir nos actions et célébrations pour l'environnement, en offrant une contribution de 25 000 $ pour l'année 2018, regroupant 15 000$ à destination de la grande collecte et 10 000$ pour la campagne du Jour de la Terre.

La continuité de ce partenariat nous permettra, nous en sommes certains, de développer ensemble dès le mois de juin prochain, nos initiatives environnementales à l'envergure de Montréal, à l'orée du 50ème anniversaire du jour de la Terre en 2020.

Je demeure à votre disposition pour toute question concernant ces initiatives et les avantages associés à ce type de partenariat.

En espérant recevoir une réponse positive de votre part, je vous prie d'agréer, Madame Gagnon, mes hommages respectueux.

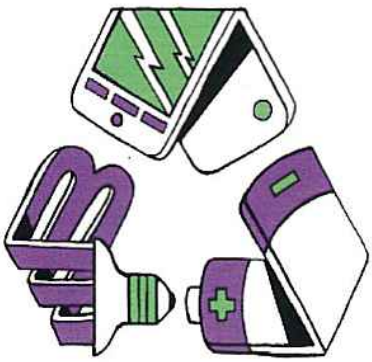
Pierre Lussier
Directeur
Tous les Jours | Jour de la Terre



tous les jours

LA GRANDE COLLECTE

DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE



BILAN DE PROGRAMME 2017

LA GRANDE COLLECTE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Rédigé par le Jour de la Terre

Partenaires

arpe Québec

Jour de la Terre Québec

En partenariat avec Ville-Marie Montréal

En collaboration avec

éco-peinture

éco quartier Peter-McGill

éco quartier Sainte-Marie

SOMMAIRE

1. Rappel des partenaires 3

2. Contexte 3

3. Objectif 3

4. Résumé du programme 3

5. Le programme en chiffres 4

a. Résultats 4

b. Visibilité 5

c. Budget 7

6. Points forts 7

7. Points faibles 8

8. Recommandations 8

Bilan de projet

1. Rappel des partenaires

Partenaires
Arrondissement de Ville-Marie
ARPE-Québec
RecycFluo

Collaborateurs
Éco-quartier Peter-McGill
Éco-quartier Sainte-Marie
Éco-quartier Saint-Jacques
Éco-Peinture

2. Contexte

Certaines entreprises établies sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie ne génèrent pas suffisamment de matières dangereuses ni de produits électroniques pour investir dans un service de collecte à domicile effectué par des entrepreneurs spécialisés dans la gestion et le traitement de ces produits. De plus, il n'existe pas sur le territoire d'écocentre qui inciterait les publics cibles à se départir de ces matières et de ces produits sans avoir à parcourir une grande distance. Il faut également savoir que les entreprises paient lorsqu'elles souhaitent utiliser les services d'un écocentre et que les gestionnaires d'immeuble sont parfois considérés comme des entreprises lorsqu'ils se présentent à l'écocentre.

Les OBNL sont également invités à participer à la collecte. Ces derniers peuvent également se présenter à l'écocentre gratuitement, cependant il arrive que certains soient refusés, car ils souhaitent y déposer de trop grands volumes.

La collecte est donc un bon moment pour les entreprises, les gestionnaires d'immeuble et les OBNL de se départir de leurs matières dangereuses (MD) et de leurs produits électroniques (PE) à faible coût.

Depuis 2016, les citoyens sont également invités à participer. Les produits électroniques, les lampes au mercure ainsi que les piles et les batteries de moins de 5 kg étaient récupérés pour les citoyens et les entreprises puisque ceux-ci sont visés par le règlement portant sur la responsabilité élargie du producteur. Les citoyens ne pouvaient rapporter que ces matières et ces produits, car ces derniers ont accès aux écocentres gratuitement.

3. Objectif

L'objectif principal de cette collecte est d'offrir aux entreprises, OBNL et aux gestionnaires d'immeuble un lieu de dépôt des matières dangereuses et des produits électroniques accessible facilement et à faible coût.

4. Résumé du programme

Le 20 avril 2017 a eu lieu la 13^{e} collecte de matières dangereuses et de produits électroniques dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle s'est déroulée dans le stationnement de la Ville de Montréal situé à l'arrière de l'Église du Gesù.

Pour participer, les entreprises devaient s'inscrire en remplissant un formulaire permettant d'établir une approximation des quantités qui seraient apportées le jour de la collecte, afin d'estimer le coût qui leur sera facturé. Les citoyens n'ont pas besoin de s'inscrire. Un crédit d'un maximum de 50 $ a été accordé à tous les participants rapportant des matières ayant un coût.

Les piles, les lampes au mercure, la peinture de type architectural et les produits électroniques ont été récupérés sans frais pour les entreprises et les citoyens.

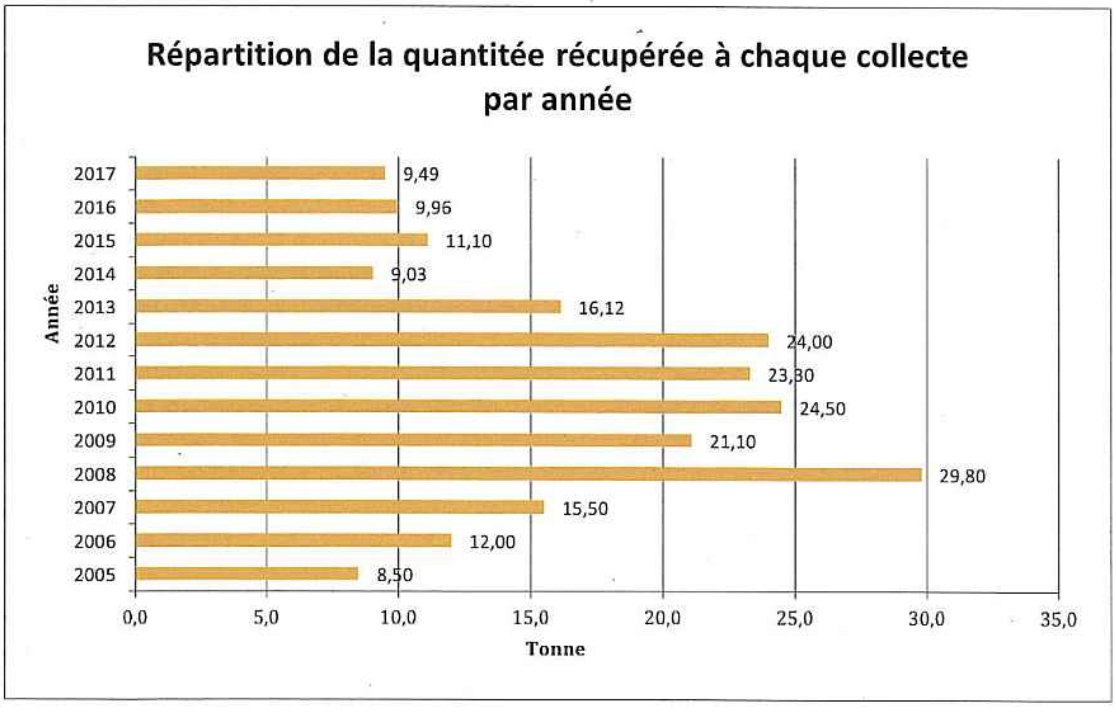
La collecte des matières dangereuses était assurée par Récubec, alors que les produits électroniques ont été récupérés par l'ARPE-Québec.

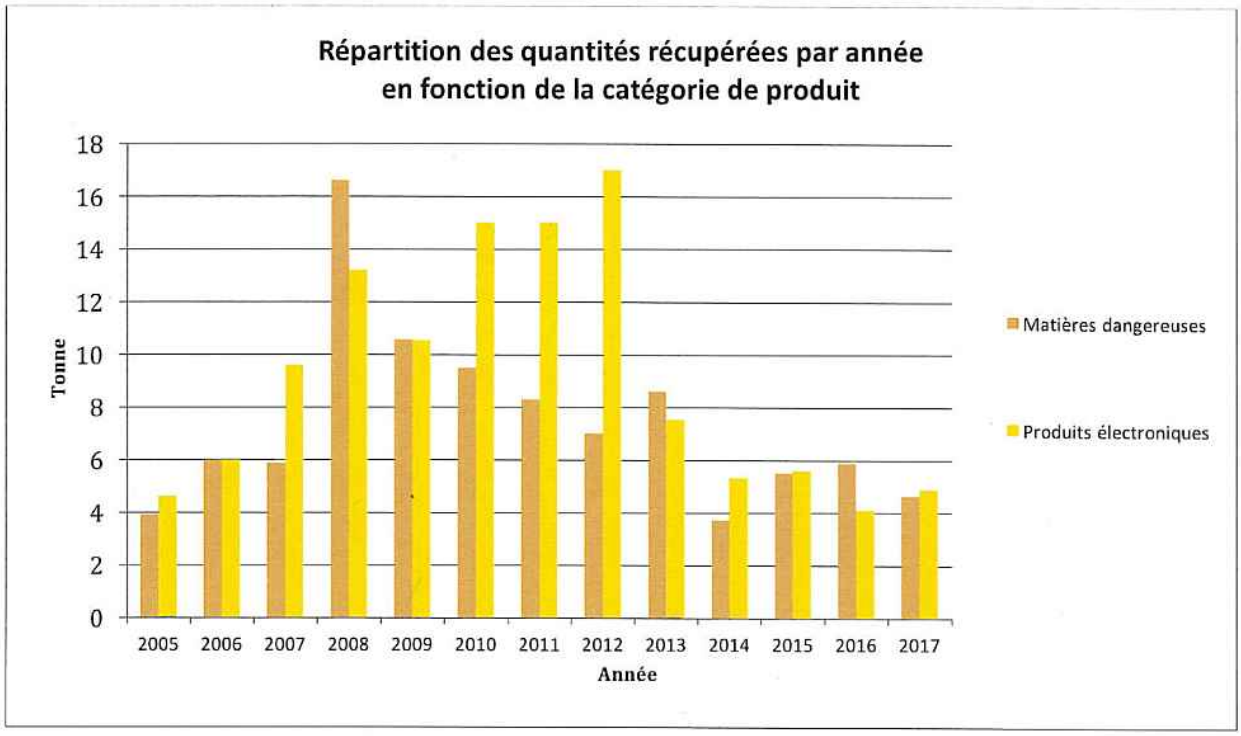
Au total, ce sont 5 employés des trois éco-quartiers et trois employés du Jour de la Terre qui ont été mobilisés le jour de la collecte pour accueillir, diriger, accompagner les participants, assurer le bon fonctionnement sur le site et procéder à la facturation. L'ARPE-Québec et Récubec avaient prévu des employés pour gérer les produits électroniques sur le site.

5. Le programme en chiffre

a. Résultats

Au total, ce sont 9,49 tonnes qui ont été récupérées, dont 4,62 tonnes de matières dangereuses et 4,87 tonnes de produits électroniques (voir les deux graphiques ci-dessous). Cette collecte porte donc le tonnage global pour l'ensemble des collectes à 214 tonnes. Quarante-cinq entreprises et une trentaine de citoyens ont participé à la collecte.





b. Visibilité

Les outils qui ont été mis à votre disposition :

Outil	Audience	Clics
Facebook	2109	83
Twitter	24778	50
LinkedIn	615	5
Envois d'un carton promotionnel par la poste aux entreprises de l'arrondissement	10262	N/A
Infolettre spécifique aux contacts de l'arrondissement de Ville-Marie	261	54
Intégration dans l'infolettre générale du Jour de la Terre	9435	40

Site Internet :

Une nouvelle à la une a été placée sur la page d'accueil du site web. Cette nouvelle amenait à la page de présentation des collectes, où il y avait un descriptif général pour toutes les collectes, puis il y avait un lien vers celle de l'arrondissement de Ville-Marie, où les matières acceptées, la date et le lieu de la collecte et le formulaire d'inscription pour les entreprises étaient disponibles.

Résumé des communications :

Activité	Date	Zone	Outils et intensité
Lancement du programme	Mars 2017	Québec (province)	Publications Facebook
			Tweets
			Publication LinkedIn
			Nouvelle à la une sur la page d'accueil du site web
			Page Internet
Encouragement aux inscriptions	Mars 2017	Arrondissement de Ville-Marie (Montréal)	Envoi de courriels personnalisés aux anciens participants
			Infolettre à tous les contacts de la base de données
			Publications Facebook
			Tweets
Relance pour les inscriptions	Avril 2017	Arrondissement de Ville-Marie (Montréal)	Infolettre aux contacts de la base de données ayant une adresse postale dans l'arrondissement de Ville-Marie
			Publications Facebook
			Tweets

Les partenaires, l'arrondissement de Ville-Marie, l'ARPE-Québec, ainsi que les collaborateurs, les éco-quartiers Peter-McGill, Saint-Jacques et Sainte-Marie ont également participé à la promotion de la collecte via leurs médias sociaux, des infolettres et leur site Internet.

c. Budget

REVENUS	MONTANT
Arrondissement de Ville-Marie	15 000,00 $
Facturation aux entreprises	1 570,23 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	16 570,23 $
DÉPENSES	**MONTANT**
RESSOURCES HUMAINES	
Coordonnatrice	3 782,53 $
Agents de communication	450,00 $
Directeur des communications	181,50 $
Employés	856,25 $
Informaticien	94,86 $
RESSOURCES MATÉRIELLES	**5 365,14 $**
Récubec	7 979,04 $
Impressions des cartons d'invitation pour les entreprises	1 322,21 $
Envois postaux des cartons d'invitation aux entreprises	1 439,45 $
Envois cartons d'invitation	19,32 $
Location véhicule	17,00 $
Dîner des employés	94,15 $
Assurance terrain	150,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	**16 386,31 $**
TOTAL	**183,92 $**

6. Points forts

La collecte est devenue un incontournable pour plusieurs entreprises de l'Arrondissement qui l'attendent annuellement. Depuis 13 ans, les éco-quartiers et le Jour de la Terre offrent cette collecte à la même date le 22 avril (jour de la Terre) ou près de cette date et au même endroit. La collecte est offerte pendant la semaine et jamais la fin de semaine. Le lieu de la collecte se trouve en plein centre de l'arrondissement et est facilement accessible à pied ou en véhicule. Il se trouve à proximité de deux stations de métro. Il est suffisamment grand pour permettre une bonne fluidité sur le site et un temps d'attente bas, car les participants peuvent passer d'une station à l'autre sans trop attendre que les autres participants aient terminé de décharger leurs matières dangereuses ou leurs produits électroniques.

7. Points faibles

La collecte gagnerait à être connue davantage auprès des entreprises et des gestionnaires d'immeuble. Malgré les quantités considérables de matières dangereuses et de produits électroniques collectés, le taux de participation reste bas.

Le fait que la collecte soit offerte un jour de semaine est un moment moins propice pour les citoyens que le serait une journée de fin de semaine.

8. Recommandations

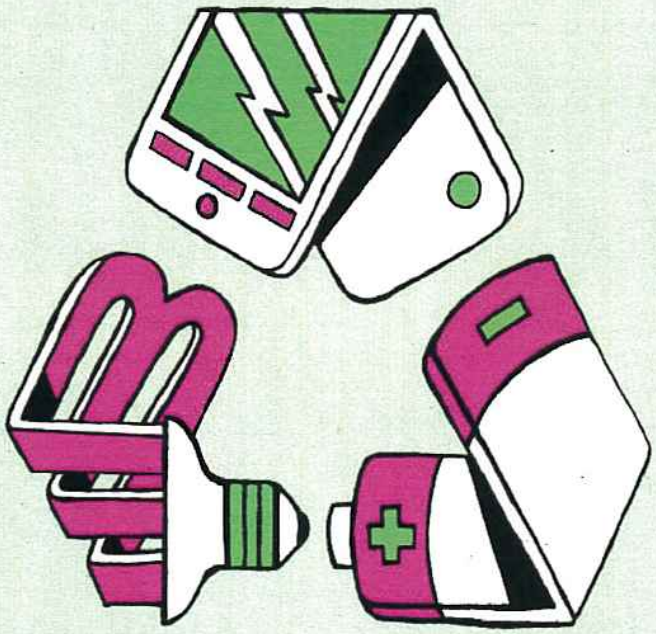
Des communications tout au long de l'année pourraient être faites pour rappeler aux entreprises qu'une collecte aura lieu en avril. L'information pourrait être divulguée sur le site de l'arrondissement, par exemple sur cette page Internet :
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7237,75371620&_dad=portal&_schema=PORTAL.

Étant donné qu'il s'agit de la collecte de l'arrondissement de Ville-Marie, il y aurait tout intérêt à faire la promotion de cet événement à longueur d'année.

LA

GRANDE COLLECTE

PRODUITS ÉLECTRONIQUES
ET
MATIÈRES DANGEREUSES



DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

arpe Québec

Jour de la Terre Québec

En partenariat avec Ville-Marie Montréal

PRODUITS ÉLECTRONIQUES ET MATIÈRES DANGEREUSES

PROFITEZ D'UNE OCCASION UNIQUE POUR VOUS EN DÉPARTIR!

JEUDI 20 AVRIL 2017 8 À 16 h



Terrain situé sur le stationnement à l'arrière de l'Église du Gesù.
Accès par la rue Saint-Alexandre.

Association sportive et communautaire du Centre-Sud
Éco-quartier Saint-Jacques

éco-quartier Peter-McGill

éco-quartier Sainte-Marie

POUR LES CITOYENS

GRATUIT ET SANS INSCRIPTION

PRODUITS UNIQUEMENT ACCEPTÉS : produits électroniques*, lampes au mercure (tubes fluorescents, lampes fluocompactes), piles et batteries de moins de 5 kg.

Pour plus d'information sur les matières acceptées, consultez le site Web du Jour de la Terre : jourdelaterre.org/collecte

POUR LES ENTREPRISES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AVANT LE 14 AVRIL 2017

Formulaire d'inscription : jourdelaterre.org/collecte

Produits électroniques*, piles et batterie de moins de 5 kg et lampes au mercure : gratuit

Matières dangereuses : crédit jusqu'à 50 $ par inscription (quantité limitée)

Avant votre inscription, veuillez consulter les matières dangereuses et les produits électroniques acceptés sur le site Web du Jour de la Terre.

Pour plus d'information, contactez le Jour de la Terre à collecte@jourdelaterre.org ou au 514 728-0116.

* Les produits électroniques seront pris en charge par l'ARPE-Québec.

Grande collecte - Édition 2018

Estimation budgétaire

REVENUS	MONTANT
Arrondissement de Ville-Marie	15 000,00 $
Facturation aux entreprises	1 500,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	16 500,00 $
DÉPENSES	**MONTANT**
RESSOURCES HUMAINES	5 350,00 $
Coordonnatrice	3 750,00 $
Agents de communication	450,00 $
Directeur des communications	200,00 $
Employés	850,00 $
Informaticien	100,00 $
RESSOURCES MATÉRIELLES	11 090,00 $
Récubec	8 000,00 $
Impressions des cartons d'invitation pour les entreprises	1 350,00 $
Envois postaux des cartons d'invitation aux entreprises	1 450,00 $
Envois cartons d'invitation	20,00 $
Location véhicule	20,00 $
Dîner des employés	100,00 $
Assurance terrain	150,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	**16 440,00 $**
TOTAL	**60,00 $**

Campagne du Jour de la Terre 2018

Visibilité directe

- 15 000 exemplaires de l'affiche 2018 du Jour de la Terre diffusés partout au Québec, notamment auprès des organisations célébrant le Jour de la Terre, des écoles, de bibliothèques, de musées avec au recto, le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- 1500 exemplaires de l'affiche 2018 du Jour de la Terre disposées en affichage urbain (abribus, stations Bixi, Publicité Sauvage) avec au recto, le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- 3 publicités dans les journaux (Journal de Montréal, Journal de Québec et 24H) entre le 20 et le 22 avril 2018 comprenant le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- Logo de Ville-Marie ajouté sur le site Web jourdelaterre.quebec, dans la section Partenaires associés, avec hyperlien vers le site Web de l'arrondissement.
- Invitation à tout événement de relations publiques de TLJ dans le cadre de la campagne du Jour de la Terre au Québec 2018
    - Conférence de presse du 4 avril 2018, avec possibilité d'ajouter un communiqué personnalisé à la pochette de presse de l'événement.
    - Événements du 22 avril.

Visibilité indirecte

- **Clip du Jour de la Terre** : diffusion de 2 publicités destinées aux chaînes de télévision et aux médias numériques, d'une durée de 15 secondes chacune, visant à inciter les citoyens à participer à l'Événement et à visiter le site Web www.jourdelaterre.quebec. Le clip sera diffusé sur TVA Sports, LCN, TVA Trois-Rivières, TVA Sherbrooke, TVA Montréal et TV5. La publicité sera également diffusée sur le site Web du Jour de la Terre et de Canoë.

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA 009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée la «**Ville**»

ET : **PROJETS SAINT-LAURENT / TOUS LES JOURS.,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 460, Sainte-Catherine Ouest, bureau 504, Montréal (Québec) H3B 1A7 agissant et représentée par monsieur Pierre Lussier, Vice-président directeur, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration du _____;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme entend accompagner les individus, organismes et entreprises dans leur volonté d'améliorer leurs actions sur l'environnement;

ATTENDU QUE l'Organisme adhère aux objectifs de la Ville en matière d'environnement;

ATTENDU QUE l'Organisme a proposé à la Ville de tenir conformément à ces orientations une série d'activités en matière notamment de collecte de matières dangereuses;

ATTENDU QUE la Ville désire favoriser la réalisation de ces activités.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son appui à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités convenues dans le territoire de l'arrondissement;

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	**« Ville » :**	Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie;
2.2	**« Directeur » :**	Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé;
2.3	**« Annexe A » :**	Résumé des activités organisées par l'organisme.
2.4	**« Annexe B « :**	Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le préambule et l'annexe A font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Demandes du Directeur**

à la demande du Directeur, lui soumet une description des activités qu'il a réalisées pour la période visée par cette demande;

4.2 **Informations générales**

Soumet au Directeur,

4.2.1 à la fin de la période visée, une rapport sur les activités doit être transmis.

4.3 **Directives**

Se conforme aux directives émises par le Directeur en cas de duplication ou de conflit dans l'exécution des activités;

4.4 **Autorisations et permis**

Obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité;

4.5 **Respect des lois**

Se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.6 **Promotion et publicité :**

met en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques relatives à la présente contribution (dépliants, feuillets, brochures, publicité imprimée, communiqués, site Internet et autres médias électroniques, événement, etc.). Cette visibilité doit, avant diffusion, être approuvée par la Division des communications et réalisée selon les paramètres de l'arrondissement de Ville-Marie tels que décrits dans le document intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie* (Annexe B);

4.7 **Responsabilité**

Prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais. Le présent article s'applique également dans le cas de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à ses annexes, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **quinze mille dollars (15 000 $).**

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée en un seul versement soit suite à l'approbation du conseil d'arrondissement.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme ou un des membres de son conseil d'administration ou de son personnel:

6.2.1 ne peut donner à un représentant de la Ville une commission, un honoraire, un rabais ou un avantage quelconque, autre qu'un don symbolique ou protocolaire;

6.2.2 ne peut détenir directement ou indirectement aucun intérêt pécuniaire dans des biens acquis ou des services retenus pour fins d'exécution de la présente convention, sauf si ces biens sont acquis ou ces services sont retenus à titre purement gratuit;

6.2.3 doit informer le Directeur, par écrit et sans délai, de toute commission, salaire, honoraire, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

6.3 Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente convention ne peuvent comprendre une commission, salaire ou honoraire versé par l'Organisme à un membre de son conseil d'administration, ni une commission versée à un membre de la famille de celui-ci.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut:

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention, ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée au gré de la Ville, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci.

8.2 La Ville peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours, en acquittant proportionnellement le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 11
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 12
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel il est réputé reçu dans les trois jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 13
DURÉE

La présente convention représente les activités qui se dérouleront en 2018.

ARTICLE 14
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____

Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

TOUS LES JOURS.

Par :		Date :
Monsieur Pierre Lussier		

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1186890012 elle a été approuvée par la résolution _____ adoptée le 10 avril 2018

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2018, avec le Projet Saint-Laurent - tous les jours pour la grande collecte de matières dangereuses, édition 2018;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $ pour 2018;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		15 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 15 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306163	04321	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	04399	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 543618
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-23**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la campagne organisée annuellement dans le cadre du Jour de la terre et accorder une contribution de 10 000 $

D'approuver la convention se terminant au 31 décembre 2018, avec Projet Saint-Laurent - tous les jours pour la campagne annuelle, édition 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 10 000 $ pour l'édition 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 14:21

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la campagne organisée annuellement dans le cadre du Jour de la terre et accorder une contribution de 10 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, l'arrondissement de Ville-Marie supporte financièrement l'organisme à but non lucratif Projets Saint-Laurent - Tous les jours. Pour l'année 2018, l'arrondissement de Ville-Marie réitère son engagement auprès de l'organisme qui a su démontrer au fil des ans son engagement et son positionnement en matière de développement durable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1156890020 - CA15 240139 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention se terminant au 31 décembre 2017, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour le Grand rassemblement organisé pour le Jour de la Terre, édition 2015, 2016, 2017, et accorder une contribution annuelle de 10 000 $ pour un montant total de 30 000 $

DESCRIPTION

Le soutien financier permet d'associer l'arrondissement de Ville-Marie à la programmation des événements de Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour l'année 2018.

Il contribue à faire de l'arrondissement de Ville-Marie un partenaire dans la réalisation d'un événement populaire, accessible, concret et de résonance internationale. En fournissant un soutien significatif, par l'intermédiaire du Projet Saint-Laurent - tous les jours, aux activités et aux événements auxquels participent les citoyens, l'arrondissement témoigne de son positionnement à titre de partenaire engagé en termes de développement durable.

JUSTIFICATION

En contribuant aux Grand rassemblement de 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'associe à un événement environnemental, populaire et d'envergure internationale, à titre d'acteur actif et concerné par les enjeux environnementaux en rejoignant directement un public cible

sensible à ceux-ci. L'arrondissement soutient ainsi des actions directes visant à promouvoir les bonnes pratiques en environnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Intégration au plan d'action en communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-15
Manon OUELLET Contremaître		Alain DUFRESNE Chef de division Voirie	
Tél : **Télécop. :**	514 872-6697 514 872-4229	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-9763 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186890011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 31 décembre 2018, avec Projets Saint-Laurent - Tous les jours pour la campagne organisée annuellement dans le cadre du Jour de la terre et accorder une contribution de 10 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186890011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890011

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Projet Saint Laurent - Tous les jours	392285

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		10 000,00 $						**10 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		mars	2018	Date de fin :	31	décembre	2018

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo

Prénom, nom

Date et heure système : 22 mars 2018 08:14:33

JOUR DE LA TERRE
info@jourdelaterre.org
5818, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2T 1T3
Canada

TÉL : (514) 728.0116
FAX : (514) 303.0248

Montréal, le 20 décembre 2017

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal
À l'attention de Madame Marie-Eve Gagnon
Directrice de cabinet
Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie
800 boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Objet : Demande de financement – Célébrations du Jour de la Terre 2018

Madame Gagnon,

Je vous écris aujourd'hui afin de renouveller l'appui de l'arrondissement Ville-Marie pour les célébrations du Jour de la Terre 2018.

Depuis plusieurs années, le Jour de la Terre Québec est fier de compter Ville-Marie parmi ses partenaires.
Cette année encore, à l'occasion du Jour de la Terre célébré le 22 avril, plusieurs activités environnementales prendront place dans cet arrondissement.
Nous organiserons notamment, en collaboration avec les Éco-quartiers Peter McGill, St-Jacques et Sainte-Marie, la 13ème édition de la grande collecte de résidus domestiques dangereux et de matériel informatique et électronique au cœur de Ville-Marie, inititative attendue chaque année par la population et les entreprises.

Nous sollicitons donc de nouveau votre appui financier, afin de soutenir nos actions et célébrations pour l'environnement, en offrant une contribution de 25 000 $ pour l'année 2018, regroupant 15 000$ à destination de la grande collecte et 10 000$ pour la campagne du Jour de la Terre.

La continuité de ce partenariat nous permettra, nous en sommes certains, de développer ensemble dès le mois de juin prochain, nos initiatives environnementales à l'envergure de Montréal, à l'orée du 50ème anniversaire du jour de la Terre en 2020.

Je demeure à votre disposition pour toute question concernant ces initiatives et les avantages associés à ce type de partenariat.

En espérant recevoir une réponse positive de votre part, je vous prie d'agréer, Madame Gagnon, mes hommages respectueux.

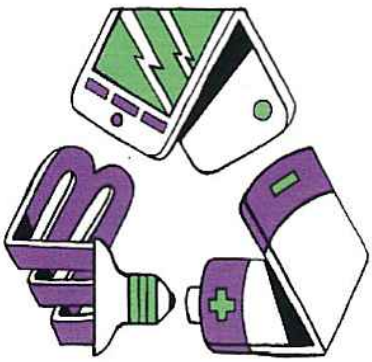
Pierre Lussier
Directeur
Tous les Jours | Jour de la Terre



tous les jours

LA GRANDE COLLECTE

DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE



BILAN DE PROGRAMME 2017

LA GRANDE COLLECTE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Rédigé par le Jour de la Terre

Partenaires

arpe Québec

Jour de la Terre Québec

En partenariat avec Ville-Marie Montréal

En collaboration avec

éco-peinture

éco quartier Peter-McGill

éco quartier Sainte-Marie

SOMMAIRE

1. Rappel des partenaires 3

2. Contexte 3

3. Objectif 3

4. Résumé du programme 3

5. Le programme en chiffres 4

a. Résultats 4

b. Visibilité 5

c. Budget 7

6. Points forts 7

7. Points faibles 8

8. Recommandations 8

Bilan de projet

1. Rappel des partenaires

Partenaires
Arrondissement de Ville-Marie
ARPE-Québec
RecycFluo

Collaborateurs
Éco-quartier Peter-McGill
Éco-quartier Sainte-Marie
Éco-quartier Saint-Jacques
Éco-Peinture

2. Contexte

Certaines entreprises établies sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie ne génèrent pas suffisamment de matières dangereuses ni de produits électroniques pour investir dans un service de collecte à domicile effectué par des entrepreneurs spécialisés dans la gestion et le traitement de ces produits. De plus, il n'existe pas sur le territoire d'écocentre qui inciterait les publics cibles à se départir de ces matières et de ces produits sans avoir à parcourir une grande distance. Il faut également savoir que les entreprises paient lorsqu'elles souhaitent utiliser les services d'un écocentre et que les gestionnaires d'immeuble sont parfois considérés comme des entreprises lorsqu'ils se présentent à l'écocentre.

Les OBNL sont également invités à participer à la collecte. Ces derniers peuvent également se présenter à l'écocentre gratuitement, cependant il arrive que certains soient refusés, car ils souhaitent y déposer de trop grands volumes.

La collecte est donc un bon moment pour les entreprises, les gestionnaires d'immeuble et les OBNL de se départir de leurs matières dangereuses (MD) et de leurs produits électroniques (PE) à faible coût.

Depuis 2016, les citoyens sont également invités à participer. Les produits électroniques, les lampes au mercure ainsi que les piles et les batteries de moins de 5 kg étaient récupérés pour les citoyens et les entreprises puisque ceux-ci sont visés par le règlement portant sur la responsabilité élargie du producteur. Les citoyens ne pouvaient rapporter que ces matières et ces produits, car ces derniers ont accès aux écocentres gratuitement.

3. Objectif

L'objectif principal de cette collecte est d'offrir aux entreprises, OBNL et aux gestionnaires d'immeuble un lieu de dépôt des matières dangereuses et des produits électroniques accessible facilement et à faible coût.

4. Résumé du programme

Le 20 avril 2017 a eu lieu la 13^{e} collecte de matières dangereuses et de produits électroniques dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle s'est déroulée dans le stationnement de la Ville de Montréal situé à l'arrière de l'Église du Gesù.

Pour participer, les entreprises devaient s'inscrire en remplissant un formulaire permettant d'établir une approximation des quantités qui seraient apportées le jour de la collecte, afin d'estimer le coût qui leur sera facturé. Les citoyens n'ont pas besoin de s'inscrire. Un crédit d'un maximum de 50 $ a été accordé à tous les participants rapportant des matières ayant un coût.

Les piles, les lampes au mercure, la peinture de type architectural et les produits électroniques ont été récupérés sans frais pour les entreprises et les citoyens.

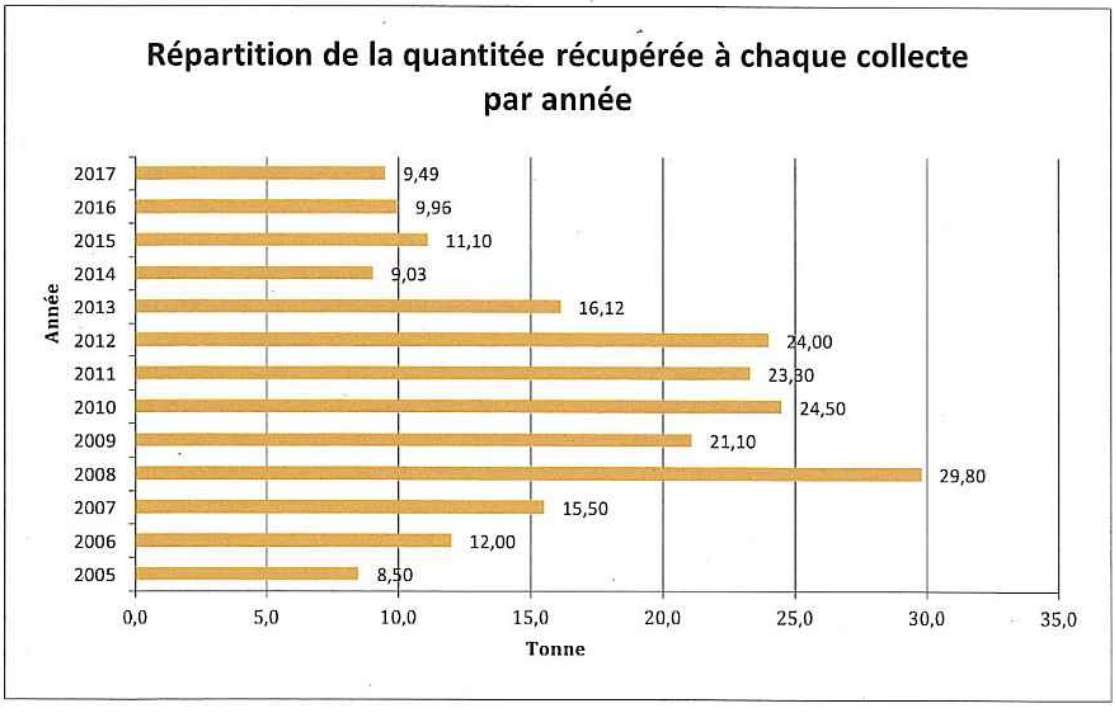
La collecte des matières dangereuses était assurée par Récubec, alors que les produits électroniques ont été récupérés par l'ARPE-Québec.

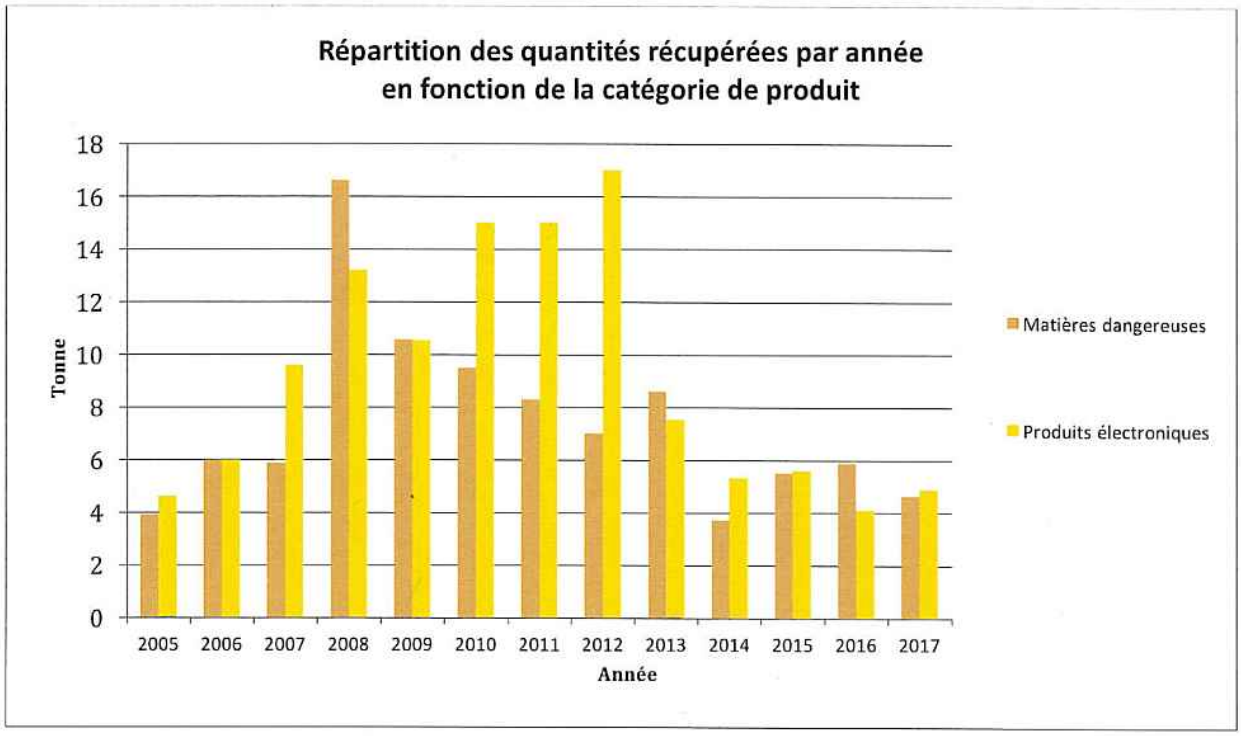
Au total, ce sont 5 employés des trois éco-quartiers et trois employés du Jour de la Terre qui ont été mobilisés le jour de la collecte pour accueillir, diriger, accompagner les participants, assurer le bon fonctionnement sur le site et procéder à la facturation. L'ARPE-Québec et Récubec avaient prévu des employés pour gérer les produits électroniques sur le site.

5. Le programme en chiffre

a. Résultats

Au total, ce sont 9,49 tonnes qui ont été récupérées, dont 4,62 tonnes de matières dangereuses et 4,87 tonnes de produits électroniques (voir les deux graphiques ci-dessous). Cette collecte porte donc le tonnage global pour l'ensemble des collectes à 214 tonnes. Quarante-cinq entreprises et une trentaine de citoyens ont participé à la collecte.





b. Visibilité

Les outils qui ont été mis à votre disposition :

Outil	Audience	Clics
Facebook	2109	83
Twitter	24778	50
LinkedIn	615	5
Envois d'un carton promotionnel par la poste aux entreprises de l'arrondissement	10262	N/A
Infolettre spécifique aux contacts de l'arrondissement de Ville-Marie	261	54
Intégration dans l'infolettre générale du Jour de la Terre	9435	40

Site Internet :

Une nouvelle à la une a été placée sur la page d'accueil du site web. Cette nouvelle amenait à la page de présentation des collectes, où il y avait un descriptif général pour toutes les collectes, puis il y avait un lien vers celle de l'arrondissement de Ville-Marie, où les matières acceptées, la date et le lieu de la collecte et le formulaire d'inscription pour les entreprises étaient disponibles.

Résumé des communications :

Activité	Date	Zone	Outils et intensité
Lancement du programme	Mars 2017	Québec (province)	Publications Facebook
			Tweets
			Publication LinkedIn
			Nouvelle à la une sur la page d'accueil du site web
			Page Internet
Encouragement aux inscriptions	Mars 2017	Arrondissement de Ville-Marie (Montréal)	Envoi de courriels personnalisés aux anciens participants
			Infolettre à tous les contacts de la base de données
			Publications Facebook
			Tweets
Relance pour les inscriptions	Avril 2017	Arrondissement de Ville-Marie (Montréal)	Infolettre aux contacts de la base de données ayant une adresse postale dans l'arrondissement de Ville-Marie
			Publications Facebook
			Tweets

Les partenaires, l'arrondissement de Ville-Marie, l'ARPE-Québec, ainsi que les collaborateurs, les éco-quartiers Peter-McGill, Saint-Jacques et Sainte-Marie ont également participé à la promotion de la collecte via leurs médias sociaux, des infolettres et leur site Internet.

c. Budget

REVENUS	MONTANT
Arrondissement de Ville-Marie	15 000,00 $
Facturation aux entreprises	1 570,23 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	16 570,23 $
DÉPENSES	**MONTANT**
RESSOURCES HUMAINES	
Coordonnatrice	3 782,53 $
Agents de communication	450,00 $
Directeur des communications	181,50 $
Employés	856,25 $
Informaticien	94,86 $
RESSOURCES MATÉRIELLES	**5 365,14 $**
Récubec	7 979,04 $
Impressions des cartons d'invitation pour les entreprises	1 322,21 $
Envois postaux des cartons d'invitation aux entreprises	1 439,45 $
Envois cartons d'invitation	19,32 $
Location véhicule	17,00 $
Dîner des employés	94,15 $
Assurance terrain	150,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	**16 386,31 $**
TOTAL	**183,92 $**

6. Points forts

La collecte est devenue un incontournable pour plusieurs entreprises de l'Arrondissement qui l'attendent annuellement. Depuis 13 ans, les éco-quartiers et le Jour de la Terre offrent cette collecte à la même date le 22 avril (jour de la Terre) ou près de cette date et au même endroit. La collecte est offerte pendant la semaine et jamais la fin de semaine. Le lieu de la collecte se trouve en plein centre de l'arrondissement et est facilement accessible à pied ou en véhicule. Il se trouve à proximité de deux stations de métro. Il est suffisamment grand pour permettre une bonne fluidité sur le site et un temps d'attente bas, car les participants peuvent passer d'une station à l'autre sans trop attendre que les autres participants aient terminé de décharger leurs matières dangereuses ou leurs produits électroniques.

7. Points faibles

La collecte gagnerait à être connue davantage auprès des entreprises et des gestionnaires d'immeuble. Malgré les quantités considérables de matières dangereuses et de produits électroniques collectés, le taux de participation reste bas.

Le fait que la collecte soit offerte un jour de semaine est un moment moins propice pour les citoyens que le serait une journée de fin de semaine.

8. Recommandations

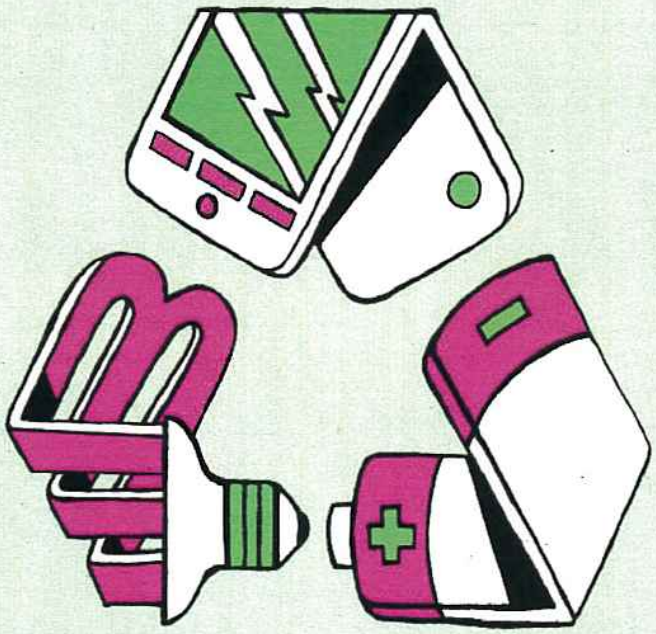
Des communications tout au long de l'année pourraient être faites pour rappeler aux entreprises qu'une collecte aura lieu en avril. L'information pourrait être divulguée sur le site de l'arrondissement, par exemple sur cette page Internet :
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7237,75371620&_dad=portal&_schema=PORTAL.

Étant donné qu'il s'agit de la collecte de l'arrondissement de Ville-Marie, il y aurait tout intérêt à faire la promotion de cet événement à longueur d'année.

LA

GRANDE COLLECTE

PRODUITS ÉLECTRONIQUES
ET
MATIÈRES DANGEREUSES



DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

arpe Québec

Jour de la Terre Québec

En partenariat avec Ville-Marie Montréal

PRODUITS ÉLECTRONIQUES ET MATIÈRES DANGEREUSES

PROFITEZ D'UNE OCCASION UNIQUE POUR VOUS EN DÉPARTIR!

JEUDI 20 AVRIL 2017 8 À 16 h



Terrain situé sur le stationnement à l'arrière de l'Église du Gesù.
Accès par la rue Saint-Alexandre.

Association sportive et communautaire du Centre-Sud
Éco-quartier Saint-Jacques

éco-quartier Peter-McGill

éco-quartier Sainte-Marie

POUR LES CITOYENS

GRATUIT ET SANS INSCRIPTION

PRODUITS UNIQUEMENT ACCEPTÉS : produits électroniques*, lampes au mercure (tubes fluorescents, lampes fluocompactes), piles et batteries de moins de 5 kg.

Pour plus d'information sur les matières acceptées, consultez le site Web du Jour de la Terre : jourdelaterre.org/collecte

POUR LES ENTREPRISES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AVANT LE 14 AVRIL 2017

Formulaire d'inscription : jourdelaterre.org/collecte

Produits électroniques*, piles et batterie de moins de 5 kg et lampes au mercure : gratuit

Matières dangereuses : crédit jusqu'à 50 $ par inscription (quantité limitée)

Avant votre inscription, veuillez consulter les matières dangereuses et les produits électroniques acceptés sur le site Web du Jour de la Terre.

Pour plus d'information, contactez le Jour de la Terre à collecte@jourdelaterre.org ou au 514 728-0116.

* Les produits électroniques seront pris en charge par l'ARPE-Québec.

Grande collecte - Édition 2018

Estimation budgétaire

REVENUS	MONTANT
Arrondissement de Ville-Marie	15 000,00 $
Facturation aux entreprises	1 500,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	16 500,00 $
DÉPENSES	**MONTANT**
RESSOURCES HUMAINES	5 350,00 $
Coordonnatrice	3 750,00 $
Agents de communication	450,00 $
Directeur des communications	200,00 $
Employés	850,00 $
Informaticien	100,00 $
RESSOURCES MATÉRIELLES	11 090,00 $
Récubec	8 000,00 $
Impressions des cartons d'invitation pour les entreprises	1 350,00 $
Envois postaux des cartons d'invitation aux entreprises	1 450,00 $
Envois cartons d'invitation	20,00 $
Location véhicule	20,00 $
Dîner des employés	100,00 $
Assurance terrain	150,00 $
SOUS-TOTAL DE LA SECTION	**16 440,00 $**
TOTAL	**60,00 $**

Campagne du Jour de la Terre 2018

Visibilité directe

- 15 000 exemplaires de l'affiche 2018 du Jour de la Terre diffusés partout au Québec, notamment auprès des organisations célébrant le Jour de la Terre, des écoles, de bibliothèques, de musées avec au recto, le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- 1500 exemplaires de l'affiche 2018 du Jour de la Terre disposées en affichage urbain (abribus, stations Bixi, Publicité Sauvage) avec au recto, le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- 3 publicités dans les journaux (Journal de Montréal, Journal de Québec et 24H) entre le 20 et le 22 avril 2018 comprenant le logo de Ville-Marie sous la bannière « Partenaires associés »
- Logo de Ville-Marie ajouté sur le site Web jourdelaterre.quebec, dans la section Partenaires associés, avec hyperlien vers le site Web de l'arrondissement.
- Invitation à tout événement de relations publiques de TLJ dans le cadre de la campagne du Jour de la Terre au Québec 2018
    - Conférence de presse du 4 avril 2018, avec possibilité d'ajouter un communiqué personnalisé à la pochette de presse de l'événement.
    - Événements du 22 avril.

Visibilité indirecte

- **Clip du Jour de la Terre** : diffusion de 2 publicités destinées aux chaînes de télévision et aux médias numériques, d'une durée de 15 secondes chacune, visant à inciter les citoyens à participer à l'Événement et à visiter le site Web www.jourdelaterre.quebec. Le clip sera diffusé sur TVA Sports, LCN, TVA Trois-Rivières, TVA Sherbrooke, TVA Montréal et TV5. La publicité sera également diffusée sur le site Web du Jour de la Terre et de Canoë.

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA 009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée la «**Ville**»

ET : **PROJETS SAINT-LAURENT / TOUS LES JOURS.,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 460, Sainte-Catherine Ouest, bureau 504, Montréal (Québec) H3B 1A7 agissant et représentée par monsieur Pierre Lussier, Vice-président directeur, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration du _____;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme entend accompagner les individus, organismes et entreprises dans leur volonté d'améliorer leurs actions sur l'environnement;

ATTENDU QUE l'Organisme adhère aux objectifs de la Ville en matière d'environnement;

ATTENDU QUE l'Organisme a proposé à la Ville de tenir conformément à ces orientations une série d'activités en matière notamment de collecte de matières dangereuses;

ATTENDU QUE la Ville désire favoriser la réalisation de ces activités.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son appui à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités convenues dans le territoire de l'arrondissement;

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Ville » :** Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie;

2.2 **« Directeur » :** Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé;

2.3 **« Annexe A » :** Résumé des activités organisées par l'organisme.

2.4 **« Annexe B « :** Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le préambule et l'annexe A font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Demandes du Directeur**

à la demande du Directeur, lui soumet une description des activités qu'il a réalisées pour la période visée par cette demande;

4.2 **Informations générales**

Soumet au Directeur,

4.2.1 à la fin de la période visée, une rapport sur les activités doit être transmis.

4.3 **Directives**

Se conforme aux directives émises par le Directeur en cas de duplication ou de conflit dans l'exécution des activités;

4.4 **Autorisations et permis**

Obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité;

4.5 **Respect des lois**

Se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.6 **Promotion et publicité :**

met en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques relatives à la présente contribution (dépliants, feuillets, brochures, publicité imprimée, communiqués, site Internet et autres médias électroniques, événement, etc.). Cette visibilité doit, avant diffusion, être approuvée par la Division des communications et réalisée selon les paramètres de l'arrondissement de Ville-Marie tels que décrits dans le document intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie* (Annexe B);

4.7 **Responsabilité**

Prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais. Le présent article s'applique également dans le cas de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à ses annexes, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $).**

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée en un seul versement soit suite à l'approbation du conseil d'arrondissement.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme ou un des membres de son conseil d'administration ou de son personnel:

6.2.1 ne peut donner à un représentant de la Ville une commission, un honoraire, un rabais ou un avantage quelconque, autre qu'un don symbolique ou protocolaire;

6.2.2 ne peut détenir directement ou indirectement aucun intérêt pécuniaire dans des biens acquis ou des services retenus pour fins d'exécution de la présente convention, sauf si ces biens sont acquis ou ces services sont retenus à titre purement gratuit;

6.2.3 doit informer le Directeur, par écrit et sans délai, de toute commission, salaire, honoraire, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

6.3 Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente convention ne peuvent comprendre une commission, salaire ou honoraire versé par l'Organisme à un membre de son conseil d'administration, ni une commission versée à un membre de la famille de celui-ci.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut:

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention, ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée au gré de la Ville, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci.

8.2 La Ville peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours, en acquittant proportionnellement le coût

des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 11
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 12
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel il est réputé reçu dans les trois jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 13
DURÉE

La présente convention représente les activités qui se dérouleront en 2018.

ARTICLE 14
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____

Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

TOUS LES JOURS.

Par :		Date :
Monsieur Pierre Lussier		

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1186890011 elle a été approuvée par la résolution _____ adoptée le 10 avril 2018

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention se terminant au 31 décembre 2018, avec Projet Saint-Laurent - tous les jours pour la campagne annuelle, édition 2018;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 10 000 $ pour l'édition 2018;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 10 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		10 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306163	04321	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	04399	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 543629
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-23**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1177722002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture à organiser, avec la collaboration de l'arrondissement de Ville-Marie, un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art au parc Rutherford et négocier, conclure le contrat et faire le suivi de la réalisation de l'œuvre pour un montant maximal de 22 995 $ avec taxes au PTI du Service de la culture pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art

D'autoriser, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture à organiser, avec la collaboration de l'arrondissement de Ville-Marie, un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art au parc Rutherford et négocier, conclure le contrat et faire le suivi de la réalisation de l'œuvre.
D'autoriser une dépense de 22 995 $ avec taxes pour le concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:22

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177722002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture à organiser, avec la collaboration de l'arrondissement de Ville-Marie, un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art au parc Rutherford et négocier, conclure le contrat et faire le suivi de la réalisation de l'œuvre pour un montant maximal de 22 995 $ avec taxes au PTI du Service de la culture pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec ,* le parc Rutherford doit être doté d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu. Le présent dossier a pour but d'autoriser le Service de la culture (SC) à lancer le concours pour la création d'une œuvre d'art intégrée au site, en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240370	7 juillet 2016	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du Parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain
CA15 240282	8 juin 2015	Accorder un contrat de services professionnels de 119 339,45 $, approuver la convention avec Comeau Experts-Conseils et Conception Paysage inc. pour la conception des plans et devis de l'aménagement d'un terrain multisports sur surface synthétique au Parc Rutherford et autoriser une dépense maximale de 119 339,45 $ (appel d'offres public VMP-15-007 - 5 soumissionnaires)
CA12 240466	14 août 2012	Autoriser une dépense maximale de 300 000 $ en honoraires professionnels et mandater le Bureau Expertise Parcs de la Direction des grands parcs et du verdissement pour la préparation des plans et devis

		ainsi que la surveillance des travaux pour l'aménagement du terrain multisports au Parc Rutherford pour un montant de 175 000 $.

DESCRIPTION

En 2017, l'arrondissement de Ville-Marie, en collaboration avec l'Université McGill, terminait l'aménagement d'un grand terrain multisports synthétique avec éclairage sur le réservoir McTavish, au coin de l'avenue du Docteur-Penfield et de l'avenue des Pins.
Le concours d'art public, dont le programme a été défini par le Bureau d'art public du SC en concertation avec la direction d'arrondissement de Ville-Marie et le Service de l'eau, vise la création d'une œuvre conçue de manière à se déployer dans différents lieux du parc Rutherford; ceci permettant de conserver un accès à la membrane au réservoir McTavish dans le cas de travaux de réparation ou d'entretien. Cet espace récréatif s'avère un lieu privilégié pour l'installation d'une œuvre.

Le Bureau d'art public tiendra un concours sur invitation auprès d'artistes professionnels du Québec. Le processus de sélection de l'œuvre d'art public se déroulera en trois étapes. À la première étape, un jury composé de sept membres proposera une vingtaine de candidatures d'artistes qui seront invités à soumettre leur dossier pour ce concours. De ce nombre, le jury sélectionnera, pour la deuxième étape, trois artistes finalistes qui seront invités à produire un concept d'œuvre d'art et à le présenter sous la forme d'une maquette et d'un montage visuel. À la troisième étape, le jury recommandera un projet lauréat. Le jury réunira un représentant de l'arrondissement de Ville-Marie, un représentant du Service de l'eau, un représentant des citoyens désigné par l'arrondissement, trois spécialistes en arts visuels nommés par le Service de la culture, ainsi qu'un représentant du Service de la culture.

JUSTIFICATION

La *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* du gouvernement du Québec (Référence L.R.Q., c. M-17, a. 13. Décret 955-96) prévoit que, pour tout projet de construction financé en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, un montant d'environ 1% du coût de construction doit être consacré à la réalisation d'une œuvre d'art spécialement conçue pour l'édifice. La grille de calcul du montant affecté à l'œuvre d'art est précisée dans le décret.
Le budget alloué au projet d'art public, d'un montant de 54 038,25 $ incluant les taxes, correspond au montant calculé selon la *Politique* . Cette somme exclut les contingences et sera assumée par l'arrondissement de Ville-Marie. Un montant d'incidences de 22 995 $ avec taxes assumé par la ville-centre s'ajoute; il comprend notamment les honoraires du jury et autres frais relatifs à la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art.
Un montant de contingences de 6 323,63 $ avec taxes assumé par la ville-centre s'ajoute.
Le montant total alloué au projet est de 83 359,88 $ incluant les taxes.

Le SC prend en charge le processus de dotation de l'œuvre d'art pour l'arrondissement de Ville-Marie, avec l'accord du ministère de la Culture et des Communications (MCC).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal pour cette dépense est de 22 995 $ incluant les taxes sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 20 997,50 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo_12-037 Acq. et restauration d'œuvres d'art.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020,* en particulier l'action no 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager les quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce concours sur invitation s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal, à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et à développer le sens critique du public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication à cette étape-ci du projet, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2018	Première rencontre du jury : proposition d'une vingtaine de candidatures
Juillet 2018	Deuxième rencontre du jury : choix de trois finalistes pour la production d'une proposition d'œuvre
automne 2018	Troisième rencontre du jury : choix de la proposition gagnante
Hiver 2018	Octroi du contrat de réalisation à l'artiste lauréat
Été 2019	Installation de l'œuvre d'art
Été 2019	Inauguration de l'oeuvre d'art

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée POIRIER, Ville-Marie
Christian MARCOUX, Service de l'eau
Michèle PICARD, Service de la culture

Lecture :

Christian MARCOUX, 25 mars 2018
Michèle PICARD, 22 mars 2018
Josée POIRIER, 22 mars 2018
Robert BÉDARD, 21 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara SAVIGNAC ROUSSEAU
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-2686
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-22

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177722002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Autoriser, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture à organiser, avec la collaboration de l'arrondissement de Ville-Marie, un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art au parc Rutherford et négocier, conclure le contrat et faire le suivi de la réalisation de l'œuvre pour un montant maximal de 22 995 $ avec taxes au PTI du Service de la culture pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177722002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget
Tél : 514- 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Bureau d’art public

Direction du développement culturel

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d’art public intégrée au parc Rutherford

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif 1

2. Le contexte du projet
2.1 Le Parc Rutherford 1
2.2 Le réservoir et la station de pompage McTavish 2
2.3 Le site patrimonial du Mont-Royal 2

3. Le concours d'art public
3.1 Enjeux du concours 3
3.2 Site d'implantation de l'œuvre 3
3.3 Programme de l'œuvre 3

4. Les contraintes
4.1 Contraintes du site 3
4.2 Contraintes de l'œuvre 4

5. La conformité 4

6. Le calendrier 4

7. Le budget 5

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt 6

9. Le dossier de candidature
9.1 Contenu 6
9.2 Format et présentation 7

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 8

11. La composition du jury 8

12. Le déroulement du concours
12.1 Rôle du responsable du concours 8
12.2 Étapes du concours 9

13 Le processus de sélection
13.1 Rôle du jury 9
13.2 Rôle du comité technique 9
13.3 Critères de sélection 10

14. L'échéancier du concours et la date de dépôt 10

15. La prestation des finalistes
15.1 Matériel de prestation 11

16. Les indemnités
16.1 Appel de candidatures 12
16.2 Prestation des finalistes 12
16.3 Remboursement de certains frais aux finalistes 12

17. Les suites du concours
17.1 Approbation 12
17.2 Mandat de réalisation 12

18. Les dispositions d'ordre général
18.1 Clause de non-conformité 13
18.2 Droits d'auteur 13
18.3 Clause linguistique 13
18.4 Consentement 13

18.5 Confidentialité 14
18.6 Examen des documents 14
18.7 Statut du finaliste 14

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d’identification du candidat

Annexe 2.
Plan du lieu

Annexe 3.
Plan du premier site retenu pour l’œuvre

Concours pour une œuvre d'art public intégrée au parc Rutherford

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du projet de réaménagement du parc Rutherford. Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* du gouvernement du Québec, le parc Rutherford doit être doté d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu.

Les œuvres réalisées dans le contexte des projets d'aménagements municipaux font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par le biais de son Bureau d'art public, gère le processus lié au choix de l'artiste et à la réalisation de son œuvre, puis en assure la pérennité. Le projet de réaménagement est sous la responsabilité de l'arrondissement de Ville-Marie.

2. Le contexte du projet

Situé dans le site patrimonial du Mont-Royal, le parc Rutherford est situé immédiatement au nord de l'Université McGill. Le parc, qui est délimité par la rue McTavish, l'avenue des Pins Ouest et l'avenue du Docteur-Penfield, offre une vue imprenable sur le centre-ville. L'aménagement de ce terrain sportif, dans lequel est intégré un terrain multisports synthétique, comble le déficit en espaces sportifs du district de Peter-McGill tout en ayant un impact réduit sur l'environnement.

2.1 Le parc Rutherford

D'une superficie de 9 670 m², le nouveau terrain est un lieu d'entraînement et de socialisation pour les 36 000 jeunes de 10 ans et plus de l'arrondissement et répond aux besoins de clubs sportifs, d'organismes locaux ainsi que de l'Université McGill. La surface synthétique du terrain permet la pratique de plusieurs sports, dont le soccer, le football, le rugby, la crosse et le disque d'équipe (ultimate Frisbee).

Le concept de réaménagement comprend les éléments suivants :

- Aménagement de la surface synthétique
- Aménagement de plus de 50 % de la superficie au-dessus du réservoir McTavish en plaine gazonnée
- Aménagement de sentiers piétonniers
- Réaménagement des deux accès au parc pour les harmoniser au projet de la Promenade Fleuve-Montagne[1]
- Mise à niveau de l'éclairage du chemin périphérique, ajout d'éclairage pour les sentiers et installation de luminaires munis de volets permettant de très bien circonscrire l'éclairage à la surface synthétique
- Ajout de mobilier et accessoires reliés au terrain multisports

[1] Pour davantage d'information sur la promenade Fleuve-Montagne, nous vous invitons à consulter le site internet de la Ville de Montréal.

2.2 Le réservoir et la station de pompage McTavish

Sous ce nouvel aménagement du parc Rutherford se retrouve le réservoir McTavish. Initialement un réservoir à ciel ouvert, le réservoir McTavish a été construit entre 1854 et 1856. Avec les années, il a subi plusieurs agrandissements, avant d'être complètement reconstruit et recouvert entre 1945 et 1948. Il dessert actuellement près de 500 000 usagers de la métropole. Des travaux de réfection seront réalisés dans les prochaines années afin d'assurer le maintien de la qualité des installations souterraines.

Les travaux de la plus récente station de pompage débutent en 1928 sous la responsabilité de l'ingénieur en chef de la Ville de Montréal, Charles-Jules Des Baillets, et selon les plans de l'architecte Jean-Omer Marchand. Sa construction s'inscrit ainsi dans la foulée des travaux de modernisation et d'accroissement du réseau d'aqueduc et d'égouts. L'édifice atteignant quatre étages par endroit longe le réservoir souterrain, au-dessus duquel est aménagé le parc Rutherford. Cet espace public met le bâtiment en valeur en offrant un dégagement propice à diverses perspectives visuelles à partir du nord. L'immeuble s'insère dans le prolongement de l'axe de l'avenue McGill où il sert de fond de scène, avec le mont Royal, aux principaux pavillons de l'Université McGill.

La station de pompage McTavish prend l'allure d'un château de la Renaissance française et fait ainsi référence à d'importants bâtiments du secteur, dont l'Hôpital Royal Victoria. L'édifice reprend plusieurs éléments architecturaux propres aux châteaux de la Loire (tours, tourelles, fenêtres en croisée en pierre ou arquées, etc.). Les toitures à forte pente, originellement recouvertes d'ardoise, sont décorées d'épis de faîtage en cuivre. Des bandeaux horizontaux, un arc à trois points en pierre sculptée au-dessus de l'entrée principale et des bas-reliefs complètent l'ornementation abondante du bâtiment qui marque la trame urbaine.[2]

2.3 Le site patrimonial du Mont-Royal

Le site patrimonial du Mont-Royal est un territoire urbain d'une superficie d'environ 750 hectares. Son périmètre englobe les trois sommets du mont Royal, soit le sommet Mont-Royal qui culmine à 232 mètres, le sommet Outremont et le sommet Westmount, ainsi qu'une portion de ses flancs. Les flancs de la Montagne sont ceinturés par des bâtiments institutionnels et des zones d'habitation créés du XIXe siècle à nos jours. On y trouve des institutions religieuses et éducatives, des complexes hospitaliers, des lieux de culte, des quartiers résidentiels et des équipements publics.

Le site patrimonial du Mont-Royal présente un intérêt pour ses valeurs historique et emblématique. L'histoire du lieu est en effet étroitement liée à celle de Montréal et du Québec. De tout temps, l'endroit a été apprécié comme point de repère et d'observation exceptionnel. L'occupation amérindienne de la Montagne remonte probablement à 4000 ou 5000 ans. Les Autochtones exploitent ses carrières de cornéenne, sa faune et sa flore; elle possède aussi pour eux une valeur sacrée, comme en témoignent les sépultures et les cimetières.[3] Intégré au site patrimonial du mont Royal, le parc Rutherford demeure un espace sportif verdoyant et accueillant pour les usagers qui le fréquentent.

[2] Extrait tiré du site officiel du Mont-Royal : http://ville.montreal.qc.ca/siteofficieldumontroyal/batiment-municipal/station-pompage-mctavish

[3] Extrait tiré du site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec en ligne : http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=93313&type=bien#.Wn35dyXOWUk

3. Le concours d'art public

3.1 Les enjeux du concours

Le concours s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal, à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et à développer le sens critique du public.

3.2 Le site d'implantation de l'œuvre

En raison de la présence du réservoir souterrain, et en adéquation avec la fonction du site d'implantation, l'œuvre doit être conçue de manière à se déployer dans différents lieux du parc afin de laisser un accès pour l'entretien de la membrane du réservoir McTavish au besoin. Elle devra pouvoir s'installer tant sur les surfaces en pente que sur les surfaces planes.

Le premier site d'implantation de l'œuvre est le talus en bordure du trottoir de la rue McTavish, au coin de Docteur-Penfield. La zone d'implantation est de forme rectangulaire dans un espace gazonné et en pente. Un plan est disponible en Annexe 2 du présent document, incluant la zone d'implantation à titre indicatif. La superficie exacte ainsi que les dimensions maximales de l'œuvre seront précisées et remises aux finalistes lors de la rencontre d'information.

3.3 Programme de l'œuvre

De nature sculpturale ou installative, l'œuvre sera constituée d'un ou de plusieurs éléments. L'échelle de l'œuvre doit être conçue de manière à privilégier d'expérience qu'en feront les usagers du parc Rutherford.

Dû à la nature du site, l'œuvre devra être déplaçable. Conséquemment, elle devra s'intégrer adéquatement au parc Rutherford puisqu'elle sera appelée à être déplacée. L'œuvre doit prendre en considération cette caractéristique tant en regard des aspects techniques que dans le concept de l'œuvre. Elle devra également refléter le dynamisme du parc et l'étendue des activités qui l'animent, passant des événements sportifs jusqu'aux manifestations culturelles[4].

En plus de tenir compte des fonctions de cet espace sportif verdoyant, l'œuvre pourra également faire écho aux aspects culturel et patrimonial du lieu, notamment au réservoir McTavish.

4. Les contraintes

4.1 Contraintes du site

Afin de préserver l'accès à la membrane du réservoir souterrain sur le site, l'œuvre doit être facilement déplaçable, donc être autoportante ou être installée sur une dalle flottante. Son déplacement sera pris en charge par la Ville de Montréal. Elle doit être conçue de

[4] À cet effet, consulter les activités de médiation réalisées dans le parc Rutherford pendant la période estivale 2017 : https://ville.montreal.qc.ca/fleuve-montagne/fr/attrait/124

manière à ce qu'un chariot élévateur puisse facilement déplacer l'œuvre et sa base le cas échéant. La capacité portante du sol est de huit (8) tonnes métriques.

Le début des travaux de réfection du réservoir et de la station de pompage McTavish est prévu en 2019 pour les travaux préparatoires et à partir de 2021 pour les travaux reliés à la station de pompage proprement dite. De grande envergure la réfection s'échelonnera sur une période de neuf (9) ans.

Il n'est pas possible de modifier le niveau du sol par excavation ni d'ancrer l'œuvre au sol.

4.2 Contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau et de l'électricité dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques intégrées sont également exclues. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont exclues. Les mécanismes sont interdits, excepté pour le déplacement de l'œuvre et son adaptabilité aux surfaces où elle sera déposée.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme dans des conditions normales d'exposition dans un lieu public. Les finalistes devront privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment. L'utilisation de certains matériaux comme le bois, le verre, les plastiques et l'acier peint est par ailleurs rejetée. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes ou de fini présentant des risques de blessures à moins qu'ils ne soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier*

Rencontre du jury – propositions de dossiers	juin 2018
Envoi les invitations aux artistes	juin 2018
Date limite de dépôt des candidatures	16 juillet 2018
Rencontre du jury – choix des finalistes	juillet 2018
Envoi des réponses aux candidats	juillet 2018
Rencontre d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	juillet 2018
Annonce publique des finalistes	août 2018
Dépôt des prestations des finalistes	octobre 2018
Rencontre du comité technique	octobre 2018

Rencontre du jury – choix de la proposition gagnante	automne 2018
Envoi des réponses aux finalistes	automne 2018
Octroi de contrat par la Ville	hiver 2018
Réalisation de l'œuvre	hiver 2018 – été 2019
Installation prévue de l'œuvre	été 2019
Inauguration si la date est connue	été 2019

* Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications.

7. Le budget

Le budget total est de 47 000 $ avant les taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- La construction de la dalle ou de la base de l'œuvre;
- Les coûts de remise en état du terrain;
- Les honoraires d'un ingénieur en structure;
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation, la sécurisation du site et de l'œuvre pendant son installation;
- Les dépenses relatives aux déplacements, frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination avec le maître d'ouvrage;
- Une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000$) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu;
- La plaque d'identification de l'œuvre;
- Le déplacement de l'œuvre dans le cas ou des travaux de réfection des infrastructures souterraines sont exigés par la Ville;
- Les frais reliés à la médiation culturelle et aux activités de promotion de l'œuvre.

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être reçu par courriel, en un seul envoi, au plus tard le **lundi 16 juillet 2019 à midi**.

Le dossier doit être envoyé par courriel (voir les précisions à cet effet au point 9.2) à l'adresse suivante : sara.savignac.rousseau@ville.montreal.qc.ca. Le dossier doit être reçu à la date d'échéance.

9. Le dossier de candidature

9.1 Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Le dossier de candidature doit être présenté en quatre parties. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier de candidature doit être présenté en français.

Les documents à produire sont les suivants :

1. Fiche d'identification fournie en Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste.

2. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :

- la formation;
- les expositions solos;
- les expositions de groupe;
- les collections dans lesquelles se retrouvent les œuvres de l'artiste;
- les projets d'art public;
- les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- les publications.

3. Démarche artistique

Énoncé d'intention d'au plus deux pages décrivant la démarche artistique du candidat et dans lequel il explique comment il perçoit son travail en regard du projet d'art public.

4. Dossier visuel

Le candidat doit soumettre au maximum dix (10) images d'œuvres qui démontrent son expertise et son expérience et qui sont significatives en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief ses réalisations datant d'au plus dix (10) ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

Le dossier visuel doit être accompagné d'une liste descriptive des dix (10) images détaillant, pour chacune d'entre elles;

- Le titre;
- L'année de réalisation;

- Les dimensions;
- Les matériaux;
- Le contexte (exposition individuelle ou de groupe, commande, etc.);
- S'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2 Format et présentation

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Les dossiers doivent être présentés en format lettre (8 ½ po x 11 po) vertical;
- Les quatre parties du dossier doivent être envoyées dans un seul courriel et dans un seul document PDF;
- Les candidats sont responsables d'envoyer une copie papier du dossier si la version électronique ne peut être téléchargée correctement par le chargé de projet;
- Le dossier ne doit pas excéder un poids de 10 Mo.

Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné aux candidats.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1 Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an*. On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs*.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus. Il peut également s'agir de la participation à des événements dont la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant au CÉGEP ou au premier cycle universitaire ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste » peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale ou un collectif. S'il s'agit d'un collectif, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêts ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens

familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres. Plus de la moitié du jury est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- un représentant de l'arrondissement de Ville-Marie;
- un représentant du Service de l'eau;
- un représentant du Service de la culture;
- trois spécialistes en arts visuels (conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- un représentant des citoyens.

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

12.1 Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées à la chargée de projet. Celle-ci agit comme secrétaire du comité technique et du jury. La chargée de projet du présent concours est :

Sara Savignac Rousseau, agente de développement culturel
Bureau d'art public
sara.savignac.rousseau@ville.montreal.qc.ca

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par la chargée de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 9 et 10 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2 Étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature;
- Il sélectionne un maximum de trois (3) finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de la première étape, le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestations des finalistes

- Le comité technique procède à l'analyse des prestations;
- L'ordre des présentations des finalistes est préalablement déterminé par tirage au sort ou par ordre alphabétique au moment de la rencontre d'information avec les finalistes;
- Le jury prend connaissance des prestations;
- Il entend le rapport du comité technique;
- Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 30 minutes pour présenter son concept, suivie d'une période de questions de 15 minutes;
- Au terme de sa présentation, le finaliste quitte la salle;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances supérieures;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

Compte-rendu des travaux du jury

- À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury.

13. Le processus de sélection

13.1 Rôle du jury

Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la présentation de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un projet gagnant. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur lors des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finaliste ou de projet lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2 Rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments

techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :

- les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- la faisabilité technique du projet;
- la faisabilité du projet en regard de la réglementation existante;
- l'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3 Les critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : appel de candidatures
L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Carrière artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le projet d'art public.

Deuxième étape du concours : prestations des finalistes
La deuxième étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la signifiance de leur projet sur le site, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée. Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :

- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- Impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les quatre (4) saisons;
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques;
- Pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- Adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier de candidature complet doit être acheminé au Bureau d'art public, par courriel, en un seul envoi, au plus tard le **lundi 16 juillet 2019 à midi** au soin de Sara Savignac Rousseau, à l'adresse suivante : sara.savignac.rousseau@ville.montreal.qc.ca avec la mention en objet « Concours pour une œuvre d'art public au parc Rutherford ».

15. La prestation des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, trois semaines avant la rencontre du jury.

15.1 Matériel de prestation

1. Documents visuels

- une maquette de l'œuvre d'art reproduisant l'œuvre et son environnement immédiat (échelle à préciser lors de la rencontre d'information aux finalistes);
- Deux (2) montages photographiques présentant l'œuvre dans son environnement immédiat sur des planches de format A1 montées sur une surface rigide de type *foamcore*. La Ville fournira aux finalistes des vues photographiques de l'emplacement de l'œuvre d'art, sur supports papier et informatique. Ils devront produire des montages photographiques de leur œuvre intégrée aux images fournies par la Ville. Ces images devront également être fournies en format jpg sur CD, DVD ou envoyées par courriel.

2. Échantillons

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre d'art (couleur et fini proposés).

3. Document descriptif

Les finalistes doivent remettre un document descriptif comprenant:

- un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept ou le point de vue choisi par l'artiste pour répondre à la commande (les finalistes peuvent proposer des lieux possibles pour l'intégration de l'œuvre au parc Rutherford. Toutefois, la Ville n'est pas tenue de suivre ces recommandations si le projet est retenu);
- un budget détaillé (grille Excel fournie par la Ville);
- une description technique. La description technique comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue, validée par un ingénieur en structure. Si les finalistes souhaitent ajouter un éclairage spécifique à l'œuvre d'art, la description technique devra alors aussi préciser le type d'éclairage, validé par un ingénieur en électricité, le tout en conformité avec les indications fournies par la Ville lors de la rencontre d'information avec les finalistes;
- un calendrier de fabrication;
- un devis d'entretien de l'œuvre (ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape);
- Un devis technique et un plan précisant comment l'œuvre devra être manipulée lors de déplacements (ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique).

Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné au candidat.

16. Les indemnités

16.1 Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

16.2 Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de quatre mille (4 000 $), taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du projet gagnant et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ).

16.3 Remboursement de certains frais aux finalistes

La Ville s'engage à défrayer pour les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal des dépenses de déplacement et d'hébergement qu'ils auront engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés dans la convention que les finalistes signeront avec la Ville pour leur prestation.

17. Les suites du concours

17.1 Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

17.2 Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services professionnels pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, selon le cas, c'est le comité exécutif ou le conseil d'arrondissement qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

18. Les dispositions d'ordre général

18.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- l'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non-conforme ne sera pas présentée au jury.

18.2 Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

18.3 Clause linguistique

La rédaction de toute communication dans le cadre du concours doit obligatoirement être effectuée en français. Il en est de même de tous les documents exigés pour le dépôt de candidature ou de prestation des finalistes.

18.4 Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments spécifiques de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

18.5 Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

18.6 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

18.7 Statut du finaliste

Dans le cas où le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.

b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (1993, c.48) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.

c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

Bureau d'art public

Direction du développement culturel

Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Sara Savignac Rousseau, Agente de développement culturel

Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

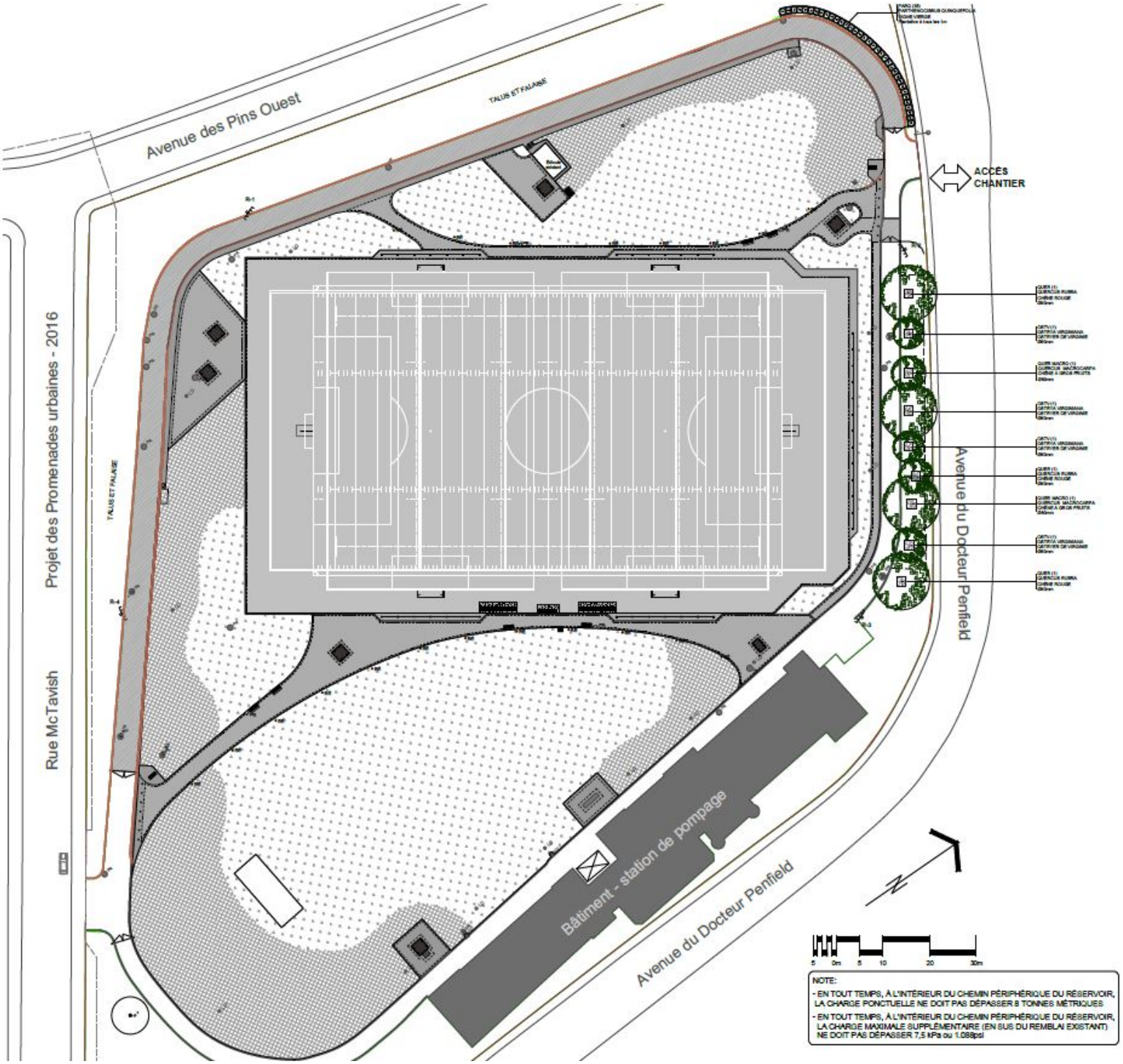
Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

Montréal

Annexe 2 – Plan du lieu



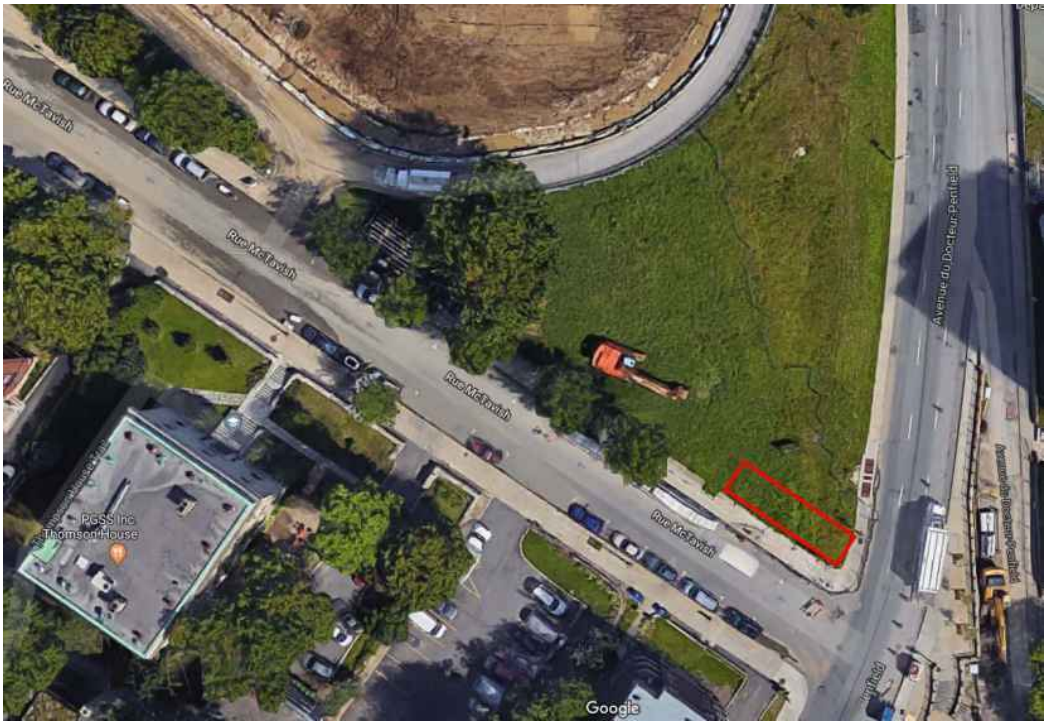
Bureau d'art public

Direction du développement culturel

Service de la culture

Annexe 3 – Premier site retenu pour l'oeuvre





MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 514 873-3203

Service/Arrondissement : Service des finances

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2016

Contrat	Avant taxes	Avec taxes
Montant avant taxes		0.00
TPS 5%	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00

Incidence	Avant taxes	Avec taxes
Montant avant taxes	0.00	0.00
TPS 5%	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00

TOTAL imputable	**0.00**	**0.00**

Imputable
0.00
0.00
0.00
0.00
0.00
0.00

Imputable
0.00
0.00
0.00
0.00
0.00
0.00

0.00

DOSSIER	:	
Estimation du coût du projet	:	**0.00 $**
Contrat travaux	:	**0.00 $**
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	-
Moins ristourne (TVQ)	:	-
Coût total du projet	=	**0.00 $**

PROVENANCE		
Requérant	:	
Projet	:	
Sous-projet	:	
Exécutant	:	
Projet SIMON	:	

IMPUTATION		
Requérant	:	
Projet	:	
Sous-projet	:	
Exécutant	:	
Projet SIMON	:	

		2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:		0	0	0	0
Prévision de la dépense						
Brut	:	0	0	0	0	0
Autre	:	0	0	0	0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	0	0	0	0	0
Écart	:	0	0	0	0	0

Provenance

Projet:

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé
TOTAL		

Imputation

Projet

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé
TOTAL		

Données en milliers

2016
0

Données en milliers

2016
0

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 514 873-3203
Service/Arrondissement : Service des finances

Période : MAR Année : 2018 **MAR-18** Description de l'écriture : GDD 1177722002

Virement de crédits demandé en vertu de : (●) la délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
( ) l'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
h	6101	7712037	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000		20 998.00	
2	6101	7712037	802501	07289	54390	000000	0000	172864	000000	15010	00000	20 998.00		
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**20 998.00**	**20 998.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Diana Vela Téléphone : 514 873-3203
Service/Arrondissement : Service des finances

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6101	7712037	802501	07289	54390	000000	0000	172864	000000	22055	00000
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6101.7712037.802501.07289.54390.000000.0000.172864.000000.22055.00000
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6101.7712037.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	0.00	20 998.00
2	6101.7712037.802501.07289.54390.000000.0000.172864.000000.15010.00000	20 998.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00

18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185382004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec Spectre de rue - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018, et accorder une contribution de 95 000 $

D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018.
D'accorder, à cette fin, une contribution de 95 000 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:23

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185382004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec Spectre de rue - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018, et accorder une contribution de 95 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2000, le programme TAPAJ intervient auprès des jeunes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, en leur offrant divers plateaux de travail payés à la journée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240164 - 1175850001 - Approuver la convention avec Spectre de rue inc. - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et embellissement 2017, et accorder, à cette fin, une contribution de 144 500 $.
CA16 240112 - 1166890014 - Approuver la convention avec Spectre de rue - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et embellissement 2016, et accorder une contribution de 144 496 $ dans le cadre du budget Montréal.net.

CA15 240024 - 1156890012 - Approuver la convention avec TAPAJ - Spectre de rue pour assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et embellissement 2015, et accorder une contribution de 70 000 $ dans le cadre du budget Montréal.net.

DESCRIPTION

Le programme TAPAJ poursuivra l'entretien des trottoirs et des bordures des rues figurant dans la liste ci-dessous et s'assurera d'apporter un soin particulier au prélèvement des déchets entravant le passage des vélos dans les pistes cyclables.
TAPAJ convient donc d'assurer prioritairement la propreté des rues suivantes :

Territoire Centre-Sud :

- Rue Ontario Est, entre Berri et Papineau;
- Rue Amherst, entre Ontario et Robin;
- Rue Saint-Hubert, entre Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Berri, entre Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Maisonneuve, entre de Lorimier et Berri;
- Rue St-André, entre Maisonneuve et Ste-Catherine;
- Rue de la Visitation, entre Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Beaudry, entre Ontario et Ste-Catherine;

- Rue Papineau, entre Sherbrooke et Maisonneuve.

Par ailleurs, advenant que la propreté du territoire précité soit atteinte et maintenue, TAPAJ convient d'effectuer le surcroît de travail suivant, dans cet ordre :

- Trottoir sud de la rue Sherbrooke, entre Berri et Papineau;
- Toute rue nord-sud en justifiant le besoin, comprise entre Berri et Papineau;
ou
- Toute rue est-ouest en justifiant le besoin, comprise en les axes précités.

L'objectif du programme est de permettre à ces jeunes de se remettre en action et de favoriser une future insertion sociale. Tout au long de l'année, les participants affectés aux rondes de propreté se répartiront en moyenne 127,5 heures de travail hebdomadaires, selon une mesure propre à chacun. Il entre dans la philosophie de TAPAJ de s'ajuster à la réalité spécifique de chacun, question de limiter l'incidence d'une mise en échec.

JUSTIFICATION

En plus d'aider certains jeunes à la réinsertion sociale, l'aide financière servira à réaliser un projet ayant un impact significatif sur la propreté et permettra d'accroître la propreté dans ce secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement conformément aux informations inscrites dans l'intervention financière de ce dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration des conditions de vie des jeunes de la rue et des personnes itinérantes et facilitation de la cohabitation entre les personnes marginalisées et les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme est tenu par la convention de faire mention de l'appui financier de l'arrondissement lors de tout événement ou dans toute publication dont il a la responsabilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de l'aide financière se fera selon les termes de la convention après approbation par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185382004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec Spectre de rue - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018, et accorder une contribution de 95 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185382004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Qc H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **SPECTRE DE RUE - TAPAJ**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1280, rue Ontario Est, Montréal, Qc H2L 1R6, agissant et représentée par monsieur Gilles Beauregard, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 00 mois 2016;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 00000000 RR0001

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étape le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs.

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (Annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte montrant l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 pendant les heures normales de bureau, permet, en tout temps, au Directeur des services administratifs de l'Arrondissement ou à son représentant d'examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et d'en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption par son Conseil d'administration, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1 conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;

4.6.4 dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention ou lors de sa résiliation, tous les biens acquis avec les sommes versées par cette dernière, y compris les sommes déposées en garantie auprès des entreprises de services tels Hydro-Québec et Bell, et toutes les sommes cumulatives non dépensées;

4.6.5 réaffecte à des activités de propreté, de recyclage, d'embellissement et d'amélioration du patrimoine végétal, au cours de l'année suivante, les sommes non dépensées pendant la durée de la présente convention, sous réserve de 5.3. Dans le délai requis par le Directeur, l'Organisme lui transmet, pour approbation, un plan de réaffectation des sommes non dépensées. L'Organisme doit fournir au Directeur toutes les informations et tous les documents que ce dernier peut requérir quant à la réalisation de ce plan de réaffectation. En cas de défaut, tout ou partie des sommes non dépensées à l'échéance de la présente convention doit, à la discrétion de la Ville, lui être remboursé(e).

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de quatre-vingt-quinze mille dollars (95 000 $)

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée comme suit :

- quatre-vingt pour cent (80 %) lors de la signature de la convention par les deux parties au plus tard le 31 mars 2018;

- vingt pour cent (20 %) à la réception des états financiers annuels au plus tard le 31 décembre 2018.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **le 31 décembre 2018**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Gilles Beauregard, directeur général
SPECTRE DE RUE - TAPAJ

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1185382004.

ANNEXE I

Le programme TAPAJ poursuivra l'entretien des trottoirs et des bordures des rues figurant dans la liste ci-dessous et, suivant le vœu expressément formulé par Madame Boivin, le programme s'assurera aussi d'apporter un soin particulier au prélèvement des déchets entravant le passage des vélos dans les pistes cyclables.

TAPAJ convient donc d'assurer **prioritairement** la propreté des rues suivantes :

- Rue Ontario Est, entre les rues Berri et Papineau;
- Rue Amherst, entre les rues Ontario et Robin;
- Rue Saint-Hubert, entre les rues Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Berri, entre les rues Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Maisonneuve, entre les rues de Lorimier et Berri;
- Rue St-André, entre les rues Maisonneuve et Ste-Catherine;
- Rue de la Visitation, entre les rues Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Beaudry, entre les rues Ontario et Ste-Catherine;
- Rue Papineau, entre les rues Sherbrooke et Maisonneuve.

Par ailleurs, advenant que la propreté du territoire précité soit atteinte et maintenue, TAPAJ convient d'effectuer le surcroît de travail suivant, dans cet ordre :

- Trottoir sud de la rue Sherbrooke, entre les rues Berri et Papineau;
- Toute rue nord-sud en justifiant le besoin, comprise entre Berri et Papineau, Sherbrooke et Ste-Catherine;
  ou
- Toute rue est-ouest en justifiant le besoin, comprise entre les axes précités.

Tout au long de l'année, les participants affectés aux rondes de propreté se répartiront en moyenne 127,5 heures de travail hebdomadaires, selon une mesure propre à chacun.

En période de pointe estivale, TAPAJ assurera une présence terrain de 6 jours par semaine. Approximativement, cette période devrait aller de juin à la mi-septembre.

L'intervenant en supervision logistique de terrain (ISLT) accompagnera les participants sur le terrain et s'assurera que le travail est bien effectué, à raison de 35 heures par semaine, 5 jours par semaine. En plus de coordonner et diriger le travail des effectifs, ce dernier doit veiller à la compréhension des consignes et à assurer la cohésion de la brigade d'entretien.

L'équipe de TAPAJ fera appel à des intervenants sur appel (ISA) pour combler les besoins relatifs à la supervision des effectifs, lorsque les besoins sur le terrain le justifieront. Cela permettra d'assurer une présence d'au moins 6 jours sur 7 au plus fort de la saison estivale.

ANNEXE II
Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



prévention • intervention • solution

OBJET : DEMANDE DE RECONDUCTION DU PROJET D'ENTRETIEN DES TROTTOIRS, BORDURES DES ARTÈRES MAJEURES ET PISTES CYCLABLES DE CENTRE-SUD – ANNÉE 2018

À L'ATTENTION DE MME MARIE-ÈVE BOIVIN,
Chef de division - Voirie
Direction des travaux publics
880, rue Brennan 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5
Tél. : 514 872-2201 | Téléc. : 514 872-2006

TAPAJ (TRAVAIL ALTERNATIF PAYÉ À LA JOURNÉE)

Depuis 2000, le programme TAPAJ intervient auprès de jeunes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, en leur offrant divers plateaux de travail payés à la journée.

Nous privilégions une approche par étapes, adaptée aux facettes de la réalité de nos participants – ceci afin d'éviter les situations d'échecs répétitives et de découragement qui sont, bien souvent, les principaux obstacles à l'intégration socioprofessionnelle.

La Brigade de propreté œuvre depuis déjà 4 ans à maintenir la propreté du quartier de Centre-Sud en impliquant des jeunes aux prises avec un problème récurrent de grande précarité dans leur propre milieu de vie. De notre avis, nous intervenants du programme, l'utilisation du travail comme levier d'intervention nous permet de faire naître chez les jeunes brigadiers un authentique regard citoyen sur les questions touchant à la mixité sociale et l'entretien du patrimoine collectif.



Forts des apprentissages réalisés dans le cadre de nos opérations des années précédentes, nous sollicitons auprès de l'arrondissement de Ville-Marie les fonds nécessaires permettant la mise sur pied de la Brigade de propreté 2018.

Les présentes prévisions budgétaires sont le reflet d'une discussion intervenue le 22 mars 2018 entre Mme Marie-Ève Boivin, chef de division à la voirie de Ville-Marie, et le coordonnateur du programme TAPAJ, M. Jean-Denis Mahoney. Il est ici convenu de réduire le nombre d'heures de travail des effectifs, considérant l'attribution d'un plus petit territoire à entretenir.

Nous présentons ici le budget d'opération anticipé pour l'année 2018. Nous remercions Mme Boivin et son équipe de vouloir continuer à soutenir l'économie sociale et remercions le conseil d'arrondissement du temps qu'il prendra à évaluer la présente demande de reconduction.

TERRITOIRE COUVERT – ENTRETIEN DES ARTÈRES MAJEURES DE CENTRE-SUD : TROTTOIRS, BORDURES DE RUES ET PISTES CYCLABLES

Le programme TAPAJ poursuivra l'entretien des trottoirs et des bordures des rues figurant dans la liste ci-dessous et, suivant le vœu expressément formulé par Mme Boivin, le programme s'assurera aussi d'apporter un soin particulier au prélèvement des déchets entravant le passage des vélos dans les pistes cyclables.

TAPAJ convient donc d'assurer **prioritairement** la propreté des rues suivantes :

- rue Ontario Est, entre les rues Berri et Papineau;
- rue Amherst, entre les rues Ontario et Robin;
- rue Saint-Hubert, entre les rue Ontario et Ste-Catherine;
- rue Berri, entre les rues Ontario et Ste-Catherine;
- rue Maisonneuve, entre les rues de Lorimier et Berri;
- rue St-André, entre Maisonneuve et Ste-Catherine;
- rue de la Visitation, entre Ontario et Ste-Catherine;

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

- rue Beaudry, entre Ontario et Ste-Catherine;
- rue Papineau, entre Sherbrooke et Maisonneuve.

Par ailleurs, advenant que la propreté du territoire précité soit atteinte et maintenue, TAPAJ convient d'effectuer le surcroît de travail suivant, dans cet ordre :

- trottoir sud de la rue Sherbrooke, entre les rues Berri et Papineau;
- toute rue nord-sud en justifiant le besoin, comprise entre Berri et Papineau, Sherbrooke et Ste-Catherine,;
  ou
- toute rue est-ouest en justifiant le besoin, comprise entre les axes précités.

Horaire quotidien

Les quarts de travail, pour les brigadiers réguliers, participants du Volet 2 (volet d'insertion de première ligne), s'échelonneront de 7h30 à 12h30.

En complément, l'après-midi, des groupes de travail mettant du Volet 1 pourront, selon les besoins ciblés sur le terrain, être mis sur pied. Ces groupes de 4 à 6 participants œuvreront de 13h à 15h30, sous la supervision constante d'un intervenant.

Heures de travail hebdomadaires

Tout au long de l'année, les participants affectés aux rondes de propreté se répartiront **en moyenne* 127,5 heures de travail hebdomadaires**, selon une mesure propre à chacun.

En période de pointe estivale, TAPAJ assurera une présence terrain de **6 jours par semaine**. Approximativement, cette période devrait couvrir aller de juin à la mi-septembre.

Notes : 1) Les heures de travail hebdomadaires fluctueront en fonction des saisons et des événements se tenant dans le territoire de Centre-Sud.



2) Nous cernons pour nos participants, en accord avec chacun, le nombre d'heures de travail hebdomadaires adéquat. Il entre dans la philosophie de TAPAJ d'ajuster la cadence de travail à la réalité spécifique de chacun, question d'encourager le succès du passage au Volet 2 et prévenir les désistements.

Répartition des frais afférents au contrat

5% EN ACHATS MATÉRIELS	Location de radios émetteurs à longue portée, balais et porte-poussières, poubelles mobiles, sacs de vidange, habillement et protections individuelles, grattoirs, etc.	4'750,00$
10% EN FRAIS D'ADMINISTRATION production des payes, frais bancaires afférents, tenue des dossiers, logistique, formation des employés, etc.	Production des payes, frais bancaires afférents, processus d'entrevues, tenue des dossiers, développement logistique, formations des employés, etc.	9'500,00$
85 % EN FRAIS D'ENTRETIEN et de supervision-terrain	Brigadiers : 6630,00 heures annuelles x 12,00$/h Heures en intervention terrain : 1997,50 heures annuelles x 20.00$/h **(ISLT + ISA)***	40'800,00$ 39'950,00$
TOTAL :		**95'000,00$**

***Notes sur les frais relatifs au personnel d'intervention :**

Intervenants :

Les intervenants affectés aux opérations de propreté prennent part, selon la philosophie du programme, aux mêmes tâches que les participants.

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

Intervenant en supervision logistique de terrain (ISLT)

L'intervenant accompagnera les participants sur le terrain et s'assurera que le travail est bien effectué, à raison de 35,00 heures par semaine, 5 jours par semaine. En plus de coordonner et diriger le travail des effectifs, ce dernier doit veiller à la compréhension des consignes et à assurer la cohésion de la brigade d'entretien.

Intervenants sur appel (ISA)

L'équipe de TAPAJ fera appel à des intervenants sur appel pour combler les besoins relatifs à la supervision des effectifs, lorsque les besoins sur le terrain le justifieront. Cela permettra d'assurer une présence d'au moins 6 jours sur 7 au plus fort de la saison estivale et d'accompagner des jeunes du Volet 1 dans les opérations de la brigade (les jeunes, à ce stade, sont accompagnés tout au long de leurs plateaux de 2h30).

Tâches de l'intervenant en supervision logistique de terrain (ISLT)

- Accompagner la majorité du temps les participants sur le terrain;
- Travailler au coude à coude avec les participants (selon notre philosophie d'intervention);
- Participer, avec l'intervenante de suivi, aux entrevues des participants;
- Vérifier que le travail est proprement effectué sur le territoire, selon les directives en vigueur;
- Patrouiller le territoire (en l'absence des participants) afin de recenser les zones nécessitant des soins supplémentaires;
- Établir les horaires hebdomadaires;
- S'assurer que chacun des participants à bien compris ses tâches;
- Maintenir la cohésion de la brigade;
- Rencontrer individuellement les participants (évaluation du rendement, etc.);
- Inculquer une discipline professionnelle aux brigadiers;
- Former les brigadiers et les chefs d'équipes, à tous niveaux : tâches, service à la clientèle, etc.;
- Assurer la communication avec les commerçants et citoyens du territoire desservi;



- Assurer la communication avec les contremaîtres de la voirie : rendre compte des difficultés vécues, des manques à combler (installation de poubelles) et de possibles dépôts sauvages (etc.); indiquer clairement où récupérer les sacs de poubelles remplis par les soins de la brigade.

La coordination du programme TAPAJ remercie les représentants de la Ville de Montréal qui auront consacré leur temps à l'examen de ce dossier. Permettre aux jeunes aux prises avec un problème de grande précarité récurrente de revitaliser le centre-ville est le gage de commencer à former des citoyens à part entière!

Je demeure disposé à répondre à toute question que pourrait soulever la présente.

Merci de la confiance mise en notre programme.

_____22/03/2018

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur du programme TAPAJ
514-528-1700, poste 227
jeandenismahoney@spectrederue.org

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SPECTRE DE RUE INC.	107731

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		95 000,00 $						**95 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	10	avril	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Annie Picard

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mars 2018 14:56:48

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. - TAPAJ afin d'assurer la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté et d'embellissement 2018.

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 95 000 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 95 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		95 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 95 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544182
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185382005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent ainsi que l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 98 036 $

D'approuver la convention avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie.
D'accorder, à cette fin, une contribution de 98 036 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:24

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185382005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent ainsi que l'arrondissement de Ville -Marie et accorder une contribution de 98 036 $

CONTENU

CONTEXTE

Suite au succès du programme propreté dans le secteur de la rue Saint-Laurent piloté par l'organisme Sac à dos, l'arrondissement souhaite poursuivre ce partenariat. Soucieux de mettre en place des actions concrètes pour l'entretien du secteur de la rue Saint-Laurent, l'arrondissement de Ville-Marie a décidé de renouveler la contribution à l'organisme de réinsertion sociale.
Depuis plusieurs années, cet organisme contribue grandement au maintien de la propreté sur le territoire de l'arrondissement et est un acteur important dans la réinsertion des personnes marginalisées.

L'accroissement de la propreté dans le secteur aura un impact significatif sur la propreté de ce secteur touristique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1175850002 - CA17 240165 du 11 avril 2017 - Approuver la convention, pour l'année 2017, avec Sac à dos pour la réalisation du programme propreté dans le Faubourg Saint-Laurent et le quartier chinois, et accorder, à même le budget de Montréal.net au volet accroissement des activités de propreté, une contribution de 84 326 $.
1166890011 - CA16 240109 du 15 mars 2016 - Approuver la convention, pour l'année 2016, avec Sac à dos pour la réalisation du programme propreté dans le Faubourg Saint-Laurent et le quartier chinois, et accorder, à même le budget de Montréal.net au volet accroissement des activités de propreté, une contribution de 82 892 $.

1156890014 - CA15 240026 du 10 février 2015 - Approuver la convention, pour l'année 2015, avec Sac à dos pour la réalisation du programme propreté dans le Faubourg Saint-Laurent et le quartier chinois, et accorder, à même le budget de Montréal.net au volet accroissement des activités de propreté, une contribution de 80 892 $.

1134173005 - CA13 240693 du 10 décembre 2013 - Approuver la convention, pour l'année 2014, avec Sac à dos pour la réalisation du programme propreté dans le Faubourg Saint-Laurent et le quartier chinois, et accorder, à même le budget de Montréal.net au volet accroissement des activités de propreté, une contribution de 71 984 $.

DESCRIPTION

Pour les personnes itinérantes en démarche de réinsertion, la participation à la Brigade verte permet de :
- Changer les perceptions de la population et d'agir sur les préjugés et les comportements ainsi que lever les stigmatisations liées à l'apparence;
- Favoriser la réinsertion sociale et économique des personnes en situation d'itinérance;
- Développer un sentiment d'appartenance, de dignité et de fierté par l'implication dans l'amélioration de la qualité de vie du quartier;
- Favoriser la participation citoyenne et développer des relations sociales avec les gens et les autres résidents du quartier.

Le territoire sous la responsabilité de Sac à dos est le quadrilatère Saint-Laurent et Saint-Hubert, entre René-Lévesque et Sherbrooke :

- La rue Sainte-Catherine, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Hubert, ainsi que la portion de la rue Saint-Hubert, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard de Maisonneuve;
- Le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique, entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque;
- Les rues de Bullion, Hôtel de ville et le côté ouest de la rue Sanguinet, entre les rues Sherbrooke et Sainte-Catherine;
- Les rues Saint-Norbert, Ontario et le boulevard de Maisonneuve, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Sanguinet ainsi que la rue de Boisbriand.

JUSTIFICATION

À la demande de l'arrondissement, l'organisme Sac à dos propose d'accroître les efforts concernant la propreté sur le territoire du Faubourg Saint-Laurent en ayant des équipes sur le terrain 7 jours par semaine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement conformément aux informations inscrites dans l'intervention financière de ce dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribution à l'amélioration de la propreté et de la qualité de vie dans le quartier et contribution à l'augmentation du sentiment de sécurité. Les personnes itinérantes en processus de réinsertion deviennent ainsi des acteurs de l'amélioration de la vie du quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185382005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent ainsi que l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 98 036 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185382005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Qc H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **LE SAC À DOS**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 110, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Qc H2X 1K7, agissant et représentée par monsieur Richard Chrétien, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 00 mois 2016;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 00000000 RR0001

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étape le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs.

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (Annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte montrant l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 pendant les heures normales de bureau, permet, en tout temps, au Directeur des services administratifs de l'Arrondissement ou à son représentant d'examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et d'en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption par son Conseil d'administration, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1 conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;

4.6.4 dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention ou lors de sa résiliation, tous les biens acquis avec les sommes versées par cette dernière, y compris les sommes déposées en garantie auprès des entreprises de services tels Hydro-Québec et Bell, et toutes les sommes cumulatives non dépensées;

4.6.5 réaffecte à des activités de propreté, de recyclage, d'embellissement et d'amélioration du patrimoine végétal, au cours de l'année suivante, les sommes non dépensées pendant la durée de la présente convention, sous réserve de 5.3. Dans le délai requis par le Directeur, l'Organisme lui transmet, pour approbation, un plan de réaffectation des sommes non dépensées. L'Organisme doit fournir au Directeur toutes les informations et tous les documents que ce dernier peut requérir quant à la réalisation de ce plan de réaffectation. En cas de défaut, tout ou partie des sommes non dépensées à l'échéance de la présente convention doit, à la discrétion de la Ville, lui être remboursé(e).

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de quatre-vingt-dix-huit mille trente-six dollars (98 036 $).

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée comme suit :

- quatre-vingt pour cent (80 %) lors de la signature de la convention par les deux parties au plus tard le 31 mars 2018;

- vingt pour cent (20 %) à la réception des états financiers annuels au plus tard le 31 décembre 2018.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2018.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Richard Chrétien, directeur général
Le Sac à Dos

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1185382005.

ANNEXE I

ANNEXE II
Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



PLANIFICATION

NETTOYAGE FAUBOURG ST-LAURENT & ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

VILLE DE MONTRÉAL - SERVICE DE LA VOIRIE - 1 AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

		Nombre Participants	Nombre de Jours de participation par mois	Nombre d'heures par sortie	Forfait de participation\participants\jour	Nombre d'heures par mois	Compensation
Janvier	**Travaux hivernaux**						
	Semaine						0 $
	Week-end						0 $
Février	**Travaux hivernaux**						0 $
	Semaine						0 $
	Week-end						0 $
Mars	**Travaux hivernaux**						0 $
	Semaine						0 $
	Week-end						0 $
Avril							
	Semaine	6	20	4	40,00 $	480	4 800 $
	Week-end	2	10	4	40,00 $		800 $
Mai							0 $
	Semaine	6	23	4	40,00 $	552	5 520 $
	Week-end	2	8	4	40,00 $	64	640 $
Juin							0 $
	Semaine	8	21	4	40,00 $	672	6 720 $
	Week-end	2	9	4	40,00 $	72	720 $
Juillet							0 $
	Semaine	8	22	4	40,00 $	704	7 040 $
	Week-end	2	9	4	40,00 $	72	720 $
Août							0 $
	Semaine	8	23	4	40,00 $	736	7 360 $
	Week-end	2	8	4	40,00 $	64	640 $
Septembre							0 $
	Semaine	8	20	4	40,00 $	640	6 400 $
	Week-end	2	10	4	40,00 $	80	800 $
Octobre							0 $
	Semaine	6	23	4	40,00 $	552	5 520 $
	Week-end		8	4	40,00 $	-	0 $
Novembre							0 $
	Semaine	6	22	4	40,00 $	528	5 280 $
	Week-end		8	4	40,00 $	-	0 $
Décembre	**Travaux hivernaux**						0 $
	Semaine	6	21	4	40,00 $	504	5 040 $
	Week-end						0 $
Nombre de jours travaillés			265				
Nombre d'heures travaillées						5 720	

	Nombre de sem.	Heures par semaine	Taux (incluant charges sociales)	TOTAL	58 000 $
Frais de coordination, de suivi et de gestion sur le terrain (superviseur)	40	35	28,49 $		39 885,30 $
Frais administration 5%					**4 894 $**
TOTAL - PLANIFICATION NETTOYAGE FAUBOURG ST-LAURENT - 2018					**98 036 $**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	LE SAC À DOS	152310

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		98 036,00 $						**98 036,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	10	avril	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Annie Picard

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mars 2018 15:28:49

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec Le Sac à dos pour la réalisation du programme Propreté 2018 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie.

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 98 036 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 98 036,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		98 036,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 98 036,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544177

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $

D'approuver les conventions, pour l'été 2018, avec le Musée McCord, le Musée des Beaux-Arts et le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) et pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes ;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 25 000 $ au Musée des Beaux-Arts;

- 20 000 $ au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière);

- 35 000 $ au Musée McCord;

D'imputer cette dépense totale de 80 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:24

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $

CONTENU

CONTEXTE

À la suite d'un projet-pilote effectué en 2007, l'arrondissement de Ville-Marie a instauré son premier projet de piétonnisation sur la rue Sainte-catherine Est dans le Village en 2008. Depuis d'autres projets semblables ont été mis en place dans différents secteurs de l'arrondissement :
La place d'Youville dans le Vieux-Montréal;
Les rues Sainte-Catherine Ouest (Quartier des spectacles), Victoria ainsi que l'avenue du Musée dans le centre-ville.

Dans le but de contribuer à la mise en valeur et l'animation de certaines de ces rues piétonnes, l'arrondissement de Ville-Marie offre un soutien financier aux organismes qui prennent en charge son animation ou son aménagement, soit le Musée des Beaux-Arts pour l'avenue du Musée, le Musée McCord pour la rue Victoria , le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) pour la place D'Youville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890007 - CA17 240151 du 11 avril 2017 - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2017, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2017 et accorder des contributions totalisant 104 945,07 $

DESCRIPTION

A ce moment, trois projets de rues piétonnisées recevront un soutien financier de la direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation d'aménagements apportant un caractère distinctifs à ces portions de rue ou pour la sécurité de ces rues piétonnes.
Le Musée des Beaux-Arts - 25 000 $

Le Musée des Beaux-Arts de Montréal désire à nouveau piétonniser la section de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, du lundi 21 mai au lundi 29 octobre 2018. Cette année, l'avenue du Musée sera transformée en oeuvre interactive sous le

thème ANAMORPHOSE dite "par allongement" qui induit une distorsion du sujet ce configurant selon la position du corps dans l'espace , en lien avec l'exposition consacrée cet été à Picasso et les arts premiers. Dans un deuxième temps, l'installation sera bonifiée par un projet d'activation par le Cirque du Soleil dans le cadre de l'exposition dédiée à Calder dès la mi-septembre. Le cirque du soleil propose une traversée extérieure sur un fil de fer de deux faux-fénembule automates qui feront un aller-retour d'un pavillon à l'autre. Périodiquement, avec le concours de l'équipe du MBAM, un acrobate (humain) du Cirque du Soleil se mettra en équilibre sur ce fil. Cet aménagement dynamisera de nouveau l'espace public et profitera en plus d'une visibilité importante.

Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) - 20 000 $

Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) souhaite fermer la place D'Youville Est, entre la rues Saint-François-Xavier et la place Royale Est, ainsi que la rue place Royale Ouest, entre la rue de la Capitale et la place D'Youville, du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018. Afin de rendre l'espace accueillant et festif, un piano, des tables de pique-nique et une vingtaine de chaises Adirondack seront de retour sur la pointe et le long du Musée. Pointe-à-Callière propose une programmation riche, diversifiée et complètement gratuite sera proposée aux passants, touristes et travailleurs du Vieux-Montréal tout au long de la période de piétonnisation. Les thèmes liés à l'Égypte, l'exposition temporaire estivale, ainsi que la mise en valeur de l'effervescence artistique et culturelle de Montréal, seront à l'honneur.

Le Musée McCord - 35 000 $

Pour une huitième année, le Musée McCord piétonnisera la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018. La piétonnisation de la rue Victoria permettra au Musée McCord de déployer la forêt urbaine. Cet espace aménagé d'arbres d'acier décorés de rubans et le tapis coloré donne vie à l'environnement magique et intégrateur de la forêt urbaine qui nous propose innover en intégrant des bancs circulaires pour inviter les gens à s'asseoir et se détendre. Pour une deuxième année, Le Musée McCord prolongera les éléments de design de la forêt urbaine sur la portion Président-Kennedy menant vers McGill College afin de rejoindre la promenade Fleuve-Montagne . La programmation proposée par le Musée McCord comprend des spectacles de musique hebdomadaires, des espaces de repos, un piano public des séances de yoga et plusieurs autres activités bonifiées par la présence quotidienne des camions de rue.

JUSTIFICATION

La piétonnisation de l'avenue du Musée permet de faire le lien entre deux pavillons d'exposition du Musée des Beaux-Arts. Elle s'inscrit comme un complément aux aménagements déjà réalisés par le musée de part et d'autre de l'artère.
Le Musée McCord consent beaucoup d'efforts pour valoriser son environnement. La piétonnisation de la rue Victoria crée un espace public pour le Montréalais et les touristes et devient un lieu de détente et de découvertes. Le Musée McCord souhaite ainsi contribuer au dynamisme de la vie urbaine et culturelle à Montréal.

La fermeture de la place D'Youville permet de créer un espace sécuritaire de déambulation, annonçant l'utilisation qu'on pourrait faire de la place D'Youville lorsque son aménagement sera complété. La place devrait insuffler un dynamisme nouveau dans le secteur et ainsi pouvoir attirer de nouveaux commerçants à venir s'installer en périphérie de la place. La piétonnisation permet de redonner au citoyen l'utilisation de cet espace et de faire prendre conscience de la valeur patrimoniale de cet environnement d'une grande qualité architecturale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que mentionné dans l'addenda du GDD 1154206005 - CA15 240303, les crédits nécessaires à l'octroi de ces conventions proviennent d'une affectation de surplus de 1 050 000 $ qui a été adopté par le conseil d'arrondissement lors de la séance du 8 juin 2015. Ce montant sera reparti pour les années 2016, 2017, 2018, soit 350 000$ par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces contributions ont pour but de soutenir la mise en oeuvre de projets structurants et d'actions contribuant au développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie et de l'amélioration de la qualité de vie des résidents et des visiteurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186890013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186890013.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

NOTRE MONDE NOS HISTOIRES
690, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 1E9
T. 514 398 7100 F. 514 398 8045
WWW.MUSEE-MCCORD.QC.CA

Le 28 février 2018

Monsieur Marc Fleury
Direction des travaux publics
880, rue Brennan, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Objet : La Forêt urbaine du Musée McCord – 8e édition

Monsieur Fleury,

C'est avec enthousiasme que le Musée McCord prépare la 8e édition de la Forêt urbaine, au cœur de la rue Victoria, aménagée en rue piétonne lors de la saison estivale. Nous adressons, à l'arrondissement Ville-Marie, une demande d'aide financière de 40 000 $ pour ce projet rassembleur auquel nous aimerions apporter cette année encore des nouveautés. Vous trouverez tous les détails des prévisions budgétaires en pièce jointe.

Tout en conservant nos éléments signature, les arbres d'acier décorés de rubans et le tapis synthétique coloré, la firme d'architectes paysagistes « WANTED paysage » qui donne vie à l'environnement magique et intégrateur de la Forêt urbaine, nous propose d'innover et d'améliorer le concept en intégrant des bancs circulaires s'harmonisant au concept des arbres, pour inviter les visiteurs à s'asseoir et se détendre. Aussi, pour une deuxième année, nous prolongerons les éléments de design de la Forêt urbaine (tapis, arbres, bancs et rubans) sur la portion Président–Kennedy menant vers l'avenue McGill College afin de rejoindre la promenade Fleuve-Montagne.

La programmation estivale se poursuivra avec des partenaires établis et de nouveaux venus. Pour les concerts du mercredi midi, nous souhaitons renouveler notre partenariat avec Suoni per il Popolo, et sommes en train de conclure une entente avec KlezKanada, organisme de promotion de la culture juive, plus particulièrement des traditions musicales. Les concerts du mercredi midi s'arrimeront cette année avec l'exposition *Shalom Montréal – Histoires et contributions de la communauté juive*; nous inviterons des groupes issus des communautés juives, ou s'inspirant de la musique des cultures juives. Par ailleurs, nous espérons également accueillir une nouvelle installation de projection de films pour enfants dans un conteneur conçu et programmé par le festival Fantasia pendant deux semaines en juillet.

La Forêt urbaine 2018 accueillera des activités qui viendront appuyer son positionnement d'oasis de détente au cœur du centre des affaires. On retrouvera le yoga matinal qui a connu un vif succès depuis trois ans ainsi que les tables à pique-nique offrant un espace accueillant pour les personnes venant manger dans la Forêt. L'aménagement de l'ancienne terrasse du restaurant Le Caveau, que nous avons entamé l'an dernier, se poursuivra : nous habillerons les espaces vitrés de l'entrée de l'ancien restaurant afin de rendre cet espace plus habité et convivial.

... 2

De plus, nous consoliderons l'expérience des visiteurs, en concordance avec les commentaires obtenus au sujet des précédentes éditions, par les moyens suivants :

- L'offre d'une programmation culturelle régulière pendant les heures de lunch;
- L'encouragement de la contribution citoyenne par la tenue d'événements participatifs, notamment avec le retour du Roulo-Boulo;
- Le renouvellement de l'offre du piano public, fort populaire depuis son implantation;
- La valorisation du design dans la définition d'un espace convivial et invitant;
- L'accueil d'un camion de cuisine de rue chaque midi (du lundi au vendredi).

Nous respecterons les dates d'ouverture de la rue, ainsi que l'échéancier de travail suivant :

- Mercredi 9 mai 2018 : fermeture de la rue Victoria à la circulation et montage;
- Dimanche 20 mai 2018 : début de la piétonnisation – ouverture de la Forêt urbaine;
- Dimanche 27 mai 2018 : Lancement officiel dans le cadre de la Journée des musées montréalais (concert, cuisine de rue, etc.);
- Dimanche 30 septembre 2018 : fin de la piétonnisation et démontage;
- Lundi 8 octobre 2018 : réouverture à la circulation.

Un plan média complet incluant relations de presse, imprimés, affichage et interventions sur les médias sociaux du Musée, des partenaires et opérateurs de camions de rue assureront encore un fort rayonnement à cette initiative. D'ailleurs, le caractère inusité de la Forêt urbaine en a fait une des rues de Montréal les plus photographiées et diffusées sur les médias sociaux, offrant une incroyable campagne média par l'image.

Toujours populaire et appréciée, la Forêt urbaine a continué d'attirer des centaines de milliers de visiteurs l'an dernier, soit une fréquentation évaluée à 177 350 personnes.

Afin de renouveler le design de la Forêt urbaine et de proposer une offre culturelle toujours plus diversifiée, nous espérons pouvoir compter de nouveau sur votre appui. Sans votre précieuse aide, nous ne pourrions réaliser ce formidable projet ni continuer à en améliorer les installations et la programmation.

Vous trouverez, en complément de cette lettre, une copie de la résolution de notre conseil d'administration autorisant cette requête ainsi que le plan d'aménagement proposé de la rue. En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec moi pour toute question.

Veuillez recevoir, Monsieur, mes plus cordiales salutations.

Suzanne Sauvage
Présidente et chef de la direction

SS/mlr

p. j. 3

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'Arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **Le Musée McCord,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, QC, H3A 1A9 agissant et représentée par Mme Suzanne Sauvage, présidente et chef de direction, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé.

2. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet de piétonisation « Forêt urbaine 2018».

3. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

4. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

4.1 faciliter la participation à vos activités d'un plus grand nombre de résidantes et résidants de l'arrondissement de Ville-Marie;

4.2 Soumettre le bilan complet de son activité au directeur au plus tard le 30 novembre 2018. Ce bilan devra clairement inclure et indiquer :
- à quelles fins la contribution financière de l'arrondissement a été utilisée en nous remettant copie des factures et des preuves de paiement;
- des photos durant la tenue du projet;
- une revue de presse et autres documents publiés par l'organisme;
- une évaluation de l'achalandage et de l'impact du projet sur l'activité commerciale et de la qualité du milieu de vie;
- les recommandations pour la tenue de la prochaine édition du projet (forces, faiblesses, opportunités);
- tout autre information ou documents jugés pertinents

4.3 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

4.4 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.5 **mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site internet de du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie***

4.6 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.7 remettre au Directeur tout rapport ou tout document qu'il peut requérir;

4.8 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme) :
- les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;
- les pièces justificatives pour les sommes d'argent dépensées à même les sommes versées conformément à la présente convention.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'arrondissement et se termine le 31 décembre 2018.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de **trente cinq milles dollars (35 000 $**), payable en deux versements :

6.1.1 le premier au montant de **vingt-six mille deux cent cinquante dollars (26 250 $)** dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.1.2 le deuxième au montant de **huit mille sept cent cinquante dollars (8 750 $)** après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 90 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Alain Dufort
Directeur général adjoint
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Suzanne Sauvage
Présidente et chef de direction
Musée McCord
690, rue Sherbrooke Ouest,
Montréal, QC,
H3A 1A9

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

Musée McCord

Par : _____
Suzanne Sauvage

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1186890013, cette convention a été approuvée par la résolution CA_____ du conseil, lors de la séance du _____.

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

Musée McCord

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

Suzanne Sauvage

(nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

Musée McCord

, une convention avec l'Arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant de trente cinq milles dollars (35 000 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)



Montréal, le 2 mars 2018

M. Martin Lazure
Chef de section – Voirie
Direction des Travaux publics
Ville de Montréal
880, rue Brennan, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Objet : **Pour une 7e année : l'avenue du musée envoûtera Montréalais.e.s et touristes lors d'une expérience anamorphique où le virtuel et le réel se confondront par magie grâce à la firme d'architectes NOS**

Demande de soutien financier pour l'installation d'une œuvre éphémère ponctuelle sur la rue piétonne de l'avenue du musée – été 2018

Monsieur Lazure,

Depuis 2012, l'avenue du Musée est devenue une destination incontournable durant la période estivale afin de découvrir et de profiter de l'originalité des installations artistiques imaginées par des designers et architectes montréalais en collaboration avec les équipes du Musée des beaux-arts de Montréal.

En six ans, près de 1 million de visiteurs ont envahi cette avenue, transformée en rue piétonne durant plus de cinq mois, pour les familles, les touristes, les visiteurs du Musée, les citoyens et les résidents du quartier.

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) sollicite à nouveau le soutien de la Ville de Montréal – arrondissement Ville-Marie, pour un nouveau projet à grand déploiement qui transformera l'avenue du Musée en œuvre interactive pour les centaines de milliers de visiteurs et touristes sous le thème ANAMORPHOSE, en lien avec l'exposition consacrée cet été à Picasso et les arts premiers et cet automne à Calder, l'inventeur radical et créateur de l'œuvre phare située sur l'Ile Ste-Hélène.

PRÉSENTATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DE L'AVENUE DU MUSÉE – ÉDITION 2018 DE LA RUE PIÉTONNE

Nous avons procédé à un appel à propositions en invitant quelques firmes montréalaises de designers-architectes à soumettre des projets originaux. Nous avons reçu des propositions des cinq entreprises suivantes :

- Intégral Jean Beaudoin
- Sidlee Architecture
- Dix2
- N O S
- Pelouse / Design urbain et d'événements

Nous avons retenu le projet d'aménagement de l'avenue du musée édition 2018 de la firme N O S pour l'originalité du projet, l'apport à l'animation urbaine du site et le respect des différents paramètres techniques de l'espace et le type d'occupation (voir concept visuel du projet en annexe).

La proposition est de mettre en scène l'espace public de l'avenue du musée par une anamorphose dite « par allongement » qui induit une distorsion du sujet se reconfigurant selon la position du corps dans l'espace.

En effet, en lien avec l'exposition présentée cet été au MBAM, *Face à face, d'hier à aujourd'hui, les "arts premiers" et Picasso*, cette installation sur l'avenue du Musée a inspiré les architectes de NOS par l'approche plastique des peintres cubistes qui donne lieu à une expressivité forte du sujet et questionne le rôle prépondérant de la perspective classique dans la représentation picturale. NOS proposera donc aux passants, à leur tour, d'adresser la relativité des points de vue, la perte de repères tangibles et la déstructuration de l'espace à l'ère du cliché parfois trop formaté, voir générique.

Ainsi, par le mouvement de l'observateur, l'espace se transformera, les espaces convexes deviendront concaves, les espaces concaves deviendront convexes. Le sol s'animera et déstabilisera. Face à cet effet optique, une relation nouvelle s'installera entre les observateurs et les objets qui les entourent. Des sphères réfléchissantes contribueront à l'effet d'amplitude du motif et multiplieront les points de vue. *ANAMORPHOSE* proposera une expérience inusitée où le réel et le virtuel se feront face et se mélangeront, où le passant sera amené à découvrir son environnement, comme par magie.

Dans un deuxième temps, l'installation sera bonifiée par un projet d'activation par le Cirque du Soleil dans le cadre de l'exposition dédiée à Calder dès la mi-septembre 2018. Le Cirque du Soleil propose une traversée extérieure spectaculaire sur un fil de fer entre les pavillons du Musée, sur l'avenue du Musée. Surplombant l'aménagement temporaire de l'avenue du Musée, à la Calder, deux faux-funambules automates feront l'aller-retour d'un pavillon à l'autre (voir concept visuel ci-joint). Périodiquement, avec le concours de l'équipe du MBAM, un acrobate (humain) du Cirque du Soleil se mettra en équilibre sur ce fil de fer.

Cet été encore, le MBAM organisera des activations sur l'avenue du Musée afin d'attirer encore plus de spectateurs et visiteurs à des moments-clés (comme nous l'avions fait en 2016 avec Ariane Moffat et l'an dernier avec les Ringos qui personnifiaient les Beattles et la brigade des Multichromes).

Nous vous invitons à consulter ci-joint le dossier préliminaire vous présentant le concours, le lieu d'intervention et toutes autres informations nécessaires à la compréhension du projet incluant un échéancier et un budget.

L'équipe du MBAM organisera des rencontres d'information et de consultation auprès des différents services de la Ville notamment auprès de l'arrondissement et le service de la protection incendie afin de compléter la conception et régler l'ensemble des paramètres techniques du projet.

Grâce au soutien de la Ville de Montréal – Arrondissement Ville-Marie, les Montréalais et les touristes de la métropole pourront de nouveau profiter de cet espace public où le talent d'ici rayonne. Pour réaliser cette nouvelle installation temporaire, le Musée souhaite obtenir le concours financier de la Ville de Montréal à hauteur de 25 000 $.

Déjà des Montréalais.e.s nous demandent ce que sera cette année notre installation sur l'avenue piétonne du Musée qui sera bien entendu inaugurée en présence de la mairesse et des dirigeants de la Ville ainsi que de sa responsable de la culture, du patrimoine et du design (en mai), s'inscrivant en parallèle avec le mois du design où Montréal est une fière ville UNESCO de design !

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur Lazure, nos sentiments les plus distingués.

La directrice de la Fondation du MBAM



Danielle Champagne

p. j. Projet d'aménagement de l'avenue du Musée et Budget d'installation

c.c. Marc Fleury, Ville de Montréal
Lalao Randrianarivelo, Ville de Montréal
Patrick Jean Poirier, Ville de Montréal
Christine Gosselin, membre du comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design, Ville de Montréal
Nathalie Bondil, Directrice et conservatrice en chef du MBAM

PRÉSENTATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DE L'AVENUE DU MUSÉE – ÉDITION 2018 DE LA RUE PIÉTONNE

Echéancier :

- Mars 2018: rencontres de travail avec l'équipe de conception de NOC, les différents services de la ville et les entrepreneurs impliqués dans le projet
- 30 mars : Date limite pour la remise des plans et devis de réalisation, conformément aux commentaires et recommandations du comité de direction artistique et technique du MBAM.
- Avril : Approbation finale des plans et devis de réalisation.
- 21 mai : Début des travaux de construction par l'équipe du MBAM et les entrepreneurs spécialisés.
- 29 mai : Inauguration de l'installation.
- 15 août : installation du câble traversant l'avenue du musée
- Début septembre : activations Calder par le Cirque du Soleil
- 28 octobre : Clôture de l'installation et démontage par les équipes du MBAM.

Budget du projet NOS : 36 000$

- Préparation de la surface: 2 000$
- Vinyle – environ 300 m^2 (matériaux et installation): 15 000$
- Assises : 9 000$
- Main d'œuvre : 4 000 $
- Démontage et nettoyage : 1 000$
- Conception et plan et devis: 4 000 $
- Contingences: 1 000 $

Budget de l'activation du Cirque du Soleil : 13 000$

- Ancrages sur les bâtiments du Musée : 4 000$
- Installation d'un câble traversant l'avenue du Musée (fournitures et installation): 6 000$
- Plan et devis par l'ingénieur et surveillance : 3 000 $

BUDGET TOTAL : 49 000$
(excluant les coûts liés aux activités d'animation)

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'Arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **le Musée des Beaux-Arts de Montréal,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 3430, avenue du Musée, Montréal, Québec, H3G 1K3, agissant et représentée par Sandra Gagné, directeur de l'administration, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé.

2. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet de piétonisation 2018 de la rue du Musée.

3. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

4. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

4.1 faciliter la participation à vos activités d'un plus grand nombre de résidantes et résidants de l'arrondissement de Ville-Marie;

4.2 Soumettre le bilan complet de son activité au directeur au plus tard le 30 novembre 2018. Ce bilan devra clairement inclure et indiquer :
- à quelles fins la contribution financière de l'arrondissement a été utilisée en nous remettant copie des factures et des preuves de paiement;
- des photos durant la tenue du projet;
- une revue de presse et autres documents publiés par l'organisme;
- une évaluation de l'achalandage et de l'impact du projet sur l'activité commerciale et la qualité du milieu de vie;
- une évaluation de la satisfaction des partenaires commerciaux impliqués et environnants;
- les recommandations pour la tenue de la prochaine édition du projet (forces, faiblesses, opportunités);
- tout autre information ou documents jugés pertinents.

4.3 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

4.4 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.5 **mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site internet de du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie***

4.6 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.7 remettre au Directeur tout rapport ou tout document qu'il peut requérir;

4.8 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme) :
- les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;
- les pièces justificatives pour les sommes d'argent dépensées à même les sommes versées conformément à la présente convention.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'arrondissement et se termine le 31 décembre 2018.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de vingt cinq milles dollars (25 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier au montant de dix-huit mille sept-cents cinquante dollars (18 750 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.1.2 le deuxième au montant de six mille deux cents cinquante dollars (6 250 $) après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant

remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 90 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Alain Dufort
Directeur général adjoint
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Sandra Gagné
Directeur de l'administration
Musée des Beaux-arts de Montréal
3430, avenue du Musée
Montréal, (Québec) H3G 2T9

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

Musée des Beaux-arts de Montréal

Par : _____

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1186890013, cette convention a été approuvée par la résolution CA_____ du conseil, lors de la séance du _____ 2018.

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

Musée des Beaux-Arts de Montréal

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

_____

(nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

Musée des Beaux-Arts de Montréal

, une convention avec l'Arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant de vingt cinq milles dollars (25 000 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)

POINTE-À-CALLIÈRE

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Concept 2018
Piétonnisation de Pointe-à-Callière
Du 25 mai au 4 septembre 2018

Place D'Youville et place Royale Ouest

PRÉSENTÉ À L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Préparer par :
Annick Deblois
Responsable de l'action culturelle
Janvier 2018

1. DESCRIPTIF

Titre :	**Espace urbain de Pointe-à-Callière**
Type :	Activités extérieures estivales
Dates :	Du 25 mai au 4 septembre 2018
Lieu :	Place Royale ouest et place D'Youville
Chargée de projet	Annick Deblois
Partenaires	Arrondissement Ville-Marie
	La SDC du Vieux-Montréal

2. CONCEPT 2018

L'été 2018 représentera la fin des travaux sur la place D'Youville et la 7e saison de notre *Espace urbain*. De ce fait, nous souhaitons proposer une programmation bonifiée, basée sur notre expérience de l'année dernière, ainsi qu'un aménagement renouvelé et convivial habitant l'ensemble des rues fermées.

Pour faire suite à la programmation de l'été 2017, nous souhaitons réitérer les activités des *Midis musique* et des *Dimanches Familles*, qui connurent un grand succès auprès des travailleurs du quartier, mais aussi des touristes. Ainsi pour 2018, nous souhaitons consolider cette programmation d'activités récurrentes pour marquer les habitudes de nos visiteurs et accroître notre fréquentation.

Fermeture des rues

La place D'Youville, entre les rues Saint-François-Xavier et place Royale ouest, ainsi que la place Royale ouest, entre la rue de la Capitale et la place D'Youville, seront fermées pour la période estivale, soit du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018.

L'aménagement urbain

Grâce à son mobilier urbain, son piano public et ses activités thématiques, *l'Espace urbain de Pointe-à-Callière* sera sans contredit l'endroit idéal pour les touristes et les travailleurs du secteur pour vivre un moment de détente au cœur du Vieux-Montréal.

En terme d'aménagement, les trois tables de pique-nique et la vingtaine de chaises Adirondack seront de retour sur la pointe et le long du Musée et y resteront tout au long de la période de fermeture. Le piano public sera de retour en 2018 et nous l'installerons près de l'entrée du Musée. Ce dernier sera accessible aux visiteurs de 10 h à 18 h, tous les jours de beau temps de l'été, à partir du 25 mai 2018.

De plus, dans le but de souligner notre thématique en lien avec l'archéologie et l'Égypte, nous créerons une installation évoquant une expédition archéologique (voir inspiration en annexe 2). Ce camion archéologique servira comme signalétique visuelle pour marquer l'emplacement des ateliers des *Dimanches Familles*. Puisque ceux-ci auront une thématique archéologique, soit sur l'Égypte ou l'archéologie québécoise, cet aménagement permettra aux visiteurs de cibler rapidement l'emplacement des activités.

De plus, dans le but de marquer l'emplacement de l'Espace urbain et de marquer davantage la fermeture de rue, nous installerons des vinyles autocollants sur la rue, entre Place Royale Ouest et Saint-François-Xavier. Ces vinyles créeront une murale temporaire évoquant à la fois le passage de

la petite rivière Saint-Pierre qui coulait à cet endroit et le fleuve du Nil, en Égypte, et ce, en lien avec notre exposition temporaire sur les Reines d'Égypte (voir inspiration en annexe 3). Par cette murale temporaire, nous souhaitons marquer le caractère historique du lieu et créer un lien avec notre exposition temporaire de façon artistique. En réalisant cette murale en vinyle, nous souhaitons créer une signalétique temporaire et tester le potentiel d'une murale permanente ou de plus longue durée. Bref, ces deux nouveaux aménagements représentent bien la mission même du Musée, et seront, d'excellents symboles pour la rue piétonne 2018.

Le Musée réalisera l'aménagement conformément à l'ensemble des règlements, normes incendie, circulation et demandes de permis, incluant signalisation, stationnement, propreté et sécurité des lieux.

3. PROGRAMMATION

Une programmation riche, diversifiée et complètement gratuite sera proposée aux passants, touristes et travailleurs des environs tout au long de la période estivale. Les thèmes liés à l'Égypte, notre exposition temporaire estivale, ainsi que la mise en valeur de l'effervescence artistique et culturelle de Montréal, seront à l'honneur.

Journée des musées montréalais

L'accès au Musée sera gratuit lors de cette journée. Il s'agit également de la première fin de semaine de notre fermeture de rue et de l'aménagement de l'espace urbain. Les visiteurs pourront ainsi profiter de ces espaces de détente extérieurs lors de leur visite.
Dimanche 27 mai 2018

Journées de la Formule Un

Événement organisé en partenariat avec la SDC Vieux-Montréal. La Place Royale se transformera en terrasse Pop-up liée à la thématique égyptienne. Cet événement constituera notre lancement officiel de la programmation estivale de *l'Espace urbain*.
Du jeudi 7 au dimanche 10 juin 2018

La sixième édition des arts métissés

En partenariat avec les Productions Feux sacrées, nous présenterons sur la place Royale de plusieurs spectacles de musique et de danse d'artistes métisses et autochtones. De plus, l'espace sera dynamisé par des ateliers/démonstrations d'artisanat autochtone traditionnel, ainsi que des animations sur la place publique.
Programmation à venir.
Du vendredi 15 au dimanche 17 juin 2018

Nouveauté — Yoga en plein air

Dans le cadre de la journée internationale du yoga, en partenariat avec Luna Yoga et le Spa le Scandinave, nous offrirons *s*ur la place Royale et sur la Place D'Youville, des séances de yoga pour tous dans une oasis de détente aménagée pour l'occasion. Travailleurs et passants seront invités à participer à un moment de détente et de contemplation au cœur du Vieux-Montréal.
Jeudi 21 juin 2018, de 8 h à 13 h.

Midis-musique
Pour un 2e été, les jeudis midis seront musicaux à Pointe-à-Callière. Tous les jeudis midis, des artistes émergents réaliseront des prestations musicales entre 12 h et 13 h. Un foodtruck sera également sur place pour sustenter les passants.
Programmation à venir (9 spectacles gratuits).
Jeudi 5 juillet 2018 au 30 août 2018, dès 12 h

Dimanches Familles
Tous les dimanches, les familles sont invitées à participer à des ateliers, assister à des spectacles ou participer à des activités interactives et intergénérationnelles.
En cas de pluie, les activités ont eu lieu dans la station de pompage au 173 place D'Youville.
À tous les dimanches, de 13 h à 16 h (8 activités).
De dimanche 8 juillet au 26 août 2018.

Activités à thématique égyptienne
Dimanche 8 juillet
Dimanche 15 juillet
Dimanche 22 juillet
Dimanche 29 juillet

Le mois de l'archéologie
Dimanche 5 août
Dimanche 12 août
Dimanche 19 août
Dimanche 26 août – MARCHÉ PUBLIC, dans l'ambiance du 18e siècle

MARCHÉ PUBLIC, dans l'ambiance du 18e siècle
Pour une 25e édition, le Marché public dans l'ambiance du 18e siècle revient avec plusieurs kiosques, activités, animations pour vous plongez dans la Nouvelle-France. Plusieurs nouveautés seront à l'honneur pour cette édition anniversaires, dont un « Petit marché urbain » faisant écho à l'agriculture urbaine au 21e siècle.
Samedi 25 de 10 h à 20 h et dimanche 26 août de 10 h à 18 h

3. OBJECTIFS

- Accroître le dynamisme et la fréquentation de la rue piétonne;
- Se réapproprier les espaces verts et les espaces publics par les piétons;
- Créer un aménagement urbain attrayant et confortable pour les passants;
- Développer un lieu de convergence vers le quartier historique et un point de départ pour la Promenade Fleuve-Montagne;
- Faire des abords du Musée, un lieu de rencontre et d'activités culturelles pour les travailleurs du Vieux-Montréal;
- Développer des activités en lien avec les expositions et la mission du Musée;
- Développer des partenariats avec des organismes culturels de Montréal, dont les Productions Feux sacrées, SDC Vieux-Montréal, etc.;
- Diversifier les publics en organisant des activités ciblées pour les familles, les jeunes adultes, les travailleurs du Vieux-Montréal et les touristes.

4. FRÉQUENTATION

Le but de ces activités étant de rendre convivial l'environnement du musée afin de le dynamiser; d'inviter le public à découvrir la beauté de la place d'Youville et le quartier historique et de favoriser une augmentation de la fréquentation extérieure et intérieure du Musée. Nous souhaitons, pour 2018, que 70 000 personnes utiliseront l'espace piéton cet été, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière.

5. COMMUNICATIONS

Les communications proposeront un plan de communication sera produit pour l'ensemble des activités de la rue piétonne 2018. De plus, la programmation des activités sera affichée sur la rue piétonne, grâce à des supports vinyles autoportants, dans le but de promouvoir les activités et le caractère dynamique de l'espace.

ANNEXE 1 : BUDGET

Budget des revenus	**$**
Contribution de l'institution	55 500
Contribution Entente MCCQ-Ville	
Subvention du gouvernement fédéral	
Revenus de billetterie, lorsqu'admissibles	
Vente de produits dérivés	
Commandites	10 000
Autres revenus SDC Vieux-Montréal Arrondissement Ville-Marie	 15 000 25 000
TOTAL	**105 500 $**
Budget des dépenses	**105 500 $**
RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	
Design/décoration	3 000
Conception/idéation	5 500
Rédaction/traduction	500
Autres : soutien aux bénévoles	300
SOUS-TOTAL	**9 300 $**
PRODUCTION	
Location (costumes, décors, etc.)	4 500
Fabrication (décors, costumes...)	5 000
Transport	1 000
Coordination	5 000
Animateurs, comédiens, guides, musiciens - Midis musiques - Dimanches Familles - Formule 1 - RDV arts métissés	 20 500 18 000 2 500 5 000
Techniciens (montage/démontage) Ingénieur (plan de fermeture de rues) Agronome Accordeur piano	5 000 4 500 400 400
Sécurité	4 000
Autres [permis]	400
SOUS-TOTAL	**76 200 $**
PUBLICITÉ ET PROMOTION	
Conception et production du matériel de promotion	5 000
Relations de presse	9 000
Placement média	2 000
Affichage	4 000
SOUS-TOTAL	**20 000 $**
TOTAL	**105 500 $**

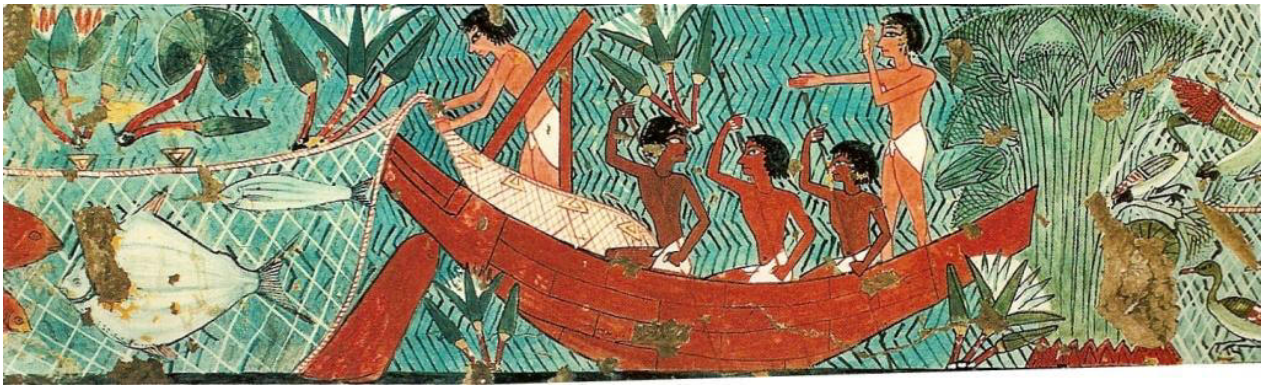
ANNEXE 2 – Inspiration visuelle de l'aménagement





ANNEXE 3 – Inspiration visuelle murale





CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'Arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **Pointe-à-Callières, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 350, rue place Royale, Montréal, QC, H2Y 3Y5 agissant et représentée par Mme Francine Lelièvre, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé.

2. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet de piétonisation 2018.

3. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

4. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

4.1 faciliter la participation à vos activités d'un plus grand nombre de résidantes et résidants de l'arrondissement de Ville-Marie;

4.2 Soumettre le bilan complet de son activité au directeur au plus tard le 30 novembre 2018. Ce bilan devra clairement inclure et indiquer :
- à quelles fins la contribution financière de l'arrondissement a été utilisée en nous remettant copie des factures et des preuves de paiement;
- des photos durant la tenue du projet;
- une revue de presse et autres documents publiés par l'organisme;
- une évaluation de l'achalandage et de l'impact du projet sur l'activité commerciale et la qualité du milieu de vie;
- les recommandations pour la tenue de la prochaine édition du projet (forces, faiblesses, opportunités);
- tout autre information ou documents jugés pertinents

4.3 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

4.4 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.5 **mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site internet de du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie***

4.6 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.7 remettre au Directeur tout rapport ou tout document qu'il peut requérir;

4.8 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme) :
- les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;
- les pièces justificatives pour les sommes d'argent dépensées à même les sommes versées conformément à la présente convention.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'arrondissement et se termine le 31 décembre 2016.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier au montant de quinze mille dollars (15 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.1.2 le deuxième au montant de cinq mille dollars (5 000 $) après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 90 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Alain Dufort
Directeur général adjoint
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Mme Francine Lelièvre,
Directrice générale
Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
350, rue place Royale,
Montréal, QC,
H2Y 3Y5

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

Musée d'Archéologie et d'histoire de Montréal

Par : _____
Francine Lelièvre

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1186890013, cette convention a été approuvée par la résolution CA du conseil, lors de la séance du 10 avril 2018.

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

Francine Lelièvre

(nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal

, une convention avec l'Arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant de vingt milles dollars (20 000 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890013

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Musée des Beaux-arts	39560
2.	Musée McCord	11791
3.	Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal	110842

Financement : Autre

Précision: Veuillez vous référer au GDD 115 420 6005 CA15 240303

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Voici le détail de la demande de financement pour ce dossier: Musée des Beaux-arts (25 000 $); Musée McCord (35 000 $); Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (20 000 $).

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		80 000,00 $						**80 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	01	avril	2018	Date de fin :	31	décembre	2018
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mars 2018 10:18:14

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186890013

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver les conventions, pour l'été 2018, avec le Musée McCord, le Musée des Beaux-Arts et le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) et pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes ;

  D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

  - 25 000 $ au Musée des Beaux-Arts;

  - 20 000 $ au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière);

  - 35 000 $ au Musée McCord;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 80 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		80 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 80 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	06509	61900	000000	0000	000000	028050	00000	00000

- Argent provenant des surplus déjà affectés. Référence: D 1154206005 CA15 240303
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par les demandes d'achat numéros 544166, 544169, 544171
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1183105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

D'autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;
D'autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 16:04

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183105001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie participe à chaque année au Grand Prix du Conseil des arts de Montréal, organisé par le Conseil des arts, qui récompense l'excellence d'un organisme artistique montréalais pour ses réalisations remarquables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1173105001 / CA17 240017 (14 février 2017) : Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 32e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal.
1163105001 / CA16 240009 (9 février 2016) : Autoriser une dépense de 1 050 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 31e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal.

DESCRIPTION

Achat d'une table pour dix personnes pour le 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal au montant de 1 125 $. Cet événement aura lieu le 29 mars 2018 au Palais des congrès de Montréal.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer concrètement au soutien d'organisme œuvrant localement et offrant des services à la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M ROY
Secrétaire de direction

Tél : 514-868-3519
Télécop. : 514-868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-16

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice

Tél : 514-872-7667
Télécop. : 514-868-3292

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1183105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1183105001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-21

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1L9
514 280-3580
grandprix.cam@ville.montreal.qc.ca
www.artsmontreal.org

FACTURE **No. 2018-862-1**

Date: 2018-04-10

Client
Ville de Montréal / Arrondissement de Ville - Marie
800 boul. De Maisonneuve Est 18e étage
Montréal, QC, H2L 4L8
(514) 868-3519 - darchamb@ville.montreal.qc.ca

Description	**Montant**
LE 33e GRAND PRIX : Le 29 mars 2018 Palais des congrès de Montréal	
10 billet(s) @ 112.50$ *	1125.00 $
Grand total	**1125.00 $**
Solde dû :	**1125.00 $**

*** Note**

Les billets pour le Grand Prix du Conseil des arts sont exonérés de toutes taxes étant donné la nature de l'activité.
Le prix net ne donne droit à aucun crédit ou remboursement de taxes sur intrant fédéral ou provincial.

Pour tout solde dû, prière d'émettre votre chèque à l'ordre de :
Conseil des arts de Montréal
et de le faire parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus.
Le solde est payable dans les 30 jours.
Merci.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183105001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Conseil des arts de Montréal	108008

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 125,00 $						**1 125,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Diane Roy

Prénom, nom

Date et heure système : 16 mars 2018 11:44:46

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183105001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

  D'autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 1 125,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		1 125,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 1 125,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306121	07001	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 1 125,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	07001	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante ont été réservés par la demande d'achat numéro 543522

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-20**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.13

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1175179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention avec le Réseau Accorderie et annuler la contribution de 50 000 $ accordée pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud

De résilier la convention se terminant le 31 décembre 2019 avec le Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé et la contribution totale de 50 000$, l'organisme s'étant retiré du projet;
D'approuver le non versement de la somme de 50 000$, prévue à la convention;

D''imputer le non versement conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-16 15:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 décembre 2017	Résolution: CA17 240660

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé et accorder une contribution totale de 50 000 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé;

D'accorder une contribution totale de 50 000$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.32 1175179010

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 décembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1175179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention avec le Réseau Accorderie et annuler la contribution de 50 000 $ accordée pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2017, l'arrondissement a autorisé, par la résolution CA17 240660, une contribution de 50 000$ et a approuvé une convention de deux ans se terminant le 31 décembre 2019, avec le Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé.
Le Réseau Accorderie collaborait à la mise en place de le projet *Communauté soignante* et agissait à titre de fiduciaire pour d'autres partenaires de l'arrondissement, initiateurs du projet. À la suite d'une révision des orientations du projet, le Réseau Accorderie s'est retiré. Afin de favoriser davantage l'ancrage local, un nouveau fiduciaire oeuvrant dans l'arrondissement sera identifié et un nouveau sommaire sera préparé ultérieurement à cet effet.

La convention avec le Réseau Accorderie doit donc être résiliée et les versements prévus doivent être annulés.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1175179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé et accorder une contribution totale de 50 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Réseau Accorderie;
D'accorder une contribution totale de 50 000$ pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-05 13:12

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175179010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé et accorder une contribution totale de 50 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a été approché pour soutenir, dans le cadre d'un projet pilote, la mise en place d'une accorderie dans le quartier Centre-Sud. Une accorderie permet de regrouper les résidents d'un même territoire pour permettre d'échanger entre eux des services divers, sur la base de leurs savoir-faire et ce sans aucune contrepartie financière. Ces services prennent diverses formes : constitution d'un groupe d'achat alimentaire, accompagnement à des rendez-vous, réalisation de travaux domestiques, offre de cours de danse ou de langues, réparations, covoiturage, etc.
Le Réseau Accorderie est constitué actuellement de quatorze accorderies au Québec, dont deux à Montréal. Il compte près de 4 000 adhérents qui proposent plus de 1000 services différents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le projet vise à soutenir l'implantation d'une accorderie dans le quartier Centre-Sud, où une forte proportion de citoyens sont confrontés à des enjeux de pauvreté. Le fonctionnement de l'accorderie est simple : chaque membre AccordeurE met à la disposition des autres ses compétences et son savoir-faire sous la forme d'offres de services. Chaque échange de service est comptabilisé dans une banque de temps, selon le principe « une heure de service rendu vaut une heure de service reçu », quels que soient le service rendu et les compétences exigées. Les membres de la communauté mettent donc de l'avant leurs compétences propres et utilisent l'expertise des autres pour répondre à leurs besoins. Misant sur ce modèle d'échange de service et d'appui communautaire, le projet Accorderie

du Centre-Sud mettra de l'avant le concept de "communauté soignante" dans lequel personnel soignant, patients et citoyens s'engagent ensemble à améliorer la santé de leur communauté et à briser l'isolement social des personnes malades.
Le projet permettra de financer la coordination du projet et la mobilisation citoyenne des futurs membres.

Une présentation du concept et du projet de communauté soignante peut être visionnée au https://youtu.be/0RWJbAmGuFQ.

JUSTIFICATION

Une accorderie est une forme de solidarité et d'entrepreneuriat social, qui favorise la mixité sociale sur un territoire donné et qui répond aussi aux besoins de personnes en situation de pauvreté ou d'isolement. Cette initiative contribuera à générer et à reconnaître la valeur de l'implication citoyenne dans le développement et la transmission des connaissances, de même qu'au sentiment d'appartenance à la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services et activités réalisés à la suite de la mise en place de l'Accorderie dans le quartier Centre-Sud contribueront à l'atteinte des objectifs de l'action 9 « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » inscrits dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les échanges de services et l'éducation par la coopération permettent de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ils renforcent les solidarités entre personnes d'âge, de sexe, de culture et de revenu différents, favorisent la mixité sociale des réseaux et renforcent le sentiment de communauté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe B) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-30

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667

Approuvé le : 2017-12-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Résilier la convention avec le Réseau Accorderie et annuler la contribution de 50 000 $ accordée pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175179010_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Réseau Accorderie pour le développement d'un projet d'accorderie dans le quartier Centre-Sud, intégrant un volet de soins de santé et accorder une contribution totale de 50 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175179010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-05

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention Accorderie 2018-2019.doc

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180318007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ pour la mise en oeuvre de son plan d'action

D'approuver la convention à intervenir avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent en soutien à la mise en oeuvre de son plan de restructuration ;
D'accorder, à la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent, une contribution équivalente aux sommes perçues en cotisation des membres, preuves à l'appui, pour une somme ne dépassant pas 60 000 $. La période allouée pour la perception des cotisations s'établissant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 ;

D'affecter un montant total de 60 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 15:28

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180318007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ pour la mise en oeuvre de son plan d'action

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent regroupe des commerçants et des institutions du domaine de la santé, de l'éducation et de la culture situés sur le territoire du Faubourg Saint-Laurent. Elle a pour mission de promouvoir le développement économique, de stimuler la revitalisation et d'accroître la notoriété et la qualité de vie de son territoire, compris entre les rues Saint-Hubert, Sherbrooke, Saint-Urbain et l'autoroute Ville-Marie. Ses membres, qui contribuent sur une base volontaire au financement de leur association, ont entériné, en 2016, un projet de réorientation qui amènerait la CDU à jouer un rôle économique accru pour le secteur, incluant le Quartier des spectacles.
À cet effet, la CDU Faubourg Saint-Laurent a déposé en 2015 un plan d'action qui a obtenu l'appui municipal. L'arrondissement avait alors consenti un soutien financier de l'ordre de 180 000 $ étalé sur trois ans. La convention relative à ce plan d'action a pris fin en décembre 2017.

En 2016, la mutation de l'organisme vers une société de développement économique a été amorcée, appuyée par l'assemblée générale et par un rapport produit du consultant MCE Conseil, lequel propose un mode de fonctionnement et de gouvernance adapté à la nouvelle mission. La mise en place de la nouvelle structure de la CDU étant toujours à l'étude, l'arrondissement consent à renouveler sa contribution financière pour l'année en cours, notamment parce que les revenus de cotisation sont passés de moins de 20 000 $ en 2015 à près de 24 000 $ en 2017.

La démarche de mutation de la CDU étant aussi appuyée par le Partenariat du Quartier des spectacles et le Service de la culture, la présente vise à renouveler l'appui financier à la démarche de la CDU Faubourg Saint-Laurent pour l'année 2018, aux mêmes termes que ceux inscrits à l'entente 2015-2017, c'est à dire d'accorder une contribution municipale équivalente à ce que les membres de la corporation lui consentiront, preuve à l'appui, jusqu'à concurrence de 60 000 $. En contrepartie, la CDU devra poursuivre la mise en oeuvre de son plan d'action, de sa restructuration et maintenir l'objectif d'accroître le nombre de membres cotisants. Le projet de convention à intervenir avec la CDU Faubourg Saint-Laurent est joint au présent dossier décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240640 - 8 décembre 2015 - Modifier la résolution CA15 240511 afin d'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour les clauses concernant les dates de versements monétaires et de délai de résiliation ;
CA15 240511 - 13 octobre 2015 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $;

CA14 240560 - 14 octobre 2014 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 40 000 $ **;**

CA12 240102 - 6 mars 2014 - Approuver les conventions avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et le Regroupement des commerçants et propriétaires de la rue Ontario pour les appuyer dans la réalisation de leur plan d'action 2012 et d'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à chacun des organismes ;

CA13 240553 - 2 octobre 2013 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 janvier 2014, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 40 000 $.

DESCRIPTION

La principale source de financement de la CDU provient des cotisations que lui consentent les entreprises et les institutions de son territoire. Depuis 2015, le soutien octroyé par l'arrondissement s'établit à 1$ pour chaque dollar obtenu en cotisations par la corporation auprès de ses membres volontaires. La présente vise à renouveler les termes de ce financement pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018, jusqu'à un maximum de 60 000 $. Ce soutien financier vise à soutenir l'organisme dans la mise en oeuvre de son plan de restructuration et de croissance, tel qu'amorcé en 2016. Les dépenses autorisées comprennent : le loyer, les salaires, les frais généraux d'administration, les honoraires professionnels liés à l'administration courante, la représentation ainsi que toute démarche de mise en valeur du Faubourg Saint-Laurent.
L'octroi des sommes rattachées au soutien consenti par l'arrondissement est cependant conditionnel à ce que la corporation dépose la preuve des cotisations qu'elle aura perçu. Le dernier versement nécessite la production d'un bilan des réalisations de l'année dans les objets financés par l'entente à intervenir.

JUSTIFICATION

Le soutien financier municipal permettra à la Corporation de développement urbain Faubourg Saint-Laurent de mettre en oeuvre un plan d'action compatible avec les objectifs visés par l'arrondissement et ses partenaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Affecter un montant de total de 60 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion du projet est prévue dans la convention avec l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-27
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Marc LABELLE Directeur	
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-2698 **Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ pour la mise en oeuvre de son plan d'action

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles



Convention_CDU2018.docx

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305, succursale centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8 agissant et représentée par madame Nadine Gelly, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour obtenir un soutien financier au fonctionnement.

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier de contrepartie correspondant à 1$ de subvention pour chaque dollar de cotisation perçu de ses membres par l'Organisme au cours de l'année.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour soutenir son fonctionnement et ce, dans le but de :

- Stimuler l'activité économique et la synergie entre les établissements;
- Assumer le leadership d'un nouveau modèle de gouvernance pour le territoire de l'Organisme;
- Améliorer l'aspect physique et l'expérience du quartier;
- Assurer le développement du quartier;
- Assurer la mise en œuvre du plan de transition de l'Organisme vers une société de développement économique.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 5 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses de fonctionnement;

3.2 tenir un registre comptable distinct faisant état de l'affectation des sommes versées par l'Arrondissement;

3.3 conserver toutes les pièces justificatives reliées aux dépenses effectuées couvertes par la présente convention;

3.4 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.5 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publications, annonces, publicités imprimées, médias électroniques, communiqués, site Internet, etc.) relatives aux activités de l'Organisme et correspondant aux paramètres décrits dans le document présenté à l'**Annexe A**.

3.6 soumettre à l'Arrondissement un bilan annuel des activités de l'Organisme avant le 1er mars de l'année suivante. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée. Advenant que le total des subventions versées par la Ville à l'Organisme soit égal ou supérieur à 100 000$, l'Organisme devra présenter des états financiers vérifiés, conformément à la *Loi sur les*

cités et villes. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou pièces justificatives;

3.7 prendre toutes les mesures requises pour éviter des situations de conflit d'intérêts et, à cette fin, notamment informer, par écrit, le Directeur de tout contrat conclu ou devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec l'Organisme;

3.8 prendre fait et cause pour l'Arrondissement dans toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la présente convention et le tenir indemne de tout jugement ou décision qui pourrait être prononcé à son encontre, en capital, intérêts et frais.

4. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives.

5. CLAUSES FINANCIÈRES

5.1 La somme constitue un financement de contrepartie correspondant à 1 $ de contribution de l'Arrondissement pour chaque 1 $ de cotisations des membres de l'Organisme. La somme à verser par l'Arrondissement est calculée sur la base des informations et pièces justificatives fournies par l'Organisme. La contribution financière totale ne pourra dépasser 60 000 $ pour l'année en cours.

5.2 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), payable en trois versements :

5.2.1 Un premier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues, preuves à l'appui, entre le 1er janvier et le 31 mai 2018, dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement.

5.2.2 Un deuxième versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues entre le 1er juin et le 31 octobre 2018, après réception des preuves de cotisation perçues ;

5.2.3 Un troisième et dernier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues entre le 1er novembre et le 31 décembre 2018 après réception des preuves de cotisation ainsi que du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.6 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pourront être exigées;

5.3 La responsabilité financière de l'Arrondissement ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 5.1.

5.6 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

5.7 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

6. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'Organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

6.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission;

iv) si l'Organisme fait ou a fait l'objet, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants ou administrateurs de poursuites judiciaires aptes à mettre en cause le versement du soutien financier

v) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 6.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à v) du paragraphe 6.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7. RÉSILIATION

7.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 6 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

7.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

7.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

8. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Marc Labelle, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Nadine Gelly
Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent
209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305
Succursale centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

9. CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celui-ci ou le lier de quelque autre façon.

9.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

Par : _____
Nadine Gelly, présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1180318007, cette convention a été approuvée par la résolution CA18 xxx_____ du conseil, lors de la séance du 10 avril 2018.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

Nadine Gelly

(Nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

, une convention avec l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant maximal de soixante mille dollars (60 000 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)

ANNEXE A

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

PARTENAIRES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une entente de partenariat ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement urbain du Faibourg Saint-Laurent	2683

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		60 000,00 $						**60 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	janvier	2018	Date de fin :	01	décembre	2018

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 22 mars 2018 14:44:31

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  D'approuver la convention à intervenir avec la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent en soutien à la mise en oeuvre de son plan de restructuration ;

  D'accorder, à la Corporation de développement urbain (CDU) Faubourg Saint-Laurent, une contribution équivalente aux sommes perçues en cotisation des membres, preuves à l'appui, pour une somme ne dépassant pas 60 000 $. La période allouée pour la perception des cotisations s'établissant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 ;

  D'affecter un montant total de 60 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 60 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		60 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 60 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 60 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306105	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544606
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 17 500 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse ;
D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 17 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 15:27

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184105004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 17 500 $

CONTENU

CONTEXTE

La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. a pour mission d'offrir un milieu de vie dynamique aux jeunes de 11-17 ans, habitant le quartier Centre-Sud où les jeunes sont encouragés à actualiser leur potentiel, à développer leur sens des responsabilités et à faire l'apprentissage de la démocratie.
Le présent dossier vise à approuver la convention et octroyer une contribution financière de 17 500 $ pour l'année 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240164 (1155986005) : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2016, avec la Maison des jeunes Quinka-Buzz pour le programme Génération jeunesse volet Maison de jeunes et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000 $
CA17 240016 (1155986005) : Approuver la convention modifiée avec la Maison des jeunes Quinka-Buzz à l'égard des dates de début et de fin dans le cadre du programme Génération jeunesse - volet Maison de jeunes, soit du 1er mars au 31 décembre 2017

CA17 240454 (1155986005) : Modifier la résolution CA17 240016 afin d'accorder une contribution supplémentaire de 7 500 $ à la Maison des jeunes Quinka-Buzz dans le cadre du programme Génération jeunesse - volet Maison des jeunes et modifier la convention

DESCRIPTION

La Maison des jeunes Quinka-Buzz offre gratuitement aux jeunes de 11 à 17 ans du district Sainte-Marie un local ouvert du mardi au vendredi où ils peuvent participer à des activités libres ou encadrées.
Le projet vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, caractérisé en 3 thématique, soit "vivre en santé", "vivre en société" et "vivre cultivé". Par le soutien des intervenants, les jeunes sont appelés à cheminer dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets. C'est un milieu pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action et sont encouragés.es à actualiser leur potentiel et à développer leur sens des responsabilités, entre autre en faisant la programmation à

chaque mois. Les jeunes sont sensibilisés.es à la vie de groupe, à prendre conscience de l'impact de leurs comportements sur ce dernier et sur l'environnement en général afin de les outiller le mieux possible pour leur vie adulte.
Par la signature de cette convention, l'arrondissement accorde une contribution financière à l'organisme de 17 500 $ pour la réalisation du programme jeunesse pour l'année 2018.

JUSTIFICATION

Durant l'année 2017, excluant la période estivale (juillet et août), l'organisme a été ouvert du mardi au jeudi de 15h30 à 20h et le vendredi de 15h30 à 20h30. Lors de la saison estivale, les heures d'ouverture étaient du mardi au vendredi de 13h à 19h. En tout en partout, pour l'année 2017, les jeunes ont pu bénéficier de l'ouverture de la Maison de jeunes plus 900 heures ;
En 2017, les fréquentations étaient de 2 721, soit sensiblement le même qu'en 2016 qui étaient de 3 055, mais nettement supérieures à l'année 2015 qui étaient de 702.
Pour 2018, l'arrondissement a donné comme objectif à l'organisme de maintenir le nombre de fréquentations atteint au courant des deux dernières années.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 17 500 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En participant aux différentes activités de loisirs proposées, ces jeunes expérimentent et vivent l'amélioration de leur cadre de vie individuel et social.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur son site internet et sur sa page Facebook.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
Remise à la DSLDS de la programmation mensuelle.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 868-4182
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 17 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184105004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles



Convention : QB_2018_convention.doc



Annexe 1 : QB_2018_demande_financement.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA MAISON DES JEUNES QUINLA-BUZZ INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2102, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N7, agissant et représentée par madame Isabelle Champagne, directrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
Numéro d'organisme de charité : 107593162 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens critiques, actifs et responsables.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Jeunesse **;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet ;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet ;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant ;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte ;

2.6 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-sept mille cinq cent dollars (17 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile,

accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que

telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9

REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2102, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC.

Par : _____
Isabelle Champgane, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2018 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Demandes de soutien financier

Programme Jeunesse

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Sur demande selon les disponibilités						

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



- Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : **La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.**

Tableau des versements Année 2018					
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**		
		À la signature de la convention	**au plus tard le 15 septembre**		
2018	**17 500,00 $**	15 750,00 $	1 750,00 $		

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME JEUNESSE

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation d'activités	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Annuelle	Le 1er décembre
Plan d'action	Annuelle	Le 1er décembre
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Selon la fréquence entendue
Rapport d'incident ou d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

SOUTIEN FINANCIER

Programme Jeunesse

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2018 ☐ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

QuinkAdos

Nom de l'organisme

Maison des jeunes Quinka-buzz

Ville-Marie Montréal

SOUTIEN FINANCIER
Programme Jeunesse

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : La Maison des jeunes Quinka-buzz inc

N° d'enregistrement (NEQ) : 1142339499 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 19/03/81

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Isabelle Chamapgne Titre : Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2102 Local : Rue : Fullum

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2K 3N7

Téléphone : 514-524-3008 Poste n°

Courriel : mjquinkabuzz@hotmal.com Site Web : www.mjquinkabuzz.com

TPS : 10759 3162 RT 0001 TVQ : 1006 359767 TQ 0001 # Charité : 107 593-162 RR

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

La maison des jeunes est une association de jeunes et d'adultes qui se sont donné la mission, sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens critiques, actifs et responsables.

Description du projet (synthèse) :

Offrir aux adolescents du quartier un milieu de vie dynamique et à leur image, en les impliquant dans tous les paliers de gouvernance et de décisions de la maison des jeunes. Le projet vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, que nous catégorisons en 3 thématiques: vivre en santé, vivre en société et vivre cultivé. C'est par le développement de liens significatifs avec les intervenants.es et leur soutien qu'il est possible de faire cheminer les jeunes dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets. C'est un milieu pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action et sont encouragés.es à actualiser leur potentiel et à développer leur sens des responsabilités, entre autre en faisant la programmation à chaque mois. Les jeunes sont sensibilisés.es à la vie de groupe, à prendre conscience l'impact de leurs comportements sur ce dernier et sur l'environnement en général afin de les outiller le mieux possible pour leur vie adulte.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales par les jeunes	Intervenir sur les comportements individuels et groupaux des jeunes en instaurant un environnement favorisant l'adoption de saines habitudes de vie afin de rendre les choix durable	10 Ateliers culinaires Faire du sport au moins 1x/semaine implication dans au moins 2 événements de quartier Offrir de 4 ateliers thématiques éducatifs Faire 12 sorties de groupe Effectuer 10 activités conjointes avec d'autres organismes Effectuer une fois par mois l'entretien des locaux
2. La découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiée	Favoriser l'accès des jeunes à la culture au sens large	Chaque mois, en conseil de jeunes relayer aux membres les nouvelles tendances en loisirs qui nous parviennent. Faire découvrir 10 nouvelles recettes lors des ateliers culinaires. Participation à 3 festivals Faire 10 ateliers d'art et de créativité Inciter les jeunes à partager leur passion aux autres jeunes de façon quotidienne Faire 8 ateliers musique/montage vidéo/photo
3. L'implication des jeunes dans les processus décisionnel	Rendre les jeunes critiques, actifs et responsables en les familiarisant avec les mécanismes démocratiques	Avoir au moins 2 jeunes sur le conseil d'administration, Tenir un conseil de jeunes chaque mois, prendre des décisions par vote établir en groupe le calendrier du mois suivant discuter en groupe des choses à mettre en place pour maintenir leur milieu de vie agréable, participation aux entrevues d'embauche s'il y lieu, Choisir l'horaire d'ouverture (2x/an) Mise en place d'au moins 4 comités pour organiser des activités Participer à un conseil d'arrondissement
4. Le renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances	Favoriser la prise ne charge des jeunes tant qu'à leur temps de loisir	Établir 1x/mois la programmation par les jeunes présents.es au conseil de jeunes. Inclure dans la programmation les actions décrites aux points 1, 2, 3 et plus encore.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Vivre en santé (voir actions à l'objectif 1)	75	Maison des jeunes, parc, autres organismes, gymnase	450	50	7
Vivre cultivé(voir actions à l'objectif 2)	60	maison de jeunes, autres organisme, quartier des spec	550	50	7
Vivre en société (voir actions objectifs 3 et 4)	180	Maisons de jeunes, en sorties extérieures, etc	800	50	18h30

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Transmettre l'information provenant de l'arrondissement aux membres
Participer aux Rendez-vous interculturels et Squat ton parc
Faire des portes ouvertes durant la semaine des maisons de jeunes
Participer à un conseil d'arrondissement
Participer selon notre horaire aux fêtes de quartier
Confectionner des buffets pour des événements de quartier

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine	1x par mois	2h
Aréna	1x par mois	1h30
gymnase	1x par mois	1h30

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		☐	☐	
	Précisez				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	35 000	☐	☒	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	0			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Contribution de l'organisme	106 900	☐	☒	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		141 900			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Direction	35hx25$x50 semaines +20%	52500	7200
	Animateur social	35x17$x50 semaines+ 20%	35700	4900
	Animatrice sociale	35x17$x50 semaines+ 20%	35700	4900
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		123900	17 000
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	matériel d'animation		4500	4500
	transport		3500	3500
	droits d'entrée		4000	4000
	Publicité		1000	1000
	Lunch		1500	1500
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		14500	14500
MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		3500	3500
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			141 900	35 000

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné _____

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Jeunesse**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

_____ _____

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention | date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Programmation

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☐ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le _____ :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Jeunesse**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.	119429

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		17 500,00 $						**17 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	janvier	2018		1	décembre	2018

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 11:02:35

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse ;

  D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 17 500 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 17 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		17 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 17 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544363

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186937004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 82 782,00 $ à Excavation R. Lécuyer & fils inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 82 782,00 $, à Excavation R. Lécuyer & fils inc. , le plus bas soumissionnaire conforme, pour une période d'environ un an, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 82 782,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 11:49

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186937004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 82 782,00 $ à Excavation R. Lécuyer & fils inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'équipement servira principalement à travailler avec l'équipe interne responsable de la reconstruction des trottoirs en béton, elle pourra également à l'occasion être utile pour les travaux d'aqueduc et d'égout dans l'arrondissement de Ville-Marie

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Accorder un contrat de 48 685.59 $ à Location Guay (9154-6937 Qc inc.) au taux horaire de 76,99$ / heure (pour un maximum de 550 heures) pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc et d'égout dans l'arrondissement, (appel d'offres sur invitation VMI-17-015 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

L'appel d'offre sur invitation, VMI-18-003, pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs, là où requis, dans l'arrondissement Ville-Marie a été lancé le 21 février 2018.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 6 mars 2018 et a été réalisée par le service du greffe de l'arrondissement Ville-Marie.

4 entrepreneurs ont été invités à soumissionner sur cet appel d'offres sur invitation.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de quatre (4) entrepreneurs invités, deux (2) entrepreneurs ont déposés une soumission.
L'analyse des prix soumis relève qu'une soumission est légèrement inférieure à notre estimation et que l'autre est supérieure.

Le soumissionnaire le plus bas est inférieur à notre estimation de 2 069,55$, soit 2,4%. La raison est que nous avions basé notre estimation sur un taux à 82$ de heure.

Le plus bas soumissionnaire à décidé de soumettre un prix à 80$ de l'heure.

Notre estimation était basé sur le taux horaire que nous avions en vigueur en 2017 (76,99 $ / hre), taux que nous avons majoré de 5$ de l'heure.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Taxes	Total
1. Excavation R. Lécuyer & fils inc.	72 000,00 $	10 782,00 $	82 782,00 $
2. 9154-6937 Québec Inc. Location Guay inc.	85 455,00 $	12 796,88 $	98 251,88 $
Dernière estimation réalisée	73 800,00 $	11 051,55 $	84 851,55 $
Coût moyen des soumissions conformes			90 516,94 $
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			9,3%
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			15 469,88 $
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			18,7%
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(2 069,55 $)
(la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-2,4%
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			15 469,88 $
(la deuxième plus basse – la plus basse)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			18,7%

Présentement nous avons un contrat similaire d'actif avec Location Guay (VMI-17-015), de ce contrat il reste environ 270 heures des 550 heures de rétrocaveuse que contenait ce contrat.

Nous utilisons présentement ce contrat lorsque nous avons besoin d'une rétrocaveuse. Lorsque les heures de disponible dans ce contrat seront épuisées, nous commencerons à utiliser les heures qui seront disponible avec Excavation R. Lécuyer & fils inc.(900 heures)

La majorité des heures de rétrocaveuse servent et serviront à la reconstruction des trottoirs en béton et l'équipe de béton de l'arrondissement avec les employés internes.

Nous avons augmenté considérablement le nombre que nous croyons qu'il sera nécessaire d'utiliser. L'an dernier était la première année de l'équipe de trottoir avec les employés internes, ils ont donc commencer à utiliser la rétrocaveuse très tard dans la saison, le temps que les employés soient formés et que les équipements soient achetés

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce montant sera entièrement assumée par l'arrondissement de Ville-Marie et cette dépense sera imputée conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-19

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186937004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 82 782,00 $ à Excavation R. Lécuyer & fils inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186937004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe et responsable des services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

DEVIS TECHNIQUE

LOCATION D'UNE RÉTROCAVEUSE AVEC OPÉRATEUR, ENTRETIEN ET ACCESSOIRES POUR RÉALISER DES TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT, TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2018-02-21

TABLE DES MATIÈRES

1. DESCRIPTION 3
2. GÉNÉRALITÉS 3
3. TRACTEUR 3
4. CHARGEUR 4
5. RÉTROCAVEUSE 4
6. ACCESSOIRES 4

2. DURÉE DU CONTRAT 5
3. FORMULE DE PRIX 5
4. ASSURANCE - RESPONSABILITÉ CIVILE 5
5. RESPONSABILITÉ DE L'ADJUDICATAIRE 6
6. DISPONIBILITÉ ET AFFECTATION DES APPAREILS 6
7. HEURES DE LOCATION ET COMPENSATION 7
8. HORAIRE DE TRAVAIL 7
9. COMPÉTENCES DES OPÉRATEURS 7
10. DIRECTIVES D'OPÉRATION 8
11. DOCUMENTS ET INFORMATIONS FOURNIS PAR L'ADJUDICATAIRE 8
12. EFFICACITÉ DES APPAREILS 9
13. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 9

1. DESCRIPTION

1.1. Rétrocaveuse (pépine) avec accessoires et aux conditions exigées au présent devis. _____

1.2. Une rétocaveuse sept jours par semaine. _____

1.3. Pour l'attribution de ce contrat, l'arrondissement s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat par appareil au plus bas soumissionnaire conforme. _____

1.4. Marques et modèles de référence :

John Derre 410 J
Caterpillard 430 E
Komatsu 156 PS-5

avec les caractéristiques et l'équipement exigé au présent devis.

Marque :_____
Modèle :_____

1.5. Usage : coupe d'asphalte, béton, excavation, remblai, pour l'entretien et la réparation de conduite d'aqueduc ou d'égout, reconstruction de trottoirs dans l'arrondissement Ville-Marie. _____

2. GÉNÉRALITÉS

2.1. D'autres marques et modèles de rétrocaveuses que ceux indiqués à l'article 1.3 pourront être considérés, cependant ils devront se conformer aux exigences du devis, les modèles spécifiés serviront de base comparative. _____

3. TRACTEUR

3.1. Réservoir de carburant d'une capacité suffisante pour assurer une autonomie de dix heures. _____litres

3.2. Éclairage et signalisation conforme au règlement du gouvernement canadien NSVAC)CMVSS), au code de la sécurité routière du Québec ainsi qu'au spécification suivante. _____

3.2.1. Feux de position et de direction avant et arrière avec commande pour action simultanée. _____

3.2.2. Quatre phares orientés vers l'avant pour l'éclairage de la route et de l'aire de travail. _____

3.2.3.	Quatre phares orientés vers l'arrière pour l'éclairage de l'aire de travail de la rétrocaveuse.	_____
3.2.4.	Deux feux de recul.	_____
3.2.5.	Gyrophare monté sur le toit.	_____
3.2.6.	Avertisseur sonore de recul.	_____
3.2.7.	Triangle indicateur de marche lente, installé à une hauteur de 600 mm à 1800 mm (mesuré du sol jusqu'à la base du panneau.	_____
4.	**CHARGEUR**	
4.1.	Benne chargeuse d'une capacité volumétrique nominale de 1.25 vg^3	_____ vg^3
5.	**RÉTROCAVEUSE**	
5.1.	Muni d'une flèche télescopique et d'un dispositif d'attache rapide hydraulique contrôlé à partir de la cabine pour les divers accessoires tels que godets, brise-béton.	_____
5.2.	L'arc de rotation de 180° (degrés) au minimum.	_____
5.3.	Deux godets avec dents et dispositif d'attache rapide seront fournis : Un de 18 pouces Un de 24 pouces	_____
6.	**ACCESSOIRES**	
6.1.	<u>Un brise béton</u> Marque et modèle de référence **Tramac SC42**	Marque :_____ Modèle :_____
6.1.1.	Avec un (1) outil de perforation type " B ", burin standard.	_____
6.1.2.	Le débit hydraulique destiné au brise-béton devra être ajusté à la valeur optimale requise par cet accessoire.	_____

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet la réception de proposition pour des services de location de d'une rétrocaveuse avec équipement, accessoires et opérateur pour procéder à des travaux d'excavation reliés à l'aqueduc, égout, trottoirs à la voirie de l'arrondissement de Ville-Marie

2. DURÉE DU CONTRAT

La durée prévue du contrat est d'environ 12 mois. Pour un total de 900 heures, l'arrondissement ne garantie pas un minimum d'heure pour chacune des semaines. Il est possible qu'une semaine la pépine ne soit pas nécessaire et que la semaine suivante, elle soit nécessaire pour cinquante heures.

3. FORMULE DE PRIX

La forme de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de prix unitaire, taux horaire.

Les prix demandés sont des taux horaires en dollars canadien. Les taux unitaires soumissionnés incluent les accessoires, la main d'œuvre, la dépréciation, l'inflation, l'intérêt sur l'investissement, les assurances, le remisage, l'entretien, la réparation, la lubrification, le carburant, l'administration, le salaire de l'opérateur ainsi que les avantages sociaux et autres frais connexes au salaire, les coûts de transport et profits ainsi que tout autre coût inhérent à la réalisation du mandat.

4. ASSURANCE - RESPONSABILITÉ CIVILE

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) la protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

   - à une personne;
   - à plus d'une personne;
   - à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les travaux exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours suivants la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » inclus au cahier des charges dûment et originalement complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat.

Si l'adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur la police d'assurance selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

- D'annuler le présent contrat en tout temps, et ce, sans préavis, ou.

- De constater son défaut, d'en aviser la caution et exécuter les travaux à leurs frais. Dans un tel cas, le fournisseur et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

5. RESPONSABILITÉ DE L'ADJUDICATAIRE

L'adjudicataire s'engage à respecter, dans l'exécution de tout contrat, les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur au Québec, de même qu'à détenir les permis et les enregistrements requis.

L'adjudicataire est responsable de son personnel et de tout dommage causé par la machinerie aux propriétés de la Ville, d'une compagnie ou des particuliers incluant notamment les bris de conduits des services d'utilités publics ou pouvant survenir à la machinerie en cours d'opération.

L'adjudicataire est le seul responsable des travaux, des accidents ou dommages qui pourraient survenir par des défectuosités de travail, défaut d'entretien, d'outils, de machine, d'appareils, de procédés ou de produits.

L'adjudicataire doit être titulaire d'une licence en règle de la Régie du bâtiment du Québec.

L'adjudicataire est seul responsable, il doit tenir indemne et garantir la Ville concernant toutes réclamations ou poursuite résultantes de dommages causés à une personne ou à tous biens quelconques.

Durant la période du contrat, l'appareil et ses équipements et accessoires doivent respecter les normes de performances du constructeur et l'usure de toutes composantes (ex :articulation, pièces mécaniques, etc.)

Le soumissionnaire doit fournir, avec sa soumission, la documentation technique de la rétrocaveuse et de tous les accessoires demandés : les godets additionnels, le brise-béton, la plaque vibrante hydraulique, etc.

6. DISPONIBILITÉ ET AFFECTATION DES APPAREILS

L'équipement visé par l'appel devra se rendre à l'endroit du rendez-vous et à l'heure fixée par le représentant du Directeur.

7. HEURES DE LOCATION ET COMPENSATION

Les heures de location seront calculées à compter de l'heure et l'endroit fixé par le représentant du Directeur lors d'un appel de service.

Seules les heures effectivement travaillées seront payées. La Ville garantit un minimum de quatre (4) heures travaillées dans une journée lorsque l'opérateur ainsi que l'équipement se déplacent sur le chantier.

Les heures travaillées sont les heures réellement travaillées excluant les transports de la machinerie au lieu de remisage, au lieu du travail ainsi que leur retour, les heures de repas, et les heures d'entretien ou de réparation de la machinerie sur le lieu du travail.

Les machines seront payées conformément aux taux horaires soumis suivant la règle « Temps fait = temps payé ».

Lorsque le Directeur mettra fin à la demande de service, avant même que l'opérateur n'ait débuté, et que ce dernier se soit rendu sur le lieu des travaux avec la rétrocaveuse, l'adjudicataire recevra alors à titre de compensation un montant équivalent à trois (3) fois le taux de l'opérateur et l'appareil (donc 3 heures payables pour les frais de mobilisation en cas d'annulation avant le début).

8. HORAIRE DE TRAVAIL

L'entrepreneur sera en opération principalement la semaine, du lundi au jeudi entre 7 h 00 à 15 h 45 et le vendredi de 7 h 00 à 18 h 00, En dehors de ces périodes, il est possible que la ville ait, occasionnellement, besoin de l'équipement.

9. COMPÉTENCES DES OPÉRATEURS

Les opérateurs doivent avoir un minimum d'expériences en milieu urbain haute densité (utilités souterraines) dans les travaux d'égouts, d'aqueduc et détenir une carte de compétence (certificat de qualification) de la Commission de la construction du Québec (CCQ) pour tous les travaux où la commission requiert sans quoi le donneur d'ouvrage pourra annuler le contrat de location, et ce, sans payer aucuns frais de transport pour la machine concernée.

Les opérateurs doivent détenir une attestation prouvant que le cours de sécurité, obligatoire pour avoir accès aux chantiers de construction, a été suivi. Ce certificat doit être présenté sur demande du Directeur.

L'entrepreneur devra avoir à sa disposition deux (2) opérateurs qualifiés pour la machinerie louée par la Ville. Les opérateurs devront être disponibles en tout temps, et à la suite de l'appel d'un représentant de la Ville, un maximum de trois (3) heures sera alloué à l'opérateur pour qu'il se rende

sur les lieux du travail. L'opérateur attitré à une zone devra être le même pour toute la durée du contrat afin d'assurer l'autonomie et la performance des opérations d'excavation.

Tout opérateur qui aura accumulé une période de quatorze (14) heures de travail continu devra être relevé de ses fonctions afin de jouir d'une période de repos d'au moins huit (8) heures consécutives.

L'entrepreneur ne devra employer, pour l'exécution des travaux, que des opérateurs d'habilités reconnues et d'en faire la preuve. L'inhabilité, l'incompétence et les erreurs de manœuvre de l'opérateur pourront entraîner son renvoi.

Les opérateurs attitrés d'habilités reconnues devront être les mêmes autant que soit possible, pour toute la durée du contrat, afin d'assurer l'autonomie et la performance dans les opérations d'excavation.

10. DIRECTIVES D'OPÉRATION

Pendant les heures d'exécution des travaux, l'opérateur et la machinerie relèvent du représentant du Directeur. Les opérateurs doivent donc se conformer aux directives émises par les contremaîtres de l'unité pour laquelle il travaillera, soit la Division de la voirie qui relève de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

11. DOCUMENTS ET INFORMATIONS FOURNIS PAR L'ADJUDICATAIRE

Dès la signature du contrat, le prestataire de services doit nommer la personne responsable de la location de l'appareil et fournir ses coordonnées au représentant du Directeur du service de la voirie de l'arrondissement de Ville-Marie.

Lors du début de la période de location contractuelle, l'adjudicataire doit fournir au représentant du Directeur du service de la voirie :

1. La preuve qu'il est propriétaire des équipements qu'il désire offrir en location;

2. Une copie des documents suivants :

Certificat d'immatriculation de l'équipement;

Certificat et rapport de vérification mécanique de l'Équipement;

Contrat d'assurance dont les limites globales minimales de l'Assurance responsabilité civile sont de deux millions dollars (2 000 000 $) par appareil pour chaque sinistre, accidents,

dommages matériels ou corporels.

Fiches techniques de l'appareil et ses accessoires tel que spécifié dans le bordereau de soumission. Tous les renseignements techniques fournis sous forme de dessins, de fiches ou de notices doivent êtres en français ou doivent comporter une version française.

3. Le numéro d'identification au Registre des propriétaires et des exploitants des véhicules lourds émis par CTQ (Comission du Transport du Québec);

4. Deux numéros de téléphone et numéro de télécopieur pour les appels de services;

5. Une adresse courriel;

6. Une liste des opérateurs assignés à l'appareil loué et le détail de leur expérience avec celui-ci afin d'en assurer le remplacement de l'opérateur régulier;

7. Une copie du permis de conduire valide au Québec de chacun des opérateurs;

8. Une copie de la carte de compétence (certificat de qualification) délivrée par la CCQ de chacun des opérateurs.

12. EFFICACITÉ DES APPAREILS

Les bris ou arrêts fréquents de l'appareil loué et la vétusté de celui-ci entraîneront l'annulation du présent contrat.

13. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Conformément au manuel du Code de sécurité pour les travaux de construction du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre de la province de Québec et des règlements du transport en vigueur au Québec, l'entrepreneur prestataire de services devra se conformer aux règles de sécurité en vigueur à ces lois et codes.

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les précautions exigées par la Loi sur la santé et la sécurité au travail pour protéger la santé et assurer la sécurité de ses employés et du public.

À chaque fois qu'il est requis par le Directeur, l'entrepreneur doit fournir dans un délai de quinze jours (15) les documents attestant qu'il est conforme à la Loi sur la santé et la sécurité du travail au Québec et qu'il est en règle avec la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST).

L'entrepreneur devra informer ses opérateurs des règles de sécurité établies et exigées par la Ville, de leur obligation de les respecter, ainsi que toute nouvelle information reçue.

L'entrepreneur devra donc s'assurer que tous les opérateurs portent les moyens de protection individuelle requis dans un chantier (casque, bottes en acier, dossards, lunette, protection auditive etc.)

Le Directeur peut à tout moment procéder à des observations des règles de sécurité et exiger immédiatement d'apporter les actions correctives nécessaires. Si les règles de sécurités ne sont pas respectées par l'entrepreneur, la Ville peut, en tout temps, se prévaloir de mettre fin au contrat.

L'utilisation de cellulaire, lecteur de musique ou autre appareil pouvant nuire à l'exécution sécuritaire des travaux, est proscrite à l'Exception des périodes de pauses ou d'attente.

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8		Appel d'offres sur invitation VMI-18-003

Addenda 1

Appel d'offres sur invitation nº VMI-18-003

LOCATION D'UNE RÉTROCAVEUSE AVEC OPÉRATEUR, ENTRETIEN ET ACCESSOIRES POUR RÉALISER DES TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT, TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Le présent addenda comprend 1 page et fait partie des documents contractuels

<u>Clarification 1</u> : La totalité de l'article numéro 5. Responsabilité de l'adjudicataire (page 6 de 10) est remplacée par le texte suivant :

L'adjudicataire s'engage à respecter, dans l'exécution de tout contrat, les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur au Québec, de même qu'à détenir les permis et les enregistrements requis.

L'adjudicataire est responsable de son personnel et de tout dommage causé par la machinerie aux propriétés de la Ville, d'une compagnie ou des particuliers incluant notamment les bris de conduits des services d'utilités publics ou pouvant survenir à la machinerie en cours d'opération.

L'adjudicataire n'a pas à être titulaire d'une licence en règle de la Régie du bâtiment du Québec, mais les opérateurs de l'équipement doivent détenir une carte de compétence (certificat de qualification) de la Commission de la construction du Québec. (CCQ)

L'adjudicataire est seul responsable, il doit tenir indemne et garantir la Ville concernant toutes réclamations ou poursuite résultantes de dommages causés à une personne ou à tous biens quelconques.

Durant la période du contrat, l'appareil et ses équipements et accessoires doivent respecter les normes de performances du constructeur et l'usure de toutes composantes (ex :articulation, pièces mécaniques, etc.)

Le soumissionnaire doit fournir, avec sa soumission, la documentation technique de la rétrocaveuse et de tous les accessoires demandés : les godets additionnels, le brise-béton, la plaque vibrante hydraulique, etc.

27 février 2018

Ville-Marie Montréal

Bordereau des prix
Soumission : VMI-18-003
Version du : 2018-02-21

LOCATION D'UNE RÉTROCAVEUSE AVEC OPÉRATEUR, ENTRETIEN ET ACCESSOIRES POUR RÉALISER DES TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
Location d'une rétrocaveuse selon le devis	900	HEURE		

Total _____

Total T.P.S _____

Total T.V.Q. _____

Total taxes incluses _____

Signature : _____

Nom de l'entreprise : _____

Copie originale

Ville-Marie
Montréal

Bordereau des prix
Soumission : VMI-18-003
Version du : 2018-02-21

LOCATION D'UNE RÉTROCAVEUSE AVEC OPÉRATEUR, ENTRETIEN ET ACCESSOIRES POUR RÉALISER DES TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
Location d'une rétrocaveuse selon le devis	900	HEURE	80.00	72000,00

Total	72000.00
Total T.P.S	3600,00
Total T.V.Q.	7182.00
Total taxes incluses	82782.00

Signature : Yvon Lecuyer

Nom de l'entreprise : EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC

1.	**DESCRIPTION**	
1.1.	Rétrocaveuse (pépine) avec accessoires et aux conditions exigées au présent devis.	CONFORME
1.2.	Une rétocaveuse sept jours par semaine.	
1.3.	Pour l'attribution de ce contrat, l'arrondissement s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat par appareil au plus bas soumissionnaire conforme.	
1.4.	Marques et modèles de référence : **John Derre 410 J** **Caterpillard 430 E** **Komatsu 156 PS-5** avec les caractéristiques et l'équipement exigé au présent devis.	Marque : JOHN DEERE Modèle : 410K.
1.5.	Usage : coupe d'asphalte, béton, excavation, remblai, pour l'entretien et la réparation de conduite d'aqueduc ou d'égout, reconstruction de trottoirs dans l'arrondissement Ville-Marie.	
2.	**GÉNÉRALITÉS**	
2.1.	D'autres marques et modèles de rétrocaveuses que ceux indiqués à l'article 1.3 pourront être considérés, cependant ils devront se conformer aux exigences du devis, les modèles spécifiés serviront de base comparative.	
3.	**TRACTEUR**	
3.1.	Réservoir de carburant d'une capacité suffisante pour assurer une autonomie de dix heures.	155.2 litres
3.2.	Éclairage et signalisation conforme au règlement du gouvernement canadien NSVAC)CMVSS), au code de la sécurité routière du Québec ainsi qu'au spécification suivante.	CONFORME
3.2.1.	Feux de position et de direction avant et arrière avec commande pour action simultanée.	CONFORME
3.2.2.	Quatre phares orientés vers l'avant pour l'éclairage de la route et de l'aire de travail.	CONFORME.

3.2.3.	Quatre phares orientés vers l'arrière pour l'éclairage de l'aire de travail de la rétrocaveuse.	CONFORME
3.2.4.	Deux feux de recul.	CONFORME
3.2.5.	Gyrophare monté sur le toit.	CONFORME
3.2.6.	Avertisseur sonore de recul.	CONFORME
3.2.7.	Triangle indicateur de marche lente, installé à une hauteur de 600 mm à 1800 mm (mesuré du sol jusqu'à la base du panneau.	CONFORME
4.	**CHARGEUR**	
4.1.	Benne chargeuse d'une capacité volumétrique nominale de 1.25 vg³	1.31 vg³
5.	**RÉTROCAVEUSE**	
5.1.	Muni d'une flèche télescopique et d'un dispositif d'attache rapide hydraulique contrôlé à partir de la cabine pour les divers accessoires tels que godets, brise-béton.	CONFORME
5.2.	L'arc de rotation de 180° (degrés) au minimum.	CONFORME.
5.3.	Deux godets avec dents et dispositif d'attache rapide seront fournis : Un de 18 pouces Un de 24 pouces	CONFORME.
6.	**ACCESSOIRES**	
6.1.	<u>Un brise béton</u> Marque et modèle de référence **Tramac SC42**	Marque : TRAMAC Modèle : 300M
6.1.1.	Avec un (1) outil de perforation type " B ", burin standard.	CONFORME
6.1.2.	Le débit hydraulique destiné au brise-béton devra être ajusté à la valeur optimale requise par cet accessoire.	CONFORME.



410K/410K TC

Moteur	410K	410K TC
Fabricant et modèle	John Deere PowerTech[mc] E 4045HT063 turbo, standard	John Deere PowerTech E 4045HT063 turbo, standard
Normes antipollution hors route	Niveau 4 provisoire EPA/Phase IIIB UE	Niveau 4 provisoire EPA/Phase IIIB UE
Cylindrée	4,5 L (276 po³)	4,5 L (276 po³)
Puissance nette maximum (ISO 9249)	80 kW (107 HP) à 2000 tr/mn	79 kW (106 HP) à 2000 tr/mn
Couple net maximum (ISO 9249)	430 Nm (317 pi-lb) à 1400 tr/mn	429 Nm (316 pi-lb) à 1400 tr/mn
Élévation de couple nette	35 %	34 %
Lubrification	Système pressurisé avec filtre vissé et refroidisseur	Système pressurisé avec filtre vissé et refroidisseur
Épurateur d'air	Sec à deux éléments avec élément de sécurité et évacuateur	Sec à deux éléments avec élément de sécurité et évacuateur

Refroidissement	410K / 410K TC
Type de ventilateur	Type aspirant à vitesse variable, commande électronique
Liquide de refroidissement	–40 degrés C (–40 degrés F)
Refroidisseur d'huile à moteur	Huile/air

Groupe motopropulseur	410K			410K TC	
Transmission	PowerShift[mc] entièrement automatique à 5 rapports à engrenages hélicoïdaux avec inverseur hydraulique standard ; débrayage électrique sur levier de chargeuse				
Convertisseur de couple	Un étage, deux phases, à rapport de calage de 2,63:1, 280 mm (11 po)				
Vitesse maximale de déplacement avec moteur standard mesurée avec pneus arrière 21L-24	*Avant*	*Arrière*		*Avant*	*Arrière*
1er rapport	5,7 km/h (3,6 mi/h)	7,3 km/h (4,5 mi/h)		5,7 km/h (3,6 mi/h)	7,3 km/h (4,5 mi/h)
2e rapport	10,5 km/h (6,5 mi/h)	13,3 km/h (8,2 mi/h)		10,5 km/h (6,5 mi/h)	13,2 km/h (8,2 mi/h)
3e rapport	21,3 km/h (13,2 mi/h)	21,2 km/h (13,2 mi/h)		21,3 km/h (13,2 mi/h)	21,1 km/h (13,1 mi/h)
4e rapport	32,8 km/h (20,4 mi/h)	—		32,8 km/h (20,4 mi/h)	—
5e rapport	40,0 km/h (25,0 mi/h)	—		40,0 km/h (25,0 mi/h)	—
Essieux					
Oscillation de l'essieu avant de butée à butée	22 degrés			22 degrés	
Capacité des essieux	*Avant non mécanique*	*Pont avant mécanique (P.A.M.)*	*Arrière*	*Pont avant mécanique (P.A.M.)*	*Arrière*
Statique	18 000 kg (39 683 lb)	12 000 kg (26 455 lb)	13 000 kg (28 660 lb)	12 000 kg (26 455 lb)	13 000 kg (28 660 lb)
Dynamique	7200 kg (15 873 lb)	6000 kg (13 228 lb)	7000 kg (15 432 lb)	6000 kg (13 228 lb)	7000 kg (15 432 lb)
Ultime	32 950 kg (72 642 lb)	28 200 kg (62 170 lb)	30 600 kg (67 461 lb)	28 200 kg (62 170 lb)	30 600 kg (67 461 lb)
Différentiels					
Pont avant mécanique (P.A.M.)	Automatique, régulation de traction à glissement limité			Automatique, régulation de traction à glissement limité	
Pont arrière	Électrique actionné par pédale, verrouillage hydraulique à 100 %			Électrique actionné par pédale, verrouillage hydraulique à 100 %	
Direction (ISO 5010)	Servodirection hydrostatique et direction d'urgence			Servodirection hydrostatique et direction d'urgence	
Essieu	*Avant non mécanique*	*P.A.M.*		*P.A.M.*	
Rayon de braquage					
Avec freinage	3,44 m (11 pi 4 po)	3,58 m (11 pi 9 po)		3,58 m (11 pi 9 po)	
Sans freinage	3,94 m (12 pi 11 po)	4,08 m (13 pi 5 po)		4,08 m (13 pi 5 po)	
Cercle de dégagement du godet					
Avec freinage	9,89 m (32 pi 5 po)	10,11 m (33 pi 2 po)		10,40 m (34 pi 1 po)	
Sans freinage	10,76 m (35 pi 4 po)	11,05 m (36 pi 3 po)		11,37 m (37 pi 4 po)	
Tours de volant (de butée à butée, débit amplifié)	3,1 à 4,3	2,6 à 3,6		2,6 à 3,6	
Transmission finale					
Pont avant mécanique	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges de choc sur 3 roues dentées				
Pont arrière	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges de choc sur 4 roues dentées				
Freins (ISO 3450)					
De service	Servofreins à disque hydraulique en bain d'huile, montage interne, autorégleurs et autocorrecteurs				
De stationnement	Disques multiples en bain d'huile, engagement par ressort/dégagement hydraulique / indépendant des freins de service à interrupteur électrique				

Système hydraulique		
Pompe principale	Détection de charge et compensation de pression (PCLS), piston axial	
Débit de la pompe à 2200 tr/mn, rétrocaveuse et chargeuse	159 L/mn (42 gal./mn)	159 L/mn (42 gal./mn)
Décompression du système, rétrocaveuse et chargeuse	24 993 kPa (3625 lb/po²)	24 993 kPa (3625 lb/po²)



Système hydraulique *(suite)*	410K	410K TC
Commandes		
Rétrocaveuse	Commandes manuelles à 2 levier standard ; commandes pilotes à sélection de motif, commandes manuelles à 3 leviers avec pédale, et option de fonctions auxiliaires manuelles et/ou électriques	Commandes TMC électrohydrauliques (EH) avec fonctions auxiliaires standard
Chargeuse	Un seul levier avec interrupteur de débrayage électrique standard ; un seul levier avec interrupteur de débrayage électrique, Rouleau auxiliaire proportionnel EH, et P.A.M. (marche/arrêt/momentané) avec système hydraulique auxiliaire en option	Commandes EH TMC avec fonctions auxiliaires standard

Vérins						
Type	Tiges de vérin en chrome poli traité à chaud ; axes d'articulation en acier trempé (coussinets remplaçables)					
	Alésage	*Diamètre de tige*	*Course*	*Alésage*	*Diamètre de tige*	*Course*
Flèche de la chargeuse (2)	80 mm (3,15 po)	50 mm (1,97 po)	790 mm (31,10 po)	90 mm (3,54 po)	50 mm (1,97 po)	672,9 mm (26,49 po)
Godet de la chargeuse (1)	90 mm (3,54 po)	50 mm (1,97 po)	744 mm (29,29 po)	100 mm (3,94 po)	56 mm (2,20 po)	729,8 mm (28,73 po)
Flèche de la rétrocaveuse (1)	125 mm (4,92 po)	63 mm (2,48 po)	897 mm (35,31 po)	125 mm (4,92 po)	63 mm (2,48 po)	897 mm (35,31 po)
Articulation de la rétrocaveuse (1)	115 mm (4,53 po)	63 mm (2,48 po)	698 mm (27,49 po)	115 mm (4,53 po)	63 mm (2,48 po)	698,2 mm (27,49 po)
Godet de la rétrocaveuse (1)	100 mm (3,94 po)	63 mm (2,48 po)	810 mm (31,89 po)	100 mm (3,94 po)	63 mm (2,48 po)	810 mm (31,89 po)
Rotation de la rétrocaveuse (2)	90 mm (3,54 po)	50 mm (1,97 po)	278 mm (10,94 po)	90 mm (3,54 po)	50 mm (1,97 po)	278 mm (10,94 po)
Balancier extensible de la rétrocaveuse (1)	70 mm (2,76 po)	40 mm (1,57 po)	1214 mm (47,78 po)	70 mm (2,76 po)	40 mm (1,57 po)	1214 mm (47,78 po)
Stabilisateur de la rétrocaveuse, Standard (2)	100 mm (3,94 po)	50 mm (1,97 po)	500 mm (19,69 po)	100 mm (3,94 po)	50 mm (1,97 po)	500 mm (19,69 po)
Essieu non mécanique (1)	70 mm (2,76 po)	42 mm (1,65 po)	213 mm (8,39 po)	70 mm (2,76 po)	42 mm (1,65 po)	213 mm (8,39 po)
P.A.M. (1)	67 mm (2,64 po)	42 mm (1,65 po)	210 mm (8,27 po)	67 mm (2,64 po)	42 mm (1,65 po)	210 mm (8,27 po)

Système électrique		
Voltage	12 volts	12 volts
Capacité de l'alternateur	120 ampères	200 ampères
Phares	10 halogènes : 4 avant, 4 arrière et 2 latéraux (32 500 cd chacun) ; indicateurs de direction et clignotants : 2 avant et 2 arrière ; feux de freinage et feux rouges arrière ; et 2 réflecteurs arrière	

Poste de conduite	410K / 410K TC
Type (SAE J1040)	Pavillon sur supports élastiques, ROPS/FOPS, accès à gauche/droite, toit moulé

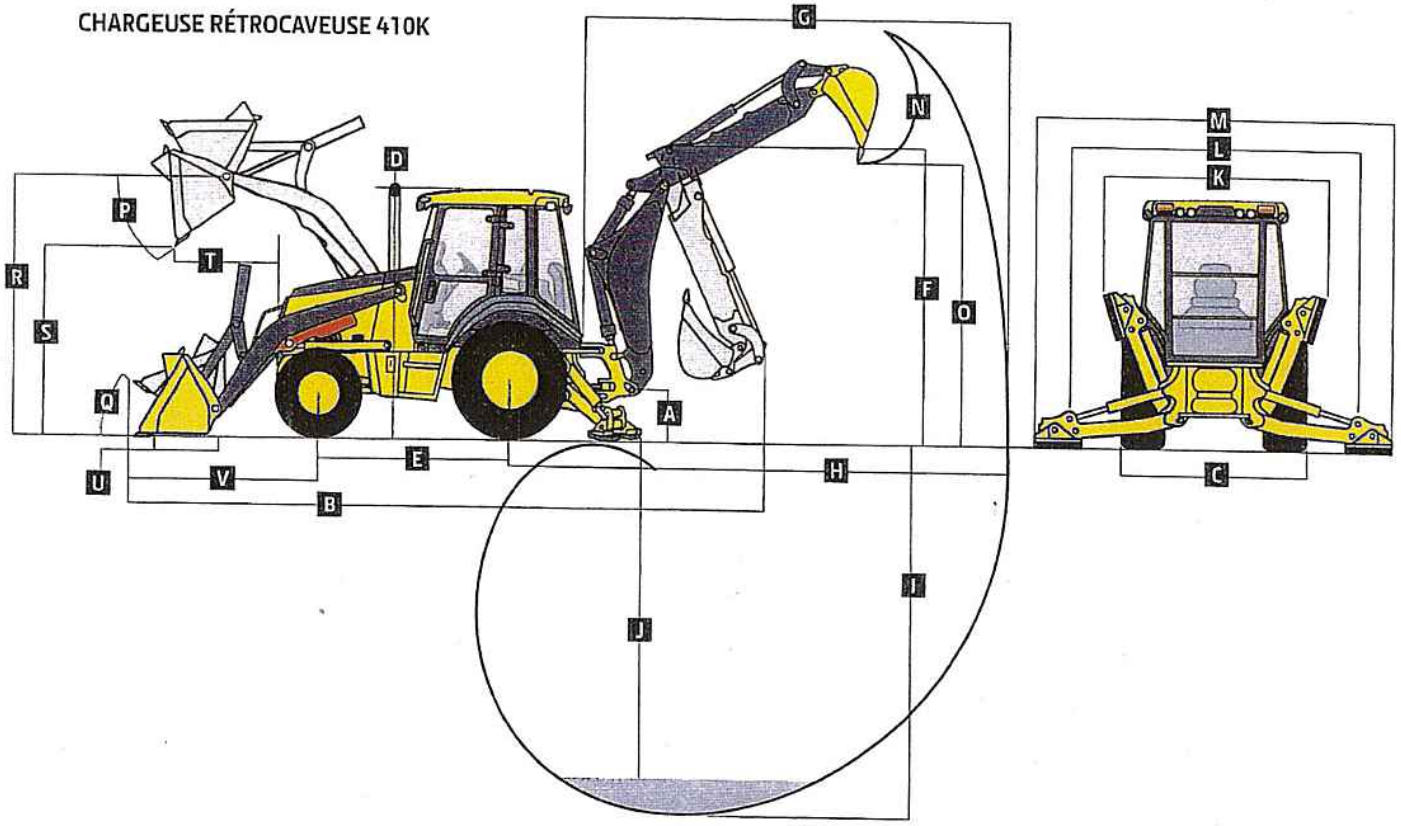
Pneus/roues	410K		410K TC	
	Avant	*Arrière*	*Avant*	*Arrière*
Essieu avant non mécanique	14,5/75-16,1 SL F-3 (10)	21L-24 R-4 (10)	—	—
P.A.M.	12,5/80-18 I-3 (14)	19,5L-24 R-4 (10)	12,5/80-18 I-3 (14)	19,5L-24 R-4 (10)
	12,5/80-18 I-3 (14)	21L-24 R-4 (10)	12,5/80-18 I-3 (14)	21L-24 R-4 (10)
	12,5/80-18 I-3 (12)	21L-24 R-4 (12)	12,5/80-18 I-3 (12)	21L-24 R-4 (12)
	340/80R18 XMCL	500/70R24 XMCL	340/80R18 XMCL	500/70R24 XMCL

Données de service	410K / 410K TC
Filtre à huile hydraulique vissé, élément remplaçable, vissé	Filtration de 6 microns / 1000 heures de service
Capacités de remplissage (US)	
Système de refroidissement	32,9 L (34,8 ptes)
Pont arrière	18 L (19 ptes)
Huile à moteur (incluant filtre vissé vertical)	13 L (13,7 ptes)
Convertisseur de couple et transmission	15,1 L (16 ptes)
Réservoir de carburant (remplissage à hauteur d'homme)	155,2 L (41 gal.)
Système hydraulique	93,1 L (24,6 gal.)
Réservoir hydraulique	37,1 L (9,8 gal.)
Carter de pont avant mécanique	
Essieu	6,5 L (6,9 ptes)
Planétaire (chacun)	0,9 L (1 pte)

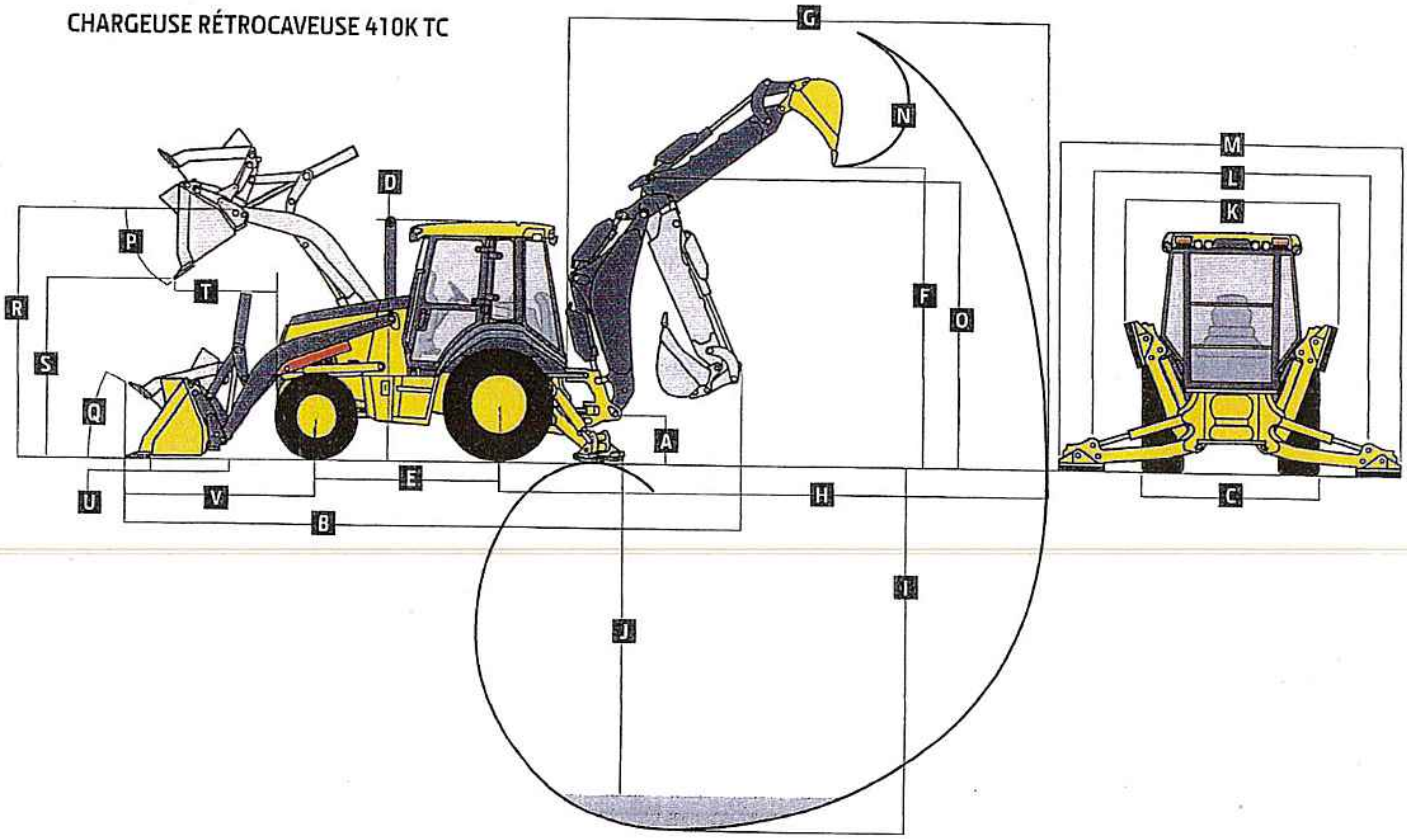
Masses en opération	410K	410K TC
Avec plein réservoir de carburant, ayant à bord un opérateur de 79 kg (175 lb) et équipement standard	7433 kg (16 391 lb)	—
Typique avec cabine, pont avant mécanique, balancier extensible et contrepoids de 454 kg (1000 lb)	8644 kg (19 061 lb)	—
Avec cabine, P.A.M., balancier extensible et contrepoids de 567 kg (1250 lb)	—	9294 kg (20 494 lb)
Ajustements aux masses en opération avec composants optionnels		
Cabine	263 kg (580 lb)	De base
P.A.M. avec pneus	220 kg (485 lb)	De base
Balancier extensible	289 kg (638 lb)	De base
Coupleur de chargeuse frontale	286 kg (630 lb)	De base
Coupleur de godet de rétrocaveuse	63 kg (138 lb)	63 kg (138 lb)

Dimensions hors tout		410K	410K TC
A	Garde au sol minimum	356 mm (14 po)	356 mm (14 po)
B	Longueur hors tout (transport)	7,29 m (23 pi 11 po)	7,46 m (24 pi 6 po)
C	Largeur sur pneus	2,18 m (7 pi 2 po)	2,18 m (7 pi 2 po)
D	Hauteur au sommet de la structure ROPS/cabine	2,82 m (9 pi 3 po)	2,82 m (9 pi 3 po)
E	Longueur d'essieu à essieu		
	Essieu avant non mécanique	2,11 m (6 pi 11 po)	—
	Pont avant mécanique (P.A.M.)	2,14 m (7 pi 0 po)	2,14 m (7 pi 0 po)

CHARGEUSE RÉTROCAVEUSE 410K



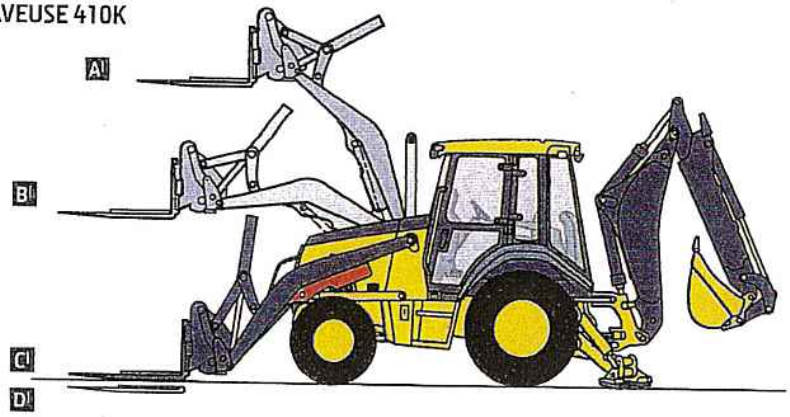
CHARGEUSE RÉTROCAVEUSE 410K TC



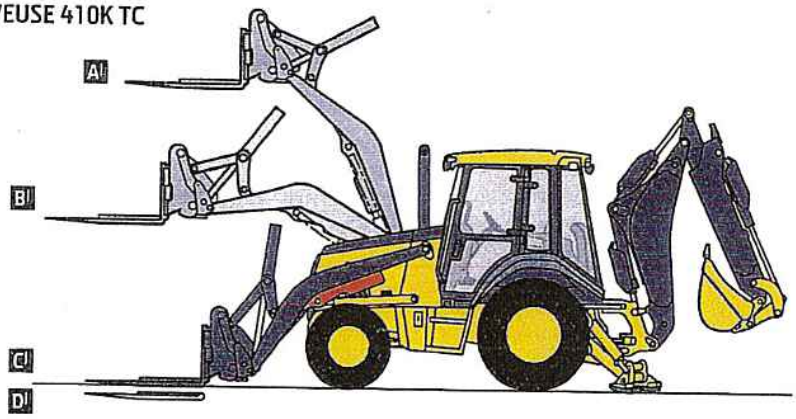
Dimensions / performance de la rétrocaveuse	410K			410K TC	
Caractéristiques de la rétrocaveuse avec godet de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³)					
Gamme de godets	305–762 mm (12–30 po)			305–762 mm (12–30 po)	
Force de creusage					
Vérin de godet	65,8 kN (14 801 lb)			65,8 kN (14 801 lb)	
Vérin d'articulation	38,9 kN (8741 lb)			38,9 kN (8741 lb)	
Arc d'articulation	180 degrés			180 degrés	
Commandes de l'opérateur	2 leviers			2 manettes	
		Avec option de balancier extensible		*Avec balancier extensible*	
	Avec rétrocaveuse standard	*Rentré*	*Sorti*	*Rentré*	*Sorti*
F Hauteur de chargement (en position de chargement de camion)	3,81 m (12 pi 6 po)	3,86 m (12 pi 8 po)	4,72 m (15 pi 6 po)	3,86 m (12 pi 8 po)	4,72 m (15 pi 6 po)
G Portée depuis le centre du pivot	5,99 m (19 pi 8 po)	6,07 m (19 pi 11 po)	7,21 m (23 pi 8 po)	6,07 m (19 pi 11 po)	7,21 m (23 pi 8 po)
H Portée depuis le centre de l'essieu arrière	7,11 m (23 pi 4 po)	7,19 m (23 pi 7 po)	8,33 m (27 pi 4 po)	7,19 m (23 pi 7 po)	8,33 m (27 pi 4 po)
I Profondeur de creusage (SAE maximum)	4,83 m (15 pi 10 po)	4,90 m (16 pi 1 po)	6,10 m (20 pi 0 po)	4,90 m (16 pi 1 po)	6,10 m (20 pi 0 po)
J Profondeur de creusage (SAE)					
À fond plat à 610 mm (2 pi)	4,78 m (15 pi 8 po)	4,85 m (15 pi 11 po)	6,07 m (19 pi 11 po)	4,85 m (15 pi 11 po)	6,07 m (19 pi 11 po)
À fond plat à 2440 mm (8 pi)	4,45 m (14 pi 7 po)	4,55 m (14 pi 11 po)	5,82 m (19 pi 1 po)	4,55 m (14 pi 11 po)	5,82 m (19 pi 1 po)
K Largeur aux stabilisateurs (transport)	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po) avec ROPS	2,30 m (7 pi 7 po) avec ROPS
L Écart des stabilisateurs (en ordre de marche)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)
M Largeur hors tout des stabilisateurs (en ordre de marche)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)
N Rotation du godet	190 degrés	190 degrés	190 degrés	190 degrés	190 degrés
O Hauteur de transport	3,94 m (12 pi 11 po)	3,91 m (12 pi 10 po)	3,91 m (12 pi 10 po)	3,91 m (12 pi 10 po)	3,91 m (12 pi 10 po)
Dimensions / performance de la chargeuse					
P Angle de déversement du godet (maximum)	45 degrés			45 degrés	
Q Angle de renversement au niveau du sol	40 degrés			40 degrés	
	Option de chargeuse standard			**Option de chargeuse porte-outil**	
	Service dur	*Service dur*	*Usage multiple*	*Service dur*	*Usage multiple*
Capacité du godet	1,00 m³ (1,31 vg³)	1,15 m³ (1,50 vg³)	1,00 m³ (1,31 vg³)	1,15 m³ (1,50 vg³)	1,00 m³ (1,31 vg³)
Largeur	2337 mm (92 po)	2388 mm (94 po)	2337 mm (92 po)	2388 mm (94 po)	2337 mm (92 po)
Poids	521 kg (1148 lb)	548 kg (1208 lb)	817 kg (1800 lb)	520 kg (1145 lb)	789 kg (1737 lb)
Force d'arrachement	45,8 kN (10 300 lb)	45,2 kN (10 170 lb)	42,9 kN (9650 lb)	47,3 kN (10 640 lb)	43,1 kN (9680 lb)
Capacité de levage à hauteur maximale	3269 kg (7200 lb)	3210 kg (7070 lb)	2996 kg (6600 lb)	3094 kg (6815 lb)	2656 kg (5850 lb)
R Hauteur à la goupille d'articulation du godet (maximum)	3,35 m (11 pi 0 po)	3,35 m (11 pi 0 po)	3,35 m (11 pi 0 po)	3,35 m (11 pi 0 po)	3,40 m (11 pi 2 po)
S Dégagement au déversement (godet à 45 degrés)	2,69 m (8 pi 10 po)	2,67 m (8 pi 9 po)	2,62 m (8 pi 7 po)	2,57 m (8 pi 5 po)	2,50 m (8 pi 2 po)
T Portée à pleine hauteur (godet à 45 degrés)	762 mm (30,0 po)	787 mm (31,0 po)	818 mm (32,2 po)	787 mm (31,0 po)	836 mm (32,9 po)
U Profondeur de creusage sous le niveau du sol (godet à niveau)	170 mm (6,7 po)	157 mm (6,2 po)	182 mm (7,2 po)	140 mm (5,5 po)	152 mm (6,0 po)
V Longueur de la ligne centrale de l'essieu avant au bord de coupe du godet	2,03 m (6 pi 8 po)	2,03 m (6 pi 8 po)	2,15 m (7 pi 1 po)	2,15 m (7 pi 1 po)	2,27 m (7 pi 5 po)

Capacité de levage avec fourche / coupleur rapide	410K		410K TC	
Capacité hydraulique	*Dents de 1219 mm (48 po)*	*Dents de 1524 mm (60 po)*	*Dents de 1219 mm (48 po)*	*Dents de 1524 mm (60 po)*
A[1] Hauteur maximum	2073 kg (4570 lb)	1891 kg (4170 lb)	2211 kg (4875 lb)	2053 kg (4526 lb)
B[1] Portée maximum	3162 kg (6971 lb)	3003 kg (6621 lb)	3438 kg (7580 lb)	3294 kg (7261 lb)
C[1] Au niveau du sol	4145 kg (9138 lb)	3883 kg (8561 lb)	4400 kg (9700 lb)	4180 kg (9215 lb)
D[1] Sous le niveau du sol	211 mm (8,3 po)	211 mm (8,3 po)	211 mm (8,3 po)	211 mm (8,3 po)

CHARGEUSE RÉTROCAVEUSE 410K

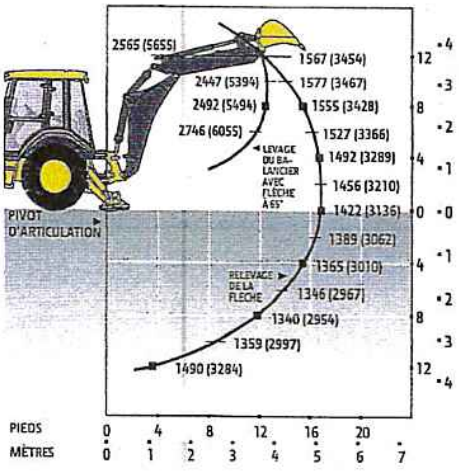


CHARGEUSE RÉTROCAVEUSE 410K TC

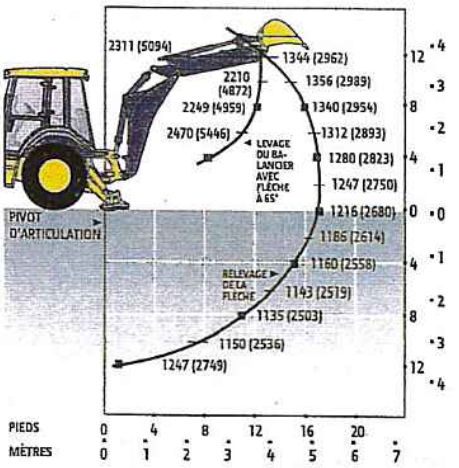


Capacités de levage en bout exprimées en kg (lb), selon la norme SAE J31. Les données fournies ici représentent 87 % de la capacité de levage maximale. La machine de base est équipée d'un contrepoids.

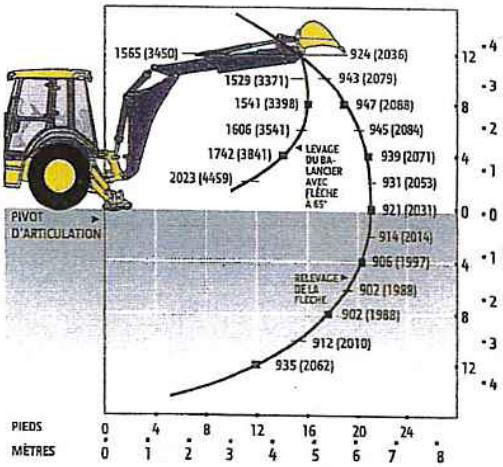
Rétrocaveuse avec balancier standard 410K



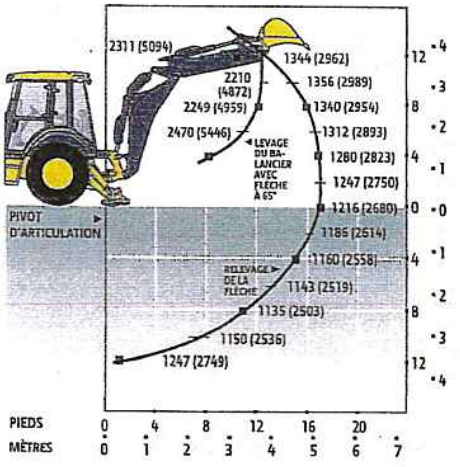
Rétrocaveuse 410K avec balancier extensible rentré de 1,22 m (4 pi)



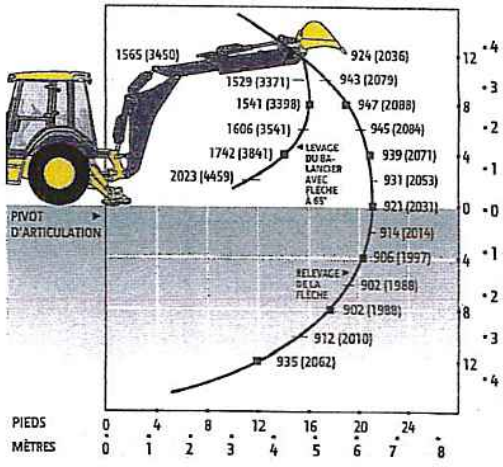
Rétrocaveuse 410K avec balancier extensible sorti de 1,22 m (4 pi)



Rétrocaveuse 410K TC avec balancier extensible rentré de 1,22 m (4 pi)



Rétrocaveuse 410K TC avec balancier extensible sorti de 1,22 m (4 pi)



Nom	Adresse	Téléphone
Location Guay	235, chemin de la Cité des Jeunes, Saint-Clet, Québec, J0P 1S0 locationguay@hotmail.com	(450) 456 3314 / (514) 838 9922
Terrassement Ahuntsic Inc.	10405, Saint-Firmin, montreal, H2B 2G8 info@tersic.ca	(514) 388 9329 / (514) 385 3827
L.J. Excavation Inc.	5339, 4e avenue, Montréal, H1Y 2V4 jgagne49@hotmail.com	(514) 598 9337
Excavation R. lécuyer & fils inc.	403 rang de L'Église, Saint-Édouard, J0L 1Y0 lecuyer@excavationlecuyer.com	(450) 454 3061 / (514) 497 8784

Ville-Marie
Montréal

Location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMI-18-003

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 6 mars 2018, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, madame Sandy Pinna, analyste de dossiers et en présence de monsieur Alain Dufresne, adjoint au directeur des travaux publics.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Excavation R.Lécuyer & Fils inc.	82 782,00 $
Location Guay	98 251,88 $

2018-03-06
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

2018-03-06
Sandy Pinna — date
Analyste de dossiers

6/3/2018
Alain Dufresne — date
Directeur adjoint

B.A.M.
VILLE-MARIE
2018 MAR -6 A 11:00

N° de dossier : 1186937004

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour :
- ☑ RENA
- ☑ PGC
- ☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Excavation R. Lécuyer & fils inc.	113900

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant			70 000,00 $	12 782,00 $				**82 782,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186937004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

'Autoriser une dépense maximale de 82 782,00 $ pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres sur invitation VMI-18-003 - 2 soumissionnaires);

Accorder, à cette fin, un contrat de 82 782,00 $, à Excavation R. Lécuyer & fils inc., le plus bas soumissionnaire conforme, pour une période d'environ un an, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 82 782,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 82 782,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		70 000,00 $	12 782,00 $					**82 782,00 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 75 591,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		63 919,33 $	11 671,67 $					**75 591,00 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 75 591,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2130	0010000	306141	04121	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour 2018 sont réservés par l'engagement de gestion n° VM86937004.
- Les crédits requis pour 2019 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats, entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020, pour la location de machinerie avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)

D'autoriser une dépense totale de 513 558,83 $, taxes incluses, pour location d'une rétrocaveuse et d'une mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires. (appel d'offres public 18-16784).
D'accorder, à cette fin, un contrat pour le lot 1 à la firme 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 318 736,57 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'accorder, à cette fin, un contrat pour le lot 2 à la firme 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 194 822,26 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 10:35

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186071002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats, entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020, pour la location de machinerie avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)

CONTENU

CONTEXTE

La division des parcs et de l'horticulture est appelée à réaliser plusieurs travaux et projets en régie. La qualité des travaux faits par nos employés rivalise très bien avec ceux des entrepreneurs, et ce, à moindres coûts.
Les différents travaux prévus sont :

- Réaménagement de petits parcs
- Plantation d'arbres
- Enlèvement de grilles d'arbres
- Réparation de gazon dans les parcs et terre-pleins
- Plantation de vivaces dans les parcs et terre-pleins
- Changer sable et copeaux dans les aires de jeux pour enfants
- Divers travaux de plomberie
- Divers travaux d'aménagement
- Divers travaux de déminéralisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240151- 14 avril 2015 - **Accorder un contrat de 189 582,28 $ à 9297-6646 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse, avec opérateurs, entretien et accessoires, pour une durée de deux ans, plus une année d'option, pour la réalisation de travaux de plantation d'arbres dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 189 582,28 $ (appel d'offres public 15-14209 - 7 soumissionnaires)**
CA15 240153**-** 14 avril 2015 -**Accorder un contrat de 184 649,85 $ à Pierre Jean Lecours pour la location d'une mini-excavatrice, avec opérateurs, entretien et accessoires, pour une durée de deux ans, plus une année d'option, pour la réalisation de travaux de parcs dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale 184 649,85 $ (appel d'offres public 15-14225 - 4 soumissionnaires)**

DESCRIPTION

LOT 1 - Il s'agit d'un contrat de 3000 heures garanties avec une possibilité de 4050 heures pour la location d'une mini excavatrice avec opérateur, entretien et accessoires, pour divers travaux de la division des parcs et de l'horticulture.

LOT 2 - Il s'agit d'un contrat de 1500 heures garanties avec une possibilité de 2550 heures pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour les travaux de plantation d'arbres.

La supervision de ces appareils sera faite par nos contremaîtres.

JUSTIFICATION

La division des parcs ne dispose pas de ce type de machinerie, ni d'opérateur qualifié pour la manoeuvrer. Nous ne pouvons non plus louer l'équipement par le billet d'outillage parce que le montant de location dépasse 25 000$. C'est pourquoi nous avons procédé par appel d'offres public. De plus, en procédant ainsi, nous nous conformons aux recommandations du vérificateur général de la ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'appel d'offres 18-16784 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 23 février 2018. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 14 mars 2018. Le présent sommaire vise l'octroi des deux contrats aux plus bas soumissionnaires conformes.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 18-16784 sont présentés ci-dessous :

Les 12 firmes suivantes se sont procurées les documents :

- 9297-6646 Québec inc.
- Excavation Daoust
- Construction J. Richard
- Excavation A. V. inc.
- Excavation Leopold St-Amour inc.
- Siforex / Les Excavations D.D.C.
- JMV Environnement
- Les Pavages Dancar (2009) inc.
- L.J. Excavation inc.
- 9154-6937 Québec inc. (Location Guay)
- Pierre-Jean Lecours
- Paysagiste Strathmore

Pour le **LOT 1**, les 2 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- Location Guay
- Excavation Daoust

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes	Prix	Total

1 - Location Guay	318 736,57 $	318 736,57 $
2 - Excavation Daoust	390 679,30 $	390 679,30 $
Estimé interne	413 900,00 $	413 900,00 $
Coût moyen des soumissions reçues		354 707,94 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme		35 971,36 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		71 942,73 $
		23%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme		95 163,43 $
		30%

Il y a un écart de prix de 30 % entre le plus bas soumissionnaire et l'estimé interne. Notre estimé est une moyenne que nous faisons des soumissions raisonnables que nous avons reçu dans le passé pour des contrats semblables. Après avoir fait l'analyse de la conformité technique de la soumission, nous recommandons d'octroyer le contrat car le tout est conforme et avantageux financièrement.

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) au montant de 318 736,57 $, taxes incluses (2018-2020). Le taux horaire est de 68,45 $.

Période de location de la mini-excavatrice:

-du 11 avril 2018 au 31 octobre 2018;
-du 11 avril 2019 au 31 octobre 2019;
-du 11 avril 2020 au 31 octobre 2020.

Nombre d’heures garanties : 3000 heures.

Pour le **LOT 2**, les 3 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- 9154-6937 Québec inc. (Location Guay)
- JMV Environnement
- 9297-6646 Québec inc.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes	Prix	Total
1 - Location Guay	194 822,26 $	194 822,26 $
2 - 9297-6646 Québec inc.	216 811,23 $	216 811,23 $
3 - JMV Environnement	278 526,94 $	278 526,94 $
Estimé interne	241 447,50 $	241 447,50 $
Coût moyen des soumissions reçues		230 053,48 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme		35 231,22 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		83 704,68 $

		43%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme		46 625,24 $
		24%

Il y a un écart de prix de 24 % entre le plus bas soumissionnaire et l'estimé interne. Notre estimé est une moyenne que nous faisons des soumissions raisonnables que nous avons reçu dans le passé pour des contrats semblables. Après avoir fait l'analyse de la conformité technique de la soumission, nous recommandons d'octroyer le contrat car le tout est conforme et avantageux financièrement.

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) au montant de 194 822,26 $, taxes incluses (2018-2020). Le taux horaire est de
66,45 $.

Période de location de la rétrocaveuse:

- du 11 avril 2018 au 15 juin 2018 et du 7 septembre 2018 au 31 octobre 2018;
- du 11 avril 2019 au 15 juin 2019 et du 7 septembre 2019 au 31 octobre 2019;
- du 11 avril 2020 au 15 juin 2020 et du 7 septembre 2020 au 31 octobre 2020.

Nombre d’heures garanties : 1 500 heures.

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.

- VOIR TABLEAUX ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-22

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1186071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder deux contrats, entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020, pour la location de machinerie avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention appro ÉC, Lots 1 & 2.pdf18-16784 SEAO _ Liste des commandes.pdf

Tableau de vérification_18-16784, lot 1 pbsc.pdf

Tableau de vérification_18-16784, lot 2 pbsc.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens, Service de l'Approvisionnement
Tél : 514-872-2608
Division : Division de l'acquisition de biens et services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder deux contrats, entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020, pour la location de machinerie avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186071002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement : . . 7610611-18-002 . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . 212534 . . . .

La . . . INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au . 2020 boul. Robert Bourassa, Bureau 100, Montréal (Qc) H3A 2A5 . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représentée par . Léa Audet-Gluck, mandataire . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . 450-632-3552 poste 304 . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 14 mars 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par . 9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY) . . . . *(nom du soumissionnaire)*, ayant un établissement situé au . 235, Chemin de la Cité des Jeunes, Saint-Clet (Qc) J0P 1S0 . . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16784 se rapportant à . . *** . . . . (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à un montant de CINQ MILLE DOLLARS (5 000,00$) par lot, pour les lots **1,2,4,5 et 6** ou de DEUX MILLE CINQ MILLE DOLLARS (2 500,00$) pour le lot **3**.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT VINGT (120) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

*** Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements. Appel d'offres NO 18-16784.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À . . . . Saint-Rémi (QC) . . . . , CE . . 8 E JOUR DE . . . . . mars . . . . . 20 18 . .

Témoin

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE
CAUTION

Par: Léa Audet-Gluck

Léa Audet-Gluck, mandataire

. . . . . .

Témoin

9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY)
SOUMISSIONNAIRE

Par:

. . . . . .

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 18-16784

Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(9154-6937 Québec INC. - Location Guay INC.)

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16784
Titre de l'appel d'offres	Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9154-6937 Québec INC. - Location Guay INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	116 292 3222
Adresse du soumissionnaire	235 chemin Cité des Jeunes Saint-Chet, Québec, J0P 1S0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une mini excavatrice avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie. Un total de 3,000 heures sont garanties.	277, 222.50 - $	13,861.12- $	27,652.94 $	318,736.56 - $
2	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie. Un total de 1500 heures sont garanties.	169,447.50 - $	8,472.37 $	16,902.38 - $	194,822.25 - $
3	Contrat d'environ 7 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Un total de 210 heures sont garanties.	24,132.50 - $	1,206.62- $	2,407.21- $	27,746.33- $
4	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties.	85,005.00 - $	4,250.25 $	8,479.24 $	97,734.49 - $
5	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties.	85,005.00 - $	4.250.25- $	8,479.24 $	97,734.49 - $
6	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties.	85,005.00 - $	4,250.25- $	8,479.24 $	97,734.49 - $

- Veuillez également compléter la page du bordereau de prix détaillé;
- Veuillez joindre votre garantie de soumission de 5,000 par lot pour les lots 1,2,4,5,6;
- Veuillez joindre votre garantie de soumission de 2,500 pour le lot 3;
- Il est possible de soumissionner sur un ou plusieurs lots;
- L'octroi sera fait par lot au plus bas soumissionnaire conforme selon le scénario global le plus économique pour la Ville. La Ville pourra donc réassigner les numéros des lots 4,5 et 6.

14 MAR. 2018

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	18-16784
Titre de l'appel d'offres	Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9154-6937 Québec INC. - Location Guay INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1162923222
Adresse du soumissionnaire	235, chemin cité des Jeunes Saint-Chef, Québec, J0P 1S0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Quantité prévisionnelle Lot 1 & 2 :3 ans Lot 3: 7 mois Lot 4, 5 & 6, 8 mois	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
		A		B	A x B
1	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une mini excavatrice avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie. Un total de 3,000 heures sont garanties. Numéro de modèle: JD 50D Année: 2012 Numéro d'immatriculation: SRWG 45 F5W	4 050	Heures	68.45	277,222.50$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1				
2	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie. Un total de 1500 heures sont garanties. Numéro de modèle: 410 L Année: 2016 Numéro d'immatriculation: SRWG9AF3W	2 550	Heures	66.45	169,447.50$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2				
3	Contrat d'environ 7 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Un total de 210 heures sont garanties. Numéro de modèle: 410L Année: 2016 Numéro d'immatriculation: SRWG95F5W	350	Heures	68.95	24,132.50$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 3				
4	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties. Numéro de modèle: 410 L Année: 2016 Numéro d'immatriculation: SRWG98FGW	900	Heures	94.45	85,005.00$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 4				

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	18-16784
Titre de l'appel d'offres	Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9154-6937 Québec INC. - Location Guay INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	116 292 3222
Adresse du soumissionnaire	235, chemin cité des Jeunes, Saint-Chet, Québec, J0P 1S0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Quantité prévisionnelle Lot 1 & 2 :3 ans Lot 3: 7 mois Lot 4, 5 & 6, 8 mois	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
		A		B	A x B
5	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties. Numéro de modèle: 410 L Année: 2016 Numéro d'immatriculation: SRW 695 FGW	900	Heures	94.45	85,005.00$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 5				
6	Contrat de 8 mois pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel Parc Extension. Un total de 400 heures sont garanties. Numéro de modèle: 410 L Année: 2017 Numéro d'immatriculation: SRW 69 BFH W	900	Heures	94.45	85,005.00$
	Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 6				

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'appel d'offres no 18-16784.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 358 299

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ : 9154-6937 Québec INC. – Location Guay INC.
Adresse : 235, chemin Cité des Jeunes
Ville : Saint-Chet, Québec
Code postal : J0P 1S0
Téléphone : 450-456-3314
Télécopieur : 450-456-3452
Site internet : locationguay.com
Numéro d'entreprise (NEQ) : 1162923222
TPS/TVH : 84 116 7745 RT0001
TVQ : 1209635131 TQ 0001

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Société en participation (Coentreprise ou regroupement)** (Joindre obligatoirement la liste des membres)		
☑ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :

Nom du représentant : Bertrand Guay
Titre : Président
Courriel : locationguay@hotmail.com
Téléphone : 450-456-3314
Télécopieur : 450-456-3452

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (Annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (Annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) l'autorisation de contracter de l'AMF;

c) la garantie de soumission;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) la liste des liens d'affaires;

f) la preuve d'inscription à la CNESST;

g) Lot 1 - le formulaire de réponse au devis technique pour la mini-excavatrice pour Ville-Marie;

h) Lot 2 - le formulaire de réponse au devis technique pour la rétrocaveuse pour Ville-Marie;

i) Lot 3 - le formulaire de réponse au devis technique pour la rétrocaveuse pour RDP;

j) Lot 4,5 & 6 - le formulaire de réponse au devis technique pour la rétrocaveuse pour Villeray, Saint-Michel Parc Extension;

k) Lot 1 & 2 – la liste des documents pour la mini-excavatrice et la rétrocaveuse pour Ville-Marie;

l) Lot 3 – la liste des documents pour la rétrocaveuse pour RDP;

m) Lot 4,5 & 6 – la liste des documents pour la rétrocaveuse pour Villeray, Saint-Michel Parc Extension.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À saint-chet, CE 14E JOUR DE Mars 20 18

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Bertrand Guay
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

[intact] ASSURANCE

Lettre de Consentement

N° du cautionnement : **76101611-18-002**

ATTENDU QUE : **9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY)** ci-après appelé le Débiteur Principal

a présenté une soumission par écrit à ***VILLE DE MONTRÉAL*** ci-après appelé le Bénéficiaire

en date du 14 MARS 2018

relativement à : **Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements. Appel d'offres NO 18-16784.**

Nous, **INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE** une société incorporée en vertu des lois du Canada, dûment autorisée à se rendre Caution dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada à titre de Caution, nous nous engageons à accorder au Débiteur Principal le(s) cautionnement(s) suivant(s) si le Débiteur Principal conclut un contrat en bonne et due forme avec le Bénéficiaire.

1. Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à **N/A** du prix du contrat sous réserve d'un montant maximum de **CINQ MILLE DOLLARS par lot, pour les lots 1, 2, 4, 5 et 6 et de DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS pour le lot 3 (5,000$ pour les lots 1, 2, 4, 5 et 6 et de 2,500$ pour le lot 3)** dollars

2. Cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services pour un montant équivalent à **N/A** du prix du contrat sous réserve d'un montant maximum de **N/A (N/A)** dollars

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 18 mai 2017

9154-6937 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR BERTRAND GUAY
235, CH DE LA CITÉ-DES-JEUNES
SAINT-CLET (QC) J0P 1S0

N° de décision : 2017-CPSM-1031241
N° de client : 3000315560

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LOCATION GUAY et TRANSPORT LB, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9154-6937 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **5 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐Oui ☑Non	
2			☐Oui ☑Non	
3			☐Oui ☑Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

Bertrand Guay

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

CNESST

Le 2 mars 2018

Direction régionale de Valleyfield
9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield QC J6T 4M4
Tél. : 450 377-6210 ou 1 800 267-2550
Téléc. : 450 377-6297

Monsieur Bertrand Guay
91546937 Québec Inc
Location Guay
235, chemin de la Cité-des-Jeunes
Saint-Clet (Québec) J0P 1S0

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1162923222

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 2 mars 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
ADDENDA NO 1	2 MARS 2018
ADDENDA NO 2	5 MARS 2018

BERTRAND GUAY

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
265, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 2 Mars 2018

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **Addenda n° 1**
Appel d'offres public n° 18-16784
TITRE : Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements

Nombre de pages incluant celle-ci : 3 pages ainsi que 68 pages pour les documents cités en référence.

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à toutes les personnes qui se sont procurées les documents d'appel d'offres sur le SEAO, fait partie intégrante de ces documents et les modifie comme suit :

- ***Modification(s) ou ajout(s)***
  - ***Veuillez prendre note des modifications suivantes :***

Modification 1)

Pour les garanties, nous accepterons les cautionnements ou effets de commerce. Veuillez utiliser le formulaire de soumission joint à l'addenda 1 afin d'obtenir le formulaire de cautionnement (Annexe 4.01 A, disponible à la page 10) ainsi que le formulaire de lettre de garantie irrévocable à (l'Annexe 4.01 B, disponible à la page 12).

Veuillez également vous référer au document Régie joint à cet addenda pour connaître les modalités des garanties.

Modification 2)

Pour les lots 4,5 et 6, veuillez remplacer l'horaire suivant disponible au point 6, à la page 2 du devis par ceci :

L'horaire régulier de travail est du lundi au jeudi entre 6h30 et 16h15. En dehors de cette période, il est possible que la Ville ait, occasionnellement, besoin de l'équipement pour travailler au-delà de **16 h 15** et/ou le vendredi, samedi ou dimanche.

Il est estimé que 95% du travail devra être exécuté du lundi au jeudi entre 6h30 et 16h15.

en remplacement de :

L'horaire régulier de travail est du lundi au jeudi entre 6h30 et 16h15. En dehors de cette période, il est possible que la Ville ait, occasionnellement, besoin de l'équipement pour travailler avant 7h00 ou au-delà de 16h00 ou pour travailler le vendredi, le samedi ou le dimanche.

Modification 3)

Pour le lot 3, veuillez remplacer le texte de l'article 24 Permis et licence disponible à la page 6 par ce texte :

Les soumissionnaires et les opérateurs doivent, au moment de l'adjudication du contrat, posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires à l'exécution du contrat.

En remplacement de :

Les soumissionnaires et les opérateurs doivent, au moment de l'adjudication du contrat, posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires à l'exécution du contrat.

Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une licence d'entrepreneur appropriée, valide, sans restriction et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa soumission pourra être rejetée. Il doit en joindre une copie à sa soumission et, le cas échéant, produire la preuve de son renouvellement avant la date de son expiration.

- ***Question(s) et réponse(s)***
  - ***Veuillez prendre note des questions et des réponses suivante:***

Question 1)

Nous aimerions savoir si les travaux d'excavation chaussée et trottoirs des lots 4,5 et 6 font partie de la voirie.

Réponse 1)

Oui

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Question 2)

Doit-on suivre les normes de la CCQ c'est- à- dire payer le temps double et le minimum d'heure à tous les jours aux opérateurs.

Réponse 2)

Il n'y a pas de mention quant à la CCQ pour les lots 4,5 et 6. La rémunération des employés doit être gérée par l'adjudicataire. Veuillez noter que nous sommes en attente d'une réponse de la CCQ, au besoin nous émettrons un addenda.

Question 3)

Est-ce que vous demanderez une copie du rapport mensuel de la CCQ afin de vérifier si les employeurs paient leurs employés selon les normes de la CCQ ou devrons-nous adhérer à la convention de la Ville de la Ville de Montréal pour la rémunération des opérateurs.

Réponse 3)

La rémunération des employés doit être gérée par l'adjudicataire. Si cette pratique est problématique, veuillez nous en expliquer les raisons. Veuillez noter que nous sommes en attente d'une réponse de la CCQ, au besoin nous émettrons un addenda.

Veuillez accuser réception de cet addenda à l'annexe 7 du « Formulaire de soumission » en indiquant le numéro et la date de cet addenda. Le défaut d'accuser réception dudit addenda pourra entraîner le rejet de la soumission.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hubert Lachance, agent d'approvisionnement II

HL

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 5 Mars 2018

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **Addenda n° 2**
Appel d'offres public n° 18-16784
TITRE : Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements

Nombre de pages incluant celle-ci : 2 pages

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à toutes les personnes qui se sont procurées les documents d'appel d'offres sur le SEAO, fait partie intégrante de ces documents et les modifie comme suit :

- ***Question(s) et réponse(s)***
  - ***Veuillez prendre note de la question et de la réponse suivante concernant le lot 1.***

Question 1)

Est-ce que la convention de la CCQ s'applique aux autres travaux connexes du lot 1 ?

Réponse 1)

La convention de la CCQ ne s'applique pas et il est peu probable qu'il s'agisse de travaux de voiries.

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L6

Veuillez accuser réception de cet addenda à l'annexe 7 du « Formulaire de soumission » en indiquant le numéro et la date de cet addenda. Le défaut d'accuser réception dudit addenda pourra entraîner le rejet de la soumission.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hubert Lachance

Hubert Lachance, agent d'approvisionnement II

HL

ANNEXE 7.00 - LOT 2 - LE FORMULAIRE DE RÉPONSE AU DEVIS TECHNIQUE POUR LA RÉTROCAVEUSE POUR VILLE-MARIE;

(Voir page suivante pour le formulaire de réponse)

Le soumissionnaire doit indiquer, dans la colonne appropriée, si l'équipement qu'il propose est conforme ou non. En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement, dérogation ou variable aux spécifications doit être décrit et explicité clairement dans un document accompagnant la soumission.

Les spécifications indiquées au devis sont les caractéristiques minimales exigées par la Ville. Pour être reconnus, les équipements proposés doivent posséder les caractéristiques égales ou supérieures à celles spécifiées au devis.

1.description	
1.1. Rétrocaveuse (pépine) avec accessoires et aux conditions exigées au présent devis.	✓
1.2. Marques et modèles de référence : John Derre 410 J, Caterpillard 430 E avec les caractéristiques et l'équipement exigé au présent devis.	Marque : John Deere Modèle : 410 L
1.3. Usage : coupe d'asphalte, béton, excavation, remblai, pour la plantation d'arbre dans l'arrondissement Ville-Marie.	✓
2. généralités	
2.1. D'autres marques et modèles de rétrocaveuses que ceux indiqués à l'article 1.2 pourront être considérés, cependant ils devront se conformer aux exigences du devis, les modèles spécifiés serviront de base comparative.	✓
3. Tracteur	
3.1. Moteur diesel d'une puissance minimale nette selon SAE J1349 de 95 HP	113 HP
3.2. Réservoir de carburant d'une capacité suffisante pour assurer une autonomie de dix heures.	140.1 litres
3.3. Eclairage et signalisation conforme au règlement du gouvernement canadien NSVAC)CMVSS), au code de la sécurité routière du Québec ainsi qu'au spécification suivante	✓
3.3.1 Feux de position et de direction avant et arrière avec commande pour action simultanée	✓
3.3.2 Quatre phares orientés vers l'avant pour l'éclairage de la route et de l'aire de travail.	✓
3.3.3 Quatre phares orientés vers l'arrière pour l'éclairage de l'aire de travail de la rétrocaveuse.	✓
3.3.4 Deux feux de recul	✓
3.3.5 Gyrophare monté sur le toit	✓
3.3.6 Avertisseur sonore de recul	✓
3.3.7 Triangle indicateur de marche lente, installé à une hauteur de 600 mm à 1800 mm (mesuré du sol	✓

	jusqu'à la base du panneau	
4.	Chargeur	
4.1.1.	Force minimale d'arrachement de 10 000 lb	10,634 lb
4.1.2.	Benne chargeuse d'une capacité volumétrique nominale de 1.25 vg3	1.31 vg3
5.	Rétrocaveuse	
5.1.	Muni d'une flèche télescopique et d'un dispositif d'attache rapide hydraulique contrôlé à partir de la cabine pour les divers accessoires tels que godets, brise-béton.	✓
5.2.	Profondeur de creusage nominale avec fond plat de 24 pouces selon SAE : 19 pieds(minimum)	19 pi. 8 po
5.3.	La force maximale du vérin de flèche en pleine extension : 8 400 lb minimum	✓
5.4.	Force maxima le de creusage au godet : 13 500 lb (minimum)	15,700 lb
5.5.	Portée horizontale à pleine extension, à partir du centre du pivot, avec godet de 24 po. de 22 pieds minimum.	23-5 pieds
5.6.	L'arc de rotation de 180° (degrés) au minimum.	✓
5.7.	La flèche devra pouvoir être verrouillée en position rétractée pour usage du brise-béton ou pour levage de charge.	✓
5.8.	Un anneau de levage installé au point d'articulation de l'attache rapide.	✓
5.8.1.	L'assemblage aura une capacité de levage au moins égale à la capacité de levage de la flèche en position rétractée, avec un coefficient de sécurité de 4 au fluage et de 5 à la rupture.	✓
5.8.2.	Un certificat d'épreuve pour une force égal à deux fois la capacité de levage devra être authentifié par un ingénieur professionnel habilité à signer un tel document et sera fourni avant la première journée de travail.	✓
5.8.3.	La capacité de levage de l'anneau sera indiquée dans la cabine.	✓
5.9.	Afin de prévenir la chute de la charge en cas de rupture d'une ligne hydraulique, les vérins du mât et de la flèche devront être munis de clapets de	✓

	sécurité pilotés (lock valve) intégrés ou reliés par lignes rigides aux vérins	✓
5.10.	Une charte qui indique la capacité de levage au différente position doit être indiquée au poste d'opération	✓
5.11.	Deux godets avec dents et dispositif d'attache rapide seront fournis : Un de 18 pouces de type banana Un de 24 pouces de type banane	✓
6.	Accessoires	
6.1.	Un brise béton Marque et modèle de référence Tramac SC 50	Marque : Tramac Modèle : SC 42
6.1.1.	Avec un (1) outil de perforation type " B ", burin standard.	✓
6.2.	Le débit hydraulique destiné au brise-béton devra être ajusté à la valeur optimale requise par cet accessoire.	✓

ANNEXE 7.00 - LOT 3 - LE FORMULAIRE DE RÉPONSE AU DEVIS TECHNIQUE POUR LA RÉTROCAVEUSE POUR RDP;

Le soumissionnaire doit indiquer, dans la colonne appropriée du formulaire de devis si l'équipement qu'il propose est conforme ou non. En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement, dérogation ou variable aux spécifications doit être décrit et explicité clairement dans un document accompagnant la soumission.

Les spécifications indiquées au devis sont les caractéristiques minimales exigées par la Ville. Pour être reconnus, les équipements proposés doivent posséder les caractéristiques égales ou supérieures à celles spécifiées au devis.

EXIGENCES DE LA VILLE		CONFORME		RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES
		Oui	Non	
CONFORMITÉ AUX EXIGENCES				
Le soumissionnaire devrait indiquer par un « X » dans la colonne appropriée la conformité ou non-conformité du produit qu'il propose. Le soumissionnaire doit inscrire les données et caractéristiques dans les cases réservées pour le soumissionnaire et en donner les détails, si nécessaire. Le défaut d'indiquer les déviations du matériel qu'il propose par rapport aux exigences du devis entraînera pour le soumissionnaire l'obligation de satisfaire à ces exigences. Les spécifications ci-dessous sont les exigences minimales auxquelles doivent satisfaire les produits proposés par le soumissionnaire.				
Rétrocaveuse (marques et modèles de référence avec les caractéristiques et l'équipement exigé au présent devis) John Deere 410 G Caterpillar 430 E Case 580 Komatsu 156PS-5		X		
1.1	Année de fabrication : 2008 ou plus récent.	X		
1.2	Puissance : 90 HP minimum.	X		

1.3 Système hydraulique : débit de 28 GPM minimum.	X		
1.4 Capacité de levage supérieure à 7 000 lb à pleine hauteur.	X		
1.5 Bras articulé télescopique avec système d'attache rapide hydraulique pour accessoires.	X		
1.6 Arc de rotation de l'appareil de 180 degrés.	X		
1.7 L'appareil doit pouvoir charger un camion à un minimum de 11 pi de hauteur.	X		
1.8 Anneau de levage au point d'articulation et testé selon la capacité de levage de l'appareil.	X		
1.9 Soupape de retenue sur le système hydraulique du mât de levage du godet.	X		
1.10 Éclairage : minimum de deux (2) lumières orientées vers le côté de l'appareil et de quatre (4) orientées vers l'avant pour le travail.	X		

EXIGENCES DE LA VILLE	CONFORME		RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES
	OUI	NON	
Équipement de sécurité	X		
1.11 Avertisseur sonore de marche arrière.	X		
1.12 Éclairage de marche arrière.	X		
1.13 Gyrophare lumineux orange rotatif sur le toit de la cabine.	X		
1.14 Phares de route.	X		
1.15 Système d'éclairage directionnel.	X		
1.16 Klaxon.	X		
1.17 Triangle indicateur de marche lente.	X		
Équipement et accessoires			
1.18 Godet à fossé de 18 à 48 po.	X		
1.19 Dent de décrochage (ripper tooth).	X		
1.20 Godet à déversement latéral (side dump bucket)	X		
1.21 Godet avec pince	X		

ANNEXE 7.00 - LOT 4,5 & 6 - LE FORMULAIRE DE RÉPONSE AU DEVIS TECHNIQUE POUR LA RÉTROCAVEUSE POUR VILLERAY, SAINT-MICHEL PARC EXTENSION;

Le soumissionnaire doit indiquer, dans la colonne appropriée du formulaire de devis si l'équipement qu'il propose est conforme ou non. En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement, dérogation ou variable aux spécifications doit être décrit et explicité clairement dans un document accompagnant la soumission.

Les spécifications indiquées au devis sont les caractéristiques minimales exigées par la Ville. Pour être reconnus, les équipements proposés doivent posséder les caractéristiques égales ou supérieures à celles spécifiées au devis.

DEVIS TECHNIQUE

DESCRIPTION DU BIEN REQUIS – RÉTROCAVEUSE POUR TRAVAUX D'EXCAVATION.	Fournir les renseignements demandés en indiquant conforme et/ou indiqué tout écart aux spécifications
1) Appareil quatre (4) roues motrices de l'année 2007 ou plus récent.	CONFORME
2) Moteur d'une puissance nette minimum de 95 HP.	CONFORME
3) Système hydraulique d'un débit minimum de 35 GPM.	CONFORME
4) L'appareil doit pouvoir charger un camion à un minimum de 11 pieds de hauteur.	CONFORME
5) L'appareil doit pouvoir creuser à un minimum de 19 pieds de profondeur avec fond plat de 24 po.	CONFORME
6) La capacité de levage de l'appareil doit être plus grande que 7 000 lb à pleine hauteur.	CONFORME
7) La rétrocaveuse sera muni d'un bras articulé télescopique et d'un système d'attache rapide hydraulique pour les accessoires.	CONFORME
8) L'arc de rotation de la rétrocaveuse sera de 180 degré.	CONFORME
9) Un anneau de levage au point d'articulation est requis et testé selon la capacité de levage de l'appareil.	CONFORME

ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES NÉCESSAIRES	
10) Plaque vibrante.	CONFORME
11) Foulon de compaction	CONFORME
12) Godet de tranchée 18 pouces.	CONFORME
13) Godet de tranchée 24 pouces.	CONFORME
14) Brise béton d'une classe d'impact minimum de 1300 pi. lbs.	CONFORME
15) Godet non dentelé d'un minimum de 90 po de largeur avec déversement latéral.	CONFORME
16) Soupape de retenue sur le système hydraulique du mât de levage du godet.	CONFORME
17) Minimum de deux lumière d'éclairage orientés vers le coté de la rétrocaveuse et quatre orientées vers l'avant pour l'aire de travail.	CONFORME
18) Gyrophare sur le toit de la cabine.	CONFORME

ANNEXE 7.00 - LOT 1 - LE FORMULAIRE DE RÉPONSE AU DEVIS TECHNIQUE POUR LA MINI-EXCAVATRICE POUR VILLE-MARIE;

DESCRIPTION DE L'APPAREIL REQUIS – UNE (1) MINI EXCAVATRICE		Fournir les renseignements demandés en indiquant conforme ou indiquer tout écart aux spécifications
1.	Les appareils doivent être de type John Deere 50, Kubota KX121-3, New Holland E40, 2SR ou son équivalent **(Inscrire votre marque et modèle si différent)**	50 D
2.	L'année de fabrication doit être 2011 et plus	2012
3.	Marteau hydraulique	✓
4.	Plaque vibrante hydraulique	✓
5.	Pouce hydraulique	✓
6.	Terrière hydraulique	—
7.	Dents défonceuses pour arracher des souches	✓
8.	Tractions de caoutchouc	✓
9.	Godet de 12, 18, 24 et 42 pouces	12. 18. 24. 42
ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ		
10.	Avertisseur sonore de marche arrière	✓
11.	Éclairage de marche arrière	✓
12.	Gyrophare lumineux orange rotatif sur le toit de la cabine	✓
13.	Phares de route	—
14.	Système d'éclairage directionnel	✓
15.	Klaxon	✓

Le soumissionnaire doit indiquer, dans la colonne appropriée, si l'équipement qu'il propose est conforme ou non. En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement, dérogation ou variable aux spécifications doit être décrit et explicité clairement dans un document accompagnant la soumission.

Les spécifications indiquées au devis sont les caractéristiques minimales exigées par la Ville. Pour être reconnus, les équipements proposés doivent posséder les caractéristiques égales ou supérieures à celles spécifiées au devis.

LAREAU
COURTIERS D'ASSURANCES

AVANT / PENDANT / APRÈS

CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ

Le 18 septembre 2017
L'assureur atteste à qui de droit que les assurances ci-dessous sont en vigueur à ce jour.

Assuré	LOCATION GUAY ET 9154-6937 QUEBEC INC.
Adresse	235, CHEMIN DE LA CITE DES JEUNES, SAINT-CLET, QC, J0P 1S0
Activités assurées	LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS ET PAVAGE DE ROUTE

LA PRÉSENTE ATTESTATION N'EST ÉMISE QU'À TITRE D'INFORMATION ET NE CONFÈRE AUCUN DROIT À SON TITULAIRE.
ELLE N'ÉTEND NI NE MODIFIE AUCUNEMENT LA GARANTIE ACCORDÉE PAR LES CONTRATS CI-DESSOUS.

Les contrats d'assurance énumérés ci-dessous ont été émis à l'assuré désigné pour la durée du contrat indiquée. Les assurances sont régies par les contrats ou autres documents auxquels la présente attestation se rattache ou par suite desquels elle a été établie. Les montants globaux indiqués peuvent avoir été réduits en raison du règlement de réclamations.

Assuré sup.	Nature de l'assurance	Compagnie d'assurance	Numéro de police	Date effective (jj mois aaaa)	Montants de garantie	
☐	**Responsabilité civile des entreprises** ☒ Survenance des dommages ☐ Date des réclamations ☐ Montant global général applicable par : ☐police ☐projet ☐situation	La Souveraine	LAR-S0V-111	21 septembre 2017 au 21 septembre 2018	Par sinistre	2, 000,000 $
					Préjudice personnel	2, 000,000 $
					Global pour le risque produits / après travaux	2, 000,000 $
					Global général	N/A
					Frais médicaux (par personne)	2,500 $
					Responsabilité locative (par situation)	100,000 $
					RC des non-propriétaires	2, 000,000 $
☐	**Responsabilité civile automobile** ☐ Tous les véhicules de l'assuré ☐ Véhicules désignés ☐				Montant combiné (par accident)	$
☐	**Responsabilité civile des garagistes** ☐ Tous les véhicules ☐				Automobile (par accident)	$
					Par accident	$
☐	**Responsabilité civile excédentaire / Umbrella** ☒ Survenance des dommages ☐ Date des réclamations ☐	La Souveraine	LAR-S0V-111	21 septembre 2017 au 21 septembre 2018	Par sinistre	8, 000, 000 $
					Global	8, 000, 000 $
Divers	☐					$
	☐					$
	☐					$

Nature des activités, situations ou véhicules, exclusions ajoutées par avenant et dispositions spéciales

Titulaire de l'attestation et adresse	À QUI DE DROIT
Résiliation	L'assureur s'efforcera de donner au titulaire ci-dessus, un préavis écrit de XX jours de la résiliation de toute assurance indiquée ci-dessus, mais son défaut de ce faire ne saurait engager sa responsabilité ni celle de ses agents ou représentants.
Agent habilité	

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1267

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: VW12915-9

N° DE DOSSIER: 62923222

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
JOHND	50D	2012		4904	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1FF050DXJBG276308

N° D'UNITÉ: 1767

6005 08 (2016-07)

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2018	01	26	2019	03	31	SRWG95FSW

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
9154-6937 QUEBEC INC.

Québec

CATÉGORIE D'USAGE: VO - HR - SP - AUTRE V-A8

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

SK1767

DO Equipements.ca

Tel: (450) 374-2031 Fax: (514) 221-3332
Courriel: info@doequipements.ca

573 Chemin Larocque
Valleyfield, Québec J6T 4C9

FACTURE

N° contrat: 6757
Date: 2017-05-18
Date d'expédition:
Page: 1
N° commande

Vendu à:

9154-6937 Quebec Inc
Bertrand Guay
235 Ch de la Cité des Jeunes
St-Clet, Qc J0P 1S0

Expédié à:

9154-6937 Quebec Inc
Bertrand Guay
235 Ch de la Cité des Jeunes
St-Clet, Qc J0P 1S0

No. d'entreprise: 1146813846

Quantité	Description	Prix unit.	Montant
1	2012 John Deere 50D série #1FF050DXJBG276308 - Sans buckets	62900.00	62900.00
	Sous-total:		62900.00
	FP - TPS 5%, TVQ 9.975% TVQ TPS		6274.28 3145.00

Paye
Cheque # 2864
$12,647.25

Numéro d'inscription # 1020272500
TPS # 141957910RT0001
TVQ # 1020272500TQ0001

Le client confirme que l'équipement est comforme à la description.
À moins d'indications contraires, aucune garantie n'est offerte sur le matériel usagé.

Signature du client: _____ Date: 19-05-14

Conditions: NET 30 JOURS Des frais de 2% par mois seront chargés pour tout compte en retard

Merci de faire affaire avec nous et merci de nous référer!

Vendu par: Régis Daoust

Montant total 72319.28

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1770

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FMR7181-2

N° DE DOSSIER: 46307435

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 01 26

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2019 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWG9BFHW

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2017		8350	

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F - D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1T0410LXHGD304768

N° D'UNITÉ: 1770

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-07)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

stk 1770

JOHN DEERE

CONTRAT DE LOCATION – CANADA

Nom	LOCATAIRE 9154-6937 Quebec inc. A/s location Bertrand Guay	DATE DE DÉBUT 6 juin 2017	DATE DE FIN 31 octobre 2017	N° DE LOCATION
Rue ou RR	235 cité des jeunes	SUCCURSALE/RÉGION Laval /Quebec	N° DE COMPTE	NE PAS écrire dans les zones ombrées. À usage interne uniquement
Ville, Prov., Code postal	st-clet, Qc,J0P1S0	NOM ET ADRESSE DU LOCATEUR 4500 Aut. Chomedey Laval, Qc H7R6E9		NOMBRE DE MOIS 4
Numéro de téléphone	450-456-3314			DATE D'APPLICATION
Personne-ressource	Bertrand Guay			PAIEMENTS APPLIQUÉS
Bon de commande du client		F.A.B. ☐ Point de location ou ☐ Autre: _____		

Pourcentage des loyers applicable à l'option d'achat : 100%moins les intérets(prime + 2)%

Frais de gestion de location (s'il en est) _____%

Dépôt de garantie : _____ $

Nombre maximum d'heures d'utilisation ne peut excéder :
_____heures/jour _____heures/semaine _____heures/mois

Frais de location pour les heures excédentaires : _____ $/heure

Location minimale garantie par le locataire : _____$

FRAIS DE LOCATION CALCULÉS PAR
☐Heure ☐Jour ☐Sem. ☒Mois* ☐Autre : _____
* Pour l'équipement loué sur une base mensuelle dans le cadre de ce contrat de location, chaque mois est considéré comme ayant vingt-huit (28) jours consécutifs.

Taux de location		4000 $
+ Taxes : TPS/TVH	%	200 $
+ Taxes : TVP	%	$
+ Taxes : TVQ (Québec seul.)	%	399 $
+ Frais supplémentaires		$
* Le coût de location total est payable à l'avance à la (aux) date(s) suivante(s) : 4599	< Coût de location total* >	4599 $

LIEU D'UTILISATION DE L'ÉQUIPEMENT : (Comté) (Code de pays#) (Ville) (Prov.)

< Le locataire ne déplacera pas l'équipement hors de cet emplacement sans le consentement écrit du locateur.

N° de référence du document	Qté	Modèle	Équipement, Incluant accessoires (Marque, modèle, taille, description et N° de série)	Relevé du compteur d'heures	Valeur actuelle	
2017 1T0410LX H6D	1	410L	#stk 114724 avec cpl EDF stk 120106 et stk# 120116	4	142 000	
304768	1					
						Valeur actuelle totale

LOCATAIRE (choisir uniquement s'il y a lieu)
Entité non gouvernementale : choisir un ☐
Entité gouvernementale : choisir un ☐

MARCHÉ DESTINÉ (choisir s'il y a lieu uniquement)
Agriculture : choisir un ☐
Bâtiment : choisir un ☐
Terrassement : choisir un ☐
Foresterie : choisir un ☐
Manutention : choisir un ☐

(choisir uniquement s'il y a lieu)
Exploitation ou extraction minière : choisir un ☐
Location : choisir un ☐
Travaux routiers : choisir un ☐
Sous-sol : choisir un ☐
Autres : choisir un ☐

LE PRÉSENT CONTRAT DE LOCATION EST ASSUJETTI À L'ENSEMBLE DES CONDITIONS ÉNONCÉES DANS LES PAGES SUIVANTES, LESQUELLES FONT TOUTES, PAR LES PRÉSENTES, PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CONTRAT DE LOCATION.

NOM DU LOCATAIRE :

(le client)

NOM DU LOCATEUR :

(le concessionnaire)

Signature autorisée :

Initiales du client BG
Date _____

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1669

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FMR7180-1

N° DE DOSSIER: 46307435

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 01 26

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2019 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWG95FGW

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2016		8350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1T0410LXJGD299936

N° D'UNITÉ: 1669

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F - D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-07)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

STK 1669

JOHN DEERE

CONTRAT DE LOCATION – CANADA

Nom	LOCATAIRE 9154-6937 Quebec inc. A/s location Bertrand Guay	DATE DE DÉBUT 6 juin 2017	DATE DE FIN 31 octobre 2017	N° DE LOCATION
Rue ou RR	235 cité des jeunes	SUCCURSALE/RÉGION Laval /Quebec	N° DE COMPTE	NE PAS écrire dans les zones ombrées. À usage interne uniquement
Ville, Prov., Code postal	st-clet, Qc,J0P1S0	NOM ET ADRESSE DU LOCATEUR 4500 Aut. Chomedey Laval, Qc H7R6E9		NOMBRE DE MOIS 4
Numéro de téléphone	450-456-3314			DATE D'APPLICATION
Personne-ressource	Bertrand Guay			PAIEMENTS APPLIQUÉS
Bon de commande du client		F.A.B. ☐ Point de location ou ☐ Autre: _____		

Pourcentage des loyers applicable à l'option d'achat : 100%moins les intérets(prime + 2)%

Frais de gestion de location (s'il en est) _____%

Dépôt de garantie : _____ $

Nombre maximum d'heures d'utilisation ne peut excéder :
_____heures/jour _____heures/semaine _____heures/mois

Frais de location pour les heures excédentaires : _____ $/heure

Location minimale garantie par le locataire : _____$

FRAIS DE LOCATION CALCULÉS PAR
☐Heure ☐Jour ☐Sem. ☒Mois* ☐Autre : _____
* Pour l'équipement loué sur une base mensuelle dans le cadre de ce contrat de location, chaque mois est considéré comme ayant vingt-huit (28) jours consécutifs.

Taux de location		4000 $
+ Taxes : TPS/TVH	%	200 $
+ Taxes : TVP	%	$
+ Taxes : TVQ (Québec seul.)	%	399 $
+ Frais supplémentaires		$
< Coût de location total* >		4599 $

* Le coût de location total est payable à l'avance à la (aux) date(s) suivante(s) : 4599

LIEU D'UTILISATION DE L'ÉQUIPEMENT : (Comté) (Code de pays#) (Ville) (Prov.)

< Le locataire ne déplacera pas l'équipement hors de cet emplacement sans le consentement écrit du locateur.

N° de référence du document	Qté	Modèle	Équipement, incluant accessoires (Marque, modèle, taille, description et N° de série)	Relevé du compteur d'heures	Valeur actuelle	
2016	1	410L	#stk 97795 avec cpl EDF stk 120104 et stk# 120114	211	136 000	
1T0410LXJGD	1					
299936						
						Valeur actuelle totale

LOCATAIRE (choisir uniquement s'il y a lieu)
Entité non gouvernementale : choisir un ☐
Entité gouvernementale : choisir un ☐

MARCHÉ DESTINÉ (choisir s'il y a lieu uniquement)
Agriculture : choisir un ☐
Bâtiment : choisir un ☐
Terrassement : choisir un ☐
Foresterie : choisir un ☐
Manutention : choisir un ☐

(choisir uniquement s'il y a lieu)
Exploitation ou extraction minière : choisir un ☐
Location : choisir un ☐
Travaux routiers : choisir un ☐
Sous-sol : choisir un ☐
Autres : choisir un ☐

LE PRÉSENT CONTRAT DE LOCATION EST ASSUJETTI À L'ENSEMBLE DES CONDITIONS ÉNONCÉES DANS LES PAGES SUIVANTES, LESQUELLES FONT TOUTES, PAR LES PRÉSENTES, PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CONTRAT DE LOCATION.

NOM DU LOCATAIRE :

(le client)

NOM DU LOCATEUR :

(le concessionnaire)

Signature autorisée :

Initiales du client
Date _____

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1663

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FLD9554-1

N° DE DOSSIER: 46307435

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 01 26

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2019 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWG98F6W

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2016		8350	

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F - D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1T0410LXTGD299933

N° D'UNITÉ: 1663

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-07)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

STK 16663 - G/L 2846

642216

JOHN DEERE

CONTRAT DE BAIL

Avec option d'achat

-des clients d'équipement agricole de toutes les provinces sauf AB, SK, MB et QC
-des clients d'équipement de construction et forestier de toutes les provinces sauf des particuliers du QC
-des clients d'équipement d'entretien des pelouses (commerciales) sauf des particuliers du QC

REMARQUE : TOUS LES DROITS ET AVANTAGES DU LOCATEUR SUIVANT LE PRÉSENT BAIL ET TOUS LES DROITS DU LOCATEUR DANS LES BIENS ONT ÉTÉ CÉDÉS À JOHN DEERE CANADA ULC

N° de compte (réservé au personnel): _____
N° de TPS et de JDC ULC: 133846758RT0001
N° de JDFI: 894925288RT0001
N° d'inscription TVQ: 1015119604

Le présent bail est intervenu entre le locateur, le locataire et le co-locataire, s'il y a lieu:

Dénomination sociale et adresse complète du locateur (fournisseur) (y compris le code postal)	**N° du locateur (fournisseur)** 766133
NORTRAX QUEBEC INC. 4500 AUTOROUTE CHOMEDEY LAVAL, QC H7R6E9 4506253221	**N° d'inscription TPS/TVH du locateur (fournisseur)** 143381622
Dénomination du locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du locataire** X
9154-6937 QUEBEC INC. Faisant Affaire Sous: LOCATION GUAY 235 CH DE LA CITE-DES-JEUNES SAINT-CLET, QC J0P1S0 4504563314	**Nom et qualité du signataire autorisé** (s'il s'agit d'une société) BERTRAND GUAY, PRÉSIDENT/PRÉSIDENTE
Dénomination du co-locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du co-locataire** **Date de naissance du co-locataire** (s'il s'agit d'un particulier) (m/j/a) 01/ 11/ 1966
GUAY BERTRAND 275 CH DE LA MAIRIE RIGAUD, QC J0P1P0 4504563314	

Nom et adresse du fournisseur (fabricant) (Cocher la case appropriée) [X] John Deere Canada ULC, 295 Hunter Road, Grimsby, ON L3M 4H5 - et - [ ] Autre fournisseur (le cas échéant) (préciser le nom et l'adresse) _____

Le présent bail porte sur la location des biens décrits ci-dessous. Les termes **vous, vos, et votre** désignent le locataire et le co-locataire, s'il en est, susmentionnés. Les termes **nous, nos, notre**, et **locateur** désignent le locateur (fournisseur) susmentionné et John Deere Canada ULC (« **JD Canada** ») lorsque le locateur (fournisseur) cède le présent bail après que vous l'ayez signé.

1. Description des biens: Le locateur convient de vous louer, et vous convenez de louer, les biens suivants (les « **biens** ») selon les modalités énoncées dans le présent bail:

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	NEUF/ USAGÉ	MODÈLE	BIENS (TAILLE ET DESCRIPTION)	PRISE DE FORCE / PUISSANCE NETTE / HORSEPOWER	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT
1	2016	JOHN DEERE	Neuf	410LXT	JOHN DEERE 410L LOADER BACKHOE 2016 Deere 410L c/a GODET 1.5 V.C., Q/A EDF RETRO. GODET EDF 24"		1T0410LXTGD299933

Tout accessoire, toute pièce de rechange ou toute autre pièce d'équipement rattachée aux biens, tout bien en remplacement et tout produit tiré des biens sont considérés faire partie des biens.

REPRISE et/ou AVANCE

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	MODÈLE	DESCRIPTION DE LA REPRISE	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT	VALEUR DE REPRISE

Total de la TPS/TVH sur la valeur de reprise (ce champ s'applique si le locataire a un n° de TPS/TVH et souhaite reprendre du matériel)	0.00$	
Montant dû total	0.00$	
Valeur de reprise nette (Valeur de reprise moins montant dû, à l'exclusion des taxes sur la valeur de reprise, le cas échéant)		0.00$
Avance au comptant		0.00$
Avance totale (Valeur de reprise nette + avance au comptant)		0.00$

Vous convenez de vendre les biens repris susmentionnés au locataire (fournisseur) indiqué ci-dessus et vous confirmez que vous êtes propriétaire des biens repris et qu'ils sont libres de toute sûreté, hypothèque, priorité et autre charge, à l'exception de celles consenties en faveur de la ou des personnes mentionnées à la rubrique « Description de la reprise » ci-dessus dans la mesure décrite à cette même rubrique. Vous convenez que la valeur de reprise ci-dessus représente la juste valeur marchande du ou des biens repris. Si un montant demeure dû relativement au bien repris, vous convenez de payer ce

montant et de nous indemniser et de nous exonérer, ainsi que les membres de notre groupe, à l'égard de toute perte subie en raison de votre défaut de rembourser un tel montant.

2. Modalités de remboursement : En contrepartie de la location des biens décrits ci-dessus, vous promettez de verser les paiements de loyer prévus à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin tel que cela est énoncé ci-dessous:

Fréquence des paiements: Mensuelle

Nbre de versements	Date d'échéance du premier paiement (m/j/a)	Paiement de loyer de base prévu (à l'exception des taxes)	Taxe provinciale applicable** (par versement)	Taxe fédérale applicable** (par versement)	Paiements de loyer prévus (y compris les taxes applicables)
60	11/21/2016	2,566.28$	254.99$	127.81$	2,939.08$

**Les taux de taxes sont sous réserve de modifications en fonction des taux en vigueur à la date d'échéance du paiement.

Totalité des paiements de loyer de base prévus (à l'exclusion des taxes applicables):	153,376.80$	**Totalité des paiements de loyer prévus** (y compris les taxes applicables):	176,344.80$

3. Détails supplémentaires

1) Date de commencement (m/j/a)	11/ 21/ 2016
2) Date à laquelle la durée du bail prend fin (m/j/a)	11/ 21/ 2021
3) Durée (en mois)	60
4) Heures maximales d'utilisation par année	0
5) Frais d'utilisation excédentaire par heure	0.00$

4. Montant dû à la signature

1) Avance totale (indiqué à "Avance totale" ci-dessus)	0.00$
2) a) Taxe fédérale applicable à l'avance totale (TPS/TVH)	0.00$
2) b) Taxe provinciale applicable à l'avance totale	0.00$
3) Premier paiement de loyer prévu (y compris les taxes applicables)	2,939.08$
4) Montant dû à la signature ((1) + (2)(a) + (2)(b) + (3))	2,939.08$

Option d'achat : Si vous respectez toutes les modalités du présent bail et que vous avez transmis un avis écrit au moins **60** jours avant la date à laquelle la durée du bail prend fin, vous pouvez choisir d'acheter les biens « tels quels et où ils se trouvent » à un prix d'option de 1.00$, plus toutes les taxes applicables. Sur réception d'un tel avis, nous vous facturerons le prix d'option, plus toutes les taxes applicables, ainsi que tous les montants impayés aux termes du bail, et nous vous transférerons le titre de propriété des biens sur réception du paiement intégral de la facture. Les biens doivent, à vos frais, être inspectés et obtenir une certification quant au bon état de leur mécanique, tel qu'il est requis par la loi.

Durée. Vous ferez la totalité des paiements de loyer prévus et vous nous paierez tous les autres frais applicables à l'avance aux dates énoncées ci-dessus à la rubrique intitulée « Modalités de remboursement » jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin, inclusivement.

Paiements. Les paiements mentionnés ci-dessus représentent uniquement les paiements pour l'utilisation des biens (y compris les frais applicables) à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin. Les frais de maintenance relatifs aux biens sont expressément exclus des paiements mentionnés ci-dessus et ne font pas partie du présent bail. Vous effectuerez vos paiements à notre nom, au C.P. 4696, Station A, Toronto (Ontario), M5W 6C5 ou de telle autre façon que nous pouvons indiquer. Vous paierez aussi, sur demande, a) l'intérêt sur toutes sommes qui sont en souffrance jusqu'à ce qu'elles soient réglées en entier, au taux de 24 % par année (le « **taux pour arriérés** »); et b) les frais d'utilisation excédentaire pour chaque heure d'utilisation des biens qui s'ajoute au nombre d'heures maximales permises par année qui figurent ci-dessus. Nous pouvons accepter les paiements portant la mention « payé en entier » ou autres endossements restrictifs sans perdre aucun de nos droits prévus aux termes du présent bail. Si un chèque est retourné pour toute raison, y compris en cas d'insuffisance de fonds, vous nous verserez des frais d'administration de 25 $ par événement. Votre obligation d'effectuer les paiements ne sera touchée par aucun litige pouvant survenir entre vous et le fournisseur ou le fabricant. Dans la mesure où ce n'est pas formellement interdit par les lois applicables, vous ne pouvez pas utiliser ces réclamations contre le fournisseur ou le fabricant en tant en tant qu'éléments de défense ou de demande reconventionnelle contre nos efforts ou ceux de nos cessionnaires dans le but de percevoir la totalité de ce que vous devez aux termes du présent bail ou de reprendre possession des biens. À la fin de la durée, nous n'exigerons ni ne rembourserons pas un écart inférieur à 25 $ découlant d'un paiement inférieur ou supérieur à vos obligations aux termes du présent bail.

Affectation des paiements. Toute somme que nous recevons peut être affectée, à notre choix, au montant que vous devez aux termes du présent bail ou à toute autre dette que vous avez envers nous ou envers tout membre du même groupe que nous, et ce, malgré toute directive que vous pouvez nous transmettre. De plus, les sommes peuvent être affectées, si la loi le permet, au règlement de frais de retard avant d'être affectées au paiement du loyer. Si nous cédons le présent bail, tout cessionnaire peut appliquer les sommes que vous lui faites parvenir, ainsi que tout autre montant, à son choix, au règlement du montant que vous devez aux termes du présent bail ou de toute autre dette que vous avez envers ce cessionnaire, malgré toute directive que vous pouvez transmettre.

Utilisation, soin et maintenance des biens. Vous n'utiliserez pas les biens à des fins personnelles, familiales ou ménagères ni ne permettrez qu'ils soient fixés ou joints à un bien immobilier. Vous effectuerez la maintenance, ferez les réparations et remplacerez les parties abîmées, brisées ou défectueuses nécessaires afin de conserver les biens en aussi bon état que lorsqu'ils vous ont été remis, à l'exception uniquement de l'usure normale, et ce, à vos propres frais (à moins que ce ne soit couvert par la garantie). Vous verrez à ce que l'horomètre soit connecté aux biens en tout temps et convenez que celui-ci déterminera le nombre d'heures d'utilisation. Vous convenez également que vous conserverez et utiliserez les biens conformément au manuel d'utilisation et aux instructions d'utilisation du fabricant. Nous pouvons inspecter les biens et vos registres ayant trait aux biens à toute heure raisonnable.

Créances sur les biens. Vous confirmez que nul, hormis nous, n'a un intérêt juridique sur les biens ou le produit tiré de ceux-ci. À moins et jusqu'à ce que vous exerciez votre option d'achat des biens, le présent bail ne vous confère aucun droit, titre ou intérêt dans les biens ou le produit qui en est tiré, sauf en qualité de locataire. Vous conserverez les biens libres de toutes les réclamations fondées en droit, à l'exception de la nôtre. Vous ne pouvez pas sous-louer les biens, vendre ou transférer un droit sur les biens, ni les grever d'un droit ou en remettre la possession ou le contrôle à quiconque, sauf dans la mesure permise aux présentes. Vous ne pouvez pas sortir les biens de la province qui figure à l'adresse du locataire susmentionnée sans le consentement écrit préalable de JD Canada.

Perte ou destruction des biens. Vous devez maintenir une assurance sur les biens (souscrite auprès d'un assureur qui nous convient) a) contre tout risque, y compris la perte totale, l'incendie, le vol, les dommages ou la destruction; et b) au moyen d'une assurance responsabilité civile générale d'une limite d'au moins 1 million de dollars. Vous êtes tenu de souscrire des assurances supplémentaires si nous vous en faisons la demande. Vous ferez en sorte que JD Canada et John Deere Finance Inc. soient des « assurés désignés » et les « bénéficiaires désignés » aux termes de chaque police ayant trait aux biens et vous transmettrez à John Deere Finance Inc. un certificat d'assurance comme preuve de cette assurance. L'assurance doit être égale à la juste valeur marchande des biens et doit contenir une clause exigeant que l'assureur fournisse à John Deere Finance Inc. un avis de 30 jours advenant toute proposition d'annulation, de non-renouvellement ou de modification importante. Vous conférez à JD Canada et John Deere Finance Inc. le droit d'encaisser, à tout moment, les indemnités de toute assurance couvrant les biens jusqu'à concurrence de la valeur de résiliation (au sens donné ci-dessous) des biens. La perte, la destruction

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1662

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FLD9553-0

N° DE DOSSIER: 46307435

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 01 26

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2019 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWG95F5W

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2016		8350	

CATÉGORIE D'USAGE: VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1T0410LXCGD299803

N° D'UNITÉ: 1662

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-07)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

stk 1662 G/L 2834

642222

JOHN DEERE

CONTRAT DE BAIL

Avec option d'achat

-des clients d'équipement agricole de toutes les provinces sauf AB, SK, MB et QC
-des clients d'équipement de construction et forestier de toutes les provinces sauf des particuliers du QC
-des clients d'équipement d'entretien des pelouses (commerciales) sauf des particuliers du QC

REMARQUE : TOUS LES DROITS ET AVANTAGES DU LOCATEUR SUIVANT LE PRÉSENT BAIL ET TOUS LES DROITS DU LOCATEUR DANS LES BIENS ONT ÉTÉ CÉDÉS À JOHN DEERE CANADA ULC

N° de compte (réservé au personnel): _____
N° de TPS et de JDC ULC: 133846758RT0001
N° de JDFI: 894925288RT0001
N° d'inscription TVQ: 1015119604

Le présent bail est intervenu entre le locateur, le locataire et le co-locataire, s'il y a lieu:

Dénomination sociale et adresse complète du locateur (fournisseur) (y compris le code postal)	**N° du locateur (fournisseur)** 766133
NORTRAX QUEBEC INC. 4500 AUTOROUTE CHOMEDEY LAVAL, QC H7R6E9 4506253221	**N° d'inscription TPS/TVH du locateur (fournisseur)** 143381622
Dénomination du locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du locataire** X
9154-6937 QUEBEC INC. Faisant Affaire Sous: LOCATION GUAY 235 CH DE LA CITE-DES-JEUNES SAINT-CLET, QC J0P1S0 4504563314	**Nom et qualité du signataire autorisé** (s'il s'agit d'une société) BERTRAND GUAY, PRÉSIDENT/PRÉSIDENTE
Dénomination du co-locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du co-locataire**
GUAY BERTRAND 275 CH DE LA MAIRIE RIGAUD, QC J0P1P0 4504563314	**Date de naissance du co-locataire** (s'il s'agit d'un particulier) (m/j/a) 01/ 11/ 1966

Nom et adresse du fournisseur (fabricant) (Cocher la case appropriée) [X] John Deere Canada ULC, 295 Hunter Road, Grimsby, ON L3M 4H5 - et - [ ] Autre fournisseur (le cas échéant) (précuser le nom et l'adresse) _____

Le présent bail porte sur la location des biens décrits ci-dessous. Les termes **vous, vos**, et **votre** désignent le locataire et le co-locataire, s'il en est, susmentionnés. Les termes **nous, nos, notre**, et **locateur** désignent le locateur (fournisseur) susmentionné et John Deere Canada ULC (« **JD Canada** ») lorsque le locateur (fournisseur) cède le présent bail après que vous l'ayez signé.

1. Description des biens: Le locateur convient de vous louer, et vous convenez de louer, les biens suivants (les « **biens** ») selon les modalités énoncées dans les présent bail:

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	NEUF/ USAGÉ	MODÈLE	BIENS (TAILLE ET DESCRIPTION)	PRISE DE FORCE / PUISSANCE NETTE / HORSEPOWER	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT
1	2016	JOHN DEERE	Neuf	410LXT	JOHN DEERE 410L LOADER BACKHOE 2016 Deere 410L c/a GODET 1.5 V.C., Q/A EDF RETRO. GODET EDF 24"		1T0410LXCGD299803

Tout accessoire, toute pièce de rechange ou toute autre pièce d'équipement rattachée aux biens, tout bien en remplacement et tout produit tiré des biens sont considérés faire partie des biens.

REPRISE et/ou AVANCE

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	MODÈLE	DESCRIPTION DE LA REPRISE	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT	VALEUR DE REPRISE

Total de la TPS/TVH sur la valeur de reprise (ce champ s'applique si le locataire a un n° de TPS/TVH et souhaite reprendre du matériel)	0.00$	
Montant dû total	0.00$	
Valeur de reprise nette (Valeur de reprise moins montant dû, à l'exclusion des taxes sur la valeur de reprise, le cas échéant)		0.00$
Avance au comptant		0.00$
Avance totale (Valeur de reprise nette + avance au comptant)		0.00$

Vous convenez de vendre les biens repris susmentionnés au locataire (fournisseur) indiqué ci-dessus et vous confirmez que vous êtes propriétaire des biens repris et qu'ils sont libres de toute sûreté, hypothèque, priorité et autre charge, à l'exception de celles consenties en faveur de la ou des personnes mentionnées à la rubrique « Description de la reprise » ci-dessus dans la mesure décrite à cette même rubrique. Vous convenez que la valeur de reprise ci-dessus représente la juste valeur marchande du ou des biens repris. Si un montant demeure dû relativement au bien repris, vous convenez de payer ce

montant et de nous indemniser et de nous exonérer, ainsi que les membres de notre groupe, à l'égard de toute perte subie en raison de votre défaut de rembourser un tel montant.

2. Modalités de remboursement : En contrepartie de la location des biens décrits ci-dessus, vous promettez de verser les paiements de loyer prévus à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin tel que cela est énoncé ci-dessous:

Fréquence des paiements: Mensuelle

Nbre de versements	Date d'échéance du premier paiement (m/j/a)	Paiement de loyer de base prévu (à l'exception des taxes)	Taxe provinciale applicable** (par versement)	Taxe fédérale applicable** (par versement)	Paiements de loyer prévus (y compris les taxes applicables)
60	11/21/2016	2,556.28$	254.99$	127.81$	2,939.08$

**Les taux de taxes sont sous réserve de modifications en fonction des taux en vigueur à la date d'échéance du paiement.

Totalité des paiements de loyer de base prévus (à l'exclusion des taxes applicables):	153,376.80$	**Totalité des paiements de loyer prévus** (y compris les taxes applicables):	176,344.80$

3. Détails supplémentaires	
1) Date de commencement (m/j/a)	11/ 21/ 2016
2) Date à laquelle la durée du bail prend fin (m/j/a)	11/ 21/ 2021
3) Durée (en mois)	60
4) Heures maximales d'utilisation par année	0
5) Frais d'utilisation excédentaire par heure	0.00$
4. Montant dû à la signature	
1) Avance totale (indiqué à "Avance totale" ci-dessus)	0.00$
2) a) Taxe fédérale applicable à l'avance totale (TPS/TVH)	0.00$
2) b) Taxe provinciale applicable à l'avance totale	0.00$
3) Premier paiement de loyer prévu (y compris les taxes applicables)	2,939.08$
4) Montant dû à la signature ((1) + (2)(a) + (2)(b) + (3))	2,939.08$

Option d'achat : Si vous respectez toutes les modalités du présent bail et que vous avez transmis un avis écrit au moins **60** jours avant la date à laquelle la durée du bail prend fin, vous pouvez choisir d'acheter les biens « tels quels et où ils se trouvent » à un prix d'option de 1,00$, plus toutes les taxes applicables. Sur réception d'un tel avis, nous vous facturerons le prix d'option, plus toutes les taxes applicables, ainsi que tous les montants impayés aux termes du bail, et nous vous transférerons le titre de propriété des biens sur réception du paiement intégral de la facture. Les biens doivent, à vos frais, être inspectés et obtenir une certification quant au bon état de leur mécanique, tel qu'il est requis par la loi.

Durée. Vous ferez la totalité des paiements de loyer prévus et vous nous paierez tous les autres frais applicables à l'avance aux dates énoncées ci-dessus à la rubrique intitulée « Modalités de remboursement » jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin, inclusivement.

Paiements. Les paiements mentionnés ci-dessus représentent uniquement les paiements pour l'utilisation des biens (y compris les frais applicables) à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin. Les frais de maintenance relatifs aux biens sont expressément exclus des paiements mentionnés ci-dessus et ne font pas partie du présent bail. Vous effectuerez vos paiements à notre nom, au C.P. 4696, Station A, Toronto (Ontario), M5W 6C5 ou de telle autre façon que nous pouvons indiquer. Vous paierez aussi, sur demande, a) l'intérêt sur toutes sommes qui sont en souffrance jusqu'à ce qu'elles soient réglées en entier, au taux de 24 % par année (le « **taux pour arriérés** »); et b) les frais d'utilisation excédentaire pour chaque heure d'utilisation des biens qui s'ajoute au nombre d'heures maximales permises par année qui figurent ci-dessus. Nous pouvons accepter les paiements portant la mention « payé en entier » ou autres endossements restrictifs sans perdre aucun de nos droits prévus aux termes du présent bail. Si un chèque est retourné pour toute raison, y compris en cas d'insuffisance de fonds, vous nous verserez des frais d'administration de 25 $ par événement. Votre obligation d'effectuer les paiements ne sera touchée par aucun litige pouvant survenir entre vous et le fournisseur ou le fabricant. Dans la mesure où ce n'est pas formellement interdit par les lois applicables, vous ne pouvez pas utiliser ces réclamations contre le fournisseur ou le fabricant en tant en tant qu'éléments de défense ou de demande reconventionnelle contre nos efforts ou ceux de nos cessionnaires dans le but de percevoir la totalité de ce que vous devez aux termes du présent bail ou de reprendre possession des biens. À la fin de la durée, nous n'exigerons ni ne rembourserons pas un écart inférieur à 25 $ découlant d'un paiement inférieur ou supérieur à vos obligations aux termes du présent bail.

Affectation des paiements. Toute somme que nous recevons peut être affectée, à notre choix, au montant que vous devez aux termes du présent bail ou à toute autre dette que vous avez envers nous ou envers tout membre du même groupe que nous, et ce, malgré toute directive que vous pouvez nous transmettre. De plus, les sommes peuvent être affectées, si la loi le permet, au règlement de frais de retard avant d'être affectées au paiement du loyer. Si nous cédons le présent bail, tout cessionnaire peut appliquer les sommes que vous lui faites parvenir, ainsi que tout autre montant, à son choix, au règlement du montant que vous devez aux termes du présent bail ou de toute autre dette que vous avez envers ce cessionnaire, malgré toute directive que vous pouvez transmettre.

Utilisation, soin et maintenance des biens. Vous n'utiliserez pas les biens à des fins personnelles, familiales ou ménagères ni ne permettrez qu'ils soient fixés ou joints à un bien immobilier. Vous effectuerez la maintenance, ferez les réparations et remplacerez les parties abîmées, brisées ou défectueuses nécessaires afin de conserver les biens en aussi bon état que lorsqu'ils vous ont été remis, à l'exception uniquement de l'usure normale, et ce, à vos propres frais (à moins que ce ne soit couvert par la garantie). Vous verrez à ce que l'horomètre soit connecté aux biens en tout temps et convenez que celui-ci déterminera le nombre d'heures d'utilisation. Vous convenez également que vous conserverez et utiliserez les biens conformément au manuel d'utilisation et aux instructions d'utilisation du fabricant. Nous pouvons inspecter les biens et vos registres ayant trait aux biens à toute heure raisonnable.

Créances sur les biens. Vous confirmez que nul, hormis nous, n'a un intérêt juridique sur les biens ou le produit tiré de ceux-ci. À moins et jusqu'à ce que vous exerciez votre option d'achat des biens, le présent bail ne vous confère aucun droit, titre ou intérêt dans les biens ou le produit qui en est tiré, sauf en qualité de locataire. Vous conserverez les biens libres de toutes les réclamations fondées en droit, à l'exception de la nôtre. Vous ne pouvez pas sous-louer les biens, vendre ou transférer un droit sur les biens, ni les grever d'un droit ou en remettre la possession ou le contrôle à quiconque, sauf dans la mesure permise aux présentes. Vous ne pouvez pas sortir les biens de la province qui figure à l'adresse du locataire susmentionnée sans le consentement écrit préalable de JD Canada.

Perte ou destruction des biens. Vous devez maintenir une assurance sur les biens (souscrite auprès d'un assureur qui nous convient) a) contre tout risque, y compris la perte totale, l'incendie, le vol, les dommages ou la destruction; et b) au moyen d'une assurance responsabilité civile générale d'une limite d'au moins 1 million de dollars. Vous êtes tenu de souscrire des assurances supplémentaires si nous vous en faisons la demande. Vous ferez en sorte que JD Canada et John Deere Finance Inc. soient des « assurés désignés » et les « bénéficiaires désignés » aux termes de chaque police ayant trait aux biens et vous transmettrez à John Deere Finance Inc. un certificat d'assurance comme preuve de cette assurance. L'assurance doit être égale à la juste valeur marchande des biens et doit contenir une clause exigeant que l'assureur fournisse à John Deere Finance Inc. un avis de 30 jours advenant toute proposition d'annulation, de non-renouvellement ou de modification importante. Vous conférez à JD Canada et John Deere Finance Inc. le droit d'encaisser, à tout moment, les indemnités de toute assurance couvrant les biens jusqu'à concurrence de la valeur de résiliation (au sens donné ci-dessous) des biens. La perte, la destruction

Société de l'assurance automobile Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

STK 1661

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

9154-6937 QUEBEC INC.
235 CH DE LA CITE DES JEUNES
SAINT-CLET QC J0P 1S0

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FLD9551-8

N° DE DOSSIER: 46307435

N° DE DOSSIER: 62923222

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 01 26

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2019 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWG9AF3W

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: JOHN DEERE FINANCIAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9154-6937 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	410L	2016		8068	

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F - D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1T0410LXTGD297566

N° D'UNITÉ: 1661

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-07)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-07)

STK 16661 GIL 2043

642162

JOHN DEERE

CONTRAT DE BAIL

Avec option d'achat

-des clients d'équipement agricole de toutes les provinces sauf AB, SK, MB et QC
-des clients d'équipement de construction et forestier de toutes les provinces sauf des particuliers du QC
-des clients d'équipement d'entretien des pelouses (commerciales) sauf des particuliers du QC

REMARQUE : TOUS LES DROITS ET AVANTAGES DU LOCATEUR SUIVANT LE PRÉSENT BAIL ET TOUS LES DROITS DU LOCATEUR DANS LES BIENS ONT ÉTÉ CÉDÉS À JOHN DEERE CANADA ULC

N° de compte (réservé au personnel): _____
N° de TPS et de JDC ULC: 133846758RT0001
N° de JDFI: 894925288RT0001
N° d'inscription TVQ: 1015119604

Le présent bail est intervenu entre le locateur, le locataire et le co-locataire, s'il y a lieu:

Dénomination sociale et adresse complète du locateur (fournisseur) (y compris le code postal)	**N° du locateur (fournisseur)** 766133
NORTRAX QUEBEC INC. 3855 BOUL MATTE BROSSARD, QC J4Y2P4 4504441030	**N° d'inscription TPS/TVH du locateur (fournisseur)** 143381622
Dénomination du locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du locataire** X
9154-6937 QUEBEC INC. Faisant Affaire Sous: LOCATION GUAY 235 CH DE LA CITE-DES-JEUNES SAINT-CLET, QC J0P1S0 4504563314	**Nom et qualité du signataire autorisé** (s'il s'agit d'une société) BERTRAND GUAY, PRÉSIDENT/PRÉSIDENTE
Dénomination du co-locataire (nom de famille et prénom, s'il s'agit d'un particulier et version française et anglaise, le cas échéant, s'il s'agit d'une société) **et adresse** (y compris le code postal)	**N° d'inscription TPS/TVH du co-locataire** **Date de naissance du co-locataire** (s'il s'agit d'un particulier) (m/j/a) 01/ 11/ 1966
GUAY BERTRAND 275 CH DE LA MAIRIE RIGAUD, QC J0P1P0 4504563314	

Nom et adresse du fournisseur (fabricant) (Cocher la case appropriée) [X] John Deere Canada ULC, 295 Hunter Road, Grimsby, ON L3M 4H5 - et - [ ] Autre fournisseur (le cas échéant) (précuser le nom et l'adresse) _____

Le présent bail porte sur la location des biens décrits ci-dessous. Les termes **vous, vos**, et **votre** désignent le locataire et le co-locataire, s'il en est, susmentionnés. Les termes **nous, nos, notre**, et **locateur** désignent le locateur (fournisseur) susmentionné et John Deere Canada ULC (« **JD Canada** ») lorsque le locateur (fournisseur) cède le présent bail après que vous l'ayez signé.

1. Description des biens: Le locateur convient de vous louer, et vous convenez de louer, les biens suivants (les « **biens** ») selon les modalités énoncées dans les présent bail:

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	NEUF/ USAGÉ	MODÈLE	BIENS (TAILLE ET DESCRIPTION)	PRISE DE FORCE / PUISSANCE NETTE / HORSEPOWER	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT
1	2016	JOHN DEERE	Neuf	410LXT	JOHN DEERE 410L LOADER BACKHOE 2016 Deere 410L c/a GODET 1.5 V.C., Q/A EDF RETRO, GODET EDF 24"		1T0410LXTGD297566

Tout accessoire, toute pièce de rechange ou toute autre pièce d'équipement rattachée aux biens, tout bien en remplacement et tout produit tiré des biens sont considérés faire partie des biens.

REPRISE et/ou AVANCE

QTÉ	ANNÉE	FABRICANT	MODÈLE	DESCRIPTION DE LA REPRISE	N° DE SÉRIE OU N° D'IDENTIFICATION DU PRODUIT	VALEUR DE REPRISE

Total de la TPS/TVH sur la valeur de reprise (ce champ s'applique si le locataire a un n° de TPS/TVH et souhaite reprendre du matériel)	0.00$	
Montant dû total	0.00$	
Valeur de reprise nette (Valeur de reprise moins montant dû, à l'exclusion des taxes sur la valeur de reprise, le cas échéant)		0.00$
Avance au comptant		0.00$
Avance totale (Valeur de reprise nette + avance au comptant)		0.00$

Vous convenez de vendre les biens repris susmentionnés au locataire (fournisseur) indiqué ci-dessus et vous confirmez que vous êtes propriétaire des biens repris et qu'ils sont libres de toute sûreté, hypothèque, priorité et autre charge, à l'exception de celles consenties en faveur de la ou des personnes mentionnées à la rubrique « Description de la reprise » ci-dessus dans la mesure décrite à cette même rubrique. Vous convenez que la valeur de reprise ci-dessus représente la juste valeur marchande du ou des biens repris. Si un montant demeure dû relativement au bien repris, vous convenez de payer ce

montant et de nous indemniser et de nous exonérer, ainsi que les membres de notre groupe, à l'égard de toute perte subie en raison de votre défaut de rembourser un tel montant.

2. Modalités de remboursement : En contrepartie de la location des biens décrits ci-dessus, vous promettez de verser les paiements de loyer prévus à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin tel que cela est énoncé ci-dessous:

Fréquence des paiements: Mensuelle

Nbre de versements	Date d'échéance du premier paiement (m/j/a)	Paiement de loyer de base prévu (à l'exception des taxes)	Taxe provinciale applicable** (par versement)	Taxe fédérale applicable** (par versement)	Paiements de loyer prévus (y compris les taxes applicables)
60	11/21/2016	2,556.28$	254.99$	127.81$	2,939.08$

**Les taux de taxes sont sous réserve de modifications en fonction des taux en vigueur à la date d'échéance du paiement.

Totalité des paiements de loyer de base prévus (à l'exclusion des taxes applicables):	153,376.80$	**Totalité des paiements de loyer prévus** (y compris les taxes applicables):	176,344.80$

3. Détails supplémentaires	
1) Date de commencement (m/j/a)	11/ 21/ 2016
2) Date à laquelle la durée du bail prend fin (m/j/a)	11/ 21/ 2021
3) Durée (en mois)	60
4) Heures maximales d'utilisation par année	0
5) Frais d'utilisation excédentaire par heure	0.00$
4. Montant dû à la signature	
1) Avance totale (indiqué à "Avance totale" ci-dessus)	0.00$
2) a) Taxe fédérale applicable à l'avance totale (TPS/TVH)	0.00$
2) b) Taxe provinciale applicable à l'avance totale	0.00$
3) Premier paiement de loyer prévu (y compris les taxes applicables)	2,939.08$
4) Montant dû à la signature ((1) + (2)(a) + (2)(b) + (3))	2,939.08$

Option d'achat : Si vous respectez toutes les modalités du présent bail et que vous avez transmis un avis écrit au moins **60** jours avant la date à laquelle la durée du bail prend fin, vous pouvez choisir d'acheter les biens « tels quels et où ils se trouvent » à un prix d'option de 1.00$, plus toutes les taxes applicables. Sur réception d'un tel avis, nous vous facturerons le prix d'option, plus toutes les taxes applicables, ainsi que tous les montants impayés aux termes du bail, et nous vous transférerons le titre de propriété des biens sur réception du paiement intégral de la facture. Les biens doivent, à vos frais, être inspectés et obtenir une certification quant au bon état de leur mécanique, tel qu'il est requis par la loi.

Durée. Vous ferez la totalité des paiements de loyer prévus et vous nous paierez tous les autres frais applicables à l'avance aux dates énoncées ci-dessus à la rubrique intitulée « Modalités de remboursement » jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin, inclusivement.

Paiements. Les paiements mentionnés ci-dessus représentent uniquement les paiements pour l'utilisation des biens (y compris les frais applicables) à compter de la date de commencement jusqu'à la date à laquelle la durée du bail prend fin. Les frais de maintenance relatifs aux biens sont expressément exclus des paiements mentionnés ci-dessus et ne font pas partie du présent bail. Vous effectuerez vos paiements à notre nom, au C.P. 4696, Station A, Toronto (Ontario), M5W 6C5 ou de telle autre façon que nous pouvons indiquer. Vous paierez aussi, sur demande, a) l'intérêt sur toutes sommes qui sont en souffrance jusqu'à ce qu'elles soient réglées en entier, au taux de 24 % par année (le « **taux pour arriérés** »); et b) les frais d'utilisation excédentaire pour chaque heure d'utilisation des biens qui s'ajoute au nombre d'heures maximales permises par année qui figurent ci-dessus. Nous pouvons accepter les paiements portant la mention « payé en entier » ou autres endossements restrictifs sans perdre aucun de nos droits prévus aux termes du présent bail. Si un chèque est retourné pour toute raison, y compris en cas d'insuffisance de fonds, vous nous verserez des frais d'administration de 25 $ par événement. Votre obligation d'effectuer les paiements ne sera touchée par aucun litige pouvant survenir entre vous et le fournisseur ou le fabricant. Dans la mesure où ce n'est pas formellement interdit par les lois applicables, vous ne pouvez pas utiliser ces réclamations contre le fournisseur ou le fabricant en tant en tant qu'éléments de défense ou de demande reconventionnelle contre nos efforts ou ceux de nos cessionnaires dans le but de percevoir la totalité de ce que vous devez aux termes du présent bail ou de reprendre possession des biens. À la fin de la durée, nous n'exigerons ni ne rembourserons pas un écart inférieur à 25 $ découlant d'un paiement inférieur ou supérieur à vos obligations aux termes du présent bail.

Affectation des paiements. Toute somme que nous recevons peut être affectée, à notre choix, au montant que vous devez aux termes du présent bail ou à toute autre dette que vous avez envers nous ou envers tout membre du même groupe que nous, et ce, malgré toute directive que vous pouvez nous transmettre. De plus, les sommes peuvent être affectées, si la loi le permet, au règlement de frais de retard avant d'être affectées au paiement du loyer. Si nous cédons le présent bail, tout cessionnaire peut appliquer les sommes que vous lui faites parvenir, ainsi que tout autre montant, à son choix, au règlement du montant que vous devez aux termes du présent bail ou de toute autre dette que vous avez envers ce cessionnaire, malgré toute directive que vous pouvez transmettre.

Utilisation, soin et maintenance des biens. Vous n'utiliserez pas les biens à des fins personnelles, familiales ou ménagères ni ne permettrez qu'ils soient fixés ou joints à un bien immobilier. Vous effectuerez la maintenance, ferez les réparations et remplacerez les parties abîmées, brisées ou défectueuses nécessaires afin de conserver les biens en aussi bon état que lorsqu'ils vous ont été remis, à l'exception uniquement de l'usure normale, et ce, à vos propres frais (à moins que ce ne soit couvert par la garantie). Vous verrez à ce que l'horomètre soit connecté aux biens en tout temps et convenez que celui-ci déterminera le nombre d'heures d'utilisation. Vous convenez également que vous conserverez et utiliserez les biens conformément au manuel d'utilisation et aux instructions d'utilisation du fabricant. Nous pouvons inspecter les biens et vos registres ayant trait aux biens à toute heure raisonnable.

Créances sur les biens. Vous confirmez que nul, hormis nous, n'a un intérêt juridique sur les biens ou le produit tiré de ceux-ci. À moins et jusqu'à ce que vous exerciez votre option d'achat des biens, le présent bail ne vous confère aucun droit, titre ou intérêt dans les biens ou le produit qui en est tiré, sauf en qualité de locataire. Vous conserverez les biens libres de toutes les réclamations fondées en droit, à l'exception de la nôtre. Vous ne pouvez pas sous-louer les biens, vendre ou transférer un droit sur les biens, ni les grever d'un droit ou en remettre la possession ou le contrôle à quiconque, sauf dans la mesure permise aux présentes. Vous ne pouvez pas sortir les biens de la province qui figure à l'adresse du locataire susmentionnée sans le consentement écrit préalable de JD Canada.

Perte ou destruction des biens. Vous devez maintenir une assurance sur les biens (souscrite auprès d'un assureur qui nous convient) a) contre tout risque, y compris la perte totale, l'incendie, le vol, les dommages ou la destruction; et b) au moyen d'une assurance responsabilité civile générale d'une limite d'au moins 1 million de dollars. Vous êtes tenu de souscrire des assurances supplémentaires si nous vous en faisons la demande. Vous ferez en sorte que JD Canada et John Deere Finance Inc. soient des « assurés désignés » et les « bénéficiaires désignés » aux termes de chaque police ayant trait aux biens et vous transmettrez à John Deere Finance Inc. un certificat d'assurance comme preuve de cette assurance. L'assurance doit être égale à la juste valeur marchande des biens et doit contenir une clause exigeant que l'assureur fournisse à John Deere Finance Inc. un avis de 30 jours advenant toute proposition d'annulation, de non-renouvellement ou de modification importante. Vous conférez à JD Canada et John Deere Finance Inc. le droit d'encaisser, à tout moment, les indemnités de toute assurance couvrant les biens jusqu'à concurrence de la valeur de résiliation (au sens donné ci-dessous) des biens. La perte, la destruction

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE

(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 Québec INC
MARQUE : John Deere
MODELE` : 50D
NUMÉRO D`UNITÉ : 1267
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2012, 1FF050DXJBG276308
LIEU D`INSPECTION : Saint-Clet

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique		✓	✓
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)		✓	✓
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection	✓		
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/16
Date

Signature

D. OPERATEUR.
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE

(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 - Québec Inc.
MARQUE : John Deere
MODELE` : 410L
NUMÉRO D`UNITÉ : 1661
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2016, 1T0410LXTD297566
LIEU D`INSPECTION : Saint-Clet

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique	✓		
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)	✓		
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection			✓
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/16
Date

Signature

OPERATEUR
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE

(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 Québec INC.
MARQUE : John Deere
MODELE` : 410L
NUMÉRO D`UNITÉ : 1662
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2016, 1T0410LXCGD299803
LIEU D`INSPECTION : Saint-Clet

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique	✓		
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)			✓
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection	✓		
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/16
Date

Signature

D. OPERATEUR
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE

(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 Québec INC.
MARQUE : John Deere
MODELE` : 410 L
NUMÉRO D`UNITÉ : 1663
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2016, 1TO410LXTGD299933
LIEU D`INSPECTION : Saint-Clet

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique	✓		
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)			✓
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection	✓		
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/16
Date

Signature

D-OPERATEUR.
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE

(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 Québec Inc.
MARQUE : John Deere
MODELE` : 410L
NUMÉRO D`UNITÉ : 1669
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2016, 1T0410LXJGD299936
LIEU D`INSPECTION :

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique	✓		
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)			✓
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection	✓		
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/18
Date

Signature

D. Operateur.
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com

LOCATION GUAY INC.



CERTIFICATION D`INSPECTION DE MACHINERIE
(Attestation de conformité)

NOM DE L`ENTREPRENEUR : 9154-6937 Québec INC.
MARQUE : John Deere
MODELE` : 410L
NUMÉRO D`UNITÉ : 1770
ANNÉE ET NUMÉRO DE SÉRIE : 2017, 1T0410LXHGD304768
LIEU D`INSPECTION : Saint-Clet

Je, soussigné, certifie que cet équipement a été inspecté sur les points suivants et qu`il est apte à effectuer le travail prévu.

	EFFECTUÉ OUI	EFFECTUÉ NON	NON APPLICABLE
1) Inspection mécanique	✓		
2) Inspection hydraulique	✓		
3) Inspection électrique	✓		
4) Inspection pneumatique	✓		
5) Inspection de sécurité (Limiteur de portée)			✓
6) Inspection de propreté	✓		
7) Extincteurs et date de dernière inspection	✓		
8) Klaxon automatique Marche arrière	✓		
9) Élingue et clapet de retenue	✓		
10) Système de sécurité	✓		

12/03/18
Date

Signature

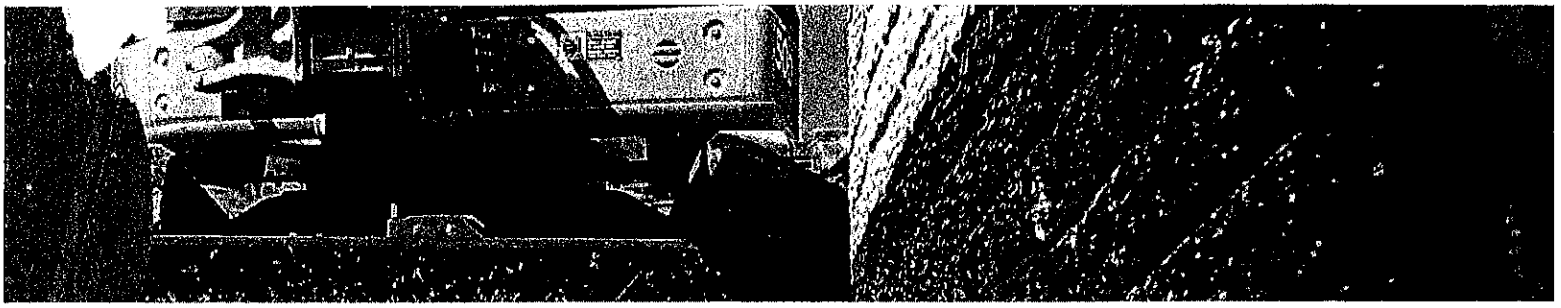
D. OPÉRATION
Fonction

9154-6937 Quebec Inc.
235, Chemin Cité des Jeunes, Saint-Clet (Québec) J0P 1S0
Tel: (450) 456-3314 Cell: (514) 838-9922 Fax: (450) 456-3452
Courriel: locationguay@hotmail.com



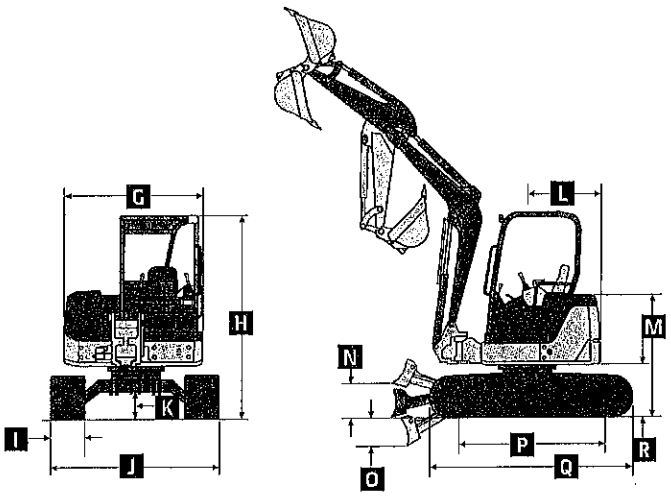
50D

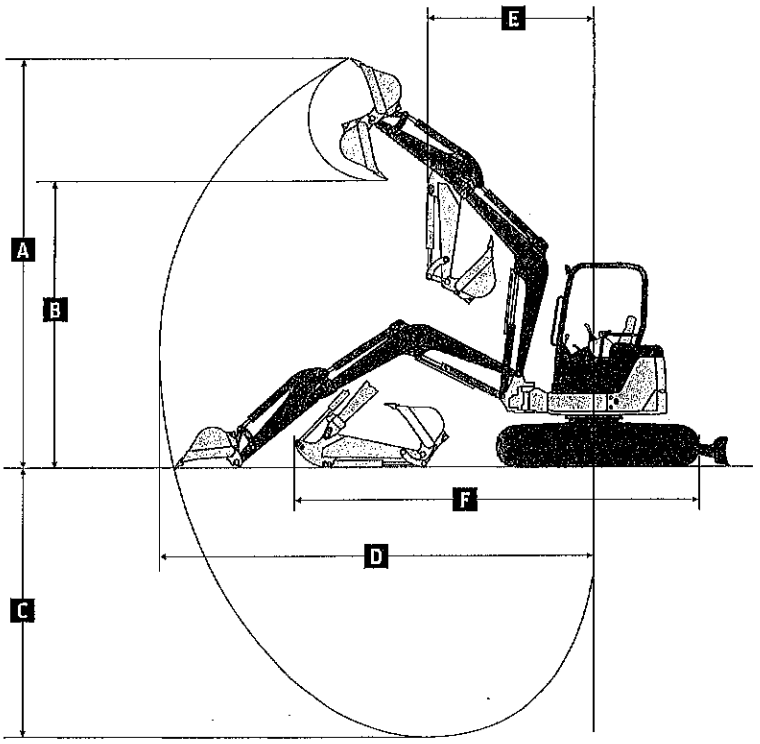
Moteur	**50D**			
Fabricant et modèle	Yanmar 4TNV88			
Norme sur émissions hors route	Niveau 4 provisoire EPA/Phase IIIB UE			
Cylindrée	2,19 L (134 po³)			
Puissance nette (ISO 9249)	28,4 kW (38,1 HP) à 2400 tr/mn			
Groupe propulseur				
Entraînement indépendant de chaque chenille par moteur à piston axial hydrostatique relié à un réducteur planétaire à deux étages				
Vitesse maximale de déplacement				
Basse	2,6 km/h (1,7 mi/h)			
Haute	4,2 km/h (2,7 mi/h)			
Vitesse de rotation	9,0 tr/mn			
Frein de rotation	À engagement automatique par ressort et dégagement hydraulique			
Système hydraulique				
Centre fermé à détection de charge avec 1 pompe à cylindrée variable et 1 pompe à engrenages à débit constant				
Débit de la pompe	124,9 L/mn (33,0 gal./mn)			
Débit auxiliaire	85,2 L/mn (22,5 gal./mn)			
Commandes	Pilotes hydrauliques pour flèche, balancier, godet, rotation, rotation de flèche, lame et déplacement			
Système électrique				
Puissance de l'alternateur	55 ampères			
Phares de travail	2 halogènes : 1 sur poste de travail et 1 sur flèche			
Train de roulement				
Moteurs d'entraînement à 2 vitesses à piston axial				
Chenilles en caoutchouc	406 mm (16 po)			
Pression au sol	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), pavillon et contrepoids standard*	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), cabine et contrepoids standard*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), pavillon et contrepoids supplémentaire*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), cabine et contrepoids supplémentaire*
Avec chenilles en caoutchouc	28,0 kPa (4,06 lb/po²)	28,0 kPa (4,06 lb/po²)	30,9 kPa (4,49 lb/po²)	30,9 kPa (4,49 lb/po²)
Structure supérieure				
Rotation indépendante de la flèche				
À gauche	80 degrés			
À droite	60 degrés			
Contrepoids				
Standard	660 kg (1455 lb)			
Additionnel	220 kg (485 lb)			
Données de service				
Contenances				
Réservoir de carburant	70 L (18,5 gal.)			
Système de refroidissement	6,5 L (6,9 ptes)			
Huile moteur avec filtre	8,6 L (9,1 pte)			
Réservoir hydraulique	50 L (13,2 gal.)			
Masse en opération				
	Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), pavillon et contrepoids standard	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), cabine et contrepoids standard*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), pavillon et contrepoids supplémentaire*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), cabine et contrepoids supplémentaire*
Avec plein réservoir de carburant et opérateur de 79 kg (175 lb)	4904 kg (10 811 lb)	5064 kg (11 164 lb)	5153 kg (11 360 lb)	5313 kg (11 712 lb)



Dimensions de fonctionnement	50D			
	Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), pavillon et contrepoids standard	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po), cabine et contrepoids standard*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), pavillon et contrepoids supplémentaire*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), cabine et contrepoids supplémentaire*
A Hauteur de creusage maximum	5,76 m (18 pi 11 po)	5,63 m (18 pi 6 po)	6,01 m (19 pi 9 po)	5,87 m (19 pi 3 po)
B Hauteur de déversement maximum	4,08 m (13 pi 5 po)	3,96 m (13 pi 0 po)	4,33 m (14 pi 2 po)	4,20 m (13 pi 9 po)
C Profondeur maximum de creusage	3,55 m (11 pi 8 po)	3,55 m (11 pi 8 po)	3,86 m (12 pi 8 po)	3,86 m (12 pi 8 po)
D Portée maximum de creusage	5,94 m (19 pi 6 po)	5,94 m (19 pi 6 po)	6,24 m (20 pi 6 po)	6,24 m (20 pi 6 po)
E Rayon minimum de rotation, avant	2,15 m (7 pi 1 po)	2,32 m (7 pi 7 po)	2,26 m (7 pi 5 po)	2,32 m (7 pi 7 po)
F Longueur en position de transport	5,46 m (17 pi 11 po)	5,46 m (17 pi 11 po)	5,52 m (18 pi 1 po)	5,52 m (18 pi 1 po)
Force d'arrachement				
Au godet	36,8 kN (8273 lb)	36,8 kN (8273 lb)	36,8 kN (8273 lb)	36,8 kN (8273 lb)
Au balancier	24,0 kN (5401 lb)	24,0 kN (5401 lb)	21,0 kN (4718 lb)	21,0 kN (4718 lb)

Dimensions de la machine	
Largeur de lame	2,00 m (6 pi 7 po)
Hauteur de lame	430 mm (17 po)
G Largeur de la structure supérieure	1,85 m (6 pi 1 po)
H Hauteur hors tout	
Pavillon	2,51 m (8 pi 3 po)
Cabine	2,55 m (8 pi 4 po)
I Largeur de chenille	400 mm (16 po)
J Largeur du train de roulement	2,00 m (6 pi 7 po)
K Garde au sol	340 mm (13,4 po)
L Rayon de rotation arrière	
Balancier standard	1,00 m (3 pi 3 po)
Balancier long avec contrepoids supplémentaire	1,08 m (3 pi 7 po)
M Hauteur du panneau d'accès du moteur	1,51 m (4 pi 11 po)
N Soulèvement max. de la lame au-dessus du sol	430 mm (16,9 po)
O Descente max. de la lame sous le niveau du sol	335 mm (13,2 po)
P Centre du pignon au centre du galet tendeur	1,99 m (6 pi 6 po)
Q Longueur de chenille	2,50 m (8 pi 2 po)
R Dégagement sous le contrepoids	610 mm (24 po)





Capacités de levage **Au niveau du sol dans un rayon de 3,05 m (10 pi)**	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po) et pavillon*	*Balancier standard de 1,38 m (4 pi 6 po) et cabine*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po) et pavillon*	*Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po) et cabine*
À l'avant, lame au sol (capacité limitée par le système hydraulique), contrepoids standard ou supplémentaire	2387 kg (5258 lb)	2387 kg (5258 lb)	2353 kg (5183 lb)	2353 kg (5183 lb)
Sur le côté				
Contrepoids standard	1045 kg (2301 lb)	1079 kg (2377 lb)	1026 kg (2261 lb)	1061 kg (2336 lb)
Contrepoids supplémentaire	1178 kg (2595 lb)	1212 kg (2670 lb)	1160 kg (2555 lb)	1194 kg (2630 lb)

Équipement additionnel

Légende : ● Équipement standard ▲ Équipement spécial ou optionnel Voyez le concessionnaire John Deere pour de plus amples renseignements.

17D	27D	35D	50D	Moteur
●				Émissions conformes au Niveau 4 final EPA/Phase IV UE
	●	●	●	Émissions conformes au Niveau 4 provisoire EPA/Phase IIIB UE
●	●	●	●	Liquide de refroidissement à –37 degrés C (–34 degrés F)
●	●	●	●	Préchauffage du moteur
●	●	●	●	Protège-ventilateur
●	●	●	●	Séparateur carburant/eau
●	●	●	●	Filtre à huile à débit intégral
●	●	●	●	Sur supports élastiques
●	●	●	●	Démarreur à clé avec arrêt électrique du carburant
●	●	●	●	Épurateur d'air de type sec
●	●	●	●	Silencieux sous le capot
				Système hydraulique
●				Pédale de fonctions auxiliaires
	●	●	●	Levier commande pilote fonctions auxiliaires, à droite
●	●	●	●	Canalisations hydrauliques auxiliaires à coupleurs rapides à l'extrémité de la flèche
●	●	●	●	Distributeur auxiliaire à sélecteur de retour de débit
●	●	●	●	Moteur de rotation à piston axial
●	●	●	●	Pédale de rotation de la flèche
●	●	●	●	Distributeur de commande excavatrice-rétrocaveuse
●	●	●		Centre ouvert avec 2 pompes à cylindrée variable et 1 pompe à engrenages à débit constant
			●	Centre fermé avec 1 pompe à cylindrée variable et 1 pompe à engrenages à débit constant
●	●	●	●	Commandes hydrauliques et pilotes : flèche, balancier, godet, rotation, rotation de flèche, lame et déplacement
●	●	●	●	Frein de rotation à disques humides
				Train de roulement
●				Largeur variable à réglage hydraulique
●	●	●	●	Transmissions finales planétaires
●	●	●	●	Blindage de moteur d'entraînement
●	●	●	●	Moteurs d'entraînement à 2 vitesses à piston axial
●				Chenilles en caoutchouc de 230 mm (9 po)
	●	●		Chenilles en caoutchouc de 300 mm (12 po)
			●	Chenilles en caoutchouc de 400 mm (16 po)
▲				Chenilles en acier de 230 mm (9 po) avec patins à triple demi-crampon
	▲	▲		Chenilles en acier de 300 mm (12 po) avec patins à triple demi-crampon
			▲	Chenilles en acier de 400 mm (16 po) avec patins à triple demi-crampon

17D	27D	35D	50D	Train de roulement *(suite)*
▲				Patin en caoutchouc de 230 mm (9 po)
	▲	▲		Patin en caoutchouc de 300 mm (12 po)
			▲	Patin en caoutchouc de 400 mm (16 po)
				Structure supérieure
●	●	●	●	Rotation de 360 degrés
●				Contrepoids de 230 kg (507 lb)
	●			Contrepoids de 292 kg (644 lb)
		●		Contrepoids de 566 kg (1246 lb)
			●	Contrepoids de 660 kg (1455 lb)
●	●	●	●	Portes d'accès à charnières
	●	●	●	Plancher monopièce isolé
●	●	●		Boîte à outils (pavillon)
			●	Boîte à outils (cabine et pavillon)
●	●	●	●	ROPS/TOPS/FOPS (pavillon)
	▲	▲	▲	Cabine ROPS/TOPS/FOPS avec climatisation et chaufferette
	●	●	●	Protection antivandalisme pour portes d'accès, approvisionnement de carburant et boîte à outils
●				Configuration de rotation arrière réduite
	●	●	●	Configuration de rotation arrière nulle
				Outils frontaux
●				Balancier de 0,93 m (3 pi 1 po)
	●			Balancier de 1,17 m (3 pi 10 po)
		●		Balancier de 1,35 m (4 pi 4 po)
			●	Balancier de 1,38 m (4 pi 6 po)
▲				Balancier long de 1,13 m (3 pi 8 po), incluant contrepoids supplémentaire de 80 kg (176 lb)
	▲			Balancier long de 1,47 m (4 pi 10 po), incluant contrepoids supplémentaire de 190 kg (420 lb)
		▲		Balancier long de 1,75 m (5 pi 8 po), incluant contrepoids supplémentaire de 235 kg (518 lb)
			▲	Balancier long de 1,69 m (5 pi 7 po), incluant contrepoids supplémentaire de 220 kg (485 lb)
●	●	●	●	Protection de flexible d'articulation
●				Lame de remblayage de 0,98 m (3 pi 3 po) minimum à 1,28 m (4 pi 2 po) maximum
	●			Lame de remblayage de 1,55 m (5 pi 1 po)
		●		Lame de remblayage de 1,74 m (5 pi 9 po)
			●	Lame de remblayage de 2,00 m (6 pi 7 po)
		▲	▲	Lame de remblayage hydraulique
●				Flèche de 1,82 m (6 pi)
	●			Flèche de 2,10 m (6 pi 10,5 po)
		●		Flèche de 2,465 m (8 pi 1 po)
			●	Flèche de 2,85 m (9 pi 4,2 po)

17D	27D	35D	50D	Outils frontaux *(suite)*
●	●	●	●	Coupleur rapide mécanique
▲				Tarières : entraînement à chaîne / outils / adaptateurs d'outils
	▲	▲	▲	Tarières : planétaire / entraînement à chaîne / outils / adaptateurs d'outils
▲	▲	▲	▲	Pince
▲	▲	▲	▲	Marteaux : points / outils
▲	▲	▲	▲	Godets à accouplement rapide : dents / excavation de tranchée / service dur
				Poste de travail
●	●	●	●	Klaxon
●	●	●	●	Compteur d'heures
●	●	●	●	Éclairage du tableau de bord
●	●	●	●	Système moniteur : indicateur de préchauffage / témoin de pression d'huile du moteur avec signal sonore / indicateur de voltage d'alternateur / jauge de carburant et indicateur de niveau de carburant / jauge et témoin de température du liquide de refroidissement du moteur avec signal sonore / compteur d'heures / témoin lumineux de phares de travail
●	●	●	●	Alarme de mouvement avec interrupteur d'annulation
●	●	●	●	Interrupteur de phares de travail
●				Leviers de déplacement
	●	●	●	Leviers de déplacement et pédales repliables
●				Deux vitesses de déplacement
	●	●	●	Deux vitesses de déplacement à passage automatique
●	●	●	●	Ceinture de sécurité de 51 mm (2 po) avec enrouleur
▲	▲	▲	▲	Ceinture de sécurité de 76 mm (3 po) avec enrouleur
●	●	●	●	Siège en vinyle avec réglage longitudinal
	▲	▲	▲	Siège à suspension
▲	▲	▲	▲	Grille frontale
	▲	▲	▲	Kit de sortie secondaire arrière
				Système électrique
●	●	●	●	Prise de courant de 12 volts
●	●			Alternateur de 40 ampères
		●	●	Alternateur de 55 ampères
●	●	●	●	Batterie à faible entretien
●	●	●	●	Circuits à multifusibles à lame
●	●	●	●	Couvre-borne positive de batteries
▲	▲	▲	▲	Système de communication sans fil JDLink™ (disponible dans certains pays ; consultez le concessionnaire pour les détails)
				Éclairage
●				Phares de travail : 1 sur flèche
	●	●	●	Phares de travail : halogènes / 1 sur poste de travail / 1 sur flèche

La puissance nette du moteur est donnée avec équipement standard incluant épurateur d'air, système d'échappement, alternateur, et ventilateur de refroidissement aux conditions d'essai selon ISO 9249. Aucune réduction de puissance jusqu'à 2000 m (6600 pi) d'altitude pour la 17D. Ces machines ne sont pas équipées de silencieux à pare-étincelles. Leur utilisation en service forestier n'est pas recommandée. Les caractéristiques et la conception de la machine peuvent être modifiées sans préavis. Les caractéristiques sont conformes, s'il y a lieu, aux normes de la SAE. Sauf indication contraire, ces caractéristiques s'appliquent à des machines à pavillon avec balancier standard; plein réservoir de carburant ; et ayant à bord un opérateur de 79 kg (175 lb) ; unité 17D avec godet de 450 mm (17,7 po), 0,04 m³ (1,5 pi³), chenilles en caoutchouc de 230 mm (9 po), et contrepoids de 230 kg (507 lb) ; unité 27D avec godet de 457 mm (18 po), 0,7 m³ (2,3 pi³), chenilles en caoutchouc de 300 mm (12 po), et contrepoids de 292 kg (644 lb) ; unité 35D avec godet de 610 mm (24 po), 0,11 m³ (4,0 pi³), chenilles en caoutchouc de 300 mm (12 po), et contrepoids de 566 kg (1246 lb) ; et unité 50D avec godet de 610 mm (24 po), 0,16 m³ (5,7 pi³), chenilles en caoutchouc de 400 mm (16 po), et contrepoids de 660 kg (1455 lb). Les capacités de levage indiquées s'appliquent aux machines de base ci-dessus avec coupleur rapide mécanique, sans godet.

www.JohnDeere.com



SPÉCIFICATIONS 410L

Moteur	410L		
Fabricant et modèle	John Deere PowerTech™ Plus 4045HT083 à turbocompresseur		
Normes antipollution hors route	Niveau 4 final EPA/Phase IV UE		
Cylindrée	4,5 L (276 po³)		
Puissance nette maximum (ISO 9249)	84 kW (113 HP) à 2244 tr/mn		
Couple net maximum (ISO 9249)	447 Nm (330 pi-lb) à 1400 tr/mn		
Élévation nette de couple	23 %		
Lubrification	Système pressurisé avec filtre vissé et refroidisseur		
Épurateur d'air	Système sec à deux étages avec élément de sécurité et évacuateur		
Refroidissement			
Type de ventilateur	Type aspirant à taux variable à commande électronique		
Liquide de refroidissement	–40 degrés C (–40 degrés F)		
Refroidisseur d'huile à moteur	Huile/air		
Groupe motopropulseur			
Transmission	PowerShift™ entièrement automatique à 5 rapports à engrenages hélicoïdaux avec inverseur hydraulique standard ; débrayage électrique sur levier de chargeuse ; transmission AutoShift en option		
Convertisseur de couple	Un étage, deux phases avec rapport de calage de 2,63:1, 280 mm (11 po)		
Vitesse maximale de déplacement avec moteur standard, mesurée avec pneus arrière 21L-24	*Avant*	*Arrière*	
1er rapport	5,7 km/h (3,5 mi/h)	7,2 km/h (4,5 mi/h)	
2e rapport	10,5 km/h (6,5 mi/h)	13,2 km/h (8,2 mi/h)	
3e rapport	21,4 km/h (13,3 mi/h)	21,1 km/h (13,1 mi/h)	
4e rapport	35,9 km/h (22,3 mi/h)	—	
5e rapport	40,0 km/h (24,9 mi/h)	—	
Essieux			
Oscillation de l'essieu avant de butée à butée	22 degrés		
Capacité des essieux	*Avant non mécanique*	*Pont avant mécanique (P.A.M.)*	*Arrière*
SAE J43	6500 kg (14 330 lb)	6000 kg (13 228 lb)	7500 kg (16 535 lb)
Dynamique	8500 kg (18 739 lb)	8500 kg (18 739 lb)	10 000 kg (22 046 lb)
Statique	22 500 kg (49 604 lb)	23 500 kg (51 809 lb)	26 000 kg (57 320 lb)
Ultime	35 000 kg (77 162 lb)	37 000 kg (81 571 lb)	39 500 kg (87 083 lb)
Différentiels			
Pont avant mécanique (P.A.M.)	Automatique, régulation de traction à glissement limité		
Pont arrière	Électrique actionné par pédale, verrouillage hydraulique à 100 %		
Direction (ISO 5010)	Servodirection hydrostatique et direction d'urgence		
Essieu	*Avant non mécanique*	*P.A.M.*	
Rayon de braquage			
Avec freinage	3,59 m (11 pi 9 po)	3,67 m (12 pi 0 po)	
Sans freinage	4,21 m (13 pi 10 po)	4,35 m (14 pi 3 po)	
Cercle de dégagement du godet			
Avec freinage	10,31 m (33 pi 10 po)	10,40 m (34 pi 1 po)	
Sans freinage	11,22 m (36 pi 10 po)	11,41 m (37 pi 5 po)	
Tours de volant (butée à butée, débit amplifié)	3,1 à 4,3	2,6 à 3,6	
Pont avant mécanique (P.A.M.)	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges sur 3 roues dentées		
Pont arrière	Planétaires externes pour service dur à répartition de charges sur 4 roues dentées		
Freins (ISO 3450)			
Service	Servofreins à disque hydraulique en bain d'huile, montage interne, autorégleurs et autocorrecteurs		
Stationnement	Disques multiples en bain d'huile, engagement par ressort/dégagement hydraulique / indépendant des freins de service à interrupteur électrique		

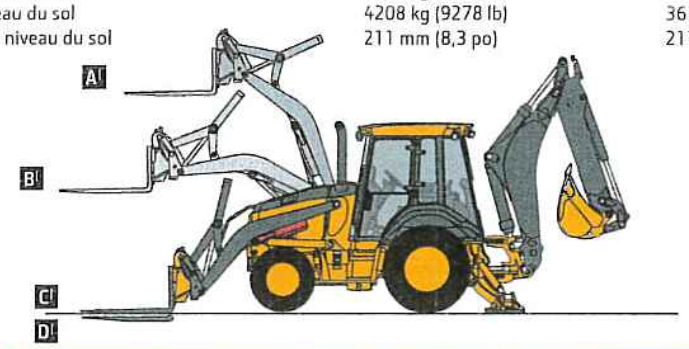
SPÉCIFICATIONS 410L



Système hydraulique	410L	
Pompe principale	Pompe à piston axial à détection de charge et compensation de pression (PCLS)	
Débit de la pompe à 2200 tr/mn, rétrocaveuse et chargeuse	159 L/mn (42 gal./mn)	
Décompression du système, rétrocaveuse et chargeuse	24 993 kPa (3625 lb/po²)	
Rétrocaveuse (mode de levage)	27 579 kPa (4000 lb/po²)	
Commandes		
Rétrocaveuse	Deux leviers manuels standard ; commandes pilotes avec sélecteur de motif et fonctions auxiliaires en option ; kits posés hors usine disponibles pour options additionnelles de contrôle mécanique	
Chargeuse	Un seul levier avec interrupteur de débrayage électrique, P.A.M. momentané, sélection rapide de transmission, et commande de chargeuse auxiliaire électrohydraulique (EH) en option	
Système électrique		
Voltage	12 volts	
Capacité de l'alternateur	150 ampères avec cabine ; 120 ampères avec pavillon et cabine partielle	
Phases	10 halogènes : 4 avant, 4 arrière et 2 latéraux (32 500 cd chacun) ; indicateurs de direction et clignotants : 2 avant et 2 arrière ; feux de freinage et feux rouges arrière ; et 2 réflecteurs arrière ; kits de phares DEL disponibles hors usine avec projecteurs larges et étroits	
Poste de conduite		
Type (SAE J1040)	Pavillon sur supports élastiques, ROPS/FOPS, accès à gauche/droite, avec toit moulé ; cabine partielle en option (pare-brise frontal seulement) et cabine complètement fermée	
Pneus/roues		
	Avant	*Arrière*
Essieu avant non mécanique	12,5/80-18 F3 (12)	21L-24 R-4 (12)
Avec P.A.M.	12,5/80-18 R4 (10)	21L-24 R-4 (12)
	12,5/80-18 I3 (12)	21L-24 R-4 (12)
	340/80R18 XMCL	500/70R24 XMCL
	340/80R18 580	500/70R24 580
Données de service		
Capacités de remplissage		
Système de refroidissement	35 L (37 ptes)	
Pont arrière	18 L (19 ptes)	
Huile à moteur (incluant filtre vertical vissé)	13 L (13,7 ptes)	
Convertisseur de couple et transmission	15,1 L (16 ptes)	
Réservoir de carburant (remplissage à hauteur d'homme)	140,1 L (37 gal.)	
Liquide d'échappement diesel (DEF)	16,3 L (4,3 gal.)	
Système hydraulique	126,8 L (33,5 gal.)	
Réservoir hydraulique	45 L (11,9 gal.)	
Carter du pont avant mécanique		
Essieu	6,5 L (6,9 ptes)	
Planétaire (chacun)	0,9 L (1 pte)	
Huile hydraulique Hydrau™ XR	En option	
Masses en opération		
Avec plein réservoir de carburant, opérateur de 79 kg (175 lb), équipement standard et contrepoids de 340 kg (750 lb)	8068 kg (17 786 lb)	
Typique avec cabine, balancier extensible et contrepoids de 567 kg (1250 lb)	8828 kg (19 463 lb)	
Composants optionnels (différence de poids entre l'équipement de base et l'équipement optionnel)		
Cabine	263 kg (580 lb)	
P.A.M. avec pneus	110 kg (242 lb)	
Balancier extensible	271 kg (597 lb)	
Coupleur de chargeuse frontale	257 kg (566 lb)	
Coupleur de godet de la rétrocaveuse	64 kg (141 lb)	

Dimensions et performance de la chargeuse	410L		
P Angle de déversement du godet (maximum)	45 degrés		
Q Angle de renversement au niveau du sol	40 degrés		
	Service dur	*Service dur*	*Usage multiple*
Capacité du godet	1,00 m³ (1,31 vg³)	1,15 m³ (1,50 vg³)	1,00 m³ (1,31 vg³)
Largeur	2346 mm (92 po)	2394 mm (94 po)	2346 mm (92 po)
Poids	521 kg (1148 lb)	548 kg (1208 lb)	863 kg (1902 lb)
Force d'arrachement	47,3 kN (10 634 lb)	46,0 kN (10 351 lb)	43,6 kN (9813 lb)
Capacité de levage à hauteur maximale	3243 kg (7149 lb)	3134 kg (6909 lb)	2761 kg (6087 lb)
R Hauteur à la goupille d'articulation du godet (maximum)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)
S Dégagement au déversement (godet à 45 degrés)	2,68 m (8 pi 10 po)	2,64 m (8 pi 8 po)	2,65 m (8 pi 8 po)
T Portée à pleine hauteur (godet à 45 degrés)	750 mm (29,5 po)	792 mm (31,2 po)	792 mm (31,2 po)
U Profondeur de creusage sous le niveau du sol (godet à niveau)	157 mm (6,2 po)	157 mm (6,2 po)	153 mm (6,0 po)
V Longueur de la ligne centrale de l'essieu avant au bord de coupe du godet	2,04 m (6 pi 8 po)	2,10 m (6 pi 11 po)	2,09 m (6 pi 10 po)

Capacité de levage avec coupleur rapide/fourche		
Capacité hydraulique	*Fourchons de 1219 mm (48 po)*	*Fourchons de 1524 mm (60 po)*
A[1] Hauteur maximum	2031 kg (4478 lb)	1880 kg (4145 lb)
B[1] Portée maximum	3177 kg (7005 lb)	3002 kg (6618 lb)
C[1] Au niveau du sol	4208 kg (9278 lb)	3613 kg (7966 lb)
D[1] Sous le niveau du sol	211 mm (8,3 po)	211 mm (8,3 po)

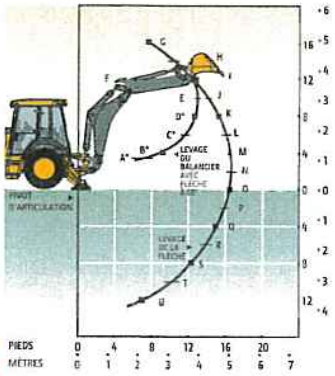


Capacité de levage avec godet

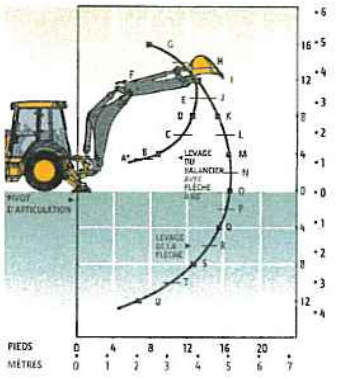
Calculée avec godet de 610 mm x 021 m³ (24 po x 75 pi³) ; le godet influe sur la capacité totale de levage

	Avec balancier standard		*Avec balancier extensible de 1,21 m (4 pi 0 po) rentré*		*Avec balancier extensible de 1,21 m (4 pi 0 po) sorti*	
	Levage standard	*Mode de levage*	*Levage standard*	*Mode de levage*	*Levage standard*	*Mode de levage*
A	6359 kg (14 020 lb)*	6359 kg (14 020 lb)*	6513 kg (14 359 lb)*	6513 kg (14 359 lb)*	4181 kg (9217 lb)	4554 kg (10 041 lb)
B	4893 kg (10 788 lb)*	4893 kg (10 788 lb)*	4985 kg (10 990 lb)	4985 kg (10 990 lb)	2548 kg (5618 lb)	2855 kg (6294 lb)
C	3627 kg (7996 lb)*	3627 kg (7996 lb)*	3587 kg (7908 lb)	3587 kg (7908 lb)	2193 kg (4836 lb)	2461 kg (5426 lb)
D	3268 kg (7204 lb)*	3268 kg (7204 lb)*	3200 kg (7055 lb)	3200 kg (7055 lb)	2010 kg (4432 lb)	2258 kg (4978 lb)
E	3087 kg (6805 lb)	3168 kg (6984 lb)*	2979 kg (6568 lb)	3093 kg (6820 lb)	1879 kg (4142 lb)	2112 kg (4657 lb)
F	2717 kg (5990 lb)	3029 kg (6678 lb)	2608 kg (5750 lb)	2920 kg (6438 lb)	1755 kg (3870 lb)	1975 kg (4355 lb)
G	1341 kg (2957 lb)	1511 kg (3330 lb)	1202 kg (2649 lb)	1371 kg (3023 lb)	1608 kg (3545 lb)	1812 kg (3995 lb)
H	1718 kg (3788 lb)	1938 kg (4272 lb)	1560 kg (3438 lb)	1779 kg (3923 lb)	1397 kg (3080 lb)	1579 kg (3480 lb)
I	1813 kg (3996 lb)	2047 kg (4513 lb)	1646 kg (3629 lb)	1880 kg (4146 lb)	828 kg (1825 lb)	956 kg (2109 lb)
J	1834 kg (4043 lb)	2073 kg (4571 lb)	1662 kg (3665 lb)	1902 kg (4193 lb)	1041 kg (2295 lb)	1198 kg (2642 lb)
K	1826 kg (4026 lb)	2067 kg (4557 lb)	1651 kg (3639 lb)	1892 kg (4171 lb)	1139 kg (2511 lb)	1311 kg (2889 lb)
L	1805 kg (3980 lb)	2046 kg (4511 lb)	1627 kg (3587 lb)	1868 kg (4118 lb)	1189 kg (2621 lb)	1368 kg (3017 lb)
M	1779 kg (3923 lb)	2019 kg (4452 lb)	1598 kg (3523 lb)	1838 kg (4052 lb)	1214 kg (2676 lb)	1398 kg (3083 lb)
N	1752 kg (3863 lb)	1991 kg (4389 lb)	1568 kg (3457 lb)	1807 kg (3983 lb)	1225 kg (2700 lb)	1412 kg (3114 lb)
O	1726 kg (3805 lb)	1964 kg (4329 lb)	1539 kg (3394 lb)	1777 kg (3917 lb)	1227 kg (2706 lb)	1417 kg (3124 lb)
P	1704 kg (3756 lb)	1941 kg (4278 lb)	1514 kg (3338 lb)	1751 kg (3860 lb)	1225 kg (2701 lb)	1416 kg (3123 lb)
Q	1687 kg (3720 lb)	1924 kg (4242 lb)	1494 kg (3294 lb)	1731 kg (3817 lb)	1221 kg (2691 lb)	1413 kg (3115 lb)
R	1681 kg (3706 lb)	1920 kg (4232 lb)	1484 kg (3271 lb)	1723 kg (3798 lb)	1216 kg (2680 lb)	1409 kg (3106 lb)
S	1693 kg (3733 lb)	1937 kg (4270 lb)	1491 kg (3287 lb)	1734 kg (3824 lb)	1211 kg (2670 lb)	1406 kg (3099 lb)
T	1751 kg (3859 lb)	2005 kg (4421 lb)	1539 kg (3393 lb)	1794 kg (3955 lb)	1209 kg (2666 lb)	1405 kg (3098 lb)
U	2020 kg (4454 lb)	2319 kg (5112 lb)	1783 kg (3930 lb)	2081 kg (4588 lb)	1211 kg (2671 lb)	1410 kg (3108 lb)
V	—	—	—	—	1221 kg (2692 lb)	1423 kg (3136 lb)
W	—	—	—	—	1243 kg (2740 lb)	1450 kg (3196 lb)
X	—	—	—	—	1290 kg (2844 lb)	1506 kg (3321 lb)
Y	—	—	—	—	1404 kg (3094 lb)	1640 kg (3615 lb)
Z	—	—	—	—	1933 kg (4261 lb)	2253 kg (4967 lb)

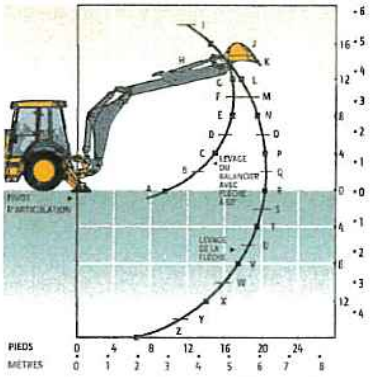
**Indique que la capacité est limitée par la stabilité. Les capacités de levage sont exprimées sur le bout avec stabilisateurs abaissés sol et pneus tangents avec le sol.*



Avec balancier standard



Avec balancier extensible, rentré



Avec balancier extensible, sorti

Équipement additionnel

Légende : ● Standard ▲ Spécial ou optionnel Voyez le concessionnaire John Deere pour de plus amples renseignements.

310L EP	310L	310SL	310SL HL	310SL 315SL	410L	Moteur
●	●	●	●	●	●	Réservoir de récupération de liquide de refroidissement avec indicateur de niveau bas
●	●	●	●		●	Système de refroidissement monté à charnières
●	●	●	●	●	●	Courroie serpentine à tendeur automatique
●						Ventilateur de refroidissement de type aspirant
▲				▲		Ventilateur de refroidissement visqueux à taux variable
	●	●	●	●	●	Ventilateur de refroidissement de type aspirant, taux variable, commande électronique
	●	●	●	●	●	Système post-traitement d'échappement autonettoyant
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rallonge d'échappement chromée
	●	●		●		Chauffe-grille
			●		●	Bougies de préchauffage
▲						Auxiliaire de démarrage à l'éther
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Réchauffeur de liquide de refroidissement, 1000 watts
●	●	●	●	●	●	Pompe à carburant électronique
						Groupe motopropulseur
●	●					Transmission PowerShift™ : Convertisseur de couple avec levier de commande de transmission à torsion (TCL) et interrupteur de sécurité au point mort (du 1er au 4e rapport)
		●	●	●	●	Transmission PowerShift : Convertisseur de couple avec levier de commande TCL et interrupteur de sécurité au point mort (du 1er au 5e rapport)
		●	●	●	●	Surmultiplication sur 5e
		▲	▲	▲	▲	Transmission Autoshift
●	●	●	●	●	●	Refroidisseur d'huile de transmission
▲	▲	▲	●	▲	▲	Port d'échantillonnage d'huile de transmission, à distance
●	●	●	●		●	Verrouillage électrique de différentiel actionné par pédale, protection activée/désactivée
				●		Verrouillage électrique de différentiel actionné par pédale
		●	●	●	●	Arrêt automatique
●	●	●	●	●	●	Transmissions finales planétaires
●	●	●	●	●	●	Servofreins de service hydrauliques (conformes à ISO 3450) : montage intérieur, disques multiples en bain d'huile, autorégleurs et autocorrecteurs
●	●	●	●	●	●	Frein d'urgence/de stationnement à interrupteur électrique (conforme à ISO 3450) : disques multiples en bain d'huile, engagement par ressort/dégagement hydraulique / indépendant des freins de service
●	●	●	●	●	●	Servodirection hydrostatique avec mode manuel d'urgence
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Essieu avant non mécanique
●	●					P.A.M. avec différentiel ouvert : sélecteur de marche/arrêt électrique / essieu scellé
▲	▲	●	●	●	●	P.A.M. avec différentiel à glissement limité : sélecteur de marche/arrêt électrique / essieu scellé
●	●	●	●	●	●	Freinage automatique de P.A.M. (4e et 5e rapport surmultiplié seulement)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Protecteur d'arbre de P.A.M.

310L EP	310L	310SL	310SL HL	310SL 315SL	410L	Rétrocaveuse
			●		●	Mode de levage
●	●					Balancier standard, profondeur de creusage de 4,27 m (14 pi 0 po)
		●				Balancier standard, profondeur de creusage de 4,34 m (14 pi 3 po)
				●		Balancier standard, profondeur de creusage de 4,17 m (13 pi 8 po)
					●	Balancier standard, profondeur de creusage de 4,83 m (15 pi 10 po)
▲	▲	▲	●	▲		Balancier extensible, rallonge de 1,06 m (3 pi 6 po)
					▲	Balancier extensible, rallonge de 1,21 m (4 pi 0 po)
		▲	●	▲		Vérin de godet de rétrocaveuse pour service dur
●	●	●		●	●	Commandes mécaniques de rétrocaveuse ISO (Deere) à 2 leviers
▲	▲	▲	●	▲	▲	Deux leviers de commandes pilotes avec sélection de motif
			●	●		Levier de verrouillage de la rétrocaveuse en position de transport
●	●	●	●	●	●	Goupille de verrouillage de rotation rangée dans le poste de conduite
●	●	●	●	●	●	Soupapes de stabilisateurs avec clapets antidérive bidirectionnels
		▲	●			Stabilisateurs (longs) extensibles avec tampons réversibles
		▲	▲	▲	▲	Godet service standard avec crochets de levage
▲	▲	▲	▲		▲	Coupleurs de rétrocaveuse pour godets John Deere, Case et Cat
▲	▲	▲	●	▲	▲	Distributeur auxiliaire de rétrocaveuse pour rotateurs, pinces, etc. avec tuyauterie auxiliaire
▲	▲	▲	●	▲	▲	Distributeur auxiliaire de rétrocaveuse pour concasseurs et compacteurs avec tuyauterie auxiliaire
▲	▲	▲	▲		▲	Pince hydraulique
						Chargeuse†
●	●	●	●	●	●	Godet de chargeuse antidéversement
●	●	●	●	●	●	Retour à la position creusage
●	●	●	●	●	●	Commande à un levier avec coupure électrique d'embrayage
●	●	●	●	●	●	Indicateur de niveau de godet
●	●	●	●	●	●	Verrouillage de la flèche pour l'entretien
▲	▲			▲		Système hydraulique auxiliaire de chargeuse à deux leviers
		▲			▲	Système hydraulique auxiliaire de chargeuse avec levier de commande unique à commande auxiliaire EH (P.A.M. et débrayage)
			●			Circuit hydraulique auxiliaire de chargeuse avec commande au pouce
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Coupleur hydraulique de chargeuse pour godet, fourches, etc.
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Contrôle de suspension
		▲	▲		▲	Kit de contrôle automatique de suspension hors usine

†Voyez le concessionnaire pour la gamme de fourches et de coupleurs de godets pour service dur et usage multiple.

La puissance nette du moteur est valable pour une machine dotée de l'équipement standard, incluant l'épurateur d'air, le système d'échappement, l'alternateur et le ventilateur de refroidissement, dans des conditions normales d'utilisation, selon la norme ISO 9249. Aucune réduction de puissance jusqu'à une altitude de 1500 m (5000 pi) pour la 310L et de 3050 m (10 000 pi) pour la 310L avec turbocompresseur optionnel à compensation d'altitude, la 310SL, la 310SL HL, la 315SL et la 410L. Les caractéristiques et la conception de la machine peuvent être modifiées sans préavis. Les caractéristiques sont conformes, s'il y a lieu, aux normes ISO. Sauf indication contraire, ces caractéristiques s'appliquent à une 310L EP et une 310L avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR (R4), godet de chargeuse de 0,86 m³ (1,12 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,18 m³ (24 po x 6,5 pi³) ; une unité 310SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 310SL HL avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 315SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; et une unité 410L avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,15 m³ (1,5 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³).

Équipement additionnel *(suite)*

Légende : ● Standard ▲ Spécial ou optionnel Voyez le concessionnaire John Deere pour de plus amples renseignements.

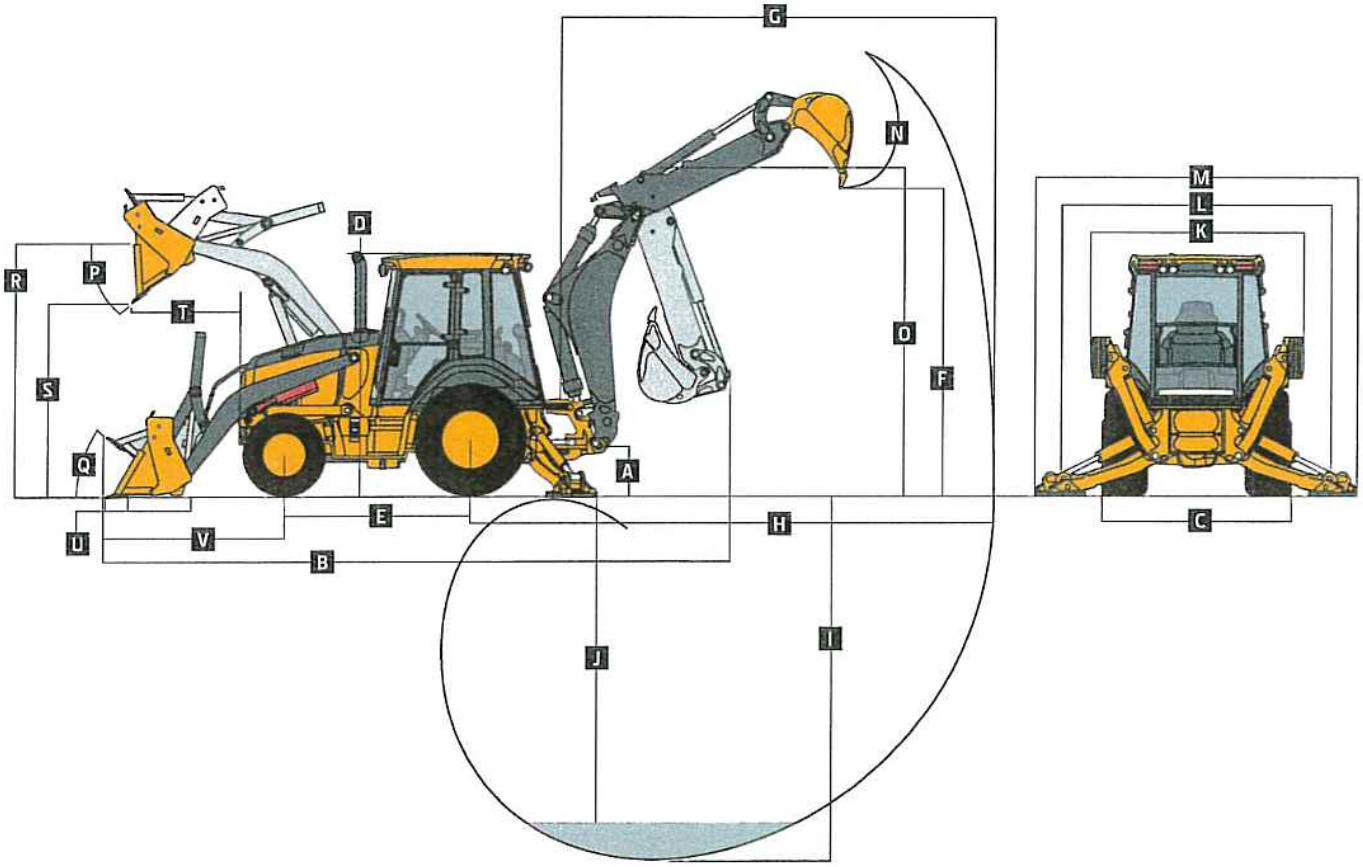
310L EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Système hydraulique
●						Système à centre ouvert, pompe à engrenages tandem de 119 L/mn (31,5 gal./mn) à détendeur
	●					Système à centre ouvert, pompe à engrenages de 106 L/mn (28 gal./mn)
		●		●		Système à centre ouvert, pompe à engrenages tandem de 136 L/mn (36 gal./mn)
			●		●	Pompe à piston axial de 159 L/mn (42 gal./mn), système PCLS
		●	●	●	●	Autoralenti
●	●	●	●	●	●	Mode économique
●	●	●	●	●	●	Réservoir d'huile hydraulique indépendant
						Système électrique
●	●	●	●	●	●	Système de 12 volts
●						Alternateur de 90 ampères (pavillon et cabine partielle)
●						Alternateur de 120 ampères (cabine)
	●	●	●		●	Alternateur de 120 ampères (pavillon et cabine partielle)
	●	●	●	●	●	Alternateur de 150 ampères (cabine)
●	●	●		●	●	Une batterie à capacité de réserve de 190 minutes et 925 CCA
▲	▲	▲	●	▲	▲	Deux batteries à capacité de réserve de 380 minutes et 1850 CCA
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Disjoncteur de batterie et bornes d'appoint à distance
						Éclairage
●	●	●	●	●	●	Phares halogènes (10), 32 500 cd chacun (4 de conduite/travail à l'avant, 4 de travail à l'arrière, et 2 latéraux)
●	●	●	●	●	●	Indicateurs de direction/clignotants (2 avant et 2 arrière)
●	●	●	●	●	●	Feux rouges et de freinage arrière (2)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Phares DEL, pose hors usine
						Poste de conduite
●	●	●	●	●	●	Pavillon modulaire ROPS/FOPS (Niveau 2) à toit moulé (conforme à ISO 3449 et ISO 3471/ SAE J1040) : sur supports élastiques
●	●	●	●	●	●	Tapis moulés (avec commandes pilotes seulement)
●	●	●	●	●	●	Prise de 12 volts
●	●	●	●	●	●	Rangement verrouillable sur le côté droit
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rangement verrouillable sur le côté gauche avec porte-gobelets
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rétroviseur intérieur, vue avant
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Rétroviseurs extérieurs
●	●	●	●	●	●	Accélérateur à main, rotatif
●	●	●	●	●	●	Accélérateur au pied, suspendu
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Siège à suspension pneumatique (avec cabine seulement)
●	●					Interrupteur de démarrage à clé avec fermeture électrique de carburant
●	●	●	●	●	●	Volant inclinable, infiniment réglable (avec cabine seulement)
▲	▲	▲	▲		▲	Volant inclinable, infiniment réglable (avec pavillon et cabine partielle)
		●	●	●	●	Démarrage sans clé
▲	▲	●	●	●	●	Sécurité de la machine (activée au moniteur)
●	●	●	●	●	●	Affichage numérique – heures-moteur, régime et voltage
		●	●	●	●	Module d'interrupteurs scellés

310L EP	310L	310SL	310SL HL	315SL	410L	Poste de conduite *(suite)*
		●	●	●	●	Levier multifonctionnel : clignotants / essuie-glaces / certaines fonctions d'éclairage
●	●	●	●	●	●	Système de surveillance avec signaux sonores et visuels : Colmatage du filtre à air du moteur / Voltage faible de l'alternateur / Pression d'huile du moteur / Colmatage du filtre à huile hydraulique / Frein de stationnement en/hors fonction / Température de post-traitement / Température de liquide de transmission / Carburant / Compteur d'heures / Information diagnostique par interface ACL à 4 boutons-poussoirs
●	●	●	●	●	●	**Pavillon :** Siège pivotant en vinyle à suspension mécanique de luxe avec support lombaire et accoudoirs (entièrement réglables)
▲	▲	▲				**Cabine partielle :** Siège pivotant en tissu à suspension mécanique de luxe avec support lombaire et accoudoirs (entièrement réglables), pare-brise et essuie-glace (1 avant)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	**Cabine à deux portes :** Siège pivotant en tissu à suspension mécanique de luxe avec support lombaire réglable / Garniture de toit, Plafonnier, Portes de gauche et de droite, Vitrage teinté de sécurité, Essuie-glace (1 arrière et 1 avant), Lave-glace avant, Prise d'air frais, et chaufferette/dégivreur/ pressurisateur (chaufferette de 11,7 kW [40 000 Btu/h]) / Climatiseur (7,6 kW) [26 000 Btu/h] et réfrigérant R134a sans CFC)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Radio AM/FM/Météo (avec cabine seulement)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Groupe radio Premium avec XM Satellite Radio™ (avec cabine seulement ; inclut prises USB et prise additionnelle de 12 volts)
						Divers
●	●	●	●	●	●	Châssis principal monopièce autoportant
●	●	●	●	●	●	Points d'amarrage (2 avant et 2 arrière)
●	●	●	●	●	●	Graisseur à distance d'essieu avant
●	●	●			●	Protection avant
▲	▲	▲	●	●	▲	Pare-chocs pour service dur
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Contrepoids avant – 204 kg (450 lb), 340 kg (750 lb), 454 kg (1000 lb) ou 567 kg (1250 lb)
▲	▲	▲	▲	▲	▲	Pare-chocs de grille en caoutchouc
●	●	●	●	●	●	Réservoir à carburant de 140,1 L (37 gal.) à remplissage à hauteur d'homme
●	●	●	●	●	●	Capot à inclinaison facile, à 2 positions
●	●	●	●	●	●	Grille allongée de châssis
●	●	●	●	●	●	Coffre à outils verrouillable et amovible
●	●	●		●	●	Protection antivandalisme de verrouillage pour moniteur, capot du moteur, coffre à outils, réservoir de liquide hydraulique et réservoir de carburant
			●			Protection antivandalisme de verrouillage pour capot du moteur, coffre à outils, réservoir de liquide hydraulique et réservoir de carburant
●	●	●	●	●	●	Avertisseur de recul
●	●	●	●	●	●	Garde-boue arrière à couverture complète résistant aux bosselures
▲	▲	▲			▲	Plaque de protection de flèche
●	●	●	●	●	●	Système de communication sans fil JDLink™ Ultimate (disponible dans certains pays ; consultez votre concessionnaire pour les détails)

La puissance nette du moteur est valable pour une machine dotée de l'équipement standard, incluant l'épurateur d'air, le système d'échappement, l'alternateur et le ventilateur de refroidissement, dans des conditions normales d'utilisation, selon la norme ISO 9249. Aucune réduction de puissance jusqu'à une altitude de 1500 m (5000 pi) pour la 310L et de 3050 m (10 000 pi) pour la 310L avec turbocompresseur optionnel à compensation d'altitude, la 310SL, la 310SL HL, la 315SL et la 410L. Les caractéristiques et la conception de la machine peuvent être modifiées sans préavis. Les caractéristiques sont conformes, s'il y a lieu, aux normes ISO. Sauf indication contraire, ces caractéristiques s'appliquent à une 310L EP et une 310L avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR (R4), godet de chargeuse de 0,86 m³ (1,12 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,18 m³ (24 po x 6,5 pi³) ; une unité 310SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 310SL HL avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; une unité 315SL avec pneus arrière sans chambre 19,5L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5-80/18 10PR (R4), godet de chargeuse de 1,00 m³ (1,31 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; et une unité 410L avec mode de surpuissance, pneus arrière sans chambre 21L-24 po 12 PR (R4) et pneus avant 12,5/80-18 10PR, godet de chargeuse de 1,15 m³ (1,5 vg³) et godet de rétrocaveuse de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³).

410L

Dimensions hors tout	410L
A Garde au sol minimum	334 mm (13 po)
B Longueur hors tout, transport	7,43 m (24 pi 5 po)
C Largeur sur pneus	2,18 m (7 pi 2 po)
D Hauteur au sommet de la structure ROPS/cabine	2,87 m (9 pi 5 po)
E Longueur entre essieux	
Essieu avant non mécanique	2,16 m (7 pi 1 po)
Pont avant mécanique (P.A.M.)	2,19 m (7 pi 2 po)



Dimensions et performance de la rétrocaveuse

Spécifications de la rétrocaveuse avec godet de 610 mm x 0,21 m³ (24 po x 7,5 pi³) ; spécifications du balancier extensible avec flèche à angle de 60 degrés

Gamme de godets	305–762 mm (12–30 po)		
Force de creusage			
Vérin de godet	69,9 kN (15 723 lb)		
Mode de levage	77,2 kN (17 350 lb)		
Vérin d'articulation	44,1 kN (9907 lb)		
Mode de levage	48,6 kN (10 932 lb)		
Arc de rotation	180 degrés		
Commandes de l'opérateur	2 leviers		
		Avec balancier extensible en option	
	Avec rétrocaveuse standard	*Rentré*	*Sorti*
F Hauteur de chargement (position de chargement de camion)	3,98 m (13 pi 1 po)	4,02 m (13 pi 2 po)	4,73 m (15 pi 6 po)
G Portée depuis le centre du pivot	6,02 m (19 pi 9 po)	6,02 m (19 pi 9 po)	7,14 m (23 pi 5 po)
H Portée depuis le centre de l'essieu arrière	7,14 m (23 pi 5 po)	7,14 m (23 pi 5 po)	8,26 m (27 pi 1 po)
I Profondeur de creusage (SAE maximum)	4,83 m (15 pi 10 po)	4,83 m (15 pi 10 po)	5,99 m (19 pi 8 po)
J Profondeur de creusage (SAE)			
À fond plat à 610 mm (2 pi)	4,78 m (15 pi 8 po)	4,78 m (15 pi 8 po)	5,96 m (19 pi 7 po)
À fond plat à 2440 mm (8 pi)	4,47 m (14 pi 8 po)	4,47 m (14 pi 8 po)	5,73 m (18 pi 9 po)
K Largeur aux stabilisateurs, transport	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)	2,30 m (7 pi 7 po)
L Écartement des stabilisateurs, en opération	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)	3,45 m (11 pi 4 po)
M Largeur hors tout des stabilisateurs, en opération	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)	4,03 m (13 pi 3 po)
N Rotation du godet	190 degrés	190 degrés	190 degrés
O Hauteur de transport	3,93 m (12 pi 11 po)	3,93 m (12 pi 11 po)	3,93 m (12 pi 11 po)

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186071002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		106 245,52 $	106 245,52 $	106 245,53 $				**318 736,57 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 21

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	07	avril	2018		31	octobre	2020

Formulaire complété par : Benoît Lepage

Prénom, nom

Date et heure système : 28 mars 2018 14:06:09

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186071002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		64 940,76 $	64 940,75 $	64 940,75 $				**194 822,26 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	07	avril	2018		31	octobre	2020

Formulaire complété par : Benoît Lepage

Prénom, nom

Date et heure système : 28 mars 2018 14:19:37

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16784

No du GDD : 1186071002

Titre de l'appel d'offres : Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 2 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 14 - 3 - 2018

Ouverture faite le : 14 - 3 - 2018

Date du comité de sélection : - - --

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 5 - 3 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 53,85

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 QUÉBEC INC. (Location Guay inc.)	318 736,57 $	√	1
EXCAVATION DAOUST INC.	390 679,30 $		1
9154-6937 QUÉBEC INC. (Location Guay inc.)	194 822,26 $	√	2
JMV ENVIRONNEMENT INC.	278 526,94 $		2
9297-6646 Québec inc (Daniel Courtemanche)	216 811,23 $		2

Information additionnelle

Le présent appel d'offres regroupe les besoins de 3 arrondissements divisé en 6 lots. Tel que stipulé à la clause 1,12 du Régie, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas prix par lot. Tel que stipulé au BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE, Il est possible de soumissionner sur un ou plusieurs lots et l'octroi sera fait par lot au plus bas soumissionnaire conforme selon le scénario global le plus économique pour la Ville. La Ville pourra donc réassigner les numéros des lots 4,5 et 6. Par conséquent, 5 des 7 soumissions reçues ne comportaient aucune offre pour les articles du groupe 1 et 4 des 7 pour le groupe 2. Un (1) des 13 preneur du cahier des charges est une municipalité. Un (1) preneur nous dit qu'il n'offre pas le service demandé et quatre (4) preneurs sont sans réponse a nos demandes. En date du 23 mars, date de l'intertervention, le Service de l'approvisionnement n'a pas reçu la copie du procès-verbal du Greffe, ceci explique son absence du GDD.

Préparé par : Éliane Clavette

Le 23 - 3 - 2018

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-16784
Numéro de référence : 1136252
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : « Ville de Montréal - Direction des travaux public et ingénierie - Contrats de location de rétrocaveuses, mini-excavatrice avec opérateurs et accessoires pour divers arrondissements

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9297-6646 Québec inc 6060 Ch Vincent Massey Rawdon, QC, J0K 1X0	Monsieur Daniel Courtemanche Téléphone : 450 834-7778 Télécopieur :	**Commande : (1408277)** 2018-03-12 9 h 12 **Transmission :** 2018-03-12 9 h 12	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-12 9 h 12 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-12 9 h 12 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Axo construction (9168-5941 Québec inc.) 2755 Montée Masson Laval, QC, H7B1E3	Monsieur David Rinfret Téléphone : 514 863-1069 Télécopieur : 450 433-5888	**Commande : (1408651)** 2018-03-12 12 h 59 **Transmission :** 2018-03-12 12 h 59	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-12 12 h 59 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-12 12 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction J. Richard	Monsieur Mario	**Commande**	2892721 - 18-16784

Loc. Machi. C.P. 2035 Rigaud, QC, J0P 1P0	Gauthier Téléphone : 450 451-4565 Télécopieur : 450 451-0432	**: (1406329)** 2018-03-07 15 h 59 **Transmission :** 2018-03-07 15 h 59	Addenda No1 2018-03-07 15 h 59 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-07 15 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavation A. V. inc 116 Chemin St Césaire Marieville, QC, J3M 1N9	Monsieur Gaetan Carbonneau Téléphone : 514 274-4921 Télécopieur : 450 460-1093	**Commande : (1403121)** 2018-03-01 15 h 32 **Transmission :** 2018-03-01 15 h 32	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-02 9 h 52 - Messagerie 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation Leopold St-Amour inc 54 boul ste anne Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j0n1h0	Monsieur Gilles St-Amour Téléphone : 514 829-6951 Télécopieur : 450 478-6393	**Commande : (1409021)** 2018-03-12 21 h 04 **Transmission :** 2018-03-12 21 h 04	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-12 21 h 04 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-12 21 h 04 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavations D.D.C. Siforex 8118 av Broadway Nord Montréal, QC, H1B5B6	Monsieur Denis Charron Téléphone : 514 645-0707 Télécopieur : 514 645-4544	**Commande : (1401443)** 2018-02-27 14 h 15 **Transmission :** 2018-02-27 14 h 15	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-02 9 h 53 - Messagerie 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 9 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur Mathieu Bérard Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1401659)** 2018-02-27 20 h 40 **Transmission :**	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-02 9 h 33 - Courriel 2893876 - 18-16784

		2018-02-27 20 h 40	Addenda No2 2018-03-05 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages Dancar (2009) Inc. 4445 J.B. Martineau Montréal, QC, H1R 3W9	Madame Céline Sylvie Bousquet Téléphone : 514 321-5144 Télécopieur :	**Commande : (1405597)** 2018-03-06 15 h 51 **Transmission :** 2018-03-06 17 h 42	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-06 15 h 51 - Messagerie 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-06 15 h 51 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LJEXCAVATION inc. 5339 4 AV. Montréal, QC, H1Y 2V4	Monsieur JEAN GUY GAGNE Téléphone : 514 598-9337 Télécopieur :	**Commande : (1403983)** 2018-03-03 16 h 13 **Transmission :** 2018-03-03 16 h 13	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-03 16 h 13 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Location Guay 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1400628)** 2018-02-26 13 h 52 **Transmission :** 2018-02-26 13 h 52	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-02 9 h 33 - Courriel 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
pierre jean lecours 180, rue De Normandie McMasterville, QC, J3G 5L5	Monsieur pierre jean lecours Téléphone : 450 464-2358 Télécopieur : 450 464-2861	**Commande : (1403996)** 2018-03-04 11 h 51 **Transmission :** 2018-03-04 11 h 51	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-04 11 h 51 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) :

			Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	Monsieur Gordon MIlligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1402212)** 2018-02-28 13 h 35 **Transmission :** 2018-02-28 17 h 24	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-02 9 h 51 - Messagerie 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-05 9 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Saint-Constant. 147, rue Saint-Pierre Saint-Constant, QC, J5A 2G9 http://www.ville.saint-constant.qc.ca/	Madame Sophie Parent Téléphone : 450 638-2010 Télécopieur : 450 638-5919	**Commande : (1409974)** 2018-03-14 8 h 52 **Transmission :** 2018-03-14 8 h 52	2892721 - 18-16784 Addenda No1 2018-03-14 8 h 52 - Téléchargement 2893876 - 18-16784 Addenda No2 2018-03-14 8 h 52 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Numéro de l'appel d'offres : 18-16784

Titre : Location de rétrocaveuses et d'une mini-excavatrice

Date d'ouverture des soumissions : 14-mars-18

Lots	Description	Quantité	Location Guay inc		Excavation Daoust	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une mini excavatrice avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie.	4050	68,45 $	277 222,50 $	83,90 $	339 795,00 $
		TPS 5 %		13 861,13 $		16 989,75 $
		TVQ 9,9975 %		27 652,94 $		33 894,55 $
		Montant total		318 736,57 $		390 679,30 $

	Documents applicable à tous les lots	Location Guay inc	Excavation Daoust inc.
	Addendas	Conforme	Conforme
	Numéro TPS/TVQ	Conforme	Conforme
	Numéro de fournisseur VDM	359299	non existant dans SIMON
	Numéro NEQ	1162923222	1169880797
	Vérification REQ	Conforme	Conforme
	RENA	OK AMF # 3000315560	OK non listé RENA, pas d'AMF
	2 Listes des personnes écartées	Conforme	Conforme
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant	Conforme	Conforme
	Inscription CNESST	Conforme, 2 mars 2018	Conforme, 12 mars 2018
	Cautionnement / garantie dépôt	Intact 7610611-18-002, pour les 5 lots	Traite bancaire 353213833, 5
	Capacité d'exécution de conatrats	5 contrats	1 contrat

Remarque :

Non-conforme

Correction - Erreur de calcul

Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 21 mars 2018**

Numéro de l'appel d'offres : 18-16784

Titre : Location de rétrocaveuses et d'une mini-excavatrice

Date d'ouverture des soumissions : 14-mars-18

Lots	Description	Quantité	Location Guay inc		JMV Environnement		9297-6646 Québec inc (Daniel Courtemanche)	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
2	Contrat de 3 ans pour la location horaire d'une rétrocaveuse avec opérateur et accessoires selon le devis pour l'arrondissement de Ville-Marie.	2550	66,45 $	169 447,50 $	95,00 $	242 250,00 $	73,95 $	188 572,50 $
		TPS 5 %		8 472,38 $		12 112,50 $		9 428,63 $
		TVQ 9,9975 %		16 902,39 $		24 164,44 $		18 810,11 $
		Montant total		194 822,26 $		278 526,94 $		216 811,23 $

	Documents applicable à tous les lots	Location Guay inc	JMV Environnement	9297-6646 Québec inc (Daniel Courtemanche)
	Addendas	Conforme	Conforme	Conforme
	Numéro TPS/TVQ	Conforme	Conforme	Conforme
	Numéro de fournisseur VDM	359299	265151	325342
	Numéro NEQ	1162923222	1164798275	1169866325
	Vérification REQ	Conforme	Conforme	Conforme
	RENA	OK AMF # 3000315560	OK AMF # 3000354410	OK AMF # 3000913441
	2 Listes des personnes écartées	Conforme	Conforme	Conforme
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant	Conforme	Conforme	Conforme
	Inscription CNESST	Conforme, 2 mars 2018	Conforme, 8 mars 2018	Conforme, 12 mars 2018
	Cautionnement / garantie dépôt	Intact 7610611-18-002, pour les 5 lots	Traits bancaires 353300679 & 353300680 5	Chèques visé 57442644 & 57442645 5000$ ch
	Capacité d'exécution de conatrats	5 contrats	2 contrats	2 contrats

Remarque :

Non-conforme

Correction - Erreur de calcul

Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 21 mars 2018**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186071002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant :

  "Accorder deux (2) contrats pour la location de machinerie avec opérateurs entre le 10 avril 2018 et le 31 octobre 2020 à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) (318 736,57 $ - Lot 1, une mini-excavatrice, 2 soumissionnaires) et (194 822,26 $ - Lot 2, une rétrocaveuse, 3 soumissionnaires) et autoriser une dépense totale de 513 558,83 $ (appel d'offres public 18-16784)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 513 558,83 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		171 186,27 $	171 186,27 $	171 186,29 $				**513 558,83 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 468 947,66 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		156 315,88 $	156 315,88 $	156 315,90 $				**468 947,66 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 156 315,88 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07163	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM86071002
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.18

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1183405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

1. D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 225 611 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018);
- 15 000 $ à Action Centre-Ville
- 30 000 $ au Carrefour de ressources en interculturel (CRIC)
- 29 000 $ au Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie
- 20 000 $ au Centre récréatif Poupart
- 30 000 $ au Comité logement Ville-Marie
- 15 000 $ à Innovation jeunes
- 18 611 $ à Sentier Urbain
- 25 000 $ à Coup d'Pousse montréal
- 20 000 $ à la Relance Jeunes et Familles
- 20 000 $ à les YMCA du Québec (Y Centre-Ville et Guy-Favreau)
- 3 000 $ à la Société pour l'action, l'éducation, et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESAM)

2. D'approuver les 11 conventions entre l'arrondissement de Ville-Marie et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 225 611 $.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:38

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183405001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013 -2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) signaient la 6e entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et ce, dans le cadre des Alliances pour la solidarité. Le Ministère avait alors octroyé à la Ville de Montréal une contribution financière de 18 M$ sur deux années (2013-2014 et 2014-2015) soit 9 M$ par année. En 2015, la Ville prolongeait l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2013-2015) auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) de 9 M$ pour une année. Cette dernière entente a fait l'objet d'une modification en avril 2016 afin de la prolonger d'un an et a pris fin le 31 mars 2017. En février 2017, la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) ont convenu de prolonger l'entente administrative (2013-2017) de 6 mois soit du 1er avril au 30 septembre 2017, pour un montant de 4,5 M $ en attendant le dépôt du 3ème plan de lutte à la pauvreté que le gouvernement du Québec prévoyait déposer à l'automne 2017. Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 ne sera finalement adopté qu'en décembre 2017. Conséquemment, cette entente a été renouvelée automatiquement jusqu'au 31 mars 2018, pour un montant supplémentaire de 4,5 M $ portant la somme totale reçue par la Ville pour la période 2017-2018 à 9 M $.

De nouvelles alliances pour la solidarité pluriannuelles seront conclues prochainement avec l'ensemble des régions du Québec, dont la Ville de Montréal, dans le cadre du nouveau Plan d'action gouvernemental. Afin de poursuivre nos actions de lutte à la pauvreté auprès des Montréalaises et Montréalais dans le besoin, la Ville et le MTESS se sont entendus pour renouveler l'Entente Administrative 2013-2018 pour une période de 6 mois, soit du 1er avril 2018 au 30 septembre 2018, pour une somme de 4,5 M $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240149 du 11 avril 2017
Approuver les conventions avec différents organismes, du 1er avril 2017 au 31 mars 2018,

dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $.

CA16 240163 du 12 avril 2016
Approuver les conventions avec différents organismes, du 1er avril 2016 au 31 mars 2017, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2017) et accorder des contributions totalisant 225 611 $.

CA15 240147 du 14 avril 2015
Approuver les conventions avec 9 organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité 2013-2016 (MTESS-Ville) et accorder un montant total de 225 611 $.

DESCRIPTION

N/A

JUSTIFICATION

Les projets qui font l'objet de ce sommaire décisionnel ont été sélectionnés par un comité de sélection formé de représentants des trois tables de quartier de Ville-Marie, de l'arrondissement et de la Ville Centre et ce, parmi 37 projets issus d'un appel à projets. Ils sont conformes au cadre de référence de l'arrondissement de Ville-Marie concernant l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MTESS 2013-2018. Le Service de la diversité sociale et des sports certifie aussi que les projets déposés dans ce sommaire décisionnel sont conformes à cette entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin d'assurer une continuité des interventions et maintenir la mobilisation des partenaires communautaires à la lutte à la pauvreté, un montant de 9 M $ a été réservé dans le budget 2018 du SDSS dans le but de soutenir des projets de lutte à la pauvreté. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Ces contributions financières totalisant **225 611 $** ne sont pas récurrentes.

Organisme	Titre du projet	Soutien accordé en 2015-2016-2017	Soutien recommandé 2018	Soutien projet global
Action Centre-ville	De la sécurité alimentaire à l'implication citoyenne	25 000 $	15 000 $	100 %
Carrefour de ressources en interculturel (CRIC)	Femmes-relais interculturelles	30 761 $	30 000 $	32 %
Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie	Femmes en action	30 000 $	29 000 $	24 %
Centre récréatif Poupart	Plaisirs et loisirs pour tous	25 000 $	20 000 $	61 %
Comité logement Ville-Marie	Favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou	33 000 $	30 000 $	81 %

	modeste revenu du centre-ville			
Innovation jeunes	De la racine à la ville	16 850 $	15 000 $	47 %
Sentier urbain	Des jardins enracinés	20 000 $	18 611 $	53 %
Coup d'Pousse Montréal	Ruelle Dufault - verte et comestible	_	25 000 $	**54 %**
La Relance jeunes et Familles	ParentESE	_	20 000 $	**32 %**
Les YMCA du Québec	Service sportif d'inclusion sociale - Gym alternatif (Y Centre-Ville et Guy-Favreau)	_	20 000 $	**50 %**
Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)	À la découverte de mon quartier	_	3 000 $	71 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020: << Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion >>.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement de ces projets permet l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables de l'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 des conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement et de la Direction de la diversité sociale. Un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Jocelyne LEBRUN, 23 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-26
Annie GAUTHIER Conseillère en développement communautaire		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	868-4211	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :	868-4160	**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1183405001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Préposé(e) au budget
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Cédric AGO
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1183405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1183405001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles





Convention Action Centre-Ville.pdfConvention CRIC.pdfConvention CCLSCA.pdf




Convention centre Poupart.pdfConvention logement Ville-Marie.pdf




Convention Innovation jeunes.pdfConvention Sentier urbain.pdf





Convention Coup d'Pousse Montréal.pdfConvention La Relance.pdfConvention YMCA.pdf



Convention SAESEM.pdf

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Action Centre-Ville (Montréal) inc.**
Titre du projet	**De la sécurité alimentaire à l'implication citoyenne**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**25 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Action Centre-Ville (Montréal) inc.**		
Adresse	**105, rue Ontario Est, local 201**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2X 1G9**
Numéro d'inscription TPS	**134189687 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1143068642**
Numéro de charité	**134189687 RP0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Saint-Jacques (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**		
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Yamina Bessar**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514 878-0847**	Télécopieur	**514 878-0452**
Courriel	yamina.bessar@acv-montreal.com	Site web	www.acv-montreal.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Action Centre-Ville est un organisme communautaire qui vise à rejoindre les personnes de 50 ans et plus résidant principalement au centre-ville de Montréal. Il offre un éventail d'activités et de services sociocommunautaires axé sur le bien-être et la santé globale tout en favorisant l'entraide et la solidarité sociale.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**De la sécurité alimentaire à l'implication citoyenne**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Yamina Bessar	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 878-0847	Télécopieur	514 878-0452
Courriel	yamina.bessar@acv-montreal.com		
Nouvelle initiative	**Non**	Reconduction du projet	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le projet répond à un besoin de socialisation et d'implication. Il connait un grand succès auprès des membres aînés du quartier. Il répond aussi à un enjeu fondamental du quartier: sécurité alimentaire et les saines habitudes de vie.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

L'organisme existe depuis de nombreuses années dans le quartier. Nous rejoignons plus de 1055 personnes dont 70% résident sur le territoire de Ville-Marie et près de 50% principalement aux Habitations Jeanne-Mance. Sur le territoire de Ville-Marie, la majorité des aînés vivent seuls et sont à faible revenu. Au cours de nos interventions auprès des aînés, nous avons pu constater que la sécurité alimentaire est un enjeu majeur. D'autre part, chez les aînés, l'isolement, la solitude, la détresse psychologique et la pauvreté contribuent à accroître le sentiment d'insécurité alimentaire. Action Centre-Ville compte une équipe de trois intervenantes de milieu, dont une d'origine chinoise qui intervient majoritairement auprès des aînés de la communauté chinoise, qui travaillent à briser l'isolement sous différentes formes.

D'autre part, le quartier compte peu d'offres alimentaires, les marchés présents sont coûteux et il n'y a pas beaucoup d'autres choix. Après plusieurs années à servir des repas communautaires, nous avons pu voir un changement en alimentation pour plusieurs bénéficiaires du service (fréquence des repas, amélioration de la qualité des aliments consommés, socialisation). Notre expérience au fil des ans nous a bien démontré que le moment du repas améliore grandement la condition de plusieurs aînés du quartier (santé physique et psychologique) et les amène à aller plus loin et à entrevoir la possibilité de s'impliquer au Centre.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Différentes activités culinaires seraient suggérées chaque mois; ateliers culinaires, dîner chef d'un jour et repas multiculturels. Ces activités permettraient de répondre à différents besoins: 1- se nourrir à faible coût; 2- avoir un endroit pour rencontrer des personnes et socialiser; 3- apprendre et partager des connaissances; 4- s'impliquer au sein de sa collectivité et s'entraider.

Le chef cuisinier est l'employé pivot pour le projet. Il est là pour encourager et soutenir les bénévoles, partager des connaissances et encourager l'implicaiton des aînés. Il est responsable durant le processus, de l'élaboration du menu à la confection en passant par les achats et la logistique de chaque activité.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Personnes seules	304	91
Aînés (65 ans et +)	Minorités ethniques	Personnes seules	243	91
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**547**	**182**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Faubourg St-Laurent
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**
non	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Aînés**	Membres d'Action Centre-Ville et/ou résidents des Habitations Jeanne-Mance
2	**Sécurité alimentaire**	Cuisine communautaire permettant l'accessibilité à une cuisine équilibrée et variée ainsi qu'un partage des connaissances
3	**Soutien à la vie communautaire**	Implication des aînés dans le volet alimentaire de l'organisme par la participation/animation aux ateliers/activités, valorisation.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

1. Offrir un lieu où les aînés membres de l'organisme et/ou résidant au centre-ville de Montréal peuvent prendre un repas équilibré à faible coût et/ou acquérir les connaissances et habiletés pour mieux s'alimenter.
2. Offrir un lieu, un moment, pour briser l'isolement, pour permettre une socialisation et une valorisation à travers les activités culinaires proposées, développer les réseaux. 3. Viser à amener les aînés à être plus actifs et à s'impliquer socialement. Cet objectif contribue à une meilleure santé de l'aîné et ainsi éviter d'encombrer les services de santé le plus longtemps possible. Nous visons par là, le maintien dans la communauté, en santé, le plus longtemps possible.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Apprendre à préparer des repas sains à la maison afin de connaître ce qui compose leur repas et outiller afin de réduire les coûts reliés aux dépenses alimentaires.
B	Permettre à des aînés qui vivent une solitude et qui sont plus vulnérables de partager un moment autour d'un bon repas et/ou lors d'activités culinaires.
C	Encourager l'implication sociale et l'entraide en offrant des activités qui permettront de faire un partage de connaissances culinaires entre pairs, des moments d'échanges.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Chef d'un jour: mensuellement, des aînés (2 à 4) viennent préparer un plat qui leur est cher et ce, aidé de l'équipe de la cuisine. Ce repas sera servi lors du dîner communautaire au Centre.
B	Cuisine au goût du monde : 4 fois par année, un groupe de personnes de même culture (ou semblable) vient cuisiner un repas avec l'équipe cuisine et en faire la présentation. Au-delà de l'idée de partager un bon repas, tout un monde de découvertes s'ouvre aux participants : connaître de nouveaux goûts mais aussi une culture différente et l'histoire d'un pays.
C	Ateliers de cuisine: 6 à 8 ateliers culinaires sont présentés aux membres de l'organisme et animés que ce soit par des bénévoles ou un membre de l'équipe de la cuisine. Exemple de sujets : l'art d'utiliser les restes, confection de pâtes maison, confection de pains maison, la cuisine végétarienne.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	au moins 50 aînés participent aux dîners Chef d'un jour	**Suivi des participants**	**Liste des présences**
		Compte-rendu	Nombre de dîners offerts et nombre de participants
B	4 repas internationaux sont préparés au courant de l'année et les bénévoles ont fait une présentation de leur culture/pays.	**Suivi des participants**	**Liste des présences**
		Compte-rendu des participants	Nombre de participants
C	6 à 8 ateliers culinaires sont pésentés devant 10 participants	**Suivi des participants**	**Liste des présences**
		Compte-rendu	Nombre de participants

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**					**12 852,00 $**				**12 852,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17	15	51	42	1	**12 852,00 $**					
2	Titre	**Cuisinier(ère)**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**12 852,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 852,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**484,00 $**				**484,00 $**
Photocopies, publicité							**0,00 $**				**0,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**300,00 $**				**300,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**784,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**784,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*											
Frais administratifs du projet							**1 364,00 $**				**1 364,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**15 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 000,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**1 postes: cuisinier**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Corporation d'Habitations Jeanne-Mance 150, rue Ontario Est, Mtl, Qc, H2X2Z7	Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

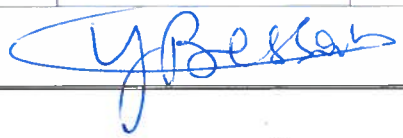
Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Ce projet s'incrit dans la mission d'Action Centre-Ville. Les activités énumérées plus haut aident à favoriser la santé globale des aînés qui y participent en permettant une bonne alimentation, un lieu de socialisation, un moment de partage et d'apprentissage ainsi que l'occasion de sortir de chez soi.

Budget : dans Fournitures de bureau, matériel d'animation, nous demandons le financement pour l'achat des aliments qui serviront aux ateliers de cuisine.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	YAMINA BESSAR	Fonction	DIRECTRICE GÉNÉRALE			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	Date	2018	Février	14	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Carrefour de ressources en interculturel**
Titre du projet	**Femmes-relais interculturelles**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**30 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Carrefour de ressources en interculturel**			
Adresse	**1-1851 rue Dufresne**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H2K3K4**
Numéro d'inscription TPS	**883559114RT**		Numéro d'inscription TVQ	**1088658295DQ001**
Numéro de charité	**883559114 RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**			
District électoral municipal	**Sainte-Marie (VMA)**			
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**			
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**			
Responsable de l'organisme	**Madame**		**Veronica Islas**	
Fonction	**Cliquer pour menu déroulant**			
Téléphone	**514-525-2778**		Télécopieur	
Courriel	dg@criccentresud.org		Site web	https://criccentresud.org/
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**			
Si oui, laquelle/lesquelles	Le nombre de familles rejointes augmente			

1.2 — Mission de l'organisme

Le CRIC est un organisme autonome qui rassemble et développe des ressources dans le domaine interculturel avec et pour les organismes, résidents et résidentes du quartier Centre-Sud afin de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés culturelles du quartier.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Femmes-relais interculturelles**			
Personne responsable du projet		Marie Ouellet		
Fonction	**Organisatrice) communautaire**			
Téléphone	514-525-2778		Télécopieur	
Courriel	accompagnatricefr@criccentresud.org			
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**	
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le profil populationnel du quartier Centre-Sud démontre une augmentation par rapport aux personnes issues de la diversité. Les écoles primaires du quartier ont 50% ou plus d'elèves issus de la diversité (Une école a 70%). La demande reliée au service ne cesse donc pas d'augmenter			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le quartier Centre-Sud connait une croissance constante de sa population immigrante. Lors du dernier récensement de Statistique Canada, nous notons une augmentation de 25% du total de personnes immigrantes (comparativement à 19% en 2006) Nous constatons par exemple que 60% des enfants de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et de l'école Garneau sont des enfants qui n'ont pas le français comme langue maternelle. À l'école Champlain, le pourcentage est de 58%, à l'école St-Anselmede 35% et à l'école Pierre-Dupuy le pourcentage est de presque 40%. De plus, nous constatons une remontée des prejugés concernant les communauts culturelles dans le quartier, avec des actes d'incivilité dirigés à eux. Un projet comme les femmes-relais facilite l'accompagnement des personnes issues de la diversité dans leur langue, visant toujours à les inclure et à les guider pour qu'ils deviennent des citoyens à part entière.

Les femmes immigrantes constituent une des populations les plus vulnérables éprouvant des difficultés d'inclusion socioprofessionnelle entre autres dûes au fait que leurs diplômes ne sont ni reconnus ni valorisés, que l'expérience acquise à l'étranger n'est pas reconnue et que la méconnaissance du français est un obstacle pour le marché du travail. Le projet facilite l'insertion des femmes immigrantes en même temps que l'accompagnement les familles nouvellement arrivées. Le projet s'attache aussi aux priorités de la Ville de Montréal de mieux accueillir les communautés culturelles et de lutter contre l'exclusion sociale, surtout celle des femmes issues de la diversité. Aussi, le projet facilite et encourage le vivire-ensemble et la mixité sociale des résidents du quartier, qui est un autre objectif de la Ville de Montréal. En facilitant l'inclusion des personnes issues de la diversité d'une façon structurante et englobante, nous évitons des situations et d'actes d'incivilité et de violence, tel que les vandalisme visant la mosquée du quartier que nous avons vu les derniers années.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet Femmes-Relais interculturelles vise à accompagner 220 familles nouvellement arrivées dans le quartier Centre-Sud par année avec le soutien de 12 femmes (10 femmes immigrantes et 2 femmes québécoises -afin qu'elles partagent les codes culturels québécois avec les autres femmes). Le projet a trois volets :1) Le volet d'insertion socio-professionnelle: elles suivent un rigoureux programme de formation et de stage en milieu de travail validé et reconnu par le CREP. Pour plusieures femmes, c'est un premier diplôme et une première expérience en milieu de travail. Aussi, les femmes développent un plan d'action sur mesure visant soit un retour aux études ou l'insertion en emploi. Entre autres, elles reçoivent des formations sur la communication interculturelle, la relation d'aide, les ressources communautaires du quartier, les droits humains, les systèmes de santé et scolaire, etc. Les femmes recrutées pour le projet Femmes-Relais interculturelles habitent le Centre-Sud. Très scolarisées dans leur pays d'origine (parfois une maitrise ou plus), elles parlent le français et une autre langue. Elles possèdent aussi une sensibilité sociale et le désir de s'impliquer concrètement dans leur communauté.

2) L'an pasé, 280 familles ont étés accompagnées dans leur langue aux ressources communautaires et publiques dont elles ont besoin. Nous rejoignons des familles par le bouche à oreille, des références des écoles, des CPE et des organismes communautaires. L'accompagnement inclus: l'identification des besoins des familles, les explications concernant le fonctionnement de la société québécoise, l'accompagnement vers les ressources et les organismes, la traduction ainsi que la facilitation de la compréhension des documents en français et l'orientation des familles vers les espaces d'implication dans le quartier. L'année passée, 14 femmes ont terminé la formation et .12 ont fait un retour aux études ou trouvé un emploi. 3) Le CRIC offre un service d'accompagnement aux organismes du quartier qui peuvent vivre des défis suite à l'augmentation d'une clientèle immigrante. Comme résidentes du quartier, elles deviennent des agentes multiplicatrices qui partagent les informations apprises même après avoir terminé le projet. Ce dernier vise aussi à favoriser l'implication citoyenne des femmes et des familles qu'elles accompagnent. Le projet est évalué avec le soutien du LABRRI. Ces données faciliteront une connaissance fine des communautés cultu

Les femmes-relais apprennent aussi sur les codes culturels reliés à la citoyenneté à Montréal, Elles découvrent les différents paliers du gouvernement, le rôle de l'ombudsman, les droits humains, etc. Elles sont outillées autant pour exercer ce rôle que pour partager les informations avec les familles qu'elles accompagnent.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	120	30
Familles	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Cliquer pour menu déroulant	60	40
Jeunes adultes (18 - 35)	Minorités ethniques	Bénévoles	16	
		TOTAL	**196**	**70**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Le Plateau - Mont-Royal**
	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**
Pas dans le cadre d'une démarche oui mais dans un territoire RUI oui	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	Insertion socioprofesionnelle pour les Femmes-relais
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	Accompagnement et traduction pour plus de 250 familes issues de la diversité
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	Faciliter la cohésion sociale, le bon vivre ensemble et liutter contre les actes de discrimination contre les immigrants

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser l'inclusion des nouveaux arrivants à la communauté d'accueil et particulièrement dans le quartier Centre-Sud. Favoriser l'intégration socioprofessionnelle et l'implication citoyenne pour les Femmes-relais Interculturelles. Faciliter l'inclusion de plus de 250 familles issues de l'immigration par l'accompagnement. Faciliter l'intégration socioprofessionnelle et l'inclusion sociale de 12 Femmes-Relais Interculturelles (10 immigrantes et 2 Québécoises). Éviter des actes d'incivilité en travaillant en amont sur l'inclusion des personnes issues de la diversité.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre l'intégration socioprofessionnelle et l'inclusion sociale de 12 Femmes-relais Interculturelles (10 immigrantes et 2 québécoises). Leur permettre de comprendre les codes culturels québécois et obtenir une première expérience en milieu de travail ainsi qu'une première diplômation.
B	Favoriser l'intégration d'un minimum de 250 familles nouvellement arrivées en les accompagnant vers les ressources communautaires et publiques dont elles ont besoin. Traduire non seulement la langue, mais aussi le fonctionnement et les codes culturels d'ici afin de faciliter leur inclusion. Encourager leur implication citoyenne dans les instances démocratiques du quartier.
C	Soutenir et accompagner les organismes communautaires afin de faciliter l'augmentation des personnes issues des communautés culturelles au sein de leurs services.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Pour les femmes : Minimum une formation de 3h/semaine pendant 10 mois touchant le savoir être (communication interculturelle, deuil migratoire, écoute,...), le savoir-faire (système scolaire, ombudsman, normes du travail,) et l'employabilité (cv, recherche d'emploi,..). Accompagnement personnalisé pour produire un plan d'action d'insertion socioprofessionnelle par et pour les femmes. Le plan prend compte de leurs forces et expériences préalables qui sont transférables aux aspirations professionnelles des femmes. Suivis du stage en milieu de travail non-rémunéré (comptabilisation du nombre d'heures, retour avec les femmes, suivis). Acquisition de compétences lors du stage (promotion, diffusion, accompagnement, référencement, etc.). Animation des kiosques d'information par les femmes avec le soutien d'une ressource du CRIC lors des activités du quartier (rendez-vous interculturels, GISM, forums de la CDC, Magasin partage de la
B	Minimum 250 familles sont accompagnées aux ressources dont elles ont besoin. L'accompagnement a compris une évaluation des besoins, la traduction, l'accompagnement physique, une explication des codes culturels et des services d'ici (communautaires, institutionnels, etc.). L'accompagnement est fait là ou la personne a besoin (parfois dans les écoles, parfois dans les organismes communautairesm parfois au CRIC, parfois chez la police, parfois au CLSC). Un suivi des accompagnements est fait autant pour épauler les femmes que pour assurer
C	Le CRIC accompagne les organismes qui font face aux défis interculturels suite à une augmentation d'achalandage des communautés culturelles avec un coaching individualisé (le coaching répond aux besoins des organismes et peut prendre une ou plusieurs rencontre, demander ou non des formations pour l'équipe, inclure des ateliers ou interventions auprès de la clientèle de l'organisme, etc.)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	12 femmes terminent la formation et le programme de stage et elles ont un plan d'action pour faciliter leur insertion socioprofesionnelle . Elles apprenent sur les codes culturels d'ici et sur les ressources et le système québécois. Elles s'impliquent en tant que citoyennes. 6 trouvent un emploi et 5 retournent aux études.	**Suivi des participants**	**Nombre de réalisations**
		Évaluation et témoignages	Nombre d'heures de formation, nombre de femmes diplômées, nombre de femmes en emploi ou aux tudes à la fin de la cohorte
B	Minimum 250 familles sont accompagnées aux services et ressources dont elles ont besoin. Elles s'intègrent à la communauté du Centre-Sud, elles sont mieux outillées et connaissent le fonctionnement et services du Québec. Elles apprenent sur l'importance de l'implication citoyenne au Québec.	**Suivi des participants**	**Nombre de familles rejointes**
		Par le biais du formulaire d'accompagnement	
C	Le CRIC accompagne les organismes qui vivent des difficultés concernant l'augmentation d'achalandage des nouveaux arrivants par rapport aux accompagnements des femmes-relais (défis de communication interculturelle)	**Suivi des participants**	**Nombre de réalisations**
		Suivi des organismes	Nombre d'accompagnements

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Ville=MIDI	CSDM	Fondation du Grand Montréal et Centraide (montant reporté)	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Organisateur(trice) communautaire**					**12 636,00 $**	10 000,00 $	1 000,00 $	15 000,00 $	**38 636,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	35	113	52	1	**38 636,00 $**					
2	Titre	**Accompagnateur(trice)**					**13 464,00 $**	10 000,00 $	2 000,00 $	10 000,00 $	**35 464,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	32	106	52	1	**35 464,00 $**					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**26 100,00 $**	**20 000,00 $**	**3 000,00 $**	**25 000,00 $**	**74 100,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1 000,00 $**		300,00 $		**1 300,00 $**
Photocopies, publicité							**500,00 $**			400,00 $	**900,00 $**
Déplacements								2 000,00 $	2 000,00 $	3 200,00 $	**7 200,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance								1 000,00 $	1 000,00 $		**2 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 500,00 $**	**3 000,00 $**	**3 300,00 $**	**3 600,00 $**	**11 400,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**2 400,00 $**	**2 000,00 $**	**500,00 $**	**2 200,00 $**	**7 100,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**30 000,00 $**	**25 000,00 $**	**6 800,00 $**	**30 800,00 $**	**92 600,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**2 postes à 33%**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Centre de ressources éducatives et pédagogiques. Coût approximatif de leur contribution : 12,000$ soutien d'une personne ressource 1x par	Ressources humaines
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
2	Laboratoire de recherche en relations interculturelles de l'Université de Montréal : 7,000$ évaluation externe	Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
3	Centre d'éducation et d'action des femmes : 2000$ intervention psychosociale	Ressources humaines
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
4	CDC Centre-Sud prêt des locaux 1000$	Prêt de local
		Promotion, sensibilisation
		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	15
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CREP	Centre de ressources éducatives et pédagogiques. Coût approximatif de leur contribution : 12,000$ soutien d'une personne ressource 1x par semaine
LABRRI	Laboratoire de recherche en relations interculturelles de l'Université de Montréal : 7,000$ évaluation externe
CÉAF	Centre d'éducation et d'action des femmes : 2000$ intervention psychosociale
CDC	CDC Centre-Sud prêt des locaux 1000$

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Dans fournitures de bureau, vous trouverez des frais pour des formations de l'externe (pour les femmes-relais). Dans déplacements, vous trouvez les frais de la carte OPUS payé pour faciliter la participation des femmes-relais. Dans locaux, conciergerie, vous allez trouver les frais du service de garde pour défrayer les femmes (service de garde lors des formations, lors des accompagnements, etc.)

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Veronica Islas		**Fonction**	**Directeur général**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Février	07
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Insertion sociale et économique des jeunes et des immigrants**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire De Loisirs Sainte-Catherine D'Alexandrie**
Titre du projet	**Programme Femmes en Action**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire De Loisirs Sainte-Catherine D'Alexandrie**		
Adresse	**1700 RUE AMHERST**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2L 3L5**
Numéro d'inscription TPS	**138898036**	Numéro d'inscription TVQ	**1006097568**
Numéro de charité	**91713856**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Sainte-Marie (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**		
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Donald Gaumont**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514-524-6626**	Télécopieur	**(514)524-67-56**
Courriel	dirgen@cclsca.qc.ca	Site web	www.cclsca.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le CCLSCA est un milieu de vie ouvert à tous,sans aucune discrimination. Sa mission vise l'amèlioration de la qualité de vie collective et le développement intégral de la personne. Le Centre privilégie les loisirs et l'action communautaire pour intervenir dans les domaines de l'éducation populaire, de la prévention, de l'intégration sociale et de la promotion de la santé. Son approche inclusive favorise la prise en charge des activités par le participant.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme Femmes en Action**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Pina Medina Olimpia Adriana	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-524-6626	Télécopieur	(514)524-6756
Courriel	fea@cclsca.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Faire du projet Femmes en action un programme en bonne et due forme du CCLSCA destiné aux nouvelles arrivantes et femmes immigrantes. Nous souhaitons poursuivre les activités à succès et entreprendre de nouvelles activités afin d'enrichir et soutenir les femmes.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le CCLSCA est fréquenté en majorité par la popualtion des quartiers Centre-Sud et St-Jacques. Il est entouré par 4 HLM où des personnes immigrantes y résident en grande majorité. Les femmes des communautés immigrantes vivent une situation particulière. La plupart d'entre elles se donnent coeurs et âmes à leur famille. Leur intégration est loin d'être facile. Après un certain temps au pays, il n'est pas rare de vivre des éclatements, une dychotomie, voire un déchirement culturel. Les tensions familiales, les situations de défavorisation économique et sociale, souvent reliées à la non reconnaissance de leur éducation ou de leur expérience ne font qu'empirer la situation de ces femmes et de leur famille. La barrière linguistique ajoute aux difficultés d'accès à diverses ressources essentielles et nécessaires à leur intégration dans leur société d¨accueil. De ce fait, elles vivent une exclusion de la vie citoyenne ainsi qu'un isolement grandissant. La détresse n'est pas un mot creux, c'est du vécu quotidien! Pourtant, elles veulent toutes atteindre un objectif où l'intégration et la capacité de s'épanouir et d'innover leur est possible.

2.3 — Résumé synthèse du projet

1.Pour briser l'isolement, instaurer des activités sociales et d¨éducation populaire organisées spécifiquement par et pour les femmes immigrantes et nouvellement arrivées. 2. Constitué Femmes en action (FEA) comme un réseau d'action, d'échange et d'entraide. 3. Positionner FEA afin de devenir non seulement un lieu où les femmes sont dirigées vers diverses ressources, mais également une référence pour les organismes venant en aide aux femmes d'ici et d'ailleurs. 4. Dans une optique d'autonomisation, offrir un lieu qui soutien l'expression des besoins de chacune des participantes et favoriser ainsi un sentiment d'appartenance au Centre. 5. Offrir des cours de francisation tenant compte des besoins en termes d'horaires et de niveaux d'apprentissage. 6. Travailler en partenariat avec d'autres organismes du milieu. 7. Instaurer un pratique de défense de droits, voire l'instauration d'un service de conseils juridique gratuit aux femmes immigrantes et nouvellement arrivées (droit familiale, droit civil., immigration). 8. Organiser des rencontres, ateliers et conférence visant la participation des femmes à la définition et l'identification des valeurs du CCLSCA. 9. Offrir aux femmes qui le désirent la possibilité de développer leur "fibre" entrepreneuriale par des ateliers conférence et référencement aux différents programmes de micro-crédit.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Résidents d'un HLM	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	70	
Adultes (36 - 64 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Minorités ethniques	50	
Aînés (65 ans et +)	Personnes seules	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	20	
		TOTAL	**140**	**-**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Ste-Marie, St-Jacques, Centre-Sud
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	Écoute active, référence, accompagnement, atelier en micro-crédit
2	**Égalité entre les hommes et les femmes**	Défense de droits, écoute, référence et accompagnement,
3	**Soutien à la vie communautaire**	Reach-out, intervention de proximité et de milieu (HLM), accessibilité aux loisirs

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Briser l'isolement des femmes issues de communautés ethnoculturelles résidant dans les HLM voisins du CCLSCA et du quartier immédiat. Favoriser l'intégration de ces femmes et de leurs familles à leur communauté d¨accueil. Favoriser leurs participation active dans tous les volets de la vie active: scolaire, sociale, politique, travail, communautaire. Permettre l'inclusion, voire l'intégration de Femmes en action à la programmation régulière du CCLSCA et favoriser la diversisifcation de son financement dès sa première année d'intégration.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Favoriser la mise en place d'un réseau d'entraide par la participation aux cafés rencontres, ateliers et conférences. Créer de liens entre les femmes par le biais de leur participation aux activités incluant la possibilité de projets d'affaires.
B	Favoriser l'autonomie des femmes en offrant l'accompagnement et les réferences nécessaires à l'identification des ressources susceptibles de répondre à leurs besoins. Défense de droits, participation à des événements de groupes de femmes, mise en place d'un service de conseil juridique, écoute active et tenue statistique des ressources utilisées.
C	Permettre aux femmes allophones de s'exprimer dans la langue de la communauté d'accueil (français). Par l'inscription aux cours de francisation et la participation aux différentes activitiés d'immersions françaises au CCLSCA (fêtes, événements, assemblée générale, etc.). Favoriser la reconnaissance du programme de francisation du CCSLCA par le ministère des communautés culturelles et de l'immgration.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Activités artistiques « céramique » billeux, tricot, bricolage avec matériaux recyclés(mardis), atelier de Perlage (mercredis), rencontres-cuisine (1 fois pour mois - jeudi) , café muffin TIM (THEME-intregration) -jeudi, baignade pour femmes-jeudi activités physique « sante en mouvement » (pour aider à ne pas se blesser lors d'activités quotidiennes par un mauvais mouvement) tous les vendredis du 6 avril 2018 au 31 mars 2019. À noter que cette activité est offerte par une bénévole de Femmes en Action, elle-même faisant partie de communauuté culturelle. Constituer une liste des membres du réseau pouvant être mobilisées pour aider des femmes en situation de crise ou nécessitant un appui. Faire la promotion du réseau d'aide et d'entraide de FEA sur Facebook et autres médias sociaux.
B	Café-rencontre thématiques: rencontres d'échange,ateliers d'information , sorties culturelles et intervention de proximité(mercredis-jeudis) 4 avril 2018 a 31 mars 2019. La mise sur pied d'un groupe de conseillers juridiques bénévoles (2 fois par année minimum avec service de consultation sur rendez-vous).
C	En collaboration avec le CEAF, nous offrons des cours de francisation gratuit comprenant une halte-garderie, du 1 avril 2018 a 31 mars 2019 (1 fois par semaine) et avec CCLSCA (3 fois par semaine).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Création de liens entre femmes et mise en place d'un réseau d'entraide	**Réalisation de cafés-rencontres**	**Nombre d'activités**
		Assiduité	5 rencontres par semaine
B	Appropriation par les femmes des ressources du quartier	**Assiduité**	**Nombre de partenaires**
		participation active aux activités	un minimum de 4 partenaires
C	Participation des femmes aux cours de francisation (CEAF - CCLSCA)	**Assiduité**	**Nombre de nouveaux participants**
		participation active	1 fois par semaine CEAF et 3 fois par semaine horaires variables CCLSCA

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CR	FO+CO+INST	CCLSCA	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**18 000,00 $**	15 000,00 $	6 364,00 $		**39 364,00 $**
		POSSIBILITÉ DE RÉALISER AVEC 28HRES/SEM									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	35	127	50	1	**37 850,00 $**					
2	Titre	**Animateur(trice)**					**11 000,00 $**	8 550,00 $	6 000,00 $		**25 550,00 $**
		POSSIBILITÉ DE RÉALISER AVEC 18HRES/SEM									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	28	91	50	1	**25 550,00 $**					
3	Titre	**Intervenant(e)**							36 300,00 $		**36 300,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17	35	131	50	1	**36 300,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**								17 160,00 $	**17 160,00 $**
		Responsable stratégie de financement et prennité									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25	10	80	52	1	**17 160,00 $**					
Sous-Total Section A							**29 000,00 $**	**23 550,00 $**	**48 664,00 $**	**17 160,00 $**	**118 374,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation											**0,00 $**
Photocopies, publicité											**0,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet											**0,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**29 000,00 $**	**23 550,00 $**	**48 664,00 $**	**17 160,00 $**	**118 374,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**26,50%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1		Participation au comité aviseur,concertation
		Ressources humaines
	Office municipal d¨habitation de Montréal 415, rue St-Antoine Ouest, 3e étage.Montréal. Telephone: 514-872-9543. Élaine St-Onge, Organisatrice communautaire.	Support logistique
2		Participation au comité aviseur,concertation
		Expertise-conseil
		Ressources humaines
	CSCS- Comité Social Centre-Sud, 1710 beaudry, Montréal Téléphone: 514-596-7092	
3		Expertise-conseil
		Promotion, sensibilisation
		Ressources humaines
	Table de concertation du Faubourg Saint- Laurent, 1700 Amhers, Montreal h2l-3l5 514-288-0404	
4		Expertise-conseil
		Promotion, sensibilisation
		Prêt de local
	CEAF Centre d'education et d'action des femmes de Montreal-2422, boulevard de Maisonneuve est: 514-524-3901 Christine	
5		Expertise-conseil
		Promotion, sensibilisation
	Bibliothèque Père- Ambroise. 2093, rue de la visitation: 514-872-1633 Diane	Prêt de local

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CR	Communautés religieuses (5 ciblées avec de bonnes chances, mais aucune confirmation)
FO+CO+INST	Fondations entreprises et institutions (certaines entreprises on indiquées leur ouverture, mais reste à confirmer (voir plan de pérennité en annexe)
CCLSCA	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

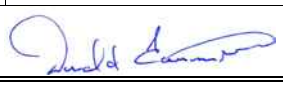
SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Écoute, accompagnement et réference. Un maximum d'une journée semaine serait réservée à ces trois éléments.

Ateliers d'information (différents sujets), activités en collaboration avec differents organismes du quartier, organisation de notre premier marché de Noël sessions d'information sur le micro-crédit et accompagnement des personnes intéressées au micro-crédit.

Sorties: musées, cabane à sucre, pommes, miel, connaître le quartier (friperie, organismes du milieu). Développement d'activités de façon regulière et démarches auprès de deux autres organismes afin de renforcer le réseau de partenaires (CRIC, Femmes d'ici et d'ailleurs...).

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Donal Doumont	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Février	16	
Signature						

Montréal

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Insertion sociale et économique des jeunes et des immigrants**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre récréatif Poupart**
Titre du projet	**Plaisirs et Loisirs pour tous**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**20 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

x	Lettres patentes de votre organisme (charte)
x	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
x	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
x	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
x	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
x	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
x	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre récréatif Poupart**		
Adresse	**1552 rue Dufresne**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2K3J5**
Numéro d'inscription TPS	**89365026RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006274443RS0010**
Numéro de charité	**141291633RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Sainte-Marie (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**		
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Mme**	**Marie-Josée Lacasse**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514-524-7543**	Télécopieur	**514-524-7543**
Courriel	crpoupart@hotmail.com	Site web	www.crpoupart.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Centre récréatif Poupart (CRP) a pour mission d'offrir à la population de s'impliquer à tous les niveaux d'organisation des opérations du centre. Offrant une programmation couvrant les secteurs d'activités tel que le loisir communautaire, le sport, les arts, la culture, l'animation et l'entraide. Il veut ainsi permettre l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée et un moyen d'améliorer collectivement les conditions de vie dans le quartier. Le loisir offert implique des apprentissages multiples: aide aux devoirs, informatique, cuisine, danse, spectacle, basketball, zumba, vie associative, milieu de vie et jeux variés (vidéo, ordinateur, coopératif, de table, collectif). Le CRP comme centre communautaire de loisir veut offrir du loisir accessible favorisant le développement des membres de sa communauté et leur intégration concrète et ainsi mieux répondre à leurs besoins. Une attention particulière est portée aux parents des enfants rejoints afin de leur donner confiance en la communauté et leur faire connaître le soutien disponible dans le quartier.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Plaisirs et Loisirs pour tous**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Marie-Josée Lacasse	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	514-524-7543	Télécopieur	514-524-7543
Courriel	crpoupart@hotmail.com		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet répond aux besoins du milieu, favorise l'intégration des clientèles vulnérables de la communauté résidant autour de l'école Champlain, favorise la persévérance scolaire et valorise les enfants et les parents. Il tient compte du développement des enfants et permet l'implication des parents.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le quartier Ste-Marie est un milieu ouvert où de nombreux HLM accueillent des familles nouvellement arrivées avec peu de ressource et issues de communautés culturelles variées. Dans c'est HLM, il y a une rotation régulière des habitants. Ces familles à faibles revenus, ont besoin d'être rassurées pour mieux s'intégrer et d'être référées par les institutions pour s'ouvrir aux organismes du milieu. L'école primaire Champlain est identifiée comme l'une des plus défavorisée de Montréal et collabore avec la communauté. En tant que centre communautaire de loisir à l'Est, le CRP offre du loisir gratuit ou à très faible coût tant à l'école que dans ses locaux. Il est un milieu de vie où les jeunes sont accueillis, stimulés,

sécurisés ou encore alimentés (avec l'aide de Moisson Montréal). Sans être abandonnés, ces enfants sont marginalisés, peu encouragés, souffrent de déficit d'attention et de faible estime de soi. L'accès à des activités de qualité variées les mettant en contact avec le sport, l'expression artistique et la vie communautaire est essentiel à leur développement. Chez nous, les jeunes ont accès à ce qui manque cruellement à la maison: adulte disponible, échange et partage. Ce loisir soutien le développement des jeunes et facilite leur intégration personnelle et sociale. Pour le plan d

Le quartier Ste-Marie est à l'Est du Centre-ville. Là où la vie culturelle et nocturne est intense et pourrait être dangereuse pour les jeunes qui s'y aventurent seuls. Ils doivent apprendre à y vivre en toute sécurité. Les concertations (ados et 6-12ans) développent des projets rassembleurs amenant la rencontre des jeunes dans les autres organismes. Ceux-ci découvrent le quartier, les autres jeunes qui y habitent ainsi que les organismes et les gens qui y travaillent. C'est une façon de développer le tissu social autour des jeunes assurant ainsi leur sécurité et une plus grande connaissance du milieu. Le basketball rallie plusieurs organismes du quartier, car il est reconnu pour augmenter la motivation scolaire, développer l'esprit d'équipe et inciter les parents à s'impliquer tout en découvrant le milieu dans lequel leurs jeunes évoluent. Une ligue sportive de basketball pour le 8-12 ans se développe depuis 3 ans. Initialement, avec Hochelaga-Maisonneuve qui possède une ligue. Depuis l'an dernier, une ligue de quartier s'élabore en collaboration avec le Centre Jean-Claude Malépart. Une ligue jeunesse est née l'an dernier également pour les ados et maintenant, on désire rendre davantage accessible ce sport aux jeunes en l'intégrant à l'école primaire afin de l'introduire au 6-7 ans et favoriser

Le Centre-sud-est est en pleine transformation! Il y a 2 ans, nous avons tissé des liens avec l'école, le CLSC, la Police communautaire pour contrer les actions délinquantes perpétuées dans les espaces publiques et certains parcs par de jeunes préados et ados. Il fallait assurer une présence sécurisant aux jeunes et aux résidents du secteur. Ces actions ont été rendues possibles par les collaborations développées au sein de l'école et par l'orientation de l'énergie des jeunes dans des activités constructives et variées. Cette année, nous tendons à diversifier les activités offertes à l'école pour mieux répondre aux besoins/intérêts tout en rejoignant davantage de jeunes en ajoutant un volet sportif : Initiation basketball (6-12 ans) en plus des activités culturelles que nous offrons déjà: Cirque (4-5 ans) et Percussions (6-12 ans). Nous aussi nous sommes en pleine transformation, nous désirons mieux définir notre mission et l'intervention que nous sommes en mesure d'offrir selon nos ressources financières et humaines limitées. L'implication au sein des concertations nous apporte des ressouces additionnelles, enrichit nos activités, développe des partenariats dans le milieu permettant de mieux référer les jeunes en besoin.

2.3 — Résumé synthèse du projet

« Plaisir et Loisirs pour tous » a pour but de rassembler les parents et la communauté autour des réalisations des jeunes du quartier. Assister à une partie de basketball ou un spectacle est un prétexte pour rassembler les familles, pour faire une pause pour voir grandir les enfants et les faire connaître de la communauté.Apprendre à faire dans le but de montrer favorise l'implication des enfants et permet de développer l'assurance, l'estime de soi, les capacités personnelles et sociales. Le loisir devient un dépassement. Ce projet est réalisé avec 2 partenaires principaux : L'école primaire Champlain qui dessert la majorité des 4-12 ans du secteur Ste-Marie. Cette collaboration de l'école nous met en contact avec les parents des élèves via l'agenda, le journal de l'école; Accueille nos activités après les classes afin de rassurer les parents et faciliter la participation des élèves; Soutien le recrutement et l'inscription des élèves intéressés. Le Centre Jean-Claude Malépart, organisme communautaire axé sur le sport s'investie avec nous depuis l'an dernier pour mettre sur pied la ligue de basketball 8-12ans. Il accueille les équipes dans ses gymnases pour l

Ce projet veut offrir aux élèves de l'école Champlain pendant l'année scolaire (printemps, automne, hiver), de 3 à 5h d'activités de loisirs parascolaires (sportif et culturel) au sein même de l'école à la fin des classes. Le volet sportif offert sur 3 sessions comprend 1h d'initiation au basketball 1x par semaine (ex: lundi-15h15 à 16h15) pour les enfants de 6-7 ans. Ainsi que 1h de pratique de basketball 1x par semaine pour les enfants de 8-12 ans pour former au moins une équipe qui participera à la ligue de basketball (ex: lundi 16h30 à 17h30). Les matchs du samedi sont au Centre J-C Malépart 1x par 2 semaines (1.5h) de novembre à avril et le tournoi fin de saison en est avril. L'équipe formée sera aussi appelé à participer aux événements sportifs dans le quartier.Le volet culturel offre aux enfants de 4-5ans, un atelier de cirque de1h 1x par semaine pendant 3 sessions (ex:mardi de 15h15-16h15).Ainsi que 2 ateliers de percussions de 1h 1x par semaine à la session d'automne seront offerts aux enfants de 6-12 ans (ex: mercredi de 15h15 à 16h15 un atelier d'exploration et de 16h30 à 17h30 plus avancé).Les apprentissages réalisés lors des ateliers culturels seront présentés lors des spectacles de l'école en décembre 2018 (Noël) et en juin 2018 (fin d'année).Les activités offertes so

Étant donné que l'école ferme ses portes et la réduction de l'offre de service de garde à la relâche scolaire (1 seule école ouvre son service de garde!), un camp de jour sera offert à la session hiver 2019 du 04 au 08 mars 2019 (5 jours). Ce camp de jour avec service de garde intégré se déroule de 7h à 17h30 (10,5h) ce qui accomode autant les parents travailleurs que les familles du quartier, et inclue au moins une grande sortie. Il pourra accueillir environ 50 enfants de 5-12 ans. Totalisant 52,5hres d'animation et demandera la présence de 5 animateurs par jour à temps plein. Pour la réalisation du volet sport, culturel et relâche, ce projet nécessite l'embauche d'un coordonnateur (30h/sem. X 40 semaines), car il y a beaucoup de recrutement, d'encadrement et de gestion des participants à faire avec les clientèles vulnérables. Aussi, nous devons recruter 5 animateurs de camp pour la semaine de relâche scolaire de mars 2019 (5 jours à 9h/jour x 5 animateurs x 1 sem = 225h), un prof de cirque (1h sem. X 29 sem=29h), un prof de musique/percussions (2h sem. X 12 semaines=24h) et un entraineur de basketball (2h sem. X 27 semaines). Le centre récréatif Poupart fournira un aide-animateur pour chaque activité.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Étudiants	Personnes à faible revenu	10	10
Enfants (6 - 11 ans)	Étudiants	Personnes à faible revenu	35	25
Familles	Parents	Personnes à faible revenu	15	5
		TOTAL	**60**	**40**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	**Ste-marie**
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Ville-Marie**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Quartier Ste-Marie - Ville-Marie**
oui	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Accompagnement en loisir**	En collaboration avec l'école Champlain et Centre J-C Malépart
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	En éveillant la motivation scolaire par la stimulation de l'intérêt face à l'école et par la valorisation personnelle
3	**Soutien à la vie communautaire**	Avec la préoccupation d'impliquer le parent dans la valorisation de l'enfant lors des activités collectives

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Augmenter la cohésion sociale par l'implication des parents dans une démarche mettant en valeur les capacités de leurs enfants.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 80 jeunes de s'initier aux arts de la scène (cirque et percussions) ou au basketball afin d'augmenter la confiance en soi, la valorisation de chacun, l'entraide entre les jeunes et leur capacité à travailler en groupe.
B	Impliquer 15 parents ou membres des familles dans la réalisation des activités et des événements (spectacles, parties de basket et aux activités et sorties de camp de jour de la relâche).
	Viser une amélioration de l'implication scolaire chez les jeunes rejoints par les activités et une augmentation de l'encouragement parental.

C	

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	**Volet culturel:** -1 atelier de cirque de 1h/sem. x 3 sessions le mardi pour les 4-5 ans avec participation à 2 spectacles de 3h (Noël et fin d'année) - 2 ateliers de percussions de 1h/sem. x 1 session le mercredi pour les 6-12 ans avec participation à 1 spectacle de 3h (Noël) **Session 1** (Printemps 2018: 09 avril au 15 mai) 6 semaines x 1h d'activité + 1 semaine x 3h de spectacle (juin 2018)=**9h** **Session 2** (Automne 2018: 01 octobre au 12 décembre) 11 semaines x 3h d'activités +1 semaine x 3h de spectacle (décembre 2018)=**36h** **Session 3** (Hiver 2019: 07 janvier au 27 mars): 10 semaines x 1h d'activité=**10h** **Total: 55h d'activités culturelles pendant 29 semaines à l'École Champlain**
B	**Volet accessibilité semaine de relâche:**- Camp de jour de la semaine de relâche scolaire offert à prix modique du lundi 04 au vendredi 08 mars 2019 de 7h00 à 17h30 (10.5h/jour x 5 jours). Au programme: découvrir les plaisirs de l'hiver (jeux aux parcs à l'extérieur, glissade, patins), dépenser de l'énergie, socialiser avec les amis et apprendre (animation, ateliers, baignade, sports, jeux coopératifs et créatifs variés) et au moins une sortie. Le camp de jour peut accuellir plus ou moins 50 enfants de 5-12 ans. **Total: 52.5h d'animation pendant 1 semaine au Centre récréatif Poupart**
C	**Volet sportif: -** 2 ateliers de basketball 1h/sem. x 3 sessions le lundi pour les 6-7 ans et les 8-12 ans et un tournoi de fin de saison **Session 1** (Printemps 2018: 09 avril au 15 mai): 6 semaines x 2h d'activités**= 12h** **Session 2** (Automne 2018: 01 octobre au 12 décembre): 11 semaines x 2h d'activités**= 22h** **Session 3** (Hiver 2019: 07 janvier au 27 mars): 10 semaines x 2h d'activités**= 20h** **Total: 54h d'activités sportives pendant 27 semaines à l'École Champlain**

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Une présence soutenue de la part des jeunes aux activités parascolaires culturelles ou sportives et au camp de jour relâche (Statistiques de participation/fréquentation).	**Assiduité**	**Liste des présences**
B	Le développement chez chacun des jeunes d'une plus grande confiance en lui et un plus grand respect des autres. (Résultats du rendement scolaire et statistiques des actes délinquants dans l'école fournis par la direction de l'école Champlain).	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Statistiques**
		Direction de l'école	
C	Implication des parents dans les activités, les spectacles et lors du camp de la relâche (Présence accrue des parents lors des activités, spectacles, des sorties / statistiques d'implication des parents tout au long du processus)	**Mobilisation**	**Liste des présences**
			Nbre de bénévoles/fréquence d'implication

SECTION 3- Budget prévisionnel

	Poste budgétaire						Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CRP (MEES et Arr. de Ville-Marie)			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**10 920,00 $**	11 342,00 $			**22 262,00 $**
		De tous les volets									
	$/h.	hrs/	$ avant.	# sem	# Poste	Total					
	16	30	76,55	40	1	**22 262,00 $**					
2	Titre	**Animateur(trice)**					**3 000,00 $**	130,55 $			**3 130,55 $**
		Volet semaine de relâche									
	$/h.	h./sem	$ avant.	# sem	# Poste	Total					
	12	45	86,11	1	5	**3 130,55 $**					
	Titre	**Professeur(e)**									

3	Titre	Volet culturel					**4 800,00 $**				**4 800,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant.	# sem	# Poste	Total					
	40	2		30	2	**4 800,00 $**					
4	Titre	**Entraîneur(neuse) sportif(ive)**					**1 080,00 $**				**1 080,00 $**
		Volet sportif									
	$/h.	h./sem	$ avant.	# sem	# Poste	Total					
	20	2		27	1	**1 080,00 $**					
						Sous-Total Section A	**19 800,00 $**	**11 472,55 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**31 272,55 $**
						B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***					
						Équipement: achat ou location					**0,00 $**
						Fournitures de bureau, matériel d'animation		300,00 $			**300,00 $**
						Photocopies, publicité	**200,00 $**				**200,00 $**
						Déplacements		100,00 $			**100,00 $**
						Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
						Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
						Sous-Total Section B	**200,00 $**	**400,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**600,00 $**
						C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***					
						Frais administratifs du projet		**1 000,00 $**			**1 000,00 $**
						Sous-Total Section C					
						TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**20 000,00 $**	**12 872,55 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**32 872,55 $**
						NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**7,5**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Ecole Champlain Représentée par Francoise-Anne Thomas, Directrice 2260, rue Logan, Montréal H2K 4K7 -Téléphone : 514 596-5910	Prêt de local Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Prêt d'équipement pour les activités : cirque et percussions
2	Centre Jean-Claude Malépart Représentée par Nancy Ducasse, Coordonnatrice des sports 2633, rue Ontario Est, Montreal H2K 1W8 -Téléphone : 514 521-6884	Prêt de local Promotion, sensibilisation Prêt d'équipement Partenaire dans le développement de la ligue de basketball 8-12 ans
3	Moisson Montréal Représentée par Julie Lamontagne, Relations communautaires 6880, chemin Côte-de-Liesse, Montréal H4T 2A1 -T. 514 344-4494, poste 257	Fournitures Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Don d'aliments pour les collations lors des activités
		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

4		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	27
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**27**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CRP	Centre récréatif Poupart
Echamplain	École Champlain
CJCM	Centre Jean-Claude Malepart

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Afin d'évaluer la pertinence du projet et de mieux l'adapter pour répondre aux besoins et aspirations des jeunes, nous avons réfléchi avec la direction de l'école sur les activités qui ont été amenée par l'équipe école et les jeunes et avons fait un sondage internet auprès de nos membres. Il en ressort que l'activité percussion devrait vraiment intéresser les jeunes de l'école et rejoindre tous les groupes d'âge. Maintenant, le projet de quartier de développer le basketball dans Centre-sud nous interpelle vraiment comme organisme mais rejoint aussi des demandes faites par les parents des plus jeunes. Nous tenterons donc d'offrir ce type d'activité aux 6-7 ans afin de voir s'il est possible de créer de cheminement formant graduellement les jeunes jusqu'à l'intégration du secondaire où le programme Bien dans mes baskets est offert dans les écoles bassin ouù les jeunes du quartier s'orientent actuellement. C'est le volet basket qui nous a amené à mettre au calendrier une 3e session au printemps. Les activités des ligues se terminent actuellement en avril. L'ajout d'un sport d'équipe aura un impact positif sur la participation des garçons qui sont plus nombreux à aimer le sport et à avoir besoin viscérale de défoulement et d'action. Les petits garçons ont besoin d'apprendre à orienter leur éne

Nous sommes conscient de l'importance de ralentir les activités au printemps et/ou d'en choisir qui permettent le défoulement des enfants afin de réduire le stress de fin d'année pour soutenir le cheminement scolaire des jeunes. D'autant plus qu'avec l'arrivée du temps doux ils désirent être dehors et de retrouver une certaine liberté! Donc la nouvelle saison de printemps ajoutée au projet permettra la poursuite du cirque pour le 4-5 ans et la possibilité pour les 6-12 ans de s'initier sur 6 semaines avec le basketball. Le basketball permet vraiment le défoulement et le développement de la concentration. Il pourra même se pratiquer dans la cours extérieure si le temps le permet. Ainsi à l'automne prochain les jeunes seront en mesure de choisir ou non cette activité en connaissance de cause. Les 4-5 ans apprécient le cirque énormément, ils ont besoin de bouger et d'explorer avec leur corps des choses nouvelles. L'activité est parfaitement adaptée à ce groupe d'âge. Pour respecter l'énergie des enfants après une journée d'école et faire en sorte qu'ils ne soient pas extenués après leurs activités, nous avons décidé de ramener la durée des activités à 1h pour les plus jeunes et à maximum 1h30 pour les plus vieux

pour les plus jeunes et à maximum 1h30 pour les plus vieux.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Marie-Josee Lacasse		**Fonction**	**Directrice générale**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Février	25
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Ville-Marie**
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Comité logement Ville-Marie**
Titre du projet	**Favoriser l'accès au logement pour les famillles à faible ou modeste revenu du centre-viile**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Cliquer pour menu déroulant**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Comité logement Ville-Marie**		
Adresse	**1710, rue Beaudry, local 2.6**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2L 3E7**
Numéro d'inscription TPS	**106-956-758-RT**	Numéro d'inscription TVQ	**100-63625-71**
Numéro de charité	**10695-6758 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Cliquer pour menu déroulant**		
Circonscription électorale provinciale	**Cliquer pour menu déroulant**		
Circonscription électorale fédérale	**Cliquer pour menu déroulant**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Éric Michaud**	
Fonction	**Coordonnateur**		
Téléphone	**514-521-9780**	Télécopieur	
Courriel	eric.michaud@clvm.org	Site web	www.clvm.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Il s'agit de la reconduction d'un projet élargi et modifié		

1.2 — Mission de l'organisme

Informer et mobiliser les résidants, dans une perspective de prise en charge et d'éducation populaire, autour des enjeux en matière de logement et de lutte à la pauvreté - Informer et soutenir les locataires dans la défense de leurs droits - Assurer le maintien des résidants dans leur quartier - Faire la promotion du logement social et communautaire et contribuer à son développement - Améliorer la qualité de vie des résidants

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Favoriser l'accès au logement pour les famillles à faible ou modeste revenu du centre-viile**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Éric Michaud	
Fonction	**Coordonnateur**		
Téléphone	514-521-9780	Télécopieur	
Courriel	eric.michaud@clvm.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet s'inscrit dans la continuité de deux projets antérieurs, financés depuis 2012. Aux volets de formation, de mobilisation et de soutien aux familles ont été greffés des volets de documentation et de partage des connaissances ainsi que de référence vers des gestionnaires de logements sociaux		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

« La Ville de Montréal est riche de 300 000 familles sur son territoire, ce qui représente 46% des familles de la région. Toutefois(...), Montréal voit un nombre significatif d'entre elles s'éloigner vers les couronnes périurbaines. En tête des motifs justifiant leur départ : le coût élevé et le nombre insuffisant de logements adaptés à leurs besoins. » (Ville de Montréal, Plan de fidélisation des familles 2014-17). À l'échelle de l'arrondissement, entre 2006 et 2011, le nombre de familles avec enfants a chuté de 5,3%, pour s'établir à 7 040, et ce alors qu'on assistait à une hausse de 9,5% du nombre total de ménages.

Le Plan stratégique 2015-2018 d'InterAction du quartier Peter McGill (IQPM) priorise le développement de logements sociaux dans le quartier Peter McGill, de même que la rétention des familles. Le Plan de quartier 2017-2022 de la Table de concertation du Faubourg St-Laurent (TCFSL) identifie également l'accessibilité au logement et la rétention des familles comme deux priorités dans le faubourg. Le Plan stratégique de la Table de développement social Centre-Sud (TDS-CS) prévoit pour sa part que le Centre-Sud soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population, dont notamment ceux des familles. Enfin, le plan d'action de la Stratégie centre-ville de la Ville de Montréal prévoit, parmi ses 4 actions prioritaires, d'implanter des écoles et d'offrir une diversité de logements pour les familles au centre-ville. Le projet que nous présentons s'inscrit dans le cadre de ces orientations.

De plus, la Politique de développement social de la Ville de Montréal, adoptée en 2017, vise notamment à aménager une ville et des quartiers à échelle humaine ainsi que, plus particulièrement, en matière d'habitation, à assurer une offre résidentielle suffisante, équilibrée et de qualité, comprenant des logements abordables, sociaux, adaptés à divers types de ménages selon leurs besoins. La politique de l'enfant de la Ville de Montréal vise pour sa part à contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants montréalais. Le projet que nous présentons s'inscrit, encore une fois, dans le cadre de ces orientations.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet que nous présentons s'inscrit en soutien au travail d'Habiter Ville-Marie, de la TDS-CS, de la TCFSL, d'IQPM, de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal en matière d'habitaiton, de soutien aux familles et de lutte à la pauvreté. Le projet vise à soutenir l'émergence et le développement de projets d'habitation sociale et communautaire afin d'améliorer l'accessibilité au logement pour les familles à faible ou modeste revenu, dans une perspective d'éducation populaire, d'implication citoyenne et de mobilisation sociale.

Notre projet vise à: Informer et former les familles sur le logement social; Les rejoindre, les regrouper, les mobiliser et les soutenir dans le démarrage et le développement de projets de coopératives, de même que dans leurs représentations; Référer les familles dans le besoin inscrites sur notre liste de requérants auprès des porteurs de projets sociaux afin de favoriser leur sélection dans ces projets; Documenter les besoins des familles en matière de logement et de milieu de vie et assurer un partage et une appropriation des connaissances à ce sujet; Documenter les moyens et leviers permettant de répondre aux besoins des familles; Évaluer la portée et les résultats du projet (Voir Section 7 - Infos supplémentaires pour description plus détaillée des différents volets du projet)

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Personnes à faible revenu	Cliquer pour menu déroulant	300	175
Familles	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	200	125
Population en général	Personnes à faible revenu	Cliquer pour menu déroulant	250	150
		TOTAL	**750**	**450**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Cliquer pour menu déroulant**
Précisez le quartier ou le secteur	Sainte-Marie, Saint-Jacques Est, Faubourg Saint-Laurent, sud de Peter McGill
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Cliquer pour menu déroulant**	Accès à un logement abordable
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
3	**Cliquer pour menu déroulant**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Mieux loger les famillles avec enfants à faible ou modeste revenu , notamment les familles monoparentales et les familles immigrantes, des secteurs défavorisés de Ville-Marie et contribuer à leur rétention dans l'arrondissement

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Rejoindre, informer, former et mobiliser les familles de l'arrondissement intéressées par le logement social et soutenir certaines de celles-ci dans le développement de projets de coopératives d'habitation répondant à leurs besoins
B	Documenter les besoins et attentes des familles à faible ou modeste revenu, notamment les famillesissues de l'immigration, en matière de logement et de milieu de vie, tant sur le plan des relations sociales, la typologie des logements, le mode de tenure ou encore les services de proximité et documenter les retombées du présent projet sur les conditions de logement des familles. Favoriser un transfert des connaissances en lien avec le travail de documentation pré-cité, de même que l'appropriation et le développement d'une vision commune en lien avec les besoins et attentes des familles en matière de logement par toutes les parties prenantes du projet, ainsi que par l'ensemble des acteurs du miieu concernés par le développement de logements accessibles et de milieux de vie adéquats pour les familles dans l'arrondissement de Ville-Marie
C	Outiller les familles sur la recherche de logement et favoriser l'accès de certaines familles à un logement social

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Poursuivre les partenariats avec les organismes familles de l'arrondissement et offrir aux familles des ateliers de formation sur le logement social (1h30 - 12/an); réviser et traduire certains outils d'information et de formation afin de les rendre plus accessibles, notamment pour les familles issues des communautés culturelles; animer des assemblées d'information sur l'évolution des projets en développement auprès des famillles et de nos membres (2h00 - 3/an); préparer et organiser des rencontres de suivi sur l'évolution des projets de coopératives en développement ainsi que soutenir les familles dans leurs activités de représentation, au besoin
B	Effectuer un bilan du présent projet sur l'ensemble de sa durée (2012-2018), afin de mesurer et d'évaluer les résultats obtenus, en regard de l'objectif général qui est de favoriser le développement de milieux de vie et l'accès à des logements adaptés aux besoins des familles; superviser et soutenir une étudiante à la maîtrise en Études urbaines de l'UQAM, dans le cadre d'une recherche sur "L'enjeu du logement social pour familles en milieu urbain", notamment en favorisant son accès aux famillles inscrites sur notre liste de demandeurs de logements sociaux à des fins d'entrevue; Organiser un événement de présentation et d'échange autour de la recherche et du bilan pré-cités et diffuser le plus largement possible les résultats de ces travaux afin de soutenir les acteurs du milieu dans la production, notamment, de documents ou de mémoires, ainsi que dans leurs représentations
C	Informer les familles sur les moyens à mettre en oeuvre et les éléments à prendre en compte lorsqu'elles sont en processus de recherche de logement, de même que référer certaines familles, lorsque l'occasion se présente, auprès de gestionnaires de logements sociaux en recherche de locataires

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Meillleure connaissance des familles de l'arrondissement sur le logement social ainsi que sur les projets pour familles en développement et, conséquemment, mobilisation des familles autour de l'enjeu de l'accès au logement et implication de certaines famillles dans le développement de projets de coopératives d'habitation	**Réalisation de formation**	**Nombre d'ateliers / de cours**
		Production d'outils adaptés et traduits pour les familles issues des communautés culturelles	Nombre d'outils adaptés et traduits produits
B	Approfondissement des connaissances sur les besoins des familles à faible ou modeste revenu de l'arrondissement en matière de logement et de milieu de vie; bilan critique du présent projet sur l'ensemble de sa durée (2012-2018); et diffusion de la recherche et du bilan pré-cités ainsi que, de façon plus générale, des connaissances développées auprès des acteurs du milieu	**Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/outil de promotion)**	**Statistiques**
		Organisation et tenue d'un événement de présentation et d'échange	Nombre de partenaires rejoints
C	Amélioration des conditions de logement d'un certain nombre de familles référées à des gestionnaires de logements sociaux ou, de façon plus générale, soutenues dans le cadre d'une démarche de recherche de logement	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Nombre de références**
		Contacts et références	Nombre de familles soutenues

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CLVM			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Organisateur(trice) communautaire**					**25 540,56 $**				**25 540,56 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18,54	28	153	38	1	**25 540,56 $**					
2	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**						1 170,00 $			**1 170,00 $**
		Consultant en informatique									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	45	1		26	1	**1 170,00 $**					
3	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**82,44 $**	5 822,16 $			**5 904,60 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	23,85	3	42	52	1	**5 904,60 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**25 623,00 $**	**6 992,16 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**32 615,16 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**600,00 $**				**600,00 $**
Photocopies, publicité							**500,00 $**				**500,00 $**
Déplacements							**150,00 $**				**150,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**400,00 $**				**400,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 650,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 650,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**2 727,00 $**	**1 132,00 $**			**3 859,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**30 000,00 $**	**8 124,16 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**38 124,16 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Groupe CDH; Alain Tassé;514-849-7800; 1000, rue Amherst, bureau 201, Montréal, H2L 3K5	Expertise-conseil Soutien technique Ressources humaines
2	Atelier habitation Montréal; Robert Manningham; 514-270-8488; 55, avenue Mont-Royal, local 206; Montréal; H2T 2S6	Expertise-conseil Soutien technique Ressources humaines
3	Table de développement social Centre-Sud; Table de concertation du faubourg Saint-Laurent; InterAction du quartier Peter McGill	Expertise-conseil Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant
4	Olga Castrillon, stagiaire en études urbaines (maîtrise), Département d'études urbaines et touristiques, UQAM	Ressources humaines Promotion, sensibilisation Ressources humaines
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2018	Décembre	21
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Janvier**	**FAUX**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
IQPM	Interaction du quartier Peter McGill
TCFSL	Table de concertation du fauburg Saint-Laurent
TDS-CS	Table de développement social du Centre-Sud
CLVM	Comité logement Ville-Marie de Montréal

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Précisions concernant les différents volets du projet - Section 2.3
Rejoindre les familles passe nécessairement par des partenariats et un travail de concertation avec les organismes et les institutions qui oeuvrent auprès des familles, de même qu'avec les tables de concertations qui les rassemblent. Ce travail se réalisera en continu tout au long du projet.
Être capable de documenter et de bien définir les besoins des familles est primordial lorsque vient le temps de démarrer des projets destinés aux familles et de bien faire valoir leurs besoins aux partenaires sociaux et publics qui déterminent la programmation de ces projets.
Informer et former les familles requérantes est également important afin d'outiller adéquatement les familles sur les modes de logements sociaux existants ainsi que sur les étapes et les processus de développement des projets; augmenter leur empowerment; et favoriser leur engagement et éventuellement leur sélection comme locataire dans un projet de logement social ou communautaire.

Regrouper et mobiliser les familles permet de former, notamment, des noyaux fondateurs de coopératives solides et solidaires, ainsi que de bien faire valoir les besoins des familles auprès de l'ensemble des développeurs de logements sociaux ainsi que des décideurs.
Soutenir les familles impliquées dans le démarrage et le développement de projets est important, compte tenu de la longueur et la complexité des processus en cause, et contribue à maintenir la motivation et l'engagement des individus impliqués.
Référer les familles inscrites sur notre liste favorise l'accès aux logements sociaux à la population défavorisée des différents quartiers de l'arrondissement et offre un soutien aux organismes porteurs de projets au cours du processus de sélection.
Travailler en concertation avec les tables de concertation de quartier, les développeurs privés et les instances municipales et gouvernementales permet de s'assurer que les projets développés répondent aux besoins des familles et qu'ils soient bien intégrés dans leur communauté.

Le projet que nous présentons ici tente de refléter l'ensemble des dimensions associées au travail du Comité logement Ville-Marie en lien avec le développement de projets de logements sociaux pour familles, en fonction des quatre axes d'intervention de sa mission: l'éducation populaire, la mobilisation sociale, l'analyse politique non-partisane ainsi que la représentation. Il comprend donc des éléments des projets soutenus antérieurement dans le cadre du programme, en particulier des activités d'éducation populaire et de mobilisation des familles, mais également des dimensions de notre travail qui sont assumés par d'autres membres de l'équipe de travail (ou des stagiaires) et qui sont à la fois complémentaires et intimement reliés à ces éléments, soient des activités de documentation, d'analyse, de mobilisation du milieu, de représentaton et de diffusion autour d'enjeux d'accès au logement et d'aménagement de milieu de vie adéquats pour les familles. L'objectif final de l'opération demeure néanmoins de parvenir concrètement à améliorer les conditions de logement de familles avec enfants à faible ou modeste revenu de l'arrondissement.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Éric Michaud		**Fonction**	**Coordonnateur**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Février	23
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Direction Chrétienne (Centre Innovation Jeunes)**
Titre du projet	**De la racine à la ville**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Direction Chrétienne (Centre Innovation Jeunes)**		
Adresse	**1647 Ste Catherine O., bur.150**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3H1L9**
Numéro d'inscription TPS	**13032 6424 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**130326424RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Peter-McGill (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Westmount–Saint-Louis**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Jenna Smith**		
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514 843-3996**	Télécopieur	
Courriel	jsmith@direction.ca	Site web	www.innovationjeunes.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Nous sommes situés au même local, mais l'addresse civique est différente (changement d'entrée).		

1.2 — Mission de l'organisme

La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent le centre ville afin d'accroître les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale. Depuis 2006, nous oeuvrons dans le quartier de Peter-McGill, offrant des services en autonomie alimentaire, éducation: développement personnel et professionnel, engagement communautaire.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**De la racine à la ville**		
Personne responsable du projet		Jenna Smith	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	514 843-3996	Télécopieur	
Courriel	jsmith@direction.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Voir section 7, "informations supplémentaires"		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le district de Peter-McGill est un des plus densément peuplés au Canada avec 4 775 habitants par kilomètre carré (Source: Mise en valeur du territoire et du patrimoine Montréal, Profil sociodémographique Ville-Marie, 2009). Le Plan Particulier d'Urbanisme des Grands Jardins constate « la présence de nombreux îlots de chaleur » au sein du district Peter-McGill et « le manque d'espaces verts accessibles à la population » (PPU, section 3.2.3)

De même, le rapport final (Arrondissement Ville Marie) 2014 de l'Étude de besoins dans le quartier Peter-McGIll constate les sentiments d'isolement social et les besoins de créer des liens entre résidents, ainsi que l'absence de lieux extérieurs (p.1) Les jeunes et familles du quartier ont donc besoin d'un meilleur accès à des espaces et à des instances où ils peuvent se retrouver en communauté. Pareillement, la "Plannification communautaire jeunesse du centre-ville ouest de Montréal" (p.17) reconnait un besoin de services en pré-employabilité pour les jeunes en situation de grande précarité.

Finalement, un enjeu dans le quartier de Peter-McGill se trouve autour du Square Cabot. Les incidents de violence et la marginalisation de certaines populations a créee un manque dans sentiment de sécurité qu'ont les jeunes et leurs familles face à ce lieu; l'appropriation de l'espace public doit être améliorée pour les diverses clientèles autour du Square et il y a encore des lacunes dans le mélange des populations marginalisés avec le grand public de Peter-McGill. Nous avons besoin davantage de rencontres positives et d'opportunités d'arrimage entre organismes et clientèles sur ce lieu.

2.3 — Résumé synthèse du projet

En continuité avec notre projet précédent, "Mon jardin, ma ville", Innovation Jeunes s'inspirera de son expertise en jardinage urbain et en pré-employabilité afin de bâtir le prochain volet, "De la Racine à la Ville". Nous proposons un projet par lequel 23 jeunes en situation de vulnérabilité, auront accès à des emplois d'été comme stagiaires en agriculture urbaine. Ces jeunes, âgés de 14 à 22 ans seront en mesure d'acquérir des connaissances techniques en horticulture tout en s'impliquant au sein de leur communauté pour augmenter la qualité de vie dans leur quartier. Le projet servira aux jeunes et à leurs familles, mais également à toute la communauté de Peter-McGill car nous avons développé 4 sites (plus de 4600 pieds carrés) qui sont utilisés à des fins de jardinage mais qui sont également des lieux d'accueuil et de découvertes. Les jeunes seront amenés à développer leurs compétences sociales par la nécessité constante du travail d'équipe. Ils assisteront à une série d'ateliers qui les initieront aux différents volets du développement durable, aux réalités du marché du travail, à la cuisine, aux saines habitudes de vie, etc.

Nous proposons, pour ce prochain volet, un nouveau site et une nouvelle approche; un terrain à l'Église Évangel (coin Tupper et Lambert Closse) sera transformé en jardin pédagogique et récréatif, constitué majoritairement des plantes et espèces indigènes au Canada. Les récoltes serviront à faire des plats autochtones. Notre jardin à la Place Pauzé est également constitué des plantes et tisanes indigènes, ce qui permettra de doubler les récoltes de cette nature. Par le biais d'une collaboration avec le Café de la Maison Ronde, nous tenterons de créer des opportunités de recontres positives entre les populations diverses, marginalisées de Peter-McGill, concentré autour des initiatives reliées aux jardins indigènes. L'échange des expertises est au coeur de cette collaboration; pour Innovation Jeunes, c'est l'offre en jardinage urbain et l'appropriation de l'espace public. Pour La Maison Ronde, leur expertise en nourriture autochtone, et leurs contacts avec la communauté autochtone de Montréal sera mise en valeur.

Nos jeunes stagiaires et la clientèle de la Maison Ronde s'approprieront l'univers de l'agriculture et de la cuisine autochtone. Nous organiserons une serie d'ateliers de découvertes et de séances de jardinage public en outillant les jeunes à animer, démontrer et dialoguer avec la clientèle du Square Cabot ainsi que la population de Peter-McGill. Concentré autour du jardin et de la cuisine des récoltes, ces ateliers serviront à créer des rencontres positives entre les populations diverses du Square Cabot, à exposer la richesse de la culture agricole et culinaire autochtone, et à permettre au réseau autochtone du Cafe à renouer leurs liens avec les ingrédients de base et les plantes et espèces qui ont une valeur culturelle et patrimoniale.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Personnes ayant des limitations fonctionnelles	Personnes sous-scolarisées	4	4
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes à faible revenu	Personnes sous-scolarisées	5	8
Résidents du secteur	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	265	250
		TOTAL	**274**	**262**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Peter-McGill
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans**	
2	**Soutien à la vie communautaire**	
3	**Autochtones**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Accroître le sentiment d'appartenance et de sécurité des jeunes envers leur quartier en leur permettant de devenir des agents de transformations de leur milieu, par le biais du maintient des espaces verts et d'agriculture urbaine et par les échanges positives avec les populations marginalisées autour des jardins.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 23 jeunes et situation de vulnérabilité d'accéder à des emplois d'été, pendant lequel ils seront autonomisés par le biais d'interventions, ateliers, et l'établissement et le suivi des objectifs personnels.
B	Permettre à un mélange sain de clientèles (jeunes, familles, populations vulnérables) de s'approprier l'espace public par l'accès augmenté à des espaces verts récréatifs et pédagogiques, créées et maintenus de leurs propres mains.
	Mobiliser les rencontres positives entre la communauté autochtone et non-autochtone autour du Square Cabot par des échanges hebdomadaires (6 à 10 au cours de l'été) à partir du jardin: séances de plantations, utilisation des récoltes dans le menu de la Maison Ronde,

C	activités de découvertes des aliments autochtones, ateliers de dégustation, d'exposition et de cuisines des herbes, légumes et tisanes autochtones.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Établissement des objectifs socio-professionnels des 23 stagiaires, création d'un plan d'intervention et implementation des ateliers de formation pour les stagiaires. (Fréquence et durée - établissement des objectifs et plans d'interventions en mai et juin. Ateliers de formations à raison d'une fois par semaine pour chaque participant, du 1er juillet au 15 août. Évaluation du plan et des réussites, du 10-20 août)
B	Ouverture des 4 sites pré-existants et construction du nouveau site à l'Église Évangel. (Fréquence et durée- ouverture des 4 premiers sites du 15 avril au 30 mai, tout dépendant de la météo. Construction du nouveau jardin du 30 avril au 12 mai. La saison de plantation varie selon les températures, mais nous aimerions faire une séance de plantation publique le 19 mai afin d'arrimer cette activité avec l'ouverture du Café de la Maison Ronde. Cette activité sera avec les jeunes stagiaires, la communauté de la Maison Ronde, les bénévoles de l'Église Évangel et les clientes de Chez Doris seront invitées également.)
C	Création et implementation d'une série d'activités et d'ateliers de découvertes (séances de plantation, ateliers de dégustations, cuisine avec les récoltes) offerte par Innovation Jeunes en arrimage avec le Café de la Maison Ronde au Square Cabot. (Fréquence et durée- quelques activités ponctuelles en avril et en mai, et des ateliers à raison d'une fois par semaine du 1er juillet au 10 août). Voir informations supplémentaires.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	L'appropriation de l'espace public pour les jeunes, les familles et les populations marginalisées autour des jardins.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de jardins, bacs**
			Nombre de visites aux jardins
B	Augmentation des interactions de nature positive entre les populations marginalisées et diversifiées de Peter-McGill.	**Mobilisation**	**Nombre d'activités**
		Suivi des participants (feedback)	
C	Les jeunes démontreront du leadership et de l'autonomie par leur animation et démonstration des apprentissages pendant les ateliers de découvertes à la Maison Ronde.	**Évaluation**	**Nombre d'activités**
		Évaluation des objectifs des jeunes	Nombre de participants

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								PIMJ	Arboplus	Service Canada Emplois d'été pour étudiants	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Directeur(trice)**					**2 523,00 $**				**2 523,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25	5	1,15	20	1	**2 523,00 $**					
	Titre	**Horticulteur(trice)**									

2	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total	**3 223,00 $**	3 900,00 $		2 000,00 $	**9 123,00 $**
	13	35	1,15	20	1	**9 123,00 $**					
3	Titre	**Apprenti(e) horticulteur(trice)**					**3 264,25 $**			3 053,00 $	**6 317,25 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12	35	1,15	15	1	**6 317,25 $**					
4	Titre	**Intervenant(e)**					**4 517,25 $**				**4 517,25 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20	15	1,15	15	1	**4 517,25 $**					
						Sous-Total Section A	**13 527,50 $**	**3 900,00 $**	**0,00 $**	**5 053,00 $**	**22 480,50 $**
						B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
						Équipement: achat ou location	**755,00 $**	326,00 $	4 050,00 $		**5 131,00 $**
						Fournitures de bureau, matériel d'animation	**100,00 $**	400,00 $	2 000,00 $		**2 500,00 $**
						Photocopies, publicité					**0,00 $**
						Déplacements	**200,00 $**				**200,00 $**
						Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
						Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
						Sous-Total Section B	**1 055,00 $**	**726,00 $**	**6 050,00 $**	**0,00 $**	**7 831,00 $**
						C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
						Frais administratifs du projet	**417,50 $**		**500,00 $**		**917,50 $**
						Sous-Total Section C					
						TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 000,00 $**	**4 626,00 $**	**6 550,00 $**	**5 053,00 $**	**31 229,00 $**
						NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**3**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Église Évangel	Prêt de terrain
		Promotion, sensibilisation
		Référence/recrutement des participants
2	Place Pauzé	Prêt de terrain
		Prêt d'équipement
		Cliquer pour menu déroulant
		Expertise-conseil

3	Cafe de la Maison Ronde	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
4	Église St Jax	Prêt de terrain Prêt de terrain Prêt d'équipement
5	Université Concordia	Prêt de terrain Prêt de local Prêt d'équipement

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	15
Date de remise du rapport d'étape	2018	Mois	
Date de fin de projet	2018	Octobre	20
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Novembre**	**FAUX**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
PIMJ	Programme Intervention en Milieu Jeunesse

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Section 2.1 "Motif de la reconduction de la demande": Il s'agit d'un nouveau volet à un projet pré-existant, "Mon Jardin Ma Ville." La structure du projet et ses valeurs et objectifs ne changent pas (pré-employabilité des jeunes, inclusion sociale des familles en situation de vulnérabilité, augmentation du sentiment d'appartenance par le biais du développement des espaces verts, accès à l'agriculture urbaine). Cependant, il y a un nouveau volet - le développement et construction d'un nouveau jardin de nature pédagogique et récréatif, situé à l'Église Évangel (coin Lambert-Closse et Tupper). Ce jardin sera dédié presque entièrement à la cultivation des espèces indigènes. Ce volet se verra doter d'un nouveau partenariat avec le Café de la Maison Ronde au Square Cabot, qui permettra une série d'animations auprès du grand public, autour de la découverte des plantes autochtones.

Les quatres sites pré-existants sont: Le terrain au Visual Arts building de l'Université Concordia (un grand potager de presque 1000 pieds carrés), le terrain à l'église St Jax (incluant des parterres de fleurs et 10 bacs d'agriculture urbaine), le terrain au 1440 rue Pierce (la Place Pauzé avec des parterres de fleurs et 8 bacs d'agriculture urbaine) et les bacs au Parc Percy Walters (ce site reste à confirmer, car le parc est sous réfection).
Le nouveau site à Évangel: nous avons déjà un design du site, incluant des bacs pour les plantes, des trellis, des bancs qui seront mises à la disposition du public, et une aire de détente. L'amènagement des bacs permettront amplement d'espace de plantation.

Section 2.10 C. Le design des ateliers et activités de découverte: Innovation Jeunes assurera l'organisation et le bon déroulement des activités. La contribution de la Maison Ronde sera dans le design des actvités, le conseil sur son contenu, la participation du chef et de la chargée de projet du Café à leur implementation et dans leur promotion. Les acitvités et ateliers seront: inauguration du jardin avec session de plantation ouverte au public, exposition de plantes lors de la grande ouverture du café le 19 mai, 3 ateliers de cuisines en plein air à partir des ingrédients indigènes, 3 sessions de dégustations de thés glacés et salades autochtones, et activités adaptées pour enfants (découverte des herbes, créations de dessin de fleurs et plantes, etc.) Les jeunes participeront aux activités mais seront formés comme guides, apprentis-cuisiners, et assistants animateurs.
DATE DE REMISE DU PROJET: 20 Novembre 2018.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Jenna Smith	**Fonction**	**Directrice**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**		**Date**	2018	Février	23
Signature	Jenna L Smith					

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Sentier Urbain**
Titre du projet	**Des jardins enracinés**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Cliquer pour menu déroulant**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Sentier Urbain**		
Adresse	**1710 rue Beaudry, local 3.0**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2L3E7**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**867867822 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Saint-Jacques (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**		
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Pierre Dénommé**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-521-9292**	Télécopieur	**514-596-7093**
Courriel	direction@sentierurbain.org	Site web	www.sentierurbain.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Sentier Urbain est un organisme à but non lucratif dont la mission est de susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social.

Par son action, il contribue simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes, et à l'embellissement des milieux de vie. L'organisme collabore ainsi, avec de nombreux partenaires, à l'amélioration de la santé et de la qualité de vie des collectivités locales.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Des jardins enracinés**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Agathe Moreau	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-521-9292 poste 27	Télécopieur	514-596-7093
Courriel	agricultureurbaine@sentierurbain.org		
Nouvelle initiative	**Oui**	**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Sentier Urbain ainsi que son réseau de partenaire membre du RAPSIM, de la Table de concertation jeunesse itinérance du centre-ville ainsi que de la TDS, s'entendent sur le fait l'itinérance est un phénomène en croissance à Montréal, complexe et qui recouvre une grande diversité de situations, de profils de personnes et de parcours. Ces populations en marge (femmes, hommes, jeunes, aînés, personnes issues de l'immigration ou Autochtones), sont souvent aux prises par des problématiques de toxicomanie, de santé mentale, et de démêlés avec la justice. De plus, la cohabitation entre les populations en marge et résident-es/commerçant-es, n'est pas toujours harmonieuse. C'est dans cette optique que Sentier Urbain propose une approche innovatrice de mobilisation et d'affiliation sociale pour permettre à ces populations de développer leurs habiletés physiques et sociales et d'acquérir de nouvelles connaissances afin qu'ils retrouvent la place qui leur convienne dans la société. Ainsi, le projet proposé se décline en deux temps: 1- soutenir la clientèle marginalisée des grands refuges (Maison du père, Accueil Bonneau:Pavillon Claire Ménard et Pavillon Joseph Vincent) par la réalisation d'activités mobilisatrice en agriculture urbaine et horticulture par l'embellissement de leur milieu de vie;

2- En partenariat avec le programme TAPAJ, soutenir les jeunes marginalisés en leur offrant un plateau de travail en verdissement.Fort de l'expertise et du partenariat développé par l'équipe de SU et des membres de l'équipe du programme TAPAJ, au cours des dernières années, les plateaux de travail proposés aux jeunes itinérants ou à risques d'itinérance innovent en offrant une opportunité de réinsertion sociale dans la serre du Quartier nourricier Centre-Sud. Maintenant bien implanté dans sa communauté le projet QN, sert de levier d'intervention social et économique en offrant à ces jeunes des formations et des activités de jardinages rémunérés. Le tout s'insère dans une démarche cohérente de mobilisation et d'affiliation des jeunes et est un rare levier socio-économique disponible pour ces mêmes jeunes. 1- plateau de travail rémunéré à la journée (mobilisation) en horticulture dans les différents jardins de SU; 2- plateau de travail rémunéré à la semaine au sein d'un petit groupe d'apprentis jardiniers (affiliation).

La mise en place de potagers et d'activités de jardinage permettra aux personnes en marge de l'arrondissement de Ville-Marie d'améliorer leur rapport à la ville ainsi que leur rapport à l'environnement. Nous ne visons pas la conformité de cette population à la société. Nous misons plutôt sur la capacité de chacun de ces individus à se prendre en charge et à exercer son pouvoir d'agir au sein de sa collectivité. Au fil des années, nous avons été témoins de l'impact de projet de verdissement sur les populations en marge. Pour les populations des grands refuges, majoritairement des hommes itinérants de 55 ans et plus, c'est une occasion de briser l'isolement et la solitude. Pour les jeunes du programme TAPAJ, il s'agit d'une occasion de développer des compétences en horticulture tout en améliorant leur rapport à la ville. À chaque année, nous rejoignons près de 100 jeunes du programme TAPAJ via nos plateaux de travail en verdissement. Concient de l'impact positif des projets de verdissement sur les populations accompagnées, nous souhaitons consolider notre accompagnement auprès de ces deux clientèles. En mettant sur pied un projet concerté avec une complémentarité de service entre les partenaires impliqués, ce projet s'intègre en harmonie au Plan de lutte à l'itinérance proposé par la ville de Montréal.

2.3 — Résumé synthèse du projet

En collaboration avec deux pavillons de l'accueil Bonneau (Pavillon Claire Ménard et Pavillon Joseph Vincent), la Maison du père et le programme TAPAJ de l'organisme Spectre de rue, Sentier Urbain offrira un projet de mobilisation et d'affilisation social en agriculture urbaine et en verdissement. L'accès difficile au jardinage et le manque évident d'espaces verts ont fait en sorte que les directions de ces organismes, ainsi que leurs résident-es, ont sollicité Sentier Urbain pour les soutenir dans une démarche de verdissement et d'agriculture urbaine, et ce dans une optique d'amélioration des milieux de vie. Ainsi, un horticulteur formateur engagé par SU animera et supervisera des ateliers de jardinage dans une perspective de mobilisation et d'affiliation sociale.

D'une durée de 22 semaines, ces accompagnement se traduiront, pour les grands refuges, par le transfert d'expertise via des ateliers de formations et par la création et l'entretien de potagers, des semis jusqu'à la transformation. Pour les jeunes du programme TAPAJ, cet accompagnement se traduira par des plateaux de travail formateur en verdissement. Ces plateaux, offert dans le Circuit Jardins de SU, permettront de faire le tremplin vers une opportunité de formation et de travail dans la serre du Quartier nourricier Centre-Sud. Pour la clientèle des grands refuges, ce projet sera l'occasion de vivre une expérience personnalisée, unique et complète d'agriculture urbaine: du semis à la récolte en passant par la transformation. Tout en mobilisant les différents intervenants de milieu, les participants des grands refuges ainsi que les jeunes du programma TAPAJ, s'engageront activement dans l'amélioration et l'embellissement de leur milieu de vie tout en enrichissant la cohabitation dans le quartier.

Ces activités stimulantes, concrètes et rassembleuses permettrons aux deux clientèles (jeunes et aînés), de se rapprocher de la nature tout en apprenant différentes technique d'agriculture urbaine et de verdissement. Nos actions concertés répondent à au moins 3 des 7 priorités du plan d'action de la Table de dévelopement social du Centre-Sud et des arrondissement l'arrondissement Ville Marie : 1-en soutenant le développement d'un quartier vert et sécuritaire par des projets de verdissement; 2-en développant des actions ayant un impact sur la santé et les saines habitudes de vie grâce à des activités d'agriculture urbaine pour les gens marginalisés, 3-en favorisant l'accès à l'emploi et à l'insertion socioprofesionnelle par l'entremise d'activités de formation pour les gens marginalisés.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes sans-abris	Toxicomanes	5	80
Aînés (65 ans et +)	Personnes sans-abris	Personnes seules	5	35
Cliquer pour menu déroulant	Personnes sans-abris	Personnes ayant un problème de santé mentale	10	50
		TOTAL	**20**	**165**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Itinérance**	
2	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
3	**Insertion sociale des clientèles à risque**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Diminuer l'exclusion des populations en marge de la société, en les faisant participer à une démarche de mobilisation et d'affiliation sociale via des activités et des plateaux de travail en agriculture urbaine et en verdissement. Ce projet s'inscrit dans les grandes priorités de l'arrondissement Ville-Marie et contribue à améliorer la qualité de vie des collectivités en augmentant le sentiment de sécurité et la cohabitation harmonieuse avec les résidants et commerçants. De plus, ce projet est à la fois une réponse originale, authentique et innovante aux problématiques d'isolement et d'exclusion social auxquel font face ces personnes.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à plus de 185 personnes marginalisées de participer à des activités rassembleuses et formatrice en agriculture urbaine et en verdissement.
B	Offrir une quinzaine d'ateliers et plateaux de travail adaptés à la clientèle de nos trois partenaires (quinze ateliers/plateau de travail x 3 partenaires).
C	Mettre sur pied 4 potagers qui serviront de lieux d'apprentissage, embelliront les quartiers tout en améliorant la cohabitation résident-es et commerçant-es. Permettre aux participant-es de cultiver, récolter et transformer leurs propres fruits et légumes frais.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Nous prévoyons accompagner nos 3 partenaires (4 projets) à raison de 6 heures par semaine pour un total de 24 heures/semaine, durant 22 semaines. De plus, 6 heures par semaine seront consacrées à la planification des ateliers, la mise en place des potagers ainsi qu'à l'entretien.
B	La première semaine il y aura des rencontres avec les partenaires pour la planification des projets. La dernière semaine sera pour les bilans et rédaction du rapport final. Des bilans de mi-parcours sont prévus avec les partenaires pour l'atteinte de nos objectifs.
C	Le projet prévoit un soutient complet en agriculture urbaine. Les participants recevront des ateliers tel que, le repiquage des plantules, les méthodes récolte, les techniques d'entretien, des ateliers de transformation, etc. Tout le matériel nécessaire sera mis à leur disposition par SU. Selon les intérêts des usagers, des sorties de formations et de découvertes au Jardin Botanique de Montréal, au Mont-Royal et dans différents parcs de l'arrondissment de Ville-Marie seront organisés.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Permettre à 185 personnes «marginalisés» de participer à des projets d'agriculture urbaine et de verdissement.	**Réalisation de partenariat**	**Nombre de participants**
		Consolider et bonifier nos partenatiats avec les 3 organismes susmentionnés.	185
B	Offrir une quinzaine d'ateliers et de plateaux de travail en lien avec les activités proposées et adapter à la clientèle de nos trois partenaires (quinze ateliers x 4 projets).	**Mobilisation**	**Nombre d'activités**
		Évaluation des apprentissages	60
C	Mettre sur pied 4 potagers qui embelliront les quartiers, serviront de lieux d'apprentissage en plus de fournir des légumes qui seront distribués aux participants.	**Mobilisation**	**Nombre de jardins, bacs**
		Questionnaire d'évaluation de satisfaction remis aux participant-es	4 potagers + 15 plateaux de travail

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								SU	Centraide		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Chargé(e) de projet**					**16 770,00 $**				**16 770,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21,5	30		26	1	**16 770,00 $**					
2	Titre	**Horticulteur(trice)**							3 549,00 $		**3 549,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,5	7		26	1	**3 549,00 $**					
3	Titre	**Animateur(trice)**						6 545,00 $			**6 545,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17	14		22	1	**5 236,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**16 770,00 $**	**6 545,00 $**	**3 549,00 $**	**0,00 $**	**26 864,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location							**49,00 $**	2 951,00 $			**3 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation								600,00 $			**600,00 $**
Photocopies, publicité								150,00 $			**150,00 $**
Déplacements								500,00 $	500,00 $		**1 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance									1 000,00 $		**1 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)									450,00 $		**450,00 $**
Sous-Total Section B							**49,00 $**	**4 201,00 $**	**1 950,00 $**	**0,00 $**	**6 200,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet							**1 792,00 $**				**1 792,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**18 611,00 $**	**10 746,00 $**	**5 499,00 $**	**0,00 $**	**34 856,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**1**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Maison du père (hommes itinérants)	Prêt de local
		Prêt de terrain
		Référence/recrutement des participants
2	Accueil Bonneau (hommes itinérants) Pavillon Claire Ménard et Pavillon Joseph Vincent	Prêt de local
		Prêt de terrain
		Référence/recrutement des participants
3	TAPAJ via l'Organisme Spectre de rue (jeunes en marge)	Référence/recrutement des participants
		Ressources humaines
		Expertise-conseil
4		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	30
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Octobre	27
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Novembre**	**FAUX**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
SU	Sentier Urbain
QN	Quartier nourricier Centre-Sud

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le projet Quartier nourricier est un projet collectif qui vise à soutenir le développement d'un système alimentaire solidaire, écologique et local à l'échelle du quartier Centre-Sud. Les principaux collaborateurs et partenaires du projet Quartier Nourricier: Corporation en Développement Communautaire Centre-Sud, Marché solidaire Frontenac, Société écocitoyenne de Montréal (SEM), Carrefour alimentaire centre-sud, Ville de Montréal.

Dans un souci d'amélioration de nos services offerts et suite à la formation, Évaluation des résultats, offerte par le Centre de Formation Populaire et suivi par 2 membres de l'équipe de direction de Sentier Urbain, nous souhaitons intégrer dans ce projet certains des outils développés. De cette façon nous souhaitons mesurer les effets de nos interventions et leurs impacts, plus précisément, mesurer le changement.

États financiers: Sentier urbain est tenu de dégager un surplus budgétaire en vu d'assurer une sécurité financière compte tenu qu'il ne bénéficie pas de financement de base.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Agathe Moreau		**Fonction**	**Coordonnatrice**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	mars	20
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Ville-Marie**
	Problématiques socio-urbaines
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Coup D'Pousse Montréal**
Titre du projet	**Ruelle Dufault - verte et comestible**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec

	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Coup D'Pousse Montréal**		
Adresse	**(lieu d'exécution) Théâtre Sainte-Catherine 264 rue Ste-catherine Est (siège social) 5830 chemin de la Côte St-Luc. App 31**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2X 1L4**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité			
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Saint-Jacques (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Saint-Henri–Sainte-Anne**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Alexandre Sicard-Roche**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-966-0536**	Télécopieur	
Courriel	Sicaroche@gmail.com	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

La principale mission de Coup D'Pousse (OSBL) est d'aider les citadin(e)s à se réapproprier des lieux urbains sous-utilisés par la création d'espaces verts nourriciers, en alliant culture agricole et artistique.
Notre but est d'offrir un environnement positif et propice au partage, intergénérationnel, en luttant contre l'exclusion sociale, les diverses dépendances, et ce à travers l'apprentissage de techniques horticoles et d'ateliers collectifs artistiques et liés au bien-être.
Il est aussi question de contribuer à la biodiversité urbaine et contrer les îlots de chaleur dans les villes.
Coup D'Pousse vise une plus grande autonomie alimentaire et la reconnexion à soi et à la nature.
Pour ce faire, l'organisme propose de nombreux ateliers en lien avec la sensibilisation environnementale et l'art depuis 2016.
Les valeurs qui nous tiennent à cœur sont la solidarité, l'inclusion sociale, l'ouverture, la créativité, la curiosité, l'unité avec la nature et la protection de l'environnement.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Ruelle Dufault - verte et comestible**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Oriane Guidot	
Fonction	**Chargée de projet**		
Téléphone	(514) 746-8178	Télécopieur	-
Courriel	oriane.guidot@gmail.com		
Nouvelle initiative	**Oui**	**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

La ruelle Dufault est un exemple où la cohabitation sociale est difficile. Un grand écart des richesses entre les résidents et les usagers de la ruelle est flagrant (40% de personnes à faible revenu dans Faubourg Saint-Laurent, d'après le cadre de référence de l'arrondissement Ville-Marie). Mise à part les camions de livraison du Van Houte, la plupart des usagers de la ruelle sont des Utilisateurs de Drogues par Injection et des itinérants.
Nos rencontres avec d'autres usagers de la ruelles (employés des commerces, résidents et étudiants) nous ont permis de dresser un portrait du milieu et à mettre en évidence plusieurs besoins.
À titre d'exemple, certains employés du Théâtre Sainte-Catherine ne se sentent pas en sécurité lorsqu'il doivent sortir les poubelles dans la ruelle le soir. Les étudiants de l'UQAM passent jamais par la ruelle pour rentrer aux résidences universitaires. Les locataires et propriétaires de la rue Elisabeth ne se sentent pas toujours en sécurité.
Le centre d'injection supervisée semble avoir diminué la fréquentation des UDI, toutefois Sac à Dos déménage bientôt et cela semble inquiéter les résidents qui verront un plus grand nombre d'itinérants près de chez eux.

Notre projet répond à 4 des 5 grands axes d'intervention de la stratégie alimentaire proposé par l'arrondissement de Ville-Marie, soient:
1) la production alimentaire (légumes et fruits)
2) L'accès alimentaire (légumes et fruits)
3) Favoriser l'acquisition de compétences alimentaires (connaissances et savoir-faire par le biais d'ateliers et d'activités)
4) La mobilisation et la gouvernance (mobilisation citoyenne)

Par ailleurs, notre projet répond à l'une des 5 pistes d'actions retenues par les acteurs du quartier à travers la table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, soit la cohabitation harmonieuse, plus particuliement, celle de favoriser la création de nouveaux espaces verts dans le faubourg.

Nous cherchons à apporter :
• Cohabitation sociale par la création d'un nouvel espace vert, permettant le dialogue et le partage entre des clientèles difficiles à cohabiter dans l'espace public ;
• Inclusion et intégration des différentes clientèles par des ateliers d'éducation populaire et des activités interculturelles, adaptés aux différentes clientèles, ainsi que des activités de réinsertion sociale en collaboration avec les organismes sur place dont Cactus et Sac à Dos ;
• Soutien à la vie communautaire par l'implication citoyenne dans la conception, la réalisation et l'entretien de la ruelle ;
• Sécurité alimentaire et saines habitudes de vie par des activités en lien avec l'agriculture urbaine, la nutrition, le yoga et des activités artistiques qui contribuent à augmenter sa confiance en soi ; conscientisation d'accéder à des aliments sains et locaux.
• Développement des capacités individuelles et collectives (empowerment) afin d'agir positivement en tant que citoyens de l'arrondissement.
• Projets visant à diminuer les problématiques socio-urbaines (itinérance, toxicomanie) en les incluant et en faisant vivre cette ruelle !

2.3 — Résumé synthèse du projet

Une ruelle verte comestible, par l'implication citoyenne. Des ateliers de co-création, de co-réalisation et des formations d'entretien, seront organisés et animés par Coup D'Pousse et partenaires, qui en feront la promotion dans tout le quartier notamment grâce à l'implication de TCFSL et de l'ASCCS, de CHJM et de Passages. Le but est d'offrir un environnement

notamment grâce à l'implication de TCFSL et de l'ASCCS, de CHJM et de Passages. Le but est d'offrir un environnement positif et propice au partage, intergénérationnel, luttant contre l'exclusion sociale et diverses dépendances, et ce à travers la plantation de plantes comestibles (certaines autochtones), la création d'ateliers éducatifs et ludiques pour des populations à risque, jeunes et personnes âgées de CHJM, ainsi que résidents, commerces, étudiants de l'UQAM et organismes du quartier. Un volet sur l'inclusion de la culture autochtone sera couvert par l'OSBL Mikana, qui fera découvrir cette culture ancestrale et ses réalités d'aujourd'hui.
Aussi, deux fêtes de ruelle seront organisées pour célébrer, au printemps le lancement du projet et à l'automne les dernières récoltes et la cohabitation harmonieuse. Le projet répond donc à plusieurs axes stratégiques proposés par la ville et TCFSL en matière de sécurité alimentaire et de cohabitation. Nous voulons aussi contrer les îlots de chaleur et contribuer

Un autre objectif est de faire de ce projet un projet pilote, permettant de réaliser un guide des ruelles vertes comestibles, idéalement à caractère autochtone, pour l'arrondissement Ville-Marie et ainsi d'exporter le projet dans d'autres quartiers de l'arrondissement. Ce guide sera composé de capsules reportages suite aux ateliers de co-création et de co-réalisation de la ruelle ainsi que certaines activités. Dans l'espoir d'inciter d'autres citoyens, ou autres parties prenantes, dans la création de ruelles vertes dans leurs quartiers.

La pérennité de la ruelle sera assurée par le comité vert, consitué de parties prenantes variées (résidents, commerces, organismes).
Une programmation d'activités variées et accessibles à divers publics sera offerte, par la collaboration des riverains de la ruelle et des partenaires de Coup D'Pousse (des organismes en lien avec l'art et d'autres avec la culture autochtone, tels que l'OSBL Mikana).
-La participation de Cactus, Sac à Dos et Passages à des ateliers de jardinage. Nous visons à la mise en place de plateaux de travail avec ses organismes, pour la mise en place et à l'entretien de la ruelle.
-La participation de la CHJM dans les ateliers ludiques et créatifs avec les jeunes du Camp de Jour. Coup D'Pousse a déjà c

Tâches des personnes embauchées:
-Chargés de projet pour la coordination entre les parties prenantes : conception initiale, planification des activités et livrables, suivi et contrôle du projet, compte-rendu rencontres et activités, gestion des parties prenantes, des personnes embauchés, partenaires, bénévoles et stagiaires (information, mobilisation, engagement)
-Architecte paysagiste pour aider à faire les plans et conseiller sur ce qui est possible d'intégrer à la ruelle
-Horticulteurs, pour nous aider a choisir les bonnes plantes comestibles et certaines autochtones, ainsi qu'arbustres et arbres selon la disposition de la ruelle, ainsi que nous aider à planter et entrenir les plantations, et à creer du contenu pour les ateliers.
-Chargé de Communication, pour nous aider a communiquer avec le plus de gens du quartier, dont rédaction des invitations et des infolettres, publications sur réseaux sociaux, mise en place d'une page facebook de la ruelle, réalisation de capsules vidéos pour suivre l'avancement du projet, les ateliers de co-créations et donner un aperçu des ateliers proposés pour ensuite réaliser un guide de ruelles vertes commestibles pour l'arrondissement.
-Animateurs à la conception et l'animation des ateliers de co-création, co-réalisation et d'entretien, ainsi qu'à l'animation d'ac

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	**N. B. Femmes**	**N. B. Hommes**
Résidents du secteur	Personnes sans-abris	Toxicomanes	15	15
Résidents du secteur	Étudiants	Minorités ethniques	100	100
Résidents du secteur	Personnes à faible revenu	Travailleurs à faible revenu	100	100
		TOTAL	**215**	**215**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Faubourg Saint-Laurent

Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	lieu d'échange et de partage dans un milieu à fort contraste de richesse, itinérance, toxicomanie, etc.
2	**Sécurité alimentaire**	sensibilisation et éducation à l'horticulture, accès à des plantes comestibles
3	**Insertion sociale des clientèles à risque**	ateliers, plateau de travail

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

A moyen terme:
-Cohabitation et sécurité alimentaire:
Une ruelle verte avec plantes comestibles où des activités culturelles et éducatives permettent de favoriser une cohabitation harmonieuse entre différentes populations du secteur (résidents, clientèles à risque, étudiants, autochntones, commerces et organismes communautaires), ainsi que de favoriser une sécurité alimentaire dans le secteur et du transfert de connaissances en horticulture et autres thématiques culturelles.
-Un projet pilote permettant de réaliser un guide des ruelles vertes comestibles pour l'arrondissement Ville-Marie et ainsi d'exporter le projet dans d'autres quartiers de l'arrondissement
-Inclusion et intégration des différentes clientèles à travers d'ateliers adaptés aux différentes clientèles et la mise en place d'un plateau de travail durable pour les clientèles à risque (itinérance, toxicomanie). L'inclusion des autochtones sera développée en concert avec l'OSBL Mikana qui a pour mission de faire découvrir la culture autochtone afin d'augmenter la connaissance des gens et de briser ainsi le racisme.
A long terme:
-Action pour l'environnement : contrer les îlots de chaleur, contribuer au désengorgement du réseau d'égout pluvial avec l'ea

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	- réaliser une ruelle verte avec plantation de plantes comestibles (légumes, fleurs, arbres et arbustes fruitiers) en respectant les besoins des usagers actuels (résidents, clientèles à risque, étudiants, commerces et organismes communautaires)

	communautaires). - soutenir la vie communautaire avec l'implication d'au moins 30 citoyens à la conceptualisation de la ruelle et 20 citoyens à la réalisation et l'entretien de celle-ci.
B	Favoriser la cohabitation du secteur en créant un lieu de partage et d'initiatives citoyennes avec: -1 atelier par semaine entre juin et octobre. Le but étant de réunir les citoyens afin de les sensibiliser et de les éduquer sur l'agriculture urbaine (comment planter, reconnaissance de plantes, entretien, récolte, etc...) et sur les saines habitudes de vie (yoga, nutrition, etc...), adaptés aux différentes clientèles - 2 fêtes de ruelle, 1 au printemps pour célébrer le lancement du projet et une à l'automne pour la dernière récolte
C	- Faire participer des autochtones (via l'OSBL Mikana) et des clientèles à risque, au niveau de la mise en place et de l'entretien de la ruelle : une trentaine de membres de Cactus, Sac à Dos et potentiellement Passages, ainsi qu'une dizaine d'autochtones entre mai et octobre.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Mobilisation citoyenne (405h) : créer des liens avec le milieu (30h), récolte des signatures porte-à-porte (10h), animation de 3 ateliers de co-création (45h), 2 de co-réalisation (30h) et 2 d'entretien de la ruelle (30h), 10 activités (200h - 2 animateurs Coup D'Pousse et 2 externes), mobilisation de bénévoles-étudiants-citoyens-publics variés (30h), mobilisation par le comité vert (30h). Réserve d'animation de 2500$: forfait de 250$ par expert x 10 ateliers (ex Mikana en atelier découvertes autochtones, Franck Billaud en vision board par collage, Rossana Bruzzone en écriture optimiste, et bien d'autres !) Mobilisation des partenaires (50h) : rencontres avec l'éco-quartier, avec la TCFSL, avec l'UQAM (responsables des résidences, du centre sportif, du parc immobilier, du comité environnemental de l'UQAM, de l'école de design), avec les organismes (Cactus, Sac à dos, Passages), CHJM et son camp de jour pour rejoindre les jeunes.
B	Horticulteur (480h) : plans, préparation semis, approvisionnement, ateliers construction de bacs, préparation terre, plantation, entretien, récolte, nettoyage, préparation d'automne et plantation d'hiver. 7 ateliers pour réaliser la ruelle et 10 activités hortico-culturelles pour impliquer environ : scénario négatif : 10 personnes : 170 personnes impliquées réaliste : 20 personnes : 340 personnes impliquées optimiste : 50 personnes : 850 personnes impliquées Communication (340h) : invitations et infolettres (34h-2h par atelier/activité), page facebook ruelle (10h), gestion communauté (40h-1h/semaine), publication par atelier/activité (17h), gestion Instagram (37h-17 atelier/activité et 1h/2sem), coordination avec professionnel vidéo (85h-1h prép + 2h assistance tournage + 2h validation par atelier/activité), script teaser final (25h-10h script et sélection séquences+5h tournage suppl.+10h validation), créer guide (90h-5h par atelier/activité +5h mise en page et vérif. finale).
C	Gestion de projet et coordination (960) : pré-conception avec partenaires (50h), préparation à la récolte des signatures porte-à-porte (10h), préparation et suivi de 3 ateliers de co-création avec partenaires (110h), de 2 ateliers de co-réalisation (70h), de 2 ateliers d'entretien (60h), planification des activités et livrables (150h), suivi et contrôle du projet et compte-rendu rencontres et activités (100h), gestion des parties prenantes (50h), mise en place-gestion-suivi du comité vert (50h), organisation et gestion des 2 fêtes (60h), préparation-gestion RH-réalisation du nettoyage d'automne (50h), en hiver préparation phase 2 année 2019 (200h). Recherche et coordination de partenaires (120h) : chercher et remplir demandes de financement, demandes de partenariat-donation-expertise et coordination avec les partenaires.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	implication citoyenne	**Mobilisation**	**Statistiques**
			Nombre de citoyens mobilisés
B	Évaluation de la satisfaction des parties prenantes concernant l'amélioration de la cohabitaion et du sentiment de sécurité	**Focus groupe**	**Nombre de plaintes**
			En collaboration avec le poste de quartier 21
C	Aménagement et verdissement de la ruelle (Photos et vidéos avant\après)	**Cahier de bord**	**Nombre de jardins, bacs**
			Nombre de plantes, arbustes, fleurs plantés

SECTION 3- Budget prévisionnel

	Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
									Stagiaires Bénévoles	Dons entreprises et organismes	Coup D'Pousse	
A — Personnel lié au projet												
1	Titre	**Chargé(e) de projet**						**18 000,00 $**	1 000,00 $	1 500,00 $	1 000,00 $	**21 500,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total						
	25	8		45	2	**18 000,00 $**						
2	Titre	**Chargé(e) de communication**						**0,00 $**	1 000,00 $	1 000,00 $	500,00 $	**2 500,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total						
3	Titre	**Horticulteur(trice)**						**2 000,00 $**	1 500,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	**5 500,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total						
	20	4		25	1	**2 000,00 $**						
	Titre	**Animateur(trice)**										

4	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total	**2 400,00 $**	1 000,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	
	20	3		20	2	**2 400,00 $**					**5 400,00 $**
						Sous-Total Section A	**22 400,00 $**	**4 500,00 $**	**4 500,00 $**	**3 500,00 $**	**34 900,00 $**
						B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***					
						Équipement: achat ou location	**0,00 $**	0,00 $	2 000,00 $	500,00 $	**2 500,00 $**
						Fournitures de bureau, matériel d'animation	**200,00 $**	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 200,00 $**
						Photocopies, publicité	**100,00 $**	0,00 $	100,00 $	100,00 $	**300,00 $**
						Déplacements	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
						Locaux, conciergerie ou surveillance	**300,00 $**	0,00 $	500,00 $	500,00 $	**1 300,00 $**
						Assurances (frais supplémentaires)	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	750,00 $	**750,00 $**
						Sous-Total Section B	**600,00 $**	**2 000,00 $**	**2 600,00 $**	**1 850,00 $**	**7 050,00 $**
						C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***					
						Frais administratifs du projet	**2 000,00 $**	**0,00 $**	**1 500,00 $**	**1 000,00 $**	**4 500,00 $**
						Sous-Total Section C					
						TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**25 000,00 $**	**6 500,00 $**	**8 600,00 $**	**6 350,00 $**	**46 450,00 $**
						NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**0**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Éco-quartier St-Jacques : Anne-Marie Bernier 2093 Visitation St, Montreal, QC H2L 3C9 verd.ecojac@asccs.qc.ca	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Ressources matérielles
2	Cactus: Sandhia Vadlamudy Sac à Dos: Richard Chretien Cactus: 1300 rue Sanguinet, Montreal, QC H2X 3E7 Sac à Dos: 110 rue Saine-Catherine Est, Montreal, QC H2X 1K7 Cactus: sandhiavadlamudy@cactusmontreal.org Sac à Dos: richard.chretien@lesacados.org	Ressources humaines Support logistique Référence/recrutement des participants
	Anne Blouin	Expertise-conseil

3	Architecte paysagiste	Participation au comité aviseur,concertation Soutien technique
4	Pierre Dénommé Sentier Urbain 1710 rue Beaudry direction@sentierurbain.org	Ressources matérielles Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant
5	Branche et Fleurs branche.et.fleurs@gmail.com	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Soutien technique

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	02
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Février	18
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Mars**	**18**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
UDI	Utilisateurs de Drogue par Injection
UQAM	Université du Québec à Montréal
ASCCS	Association sportive et communautaire du Centre-Sud
TCFSL	Table de Concertation du Faubourg Saint-Laurent

CHJM	Corporation d'Habitation Jeanne-Mance

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le siège social se retrouve à Notre Dame de Grâce, cependant 100% de nos activités se retrouvent sur le territoire de Ville-marie,
plus précisement dans le Faubourg Saint-Laurent sur la rue Sainte-Catherine Sud entre la rue Sanguinet et Sainte-Elizabeth, la Ruelle Dufaut et le Théâtre Sainte-Catherine.
De plus, dans la section 1.1, dans le menu déroulant de la ligne 46 et 47, il nous est imposible de choisir la bonne circonscription électorale provinciale: Sainte-Marie - Saint-Jacques et fédérale: Laurier - Sainte-Marie

Au niveau de l'assurance, nous sommes en démarche pour être assuré par la compagnie d'assurance en lien avec la table de concertation
du Faubourg Saint-Laurent (TCFSL), soit par BFL Canada. Notre preuve de démarche se retrouve dans les documents fournis.

Supplément au point 2.4
Selon nous le projet pourrait toucher plus que 500 personnes. Le projet rejoint des personnes de la ruelle, certes, et aussi d'une partie du quartier Latin.
Si l'on compte seulement les résidents de la rue Saint-Élizabeth (42 appartements), les étudiants et employés des Résidences de l'UQAM (432 chambres), les usagers et employés du Centre Sportif de l'UQAM (près de 15 000 selon leur sit

Explication des contributions :
Chargé(e) de projet :
- Stagiaire bénévole qui viendra en support aux chargés de projet (préparation de documentation, aide à la coordination, appels, comptes-rendus, etc.).
- Nous estimons à 1500$ de dons en heures pour de l'expertise et transfert de connaissances de la part de l'éco-quartier (Anne-Marie) et de la consultante Anne Blouin.
- Coup D'Pousse contribuera pour une quarantaine d'heures en gestion de projet.

Chargé(e) de communication :
- Stagiaire bénévole qui viendra en support aux communication sur les réseaux sociaux (rédaction et publications, promotion en ligne, etc.).
- Nous estimons à 200$ de dons en heures pour du support en rédaction et en promotion du projet dans le réseau de l'éco-quartier (Anne-Marie) et de TCFSL (Frédérique) et 800$ de dons pour financer le guide final.
- Coup D'Pousse contribuera pour une vingtaine d'heures en communication avec son responsable de gestion de communauté.

Horticulteur(rice) :
- Stagiaire bénévole qui viendra en support à l'horticulteur responsable
- Nous estimons à 1000$ de dons en heures pour de l'expertise et transfert de connaissances de la part de Branches et Fleu
- Coup D'Pousse contribuera pour une quarantaine d'heures en gestion de projet.

Animateur(trice) :
- Stagiaire bénévole qui viendra en support à l'animation des ateliers de co-création, co-réalisation et d'entretien, ainsi qu'à l'

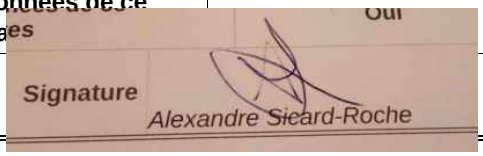
Explication de certains postes :
Les postes "Fournitures de bureau, matériel d'animation" et "publicité" comprennent les capsules reportages des ateliers de co-création, co-réalisation et activités offertes dans la ruelle, ainsi que les capsules de promotion que nous désirons réaliser pour d'une part faire la promotion de ce beau projet et d'autre part pour créer un guide visuel et documenté pour inspirer d'autres citoyens-organismes-entreprises à collaborer ensemble pour prendre leur place dans les ruelles de leur quartier et créer des lieux de bonheur.

Dans le poste "Locaux, conciergerie ou surveillance" nous avons mis la location de la salle louée pour les 3 ateliers de co-création ainsi que pour les collations nécessaires pour les 7 ateliers.

Le poste "équipement" comprend le budget prévu pour le matériel de réalisation de la ruelle (bac, trellis, terre, pailli, compost, semis, plants d'arbres et d'arbustes).

Il est à noter, que le budget présenté ici ne prend pas en compte le budget prévu pour l'excavation, qui peut coûter bien au-

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Alexandre Sicard-Roche	**Fonction**	**Directeur**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exa	Oui		**Date**	2018	Février	25
						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Ville-Marie**
	Famille et petite enfance
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**La Relance Jeunes et Familles (RJF) inc.**
Titre du projet	**ParentESE (Parent Engagé au Soutien de son Enfant)**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**20 000 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**La Relance Jeunes et Familles (RJF) inc.**		
Adresse	**2200 rue Parthenais**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2K 3T4**
Numéro d'inscription TPS	**non inscrit**	Numéro d'inscription TVQ	**non inscrit**
Numéro de charité	**87395 9795 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Sainte-Marie (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**		
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Benoit DE GUIRE**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514-525-1508, poste #235**	Télécopieur	**514-523-3669**
Courriel	bdeguire@relance.org	Site web	www.relance.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Au cœur du quartier Centre-Sud depuis 1968, La Relance Jeunes et Familles est un organisme communautaire à vocation éducative qui offre du soutien, des programmes et des services axés sur la réussite éducative globale des enfants vulnérables âgés de 0 à 12 ans ainsi que sur l'enrichissement des compétences parentales.
La Relance chapeaute une équipe multidisciplinaire composée de professionnels notamment dans les domaines de la pédagogie, du service social et de la psychoéducation.
La programmation principale de l'organisme est offerte dans les locaux de la rue Parthenais (volet 0-4 ans, CLUBS Jeunesse 5-12 ans, etc.), mais La Relance dispose aussi de points de services intégrés dans plusieurs écoles primaires du quartier, assure un suivi familial à domicile, et propose aux parents une panoplie d'ateliers de formation qui sont autant d'occasions pour eux de faire des découvertes et de développer leurs habiletés, dans le but de :
- briser l'isolement
- bâtir un réseau d'entraide

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**ParentESE (Parent Engagé au Soutien de son Enfant)**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Benoit DE GUIRE	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514-525-1508, poste #235	Télécopieur	514-523-3669
Courriel	bdeguire@relance.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	S/O		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Une large part de la population du Centre-Sud et du Faubourg Saint-Laurent vit sous le seuil du faible revenu. Dans ce contexte socio-économique fragile, et dans un souci d'inclusion et d'intégration, il est important de soutenir et d'accompagner les familles aux prises avec des difficultés qui risqueraient de compromettre le bon développement et le bien-être des enfants. Le défi réside dans l'atteinte de ces familles isolées et vulnérables parfois difficiles à rejoindre. La Relance Jeunes et Familles, dont la mission est de « Permettre à chaque enfant de partir à chances égales dans la vie », mise sur son programme ParentESE pour cibler les parents démunis du quartier dans le but de leur faire découvrir les ressources disponibles à proximité, leur permettre de tisser un réseau d'entraide, et leur proposer des outils pratiques afin de les aider à assumer le mieux possible leur rôle et leurs responsabilités parentales.

Les parents qui participent aux ateliers ParentESE présentent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : défavorisation, immigration, monoparentalité.
Leurs enfants âgés de 0 à 5 ans fréquentent peu ou pas les centres de la petite enfance, manquent de stimulation et leur retard de développement est un enjeu préoccupant à leur entrée à la maternelle.
Leurs enfants âgés de 6 à 12 ans fréquentent les écoles primaires du quartier qui s'avèrent être les plus défavorisées de la CSDM, et ont des besoins particuliers auxquels il est important de s'attarder pour soutenir leur persévérance scolaire et voir au développement de leur plein potentiel.
Dans ce contexte, les sujets abordés par les ateliers du programme ParentESE répondent spécifiquement aux besoins des parents et souhaitent renforcir la capacité d'agir (empowerment) des familles.

La nature multifactorielle des problématiques familiales imposent une diversité d'interventions. Le programme ParentESE doit donc déployer une vaste programmation d'ateliers, aussi variés que pertinents, et souder des alliances avec de nombreux organismes et partenaires, afin de répondre aux enjeux et besoins observés.
La pauvreté et l'exclusion sociale sont des dénominateurs communs à de nombreux parents du quartier. À cela s'ajoutent les obstacles liés à la sous-scolarisation, à l'employabilité, à l'accès au logement, à l'insécurité alimentaire, à la barrière de la langue pour les familles nouvellement immigrées, etc. Les effets négatifs du stress ressenti par les parents sont des facteurs de distraction majeurs pour le bien-être et la réussite éducative de leurs enfants. Dans l'équation entre l'amélioration de la qualité de vie des familles défavorisées du quartier et le 'réflexe' de veiller au bien-être des enfants, un programme de formation et de développement des compétences comme celui de ParentESE a un impact positif déterminant.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Mis sur pied en 2011, ParentESE (Parent Engagé au Soutien de Ses Enfants) est un programme gratuit de formation et développement des compétences parentales qui s'adresse aux parents d'enfants de 12 ans et moins. Les objectifs du programme chez les parents participants sont les suivants :
- Briser l'isolement, créer des liens, s'entraider
- Comprendre le fonctionnement et les particularités du système d'éducation et de la société québécoise
- Définir et mettre en place des conditions gagnantes pour les enfants
- Favoriser le lien parent-enfant
- Découvrir les ressources disponibles dans le quartier et développer un lien de confiance avec celles-ci pour augmenter le réflexe de saisir les opportunités de soutien aux familles et, ultimement, pour augmenter l'envie de s'impliquer dans la vie communautaire
- Améliorer les conditions de vie et les perspectives d'avenir des familles du quartier

La programmation se déroule dans plusieurs endroits stratégiques afin de rejoindre la clientèle ciblée. Les ateliers se tiennent dans des locaux prêtés par des organisations partenaires, notamment les écoles primaires. Plusieurs ateliers sont coanimés avec des intervenant-e-s d'organisations partenaires. Par exemple, le Carrefour Alimentaire Centre-Sud coanime la présentation des différentes ressources alimentaires disponibles dans le quartier, tandis que le CIUSSS coanime l'atelier qui présente le rôle et les services du CLSC. De très nombreux partenaires collaborent à promouvoir le programme en diffusant et en affichant le calendrier pour informer leur clientèle de la tenue des ateliers ParentESE, ce qui a pour effet de contribuer au recrutement de nouveaux participants.
Aux ateliers se greffent, sur demande, un service de garde ainsi qu'un service de traduction simultanée assurée par les Femmes-Relais du CRIC.
ParentESE offre un réel soutien aux parents du quartier, leur permet de développer leurs compétences parentales, enrichit leurs connaissances, les informe des ressources existantes, leur partage de précieux conseils et leur fournit des outils pratiques.

La proximité de l'équipe d'intervention de La Relance avec la clientèle visée permet de proposer des contenus réellement pertinents en fonction des besoins et des enjeux en perpétuelle évolution. Cela dit, les thématiques abordées portent principalement sur :
- les besoins de base de la famille
- les ressources à proximité
- la francisation
- le développement de l'enfant
- la préparation des tout-petits en vue de l'intégration à la maternelle
- l'implication parentale dans le processus scolaire des enfants

En complément, des ateliers de création, des activités en dyade parent-enfant et des sorties familiales sont également proposés, notamment lors des congés pédagogiques.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Personnes à faible revenu	25	
Familles	Parents	Familles monoparentales	25	2
Familles	Parents	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	25	3
		TOTAL	75	5

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Centre-Sud / Faubourg Saint-Laurent
Plusieurs arrondissements ou villes liées	

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Développement des compétences parentales
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Formation, référencement, soutien et outils pratiques
3	**Cliquer pour menu déroulant**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

AUGMENTER L'EMPOWERMENT DES PARENTS ET AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS
Permettre aux parents de s'approprier (ou de se réapproprier) leur pouvoir d'agir et d'intervenir favorablement dans le développement de leurs enfants.
Tenant compte que la mission générale de La Relance Jeunes et Familles est de « Permettre à chaque enfant de partir à chances égales dans la vie », c'est en ce sens que son programme ParentESE contribue à :
> Enrichir les habiletés parentales
> Outiller et soutenir les parents dans l'atteinte de leurs objectifs de vie personnels
> Impliquer les parents dans la réussite éducative globale de leur(s) enfant(s)

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	1- AUGMENTER LA FRÉQUENTATION : Rejoindre plus de 50 parents (idéalement 75) par l'un ou l'autre des ateliers ParentESE, et réussir à les intéresser suffisamment pour qu'au moins 25 d'entre eux participent à plus d'un (1) d'atelier au courant de l'année. 2- AMÉLIORER L'ESTIME DE SOI DES PARENTS : Par l'enrichissement des connaissances et des compétences, développer une meilleure estime de soi pour jouer leur rôle parental chez au moins la moitié des parents qui auront participé à au moins deux (2) ateliers ParentESE au courant de l'année.
B	3- DIMINUER L'ISOLEMENT ET AUGMENTER L'INTÉGRATION À UN RÉSEAU D'ENTRAIDE : Rejoindre efficacement les parents les plus isolés pour réussir à faire sortir de la maison au moins dix (10) parents seuls et démunis. Leur permettre de rencontrer d'autres parents du quartier afin qu'ils échangent entre eux sur les situations et les défis communs qu'ils vivent avec leurs enfants, et qu'ils intègrent ainsi un réseau d'entraide. 4- AUGMENTER LA CONNAISSANCE DES RESSOURCES DISPONIBLES DANS LE QUARTIER : Par la visite d'organisations implantées dans les quartiers Centre-Sud et Faubourg Saint-Laurent, proposer des ateliers ParentESE coanimés dans les locaux d'au moins cinq (5) organismes pour augmenter la connaissance chez plus de la moitié des parents
C	5- AUGMENTER LE NOMBRE DE PARENTS ALLOPHONES INSCRITS AUX ATELIERS DE FRANCISATION : Augmenter la participation aux cours de francisation, offerts en collaboration par le programme ParentESE et le CREP, pour rejoindre au moins vingt (20) parents allophones nouvellement arrivés au Québec depuis moins de cinq (5) ans. Par l'acquisition de notions de base en français et d'apprentissages utiles à une meilleure compréhension du système scolaire et de la société québécoise, faciliter ainsi l'intégration d'un plus grand nombre de familles récemment immigrées. 6- ÉLARGIR LE TERRITOIRE COUVERT PAR LE PROGRAMME : Créer des alliances avec de nouveaux partenaires situés dans le secteur Ouest du quartier, dans le but d'élargir le territoire actuellement

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	La programmation MENSUELLE RÉGULIÈRE vous est présentée en annexes (A et B).
B	L'offre de service proposée À LA CARTE aux organismes du quartier vous est présentée en annexe (C).
C	Et deux (2) VOLETS SPÉCIAUX : 1) Les ateliers en dyade parents-enfants d'une durée de deux (2) heures animés une (1) fois par mois dans les classes de maternelle des écoles primaires Jean-Baptiste-Meilleur et Champlain ; 2) Les cours intensifs de francisation (avec le CREP) pour parents allophones, à raison de quatre (4) heures par jour, du lundi au jeudi. Ce volet rejoindra vingt (20) parents allophones et leurs 9 enfants qui sont rarement sortis de la maison et qui fréquenteront le service de garde éducatif de ParentESE adapté sur mesure pour offrir aux tout-petits un encadrement stimulant contribuant au développement de leur maturité scolaire avant l'entrée à la maternelle.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	1- AUGMENTER LA FRÉQUENTATION ET LE NOMBRE DE PARTICIPATIONS : Rejoindre plus de 50 parents (idéalement 75), et réussir à les intéresser suffisamment pour qu'au moins 25 d'entre eux participent à plus d'un (1) d'atelier au courant de l'année.	**Compte-rendu**	**Nombre de participants**
B	3- DIMINUER L'ISOLEMENT ET AUGMENTER L'INTÉGRATION À UN RÉSEAU D'ENTRAIDE, EN PARTICULIER CHEZ LES PARENTS ALLOPHONES	**Compte-rendu**	**Nombre de nouveaux participants**
C	4- AUGMENTER LA CONNAISSANCE DES RESSOURCES DISPONIBLES DANS LE QUARTIER	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre d'ateliers / de cours**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers		Budget total
									Table 0-5 ans des Faubourgs	La Relance Jeunes et Familles	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Intervenant(e)					12 070,00 $		10 692,00 $	14 752,32 $	37 514,32 $
		Responsable du programme, Sara Ayo									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	35	117,6	44	1	37 514,40 $					
2	Titre	Éducateur(trice)					5 324,00 $			6 507,60 $	11 831,60 $
		Service de garde éducatif;									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	20	48	34	1	11 832,00 $					
3	Titre										0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre										0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							17 394,00 $	0,00 $	10 692,00 $	21 259,92 $	49 345,92 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							202,00 $			498,00 $	700,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							660,00 $		500,00 $	1 210,00 $	2 370,00 $
Photocopies, publicité							270,00 $			330,00 $	600,00 $
Déplacements							405,00 $		500,00 $	495,00 $	1 400,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance							1 069,00 $			3 207,00 $	4 276,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							2 606,00 $	0,00 $	1 000,00 $	5 740,00 $	9 346,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet										4 700,00 $	4 700,00 $
Sous-Total Section C										4 700,00 $	4 700,00 $
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							20 000,00 $	0,00 $	11 692,00 $	31 699,92 $	63 391,92 $

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**40%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Le programme ParentESE profite de partenariats soutenus de la part de plusieurs dizaines de partenaires. Les détails de l'évaluation approximative de la valeur de la contribution des partenaires autre que finanicère se trouvent en ANNEXE (D).	Cliquer pour menu déroulant Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
2		Ressources humaines Promotion, sensibilisation Support logistique
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	02
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
Table 0-5 ans des Faubourgs	Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs
La Relance Jeunes et Familles	La Relance Jeunes et Familles (RJF) inc.

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

STRATÉGIES PARTICULIÈRES DE RECRUTEMENT AUPRÈS DES PARENTS LES PLUS ISOLÉS

Pour relever le défi d'atteindre les familles isolées les plus vulnérables, des efforts particuliers sont investis et plusieurs stratégies sont déployées :

1- L'intervenante responsable du programme ParentESE, Sara Ayo, assure une présence un peu partout sur le territoire, par exemple dans la cour des écoles à la sortie des classes, pour dépister les parents ciblés et entrer en contact directement avec eux.

2- Un travail d'étroite collaboration entre l'intervenante de ParentESE et l'Agente de milieu de la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs permet d'identifier les parents difficilement accessibles.

3- Plusieurs organisations partenaires affichent la programmation de ParentESE, en font la promotion dans leurs milieux et approchent des parents pour les référer, notamment le CRIC, l'hôpital Sainte-Justine, le Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud, le CIUSSS, Au Coup de pouce Centre-Sud, MAP, les CPE ki-Ri et Fleur de Macadam, etc.

4- La Relance Jeunes et Familles prête des locaux à l'organisme La Maison buissonnière Centre-Sud, à raison d'une fois par semaine, et peut ainsi multiplier les chances de rejoindre de nouveaux parents qui ont accès au babillard et peuvent rencontrer l'intervenante ParentESE.

DES EFFETS DÉJÀ MESURÉS

VOIR RAPPORT FINAL D'ÉVALUATION EN ANNEXE (E).

Le programme ParentESE a récemment fait l'objet d'un processus d'évaluation mené par la Table de Concertation 0-5 ans des Faubourgs. Dans le rapport final présenté par Selma Vorobief, déposé en février 2017, les effets du programme ParentESE ont été mesurés et la capacité de La Relance Jeunes et Familles d'atteindre les objectifs fixés a été démontrée.

Le souhait de bonifier le programme ParentESE grâce à votre soutien financier est en lien avec les recommandations énoncées dans ce rapport et tient compte des ajustements que La Relance pourra apporter.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Benoit De Guire	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**		**Date**	2018	Mars	15
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Ville-Marie**
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Les YMCA du Québec**
Titre du projet	**Service sportif d'inclusion sociale - Gym Alternatif (Y Centre-Ville et Guy-Favreau)**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Les YMCA du Québec**		
Adresse	**1435 Drummond**		
Ville	**Montréal-Ouest (ville liée)**	Code postal	**H3G 1W4**
Numéro d'inscription TPS	**119307031**	Numéro d'inscription TVQ	**1006243548**
Numéro de charité	**119307031RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Peter-McGill (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Westmount–Saint-Louis**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Stéphane Vaillancourt**	
Fonction	**Président**		
Téléphone	**514 849-5331 #1212**	Télécopieur	**514 849-2411**
Courriel	stephane.vaillancourt@ymcaquebec.org	Site web	ymcaquebec.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Les YMCA du Québec tiennent pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous.

Par l'intervention communautaire et la sensibilisation, Dialogue soutient depuis 1997 les personnes en situation ou à risque d'itinérance dans le centre-ville de Montréal afin de les accompagner dans leur intégration sociale et communautaire en favorisant une prise de pouvoir autonome sur leur vie. L'équipe intervient comme ressource pivot dans le repérage, la liaison et l'accompagnement de personnes désaffiliées au plan social, en retrait des institutions et du réseau de la santé et des services sociaux, dans une optique de complémentarité et de continuité dans l'offre de services. Dialogue constitue leur point d'ancrage et qui contribue à améliorer leur qualité de vie dans une approche humaniste, systémique et pragmatique. Les intervenants interviennent également avec les acteurs de la communauté pour favoriser le partage des espaces publics en cohabitation sociale avec les populations sans domicile fixe.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Service sportif d'inclusion sociale - Gym Alternatif (Y Centre-Ville et Guy-Favreau)**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Mélanie Richer	
Fonction	**Responsable**		
Téléphone	514 849-8393 #1783	Télécopieur	514-849-2411
Courriel	melanie.richer@ymcaquebec.org		
Nouvelle initiative	**Oui**	**Reconduction du projet**	**Cliquer pour menu déroulant**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

En concertation avec les autres acteurs du milieu travaillant auprès des populations vulnérables, en situation ou à risque d'itinérance, plusieurs constats ont été observés:
- Les populations vulnérables se retrouvent souvent dans des situations d'isolement social et d'ennuie où il est difficile d'imaginer reprendre sa place au sein de la société.
- Plusieurs personnes itinérantes utilisent des services qui occupent le début ou la fin de journée, mais peu d'activités sont offertes le jour.
- En plus des souffrances physiques et émotionnelles, le stress et la dépression font partie de leur quotidien.
- Les différents programmes de réinsertion sociale offrent peu ou pas de soutien quant à la gestion du stress, au bien-être physique et des saines habitudes de vie.
- N'ayant que peu de mixité sociale possible, ces personnes se retrouvent en vase clos, sans relation avec le monde à l'extérieur de la rue, ce qui a pour effet d'ancrer les différentes problématiques chez la personne.

Ce projet est en cohérence avec le Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal (2015-2020) (Voir référence à la section 7), il s'inscrit sous l'orientation de l'adaptation des programmes d'insertion sociale de l'Axe 4 – L'éducation, l'insertion sociale et l'insertion socioprofessionnelle. Plus précisément à:
- l'objectif 22 : « Poursuivre le développement de projets de réinsertion et d'employabilité adaptés aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir » (p. 32)
- la mesure 88 par (a) la création et le renforcement ainsi que (b) la concertation de partenaires et ressources en lien avec le parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'itinérance.
- la mesure 85 axée sur l'établissement de parcours exploratoires de réinsertion sociale auprès des personnes à risque d'itinérance (p. 31)
- la mesure 109 liée aux travaux compensatoires (p. 37).

De plus, alors qu'elle demeure une pratique novatrice peu documentée en itinérance, l'activité physique améliore significativement l'état de santé globale, la qualité de vie et l'inclusion sociale des personnes sans domicile fixe (Voir référence à la section 7). De cette vision s'est développé le Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) dans un contexte favorisant l'adoption d'un mode de vie sain alternatif et la réintégration progressive d'un monde extérieur à la rue. Enfin, nous répondons directement à 3 des priorités mentionnées dans le cadre de référence de l'Arrondissement Ville-Marie soit:
· Inclusion et intégration des différentes clientèles
· Sécurité alimentaire, santé et saines habitudes de vie
· Projets visant à diminuer les problématiques socio-urbaines (ex : itinérance, toxicomanie)

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le service propose deux grands volets d'activités.

Le volet Centre-Ville propose des espaces où l'on pratique des sports d'équipe.
- Plages horaires disposées pour le sport d'équipe.
o Mardi 9h30 à 10h50 : Badminton
o Mercredi 9h30 à 10h50 : Badminton
o Vendredi 14h à 15h30 : Volleyball

Aussi appelé «Gym Alternatif», le volet Guy-Favreau offre des espaces pour la pratique d'activités physiques individuelles et collectives. Les participants ont accès à toutes les installations du YMCA de 14h à 16h du lundi au vendredi.

- Les participants ont accès à :
o Salle de musculation
o Salle d'appareil cardio-vasculaire
o Piste d'athlétisme
o Piscine, sauna, bain tourbillon
o 2 terrains de badminton
o 4 terrains de ping pong
o Sac de boxe
o Matériel de conditionnement divers : TRX, Corde à danser, élastique, etc.

L'intervenant sur place fait aussi des interventions psychosociales auprès des participants afin de les soutenir dans leurs démarches d'intégration sociale et doit faire les statistiques et notes de ses interventions (avant et après les périodes de sport). Il peut donner des billets de transport aux participants lorsque c'est nécessaire. Nous avons budgété une collation santé à tous les vendredis afin d'encourager la socialisation. De plus, nous avons des bénévoles pour soutenir l'intevenant dans la gestion de groupe et la prise des présences.

Afin d'élargir l'offre de service de ce projet, nous développons présentement une entente avec le Spa de la rue pour qu'ils viennent offrir des traitements de massothérapie aux participants et nous avons déjà une entente avec la clinique de chiropratie de l'Accueil Bonneau.

Une étudiante terminant sa maitrise en kinésiologie fera l'évaluation du service et de notre questionnaire d'impact dans le cadre de son cours Évaluation en promotion de l'activité physique, en kinésiologie.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes sans-abris	Personnes à faible revenu	14	100
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Personnes à faible revenu	30	200
Aînés (65 ans et +)	Personnes sans-abris	Personnes à faible revenu	1	5
		TOTAL	**45**	**305**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Centre-ville et Peter McGill
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, prestataires de l'assistance-emploi
2	**Itinérance**	Accueil et interventions psychosociales pour les personnes en situation d'itinérance par le biais d'activités sportives
3	**Autochtones**	Accueil et interventions psychosociales auprès des autochtones et Inuits par le biais d'activités sportives

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Le Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) vise donc à briser l'isolement et à favoriser la réintégration sociale d'adultes en situation ou à risque d'itinérance en offrant des occasions sportives accessibles, inclusives et supervisées.

Il aspire ainsi à augmenter la confiance, la fierté et la santé physique et mentale des participants. En ayant moins de personnes dans la rue et en consommation, nous pensons que ce service aura un impact sur le sentiment de sécurité et la cohabitation sociale.

Notre intention à long terme est de répandre ce service à travers Montréal, le Québec et éventuellement le Canada en se servant du réseau des YMCAs.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre une participation active et soutenue dans 325 activités sportives alternatives à la rue à 350 personnes
B	Viser l'inclusion et le sentiment d'appartenance auprès des personnes intinérantes et aussi des populations moins déservies (autochtones, Inuits, femmes, jeunes) en offrant le service dans 8 des ressources pour ces populations
C	Avoir un impact sur la santé (mental et physique, le sommeil, stress, etc...) de 15 personnes et améliorer l'impact sur la réinsertion sociale en soutenant les participants dans leurs démarches

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Offrir des plages horaires d'une durée de 2h, 5 jours par semaines pour du conditionnement physique (255 activités) et offrir 70 périodes d'activités sportives de groupe pendant le durée du projet
B	Offrir et présenter l'offre d'activités sportives dans au moins 8 organismes spécifiques tels que les refuges et centres de jours pour hommes, pour femmes, pour jeunes (18-25 ans) et pour personnes d'origines autochtones et Inuit afin de rejoindre toutes les populations ciblées et développer des activités adaptées (ex. cours de danse pour les femmes)
C	Mise en place d'un questionnaire qualitatif ainsi que les processus et système pour faire le collècte. Évaluer l'impact qualitatif en passant et analysant le questionnaire après 3, 20 et 60 présences au Gym Alternatif Par le biais d'activités sportives, soutenir les participants dans leur démarches de réinsertion sociale en offrant différents types d'interventions psychosociales (750 Références, soutien psychologique, gestion de crise, soutien dans les démarches...)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Avoir offert 255 activités de conditionnement physique et avoir offert 70 activités sportives de groupe à 350 personnes.		**Liste des présences**
B	Avoir contacté et rencontré au moins 8 organismes spécifiques tels que les refuges et centres de jours des populations ciblées		**Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)**
C	Avoir eu un impact sur la santé (mental et physique, le sommeil, stress, etc...) de 15 personnes Avoir fait au minimum 750 interventions (Références, soutien psychosociale, gestion de crise, soutien dans les démarches, sortie de rue...)	**Questionnaire**	Nombre d'interventions, de soutiens

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								YMCA (accès aux infrastructures)	Partenaires à confirmer (Demandes faites à des	Acceuil Bonneau (chiro)	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Intervenant(e)**					**17 181,94 $**		5 000,00 $		**22 181,94 $**
		Intervenant sportif									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18,73	19	79,07	51	1	**22 181,94 $**					
2	Titre	**Responsable**					**826,00 $**				**826,00 $**
		Supervision									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25,82	1	7,22	25	1	**826,00 $**					
3	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**									
		Massothérapeute, nutritionniste, physio, ergo, chiro									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total				3 600,00 $	**3 600,00 $**
	40	2		45	1	**3 600,00 $**					
4	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**									
											0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**18 007,94 $**	**0,00 $**	**5 000,00 $**	**3 600,00 $**	**26 607,94 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location									480,00 $		**480,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**120,00 $**		1 875,00 $		**1 995,00 $**
Photocopies, publicité							**60,00 $**				**60,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance								9 000,00 $			**9 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)								Inclus			**0,00 $**
Sous-Total Section B							**180,00 $**	**9 000,00 $**	**2 355,00 $**	**0,00 $**	**11 535,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 812,06 $**				**1 812,06 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**20 000,00 $**	**9 000,00 $**	**7 355,00 $**	**3 600,00 $**	**39 955,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

0,56 intervenant
3% de la responsable

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Maison du Père 505 René Lévesque Est Montréal, Qc, H2L 2L3	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Armée du Salut 880 Rue Guy Montréal, Qc, H3J 1T4	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	Projet Autochtone Québec (PAQ) 169 Rue De la Gauchetière Est Montréal, Qc, H2X 3A5	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Accueuil Bonneau 427 Rue de la Commune Est Montréal, Qc, H2Y 1J4	Référence/recrutement des participants Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Partenariat pour le service de chiropratie
5	Auberge Madeleine CP 60118, BP Saint-Denis Montréal, Qc, H2J 4E1	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Voici les références misent entre (...):
Ligne 79:
1) CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. 2015. « Agir ensemble, créer des solutions durables : Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal (2015-2020) .

Ligne 83:
2) Coles, E., M. Themessl-Huber et R. Freeman. 2012. « Investigating community-based health and health promotion for homeless people: a mixed methods review ». Health education research, vol. 27, no 4, p. 624-644.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Mélanie Richer	**Fonction**	**Responsable**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Février	22
Signature	Mélanie Richer					

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Problématiques socio-urbaines**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)**
Titre du projet	**A la découverte de mon quartier**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)**		
Adresse	**1240 Saint-Marc**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3H 2E5**
Numéro d'inscription TPS	**841 320 518 RT 0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1217116852 TQ 0001**
Numéro de charité	**84132 0518 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Peter-McGill (VMA)**		
Circonscription électorale provinciale	**Westmount–Saint-Louis**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Dana Pfeuty**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-933-1069**	Télécopieur	
Courriel	direction@saesem.org	Site web	ecoquartierpetermcgill.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

La Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) est un organisme sans but lucratif (OSBL) qui a pour mission de mettre en place des projets environnementaux visant la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie des Montréalais. Le travail de la SAESEM est guidé par des valeurs de transparence, de collaboration, d'efficacité et de bonne gouvernance.

Éco-quartier est un programme d'action, d'initiative, de sensibilisation et de responsabilisation environnementale. Le programme a été créé en 1995 par la Ville de Montréal afin d'inciter les Montréalais à améliorer au quotidien la qualité de leur milieu de vie et à réduire l'impact de leur mode de vie sur l'environnement. Puisque chaque quartier est unique, le programme Éco-quartier cible les besoins spécifiques à l'échelle locale et s'efforce de trouver les solutions pour les combler. L'Éco-quartier Peter-McGill a ouvert ses portes en 1997 et dessert le district Peter-McGill, situé à l'ouest de l'arrondissement de Ville-Marie. L'organisme privilégie les trois champs d'intervention suivants: Embellissement et verdissement; Gestion des matières résiduelles; Ecocitoyenneté et propreté.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**A la découverte de mon quartier**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Vincens Côté	
Fonction	**Coordonnateur**		
Téléphone	514 933-1069	Télécopieur	
Courriel	coordination.eqpm@saesem.org		
Nouvelle initiative	**Oui**	**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le district Peter-McGill abrite une population constituée de différents groupes, que ce soient les résidents de longue date, les étudiants, les nouveau arrivants, etc. Le quartier montre un haut taux de défavorisation pour certaines populations, pour qui souvent le francais ou l'anglais ne sont pas les premières langues. Combiné avec le fait que le maillage social dans le quartier est ténu, notamment à cause de l'absence d'un centre communautaire, ou mêmes d'écoles publiques, et que le quartier, de par sa situation, peut donner une impressions d'insécurité (itinérance, personnes en état d'ébriété la nuit, etc.), il y a beaucoup de personnes ou de familles isolées. C'est dans cette optique que, à travers la concertation famille centre-ville, le programme des promenades découvertes a été développé par l'Eco-quartier Peter McGill et des partenaires de la communauté. Par ces promenades organisées, les participants découvrent les ressources offertes dans le quartier et en apprennnent davantage sur divers projets de verdissement et d'embellissement qui y ont cours. Cela leur permet de développer une relation positive avec le secteur, rencontrer d'autre personnes, et aussi déterminer quelles sont les ressources disponibles pour les aider à combler leur besoins.

Dans le cadre d'un autre projet soutenu par le Programme Montréal Interculturel (PMI) en 2017, l'Eco-quartier, soutenu par des partenaires du quartier et des bénévoles, a développé du matériel d'éducation environnementale en mandarin et en arabe, afin de pouvoir rejoindre un plus grand public et entamer un dialogue avec les populations arabophones et sinophones du district. Le projet "A la découverte de mon quartier" vise à capitaliser sur ces deux expériences afin d'offrir des promenades découvertes s'adressant particulièrement aux populations isolées du district, en raffinant les trajets en fonction de leurs besoins, traduisant le matériel offert lors de la promenade, et offrant une interprétation spontanée tout au long des trajets.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Dans le cadre de ce projet, l'Eco-quartier propose de développer 3 trajets découverte s'adressant à différentes populations du district, grâce à des ateliers participatifs avec les partenaires du milieu et des activités de mobilisation à travers différents événement. Une fois ces parcours développés et raffinés, les documents de soutien seront traduits en anglais, en arabe et en mandarin. Les promenades seront ensuite animées, et une interprétation sera offerte aux participants.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Résidents du secteur	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Cliquer pour menu déroulant	45	45
Familles	Personnes à faible revenu	Cliquer pour menu déroulant	30	30
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**75**	**75**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	District Peter-McGill
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
2	**Soutien à la vie communautaire**	
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Faciliter l'intégration des familles défavorisées et des nouveaux arrivants dans le quartier et améliorer leur accès aux ressources disponibles.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Faire réfléchir 500 résidents du district sur le quartier et sur les projets, ressources et autres éléments qui devraient être partagés lors de promenades découverte.
B	Permettre à 90 nouveaux arrivants de découvrir le quartier, les ressources disponibles et les projets qui y ont lieu.
C	Permettre à 60 membres de familles isolées de découvrir le quartier, les ressources disponibles et les projets qui y ont lieu.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Organiser une activité de mobilisation des résidents dans le cadre de Quartier en mouvement, où les résidents seront invités à indiquer quels sont pour eux les éléments les plus importants du quartier. Organiser un atelier avec les partenaires du milieu, y compris les organismes apportant un soutien aux publics cibles, afin de déterminer quelles sont les ressources ou projets qui sont les plus importants à inclure dans les parcours.
B	Préparer deux parcours de promenades découverte qui s'adresseront spécifiquement aux nouveaux arrivants de langue anglaise, arabe et mandarine. Développer une documentation pour ces parcours. Traduire la documentation dans les langues appropriées. Organiser 6 promenades découvertes, en partenariat avec les organismes ou associations du secteur appropriées (selon les public visés), offerts en français - anglais avec interprétation simultanée pour la population visée.
C	Préparer un parcours de promenade s'adressant spécifiquement aux familles isolées du quartier, et préparer une documentation d'accompagnement pour ces parcours. Traduire la documentation dans les langues appropriées. Organiser 4 promenades découverte s'adressant spécifiquement aux familles isolées du quartier, en partenariat avec les organismes communautaires du milieu.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Les résidents du districts prennent conscience des éléments essentiels de celui-ci	**Mobilisation**	**Nombre de participants**
		Les outils de mobilisation (carte du quartier et questionnaires) montreront la réflexion des résidents	Le nombre de participant aux activités de mobilisation sera compté
B	Les participants aux promenades ont une meilleure connaissance du district	**Évaluation**	**Nombre de participants**
		Un court questionnaire d'évaluation sera remis aux participants	Le nombre de participants pour chaque promenade sera compté
C	Les participants aux promenades utilisent les ressources disponibles dans le district	**Sondage**	**Cliquer pour menu déroulant**
		Un sondage auprès des ressource si les participants ont fait appel à leurs services	Suite au sondage, le nombre de participant aux promande ayant utilisé les ressources ciblées sera comptabilisé

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								EQPM			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Chargé(e) de projet**					**1 500,00 $**	672,00 $			**2 172,00 $**
		Coordonnateur EQPM									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	35	94	3	1	**2 172,00 $**					
2	Titre	**Chargé(e) de communication**					**500,00 $**	144,00 $			**644,00 $**
		Chargée de comm. EQPM									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	35	84	1	1	**644,00 $**					
3	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**					**500,00 $**	104,00 $			**604,00 $**
		Traducteur (Service professionnel, estimation)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	35	79	0,5	2	**604,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**2 500,00 $**	**920,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 420,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**100,00 $**	100,00 $			**200,00 $**
Photocopies, publicité							**200,00 $**				**200,00 $**
Déplacements							**0,00 $**				**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**0,00 $**				**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**0,00 $**				**0,00 $**
Sous-Total Section B							**300,00 $**	**100,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**400,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet							**200,00 $**	**200,00 $**			**400,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**3 000,00 $**	**1 220,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**4 220,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											**2/3 poste coordonnateur pour pour 3 semaines. 3/4 poste communication pour une semaine**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Innovation jeunes (Quartier en mouvement)	Prêt de terrain
		Prêt d'équipement
		Référence/recrutement des participants
2	Université Concordia, Dispensaire Diététique, Y des Femmes	Référence/recrutement des participants
		Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
3	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Service aux familles chinoises, etc.	Expertise-conseil
		Référence/recrutement des participants
		Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Juillet	02
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2018	Novembre	01
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Décembre**	**FAUX**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
EQPM	Eco-quartier Peter-McGill

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Dana Pfeuty	**Fonction**	**Directeur**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Février	25	
Signature						

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183405001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 11

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Action Centre-Ville	137337
2.	Carrefour de ressources en interculturel (CRIC)	132785
3.	Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie	118487
4.	Centre récréatif Poupart	119427
5.	Comité logement Ville-Marie	133317
6.	Innovation jeunes	134548
7.	Sentier urbain	129374
8.	Coup d'Pousse Montréal	490712
9.	La Relance Jeunes et Familles	132786
10.	Les YMCA du Québec	296130
11.	Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)	189526

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Action Centre-Ville: 15 000 $, Carrefour de ressources en interculturel (CRIC): 30 000 $, Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie: 29 000 $, Centre récréatif Poupart: 20 000 $, Comité logement Ville-Marie: 30 000 $, Innovation jeunes: 15 000 $, Sentier urbain: 18 611 $, Coup d'Pousse Montréal: 25 000 $, La Relance Jeunes et Familles: 20 000 $, Les YMCA du Québec: 20 000 $, Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM): 3 000 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		225 611,00 $						**225 611,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	avril	2018	Date de fin :	31	mars	2019

Formulaire complété par : Annie Gauthier

Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 11:49:09

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Action Centre-Ville Montréal inc.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 105 rue Ontario Est, Montréal Québec, H2X 1G9, agissant et représentée par Yamina Bessar, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 134189687 RP001
N° d'inscription T.V.Q. : 1143068642
N° d'inscription d'organisme de charité : 134189687 RP0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui vise à rejoindre les personnes de 50 ans et plus résidant principalement au Centre-Ville de Montréal. Il offre un éventail d'activités et de services sociocommunautaires axé sur le bien-être et la santé globale tout en favorisant l'entraide et la solidarité sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de treize mille cinq cent dollars (13 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille cinq cent dollars (1 500 $), au plus tard le 31 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 105 rue Ontario Est, Montréal Québec, H2X 1G9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ACTION CENTRE-VILLE MONTRÉAL INC.

Par : _____
Yamina Bessar, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, agissant et représentée par Veronica Islas, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 883559114RT
N° d'inscription T.V.Q. : 1088658295DQ001

N° d'inscription d'organisme de charité : 883559114 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de rassembler et développer des ressources dans le domaine interculturel avec et pour les organismes, résidents et résidentes du quartier Centre-Sud afin de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés culturelles du quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt sept mille dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille dollars (3 000 $), au plus tard le 31 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Par : _____
Veronica Islas, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine D'Alexandrie** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1700 rue Amherst, Montréal Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Donald Gaumont, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 138898036
N° d'inscription T.V.Q. : 1006097568

N° d'inscription d'organisme de charité : 91713856

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire visant l'amélioration de la qualité de vie collective et le développement intégral de la personne. Le Centre privilégie les loisirs et l'action communautaire pour intervenir dans les domaines de l'éducation populaire, de la prévention, de l'intégration sociale et de la promotion de la santé;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt neuf mille dollars (29 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt six mille cent dollars (26 100 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille neuf cent dollars (2 900 $), au plus tard le 31 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700 rue Amherst, Montréal Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE

Par : _____
Donald Gaumont, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1552 rue Dufresne, Montréal Québec, H2K 3J5, agissant et représentée par Marie-Josée Lacasse, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89365026RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006274443RS0010

N° d'inscription d'organisme de charité : 141291633RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme offre une programmation couvrant les secteurs d'activités tels que le loisir communautaire, le sport, les arts, la culture, l'animation et l'entraide. Il veut ainsi permettre l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée et un moyen d'améliorer collectivement les conditions de vie dans le quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 27 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille dollars (2 000 $), au plus tard le 27 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 27 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1552 rue Dufresne, Montréal Québec, H2K 3J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.

Par : _____
Marie-Josée Lacasse, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Éric Michaud, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 106-956-758-RT
N° d'inscription T.V.Q. : 100-63625-71

N° d'inscription d'organisme de charité : 10695-6758 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'informer et mobiliser les résidants, dans une perspective de prise en charge et d'éducation populaire, autour des enjeux en matière de logement et de lutte à la pauvreté - Informer et soutenir les locataires dans la défense de leurs droits - Assurer le maintien des résidants dans leur quartier - Faire la promotion du logement social et communautaire et contribuer à son développement - Améliorer la qualité de vie des résidants;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 21 décembre 2018, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt sept mille dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille dollars (3 000 $), au plus tard le 21 février 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 21 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ LOGEMENT

Par : _____
Éric Michaud, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001

N° d'inscription T.V.Q. : n/a

N° d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent au centre ville afin d'accroître les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 20 octobre 2018, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de treize mille cinq cent dollars (13 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille cinq cent dollars (1 500 $), au plus tard le 20 décembre 2018,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 20 octobre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES)

Par : _____
Jenna Smith, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SENTIER URBAIN,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1710 rue Beaudry, local 3.0, Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Pierre Denommé, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001

N° d'inscription T.V.Q. : n/a

N° d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social. Par son action, il contribue simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes et à l'embellissement des milieux de vie ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 27 octobre 2018, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix huit mille six cent onze dollars (18 611 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de seize mille sept cent cinquante dollars (16 750 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille huit cent soixante et un dollars (1 861 $), au plus tard le 27 décembre 2018,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 27 octobre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1710 rue Beaudry, local 3.0, Montréal, Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention le directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SENTIER URBAIN

Par : _____
Pierre Denommé, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COUP D'POUSSE MONTRÉAL** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5830 chemin de la Côte St-Luc. App 31, Montréal, Québec, H2X 1L4, agissant et représentée par Alexandre Sicard-Roche, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : N/A
N° d'inscription T.V.Q. : N/A

N° d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'aider les citadin(e)s à se réapproprier des lieux urbains sous-utilisés par la création d'espaces verts nourriciers, en alliant culture agricole et artistique. Leur but est d'offrir un environnement positif et propice au partage, intergénérationnel, en luttant contre l'exclusion sociale, les diverses dépendances, et ce à travers l'apprentissage de techniques horticoles et d'ateliers collectifs artistiques et liés au bien-être;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de

gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 18 février 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal,

Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt deux mille cinq cent dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cinq cent dollars (2 500 $), au plus tard le 18 avril 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 18 février 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 5830 chemin de la Côte St-Luc. App 31, Montréal, Québec, H2X 1L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COUP D'POUSSE MONTRÉAL

Par : _____
Alexandre Sicard-Roche, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA RELANCE JEUNES ET FAMILLES (RJF) INC.** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2200 rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3T4, agissant et représentée par Benoit DeGuire, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : n/a
N° d'inscription T.V.Q. : n/a

N° d'inscription d'organisme de charité : 87395 9795 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme offre du soutien, des programmes et des services axés sur la réussite éducative globale des enfants vulnérables âgés de 0 à 12 ans ainsi que sur l'enrichissement des compétences parentales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;
ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille dollars (2 000 $), au plus tard le 31 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 2200 rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3T4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LA RELANCE JEUNES ET FAMILLES (RJF) INC.

Par : _____
Benoit DeGuire, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435 rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par Stéphane Vaillancourt, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 119307031
N° d'inscription T.V.Q. : 1006243548
N° d'inscription d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;
ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille dollars (2 000 $), au plus tard le 31 mai 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1435 rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES YMCA DU QUEBEC

Par : _____
Stéphane Vaillancourt, président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL (SAESEM),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1240 rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2H5, agissant et représentée par Dana Pfeuty, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 841 320 518 RT 0001

No d'inscription T.V.Q. : 1217116852 TQ 0001

No d'inscription d'organisme de charité : 84132 0518 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE cet organisme à vocation éducative a comme mission d'offrir du soutien, des programmes et des services axés sur la réussite éducative globale des enfants vulnérables âgés de 0 à 12 ans et d'enrichir les compétences parentales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité,

publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 1er novembre 2018, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois mille dollars (3 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux mille sept cent dollars (2 700 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois cent dollars (300 $), au plus tard le 1er janvier 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er novembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1240 rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2H5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL (SAESEM)

Par : _____
Dane Pfeuty, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

NO GDD : 1183405001

Budget DE FONCTIONNEMENT

No d'engagement de gestion QV83405001

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.001975.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Action Centre-Ville - De la sécurité alimentaire à l'implication cit	Action Centre-Ville	De la sécurité alimentaire à l'implication citoyenne	15 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.002768.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Carrefour de ressources en intercults interculturel-Femmes-relais intercult	Carrefour de ressources en interculturel	Femmes-relais interculturelles	30 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.000736.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre Comm. St-Catherine	Centre communuatire de loisirs Sainte-Catherine d'alexandrie	Femmes en action	29 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003208.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre récréatif Poupart-Plaisir et loisirs pour tous	Centre récréatif Poupart	Plaosors et loisirs pour tous	20 000,00 $

1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003206.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Comité logement Ville-Marie de Montréal-Favoriser l'accès ai log...	Comité logement Ville-Marie	Favoriser l'aacès ao logement pour les familles à faible ou modeste revenu du centre-ville	30 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003235.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Innovation jeunes - De la racine à la ville	Innovation jeunes	De la racine à la ville	15 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003236.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Sentier Urbain - Des jardins enracinés	Sentier Urbain	Des jardins enracinés	18 611,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003237.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Coup d'Pousse Montréal - Ruelle Dufault - verte et comestible	Coup d'Pousse Montréal - Ruelle Dufault	Ruelle Dufault - verte et comestible	25 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003238.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / La Relance jeunes et Familles - ParentESE	La Relance jeunes et Familles	ParentESE	20 000,00 $

1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003239.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Les YMCA du Québec - Service sportif d'inclusion social - Gym alternatif	Les YMCA du Québec	Service sportif d'inclusion social - Gym alternatif	20 000,00 $
1001.0014000.200114.05803.61900.016491.0000.003240.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - VMA / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) - À la decouverte de mon cartier	Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)	À la decouverte de mon cartier	3 000,00 $
TOTAL				**225 611,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183405001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 225 611 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018);

  15 000 $ à Action Centre-Ville;
  30 000 $ au Carrefour des ressources en interculturel (CRIC);
  29 000 $ au Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie;
  20 000 $ au Centre récréatif Poupart;
  30 000 $ au Comité logement Ville-Marie;
  15 000 $ à Innovation-jeunes
  18 611 $ à Sentier Urbain
  25 000 $ à Coup d'Pousse Montréal
  20 000 $ à La Relance Jeunes et Familles
  20 000 $ aux YMCA du Québec (Y centre-ville et Guy-Favreau)
  3 000 $ à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM)

  D'approuver les 11 conventions entre l'arrondissement de Ville-Marie et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 225 611,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		225 611,00 $

Informations comptables:

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération donc aucun impact sur le budget de Ville Marie.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.19

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 286 057,80$ pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante (appel d'offres publique VMP-18-008 –2 soumissionnaires);
D'accorder à cette fin, le contrat à Les Constructions H2D inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 263 062,80 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges de l'appel d'offres VMP-18-008;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:38

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185876004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel a pour objet l'octroie d'un contrat de travaux de préparation d'un site pour l'installation d'une toilette autonettoyante de type encastrée à la Place Sun Yat Sen. En 2017, l'arrondissement de Ville-Marie a procédé à l'achat de douze (12) unités sanitaires autonettoyantes, ce dossier vise l'installation de la quatrième unité sur le territoire et ce, au cours du printemps 2018. Le premier lot de préparation des sites, octroyé en septembre 2017, visait l'installation des 3 premières unités, de type autoportante qui seront mise en opération au courant du mois de mai.
Le présent site a été choisi par un comité de sélection, composé d'intervenants et parties prenantes provenant de milieux diversifiés, et entériné par la haute direction de l'arrondissement. Le site, la Place Sun Yat Sen, sur la rue Clark au coin de la rue de la Gauchetière, est un endroit très prisé par les citoyens et les touristes.

Le bâtiment dans lequel vient s'installer la toilette est la pagode du quartier chinois, appartenant à l'arrondissement de Ville-Marie. Cette intervention n'a peu d'impact sur la vocation actuelle de la pagode puisque la majorité de la surface requise est récupérée d'une salle électrique sous utilisée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 1170225001 -Résolution CA17 240166 du 11 avril 2017 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'unités sanitaires automatisées et autoriser une dépense maximale de 3 091 335.12$.
Dossier 1170225005 - Résolution CA17 240461 du 12 septembre 2017 - Accorder un contrat de 561 537.90 $ à Les Constructions H2D inc pour effectuer les travaux de préparation des 3 sites en prévision de l'installation des toilettes autonettoyantes et autoriser une dépense maximale de 573 035.40 $ (appel d'offres public VMP-17-037 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le projet consiste en des travaux de modification de l'intérieure de la pagode pour l'installation d'une unité encastrée autonettoyante. Ces préparations inclus aussi

l'excavation pour le branchement aux services d'aqueduc, égout, ainsi que des travaux électrique dans le bâtiment. De plus, une dalle de béton chauffante complétera fondation de l'unité. Suite à l'installation, en coordination entre le fournisseur et l'entrepreneur, quelques connexions doivent être faites à l'intérieur de l'unité. Un aménagement extérieur simple, incluant une petite rampe chauffante à l'entrée afin de faciliter l'accessibilité et le déneigement lors de la saison hivernale sera construit.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public *VMP-18-008* de la Direction des travaux publics, un total trois (3) représentants d'entreprise se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et deux (2) entreprises ont tous déposé une soumission conforme (voir tableau ci-dessous):

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total (TTC)
Les Constructions H2D inc	239 148,00 $	23 914,80 $	263 062,80 $
Aménagements côté jardin	338 684,44 $	33 868,44 $	372 552,88 $
Dernière estimation réalisée	285 482,93 $	28 548,29 $	314 031,22 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse)) x 100*			317 807,84 $ 20,81%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse)) x 100*			109 490,08 $ 41,62%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation)) x 100*			-50 968,42 $ -16,23%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse)) x 100*			109 490,08 $ 41,62%

Nous recommandons d'octroyer le présent contrat au plus bas soumissionnaire au prix de sa soumission soit 263 062,80 $. A cette somme il est demandé d'autoriser des crédits de 10 000 $ pour les frais incidents pour couvrir les frais de laboratoire ainsi que des crédits de 10 000 $ pour une provision pour la disposition des sols contaminés. La dépense totale à autoriser est de 286 057.80$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier. Un sommaire décisionnel suivra au prochain conseil pour ventiler le budget de fonctionnement de la Direction des travaux publics relié à l'entretien de ces actifs dans le cadre de l'octroi du contrat d'entretien suite à un appel d'offres public.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal vise à réaliser le présent projet en s'alignant sur le Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise. Les exigences concernant la gestion d'un chantier, des déchets de construction et de démolition à réaliser de façon durable, s'appliqueront au présent projet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet des toilettes autonettoyantes vise à réduire la pression sur les commerçants du quartier pour l'utilisation de leurs toilettes et offrir un service essentiel aux touristes, citadins et clientèles défavorisées. En offrant un service de haute qualité à une clientèle hétérogène, on améliore la propreté des parcs et artères publiques de l'arrondissement, élevant la qualité de vie des Montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: Conseil d'arrondissement d'avril 2018
Réalisation des travaux: Avril, mai et juin 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, incluant les clauses de prévention de la collusion et de la fraude, incluses au cahier des charges de l'appel d'offres.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Michelle GAGNÉ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Domenico ZAMBITO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BÉDARD
Ingénieur

Tél : 514 872-7484
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-22

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1185876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185876004-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle GAGNÉ
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-5882

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances , Div. de la mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185876004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Soumission VMP-18-008

Projet:

Contrat de travaux pour l'installation d'une toilette autonettoyante

Calcul du coût des travaux			**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat					
Montant travaux		208 000,00 $	10 400,00 $	20 748,00 $	$239 148,00
Montant contingences	10%	20 800,00 $	1 040,00 $	2 074,80 $	$23 914,80
Total - Contrat		**228 800,00 $**	**11 440,00 $**	**22 822,80 $**	**263 062,80 $**
Dépenses incidentes					
Générales		10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Spécifiques		10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Coût des travaux (montant brut à autoriser)		**248 800,00 $**	**12 440,00 $**	**24 817,80 $**	**286 057,80 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS 100% du 5%			12 440,00 $		12 440,00 $
Ristourne TVQ 50% du 9,975%				12 408,90 $	12 408,90 $
Coût net des travaux après ristourne					**261 208,90 $**

Analyse d’admissibilité et de conformité de soumission

DESCRIPTIONS DES SECTIONS DE L’ANALYSE DE CONFORMITÉ

RÉFÉRENCE	
Guide et IAS	Les numéros indiqués dans ces colonnes font référence aux articles du guide d’élaboration d’appels d’offres publics et de gestion contractuelle (le Guide), ainsi que des instructions aux soumissionnaires (IAS). Ils décrivent de façon détaillée l’exigence de l’élément en question.
ÉLÉMENT À VÉRIFIER	
Questions	Chaque élément doit être vérifié afin de déterminer si l’exigence est rencontrée. Pour ce faire, des questions spécifiques ont été rédigées afin de vous guider dans l’analyse. Pour plus d’information, veuillez consulter les documents de référence.
CONSTAT	
Oui, non, sans objet	Pour chaque question d’un élément, un constat est posé selon la réponse donnée : oui, non ou sans objet.
STATUT INTÉRIMAIRE	
Défaut mineur :	Lorsqu’une exigence n’est pas rencontrée, seulement dans certains cas précis et identifiées dans les IAS, l’élément peut être considéré en défaut mineur. Les éléments pour lesquels il n’est pas possible de cocher « défaut mineur » dans le formulaire, sont ceux qui prévoient un rejet automatique en cas de défaut.
Demande de remédier au défaut :	Lorsqu’un défaut mineur est identifié, la Ville peut demander au soumissionnaire de remédier à ce défaut. Dans certains cas d’exception, la Ville peut déclarer l’élément admissible/conforme sans demande de correction auprès du soumissionnaire.
Réponse avant : (date et heure)	Lorsqu’une demande de remédier à un défaut est transmise à un soumissionnaire, il est recommandé d’exiger un délai de réponse de 5 jours ouvrables. Un délai différent peut être exigé selon la situation. La lettre de la demande doit indiquer la date et l’heure de réponse et stipuler que tout manquement entrainera le rejet de sa soumission.
Réponse satisfaisante reçue :	Lorsqu’une demande de remédier à un défaut a été transmise à un soumissionnaire et que celui-ci donne une réponse jugée satisfaisante dans le délai imparti, l’élément est reconnu admissible/conforme.
Avis juridique :	Un avis juridique peut être demandé pour s’assurer de répondre de façon éclairée à une situation particulière qui se présente. Il faut préalablement avoir rapporté la situation à votre gestionnaire et avoir son consentement pour faire la demande au Service des affaires juridiques. La date de la demande doit être inscrite dans cette section.
REMARQUE	
Précisions	Lorsqu’un défaut mineur, une demande d’avis juridique, ou qu’une non admissibilité/non-conformité est identifiée, une remarque explicative est nécessaire.
DÉCISION FINALE	
Non admissible / non conforme :	Lorsqu’un élément ne répond pas à l’exigence, il est trouvé non admissible ou non conforme et la soumission est rejetée.
Admissible / conforme :	Lorsqu’un élément répond en tout point à l’exigence, il est trouvé admissible ou conforme.

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-18-008**
Titre d'AO :	**Travaux pour l'installation d'une toilette autonettoyante**
Date d'ouverture :	**19-mars-18**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	263 062,80 $
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	263 062,80 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	372 552,89 $
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	372 552,89 $
Dernière estimation :	314 031,22 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-16%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	42%
Nombre de soumissions déposées :	2

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les Constructions H2D inc.	263 062,80 $	Conforme	CONFORME	
2	Aménagement côté jardin inc.	372 552,89 $	Défaut mineur	CONFORME	
3			Conforme	À COMPLÉTER	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Catherine Grenier	Date : 19 mars 2018
Vérifiée par :		Date :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Travaux pour l'installation d'une toilette autonettoyante

No D'APPEL D'OFFRES : VMP-18-003

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 263 062,80 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Les Constructions H2D inc.

No SEAO : 1142657

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 1

Catherine Grenier
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2018-03-19
(Date signature)

No GDD D'OCTROI : 1185876004

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER QUESTIONS	CONSTAT OUI	NON	SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.3.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.2.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.2.2	2.11.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.2.3	2.11.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2.2.2.4	2.11.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.2.5	2.11.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.2.6	2.12	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.2.7	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.2.8	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.2.9	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.2.10	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.2.11	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.2.11	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.2.12	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.2.13	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier | Date | Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
Travaux pour l'installation d'une toilette autonettoyante

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-18-003

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
372 552,89 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
Aménagement côté jardin inc.

No SEAO :
1142657

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
2

Catherine Grenier
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2018-03-19
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :
1185876004

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.3.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☑	☐	☐	☑					Une erreur de calcul de la section Clauses administratives enlève 2000$ au montant du sous-total, ce qui reporte l'erreur dans toute les sections.	☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.2.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.2.2	2.11.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.2.3	2.11.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☑							☐	☑
5	2.2.2.4	2.11.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☑	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.2.5	2.11.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.2.6	2.12	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☑							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.2.7	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.2.8	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
10	2.2.2.9	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.2.10	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.2.11	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.2.11	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.2.12	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.2.13	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20														
				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier | Date | Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185876004

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	438582

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		261 208,90 $						**261 208,90 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	11	avril	2018		27	juin	2018

Formulaire complété par : Catherine Grenier

Prénom, nom

Date et heure système : 19 mars 2018 17:19:53

Ville-Marie
Montréal

Travaux pour l'installation d'une toilette autonettoyante

VMP-18-008

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 19 mars 2018, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 1er mars 2018 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Catherine Grenier, gestionnaire de projets, et de madame Sandy Pinna, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Aménagement Côté Jardin inc.	372 552,89 $
Les Constructions H2D inc.	263 062,80 $

Josée Kenny — 2018-03-20
Analyste de dossiers — date

Sandy Pinna — 2018-03-19
Analyste de dossiers — date

Catherine Grenier — 19 MARS 2018
Gestionnaire de projets — date

B.A.M.
VILLE-MARIE
2018 MAR 19 A 11:01

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-008

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
1er	mars	2018	19	mars	2018	

(ADDENDA 1) Toilette autonettoyante

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux pour installation d'une toilette autonettoyante	
Montant total avant taxes :	208 000.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	10 400.00 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	20 748.00 $
Sous total :	239 148.00 $
Contingences 10% du sous total :	23 914.80 $
Montant total :	263 062.80 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166533407 Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Constructions H2D inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1241, boulevard Dagenais Ouest, Laval, QC, H7L 0A5

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-963-9217		
JEAN DUBÉ, PRÉSIDENT	Télécopieur : 450-963-1960		
	Courriel : j.dube@h2d.ca		
Signature:	Jour	Mois	Année
	19	03	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VMP-18-008

Section B - Résumé du bordereau de soumission

(ADDENDA 1) Travaux pour installation d'une toilette autonettoyante

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
CCAS_Cahier des clauses adm. spéciales			23 500.00$	1 175.00$	2 344.13$	27 019.13$
Site Place Sun-Yat-Sen			184 500.00$	9 225.00$	18 403.87$	212 128.87$

N°. d'inscription de la TPS: 808850069RT0001

N°. d'inscription de la TVQ: 1216381498TQ0001

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
208 000.00$	10 400.00$	20 748.00$	239 748.00$

Identification du soumissionnaire:

JEAN DUBÉ
Nom en caractères d'imprimerie

PRÉSIDENT
Titre

450-963-9217
Téléphone

450-963-1960
Télécopieur

j.dube@h2d.ca
Adresse courriel

19-03-2018
Signature et date

Section C - Bordereau de soumission

Projet : **Travaux pour installation d'une toilette autonettoyante**
Soumissi **VMP-18-008**

ADM	Description	Quantité	Unité	x	Prix	.=	Montant
	Clauses administratives						
	Organisation de chantier	1	global	x	8 000,00 $	=	8 000,00 $
	Conditions générales	1	global	x	8 000,00 $	=	8 000,00 $
	Clôture de chantier temporaire	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Signalisation et entrave à la circulation	1	global	x	3 000,00 $	=	3 000,00 $
	Protection des éléments existants	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Assurances et cautionnement	1	global	x	2 700,00 $	=	2 700,00 $
	Total du ADM						23 500,00 $
	SITE PLACE SUN-YAT-SEN						
02-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Démolition et dispostion hors site de la bordure de rue en granit	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
(AD-01)	Démolition et dispostion hors site du dallage de béton du trottoir et de la Place Sun Yat Sen	1	global	x	450,00 $	=	450,00 $
	Sciage, démolition et dispostion hors site de la dalle de la Place Sun Yat Sen	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Démolition et dispostion hors site de la clôture, enlèvement de débris et nettoyage au nouvel accès de service	1	global	x	150,00 $	=	150,00 $
(AD-01)	Démolition et dispostion hors site de la rampe avec dallage de béton du pavillon	1	global	x	600,00 $	=	600,00 $
	Enlèvement du pavé de béton de la rue Clark et conserver pendant les travaux	1	global	x	350,00 $	=	350,00 $
	Enlèvement du dallage de pierre et conserver pendant les travaux	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Percement du mur de fondation	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
(AD-01)	Enlèvement et remise en place des corbeilles après les travaux. Ancrage selon spécifications du fournisseur.	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Total du 02-115						4 750,00 $
02-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Excavation et mise en forme pour l'unité autonettoyant T-Box	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Excavation et mise en forme de la rampe d'accès de granite	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Scarification du sol pour dallage à l'accès de service	1	global	x	150,00 $	=	150,00 $
	Total du 02-220						3 650,00 $
02-430	**Drainage**						
	Égout sanitaire C.P.V DR-28, 150mm de dia. Avec accesoires nécessaires au raccordement des deux tuyaux d'évacuation	1	global	x	33 000,00 $	=	33 000,00 $
	Caniveau, modèle 100 x 97 de type Filcoten robuste classe A ou équivalent approuvé avec accesoires nécessaires et béton d'enrobage	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Accouplement en fonte ductile, modèle Robar 1506 ou équivalent approuvé	1	global	x	340,00 $	=	340,00 $
	Coordination avec la Ville pour raccordement au réseau sanitaire	1	global	x	300,00 $	=	300,00 $
	Mesure de protection des conduites et massifs existants	1	global	x	1 600,00 $	=	1 600,00 $
	Total du 02-430						35 740,00 $

02-440	**Alimentation d'eau**						
	Conduite de type K-mou en cuivre, 25mm de dia. avec système U.I.P 50mm d'Urécon ou équivalent approuvé, avec caniveau intégré pour le thermocâble chauffant avec revêtement extérieur en polyéthylène noir de 1,27mm pour l'alimentation en eau	1	global	x	3 500,00 $	=	3 500,00 $
	Boite de service	1	global	x	60,00 $	=	60,00 $
	Vanne à bille	1	global	x	70,00 $	=	70,00 $
	Isolant rigide HI-60, épaisseur 50mm x 1200mm	1	global	x	700,00 $	=	700,00 $
	Coordination avec la Ville pour raccordement au réseau d'aqueduc	1	global	x	300,00 $	=	300,00 $
	Mesure de protection des conduites existantes et massifs existants	1	global	x	1 600,00 $	=	1 600,00 $
	Total du 02-440						6 230,00 $
02-511	**Surface en gravier et empierrement**						
	Fondation granulaire pour chaussée mixte, matériau granulaire 200mm ép. type VM-2 et 400mm ép. Type VM-3	1	global	x	1 300,00 $	=	1 300,00 $
	Fondation granulaire pour dallage de pierre, matériau granulaire 300mm ép. type VM-4	1	global	x	630,00 $	=	630,00 $
	Fondation granulaire pour dallage de béton, matériau granulaire 150mm ép. type VM-4	1	global	x	950,00 $	=	950,00 $
	Total du 02-511						2 880,00 $
02-514	**Pavés préfabriqués**						
	Bordure de rue en granite de 200mm ép. armature, et fondation granulaire	1	global	x	1 600,00 $	=	1 600,00 $
	Bordure 'chasse-roue' en granite de la nouvelle rampe	1	global	x	2 450,00 $	=	2 450,00 $
	Dallage de pierre récupéré de l'article 02-115 à réinstaller et prévoir remplacement si requis	1	global	x	7 000,00 $	=	7 000,00 $
	Pavés de béton récupérés de la rue Clark à l'article 02-115 à installer et prévoir remplacement si requis	1	global	x	2 200,00 $	=	2 200,00 $
	Dalles de granite (400x400x50mm) à l'accès de service	1	global	x	1 550,00 $	=	1 550,00 $
	Total du 02-514						14 800,00 $
03-310	**Bétonnage pour aménagements extérieurs**						
	Dalle de fondation pour l'unité autonettoyante T-Box avec fondation granulaire et armature ((4) plaques de fixations à couler fournies par fournisseur)	1	global	x	10 500,00 $	=	10 500,00 $
	Dalle de béton pour rampe, béton 32 Mpa variable ép. avec treillis 152 x 152 - MW18,7 / MW18,7 et armature	1	global	x	4 500,00 $	=	4 500,00 $
	Dalle de béton pour chaussée mixte, béton 32 Mpa 200mm ép. avec goujons	1	global	x	1 900,00 $	=	1 900,00 $
	Dalle de béton pour dallage de pierre, béton 32 Mpa 150mm ép. avec treillis 152 x 152 - MW47,6 / MW47,6	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
(AD-01)	Dalle de béton pour dallage de béton du trottoir de la rue Clark, de la Place Sun Yat Sen et du pavillon, béton 32 Mpa 200mm ép. avec armature 15M dans les deux sens	1	global	x	7 500,00 $	=	7 500,00 $
	Isolant rigide 50 mm C-200 d'Owens Coming ou équivalent approuvé	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Total du 03-310						27 200,00 $
16-XXX	**Éclairage et électrification d'extérieur**						
	Démantèlement d'éléments électriques dans la salle de contrôle	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Travaux électriques à l'intérieur des salles "électrique" et "contrôle"	1	global	x	14 000,00 $	=	14 000,00 $
	Système de chauffage pour dalles de béton intérieure et extérieure	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Système de chauffage pour alimentation en eau	1	global	x	6 500,00 $	=	6 500,00 $
	Éclairage extérieur pour la façade du bâtiment	1	global	x	21 000,00 $	=	21 000,00 $
	Total du 16-100						52 500,00 $

ARC	**Architecture**						
	Protection du pavillon chinois	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Démolition du mur intérieur	1	global	x	2 500,00 $	=	2 500,00 $
(AD-01)	Démantèlement des portes et cadres en bois et remise à la Ville	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
(AD-01)	Agrandissement d'une ouverture existante dans le mur de maçonnerie	1	global	x	4 500,00 $	=	4 500,00 $
	Fourniture et installation des éléments architecturaux suivants:						
	cloisons: colombages métalliques avec revêtement de plaques de plâtre et ciment hydrofuge 3/8"						
	plafond: Panneaux de gypse vissés à 300 mm, avec joints finis. Prévoir une trappe d'accès dans le plafond	1	global	x	11 700,00 $	=	11 700,00 $
	Isolant giclé en polyuréthane de soja AIRMETIC épaisseur de 100 mm (4") sur les murs	1	global	x	2 600,00 $	=	2 600,00 $
	Évent de plomberie raccordé à l'extérieur et grille de ventilation dans l'entre-toit	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Isolant en laine de roche épaisseur 150 mm (6") dans l'entretoit	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Une (1) porte et cadre à double battant en acier isolé pour accès à l'espace d'entretien avec quincaillerie	1	global	x	3 700,00 $	=	3 700,00 $
	Deux (2) coupe-froid sur porte coulissante de la toilette	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Montant et revêtement en bois massif peint devant la porte de la toilette	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	Pictogramme adhésif sur la porte de la toilette pleine grandeur (MOTIF A CONFIRMER)	1	global	x	350,00 $	=	350,00 $
	Total du 18-000						36 750,00 $
	COÛT TOTAL - TRAVAUX PLACE SUN-YAT-SEN						184 500,00 $

PRIX FORFAITAIRE TOTAL:	208 000,00 $
Contingences (10% du prix forfaitaire total)	20 800,00 $
SOUS-TOTAL	228 800,00 $
T.P.S. 5%	11 440,00 $
T.V.Q. 9,975%	22 822,80 $
TOTAL DU CONTRAT	263 062,80 $

(à rapporter à la page 1 du formulaire A)

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 février 2017

LES CONSTRUCTIONS H2D INC.
A/S MONSIEUR JEAN DUBÉ
1241, BOUL DAGENAIS O
LAVAL (QC) H7L 0A5

N° de décision : 2017-CPSM-1011271
N° de client : 3000338876

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES CONSTRUCTIONS H2D INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES CONSTRUCTIONS H2D INC.
1241, BOUL. DAGENAIS O
LAVAL (QUEBEC) H7L 0A5

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166533407

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 918142-MBWC-0449400
Date et heure de délivrance de l'attestation : 30 janvier 2018 à 9 h 8 min 13 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 avril 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Régie du bâtiment du Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5643-0747-01 **Numéro de validation : 1-653436641**

ÉMISE LE : 2012-05-08

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 8 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions H2D inc.
1241 boulevard Dagenais (Sainte-Rose) Ouest
Laval QC
Canada H7L 0A5

RÉPONDANTS

Jean Dubé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

——— 1 répondant(s) autorisé(s). ———

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.6 Ouvrages de génie civil immergés
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4 Systèmes d'assainissement autonome
2.6 Pieux et fondations spéciales
2.8 Sautage
5.1 Structures métalliques et éléments préfabriqués de béton
10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
11.1 Tuyauterie industrielle ou institutionnelle sous pression

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

26137

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5643-0747-01 **Numéro de validation : 1-653436641**

ÉMISE LE : 2012-05-08

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 8 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions H2D inc.
1241 boulevard Dagenais (Sainte-Rose) Ouest
Laval QC
Canada H7L 0A5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

15.7 Ventilation résidentielle
17.1 Instrumentation contrôle et régulation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
12 Armoires et comptoirs usinés
13.5 Installations spéciales ou préfabriquées

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

27137

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5643-0747-01 **Numéro de validation : 1-653436641**

ÉMISE LE : 2012-05-08

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 8 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions H2D inc.
1241 boulevard Dagenais (Sainte-Rose) Ouest
Laval QC
Canada H7L 0A5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

17.2 Intercommunication téléphonie et surveillance

------- 27 sous-catégorie(s) autorisée(s). ------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

28/37

Montréal

ANNEXE H

Date : Le 6 mars 2018

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER: Aon Parizeau Inc.	
Adresse postale : 700, de la Gauchetière Ouest, bureau 1800, Montréal (Québec) H3B 0A4	
Téléphone : 514-840-7852	Courriel : nathalie.desilets@aon.ca

ASSUREUR 1 : Royal & Sun Alliance du Canada, Société d'Assurance	
Adresse postale : 2000, McGill Collège, bureau 800, Montréal (Québec) H3A 3H3	
Téléphone : 514-375-2092	Courriel : luc.dufresne@rsagroup.ca

ASSUREUR 2 : (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ: Les Constructions H2D Inc.	
Adresse postale : 1241, boul. Dagenais Ouest, Laval (Québec) H7L 0A5	
Téléphone : 450-963-9217	Courriel : g.handfield@ha2.ca

Numéro d'appel d'offres : VMP-18-008
Titre de l'appel d'offres : Travaux pour installation d'une toilette autonettoyante

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous Aon Parizeau Inc. (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, Les Constructions H2D Inc. (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	1 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	1 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q N° 6)	1 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	5 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	9 M $ / sinistre 9 M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier tous risques

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier tous risques, formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe J, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Nathalie Désilets

(Nom du representant autorisé du courtier d'assurances)

AON PARIZEAU INC.

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

LES CONSTRUCTIONS H2D

RÉSOLUTION DE COMPAGNIE

Extrait du procès d'une assemblée du conseil d'administration de **LES CONTRUCTIONS H2D INC.**, tenue au bureau de la compagnie au 1241, boulevard Dagenais Ouest, Laval (Québec) H7L 0A5

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ QUE :

Monsieur Jean Dubé, président et secrétaire, résident en la ville de Lorraine, soit par la présente résolution, autorise Monsieur Jean Dubé faire et à signer séparément pour et au nom de la compagnie Les Constructions H2D Inc., toutes le soumissions, tous les contrats en conséquence et toutes modifications, extensions ainsi que toutes autres documents qui pourraient être nécessaires.

ADOPTION

Extrait véritable et certifié, ce 1ière jour de décembre 2016

Jean Dubé, président et secrétaire

1241, Boul. Dagenais Ouest, Laval (Québec) H7L 0A5
Tél. : 450-681-6788 Fax. : 450-963-1960

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

7610087-18-006	VMP-18-008
(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
6 MARS 2018	**1142657**
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

2020, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 2A5,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

MANON LEMAIRE, MANDATAIRE, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 19 mars 2018, par
(date)

LES CONSTRUCTIONS H2D INC.,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1166533407, ayant un établissement au
(# NEQ)

1241, BOULEVARD DAGENAIS OUEST, LAVAL (QUÉBEC) H7L 0A5,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Jean Dubé, président, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

TRAVAUX POUR INSTALLATION D'UNE TOILETTE AUTONETTOYANTE - ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la Ville, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

La **Caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les 90 jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences ; et
- Un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Le **Soumissionnaire** intervient au présent cautionnement pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **LAVAL**,
(ville)

le **6 MARS 2018**,
(date)

LES CONSTRUCTIONS H2D INC.

Jean Dubé , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

Georges Handfield , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

MANON LEMAIRE, MANDATAIRE , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

DAPHNÉ PAPINEAU , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

COMEAU
EXPERTS-CONSEILS

ADDENDA

N° **01**

N° projet :	2016-019	**Date :**	9 mars 2018
Envoyé par :	Marc Handfield, M.ing., ing.		

2.2 Modification au **Bordereau de soumission**

2.2.1 Voir pièce jointe de l'addenda no.01

2.3 Modification au **Devis**

2.3.1 N/A

3. Questions

3.1 N/A

Veuillez inscrire au formulaire de soumission le numéro et la date de cet addenda, à défaut de quoi votre soumission pourra être rejetée.

Cet addenda fait partie intégrante des documents d'appel d'offres.

Compagnie : LES CONSTRUCTIONS H2S INC **Signature :**

Date : 12-03-18

INTERVENTION FINANCIÈRE – PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1185876004

Taux 2018: 1,0951303727

No d'engagement 2018: CC85876004

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits au système SIMON comme suit :

Provenance

16-063 – Travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, construction d'immeubles, acquisition d'immeubles et achat d'équipements – CM16 1285

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 16-063	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	286 057,80 $	261 208,90 $	261 209 $

Imputation

Travaux de préparation d'un site pour l'installation d'une toilette autonettoyante à la place Sun Yat Sen

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.172800.000000.15010.00000	263 062,80 $	240 211,40 $	240 212 $
Incidences	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.172800.028058.15010.00000	22 995,00 $	20 997,50 $	20 998 $

Total :	286 057,80 $	261 208,90 $	261 210 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185876004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:
"D'autoriser une dépense maximale de 286 057,80$ pour effectuer les travaux de préparation d'un site pour l'installation d'une toilette autonettoyante (appel d'offres publique VMP-18-008 –2 soumissionnaires);

D'accorder à cette fin, le contrat à Les Constructions H2D inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 263 062,80 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges de l'appel d'offres VMP-18-008."
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 ***et nécessite une intervention du Service des finances*** .

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220150 - Corpo.

2018	2019	2020	Total
261,0			261,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220330 Trav de prép des sites pour installation de toillettes publiques1185876004 autonettoyante

2018	2019	2020	Total
261,0			261,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
286 057,80 $	261 208,90 $	263 062,80 $	240 211,40 $

Provenance Compétence Corpo. Crédits: 261 208,90 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	802601	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1834220330	263 062,80 $	240 211,40 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	172800	000000	15010	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1834220330	22 995,00 $	20 997,50 $	**Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	172800	028058	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué par le service des finances suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.20

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186673010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Alchimies, créations et cultures et Pépinière & Collaborateurs dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018), et accorder à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 45 000 $

D'approuver les conventions de deux organismes dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018), et accorder à même le budget de fonctionnement, les contributions totalisant 45 000 $

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:39

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Alchimies, créations et cultures et Pépinière & Collaborateurs dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018), et accorder à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 45 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2016, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé la création du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* dans le but de mieux encadrer les demandes de soutien financier déposées par divers organismes.
Les objectifs du programme visent à offrir :

- Une aide ponctuelle à un organisme pour consolider sa présence dans l'arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- Une aide pour développer un projet;
- Un soutien aux partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement;
- Une aide à des projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

La hauteur du soutien accordé est en fonction de la nature du projet tel que défini dans le Guide du programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1165937006/CA16 24062: Approuver la création du "Fonds de soutien aux organismes culturels" et affecter un montant total de 1 227 000$ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021.

DESCRIPTION

Alchimies, créations et cultures présente la 8e édition du Festival Orientalys du 2 au 5 août prochain au Quai de l'Horloge du Vieux-Port de Montréal. Trois scènes permettront la présentation des spectacles. Une Médina orientale propose des souks entourée d'ateliers

d'animation et de médiation ainsi que des "espaces-pays". Toute la programmation extérieure est offerte gratuitement.
La Pépinière - Espace collectifs présente le Village au Pied-du-Courant du 1er mai au 30 septembre 2018 (incluant les dates de montage et démontage). Le projet se décline en quatre grands axes à savoir: la communauté, le parc participatif, le laboratoire d'initiatives urbaines et la plate-forme de diffusion créative. Des spectacles et des soirées cinéma sont offerts gratuitement.

JUSTIFICATION

La contribution financière s'inscrit dans l'objectif de soutenir ces projets d'envergure métropolitaine pour consolider leur présence dans l'arrondissement de Ville-Marie et participer à la réalisation de leur programmation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions devront être versées conformément aux dispositions des conventions signées entre les parties.

Nom de l'organisme	Titre du projet	Aide accordée	Valeur du soutien technique accordé
La Pépinière - Espaces collectifs	Village au Pied-du-Courant	35 000 $	45 000 $
Alchimie, Créations et Cultures	8e édition du festival Orientalys	10 000 $	s.o.
TOTAL		**45 000$**	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes s'engagent à accorder une visibilité à l'arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ces dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle ROUGIER, Ville-Marie
Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie

Lecture :

Isabelle ROUGIER, 28 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine M GIRARD
Agente culturelle

Tél : 514 872-8844
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice culture, sports, loisirs et développement social
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec Alchimies, créations et cultures et Pépinière & Collaborateurs dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018), et accorder à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 45 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186673010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

Section réservée à l'administration

Date de réception de la demande: _____ Numéro de dossier: _____

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : La Pépinière - Espaces collectifs

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 10 février 2014

Adresse du siège social 2097 Viau - suite 218 Code postal : H1V 0A7

Téléphone : 514-422-3022 Télécopieur : _____

Site Internet : pepiniere.co | aupiedducourant.ca

Nom du mandataire désigné : Violaine Saint-Cyr Titre : Directrice de projet

Téléphone (bureau) : 514-836-5160 Cellulaire : _____

Adresse courriel : violaine@pepiniere.ca ~~aupiedducourant.ca~~

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Mission: La Pépinière est un incubateur d'espaces de vie en communauté, favorisant l'implication collective. Par la création et la gestion d'espaces de rencontre, de partage et d'opportunités, sa mission vise à rendre les villes plus humaines, vertes et participatives et d'améliorer nos milieux de vie. Comptant sur l'expérience de 20 projets réalisés sur l'ensemble de l'île de Montréal, l'organisme développe désormais des programmes qui visent à soutenir les acteurs locaux dans la création de leurs propres espaces.

Vision: La Pépinière croit au pouvoir de l'implication collective pour renforcer la capacité des communautés locales à prendre leur avenir en main. Nous sommes convaincus que la participation citoyenne permet de développer un fort sentiment d'appartenance chez chacun, et aide à briser l'isolement social pour bâtir une société plus inclusive, équitable et plus résiliente.

Clientèle visée: public, citoyens, communauté locale.

Structure organisationnelle: voir schéma en annexe

Principales réalisations de La Pépinière: voir CV de l'organisme en annexe

Information sur le projet

Titre du projet : Village au Pied-du-Courant

Date(s) de réalisation : 1er mai - 30 septembre 2018

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage: 1 - 31 mai 2018 | Démontage: 17-30 septembre 2018

Lieu(x) de réalisation : Chute à neige Fullum, rue Notre-Dame est (à l'angle de Fullum)

Discipline :

exposition extérieure	arts médiatiques	✓ arts visuels	✓ cinéma et vidéo
théâtre	✓ arts multidisciplinaires	✓ musique	✓ danse
arts du cirque	✓ autre (spécifiez): design urbain		

Budget global du projet : 614 700$ $

Montant du soutien financier demandé : 97 500$ $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le Village au Pied-du-Courant est un parc réinventé. Bâti chaque année par un élan collectif, le projet bénéficie de la participation d'une cinquantaine de designers et du support de nombreux collaborateurs. La nature flexible et évolutive du Village en fait un laboratoire d'initiatives urbaines qui favorise le développement de nouvelles pratiques en design, entrepreneuriat et arts.

Le Village a plusieurs vocations : culturelle, sociale, participative, éducative et festive. Son rayonnement dépasse aujourd'hui les limites de son quartier et les visiteurs de partout y affluent en grand nombre. On comptait plus de 120 000 visiteurs en 2017. Ce projet citoyen se positionne maintenant en chef de file des nouvelles pratiques urbaines d'appropriation des lieux publics par la communauté, également reconnu à l'international. Les retombées positives du projet sont culturelles, économiques et sociales.

Le projet se décline à travers quatre grands axes complémentaires:

1 - Communauté: La communauté est à la source du projet. Citoyen.nes, bâtisseurs.euses, organismes, collaborateurs.trices, participant.es aux tables de concertation, bénévoles, communauté en ligne: ce sont eux qui réfléchissent en amont et posent les bases d'un espace à leur image.

2 - Parc participatif: C'est dans le parc réinventé que la communauté peut s'affirmer. Le Village au Pied-du-Courant se positionne ainsi comme un espace de vie dynamique et participatif en constante évolution.

3 - Laboratoire d'initiatives urbaines: La structure de cet espace en fait un laboratoire d'initiatives («living lab») où des entreprises en démarrage, des initiatives sociales et des organismes peuvent expérimenter de nouvelles pratiques et lancer des projets en arts, design, co-création, éducation, alimentation, agriculture urbaine et en développement durable.

4 - Plateforme de diffusion créative: Ce laboratoire devient une plateforme de diffusion pour la relève locale en arts et culture - qu'elle soit du design, des arts visuels et de la scène - partageant ainsi la diversité et la richesse culturelle de la métropole avec les visiteurs.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ✓

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ✓

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

L'essentiel de la promotion de l'édition 2018 du Village au Pied-du-Courant se fera par le biais des réseaux sociaux (Facebook, Instagram) ainsi que sur le site web du projet (aupiedducourant.ca). De plus, durant la période de développement du projet (janvier-avril), un réseau de diffusion communautaire (Centre-Sud) sera développé afin d'assurer une communication plus ciblée avec les citoyens du quartier. Ce réseau sera composé d'organismes communautaires, tables de quartier et citoyens, et sera déployé à la fois avec des envois électroniques (infolettres mensuelles, courriels, réseaux sociaux) et par le biais d'affichage. Le responsable des communications du projet sera aussi mandaté de traduire d'avantage le contenu promotionnel afin d'améliorer l'accessibilité de l'information sur le projet et ses événements auprès des anglophones.

En 2018, la signalétique sur le site du Village sera amplifié afin d'ouvrir le projet à un plus grand nombre (tout en améliorant l'accessibilité). Cette signalétique aura comme objectif d'améliorer la visibilité du site (de l'extérieur, pour les gens de passage sur Notre-Dame Est) ainsi que d'améliorer la compréhension du projet et les possibilités d'implication auprès des citoyens qui visitent le site.

Un projet de vidéo sera aussi développé afin de donner une vitrine aux multiples communautés qui participent au projet (bâtisseurs, initiatives, artistes, citoyens, employés) et contribuent à son succès à chaque édition. La vidéo mettra en valeur la démarche participative de la cinquième édition du projet (détaillé dans "Vision 2018" - voir document ci-joint).

Clientèles visées: communauté locale (affichage de quartier et réseau de partenaires de diffusion locaux), région métropolitaine (réseaux sociaux), vidéo (portée métropolitaine et internationale - réseau de «placemaking»).

Rayonnement prévu: Bien que le Village rayonne déjà à l'international (avec des publications dans National Geographic, The Architect Newspaper, Mark magazine, VICE) ainsi que à l'échelle métropolitaine (La Presse, Le Devoir, Huffington Post Québec, 24 Heures, Radio Canada et CBC), l'objectif en 2018 est de fortifier l'ancrage local du projet tout en développant une forte communication sur sa mission sociale et culturelle. C'est à travers une meilleure communication de la pratique de La Pépinière et la démarche unique du projet que le Village continuera à faire rayonner la collectivité locale.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ✓ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ✓ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ✓ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ✓ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ✓ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ✓ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ✓ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ✓ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ✓ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;

  Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;

  Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ✓ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ✓ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés La Pépinière - Espaces collectifs (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Violaine Saint-Cyr

Nom et fonction du représentant autorisé : Violaine Saint-Cyr Directrice de projet

Date : 30 janvier 2018

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : La Pépinière - Espaces collectifs

Nom du projet : Village au Pied-du-Courant

Date de réalisation : 1er mai 2018

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Port de Montréal	10 000$		
Inter-Action: Événements	2 000$		
Société des Ponts Jacques Cartier et C	1 500$		
Provincial (précisez les programmes)			
FIRM	60 000$		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Fonds de soutien aux organismes culturels	97 500$		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	171 000$		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	5 000$		
Commandites en biens et services	15 000$		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	50 700$		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	2 000$		
Vente de boisson	327 000$		
Vente de nourriture	26 000$		
Autre (précisez) Loyers "food trucks"	18 000$		
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS	443 700$		

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	223 000$	32 000$	
Honoraires professionnels	6 000$	2 000$	
Main-d'œuvre technique	20 000$	5 000$	
Cachets	35 000$	10 000$	
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	1 500$		
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	5 000$		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	50 000$	18 000$	
Matériel	17 000$	2 240$	
Location d'un système de communication	4 000$		
Location d'installations sanitaires	11 000$		
Location de véhicules	4 000$		
Assurances	10 000$	3 000$	
Agence de sécurité	~~27 000$~~ 27 000$		
Service ambulancier (premiers soins)	Inclut : sécurité		
Achat de boisson	96 000$	N/A	
Achat de nourriture	10 000$	N/A	
Achat de produits dérivés	1 200$	N/A	
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	6 000$		
Autre (précisez) CO-DESIGN (APPEL À PARTICIPATION)	30 000$	18 000$	
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	556 700$	90 240$	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	3 000$	1 500$	
Frais de représentation	1 000$		
Dossiers de presse	1 500$	1 500$	
Cartons d'invitation, frais de vernissage	600$		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	800$		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction	2 000$		
Frais d'affichage	500$		
Photographie	4 000$	2 260$	
Production vidéo	3 000$		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez) GRAPHISME	8 000$	2 000$	
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	24 400$	7 260$	
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux	16 000$		
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi	2 000$		
Frais de déplacement et de représentation	4 000$		
Locations de bureaux	7 600$		
Autre (précisez) MISSION D'EXAMEN	4 000$		
TOTAL ADMINISTRATION	33 600$		
TOTAL DES DÉPENSES	$614 700	Admiss.= 487 500$	20% = 97 500$
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0$		

Village au Pied du Courant

Édition 2018

Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

LA PÉPINIÈRE
ESPACES COLLECTIFS



LA PEPINIÈRE I ESPACES COLLECTIFS

Mission

La Pépinière est un incubateur d'espaces de vie en communauté, favorisant l'implication collective. Par la création et la gestion d'espaces de rencontre, de partage et d'opportunités, sa mission vise à rendre les villes plus humaines, vertes et participatives et d'améliorer nos milieux de vie. Comptant sur l'expérience de 20 projets réalisés, l'organisme développe désormais des programmes qui visent à soutenir les acteurs locaux dans la création de leurs propres espaces.

Vision

La Pépinière croit au pouvoir de l'implication collective pour renforcer la capacité des communautés locales à prendre leur avenir en main. L'organisme croit que la participation citoyenne permet de développer un fort sentiment d'appartenance chez chacun et aide à briser l'isolement social pour bâtir une société plus inclusive, équitable et plus résiliente.

TABLE DES MATIÈRES

1- Le projet

1.1 Contexte 2
1.2 Concept 3
1.3 Piliers du projet 4
1.4 Pertinence du recours au financement 6

2. Vision 2018

2.1 La grande participation 7
2.2 Objectifs 2018 13

3. Planification 2018

3.1 Aménagement 14
3.2 Programmation 14
3.3 Plan de communication et de promotion 16
3.4 Échéancier 18
3.5 Occupation du domaine public et soutien technique demandé 20

5. Annexe

CV de La Pépinière
États financiers
Résolution du conseil d'administration
Lettres patentes
Structure organisationelle
Membres du CA

1. LE PROJET

1.1 Contexte

Le projet du Village au Pied du Courant s'établit sur un site privé propriété du Ministère des Transports du Québec et opéré l'hiver par l'arrondissement Ville-Marie comme chute à neige. Cet espace est un lieu clôturé, enclavé, et non-accessible au public. Le Village au Pied-du-Courant est un projet collaboratif né du désir citoyen de s'approprier ce site sous-utilisé l'été. Ainsi, depuis quatre ans, le lieu est co-construit avec de nombreux collaborateurs, notamment des designers urbains de la relève, des bénévoles et des organismes du quartier, devenant un lieu rassembleur et inclusif.

Pour sa cinquième édition, le Village au Pied-du-Courant s'inscrira dans un contexte de projet plus large : la Promenade au Pied-du-Courant. Complémentaire à la vision de la Ville de Montréal, La Promenade au Pied-du-Courant est un projet émanant du désir de la Pépinière et des organismes occupant la friche à l'Est du Parc Bellerive de se fédérer pour faire ressortir le plein potentiel du territoire sous-exploité à l'Est du pont. Cet espace transitoire agira comme tremplin : à terme, le parc sera un espace pérenne bonifié d'année en année, un véritable legs pour le Centre-Sud. Le prolongement du Village avec le parc Bellerive le rendra plus accessible en devenant un lieu de rassemblement autogéré par les citoyens de Centre-Sud, intégré à la vie de communauté et pris en charge par une multitude d'organismes locaux.

Cela étant dit, le présent document se concentrera à présenter et décrire l'espace du Village au Pied-du-Courant





1.2 Concept

Le Village au Pied du Courant est un espace unique d'événements et de festivités fédérateurs, à l'image de la diversité montréalaise. C'est une plage urbaine et un espace participatif qui agit comme laboratoire d'initiatives de la communauté du design et de l'innovation urbaine. Bâti chaque année par un élan collectif, le projet bénéficie de la participation de plus de cinquante bâtisseurs de la relève locale (architectes, designers, et artistes visuels).

Le Village a plusieurs vocations : culturelle, sociale, participative, éducative et festive. Son rayonnement dépasse aujourd'hui les limites de son quartier et les visiteurs de partout y affluent en grand nombre (on compte plus de 120 000 visiteurs en 2017). Ce projet citoyen se positionne maintenant en chef de file des nouvelles pratiques urbaines d'appropriation des lieux publics par la communauté, également reconnu à l'international. Les retombées positives du projet sont culturelles, économiques et sociales.

Arrivé à maturité, le Village se veut multiple: espace d'expression singulier, libre et autonome, il promeut la culture et les initiatives locales. Parfois festif, artistique ou gastronome, il est toujours rassembleur autant par la musique, la danse ou les débats de tables rondes.

1.3 Les 4 piliers du projet

1. Parc participatif:

C'est dans le parc réinventé que la communauté peut s'affirmer. Le Village au Pied-du-Courant se positionne ainsi comme un espace de vie dynamique et participatif en constante évolution.



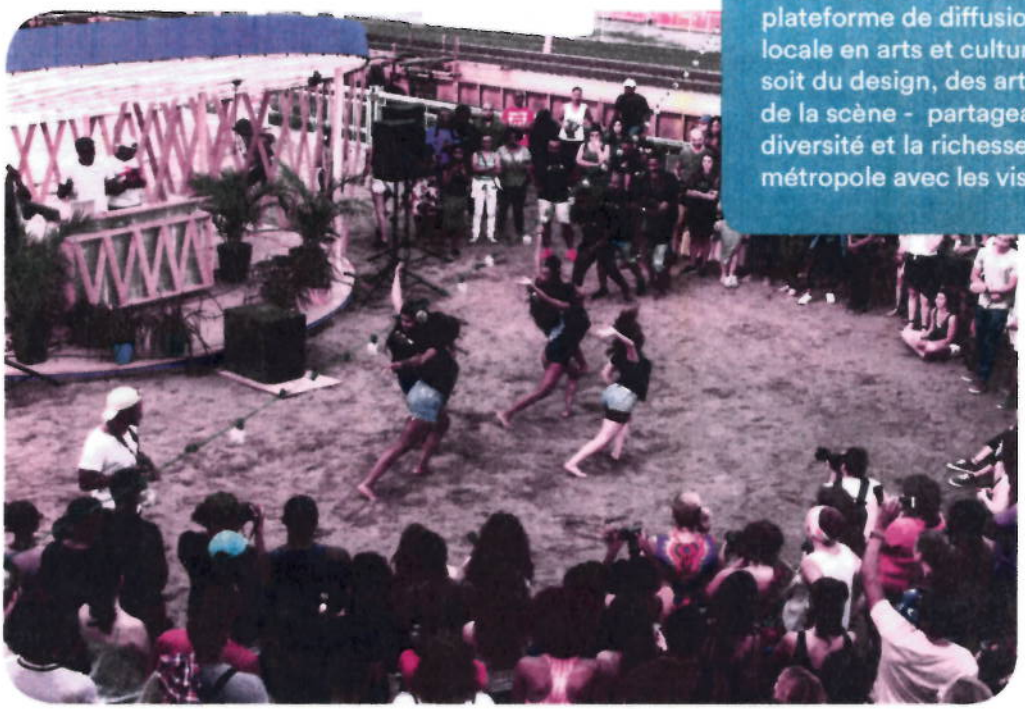


2. Communauté:

La communauté est à la source du projet. Citoyen.nes, bâtisseurs. euses, organismes, collaborateurs. trices, participant.es aux tables de concertation, bénévoles, communauté en ligne: ce sont eux qui réfléchissent en amont et posent les bases d'un espace à leur image.

3. Plateforme de diffusion créative:

Ce laboratoire devient une plateforme de diffusion pour la relève locale en arts et culture - qu'elle soit du design, des arts visuels et de la scène - partageant ainsi la diversité et la richesse culturelle de la métropole avec les visiteurs.





4. Laboratoire d'initiatives urbaines:

La structure de cet espace en fait un laboratoire d'initiatives («living lab») où des entreprises en démarrage, des initiatives sociales et des organismes peuvent expérimenter de nouvelles pratiques et lancer des projets en arts, design, co-création, éducation, alimentation, agriculture urbaine et en développement durable.



1.4 Pertinence du recours au financement

Le Village au Pied-du-Courant est un projet d'envergure métropolitaine enraciné dans une échelle locale dans le quartier Centre-Sud. En mobilisant citoyens et organismes, le projet fait rayonner un site sous-exploité, mettant en valeur le territoire autour de la chute à neige et offrant une vitrine spectaculaire sur le fleuve Saint-Laurent ainsi que le Pont Jacques-Cartier, éléments emblématiques de l'arrondissement Ville Marie. À travers la co-conception, la médiation culturelle et la participation à grande échelle, ce projet humain stimule le vivre-ensemble tout en agissant comme pôle d'emploi saisonnier important dans le secteur. Cependant, ce projet bien aimé des montréalais demeure fragile dans sa structure en raison de la difficulté d'obtenir du financement récurrent et à l'échelle des coûts du projet (en 2017, le projet était financé à 10% de sa structure financière, le gardant dans un état d'instabilité). Le recours au financement de l'arrondissement Ville-Marie fût des plus bénéfiques dans les éditions précédentes et la poursuite de cette fructueuse collaboration nous tient grandement à cœur. Le recours au fonds supporterait, en ce sens, la mission consistant à favoriser l'accessibilité de tous les Montréalais à ce milieu de vie culturel en pleine effervescence.

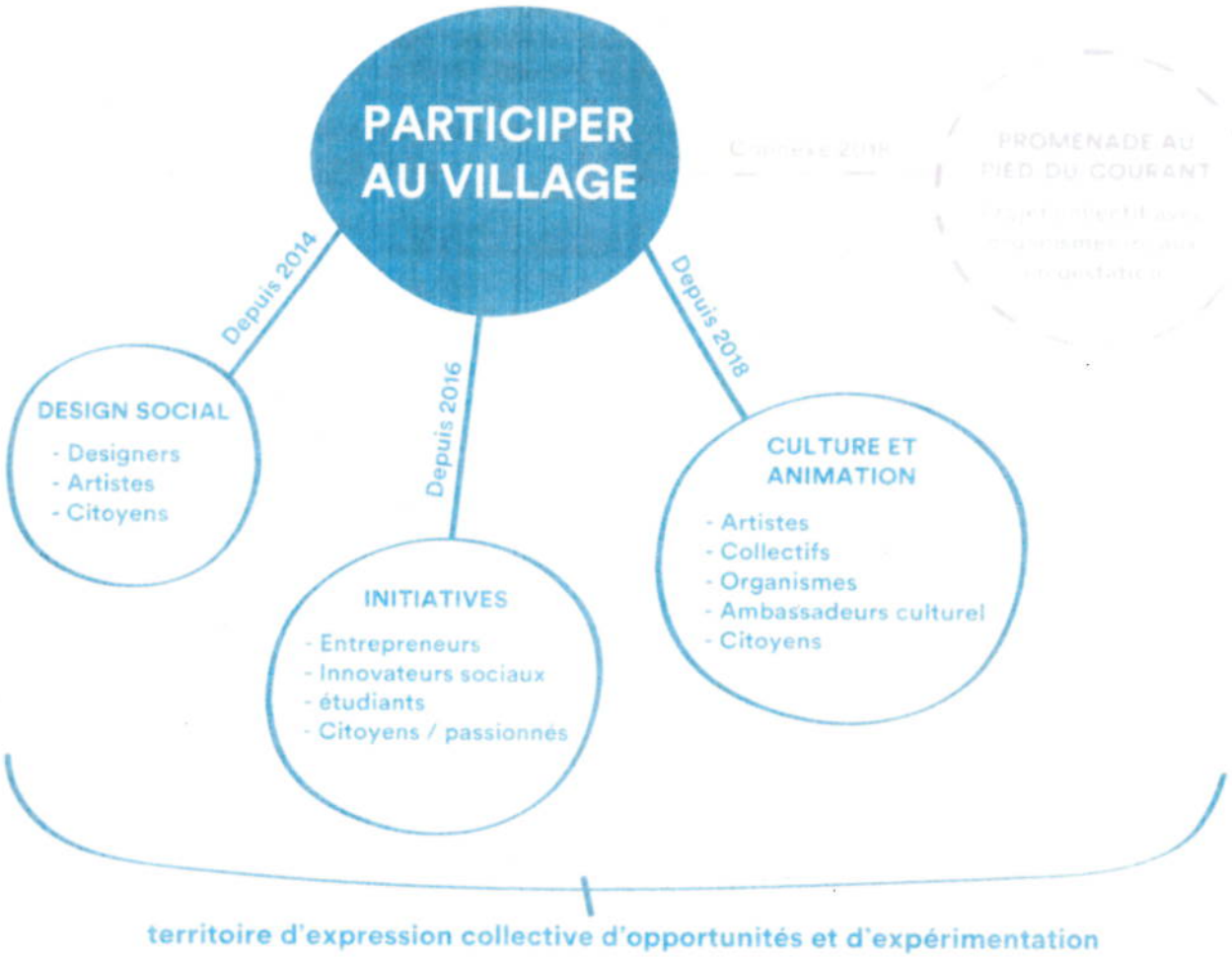
2.1 La grande participation : 5e édition

La cinquième édition du Village au Pied-du-Courant se caractérisera par son approche participative, déclinée en trois appels à participation. Cette démarche vise à créer un projet à l'image des montréalais.aises, répondant aux besoins et désirs de la population, autant au niveau de l'aménagement, des services offerts et de la programmation culturelle.

La communauté montréalaise sera invitée à co-concevoir le projet dans le cadre d'un appel à participation, divisé en trois volets :

- A Catégorie «Co-design social» : aménagement, concertation, co-design - espace de création et de diffusion.
- B Catégorie «Initiatives en incubation» : micro-entrepreneuriat et résidence d'artiste.
- C Catégorie «Programmation culturelle et animations citoyennes» : lieu d'expression pour projets artistiques citoyens.

En 2018, la Pépinière mettra l'accent sur la mise en place d'un processus d'implication collective afin de créer une structure de projet ayant la capacité d'accueillir un plus grand nombre de projets et initiatives citoyennes. Le Village au Pied-du-Courant ouvre les valves à la participation à travers les processus suivants:



A - CO-DESIGN SOCIAL

Depuis ses premières éditions, le succès du Village est le fruit d'une conception collective. L'implication et le talent des bâtisseur.euses ont garanti en grande partie le succès de l'aménagement en plus de de bonifier l'expérience du site à chaque édition. Au fil des années, le Village a ainsi accueilli plus d'une centaine d'oeuvres de designers d'ici, reflet de l'évolution du projet et de l'émergence de nouveaux talents créatifs dans la métropole. Par le biais d'un appel à participation, La Pépinière invite la relève du milieu de l'aménagement, du design et des arts visuels à collaborer à la conception d'un projet créatif, à l'image de la collectivité montréalaise. À travers cette co-conception, le Village vise à valoriser le talent des créateurs.trices, à encourager le partage d'idées et ainsi de créer un véritable terrain d'expérimentation créatif.



Le «design social»

Le design social se veut une stratégie de conception permettant de créer des conditions favorables à l'émergence d'une nouvelle dynamique collective par l'entremise d'outils de création participatifs. Pour la cinquième édition du Village au Pied-du-Courant, La Pépinière souhaite s'appuyer sur cette approche inclusive et démocratique qui répond aux besoin des citoyens.ennes en leur permettant de prendre part activement à la transformation de leur milieux de vie. Ils.elles pourront s'impliquer concrètement tout au long du projet, notamment en conception, en construction et en animation.

Pour l'édition 2018, le rôle des bâtisseur.euses s'étendra au-delà de la construction des installations ludiques. En effet, dans le cadre de l'approche du design social, les bâtisseur.euses seront invités à mettre sur pied des activités pour animer le site et partager leur connaissances au public. Le but étant de renforcer le lien social entre les utilisateurs.trices et les bâtisseur.euses. Dans le même ordre d'idées, ils.elles devront être à l'écoute des différentes volontés et initiatives proposées par les citoyen.ennes lors de l'appel à participation afin que l'aménagement répondent à ces demandes. Plusieurs types d'espaces pourront offrir différentes expériences, par exemple:

- **Le centre des sciences observées:** un lieu d'apprentissage sur l'environnement du site, proposant des outils d'observation météorologique, un parcours ludique pour sensibiliser les utilisateurs à leur environnement, une oiselière,une station d' entomophagie, un horloge solaire, un atelier sur les énergie en circuit, etc. ;
- **L'inventerie:** un lieu d'échange valorisant les connaissances de chacun.e, muni d'un micro co-working et table de quartier encourageant les initiatives citoyennes et associatives ;
- **L'atelier des savoir-faire:** un lieu de sensibilisation aux métiers manuels par la fabrication d'objets à usage collectif ;
- **Les manèges:** un lieu servant à faire bouger et activer les plus petits grâce à un parcours de jeux et d'amusement.



L'édition 2018 du Village au Pied-du-Courant vise à unir acteur.trices de la société civile, designers, architectes, mais aussi les responsables culturels, les groupes citoyens et toutes autre forme d'association en un seul réseau transdisciplinaire visant à concentrer l'ensemble des expertises et les mettre à profit pour édifier le projet. L'objectif d'entreprendre des démarches est de promouvoir le décloisonnement des pratiques afin d'ancrer l'aménagement à une conception plus solidaire.

Voici quelques actions prévues pour mettre de l'avant le processus de design social dans l'édification du Village :

- Des représentants de groupes locaux invités comme membres de jury de l'appel à participation
- Une journée du chantier ouverte au public afin de créer un maillage entre constructeur.trices, bâtisseur.euses et citoyen.ennes
- Atelier de co-construction et de démocratisation des méthodes constructives pour des projets d'aménagements.

B - INITIATIVES

En plus de mobiliser la communauté de l'aménagement urbain, l'appel à participation du Village sollicite également les initiatives d'innovation sociale en développement à se greffer au programme du site. Le Village souhaite être un incubateur stimulant pour les entrepreneur.es et un lieu de rencontre entre les différentes pratiques émergentes et les citoyen.ennes. Fort d'un site estival animé et d'offre diversifiée, les entrepreneur.es sociaux ont à leur disposition un site d'expérimentation et d'activités favorisant les maillages entre les membres de la communauté du projet. En incubation durant quatre mois, les initiatives profitent d'un ensemble d'avantages pour se développer :

- Mise en place d'infrastructures qui servent à appuyer les activités et stimuler le développement des initiateurs.trices.
- Mise en relation avec d'autres acteurs de l'innovation sociale afin de créer une communauté consolidée.
- Un espace de bureau offert sur le site comprenant un équipement de travail de base.
- Une plateforme de visibilité (promotion des initiatives dans les réseaux sociaux du Village et visibilité sur le site du Village profitant d'un grand achalandage) servant ainsi de rampe de lancement.
- Un terrain pour tester le marché sans coûts supplémentaires.

Ainsi, le Village souhaite accueillir des initiatives se déployant dans les trois axes suivants :
1. La transmission et/ou la recherche scientifique sous forme de laboratoire de réflexion.
2. L'éducation à un mode de vie plus sain et plus responsable.
3. Le développement de points de vue critiques servant au meilleur vivre-ensemble.

À titre d'exemple, voici quatre initiatives accueillies sur le site du Village lors de l'édition 2017, mêlant esprit visionnaire et créativité dans la proposition de nouveaux services et connaissances :



1. L'initiative Umiko

Ferme urbaine éco-responsable produisant de la farine d'insectes, du poisson et des fruits et légumes frais à partir des déchets organiques de la ville. L'installation est animée autour de deux technologies : un système aquaponique et un système de « Upcycling » des déchets organiques par les insectes.



2. L'initiative Insecto

Centre urbain de production de grillons expérimental et éducatif. L'installation permet de découvrir l'élevage des grillons et les bienfaits de l'entomophagie (consommation d'insectes), en participant à des séances de dégustation, des discussions et des ateliers de formation.

3. L'initiative LAAT

Bibliothèque d'ouvrages spécialisés diffusant, en libre consultation, de la documentation sur les arts, l'architecture et les territoires. Par le biais d'une collection d'environ soixante-dix d'ouvrages pour tous les âges, l'installation promeut la lecture et engage un dialogue sur le futur de l'architecture.





4. L'initiative « Le petit délire »

Projet de rénovation navale artisanale et d'atelier de transfert de connaissances mené par une citoyenne engagée, supervisée par l'organisme Jeunes Marins Urbain et supporté par un groupe de 60 bénévoles. Les activités ont eu pour objectif de mettre en valeur la culture et le patrimoine maritime. Pour la prochaine saison, le but est de réitérer la collaboration avec ces initiatives, mais aussi d'inviter de nouveaux entrepreneur.es à prendre part à l'aventure.

C - PROGRAMMATION CULTURELLE ET ANIMATIONS

Au cours des années, le Village s'est positionné comme un acteur culturel majeur dans la métropole. Le Village au Pied-du-Courant est le plus grand espace de diffusion culturelle indépendant de Montréal. Il offre une programmation dynamique, éclectique et diversifiée avec une capacité de 3000 visiteurs et fait rayonner les artistes émergents locaux depuis ses débuts. Nous réalisons la valeur de cette position et souhaitons rendre accessible l'endroit à un plus grand nombre de citoyens.ennes et artistes désirant s'impliquer dans la programmation afin de représenter la richesse et la diversité culturelle de la métropole. Avec un achalandage majeur (120 000 personnes en 2017) et une présence en ligne offrant une grande visibilité (presque 30 000 abonnés sur Facebook), le Village offre une plateforme de visibilité sans pareil pour les artistes faisant partie de la programmation culturelle du projet. La Pépinière souhaite offrir un espace d'expression culturelle et artistique ouvert, dynamique, flexible et spontané qui reflète une diversité d'expressions aux montréalais.aises.

Dans le cadre de sa cinquième édition, l'organisme souhaite ouvrir davantage sa programmation aux propositions spontanées de citoyens.ennes et acteurs culturels locaux. Lors des dernières éditions du projet, l'équipe du Village recevait de nombreuses propositions de programmation de la part de citoyens, artistes, collectifs créatifs, et animateurs, mais la structure de la programmation ne permettait pas toujours l'intégration de ces propositions spontanées. Évoluant de manière organique, le Village se tourne maintenant vers la communauté qui la soutient et y contribue depuis ses débuts en offrant une plateforme de diffusion et un lieu de rassemblement, de discussions, d'apprentissages et de célébration aux citoyens. En stimulant la participation citoyenne au sein de la programmation du projet, la Pépinière assure l'authenticité et la diversité du contenu de la programmation culturelle tout en adoptant une approche de programmation unique en son genre dans la métropole.

Dans l'esprit participatif de la cinquième édition du projet, le Village lancera en mars son tout premier appel à participation pour sa programmation culturelle afin d'inviter citoyens.ennes, collectifs artistiques, organismes culturels, restaurateurs. trices émergeants, artistes visuels ou de la scène et animateurs.trices à proposer des concepts et éléments de programmation. La Pépinière mettra en place une structure permettant d'accueillir ces propositions tandis que l'équipe de programmation sera responsable de sélectionner un contenu diversifié et coordonner son implantation,

Conférences, ateliers créatifs et éducatifs pour grands et petits, cours de danse et de yoga, spectacles musicaux, chefs invités, ateliers de cuisine, événements célébrant une variété de groupes culturels à Montréal ... une programmation véritablement à l'image des montréalais.aises !



2.2 Objectifs du projet : 2018

De par son approche participative et collective, le Village au Pied-du-Courant vise à valoriser le talent de créateurs.trices, à encourager le partage d'idées et de créer un véritable terrain d'expérimentation, de création et d'échanges afin de concevoir un milieu de vie participatif à l'image de la collectivité montréalaise. L'objectif global de l'édition 2018 est la création d'un cadre de participation pour la conception de tous les niveaux du projet: aménagement, initiatives et programmation culturelle et animation.

Dans la conception du Village, une attention particulière sera portée au respect continu des valeurs de l'organisme afin d'assurer que le site demeure un espace authentique et à vocation non-commerciale permettant aux citoyens.ennes de s'exprimer, de se reposer et de se rencontrer. Dans cette optique, le schéma suivant servira d'outil afin de guider les prises de décisions dans l'aménagement, les collaborations, partenariats, fournisseurs et programmation/services offerts.

Créer des expériences «cool»	Créer un tissu social plus fort
Le branding de quartier	La vie de quartier
Les grandes marques	L'économie locale
La consommation	La participation

Afin de mesurer la participation et l'adhésion collective au projet, les métriques de performances suivantes seront adoptées:

- Nombre de consultations citoyennes (et nombre de personnes impliquées par consultation): 3 consultations avec un minimum de 12 personnes
- Nombre de bénévoles récurrents: 15
- Nombre de collaborations (organismes): 10
- Nombre d'activités/d'animation/jours de programmation conçus par les citoyens.ennes: 15
- Présence aux conférences/ateliers (nombre minimum de personnes): 8
- Nombre de bâtisseurs.euses faisant partie de la co-conception du site: 100
- Nombre d'initiatives/projets de micro-entrepreneuriat en "incubation" sur le site: 6
- Nombre d'installations conçues par les bâtisseurs.euses sur le site: 20
- Nombre visiteurs: 100 000

3. PLANIFICATION 2018

3.1 Aménagement

L'aménagement du Village évolue chaque année, créant un attrait et permettant de renouveler l'expérience tout en améliorant les installations et les services offerts. En 2018, le site sera conçu autour des fonctions principales de la dernière édition ; le site sera organisé longitudinalement le long d'une promenade en bois et jouxtant la plage, avec les cabanes de plage qui se greffent au boardwalk. Les structures et les potentielles nouveautés seront déterminées lors du processus participatif de conception ainsi que lors des concertations citoyennes, et n'ont donc pas été prédéterminés dans un plan conceptuel pour l'édition 2018.

Installations préssenties:

- Installations libres proposées dans l'appel à participation.
- Scène pour accueillir des performances.
- Bars: un bar principal et un bar d'appoint.
- Galerie d'art et musée.
- Espace pour ateliers participatifs et animations pour enfants.
- Bureau pour l'équipe du Village et les initiatives en incubation.
- Terrain de basket pour tournois hebdomadaires et autres terrains de jeu.
- Kiosques alimentaires pour accueillir des chefs invités.
- Espace cinéma.
- Aire de jeux pour enfants.
- Assises multifonctionnelles.
- Aires de repos.
- Jardin.
- Musée des alternatives.

3.2 Programmation

Le contenu de la programmation ainsi que les collaborations seront développées avec l'appel à participation à la programmation culturelle/animation du site, et sera composé principalement des éléments suivants :

Programmation culturelle

- Programmation libre (avec propositions de l'appel à participation)
- Samedis interculturels: journées célébrant une grande variété de communautés culturelles montréalaises avec performances musicales, danse, gastronomie, ateliers éducatifs, médiation culturelle et animation pour enfants.
- Performances musicales et DJ sets d'artistes de la relève locale.
- Projections de cinéma «Ciné-Plage» : diffusion de courts-métrages, de long-métrages et de documentaires en partenariat avec une variété de distributeurs et de festivals de cinéma locaux.
- Conférences et tables rondes: afin de discuter, d'échanger et d'apprendre sur une variété de sujets culturels, sociaux, scientifiques en lien avec l'urbanisme, le design, l'architecture, l'environnement, et bien plus !
- Activités sportives: ligue de pétanque, ligue de basketball et tournois mensuels.

Animations:

- Ateliers citoyens (avec propositions de l'appel à participation)
- Ateliers créatifs "D.I.Y.": pour offrir aux villageois.oises la possibilité de développer et découvrir des techniques artistiques et de laisser aller leur créativité. Par exemple: initiation aux techniques de collage, de crochet, de couture, de cuir, broderie, origami, etc.
- Ateliers d'agriculture urbaine: atelier de bombes de semences, atelier d'introduction à la plantation d'un jardin de fines herbes.
- Ateliers de cuisine.
- Cours de danse: salsa, hip hop, cumbia.
- Cours de yoga sur la plage.



3.3 Plan de communication et promotion

AVRIL

Entree en poste du responsable de communications et conception de l'echeancier de communications et de promotion

— Création d'un échéancier de communication pour la saison.
— Développer identité visuelle pour la communication/promotion du projet en 2018.
— Développer les visuels pour l'événement de lancement.
— Diffusion de contenu dans les plateformes de médias sociaux (Facebook, Instagram).
— Mise à jour du site web du projet.
— Établir la liste médias pour la saison.
— Établir partenaires/collaborateurs de diffusion.
— Ententes de visibilité avec les partenaires publics et collaborateurs.
— Élaboration d'un plan pour l'événement de lancement médiatique de préouverture (visite chantier).
— Rédaction du contenu de signalétique sur le site.
— Coup d'envoi médiatique pour communiquer les grandes lignes du projet auprès des médias.
— Planification du projet de vidéo de la saison (démontrant l'implication des diverses communautés entourant le projet: bénévoles, bâtisseurs.euses, équipe, artistes, etc.).
— Cristallisation d'un réseau de communication communautaire (pour le Centre-Sud).

MAI

Préparation pour l'ouverture du projet

— Création de l'événement Facebook de réouverture pour le public: dévoilement de programmation d'ouverture.
— Création d'un engouement autour de la réouverture du site.
— Envoi de deux communiqués de presse.
— Diffusion de contenu visuel (photos chantier, plans d'aménagements des designers, souvenirs de 2017, concours).
— Élaboration du plan de relations de presse avec les partenaires médias.
— Diffusion du contenu des candidatures retenues et des appels à participation aux médias et au grand public.
— Organiser l'événement de lancement médiatique de préouverture (chantier): visuel, invitations, logistique, etc.
— Supporter le recrutement des bénévoles pour le Village et fédérer cette communauté.

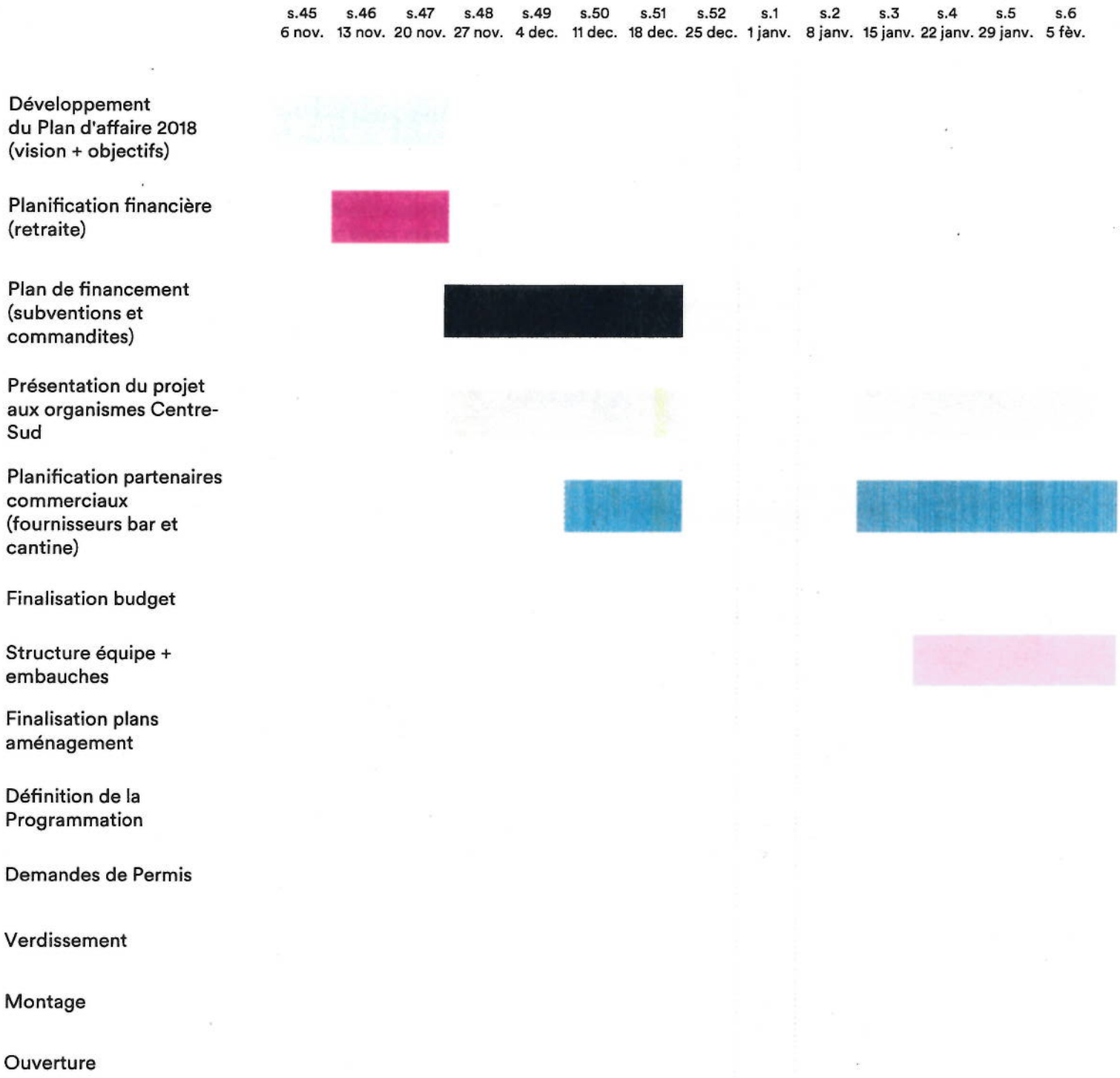
— Création des événements Facebook chaque semaine.
— Création et diffusion de contenu visuel (page Facebook et Instagram) montrant la vie quotidienne sur le site: photos d'événements, anecdotes, nouveaux projets, le plat de la soirée à la cantine, le nouveau cocktail au bar, les plantes qui poussent, etc.
— Envoi de contenu ciblé aux organismes du quartier et dans le réseau de communication Centre-Sud établi.
— Cibler centres communautaires et culturels pour diffusion d'affiches/ pamphlets de manière ponctuelle et ciblée.
— Création d'une vidéo montrant le processus de conception et création du projet.

Visibilité offerte à l'arrondissement Ville-Marie:

- Sur le site web du Pied-du-Courant, section "Partenaires".
- Sur chaque infolettre bimensuelle.
- Sur les pancartes d'accueil à l'entrée du site.
- Sur chaque communiqué de presse envoyé aux médias.
- Bannière promotionnelle fournie par l'arrondissement.
- Lors des allocutions d'inauguration le jour de l'ouverture officielle du site.
- Lors des allocutions de fermeture lors de la soirée de clôture du site.
- Invitation à prendre la parole lors des allocutions d'ouverture et de fermeture du site.
- Invitations officielles aux soirées d'ouverture et de fermeture du site.
- Sur Facebook dans une publication de remerciements aux partenaires publics en cours de saison..

3.4 Échéancier de réalisation 2018

Période d'accès au site : 1 mai – 1 octobre.
1. Chantier: 8 - 31 mai (1 jour «portes ouvertes» chantier/codesign ouvert au public).
2. Ouverture au public: 1 juin au 15 septembre.
3. Démontage: 24 - 30 septembre.



s.7	s.8	s.9	s.10	s.11	s.12	s.13	s.14	s.15	s.16	s.17	s.18	s.19	s.20	s.21	s.22	s.23	s.24
12 fèv.	19 fèv.	26 fèv.	5 mars	12 mars	19 mars	26 mars	2 avr.	9 avr.	16 avr.	23 avr.	6 nov.	6 nov.	6 nov.	6 nov.	6 nov.	6 nov.	6 nov.



3.5 Occupation du domaine public et soutien technique demandé

Occupation du domaine public et identification du site:
occupation estivale de la chute à neige Fullum, opérée par l'arrondissement, propriété du Ministre des Transports du Québec. Le MTQ autorise La Pépinière à occuper le site par le biais d'un permis de voirie émis à chaque édition du projet. L'accès au site est coordonné avec l'arrondissement Ville-Marie.

Soutien technique demandé à l'arrondissement Ville Marie:

- Approbation du devis electrique pour le 1 mai 2017 pour raccord électrique (envoi du devis à Ville Marie mi- avril).
- Deux levées de poubelles par semaine.
- Une levée de recyclage par semaine.
- Accès à la borne fontaine (sur Notre-Dame) - avec formulaire de demande d'accès dûment rempli.
- Fermeture de lampadaire sur Notre-Dame donnant sur le site pour 1er juin.
- Durant le démontage: service de lavage à pression ou emprunt de l'équipement.
- Placement de deux jersey à l'entrée ouest du site (mesure anti-terroristes).
- Toilettes chimiques dans le Parc Bellerive (pour période de feux d'artifice).

Matériaux/équipement : emprunts - semaine du 28 mai

- Tables à pique-nique en bois (30).
- Barrières «Mills» (30); 10 avec 2 pattes (pouvant tenir debout sans support) *si possible - modèle léger.
- Bacs de recyclage verts sur roues (12).
- Racks à vélos OU bases en métal pour sécuriser racks à vélo en bois (poids).
- Gravier pour terrains de pétanque: 15 tonnes (peut être récupéré en fin de saison).

Verdissement: emprunts

- Bacs de plantation en bois (10): petits + grands.
- Terre.
- Plantes .
- Bois raméal.
- Smart pots.

Ville-Marie
Montréal

FONDS

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Alchimies, Créations et Cultures

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 22/06/1993

Adresse du siège social 1305, rue Mazurette, Suite 200, Montréal Code postal : H4N 1G8

Téléphone : 514-747-0000 # 215 Télécopieur :

Site Internet : www.festivalorientalvs.com

Nom du mandataire désigné : Henda Ben Salah Titre : Directrice de la programmation

Téléphone (bureau) : 514-747-0000 # 215 Cellulaire : 514-663-1501

Adresse courriel : fma@festivalarabe.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Voir document joint

Information sur le projet

Titre du projet : 8ème édition du festival Orientalvs

Date(s) de réalisation : Du 2 au 5 août 2018

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Du 31 juillet au 1er octobre 2018

Lieu(x) de réalisation : Vieux-Port de Montréal

Discipline : ☐ exposition extérieure ☐ arts médiatiques ☐ arts visuels ☐ cinéma et vidéo
☐ théâtre ☑ arts multidisciplinaires ☑ musique ☐ danse
☐ arts du cirque ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 395000 $

Montant du soutien financier demandé : 18000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Cette demande concerne le soutien du programme de soutien du Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (2018) pour la réalisation de la 8e édition du Festival Orientalys organisé par Alchimies, Créations et Cultures. L'aide accordée est affectée aux frais de programmation, de communication, de développement et de diffusion des spectacles des arts de la scène et de diverses animations multidisciplinaires et interculturelles.

Chaque année, dans le cadre de la programmation du festival complètement gratuite, qui se tient au Quai de l'Horloge du Vieux-Port de Montréal, trois scènes présentent des dizaines de spectacles, de créations et de rencontres artistiques, une Médina oriental propose des souks, des ateliers et des espaces-pays animés continuellement. Avec une offre artistique de qualité au contenu interactif et original, Alchimies, Créations et Cultures prend le pari de développer son public et de confirmer sa place en tant qu'événement majeur et accessible à tous.

À chaque édition, notre équipe s'évertue à répondre aux attentes de son public habituel et de cibler en même temps un nouveau public à travers un espace unique en son genre au Canada, animé par une programmation riche et de qualité ainsi que des activités de médiation qui s'adressent aux aînés, aux jeunes et aux enfants. Dans cette perspective, la programmation prévue pour les trois prochaines éditions sera marquée par des initiatives et projets de qualité qui refléteront l'esprit et la vision du festival et qui consolideront la richesse, la vitalité et la diversité de la scène culturelle de Montréal. La croissance exceptionnelle du public pendant les dernières éditions et les résultats d'une vaste étude menée par une équipe indépendante de l'Université de Montréal (voir documents joints) donnent au présent projet toute sa pertinence.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Voir document joint

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [x] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Alchimies. Créations et Cultures (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Henda Ben Salah Directrice de la programmati

Date : 14-02-2018

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Alchimies, Créations et Cultures

Nom du projet : 8e édition du Festival Orientalys

Date de réalisation : Du 2 au 5 août 2018

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Patrimoine Canadien	90000		
Provincial (précisez les programmes)			
Ministère des Affaires municipales et	100000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture	25000		
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	18000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	233000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	50000		
Commandites en biens et services	70000		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	8000		
Vente de boisson	10000		
Vente de nourriture	7000		
Autre (précisez) Vente de kiosques	17000		
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	162000		
TOTAL DES REVENUS	395000		

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	25000	1500	
Honoraires professionnels	23000	1500	
Main-d'œuvre technique			
Cachets	60000	3000	
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	12000	1000	
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	20000	1500	
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	23000	1500	
Matériel			
Location d'un système de communication	12300	1000	
Location d'installations sanitaires	10000	500	
Location de véhicules	2000	100	
Assurances	2500	100	
Agence de sécurité	2000	100	
Service ambulancier (premiers soins)	700	100	
Achat de boisson	3500	100	
Achat de nourriture	3500	100	
Achat de produits dérivés	3500	100	
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	4000	100	
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	207000	12300	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	6000	500	
Frais de représentation			
Dossiers de presse	3000	100	
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	30000	1100	
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	75000	1500	
Frais de traduction	2000	100	
Frais d'affichage	3000	100	
Photographie	500	100	
Production vidéo	5000	200	
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)Création de site web	4000	200	
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	128500	3900	
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	50000	1500	
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	2000	100	
Frais de déplacement et de représentation	3500	100	
Locations de bureaux	4000	100	
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	59500	1800	
TOTAL DES DÉPENSES	395000	18000	
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

MANDAT

Le mot Alchimies fait référence à une nécessité qui conditionne toute entreprise artistique, celle de vouloir recomposer le monde dans la réflexion et la création, mais aussi à une irrationalité latente qui permet de transformer, de fusionner et de recréer les éléments. En l'occurrence, les cultures.

ALCHIMIES, Créations et Cultures fait partie des créateurs, producteurs et diffuseurs d'art de Montréal. Ses activités s'intègrent d'une façon harmonieuse dans le paysage culturel de la ville et enrichit sa vie artistique. Son comité artistique est formé d'artistes de toutes les origines qui partagent la même vision et les mêmes objectifs. **Ils ne veulent pas changer le plomb en or, mais s'efforcent de générer un peu d'unité dans ce monde chaotique.**

> Non spécialisé dans une discipline définie, Alchimies, Créations et Cultures opte pour un choix artistique difficile, celui de la synthèse et de l'unité, plaçant l'oeuvre au-delà des pratiques, valorisant toute esthétique développée par et pour la vie, et non seulement pour elle-même.
>
> Pour recréer une scène, un public et un « sens collectif », les barrières séparant disciplines, styles, traditions et rites sont démolies. Pour que l'échange, qui exige une perte de souveraineté, puisse réellement naître, pour qu'une nouvelle œuvre puisse à la fois éveiller et émerveiller, la suffisance et le confort des « techniques » sont abandonnés.

L'interculturalité est inscrite dans la société plurielle qu'est Montréal. Une société qui ne peut rester fidèle à ses valeurs, universelles, que dans la mesure où elle reste perméable à l'Autre. De cette perméabilité naît une dynamique de fertilisation qui fait de la différence une complémentarité.

Alchimies, Créations et Cultures se veut un espace où toutes les cultures sont interrogées dans leurs fondements mêmes, par ceux qui les revendiquent ou s'y reconnaissent. Ceci, dans un souci de profonde authenticité, dans une remise en question permanente des certitudes.

Le même regard interrogateur, posé sur notre culture occidentale et nord américaine, à qui l'on se doit de faire valider à tout moment sa capacité d'accueillir la différence, est tourné vers d'autres cultures qui s'engourdissent et se replient sur elles-mêmes autant qu'elles réussissent à sauvegarder leurs richesses esthétiques. Il s'agit là d'une démarche qui peut déranger car elle bouscule les acquis et amène à réfléchir aux défis que pose la modernité en tant qu'espace pluriel.

L'organisme présente des œuvres actuelles, qui interpellent autant les patrimoines que les vécus des hommes, des créations originales en danse, musique, théâtre, arts multidisciplinaires, arts visuels et médiatiques. Véritable carrefour de tendances et d'orientations artistiques permettant la réflexion et l'expérimentation, Alchimies, Créations et Cultures se veut surtout un lieu de face-à-face, d'échanges et de liaison entre les cultures. Dans le cadre du Festival du Monde Arabe de Montréal, comme dans ses activités régulières, il accueille des artistes confirmés et émergents et soutient tout particulièrement les artistes intéressés par la diversité culturelle, ou émanant d'elle.

ALCHIMIES, CREATIONS ET CULTURES

Orientalys

8e EDITION D'ORIENTALYS

2- 5 AOUT 2018

Demande d'aide financière soumise au

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX INITIATIVES CULTURELLES
VOLET II, SOUTIEN À DES PROJETS STRUCTURANTS 2018

Arrondissement de Ville-Marie

Montréal – 14 février 2018

A. Présentation du projet

Cette demande concerne le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de l'édition 2018 du Festival Orientalys qui sera présentée du 2 au 5 août 2018 au Vieux-Port de Montréal. L'aide accordée sera affectée aux frais de programmation, de communication, de développement et de diffusion des spectacles des arts de la scène et autres rencontres artistiques et culturelles.

À travers l'ensemble des projets proposés dans le cadre de cette 8e édition, notre organisme vise à promouvoir des initiatives artistiques et culturelles innovantes qui privilégient l'échange et le partage, à diversifier les lieux et les formes de rencontres et à mettre en valeur la dynamique plurielle, interculturelle et avant-gardiste montréalaise. Ces activités favorisent les échanges entre les cultures et la découverte de croisements sociaux, artistiques et culturels créatifs par un large public de tout âge, de toutes origines et de tous horizons.

Mis en place en 2011 par Alchimies, Créations et Cultures, le festival estival plein air *Orientalys* a pour objectif d'offrir au public montréalais des prestations extérieures gratuites s'inspirant d'une culture orientale millénaire dans tous ses aspects et présentant des croisements artistiques des plus créatifs. Le succès des sept précédentes éditions a renforcé la volonté de l'équipe d'Orientalys de développer encore ce festival et de lui assurer une pérennité certaine dans le paysage culturel et touristique montréalais.

Chaque année, dans le cadre de la programmation du festival, qui se tient au Vieux-Port, des dizaines de spectacles, de créations et de rencontres artistiques, ainsi qu'une Médina orientale proposent des souks, des ateliers et des espaces-pays animés continuellement. Avec une offre artistique de qualité au contenu interactif et original, Orientalys prend le pari de développer son public et de confirmer sa place en tant qu'événement majeur et accessible à tous.

Ce festival permet aussi de faire valoir le respect d'autrui. Les différents participants (partenaires institutionnels, culturels, communautaires, public, artistes) contribuent à instaurer une véritable dynamique et à créer une unité profonde assurant non seulement l'harmonie de la société d'aujourd'hui, mais surtout construisant celle de demain. Présentée avec des partenaires évoluant dans différents domaines, la programmation proposée promeut une harmonisation et une consolidation des cultures du Québec et du Canada. Elle souhaite inculquer à la nouvelle génération, et plus spécifiquement aux enfants et à la jeunesse montréalaise, ce qu'est la diversité, la pluralité, le partage culturel, qui demeurent les valeurs fondatrices de la cohésion sociale de notre société.

C'est aussi l'occasion de donner aux artistes la possibilité de donner libre cours à leur soif de créativité, réunissant un bassin de créateurs à l'affût de nouveautés, perpétuellement motivés par l'envie de faire bouger les frontières de leur art. Et pour le public, c'est l'occasion de découvrir des prestations vivantes où il est sollicité d'un point de vue émotionnel.

L'audace a toujours été le maître-mot de la démarche artistique d'Orientalys. Elle soutient la volonté de son équipe de déconstruire les préjugés et de présenter des rencontres qui ne laissent pas indifférents. Présenter des projets innovants constitue des défis à relever chaque année. Les inscrire comme des rendez-vous annuels avec le public est une autre paire de manche. Ces projets misent sur une démarche alliant une interprétation créative et une approche originale.

Orientalys se distingue des autres festivals d'été de Montréal par sa spécialisation dans la diffusion d'un art et d'une culture qui se prêtent, aujourd'hui plus que jamais, à un renouvellement dans la créativité. Dans leur recherche de formes artistiques innovatrices et contemporaines, les créateurs et artistes de ce festival puisent dans un vaste patrimoine musical, spirituel et philosophique oriental- partagé par des centaines de millions de personnes, de toutes les origines et les religions, dans les quatre coins du monde.

À travers sa programmation, Orientalys vise à la fois à répondre aux attentes de son public habituel et à cibler de nouveaux publics et de nouveaux créneaux propices à recevoir l'offre artistique qu'il propose. Dans cette perspective, la programmation prévue sera marquée par de nombreuses manifestations artistiques de qualité, des créations, des spectacles et des rencontres qui reflèteront l'esprit et la vision du festival, mais aussi la richesse, la vitalité et la diversité de la scène culturelle de Montréal.

En s'associant à des partenaires œuvrant dans différents domaines et avec différentes communautés, Orientalys permet l'interaction entre eux et leur offre une occasion unique de tisser des liens étroits avec les différentes communautés montréalaises. Les retombées sociales et culturelles profiteront autant au public qu'aux participants, puisque cet ensemble d'activités leur assureront une plus grande visibilité.

A cet effet, cette demande concerne le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de la 8e édition du Festival Orientalys (2018). Le montant demandé s'élève à **18.000 $.**

B. Impact du projet, soutien de l'arrondissement de Ville-Marie et partenariats

B.1. Impact du projet

B.1.1. Impact sur la communauté montréalaise

Constituant un véritable forum de rencontres créatives, Orientalys ouvre la voie à une expression culturelle libre sous ses diverses formes et appelle au partage d'expériences artistiques inédites. En s'adressant au public de tout âge, il permet aux montréalais de faire ressortir leur caractère convivial et participatif.

Depuis 7 ans, Orientalys insuffle à la scène culturelle montréalaise, par une vision audacieuse suivie d'actions adaptées à l'évolution des réalités de la société, un air de renouveau et une dynamique peu commune, et ce au moyen de projets et d'événements dynamiques et structurants.

En raison de son caractère rassembleur favorisant les rencontres et l'interaction, notre festival revêt une grande importance pour l'arrondissement de Ville-Marie, la Ville de Montréal et le Québec. En s'inscrivant en continuité avec les autres événements d'été qui se tiennent à Montréal, il contribue d'un côté à l'appropriation de la Ville et de ses lieux par ses habitants de toutes origines et, de l'autre, à utiliser ses lieux pour promouvoir l'exception montréalaise en matière de diversité culturelle.

Produit proprement montréalais, la programmation d'Orientalys est pensée pour donner la garantie à chaque partenaire, artiste ou citoyen souhaitant participer à ce projet d'y trouver sa place. Elle est construite autour de

la rencontre des cultures orientale et occidentale, avec leurs spécificités et les valeurs qu'elles véhiculent. En témoigne, entre autres, les résultats de l'étude indépendante réalisée par l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique (OICRM) de la Faculté de musique de l'Université de Montréal en 2013 et 2014 (les documents sont joints à la demande) attestant de l'évolution considérable qu'a connue notre festival tant au niveau de la programmation que de l'achalandage, national et étranger, ainsi que de son rayonnement.

Cette initiative s'ajoute aux manifestations culturelles qui font de Montréal la première ville nord-américaine à offrir à ses citoyens, visiteurs et touristes un produit artistique oriental-occidental de haut niveau conciliant tradition et modernité. Orientalys contribue ainsi à enrichir l'offre culturelle à Montréal et à générer d'importantes retombées en matière de rayonnement aussi bien pour la Métropole que pour notre organisme.

Orientalys a une identité forte, enracinée dans la mission d'Alchimies, Créations et Cultures, et articulée autour d'une thématique rassembleuse qui correspond à ses valeurs, à son histoire et à sa volonté d'être. De plus, la construction de l'identité montréalaise en fonction de l'évolution de ses composantes culturelles constitue un enjeu majeur du rayonnement de Montréal. Dans ce contexte, les défis associés aux particularités linguistiques, artistiques, culinaires ou autres deviennent une source de motivation pour les acteurs culturels et une source d'émulation pour les communautés. Ces atouts participent à la réussite d'Orientalys et renforcent le dynamisme de la métropole, en tirant profit de sa réalité socioculturelle.

La mixité des spectateurs s'avère un moyen d'établir des passerelles entre les différentes cultures. De plus, la gratuité de toutes les activités offre au public une occasion unique de découvrir des milieux artistiques qui lui sont encore inconnus.

B.1.2. Impact sur la communauté artistique

Au fil des éditions, Orientalys donne aux artistes l'opportunité de présenter leurs œuvres, de se perfectionner et de s'enrichir au contact d'autres artistes de tout horizon. L'ensemble des activités proposées ont été pensées dans le souci de favoriser le développement artistique et professionnel des artistes et des organismes participants.

Les différents projets initiés permettent, en faisant participer artistes locaux et internationaux, partenaires culturels et artistiques, de bâtir une vision créative originale et de tenir compte des nouvelles approches et expériences. En adoptant comme crédo l'audace et le métissage, Orientalys permet une grande dynamique qui bénéficie à toutes les parties.

À travers l'ensemble des projets proposés, notre organisme vise à promouvoir des initiatives artistiques et culturelles innovantes qui privilégient l'échange et le partage dans le travail de création et à diversifier les formes de rencontre. La collaboration et l'échange d'idées entre les artistes participants, ainsi que la création de nouvelles dynamiques et synergies avec de nombreux partenaires canadiens et étrangers, favorisent l'accès aux divers patrimoines culturels et la mobilité des artistes et de leurs œuvres.

De fait, aux artistes issus de la diversité, ce projet permet de bénéficier de la dynamique créée par la programmation proposée, ainsi que des retombées de la production tant au niveau de la créativité que sur le plan du rayonnement. Il leur offre aussi la possibilité d'enrichir leurs expériences et parcours artistiques, en leur faisant participer à des projets innovateurs. En outre, il favorise leur production devant un large public, leur permettant de côtoyer des artistes internationaux confirmés et leur donnant l'occasion de vivre une expérience

humaine et artistique d'une grande richesse. Ces collaborations sont un précieux tremplin pour enrichir leurs connaissances et leur réseau professionnel.

Conformément aux orientations fixées de concert avec ses différents partenaires, notre équipe de programmation fait aussi une grande place aux artistes de la relève qui ont la possibilité d'expérimenter, de présenter des projets inédits dans différentes disciplines et de profiter de la plate-forme promotionnelle mise à leur disposition.

En plus, il a pour souci constant de favoriser la participation d'artistes femmes, du Canada et de l'étranger, en collaboration avec des organismes montréalais et internationaux.

À la communauté artistique de tous bords, ce projet permet de revisiter, en théorie et en pratique, dans une démarche originale et stimulante, des mémoires artistiques collectives puisant dans les héritages oriental et occidental. En croisant divers patrimoines artistiques, il offre de belles découvertes, mais aussi de multiples ouvertures à des pratiques qui n'ont pas nécessairement une présence active à Montréal. En mêlant des musiques et des traditions différentes, Orientalys permet de nourrir les artistes participants d'une multitude de traditions et de les enrichir des "musiques et danses du monde".

Sur un autre plan, notre stratégie en matière de promotion hors pays contribue à donner à la vie culturelle québécoise un visage dynamique sur la scène internationale. Les nombreux articles et reportages diffusés dans plusieurs médias internationaux et le nombre fortement croissant des demandes de participation et des propositions artistiques provenant des quatre coins du monde témoignent de ce rayonnement exceptionnel. Il fournit un ancrage exceptionnel, aidant de nombreux créateurs d'ici et d'ailleurs à rayonner autant sur la scène nationale qu'à l'étranger.

B.1.3. Impact au niveau social

Principale porte d'entrée et d'établissement des immigrants au Québec, Montréal se trouve au confluent d'une variété toujours grandissante de cultures et de langues, ce qui lui donne un caractère unique au Québec. Cette richesse d'apports contribue depuis déjà longtemps à modeler la culture montréalaise, laquelle agit, à son tour, comme le creuset de l'évolution de la culture de l'ensemble du Québec.

La cohésion sociale de toutes ces communautés culturelles se traduit de manière courante par le « vivre ensemble ». Elle est un des objectifs principaux animant le mandat d'Orientalys. À travers sa programmation, il œuvre à transmettre les valeurs démocratiques québécoises qui s'attachent au respect de l'identité culturelle de ses citoyens. Il offre aussi une opportunité concrète de tissage de liens entre ces communautés et de bâtir des ponts solides pour le présent mais aussi pour les futures générations. En effet, Orientalys rassemble des acteurs culturels dont le dénominateur commun est leur désir de participer à un projet novateur autour de l'art. Cela passe par une implication importante de la part de tous les protagonistes.

La finalité est de mettre des personnes en relation et de leur donner une tribune d'expression par laquelle elles peuvent transmettre leurs aspirations. La structuration des projets initiés permet de donner l'occasion à tous de s'investir dans des processus créatifs innovants. Il s'agit avant tout de concevoir, d'articuler et de créer dans un espace de non-jugement où les personnes sont libres d'expérimenter, dans le respect de leur propre rythme et de leurs croyances. Les artistes et les participants travaillent en étroite collaboration. Le processus créatif mené

leur permet d'explorer leur intériorité, d'aborder autrement leurs visions et de contribuer à une transformation du regard porté sur la société.

Outre ses retombées culturelles et artistiques, l'impact social d'Orientalys est considérable. La fierté et le renforcement du sentiment d'appartenance à notre société figurent parmi les effets particulièrement positifs de la tenue du festival. Des dizaines de milliers de personnes participent aux activités, dont une bonne proportion de fidèles. Près de 200 bénévoles sont impliqués dans l'organisation d'Orientalys chaque année. S'il est difficile de quantifier les autres retombées « émotives », elles sont en revanche bien tangibles dans les communautés et expliquent en grande partie le succès populaire de notre évènement.

Les contributions des « participants » sur les plans social et culturel sont diverses et permettent d'entretenir une cohésion sociale par l'instauration d'un dialogue constructif et le rapprochement des groupes au-delà de toute appartenance culturelle et/ou religieuse. A l'image de la composition démographique de Montréal et du Canada, en perpétuelle mutation, ce projet devient de plus en plus primordial pour la promotion des valeurs de notre société, à savoir la tolérance et l'intégration des identités culturelles. A cet effet, la programmation proposée met en valeur ce nouveau brassage social au sein d'une société tournée vers l'avenir et enrichie par son métissage, dans un espace vivant et dynamique au cœur de la Métropole. Cet événement unique, dont les objectifs sont directement liés au mandat de notre organisme, contribue à la construction d'une identité commune et renforce l'établissement d'une société plurielle, tolérante, et respectueuse des droits de chacun.

Orientalys s'inspire d'une identité montréalaise en constante évolution, riche de ses composantes culturelles et d'un pluralisme qui renforce son rayonnement et sa particularité. La mixité des spectateurs s'avère un moyen d'établir des passerelles entre les différentes cultures. De plus, la gratuité totale des activités offre au public une occasion unique de découvrir des milieux artistiques qui lui sont encore inconnus.

B.2. Impact du soutien de l'arrondissement de Ville-Marie

Devant les multiples opportunités de rayonnement et un grand potentiel de développement et de croissance des activités d'Orientalys, avec le succès des précédentes éditions et de l'atteinte des objectifs fixés dans son précédent plan stratégique, notre organisme continue ses efforts de développement lui permettant de s'inscrire dans les réseaux internationaux d'art et de culture et de rayonner sur la scène artistique et culturelle tant au niveau national qu'international. À cet effet, le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie constitue une nécessité absolue pour assurer sa pérennité et son développement.

Consolidé et établi sur la durée, l'apport financier de l'arrondissement de Ville-Marie permettra non seulement la réalisation du projet en cours mais contribuera à l'économie globale d'activité de l'organisme. Il permettra de s'écarter du raisonnement projet après projet et de se projeter, de concevoir et développer ses activités plus sereinement.

B.2.1. Situation d'Orientalys

- Le Festival Orientalys a réussi à réaliser les objectifs fixés dans le précédent plan stratégique.
- Orientalys fait face à de multiples opportunités de rayonnement et de croissance de ses activités qui ont pour vocation à lui permettre de s'inscrire dans les réseaux internationaux d'art et de culture et de rayonner sur la scène artistique et culturelle tant au niveau national qu'international.

- Orientalys est aujourd'hui une manifestation qui contribue au rayonnement de la métropole, sur les plans national et international, avec une programmation renouvelée, audacieuse et en croissance soutenue.
- Dans un contexte mondial et local de grandes turbulences identitaires, le rôle d'Orientalys dans le paysage socio-culturel de Montréal dépasse largement le cadre de l'événementiel. L'existence et le succès de ce genre d'événements placent Montréal dans une position avant-gardiste sur la scène internationale de la diversité.
- La contribution publique ou parapublique au financement de l'événement a fortement baissé - principalement au niveau provincial :
  - ✓ Loto Québec : retrait de 50% de son soutien (37500$) en 2015 et de la totalité du soutien en 2016 (75000$).
  - ✓ Ministère du Tourisme : après maintes demandes refusées, pour des raisons injustes et injustifiées, et après les promesses données par le cabinet du ministère en 2012, nos demandes pour Orientalys ont été refusées en 2013, 2017 et 2017. Nous n'avons pas pu faire une demande pour 2015, ni pour 2016, pour cause de non soutien aux nouveaux évènements. Nous allons soumettre une demande pour l'édition de 2018, après l'affichage du programme.
  - ✓ Le retrait du soutien (22.000$) de la Société du Vieux-Port de Montréal : en raison de changements internes. Dans le cadre de sa nouvelle politique, la SVPM nous impose depuis 2014 des frais de location de 15.000$ pour exploiter les lieux.
- Malgré l'augmentation des ressources financières provenant du secteur privé avec la bonification de la commandite du Groupe Banque TD, cette part du financement reste à développer.
- La tenue de l'événement repose sur les efforts supplémentaires et les sacrifices consentis par les membres de l'équipe et les bénévoles.
- L'équipe d'Orientalys établit les budgets à partir de prévisions minimalistes, élaborées de plus en plus avec rigueur, afin de sécuriser l'événement sur le plan financier et de réduire les facteurs de risque.
- Notre organisme a mis en place, au cours des dernières années, un plan de relève qui a permis de constituer une équipe jeune et dynamique. Ce choix a été dicté par la nécessité d'assurer une relève dotée d'un savoir-faire et d'une adhésion, atouts majeurs pour la stabilité, le développement et la pérennité de notre organisme.

B.2.2. Principaux enjeux d'Orientalys

- Le développement de la participation du secteur privé (commandites et dons)
- Le développement de revenus autonomes suffisants pour maintenir le fonctionnement de l'organisme (location d'espaces, vente de produits dérivés, vente de publicité, etc.)
- La mise en place d'une structure organisationnelle qui permet de réaliser les objectifs de développement et de satisfaire les bailleurs de fonds et les instances gouvernementales, mais aussi de s'adapter à toute une autre réalité de temps, de lieux, etc.
- Le développement du public, en élaborant un plan d'action qui repose essentiellement sur des partenariats avec des associations étudiantes et des partenaires communautaires.
- Le développement et la consolidation des partenariats avec les réseaux de diffusion au Québec, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger.
- Disposer d'un local qui puisse permettre d'héberger l'administration, la production et l'accueil en résidence des artistes locaux et internationaux.

- L'autonomie et l'indépendance constituent des objectifs principaux de notre organisme. Le développement de la part de l'aide publique dans le financement de notre organisme est une nécessité pour sa survie, et ce pour de multiples raisons aussi bien d'ordre culturel et politique qu'économique.
- Le maintien de l'équilibre entre l'excellence artistique et la dimension sociale de nos actions ainsi qu'aux besoins et au bien-être physique et psychologique des membres de l'équipe.
- Le développement du public, en élaborant un plan d'action qui repose essentiellement sur des partenariats avec des associations étudiantes et des partenaires communautaires.

B.3. Partenariats

En s'appuyant sur l'expérience acquise et sur son réseau déjà mis en place, notre équipe a pu tisser des liens avec des partenaires nationaux et internationaux. Qu'elles soient privées, publiques, culturelles ou médiatiques, ces collaborations accentuent l'aura de notre organisme et de ses acteurs. Avec le développement des partenariats et la synergie des moyens mis en œuvre, il réussit à avoir une plus grande marge de manœuvre, permettant à l'équipe d'accroître sa créativité et son audace, d'étendre et de varier la programmation et de favoriser la promotion et le rayonnement du festival.

L'une des particularités d'Orientalys est le choix de favoriser l'implication de toutes les parties dans les processus : décisions à prendre, esthétique, contenu, production et diffusion de la démarche créatrice, et ce de manière conjointe. Les collaborations conclues sont basées sur des accords clairs et une compréhension mutuelle. Elles contribuent à stimuler des expériences dynamiques et gratifiantes et surtout au rayonnement de la ville de Montréal à l'échelle nationale et internationale.

Pour la réalisation d'Orientalys, notre organisme s'est constitué une palette de partenaires dont la diversité, la pertinence et les compétences contribuent à sa réussite. Le développement des partenariats nationaux et internationaux assure à la fois une diversification de la programmation, le rayonnement de l'évènement dans les sphères culturelles, la réduction des coûts de production et un financement supplémentaire (soutiens provenant de plusieurs organismes et ministères étrangers) permettant d'endiguer la précarité de la structure. Ce gain de moyens se répercute favorablement sur le développement de la programmation et des communications. Qu'ils soient nationaux ou internationaux, privés ou publics, médiatiques ou culturels, les partenariats sont essentiels au développement et à la bonne santé de notre organisme.

B.3.1. Partenaires internationaux

- Algérie : Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Air Algérie, Ministère de la Culture, Journal Liberté, Radio chaîne 3, Hans Productions.
- Office pour la jeunesse Franco québécoise (OFQJ).
- Espagne : Casa arabe de Madrid, Fundación Córdoba Ciudad Cutlural de Cordoue.
- Liban : LBC International, Fondation Safadi, Festival international de Beittedine, Théâtre Metro de la Médina, LBC International, Institut culturel Hourani, Festival international de Byblos, Elle Orientale.
- Tunisie : Ministère de la Culture, Express FM, Radio Tunis, Nessma TV.
- Maroc : Dar El Maghrib, Institut de Cinéma de Marrakech, Festival Gnaoua et musiques du monde d'Essaouira, Ministère de la culture.
- France : Office pour la jeunesse Franco québécoise (OFQJ), Festival Arabesques de Montpelier, Accords croisés.

- Le Guide du Routard : intégration d'*Orientalys* aux suggestions d'activités estivales à Montréal et rabais de 15% sur les produits dérivés et les stands alimentaires, ainsi que de 45% sur les activités payantes sur présentation du guide.

B.3.2. Partenaires locaux

Partenaires institutionnels et artistiques
Société du Vieux-Port de Montréal, The Canadian Arab Institute, Small Word Music, OktoEcho, l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique (OICRM), Consulat de Turquie, La Maison de la Syrie, Association des Femmes Iraniennes, Fédération des étudiants Tollab, La Maison de la Syrie, Concordia Chinese Student Association (CCSA), L'orient express, Saj Mahal, Cercle de Montréal Nord, Auberge de jeunesse Le Jazz Saint Denis, Centre communautaire Irakien, Communauté des Algériens Unifiés du Canada, Thai Dance Troupe of Ottawa, Association Tunisienne des Étudiants de Polytechnique (ATEP), Consulat d'Egypte, Tibetan Cultural Association, Communauté Vietnamienne Côte des neiges, Afghan Youth Association of Montreal, Communauté mauritanienne au Canada (CMC), Fondation Canado-Palestinienne du Québec,

Partenaires publics
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Patrimoine canadien, Conseil des Arts du Canada, Ville de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie, Conseil des arts et des lettres du Québec, Conseil des arts de Montréal.

Partenaires privés
Groupe Jean Coutu, Groupe Banque TD, Hôtel Espresso, Waked Igal, Graphic Emotions.

Partenaires médiatiques
La Presse, TV5, CTV Télévision, Radio CIBL, Radio classique CJPX, Radio CKUT, Magazine M Télé, Radio Mike FM, Radio Centre-Ville, Nuevo Mundo TV, Maghreb Observateur, Atuvu.ca, L'Avenir-Almustakbal.

C. Plan de réalisation, 2018 - 2020

C.1. Objectifs visés

S'appuyant sur une croissance fulgurante au cours de ces 7 précédentes éditions, ce projet vise à accroître la performance d'Orientalys et à poser les jalons d'un développement durable. Cette stratégie repose sur trois grands axes :

C.1.1. Développement de la programmation et du public

- Renforcement de l'originalité et de l'innovation de la programmation
- Construire une dynamique d'échange et de rencontre des cultures par le biais de la création, de la production et de la diffusion d'œuvres innovantes.
- Favoriser l'interaction avec les communautés locales et d'origines diverses grâce à l'art.
- Mise en place d'une stratégie de fidélisation et de renouvellement du public
- Accroître l'achalandage global
- Développer le public touristique surtout provenant des autres provinces canadiennes et des États-Unis

C.1.2. Rayonnement au niveau national et international

- Élaboration d'une stratégie axée sur le rayonnement national et international
- Renforcer le réseautage et la communication internationaux
- Consolidation des partenariats nationaux et internationaux
- Renforcement de la communication locale
- Miser sur les nouvelles formes de communication.
- Présenter un produit unique qui se démarque de la concurrence.
- Mettre l'accent sur les atouts du festival : programmation, emplacement, etc.

C.1.3. Consolidation organisationnelle et financière

- Mise en place d'une gestion financière rigoureuse
- Recherche de nouvelles ressources financières
- Augmentation des revenus autonomes
- Renforcement des processus de contrôle et d'évaluation des performances
- Stabilisation et renforcement de l'équipe
- Amélioration de l'expertise professionnelle des membres de l'équipe
- Consolidation de l'équipe avec des spécialistes du plein air
- Renforcement et organisation de l'équipe des bénévoles
- Renforcement de la politique de développement durable
- Respect de la charte éthique.

C.2. Actions à mettre en place

C.2.1. En matière de développement de la programmation et du public

C.2.1.1. Stratégie de développement de la programmation

- **La mise en place de projets de grande envergure**, notamment :
    - En collaboration avec des partenaires locaux et internationaux (Dar Al Maghrib, Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel, Tunisair, Chambre de commerce marocaine, etc.). La mutualisation des moyens et l'accès à d'autres sources de financement et à un nouveau marché permettront la présentation de projets plus importants et de plus grande envergure.
    - La production, pour la première fois, en partenariat avec la chambre de commerce du Maroc de l'événement **Nzaha** qui fera partie intégrante d'Orientalys pour la première fois à l'édition de 2018. Des vedettes marocaines animeront ce volet à vocation internationale.
    - La présentation de spectacles avec **des têtes d'affiche** du monde arabe telles que Hoba Hoba Spirit, Saber Rebai, Assi Hallani, etc.

- **Développer l'atout majeur de la programmation : la Médina orientale**

Atout majeur de la programmation, la Médina fait participer une quinzaine de pays d'orient, en proposant aux festivaliers de découvrir la richesse de leurs pays. Les différents kiosques des pays participants recréent l'ambiance des souks d'Orient et reproduisent les traditions de l'Iran, la Chine, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Turquie, le Liban, la Syrie, Le Japon, Afghanistan, etc. Le public peut admirer les spécificités de chaque pays en matière d'artisanat, de spécialités culinaires, danse, musique, calligraphie, mariage traditionnel, tatouage au henné, diseuses de bonne aventure...

Le concept de la Médina orientale sera encore développé, en faisant participer de nouvelles associations représentant de nouveaux pays d'Orient, et en offrant :

- Des expositions de produits d'artisanat, de peinture, de photographie, et de calligraphie.
- Une initiation aux arts culinaires orientaux et aux produits du terroir.
- Un concours entre les pays participants pour choisir la meilleure animation et tente proposées.
- Des ateliers autour d'arts millénaires tels comme le tatouage au henné, la calligraphie, la percussion et la danse.
- Des animations en musique, danse et théâtre.
- Des spectacles de danse, musique et arts visuels dans une ambiance de Mille et un nuits.

- **Donner une place de choix aux arts issus de la diversité**

La programmation présentée porte le sceau de cette volonté de donner une place aux diverses minorités ethnoculturelles. Elle offre ainsi une opportunité concrète de tisser de liens entre les communautés et les acteurs culturels, autour de projets artistiques novateurs, et de bâtir des liaisons solides aussi bien pour un présent vécu mais aussi pour un futur espéré. Notre organisme entend continuer à alimenter cette trame vitale et riche de substance que nous propose la dualité Orient/Occident. Les projets initiés font écho à notre volonté manifeste de participer activement au développement des cultures artistiques des communautés ethnoculturelles en émergence, affranchies de toute connotation autre qu'artistique.

- **Le renforcement de l'originalité et de l'innovation de la démarche artistiques à travers des ateliers de réflexion sur la programmation d'Orientalys**

La nouvelle démarche consiste à revisiter le "patrimoine" d'Orientalys et à examiner avec une approche critique les créations, les orientations artistiques et le rapport au milieu dans lequel elles se placent, et ce, avec la participation de diffuseurs et d'artistes qui partagent avec le festival des objectifs et des défis similaires. Il s'agit d'organiser des ateliers et des séminaires de réflexion et de création qui impliqueront, en plus de certains membres du conseil et de l'équipe du festival, des artistes, des organismes culturels et des professionnels du milieu, afin de mieux cerner les enjeux liés aux choix de programmation d'Orientalys.

- **La mise en place de projets qui mettent en vedette les artistes de la relève** : Orientalys valorise la jeune garde en leur donnant une place de choix dans sa programmation.
- **La mise en place d'une programmation qui reflète le foisonnement à l'image des collectivités participantes :** Orientalys fait un travail de collaboration avec les communautés culturelles et les partenaires culturels montréalais. Les différents partenaires participants apportent leur réseau d'artistes et leurs expériences. Pour se renouveler et se développer, notre festival a besoin de ces visions pour étendre sa gamme de produits artistiques et élargir son public.
- **Le développement d'une programmation interactive et participative :** Orientalys invite les festivaliers à participer et à s'investir de diverses façons. Cette action prend la forme d'apprentissage et d'expérimentation des différentes pratiques artistiques et des différentes facettes de la culture orientale. Des dizaines d'ateliers interactifs et de démonstrations, des débats seront proposés aux festivaliers afin que ceux-ci, au-delà de la contemplation de spectacles, puissent expérimenter et vivre l'expérience d'Orientalys de manière complète.
- **L'élaboration d'une programmation créative et rassembleuse :** L'équipe d'Orientalys offre une programmation riche et dédiée au dialogue des cultures et à la créativité artistique, devenus les marques d'une identité choisie et construite d'édition en édition. Les activités proposées reflèteront l'esprit et la vision du festival, mais aussi la richesse, la vitalité et la diversité de la scène culturelle de Montréal.

- **L'élaboration d'une programmation multidisciplinaire :** L'équipe d'Orientalys élabore une programmation multidisciplinaire qui croise différentes traditions, revisite d'anciennes alliances (sacré, rituel, danse, musique) et offre au public la magie de la fusion des musiques et des danses. La programmation, riche et originale, est dédiée à l'échange et à la diversité : animations et performances assurées par des artistes et des groupes locaux et internationaux de renom, projections sur grands écrans, animations multimédia, ateliers de musique et de calligraphie, conférences et débats, projections de films.
- **La mise en place d'activités de sensibilisation :** Un travail de sensibilisation sera fait auprès du public permet à des milliers de festivaliers de toutes origines de participer aux différents spectacles, ateliers, performances et expositions.

C.2.1.2. Stratégie de développement de fidélisation et de renouvellement du public

La question du public est au cœur du développement d'Orientalys. Il est indispensable d'optimiser la connaissance de ce public, de ses attentes, de ses pratiques. Cette connaissance est indispensable pour la mise en place d'actions appropriées à différentes cibles du public. Les principaux objectifs sont : sa fidélisation et son renouvellement. Cette stratégie passe par la réalisation des mesures suivantes :

- **Augmenter l'achalandage touristique**

Afin d'assurer un grand rayonnement de l'évènement tant au Canada qu'au niveau international, l'équipe d'Orientalys a mis en place une politique visant à maximiser son potentiel d'attraction et l'augmentation de l'achalandage touristique principalement provenant des autres provinces canadiennes et des États-Unis. Tirant profit de l'emplacement d'Orientalys au Vieux-Port de Montréal, lieu d'attraction phare, cet objectif est motivé par la forte présence des communautés arabo-orientales (perse, pakistanaise, arabe, arménienne, indienne, etc.) qui sont plus sensibles à l'offre artistique et culturelle que notre manifestation propose. Ainsi, à travers une campagne de communication nationale et internationale intensive étalée sur trois ans, l'équipe d'Orientalys va miser, pour attirer encore plus les touristes et les excursionnistes, sur l'originalité de l'évènement et sur sa richesse.

- **Développer l'achalandage global**

Le changement d'emplacement du Quai Jacques-Cartier vers le Quai de l'Horloge a entraîné une baisse de l'achalandage de 135 000 à 115 000 festivaliers. Cependant, il est à noter que cette baisse d'achalandage a été constatée seulement dans l'espace de la Médina. Quant aux spectacles majeurs (Scène TD et scène Médina), ils ont eu une augmentation d'achalandage de près de 30% passant de 76000 festivaliers (chiffres de l'année 2016) à près de 80000 festivaliers en 2017. Selon notre sondage maison, cette perte d'achalandage a affecté seulement les passants et excursionnistes du Vieux-Port. Quant au public habituel et fidèle d'Orientalys, il a été présent en nombre et surtout aux rendez-vous majeurs de la programmation. Selon les statistiques, 81 % du public présent provient de Montréal et des alentours. Les 19% restant proviennent des touristes et excursionnistes.

Nous prévoyons un retour à un achalandage normal à partir de 2018. En effet, la configuration de cet espace offre de nouvelles possibilités autant au niveau de la disposition des tentes et scènes qu'au niveau de la programmation. Un sondage réalisé auprès du public et des artistes participants, pendant le festival, a montré **une grande satisfaction du nouveau site et une envie d'y rester lors des prochaines éditions.** Orientalys, étant maintenant bien installé dans ce nouvel emplacement, nous prévoyons faire de ce changement un avantage et profiter de cette nouvelle configuration.

En outre, de par sa programmation très diversifiée tant au niveau des spectacles que des ateliers proposés et son caractère entièrement gratuit, *Orientalys* accueille chaque année un public composé de festivaliers d'origines, d'intérêt, d'âge et de situations des plus variés. Afin d'assurer un grand rayonnement de l'évènement tant à Montréal, au Québec, au Canada qu'au niveau international, l'équipe d'*Orientalys* a mis en place une politique visant à maximiser son potentiel d'attraction et l'augmentation de l'achalandage, notamment touristique. En misant sur l'originalité de l'événement et sur sa richesse, *Orientalys* espère encourager les communautés orientales de Montréal à se présenter davantage au festival, de même que les Québécois dans l'optique d'un dialogue des cultures. La campagne de promotion mettra l'accent sur l'Orient, ses évocations, et la grande fascination dans les imaginaires pour attiser la curiosité des plus récalcitrants.

- **Reconduire le partenariat de développement du public avec l'Université de Montréal**

Notre équipe a reconduit le partenariat avec l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique (OICRM) jusqu'à 2022. Il s'agit d'un vaste projet de recherche portant sur le développement du public d'Orientalys. Il croise l'expertise des chercheurs des disciplines différentes, telles la musicologie, la sociomusicologie, la psychologie et la gestion des arts, afin d'établir un portrait précis et détaillé du public du FMA et d'Orientalys et proposer de nouvelles alternatives de développement du public.

- **Mettre en place un plan de médiation à travers le numérique**

Ce plan permettra une transition harmonieuse vers l'univers numérique afin que notre organisme puisse continuer à et demeurer concurrentiel sur le marché national et international. Ce plan comporte les deux volets suivants:

- ✓ Le renforcement de la création et de développement de contenus culturels numériques originaux.
- ✓ L'investissement dans les nouvelles technologies de l'information qui contribuent à diffuser les œuvres artistiques, leur accessibilité et leur pérennité.

- **La mise en place d'une politique d'attraction de différentes communautés**
  - **Les jeunes**, à travers une programmation spéciale, en proposant des spectacles et des activités qui s'adressent aux jeunes et en consolidant les collaborations développées avec les associations étudiantes et jeunes. Un effort supplémentaire sera fait afin de les intéresser à travers une programmation adéquate (artistes de pop, électro et hip-hop, projection multimédia), et une communication à laquelle ils sont plus sensibles axée sur les réseaux sociaux et les médias numériques qui deviennent des outils incontournables (twitter, Facebook, etc.)
  - **Le jeune public et les familles** : La gratuité de la programmation d'Orientalys et son accessibilité permet à un large public et surtout aux familles de fréquenter le festival et de s'abreuver d'une culture différente mais faisant partie de la mosaïque culturelle montréalaise.
  - **Les femmes**, à travers des alliances avec des organismes culturels et communautaires tels que : Dar Al-Maghrib, Maison de la Syrie, Femmes arabes, Association des femmes iraniennes, etc.
  - **Les anglophones**, à travers une promotion bilingue. À cet effet, la communication d'Orientalys est bilingue (sites web, communiqués, publicité, visibilité dans les médias anglophones).
  - **Les touristes,** à travers les activités proposées et un plan de **communication internationale.**

C.2.2. En matière de rayonnement national et international

- **L'élaboration d'une stratégie axée sur le rayonnement national et international, à travers :**
  - La présentation de spectacles mettant en vedette **des artistes internationaux de renom** qui ont la capacité de drainer un important achalandage et d'assurer un effet de levier.
  - La mise en place d'une campagne de communication nationale et internationale organisée autour des 4 grands types de médias (TV, journaux, radios, médias sociaux et internet).
  - Le renforcement de la politique d'accueil des journalistes, des producteurs et des diffuseurs venant de l'extérieur du Québec afin de consolider son réseau et de renforcer son rayonnement international.
  - L'élargissement davantage du réseau de distribution aux autres provinces canadiennes et aux États-Unis.
- L'élaboration d'une **stratégie promotionnelle** orientée vers le grand public et les touristes.
- La mise en place d'**activités de réseautage :** pour augmenter notre réseau et le diversifier, des actions sont prévues au niveau national et international :
  - L'accueil de producteurs, diffuseurs et journalistes du Québec mais aussi de l'étranger (Ontario, Europe, Moyen-Orient, Maghreb, États-Unis).
  - La participation aux prochaines éditions de Mundial Montréal qui est un rendez-vous majeur, spécialisé pour les professionnels influents de l'industrie ciblée.
  - La participation de Joseph Nakhlé, directeur artistique et général, à des rencontres de réseautage organisées par *Us, the moon & the neighbours festival.* Ces rencontres réunissent les principaux acteurs culturels au Liban et au Moyen-Orient.
  - La participation de Henda Ben Salah, directrice de la programmation, aux réunions plénières de l'International network for contemporary performing arts (IETM) dont la prochaine se tiendra en avril 2018 à Porto. L'IETM est un réseau de plus de 500 acteurs culturels œuvrant dans différentes disciplines artistiques : théâtre, dance, cirque, musique, arts multidisciplinaires. Il organise 2 réunions plénières par an dans différentes villes européennes.
  - La collaboration avec le Festival des traditions du monde de Sherbrooke.

- **La mise en place d'une campagne de communication adaptée :**
  - Une **stratégie de communication solide** : établissement d'une salle de presse en juillet, traduction en anglais et en arabe de tous les communiqués, suivi auprès des médias internationaux, outils de marketing adaptés, approches communicationnelles innovatrices, créativité multimédia, etc.
  - **Une communication internationale renforcée** afin d'accroître la visibilité de l'évènement en développant les **partenariats médiatiques nationaux** et **internationaux**, avec les quotidiens et les chaînes de télévisions francophones et arabes à grand déploiement qui ont une large assistance au niveau international et surtout aux États-Unis et en Europe.
  - L'exploitation du potentiel des **médias sociaux** (Facebook, twitter, Myspace, blogue, etc.) afin d'atteindre un public jeune et la communauté des internautes difficilement accessibles par la communication classique.
  - Le développement du **site web** d'Orientalys (www.festivalorientalys.com). Complètement bilingue (français et anglais) et renouvelé, il constitue un outil essentiel pour favoriser la communication et l'interactivité avec le public, les artistes et les partenaires.

- **La consolidation des partenariats nationaux et internationaux, à travers :**
  - S'associer avec des **partenaires œuvrant dans différents domaines** permet l'interaction entre eux et leur offre une occasion unique de tisser des liens étroits avec les différentes communautés montréalaises (Société du Vieux-Port, Dar Al-Maghrib, Tunisair, Royal Air Maroc, M pour Montréal, Mundial Montréal, etc.) Les retombées sociales et culturelles profiteront autant au public qu'aux participants.
  - Consolider les **accords médiatiques** déjà conclus au Liban, en Algérie, en Algérien, en France, en Tunisie et au Maroc et établir de **nouveaux partenariats** médiatiques afin de profiter d'une plus large couverture médiatique.
  - Reconduire la campagne de publicité sur les ondes des chaînes qui couvrent tout le **territoire des États-Unis et du Canada**.
  - Consolider le partenariat avec le **ministère de la culture en Algérie,** à travers son organisme affilié « l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) ».
  - Conclure des partenariats avec les **médias des villes avoisinantes** (Ottawa, Québec, Assomption, Toronto, Sherbrooke) pour augmenter la visibilité nationale.
- **Le renforcement de la communication locale**
  - Accroître la visibilité de l'évènement en développant les **partenariats médiatiques nationaux**, avec les quotidiens et les chaînes de télévisions nationaux et locaux. L'équipe des communications mettra à profit la capacité d'Orientalys à susciter l'intérêt des médias locaux afin de consolider la plate-forme promotionnelle du festival pour ainsi favoriser le développement des publics et des partenariats privés et institutionnels.
  - Prévoir une **campagne publicitaire intensive** à partir de septembre jusqu'à la fin de l'évènement. Une conférence de presse servira de levier pour la diffusion.
  - Profiter des **plateformes** des partenaires d'Orientalys afin de mettre en place une diffusion intensive de l'information par le biais de projection vidéo, de distribution d'imprimés et d'un kiosque d'information, et ce avant le début de l'évènement.
  - Installer des **kiosques de promotion** dans les importants lieux de passages tels que les universités et les centres commerciaux, et ce à partir du 1er juillet jusqu'à la fin de l'évènement.
  - **Diffuser l'information** via les sites web des associations étudiantes, artistiques, culturelles.
  - Consolider la démarche d'une **communication bilingue** (français et anglais), et ce à travers :
    - ✓ La production de programmes et tous les documents de promotion
    - ✓ La diffusion d'extraits vidéo de toute la programmation
    - ✓ Le site web : www.festivalorientalys.com
    - ✓ Les placements des encarts dans *La Presse*, *Le Devoir* et *The gazette*.

C.2.3. En matière de consolidation organisationnelle et financière

C.2.3.1. Une gestion financière rigoureuse

Pour permettre un développement serein du Festival Orientalys, un certain nombre de mesures ont été prises pour assurer une gestion financière rigoureuse et efficace, stabiliser les structures internes et optimiser le rendement de l'équipe. Cela n'est pas toujours chose aisée vu l'imprévisibilité des soutiens financiers publics et privés qui nécessite une grande souplesse afin de faire des ajustements continuels. Pour ce faire, notre équipe redouble de vigilance et fait un suivi minutieux du budget afin d'éviter ce genre de désagrément. Ainsi, les activités artistiques et de développement, prévues et réalisées, restent en adéquation avec les ressources financières de notre organisme. A cet effet, un ensemble de mesures est adopté :

- Le développement des **revenus autonomes** provenant des commandites et des ventes des produits dérivés.
- **L'optimisation du budget alloué aux communications** et privilégier les nouveaux moyens de promotion peu onéreux (réseaux sociaux, réseaux des partenaires, sites web, etc.)
- **Rationalisation des coûts** liés aux équipements en adoptant la mise en commun des ressources entre partenaires.
- Un suivi soutenu du budget prévisionnel par le Conseil d'administration qui permettra d'avoir un bilan constamment exploitable aidant à améliorer la gestion. L'objectif étant d'établir nos budgets à partir de **prévisions minimalistes**, élaborées de plus en plus avec rigueur, afin de **sécuriser l'événement** sur le plan financier et de **réduire les risques.**
- L'option pour des **coproductions et co-diffusions** avec les partenaires (Dar Al Maghrib, AARC, Royal Air Maroc, Air Algérie, Tunisair, chambre de commerce du Maroc, etc.) qui permettent de réduire les coûts de production et de diffusion.
- La conclusion d'ententes avec différents **organismes locaux** (Université de Montréal, associations étudiantes, consulats, etc.) permettant de réduire les coûts de programmation et de promotion.
- La reconduction du partenariat annuel avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, permettant un important **soutien au niveau des ressources humaines**.
- Le **développement** des outils de planification afin d'assurer une meilleure anticipation sur toute l'année ainsi qu'une vision globale des tâches à réaliser et de leurs échéances en matière de programmation, communications, financement, gestion, coordination et logistique.

C.2.3.2. Recherche de nouvelles perspectives financières

Un des enjeux majeurs de l'avenir d'Orientalys se situe au niveau économique et financier. L'augmentation des coûts techniques et artistiques, le besoin de mettre en place plus d'activités pour renforcer leur programmation nécessite la recherche de nouvelles perspectives financières. Le renforcement du soutien public, ainsi que la conclusion de nouveaux partenariats privés sont une source de revenus importante et nécessaire. Le mécénat, en dépit de son caractère aléatoire, difficile à capter, reste un horizon à développer. Ces efforts ont pour but ultime d'assurer à Orientalys une autonomie financière.

C.2.3.3. La mise en réseau et la mutualisation des moyens

L'importance de la mise en réseau des festivals et organismes culturels, ainsi que le partage de leurs expériences sont préconisés. Ces réseaux, sont des plateformes de discussion et de partage des expériences, des compétences, et des savoir-faire. Dans plusieurs cas, ils mutualisent les moyens aussi pour diminuer les dépenses. Ces structures coopératives réalisent aussi des études spécifiques pour répondre plus précisément aux problèmes actuels et montrent de nouvelles pistes d'action. Il y a un réel potentiel de développement de ces réseaux. C'est dans ce cadre, que s'inscrit une de nos démarches.

C.2.3.4. Le développement des produits d'Orientalys

- Identifier des ouvertures et des partenaires dans les autres provinces canadiennes et dans les différents pays arabes et européens afin de créer progressivement les conditions favorables pour une exportation des produits d'Orientalys.
- Produire et commercialiser des disques audio et vidéo des différentes captations non exploitées encore.

C.2.3.5. Renforcement des processus de contrôle

Dans le but d'améliorer la gestion de l'évènement et la réalisation des objectifs fixés, l'équipe d'*Orientalys* a conçu des indicateurs de performance et de résultats fiables, quantifiables et vérifiables. Ces indicateurs permettent d'apprécier les résultats réellement obtenus (cohérents avec les objectifs et se rapportant à un aspect substantiel des résultats attendus) et qui se prêtent à des comparaisons exploitables:

- Le sondage maison : avoir recours aux opinions des spectateurs après chaque présentation. Des questionnaires sont distribués et collectés sur les lieux permettant l'étude de l'auditoire et de son profil (provenance, catégories d'âge, profession, intérêts, etc.).
- L'analyse du bilan par projet (assistance, revue de presse), afin de déterminer le rendement de chaque activité et d'identifier les pistes pertinentes pour un développement durable des activités.
- L'analyse comparative des évaluations auprès du public pour les différents spectacles (assistance locale et internationale), permettant de mesurer l'impact de la programmation.
- L'évolution de l'achalandage du site internet. Des modèles d'analyses permettent d'évaluer avec une grande précision la performance et l'efficacité de la nouvelle configuration du site (nombre de nouveaux visiteurs, provenance, achats effectués, temps de visite, intérêts, etc.)
- La revue de presse internationale (presse écrite, TV, radios, Internet) permettant de mesurer l'impact des partenariats médiatiques conclus ainsi que celui de l'accueil des journalistes étrangers.
- Le suivi du développement des partenariats artistiques et des collaborations spéciales et étude des rapports des rencontres périodiques avec les partenaires artistiques, publics et privés.
- L'analyse des rapports présentés par les membres de l'équipe ainsi que les procès-verbaux du CA (recoupement des données, résultats et propositions).
- L'analyse des États financiers de l'organisme.
- Procédure de suivi des plaintes reçues.
- Un bilan autocritique de l'évènement réalisé par l'équipe et recherche de pistes d'améliorations pour l'édition suivante, rédaction d'un bilan personnel de chaque membre temporaire de l'équipe (stagiaires, emplois OFQJ,...) lors de son départ, collecte et analyse de ces retours par l'équipe permanente.
- Recueil et analyse, lors d'une soirée dédiée, de la perception de l'évènement par les bénévoles et de leurs remarques. Après la tenue du festival, une réunion d'évaluation est organisée pour que les bénévoles puissent faire part de leur expérience et de leur point de vue quant au déroulement et l'organisation du Festival. Ils apportent un regard objectif et critique à l'ensemble de l'événement, permettant ainsi d'attirer l'attention de l'équipe sur les erreurs commises, d'exploiter les forces et de profiter des opportunités qui se présentent.
- Recueil des remarques des parties prenantes de l'évènement (artistes, partenaires, intervenants sur les stands) lors d'une réunion dédiée et rédaction d'un document qualifié de « post mortem » de l'évènement consignant les retours de chacun.

C.2.3.6. Renforcement et stabilisation de l'équipe

- La **consolidation** de la structure administrative et le **perfectionnement** des compétences de l'équipe par le biais des formations professionnelles.
- **Stabilisation** des structures internes et optimisation du rendement de l'équipe.
- Mise en place d'un **plan de relève** qui renforce les efforts déployés dans ce sens par notre équipe durant les précédentes éditions.

C.2.3.7. Amélioration de l'expertise professionnelle de l'équipe

L'amélioration de l'expertise professionnelle de l'équipe est essentielle pour être à la hauteur des objectifs ambitieux de l'organisme. Les initiatives d'apprentissage systématique et continu visent à améliorer les compétences d'organisation et de gestion de l'équipe, permettant ainsi un meilleur rendement et une meilleure efficacité. Ainsi, en matière d'amélioration de l'expertise professionnelle de l'équipe, plusieurs actions de formation sont au programme :

- Formations spécifiques (gestion des projets, planification stratégique, gestion des risques, gestion financière, gestion des RH, etc.)
- Consolider l'équipe avec des spécialistes du plein air : faire appel à des spécialistes des manifestations de plein air afin de :
  - Mieux gérer les aspects logistiques notamment les besoins techniques, matériels et organisationnels.
  - Concevoir une occupation de l'espace pratique et efficace afin de créer une atmosphère qui plonge instantanément le festivalier dans un univers d'hospitalité et de fantaisie.
  - Repenser la manière d'approcher le plein air et d'attirer le festivalier afin de transformer les contraintes en atouts.
- Formation de l'équipe, y compris les stagiaires, aux outils de management tels que les ressources Google tels Google Drive, plus, Analytics....
- Participation des membres de la direction aux différents programmes de gouvernance.
- Formation des membres de l'équipe aux outils de planification stratégique de manière à être plus responsables et plus réactifs.

- Formation spécialisée aux personnes responsables de la recherche des commandites.

C.2.3.8. Renforcement et organisation de l'équipe des bénévoles

Afin de faire face au manque de ressources financières et humaines, notre organisme compte sur le soutien d'un réseau de bénévoles qu'il compte renforcer au cours des prochaines éditions. Ces bénévoles aident notamment dans la promotion de l'évènement et la gestion des activités.

Une rencontre avec les bénévoles est prévue une semaine après la fin de chaque évènement afin d'évaluer les résultats au regard des objectifs fixés au préalable. Les bénévoles sont invités à poser un regard critique sur la planification, la programmation, la promotion et l'organisation logistique du festival. Leur avis objectif quant à la démarche et leur implication, de la planification au démontage, permettent à l'équipe de corriger les erreurs commises et de profiter de nouvelles opportunités ou de nouvelles forces. Cette évaluation permet la préparation des prochaines éditions dans de meilleures conditions.

C.2.3.9. La constitution de Comités de soutien

Le but est de mettre en place des comités constitués par des personnes externes à l'équipe d'Orientalys qui seront un soutien supplémentaire dans les domaines suivants : la recherche au niveau de la programmation, les partenariats, recherche de sources de financement supplémentaires. Malgré la volonté des membres de l'équipe et le travail accompli par chacun, il demeure qu'un appui externe est nécessaire surtout au niveau de la recherche de financement tant au niveau institutionnel qu'au niveau des commanditaires privés. Ces comités ont déjà fait leurs preuves dans d'autres organismes et festivals, cependant, leur gestion et leur coordination n'est pas aisée et nécessite qu'une ressource supplémentaire du personnel leur soit allouée.

C.2.3.9. Respect de la charte éthique

Consciente de l'importance de fixer un cadre rigoureux qui permet d'évaluer les actions entreprises à la lumière de critères éthiques, Alchimies, Créations et Cultures a mis en place une charte claire et explicite qui engage aussi bien les membres de l'équipe que les artistes et les collaborateurs. Toutes les activités de recherche, de création artistique et de diffusion doivent être menées dans l'esprit de cette charte. Ces normes d'éthique doivent être interprétées dans le respect des principes qui animent notre équipe, à savoir l'honnêteté, la confiance, la collégialité et le respect de l'autre et de ses valeurs en toute circonstance. (Voir annexe)

C.3. Résultats concrets visés

C.3.1. En matière de programmation

- Le développement d'une programmation d'envergure qui consolide l'image de marque d'Orientalys.
- L'offre d'un produit culturel unique qui se démarque des manifestations estivales déjà en place et qui s'inscrit dans une ouverture sur l'autre et dans l'inter-culturalité.
- Le développement du concept de la Médina Orientale.
- L'accroissement du nombre des pays participants
- Le développement de la programmation internationale qui permettra d'accroître la notoriété de notre organisme et confirmera sa mission en tant qu'« espace dédié au dialogue des cultures ».

C.3.2. En matière de développement du public

- Le renforcement de la place qu'occupe Orientalys dans le paysage artistique montréalais et parmi les festivals d'été au Canada.
- L'accroissement de l'interaction et de la proximité avec le grand public des activités d'Orientalys.
- L'accroissement substantiel de l'achalandage local et touristique :
  - ✓ Une augmentation de l'achalandage global permettant un retour à la normal en premier lieu en 2018 et une augmentation de 20% à partir de 2019.
  - ✓ Une augmentation de l'achalandage des touristes provenant des autres provinces canadiennes.
  - ✓ Une augmentation de l'achalandage des touristes provenant des États-Unis.

C.3.3. En matière de rayonnement national et international

- La consolidation des partenariats institutionnels, artistiques et médiatiques, nationaux et internationaux.
- L'accueil des journalistes étrangers permettant d'assurer une couverture médiatique dans des tribunes internationales de forte influence qui se répercutera sur la notoriété publique et artistique, ainsi que sur le développement du public du festival.
- La réalisation de la deuxième phase de développement du site Web d'Orientalys, comprenant la création des volets interactifs, qui permettra de rejaillir à la fois sur la réputation et la fréquentation du public.

C.3.4. En matière de gestion financière et organisationnelle

- L'augmentation des ressources financières provenant du public.
- L'augmentation des ressources autonomes provenant des commandites, vente des produits dérivés, location des tentes, ventes publicitaires dans les publications, site Web et autres.
- La mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle adaptée à la réalité et aux enjeux futurs de l'organisme, comprenant un plan de relève, essentiel pour la pérennité du Festival.

D. Demandes financières auprès d'organismes publics (2018)

Organisme Public	Montant demandé	État
o MAMROT, Québec	100.000 $	En cours
o Patrimoine Canadien	90.000 $	En cours
o Ville de Montréal	25.000 $	En cours
o Arrondissement Ville Marie	18.000 $	En cours

E. Les prévisions budgétaires 2018

Voir document ci-joint.

F. Bilan de la 7e édition d'Orientalys - 2017

Voir document ci-joint.

G. PLAN DE COMMUNICATIONS - 2018

G.1. Objectifs

- Renforcer la position d'Orientalys en tant que produit culturel montréalais de grande qualité artistique, unique en son genre, participant activement à la dynamique culturelle et artistique de la Métropole et qui ambitionne à devenir l'une des plus grandes manifestations culturelles et artistiques du genre en Amérique du Nord.
- Renforcer la position d'Orientalys en tant qu'espace entièrement dédié à la rencontre des cultures québéco-orientales.
- Consolider le rayonnement international du festival à travers le développement des partenariats médiatiques, la diffusion des communications dans les réseaux des partenaires institutionnels à l'étranger, l'extension des relations de presse à l'extérieur du Québec afin de soutenir l'intérêt manifeste des médias et des publics étrangers pour le festival.
- Promouvoir Orientalys aussi bien à Montréal et au Québec que dans le reste du Canada et à l'extérieur.
- Maximiser l'impact médiatique des événements à caractère international (grands spectacles, la Médina orientale...)
- Établir un plan de communication qui permet de renforcer l'image d'Orientalys comme lieux de créativité et de diversité.
- Établir une stratégie de communication spécifique aux médias sociaux, communiquer les informations reliées aux diverses activités à travers les médias et les sites spécialisés (informationnels, artistiques, touristiques, ainsi que ceux des milieux culturels universitaires).

G.2. Forces et opportunités d'Orientalys

- Depuis sa création en 2011, l'équipe d'Orientalys a conçu ou présenté plus de 550 groupes/projets canadiens et étrangers différents, permettant à de nombreux créateurs d'ici et d'ailleurs de se produire sur une des plus prestigieuses plateformes artistiques et culturelles à Montréal.
- Orientalys est un projet multidisciplinaire qui croise différentes traditions, revisite d'anciennes alliances et offre au public la magie de la fusion des musiques et des danses. La programmation, riche et originale, est dédiée à l'échange et à la diversité.
- Orientalys permet à Montréal de se positionner comme la première ville nord-américaine à offrir à ses citoyens, visiteurs et touristes un produit artistique qui croise l'orient et l'occident et qui concilie tradition et modernité. Le caractère innovateur du festival, l'originalité de sa programmation et la diversité des artistes participants apporteront certes une richesse à la programmation offerte à Montréal par les différents évènements estivaux. Ce projet de grande envergure a des répercussions importantes en matière de rayonnement aussi bien sur la Métropole que sur notre organisme.
- Orientalys répond à un besoin essentiel, celui de découvrir, comprendre et échanger avec une composante culturelle majeure de notre époque.
- Orientalys bénéficie de l'expérience solide qu'a acquise au FMA en matière de promotion et de mise en marché de ses produits.
- Depuis ses débuts, les communications d'Orientalys sont entièrement bilingues (site web, communiqués, publicité). Cette approche permet à notre festival d'atteindre un public large et au-delà des frontières, ce que corrobore l'étude réalisée en 2013 l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en

musique (OICRM) qui a montré que le festival a accueilli 30% des personnes provenant de l'extérieur de Montréal dont 13% de l'extérieur du Québec.

G.3. Perspectives de l'édition 2018

Vu que la fréquentation du public et la communication sont indissociables, l'équipe d'*Orientalys* a décidé de donner au festival les moyens de développer ses publics en mettant en place un plan de communication ambitieux organisé autour des objectifs suivants :

- Consolider et étendre la notoriété et le rayonnement de l'évènement au Canada et à l'international pour qu'il devienne un rendez-vous annuel pour les Québécois, les Canadiens et les touristes.
- Renforcer l'impact de chaque action de communication, notamment, au niveau local, en réorganisant et rationalisant la distribution de dépliants et les actions de communication.
- Établir des partenariats médiatiques nationaux et internationaux et consolider les partenariats existants.
- Accueillir des journalistes, producteurs et diffuseurs internationaux afin de renforcer son réseau et son rayonnement.
- Renforcer la communication internationale en prévoyant dans le plan de communication une augmentation sensible des fonds alloués à la promotion de l'évènement (particulièrement aux États-Unis) en ciblant des groupes spécifiques (asiatiques, africains et orientaux) et la communauté des mélomanes (musique du monde).

G.4. Lignes principales de la stratégie de communication, de promotion et de mobilisation

Le plan de communication (2018) repose sur une stratégie de communication principalement orientée vers le **grand public** et les **touristes**. L'accent sera mis sur la capacité à susciter l'intérêt des médias locaux et étrangers, à consolider la plate-forme promotionnelle et à favoriser le développement des publics et des partenariats artistiques et institutionnels. Il repose sur une profonde réflexion menée par l'équipe, et plus particulièrement par la direction des communications, afin d'adapter la stratégie de communication d'Orientalys à un contexte social et médiatique en pleine évolution.Il s'articule autour des points suivants :

- Une **campagne promotionnelle intensive** est prévue en juillet. Soutenue par une équipe de relations de presse qui met en place d'importants leviers pour la promotion, elle s'organisera autour de différents points:
    - Reconduire et consolider les ententes conclues avec La Presse, TV5, CTV, Radio classique CJPX, CKUT, CIBL, MIKE FM et Nuevo Mundo TV.
    - Renforcer le rayonnement par le biais des occasions de visibilité offertes dans le cadre des ententes conclues avec les partenaires de diffusion ou de production - notamment la Société du Vieux-Port, la Vitrine, etc.
    - Intensifier l'exploitation du potentiel des médias sociaux (Facebook, Twitter, Myspace, Instagram, blogues, etc.) afin d'atteindre un public jeune et la communauté des internautes.
    - Renforcer l'impact de chaque action de communication en s'appuyant sur l'expérience de l'équipe des relationnistes de presse (approches communicationnelles innovatrices, créativité multimédia, traduction en anglais et en arabe de tous les communiqués, suivi auprès des médias internationaux, outils de marketing adaptés, etc.)
- Élaborer une **campagne de promotion internationale** globale (TV, journaux, internet, médias sociaux) qui repose sur :

- Investir et faire valoir les activités d'Orientalys dans des campagnes de sensibilisation et de valorisation auprès du public, des acteurs culturels québécois et des organismes artistiques locaux et internationaux.
- Une campagne promotionnelle sur les chaînes de télévision arabes Future TV et LBC International.
- Campagne de promotion en Ontario, dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis (Radio-Canada Télévision, journaux arabophones au Canada et aux États-Unis, distribution à grande échelle des dépliants, radios locaux et communautaires, etc.)
- Un envoi postal massif du programme à plus de 15.000 personnes à l'extérieur du Québec, effectué quatre fois par an.

- Mettre en place des **campagnes spécifiques** qui ciblent des **publics potentiels :**
  - Conclure un partenariat avec le réseau de distribution « A l'affiche 2000 » qui détient un réseau de distribution et d'affichage provincial en plus de la ville d'Ottawa.
  - Systématiser la distribution des programmes dans les différents hôtels de Montréal.
  - Reconduire et consolider les ententes conclues avec des organisations culturelles ayant des percées à l'étranger comme Mundial Montreal.
  - Renforcer les partenariats conclus avec Métromédia Plus, Publicité Sauvage, pour bénéficier de leur important réseau de distribution et d'affichage.
  - Optimiser la visibilité accordée par les partenariats possédant d'importants réseaux d'affichage et de distribution.
- Accroître le **potentiel d'attractivité des sites web et des réseaux sociaux**
  - À travers son site web (www.festivalorientalys.com), notre équipe reçoit les propositions artistiques des artistes et recueille les commentaires et les suggestions du public dans les quatre coins du monde. Cette plateforme reflète la mission du festival, son positionnement ainsi que ses objectifs communicationnels à court et moyen terme. Bilingue et offrant une navigation conviviale, facile et ergonomique, le site web permet une plus grande accessibilité tant au niveau national qu'international.
  - Intensifier l'exploitation des médias sociaux (Facebook, twitter, Myspace, instagram, Vineo, blogue, etc.) suite aux progrès importants réalisés lors des derniers exercices, avec le recrutement d'une stagiaire à la communication dédiée à ce créneau.
- Renforcer la communication bilingue. Étant basé à Montréal, la communauté d'Orientalys est très cosmopolite. Pour cette raison, notre équipe s'affaire à rejoindre autant les francophones que les anglophones. Sa stratégie de communication et de promotion est donc basée sur les deux langues officielles :
  - L'impression et la distribution d'un programme comprenant des textes bilingues.
  - La mise en place durant le festival d'une équipe de bénévoles bilingues.
  - Le bilinguisme des sites web et des réseaux sociaux.
  - La création d'extraits vidéo de la programmation et de publications sur les réseaux sociaux dans les deux langues officielles.
  - Des campagnes promotionnelles dans les médias francophones et anglophones, et le placement d'encarts dans La Presse, Le Devoir et The Gazette.
  - Invitation à la conférence de presse de médias anglophones et francophones.

H. Plan de promotion hors Québec

Dans le cadre de sa stratégie de rayonnement international, notre organisme vise les marchés suivants : l'Amérique du Nord, principalement les grandes villes américaines et canadiennes, l'Europe, principalement les grandes villes en France et en Belgique, et l'ensemble des pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ses clientèles cibles ont été les : touristes, mélomanes, cinéphiles, arabophones, milieux artistiques et culturelles. A cet effet, une stratégie promotionnelle de pénétration des marchés visés a été élaborée, en s'articulant autour des points suivants :

- Un plan de communication solide s'appuyant sur l'expérience des relationnistes de presse (établissement d'une salle de presse, traduction en anglais et en arabe de tous les communiqués, suivi auprès des médias internationaux, outils de marketing adaptés, approches communicationnelles innovatrices, créativité multimédia, etc.).
- Une grande campagne de promotion internationale (TV, journaux, internet, médias sociaux) :
  - ✓ sur les ondes de Future TV, LBC et MBC, trois grandes chaînes internationales arabes.
  - ✓ en Ontario, dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis à travers Radio-Canada Télévision, des médias arabophones canadiens et américains, la distribution à grande échelle des imprimés Orientalys en arabe et en anglais...
  - ✓ sur les ondes de TV5, radio-canada.ca, cyberpresse.ca, tva.canoe.ca
  - ✓ sur : elaph.com, eloubnan.com, bonjourmontreal.com, international.daralhayat.com.
  - ✓ dans de nombreux sites Web à l'étranger
  - ✓ à travers les médias sociaux (facebook, youtube, twitter, Instagram, Vineo, Blogue, etc.)
- Des campagnes spécifiques qui ciblent les publics potentiels des différents spectacles (particulièrement les spectacles majeurs).
- Une couverture médiatique au Liban, en Algérie, en Tunisie, à Qatar et au Maroc.
- Une campagne de publicité sur les ondes de Future TV America qui couvre tout le territoire États-Unis et Canada.
- Couverture sur Arab-American Radio (États-Unis).
- Accueil de journalistes, producteurs et diffuseurs étrangers venant de l'extérieur du Québec afin de consolider son réseau et de renforcer son rayonnement international. En effet, de nombreux producteurs et des journalistes viennent à Montréal assister aux diverses activités du festival soit pour une couverture médiatique, soit pour l'établissement de collaborations de partenariats.

I. Politique de développement durable

Depuis de nombreuses années, notre organisme s'inscrit dans la mouvance de développement durable. En se positionnant comme événement écoresponsable, Orientalys vise à atteindre des objectifs environnementaux, sociaux, éthiques et de gouvernance bien précis. À cette fin, des actions ont été mises en place lors des précédentes éditions et seront reconduites et renforcées pour les prochaines années:

I.1. Volet environnemental

- Utilisation des produits dérivés recyclables (les sacs à main, les T-shirts et les autres produits dérivés sont fabriqués à partir de fibres biologiques).
- Tous les programmes sont imprimés sur du papier recyclable.
- Respect des standards environnementaux et écologiques lors de l'évènement comme la mise en place d'un système de collecte des matières résiduelles et compostables (majoritairement des déchets alimentaires) afin de réduire la quantité de déchets sur le site.
- Mise en place d'une stratégie de promotion axée sur les médias électroniques pour minimiser le nombre d'imprimés promotionnels. L'équipe du festival tente d'optimiser l'utilisation du site internet du festival et des médias sociaux. Ces actions contribuent à la fois à minimiser le nombre d'imprimés promotionnels du festival et à réduire le coût de la promotion.
- Les bannières, les oriflammes, ainsi que les éléments de signalisation affichés, sont réutilisés à chaque édition et sont imprimés à partir de fibres recyclées.
- La tenue d'Orientalys sur le site du Vieux-Port accessible par différents moyens de transports publics encourage l'usage des transports en commun (bus, métro, bixi et navette fluviale). Une sensibilisation au covoiturage est aussi mise en place.
- La réduction de l'usage de gobelets en plastique en proposant des gobelets consignés.

I.2. Volet social

- À son échelle, Orientalys participe au combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers la gratuité de toutes ses activités et en proposant des prix de vente ainsi que des services de restauration à des tarifs modérés.
  Notre équipe veille à ce que les kiosques alimentaires proposent des produits sains, équilibrés et variés, tout en proposant aux visiteurs une éducation au goût à travers la proposition de menus de différents pays. Cet effort sera reconduit pour les prochaines éditions.
- La participation des membres de l'équipe dans la gestion de l'entreprise et la mise en place les outils nécessaires pour favoriser de saines relations et de bonnes conditions de travail (formations, programme d'accueil, réunions de bilan régulières). Ils deviennent ensuite des porte-paroles de l'organisme dans leur vie quotidienne hors travail.
- La mise en place de mesures pour garantir la sécurité des personnes : ententes avec des corps ambulanciers pour la sécurité des individus, formation du personnel aux services de premiers soins et recrutement d'employés déjà formés, mise en place d'un plan de mesures d'urgence.
- Intégration de l'équité et la solidarité sociales dans les énoncés de mission et de valeurs de l'organisation. Ainsi, l'existence même d'Alchimies, Créations et Cultures et sa nature d'OBNL en font une organisation dédiée au développement social et culturel de Montréal et de l'extérieur.
- Inscription de l'évènement dans une logique de préparation de l'avenir et de formation en offrant la possibilité à des stagiaires de joindre l'équipe afin de se former sur le terrain au cœur de l'évènement.

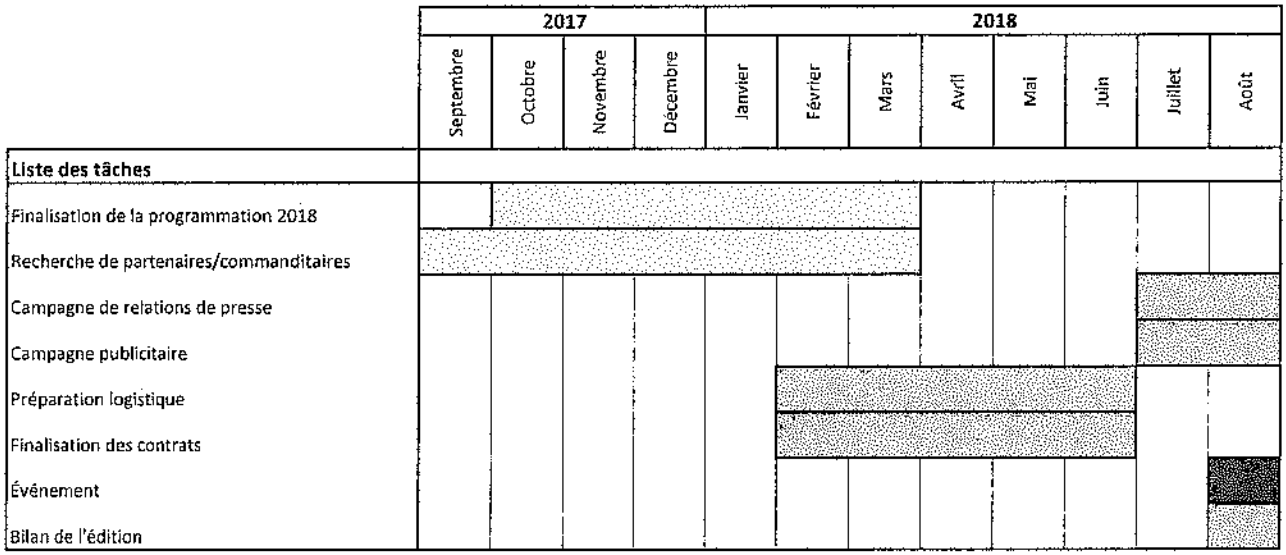
L'accueil des stagiaires se fait dans une logique d'échanges entre les générations de professionnels de l'évènementiel, et de partage et transmission des compétences de chacun.

- Porter une attention particulière à recruter des employés et des bénévoles de différentes origines culturelles et sociales.
- Notre organisme s'implique dans la communauté en soutenant des associations locales. Ainsi, il a entrepris des partenariats et accordé de la visibilité à des associations comme Tollab (Fédération des Étudiants Libanais à Montréal) ou encore l'Association des femmes iraniennes de Montréal ou Concertation femmes. Certaines de ces associations ont également eu l'opportunité de participer à la programmation en proposant des projets originaux. Il en a résulté le développement de nouvelles compétences professionnelles au sein de ces organisations et la mise en place d'une tribune leur permettant d'être actifs auprès de leurs communautés. De plus, les évènements que nous présentons se présentent comme un débouché pour des artistes locaux issus de la diversité culturelle. Le festival met un point d'honneur à donner sa chance à ces artistes et à leur assurer la meilleure promotion.
- De par sa nature, Orientalys participe à l'enrichissement de la société québécoise et de la vie culturelle des diverses communautés montréalaises.

I.3. Volet économique

- Notre équipe déploie d'immenses efforts d'investissement dans la relève, comme en témoigne les précédentes éditions d'Orientalys. Cet investissement prend autant la forme de formation de futurs professionnels et de bénévoles, d'offre d'opportunités à des artistes de la relève, que de mise en contact des différents acteurs dans une optique autant personnelle que professionnelle.
- Rationalisation des coûts liés aux équipements en organisant la mise en commun avec les autres organisations œuvrant et en recherchant des commanditaires et des partenaires pour nos différents évènements.

Échéancier des réalisations



Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186673010

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	LA PEPINIERE ESPACES COLLECTIFS	430060
2.	ALCHIMIES, CREATIONS ET CULTURES	112974

Financement : Autre

Précision : FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISMES CULTURELS OEUVRANT DANS VILLE-MARIE

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		45 000.00 $						**45 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	10	avril	2018	Date de fin :	31	décembre	2018

Formulaire complété par : JUSTINE KANDOLO

Prénom, nom

Date et heure système : 29 March 2018 14:20:15

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Alchimies, créations et cultures**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 200 - 1305, rue Mazurette, Montréal (Québec) H4N 1G8, agissant et représentée par Madame Henda Ben Salah, directrice de programmation, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 15 décembre 2017.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142166124
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet 8e édition du festival Orientalys;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie œuvrant dans Ville-Marie;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix-mille dollars (10 000 $), devant être affectée exclusivement au projet, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit-mille dollars (8 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux-mille dollars (2 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Initiales : _____

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Henda Ben Salah
Directrice de programmation
Alchimies, Créations et Cultures
200 – 1305 rue Mazurette
Montréal (QC) H4N 1G8

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Initiales : _____

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Henda Ben Salah, directrice de programmation

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1186673010**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le **10 avril 2018**.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	**Alchimies, Créations et Cultures**
Nom du projet	8ème édition du festival Orientalys
Date de réalisation	31 juillet au 1er octobre 2018

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Alchimies, Créations et Cultures**
Nom du projet 8ème édition du festival Orientalys
Date de réalisation 31 juillet au 1er octobre 2018

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			

Initiales : _____

Location de bureaux			
Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Pépinière & Collaborateurs**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 218 -2097, rue Viau, Montréal (Québec) H1V 0A7, agissant et représentée par Madame Violaine St-Cyr, directrice de projet, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 janvier 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) :1169825495
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet Village au Pied-du-Courant*;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2018;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2018;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de trente-cinq mille dollars (35 000$), devant être affectée exclusivement au projet, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de vingt-huit mille dollars (28 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties; conditionnel à la réception des états financiers 2017;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de sept-mille dollars (7 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Initiales : _____

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Violaine St-Cyr
Directrice de projet
Pépinière & Collaborateurs
218 – 2097 rue Viau
Montréal (QC) H1V 0A7

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Madame Violaine St-Cyr, directrice de projet

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1186673010**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le **10 avril 2018**.

Initiales : _____

Annexe 1

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Pépinière & Collaborateurs**
Nom du projet Village au Pied du courant
Date de réalisation 1er mai au 30 septembre 2018

REVENUS	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Pépinière & Collaborateurs**
Nom du projet Village au Pied du courant
Date de réalisation 1er mai au 30 septembre 2018

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			

Initiales : _____

Location de bureaux			
Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186673010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  D'approuver les conventions de deux organismes (La pépinière espaces collectifs et Alchimies, créations et cultures) dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie (2018);

  D'accorder à même le budget de fonctionnement, les contributions totalisant 45 000 $

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 45 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		45 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 45 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par les demandes d'achat numéros 544525 et 544526
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.21

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill, et accorder une contribution de 83 200 $

D'approuver la convention avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill.
D'accorder, à cette fin, une contribution de 83 200 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:39

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185382006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill, et accorder une contribution de 83 200 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du plan d'action de lutte à l'itinérance de la ville de Montréal, le Groupe Information Travail (GIT) a présenté une offre de service qui vise à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de personnes à risque d'itinérance.
Le projet de nettoyage et d'entretien des rues du village Shaughnessy, secteur Peter-McGill, propose un ajout complémentaire aux ressources de la Ville afin d'améliorer la qualité du domaine public au bénéfice des usagers et des résidents de ce territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le village Shaughnessy est situé dans une secteur central stratégique :
- 4 établissements d'enseignement collégial et universitaire;
- 50 restaurants;
- Plus de 5000 nouveaux résidants y ont emménagé depuis 2011;
- Plus de 50 000 visiteurs par année en Centre canadien d'Architecture;
- Des paysages urbains exceptionnels hérités des grandes congrégations religieuses de Montréal.

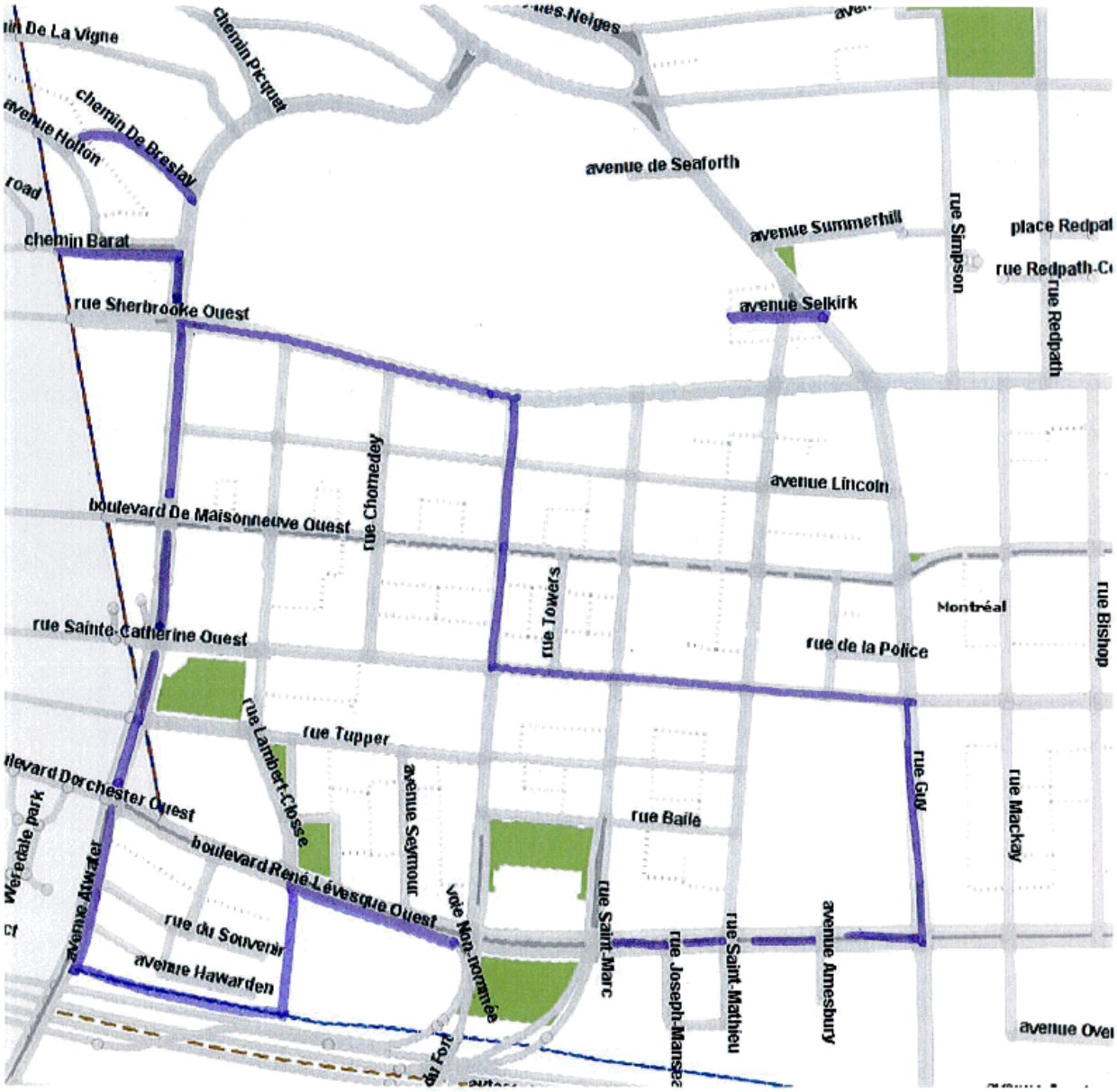
On y trouve également plusieurs grands jardins appartenant à des institutions, comme ceux des Sulpiciens et des Soeurs Grises, qui forment des îlots de verdure.

Le GIT assurera la gestion des opérations de nettoyage du domaine public et la supervision des brigadiers affectés à cette tâche.

Les 4 brigadiers à la propreté affectés dans le cadre de l'offre de service effectueront les tâches suivantes :

- Assurer l'enlèvement des déchets sur les trottoirs, les bordures de rue, les ruelles et entrées de ruelles, les espaces publics et toute autre partie du domaine public directement adjacente au secteur cible;
- Balayer les trottoirs de façon à en retirer les mégots et autres petits déchets;
- Enlever les mauvaises herbes et les déchets dans les carrés d'arbres, les interstices de trottoirs et les saillies végétalisées;
- Enlever l'excédent des poubelles publiques, s'il y a lieu, de façon à ce qu'elles soient au maximum aux trois quarts pleines;
- Déposer les sacs de déchets fournis par la Ville dûment remplis et fermés aux endroits désignés et selon les instructions de la Ville;
- Signaler au responsable identifié par la Ville tout besoin d'entretien ou de propreté non inclus dans ces tâches;
- Lorsqu'approprié, sensibiliser la population et les commerçants à l'importance de la propreté;
- Répondre avec entregent aux questions des citoyens et touristes.

Le territoire sous la responsabilité du GIT est le quadrilatère suivant :



JUSTIFICATION

À la demande de l'arrondissement de Ville-Marie, le Groupe Information Travail (GIT) propose d'accroître les efforts concernant la propreté sur le territoire du village Shaughnessy, secteur Peter-McGill.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement conformément aux informations inscrites dans l'intervention financière de ce dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme est tenu par la convention de faire mention de l'appui financier de l'arrondissement lors de tout événement ou dans toute publication dont il a la responsabilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de l'aide financière se fera selon les termes de la convention après approbation par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018 avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en œuvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill, et accorder une contribution de 83 200 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185382006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Qc H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **GROUPE INFORMATION TRAVAIL (GIT)**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1585, boulevard René-Lévesque Est, Montréal, Qc H2L 4L2, agissant et représentée par monsieur Daniel Léonard, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du jour mois année;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 00000000 RR0001

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étape le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs.

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (Annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte montrant l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 pendant les heures normales de bureau, permet, en tout temps, au Directeur des services administratifs de l'Arrondissement ou à son représentant d'examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et d'en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption par son Conseil d'administration, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1 conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;

4.6.4 dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention ou lors de sa résiliation, tous les biens acquis avec les sommes versées par cette dernière, y compris les sommes déposées en garantie auprès des entreprises de services tels Hydro-Québec et Bell, et toutes les sommes cumulatives non dépensées;

4.6.5 réaffecte à des activités de propreté, de recyclage, d'embellissement et d'amélioration du patrimoine végétal, au cours de l'année suivante, les sommes non dépensées pendant la durée de la présente convention, sous réserve de 5.3. Dans le délai requis par le Directeur, l'Organisme lui transmet, pour approbation, un plan de réaffectation des sommes non dépensées. L'Organisme doit fournir au Directeur toutes les informations et tous les documents que ce dernier peut requérir quant à la réalisation de ce plan de réaffectation. En cas de défaut, tout ou partie des sommes non dépensées à l'échéance de la présente convention doit, à la discrétion de la Ville, lui être remboursé(e).

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de quatre-vingt-trois mille deux cents dollars (83 200 $).

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables, le cas échéant. Cette somme lui sera versée comme suit :

- quatre-vingt pour cent (80 %) lors de la signature de la convention par les deux parties au plus tard le 31 mars 2018;

- vingt pour cent (20 %) à la réception des états financiers annuels au plus tard le 31 décembre 2018.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2018.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Daniel Léonard, directeur général
Groupe Information Travail (GIT)

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1185382006.

ANNEXE I

Brigadiers à la propreté – Secteur Peter-McGill – 2018
Village Shaughnessy

Quatre (4) brigadiers à la propreté effectueront les tâches suivantes :

- Assurer l'enlèvement des déchets sur les trottoirs, les bordures de rue, les ruelles et entrées de ruelles, les espaces publics et toute autre partie du domaine public directement adjacente au secteur cible;
- Balayer les trottoirs de façon à en retirer les mégots et autres petits déchets;
- Enlever les mauvaises herbes et les déchets dans les carrés d'arbres, les interstices de trottoirs et les saillies végétalisées;
- Enlever l'excédent des poubelles publiques, s'il y a lieu, de façon à ce qu'elles soient au maximum aux trois quarts pleines;
- Déposer les sacs de déchets fournis par la Ville dûment remplis et fermés aux endroits désignés et selon les instructions de la Ville;
- Signaler au responsable identifié par la Ville tout besoin d'entretien ou de propreté non inclus dans ces tâches;
- Lorsqu'approprié, sensibiliser la population et les commerçants à l'importance de la propreté;
- Répondre avec entregent aux questions des citoyens et touristes.

ANNEXE II
Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



1585, boulevard René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 4L2
Téléphone : 514-526-1651

Site internet : www.groupeinfotravail.ca
NEQ : 11 4461 2729
Numéro de charité : 120590187RR0001

Personnes-ressources :
Daniel Léonard, directeur général
Courriel : d.leonard@groupeinfotravail.ca

Linda Bourassa, direction adjointe responsable des plateaux de travail
Courriel : l.bourassa@groupeinfotravail.ca

Nathalie Riendeau, Intervenante superviseure de la brigade
Courriel : n.riendeau@groupeinfotravail.ca

OFFRE DE SERVICE
BRIGADE Peter-McGill 2018

1. Objet de l'offre de service

Dans le cadre du plan d'action de lutte à l'itinérance de la ville de Montréal, le Groupe Information Travail (G.I.T) présente cette offre de service qui vise à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de personnes à risque d'itinérance. Le projet de nettoyage et d'entretien des rues du secteur Peter-McGill propose un ajout complémentaire aux ressources de la ville afin d'améliorer la qualité du domaine public au bénéfice des usagers et des résidents de ce territoire.

2. Responsabilités assumées par le G.I.T.

Le G.I.T. assurera la gestion des opérations de nettoyage du domaine public et la supervision des brigadiers affectés à cette tâche.

De façon générale, le G.I.T. prévoit :

- Assurer la gestion d'un superviseur et d'une équipe de brigadiers dans le cadre du présent mandat;
- Élaborer et gérer les horaires, déplacements et affectations du superviseur et des brigadiers sur le terrain de façon à assurer une propreté optimale du territoire assigné, en collaboration avec la Ville;
- Exécuter toutes les tâches reliées au bon déroulement du mandat y compris les tâches administratives et la compilation des données requises par la Directrice ou son représentant autorisé;

3. Brigadiers à la propreté

Quatre brigadiers à la propreté effectueront les tâches suivantes :

- Assurer l'enlèvement des déchets sur les trottoirs, les bordures de rue, les ruelles et entrées de ruelles, les espaces publics et toute autre partie du domaine public directement adjacente au secteur ciblé;
- Balayer les trottoirs de façon à en retirer les mégots et autres petits déchets;
- Enlever les mauvaises herbes et les déchets dans les carrés d'arbres, les interstices de trottoirs et les saillies végétalisées;
- Enlever l'excédent des poubelles publiques, s'il y a lieu, de façon à ce qu'elles soient au maximum aux trois quarts pleines;
- Déposer les sacs de déchets fournis par la Ville dûment remplis et fermés aux endroits désignés et selon les instructions de la Ville;
- Signaler au responsable identifié par la Ville tout besoin d'entretien ou de propreté non inclus dans ces tâches;
- Lorsqu'approprié, sensibiliser la population et les commerçants à l'importance de la propreté;
- Répondre avec entregent aux questions des citoyens et touristes.

4. Horaires

Les brigadiers seront présents entre 8h30 et 17h, du lundi au jeudi, à l'exception des jours fériés. Ils seront actifs du début à la fin de leur créneau horaire assigné, les brigadiers seront présents, au travail, dans le territoire prévu, à l'exception des pauses où ils peuvent s'absenter pour la durée prévue. Le déploiement sur le terrain des brigadiers à la propreté est prévu entre le 23 avril et le 28 septembre 2018.

5. Territoire

Les brigadiers seront présents dans le territoire préalablement entendu et généralement considéré comme le quartier Peter-McGill.

6. Matériel

Le G.I.T fournira tous les outils nécessaires à la réalisation du travail par les brigadiers à la propreté dans des conditions météorologiques extérieures. Entre autres, et sans être limitatif, ces outils consistent en des balais, porte- poussières, pinces, sacs résistants, gants, bacs à seringue et un téléphone cellulaire. La Ville fournira des sacs identifiés destinés à être déposés en bordure de rue lorsque nécessaire. Le G.I.T s'assurera de les disposer selon les directives transmises par la Ville.

7. Uniforme

Le G.I.T s'assurera que les brigadiers portent des vêtements propres et en bon état en tout temps. Ceux-ci devront aussi être adéquats pour le travail extérieur selon différentes températures et conditions météorologiques.

Le G.I.T veillera à ce que les brigadiers portent des chaussures de sécurité et s'assura que ceux-ci les portent en tout temps pendant leur travail.

La Ville de Montréal fournira un dossard conforme aux normes de santé et sécurité, ainsi qu'une identification. Le G.I.T devra faire porter aux brigadiers le dossard et l'identification, et s'assurer que ceux-ci soient maintenus dans un bon état en tout temps.

8. Formation

Le G.I.T. veillera à former de façon générale les brigadiers. Cependant, il serait souhaitable que ceux-ci puissent participer aux séances de formation que La Ville de Montréal organisera.

9. Superviseur

Le superviseur sera présent sur le terrain en tout temps. Il sera chargé du bon déroulement des opérations, de la supervision des brigadiers et du transport du matériel fourni aux brigadiers. Il participera activement aux tâches de propreté réalisées par les brigadiers. Il assurera le volet administratif les vendredis avant-midi.

Le superviseur sera aussi responsable de faire parvenir à la Ville les informations sur tout besoin d'entretien et de propreté non couverts par le contrat, incluant, de façon non limitative, la présence de meubles et gros objets, de graffitis sur le reste du domaine public ou privé, de bris de mobilier urbain ou de toute autre dégradation du domaine public. Ces informations seront communiquées au représentant identifié par la Ville, et ce, dès connaissance de la situation, afin de faciliter une intervention rapide des services concernés. Le superviseur transmettra à la Ville des recommandations sur tout élément permettant une meilleure atteinte des objectifs de propreté.

10. Gestion des ressources humaines

10.1 Les brigadiers doivent avoir une conduite irréprochable et ne porter leur identification que lorsqu'ils sont en train de réaliser les tâches prévues au contrat. Fumer, parler, texter ou consulter son cellulaire, porter des écouteurs, être assis, couché, oisif ou s'adonner à toute autre activité incompatible avec leur rôle ne sera pas accepté. Lorsqu'ils prennent les pauses prévues, les employés doivent se retirer de la voie publique, enlever leur identification et demeurer discrets s'ils s'adonnent à l'une des activités mentionnées plus haut. Ils ne doivent pas porter leur identification lors de leur déplacement vers et au retour du lieu de travail ni hors des heures travaillées.
Le G.I.T prendra les mesures disciplinaires nécessaires envers ses employés lorsque ceux-ci, au cours de leur travail, ont une conduite hors norme.

10.2 Respect des règles de sécurité et des méthodes de travail
Le G.I.T s'engage à prendre tous les moyens nécessaires pour s'assurer que les règles de sécurité soient respectées, notamment, en supervisant adéquatement les brigadiers à la propreté. Il émettra des avertissements et, si nécessaire, il imposera des mesures administratives ou disciplinaires pour sanctionner le non-respect des règles de sécurité.

Le G.I.T appliquera et respectera les directives, procédures et méthodes de travail demandées par la Ville ainsi que les méthodes de travail sécuritaires reconnues dans le domaine. Le G.I.T s'engage à informer ses employés des règles de sécurité exigées par la Ville, de leur obligation à les respecter ainsi que de toute nouvelle information reçue à ce sujet.

11. Reddition de compte

Le G.I.T remettra, au plus tard le 15 décembre 2018 un rapport un rapport final. La représentante du G.I.T et sa superviseure assisteront à toutes les rencontres de coordination organisées par la Ville ou l'arrondissement.

12. Paiement

Le paiement se fera selon les modalités prévues à la convention soit 80% au début et 20% à la fin.

Frais salaires et avantages sociaux	budget
Comptable	180 $
AS et CSE administratifs	34 $
Directrice adjointe	1 230 $
AS et CSE administratifs	234 $
Intervenante-Superviseure	21 840 $
AS et CSE administratifs	4 150 $
Brigadiers (4)	39 008 $
AS et CSE administratifs	7 412 $
Total salaires et av. soc.	**74 087 $**
Frais généraux	
frais de local	
Frais de local	1 400 $
Communications	- $
Cellulaire	350 $
Matériels et fournitures	- $
Achat location matériel et fourniture	1 100 $
Autres frais de projet	- $
Frais de groupe (collation-act. Finale)	100 $
Total frais de fonctionnement	**2 950 $**
TOTAL SANS FRAIS ADMIN	**77 037 $**
Frais administration	6 163 $
GRAND TOTAL	**83 200 $**

Brigadiers (travail terrain)	46 420 $	56%	
Superviseure (travail terrain)	25 990 $	31%	87%
Frais de gestion	1 677 $	2%	
Frais généraux	2 950 $	4%	
Frais administration	6 163 $	7%	
	83 200 $		

Daniel Léonard
Le 26 mars 2018

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	GROUPE INFORMATION TRAVAIL	136305

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		83 200,00 $						**83 200,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	10	avril	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Annie Picard

Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 14:55:20

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec le GIT - Groupe Information Travail pour assurer la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté 2018 dans le village Shaughnessy, quartier Peter-McGill;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 83 200 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 83 200,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		83 200,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 83 200,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544558
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.22

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

D'autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc. d'un montant de 12 072,38 $, taxes incluses, pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses;
D'affecter 12 072,38 $ pour financer cette dépense supplémentaire conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:40

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 14 juin 2017	Résolution: CA17 240315

Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 48,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire);

D'approuver la convention de services professionnels avec le Groupe Marchand Architecture & Design inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design inc., seul soumissionnaire conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1166486006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda vise à autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) d'un montant de 12 072,38 $ taxes incluses pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses. La ventilation des honoraires supplémentaires est jointe au dossier.
Le montant total des frais incidents demeure inchangé, la dépense totale autorisée par le dossier sera donc de 96 234,09 $.

En juin 2017, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc. obtenait le mandat de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, phase II. Ce mandat fut octroyé à la suite d'un appel d'offres public en avril de la même année (VMP-17-029).

En cour de projet, la Direction Culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie a soulevé l'intérêt d'aménager une toiture végétalisée en vue d'agrandir le plateau de travail du Quartier nourricier. Les plans furent adaptés en conséquence et la surveillance sera revue via le budget de contingence.

La Direction des Travaux publics a également confirmé la volonté d'intégrer une toilette autonettoyante encastrée dans le futur chalet du parc Walter-Stewart. Compte tenu de l'état d'avancement des plans et devis, ceux-ci devront être modifiés et diverses vérifications techniques s'en suivent. Ce travail supplémentaire ne peut être couvert par les honoraires rattachés au contrat approuvé. En effet, dans le cadre du contrat VMP-17 -029, le montant voté de 70 134,75 $, taxes incluses, ainsi que ses contingences de 7 013, 48 $, approuvés par la résolution du CA17 240538, ont été engagés dans leur totalité, conformément au vote de crédit.

Groupe Marchand Architecture & Design Inc. a déposé une demande d'honoraires supplémentaires de 12 072,38 $, taxes incluses, (jointe au présent sommaire addenda) que nous jugeons acceptable eu égard aux services supplémentaires qui doivent être rendus.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
conseiller(ere) en amenagement

514 872-3975
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.22

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);
D'approuver la convention de services professionnels avec Groupe Marchand Architecture & Design Inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu la note de passage, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-06-01 16:40

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166486006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, l'arrondissement de Ville-Marie a entamé et réalisé la première phase des travaux d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart dans le district de Sainte-Marie. Ce projet, inscrit dans le plan d'action 2016 du programme Quartier intégré de l'arrondissement, vise à répondre à la problématique de l'insécurité alimentaire dans le Centre-Sud.
Ces travaux comprennent l'agrandissement du parc Walter-Stewart d'une superficie de 780 m2 par la création d'une propriété superficiaire de 25 ans, la démolition en conditions d'amiante d'un édifice vétuste, la traitement environnemental des sols, la relocalisation d'un jardin communautaire, l'aménagement de la toute première serre communautaire multi-fonctionnelle dans un quartier central, l'aménagement du terrain de balle, l'aménagement d'un nouveau tronçon cyclable ainsi que l'ajout d'un éclairage sécuritaire. La gestion et l'entretien de la serre communautaire sont assurés via un collectif d'organismes communautaires locaux composé de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, du Carrefour alimentaire Centre-Sud, de Sentier urbain et de la Société Éco-citoyenne de Montréal.

Le projet s'est vu décerner le premier prix du gala annuel des GRAMiE's de l'environnement pour la catégorie "projets à l'échelle de la Ville de Montréal" puis, fut sélectionné parmi les finalistes de la 29e édition (2017) du concours des prix ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, qui contribue à souligner le travail exceptionnel des entreprises de l'Est de l'île.

En 2017, l'arrondissement souhaite entamer la seconde et dernière phase du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, inscrite dans son plan d'action 2017 du programme Quartier intégré. En raison de la dégradation du chalet du parc et pour répondre aux nouveaux besoins exprimés, la réhabilitation complète de l'édifice est requise. De plus, les modules de jeu pour enfants furent retirés en raison de leur désuétude. Finalement, l'absence d'éclairage et d'équipements de qualité rend cet espace non sécuritaire et propice au vandalisme.

La Ville souhaite réaménager cette portion du parc pour en faire un véritable pôle sportif et

culturel. L'élaboration d'un plan d'aménagement pour la seconde phase du parc constitue un pas vers l'avant dans la mise en oeuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier Ste-Marie. Le PPU met de l'avant le renouvellement des équipements du parc Walter-Stewart. Pour répondre aux nombreux besoins en termes de sécurité et d'animation du parc, l'arrondissement entreprendra une réhabilitation complète ainsi qu'un agrandissement du chalet du parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240036 du 9 février 2016 - Résolu d'accorder un contrat de 1 250 596,53 $ à Les Entreprises C.Dubois inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement d'un jardin et d'une serre communautaire, d'un terrain de balle, d'une piste cyclable et travaux d'éclairage dans le cadre du projet de réaménagement du terrain April, formé du lot 1 425 280, subdivision 002 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 304 970,23 $ (appel d'offres public VMP-15¸-024 - 13 soumissionnaires)
CM15 0828 du 16 juin 2015 - Résolu d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 900 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements concernés dans les quartiers Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie, dans le cadre du programme pilote Quartiers intégrés (QI) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à retenir les services de la firme Groupe Marchand Architecture & Design Inc. en vue d'élaborer les plans et devis, effectuer l'estimé du coût des travaux ainsi que la surveillance dans le cadre de la seconde phase des travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart, dans l'arrondissement de Ville-Marie, conformément au devis de services professionnels et addenda joints au présent sommaire.
La Ville de Montréal vise à entamer dès le mois de juin 2017 une analyse environnementale des sols parallèlement au présent mandat. Ce volet de surveillance environnementale fera parti d'un mandat distinct.

JUSTIFICATION

Le 25 avril 2017, l'appel d'offres public du mandat de services professionnels VMP-17-029 été annoncé sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le quotidien Le Devoir, avec une date d'ouverture des soumissions prévue le 25 mai 2017. Durant la période d'appel d'offres, **cinq (5) entreprises se sont procuré le cahier des charges, une (1) a déposé une soumission, la liste des commandes est jointe au dossier. Cela correspond à un taux de réponse de 20 %.** L'ouverture des offres a eu lieu le 30 mai 2017. **La soumission déposée est conforme.**
Deux (2) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres, soit le 27 avril et le 4 mai 2017. Les addenda présentés ont pour objet *la clarification concernant l'échéancier du projet ainsi que des réponses et clarifications aux questions soulevées par les soumissionnaires au sujet des garanties* .

Le délai prévu pour la validité des soumissions **est de quatre-vingt dix (90) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions, ce qui porte la validité au 24 juin 2017.**

Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Cinq (5) firmes ont commandé les documents de soumission sur le système SEAO. Des cinq (5) firmes, une (1) offre de services a été reçue puis analysée en première étape (Évaluation de la conformité et

qualification de la proposition technique sans les honoraires - enveloppe no 1). La seule firme soumissionnaire, soit Groupe Marchand Architecture et Design Inc. a obtenu le pointage minimal requis, afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services incluant les honoraires - enveloppe no 2).

Nous avons pris contact avec l'ensemble des preneurs de cahier de charge. Sur les quatre contactés, un seul retour d'appel confirmant ne pas avoir eu les ressources nécessaires pour répondre adéquatement au mandat.

Soumissions conformes (un soumissionnaire)	**Note finale**	**Montant forfaitaire incluant taxes**	**Contingence (10%) incluant taxes**	**Total**
Groupe Marchand Architecture & Design Inc.	76,83 %	70 134,75 $	7 013,48 $	77 148, 23 $
Dernière estimation réalisée	n/a	n/a	n/a	119 650, 00 $
Moyenne des prix reçus				77 148, 23 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*				N/A
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				N/A
Écart entre la soumission et l'estimé de 119 650 $ *((Estimé - Prix de la soumission taxes et contingences incluses) / Estimé) x 100*				35,52 %

L'estimé de l'arrondissement a été effectué de manière détaillée en évaluant les ressources requises, les taux horaire basés sur les prix du marché ainsi que les heures prévisionnelles. Cet estimé a été contre vérifié avec d'autres méthodes reconnues. Ceci mène l'estimé à un montant de 119 650 $, contingences incluses. Il est à noter que cet estimé ne tient pas compte de la surveillance environnementale ainsi que du laboratoire, tous deux traités dans des mandats distincts.

Étant donné l'écart entre l'estimé et la soumission de plus de 30 %, le soumissionnaire unique et conforme a été contacté afin de valider le respect de l'intégralité de ses engagements. Ce dernier confirme son grand intérêt pour le projet, d'où l'offre agressive. D'autre part, le soumissionnaire partage son désir de prendre part à un projet novateur impliquant des conteneurs maritimes recyclés. Malgré l'intérêt marqué par le soumissionnaire, afin de parer à toute éventualité, l'arrondissement effectuera une surveillance interne rigoureuse lors de l'exécution des travaux.

Il est proposé d'approuver une contingence de 10 % en raison des courts délais de production des plans et devis ainsi que des ajustements à prévoir en fonction de l'état et la disposition des infrastructures en place. La contingence a été fixée pour refléter ce risque.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de Groupe Marchand Architecture & Design Inc., puisqu'il s'agit de la seule firme ayant soumissionné et ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis et connus de tous les soumissionnaires.

Le soumissionnaire Groupe Marchand Architecture & Design Inc. n'est pas inscrit sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette entreprise n'est pas non plus inscrite au RENA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal prévu au contrat est de 77 148,23 $ (taxes incluses). Ce montant comprend le prix de 70 134,75 $ (taxes incluses) et un budget de contingence de 7 013,48 (taxes incluses). Un budget de dépenses incidentes de 7 013,48 (taxes incluses) est demandé pour des dépenses générales et pour permettre l'engagement de divers consultants qui seront requis en parallèle du contrat principal. Le montant de la dépense à autoriser est de 84 161,71 $ (taxes incluses).

Les coûts assumés par l'arrondissement de Ville-Marie sont définis dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat doit être octroyé en vue d'assurer la livraison du projet à temps pour l'été 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA : 13 juin 2017 Début du mandat plans et devis: 14 juin 2017 Fin du mandat plans et devis : 22 août 2017
Début du mandat de surveillance: 20 septembre 2017 Fin du mandat de surveillance et bilan: Été 2018

Mandat global s'échelonne du 13 juin 2017 à l'été 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3975
Télécop. : 514 868-3650

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-31

Louis-François MONET
Chef de division

Tél : 514 868-4395
Télécop. : 514 868-3650

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-06-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Bureau de projets du centre-ville
Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage

Le 27 avril 2017

ADDENDA no. 1

Soumission : VMP-17-029

Travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte trois (3) pages incluant celle-ci.

Le paragraphe 2.4 « Échéancier » du devis technique, page 8 de 32 […]

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 12 avril 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 24 mai 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. **En raison de l'échéancier restreint, l'adjudicataire devra prévoir deux (2) équipes de travail, soit une œuvrant sur le chalet du parc et une sur les aménagements extérieurs. Les dates énoncées ci-dessous devront impérativement être respectées.**

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le mercredi 12 avril 2017.

Il s'agit d'un projet simple et novateur, dont les plans et devis sont à produire dans un délai restreint, soit du 12 avril au 24 mai 2017. **Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).**

A titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

Production des plans et devis :	12 avril 2017 – 24 mai 2017
Appel d'offres, octroi du contrat des travaux :	29 mai 2017 – 5 juillet 2017
Début des travaux:	semaine du 10 juillet 2017
Acceptation provisoire des travaux :	30 novembre 2017
Assistance durant la période de garantie	

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jours de calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

[…] est remplacé par le paragraphe suivant :

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 15 juin 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 22 août 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. Les dates énoncées ci-dessus devront impérativement être respectées.

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le jeudi 15 juin 2017.

Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).

À titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

- Production des plans et devis : 15 juin 2017 – 22 août 2017
- Appel d'offres, octroi du contrat des travaux : 24 août 2017 – 19 sept. 2017
- Début des travaux : semaine du 25 septembre 2017
- Assistance durant la période de garantie : Juin 2018

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jour calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de la réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

Bureau de projets du centre-ville
Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage

Le 4 mai 2017

ADDENDA no. 2

Soumission : VMP-17-029

Travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte trois (3) pages incluant celle-ci.

1. MODIFICATIONS DANS LES CLAUSES ADMINISTRTIVES PARTICULIÈRES

Le point 9. de la SECTION III des Clauses administratives particulières, sous le titre « Garanties » est à retirer du présent cahier de charges. La garantie ou le cautionnement de soumission n'est pas requis dans le cadre de l'appel d'offres VMP-17-029;

2. MODIFICATIONS DANS LES FORMULAIRES DE SOUMISSION

Le complètement des formulaires concernant les cautionnements de soumission et d'exécution ainsi que la lettre d'engagement n'est pas requis dans le cadre de l'appel d'offres VMP-17-029.

3. QUESTIONS / RÉPONSES

Question 1 : Pouvons-nous soumissionner sur cet appel d'offres l'ayant acheté sur SEAO? La clause 2.1 du document de soumission mentionne : « Pour être admissible à soumissionner, le soumissionnaire doit avoir reçu le cahier des charges de la Ville de Montréal. »

Réponse 1 : Puisque la Ville de Montréal a déposé les documents sur SEAO, le soumissionnaire peut effectivement soumissionner sur cet appel d'offres suite à un achat sur SEAO.

Question 2 : Quel est le nombre de pages limite par section ou total de la soumission?

Réponse 2 : Une première section devra comprendre (le nombre de page pour cette section ne sera pas comptabilisé):

- La résolution pour autoriser la signature de la soumission
- La page de présentation de l'offre de services professionnels signée
- L'ensemble des formulaires et documents exigés dûment remplis
- Les réponses au "questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise" (1-2 pages)
- L'organigramme corporatif (1 page)
- Tout autre certification et/ou autorisation demandée (AMF, Revenu Québec, etc.)

L'offre de services incluant les éléments demandés au devis technique devra être présenté dans un document de **quatorze (14) pages au total (excluant la première section mentionnée plus haut ainsi que les CV)**. Cette offre de services devra clairement identifier les quatre (4) onglets suivants:

- Compréhension du mandat et de la problématique;
- Capacité de production et échéancier;
- Expérience et expertise de la firme dans les projets similaires;
- Expérience et expertise de l'équipe de projet.

Question 3 : Pourriez-vous fournir les documents de la **SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION** en format éditable pour que nous puissions y insérer nos réponses.

Réponse 3 : Malheureusement, ces formulaires ne sont pas disponibles en version éditable.

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8		

Acquisition de services professionnels

Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart

Appel d'offres public n° VMP-17-029

Le 25 avril 2017

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	Lettre de présentation	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Le 25 avril 2017

Objet : Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé du coût des travaux, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II du parc Walter-Stewart.

Madame,
Monsieur,

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé du coût des travaux, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II du parc Walter-Stewart, conformément aux documents du présent appel d'offres public.

À cette fin, nous avons le plaisir de vous soumettre les documents d'appel d'offres suivants :
- les instructions au soumissionnaire;
- les clauses administratives générales;
- la politique de gestion contractuelle (annexe des clauses administratives générales);
- les clauses administratives particulières;
- les instructions supplémentaires et données générales de la mission (devis technique);
- annexe 1 – Dimension des modules préfabriqués et exemple d'aménagement
- annexe 2 – Plans des conditions existantes (pièce détachée);

- formulaire – avis de désistement
- formulaire – page sommaire
- formulaire – bordereau de soumission
- formulaire – renseignements complémentaires;
- formulaire – avenant de responsabilité civile;
- formulaire – curriculum vitae
- formulaire – donnée sur le salaire
- les étiquettes de retour

Instructions pour remise de soumission :
- Date: le 25 mai 2017
- Heure : avant 11 h 00
- Lieu : Au comptoir de réception Accès Montréal
  Monsieur Domenico Zambito
  Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
  800 Maisonneuve Est, 17e étage
  Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour toute question ou information concernant cet appel d'offres, vous devez vous adresser à l'adresse suivante : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Par ailleurs, nous vous invitons à prendre connaissance de notre politique d'approvisionnement sur le site Internet de la Ville de Montréal à : ville.montreal.qc.ca, ainsi que de la politique de gestion contractuelle jointe à la présente.

Nous espérons vous compter parmi nos soumissionnaires et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie

Montréal

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE 9

1. Définitions 11
2. Obtention des documents d'appels d'offres 11
3. Propriété des documents 12
4. Vérification des documents d'appel d'offres 12
5. Communications relatives à l'appel d'offres 12
6. Interprétation du contrat 13
7. Addenda 13
8. Préparation de la soumission 13
9. Prix des services 13
10. Prix forfaitaire 14
11. Taux horaire 14
12. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents 14
13. Évaluation des besoins 15
14. Consortium 15
15. Sous-traitance 15
16. Protection de l'environnement 16
17. Présentation de la soumission 16
18. Signature de la soumission 17
19. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions 17
20. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture 17
21. Confidentialité des soumissions 17
22. Vice de forme ou défaut mineur 18
23. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle 18
24. Adjudication du contrat 19
25. Règles d'adjudication de contrats de services professionnels 20
26. Échelle d'attribution 21
27. Langue du commerce et des affaires 21
28. Non-exclusivité 21

CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 22

1. Octroi du contrat 24
2. Rencontre technique 24
3. Assurances 24
4. Propriété intellectuelle 24
5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville 24
6. Conditions de paiement 25
7. Paiement 25
8. Prérogatives de la Ville 26
9. Cession du contrat 26
10. Défaut 27
11. Résiliation 27
12. Application des lois du Québec 27
13. Pénalités pour retard de livraison 27
14. Inspection 28
15. Force majeure 28
16. Évaluation de l'adjudicataire 28

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE 30

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 44

1. Objet 46
2. Consortium 46
3. Validité de la soumission 46

4. Nombre d'exemplaires requis de la soumission 46
5. Durée du contrat 46
6. Prolongation du contrat 46
7. Visite des lieux 47
8. Formule de prix 47
9. Garanties 47
10. Modalités de paiement 47
11. Facturation 48
12. Pourcentage de pénalités applicable pour retard de livraison 49
13. Assurance - responsabilité civile 49
14. Cession des droits d'auteur 50
15. Gestion de contrat 50
16. Grille d'évaluation de l'adjudicataire 50
17. Obligation du consultant responsable de la surveillance de chantier 50
18. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle 50

FORMULAIRES DE SOUMISSION 54

Avis de désistement à soumissionner 56
Page sommaire 58
Bordereau de soumission 60
Renseignements complémentaires 62
Cautionnement de soumission 66
Lettre d'engagement 68
Cautionnement d'exécution 70
Avenant de responsabilité civile 72
Gabarit d'enveloppe nº1 77
Gabarit d'enveloppe nº2 81

DEVIS TECHNIQUE 85

SECTION I
INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

Section à NE PAS retourner

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION I** INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

1. Définitions

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 Adjudicataire : le soumissionnaire à qui a été octroyé le contrat;

1.2 Appel d'offres : processus tenu par la Ville pour manifester son intention d'acquérir ou de louer des biens ou de retenir des services et pour recevoir des offres quant à ces biens ou services;

1.3 Cahier des charges : l'ensemble des documents de l'appel d'offres fournis par la Ville. Ces documents comprennent notamment les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales, les clauses administratives particulières, la page sommaire, le bordereau de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique, les addenda, les plans, les schémas et les dessins;

1.4 Contrat : l'appel d'offres, la soumission et la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'adjudicataire ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette soumission, ainsi que le document de la convention sensiblement conforme à celle jointe en annexe;

1.5 Directeur : le Directeur du Service de la Ville ou de l'arrondissement concerné ou son représentant autorisé;

1.6 Entente-cadre : entente par laquelle chacun des services ou arrondissement de la Ville de Montréal pourra émettre des commandes d'achats;

1.7 Soumission : les documents dans lesquels les services ou biens demandés par la Ville, dans un appel d'offres, lui sont offerts aux prix indiqués; selon les conditions de la Ville;

1.8 Soumissionnaire : la personne, physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose une soumission;

1.9 Sous-traitant : toute personne, physique ou morale, ou toute société dont les services sont retenus par l'adjudicataire pour fournir la totalité ou une partie des biens ou services demandés dans l'appel d'offres;

1.10 Ville : la Ville de Montréal.

2. Obtention des documents d'appels d'offres

2.1 Pour être admissible à soumissionner, le soumissionnaire doit avoir reçu le cahier des charges de la Ville de Montréal.

3. Propriété des documents

3.1 Tous les documents du présent appel d'offres, la soumission présentée par le soumissionnaire ainsi que les documents qui accompagnent ladite soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au soumissionnaire, à moins que la loi le prévoie. Ces documents ne devront pas être utilisés à d'autres fins que celles visées par l'appel d'offres, ni être publiés, reproduits ou copiés, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit du Directeur.

3.2 Quiconque se procure un exemplaire du cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ces documents à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la soumission.

4. Vérification des documents d'appel d'offres

4.1 Le soumissionnaire doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les documents requis aux fins de la préparation de sa soumission. À moins d'avis contraire de sa part avant l'ouverture des offres, il sera présumé que tous ces documents lui sont parvenus.

4.2 Le soumissionnaire doit aviser le Directeur de toute contradiction ou imprécision dans les documents, le plus tôt possible, après la réception desdits documents d'appel d'offres.

4.3 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles le soumissionnaire s'engage dans le contrat et des risques inhérents à la fourniture des biens ou la prestation des services demandés, le soumissionnaire doit étudier soigneusement les documents, ainsi que tous autres écrits ou normes auxquels la Ville réfère dans le cahier des charges.

4.4 Le soumissionnaire s'assure de recueillir toutes les informations dont il peut avoir besoin pour préparer sa soumission.

5. Communications relatives à l'appel d'offres

5.1 Toute demande d'information relative à l'appel d'offres doit être faite en temps utile de manière à ce que la Ville dispose d'un délai raisonnable pour y répondre avant la date d'ouverture.

5.2 Toute demande d'information doit être adressée à l'adresse suivante :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

5.3 Pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée aux documents d'appel d'offres. Si une communication, visant l'appel d'offres, a lieu pendant cette période avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par une telle communication.

5.4 Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

6. Interprétation du contrat

6.1 En cas de difficultés d'interprétation, l'ordre de préséance des documents émis constituant le contrat est le suivant :

- les addenda, du plus récent au plus ancien;
- les clauses administratives particulières;
- les clauses administratives générales;
- les instructions aux soumissionnaires;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- le devis technique :
  - les plans, dessins et schémas;
  - le devis technique (texte);
  - les annexes;
- la soumission de l'adjudicataire.

6.2 La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

6.3 Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter toutes et chacune des exigences de l'appel d'offres.

6.4 À moins d'indication contraire, les normes auxquelles réfèrent les documents d'appel d'offres sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des soumissions et elles en font partie intégrante.

7. Addenda

7.1 S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter l'appel d'offres, un addenda est émis et transmis à chacune des personnes ou sociétés s'étant procuré un exemplaire de l'appel d'offres. Tout addenda fait partie intégrante de l'appel d'offres, et le défaut d'accuser réception dudit addenda à la section IV – Renseignements complémentaires, pourra entraîner le rejet de la soumission.

7.2 Aucun renseignement obtenu autrement que par un tel addenda n'engage la responsabilité de la Ville.

8. Préparation de la soumission

8.1 Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour la préparation et la présentation de sa soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Directeur.

8.2 Le prix figurant au bordereau de soumission ne doit pas inclure la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute autre taxe pouvant les remplacer.

9. Prix des services

9.1 Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat, à moins d'indication contraire dans les clauses administratives particulières.

9.2 Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau, le taux horaire pour chaque service ainsi que le prix requis pour la quantité totale requise à chaque service.

9.3 En cas d'ambiguïté ou de divergence, le taux horaire prévaudra et la soumission sera corrigée en conséquence.

9.4 La Ville peut corriger toute erreur de calcul dans une soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, **le taux horaire soumis ne peut jamais être corrigé**, mais peut être reconstitué, lorsqu'aucun taux horaire n'est indiqué en regard d'un item, en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. Dans une telle éventualité, les soumissionnaires renoncent à exercer tout recours contre celle-ci.

9.5 Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait de la renonciation à invoquer la non proportionnalité d'un taux horaire, de la reconstitution d'un prix unitaire, de la correction d'une erreur de calcul et des ajustements à la soumission en découlant, même si le rang des soumissionnaires est changé.

9.6 La Ville peut, s'il en va de son intérêt, rejeter une soumission dont le taux unitaire n'est pas proportionné. Est considéré proportionné le taux unitaire qui n'est pas inférieur ou supérieur de 20 % à la moyenne des taux unitaires présentés par tous les soumissionnaires. Si tous les soumissionnaires présentent un ou des taux unitaires non proportionnés, la Ville peut, à sa discrétion, augmenter par tranche de 5 % la limite de 20 % jusqu'à ce qu'un ou plusieurs soumissionnaires se qualifient.

9.7 Le soumissionnaire n'a aucun recours contre la Ville du fait du rejet de la soumission dont le taux unitaire n'est pas proportionné.

9.8 Dans l'éventualité où l'adjudicataire fournirait des biens ou des services identiques à ceux visés par le présent appel d'offres à un autre service ou arrondissement de la Ville à un prix moindre que celui indiqué dans sa soumission aux fins du présent contrat, cet adjudicataire devra réduire le prix des biens ou services fournis en vertu du présent contrat d'un montant équivalant à la différence des prix, et ce, à partir de la date où ces biens et services ont été offerts à un prix moindre.

10. Prix forfaitaire

10.1 Si un prix forfaitaire est demandé, le montant soumis doit être global et doit se traduire par l'engagement du soumissionnaire à la réalisation complète du service ou du mandat pour ce montant. Tout ajout ou modification susceptible de restreindre la portée de cet engagement pourrait entrainer le rejet de la soumission. Ce prix est ferme pour toute la durée du contrat.

10.2 Le soumissionnaire évalue le prix sur la base des informations fournies par la Ville dans les documents d'appels d'offres notamment au chapitre de la nature du mandat, de son ampleur, des services requis et des résultats escomptés.

11. Taux horaire

11.1 Le taux horaire des services identifiés doit comprendre tous les coûts nécessaires à l'exécution des services, notamment les frais d'administration générale, la marge de profit et les taxes autres que la TPS et la TVQ, tel qu'en fait état le formulaire prévu à cette fin, ainsi que tous les frais à encourir pour la réalisation complète du service ou du mandat. Tous les prix doivent tenir compte des spécifications techniques exigées par le cahier des charges.

12. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents

12.1 Le soumissionnaire devra obtenir à ses frais tous les permis, certificats, droits de douane et autres se rattachant à son contrat. Dans tous les cas, le soumissionnaire doit se conformer, à ses frais, aux

exigences rattachées à ces permis et certificats. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de voir à inclure ces frais dans le prix de soumission.

13. Évaluation des besoins

13.1 Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit.

14. Consortium

14.1 La formation de consortium est interdite.

15. Sous-traitance

15.1 La Ville accepte l'utilisation de sous-traitants par les soumissionnaires. Toutefois, les offres déposées doivent respecter les conditions suivantes :

a) dans le cas de soumissions sur invitation, la firme invitée doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville;

b) dans le cas d'appels d'offres publics, la firme ayant pris possession du cahier des charges doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville.

15.2 Le soumissionnaire doit inscrire dans sa soumission, au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires, les noms des sous-traitants qui participeront à l'exécution du contrat ainsi que leur contribution.

15.3 Après l'adjudication du contrat, le soumissionnaire doit aviser le Directeur et avoir l'approbation de celui-ci, de toute modification apportée à l'information inscrite au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires de sa soumission.

15.4 La modification de cette information n'a pas pour effet de modifier le contrat, ni de créer aucun lien contractuel entre la Ville et les sous-traitants, ni de relever le soumissionnaire des obligations découlant du contrat.

15.5 L'adjudicataire est responsable de la compétence et de la solvabilité de chacun de ses sous-traitants.

15.6 L'adjudicataire est entièrement responsable envers la Ville de l'exécution du contrat et assume l'entière coordination des tâches que les sous-traitants exécutent. À cet effet, il est de la responsabilité du soumissionnaire de communiquer le contenu du contrat aux sous-traitants concernés en vue de faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du contrat qui les concernent.

15.7 Le Directeur peut, en tout temps, exiger de l'adjudicataire qu'il remplace un sous-traitant qui ne respecte pas les exigences du présent appel d'offres; un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du contrat.

15.8 L'adjudicataire doit fournir, en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces sous-traitants.

15.9 La soumission doit être signée par le seul soumissionnaire.

16. Protection de l'environnement

16.1 Pour ses achats en biens et services, la Ville tient compte des considérations environnementales selon les trois grands principes, soit de réduire, de réutiliser et de recycler. Les soumissionnaires sont invités à mettre en place des mesures pour la protection de l'environnement et à suggérer à la Ville d'autres moyens pour atteindre son objectif.

16.2 Tout projet doit démontrer la volonté du fournisseur à collaborer pour trouver des solutions ayant un impact minimal sur l'environnement, et ce, dans un esprit de partenariat avec la Ville.

16.3 La Ville de Montréal s'est dotée d'un plan stratégique de développement durable. Dans le respect de ces orientations, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission le questionnaire sur la gestion environnementale se trouvant aux renseignements complémentaires, expliquant les actions mises en place dans son entreprise afin de favoriser la protection de l'environnement.

16.4 La présente clause de protection de l'environnement n'est pas discriminatoire. Elle se veut une mesure incitative pour renforcer notre démarche en matière de protection de l'environnement. La Ville se réserve le droit de valider les renseignements reçus des fournisseurs et sous-traitants.

17. Présentation de la soumission

17.1 Le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formulaires de soumission fournis par la Ville, compléter des documents soutenant sa proposition et retourner les documents comme suit :

17.1.1 Enveloppe nº1 – La proposition « technique »

- La proposition technique devra être soumise en cinq (5) exemplaires, recto verso **sans mention du prix et du calcul du prix,** ni aucun indice à cet effet, **sous peine de rejet,** dont un (1) sera un original **et un sera une (1) copie annotée « copie certifiée » de l'original**. L'original et la copie certifiée doivent être signés à la page sommaire, non relié et versé dans l'enveloppe nº1, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville. De plus, un (1) exemplaire de la **proposition technique** devra être soumis en version électronique (copie conforme à l'originale) en format PDF sur CD ou sur une clé USB et versé dans l'enveloppe n° 1. **Aucun fichier ou document contenant une information sur le prix et du calcul de prix, ni aucun indice à cette effet, ne doit être versé sur le CD-ROM ou sur la clé USB, sous peine de rejet.**

17.1.2 Enveloppe nº2 – La proposition de prix

- Un (1) original ainsi qu'une copie annotée **« copie certifiée » de l'original** dûment signé et non relié du bordereau de soumission et des documents établissant les prix, versés dans l'enveloppe nº2 sous pli cacheté, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville.

- Cette enveloppe nº2 doit aussi contenir deux (2) exemplaires de copies reliées (ou agrafées), du bordereau de soumission, et/ou des documents établissant les prix.

17.2 Les soumissions et les enveloppes qui ne respectent pas les exigences de présentation pourront être rejetées.

17.3 Au moment de compléter la section « Identification du soumissionnaire » du formulaire « Page sommaire », le soumissionnaire doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ).

17.4 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec son contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

17.5 Dans une première étape, seule l'enveloppe nº1 contenant la proposition technique sera ouverte.

18. Signature de la soumission

18.1 **Le défaut de signer la PAGE SOMMAIRE de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.**

18.2 Toute rature faite sur les formulaires de soumission doit être paraphée par le signataire de la soumission.

18.3 Si le soumissionnaire est une personne faisant affaire seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporée en vertu de la loi, il peut signer la soumission lui-même.

18.4 Si le soumissionnaire est une société non incorporée en vertu de la loi, l'associé qui signe la soumission est réputé dûment autorisé.

18.5 Si le soumissionnaire est une personne morale, le représentant qui signe la soumission est réputé être dûment autorisé.

19. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions

19.1 Le soumissionnaire peut modifier sa soumission jusqu'à l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, pourvu que telle modification soit accompagnée d'une lettre signée par le représentant autorisé du soumissionnaire. Cette modification doit être insérée dans une enveloppe clairement identifiée « Enveloppe no 1 » ou « Enveloppe no 2 » selon le cas, de manière à être conforme à l'article 17. Dans tous les cas, l'enveloppe doit clairement indiquer le numéro de l'appel d'offres.

20. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture

20.1 Quel que soit le mode d'expédition choisi par le soumissionnaire, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement, sous pli cacheté, à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués à l'appel d'offres pour son ouverture en public tel que prévu.

21. Confidentialité des soumissions

21.1 Seuls les renseignements consignés à la page sommaire des soumissions seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des soumissions.

21.2 La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions. Toutefois, en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), elle pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au Greffe de la Ville de Montréal, certaines informations relatives à cet appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

Direction du greffe
Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information
275, rue Notre-Dame est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Télécopieur : 514 872-5655

22. Vice de forme ou défaut mineur

22.1 S'il y va de l'intérêt de la Ville, elle pourra passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que peut contenir la soumission.

23. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle

23.1 En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes, et prend les engagements prévus à cette Politique (jointe en Annexe).

23.2 En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

- ni le soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du soumissionnaire dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants;

- ni une entreprise qui lui est liée ou un des ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants,

n'ont accompagné la Ville dans l'élaboration du présent appel d'offres.

« Participation à l'élaboration de l'appel d'offres » doit être compris ici comme l'action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger le cahier des charges ou à y être intégré.

23.3 Malgré l'article 22, si l'une ou l'autre des personnes mentionnées à 23.2 d'avoir préparé ou produit pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent cahier des charges dans le délai prévu, constitue une participation à l'élaboration du présent appel d'offres, et la soumission peut être rejetée.

Cependant, ne constitue pas une participation prohibée, le fait pour toute personne d'Avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ayant servi à rédiger le présent cahier des charges mais explicitement mis à la disposition de tout soumissionnaire éventuel.

23.4 La Ville peut résilier le contrat conclu avec l'adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci que son affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte ou bien qu'il ne

respecte pas les engagements prévus à la section 23.2 ou au paragraphe 6 de la Politique de gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la soumission qu'il a présentée et le montant du contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le contrat, y compris tous les dommages résultants d'une telle résiliation.

23.5 Nonobstant l'interdiction pour une entreprise de soumissionner si elle a participé à l'élaboration du cahier des charges dans les six (6) mois le précédant, une dérogation à la clause 23.3 peut être consentie, par écrit, par le Directeur général de la Ville ou, s'il s'agit d'un contrat relevant de la compétence d'un arrondissement, par le Directeur d'arrondissement.

23.6 Le directeur peut, après l'ouverture des soumissions, requérir du soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite soumission. Le défaut du soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans le délai imparti peut entraîner le rejet de la soumission. Le directeur peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le bordereau de soumission, lequel prévaut en tout temps.

23.7 En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger l'adjudicataire et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

24. Adjudication du contrat

24.1 Le contrat sera adjugé si la Ville donne suite à l'appel d'offres, au soumissionnaire qui a présenté l'offre ayant obtenu le plus haut pointage final suivant l'évaluation effectuée conformément à l'article 25 du présent document. Les parties devront alors signer une convention substantiellement conforme au modèle joint au cahier des charges.

24.2 Le Directeur avise par écrit l'adjudicataire de l'octroi du contrat, soit par l'émission d'un bon de commande, soit par une lettre à cet effet et lui demande de compléter tous les documents afférents. Toutes les firmes non retenues seront avisées par écrit.

24.3 La Ville ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires. Elle se réserve le droit de mettre fin au mandat si la firme ne rencontre pas les obligations qui lui incombent de par le contrat ou pour toute autre raison.

25. Règles d'adjudication de contrats de services professionnels

Un système de pondération et d'évaluation des offres, à deux enveloppes, est obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels sur invitation pour les montants de 25 000,00 $ à 99 999,00 $, et publics pour les montants de 100 000,00 $ et plus.

En voici les grandes lignes :

1. La Ville détermine un minimum de quatre critères de sélection, outre le prix.

2. Un nombre maximal de 30 points sur un total de 100 est attribué à chaque critère, autre que le prix. **Le bordereau de soumission et les documents relatifs à l'établissement des prix doivent être insérés dans l'enveloppe de prix identifiée selon le gabarit fourni par la Ville (enveloppe nº2).**

3. Le document d'appel d'offres mentionne les exigences, les critères, leur pondération, et le mode d'évaluation auxquels les offres seront soumises.

4. Un comité de sélection comprenant au moins trois membres sera formé pour évaluer la proposition.

5. L'évaluation s'effectue par chaque membre du comité, sans connaissance des prix, ceux ci étant contenus dans une enveloppe séparée (enveloppe nº2).

6. Seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final.

7. L'enveloppe nº2 contenant le prix est retournée non décachetée au soumissionnaire n'ayant pas obtenu le pointage intérimaire minimal de 70.

8. L'établissement du pointage final de chaque soumission ayant obtenu le pointage intérimaire d'au moins 70 est calculé selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{Pointage intérimaire} + 50) \times 10\,000}{\text{Prix}} = \text{pointage final}$$

9. Une recommandation d'octroi du contrat à la firme ayant obtenu le plus haut pointage final est acheminée aux instances pour autorisation.

26. Échelle d'attribution

Lors de l'évaluation des offres, la pondération est attribuée selon le tableau « échelle d'attribution des notes selon la valeur du critère» suivant.

Échelle d'attribution des notes selon la valeur du critère

APPRÉCIATION	5	10	15	20	25	30
Excellente (90 % à 100 %) Dépasse substantiellement sur tous les aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	5	10	15	20	25	30
Plus que satisfaisante (71 % à 89 %) Dépasse pour plusieurs éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	4	8 ou 9	11 à 14	15 à 19	18 à 24	22 à 29
Satisfaisante (= 70 %) Répond en tout point au niveau de qualité recherchée pour ce critère	3,5	7	10,5	14	17,5	21
Insatisfaisante 40 % à 69 % N'atteint pas pour quelques éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	2 ou 3	4 à 6	7 à 10	8 à 13	10 à 17	12 à 20
Médiocre < 40 % N'atteint pas sur plusieurs aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	1	1 à 3	1 à 6	1 à 7	1 à 9	1 à 11
Nulle = 0 % Aucune information dans l'offre permettant d'évaluer ce critère	0	0	0	0	0	0

27. Langue du commerce et des affaires

27.1 Le soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements. À cet égard, toute communication écrite et verbale doit se faire en français.

28. Non-exclusivité

28.1 Si cet appel d'offres consiste à établir une entente de services professionnels à long terme avec un fournisseur, cette entente ne constitue pas un contrat d'exclusivité auprès de l'adjudicataire.

28.2 La Ville se réserve le droit de requérir de services identiques auprès d'autres fournisseurs. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville advenant telle occurrence

SECTION II
CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner

1. Octroi du contrat

1.1 La Ville n'est pas tenue de donner suite à l'appel d'offres.

1.2 L'adjudicataire ne doit pas entreprendre l'exécution du contrat avant d'avoir reçu une confirmation écrite du Directeur à cet effet.

1.3 Un bon de commande transmis par la Ville peut n'avoir pour objet qu'une partie des biens ou des services visés par le contrat.

1.4 Si le présent appel d'offres vise la conclusion d'une entente-cadre et que le contrat est adjugé, les bons de commande pourraient être émis par les différents services ou arrondissements de la Ville et l'adjudicataire est tenu de respecter le prix et les taux de remise inscrits au bordereau de soumission pour chaque commande.

2. Rencontre technique

2.1 Si la Ville le juge nécessaire, l'adjudicataire doit déléguer un représentant possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution du contrat décrit au présent cahier des charges afin de rencontrer le Directeur, au bureau de la Ville, préalablement à l'exécution du contrat.

3. Assurances

3.1 L'adjudicataire doit détenir toutes les polices d'assurance requises en vertu des documents d'appel d'offres.

3.2 L'adjudicataire devra fournir, à la demande du Directeur, les copies de ces polices d'assurance.

4. Propriété intellectuelle

4.1 L'adjudicataire déclare être l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle requis aux fins de l'exécution du présent contrat. L'adjudicataire garantit et tient la Ville indemne de toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de ce qui précède, et notamment de toute poursuite ou réclamation pour violation de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce, de dessins, de secrets industriels, et à l'indemniser de tout jugement rendu contre elle, en capital, intérêts et frais.

5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville

5.1 L'adjudicataire s'engage formellement, sauf dans la mesure où l'exécution du contrat l'exige, à ne pas divulguer ni publier à des tiers les renseignements ou la documentation que lui communique la Ville.

5.2 Tous les plans, devis et leurs copies, rapports, photocopies, modèles ou échantillons fournis par la Ville ou produits par l'adjudicataire, au cours de l'exécution du contrat, sont la propriété de la Ville et ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. À cet effet, lorsque le présent contrat prend fin, ils doivent être intégralement remis à la Ville.

6. Conditions de paiement

6.1 Les conditions de paiement sont « net trente (30) jours » de la date de la réception de la facture ou de la fourniture des services ou livraison des biens au point de destination prévu par la Ville, selon la plus tardive des deux dates. En conséquence, toute autre condition de paiement ne sera pas opposable à la Ville.

6.2 Malgré le paragraphe 7.1, les soumissionnaires ont la possibilité d'offrir des escomptes de paiement en fonction de délais très précis indiqués à la section A des renseignements complémentaires, point 1. Ces escomptes ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des soumissions, mais lieront l'adjudicataire, le cas échéant.

7. Paiement

7.1 Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés ou services fournis et acceptés par la Ville. En tout temps, l'adjudicataire doit fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement.

7.2 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables, afin de compenser pour les travaux non exécutés ou non conformes aux exigences du cahier des charges.

7.3 Tout compte non conforme sera refusé et retourné à l'adjudicataire pour correction.

7.4 Aucuns frais pour retard de paiement ne pourront être facturés à la Ville.

7.5 L'adjudicataire doit indiquer clairement et séparément sur ses factures les montants et le taux des taxes payables en regard des biens ou services fournis ainsi que les numéros d'inscription qui lui ont été attribués par Revenu Canada aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS) et par le ministre des Finances du Québec aux fins de la taxe de vente du Québec (TVQ).

7.6 Le remplacement des taxes à la consommation existantes (TPS, TVQ) par d'autres taxes ou toute variation du taux de ces taxes sera traité conformément aux dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

7.7 Lorsqu'il y a contre le fournisseur ou l'un de ses sous-traitants une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, cette dernière a le droit de se tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de tout telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.

7.8 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville pour acquitter la réclamation ou créance d'un tiers, la Ville peut exiger du fournisseur qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle.

7.9 Si l'adjudicataire doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque raison que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due au fournisseur, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, intérêts et frais.

8. Prérogatives de la Ville

8.1 La Ville décide de toute question relative à l'interprétation ou à l'exécution du contrat, y compris celle se rapportant aux garanties et à la valeur des commandes. Cette décision est finale et l'adjudicataire doit s'y conformer.

Toute difficulté doit être portée à l'attention de la Ville, par écrit, par l'adjudicataire au plus tard dans les 10 jours de sa survenance. À défaut, l'adjudicataire sera présumé avoir renoncé à faire valoir ses droits à cet égard. L'adjudicataire doit préciser dans son avis écrit les motifs de la contestation, les dispositions contractuelles visées, la solution proposée, le tout accompagné des pièces justificatives.

La présente procédure ne peut avoir pour effet de justifier une interruption ou un ralentissement de l'exécution du contrat. L'adjudicataire est en défaut s'il ne poursuit pas l'exécution du contrat avec la célérité et la diligence requises.

8.2 L'adjudicataire qui poursuit l'exécution du contrat après une décision de la Ville ne renonce pas de ce fait à ses droits et recours pourvu que, dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de cette décision, il signifie à la Ville par écrit sa contestation motivée de telle décision.

8.3 L'adjudicataire doit transmettre à la Ville, sur demande, tout document ou toute information nécessaire.

8.4 Si, pendant l'exécution du contrat et jusqu'à la réception définitive de biens ou services visés par ledit contrat, le Directeur déclare que certaines parties des biens livrés ou services rendus ne sont pas conformes aux exigences du contrat, l'adjudicataire doit apporter les modifications nécessaires à ses frais afin de se conformer aux dites exigences, selon la demande du Directeur.

9. Cession du contrat

9.1 L'adjudicataire ne peut, sans l'autorisation préalable écrite de l'instance compétente de la Ville, céder ses droits et obligations dans le contrat.

9.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que le fournisseur respecte intégralement les conditions présentes à l'appel d'offres, notamment d'assumer l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

10. Défaut

10.1 L'adjudicataire est en défaut :

10.1.1 s'il ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent appel d'offres;

10.1.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

11. Résiliation

11.1 Dans le cas mentionné à l'article 11.1.1, la Ville avise l'adjudicataire de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, l'adjudicataire n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier le contrat.

11.2 Dans le cas mentionné à l'article 11.1.2, le contrat est résilié de plein droit dès que survient l'événement et les garanties fournies par l'adjudicataire deviennent exécutoires nonobstant la résiliation.

11.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

12. Application des lois du Québec

12.1 Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13. Pénalités pour retard de livraison

13.1 Au cas où il surviendrait, avant ou au cours de l'exécution du contrat, des circonstances imprévues qui peuvent causer des retards ou entraîner une modification à l'échéancier dudit contrat, le fournisseur est tenu d'en aviser immédiatement le Directeur qui, s'il le juge à propos, peut alors autoriser par écrit une modification du calendrier du contrat et, le cas échéant, reporter la date prévue de fin dudit contrat.

13.2 Sous réserve du paragraphe 14.1, et sans préjudice quant à ses autres droits et recours, le Directeur pourra appliquer une pénalité à compter de la date prévue de livraison en vertu des « clauses administratives particulières » des documents d'appel d'offres.

13.3 Cette pénalité est calculée sur la valeur des biens non livrés et la Ville ne tient pas compte des taxes applicables dans ce calcul.

13.4 Le cas échéant, la Ville déduira des paiements dus, la pénalité prévue au paragraphe 14.2.

13.5 Cette pénalité est applicable sans que la Ville soit tenue de mettre en demeure le fournisseur d'exécuter son obligation de livrer.

14. Inspection

14.1 La Ville se réserve le droit de procéder à des inspections en cours d'exécution et l'adjudicataire du contrat doit l'aider à accomplir ce rôle.

15. Force majeure

15.1 Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente entente, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés des parties.

16. Évaluation de l'adjudicataire

16.1 S'il le juge opportun, le comité exécutif peut demander qu'un adjudicataire sur un appel d'offres sur invitation soit évalué en fin de contrat. Si c'est le cas pour le présent appel d'offres, la mention en sera faite à la section « Clauses administratives particulières ».

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE
Ville de Montréal

ADOPTÉE LE 23 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
ADOPTÉE LE 25 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Section à NE PAS retourner

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes,* RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;

- ait admis avoir participé à un tel acte;

- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Service institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : Appel d'offres VMP-17-029 Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart

---

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____ , le _____

_____

SECTION III
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Section à NE PAS retourner

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet de retenir des services professionnels pour élaborer les plans, les cahiers de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance des travaux pour l'aménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

2. Consortium

Nonobstant la clause 14 « Consortium » des instructions au soumissionnaire, afin de compter sur la meilleure expertise possible, la Ville accepte la formation de consortiums dans le cadre de cet appel d'offres. Toutefois, les offres déposées doivent respecter la condition suivante :

- La firme invitée doit agir en tant que chef de file de ce consortium auprès de la Ville.

La soumission doit être signée par le représentant dûment autorisé par résolution de la part de chacun des membres qui le constituent.

3. Validité de la soumission

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer son offre pendant **les quatre-vingt-dix (90)** jours calendriers suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné.

4. Nombre d'exemplaires requis de la soumission

Contrairement à ce qui est stipulé à l'article 17.1 des instructions au soumissionnaire, la proposition technique devra être soumise en **cinq (5)** exemplaires, recto verso dont un (1) sera un original **sans mention du prix et du calcul du prix**, ni aucun indice à cet effet, **sous peine de rejet, et une (1) copie certifiée de l'original**. L'original doit être signé à la page sommaire, non relié et versé dans l'enveloppe n° 1, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville.

5. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents des instructions au soumissionnaire et clauses générales de l'appel d'offres, le contrat convenu avec le fournisseur est effectif pour une période de **quinze (15)** mois à partir de la date de l'autorisation d'octroi.

6. Prolongation du contrat

Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins **quatre-vingt-dix (90)** jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de six (6) mois, pour un maximum de deux (2) prolongations.

Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes.

7. Visite des lieux

Aucune visite des lieux n'est prévue avec la Ville. Les soumissionnaires qui désirent visiter les lieux, pourront le faire de façon indépendante.

8. Formule de prix

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de méthode à pourcentage. Le pourcentage des honoraires professionnels est établi selon le coût des travaux estimé et accepté par le client et l'adjudicataire, toutes taxes incluses.

9. Garanties

Si requis à l'appel d'offres, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les garanties requises selon les dispositions ci-après :

9.1 Garantie de soumission

9.1.1 Le soumissionnaire doit présenter, avec sa soumission, une garantie de soumission au montant indiqué à la page sommaire des formulaires de soumission. Une soumission ne contenant pas de garantie de soumission conforme pourra être rejetée.

9.1.2 Cette garantie doit être fournie sous l'une ou l'autre des formes décrites ci après :

9.1.2.1 par chèque **visé**, mandat poste, mandat ou traite bancaire, tiré à l'ordre de la Ville de Montréal, sur une institution financière faisant affaire au Québec, et encaissable dans la Ville de Montréal, ou par lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande, nonobstant tout litige, émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

ou

9.1.2.2 par un cautionnement de soumission, selon le modèle joint aux documents d'appel d'offres, émis par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada, ayant un établissement au Québec et acceptable à la Ville, accompagné d'une lettre d'engagement de cette compagnie à émettre un cautionnement d'exécution au soumissionnaire s'il devient adjudicataire. Cet engagement doit obligatoirement être inséré dans l'enveloppe de prix cachetée (enveloppe nº2). Le cautionnement de soumission doit demeurer en vigueur durant une période égale à celle de la validité de soumission indiquée au cahier des instructions au soumissionnaire, sauf s'il est remplacé par un cautionnement d'exécution, à l'intérieur de ce délai, après l'adjudication du contrat.

9.1.3 Ladite garantie de soumission sera confisquée par la Ville de Montréal, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du soumissionnaire, si :

9.1.3.1 La soumission est retirée après l'ouverture des soumissions ; ou si

9.1.3.2 le soumissionnaire refuse d'exécuter le contrat ou est incapable de fournir, dans les délais requis, les documents ou les renseignements demandés dans les documents d'appel d'offres ou par le Directeur.

10. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

- 30% à la remise des plans et devis préliminaires avec estimation des coûts ;
- 35% à la remise des plans et devis finaux pour appel d'offres ;
- 30% à l'acceptation provisoire des travaux (des factures mensuelles selon l'avancement des travaux pourront être autorisées);
- 5% à la remise des plans tels que construits

10.1 Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, a à chacune des étapes définies ci-dessous, sans dépasser le pourcentage spécifié.

10.2 Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

10.3 Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

10.4 Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »

11. Facturation

11.1 Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Bureau de projet du centre-ville
Direction des travaux publics
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage
Montréal (Québec) H2L 4S8

11.2 Renseignements

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- la date de facturation;
- la période facturée (s'il y a lieu);
- la dénomination sociale de l'adjudicataire;
- le nom d'emprunt ou autre nom en vigueur applicable (s'il y a lieu);

- le numéro de la facture;
- le numéro du bon de commande;
- le numéro du certificat d'avancement ou de terminaison / livraison définitive;
- le nom de l'acheteur;
- le taux horaire par catégorie d'employé/ ou de membre de l'équipe;
- les heures travaillées par catégorie d'employé/ ou de membre de l'équipe;
- le pourcentage d'avancement dans le cas d'un prix forfaitaire (s'il y a lieu);
- les numéros de TPS et TVQ;

Le soumissionnaire doit joindre, lors du dépôt de sa soumission, un spécimen de facture présentant les renseignements énumérés ci-dessus.

12. Pourcentage de pénalités applicable pour retard de livraison

En accord avec la clause 14 « Pénalité pour retard de livraison » des « Clauses administratives générales », le Directeur pourra appliquer une pénalité équivalente à un pour cent (1%) du montant total du contrat, par jour, à compter des dates prévues de livraison qui seront décidées à la réunion de démarrage.

13. Assurance - responsabilité civile

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) la protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

   - à une personne;
   - à plus d'une personne;
   - à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les travaux exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » inclus au cahier des charges dûment et originalement complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat.

Si l'adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur la police d'assurance selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

- d'annuler le présent contrat en tout temps, et ce, sans préavis; ou
- de constater son défaut, d'en aviser la caution et exécuter les travaux à leurs frais. Dans un tel cas, le fournisseur et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

14. Cession des droits d'auteur

L'adjudicataire cède à la Ville l'intégralité de ses droits d'auteur, à titre exclusif, sur les documents et l'œuvre réalisés, y compris tous les livrables produits par l'adjudicataire, en vertu du présent contrat et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci.

L'œuvre cédée pourra être reproduite et exploitée directement ou indirectement, par la Ville, sur quelque support que ce soit.

L'œuvre cédée pourra être reproduite, adaptée en tout ou en partie, publiée, communiquée au public par quelque moyen que ce soit, traduite, exécutée ou représentée en public pour toutes fins jugées utiles par la Ville.

Cette cession des droits d'auteur est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

Toute considération pour la cession de droits d'auteur consentie en vertu du présent contrat doit être incluse dans la rémunération prévue au bordereau de soumission.

15. Gestion de contrat

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles dudit contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions portant sur les aspects contractuels du contrat.

16. Grille d'évaluation de l'adjudicataire

Dans le cadre de l'application de la clause 17 « Évaluation de l'adjudicataire » de la section « Clauses administratives générales », l'évaluation de l'adjudicataire, en fin de contrat, sera effectuée selon la grille de thèmes ci-dessous. La note de passage étant de 70%, est considérée comme un rendement insatisfaisant une note de moins de 70%.

Thèmes et critères	**Pondération**
Aspect de la conformité technique Le respect des données techniques du devis La clarté et fidélité des dessins et devis La clarté et fidélité des rapports La qualité des formats de la documentation Le niveau de détail Qualité des concepts présentés Compréhension des objectifs du mandat	**35%**
Respect des délais et des échéanciers et aspects financiers Respect des échéances pour la remise des plans et devis. Respect des échéanciers pour la remise des rapports de progression Délai de réponse (téléphone et courrier) Précision des estimés (fin) Respect du budget (fin) Optimisation des coûts (fin)	**35%**
Fourniture et utilisation des ressources Compétence et disponibilité du chargé de projet (rh) Compétence et disponibilité de l'équipe de projet (rh) Quantité adéquate de ressource sur le projet (rh) Personnel affecté à la vérification des extrants (rh) Équipe de relève (rh) Respect de l'équipe proposée (rh) Identité du chargé de projet (rh) État, efficacité et disponibilité des équipements (eq)	**10%**
Organisation et gestion La planification des travaux La répartition des travaux entre les intervenants La supervision du chargé de projet Respect des directives administratives du devis Les pratiques d'assurance qualité en fonction	**10%**
Communication et documentation Qualité des communications Qualité des rapports et de toute la documentation transmise La disponibilité de la documentation La présence aux rencontres de chantier	**10%**

17. Obligations du consultant responsable de la surveillance de chantier

L'adjudicataire doit fournir à la Ville toutes les pièces justificatives supportant la recommandation de paiement de chaque quantité apparaissant au bordereau du décompte final.

Sans s'y limiter, la pièce justificative est, selon l'unité de paiement de la quantité au bordereau : un relevé de quantités réalisé au chantier par le surveillant des travaux ; chacun des billets de livraison ou de pesée originaux amassés au chantier par le surveillant des travaux et compilés sur une feuille de calcul. Tous les relevés et feuilles de calcul doivent comprendre une date, une localisation des quantités et une signature du surveillant des travaux.

De plus, les pièces justificatives devront être disponibles sur demande en tout temps.

L'adjudicataire doit fournir à la Ville toutes les pièces justificatives supportant la recommandation de paiement de chaque quantité apparaissant au bordereau du décompte final.

18. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle

« En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).»

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avis de désistement à soumissionner	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Le 25 avril 2017

Acquisition de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart – VMP-17-029

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner à l'adresse suivante, le plus tôt possible :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants.		
La période de soumission ne convient pas à la compagnie.		
Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert.		
Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte.		
Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.		
Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de la firme)

(Signature du fournisseur)

(Date)

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Émission :	**Fermeture :**	**À :**
25 avril 2017	**25 mai 2017**	**11 h 00**

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Cette soumission devra être reçue au comptoir de réception Accès Montréal situé au 800 Maisonneuve Est, 17e étage, **avant 11 h 00 le 25 mai 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de l'arrondissement de Ville-Marie.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de plans, d'un cahier de charges, d'un estimé des coûts, pour le suivi ainsi que la surveillance de chantier en vue du réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____ Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés……
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

……
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE NUMÉRO 1

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Description	
Montant de la proposition 400, 000 $ X _____ %	_____$
Allocation pour services supplémentaires	5 000 $
Contingences (10%)	_____ $
SOUS-TOTAL	_____ $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	_____ $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	_____ $
	TOTAL :

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ». Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire Nom de la compagnie Adresse			
Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Nom de la personne responsable (en majuscules)			
Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ANNEXE A

Section A – Rémunération à taux horaire :

Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire ($), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total ($) (A x B)
Sous-total des honoraires - Section A				
Section B – Dépenses admissibles				
Dépenses admissibles (1 % du total de la section A)				
Autres dépenses :				
Sous-total des dépenses admissibles – Section B				
Sous-total des honoraires et dépenses admissibles – Section A et B				
Total				

Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement.

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2».

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes et **les retourner avec votre soumission dans l'enveloppe numéro 1**.

SECTION A

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : _____

N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 7 des clauses administratives générales.

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1: _____ Addenda n° 3: _____

Addenda n° 2: _____ Addenda n° 4: _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Sous-traitants (si applicable) :

1. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

2. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement concernant la TPS / TVQ:

Numéro d'enregistrement TPS : _____

Numéro d'enregistrement TVQ : _____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous encourageons à le faire dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* :

ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

SECTION B *(optionnel)*

6. Si l'offre de services est présentée par un consortium, identifier chacune des firmes :

a) Nom de la firme (chef de file) :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

b) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

c) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

7. Protection de l'environnement :
OPTION 1 – produits électriques et électroniques

Afin de soutenir l'engagement de la Ville de Montréal à préserver l'environnement et œuvrer dans le sens de la gestion environnementale, le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à supporter celle-ci à tous les stades de vie des produits dont elle fait l'acquisition auprès de lui, et s'assurer du respect des normes ci-après mentionnées :
(S.V.P., cochez les cases appropriées)

☐ **Energy Star** : respect des niveaux de rendement de haute efficacité énergétique;

☐ **RoHS** : restriction d'utilisation de substances dangereuses (plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent) pour l'environnement;

☐ **EPEAT :** évaluation des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables et des écrans en fonction de certains critères environnementaux qui permettent de les évaluer selon 3 catégories :

- ☐ **Or**
- ☐ **Argent**
- ☐ **Bronze**

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Politique environnementale:

- Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?
- Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique?
- Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?
- Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

ET, s'il y a lieu

Emballage:

Est-ce que l'emballage de votre produit:

- Est respectueux de l'environnement? Décrivez le type de matériel utilisé et votre façon de faire.
- Est fait à partir d'un matériau recyclé? Lequel et dans quelle proportion?
- Est recyclable? Dans quelle proportion?
- Est réutilisable? Pour quel usage?

ET, s'il y a lieu

Transport:

Tenez-vous compte des gaz à effet de serre (GES) lors du transport de la marchandise jusqu'à votre client? Quelles mesures prenez-vous pour réduire vos émissions de GES (utilisation de GPS, véhicules hybrides, etc.)?

9. Autre.

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

N^o^ _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

_____
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu des documents d'appels d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à

_____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

N^{o}

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à _____, le _____ 20____.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Date d'émission : _____ N^{o} _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
Nom du signataire

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

N^{o}

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance des documents d'appels d'offres, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « l'**adjudicataire** »)

pour _____
(description du contrat)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 _____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____dollars (_____ $).

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

N^{o}

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

L'adjudicataire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Acquisition de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart – VMP-17-029
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100			Tous dommages confondus _____ $ par sinistre _____$ par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			_____ $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par_____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE				
COLLÉGIALE				
UNIVERSITAIRE				
AUTRE				

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ, OUQ)	DEPUIS:

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE D'EMPLOI
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			

EMPLOYEUR PRÉCÉDENTS	DU	AU	TITRE D'EMPLOI
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE	RÔLE

SIGNATURES

EMPLOYEUR……DATE …….

EMPLOYÉ……..DATE……..

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM

TITRE ACTUEL (Arch., Ing., tech., ar., Int., Jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS PAR SEMAINE	SALAIRE ANNUEL

SIGNATURES

EMPLOYEUR……DATE ……

EMPLOYÉ……..DATE……..

Note: Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

GABARIT D'ENVELOPPE Nº1

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

Montréal

ENVELOPPE Nº1

Nom du soumissionnaire : _____

Adresse : _____

_____

SOUMISSION : VMP-17-029

OUVERTURE : **11 heures, le 25 mai 2017**
OBJET : **Services professionnels pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart**

Ville de Montréal

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

GABARIT D'ENVELOPPE Nº2

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

ENVELOPPE DE PRIX
(Nº2)

(Aucun document relatif au prix ne doit se retrouver ailleurs que dans cette enveloppe)

Appel d'offres nº : VMP-17-029 **SEQ :**

ACQUISITION DE SERVICS PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DES CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Nom du soumissionnaire : _____

Adresse : _____

_____

_____

À L'ATTENTION DE:

Ville de Montréal
Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

NE PAS OUVRIR CETTE ENVELOPPE

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

1. CONTEXTE……1

1.1. Localisation
1.2. Portrait actuel du parc Walter-Stewart
1.3. Démarches entreprises par l'arrondissement de Ville-Marie
1.4. Approches proposées par le PPU Sainte-Marie
1.5. Critères d'aménagement

2. DÉFINITION DU MANDAT……6

2.1. But et objectifs
2.2. Documents fournis par la Ville de Montréal
2.3. Enveloppe budgétaire des travaux de réalisation
2.4. Échéancier
2.5. Rencontres
2.6. Coordination générale

3. DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR……9

3.1. Définition des services et produits livrables
3.2. Listes et détails techniques des livrables

4. ENGAGEMENTS DU DIRECTEUR……18

5. ÉVALUATION DE L'OFFRE DE SERVICES……19

5.1. ÉTAPE 1 : Évaluation initiale de l'offre de services professionnels sans les honoraires (enveloppe # 1)
5.2. ÉTAPE 2 : Évaluation finale de l'offre de services professionnels avec les honoraires (Enveloppe # 2)

6. CONTENU DE L'OFFRE……20

6.1. Présentation de l'offre (5%)
6.2. Compréhension du mandat et de la problématique (15%)
6.3. Capacité de production de la firme et échéancier (20%)
6.4. Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires (30%)
6.5. Expertise et expérience du chargé de projet et de son équipe affectée au mandat (30%)
6.6. Curriculum vitae

ANNEXE I – Dimensions des modules préfabriquées……23
ANNEXE II – Plan des conditions existantes……26
ANNEXE III – Compte rendu de la consultation jeunesse……29

1. CONTEXTE

L'arrondissement Ville-Marie a prévu de réaménager et mettre à niveau certains équipements et installations de ses parcs et places publiques. Le présent mandat vise la démolition et reconstruction du chalet du parc Walter-Stewart (modules préusinées) ainsi que l'aménagement de son pourtour. La zone sujette au présent devis possède une superficie approximative de 3 000 m.ca. Sur cette portion du parc est aménagé un petit terrain de basketball muni de deux (2) paniers, un ancien chalet de parc ne répondant plus aux besoins actuels ainsi qu'une aire de jeux pour enfant dont les modules furent retirés en raison de leur désuétude. Les aménagements vétustes seront à démolir.

Le parc est composé de deux sections communiquant entre elles en arrière lot, une section fait face à la rue Dufresne (celle-ci fut réaménagée en 2016) et l'autre à la rue d'Iberville. Le parc possède plusieurs arbres matures qui devront être conservés. Les sentiers proposés devront respecter les racines dans un esprit d'accessibilité universelle et de passage piétonnier en continu.

1.1 Localisation

Le parc Walter-Stewart, situé au cœur du district de Sainte-Marie, fait partie du quadrilatère borné au nord par la rue de Rouen, au sud par la rue Larivière, à l'est par la rue Dufresne et à l'ouest parla rue d'Iberville.



Plan de localisation du parc Walter-Stewart

Le parc est localisé à moins de 400 mètres de la station de Métro Frontenac, sur un terrain appartenant à l'industrie JTI-Macdonald Corp. Le quartier est caractérisé par la présence de certaines institutions scolaires (Écoles des métiers de l'horticulture de Montréal, École Pierre-Dupuy, École Jean-Baptiste-Meilleur, Centre Gédéon-Ouimet), plusieurs centres de petite enfance (CPE) ainsi que des maisons de jeunes. On retrouve également, sur le plan culturel, la

maison de la culture Frontenac, deux bibliothèques (Frontenac et Père-Ambroise), un bain public (Quintal), un centre sportif et de loisirs (centre Jean-Claude-Malépart) ainsi que deux salles de théâtre (L'Espace libre et Jean-Pierre Perrault).

En plus du parc Walter-Stewart, le secteur est desservi par les parcs des Royaux (à l'Ouest) et Médéric-Martin (à l'Est).

Parc des Royaux :

- Aire de jeux pour enfants de 2 à 5 ans et de 6 à 12 ans ;
- Terrain de basketball et de planche à roulettes ;
- Jeux d'eau ;
- Aires pour les chiens.

Parc Médéric-Martin :

- Aire de jeux pour enfants de 2 à 5 ans et de 6 à 12 ans ;
- Exerciseurs ;
- Terrains de pétanque et tennis ;
- Pataugeoires.

Parc Walter-Stewart :

- Terrain de baseball (réaménagé en 2016);
- Jardin et serre communautaire (nouvellement aménagés en 2016);
- Piste cyclable (nouvellement aménagé en 2016).

Parmi les grandes voies de circulation qui traversent ce territoire, mentionnons :

- dans l'axe est-ouest, la rue Ontario;
- dans l'axe nord-sud, la rue d'Iberville.

1.2 Le portrait actuel du parc Walter-Stewart

En 2015, une expérience de programme pilote Quartier Intégré (QI) a été mise en place afin de permettre une planification concertée des interventions menées par les organismes, les services corporatifs et les arrondissements dans le cadre de cinq (5) programmes en développement durable (Quartiers 21, Quartiers culturels, Quartiers verts, Promenades urbaines, Revitalisation urbaine intégrée).

Suite à cette expérience pilote, le programme se poursuit pour trois ans (plan d'action 2016 à 2018).Ce dernier prévoit des interventions dans trois (3) quartiers identifiés comme triplement vulnérables aux plans économique, social et environnemental : Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie. Chaque année, les arrondissements doivent déposer un plan d'action.

Les projets présentés dans le plan d'action doivent couvrir un minimum de trois (3) des cinq (5) volets suivants :

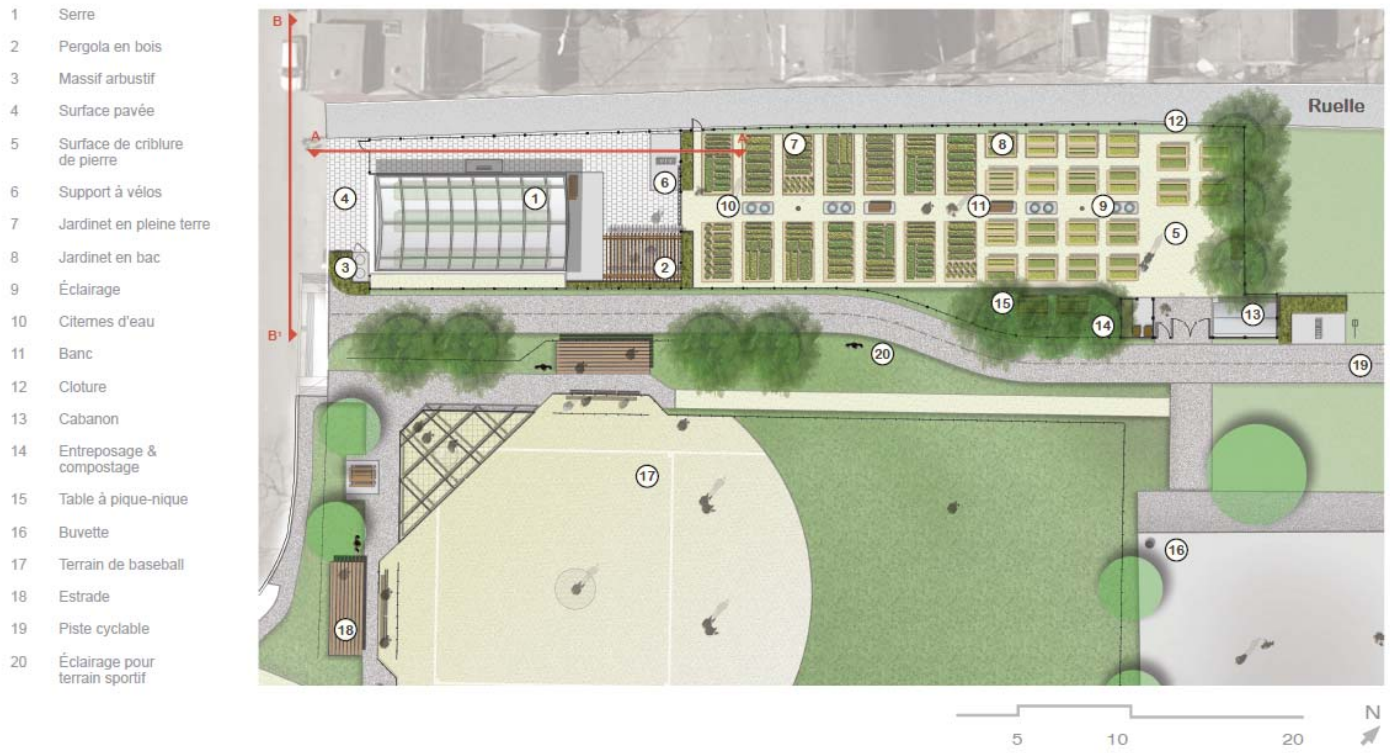
1) La mobilité sécuritaire sur des pôles et des secteurs identifiés ;
2) La consolidation d'un réseau structurant de mobilité active liant les milieux de vie des arrondissements, incluant du verdissement ;
3) L'alimentation saine pour tous, agriculture urbaine, activités physiques et sportives ;
4) Innovation sociale (sensibilisation, mobilisation et communication) ;
5) L'accès à la culture.

Situé dans le quartier de Sainte-Marie, le projet d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart fait partie du plan d'action « 2016-2018 QI » de l'arrondissement de Ville-Marie. La première phase des travaux, initiée en 2016, répond majoritairement au volet *« alimentation saine et agriculture urbaine »* (aménagement d'un jardin et d'une serre communautaire). La

seconde phase prévue pour 2017 couvrira en grande partie la portion « activités physiques et sportives » du 3e volet.

En 2015, l'arrondissement a entrepris la première phase des travaux d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart. Ceux-ci comprenaient sans s'y limiter :

- l'agrandissement du parc d'une superficie de 780 m² par la création d'une propriété superficiaire de 25 ans ;
- la démolition d'un ancien édifice de deux (2) étages, propriété de l'industrie JTI-Macdonald Corp. ;
- la décontamination des sols dans la portion agrandie du parc ;
- la relocalisation du jardin communautaire St-Eusèbe ;
- l'aménagement de la toute première serre communautaire multifonctionnelle à Montréal
- l'implantation d'un nouvel éclairage sécuritaire ;
- l'aménagement d'un tronçon cyclable ;
- l'aménagement de nouveaux sentiers piétons ;
- la réorientation et le nivelage du terrain de baseball.



Plan d'aménagement du projet d'agrandissement du parc Walter-Stewart Phase I

La portion du parc visée par le présent devis est aux prises avec une problématique de vandalisme systématique. L'absence d'animation combinée à un manque d'éclairage et d'équipements de qualité fait de cet espace un lieu propice au vandalisme. L'arrondissement de Ville-Marie souhaite redynamiser cette portion du parc par la création d'un véritable pôle sportif et culturel.

Pour ce faire, l'arrondissement prévoit la reconstruction du chalet actuel, son agrandissement de près de 300 pi² (soit de +/- 1 000 pi² à 1 280 pi²) et la proposition d'une offre diversifiée d'équipements sportifs destinée aux adolescents et moins jeunes du quartier.

1.3 Démarches entreprises par l'arrondissement de Ville-Marie

L'arrondissement de Ville-Marie a entrepris une consultation jeunesse auprès des maisons de jeunes du quartier dans le but de sonder les besoins en termes d'équipements, d'animation et d'aménagement concernant la seconde phase du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart. Le compte rendu de cette démarche est annexé au présent devis. Ce dernier a permis d'établir les balises du programme d'aménagement ainsi que les équipements sportifs privilégiés. À l'aide des services de l'adjudicataire, l'arrondissement confirmera le programme définitif des besoins en fonction du budget prévu.

Le programme général d'aménagement du chalet et du parc a été établi par l'Arrondissement. Ce dernier sera transmis à l'adjudicataire dès les premiers jours du mandat. Le programme d'aménagement spécifique sera quant-à lui élaboré avec l'adjudicataire dans le cadre de ce mandat.

1.4 Approche proposée par le PPU quartier Sainte-Marie

Le PPU du Quartier Sainte-Marie propose en tout premier lieu d'assurer la conservation du parc Walter-Stewart, ce que l'arrondissement effectuera via la création d'une propriété superficiaire d'une durée de 25 ans.

Finalement, les balises d'aménagement du secteur JTI-Macdonald indiquent un renforcement nécessaire du caractère structurant du parc Walter-Stewart par le renouvellement de ses équipements.

Le réaménagement à prévoir vise notamment à conférer au parc une offre en équipements sportifs de qualité permettant d'inciter et d'initier les adolescents et jeunes adultes du quartier à la pratique d'activités physiques et sportives.

1.5 Critères de d'aménagement

Les principaux critères d'aménagement sont:

- la sécurisation des abords de la rue d'Iberville ;
- la transparence et l'ouverture des aménagements ;
- l'ajout de plantations et vivaces ;
- la fourniture d'équipements sportifs de qualité ;
- la facilité d'entretien ;
- la durabilité des installations et du chalet ;
- un éclairage adéquat et non intrusif;
- l'arrimage avec les usages adjacents (terrain de baseball / accès pour entretien) ;
- le respect des contraintes techniques existantes dont les infrastructures souterraines, l'état du chalet du parc et de ses équipements électromécaniques ;

Tous les documents, rapports et dessins disponibles pour la réalisation des plans et devis seront remis à l'adjudicataire au démarrage de son mandat (voir les détails au point **4.**).

2. DÉFINITION DU MANDAT

2.1 But et objectifs

Dans le cadre de la seconde phase des travaux de réaménagement du parc Walter-Stewart, l'arrondissement de Ville-Marie désire retenir les services professionnels d'une équipe multidisciplinaire composée d'un architecte OU d'un architecte paysagiste pour la préparation de plans et devis et de surveillance complète du projet. En ce qui a trait à l'implantation du nouveau

chalet de parc, les services d'un architecte sont requis. De plus, ces professionnels doivent être appuyés par une firme de génie-conseil ou par toute autre expertise nécessaire à la réalisation du mandat.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

La conception préliminaire

- évaluer les conditions existantes (état du chalet, du parc et des équipements);
- préparer les esquisses préliminaire concernant l'implantation et la volumétrie du chalet;
- préparer le programme fonctionnel du chalet en fonction des besoins exprimés par le Directeur;
- réaliser le concept d'aménagement du pourtour du chalet du parc (aires sportives et aménagements) en fonction des besoins exprimés par le Directeur;

Les plans et devis

- préparer les plans et devis;
- préparer les documents d'appel d'offres selon les normes et les documents standardisés de la Ville;
- effectuer le suivi technique lors de la période d'appel d'offres et produire les addenda au besoin;
- préparer les plans et devis pour construction;

Suivi et clôture des travaux

- effectuer la surveillance en résidence des travaux de construction;
- réaliser les plans tels que construits;
- préparer un manuel d'entretien du parc et du chalet (ce livrable peut être effectué après la remise des documents pour soumission);
- assister le Directeur durant la période de garantie;
- effectuer toute autre tâche connexe requise dans le cadre du suivi des travaux (voir tableau – Listes des détails techniques des livrables).

La portée physique du mandat inclut la portion du parc Walter-Stewart comprise entre le nouveau tracé cyclable au nord, la rue Larivière au sud, rue d'Iberville à l'est, le terrain de baseball à l'ouest.

2.2 Documents fournis

La Ville a déjà en sa possession, diverses informations qu'elle mettra à la disposition de l'adjudicataire dans la mesure où ceux-ci sont disponibles, afin de le guider dans l'exécution de son mandat (voir section **4.** du Devis technique). Ces informations sont :

- Bases des plans de l'actuel parc en format dwg;
- Plan du réseau d'aqueduc et du réseau d'égout;
- Plan des réseaux d'utilité publique (CSEM, Gaz Métro, Hydro-Québec et Bell);
- Plan du chalet du parc;
- Évaluation environnementale des sols;

2.3 Enveloppe budgétaire des travaux de réalisation

L'enveloppe budgétaire de classe C pour l'ensemble des travaux comprenant […] :

- la démolition et reconstruction du chalet;
- l'aménagement du pourtour du chalet (mobiliers, plantations, murets d'expression artistique, éclairage et équipements sportifs);
- les travaux de raccordements électriques;
- les travaux de raccordements aux utilités publiques.

[…] est de **900 000 $, taxes incluses et avant contingences.** Cependant, il importe de souligner qu'un budget additionnel de 700 000 $, taxes incluses et avant contingences, devra être considéré pour les fins de décontamination. Il est entendu que les montants additionnels pour les contingences pourront être disponibles au besoin.

Les propositions d'aménagement et du choix d'équipements, de mobiliers et de matériaux de l'adjudicataire doivent être élaborés de façon à ce que le tout soit réalisable dans les limites de cette enveloppe.

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 12 avril 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 24 mai 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. **En raison de l'échéancier restreint, l'adjudicataire devra prévoir deux (2) équipes de travail, soit une œuvrant sur le chalet du parc et une sur les aménagements extérieurs. Les dates énoncées ci-dessous devront impérativement être respectées.**

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le mercredi 12 avril 2017.

Il s'agit d'un projet simple et novateur, dont les plans et devis sont à produire dans un délai restreint, soit du 12 avril au 24 mai 2017. **Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).**

A titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

Production des plans et devis :	12 avril 2017 – 24 mai 2017
Appel d'offres, octroi du contrat des travaux :	29 mai 2017 – 5 juillet 2017
Début des travaux:	semaine du 10 juillet 2017
Acceptation provisoire des travaux :	30 novembre 2017
Assistance durant la période de garantie	

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jours de calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

2.5 Rencontres

Pendant la phase de conception et des plans et devis, l'adjudicataire doit prévoir cinq (5) rencontres, soit la rencontre de démarrage ainsi que les quatre (4) rencontres de validation et d'approbation aux étapes clés du projet (voir tableau « *Listes des détails techniques des livrables* » à la page 15).

Pour les besoins du projet, l'adjudicataire travaillera en collaboration avec l'équipe de suivi affectée au projet. La surveillance inclura une présence à la réunion de démarrage des travaux ainsi qu'une présence bimensuelle aux réunions de suivi de chantier. Avant chacune des rencontres, l'adjudicataire doit établir et distribuer un ordre du jour à l'ensemble des participants.

À la suite de chacune des rencontres, l'adjudicataire est responsable de la rédaction, de la correction et de la distribution des comptes-rendus de réunion. La distribution doit être effectuée dans les cinq (5) jours suivant chaque réunion. Les frais d'honoraires et les coûts de déplacement pour ces réunions doivent être pris en compte dans le montant forfaitaire soumissionné.

2.6 Coordination générale

Le mandat est octroyé et coordonné par le Directeur. Ainsi, tous les échanges entre le consultant et le comité de suivi seront coordonnés par le représentant du Directeur.

Toutes les communications techniques des consultants avec des représentants de la Ville devront au préalable être approuvées par le Directeur. Celui-ci sera en copie conforme de toutes les correspondances.

La Ville demande le dépôt de réponses écrites, sauf si instruction contraire, à tous les commentaires émis par la Ville en regard des documents déposés (rapports et plans). Les réponses devront référer spécifiquement à chacun des commentaires. Tous les documents produits devront porter la signature des professionnels concernés.

La Ville remettra à la firme son approbation écrite afin de confirmer l'achèvement de chaque grande étape du projet et ainsi autoriser le passage à la prochaine étape du mandat.

3. DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR

Les services professionnels recherchés visent tous les services d'ingénierie, d'architecture, d'aménagement, de paysage et d'arboriculture en vue des travaux de construction du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart et de tous autres travaux connexes s'y rapportant. Le contrat du consultant couvrira donc toutes les phases de développement et de réalisation du projet.

3.1 Définition des services et produits livrables

L'adjudicataire doit fournir tous les services et produits livrables conformément au tableau 1 ci-dessous. Les besoins spécifiques concernant les services et produits livrables sont décrits dans les sections suivant le tableau.

1. CONCEPTION
1.1 Conception préliminaire
1.1.1 Programme et concept d'aménagement du chalet, équipements et aménagements extérieurs - Estimation classe D
1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C
1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C
1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble
1.2 Production des plans et devis
1.2.1 Plans et devis préliminaires et estimation Classe B
Plans et devis **75%**, estimation des coûts Classe B
Plans et devis **95%**, estimation des coûts Classe A
1.2.2 Plans et devis finaux **100 %** et estimation Classe A
1.2.3 Documents de soumission (Plans et devis « émis pour soumission», bordereau de soumission)
1.2.4 Exigences particulières
1.3 Appel d'offres
1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres (réponse aux questions et production d'addenda)
1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »
2. EXÉCUTION DES TRAVAUX
2.1 Suivi et surveillance des travaux
2.2 Plans « tels que construits »
3. ASSISTANCE PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

1. CONCEPTION

1.1 Conception préliminaire

1.1.1 Programme et concept d'aménagement du chalet, équipements et aménagements extérieurs - Estimation classe D

Dans un premier temps, le consultant devra visiter les lieux et prendre connaissance du programme général d'aménagement ainsi que de la documentation fournie par le Directeur. À partir des observations terrain ainsi que des données recueillies, l'adjudicataire devra élaborer un programme ainsi qu'un concept d'aménagement pour les éléments suivants :

- Le chalet du parc;
- Les équipements sportifs (choix d'équipements fourni par le Directeur);
- Les aménagements extérieurs (aménagement paysager, mobilier et éclairage).

Ce livrable devra être accompagné d'une estimation générale de classe D.

1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C

L'adjudicataire proposera un concept d'aménagement préliminaire dont un plan d'ensemble ainsi qu'un descriptif des équipements à faire approuver par le Directeur (dimensions, modèles, fiches techniques, etc.) à partir du programme général d'aménagement (fourni au préalable par le Directeur). Il devra également remettre une estimation de classe C (± 15%) du concept d'aménagement préliminaire.

Avant d'entamer les plans et devis. L'adjudicataire devra notamment réaliser les validations et les études suivantes :

- Plan d'aménagement détaillé incluant :
  - les types de matériaux;
  - les types de plantation;
  - le choix et la disposition des équipements et mobiliers.

- Étude géotechnique sommaire (*caractérisation environnementale des sols fournie par la Ville*)

Toutes ces études devront se réaliser conformément aux standards de la Ville de Montréal.

1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C

L'adjudicataire devra effectuer une visite des lieux, accompagnée de l'expertise appropriée, en vue d'en évaluer, sans s'y limiter, l'ampleur des travaux de démolitions à effectuer ainsi que l'état des infrastructures et équipements électromécaniques en place. De plus, lors de cette visite l'adjudicataire devra effectuer toutes les prises de mesure nécessaires aux livrables. La visite devra être coordonnée auprès du Directeur en raison de l'accès requis.

La reconstruction devra utiliser des conteneurs maritimes recyclés et transformés tel qu'effectué par la firme Québécoise *Thinking Habitat*. Ce projet pilote requiert de l'audace et de la créativité. À travers ce projet novateur, la Ville vise l'obtention de la certification LEED Argent tout en respectant sa *Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal*. À cet effet, l'adjudicataire devra prévoir au sein de son équipe de conception un spécialise en certification / construction LEED ainsi qu'une surveillance spécialisée en vue de l'obtention du certificat LEED Argent.

Ce projet pilote vise notamment à minimiser le coût des travaux tout en maximisant la qualité architecturale ainsi que la pérennité des aménagements à travers un choix judicieux des matériaux, du type de fondation, de l'implantation, etc. Il s'agit d'un projet novateur à grand potentiel de rayonnement, d'où l'accent mis sur l'ingéniosité de la proposition.

Sous toutes réserves, le coût pour ce type de construction (de durabilité industrielle) est évalué à 200 $ / pi² (équipement électromécaniques, services auxiliaires, ameublement et fondation exclus). La Ville prévoit remplacer le chalet actuel (+/- 1 000 pi²) par un nouveau chalet agrandi, soit d'une superficie totale évaluée à 1 280 pi². La superficie d'un conteneur est de (8' x 40'). Pour couvrir la superficie projetée, la Ville prévoit l'utilisation de quatre (4) conteneurs, pour une superficie totale approximative de 1 280 pi².

Les structures d'acier de conteneurs maritimes représentent des structures solides, étanches et modulaires qui peuvent être alignées, empilées ou structurées selon les exigences, les besoins architecturaux ou les designs souhaités. L'adjudicataire devra s'adjoindre des services d'architectes et spécialistes en modules préusinés à base de conteneurs maritimes.

La proposition de reconstruction du chalet doit répondre à l'ensemble des besoins exprimés dans le programme général d'aménagement (fourni au préalable par le Directeur), doit se démarquer par sa qualité architecturale ainsi que le choix des matériaux (durabilité et qualité des revêtements extérieurs et finitions intérieures).

L'adjudicataire proposera un programme fonctionnel technique, plans préliminaires et estimation

classe C (± 15%). Le scénario retenu devra pouvoir respecter les exigences fixées en termes de qualité (design, durabilité et certification LEED Argent), budget et d'échéancier.

1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble

L'adjudicataire devra effectuer un rendu photo-réaliste par la production de trois (3) perspectives d'ambiance 3D ainsi que la production d'un plan d'ensemble représenté par une vue aérienne en couleur à partir d'une orthophoto (fournie par la Ville).

Les perspectives doivent représenter trois (3) angles de vue différents permettant d'obtenir un aperçu proche du réel des aménagements proposés. Ces trois (3) angles de vue devront être représentés par trois (3) photos prises au sol en vue d'exprimer un montage avant / après. Les angles de vue devront être approuvés au préalable par le Directeur.

Une attention particulière devra être portée sur la lumière, les textures, la couleur du ciel, la végétation, le paysage avoisinant, l'animation des lieux par l'ajout de personnages en vue d'assurer un rendu de qualité. La vue aérienne devra être produite en deux (2) exemplaires, soit une comprenant un descriptif des aménagements et une seconde, sans descriptif. En résumé, l'adjudicataire devra produire :

- trois (3) photos HD de trois (3) angles de vue différents (approuvés par le Directeur);
- trois (3) rendus photo-réalistes / perspectives d'ambiance 3D de qualité (haute résolution);
- deux (2) plans d'ensembles en couleur (un avec descriptif et un sans).

1.2 Production des plans et devis

1.2.1 Plans et devis préliminaires et estimation Classe B

Les plans et devis devront être réalisés en fonction des standards de la Ville. Les documents à produire se classent selon les disciplines suivantes :

- plans et devis d'architecture (démolition, plans, détails et devis)
  - Les plans et devis d'architectures du chalet devront être traités comme un tout distinct. En d'autres termes, ces plans devront inclure les détails d'architecture, structure, électricité, plomberie, ventilation, chauffage, design intérieur, système de sécurité, services électriques auxiliaires, etc.

- plans et devis d'architecture de paysage (plans, détails et devis)
  - Les plans et devis d'architecture de paysage doivent couvrir les travaux de plantation, les aménagements extérieurs, le choix de matériaux, l'installation du mobilier ainsi que l'aménagement des équipements sportifs et connexes.

- plans et devis des infrastructures souterraines (démolition, plans, détails et devis)

- plans et devis électrique (plans, détails et devis)
  - Les plans et devis électrique doivent couvrir tous les éléments liés aux branchements, conduits électriques, au filage, aux équipements d'éclairage, etc. du parc, jusqu'aux branchements et jonctions avec le chalet. Les détails du chalet devront être abordés dans les plans et devis d'architecture.

- circulation (devis)
  - Le devis de circulation devra inclure, sans s'y limiter, certaines dates clés (inauguration de la Phase I, fêtes de quartier, etc.) durant lesquelles les travaux

doivent cesser, les accès à préserver pour les équipes d'entretien ainsi que les installations temporaires (vestiaires et toilettes sèches) à prévoir en hiver en vue d'assurer les activités de patinage.

Le consultant doit faire les études et valider toutes les informations recueillies par lui-même, ou celles qui lui seront transmises par les autres intervenants afin de réaliser la conception précise des ouvrages et pouvoir en déterminer le coût détaillé avant soumission.

Les services que doit fournir l'adjudicataire incluent :

1) la préparation de tous les plans préliminaires incluant les détails et coupes types et des devis sommaires;
2) la préparation du devis 75%, 95% et des clauses particulières techniques du projet;
3) la préparation du bordereau des prix de soumissions (bordereau détaillé avec quantités estimées et prix);
4) la préparation d'un échéancier de réalisation prévisionnel;
5) l'estimation des coûts avec prix unitaires estimatifs, suivant le modèle du bordereau de soumission (précise à ± 10%)

L'estimation (Classe B) doit comprendre l'élaboration de tous les items au bordereau avec description détaillée pour chacun d'eux.

En cours d'élaboration de cette étape, l'adjudicataire doit prévoir le dépôt des documents et des présentations à **75 % et 95%** d'avancement, ou selon ses besoins, afin de valider avec le Directeur les plans et devis en fonction des attentes de la Ville.

Les plans et devis devront refléter tous les règlements et normes du BNQ, de la Ville de Montréal, de l'arrondissement et des compagnies d'utilités publiques. L'analyse des soumissions et les recommandations seront faites par la Ville.

1.2.2 Plans et devis finaux (100%) et estimation Classe A

Les plans et devis doivent être complétés avant d'être remis au Directeur.

L'adjudicataire, à la demande des représentants de la Ville, devra valider les concepts présentés aux plans par des calculs détaillés et signés par un ingénieur et par des plans munis d'un sceau d'architecte, le cas échéant.

L'adjudicataire devra tenir le responsable du requérant informé de la progression de la préparation des plans et devis. À cet effet, il doit prévoir un nombre adéquat de rencontres de coordination avec le responsable ainsi que les parties prenantes au besoin. L'adjudicataire doit prévoir des délais d'approbation d'une semaine par la Ville et les autres instances concernées à chaque étape d'avancement.

L'adjudicataire devra remettre à la Ville les résultats de son analyse des commentaires, ceci afin d'expliquer à la Ville, pour chacun des commentaires, si une modification ou non sera apportée aux documents pour tenir compte ou non du commentaire.

1.2.3 Documents de soumission

Suite à l'examen des commentaires de la Ville et des autres organismes impliqués dans le dossier, l'adjudicataire doit faire la préparation des documents de soumission à partir des plans et devis finaux et des commentaires de la Ville et des autres organismes impliqués dans le dossier.

Les plans et devis devront couvrir l'ensemble des travaux incluant les ouvrages de réfection et autres ouvrages connexes requis. Ils devront aussi traiter de tous les travaux ou dispositions nécessaires pour diriger l'entrepreneur de façon complète et précise compte tenu de la responsabilité déléguée à l'entrepreneur en ce qui a trait au profilage des chaussées.

Le cahier des charges, le devis technique, les plans, la formule de soumission, le bordereau des prix et l'estimation des coûts doivent être réalisés selon les modèles de la Ville.

1.2.4 Exigences particulières

L'adjudicataire devra tenir compte des exigences énumérées ci-après (liste non exhaustive) lors de la réalisation des plans et devis.

Éclairage et électricité

Le choix des appareils d'éclairages d'ambiance et fonctionnel se fera en conformité avec la politique d'éclairage de la Ville (privilégier un éclairage Blanc Chaud, soit un éclairage < ou = 3000 ° K). L'orientation des luminaires doit minimiser l'éblouissement des résidents situés au nord du parc.

Le positionnement des fûts d'éclairage, l'orientation des lumières ainsi que la hauteur de montage réel devront être validés par une étude photométrique.

Mobilier urbain

Le mobilier urbain devra être sélectionné en fonction du mobilier standard de l'arrondissement de Ville-Marie lorsque disponible. Une attention particulière devra être portée sur l'implantation de celui-ci.

Plantation

Les sections du devis et les détails de plantations spécifiques au projet doivent être préparés par l'adjudicataire. Il est à noter que les prescriptions normalisées et spéciales de la Ville ne comprennent pas de section concernant les travaux de plantation. L'adjudicataire doit donc en faire la rédaction complète.

L'adjudicataire assurera un accompagnement technique lors de la fourniture et de la plantation par l'entrepreneur.

Réseau technique urbain (RTU)

L'adjudicataire devra identifier tous les services dans le secteur du projet, contacter les tierces parties responsables de ces services, établir des bases d'entente afin de compléter les ouvrages requis et en estimer le coût. L'adjudicataire ne doit pas présumer qu'un service ne sera pas affecté par les travaux. Il doit valider en communiquant avec les compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il devra aussi consulter les services de la Ville concernés.

L'adjudicataire est responsable de toutes les coordinations avec les RTU et de l'intégration des travaux des RTU aux plans, devis et bordereau, le cas échéant. L'ampleur des mises à niveaux des RTU n'est pas connue à ce jour et devra être établie par l'adjudicataire avec les autorités concernées. Toutefois, la surveillance des travaux liés aux RTU est exclue de la portée du présent mandat puisqu'elle sera assurée par les RTU partenaires du projet intégré.

1.3 Appel d'offres

1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres

Les demandes d'appels d'offres publiques (SEAO), l'analyse des soumissions, ainsi que les recommandations d'octroi, seront réalisées par la Ville. Par contre, l'adjudicataire doit fournir à la Ville le support technique pendant la période d'appel d'offres notamment en répondant aux questions formulées et préparer, si requis, les documents pour l'émission des addenda y incluant, le cas échéant, les corrections et modifications aux plans.

1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »

L'adjudicataire doit ajuster les documents de soumission suivant les addenda émis durant la période d'appel d'offres et remettre à la Ville des originaux reproductibles de tous les plans et des devis émis pour construction.

2. EXECUTION DES TRAVAUX

2.1 Suivi et surveillance des travaux

Le consultant fournira tous les services professionnels requis durant les travaux de construction. Ces services touchent autant les services rendus au bureau que les services rendus au chantier, avec résident.

L'adjudicataire doit noter que les analyses du Laboratoire seront sous la responsabilité de la Ville de Montréal. Mais l'adjudicataire sera responsable de la préparation des listes de points nécessaires à l'implantation des travaux sur le site.

L'adjudicataire aura aussi les responsabilités suivantes, sans s'y limiter :

- préparer les dessins à grande échelle des détails non prévisibles lors de la préparation des plans et devis mais requis pour fins de construction;
- préparer les avis de changement et leur négociation;
- fournir à l'arrondissement, les renseignements relatifs à l'interprétation des plans et devis qu'il aura préparés;
- conseiller l'arrondissement sur les problèmes techniques survenant durant la construction;
- pour fins de recommandation à l'arrondissement, vérifier les fiches techniques et les dessins d'atelier pour s'assurer qu'ils respectent les plans et devis;
- préparer la correspondance relative aux travaux de construction;
- pour fins de recommandation à l'arrondissement, faire les études et analyses de vérification des substituts de matériaux s'il y a lieu;
- affecter en résidence au chantier, le personnel technique qualifié ayant les compétences et l'expérience nécessaires pour effectuer une surveillance constante et efficace des travaux exécutés par l'entrepreneur, pour dispenser les conseils techniques nécessaires à l'exécution des travaux et à leur inspection, pour contrôler les essais, pour rédiger les rapports d'avancement des travaux et pour consigner tous les changements résultant de conditions particulières d'exécution des travaux;
- selon la fréquence que commande l'évolution du chantier, effectuer en compagnie du chargé de projet de l'arrondissement, les visites périodiques au chantier afin de s'assurer d'une façon générale que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'œuvre respectent les exigences des documents d'appel d'offres et les échéanciers;
- à partir des observations faites au chantier, informer l'arrondissement sur la

progression des travaux et les défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur et, commander la reprise des travaux jugés non conformes aux documents contractuels;
- fournir les avis à l'entrepreneur sur l'interprétation des plans et devis;
- rédiger les comptes-rendus des réunions de chantier ainsi que de celles tenues avec l'arrondissement;
- mesurer les quantités, vérifier les demandes de paiement de l'entrepreneur et émettre les certificats pour la recommandation des paiements progressifs et final;
- faire la coordination des essais et contrôles qualitatifs;
- faire la recommandation écrite à l'arrondissement quant à l'émission des avis de réception provisoire et définitive des travaux.

Le contrôle des matériaux est sous la surveillance de la Division de l'expertise et de soutien technique de la Ville de Montréal et n'est donc pas inclus dans le présent mandat. L'adjudicataire devra toutefois assurer la coordination ce le surveillant de la Division de l'expertise.

Les décomptes progressifs seront validés et approuvés par le représentant de l'arrondissement.

La durée des travaux pourrait s'étendre du 13 juillet au 30 novembre 2017. Pour les fins de la surveillance en résidence, il est entendu que la présence du surveillant n'est pas requise lorsque le chantier est inactif pour une journée ou une partie de celle-ci.

2.2 Plans « tels que construits »

Une fois les travaux complétés, l'adjudicataire devra effectuer l'acceptation provisoire des travaux, le suivi des correctifs requis et fournir à la Ville les plans « tels que construits » des aménagements.

3. ASSISTANCE PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

L'adjudicataire devra fournir à la Ville une assistance pendant toute la durée de la période de garantie (deux ans). Il est entendu que la réception finale se fera à la fin de cette période.

3.2 Listes des détails techniques des livrables

Le tableau suivant résume les livrables requis pour les différentes étapes du projet.

ÉTAPE	LIVRABLES	RENCONTRE REQUISE	A*	B*	FORMATS	REMARQUES
1. CONCEPTION						
1.1 Conception préliminaire						
1.1.1 Programme et concept d'aménagement chalet du parc, équipements et aménagements extérieurs - Estiimation classe D	Présentation powerpoint Compte rendu de réunion	X	0 0	0 3	ppt doc, pdf	-
1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C	Concept préliminaire et coupes Plan d'ensemble préliminaire Liste des équipements proposés Présentation powerpoint	X	3 3 3 3	3 3 3 3	dwg, pdf dwg, pdf doc, pdf ppt	-
1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C	PFT Plans préliminaires Élévations et coupes Estimation classe C Présentation powerpoint	X	3 3 3 3 3	3 3 3 3 3	doc, pdf dwg, pdf dwg, pdf xls, pdf ppt	-
1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble	Photos de la situation existante Perspective 3D Avant / Après Plans d'ensemble couleur		 3 3	 3 3	 pdf, jpeg pdf, jpeg	trois (3) photos HD de trois (3) angles de vue différents (approuvés par le Directeur) trois (3) rendus photo-réalistes / perspectives d'ambiance 3D de qualité (haute résolution) les perspectives 3D doivent représenter les mêmes prises de vue avant et après (photos) deux (2) plans d'ensembles en couleur (un avec descriptif et un sans)
1.2 Production des plans et devis						
1.2.1 Plans et devis et estimation Classe B						
Plans et devis **75%**, estimation des coûts Classe B	Plans et devis (75%) Estimation classe B	X	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	-
Plans et devis **95%**, estimation des coûts Classe A	Plans et devis (95%) Estimation classe A	n/a	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	-
1.2.2 Plans et devis finaux **100%** et estimation Classe A	Plans et devis pour soumission Estimation classe A	n/a	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	L'adjudicataire doit transmettre tous les fichiers au Directeur, y compris les fichiers attachés, les ctb d'impression, ainsi que les fichiers d'impressions.
1.2.3 Documents de soumission (Plans et devis « émis pour soumission», bordereau de soumission)	Documents de soumission: - Plans et devis pour soumission - Bordereau de soumission	n/a	 3 3	 3 3	 doc, dwg, pdf doc, xls, pdf	Le consultant devra fournir au bureau de l'arrondissement, au moins 24 heures avant le début de la mise en disponibilité des documents, trois (3) copies complètes de tous les documents requis (plans pliés et devis reliés)
1.2.4 Exigences particulières	N.A.	n/a				
1.3 Appel d'offres						
1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres (réponse aux questions et production d'addenda)	N.A.	n/a				
1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »	Plans et devis pour construction	n/a	3	3	dwg, pdf	-
2. EXÉCUTION DES TRAVAUX						
2.1 Suivi et surveillance des travaux	Rapports hebdomadaires d'avancement des travaux Certificats de paiement Copie de toute correspondance adressée à l'entrepreneur Copie de tous les dessins d'atelier vérifiés Avis des ordres de changements Résultats des analyses de demandes de substitution des matériaux Recommandations d'émission des avis de réception Provisoire et définitive (listes des déficiences et travaux incomplets) Comptes-rendus des réunions	n/a	0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0	pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf	-
2.2 Plans « tels que construits »	Plans « tels que construits »	n/a	3	3	dgn, dwg, pdf	-
AUTRE						
AUTRE	Compte rendus de réunions Manuel d'entretien du parc et du chalet Réponse écrite aux commentaires de la Ville	n/a	0 1 0	0 1 0	 pdf, doc pdf	-

* A - Copies papier pour commentaires
B - Copies papier, panneaux, powerpoint et autres

L'adjudicataire doit fournir à la Ville, sans frais, le nombre de copies papier des documents requis à chaque étape du projet.

La transmission des documents électroniques au Directeur se fera au moyen d'un CD inscriptible.

Les documents électroniques remis à la Ville doivent être dans un format compatible avec les logiciels de bureautique et de dessin assisté par ordinateur en usage à la Ville (Microsoft Office 2003, AUTOCAD, Micro Station version 8, Adobe Reader). Les fichiers et les plans deviendront la propriété de la Ville.

Tous les documents signés et scellés doivent être fournis sur un support papier. Aucune signature de type « *Notarius* » ne sera accepté.

Les produits livrables devront respecter les normes de présentation et CDAO des différents services de la Ville de Montréal.

L'adjudicataire doit présenter les documents de conception selon la structure, la forme et l'échelle la plus appropriée pour en assurer la bonne compréhension.

4. ENGAGEMENTS DU DIRECTEUR

Étant donné le délai restreint pour la production des plans et devis, le Directeur s'engage à :

- Fournir à l'adjudicataire les bases de plans (modèle Ville) en début de mandat;
- Fournir à l'adjudicataire un document type pour la production du cahier des charges en début de mandat;
- Fournir à l'adjudicataire toutes les fascicules et les documents nécessaires à l'élaboration du cahier des charges en début de mandat;
- Assurer un délai de réponse de 24 h pour toute question en lien avec les aménagements;
- Assurer un délai de réponse de 48 h pour toute question technique autre;
- Fournir un support lors de la production des devis;
- Limiter les réunions dans le cadre de l'élaboration des plans et devis à cinq (5) incluant la réunion de démarrage.
    - Pour toute rencontre additionnelle, le Directeur s'engage à la tenir aux bureaux de l'adjudicataire.

En ce qui concerne les aménagements extérieurs, le Directeur s'engage à fournir à l'adjudicataire un programme général d'aménagement établissant les principaux équipements sportifs et aménagements requis. La majorité des équipements requis sont disponibles sur le marché et accompagnés de plans et devis d'installation.

En ce qui concerne la reconstruction du chalet à partir de modules préusinés (conteneurs maritimes), les entreprises sur le marché offrent un service clé en main et sont en mesure d'offrir un support technique quant au choix et détails de fondation, choix de revêtement et techniques d'installation. De plus, le Directeur s'engage à fournir à l'adjudicataire un programme fonctionnel préliminaire du chalet établissant les principaux usages à intégrer.

5. ÉVALUATION DE L'OFFRE DE SERVICES

Le comité de sélection évalue et étudie les offres de services professionnels reçues et recommande l'octroi du contrat au soumissionnaire conforme s'étant le mieux classé (**pointage le plus élevé**) selon le processus en deux étapes suivant :

- **Étape 1** – établissement du pointage intérimaire;
- **Étape 2** – établissement du pointage final, pour chacune des soumissions.

Pour que sa soumission soit considérée conforme, la firme devra inclure les informations relatives à ses honoraires dans une enveloppe séparée cachetée (enveloppe #2). Si la première enveloppe contient des informations sur les honoraires, la soumission est rejetée.

Après l'évaluation du comité, toute soumission n'ayant pas obtenu un pointage intérimaire minimal de 70% est déclarée non-conforme et également rejetée. L'enveloppe scellée, contenant les informations concernant les honoraires est alors retournée au soumissionnaire.

Lorsqu'une soumission obtient un pointage intérimaire égal ou supérieur à 70%, la seconde enveloppe « *Prix du soumissionnaire* » est ouverte (enveloppe #2). Les documents intitulés *Données sur le salaire*, remplis complètement (obligatoire) et signés par l'employeur ainsi que par l'employé, doivent être inclus dans la seconde enveloppe. Après ouverture, le pointage final est calculé tel que décrit ci-après.

5.1 Étape 1 : Évaluation initiale de l'offre de services professionnels sans les honoraires (enveloppe #1)

Les offres de services professionnels seront évaluées selon les critères de pondération suivants :

Présentation de l'offre	5 %
Compréhension du mandat et de la problématique	15 %
Capacité de production des firmes et échéancier	20 %
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	30 %
Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	30 %

5.2 Étape 2 : Évaluation finale de l'offre de services professionnels avec les honoraires (enveloppe #2)

Le pointage final de l'évaluation des offres de services ayant obtenu précédemment le pointage intérimaire minimal de 70 (sur cent) est calculé dans un deuxième temps en appliquant la formule suivante :

$$\text{Pointage final d'un soumissionnaire} = \frac{(\text{pointage intérimaire} + 50) \times 10\,000}{\text{Le } \textbf{prix du soumissionnaire}}$$

Le prix du soumissionnaire correspond au total des montants indiqués dans les tableaux 1 et 2.

6. CONTENU DE L'OFFRE

DOCUMENTS ET INFORMATIONS À FOURNIR DANS L'ENVELOPPE #1

L'OFFRE DE SERVICES DEVRA DÉTAILLER ET INCLURE TOUS ÉLÉMENTS TEL QUE DEMANDÉ AU DEVIS TECHNIQUE, ET CELA, À L'INTÉRIEUR D'UN MAXIMUM DE QUATORZE (14) PAGES (SANS COMPTER LES CV) :

6.1 Présentation de l'offre (5%)

Chaque firme sera évaluée sur la qualité générale de l'offre de services, c'est-à-dire sur la structure, la présentation et la clarté du document.

6.2 Compréhension du mandat et de la problématique (15%)

Chaque firme doit fournir une description de la compréhension du mandat et de la problématique telle qu'elle a été comprise. Expliquer comment les services professionnels seront rendus en fonction du mandat. Montrer clairement la relation entre la vision du mandat et le projet, tel que décrit dans les documents faisant partie du présent appel d'offres. Les soumissionnaires devront faire ressortir les éléments qui leur semblent les plus importants et/ou qui présentent des caractéristiques particulières en indiquant lesquelles.

6.3 Capacité de production de la firme et échéancier (20%)

Les firmes doivent être en mesure de produire dans des délais d'exécution rapides les esquisses, rapports, présentations, plans et devis requis. Elles doivent se baser sur leur capacité réelle et les ressources qui seront dédiées au projet pour établir un échéancier général de réalisation des différentes étapes de chacun d'entre eux. De plus, les firmes doivent démontrer qu'elles ont les ressources, la capacité et tout autre moyen nécessaire pour mettre en œuvre les différents projets simultanément, en respectant l'ordre de priorité établi par la Ville. L'échéancier qui sera produit par les firmes soumissionnaires doit montrer la durée de chacune des étapes :

- le début du mandat des professionnels (date sujette à révision);
- les délais d'approbation des documents (une (1) semaine à moins d'un avis contraire) par la Ville ou une autre instance aux différentes étapes;
- il faut compter au moins cinq (5) semaines entre le début de l'appel d'offres public et l'octroi du contrat de construction;
- les travaux seront réalisés selon la méthode du marché à forfait et selon le calendrier préliminaire et donné à titre indicatif seulement.

Dans ce contexte, énumérer et décrire les ressources pertinentes dont disposent les firmes, ainsi que la disponibilité de l'ingénieur (Chargé de projet) et des membres de l'équipe proposés pour la réalisation du mandat.

De plus, fournir une description sommaire de l'ampleur du carnet de commandes et toute information permettant d'évaluer les capacités de production des firmes.

Ex. : - nombre de personnes actuellement à l'emploi des firmes;
- stratégie de sous-traitance (pigiste);
- description des ressources physiques à la disposition de la firme.

Décrire la structure organisationnelle de l'équipe proposée pour rendre les services professionnels et l'illustrer (organigramme ou autre). Inclure une liste des services additionnels offerts et disponibles au sein de la firme pour la réalisation spécifique de ce mandat (ex. expertise technique, programmation).

Finalement, il faudra démontrer comment la firme pourra respecter l'échéancier présenté.

6.4 Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires (30%)

Énumérer un nombre minimal de trois (3) projets réalisés par la firme agissant en tant que chef de file auprès de la Ville dans les dix (10) dernières années, comparables en nature et en envergure au mandat. Démontrer l'expertise de l'équipe du projet pour ce genre de mandat.

Indiquer pour chaque mandat cité :

- l'année de réalisation;
- le coût approximatif du mandat;
- une brève description du mandat, incluant des informations sur le déroulement, le calendrier et le respect du budget alloué;
- une description détaillée de l'implication des membres de l'équipe;
- le nom et les coordonnées de la référence (client) ayant travaillé étroitement avec la firme sur ce mandat.

Inclure des photos et/ou illustrations disponibles.

6.5 Expertise et expérience du chargé de projet et de son équipe affectée au mandat (30%)

a) Expérience et expertise du chargé de projet et coordonnateur de l'équipe.

Le chargé de projet doit <u>également</u> être le coordonateur de l'équipe du projet. Dans un texte succinct, faire état de :

- ses qualifications professionnelles;
- son expérience professionnelle (minimum de dix (10) années dans des projets similaires);
- ses habiletés interpersonnelles en matière de communication, de résolution de conflit, de négociation, de leadership, de service à la clientèle, d'approche pour mobiliser l'équipe, établir des liens et faciliter le déroulement du mandat;
- l'effort consacré au mandat (**en termes de pourcentage d'implication seulement, aucun nombre d'heures ne doit être mentionné à l'offre de services sous peine de rejet**).

b) Expérience et expertise de l'équipe dédiée au projet

Dans un texte succinct, faire l'état de :

- la composition de l'équipe affectée au mandat en précisant, pour chacun des membres, en plus des renseignements fournis dans les CV, les informations suivantes :
  a) le rôle prévu au sein de l'équipe;
  b) le nombre d'années d'expérience dans des projets de nature semblable au mandat, eu égard à sa fonction dans l'équipe;
  c) l'effort consacré au mandat (**en termes de pourcentage d'implication seulement, aucun nombre d'heures ne doit être mentionné à l'offre de services sous peine de rejet**).

- la disponibilité des membres de l'équipe proposée pour la réalisation du mandat en fonction de l'échéancier envisagé;

- la polyvalence et la pluridisciplinarité des autres membres de la firme afin de démontrer leur aptitude à fournir des services non encore identifiés, mais qui pourraient s'avérer nécessaires;
- inclure toutes ces informations dans un organigramme détaillé pour l'équipe proposée pour le mandat.

Toutes personnes qui seront proposées dans l'offre de services, en particulier le chargé de projet, doivent être les ressources qui seront réellement affectées à la réalisation du mandat. Toute substitution éventuelle devra être justifiée et préalablement approuvée par la Ville; elle devra se faire avec du personnel de formation et d'expérience jugées équivalentes ou supérieures par la Ville. Dans tous les cas, les curriculum vitae des nouvelles personnes ne faisant pas partie de l'équipe identifiée dans la soumission devront être soumis pour approbation à la Ville.

c) Équipe de travail

L'équipe décrite au présent article représente un minimum. Il est de la responsabilité de l'adjudicataire de juger de la pertinence d'y adjoindre d'autres membres selon la nature du projet. Les prescriptions suivantes sont complémentaires à celles décrites dans les critères de sélection.

- Chargé de projet : Un **architecte OU un architecte paysagiste** ayant au moins 15 ans d'expérience, membre de l'Ordre des architectes du Québec ou de l'Association des architectes paysagistes du Québec;
- Un **ingénieur civil** ayant au moins 10 ans d'expérience en assistance au chargé de projet, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec;
- Lors de la surveillance des travaux, la personne désignée devra avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience en suivi de chantiers de nature similaire.

Si le chargé de projet retenu est un architecte paysagiste :

- Pour les fins de production des plans et devis du chalet de parc, l'équipe devra obligatoirement comprendre les services d'un **architecte** ayant au moins 10 ans d'expérience, membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec;

6.6 Curriculum vitae

Chaque firme doit fournir en annexe de l'offre de services le formulaire « Curriculum vitae » ci-joint, et indiquer les informations requises pour chaque personne affectée à un moment ou un autre au projet (lors de la soumission ou durant les différentes étapes du projet).

ANNEXE I – Dimensions des modules préfabriqués

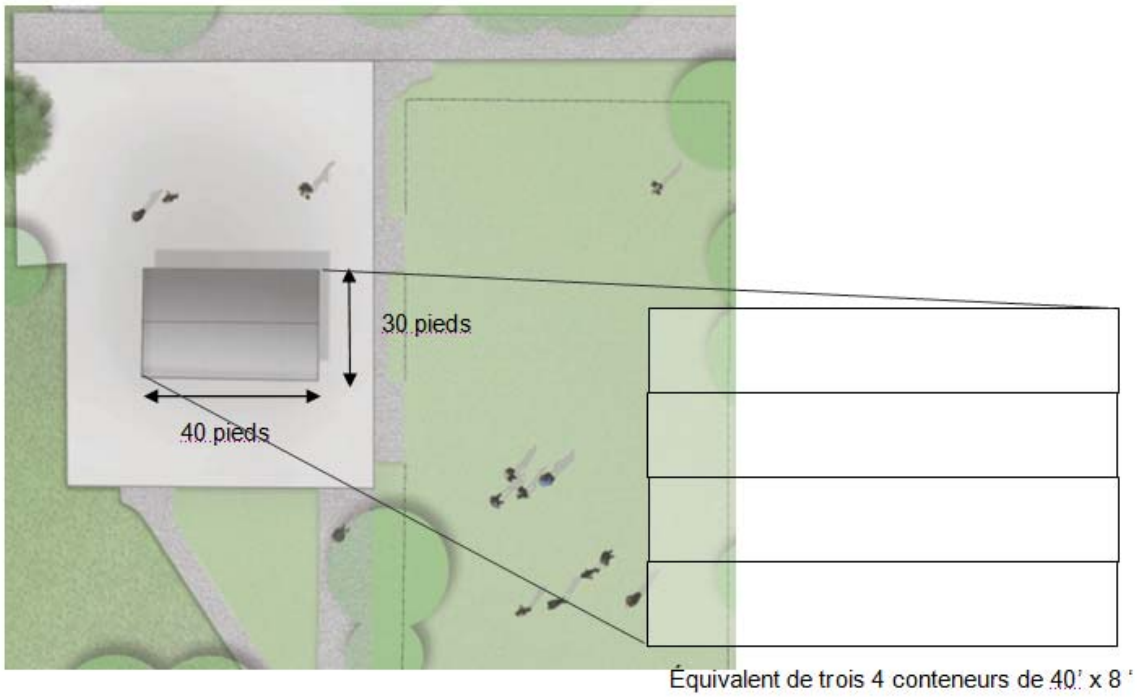
SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

Dimensions approximatives d’un conteneur maritime :



Dimensions approximatives du chalet du parc à reconstruire :



Équivalent de trois 4 conteneurs de 40’ x 8 ‘

Exemple d’un modèle préfabriqué (2 modules de 8’ x 40’) avec finition extérieure / intérieure et toit vert :



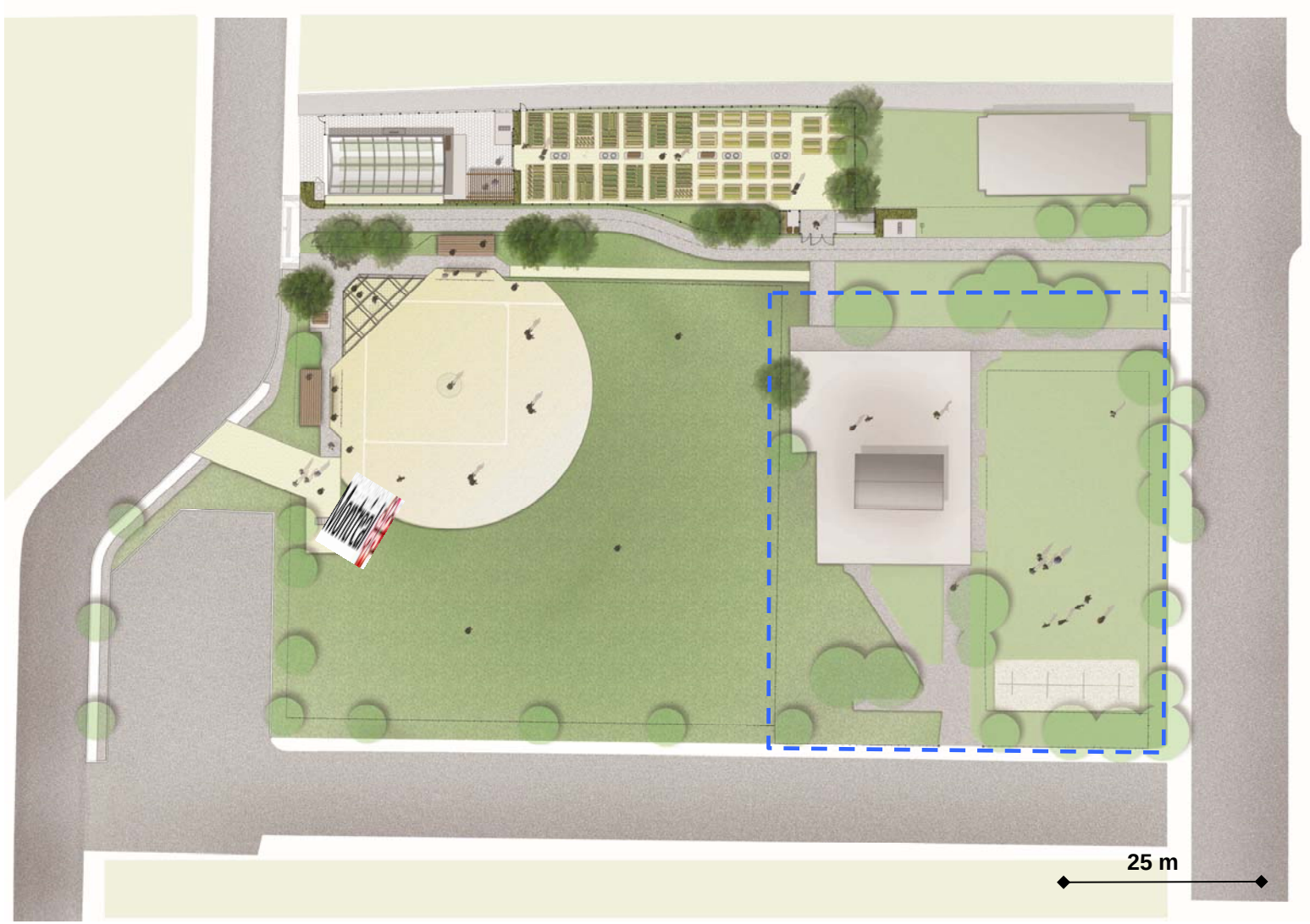


ANNEXE II – Plans des conditions existantes

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

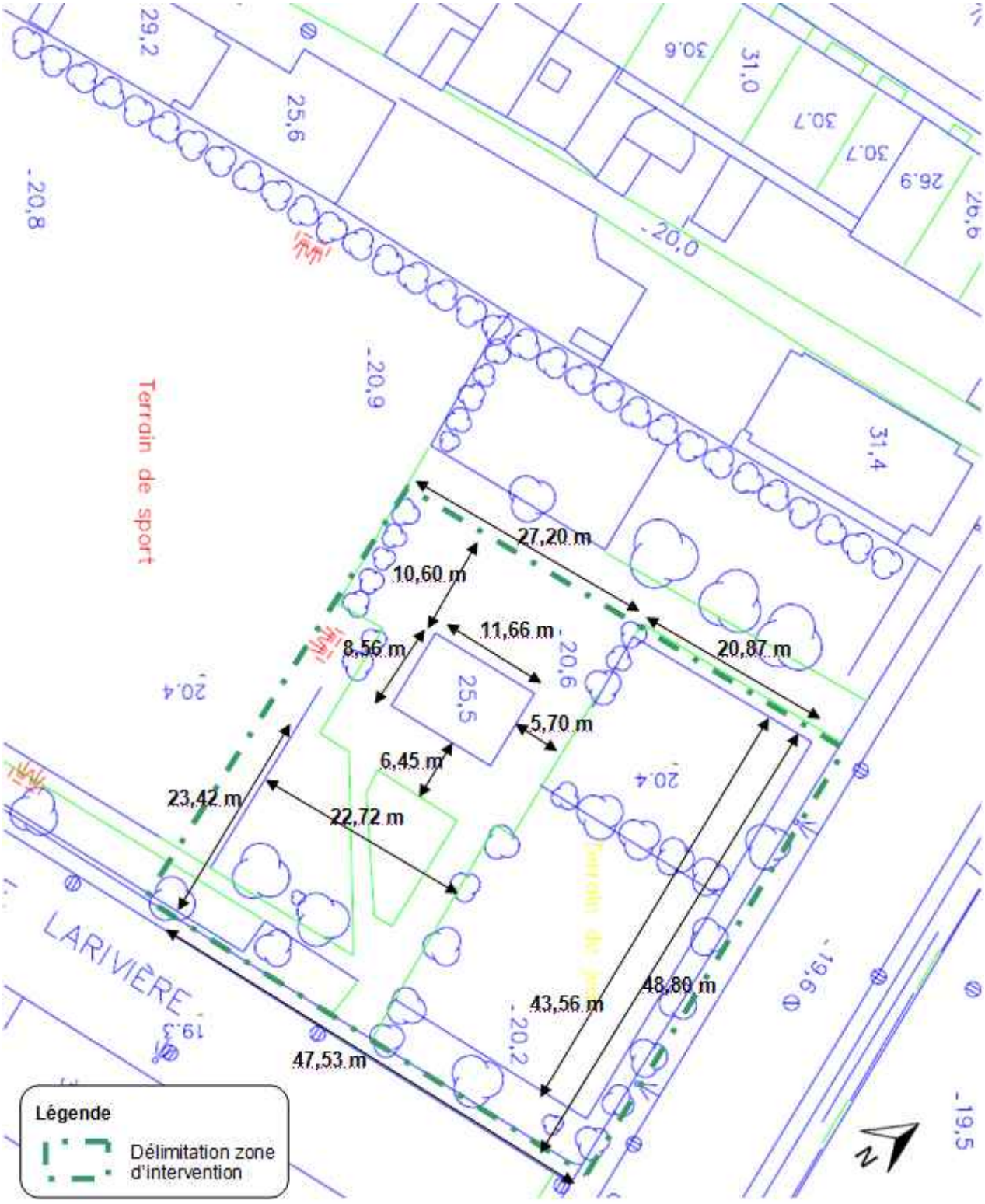
Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

N.B. Le Directeur remettra les plans *dwg.* des conditions existantes à l'adjudicataire dès la réunion de démarrage.



Représentation des conditions existantes – parc Walter-Stewart

N.B. Les distances fournies sont données à titre indicatif. L'adjudicataire devra reprendre les mesures sur place.



Plan des conditions existantes – parc Walter-Stewart – Phase II (mesures approximatives incluses)

ANNEXE III – Consultation jeunesse
Compte-rendu

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

Compte-rendu de la consultation jeunesse
Réaménagement du parc Walter-Stewart
Maison des jeunes Quinka-buzz
28 février 2017

Étaient présents

- 25 participantEs (17G et 8F) âgés de 12 et 16 ans, invitéEs et accompagnéEs par la maison des jeunes Quinka-buzz et Les Loisirs Saint-Jacques
- Des intervenants représentant le Projet TRIP, le Centre-Jean-Claude Malépart et de l'Association Les Chemins du soleil
- Arrondissement de Ville-Marie (AVM)

Contexte de la rencontre

En 2017, AVM procèdera à la phase 2 du réaménagement du parc Walter-Stewart (réaménagement du chalet de parc, mobilier/équipement sportif)

Divers jeunes ont été mobilisés pour participer au Forum social Centre-Sud, organisé par la CDC C-S en novembre 2016 pour exprimer leurs besoins.

AVM souhaite profiter cette mobilisation et faire participer les jeunes à la réflexion quant au réaménagement. Il s'agit de la première consultation jeunesse tenue par l'arrondissement.

Objectif de la rencontre

L'arrondissement souhaite consulter les adolescents et jeunes adultes du secteur pour obtenir leurs commentaires sur le projet d'aménagement et obtenir les idées et besoins quant aux équipements sportifs ou culturels qui pourraient être installés.

Déroulement

Après la présentation du contexte du réaménagement, du projet, des balises orientant la décision des idées qui pourraient être retenues et de l'échéancier, les participantEs sont invitéEs à discuter de leurs idées en sous-groupe et à voter pour leurs coups de cœur (Nb).

Équipement sportif

- Terrain de hockey cosom (8)
- Terrain de soccer joueur 7*7 (5)
- Trampolines (4)
- Skate Park (3)
- Terrain de parkours (3)
- Structure de corde-araignée (3)
- Mur d'escalade
- Table de ping-pong extérieur (1)
- Mini-soccer dans le chalet (1)
- Volleyball de plage (1)
- 2 à 3 balançoires
- Ballon poire
- Refaire le sol du terrain de basketball
- Maintenir les 3 patinoires l'hiver (conserver les bandes l'été pour hockey cosom?)
- Trekfit

Équipement culturel

- Mur de graffiti légal (2)
- Salle multifonctionnelle dans le chalet (salle d'exposition ou autre)
- Piano public

Aménagement

- WiFi sans mot de passe dans le parc (8)
- Bornes de recharge atteignables (5)
- Ajouter des lumières/parc mieux éclairé (notamment pour les patinoires) (3)
- Table de pique-nique (1)
- Jeux d'eau (1)
- Ajouter des bancs, chaises longues, hamacs
- Vélo-chargeur de batterie (…de téléphone)
- Abreuvoirs
- Toilettes déverrouillées en tout temps
- Gros haut-parleurs extérieurs pour que les jeunes puissent connecter leur musique

Chalet/animation

- Café communautaire/coopératif dans le chalet (smoothies ou autre) tenu par un organisme communautaire (4)
- Chalet accueillant (tapis, accessible, vitré) (2)
- Service d'animation du parc et du chalet (service de prêt ou de location de matériel) par un organisme ou l'arrondissement

Un des intervenants a aussi référé au parc Morgan dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comme étant un aménagement intéressant pour les adolescents.

Les suites

À la fin de la rencontre, les jeunes ont été informés que l'arrondissement procèdera à l'évaluation des propositions soumises en regard de :

- la faisabilité technique, financière, entreposage, entretien et nuisances possibles engendrées;
- l'offre existante dans le secteur, de manière à éviter de dédoubler des équipements sportifs déjà disponibles et maximiser l'utilisation des installations existantes;
- la bonification de l'offre existante.

Afin de maintenir l'intérêt des jeunes quant à la démarche et à la participation citoyenne, il a été demandé par les organismes de continuer à informer les participantEs de l'avancée des projets.

À cet effet, diverses idées ont été nommées. L'arrondissement verra ce qui peut être fait.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-17-029
Numéro de référence : 1069614
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1278067)** 2017-04-26 10 h 35 **Transmission :** 2017-04-26 10 h 35	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 339-0602 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1279783)** 2017-04-28 11 h 24 **Transmission :** 2017-04-28 11 h 24	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-28 11 h 24 - Téléchargement 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Marchand Design + Architecture 606 Cathcart, bur. 600 Montréal, QC, H3B 1K9 NEQ : 2264651110	Monsieur Francois Le May Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1278206)** 2017-04-26 11 h 47 **Transmission :** 2017-04-26 11 h 47	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1277349)** 2017-04-25 12 h 54 **Transmission :** 2017-04-25 12 h 54	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1277789)** 2017-04-26 7 h 45 **Transmission :** 2017-04-26 7 h 45	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h 31 - Télécopie 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART

Engagement solennel et attestation des membres

Nous soussignés(es) nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenus(es), quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Enfin, nous attestons avoir procédé individuellement, et sans aucune connaissance des prix, à l'évaluation des soumissions techniques déposées dans le cadre du présent appel d'offres.

	Nom des membres	Provenance (sigle)	Signature
1	Adriana Melendez	DTP - Ville Marie.	
2	Guillaume Larmor	SMVT - Dir. Urbanisme	
3	Josée Poirier	CSLDS Ville-Marie	
4			
5			

Secrétaire du comité	Patrick Chlaouhi	Signature

Signé à: MONTRÉAL Le 30 MAI 2017

Date

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée

Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART
Firme soumissionnaire:					

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	4	
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	7	Aucune mention du PPT ou des conteneurs maritimes
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	17	L'échéancier présenté respecte le nombre de professionnels et plan de travail
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	22	4 fiches de mandataires 609.?
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	Peu d'expérience au niveau de l'architecture est-ce nécessaire pour intégrer les conteneurs? Le président est architecte mais gère l'équipe
	Pointage intérimaire / 100%	75	

Membre du jury Josée Poirier **Signature:** Josée P **Date:** 30/05/17

Direction de l'approvisionnement

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée

Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART

Firme soumissionnaire:

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	3,5/4	Bcp texte / dense Belles images / illustrent bien
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	11	⊖ exigences particulières (modules préfabriqués) + lumières ⊖ limites du secteur ⊖ LEED
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	15	
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	21	⊖ 2 projets municipaux ⊕ projets semblables
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	⊕ chargé de projet ⊖ LEED <-> design intérieure ?
	Pointage intérimaire / 100%	75,5	

Membre du jury Guillaume Larmey **Signature:** [signature] Date: 30/05/17

Direction de l'approvisionnement

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée
Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres: SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART
Firme soumissionnaire:	GMAD			

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	4	Complete, claire, continuité et fluidité dans le texte, les fiches et la documentation
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	13	Integration des nouveaux equipements, cohesion dans son ensemble. Respect des equipements existants / Mention de la capacité à gérer le mandat
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	18	Mention ressources pertinentes, carnet de commandes Equipe complet, nombre considerable d'années d'experience chargé projet et ingenieur
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	20	Pas de projets avec containeurs. Projet de paysage, pas manés avec architecture
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	Beaucoup d'experience chargé projet, architect et ingenieur. Bon. équipe de travail, très competent. Chargé projet pas exp.
	Pointage intérimaire / 100%	80	

Membre du jury: Adriana Melendez Signature: Date: 30-Mai-2017.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS LEMAY
606, CATHCART
600
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

N° de décision : 2017-CPSM-1016189
N° de client : 3000971734

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous A + SM ARCHITECTURE & DESIGN, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



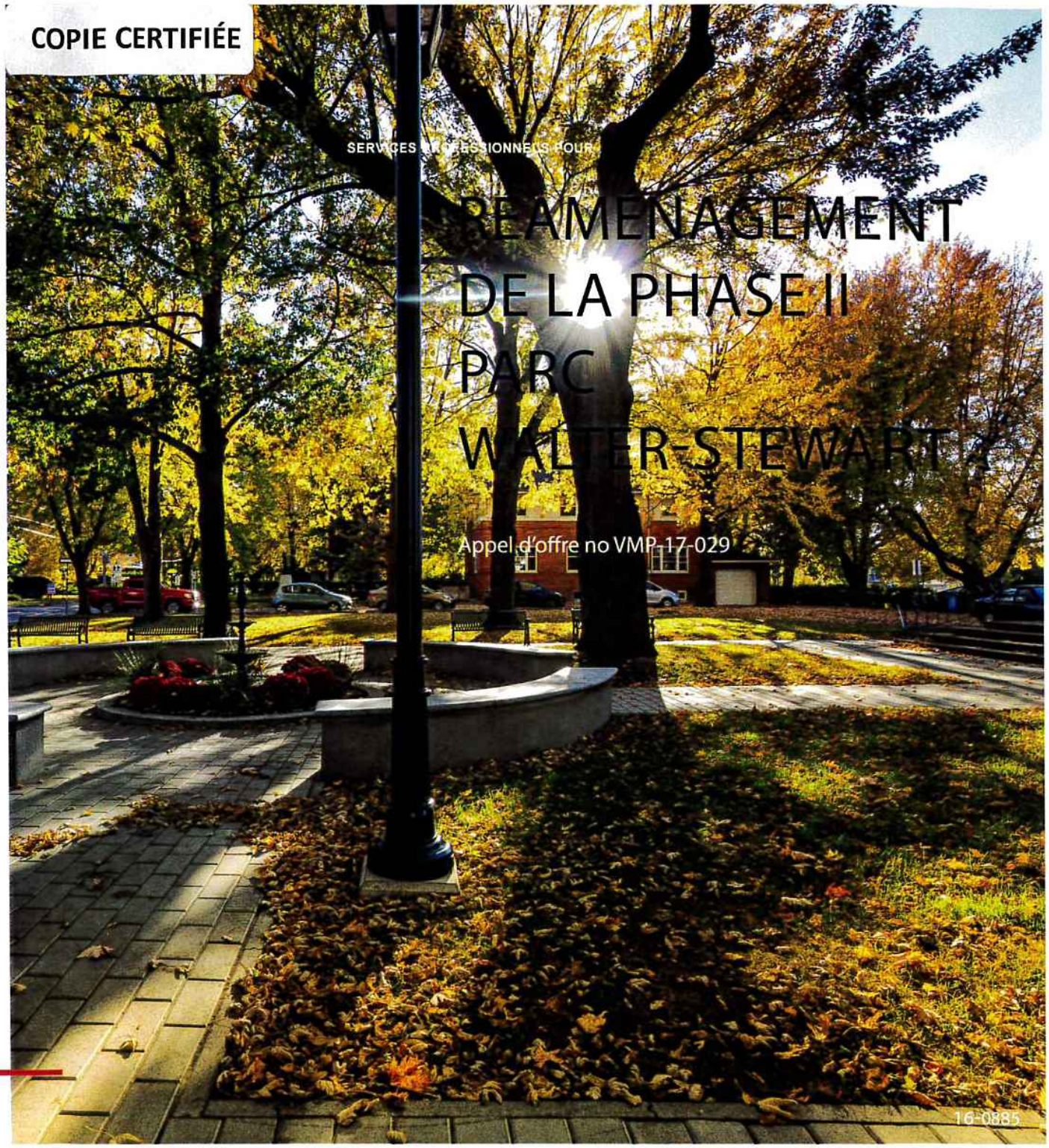
Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

COPIE CERTIFIÉE



ÉGLISE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

gmad

25.05.2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606 CATHCART # 600 | MONTRÉAL, QC H3B 1K9

T : (514) 904-2878
F : (514) 906-0806

gmad

25 mai 2017

Monsieur Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800 Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Projet : Ville de Montréal | Réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart
Objet : Offre de services professionnels | appel d'offres : VMP-17-029

Monsieur,

En réponse à votre appel d'offres, Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad) a le plaisir de vous remettre en deux (5) exemplaires, dont un (1) original et une (1) copie certifiée de l'original, notre soumission pour les services professionnels requis dans le cadre du projet mentionné en rubrique. L'évaluation de notre proposition vous confirmera que notre équipe possède toute l'expertise nécessaire à la réussite de ce mandat.

Ayant participé, dans les dernières années, à plusieurs projets similaires, nous sommes assurés d'être l'équipe tout indiquée pour mener à terme le présent projet. Nous vous proposons des professionnels ayant la capacité organisationnelle, l'expertise spécifique ainsi que la réputation pour appliquer la qualité de services essentielle afin de réaliser avec maîtrise ce projet.

Parmi les raisons qui militent en faveur de notre candidature, nous pouvons souligner les suivantes :

- Une expertise spécialisée en architecture et en architecture de paysage incluant plusieurs parcs de la ville de Montréal, dont deux récents le parc Lucie-Bruneau et la place publique de l'hôtel de ville d'Anjou.

- Une équipe intégrée en architecture, architecture de paysage, en design d'intérieur, en maintien d'actifs, en développement durable, en gestion de projet, en estimation de coûts ainsi qu'en aménagement urbain possédant toutes les compétences requises dans ce type d'infrastructures;

- Une parfaite application des principes menant à une certification LEED. Plusieurs projets entrepris avec succès par notre équipe ont obtenu divers niveaux de certification LEED;

- L'intégrité de notre firme confirmée par notre inscription au registre de l'Autorité des marchés financiers (AMF) nous donnant l'autorisation de conclure des contrats publics au Québec.

- La disponibilité immédiate de l'équipe proposée pour réaliser ce projet. Notre personnel attend avec enthousiasme la possibilité de collaborer à la réalisation d'un projet dont le client sera fier, à l'intérieur des budgets et de l'échéancier prévus.

L'équipe Groupe Marchand architecture & design Inc. conçoit, dans un environnement de travail stimulant et agréable, des espaces qui expriment le besoin de sa clientèle. L'effectif de notre personnel est assez grand pour atteindre l'équilibre entre la diversité et la profondeur de compétences, mais assez petit pour offrir une attention individuelle aux besoins spécifiques de chaque client et à maintenir un niveau d'excellence de conception.

Nous espérons avoir le privilège de travailler en collaboration avec votre équipe sur ce projet. Si vous désirez de plus amples renseignements sur cette proposition, n'hésitez pas à communiquer avec le président, Alain-Serge Marchand, par téléphone au 514-904-2878 poste 227 ou par courriel à asm@gmad.ca.

En espérant le tout à votre satisfaction, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Alain-Serge Marchand
Président

gmad

Montréal, le 8 mai 2017

Confirmation d'autorisation de signature

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de Groupe Marchand Architecture & Design Inc., tenue au 606 Cathcart, bureau 600, Montréal, le 8 mai 2017.

Alain-Serge Marchand de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. est autorisé à faire et à signer pour et au nom de la compagnie, toutes soumissions et/ou contrat de services professionnels au nom de Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

Alain-Serge Marchand, Président Architecte
Groupe Marchand
Architecture & Design Inc.

18 mai 2017
Date:

Thomas Dvorsky, Architecte Associé
Groupe Marchand
Architecture & Design Inc.

18 mai 2017
Date:

Groupe Marchand Architecture & Design Inc
606 rue Cathcart, bur. 600
Montréal, QC H3B 1K9

Tel : 514-904-2879
Telec : 514-905-0808

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

Émission :	**Fermeture :**	**À :**
25 avril 2017	**25 mai 2017**	**11 h 00**

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Cette soumission devra être reçue au comptoir de réception Accès Montréal situé au 800 Maisonneuve Est, 17e étage, **avant 11 h 00 le 25 mai 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de l'arrondissement de Ville-Marie.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de plans, d'un cahier de charges, d'un estimé des coûts, pour le suivi ainsi que la surveillance de chantier en vue du réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 164690340 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad)
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

600-606 rue Cathcart, Montréal (Québec) H3B 1K9
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-904-2878		
Alain-Serge Marchand, architecte, président	Télécopieur : 514-906-0608		
	Courriel : asm@gmad.ca		
Signature:	Jour 25	Mois 05	Année 2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE NUMÉRO 1

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes et **les retourner avec votre soumission dans l'enveloppe numéro 1**.

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** 30 jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 7 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1: 27 avril 2017__ Addenda n° 3: _____

   Addenda n° 2: 4 mai 2017 ___ Addenda n° 4: _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

   En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

   1. EFEL Experts-conseils inc. M Steven Frenza, ing., président Canada

      Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

      Vincent Lauzon, Ingénieur Directeur – Infrastructures urbaines (Ingénierie)

      Contribution

      _____

      Contribution

2. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement concernant la TPS / TVQ:

Numéro d'enregistrement TPS : 841627359 RT0001

Numéro d'enregistrement TVQ : 1213500712 TQ0001

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous encourageons à le faire dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* :

ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

SECTION B *(optionnel)*

6. Si l'offre de services est présentée par un consortium, identifier chacune des firmes :

a) Nom de la firme (chef de file) :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

b) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

c) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

7. Protection de l'environnement :
OPTION 1 – produits électriques et électroniques

Afin de soutenir l'engagement de la Ville de Montréal à préserver l'environnement et œuvrer dans le sens de la gestion environnementale, le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à supporter celle-ci à tous les stades de vie des produits dont elle fait l'acquisition auprès de lui, et s'assurer du respect des normes ci-après mentionnées :

(S.V.P., cochez les cases appropriées)

☒ **Energy Star** : respect des niveaux de rendement de haute efficacité énergétique;

☒ **RoHS** : restriction d'utilisation de substances dangereuses (plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent) pour l'environnement;

☐ **EPEAT :** évaluation des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables et des écrans en fonction de certains critères environnementaux qui permettent de les évaluer selon 3 catégories :

- ☐ **Or**
- ☐ **Argent**
- ☐ **Bronze**

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Politique environnementale:

- Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?
- Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique? Le
- Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?
- Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

Voir réponse de la question 8 dans les 2 pages suivantes.

ET, s'il y a lieu

Emballage: N/A

Est-ce que l'emballage de votre produit:

- Est respectueux de l'environnement? Décrivez le type de matériel utilisé et votre façon de faire.
- Est fait à partir d'un matériau recyclé? Lequel et dans quelle proportion?
- Est recyclable? Dans quelle proportion?
- Est réutilisable? Pour quel usage?

ET, s'il y a lieu

Transport: N/A

Tenez-vous compte des gaz à effet de serre (GES) lors du transport de la marchandise jusqu'à votre client? Quelles mesures prenez-vous pour réduire vos émissions de GES (utilisation de GPS, véhicules hybrides, etc.)?

9. Autre.

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?

Les activités commerciales ont un impact sur la société et il est de plus en plus évident que le secteur privé peut contribuer à sa propre croissance et à celle de la société en tenant compte de comment ces gestes affectent l'environnement et la société en général. Les consommateurs exigent des comportements d'affaires socialement et environnementalement responsables, ainsi que des prix concurrentiels.
Il existe plusieurs éléments moteurs motivant gmad à modifier son comportement d'affaires puisqu'une approche socialement et environnementalement responsable peut mener à des rendements supérieurs, à la rétention des employés, des clients ainsi qu'à une réputation et une image de marque améliorée.

En poursuivant sa mission et ses objectifs d'affaires, gmad s'engage à minimiser les gestes ayant un impact nocif sur l'environnement par le biais de sa politique environnementale. gmad s'engage à implanter cette politique dans un esprit d'amélioration continue. Nous exercons nos activités de manière à préserver les ressources et à minimiser notre empreinte écologique. Nous cherchons à améliorer sans cesse notre performance environnementale en fixant, révisant et mettant à jour nos objectifs environnementaux.

Nous nous engageons à :

- Gérer nos exploitations dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que des autres exigences auxquelles nous souscrivons, en veillant, plus particulièrement, à prévenir la pollution et à minimiser les impacts nuisibles sur l'environnement;
- Identifier et évaluer les risques possibles à l'égard de l'environnement et mettre en œuvre les mesures permettant d'éliminer ou de contrôler ces risques;
- Développer et mettre en œuvre des mesures permettant d'utiliser le matériel, les ressources et l'énergie de façon durable;
- Sensibiliser les employés et toutes les personnes qui travaillent pour nous à la question de la protection environnementale, et les inciter à faire preuve de leadership et de responsabilité en cette matière;
- Communiquer avec nos employés, nos clients, nos fournisseurs, les communautés où nous exerçons nos activités afin de mieux nous comprendre mutuellement dans les questions qui relèvent de l'environnement;
- Procéder à des vérifications indépendantes en vue de confirmer que nos pratiques de gestion respectent les objectifs de la présente politique, les lois et règlements en vigueur ainsi que les principes d'une saine gestion;

Afin d'assurer la réalisation de projets écologiques, gmad a désigné un gestionnaire qui est dédié à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique environnementale gmad. Il est responsable de la définition et de la mise en application de la politique environnementale de l'entreprise, en plus de la prise de décisions, de la révision et de la sélection de projets.

Le gestionnaire responsable est chargé de mettre en application les processus et procédures du programme de gestion environnementale en optant pour des concepts, des produits et des processus qui minimisent les déchets. Il est également responsable d'assurer la conception et le suivi des projets réalisés pour nos clients

Chez gmad tous nos employés partagent et assument la responsabilité de la mise en œuvre fructueuse de cette politique.

Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique?

La politique environnemental de gmad vise à réduire l'impact global de l'environnement bâti, sur la santé humaine et l'environnement naturel. Elle consiste à construire en respectant notre environnement et celui des générations futures, tout en offrant un maximum de confort aux occupants

Voici comment gmad applique les trois (3) R au bureau:

RÉDUIRE :
La réduction de la consommation contribue à la protection de l'environnement :

- Imprimer que lorsque nécessaire, et ce, en recto-verso;
- Imprimer en noir et blanc sauf si requis;
- Éteindre son ordinateur et sa lampe le soir et les fins de semaine;
- Incorporer des éléments de réduction de l'empreinte écologique dans tous les projets;
- Promouvoir le transport en commun; nottament en localisant l'entreprise à proximité de commodités.

RÉUTILISER :
Lorsque possible, les produits ou équipements sont réparés et réutilisés; en faisant appel à la créativité, nous pouvons donner une nouvelle vie aux vieux objets :

- Utiliser des stylos rechargeables;
- Utiliser des tasses à café en céramique;
- Encourager les employés d'apporter leur repas dans des contenants réutilisables;

RECYCLER :
Une procédure de recyclage a été élaborée par gmad. Un programme de sensibilisation des employés a été développé. Une liste des matières recyclables est affichée à proximité de tous les bacs de recyclage à titre d'aide-mémoire. Quelques idées pour favoriser le recyclage :

- Assurer que chaque employé ait un bac de recyclage;
- Recycler les documents imprimés recto seulement pour en faire des blocs-notes;
- Placer des bacs de recyclage dans des lieux stratégiques.

Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?

Chez gmad, nous priorisons certains types d'achat et s'assurons que les fournisseurs choisi ont la même vision environnementale que nous. Voici quelques points que nous vérifions lors d'achat de matériaux et de fournitures :

- l'achat local, qui permet de réduire les coûts environnementaux reliés au transport des produits, tout en encourageant l'économie d'une région ;
- la réduction, la réutilisation, le recyclage et la valorisation (3RV) des matières résiduelles, qui amoindrissent la quantité de déchets générés ;
- l'utilisation de produits naturels au lieu de produits chimiques (par exemple dans le cas des teintures), ce qui limite la pollution de l'eau et des sols, tout en étant plus sain pour les travailleuses et les travailleurs ;
- la mise en place d'analyse de cycle de vie environnemental ou social, ce qui permet de faire des choix plus judicieux à l'achat.

Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

Puisqu'il est plus facile d'engager la participation des employés dans un projet écologique lorsqu'ils sont conscients des enjeux environnementaux, gmad partage ses connaissances et s'assure que les employés ont une compréhension élémentaire de comment protéger l'environnement. Les employés sont sensibilisés au rôle qu'ils ont à jouer dans la protection de l'environnement. En menant un sondage auprès de l'ensemble des employés, gmad découvre ce que les employés savent, ou pensent qu'ils savent, sur les défis environnementaux auxquels l'entreprise fait face. Par la suite gmad est en mesure de déterminer quelles leçons sont requises afin de réaliser sa mission environnementale. Afin d'assurer que le message provient de la haute direction, les gestionnaires reçoivent une formation spécifique pour garantir qu'ils sont bien renseignés et qu'ils servent de ressource pour leurs équipes respectives. Les employés remarquent ainsi que gmad s'engage et ils sont conscients que la réduction des déchets et la protection de l'environnement a un impact sur tous les niveaux de l'entreprise. Les employés reçoivent une formation générale et des lignes directrices propres à leurs fonctions. Ils sont encouragés à proposer des méthodes pour effectuer des changements qui sont respectueux de l'environnement.

CLAUDE BARRY
R.C. PROFESSIONNELLE INC.
MEMBRE DU GROUPE VESTAS

1434, rue Ste-Catherine ouest, No. 203
Montréal, (Québec), H3G 1R4

T 514 940 1414
F 514 875 1980
www.vestasassurance.com

PREUVE D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette **Preuve d'Assurance** atteste que la couverture d'assurance décrite ci-dessous est en vigueur selon les termes et conditions de la police DPX 9447732 et couvre la responsabilité civile professionnelle de l'**Assuré** contre négligence professionnelle, erreur et omission.

Assuré • **LE GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.**
606, rue Cathcart - Bureau 600
Montréal (Québec) H3B 1K9

Assureur • La Compagnie d'Assurance XL Spécialité

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE DES ARCHITECTES
DESCRIPTION DE LA COUVERTURE

Assurance de responsabilité professionnelle et complémentaire à la garantie de base du **FOAQ**, le **Fonds d'Assurance de l'Ordre des Architectes du Québec.**

Limites de garantie excédentaire •
3,000,000 $ ▫ par sinistre
3,000,000 $ ▫ par période de garantie

Assurance de **Première Ligne** pour les risques non couverts par le FOAQ, tel les services professionnels rendus par l'entité ou l'architecte membre en règle d'une association, corporation ou d'un ordre professionnel régissant la profession d'architecte à l'extérieur de la province de Québec.

Limites de garantie de Première ligne •
3,000,000 $ ▫ par sinistre
3,000,000 $ ▫ par période de garantie

Période de garantie • 1er janvier 2017 - 2018

Date • Le 29 janvier 2017

Émise à • Saint-Sauveur (Québec)

Signature •

Pour et au nom de Philippe Monette BAA PAA
Courtier en assurance de dommages

CLAUDE BARRY R.C. PROFESSIONNELLE INC.
Cabinet en assurance de dommages
10, rue Léonard, Saint-Sauveur | Québec J0R 1R0
450 | 227-8418 ▪ 800 | 665-3742 ▪ Fax: 450 | 227-7125 ▪ Courriel: info@cbrcp.com

Folio ▪ **PREUVE D'ASSURANCE POUR LIMITES EXCÉDENTAIRES**

Assuré ▪ **GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.**
606, rue Cathcart - Bureau 600
Montréal (Québec) H3B 1K9

Cette **Preuve d'Assurance** atteste qu'une couverture d'assurance est en vigueur selon les termes et conditions de la police décrite ci-dessous et couvre la responsabilité civile professionnelle contre négligence professionnelle, erreur et omission des services professionnels rendus par l'**Assuré.**

Assurance Erreur & Omission	▪	Responsabilité civile professionnelle des **architectes**
Assureur	▪	La Compagnie d'Assurance XL Spécialité
Nº de Police	▪	DPX 9446666
Période de Couverture	▪	Du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2017
Limites de garantie ★	Par réclamation ▪	3 000 000 $
	Total des montants payables ▪	3 000 000 $

★ *Cette couverture d'assurance est en sus de la limite de base souscrite par l'entremise du* **Fonds d'Assurance des Architectes du Québec.**

Le total des montants payables est le montant total d'assurance disponible pour toutes les réclamations couvertes par cette police qui seront présentées pendant la période le couverture et n'est pas limité aux réclamations présentées par le détenteur de cette ***Preuve d'Assurance.***

Cette **Preuve d'Assurance** est sujette à toutes les restrictions, exclusions et conditions de la police du **Fonds d'Assurance des Architectes du Québec** comme elle existe présentement ou ultérieurement modifiée par avenant.

Le 18 février 2016 ▪

Date

Représentant autorisé
Pour et au nom de Claude Barry, F.I.A.C., C. d'A. Ass.

FONDS DES ARCHITECTES

FONDS D'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DE L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

420 rue McGill
Bureau 300
Montréal QC H2Y 2G1

514 842-4979
1 800 842-4979
514 842-1499

fondsarchitectes.qc.ca

L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC
PAR L'ENTREMISE DE SON
FONDS D'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

N° DE LA POLICE D'ASSURANCE : C2478

CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. **Assuré désigné :** Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

2. **Adresse postale :** 606, Rue Cathcart
Bureau 600
Montreal Québec
Canada H3B 1K9

3. **L'Assuré désigné est une :** Société à responsabilité limitée

4. **Durée de la Police d'assurance :** Date de prise d'effet : 1 janvier 2017
Date d'expiration : 1 janvier 2018
(00 h 01, heure locale à l'adresse postale ci-dessus)

5. **Limites de garantie :**

	Par **Sinistre**	Pour la Durée de la **Police d'assurance**	Prime
Garantie de base lorsque l'assuré désigné n'est pas une S.A.R.L.	1 000 000,00 $	2 000 000,00 $	
Garantie de base lorsque l'assuré désigné est une S.A.R.L.	1 250 000,00 $	2 500 000,00 $	
Garantie pour moisissure applicable sans égard à la désignation de l'assuré	100 000,00 $		

6. **Prime totale :**
(Excluant les frais d'ouverture et les taxes — voir facture.)

7. **Franchise : 7 500,00 $ par sinistre**
(Sous réserve des dispositions de la **Police d'assurance.**)

8. **Déclarations de l'Assuré désigné :**

La **Police d'assurance** est émise sur la foi des déclarations faites par l'**Assuré désigné** dans le formulaire d'adhésion et/ou réinscription ou le formulaire de renouvellement, selon le cas (et leurs annexes respectives).

UNIVESTA
ASSURANCES & SERVICES FINANCIERS

Certificat d'assurance / *Insurance certificate*

Ce document atteste que le détenteur nommé ci-dessous est présentement assuré, tel que décrit ci-après.

This is to certify that the insurance policy listed below, is now in force and covers the insured specified hereto.

Assureur / *Insurer*	RSA
Numéro de police / Policy number	COM 801017597
Date d'entrée en vigueur / *Effective date*	14 mars 2017 au/*to* 14 mars 2018
Assuré désigné / *Named Insured*	Groupe Marchand Architecture et Design inc.
Adresse de l'assuré / *Address of Insured*	606, Rue Cathcart Bureau 600 Montréal (Québec) H3B 1K9
Concernant / *Concerning*	Bureau d'architectes

Montant d'assurance *Limit of insurance*	*Genre d'assurance / Type of insurance*
5 000 000 $	**Limite Globale** / *Global limit*
5 000 000 $	**Responsabilité civile** / *Civil liability*

Nous confirmons que les protections ci-dessus sont assujetties aux conditions de la police émise par l'assureur. / *The above mentioned conditions are subject to the policy issued by the insurer.*

Signé ce 10 ième jour de avril 2017 / **Signed this** 17 th day of april 2017

Corine B

Représentant autorisé / *authorized representative*

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606, RUE CATHCART, PORTE 600
MONTREAL (QUEBEC) H3B 1K9

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164690340

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 112172-HZMZ-0368668
Date et heure de délivrance de l'attestation : 16 mars 2017 à 11 h 33 min 9 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS LEMAY
606, CATHCART
600
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

N° de décision : 2017-CPSM-1016189
N° de client : 3000971734

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous A + SM ARCHITECTURE & DESIGN, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

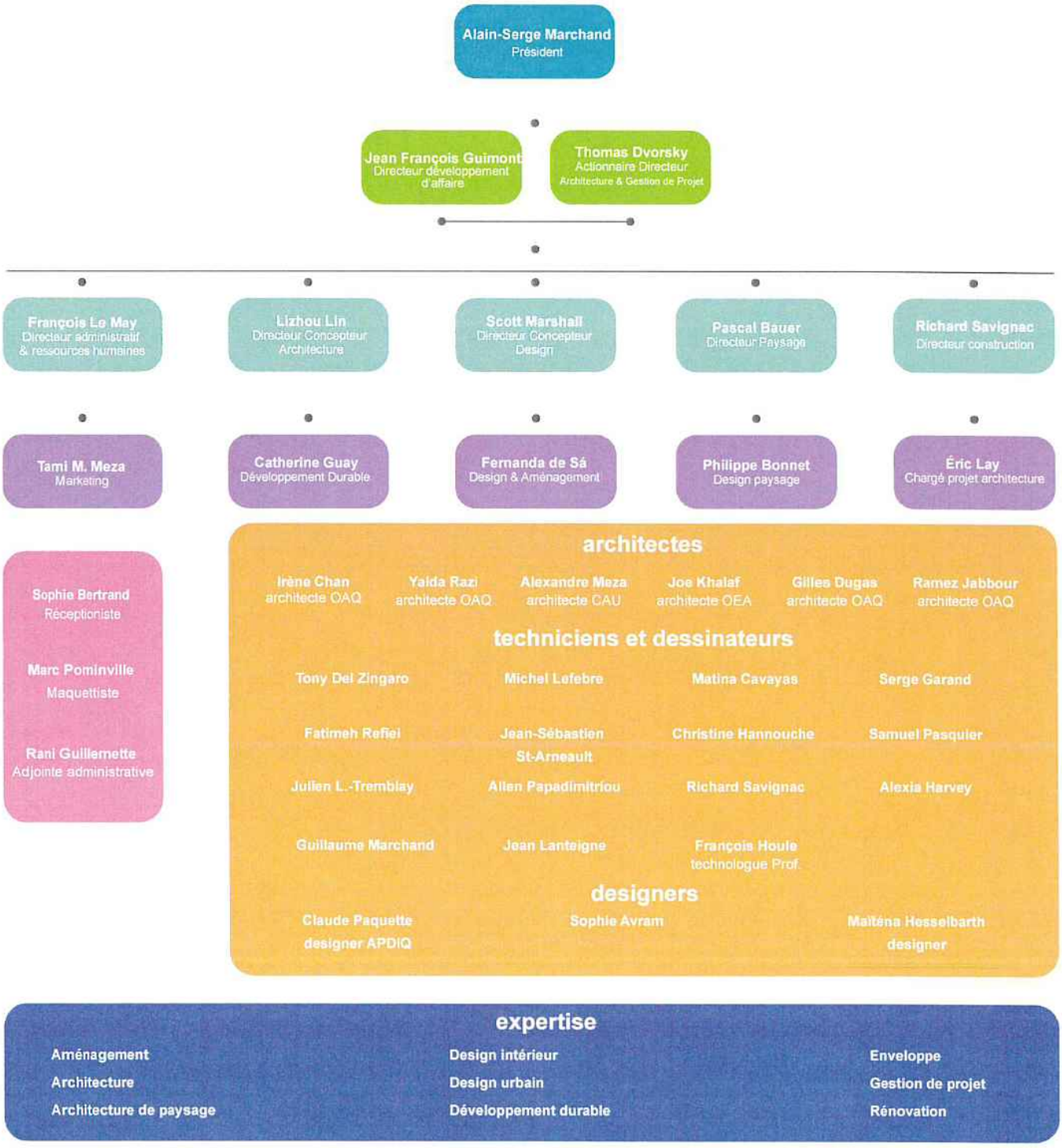
Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

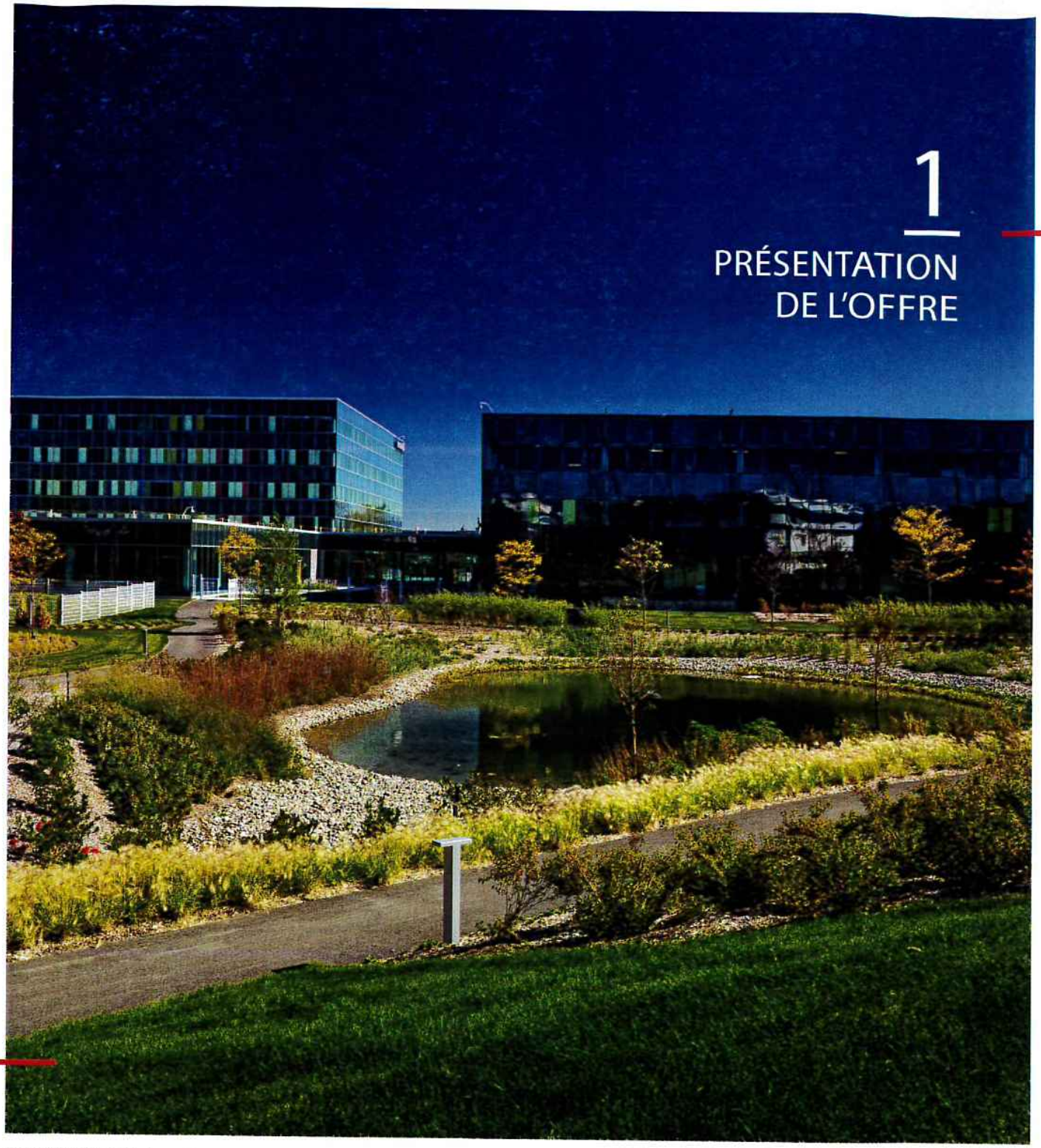
Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

gmad


Alain-Serge Marchand
Président
Jean François Guimont
Directeur développement d'affaire
Thomas Dvorsky
Actionnaire Directeur
Architecture & Gestion de Projet
François Le May
Directeur administratif & ressources humaines
Lizhou Lin
Directeur Concepteur Architecture
Scott Marshall
Directeur Concepteur Design
Pascal Bauer
Directeur Paysage
Richard Savignac
Directeur construction
Tami M. Meza
Marketing
Catherine Guay
Développement Durable
Fernanda de Sá
Design & Aménagement
Philippe Bonnet
Design paysage
Éric Lay
Chargé projet architecture
Sophie Bertrand
Réceptioniste
Marc Pominville
Maquettiste
Rani Guillemette
Adjointe administrative
architectes
Irène Chan
architecte OAQ
Yalda Razi
architecte OAQ
Alexandre Meza
architecte CAU
Joe Khalaf
architecte OEA
Gilles Dugas
architecte OAQ
Ramez Jabbour
architecte OAQ
techniciens et dessinateurs
Tony Del Zingaro
Michel Lefebre
Matina Cavayas
Serge Garand
Fatimeh Refiei
Jean-Sébastien St-Arneault
Christine Hannouche
Samuel Pasquier
Julien L.-Tremblay
Allen Papadimitriou
Richard Savignac
Alexia Harvey
Guillaume Marchand
Jean Lanteigne
François Houle
technologue Prof.
designers
Claude Paquette
designer APDIQ
Sophie Avram
Maïténa Hesselbarth
designer
expertise
Aménagement
Architecture
Architecture de paysage
Design intérieur
Design urbain
Développement durable
Enveloppe
Gestion de projet
Rénovation



1
PRÉSENTATION DE L'OFFRE

ERICSSON MONTRÉAL | gmad

PROFIL DE gmad

Fondée en 2007 par Alain-Serge Marchand et son équipe, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc (gmad) offre un service complet personnalisé pluridisciplinaire. Plus tard en 2007, Thomas Dvorsky se joint à l'équipe pour créer l'entreprise que nous connaissons aujourd'hui. Ces fondateurs, professionnels chevronnés cumulent un total de plus de 60 ans d'expérience. gmad peut pratiquer au Québec, en Ontario et en Alberta ayant des permis d'exercice pour chacune de ces provinces. Ses mandats sont, pour la plupart, dans la Grande région métropolitaine de Montréal, dans la région de la Capitale Nationale, en Estrie, dans les Laurentides et en Outaouais avec une base de clientèle internationale.

UNE GAMME VARIÉE DE SERVICES

Grâce à son équipe de professionnels multidisciplinaires hautement qualifiés, gmad offre un large éventail de services créatifs en architecture, en architecture de paysage, en design d'intérieur, en développement durable et en gestion de projet. Le regroupement de ces différentes compétences, jumelée à une structure administrative efficace et une technologie informatique de pointe permet à gmad de se démarquer par des projets distinctifs, originaux et marquants de toutes échelles et complexités. La firme intervient auprès de clients d'envergures variées, qu'il s'agisse d'organismes publics ou privés, d'entreprises ou encore de groupes associatifs. Au cours des années, nos clients nous ont confié des mandats impliquant l'ensemble des outils modernes en matière de planification et d'aménagement du territoire. Au cœur de ces préoccupations, la création de milieux de vie de qualité pour la collectivité, dont le dynamisme tient de la mise en valeur optimale des potentiels du territoire.

APPROCHE CONCEPTUELLE

Notre philosophie consiste à concevoir, dans un environnement de travail stimulant et agréable, des espaces de vie qui valorisent l'identité du client, améliorent la qualité de vie de l'usager et bonifient l'impact sur la collectivité en optimisant l'usage des ressources et minimisant l'empreinte écologique.

APPROCHE PRÉCONISÉE

Nous avons chez gmad une approche du travail en mode participatif, basée sur l'implication du client, la collaboration et la communication suivie avec nos partenaires au sein d'un processus de conception conjoint. Cette manière de procéder en mode cyclique continu plutôt qu'en mode linéaire a été développée et mise à l'épreuve lors de la réalisation de plusieurs projets d'envergures où nos services ont été forts efficaces et appréciés. Nous sommes d'avis que la clé du succès avec cette approche repose sur une définition solide de la culture organisationnelle, des besoins et des objectifs du client, sur la mise en place d'une équipe d'expérience regroupant des forces équilibrées en construction et en design, sur une organisation du travail soigneusement planifiée, sur un suivi rigoureux, sur une communication régulière et finalement sur une connaissance approfondie des divers types constructifs permettant une juste anticipation des risques potentiels inhérents au travail.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE VALEUR gmad

Par son approche, gmad cherche à donner une marque distinctive à chacun de ses projets. gmad est une firme consciente des enjeux environnementaux actuels. Elle vise à créer une valeur ajoutée durable pour ses clients, tout en prônant une utilisation efficace des ressources naturelles et en minimisant l'empreinte écologique des projets, dans toutes ses facettes, de la conception à la mise en service. Notre firme puise ses valeurs dans la préservation des milieux de vie, la santé des occupants, les bénéfices pour la communauté, l'innovation et l'équilibre économique. L'entreprise demeure à l'affût des nouvelles technologies, des méthodes et matériaux de construction, des nouveaux produits et stratégies. Attentive aux pratiques émergentes, notre équipe possède une vaste expertise permettant de développer des approches spécifiques et adaptées à chacun de nos projets.

UNE APPROCHE CLIENT PRIVILÉGIÉE

Partenaire de ses clients, gmad offre une expérience de service mémorable qui mise sur la synergie des expertises, le travail d'équipe et les talents de son bassin multidisciplinaires. Nos clients nous choisissent pour bénéficier de nos projets intégrés où les typologies de gabarit, les rythmes, les matériaux, l'aménagement intérieur et du paysage sont intimement liés offrant un résultat fort et harmonieux qui sait perdurer. La satisfaction du Client et l'établissement de relations d'affaires viables à courts et longs termes, est l'objectif principal de la firme.

UNE SOLIDE EXPÉRIENCE

Au fil des ans, notre réputation s'est bâtie sur l'originalité, la qualité et le caractère novateur de nos réalisations. Quelle que soit la nature et l'ampleur des projets, l'écoute, la collaboration et la réflexion sont privilégiées. Nos clients sont étroitement associés à chaque étape du processus de réalisation de projets. Cette vaste expérience a permis de mettre en place des méthodes de gestion et de planification efficaces et des processus de conception, de production et de contrôle éprouvés (procédures et normes qualité, demande et outils de développement durable, etc.).

Au cœur de la commande, nous nous attarderons à préciser la ligne directrice donnée lors de l'élaboration du concept d'avant projet approuvé par l'arrondissement. A cet effet notre grande expertise reliée à l'aménagement d'espace publics et notre souci de trouver des solutions fonctionnelles seront mis à contribution dans ce mandat.

Ce mandat est pour nous un terrain connu et nous fournirons un effort soutenu durant le projet. Nous prévoyons donc, réaliser un projet qui sera viable et répondra aux attentes élevées des intervenants de la ville, soit:

- Respect du budget et de l'enveloppe budgétaire ;
- Respect de l'échéancier ;
- Respect du concept initial approuvé par la ville ;
- Créer des aménagements de qualité.

Notre mandat ne se résume pas uniquement à des activités d'ordre strictement techniques, mais englobe aussi une approche critique durant le processus de design tant dans le choix des interventions que dans la matérialité des ouvrages et ce, dans un souci d'optimisation du budget disponible. Il s'agit là, à notre avis, d'une contribution essentielle des professionnels de notre équipe et le gage d'un projet réussi.

Le contrôle, la qualité et la durabilité de l'aménagement seront assurés tout au long du projet par :

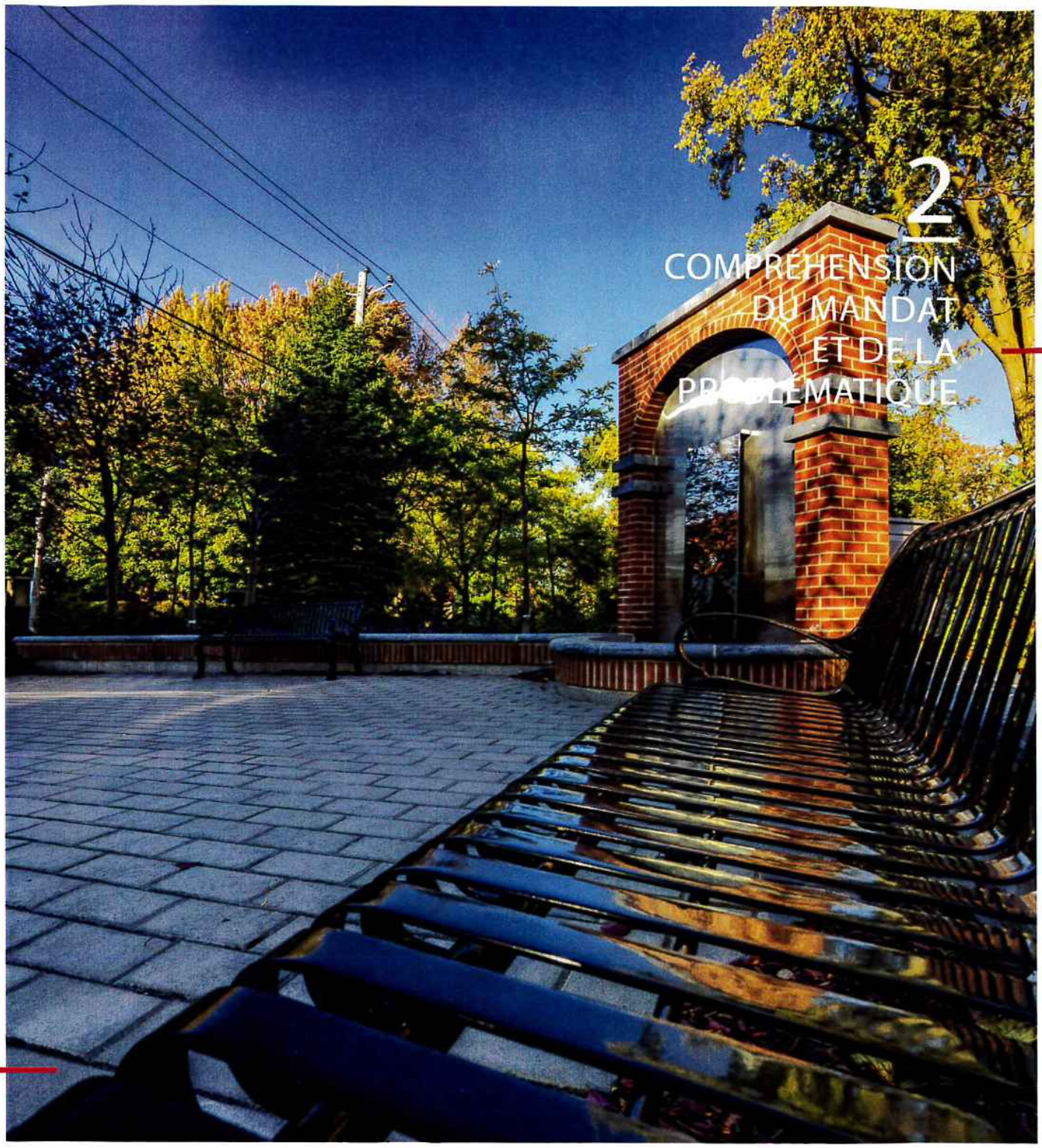
- Un processus continu de rencontres entre les membres de l'équipe, les représentants de la Ville et les autres professionnels ;
- La présentation par étapes graduelles de réalisation et leur approbation par les représentants de la Ville.

PROFIL D'EFEL

EFEL est une nouvelle société d'ingénierie détenue par SOLMATECH et ses partenaires, M. Steven Frenza, ing., président et Vincent Lauzon, ing., directeur Infrastructures. La création de cette nouvelle entité fut l'objet d'une longue réflexion découlant du bouleversement que subit le marché municipal depuis maintenant 4 ans.

Le marché du génie-conseil québécois vit actuellement une transformation sans précédent. Alors que le contexte des années 2000-2010 favorisait la consolidation du marché du génie-conseil par les grandes multinationales, nous croyons aujourd'hui, notamment dans le domaine municipal, que le futur est davantage favorable aux firmes qui sauront intégrer les valeurs « qualité », « efficacité » et « intégrité ».

C'est en voulant répondre à ce nouveau contexte qui exige des firmes de génie-conseil plus d'efficacité qu'EFEL a été créée. L'efficacité d'une firme ne repose évidemment pas sur la taille de celle-ci, mais sur la qualité et la profondeur des membres qui la compose, ainsi que sur la flexibilité de ses structures. Ce sont sur ces bases qu'est née EFEL et ce sont sur celles-ci que nous continuerons de nous développer. EFEL est exclusivement vouée et dédiée au marché des infrastructures urbaines.



2

COMPRÉHENSION DU MANDAT ET DE LA PROBLÉMATIQUE

PLACETTE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

COMPRÉHENSION DU MANDAT ET DE LA PROBLÉMATIQUE

UN PARC BIEN ANCRÉ DANS SON ENVIRONNEMENT

Le parc Walter-Stewart se distingue par son rôle communautaire et son rayonnement urbain : point de convergence en raison de l'ensemble des infrastructures sportives, culturelles et communautaires qui s'y trouvent. Il répond d'emblée à plusieurs besoins de la population, son emplacement représente un lieu identitaire fort pour les citoyens.

Le parc accueille d'ores et déjà une mixité et une densité d'usages dans un espace relativement restreint. Comme il s'inscrit dans un quartier résidentiel sensible, la bonification de son offre récréative et de son attractivité ne peut se faire sans tenir compte de l'impact sur la quiétude des gens du quartier. De plus, il doit répondre aux besoins multiples de la population en termes d'activités et d'infrastructures tout en gardant son caractère propre d'espace vert propice à la promenade et la détente.

L'enjeu principal du projet réside donc dans l'atteinte de l'équilibre entre les attentes des divers usagers, la capacité physique d'accueil du site, la quiétude des riverains, et le respect des balises financières.

Dans ce contexte, le projet de réaménagement vise la création d'un parc ayant une signature forte et identitaire pour l'arrondissement Ville-Marie en misant sur un développement durable, responsable et efficace sur plusieurs fronts.

- Le maintien et la bonification des équipements communautaires et des usages existants;
- L'intégration de nouveaux équipements dans un espace optimisé;
- Le maintien des espaces verts et la consolidation de la coulée verte;
- L'amélioration des accès et de la fluidité des déplacements, notamment la circulation piétonne interne et les liens vers le quartier;
- L'augmentation d'animation et d'éclairage pour contrer le vandalisme;
- Créer un véritable pôle sportif et culturel;
- Le rehaussement de la qualité d'ensemble du parc

Le parc Walter-Stewart est un espace vert unique. Son réaménagement devra apporter une cohésion à l'espace dans son ensemble, de manière à consolider sa fonctionnalité, sa pérennité, et son rôle de pôle d'activités par excellence.

DES ORIENTATIONS VISANT L'ÉQUILIBRE ENTRE LES ATTENTES DES DIVERS USAGERS

Le projet de réaménagement doit se démarquer en soutenant une approche novatrice et intégrée, en fonction des orientations établies par le comité consultatif du parc Walter-Stewart. L'étude réalisée par le comité consultatif (déposée en novembre 2016) trace un portrait de la situation, fait le bilan des besoins exprimés par les parties prenantes et formule les recommandations à suivre.

Ainsi, la démarche à suivre veillera à répondre aux objectifs et recommandations du rapport, en réponse aux besoins de différentes clientèles : familles, adolescents, moins jeunes, résidents du secteur, en valorisant le site dans son contexte, et en respectant le milieu naturel et habité. Le parc a aussi un rôle de support aux équipements existants; terrain de baseball, piste cyclable, jardin et serre communautaire notamment. À cet effet, l'intégration harmonieuse et responsable d'un chalet et d'équipements sportifs dans un ensemble cohérent et convivial sera une des clés du succès pour le projet. De plus, en redéfinissant les accès pour faciliter la cohabitation entre vélos, piétons et automobiles, le rôle d'ouverture et de sociabilité du parc sera bonifié.

DES RECOMMANDATIONS À METTRE EN ŒUVRE

Une série de recommandations découlent du travail effectué par le comité consultatif, un comité animé par le désir manifeste de rehausser la qualité générale des aménagements et de faire du parc Walter-Stewart un véritable parc signature.

Parmi ces recommandations, nous porterons une attention particulière à:

- La sécurisation des abords de la rue d'Iberville ;
- La transparence et l'ouverture des aménagements ;
- L'ajout de plantations ;
- La fourniture d'équipements sportifs de qualité ;
- La facilité d'entretien ;
- La durabilité des installations et du chalet ;
- La conception d'un éclairage adéquat et non intrusif;
- L'arrimage avec les usages adjacents (terrain de baseball / accès pour entretien) ;
- Le respect des contraintes techniques existantes dont les infrastructures souterraines;
- L'état du chalet du parc et de ses équipements électromécaniques.

PORTÉE DU MANDAT

Le projet de réaménagement touche tout le quadrilatère du parc Walter-Stewart incluant la validation de l'avant-projet préliminaire sur la base des recommandations du rapport du comité consultatif, la préparation d'un plan d'aménagement détaillé, la préparation des plans et devis préliminaires et définitifs, la préparation du dossier d'appel d'offres et la surveillance des travaux en résidence. La méthodologie et l'échéancier décrivent au chapitre suivant l'ensemble des services et livrables.

CAPACITÉ À GÉRER LE MANDAT

gmad a une expérience de travail avec les municipalités et dans le contexte de mandats multidisciplinaires qui s'étendent sur plusieurs années. Nos pratiques, qui misent sur une démarche de conception intégrée et l'assignation des ressources d'expérience, nous rendent aptes à transformer une variété de situations complexes en des solutions gagnantes.

gmad a développé au cours des dernières années un processus de contrôle de qualité que l'équipe applique dans la gestion et la production des projets qui lui sont confiés. Les procédures sont inspirées par la norme ISO-9004 de l'Organisation Internationale de Normalisation ainsi que par la norme CASA-Q9004.2-92 qui renferme les instructions relatives à l'assurance qualité dans la prestation de services professionnels.

La réalisation du mandat est fondée sur les principes suivants :

- Compréhension et respect des objectifs et des besoins du client;
- Transmission efficace des informations entre les divers intervenants;
- Mise en application et recherche de solutions correspondant à l'état de la connaissance et aux plus récentes technologies;
- Vérification constante de la satisfaction du client.

Les moyens mis en œuvre afin d'atteindre ces objectifs sont:

- Réunion de démarrage pour informer l'équipe de projet des objectifs et des attentes du client;
- Préparation d'un plan de travail pour approbation par le client;
- Préparation et suivi d'un plan qualité;
- Établissement d'une structure efficace de communication et de transmission de l'information;
- Définition des rôles, des tâches et des responsabilités pour chacun des membres de l'équipe de projet;
- Revue, analyse des besoins et des objectifs exprimés par le client;
- Rencontre de coordination et de travail;
- Connaissances approfondies des normes, des méthodes et des procédures applicables au mandat;
- Définition du cheminement critique de l'échéancier;
- La révision de tous les livrables par le directeur de projet.

MÉTHODOLOGIE

L'élaboration d'un tel projet se doit d'être soigneusement réfléchi afin d'exploiter le maximum des capacités du site. Les aspects de la mobilité piétonne et du développement durable seront au cœur de nos préoccupations lors de l'élaboration des esquisses d'aménagement. Ainsi gmad s'engage tout au long de son mandat, en concertation avec les représentants de la Ville impliqués au dossier :

- À assurer une cohérence entre les choix d'aménagement, les contraintes et potentiels de l'environnement physique du site et les préoccupations et les attentes formulées par la Ville ;
- À être en étroite communication avec les représentants de la Ville impliqués dans le dossier et répondre à leurs préoccupations et atentes par des solutions novatrices et applicables au contexte local.

Dans notre approche, certains éléments sont primordiaux, dont :

- La prise en compte de la thématique et de la polyvalence des aménagements ;
- Le respect des normes d'accessibilité universelle ;
- Les aspects de sécurité des usagers et d'entretien ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- La morphologie de type « parc » de l'espace à aménager.

De manière plus précise, gmad comprend que le mandat devra fournir les services suivants :

RÉUNION DE DÉMARRAGE

Cette activité consiste à :

- Approbation de l'échéancier et du plan de travail ;
- Visite des différents sites en compagnie du chargé de projet et des autres représentants municipaux au besoin.

Intrants :

- Ordre de débuter, normes municipales, modalités contractuelles.

Biens livrables :

- Compte-rendu de la réunion de démarrage, compte rendu des réunions de coordination ou de travail, plan de travail.

CONCEPT DÉFINITIFS

Cette activité consiste à :

- Définition plus précise des critères de design, des aménagements, du concept d'identité, des éléments de pavoisement et de signalisation intégrant les révisions nécessaires suite aux commentaires de la Ville ;
- Évaluation des coûts de classe B. ;
- Élaboration du plan d'aménagement couleur - versions finales.

Biens livrables :

- Concepts définitifs.

PLANS ET DEVIS PRÉLIMINAIRES

Cette activité consiste à :

- Finaliser le choix des matériaux et des équipements ;
- Préparer des plans d'aménagement incluant les feuillets suivants ;
  - Plan des conditions existantes et démolition ;
  - Plan des surfaces ;
  - Plan d'implantation des ouvrages et des équipements ;
  - Plan de nivellement et drainage ;
  - Plan de plantation ;
  - Détails de construction ;
- Rencontre de coordination et présentation ;
- Coordonner avec les autres professionnels ;
- Réviser l'estimation budgétaire.

Intrants :

- Commentaires de la Ville.

Biens livrables :

- Plans et devis préliminaires, estimation du coût des travaux, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS DÉFINITIFS

Cette activité consiste à :

- Prendre connaissance des commentaires formulés par la Ville;
- Réviser les plans d'aménagement ;
- Préparer les documents de soumission (devis et formule de soumission) ;
- Finaliser l'estimation ;
- Coordonner avec les autres professionnels ;
- Rencontre de coordination et présentation ;

Intrants :

- Commentaires de la Ville.

Biens livrables :

- Plans et devis définitifs, estimation du coût des travaux, bordereau des quantités, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS POUR SOUMISSION

Cette activité consiste à :

- Produire les documents d'appel d'offres ;
- Faire le suivi auprès des entrepreneurs durant la période d'appel d'offres;
- Émettre les addenda, si requis ;
- Analyser les soumissions et émettre une recommandation sur le choix de l'entrepreneur.

Biens livrables :

- Plans et devis émis pour soumission, estimation du coût des travaux, bordereau des quantités, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS POUR CONSTRUCTION

Cette activité consiste à :

- Réaliser les plans et devis pour construction en lien avec la période d'appel d'offres et les addenda.

Biens livrables :

- Plans et devis émis pour construction.



SERVICES DURANT LA CONSTRUCTION
Cette activité consiste à :

- Assurer le suivi et la surveillance des travaux incluant réunions de chantier, rédaction des rapports de visite, mémos, directives, approbation des dessins d'atelier, coordination avec le laboratoire et les firmes d'ingénierie ;
- Valider l'implantation des ouvrages, le nivellement et les stratégies de drainage ainsi qu'approuver les végétaux avant la plantation ;
- S'assurer que chaque étape est complétée selon les règles de l'art avant de passer à l'étape suivante ;
- Faire la gestion des travaux supplémentaires à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire inclus aux imprévus ;
- Faire l'inspection finale des travaux et dresser la liste de déficiences;
- Émettre les recommandations relatives à l'émission des avis de réception provisoire et définitive des ouvrages ;
- Émettre les plans tels que construits.

Biens livrables :

- Directive de changements, croquis, dessins d'atelier, révisions, compte-rendu de réunion, recommandations de paiement, bilan final, acceptation provisoire et finale des travaux, liste de déficiences, plans tel que construit et autre document pertinent relatif au chantier.

MISE EN SERVICE
À cette étape très importante, nous assisterons la Ville au bon fonctionnement et à la livraison des équipements et travaux selon les étapes suivantes :

Mise en marche / formation :

- Les activités de mise en marche seront organisées et planifiées avec l'entrepreneur général, ses fournisseurs et les représentants de la Ville. Ces activités permettront si requis la formation du personnel pour certains équipements.
- De plus, cette étape s'avère très importante puisque nous allons compléter notre accompagnement et notre support à l'agent de mise en service pour tous les systèmes dont notre équipe a fait la conception.

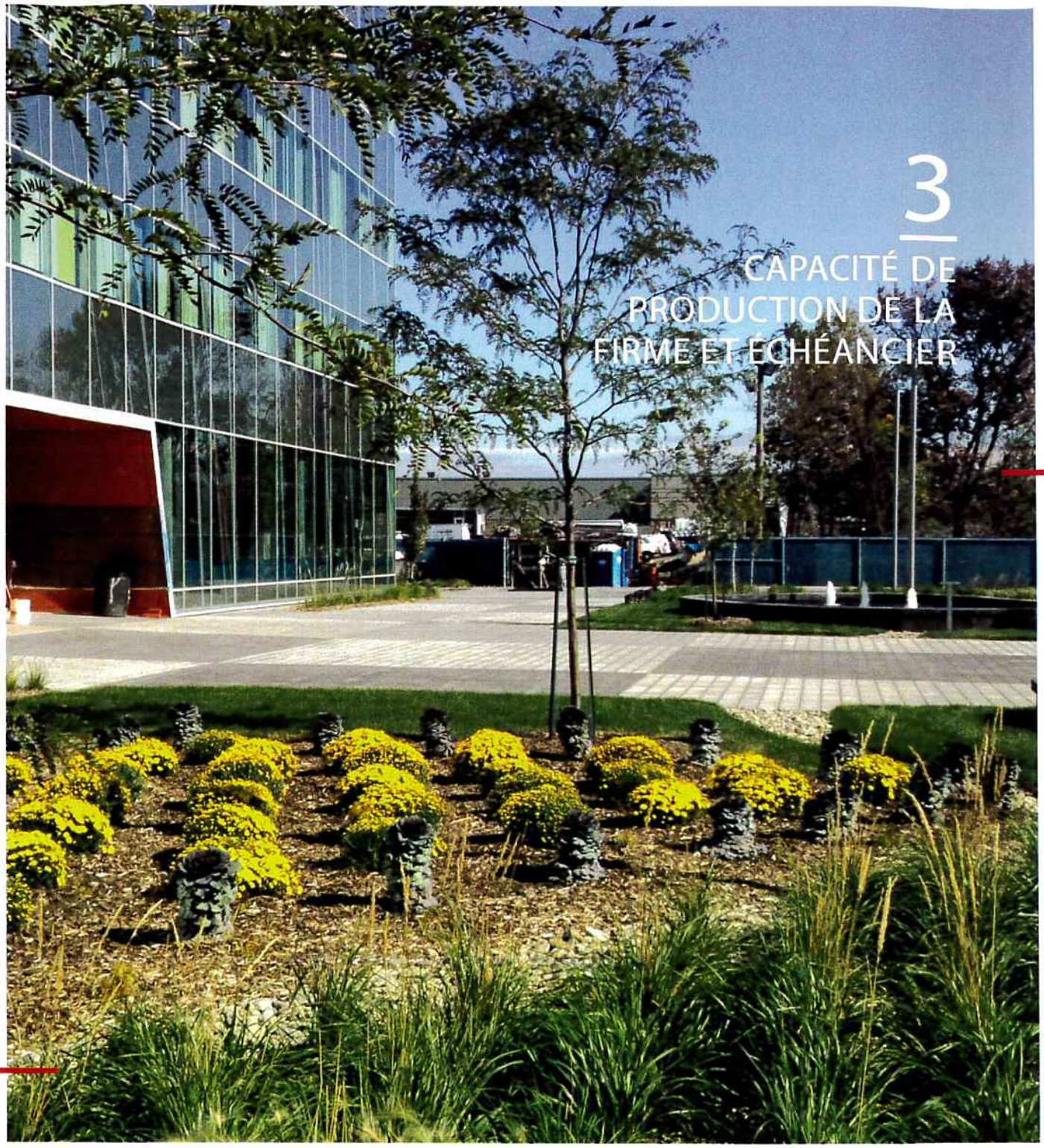
LEED : Suivi du processus de MES pour coordination de la documentation LEED.

PROCESSUS CONTINU D'ACCRÉDITATION LEED
Cette étape est intégrée à l'échéancier puisque le suivi et la préparation du processus LEED en continu selon la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal est primordiale pour assurer son efficacité et l'accélération de la présentation du dossier au Conseil et la certification finale.
LEED : Production d'une grille de suivi LEED avec commentaires, responsables et avancement (mise à jour à chaque étape). La fin du processus arrive à la réception du rapport de certification, terminant le processus d'audit LEED.

Q Aspect novateur demandé?

conteneurs maritimes?





3

CAPACITÉ DE PRODUCTION DE LA FIRME ET ÉCHÉANCIER

ERICSSON MONTRÉAL | gmad

RESSOURCES À VOTRE DISPOSITION

RESSOURCES GMAD	
ADMINISTRATION	3
ARCHITECTES	10
ARCHITECTES PAYSAGISTE	2
BACHELIER EN ARCHITECTURE	3
DESIGNERS D'INTÉRIEUR	4
MAQUETTISTE	1
MARKETING	1
MODÉLISATION 3D ET ANIMATION	1
SPÉCIALISTE LEED	1
STAGIAIRES	3
TECHNOLOGUE	1
TECHNICIENS ET DESSINATEURS	10
TOTAL	**40**

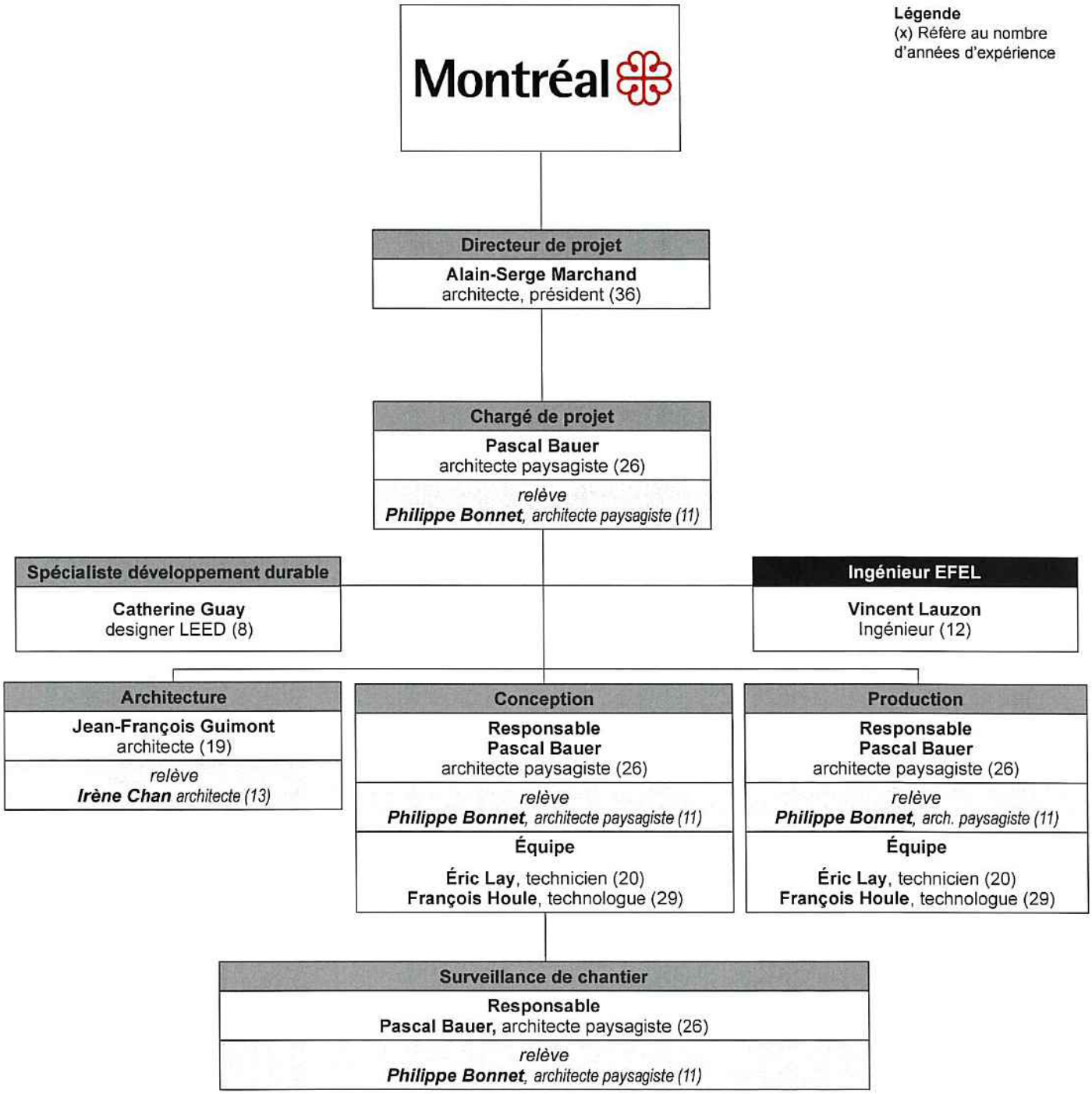


CARNET DE COMMANDES

Le tableau ci-après, démontre les projets de gmad impliquant les ressources présentées dans l'organigramme durant la période de production du projet de réaménagement du Parc Walter-Stewart.

Projets en cours	Portée	Date début-fin	Budget construction	Ressources et Affectation au cour du projet (%)
PLACE PUBLIQUE - ANJOU	Esquisses à surveillance	2016 - mai 2017	1.3 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Pascal Bauer (50%), Philippe Bonnet (40%), François Houle (5%)
PARC LUCIE-BRUNEAU	Esquisses à surveillance	2016 - mai 2017	1.2 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Pascal Bauer (50%), Philippe Bonnet (40%), François Houle (5%)
EVOL	Esquisses à surveillance	2016-2021	52 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), Philippe Bonnet (5%), Éric Lay (10%)
ORA	Esquisses à surveillance	2015-2019	93 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), Irène Chan (5%), Pascal Bauer (5%)
SOLANO	Esquisses à surveillance	2016-2020	57 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), François Houle (5%), Éric Lay (10%)
L'INITIALE	Esquisses à surveillance	2015-2019	35 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (5%), Irène Chan (95%), Éric Lay (10%)
WILDERTON	Esquisses à surveillance	2016-2022	108 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (5%), Irène Chan (75%), François Houle (40%), Philippe Bonnet (10%)
ARENA MARTIN-LAPOINTE	Esquisses à surveillance	2017-2020	6.6 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Irène Chan (55%), Catherine Guay (10%), Éric Lay (10%), François Houle (35%)

ORGANIGRAMME

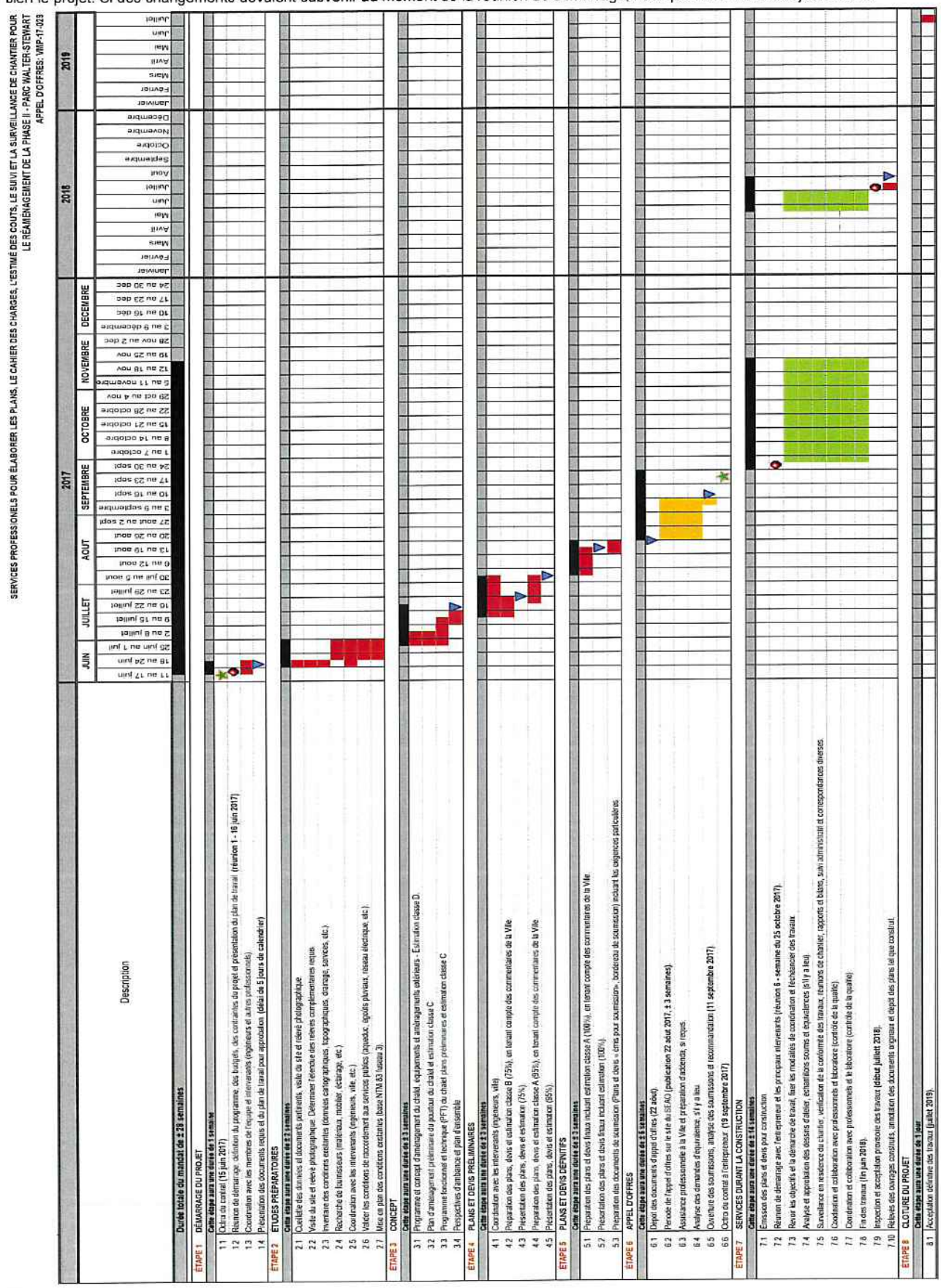


Capacité de relève
La répartition du travail dans l'équipe de projet sera faite de façon à maximiser l'efficacité de la réalisation des services professionnels. Au besoin, d'autres membres de notre personnel permanent participeront à certaines phases critiques du projet, pour faciliter la réalisation du mandat avec efficacité, et ce, selon l'échéancier convenu.

En plus des ressources clés, notre équipe est composée de plusieurs spécialistes afin de compléter l'ensemble des services nécessaires pour réaliser le projet. **gmad** vous propose une excellente capacité de relève et une grande disponibilité de ressources matérielles. L'organigramme de notre équipe illustre bien l'ampleur des ressources qui seront affectées à chacune des étapes du projet.

ÉCHÉANCIER

Le tableau ci-après, montre les étapes critiques du projet et a été établi selon les informations présentées dans des termes de références de l'appel d'offres. Pour chacune des étapes, nous avons illustré une période de réalisation durant laquelle chacun des intervenants collaboreront afin de mener à bien le projet. Si des changements devaient subvenir au moment de la réunion de démarrage, nous pourrons faire les ajustements.





4

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DE LA FIRME DANS DES TRAVAUX SIMILAIRES

PARC ILE DEMERS CARIGNAN | gmad

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DES FIRMES DANS DES PROJETS SIMILAIRES

1

PARC LUCIE-BRUNEAU

CLIENT Ville de Montréal

RÉFÉRENCE M Réal Lafleur
directeur
514-493-5111

ANNÉES DE RÉALISATION
2017

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 1.2 M$

SUPERFICIE 10 000 m²

AUTRES CONSULTANTS DWB (ingénieur mécanique)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (50%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (40%)
François Houle, technicien 3D (5%)



DESCRIPTION

Aménagement d'un parc existant par restructuration, marquage et hiérarchisation des grands axes de circulations et des entrées au parc. Aménagement d'une placette d'accueil au pavillon principal et refection des aires de jeux pour enfant. Installation d'équipements d'entraînement extérieur le long de la piste de course et d'un volley-ball de plage.
gmad a procédé à la préparation des plans et devis, documents d'appel d'offres et la surveillance des travaux pendant la construction pour les travaux de réfection des infrastructures du parc Lucie-Bruneau. De façon générale, gmad s'est assurer que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'oeuvre respectaient les exigences des documents contractuels. Nous avons également recommander à la Ville les modifications requises et les actions à prendre pour assurer la bonne marche des travaux.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs et représentants de la Ville.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Plusieurs installations sportives
- Parcs de quartier répondant aux demandes des citoyens.
- Développement de mobilier disctinctif adapté au projet
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Lieu de destination «nature».

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 921 000$
Budget réel : 819 000$

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : été 2017
Échéancier réel : été 2017

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'un parc verdoyant et d'une piste multifonctionnelle
- Aménagements en milieu urbain
- Création d'un lieu « destination » attrayant pour tous
- Mettre en valeur le potentiel récréatif naturel du parc







2

CAMPUS COORPORATIF ERICSSON

CLIENT Groupe Montoni

RÉFÉRENCE M David Paulozza
Vice-président construction
450-978-7501

ANNÉES DE RÉALISATION
2016

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 4 M$

SUPERFICIE 27 000 m²

AUTRES CONSULTANTS GKL (architecture)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (40%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (50%)
Éric Lay, technicien, production plans et devis (5%)



DESCRIPTION

Ce nouveau siège social offre des espaces de bureaux uniques qui répondent aux besoins de ses occupants, tels que des pistes piétonnes et cyclables, un service de garderie ainsi qu'une immense cafétéria. gmad a été mandaté pour la portion de l'architecture du paysage. Le campus tente d'instaurer un dialogue entre l'architecture et la nature. Une pixellisation en dégradé des surfaces dures et vertes qui s'entrecroisent, se mélangent, s'organisent ou se désorganisent et permet de réconcilier les vastes espaces de type naturel (bassin de rétention, talus planté) avec les besoins d'organisation et d'ordre requis par les fonctions de bureau d'un aussi vaste bâtiment (stationnement, terrasse, esplanade sur pavé perméable). Le programme inclus aussi l'aménagement d'une cour de garderie extérieure.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs, les architectes et représentants de Groupe Montoni.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Intégration de mobilier urbain adapté au projet
- Création d'une identité distinctive;
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Esprit d'innovation;
- Certification LEED.

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 1 M$ (paysage)
Budget réel : 1 M$ (paysage)

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : été 2016
Échéancier réel : été 2016

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'un parc verdoyant
- Aménagements en milieu urbain
- Mettre en valeur le site
- Création de plusieurs zone d'activités pour convenir aux usages de tous.







3 PLACE PUBLIQUE DE L'HOTEL DE VILLE D'ANJOU



CLIENTS Ville de Montréal

RÉFÉRENCE M Réal Lafleur
Directeur
514-493-5111

ANNÉES DE RÉALISATION
2017

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 1.3M$

SUPERFICIE 10 000 m²

AUTRES CONSULTANTS Beaudoin Hurens (ingénieur mécanique)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (50%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (40%)
François Houle, technicien 3D (5%)

DESCRIPTION

Le projet vise l'installation d'une place couverte et l'élaboration d'un aménagement paysager pour accueillir des activités culturelles, récréatives ou encore de la danse en ligne. Cet espace récréatif a été spécialement conçu pour permettre, entre autres, la tenue d'activités culturelles diverses et d'événements spéciaux. La configuration actuelle du parc, qui comprend deux buttes, a été mis à profit et offre une perspective naturelle sur la scène construite en contrebas. La place se veut un lieu de rencontres et d'échanges, un carrefour citoyen comme il n'en existait pas dans cet arrondissement. Bancs publics et tables à pique-nique sont ajoutés en certains endroits du parc. Un espace détente, qui prend la forme d'une aire de lecture, a aussi été aménagé près de la bibliothèque et offre une vue sur la place.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs et représentants de la Ville.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Place de quartier répondant aux demandes des citoyens.
- Développement de mobilier disctinctif adapté au projet
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Lieu de destination culturel et communautaire.

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 1 235 840$ (paysage)
Budget réel : 1 195 450$ (paysage)

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : mai 2017
Échéancier réel : mai 2017

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'une Place Publique
- Aménagements en milieu urbain
- Mettre en valeur le site
- Création de plusieurs zone d'activités pour convenir aux usages de tous.

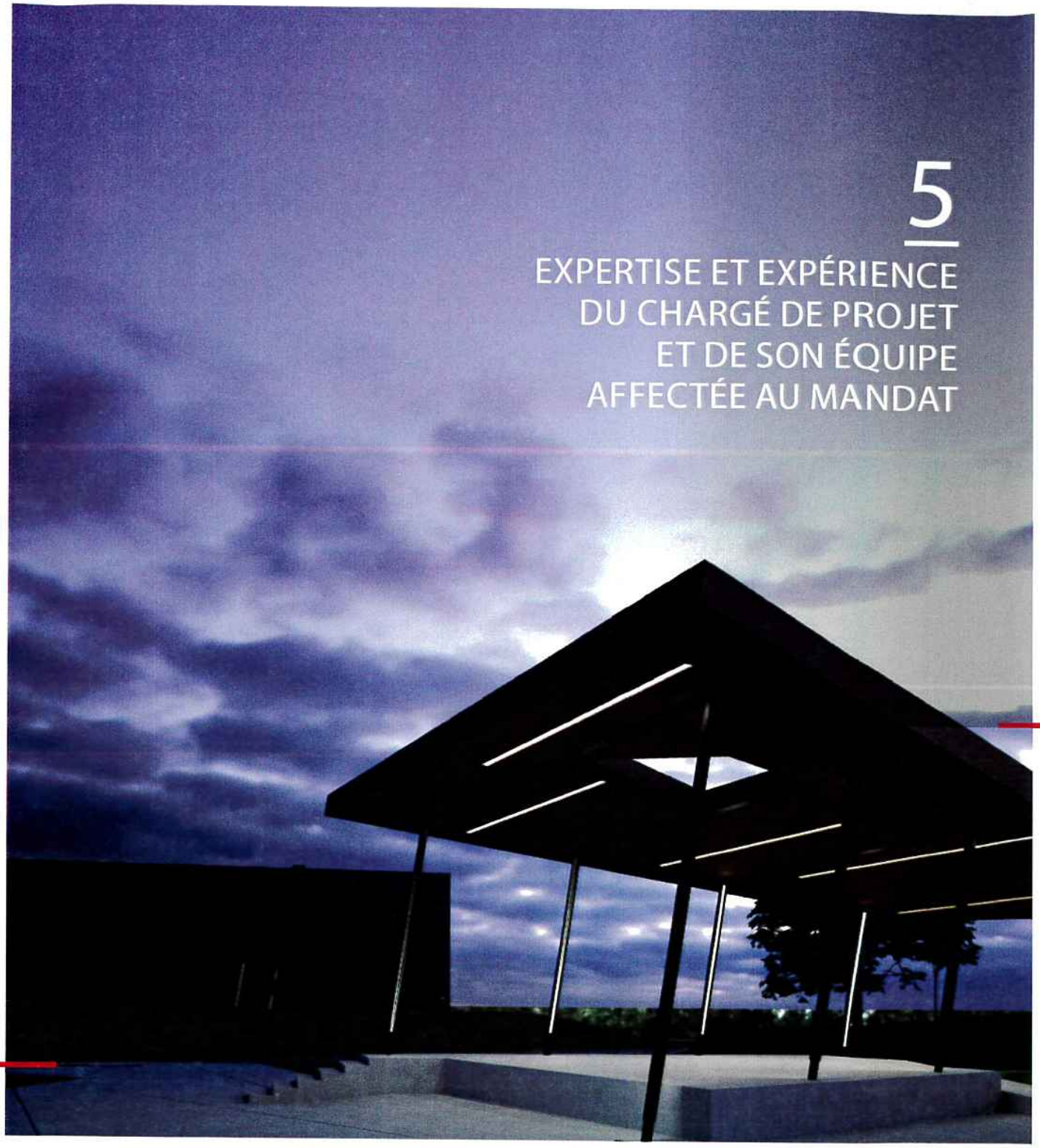






5

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DE SON ÉQUIPE AFFECTÉE AU MANDAT



PLACE PUBLIQUE HOTEL DE VILLE ANJOU | gmad

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET COORDONNATEUR DE L'ÉQUIPE

Pascal Bauer, architecte paysagiste
Temps consacré à la mission : 40 %

FORMATION

Baccalauréat en architecture de paysage Université de Montréal (Québec) 1997

Brevet de fin d'étude en moulage plastique, option création École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1977

Brevet de technicien École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1976

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

Membre de l'Ordre des Architectes Paysagiste du Québec (1997)
Membre de l'Ordre des Architectes Paysagiste du Canada (1997)

Monsieur Pascal Bauer possède 25 années d'expérience en aménagement, dont 16 ans en architecture de paysage et travaille au sein de gmad depuis 2 ans. Son parcours professionnel l'a mené à se spécialiser dans l'aménagement de parcs municipaux et espaces verts récréatifs. Au cours de ces années il a développé une expertise particulière en aménagement écologique et dans l'aménagement et le contrôle des aires et équipements de jeux pour enfants.

M. Bauer a été impliqué dans toutes les phases d'élaboration de projets d'aménagement de parc, de la conception, à la production de plans et devis jusqu'à la surveillance des travaux en chantier. Il est souvent sollicité dans la surveillance et la gestion de chantier d'importance. Sur le plan de la gestion, il est régulièrement appelé à diriger des équipes multidisciplinaires, coordonner les manufacturiers et les entrepreneurs. Il a le souci du travail bien fait et s'applique à ce que les échéanciers, les coûts d'objectif et les intérêts du client soient toujours en contrôle. M. Bauer a également développé une excellente connaissance des végétaux indigènes et horticoles appliqués à l'aménagement d'espaces publics ce qui contribue grandement à la qualité et à la pérennité des projets auxquels il participe.



RESPONSABILITÉ DE GESTION LORS DE PROJETS SIMILAIRES

M. Bauer gère, depuis plusieurs années, des projets de design et de construction présentant des problématiques complexes et des échéanciers serrés. Il a participé à la conception et à la réalisation des documents d'exécution de divers espaces publics dont plusieurs parcs municipaux et de projets à caractère environnementaux. Ayant oeuvré auprès de divers organismes publics, il possède une grande connaissance des enjeux et problématiques reliés à l'aménagement urbain, à la récréation et à l'environnement régional. M. Bauer est également reconnu pour sa grande capacité à communiquer efficacement, tant avec le client, l'entrepreneur, les divers intervenants qu'avec les membres de l'équipe.

HABILETÉ EN COMMUNICATION ET RÉSOLUTION DE CONFLITS

Excellent négociateur et communicateur, orienté vers la qualité, les échéances et la satisfaction du client. M.Bauer est habile à diriger des équipes multidisciplinaires de professionnels. Axé sur la recherche de solutions créatives, la qualité, le respect des échéanciers et des budgets et de la satisfaction du client, il possède une grande capacité à mobiliser les compétences et l'expertise d'une équipe multidisciplinaire, à dégager des consensus et à diriger l'information auprès des intervenants. M.Bauer sera responsable de dresser le plan de communication et de s'assurer que toutes les parties soient informées pleinement du projet.

EXTRAIT DES RÉALISATIONS EN AMÉNAGEMENTS DE PARCS

Parc Roger-Rousseau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement d'aires de jeu et de jardins communautaires - 2017.
Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement de stations d'exercice - 2017.
Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, réfection des infrastructures du parc - 2017.
Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement du parc avec une scène extérieure - 2017.





FACILITÉS MISES À LA DISPOSITION DE LA VILLE

La communication avec la ville sera faite par la même personne afin de ne pas donner d'informations divergentes. Il serait également apprécié que la ville désigne aussi de son côté un représentant, et ce afin d'accélérer les discussions et la résolution des problèmes qui peuvent subvenir. Chez gmad, la liaison sera assurée par Pascal Bauer, qui sera également le chef de file de l'équipe. Toute réunion de coordination ou de chantier fera l'objet d'un procès-verbal. Toute décision prise dans le cours du projet fera l'objet d'un écrit transmis à la Ville. La Ville recevra copie de toute correspondance adressée à l'entrepreneur durant la construction et il sera exigé de l'entrepreneur de procéder ainsi pour toute correspondance adressée à l'architecte paysager principal. La présentation de documents par étapes graduelles de réalisation et leur approbation par les différents intervenants seront assurés tout le long du projet afin d'assurer un contrôle de la qualité et de la durabilité des aménagements proposés.

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DE L'ÉQUIPE DÉDIÉE AU PROJET

LA FORCE DE gmad

Chez gmad, il n'y a jamais de défis que nous ne pouvons pas relever. Notre feuille de route en fait foi! Mais derrière toutes ses réussites, se trouve une explication; la créativité et la recherche des meilleures solutions qui sauront répondre à l'ensemble des contraintes. En effet, grâce à l'approche multidisciplinaire et à la grande compétence des employés chevronnés de l'équipe, nous sommes à même de trouver des solutions innovantes qui respectent les désirs du client tout en permettant que le projet se déroule au bon rythme. De plus, les professionnels qui travaillent sur le projet et sur le chantier sont toujours bien orientés et sont régulièrement consultés, permettant une synergie efficace et rentable. Notre clientèle apprécie notre support et la taille de notre bureau. Nous maintenons la taille du bureau pour que nos clients sentent que notre attention personnalisée est portée vers ses besoins tout en ayant suffisamment de ressources pour être capable de relever tous les défis et les envergures de projets qui nous sont proposés. Aussi, une de nos forces est le réinvestissement continu dans la formation de tout notre personnel ainsi que dans la technologie, ce qui nous permet d'être efficaces et d'aller au delà des attentes du client.

CONNAISSANCES DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

Nos interventions antérieures ont permis, entre autres de développer notre connaissance des besoins et des attentes de la Ville et du haut niveau de qualité attendu, tant pour les services professionnels que pour les résultats concrets sur le site. gmad rassemble des professionnels aux horizons les plus divers. Ainsi, designers, architectes paysagistes et architectes se côtoient et ont l'habitude de collaborer en fonction des besoins des différents mandats. Ces professionnels sont appuyés par une solide équipe de techniciens et graphistes/infographistes, maîtrisant les dernières technologies 2D, 3D et animation. Grâce à cette approche valorisant la collaboration, l'interaction et la complémentarité, la firme dépasse les barrières disciplinaires traditionnelles en constituant des équipes de travail intégrées, motivées par la recherche d'une réelle valeur ajoutée. De plus, le développement durable s'intègre naturellement à notre pratique, nourrit toutes réflexions, améliore toutes solutions, amenant les projets ailleurs, vers l'innovation et le mieux-être des usagers.

Toutes les ressources proposées sont prêtes et disponibles pour la réalisation du mandat en fonction de l'échéancier envisagé. Tous les CV sont placés en annexes.

ALAIN-SERGE MARCHAND, ARCHITECTE PRÉSIDENT

RÔLE/MANDAT	Chargée de discipline en architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	36
		O.A.Q.	1987
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	5% des heures globales.		

En tant que directeur de projet, Alain-Serge Marchand aura la responsabilité d'administrer le projet. Il aura la charge de gérer les contrats des sous-experts et de résoudre les enjeux de l'équipe de projet. Il assistera le chargé de projet en architecture dans certaines tâches administratives. Il participe au concept architectural, aux réunions du comité de direction et, lorsque requis, aux réunions du comité de revue de projet. Alain-Serge Marchand, président et architecte senior détient plus de 30 années d'expérience et offre à sa clientèle une expertise variée dans plusieurs secteurs tels que: municipal, commercial, industriel, résidentiel et sportif.

PHILIPPE BONNET, ARCHITECTE PAYSAGISTE

RÔLE/MANDAT	Relève de Pascal Bauer	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	11
		A.A.P.Q	2013
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	15 % des heures globales.		

Philippe Bonnet agis comme chargé de conception et possède une expertise de plus de 11 ans en architecture de paysage. Concepteur né, Philippe possède un baccalauréat en architecture de l'école d'architecture de Paris La Villette ainsi qu'un baccalauréat en architecture de paysage de l'Université de Montréal (2003). Il a eu la chance au cours de ces 8 années d'études en double formation sur 2 continents de développer une approche conceptrice approfondie et personnelle. Philippe s'amuse avec maitrise, professionnalisme et liberté à faire se rencontrer son approche artistique de grands gestes spatiaux avec la réalité fonctionnelle et technique des projets pour en faire des espaces uniques, fonctionnels et forts avec une personnalité clairement définie.

VINCENT LAUZON, INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL (FIRME : EFEL)

RÔLE/MANDAT	Volet génie civil	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	12
		OIQ	2005
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales.		

M. Lauzon a débuté sa carrière pour la firme GENIVAR pour laquelle il a oeuvré pendant douze (12) ans. Il s'est rapidement démarqué par son professionnalisme et il a été pendant longtemps le plus jeune actionnaire de cette firme. Son parcours professionnel est linéaire, puisqu'il a gravi les échelons grâce à son travail acharné. D'abord attitré à la surveillance de chantier, il a ensuite été ingénieur de projet, puis a rapidement été promu comme chargé de projet, où à ce titre, il était responsable de plusieurs clients importants. En plus d'avoir développé ses connaissances techniques sur des projets d'envergure, il a inspiré les gens qui travaillaient autour de lui par son leadership naturel. En 2014, conjointement avec son partenaire de longue date Steven Frenza et le laboratoire Solmatech, il fonde la firme d'ingénierie EFEL Experts-conseils afin de délivrer un meilleur service global aux clients qu'il dessert. À titre de Directeur – Infrastructures urbaines, il s'assure que les projets livrés à la clientèle respectent les plus hauts standards de qualité et répondent aux besoins et exigences de celle-ci.

JEAN-FRANÇOIS GUIMONT, ARCHITECTE

RÔLE/MANDAT	Responsable de l'architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	23
		O.A.Q.	2004
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	3% des heures globales		

En tant que responsable en architecture, Jean-François s'assure que l'approche conceptuelle atteigne les objectifs du client. Il s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture en fonction des normes du Client. Jean-François œuvre dans le domaine de la construction depuis près de vingt-cinq ans. Habile intégrateur, son leadership et son écoute, autant envers le client qu'envers les membres de l'équipe lui a permis de réaliser de nombreux projets architecturaux complexes de grande qualité. Depuis son arrivé chez gmad, il exerce le rôle de directeur de projet sur de nombreux projets d'envergure et est également responsable au niveau corporatif du développement des affaires et du développement des marchés.

IRÈNE CHAN, ARCHITECTE

RÔLE/MANDAT	Relève de l'architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	13
		O.A.Q.	2012
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	2% des heures globales		

Irène Chan possède 13 ans d'expérience dans la réalisation de plus d'une centaine de projets de constructions neuves, de rénovations et d'agrandissements et d'études de faisabilité. Mme Chan maîtrise parfaitement la coordination de la réalisation de plans et devis, d'estimations de coûts et d'échéanciers et de la surveillance des travaux qu'il s'agisse de constructions neuves, d'agrandissements majeurs, de rénovations fonctionnelles, d'intégration d'équipements spécialisés ou de travaux en maintien d'actifs.

ÉRIC LAY, TECHNICIEN

RÔLE/MANDAT	Membre de l'équipe de conception et de production	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	20
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales		

Éric possède 20 ans d'expérience dans le domaine de l'architecture et en paysage et se spécialise en coordination de projet et en élaboration de détails architecturaux. L'exhaustivité de ses connaissances techniques fait de lui un spécialiste en enveloppe du bâtiment de premier choix. En tant que responsable de la production, Éric Lay s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture et d'aménagement présentés, et ce, en fonction des normes du Client. Sa spécialité est le développement et le design. Ses compétences sont multiples et il s'implique à plusieurs niveaux pour les projets, de la phase design jusqu'au suivi de chantier. Son perfectionnisme et son application au travail font de lui un collaborateur fiable et précieux.

FRANÇOIS HOULE, TECHNOLOGUE

RÔLE/MANDAT	Membre de l'équipe de conception et de production	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	29
		O.T.Q.	2014
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales		

Ayant travaillé comme technologue et designer 3D pendant plus de 18 années aux États-Unis, François apporte à gmad une vision nouvelle et originale de l'imagerie 3D. Sa grande expertise lui permet d'offrir aux clients, une imagerie innovatrice et de grande qualité. François travaillera en collaboration avec l'équipe de conception afin de développer une solution définissant les détails architecturaux. Il travaillera en collaboration avec les équipes de production et d'aménagement du site, pour élaborer un concept répondant à toutes les attentes du client.

CATHERINE GUAY, DESIGNER LEED

RÔLE/MANDAT	Spécialiste en développement durable	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	8
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	5% des heures globales.		

Catherine possède huit années d'expérience en design d'intérieur. Passionnée dans son travail, sa créativité et sons sens de l'innovation la démarque. Catherine se tient à jour dans son expertise et s'intéresse à d'autres domaines et tâches connexes. La fonction principale de la spécialiste en développement durable sera d'établir les principes en développement durable à mettre en pratique pour le projet et de s'assurer de l'efficacité de ceux-ci. Une fois ces principes établis, elle devra voir à la bonne compréhension de ceux-ci par tous les intervenants et s'assurer de leur intégration dans le PRP. Elle sera aussi responsable du processus d'acréditation LEED.





6
ANNEXES

PARC ILE DEMERS CARIGNAN | gmad

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Marchand	Alain-Serge

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente de Lasalle	DES	1970	1975
COLLÉGIALE	Cégep de Trois-Rivières	DEC sciences pures	1975	1977
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1977	1981
AUTRE	Université Royale	certificat en architecture-design	1981	1981

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 1987 / OAA : 1999 / AAA : 1999	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	1987	aujourd'hui	architecte, président
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Fondateur de la compagnie			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			
NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de projet
Aréna Junior de Montréal	Conception/ exécution	55 M$	2011	chargé de projet
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR  DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bauer	Pascal

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Collège N. D de Bury	BEPC	1968	1972
COLLÉGIALE	École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement	Brevet en moulage plastique	1976	1977
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1993	1997
AUTRE	École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement	Brevet de technicien	1973	1976

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) AAPQ : 1997 / AAPC : 1997	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2015	aujourd'hui	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Karyne Architecte paysagiste Inc.	2012	2015	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			
NOM : Beaupré et associés experts conseils Inc.	2010	2012	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Parc Lucie-Bruneau	aménagement	1.2 M$	2017	chargé de projet
Parc St-Laurent	travaux de réfection	0,9 M$	2015	chargé de projet
Parc Champigny	plan directeur de réaménagement	1.9 M$	2013	chargé de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bonnet	Philippe

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	École Bon-Accueil	Brevet	1986	1991
COLLÉGIALE	Lycee Dumont D'Urville	BAC général	1991	1995
UNIVERSITAIRE	École Nationale supérieure	Diplome 1e & 2e cycle architecture	1995	2000
AUTRE	Université de Montréal	BAP architecture	2000	2003

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) AAPQ : 2013 / AAPC : 2013	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2015	aujourd'hui	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : architecte paysagiste			

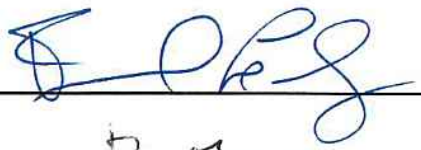
EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Lafrenière architecture de paysage	2014	2015	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : architecte paysagiste			
NOM : Beaupré et associés experts conseils Inc.	2008	2014	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :architecte paysagiste			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Parc Lucie-Bruneau	aménagement	1.2 M$	2017	architecte paysagiste
Place publique Anjou	aménagement	1.3 M$	2017	architecte paysagiste
Ericsson	Conception/ exécution	4 M$	2016	architecte paysagiste

SIGNATURES

EMPLOYEUR  DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ  DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guay	Catherine

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE				
COLLÉGIALE	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	Techniques Design d'intérieur	2006	2009
UNIVERSITAIRE	École Polytechnique Montréal UDM	Certificat en Bâtiment durable	2013	2015
AUTRE	École de technologie supérieure ÉTS	Certificat en Gestion de la construction	2015	2017

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2017	aujourd'hui	designer d'intérieur LEED
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Spécialiste en développement durable			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : SAQ	2011	2017	Technicienne en aménagement,
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Aménagement réseau des succursales et Aménagement corporatif et ingénierie			
NOM : Lemay CO Inc.	2009	2011	designer d'intérieur
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : réalisation du concept d'aménagement intérieur, plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
SAQ Marché central	efficacité énergétique	38 000$	2016	spécialiste LEED
SAQ Cote-Vertu LEED Argent	Conception/ exécution	200 000$	2014	spécialiste LEED
(CCQ) Commission de la construction du Québec	Rénovation/ construction LEED OR	45 M$	2012	designer d'intérieur

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guimont	Jean-François

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente des Sources	DES	1987	1989
COLLÉGIALE	Cégep St-Laurent	Technique en architecture	1989	1996
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1996	2000
AUTRE	Université Concordia	Mineur en gestion	1991	1992

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) OAQ : 2004 /NCARB : 2004 /IRAC : 2010/ OAA : 2017	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2016	aujourd'hui	architecte
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, responsable du développement d'affaires et de la gestion			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Lemay	2014	2016	architecte, associé
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, associé			
NOM : IBI | MMB	2009	2014	architecte, associé
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, associé responsable de la gestion du bureau			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
EVOL	Complexe résidentiel	52 M$	2016-2021	chargé et directeur de projet
Ora	Complexe à usage mixte	93 M$	2015-2019	directeur de projet
L'Initiale	Complexe à usage mixte	35 M$	2015-2019	directeur de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Chan	Irène

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Présentation de Marie	DES	1992	1997
COLLÉGIALE	Cégep de Granby Haute-Yamaska	DEC sciences pures	1997	2000
UNIVERSITAIRE	Université Laval	BAC en architecture	2001	2003
AUTRE	Université de Montréal	Maitrise en architecture	2003	2005

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 2012	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2008	aujourd'hui	architecte
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de conception			

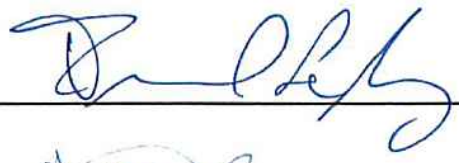
EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

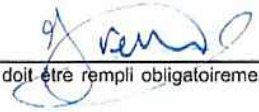
NOM : Architecte Beauchamp & Bourbeau	2004	2005	emploi étudiant
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : apprentissage			
NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de concept
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	chargé de concept
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de concept

SIGNATURES

EMPLOYEUR  DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ  DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Lay	Éric

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Calixa-Lavallée	DES	équivalence	1986
COLLÉGIALE	Cégep St-Laurent	DEC Technique architecture	1991	1994
UNIVERSITAIRE				
AUTRE				

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 1984	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2001	aujourd'hui	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de production			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Pierre Collette & Alian Duval	1992	2001	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : conception et production de plans et devis			
NOM : Axor	1991	1992	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : conception et production de plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de production
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	chargé de production
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de production

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Houle	François

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente Lavigne	DES	1975	1980
COLLÉGIALE	Collège Ahuntsic	DEC	1980	1982
UNIVERSITAIRE	California College of Arts and Crafts	BAC architecture	1985	1988
AUTRE	Art Institute of Seattle	Certificat animation 3D	1998	1999

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
Ordre des Technologues professionnels du Québec	2014

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2007	aujourd'hui	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Membre de l'équipe de conception			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : The Boeing Company	1996	2005	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : animation 3D, conception et production de plans et devis			
NOM : Entrepreneur	1988	1996	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : animation 3D, conception et production de plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	membre de l'équipe de conception
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	membre de l'équipe de conception
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	membre de l'équipe de conception

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

Architecte, président **Alain-Serge marchand**

Alain-Serge Marchand, fort de son expérience, oriente les décisions architecturales et est responsable de la définition et de l'application du plan de travail. Il agit comme contact principal du client pendant toute la durée du mandat et c'est à lui que doivent se rapporter les différents chargés de discipline. Il est responsable de la coordination de l'équipe et de la gestion pour tous les rapports et approbations avec les autorités ayant juridiction. Le chargé de projet se rapporte au gestionnaire de projet du client et met à sa disposition les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du projet. Alain-Serge Marchand, président et architecte senior détient plus de 35 années d'expérience et offre à sa clientèle une expertise variée dans plusieurs secteurs tels que: municipal, commercial, industriel, résidentiel et sportif. Chargé de projets, il s'implique dans toutes les phases de design et d'exécution, s'assurant d'offrir à son client comme résultat final; un produit esthétique, fonctionnel respectant le budget et les échéanciers demandés.

Formation générale

- 1985 Institut de Technologie Dalian, R.P.C., Chine, ancienne architecture chinoise
- 1983 Université d'Alberta, Alberta, Études au niveau de la maîtrise en économie
- 1981 Université Royale, Copenhague, Danemark, Certificat en architecture-design
- 1981 Université de Montréal, Montréal, Québec, Baccalauréat en architecture

Associations et ordres professionnels

- 2009 Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa)
- 1999 Membre de l'Association des Architectes de l'Alberta (AAA)
- 1999 Membre de l'Association des Architectes de l'Ontario (OAA)
- 1987 Membre de l'Ordre des Architectes du Québec (OAQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 1995 à 2007 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, Marchand architectes Montréal, QC
- 1988 à 1995 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, Rogers architectes, Montréal, Québec

Prix, concours, publications et expositions

- 2013 1er Prix, Structura, catégorie résidentielle, Symphonia, l'île-des-Soeurs, Québec
- 2007 1er Prix, Institut de Design Urbain, Les Promenades du Parc, Longueuil, Québec
- 1996 1er Prix, Concours National, Parc des Explorateurs, Aylmer, Québec

Projets pertinents

AMBIANCE - ÎLE-DES-SOEURS	CENTRE COMMUNAUTAIRE DU MONT ST-HILAIRE	LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC
Type Retraités **Client** Groupe Maurice **Superficie** 257 condos et appartements **Étages** 8 **Coût** 36 M$ **Complété** 2003	**Type** Institutionnel **Client** Groupe Maurice **Superficie** 16 000pi² / 1 486 **m²** **Étages** 2 **Coût** 3 M$ **Complété** 2008	**Type** Design d'intérieur **Client** Westcliff **Superficie** 900 condominiums **Étages** 6 bâtiments de 25 à 35 étages **Complété** en cours
Située à proximité de nombreux services de première ligne, cette résidence offre à ses habitants plusieurs ser-vices propices afin de favoriser la vie communautaire. Le bâtiment de 8 étages compte 209 condominiums destinés aux personnes retraitées et autonomes et 48 studios sont réservés aux personnes nécessitant des soins adaptés. Les résidents peuvent se détendre sur l'une des 3 terrasses, dont l'une, située sur le toit offre une vue imprenable sur le centre-ville de Montréal.	Centre communautaire construit face à l'hôtel de ville fait partie d'un ensemble de bâtiments qui regroupent divers services pour la municipalité. Au rez-de-chaussée se trouve une grande salle multi-fonctionnelle. Au premier étage, nous retrouvons plusieurs petites salles qu'occupent les diverses associations communautaires et sportives de la ville. Un aménagement paysager et une terrasse complète l'extérieur du bâtiment.	Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.
		

Architecte, président Alain-Serge marchand (suite)

LES PROMENADES DU PARC - QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 20 000pi²/ 1 858m²
Étages 6
Coût 40 M$
Complété 2007

Les Promenades du Parc sont quatre superbes immeubles résidentiels dotés d'équipements modernes, 456 appartements de qualité supérieure entourés de magnifiques jardins, offrant une multitude d'activités et un service des plus personnalisé.



LE RENOIR II - LAVAL

Type Retraités
Client Desjardins Sécurité Financière
Superficie 325 appartements
Étages 8
Coût 22 M$
Complété 2004

Relié à la résidence le Renoir I, ainsi qu'à un complexe commercial et de bureaux. En plus d'avoir accès à des espaces extérieurs très vastes, grâce aux balcons, terrasses et jardin communautaire, les résidants bénéficient de tous les services intérieurs propres à cette qualité de résidence. Une serre et un aménagement paysagé recherché complètent les aménagements.



LE NOTRE-DAME - REPENTIGNY

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 288 condos
Étage 4
Coût 20 M$
Complété 2001

La volumétrie de ce bâtiment situé près du fleuve en fait un point de repère aisément identifi-able dans la ville. L'implantation de la résidence, son gabarit et l'articulation modulée des façades, recréent une impression de village à l'échelle humaine recherchée par ses résidants.



LE CAMBRIDGE - POINTE-CLAIRE

Type Retraités - Design intérieur
Client Groupe Prével
Superficie 274 appartements
Étages 6
Complété 2003

Le Cambridge est un complexe locatif de luxe comprenant 600 appartements conçus spécifiquement pour les retraités dynamiques, d'une superficie moyenne de 825 pieds carrés. Le rez-de-chaussée offre de nombreux services tels que : bistrot, dépanneur, salon de coiffure, salle à manger, cave à vin, etc.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



VENT DE L'OUEST - ÎLE BIZARD, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 314 condos
Étage 4
Coût 30 M$
Complété 2006

Cette résidence répartie en 3 ailes compte 277 condos pour retraités autonomes ainsi qu'un étage de 37 studios consacrés aux soins pour les personnes en perte d'autonomie. Un stationnement intérieur accommode 120 véhicules. Tout est prévu au niveau des services pour offrir le confort et la sécurité recherchés.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



Architecte paysagiste Pascal Bauer

Pascal Bauer est diplômé de l'école d'architecture de paysage de l'Université de Montréal et cumule plus de 25 années d'expérience en aménagement, dont 16 ans en architecture de paysage. Il participe à toutes les étapes de réalisation des projets, soit de la planification et du design à la préparation de plans et devis d'exécution et la surveillance des chantiers. Il est souvent sollicité dans la surveillance et la gestion de chantier d'importance. Ayant œuvré auprès de divers organismes publics, il possède une grande connaissance des enjeux et problématiques reliés à l'aménagement urbain, à la récréation et à l'environnement régional. Sur le plan de la gestion, il est régulièrement appelé à diriger des équipes multidisciplinaires, coordonner les manufacturiers et les entrepreneurs. Il est membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec et de l'Association des Architectes Paysagistes du Canada.

Projets pertinents

Parcs et espaces publics

Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement de stations d'exercice - 2017.

Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : réfection des infrastructures du parc - 2016.

Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement du parc avec une scène extérieure - 2016.

Parc Boisé du Parchemin, Ville de Carignan (QC) : aménagement de deux parcs urbains et de deux bassins de rétention - 2016.

Espace culturel, Repentigny (QC) : concept d'aménagement du complexe incluant le Centre des arts et la salle de spectacle, des jardins thématiques, un arboretum, une bibliothèque extérieure, des aires de jeu et jeu d'eau, des terrains de tennis et la restauration d'une piscine extérieure - 2014-2015.

Parc Saint-Laurent, Ville de Repentigny (QC) : plans et devis pour l'aménagement d'un parc plage - 2015.

Parc Frédéric-Coiteux, Repentigny (QC) : plans et devis pour le réaménagement de la butte à glisser et la construction d'une école primaire - 2015.

Parc de la Seigneurie-Dumont et des Eaux-Vives, Saint-Jérôme (QC) : aires de jeux - 2014.

Entrée – Ile-des-Moulins, Terrebonne (QC) : plans et devis, placette - 2014.

Divers parcs et projets, Ville de Terrebonne (QC) : 450 K $ - 2014.

- Aménagement du parc du Geai-bleu,
- Aménagement du parc de l'Étincele,
- Aménagement du parc de La Rochelle
- Aménagement du parc J-Cournoyer
- Aménagement du parc Léveillé
- Aménagement du parc Dumont

Parc du Suroît, Châteauguay (QC) : aires de jeux, placettes, sentiers, boisé - 2013.

Aménagement du chemin de la Grande-Côte et de la Maison Garth (Patrominiale), Lorraine (QC) : plans et devis + surveillance - 2010-2013.

Place Lagoa, Sainte-Thérèse (QC) : plans et devis + surveillance - 2013.

Aménagement pour l'intégration d'un monument pour la paix et commémorer le génocide arménien, Laval (QC) : conception, plans et devis - 2013

Aménagement du parc de la Seigneurie, Repentigny (QC) : conception, plans et devis, surveillance - 2013

Aménagement du parc Champigny, Repentigny (QC) : plans et devis, surveillance - 2013

Aménagement de la 1ère avenue, Amos (QC) : projet préliminaire - 2012

Aménagement urbain des boulevards Saint-Martin, de l'Avenir et du Souvenir, Laval (QC) : plans et devis - 2012.

Rampes de mise à l'eau dans différents parcs, Beaconsfield (QC) : plans et devis - 2012-2013

Formation générale

Baccalauréat en architecture de paysage Université de Montréal (Québec) 1997

Brevet de fin d'étude en moulage plastique, option création
École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1977

Brevet de technicien
École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1976

Formations complémentaires

Attestation Santé et Sécurité générale sur les chantiers de construction - ASP Construction 2009

Colloque de la Société Québécoise de Phytotechnologie – Génie végétalure 2007

Inspecteur accrédité
Sécurité dans les aires de jeux
Association canadienne des parcs et loisirs 2005

Associations et ordres professionnels

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec (A.A.P.Q) 1997

Membre de l'Association des architectes paysagistes du Canada (A.A.P.C.) 1997

Architecte paysagiste Pascal Bauer (suite)

Pré-qualification de fournisseurs de modules de jeux pour différents parcs, Ville de Terrebonne (QC) : Comité de sélection - 2010

Divers parcs et projets, Laval (QC) : conception, plans et devis, surveillance - 1999-2012.

Parc Baudet, Montréal, arr St-Laurent (QC) : conception, plans et devis - 2011-2012.

Conception d'un réseau vert dans le quartier Chomedey, Laval (QC) : étude de faisabilité, plan directeur d'aménagement - 2011.

Aménagement du Faubourg Pointe aux Prairie, Montréal (QC) : plans et devis (phase I et II), surveillance (phase I) - 2009-2010.

Place publique, Saint-Jérôme (QC) : surveillance - 2008-2010.

Parc de la Citation, Saint-Jérôme (QC) : surveillance - 2008-2010.

Aménagement de la rue de la Pommeraie, Terrebonne (QC) : surveillance - 2010.

Place commémorative, Lorraine (QC) : surveillance - 2009.

Aires d'interprétation au musée canadien des civilisations, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis - 2008.

Aires d'interprétation au parc Jacques-Cartier, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis - 2007.

Aires d'interprétation aux plaines Le Breton, CCN, Ottawa (ON) : plans et devis - 2007.

Parc Jacques-Cartier, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis + surveillance - 2005-2006.

Place du centre-ville, Blainville (QC) : plans et devis + surveillance - 2005.

Parc de la coulés, Sainte-Julie (QC) : plans et devis + surveillance - 2005.

Ville de Montréal – Aménagement du parc des Locomotives, Montréal, (QC) : réaliser les documents techniques (plans d'exécution et devis), suivi de chantier - 2003.

Places publiques et boulevards

Rue Saint-Jovite, Mont-Tremblant (QC) : plan directeur d'aménagement - 2013

Aménagement du chemin de la Grande-Côte et de la Maison Garth (Patrimoniale), Ville de Lorraine (QC) - 2010-2013.

Place Lagoa, Ville de Sainte-Thérése (QC) - 2013.

Ville d'Amos, Aménagement de la 1ere Avenue, Amos (QC) : Chargé de projets. Étudier et analyser les composantes paysagères, élaborer les concepts d'aménagement, évaluer les coûts des travaux et rédiger les recommandations - 2012.

Ville de Laval, Aménagement urbain bd St-Martin, de L'Avenir er du Souvenir, Laval (QC) : 900 k$ Chargé de projets. Élaborer les plans et devis - 2012.

Ville de Saint-Jérôme, Aménagement de la place publique, Saint Jérôme (QC) : 350 k$ Surveillant. Effectuer la surveillance des travaux - 2010.

Ville de Terrebonne, Aménagement de l'avenue de la Pommeraie, Terrebonne (QC) : 75 k$ Surveillant. Effectuer la surveillance des travaux - 2010.

Équipements récréatifs

Parc Jean-Claude Crevier, Repentigny (QC) : aménagement autour de la piscine, chalet de parc et stationnement - 2013.

Parc de Blainville, Ville de Blainville (QC) : aménager un jeu d'eau au parc Blainville. 450 k$ - 2012

Parc Pecaudy, Ville de Contrecœur (QC) : aménager un jeu d'eau. 350 k$ - 2011

Parc Roger-Rousseau, arrondissement d'Anjou, Ville de Montréal (QC) : aménagement d'une piscine extérieure et de jeu d'eau, 2,6 M$ - 2010

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet.

Expériences professionnelles

2015 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2012-2015
Karyne Architecte Paysagiste Inc. (KAP), Montréal, Québec

2010-2012
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Montréal, Québec

2008-2010
Plania inc., Montréal, Québec

2004-2008
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Montréal, Québec

2001-2003
Fauteux et associés, Montréal, Québec

1999-2001
Daniel Arbour et associés, Montréal, Québec

Architecte paysagiste **Philippe Bonnet**

Philippe Bonnet agis comme chargé de conception et possède une expertise de plus de 11 ans en architecture de paysage. Concepteur né, Philippe possède un baccalauréat en architecture de l'école d'architecture de Paris La Villette ainsi qu'un baccalauréat en architecture de paysage de l'Université de Montréal (2003). Il a eu la chance au cours de ces 8 années d'études en double formation sur 2 continents de développer une approche conceptrice approfondie et personnelle. Philippe s'amuse avec maitrise, professionnalisme et liberté à faire se rencontrer son approche artistique de grands gestes spatiaux avec la réalité fonctionnelle et technique des projets pour en faire des espaces uniques, fonctionnels et forts avec une personnalité clairement définie.

Projets pertinents

Aménagement paysager municipal

Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement de stations d'exercice - 2017.

Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : réfection des infrastructures du parc - 2016.

Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement du parc avec une scène extérieure - 2016.

Parc Boisé du Parchemin, Ville de Carignan (QC) : aménagement de deux parcs urbains et de deux bassins de rétention - 2016.

Placette de la montrée Robert, Ville Saint-Basile-Le-Grand (QC) - 2016

Placette de l'église, Ville Saint-Basile-Le-Grand (QC) - 2015

Pôle centre multifonctionnel, ville de Carignan (QC) - 2015

Parc de l'ile Demres, ville de Carignan (QC) - 2015

Labyrinthe du parc Riverside, Ville de Saint-Lambert (QC) - 2015

Plan directeur et concept d'aménagement du Parc Maurice-Richard, Ville de Repentigny (QC) - 2013

Arèna Ahuntsic, Montréal (QC) - 2012

Plan directeur Phase 3A3, Bois-Franc (lac A et D), Montréal, Arr. St-Laurent (QC) - 2012

Plan directeur des espaces verts du Quartier Dix30, Brossard (QC) - 2010

Parc Conrad-Blain, Farnham (QC) - 2010

Oratoir Saint-Joseph du Mont-Royal, Projet global / escaliers et seuil, Montréal (QC)- 2007

Parc du Mont-Royal, Accès et sentiers du pôle d'accueil du Lac-aux-Castors, Montréal (QC) - 2007

Concours Nathan Philips Square, Toronto (ON) - 2007

Giratoire de l'entrée de l'ile des Sœurs, Montréal, Arrondissement Verdun (QC) - 2006

Chemin Queen-Mary -Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal , Montréal (QC) - 2005

Réaménagement Avenue Docteur-Penfield, Montréal (QC) - 2005

Jardin de la maison Perron, Bois-des-Filion (QC) - 2004

Parc Glen J. Nashen, Côte Saint-Luc (QC) - 2004

Échangeur Av. Du Parc / des Pins, Montréal (QC) - 2004

Parcs Hartenstein, Cousineau, Montréal, Arr. Saint-Laurent (QC) - 2003

Parc Lakeroad, Dollard-des-Ormeaux (QC) - 2003

Waterfront Sandy Beach Park, Hudson (QC) - 2003

Parc Poirier et Marlborough, St-Laurent (QC) - 2003

Formation générale

BAP en architecture de paysage
Université de Montréal - 2003

Diplôme de deuxième cycle des études d'architecture, École Nationale Supérieure d'architecture de Paris la Villette - 2000

Diplôme de premier cycle des études d'architecture, École Nationale Supérieure d'architecture de Marseille Luminy - 1998

Associations et ordres professionnels

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec (A.A.P.Q) 2013

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Canada (A.A.P.C.) 2013

Expériences professionnelles

2015 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2014-2015
Lafrenière Architecture de paysage, Montréal, Québec

2008-2014
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Bureau de Montréal, Québec

2005-2007
Vlan Paysages, Montréal, Québec

2003-2005
Parent Latreille et Associés (PLA), Montréal, Québec

1997-1998
Bureau d'architecture Pierre Boyer, Marseille, Québec

Architecte paysagiste Philippe Bonnet (suite)

Aménagement paysager commercial

Hôtel-condos 1175 Mackay, Montréal (QC) - en cours

Hôtel-condos Four points, Gatineau (QC) - en cours

Résidence et club house, Faubourg du Rivage, Gatineau (QC) - en cours

Condo le 323 Victoria, St-lambert (QC) - en cours

Manoir Pierrefonds, Montréal (QC) - en cours

Résidence Place de la Cabinetterie, Saint-jean-sur-Richelieu (QC) - en cours

Résidence CRP Singer, Saint-jean-sur-Richelieu (QC) - en cours

Résidence Élite CRP, St-Césaire (QC) - en cours

Condominiums Urbano, Sherbrooke (QC) - 2016

Résidence Boulevard Crémazie, Groupe Maurice, Montréal (QC) - en cours

Résidence St-Bruno, Groupe Maurice, St-Bruno (QC) - en cours

Les Sentiers de Brossard, Brossard (QC) - en cours

Laboratoire Camwater, Cameroun - en cours

Campus corporatif Éricsson, Montréal (QC) - 2016

Bureaux et manufactures Lamcom, Montréal (QC) - 2016

Bureau Leviton, Pointe-Claire (QC) - 2015

Domaine des érables, Châteauguay (QC) - 2015

Stationnement, Rue Mile End, Montréal (QC) - 2015

Pharmacie Uniprix, Dollard-des-Ormeaux (QC) - 2014

Siège social du Groupe Jean-Coutu, Ville de Varennes (QC) - 2014

Parc aquatique Le Calypso, rivière congo, Limoges, (ON) - 2014

Le Symphonia - Phase I, Ile-des-Sœurs (QC) - 2014

Le Mûv, site de l'ancienne Norampac, Montréal (QC) - 2014

Le Boréa, Groupe Maurice, Balinville (QC) - 2014

Le Vu, Groupe maurice, Sherbrooke (QC) - 2014

Quartier Sud, Groupe Maurice, St-Romuald (QC) - 2014

Le 22, Groupe Maurice, Saint-Léonard (QC) - 2014

Le savignon, Groupe Maurice, Arrondissement Lachine (QC) - 2013

La cité des tours, Groupe Maurice, Saint-Jean-sur-Richelieu (QC) - 2012

Condo Riverside, St-lambert (QC) - 2012

Place de la cité internationale, Montréal (QC) - 2012

Condo Rabastalière, St-Bruno (QC) - 2012

Projet intégré Héritage Roussillon, St-Constant (QC) - 2011

Aquaparc Thermoludique, Ville de Blainville (QC) - 2011

Le Felix, Groupe Maurice, Vaudreuil-Dorion (QC) - 2010

L'Avantage, Groupe Maurice, Brossard (QC) - 2010

Complexe Pierre-Brault, Longueuil (QC) - 2010

Le Sax, Ville Mont-Royal (QC) - 2010

Résidence Ressource de la montagne, Montréal (QC) - 2010

Condos le liguori, Montréal (QC) - 2010

Costco, St-John, Nouveau Brunswick - 2009

Résidence place belvédère, Trois-Rivières (QC) - 2009

Résidence Lofts St-Alexandre, Montréal (QC) - 2009

Manoir les générations, Rimouski (QC) - 2009

Stationnement Park N'Fly, Aéroport Pierre-Élliot-Trudeau, Dorval (QC) - 2004

Aménagement paysager institutionnel

SAQ Centre de distribution de Montréal cour intérieure, Montréal (QC) - 2013

Plan directeur de l'École Mère-Marie-Rose, Ville de Contrecoeur (QC) - 2011

Collège Gérard Godin, St-Geneviève (QC) - 2010

Cimetière Notre-Dame-Des-Neiges, Mont-Royal, Montréal (QC) - 2009-2013

Flora international, Sonarium, Montréal (QC) - 2007

Maison mère des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus-et-de-Marie, Outremont (QC) - 2006

Centre culturel et sportif Régina-Assumpta, Montréal (QC) - 2005

Couvent des Sœurs de l'Assomption, Pavillon Sainte-Marie, L'Assomption (QC) - 2005

Campus Loyola, Montréal (QC)**- 2005**

Boulevard de la Confédération, CCN, Ottawa (ON) - 2004

OMHM, Logements Léger-L'Archevêque et Madeleine-d'Ailleboust, Montréal-Nord (QC) - 2004

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet.

Designer Intérieur LEED Catherine Guay

Catherine possède huit années d'expérience en design d'intérieur. Passionnée dans son travail, sa créativité et sons sens de l'innovation la démarque. Catherine Guay se tient à jour dans son expertise et s'intéresse à d'autres domaines et tâches connexes. Sa fonction principale chez gmad est spécialiste en développement durable. Son rôle est d'établir les principes en développement durable à mettre en pratique pour les projets et de s'assurer des efficacités de ceux-ci. Une fois ces principes établis, elle voit à la bonne compréhension de ceux-ci par tous les intervenants et s'assure de leur intégration dans le PRP. Elle est aussi responsable du processus d'acréditation LEED pour nos projets.

Projets pertinents

mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe, Lachine
Dans le cadre de ce projet, la Ville entend effectuer des travaux de mise aux normes des installations de réfrigération, ainsi que d'autres travaux ayant trait à l'amélioration de la sécurité et de l'accessibilité, tout en optimisant la performance énergétique des systèmes existants et nouveaux pour atteindre un niveau de performance équivalent au LEED-Argent. gmad, 6.6 M$, **2017-2020**

Plusieurs projets de la SAQ

Aménagement réseau des succursales et Aménagement corporatif et ingénierie

Techniques :

- Participer à l'ébauche d'études de faisabilité d'aménagement intérieur : types d'aménagement intérieur de commerce de détail de 1 500 pieds carrés à 10 000 pieds carrés;
- Répondre aux besoins et attentes du client dans le nouvel aménagement;
- Responsable du Comité des plans techniques typiques (devis, plans d'exécutions et détails de construction) et mise à jour;
- Développer le concept de l'ébénisterie;
- Ressource/référence pour le logiciel AutoCAD envers l'équipe (Xrefs, etc.);
- Développer des projets d'aménagement et réaménagement de type aménagement de bureau et réseau des succursales
- Développer les concepts d'ébénisterie;

Coordination :

- Coordonner les déménagements et installations à exécuter lors de projets ou de demandes des clients;
- Planifier les aménagements du début jusqu'à la fin du projet avec le client

Développement durable :

- Assurer l'atteinte de l'objectif fixé pour l'obtention de certification environnementale dans les divers bâtiments;
- Coordonner les éléments techniques avec les professionnels de l'externe, le processus de certification LEED-CI des bâtiments;
- Coordonner les réunions de démarrage avec les professionnels pour la certification LEED- CI des bâtiments;
- Implanter des critères de construction écoresponsable dans les plans types et s'assurer un suivi de ceux-ci pour l'ensemble des projets;
- Choisir les divers des matériaux intérieurs et extérieurs répondant aux critères écoresponsables;
- Fournir la documentation requise pour compléter le dossier de soumission auprès du CBDCa;
- Répondre aux questions techniques des divers professionnels du projet en lien avec la certification;
- Réaliser une étude des coûts comparatifs
- Projets réalisés : 3 projets LEED-CI v1.0 niveau Certifié, 5 projets LEED-CI niveau Argent et 3 projets LEED-CI niveau Or; Participer à 10 projets LEED-CI v1.0 en cours d'obtention 2 projets LEED-CI v4 en cours d'obtention

Formation générale

Certificat en Gestion de la construction, département génie de la construction, École de technologie supérieure ÉTS. 2017

Certificat en Bâtiment durable, École Polytechnique Montréal UDM, 2015

Techniques de Design d'intérieur, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. 2009

Associations et ordres professionnels

LEED GREEN ASSOCIATE (2015)

Expériences professionnelles

2017 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2011-2017
SAQ, Société des alcools du Québec

2014-2016
Catheine Guay - Designer d'intérieur

2014
Les Revêtements Despatis

2009-2011
Lemay

Prix

Millésime d'équipe : 2014
Individuel : Rôle de Technicienne en aménagement et design, réseau des succursales

Millésime d'équipe : 2013
Projet : Gestion par catégorie Cellier

Efficacité énergétique et gestion :

- Coordonner à l'interne et à l'externe, de A à Z, les initiatives en efficacité énergétique en éclairage du réseau des succursales;
- Produire des bons de commande et la documentation requise ainsi que coordonner l'achat des appareils d'éclairage;
- Assurer un suivi et un post-mortem des projets d'efficacité énergétique
- Coordonner les demandes de subvention Hydro-Qc en efficacité énergétique d'éclairage
- Projets réalisés : 2 projets de SAQ Dépôt, 6 projets SAQ Sélection

Warner Bros. Games Montréal – Montréal
Aménagement des locaux des Warner Bros. Games montréal localisés aux 5e et 6e étages de la Place Dupuis. En plus des espaces de travail, le projet hautement technologique comporte un théâtre de 24 sièges, des studios de mixage et d'enregistrement, une cafétéria incluant cuisine des employés et espace traiteur, des espaces lounges, plusieurs salles de conférences et deux imposantes salles de serveurs. Lemay 14 M$, **2011**

Relocalisation du siège social de la Commission de la construction du Québec (CCQ) – Montréal
Travaux de mise à niveau, de réaménagement intérieur et d'améliorations locatives d'un édifice existant d'une superficie de 125 000 pi² et construction d'un immeuble de sept étages de 20 000 pi2 par étage afin d'abriter son nouveau siège social. Le nouveau bâtiment devra être conçu selon les principes de développement durable qui conduiront à une certification LEED Argent. . Lemay 40 M$, **2009-2011**

Borden Ladner Gervais – Montréal
Rénovation et réaménagement des bureaux du cabinet d'avocats Borden Ladner Gervais répartis sur 4 étages du 1000 de la Gauchetière dans le but de rafraîchir et de mettre à jour les locaux. Des bureaux fermés, des postes à aires ouvertes pour le personnel administratif, un centre de conférences et une cafétéria seront réaménagés dans l'espace de 8 500 m2 accueillant 350 employés. Lemay 10 M$, **2009-2011**

Astral Media – Montréal
Relocalisation de la firme a quatre étages de la Place Montréal Trust afin de consolider sous un même toit les quatre unités d'affaires de la firme. Les objectifs de notre mandat comprennent l'actualisation des aménagements, la standardisation des locaux et l'optimisation de l'interconnectivité entre l'ensemble des employés dans un environnement de travail épuré, enjoué et haut en couleur. Lemay 10 M$, **2009-2010**

Caisse de la Culture – Montréal
Transformation de locaux majoritairement fermés en un espace ouvert. Le nombre e salles de rencontre et d'espaces client a été augmenté. Un grand coin-repas a été aménagé pour les employés et peut être converti en salle de réunion ou de formation. Tous les espaces de travail et de rencontre ont été planifiés afin d'assurer l'accès à la lumière naturelle pour tous. Les espaces client et les espaces de travail ont été planifiés avec soin afin de rehausser la sécurité. Lemay, **2010**

Lavery – Montréal
Projet d'aménagement des locaux du cabinet d'avocats Lavery à la Place Ville-Marie. Le projet a impliqué la démolition et le désamiantage des locaux existants d'une superficie de 9 000 m2 et l'aménagement de bureaux, d'un centre de conférences et d'un lounge pour les employés. Lemay 12 M$, **2009-2010**

Richter – Montréal
Réaménagement de six étages accueillant 3 000 m² d'espaces de travail d'un cabinet comptable. Les objectifs du projet comprenaient la création d'un centre de conférences, la centralisation de la réception, l'optimisation de l'utilisation des espaces et le rajeunissement de l'image des locaux. Lemay, **2009**

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet

VINCENT LAUZON, ingénieur
Directeur – Infrastructures urbaines

Domaines d'expertise

- Infrastructures urbaines
- Mécanique de procédés
- Transports
- Génie électrique
- Bâtiment
- Environnement
- Aménagements extérieurs

Spécialités

- Égouts et aqueduc
- Hydraulique & hydrologie
- Gestion des eaux pluviales
- Plan directeur
- Chaussée
- Géométrie routière
- Station de pompage
- Poste de suppression
- Traitement des eaux
- Circulation
- Éclairage
- Feux de circulation
- Stationnement
- Piste cyclable
- Parc et modules de jeux
- Piscine et jeux d'eau
- Demandes d'autorisation
- Expertise légale

PROFIL

M. Lauzon a débuté sa carrière pour la firme GENIVAR pour laquelle il a œuvré pendant douze (12) ans. Il s'est rapidement démarqué par son professionnalisme et il a été pendant longtemps le plus jeune actionnaire de cette firme. Son parcours professionnel est linéaire, puisqu'il a gravi les échelons grâce à son travail acharné. D'abord attitré à la surveillance de chantier, il a ensuite été ingénieur de projet, puis a rapidement été promu comme chargé de projet, où à ce titre, il était responsable de plusieurs clients importants. En plus d'avoir développé ses connaissances techniques sur des projets d'envergure, il a inspiré les gens qui travaillaient autour de lui par son leadership naturel.

En 2014, conjointement avec son partenaire de longue date Steven Frenza et le laboratoire Solmatech, il fonde la firme d'ingénierie EFEL Experts-conseils afin de délivrer un meilleur service global aux clients qu'il dessert. À titre de Directeur – Infrastructures urbaines, il s'assure que les projets livrés à la clientèle respectent les plus hauts standards de qualité et répondent aux besoins et exigences de celle-ci.

FORMATION

Baccalauréat, génie de la construction, École de technologie supérieure (ETS), Montréal	2002
D.E.C., technologie du génie civil, Cégep Montmorency, Laval	1998

PERFECTIONNEMENT

Formation :	Gestion des impacts des travaux routiers sur la circulation (STC-201) – Ministère des Transports	2016
Cours :	Analyse et conception des réseaux d'égouts avec PCSWMM	2015
Formation :	Les espaces clos : n'entrez pas dans l'inconnu	2015
Cours :	Associé écologique LEED	2012
Formation :	Comment réduire les risques de litiges en construction?	2012
Formation :	Microsoft Project 2003	2007
Colloque :	Le retraitement de chaussées en place	2004

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Ordre des ingénieurs du Québec	OIQ

CARRIÈRE

Ingénieur, Directeur – Infrastructures urbaines, EFEL	2014 à ce jour
Ingénieur, Chargé de projets, Infrastructures urbaines, GENIVAR	2005 à 2013
Ingénieur junior, Infrastructures urbaines, GENIVAR	2002 à 2005
Stagiaire (S2 et S3), Sintra inc.	(étés) 2000-2001
Technicien en génie civil, Municipalité de Mont-Tremblant	1997 à 1999

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (CONCEPTION ET SURVEILLANCE)

- **Ville de Montréal, Arrondissement d'Anjou (11 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement de Saint-Laurent (2 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement LaSalle (6 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement Pierrefonds-Roxboro (1 projet)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (2 projets)**
- **Ville de Montréal, Service des grands parcs (2 projets)**
- **Ville de Montréal (Ville centre) (7 projets)**
- **Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (3 projets)**
- **Ville de Repentigny (9 projets)**
- **Ville de Boisbriand (8 projets)**
- **Municipalité de Saint-Cuthbert (1 projet)**
- **Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (10 projets)**
- **Municipalité de Saint-Félix-de-Valois (2 projets)**
- **Ville de L'Épiphanie (2 projets)**
- **Ville de Saint-Lin-Laurentides (1 projet)**
- **Ville de Saint-Jérôme (2 projets)**
- **Ville de Terrebonne (3 projets)**
- **Ville de Mont-Tremblant (6 projets)**
- **Village de Senneville (3 projets)**
- **Ville de St-Adolphe-d'Howard (1 projet)**
- **Ville de Sainte-Adèle (2 projets)**
- **Municipalité Lac-Supérieur (2 projets)**
- **Municipalité de La Conception (2 projets)**
- **Promoteurs privés (22 projets)**
- **Études diverses (37 études)**

Architecte OAQ OAA IRAC NCARB Jean-François Guimont

Jean-François Guimont œuvre dans le domaine de la construction depuis près de vingt-cinq ans. Habile intégrateur, son leadership et son écoute, autant envers le client qu'envers les membres de l'équipe lui a permis de réaliser de nombreux projets architecturaux complexes de grande qualité.
Après un séjour de 3 ans à l'international, il se joint en 2009 à IBI-MMB, une des branches montréalaises d'IBI pour diriger l'équipe responsable du développement du secteur Griffintown. Il participe activement à la croissance d'IBI-MMB qui passe entre 2009 et 2013 de 24 à 110 employés. Il est nominé au titre d'associé au sein de cette même firme en 2011 où il occupera le poste de Directeur de la gestion d'IBI-MMB. En 2014, Lemay fait l'acquisition des bureaux montréalais d'IBI. Jean-François sera impliqué en tant que directeur de projet et associé, responsable d'une partie du département commercial de cette dernière. M Guimont quittes ses fonctions d'associé chez Lemay au début 2016 pour relevé le défi de la relève chez gmad | Groupe Marchand Architecture Design. Chez gmad, il exerce le rôle de directeur sur de nombreux projets d'envergure et est également responsable au niveau corporatif du développement des affaires et du développement des marchés.

Projets pertinents

Secteur Usage mixte

RPA Groupe Maurice | Ora, Montréal: Complexe à usage mixte composé de trois tours de 10 étages intégrant 395 unités d'habitation au-dessus d'un podium de 110 000 pi2 sur 2 étages, un commercial et l'autre d'espaces commun, unité de soins et terrasse, le tout connecté à une résidence communautaire de 55 unités. Outre les stationnements sous terrains et extérieurs, construction d'un stationnement étagé de 588 places sur lot voisin pour les besoins du bâtiment voisin d'iA. Directeur de projet. 93M$, gmad, **2015-2019.**

RPA Groupe Maurice | L'Initiale, Aylmer: Complexe à usage mixte composé de deux tours de 7 et 8 étages intégrant 320 unités d'habitation au-dessus d'un podium commercial et d'espaces communs de 75 000 pi2. Directeur de projet. 35M$, gmad, **2015-2019.**

District Griffin | Îlot Peel, Montréal: Bâtiment de vingt étages à usage commercial et résidentiel. Directeur de projet. 90M$, IBI-MMB, **2010-2014.**

District Griffin | Îlot 10, Montréal : Complexe à usage mixte composé de deux bâtiments de 21 étages intégrant des espaces de bureaux, des espaces commerciaux, 188 unités d'habitation ainsi qu'un hôtel de 154 chambres. Directeur de projet. 68M$, IBI-MMB, **2009-2013.**

Palm Jebel Ali, Arrondissements 6-7, Dubaï - Émirats arabes unis: Gestion de la conception d'un développement à utilisation mixte. Directeur de la conception. 2 300 M$, Nakheel, **2007-2009.**

Al Waab City, Doha - Qatar : Conception d'un développement multi-usage. Gestionnaire de projet. 1 275M$, AECOM, **2007.**

Secteur Résidentiel

Solano G3, Vieux-Montréal : Tour résidentielle de 141 unités d'habitations. Directeur de projet. 30M$, gmad, **2016-2020.**

EVOL, Saint-Jean-Sur-Richelieu: Complexe résidentiel de 6 étages et 360 unités d'habitations en 3 phases. Chargé de projet et directeur de projet. 52M$, gmad, **2016-2021.**

Solano G2, Vieux-Montréal : Tour résidentielle de vingt étages et 137 unités d'habitations. Directeur de projet. 27M$, gmad, **2016-2017.**

L|L, Laval-sur-le-Lac: Complexe résidentiel haut de gamme de 6 étages et 120 unités d'habitations en 4 phases. Directeur de projet. 35 M$, Lemay, **2014-2020.**

District Griffin | Exalto, Montréal: Tour résidentielle de vingt étages et 185 unités d'habitations. Directeur de projet. 23M$, Lemay, **2015-2016.**

Cité 440, Laval : Complexe résidentiel de 6 étages et 384 unités d'habitations en 4 phases. Directeur de projet. 70M$, Lemay, **2015-2016.**

Formation générale

Certification PMP en cours
Projet Management Institute (juin 2017)

Baccalauréat en Architecture, Université de Montréal, Montréal, Canada. 2000

Diplôme technique en architecture, Cégep St-Laurent, Montréal, Canada. 1996

Mineur en gestion, Université Concordia, Montréal, Canada. 1992

Associations et ordres professionnels

Membre de l'ordre des architectes de l'Ontario (OAA) 2017

Membre de l'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC) 2010

Membre de l'ordre des architectes du Québec (OAQ) 2004

Certification NCARB (National Council of Architectural Registration Boards) 2004

Expériences professionnelles

2016 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2009-2016
Lemay + IBI | MMB

2007-2009
Nakheel

2006-2007
Aecom

2004-2006
MSDL Architectes

2001-2004
Affleck + de la Riva Architectes

2000-2001
Cardin + Ramirez Architectes

1998-2000
Lemay & Michaud Architectes

1994-2000
ST2G inc. | Consultant en acoustique

Prix

Récipiendaire du prix Arcop/Alcan pour un projet démontrant une sensibilité aux traditions architecturales du lieu. 2000

Secteur Résidentiel (suite)

RPA Réseau Sélection, Vaudreuil : Tour résidentielle pour aînés de 12 étages et 228 unités d'habitations. Directeur de projet. 27M$, Lemay, **2015-2016.**

RPA Réseau Sélection, Deux-Montagnes : Tour résidentielle pour aînés de 8 étages et 258 unités d'habitations. Directeur de projet. 30M$, Lemay, **2014-2016.**

District Griffin | Îlot St. Ann Tour B, Montréal : Tour résidentielle de 16 étages et 114 unités d'habitations. Directeur de projet. 15M$, IBI-MMB, **2010-2013.**

District Griffin | Îlot St. Ann Plan d'ensemble, Montréal : Développement du plan d'ensemble de l'îlot St. Ann comprenant 5 tours résidentielles. Directeur de projet. 70M$, IBI-MMB, **2010-2011.**

Les Terrasses Plessis-Panet, Montréal : Étude de développement d'un complexe d'habitations comprenant 72 unités. Architecte de projet. 12M$, Affleck + de la Riva, **2004.**

Plex St-Ambroise, Montréal : Complexe d'habitation émérite de 7 logements. Architecte de projet. 3M$, Affleck + de la Riva, **2003.**

Faubourg des Récollets, Montréal : Étude de développement pour la Société de développement de Montréal (SDM). Architecte de projet. 45M$, Affleck + de la Riva, **2002.**

Les Cours Williams, Vieux-Montréal : Conversion d'entrepôt en plusieurs unités de condos. Membre de l'équipe de conception. 4M$, Lemay & Michaud, **2001.**

Secteur Institutionnel

UQAM | Pavillon V, Montréal : Démolition intérieure, désamiantage et réaménagement des espaces commerciaux et communs pour un pavillon de l'Université du Québec en Montréal (UQAM). Directeur de projet. 1,8M$, IBI-MMB, **2014-2016.**

CNRC | Acoustique du Hall d'Expérimentation, Montréal
Design et suivis de chantier pour les interventions dans le but d'améliorer l'acoustique du hall d'expérimentation et des laboratoires d'intégration du Centre National de recherche canadien situé sur le campus de l'Université de Montréal. Chargé de projet. 1,4M$. MSDL, **2006.**

Université Concordia | Département de recherche, Montréal : Planification, design et suivis de chantier pour le réaménagement partiel des étages GM9 et GM10 abritant le département de la recherche et le vice-provo à la recherche de l'Université Concordia. Chargé de projet. 1,4M$. MSDL, **2006.**

Université Concordia | Bureau du Président, Montréal
Planification, design et suivis de chantier pour le réaménagement de l'étage GM8 abritant le département du bureau du Président, les bureaux du président ainsi que les salles de conférence de l'exécutif de l'Université Concordia. Chargé de projet. 3,3M$. MSDL, **2005.**

Université Concordia | Maintien des actifs, Montréal
Planification, design et suivis de chantier pour une multitude de projets de diverses grandeur et complexité allant de remise aux normes d'un auditorium à l'étanchéité de la salle des archives de la galerie d'art de l'université. Chargé de projet. 7,3M$. MSDL, **2004-2006**

Centre sportif communautaire, Ville de Côte-Saint-Luc
Complexe sportif en bois et en acier. Membre de l'équipe de chantier. 4M$, Affleck + de la Riva, **2001.**

OMHM, de l'Église : Expertise et remplacement des fenêtres des quatre bâtiments du complexe. 1,3M$, Cardin + Ramirez, **2000.**

OMHM, Projets divers : Expertises, remise aux normes, modifications pour accessibilité universelle, relevés, et production de documents de construction pour une multitude de projets du parc immobilier de l'OMHM. 4,0M$, Cardin + Ramirez, **2000.**

Secteur Commercial

Al Waab City Boutique Mall, Doha - Qatar : Conception d'un centre commercial et d'un centre de conditionnement physique et Spa localisé dans un nouveau complexe d'habitation. Chargé de projet et architecte principal. 26,5 M$, AECOM, **2007.**

Nortel Networks - Projets multiples : Entretien et mise à niveau de multiples sections du parc immobilier de Nortel Networks à Ville-Saint-Laurent. Chargé de projet. 4,6M$, MSDL, **2005.**

Hôtel Le Germain, Vieux-Montréal : Transformation d'un édifice en hôtel. Projet récipiendaire de prix. Membre de l'équipe de conception et réalisation. 25M$, Lemay & Michaud, **1998.**

Secteur Bureau

425 Viger, Montréal : Réhabilitation d'un bâtiment centenaire de 11 étages dans le secteur du «Paper Hill» et agrandissement de 12 étages du lot de 55 000 pi2 non construit au Nord-est ainsi qu'un appentis au toit du bâtiment existant. Directeur de projet. 30M$, Lemay, **2014-2017.**

Synergia, Saint-Hyacinthe : Construction d'un nouvel édifice de 6 étages accueillant le nouveau siège social du Groupe Robin ainsi que d'autres locataires dont la Caisse Desjardins. Directeur de projet. 12M$, Lemay, **2014-2017.**

Bureaux IBI, Montréal : Aménagement de 50,000 pi2 de bureaux dans le projet de l'Ilot 10. Suivi des équipes internes de conception et décisionnelles ainsi que des budgets. Directeur de projet. 4,6M$, IBI-MMB, **2013-2014.**

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet

Architecte, Irène Chan

Mme Chan maîtrise parfaitement la coordination de la réalisation de plans et devis, d'estimations de coûts et d'échéanciers et de la surveillance des travaux qu'il s'agisse de constructions neuves, d'agrandissements majeurs, de rénovations fonctionnelles, d'intégration d'équipements spécialisés ou de travaux en maintien d'actifs. Mme Chan fait preuve d'une grande rigueur quant à l'application des processus de gestion (plan qualité/ PRP). Elle a su développer une approche proactive lui permettant d'entretenir des liens privilégiés avec ses clients. Elle a également acquis une grande compréhension des enjeux administratifs et opérationnels de la commande publique, ayant réalisé au cours des 13 dernières années une grande variété de projets.

Formation générale

- 2005 Université de Montréal, Montréal, Québec, Maîtrise en architecture
- 2003 Université Laval, Laval, Québec, Baccalauréat en architecture
- 2000 Cégep de Granby, Granby, Québec, D.E.C. en sciences pures

Associations et ordres professionnels

- 2012 Membre de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 2006-2007 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, **Marchand** architectes Montréal, QC
- 2005 Beauchamp & Bourbeau, architectes, Montréal, Québec emploi d'été
- 2004 Beauchamp & Bourbeau, architectes, Montréal, Québec emploi d'été

Projets pertinents

IGA - PROVINCE DU QUÉBEC

Type Commercial
Client Sobeys
Étage 1
Coût 35 M$
Complété 2003 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et construction de plusieurs IGA à travers la province du Québec.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



CONDOS NORAMPARC - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Développement MAP
Superficie 350 condominiums
Étages 10
Coût 57 M$
Complété 2011-2015

Aménagé dans le quadrilatère formé des rues Masson, St-Joseph, Molson et D'Iberville. Le projet Noramparc met l'emphase sur la mixité sociale.



ROUGE CONDOMINIUMS - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Devmont
Superficie 700 unités dans six édifices
Étage 1
Complété 2011-2012

Aménagements des espaces communs design contemporain et haut de gamme : hall d'entrée, piscine intérieure et terrasse. Situé dans le quartier d'avenir Le Triangle, à moins de 15 minutes du centre-ville et à proximité de la station de métro Namur.



CUBE CONDOMINIUMS - QUÉBEC

Type Résidentiel & commercial
Client Belcourt
Superficie 56 800pi² / 5 277m²
Étages 4.5
Coût 8.5 M$
Complété 2010

Ce projet a un total de 73 unités d'une à deux chambres à coucher avec un stationnement intérieur. Copropriété situé sur la rue Sherbrooke près d'un secteur commerçant à la mode dans l'ouest de la ville et maintenant adjacent au nouveau centre universitaire de santé McGill.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain.



Architecte, Irène Chan (suite)

SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$
Complété en cours

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



RÉSIDENCE ST-RAPHAEL - MONTRÉAL, QC

Type Institutionnel
Client Chiovetti Consultants
Superficie 44 000pi² / 4 087 m²
Étage 2
Coût 4.6 M$
Complété en cours

Un nouveau centre de soins palliatifs comprenant 15 lits et un centre de jour et construit à même l'église St-Raphaël.



LES JARDINS MILLEN - MONTRÉAL

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 430 unités
Étages 9
Coût 59 M$
Complété 2012

Résidence à proximité du métro, de commerces et de restaurants. Une galerie commerciale intégrée avec un accès exclusif aux résidents et ces services : cinéma maison, bibliothèque, piscine extérieure, sauna, spa et aires extérieures pour diverses activités. Plusieurs salles de : conditionnement physique, loisirs



ULTRAMAR - QUÉBEC & ONTARIO

Type Commercial
Client Ultramar
Superficie 2 500pi² / 233m²
Étage 1
Coût 1 M$ à 1.5 M$
Complété 2005 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et la construction de plusieurs stations-services Ultramar sur de la province du Québec et de l'Ontario.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



1ELEVEN - OTTAWA

Type Résidences étudiants
Client Henry Morton
Superficie 432 lits
Étages 16
Complété 2015

Rénovation et réaménagement d'un ancient hotel situé au centre-ville. pour le transformer en résidences étudiants. Notre objectif: créer un environnement de vie idéal où les étudiants feront partie d'une communauté positive tout au long de leur séjour.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



Technicien en architecture Éric Lay

Éric possède 20 ans d'expérience dans le domaine de l'architecture et en paysage et se spécialisé en coordination de projet et en élaboration des détails architecturaux. L'exhaustivité de ses connaissances techniques fait de lui un spécialiste en enveloppe du bâtiment de premier choix. En tant que responsable de la production, Éric Lay s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture et d'aménagement présentés, et ce, en fonction des normes du Client. Sa spécialité est le développement et le design. Ses compétences sont multiples et il s'implique à plusieurs niveaux pour les projets, de la phase design jusqu'au suivi de chantier. Son perfectionnisme et son application au travail font de lui un collaborateur fiable et précieux.

Formation générale

- 1994 Cegep St-Laurent DEC Technique architecture
- 1986 École secondaire Calixa-Lavallée

Formations complémentaires

- 2011 Technorm inc., Montréal, Québec, Formation de la réglementation s'appliquant aux transformations, Partie 10 de la Comission de la Construction du Québec (CCQ)
- 2005 Autodesk, Laval, Québec, Formation sur le logiciel Revit
- 2002 Université de Montréal, Montréal, Québec, Formation sur le Code national du bâtiment (CNB95)

Expériences professionnelles

- 2001 à ce jour Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec
- 1992-2001 Pierre Collette & Alian Duval
- 1991-1992 Axor

Projets pertinents

BOMBARDIER HANGAR - DORVAL

Type Industriel
Client Bombardier
Superficie 200 000pi² / 18 580m²
Étage 1
Complété 1999

Cet immense hangar est destiné à la préparation, finition et livraison des avions Bombardier. Dix-huit immenses portes montantes rapides permettent les entrées et sortie des avions.



PHARMAPRIX - QUÉBEC

Type Commercial
Client First Capital
Superficie 40 000pi² / 3 716m²
Étages 1
Coût 4 M$
Complété 2002 à ce jour

Notre mission était de rajeunir et moderniser les façades des pharmacies pour leur donner une forte identité corporative et facilement reconnaissable.



STARBUCKS - QUÉBEC

Type Restaurant
Client Café Vision Inc.
Étage 1
Complété 1999 - 2003

Depuis l'an 2000, Café Starbucks poursuit son importante percée au Québec en implantant ses établissements dans des lieux stratégiques.



SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



CENTRE DE DÉGIVRAGE - DORVAL

Type Institutionel
Client Groupe Axor et Cogela
Superficie 100 000pi² / 9 290m²
Étages 3
Coût 12 M$
Complété 1997 (Phase I)
2009 (Phase II)

Édifice multifonctionnel, fini en béton architectural préfabriqué, comprend tous les services associés au dégivrage des avions de l'aéroport international YUL, les services administratifs, le centre de formation et un laboratoire. L'immeuble sert aussi de garage pour les véhicules de dégivrage et d'entrepôt pour les réservoirs de glycol.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.



Technicien en architecture Éric Lay (suite)

1200 ST-ALEXANDRE- MONTRÉAL

Type Résidentiel & Design Intérieur
Client Belcourt Properties Management
Superficie 196 condos
Étages 7
Coût 21.2 M$
Complété 2010

Loft avec plafond élevé, plancher en bois dur, éclairage incroyable et espace intérieur confortable. Une terrasse sur le toit avec une piscine salée et chauffée, une aire BBQ et une aire de sauna, un centre d'entraînement et salle de jeux avec cinéma maison.



LE CAMBRIDGE - POINTE-CLAIRE

Type Retraités - Design intérieur
Client Groupe Prével
Superficie 274 appartements
Étages 6
Complété 2003

Le Cambridge est un complexe locatif de luxe comprenant 600 appartements conçus spécifiquement pour les retraités dynamiques, d'une superficie moyenne de 825 pieds carrés. Le rez-de-chaussée offre de nombreux services tels que : bistrot, dépanneur, salon de coiffure, salle à manger, cave à vin, etc.



IGA - PROVINCE DU QUÉBEC

Type Commercial
Client Sobeys
Étage 1
Coût 35 M$
Complété 2003 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et construction de plusieurs IGA à travers la province du Québec.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



AVON - POINTE-CLAIRE

Type Industriel
Client Avon Canada
Superficie 250 000pi² / 23 226m²
Étages 2
Coût 12 M$
Complété 2005

L'agrandissement de 250 000 pieds carrés pour servir de centre de distribution a posé un certain nombre de défis dont principalement celui de joindre ce nouvel immeuble à celui existant et surtout d'y arriver avec le moins d'inconvénients possible aux opérations courantes de l'entreprise. De plus, des interventions architecturales de mise à niveau du bâtiment existant ont été effectuées.



ULTRAMAR - QUÉBEC & ONTARIO

Type Commercial
Client Ultramar
Superficie 2 500pi² / 233m²
Étage 1
Coût 1 M$ à 1.5 M$
Complété 2005 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et la construction de plusieurs stations-services Ultramar sur de la province du Québec et de l'Ontario.



VESTIAIRE SPORTIF - ST-LAMBERT

Type Institutionnel
Client Ville de St-Lambert
Superficie 22 000pi²/ 2 044m²
Étage 1
Coût 600 000$
Complété 2012

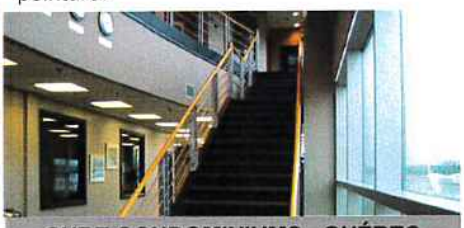
Nouveau vestiaire sportif pour la ville de St-Lambert construit dans le parc de la Voie du Maritime.



USINE BOMBARDIER- MIRABEL

Type Industriel
Client Bombardier Aérospace
Superficie 1 000 000pi² / 93 903m²
Étage 1
Coût 100 M$
Complété 2001

Ce complexe industriel sert à la fabrication et à l'assemblage des avions CRJ-700 et CRJ-900 de la compagnie Bombardier. L'en- semble du complexe regroupe la conception, le design et l'ingénierie des modèles, l'administration générale, une usine d'assemblage, un immeuble pour la finition extérieure, personnalisation et livraison des avions et un atelier de peinture.



CUBE CONDOMINIUMS - QUÉBEC

Type Résidentiel & commercial
Client Belcourt
Superficie 56 800pi² / 5 277m²
Étages 4.5
Coût 8.5 M$
Complété 2010

Ce projet a un total de 73 unités d'une à deux chambres à coucher avec un stationnement intérieur. Copropriété situé sur la rue Sherbrooke près d'un secteur commerçant à la mode dans l'ouest de la ville et maintenant adjacent au nouveau centre universitaire de santé McGill.



Technologue, François Houle

Ayant travaillé comme technologue et designer 3D pendant plus de 18 années aux États-Unis, François apporte au Groupe Marchand une vision nouvelle et originale de l'imagerie 3D. Sa grande expertise lui permet d'offrir aux clients, une imagerie innovatrice et de grande qualité. Il a un penchant très particulier pour le design intérieur et urbain.

Formation générale

- 1999 Seattle The Art Institute of Seattle, Seattle, Washington, États-Unis, Certificat en animation 3D
- 1988 California College of Arts and Crafts, San Franciso, Californie, États-Unis, Baccalauréat en architecture

Associations et ordres professionnels

- 2014 Membre de l'Ordre des technologues du Québec (OTQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 1996-2005 The Boeing Company, Seattle,Washington, États-Unis
- 1996-1988 Travailleur autonome, Seattle,Washington, États-Unis
- 1988-2005 Travailleur autonome, San Francisco, Californie, États-Unis

Projets pertinents

VESTIAIRE SPORTIF - ST-LAMBERT

Type Institutionnel
Client Ville de St-Lambert
Superficie 22 000pi²/ 2 044m²
Étage 1
Coût 600 000$
Complété 2012

Nouveau vestiaire sportif pour la ville de St-Lambert construit dans le parc de la Voie du Maritime.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



CONDOS NORAMPARC - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Développement MAP
Superficie 350 condominiums
Étages 10
Coût 57 M$
Complété 2011-2015

Aménagé dans le quadrilatère formé des rues Masson, St-Joseph, Molson et D'Iberville. Le projet Noramparc met l'emphase sur la mixité sociale.



ROUGE CONDOMINIUMS - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Devmont
Superficie 700 unités dans six édifices
Étage 1
Complété 2011-2012

Aménagements des espaces communs design contemporain et haut de gamme : hall d'entrée, piscine intérieure et terrasse. Situé dans le quartier d'avenir Le Triangle, à moins de 15 minutes du centre-ville et à proximité de la station de métro Namur. Conçu et construit avec les meilleurs matériaux, des isolations acoustique et thermique supérieures à la norme, une fenestration exceptionnelle et des unités spacieuses.



CENTRE COMMUNAUTAIRE DU MONT ST-HILAIRE

Type Institutionnel
Client Groupe Maurice
Superficie 16 000pi² / 1 486 m²
Étages 2
Coût 3 M$
Complété 2008

Centre communautaire construit face à l'hôtel de ville fait partie d'un ensemble de bâtiments qui regroupent divers services pour la municipalité. Au rez-de-chaussée se trouve une grande salle multi-fonctionnelle. Au premier étage, nous retrouvons plusieurs petites salles qu'occupent les diverses associations communautaires et sportives de la ville. Un aménagement paysager et une terrasse complète l'extérieur du bâtiment.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.



Technologue, François Houle (suite)

SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$
Complété en cours

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



NORAMPARC - BUREAU DES VENTES - QC

Type Design d'intérieur - Commercial
Client Développement MAP
Étage 1
Complété 2012

Construction d'un bureau des ventes pour les condominiums Noramparc. L'originalité de ce projet de par ses différentes formes cubiques où seront affichés en grand format des images intérieurs et extérieurs des futurs condominiums.



LES JARDINS MILLEN - MONTRÉAL

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 430 unités
Étages 9
Coût 59 M$
Complété 2012

Résidence à proximité du métro, de commerces et de restaurants. Une galerie commerciale intégrée avec un accès exclusif aux résidents et ces services : cinéma maison, bibliothèque, piscine extérieure, sauna, spa et aires extérieures pour diverses activités. Plusieurs salles de : conditionnement physique, loisirs



VILLAS QATAR - DOHA, QATAR

Type Résidentiel
Client Al GhariyahIndustrial
Superficie 557m² à 929m²
Étage 2 à 3
Complété proposition

Trois options de villas résidentielles à Qatar.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



PLAZA VILLAGIO - DOHA, QATAR

Type Design Urbain
Client Qatar Real Estate Project & Trading Co
Étages 1-20
Coût 134.5 M$
Complété proposition

Le Centre d'affaires Villagio doit inclure une banque, des bureaux, un concessionnaire d'automobiles, les édifices publiques, un café, un restaurant ainsi que l'aménagement paysager.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

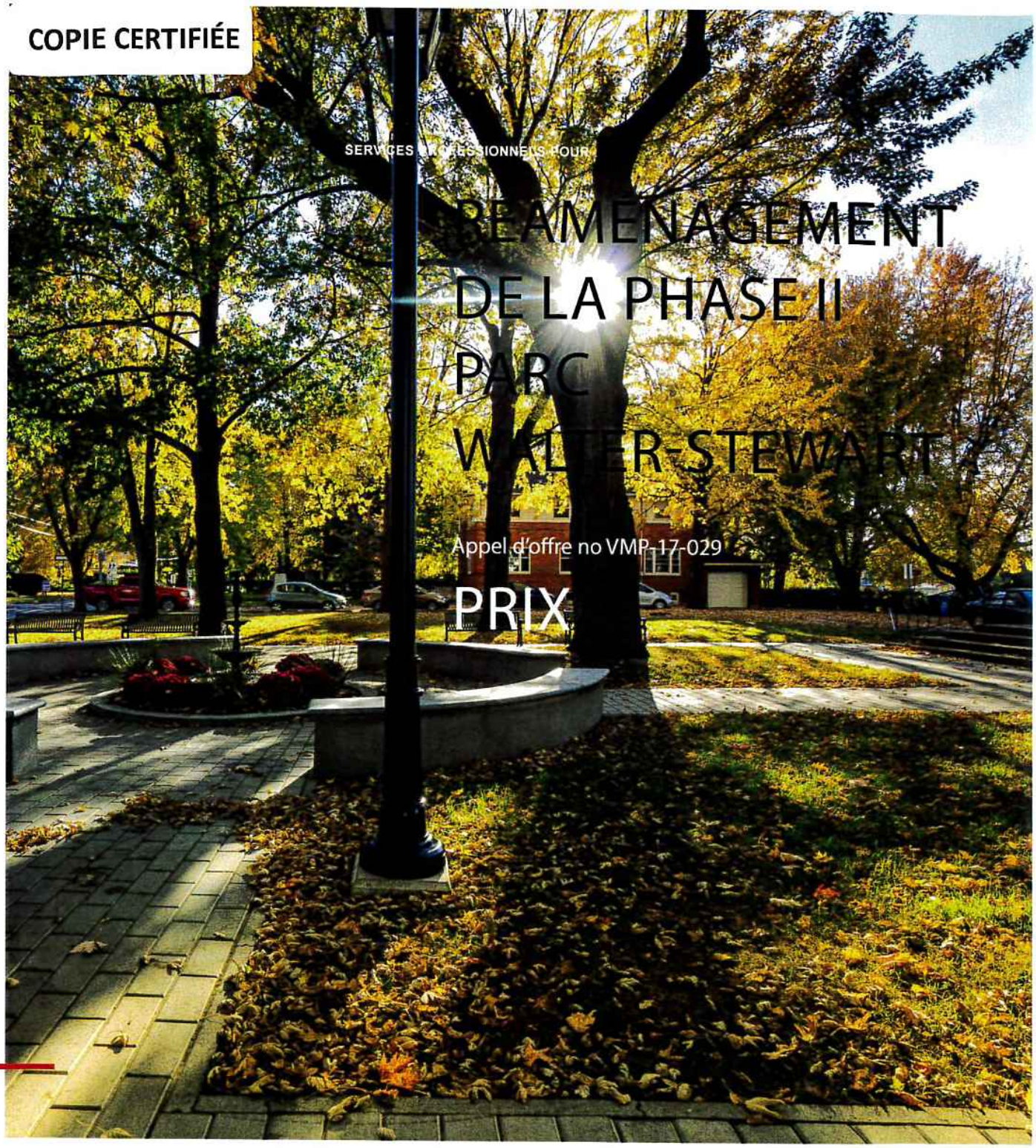
Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



gmad

gmad.ca

COPIE CERTIFIÉE



SERVICES PROFESSIONNELS POUR

RÉAMÉNAGEMENT DE LA PHASE II PARC WALTER-STEWART

Appel d'offre no VMP-17-029

PRIX

ÉGLISE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

gmad

25.05.2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606 CATHCART # 600 | MONTRÉAL, QC H3B 1K9

T : (514) 904-2878
F : (514) 906-0806

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Description	
Montant de la proposition 400, 000 $ X 14 %	56 000 $
Allocation pour services supplémentaires	5 000 $
Contingences (10%)	6100 $
SOUS-TOTAL	67 100 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	3 355 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	6693.23 $
	77 148.23 **TOTAL :**

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ». Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad)

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

600-606 rue Cathcart
Adresse

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H3B 1K9	514-904-2878	514-906-0608

Nom de la personne responsable (en majuscules)
Alain-Serge Marchand, architecte, président

Signature du responsable

Date		
Jour	Mois	Année
25	05	2017

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

ANNEXE A

Section A – Rémunération à taux horaire :

Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire ($), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total ($) (A x B)
Arch. paysagiste	50	100.00$	120.00$	5 000$
Architecte	15	100.00$	120.00$	1 500$
Ingénieur	25	100.00$	120.00$	2 500$
Techniciens	40	80.00$	95.00$	3 200$
Graphiste	15	80.00$	95.00$	1 200$
Spécialiste LEED	10	70.00$	90.00$	700$
			Sous-total des honoraires - Section A	14 100$
Section B – Dépenses admissibles				
Dépenses admissibles (1 % du total de la section A)				141$
Autres dépenses :				0$
			Sous-total des dépenses admissibles – Section B	141$
			Sous-total des honoraires et dépenses admissibles – Section A et B	14 241$
			Total	14 241$

Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement.

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2».

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Marchand	Alain-Serge

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte, président	36	71.26 $	37,5 hr	138,957.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bauer	Pascal

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte paysagiste	26	40.00 $	37.50 hr	78000.00 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bonnet	Philippe

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte paysagiste	11	30.00 $	35.00 hr	54,600 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guay	Catherine

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
designer d'intérieur LEED	8	32.00 $	37.5 hr	62400 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guimont	Jean-François

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte, directeur de projet	19	60.41 $	37.5 hr	117,800.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Chan	Irène

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte	13	37.56 $	37.5 hr	73242.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Lay	Éric

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte	23	38.46 $	37.50 hr	75,000.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Houle	François

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
technologue	29	38.26 $	37.50 hr	74,600$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

gmad

gmad.ca

N° de dossier : 1166486006

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Précision: Accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ et approuver la convention avec Groupe Marchand Architecture & Design Inc. pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

Fournisseur :

Nom : Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 396586

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant				57 861,17 $	19 287,06 $			**77 148,23 $**

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

Entre **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie,** personne morale de droit public ayant une adresse au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009).

Ci-après appelée « **Ville »**

ET :

Groupe Marchand Architecture & Design Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 606, rue Cathart, bureau 600, Montréal, H3B 1K9.

Ci après appelé «**Contractant»**

TPS: 841627359 RT0001
TVQ: 1213500712 TQ0001

ATTENDU QUE M. Alain-Serge Marchand, Président Architecte du Groupe Marchand Architecture & Design Inc. est autorisé à faire et à signer pour et au nom de la compagnie, toutes soumissions et/ou contrat de services professionnels au nom de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. en vertu de l'extrait du procès verbal d'une réunion du conseil d'administration tenue au 606, rue Cathart, bureau 600, Montréal, le 8 mai 2017 (annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant (annexe 2);

1. OBJET

Sous la gouverne du chef de division du Bureau de projets, le contractant effectuera l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que le suivi et la surveillance en résidence du chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II, conformément à l'offre de services jointe en annexe 3. Le mandat s'effectuera en trois temps, soit avec le dépôt des documents d'appel d'offres en vue des travaux de construction, avec le suivi approprié durant la période d'appel d'offres puis, avec la surveillance complète des travaux durant la réalisation, selon les modalités prévues à l'offre de service ainsi qu'au devis technique VMP-17-029 joint en annexe 4.

2. DURÉE

Cette convention entrera en vigueur à sa signature et se terminera à l'acceptation par le client de l'ensemble des livrables ainsi que de l'ouvrage suite aux travaux, prévu pour l'été 2018.

3. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT :

3.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits;

3.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin;

3.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

3.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention;

3.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

3.6 soumet à la Ville, une facture finale lors du dépôt des livrables décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci.

3.7 autorise la Ville à reproduire et diffuser tout document qu'Il produit dans le cadre du contrant le liant à la Ville. Les documents peuvent servir autant le projet pour lequel ils ont été expressément faits que tout autre étude, enquête ou document de promotion produit par la Ville.

4 OBLIGATIONS DE LA VILLE :

4.1 verse une somme maximale de soixante-dix-sept mille cent quarante-huit virgule trente-trois DOLLARS (77 148,33 $) incluant les taxes, en paiement de tous les services rendus et de toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 3.6; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale;

4.2 acquitte la facture visée à l'article 3.6 dans les trente (30) jours de leur approbation pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 3.5; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes;

4.3 peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant;

5. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE

_____
M^{e} Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Date_____

POUR LE CONTRACTANT

_____
Alain-Serge Marchand, Président Architecte
Contractant

Date_____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-17-029
Numéro de référence : 1069614
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart
Date de fermeture de l'avis :	2017-05-25 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2017-05-30 9 h 13 Révision : 2017-05-30 11 h 13
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Domenico Zambito Courriel : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Groupe Marchand Design + Architecture 606 Cathcart, bur. 600 Montréal, (QC) CAN H3B 1K9	2264651110	Monsieur Francois Le May Téléphone : 514 904-2878	77 148,23 $

Information supplémentaire

S'agissant de soumissions relatives à la fourniture de services professionnels dont le prix soumis doit, à cette étape, demeurer confidentiel selon la loi. Le 30 mai la deuxième enveloppe est ouverte.

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Historique des modifications

Révision des résultats : :	2017-05-30 11 h 13

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166486006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  "D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du proejt d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);

  D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu la note de passage, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1634220200 Serv proh-Parc walter-Stuart-Réam

2017	2018	2019	Total
53,0	24,0		77,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
84 161,71 $	76 850,86 $	77 148,23 $	70 446,62 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

  l'engagement de gestion numéro VM66486006 au montant de 76 850,86 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 76 850,86 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817269	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1634220200	84 161,71 $	76 850,86 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817269	801550	07165	54390	000000	0000	161592	000000	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2017-06-01**

gmad

Montréal, le 26 mars 2018

À l'attention de : Monsieur Patrick Chalouhi
Conseiller en aménagement, bureau de projets de centre-ville
Arrondissement Ville-Marie
800 boulevard de Maisonneuve est, 20e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Sujet : Parc Walter-Stewart
Travaux d'aménagement – phase II
Nº de projet : 6653.00

Monsieur,

Nous avons obtenu un mandat (CE 150-04-03-14) en mars dernier pour la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour le projet nommé en rubrique.

L'ordre de débuter a été établi au 14 novembre 2017 au plus bas soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. (Soumission VMP-17-038).

Au cours du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, l'intégration d'une toilette autonettoyante dans le nouveau chalet a été demandé par la Ville.

Puisqu'il s'agit d'une situation nouvelle, le niveau de certification LEED devra être réévalué et ajusté en conséquence.

En conséquence, la nature de notre mandat est modifiée en raison de la demande d'intégration d'une toilette autonettoyante dans le chalet et des travaux supplémentaires suivants :

- Coordination avec le professionnel responsable du dossier pour la toilette à la ville;
- Coordination avec le fournisseur de la toilette autonettoyante;
- Coordination supplémentaires avec les ingénieurs impliqués au dossier;
- Vérification, validation des requis et de l'acceptabilité de la certification LEED;
- Modification des plans en architecture et en ingénierie;
- Émission de la demande de travaux supplémentaires auprès de l'entrepreneur.

De plus, une demande de raccordement du chalet au réseau de Bell a été formulées au cours du chantier.

Ainsi, pour pallier à ces impondérables, nous vous demandons un ajustement d'honoraires de 10 500,00$.

En espérant le tout conforme à vos politiques, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Pascal Bauer
Architecte paysagiste

c. c. Alain-Serge Marchand- gmad
Jean-François Guimont - gmad

Groupe Marchand Architecture & Design Inc.
1700-555, boulevard René-Lévesque O
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : (514) 904-2878
Télécopieur : (514) 906-0608

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1166486006

- L'intervention ADDENDA de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  "D'autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc. d'un montant de 12 072,38 $, taxes incluses, pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220000 - Arrondissement

2018			Total
11,0			11,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1634220200 Serv prof-Parc walter-Stuart-Réam

2018	2019	2020	Total
11,0	-		11,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
12 072,38 $	11 023,69 $	12 072,38 $	11 023,69 $

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 11 023,69 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3811157	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1634220200	12 072,38 $	11 023,69 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3811157	801550	07165	54301	000000	0000	161592	000000	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.23

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185377001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 200 $

D'approuver la convention avec l'organisme Sans Oublier le Sourire pour la réalisation de l'événement - Différents, comme tout le monde -;
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 4 200 $ pour l'année 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 16:27

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185377001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 200 $

CONTENU

CONTEXTE

Sans Oublier le Sourire est un organisme à but non lucratif qui promeut l'apport et le rôle social des personnes ayant une déficience intellectuelle dans la société. L'organisme est situé dans les locaux du centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie. Sous forme de centre d'activités de jour en contexte communautaire intégré, l'organisme organise des activités sportives et culturelles ainsi que des activités de sensibilisation dans les milieux scolaires. L'organisme organise, depuis 2008, à la place Émilie-Gamelin, l'événement - Différents, comme tout le monde - qui vise à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées au sein de la population. Cet événement a lieu dans le cadre de la semaine québécoise des personnes handicapées. L'arrondissement de Ville-Marie contribue de manière significative à l'événement depuis sa création, notamment par le prêt d'équipements, le soutien logistique et par une contribution financière. L'organisme Sans Oublier le Sourire a déposé une demande de soutien financier à l'arrondissement de Ville-Marie pour l'édition 2018 de l'événement Différents comme tout le monde. Un montant de 4 200 $ est recommandé pour ce projet; cette contribution fait l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Cette grande fête se veut un rassemblement pour l'inclusion, la tolérance et la solidarité sociales. Le thème pour cette année est: À chacun son rythme. L'événement tournera autour de la danse et du rythme. Tout le site sera dansant. Les personnes handicapées seront à l'avant-scène. La fête est devenue un incontournable. Elle rassemble un public diversifié: enfants des écoles primaires du quartier, milieux associatifs des personnes handicapées, groupes communautaires ainsi que le milieu du réseau de la santé/services sociaux. Le Partenariat du Quartier des Spectacles est également impliqué. Cet événement aura lieu le jeudi 7 juin prochain à la place Émilie-Gamelin. Au programme: prestations et animation musicale, BBQ, plancher de danse, tapis rouge et photos et différents kiosques. Plusieurs seront présents pour célébrer la différence, la diversité et l'accessibilité dans une ambiance inclusive et festive !

JUSTIFICATION

L'événement - Différents, comme tout le monde - en est à sa 12e édition et permet de sensibiliser les citoyens à la diversité sous toutes ses formes et principalement à la déficience intellectuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention. La contribution est non récurrente. Un montant maximal de 4 200 $ est recommandé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) pour la réalisation de ce projet, soit 2 100 $ provenant du budget régulier de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social et 2 100 $ provenant du budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS).
2 100 $: 306125 05803 61900
2 100 $: 306121 07189 61900 016491

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet événement est devenu un événement phare de la SQPH (Semaine Québécoise des Personnes Handicapées) un incontournable porteur d'impact sur la tolérance, l'inclusion et l'accessibilité. Il vise à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées au sein de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 1 incluse dans la convention stipule que l'organisme doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans ses documents promotionnels en lien avec le projet en titre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le jeudi 7 juin 2018 à la place Émilie-Gamelin se tiendra la 12ième édition de l'événement - Différents, comme tout le monde -

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 5148684160

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185377001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 200 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185377001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185377001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Sans Oublier le Sourire	147274

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		4 200.00 $						**4 200.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
					31	août	2018

Formulaire complété par : Mirabelle Madah, pour Isabelle Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 29 March 2018 16:38:37

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **Sans Oublier le Sourire,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 1700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, agissant et représentée par madame Marianne Dupéré, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en Annexe 1;

No d'inscription TPS : N/A
No d'inscription TVQ : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de « Permettre aux participants (membres honoraires) de jouer un rôle social actif en créant des situations où ils ont à interagir avec un environnement aussi large et diversifié que possible. L'ensemble des personnes concernées profitent ainsi de l'apport les uns des autres » ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'événement annuel « Différents, comme tout le monde! » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 «**Responsable**» :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.5 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.6 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.7 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.8 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités

effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de **quatre mille deux cents dollars (4 200 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée en un seul versement.

Ce versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le « 29 juin 2018 »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre

pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans

limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 août 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de madame Marianne Dupéré, coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito**,** secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

SANS OUBLIER LE SOURIRE

Par : _____
Marianne Dupéré, coordonnatrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 10 e jour d'avril 2018 (Résolution CA 1185377001)

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Dominique Archambault, Arrondissement Ville-Marie

Josée Poirier, Arrondissement Ville-Marie

Isabelle Legault, Arrondissement Ville-Marie

15 février 2018

Bonjour mesdames,

Sans Oublier le Sourire est un organisme à but non lucratif qui promeut l'apport et le rôle social des personnes ayant une déficience intellectuelle dans la société. Nous travaillons sur différents axes, centre d'activités de jour en contexte communautaire intégré, programmation d'activités sportives en milieu intégré; activités de sensibilisation dans les milieux scolaires et activités de promotion pour un public large et diversifié.

C'est dans le cadre du volet promotion que je vous contacte aujourd'hui. Fidèles à la tradition, nous souhaitons profiter de la Semaine Québécoise des Personnes Handicapées pour offrir un événement **inclusif**, festif et coloré sur la Place Émilie-Gamelin !

L'évènement est devenu un évènement phare de la SQPH, et un rassemblement bien enregistré dans la tête des gens qui le fréquentent depuis 12 ans. Toutes les semaines de l'année, les gens nous parlent de cette grande fête, on reçoit des messages de bénévoles potentiels, on nous demande des conseils sur la logistique, notre groupe fait référence au gros party de juin… bref, c'est devenu un incontournable, et bien que compliqué à organiser parfois, un succès garanti! C'est un succès porteur d'impact sur la tolérance, l'inclusion et l'accessibilité!

Nous nous insérerons dans la programmation du Quartier des Spectacles, le **7 juin prochain**. La formule de cette année sera axée sur la danse… en plus d'un spectacle sur la scène, il y aura des ateliers de mouvements et des activités relatives au rythme et au mouvement sur le site! Les objectifs de sensibilisation du public sont maintenus en réunissant un public le plus variés possible! Les objectifs de collaboration le sont aussi de par la variété des partenaires, dont plusieurs sont déjà confirmés… notamment le groupe Corpuscule Danse, Les Muses et le Festival Quartier danse (qui animeront des ateliers de danse contemporaines). Bref, le site sera vivant, éclatant et surtout dansant!!!

En date d'aujourd'hui, les préparatifs vont bon train, le montage financier avance (il reste quelques confirmations à venir), le scénario est fait; nous en sommes à détailler la programmation et à développer nos outils de promotion. Le Quartier des Spectacles, AlterGo , Présence Compassion, Exeko et plusieurs organismes de réseau des personnes handicapées ont confirmé leur présence et leur participation sur divers niveaux.

Sur le site, nous rejoindrons : milieux pré-scolaires (CPE la Sourithèque et org J'me fais une place en Garderie, milieux scolaires (école Marguerite Bourgeoys, Garneau, Pierre Dupuis, François Michelle, Champagnat. etc); milieux associatifs de l'arrondissement Ville-Marie, milieux associatifs des personnes handicapées, AlterGo, grand public ainsi que des travailleurs-ses et décideurs du réseau de la santé/services sociaux. Tous ensemble pour célébré la différence, la diversité et l'accessibilité!

La contribution que nous demandons à l'Arrondissement est de **6 500$** pour la réalisation du projet.

Je serais ravie de répondre en personne à vos questions, sachez également que nous sommes entièrement disposés-es à mettre de l'avant la contribution de l'Arrondissement, sur le matériel promotionnel, les réseaux sociaux/ site internet et publications ; nous pourrons également accrocher la bannière de l'Arrondissement sur le site comme les années passées!

Vous trouverez en pièce jointe la présentation du projet ainsi que le budget général de l'évènement. Vous recevrez également le cahier des charges demandé par le Quartier des Spectacles très prochainement! Pour toute autre information, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous tenons à vous remercier de croire et de soutenir l'événement Différents, comme tout le monde, ce projet est porteur de changements et d'un message inclusif, représentatif de l'Arrondissement Ville-Marie!

Marianne Dupéré

Coordonnatrice

SANS OUBLIER LE SOURIRE

résolution 2018-01-01

18 janvier 2018

Il est proposé par Martin Labrie et appuyé par André Caron de nommer Marianne Dupéré comme signataire-mandataire de tous les documents relatifs à l'activité Différents, comme tout le monde, édition 2018

Thérèse Sabourin (secrétaire)

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- ÉQUIPEMENTS PRÊTÉS À L'ORGANISME

tente easy up (10x10)	6
tente easy up (10x15)	2
chaise pliantes en métal 18x32	50
pesée pour tente easy up 25 lbs 18x18x2	32
table à banquet 30x72x30	20
tables à pique-nique	15
barre d'alimentation (6 sorties) avec disjoncteur	6
extension 15 m rouge, 2 sorties	9
passe câble	25
poubelles	10

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)
-



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185377001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  D'approuver la convention avec l'organisme Sans Oublier le Sourire pour la réalisation de l'événement - Différents, comme tout le monde - ;

  D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 4 200 $ pour l'année 2018;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 4 200,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		4 200,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 2 100,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 2 100,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 544856

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-29**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.24

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184405003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2018 et accorder une contribution de 48 678 $

D'approuver la convention avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet «les jardins Gamelin » édition 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 48 678 $;

D'affecter un montant de 48 678 $ provenant du budget de fonctionnement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 11:02

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184405003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2018 et accorder une contribution de 48 678 $

CONTENU

CONTEXTE

Initié en 2015, le projet Les Jardins Gamelin mené par le Partenariat du Quartier des spectacles en collaboration de nombreux partenaires et le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie a permis de créer un grand espace citadin accueillant et verdoyant propice à la tenue d'événements de différentes envergures.
Dans le cadre de ce projet , des ateliers d'agriculture ont été organisé avec , entre autres , Sentier urbain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution : CA17 240019 : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2017 et accorder une contribution de 48 678 $
Résolution : CA16 240108 : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour l'année 2016, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2016 et accorder une contribution de 48 678 $

DESCRIPTION

Accorder une contribution financière à sentier urbain pour soutenir les activités qui seront réalisées cette année sur la place Emilie Gamelin.

JUSTIFICATION

Depuis 2016, il a été convenu que les contributions à des organismes partenaires impliqués dans le projet serait versé directement par l'arrondissement et ne transiteraient donc plus par le PQDS.
L'an prochain, ce montant sera inclus à l'entente de financement entre la ville et le Partenariat du Quartier des Spectacles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - Soutien général

Tél : 514-872-0100
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Guy CHARBONNEAU
Directeur

Tél : 514 872-0100
Télécop. : 514-868-3293

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184405003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet « les jardins Gamelin » édition 2018 et accorder une contribution de 48 678 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184405003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184405003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Sentier urbain	129374

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		48 678,00 $						**48 678,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début : jour (si connu) | mois | année

Date de fin : jour (si connu) | mois | année

Formulaire complété par : Nathalie Wagner

Prénom, nom

Date et heure système : 26 mars 2018 14:50:22

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la «**Ville**»

ET : **Sentier urbain**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1710, rue Beaudry, suite 3.10, Montréal, Qc, H2L 3E7, agissant et représentée par monsieur Pierre Dénommé, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 11 octobre 2016;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 867867822 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint;

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention ;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs ;

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention ;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais ;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.6.4 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du plan d'action, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de quarante-huit mille six cents soixante-dix-huit (48 678 $).

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée en un seul versement suivant la signature de la présente convention.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulière qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **le 31 décembre 2018**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Pierre Dénommé, directeur général
Sentier urbain

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1184405003.

ANNEXE I
Plan d’action

ANNEXE II
Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184405003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

"D'approuver la convention avec Sentier urbain pour la réalisation d'activités dans le cadre du projet «les jardins Gamelin » édition 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 48 678 $"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables)

	Années antérieures	2018
Montant		48 678,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 48 678,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306112	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 48 678,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306112	07163	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM84405003
- Ce dossier est conforme à l'article 573.3 de la L.C.V.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.25

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180619003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 28 150$

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 3 000 $ à Sans oublier le sourire;
- 1 500 $ à Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT;
- 1 750 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;
- 750 $ à La Table inter-action du quartier Peter McGill;
- 1 600 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ à Le Drapeau de la famille;
- 2 500 $ à la Société historique de Montréal;
- 1 750 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater;
- 1 500 $ au Pas de la rue;
- 500 $ à Aide aux Trans du Québec (ATQ);
- 2 000 $ à Éducaloi;
- 100 $ au Centre d'écologie urbaine de Montréal;
- 500 $ à la Paroisse du Sacré-Coeur de Jésus;
- 200 $ à Coalition des familles LGBT;
- 2 000 $ au Sentier urbain;
- 2 500 $ au Salon international de la Femme Noire;
- 1 500 $ à l'Association du Village Shaughnessy;
- 3 000 $ à la Fondation Émergence inc.

D'imputer cette dépense totale de 28 150 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-06 16:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180619003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 28 150$

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Madame Marianne Dupéré Sans oublier le sourire 1700, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L5 Téléphone : 514-561-6626 *** Événement: DIFFÉRENTS COMME TOUT LE MONDE / "À chacun son rythme", le 7 juin 2018**	Saint-Jacques
1 500 $	Madame Annie Savage Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT 1575, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L4 Téléphone : 514-318-5428 *** Événement: Grand Challenge de Bâteau Dragon au profit de l'Astérisk, le 8 septembre 2018**	Peter-McGill

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 750 $	Madame Karine Projean Le Centre d'écoute et d'intervention Face à Face 500-1650, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 2P3	Peter-McGill

	Téléphone : 514-934-4546 *** Événement: Sortie au camp Kinkora pour une cinquantaine de citoyens**	
750 $	Monsieur Stéphane Febbrari La Table inter-action du quartier Peter McGill 1857, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-934-2280 *** Événement: 5&7 du Semis à l'assiette en l'honneur du mois de la nutrition**	Peter-McGill
1 600 $	Madame Juliana M.B. Mendonça Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 2-142, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H1 Téléphone : 514-872-8207, poste 2 *** Événement: Gala de l'organisme, le 4 mai 2018**	Saint-Jacques
1 500 $	Monsieur Yvan Bombardier Le Drapeau de la famille 1749, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K1 Téléphone : 514-526-0737 *** Événement: 11e édition de la Mission de la Paix sur le Fleuve Saint-Laurent, du 3 au 14 juillet 2018**	Sainte-Marie
2 500 $	Monsieur Serge Tremblay Société historique de Montréal 462, Place Jacques-Cartier Montréal (QC) H2Y 3B3 Téléphone : 514-878-9008 *** Événement: Messe commémorative du 17 mai 1642, le 20 mai 2018**	Saint-Jacques
1 750 $	Madame Lynn Verge Bibliothèque et centre d'informatique Atwater 1200, avenue Atwater Westmount (QC) H3Z 1X4 Téléphone: 514-935-7433 *** Fonctionnement de l'organisme**	Peter-McGill
1 500 $	Monsieur Vincent Morel Pas de la rue 1575, boulevard René-Lévesque Est Montréal (QC) H2L 4K1 Téléphone : 514-526-1699 *** Fonctionnement de l'organisme**	Saint-Jacques
500 $	Monsieur Julien Leroux-Richardson Aide aux Trans du Québec (ATQ)	Sainte-Marie

	2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 514-830-5473 *** Événement: Journée de la Fierté Trans 2018**	
Montant	**Nom de l'organisme et coordonnées**	**District**
2 000 $	Madame Ariane Charbonneau Éducaloi 102- boulevard Saint-Laurent Montréal (QC) H2Y 2Y5 Téléphone : 514-954-3408, poste 3270 *** Fonctionnement de l'organisme**	Saint-Jacques
100 $	Madame Véronique Fournier Centre d'écologie urbaine de Montréal 3156, avenue du Parc Montréal (QC) H2X 2H7 Téléphone : 514-282-8378 *** Événement: 10ième édition des Promenades de Jane, du 4 au 6 mai 2018**	Hors territoire
500 $	Monsieur Robert Sirois Paroisse du Sacré-Cœur de Jésus 2000, rue Alexandre-De-Sève Montréal (QC) H2L 2W4 Téléphone : 514-521-0095 *** Fonctionnement de l'organisme**	Sainte-Marie
200 $	Madame Mona Greenbaum Coalition des familles LGBT 201-3155, rue Hochelaga Montréal (QC) H1W 1G4 Téléphone : 514-878-7600 *** Événement: 20ième anniversaire de l'organisme, septembre 2018**	Saint-Jacques
2 000 $	Monsieur Pierre Denommé Sentier urbain 1710, rue Beaudry Montréal (QC) H2L 3E7 Téléphone : 514-521-9292 *** Événement: 25ième anniversaire de l'organisme, le 7 novembre 2018**	Saint-Jacques
2 500 $	Madame Dorothy Rhau Salon International de la Femme Noire 8581, 14e avenue Montréal (QC) H1Z 3M4 Téléphone : *** Événement: Première édition du Salon**	Peter-McGill

	International de la Femme Noire (SIFN), le 2 juin 2018	
1 500 $	Monsieur Bernard Sanchez L'Association du Village Shaughnessy C.P. 982 Station H Montréal (QC) H3G 2M9 Téléphone : 514-232-3000 *** Événement: Deux sessions avec deux artistes peintres ainsi qu'une session de photographie, début mai 2018**	Peter-McGill
Montant	**Nom de l'organisme et coordonnées**	**District**
3 000 $	Monsieur Laurent Breault Fondation Émergence inc CP 55510 Centre Maisonneuve Montréal (QC) H1W 0A1 Téléphone : 438-384-1058 *** Événement: Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, le 17 mai 2018**	Saint-Jacques

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 100 $
- Sainte-Marie: 2 500 $
- Saint-Jacques: 15 800 $
- Peter-McGill: 9 750 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-03

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

Tél : 514-872-9052
Télécop. : 514 872-5607

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 10 avril 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Marianne Dupéré Sans oublier le sourire 1700, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L5 Téléphone : 514-561-6626	L'organisme présente DIFFÉRENTS COMME TOUT LE MONDE « À chacun son rythme », le 7 juin 2018 à la Place Émilie-Gamelin	Saint-Jacques
Madame Annie Savage Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT 1575, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L4 Téléphone : 514-318-5428	Grand Challenge de Bâteau Dragon au profit de l'Astérisk, qui aura lieu le 8 septembre 2018 sur le Canal Lachine.	Peter-McGill
Madame Karine Projean Le Centre d'écoute et d'intervention Face à Face 500-1650, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 2P3 Téléphone : 514-934-4546	Organisme aimerait offrir à une cinquantaine une sortie au camp Kinkora cet été.	Peter-McGill
Monsieur Stéphane Febbrari La Table inter-action du quartier Peter McGill 1857, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-934-2280	5@7 Du Semis à l'assiette en l'honneur du mois de la nutrition.	Peter-McGill
Madame Juliana M.B. Mendonça Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 2-142, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H1 Téléphone : 514-872-8207, poste 2	Gala à notre façon : en faveur du social, qui aura lieu le 4 mai 2018.	Saint-Jacques
Monsieur Yvan Bombardier Le Drapeau de la famille 1749, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K1 Téléphone : 514-526-0737	11ième édition de la Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent qui aura lieu du 3 au 14 juillet 2018.	Sainte-Marie
Monsieur Serge Tremblay Société historique de Montréal 462, Place Jacques-Cartier Montréal (QC) H2Y 3B3 Téléphone : 514-878-9008	Organisation de la messe commémorative du 17 mai 1642 qui aura lieu le 20 mai 2018.	Saint-Jacques
Madame Lynn Verge Bibliothèque et centre d'informatique Atwater 1200, avenue Atwater Westmount (QC) H3Z 1X4 Téléphone: 514-935-7433	Subvention demandée pour le les programmes et services offerts aux résidents, aux institutions et aux organismes communautaires de Ville-Marie.	Peter-McGill

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 10 avril 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Monsieur Vincent Morel Pas de la rue 1575, boulevard René-Lévesque Est Montréal (QC) H2L 4K1 Téléphone : 514-526-1699	Appui financier aux activités du Pas de la rue – Aidons les 55 ans et + sans domicile fixe ou en situation très précaire	Saint-Jacques
Monsieur Julien Leroux-Richardson Aide aux Trans du Québec (ATQ) 2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 514-830-5473	Demande de commandite pour la Journée de la Fierté Trans 2018.	Sainte-Marie
Madame Ariane Charbonneau Éducaloi 102- boulevard Saint-Laurent Montréal (QC) H2Y 2Y5 Téléphone : 514-954-3408, poste 3270	Appuyer la mission d'Éducaloi dans le cadre de leur campagne de financement annuelle.	Saint-Jacques
Madame Véronique Fournier Centre d'écologie urbaine de Montréal 3156, avenue du Parc Montréal (QC) H2X 2H7 Téléphone : 514-282-8378	10e édition des Promenades de Jane qui aura lieu les 4, 5 et 6 mai 2018.	Hors territoire
Monsieur Robert Sirois Paroisse du Sacré-Cœur de Jésus 2000, rue Alexandre-De-Sève Montréal (QC) H2L 2W4 Téléphone : 514-521-0095	Fonctionnement de l'organisme pour le maintien des nombreuses activités organisées pour les jeunes enfants de la paroisse.	Sainte-Marie
Madame Mona Greenbaum Coalition des familles LGBT 201-3155, rue Hochelaga Montréal (QC) H1W 1G4 Téléphone : 514-878-7600	Célébration du 20e anniversaire de l'organisme en septembre 2018.	Saint-Jacques
Monsieur Pierre Denommé Sentier urbain 1710, rue Beaudry Montréal (QC) H2L 3E7 Téléphone : 514-521-9292	25ième anniversaire : Événement de clôture de l'organisme prévu le 07-11-2018.	Saint-Jacques
Madame Dorothy Rhau Salon International de la Femme Noire 8581, 14e avenue Montréal (QC) H1Z 3M4 Téléphone :	Organisation de la première édition du Salon International de la Femme Noire (SIFN) qui aura lieu le 2 juin 2018.	Peter McGill

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 10 avril 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Monsieur Bernard Sanchez L'Association du Village Shaughnessy C.P. 982 Station H Montréal (QC) H3G 2M9 Téléphone : 514-232-3000	Subvention demandée pour la tenue de deux sessions avec deux artistes peintres ainsi qu'une session de photographie, débutant au début du mois de mai.	Peter-McGill
Monsieur Laurent Breault Fondation Émergence inc CP 55510 Centre Maisonneuve Montréal (QC) H1W 0A1 Téléphone : 438-384-1058	Journée internationale contre l'homophonie et la transphobie, qui aura lieu le 17 mai 2018.	Saint-Jacques

----- Transféré par Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL le 2018-03-29 12:37 -----

De : Cathy WONG/MONTREAL
A : Bernard Sanchez <bernard.sanchez@scbsi.ca>
Date : 2018-03-29 12:26
Objet : RE: Une petite aide pour l'association du Village Shaughnessy
Envoyé par : Nady JEAN-LOUIS

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre demande de soutien financier en date du 27 mars dernier.

Soyez assuré qu'elle sera portée à l'attention des élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, en vue du prochain conseil d'arrondissement qui aura lieu le mardi 10 avril prochain.

N'hésitez pas à communiquer avec nous, s'il y a lieu.

Bien cordialement,

Nady Jean-Louis pour
Cathy Wong
Présidente - Conseil municipal de la Ville de Montréal
Conseillère de la Ville - District de Peter-McGill

800, boul. De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone : 514 868-5169
Télécopie : 514 872-8347
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

Bernard Sanchez Bonjour Cathy, J'espère que vous allez bien et que l... 2018-03-27 13:27:49

De : Bernard Sanchez <bernard.sanchez@scbsi.ca>
A : "Cathy Wong (cathy.wong@ville.montreal.qc.ca)" <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-03-27 13:27
Objet : Une petite aide pour l'association du Village Shaughnessy

Bonjour Cathy,

J'espère que vous allez bien et que les affaires municipales avancent selon vos désirs.

Lors de notre dernière rencontre, je vous mentionnais l'intention de l'association du Village Shaughnessy d'organiser des activités pour les résidents du village. Ces activités débuterons au début du mois de mai.

Nous allons tenir deux sessions avec deux artistes peintres, André Pijet et Areg Elibekian, ainsi qu'une session de photographie avec un artiste à identifier.

L'objectif des ces sessions et d'une part animer le village Shaughnessy et d'autre part en faire ressortir sa beauté

À la fin de la saison, nous allons tenir une réunion au cours de laquelle, nous primerons les œuvres les plus originales. Pour cela nous aimerions vous proposer d'être la marraine, de participer dans le jury et de remettre les prix aux heureux gagnants.

Comme vous vous en doutez certainement, nous sommes une association sans but lucratif, et espérons pouvoir compter sur une certaine contribution de votre part pour tenir ces activités. Nous aimerions savoir si vous pouviez nous accorder un montant de $1,500 qui nous permettra de tenir ces activités, et de fournir quelques fournitures aux participants.

Dans l'attente d'une réponse favorable, je demeure à votre disposition pour vous fournir de plus amples informations.

Bien à vous

Bernard

SCBSI

Excellence opérationnelle. Ventes supérieures.

Bernard Sanchez
Président

514.232.3000 | bernard.sanchez@scbsi.ca
www.scbsi.ca
Ca.linkedin.com/in/bernardsanchez

Expéditeur: "Karine Projean" <kprojean@gmail.com>
Date: 21 mars 2018 à 10:31:21 UTC−4
Destinataire: cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
Objet: Question-soutien financier pour sortie à l'extérieur de la ville

Bonjour Cathy,

J'espère que vous allez bien!

Face à Face aimerait emmener une cinquantaine de personnes au camp Kinkora cet été. Le camp appartient au CCS où nous sommes situés, et coûterait 35$/personne pour la journée, ce qui comprend le transport et la nourriture. On parle donc de 1750$ en tout. Est-ce que ceci correspondrait à un montant admissible pour les événements? Nous irions au printemps, donc hors saison.

Un grand merci!

Bonne journée,

Karine Projean
Chargée de financement
Centre d'écoute et d'intervention Face à Face

Montréal, le mercredi 28 Février 2018

M. Robert Beaudry
Conseiller de la Ville
Membre du comité exécutif – District de Sainte-Marie

Objet : La Mission de Paix sur le fleuve Saint-Laurent - Demande d'aide financière



La 11ième édition de la **Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent** se déroulera du **mardi 3 juillet au samedi 14 juillet 2018**. Ce voyage de 12 jours, en rabaskas et en canots, amènera plus d'une quarantaine de participants-tes, sur la route et sur l'eau, **de Montréal à la Ville de Québec**. Quatre générations participeront ensemble, à ce périple sur la route de nos ancêtres.
Cette Mission de réconciliation est conçue dans une perspective environnementale et spirituelle inspirées des peuples des Premières Nations.

Nous célébrerons avec les montréalais-es, le ''Fleuve Vivant'' par un événement culturel et musical avec un potluck, des chants et tambours, des danses et des animations dans le parc Marcel Léger, comme l'an dernier.

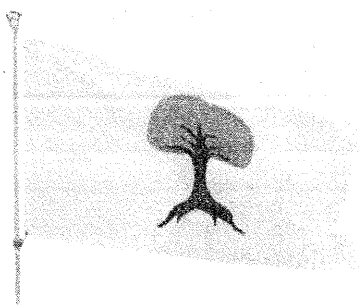
Cette entreprise vouée à l'éducation et à l'élévation des esprits dépend autant du courage et de l'engagement de ses participants-es que du soutien que la population lui fournit.

Afin que nous puissions rendre possible cet événement, nous devons entre autres: louer un camion, fournir la nourriture pour 1200 repas, payer les musiciens et les danseurs autochtones, assurer les couts d'essence, les frais de communication, payer les déplacements des ainés pour les cérémonies, les frais d'hébergement et la promotion.

Nous comptons sur votre générosité et votre soutien pour nous aider à réaliser ce projet de réconciliation et d'éducation entre les montréalais-es, les québécois-es et les peuples de Premières Nations.

Merci de prêter une attention particulière à nos projets hors du commun.
Veuillez, agréer l'expression de nos salutations les plus cordiales.

Yvan Bombardier
Coordonnateur pour **le drapeau de La Famille**
www.famillesdumonde.org
1749 rue Dufresne,
Montréal, Québec
H2K-3K1
NEQ : 3363331987



Montréal, le 19 février 2018

Bureau d'arrondissement de Ville-Marie

800, Boulevard De Maisonneuve est

17 e étage

Montréal, Québec

H2L 4L8,

Sujet : Octroi d'une subvention de 3 000,00$ pour la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus dans le cadre des activités récréatives, de loisirs, de sports et de culture pour les jeunes.

Madame Valérie Plante, Mairesse d'arrondissement,

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de ville district de Sainte-Marie

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de ville district de Saint-Jacques et membre du comité exécutif.

Je vous fais parvenir la présente pour vous demander s'il est possible comme vous l'aviez fait l'année dernière de nous accorder une subvention au montant de 3 000,00$ pour les nombreuses activités que l'on organise pour nos jeunes enfants de la paroisse du Sacré-Cœur – de-Jésus

Nous avons environ une soixantaine d'enfants réguliers à nos différentes activités.

Espérant le tout conforme à vos exigences, veuillez agréer, Madame la Mairesse et les élus mes salutations les plus distingués et l'assurance de mes remerciements anticipés.

Votre tout dévoué, Robert Sirois ptre

Monsieur Robert Sirois, curé

2000 rue Alexandre-De-Sève

Montréal, Québec

Tél : 514-521-0095

REÇU LE

17 MARS 2018

Aidons les 55+

DEPUIS 20 ANS

Montréal, le 7 mars 2018

Objet : Appui financier aux activités du ***PAS de la rue***
Aidons les 55 ans et + sans domicile fixe ou en situation très précaire

Madame Valérie Plante,
Mairesse Ville-Marie,

Cette année encore, alors que nous venons de fêter notre 20e anniversaire, le Centre de Jour du ***PAS de la rue*** et les services qui y sont offerts agissent comme moteur de stabilisation et de réinsertion pour les personnes de 55 ans et + qui vivent un dur moment de précarité.

Nous avons enregistré **17 000 fréquentations** au cours de la dernière année. Chaque personne qui nous rend visite a reçu toute l'attention qu'elle mérite, en plus de trouver chez nous un endroit pour se reposer, boire un café, manger ou encore participer à des activités de socialisation.

Les quelques **492 personnes inscrites** présentement au Centre de jour du ***PAS de la rue*** ont accès à nos services tous les jours de l'année, y compris les jours de Noël ou du jour de l'an. Il n'y a que les samedis où, faute de financement, notre centre est fermé.

Au cœur de notre mission, l'approche du ***PAS de la rue*** est de **travailler globalement et pro activement** avec la personne. Nous accompagnons les personnes à résoudre leur problématique de vie, qu'elle soit temporaire ou chronique. Notre but est de les aider à se construire une vie plus stable et plus autonome. Notre travail d'accompagnement se fait par nos intervenants et nos intervenantes, en prenant le temps qu'il faut pour arriver aux résultats souhaités.

Bien entendu, **le logement social** est un enjeu majeur, indispensable au bien-être des personnes vulnérables. Grâce à nos huit logements de transition associés à notre centre de jour, nous offrons d'ores et déjà des solutions structurantes et durables.

Nous mettons au cœur de nos démarches, les personnes pour qui nous travaillons. Nous croyons que l'**inclusion sociale** passe avant tout par la participation, l'action et l'implication personnelle dans sa propre communauté. C'est ainsi que cette année, guidées et encouragées par notre équipe, les personnes que nous accompagnons se sont impliquées dans notre centre de jour. Elles ont participé aux cinq **plateaux de valorisation-bénévole** pour un total de 300 heures de travail accompli (Aide-cuisinier, Plongeur, Entretien-réparation, manutention, ménage)

RECU LE
2 2 MARS 2018

Au-delà de notre mission d'offrir des services de stabilisation et de réinsertion aux personnes que nous accompagnons, le ***PAS de la rue*** agit également comme vecteur d'**intégration sociale et professionnelle** auprès de sa collectivité. De concert avec le YMCA, avec Action Bénévolat ou encore avec le Centre d'Action bénévole de Montréal (CABM), c'est en moyenne 12 citoyens qui, chaque semaine, viennent offrir un soutien bénévole de qualité à nos usagers et à notre équipe de travail.

Cette année encore, nous sollicitons votre appui. Notre objectif est d'amasser une somme de 15 000$, nous aimerions ainsi continuer à offrir des services à la hauteur des besoins des personnes que nous accompagnons.

Vous pouvez contribuer à la cause des 55 ans et plus en ligne en visitant notre site à l'adresse ***www.pasdelarue.org/donner*** ou en transmettant votre contribution par chèque à l'adresse suivante :

PAS de la rue
1575 boul. René-Lévesque Est
C.P. 284 Succ. C, Montréal, QC H2L 4K1

Un reçu de charité sera remis pour les contributions de 20$ ou plus.

Vos dons sont importants et permettent de poursuivre nos efforts afin d'offrir une aide concrète aux personnes âgées en situation d'itinérance.

Au nom du conseil d'administration, du personnel et des personnes accompagnées du ***PAS de la rue***, je tiens à vous remercier pour votre générosité et votre soutien au fil des ans.

Je vous prie de croire Madame La Mairesse, en nos plus sincères remerciements.

Vincent Morel
Directeur général

LE PAS DE LA RUE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 MARS 2017

Rapport de l'auditeur	1
États financiers consolidés	
Résultats consolidés	2
Évolution des actifs nets consolidés	3
Bilan consolidés	4
Notes complémentaires	5 à 7
Résultats Le Pas de la Rue	8
Résultats Le Relais du PAS	9

BENOIT DUBORD, CPA
COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

2087 DE LA GIRONDE
VIMONT, LAVAL, QUÉ. H7K 5N2
TEL.: 450-668-9646
CELL.: 514-758-1555
FAX: 450-668-4693
bdubord@videotron.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR

Aux administrateurs de LE PAS DE LA RUE

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de **LE PAS DE LA RUE** qui comprennent le bilan consolidé au 31 mars 2017, l'état des résultats consolidés et de l'évolution de l'actif net consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de l'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **LE PAS DE LA RUE** au 31 mars 2017, ainsi que des résultats consolidés de ses activités et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Benoit Dubord CPA, auditeur, CA

Benoit Dubord cpa, auditeur, ca
Laval le 22 mai 2017
2087 rue de la Gironde, Laval

LE PAS DE LA RUE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017	2016
PRODUITS		
Fondation J.A. de Sève	75 000 $	75 000 $
Fondation L'oeuvre Léger	18 000	-
Fondation Marcelle et Jean Coutu (note 5)	25 000	25 000
Fondation J. Armand Bombardier	10 000	20 000
Fondations diverses	48 298	47 720
Dons	27 761	29 054
Programme SPLI (Fédéral)	67 163	52 134
Programme SOC (Québec)	104 426	84 414
Subvention salariale	7 002	13 347
Subvention Ministère de la Famille (Québec)	47 015	102 755
Subvention Ville-MTSS	44 224	45 908
Subvention discrétionnaire	1 500	2 000
Subvention au logement	90 296	57 156
Subvention S.H.Q.	14 580	10 935
Contribution du milieu – Ville de Montréal	5 374	4 031
Amortissement subvention de la bâtisse	13 227	13 227
Revenus de location	20 425	18 124
Activités d'autofinancement et levée de fonds	9 967	357
Revenus activités, services et gestion projet	11 911	9 081
Revenus d'intérêts et divers	1 778	193
	642 947	610 436
CHARGES		
Salaires et charges sociales	350 052	348 301
Services à la personne (SPLI)	500	112
Frais de copropriété	6 218	-
Électricité	17 590	16 239
Assurances	5 972	2 049
Service clérical, administratif	2 214	2 129
Entretien, réparations, mobilier et améliorations locatives	22 711	17 941
Entretien et réparations bâtisse	4 010	-
Entretien et réparations logements	1 329	944
Taxes municipales	6 823	241
Télécommunications	6 110	6 010
Logiciels et programmation	2 700	5 174
Fournitures, frais de bureau et équipement de bureau	4 790	8 101
Dépenses d'activités diverses	21 674	18 989
Restauration, activités et services	8 284	10 204
Publicité et promotion	3 090	8 764
Frais de gestion	3 593	-
Frais de déplacements	3 952	4 683
Formation et conférences	2 039	1 636
Vie associative	221	1 776
Cotisation et abonnements	1 078	1 290
Frais bancaires	599	545
Intérêts sur la dette à long terme	40 131	30 525
Service de conciergerie et divers logement	6 034	5 741
Amortissement – Contribution FQHC	2 799	2 099
Amortissement des immobilisations	70 898	60 901
Honoraires professionnels	17 162	71 808
	612 573	626 202
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	30 374 $	(15 766) $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LE PAS DE LA RUE

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	Actif net Immobilisé	Réserves	Non affectés	Total 2017	Total 2016	
Solde au début	67 220	4 544	25 991	97 755	113 521	$
Excédent (insuffisance)	(40 516)	-	70 890	30 374	(15 766)	
Remboursement hypothèque	20 343	-	(20 343)	-	-	
Affectations	-	3 817	(3 817)	-	-	
Solde à la fin	47 047	8 361	72 721	128 129	97 755	$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LE PAS DE LA RUE

BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme	172 291 $	125 205 $
Débiteurs (note 3)	44 449	94 900
Frais payés d'avance	7 344	-
Travaux en cours	175 147	-
	399 231	220 105
Encaisse réservée	8 361	-
Contribution au F.Q.H.C.	107 068	109 867
Immobilisations (note 4)	2 428 273	2 499 171
	2 942 933 $	2 829 143 $
PASSIF		
Passif à court terme		
Marge de crédit	175 147 $	9 029 $
Créditeurs	15 105	56 425
Salaires et charges sociales	28 475	24 116
Portion à court terme de la dette à long terme	20 400	20 070
Subvention reçue d'avance	7 783	-
Apports reportés (note 6)	100 000	100 000
	346 910	209 640
Subvention reportée I.P.L.I. (bâtisse)	489 384	502 611
Subvention S.H.Q.	557 685	572 265
Contribution du milieu Ville de Montréal	205 555	210 929
Dette à long terme (note 7)	1 215 270	1 235 943
	2 814 804	2 731 388
ACTIFS NETS		
Réserves	8 361	4 544
Actif net immobilisé	47 047	67 220
Actifs nets non affectés	72 721	25 991
	128 129	97 755
	2 942 933 $	2 829 143 $

Pour le conseil,

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LE PAS DE LA RUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS

AU 31 MARS 2017

1. Statuts constitutifs objectifs

L'organisme sans but lucratif a été constitué sans capital-actions en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec). L'organisme est un organisme de charité en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les états sont consolidés avec les résultats et bilan de l'organisme qui gère les bâtiments de location; **Le Relais du PAS et les travaux en cours d'un autre bâtiment; Second PAS.**

2. **Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Constatation des produits

L'organisme constate ses produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les cotisations sont comptabilisées dans la période à laquelle elles se rapportent.

Apports reçus sous forme de service

Des bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider l'organsime à assurer son fonctionnement. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se comportent de l'encaisse et des débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et frais courus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organsime consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Subventions

Les revenus de subventions sont considérés gagnés en fonction des frais engagés et des prévisions approuvées par les bailleurs de fonds.

Les produits d'intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels suivants:

	Taux
Équipement informatique	30%
Mobilier de bureau	20%
Bâtiments	40 ans linéaire

3. Débiteurs

	2017	2016
Subventions à recevoir	20 283 $	19 808 $
Réalisation – projet	-	38 441
Autres montants à recevoir	16 112	8 037
Dépôt sur service	1 000	1 000
TPS et TVQ à recevoir	7 054	27 614
	44 449 $	94 900 $

4. Immobilisations

	2017		2016	
	Coût	Amort. Cumulé	Coût	Amort. Cumulé
Bâtisse Ste-Brigide	529 065 $	39 681 $	529 065 $	26 454 $
Bâtiment Relais du PAS	1 955 408	85 549	1 955 408	36 664
Terrain	36 180	-	36 180	-
Mobilier de bureau	68 529	38 887	68 529	31 476
Équipement informatique	11 976	8 768	11 976	7 393
	2 601 158 $	172 885 $	2 601 158 $	101 987
Valeur nette		2 428 273 $		2 499 171 $

5. Dons des Fondations

La corporation a reçu ses principaux dons des Fondations suivantes :

La Fondation J.A. De Sève, pour supporter la mission générale de l'organisme pour un Montant de 75 000 $

La Fondation Marcelle et Jean Coutu, pour un montant de 25 000 $ affectés à la sécurité alimentaire.

La Fondation J. Armand Bombardier, 10 000 $, pour supporter les actions de la corporation.

6. Apports reportés

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe sont destinés à des projets, et un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent pour la réalisation de projets. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2017	2016
Solde au début	100 000 $	120 000 $
Montant reçu au cours de l'exercice	75 000	75 000
	175 000	195 000
Montant constaté à titre de produit au cours de l'exercice	75 000	95 000
Solde à la fin	100 000 $	100 000 $

7. Dette à long terme

	2017	2016
Montant original de 1 269 214 $, date d'échéance le 1 juillet 2020, taux d'intérêts de 3.245%, paiements mensuels, capital et intérêts de 5 044 $	1 235 670 $	1 256 013 $
Portion à court terme	20 400	20 070
Solde à la fin de l'année	1 215 270 $	1 235 943 $

8. État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile pour une meilleure compréhension des états financiers.

LE PAS DE LA RUE

RÉSULTATS NON CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017	2016
PRODUITS		
Fondation J.A. de Sève	75 000 $	75 000 $
Fondation L'oeuve Léger	18 000	-
Fondation Marcelle et Jean Coutu (note 5)	25 000	25 000
Fondation J. Armand Bombardier	10 000	20 000
Fondations diverses	48 298	47 720
Dons	27 761	29 054
Programme SPLI (Fédéral)	67 163	52 134
Programme SOC (Québec)	63 225	43 702
Subvention salariale	7 002	13 347
Subvention Ministère de la Famille (Québec)	47 015	102 755
Subvention Lutte à la Pauvreté	44 224	45 908
Subvention discrétionnaire	1 500	2 000
Amortissement subvention de la bâtisse	13 227	13 227
Activités d'autofinancement et levée de fonds	9 967	357
Revenus activités, services et gestion projet	11 911	9 081
Revenus d'intérêts	343	179
	469 636	479 464
CHARGES		
Salaires et charges sociales	350 052	307 589
Services à la personne (SPLI)	500	112
Frais de copropriété	6 218	-
Électricité	4 168	10 092
Assurances	1 293	2 049
Service clérical, administratif	2 214	2 129
Entretien, réparations et améliorations locatives	22 711	17 941
Télécommunications	3 771	4 261
Logiciels et programmation	2 700	5 174
Fournitures, frais de bureau et équipement de bureau	3 211	7 316
Dépenses d'activités diverses	21 674	18 989
Restauration, activités et services	8 284	10 204
Publicité et promotion	3 090	8 764
Frais de gestion	3 593	-
Frais de déplacements	3 729	4 458
Formation et conférences	2 039	1 636
Vie associative	221	1 776
Cotisations et abonnements	1 078	1 290
Frais bancaires	180	248
Amortissement des immobilisations	22 013	24 237
Honoraires professionnels	6 401	65 911
	427 939	494 176
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits)	41 697 $	(14 712) $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LE RELAIS DU P.A.S.

RÉSULTATS NON CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017 12 mois	2016 9 mois
PRODUITS		
Programme SOC (Québec)	41 201 $	40 712 $
Revenu de location	20 425	18 124
Subvention au logement	90 296	57 156
Subvention S.H.Q.	14 580	10 935
Contribution du milieu – Ville de Montréal	5 374	4 031
Revenus d'intérêts et divers	1 435	14
	173 311	130 972
CHARGES		
Soutien à la clientèle - Salaires et charges sociales	41 201	40 712
Assurances	4 679	-
Honoraires professionnels	10 761	5 897
Services de conciergerie	3 591	4 730
Sécurité – incendie	1 021	287
Ventilation	802	640
Entretien et réparation bâtisse	4 010	-
Entretien et réparation logements	1 329	944
Télécommunications	2 339	1 749
Fournitures, frais de bureau	1 579	785
Chauffage – électricité	13 422	6 147
Taxes municipales	6 823	241
Activités, services aux locataires	620	84
Intérêts sur la dette à long terme	40 131	30 525
Frais de déplacements	223	225
Frais bancaires	419	297
Amortissement – Contribution FQHC	2 799	2 099
Amortissement des immobilisations	48 885	36 664
	184 634	132 026
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits)	(11 323) $	(1 054) $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Re: SIFN - Partenariat de réalisation.docx - Invitation to edit
Dorothy Rhau
A :
ginette.ouimet
2018-03-16 10:54
Masquer les détails
De : Dorothy Rhau <drhau6@gmail.com>
A : ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca

3 Attachments

IBWE_ Partnership SIFN_Partenariat 2018.pdf PROGRAMMATION SIFN 2018 - 2018-03-14_NS.docx

SIFN POSTER FR 4x6.jpg

Bonjour Mme Ouimet,

Voici les documents.
Je suis disponible pour vos questions.

Dorothy Rhau
Présidente
Salon International de la Femme Noire
dorothy@sifn-montreal.com

Garanti sans virus. www.avast.com

2018-03-15 14:15 GMT-04:00 <ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca>:

Bonjour,

Je suis incapable d'accéder au lieu lien.

Pouvez-vous me faire parvenir des fichiers.

Merci.

Ginette Ouimet
Chargée de secrétariat
Cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5531 / Télec.: 514 872-8347
ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

Restez branchés :
Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

De : "Dorothy Rhau (via Google Docs)" <drhau6@gmail.com>
A : ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca
Date : 2018-03-06 00:39
Objet : SIFN - Partenariat de réalisation.docx - Invitation to edit

---

Dorothy Rhau has invited you to **edit** the following document:

SIFN - Partenariat de réalisation.docx

Bonjour Mme Ouimet,

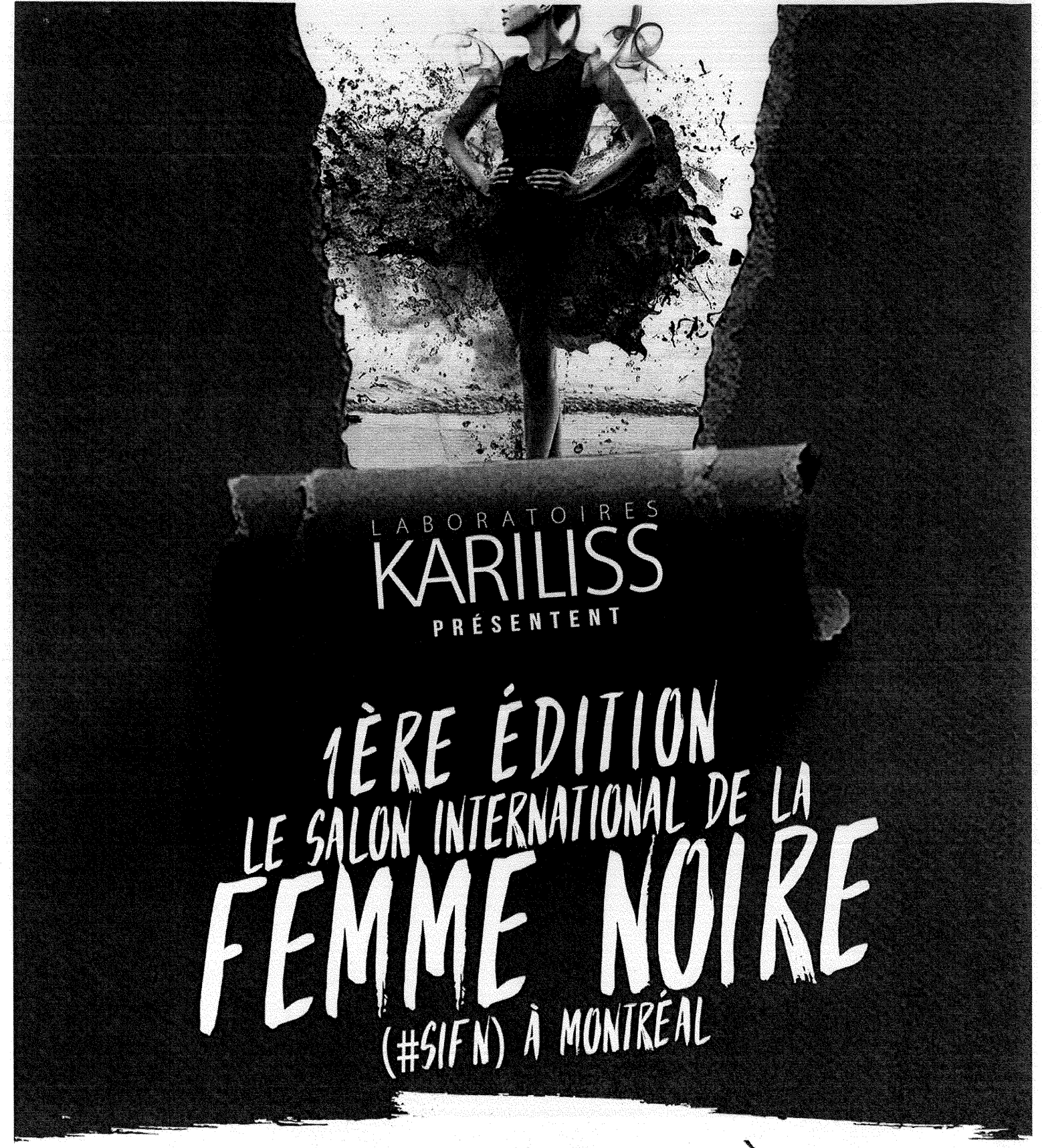
Voici tel que demandé une lettre de partenariat au Salon International de la femme noire. Dans un autre courriel, vous recevrez également une première ébauche de notre programmation. Merci .

Open in Docs

Google Docs: Create and edit documents online.
Google LLC, 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, CA 94043, USA
You have received this email because someone shared a document with you from Google Docs.

Google™

--
Dorothy Rhau
Humoriste, auteure
dorothy@dorothyrhau.com
www.dorothyrhau.com



SAM 2 JUIN 2018 • 9H À 19H

CONFÉRENCES, ATELIERS ET EXPOSANTS

PLACE BONAVENTURE—800 DE LA GAUCHETIÈRE OUEST

BILLETS EN VENTE EN AVRIL 2018

LE SALON INTERNATIONAL

Tour AUDACE

LE SALON INTERNATIONAL DE LA femme noire

PARTENARIAT

Pour la première fois à Montréal, se tiendra le **Salon International de la Femme Noire (SIFN)** le **2 juin 2018**, à la **Place Bonaventure**. Plus de **2000** visiteurs seront accueillis à cet évènement d'envergure.

Le SIFN sera

- Une découverte de l'univers de la femme noire et métissée à travers son regard;
- Une opportunité d'avoir accès à des services ciblés;
- Une ressource pour répondre aux besoins des femmes noires et métissées en tenant compte de leur situation culturelle et socio-économique;
- Un encouragement à la réussite de leur processus d'intégration.



Ce salon permettra également aux visiteurs de célébrer l'apport de la femme noire et métissée d'hier et d'aujourd'hui qui ont pavé la voie vers l'empowerment. Tout comme **Viola Desmond,** première femme noire de l'histoire du Canada, qui figurera sur le billet de banque de 10$ en 2018. Pour sa première édition, le SIFN honorera Mme Desmond et a tenu de choisir un thème en lien avec ce symbole de courage, de force, de détermination et de dignité : **« N'aie pas peur, OSE! ».**

MISSION DU SIFN

Célébrer la femme noire et son influence à travers le temps et les générations!

Insuffler une dose d'estime et de dépassement de soi dont toute femme noire a besoin afin d'accomplir ses ambitions.

N'aie pas peur, OSE!

Quelque chose de mieux t'attend.

FAITS SAILLANTS

Au Canada

- Le Canada figure parmi les pays ayant plus d'immigrants. (Source : Les Nations unies)
- Selon le recensement de 2011, **945 700** s'identifient comme Noirs. (Source: Immigration et diversité ethnoculturelle au Canada)
- D'ici 2031, 1 personne sur 3 sera issue d'une minorité visible au Canada. (Source : Statistiques Canada)

Au Québec

- Le Québec est l'une des 4 provinces canadiennes ayant le plus d'immigrants. (Source : Statistique Canada)
- Lors du recensement de 2006, **188 070** personnes ayant déclaré appartenir à la minorité visible noire ont été dénombrées au Québec. (Source: Portrait statistique de la population noire, recensée au Québec en 2006)
- Au Québec, 1 personne sur 10 étaient issue d'une minorité visible en 2011, dont la population noire représente le plus grand nombre. De plus **52,1%** d'entre eux sont des femmes.
(Source : L'enquête nationale auprès des ménages de 2011)

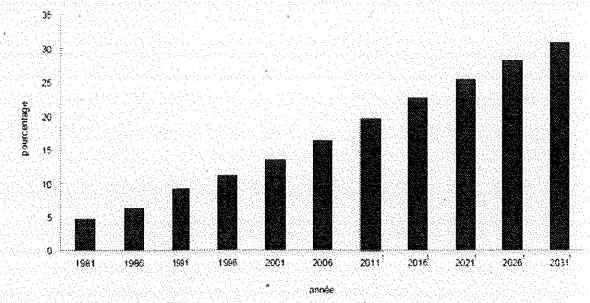
À Montréal

- EN 2012, 1 personne sur 4 était issue d'une minorité visible. (Source : Statistique Canada)
- La population noire se concentre à **89,9%** dans la région métropolitaine de recensement de Montréal. On trouve également **3,1%** des personnes de ce groupe de minorités visibles dans la région de Gatineau et **2,7%** dans celle de Québec.
(Source: Portrait statistique de la population noire, recensée au Québec en 2006)
- Dans l'agglomération de Montréal, la quasi-totalité (**94,7 %**) des membres de cette population habitent dans la ville de Montréal. (Source: Portrait statistique de la population noire, recensée au Québec en 2006)

Prospections

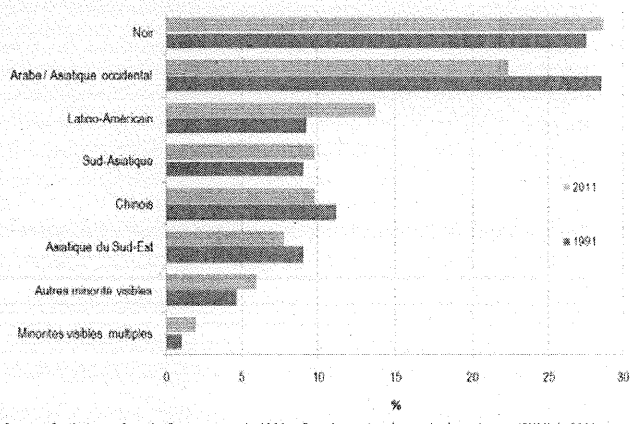
- D'ici 2031, les minorités visibles d'aujourd'hui constitueront une majorité dans les grandes métropoles dont Montréal. (Source : Statistiques Canada)
- D'ici 2030, au Canada, **70%** de l'augmentation des dépenses proviendra des minorités visibles. (Source : CIBC World)
- En 2001, le pouvoir d'achat des minorités visibles au Canada était à **76** milliards de dollars/an. Aujourd'hui, ce pouvoir d'achat serait de l'ordre de **90** milliards de dollars. (Source : Firme de recherche Environics)

GRAPHIQUE 1 **Proportion de femmes de minorités visibles, Canada, 1981 à 2031**



Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 1981 à 2006; et Statistique Canada, Projections de la diversité de la population canadienne, 2006 à 2031, produit no 91-551-X au catalogue.

GRAPHIQUE 2 **Population de minorités visibles selon le groupe d'appartenance, Québec, 1991 et 2011 (en %)**



Source : Statistiques Canada, Recensement de 1991 et Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011

Les communautés culturelles consomment une multitude de produits et de services qui s'adressent à tous sans exception, d'autres nécessitent une adaptation profonde pour répondre aux attentes actuelles ou à des besoins latents.

Malgré une politique intégrationniste des autorités québécoises et canadiennes, les femmes noires se sentent discriminées par la difficulté de consommer et d'avoir des services particuliers adaptés à leur appartenance ethnique.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

EXPOSANTS	**ATELIERS INTERACTIFS**	**CONFÉRENCES**
DÉGUSTATION	**PERFORMANCES ARTISTIQUES**	



Le SIFN sera divisé en TROIS ZONES :

ZONE **NANA BENZ** (EXPOSANTS)	ZONE **SOUS LE BAOBAB** (DÉTENTE)	ZONE **WALK THE TALK** (CONFÉRENCES ET ATELIERS)

La Zone Nana Benz (exposants) sera subdivisée en SEPT QUARTIERS :

BEAUTÉ ET MODE	**ARTS ET CULTURES**	**SANTÉ**
AFFAIRES, CARRIÈRES ET ÉDUCATION	**MODE DE VIE**	**MASCULIN**
	TECHNOLOGIE	

LES AMBASSADEURS

Bianca LONGPRE
Caroline CODSI
Nadège St-PHILIPPE
Anne-Lovely ETIENNE
Hadeur NALAYEH
Tifany MOREIRA

LE BUDGET DE PRODUCTION PRÉVISIONNEL

ESPACE	10 000 $
COMMUNICATION	5 000 $
MARKETING-PROMOTION	5 000 $
LOGISTIQUE	5 000 $
TOTAL	**25 000 $**

POURQUOI ÊTRE PARTENAIRE?

- Une opportunité de **COMPRENDRE** et de **RENCONTRER** plus de 2000 femmes afro-québécoises et afro-canadiennes ;
- Pour **AUGMENTER** votre notoriété et votre chiffre d'affaire ;
- Pour **PROMOUVOIR** votre marque, vos produits et vos services auprès d'une clientèle ciblée et attrayante possédant un réel pouvoir d'achat ;
- Pour **ASSOCIER** votre image à la diversité ;
- Pour **BÉNÉFICIER** d'une visibilité immédiate ainsi qu'une validation de marché sur le terrain ;
- Pour **CONTRIBUER** à la reconnaissance, l'empowerment et l'essor social, économique des femmes noires et métissées.

FORFAITS DE PARTENARIAT

OPTION
REINE DE SABA
10 000 $

- Être annoncé comme partenaire principal, présentateur de l'événement
- 1 page dans le guide Bienvenue
- Vótre brochure de publicité dans le sac des visiteurs
- Votre logo sur le sac de l'événement
- Nom ou logo de votre entreprise sur le T-shirt de l'événement

La reine de Saba est mentionnée dans des récits bibliques, coraniques et hébraïques comme ayant régné sur le royaume de Saba, qui s'étendrait du Yémen au nord de l'Éthiopie et en Érythrée.

VISIBILITÉ

- Avoir un espace de 20pi x 20pi
- Place de choix au SIFN
- 10 minutes de parole durant l'évènement
- Logo sur le site internet et mention sur nos médias sociaux
- Avoir votre logo à l'entrée et sur la scène principale de l'événement

AUTRES PRIVILÈGES

- 4 entrées gratuites pour le SIFN et le stationnement (1 journée)

OPTION
REINE ANACAONA
8 000 $

- 1/2 page de publicité dans le guide Bienvenue
- Votre brochure de publicité dans le sac des visiteurs
- Votre logo sur le sac de l'événement

Anacaona, née en 1474 et morte en 1503 ou 1504, est une cacique du Xaragua à Hispaniola (Haïti). Anacaona fut surnommée Fleur d'or, en raison de son extraordinaire beauté. Elle se distingue également par son intelligence et son talent pour la poésie.

VISIBILITÉ

- Avoir un espace de 10pi x 20pi
- Être à l'entrée comme première entreprise au SIFN
- Logo sur le site internet et mention sur nos médias sociaux

AUTRES PRIVILÈGES

- 3 entrées gratuites pour le SIFN et le stationnement (1 journée)

FORFAITS DE PARTENARIAT

OPTION **KIMPA VITA**

5 000 $

- Votre brochure de publicité dans le sac des visiteurs
- 1/4 page de publicité dans le guide de Bienvenue

Kimpa Vita, née entre 1684 et 1686 à Mbanza Kongo et morte le 2 juillet 1706, est une prophétesse Kongo, fondatrice et dirigeante du mouvement antonianiste, qui lutta pour le retour au monothéisme.

VISIBILITÉ
- Avoir un espace de 10pi x 10pi
- Logo sur le site internet et mention sur nos médias sociaux

AUTRES PRIVILÈGES
- 2 entrées gratuites pour le SIFN et le stationnement (1 journée)

OPTION **MADAME C J WALKER**

2 500 $

- Votre brochure de publicité dans le sac des visiteurs
- 1/4 page de publicité dans le guide bienvenue

Madame C.J. Walker, née le 23 décembre 1867 dans la paroisse de Madison en Louisiane et morte le 25 mai 1919 à Irvington, New York, est une femme d'affaires afro-américaine en soins capillaires. Première femme afro-américaine millionnaire.

VISIBILITÉ
- Avoir un espace de 10pi x 10pi
- Logo sur le site internet

AUTRES PRIVILÈGES
- 1 entrée gratuite pour le SIFN et le stationnement (1 journée)

OPTION **VIOLA DESMOND**

(À LA CARTE)

Viola Desmond née le 6 juillet 1915 et décédée le 7 février 1965, est une femme d'affaires canadienne célèbre pour son action contre la ségrégation raciale dans la province de Nouvelle Écosse, au Canada. Viola Desmond a été choisie par le ministre des Finances pour figurer sur le prochain billet de 10 $ canadien destiné à la circulation courante.

LE SALON INTERNATIONAL DE LA femme noire

POUR RENSEIGNEMENT OU INFORMATION

Veuillez communiquer avec Madame Dorothy RHAU
aux coordonnées suivantes :

438-765-9567

514-221-4836

@ info@sifn-montreal.com

	SCÈNE OSE / DARE		SCÈNE FONCE / GO		SCÈNE BRILLE / SHINE	SALON
9h – 10h30	**Panel de discussion** ***Faire jaillir les « Hidden Figures » en STEM* vers la lumière*** **** Science, Technologie, Génie et Mathématiques*** ***Make the « Hidden Figures » in STEM* shine into the light!*** **** Science, Technology, Engineering and Mathematics*** Avec / With 1. Mae Jemison Astronaute de la NASA (A, USA) 2. Christine Souffrant AI Startup expert (A, USA) 3. Gina Thésée Chaire UNESCO de recherche en éducation, didactique des sciences (F/A Mtl) 4. Kerline Joseph Projet SAGA Haiti (F Mtl) 5. **Nadine Beauger** IRICoR (F/A Mtl) 6. **Balanda Atis** Chimiste L'Oréal (A, USA) 7. Chief Jewish hospital african origin ?(nom CK) 8. Boso…UBER 9. Pamela Haiti application… Sujets • Pourquoi si peu de femmes noires en sciences? • Les représentations de la sciences découragent-elles les femmes noires ? • Quels sont les faux-préjugés des sciences • Sciences médicales vs Fondamentales • Comment promouvoir les sciences auprès de la jeunesse? [redacted]**Martine St-Victor** (Commandite ou partenariat avec le Centre des Sciences de Mtl? Contact de NS: François-Nicolas Pelletier intéressé par le sujet)	10h – 11h	**Atelier** ***Lecture d'extrait de pièce de théâtre : Bibish de Kinshasa*** Avec / With **Marie Louise Bibish Mumbu** Journaliste et Femme de lettres (Mtl, F) 20 min ***La présence de la femme noire dans la littérature*** Avec / With 1. **Edwidge Danticat** Écrivaine, Récipiendaire du Neustadt Prize for Litterature 2018 (A/F USA) 2. **Marie-Célie Agnant** Écrivaine et Poète Thèmes : exclusion, racisme, condition des femmes (F Mtl) 25 min Questions 15 min Modératrice : **Tina Mpondani (Mtl, A/F)** Ventes et signature de livres Club de lecture ???	10h30-11h30	**Atelier** ***Santé féminine*** ***Health check : prevent rather than repair*** Avec /With • **Agnès Milard** (F Mtl) Nutritionniste clinicienne Sacré-Coeur (Onco diabète Poids) 15 min • **Martine Bernard** (F Mtl) Obstétricienne-Gynecologue Hôpital Maisonneuve Rosemont 15 min • **Drea wheeler** Fitness expert, celebrity trainer (A/F Mtl) **sexologue ?? (DR)** **apparence physique** 15 min Questions : 15min Animatrice : **Nathalie Sanon** Sujets • Les aliments pour rester en Santé • Santé et hygiène féminines • L'activité physique pour une meilleure prévention (Commandite d'un centre fitness pour femmes ex : Fitness Cardio, Énergie Cardio, Kardiologik…)	

Commentaire [N1] : On devrait plutôt appler ça Table-ronde ou panel de discussion, on ne demande pas aux gens de préparer une conférence....

Commentaire [N7] :

Commentaire [N5] : Attention: cette pièce date de 2015 et le livre 2008 environs... Préférable de trouver plus actuel. Pièce adaptée au Salon

Commentaire [N8] : Trouvée sur LinkedIn

Commentaire [N9] : Trouvée par Google

Commentaire [N6] : Que veut-on dire par là?: à titre d'auteur ou de protagoniste?

Commentaire [N10] : Drea est une prof de fitness mais est-elle aussi en mesure de fournir des conseils liés à la Santé?

Commentaire [N2] : Que veut-on dire par là?

Commentaire [N3] : Je n'entrerais pas dans ce débat car mêmes dans les sciences médicales il n'y a en pas tant que ça, outre les sciences infirmières... En 1h30 il y a bien d'autres sujets plus importants à aborder.

Commentaire [N4] : Pourquoi Martine en bleu ciel?

11h-12h30	Panel de discussion ***Le féminisme: où en est le combat des femmes noire?*** ***Feminism : how are Black women coping?*** Avec /With 1. **Amandine Gay** cinéaste afro-féministe (F, Mtl) 2. **Vivian Barbot** Ex-politicienne féministe et syndicalise, âge mûr (Mtl, F) 3. **Rokhaya Diallo** Journaliste, réalisatrice, écrivaine, militante (F, France) 4. **Robyn Maynard** feminist writer, activist educator. Race/gender-based violence (Mtl A) 5. **El Jones** Poète, activiste racisme (A, Halifax) 6. **Marlihan Lopez** Afro-féministe, Vice-présidente Féd Femmes Qc, Mvnt BLM 7. **Patrisse Cullors ou Janaya Khan** Anti-racism and Trans Activits Black Lives Matter (A Toronto) 8. **Njoki Wane** Professor Black femiinism, Social justice (U Toronto, A) 9. **Annette Henry** Professor race, class and gender issues (UBC, A/F) 10. **Dalila Awada** Droits des femmes en général et des musulmanes (UQAM, F) 11. **Diane ..Oo** **Animatrice: Stéphan Soumah (DR)** Sujets • Les jeunes sont-elles capables de se dire féministes ? • Qu'est-ce que le féminisme ? • La relève du mouvement féministe : qu'en pensent les pionnières du mouvement? • L'Afro-féminisme:un double-combat race/sexe	11h30-12h30	Atelier ***Les finances pour les nuls*** ***Finances for dummies*** Avec / With • **Roselyne Mavungu** Financement alternatif 15 min • **Itifo Angoulou** (impact femmes finances, board du ACM) CIBC Financement personnel 15 min • **Sylvie Gasana** (femme essor) Investissement 15 min Questions 15 min Modératrice : **Wendy Damas** (Commandite Banque TD ? CIBC ?? Très présente dans les événements Black)			
13h00-13h30	Allocution Présidente du SIFN Avec /With • **Dorothy Rhau**					

Commentaire [N11] : Il devrait y avoir au moins 30min entre 2 conf

Commentaire [N12] : est-ce nécessaire, peut être péjoratif... attention à celles qui ne se considèrent pas féministes

Commentaire [N13] : autre titre

Commentaire [N14] : présidente du crédit communautaire alternatif professionel...du Québec ??

Commentaire [N15] : financement autrement que par les banques: ex tontines pour conn

13h30 -15h	Panel de discussion ***Les Femmes noires en politique : oser à la Olivia Pope!*** ***Black Women in politics : dare like Olivia Pope!*** Avec / With 1. **Dominique Anglade** Vice-Première Ministre du Québec (A/F Mtl) 2. **Maxine Waters** Représentante du gouvernement californien (USA , A) 3. **Yolande James** Ex-Ministre du gouvernement du Québec, analyste politique médias (A/F Mtl) 4. **Celina R. Caesar-Chavannes** Membre du Parlement du Canada (à solliciter aussi pour cheveux, et pour science!) (A/F, Canada) 5. **Marjorie Michel** Directrice des affaires parlementaires (F, Mtl) 6. **Madwa-Nika Cadet** (F, Mtl, jeune) 7. **Sadia Grohubé** (Mtl, F, vision internationale) 8. **Natasha Pierre** (juge… **Animatrice: Maya Jonhson** Sujets • Le plafond de verre est-il toujours présent? • Le racisme/sexisme dans la sphère politique • La contribution de la femme noire à la politique de demain			13h - 14h	Atelier ***Entreprenariat : comment favoriser la croissance de votre entreprise !*** ***Entrepreneurship : how to boost your business !*** Avec / With • **Déborah Cherenfant** Mot d'Elles, Atelier coloré, Prix Y des Femmes, Entrepreneure communautaire (F/A Mtl) 15 min • **Nadine Spencer** Brand EQ group, Marketing, branding, communications (A Toronto) 15min • **Elizenda Jean-Claude** Professionnelle RH Bell (F/A Mtl) 15 min Questions 15 min Sujets • Les 5 qualités à posséder pour se lancer en affaire • L'importance des RH et du branding • Comment passer outre les stéréotypes défavorables **Animation : ???**	
15h30-17h	Panel de discussion ***La course folle des cheveux de la Femme noire*** ***Black Woman's crazy battle with her hair*** Avec / With 1. **Camille Friend** Head Hairstylist for movie Black Panther 2. **Nancy Falaise** Entrepreneure spécialiste en cheveux naturels (Mtl, F) ~~3. **Aïssa Maïga** Actrice cinéma, afro féministe (France, F)~~	14h-15h	Atelier ***Le mouvement #Moiaussi : informations pratiques. #Et maintenant ?*** ***The #metoo movement: helpful tips. #Timesup ?*** Avec / With 1. **Marlihan Lopez** V-P Fédération des Femmes Québec (F, Mtl) 2. **Catherine Lanza** Centre Aide Lutte contre les Agressions à caractère			

Commentaire [N17] : titre plus

Commentaire [N18] : trop vue, need a change!

Commentaire [N16] : Contact de Stéphanie Raymond-Bougie

Commentaire [N19] : Est-ce qu'on élargit à tout ce qui est violence conjugale....toutes agressions

Commentaire [N20] : contact Nat, habitués donner des talks, met at CHUSJ 514-684-2198 info@calacsdelouest.ca

	4. Rockaya 5. Achaïa Maguy Saget Entrepreneure salon de beauté (Mtl, F) 6. **Coiffeur de Joeline Robert Allicock? (DR)** 7. **Blogueuse cheveux noir ? (CK)** 8. **Canadienne black TO ??** Sujets • Assumons-nous nos cheveux ? • Nous tirons-nous dans le pied en se censurant la tête dans nos vies professionnelles? • L'entreprenariat du cheveux: rentable ou non ? Animatrice : **Nadine Alcindor** Commandite ou partenariat : Zeeta (fashion contributor Breakfast television) N.B. Discussion constructive et pas de guéguerre naturel vs chimique		sexuel CALACS (F/A Mtl) 3. **Robert Seymour Wright** Social worker in Trauma Sexual Violence (A Halifax MALE) 4. **Jenny Ingrid Lebounga Vouma** Sexologue OU 5. **Myriam Solon** Sexologue 6. **Aïda Annick N'Diaye** Psychologue victimes d'agression sexuelle 7. Avocate droit criminel ? Michèle Turenne ? 8. Representant de la DPJ? 9. Autre jeune Moderatrice : travailleuse sociale ?? Sujets • Qu'est-ce qui constitue une agression ? • Dénoncer ou pas l'agresseur? • Comment reprendre sa vie en main ? Animatrice : **Dorothy Alexandre ?**			
17h30-19h30	Conférence plénière ***Sujet à déterminer / Subject TBD*** Avec / With One of the following • **Oprah Winfrey** • **Chimamanda Ngozi** Écrivaine • **Angélique Kidjo** Chanteuse et activiste • **Angela Davis** Scholar and Activist • **Solange Knowles** Chanteuse engagée • **Christine Souffrant** Animatrice : **Dorothy Rhau ?**					

Commentaire [N21] : Touchy subject for the only male in schedule! not the omly one. Viens apporter la perspective des hommes

Commentaire [N22] : jennyvouma@gmail.com ou 514-702-0617

Commentaire [N23] : myriam.solon@emissaire.ca, 450-651-9229

Commentaire [N24] : Trouvée Google. 514 375-4505 http://linkedin.com/in/aida-ndiaye-b7316511a aida.n.psychologue@gmail.com

Commentaire [N25] : ?? On ne prend plus Anne-Lovely?

LE SALON INTERNATIONAL DE LA femme Noire

A l'attention de Madame Cathy Wong
Conseillère de la Ville de Montréal
District Peter-McGill
Arrondissement Ville Marie

Montréal le 23 janvier 2018,

Objet: Demande de financement pour le Salon International de la femme Noire (SIFN)

Mme Wong,

Suite à l'envoi du dossier de partenariat, nous aimerions solliciter votre appui financier pour l'organisation du tout premier **Salon International de la Femme Noire** qui aura lieu dans votre arrondissement Ville Marie, les 2 et 3 juin 2018, à la Place Bonaventure.

Nous aimerions que vous nous souteniez pour les frais de location de la Place Bonaventure (12 000$ plus taxes) afin de nous permettre de miser plus grandement sur la qualité de l'évènement. Nous attendons près de 2000 personnes qui bénéficieront de conférences et d'ateliers interactifs offerts dans les deux langues. Pour cela, nous inviterons des oratrices notoires dans leurs champs de compétences respectifs.

Votre appui constituera plus qu'un soutien financier. Ce sera une contribution à un héritage légué aux femmes noires et, à la société québécoise. Le Salon International de la Femme Noire se veut être la référence mondiale à Montréal.

Mes sincères amitiés,

Dorothy Rhau
Présidente
Salon International de la Femme Noire.

Contact : Dorothy Rhau, drhau6@gmail.com, Tél : 438-765-9567

Sans Oublier le Sourire

DIFFÉRENTS COMME TOUT LE MONDE

Valérie Plante
Mairesse Arrondissement Ville-Marie

26 février 2018

Bonjour madame Plante,

Sans Oublier le Sourire est un organisme à but non lucratif qui promeut l'apport et le rôle social des personnes ayant une déficience intellectuelle dans la société. Nous travaillons sur différents axes, centre d'activités de jour en contexte communautaire intégré, programmation d'activités sportives en milieu intégré; activités de sensibilisation dans les milieux scolaires et activités de promotion pour un public large et diversifié.

C'est dans le cadre du volet promotion que je vous contacte aujourd'hui. Fidèles à la tradition, nous souhaitons profiter de la Semaine Québécoise des Personnes Handicapées pour offrir un événement **inclusif**, festif et coloré sur la Place Émilie-Gamelin !

L'évènement est devenu un évènement phare de la SQPH (semaine québécoise des personnes handicapées), et un rassemblement bien enregistré dans la tête des gens qui le fréquentent depuis 12 ans. Toutes les semaines de l'année, les gens nous parlent de cette grande fête, on reçoit des messages de bénévoles potentiels, on nous demande des conseils sur la logistique, notre groupe fait référence au gros party de juin… bref, c'est devenu un incontournable, et bien que compliqué à organiser parfois, un succès garanti! C'est un succès porteur d'impact sur la tolérance, l'inclusion et l'accessibilité!

Nous nous insérerons dans la programmation du Quartier des Spectacles, le **7 juin prochain**. La formule de cette année sera axée sur la danse… en plus d'un spectacle sur la scène, il y aura des ateliers de mouvements et des activités relatives au rythme et au mouvement sur le site! Les objectifs de sensibilisation du public sont maintenus en réunissant un public le plus variés possible! Les objectifs de collaboration le sont aussi de par la variété des partenaires, dont plusieurs sont déjà confirmés… notamment le groupe Corpuscule Danse, Les Muses et le Festival Quartier danse (qui animeront des ateliers de danse contemporaines). Bref, le site sera vivant, éclatant et surtout dansant!!!

Sans Oublier le Sourire, 1700 Amherst Montréal, Québec H2L 3L5 tél : (514) 524-6626 cellulaire : (514) 561-6626
Fax : (514) 524-6756 Courriel : sansoublierlesourire@hotmail.com www.sansoublierlesourire.org

En date d'aujourd'hui, les préparatifs vont bon train, le montage financier avance (il reste quelques confirmations à venir), le scénario est fait; nous en sommes à détailler la programmation et à développer nos outils de promotion. Le Quartier des Spectacles, AlterGo , Présence Compassion, Exeko et plusieurs organismes de réseau des personnes handicapées ont confirmé leur présence et leur participation sur divers niveaux.

Sur le site, nous rejoindrons : milieux pré-scolaires (CPE la Sourithèque et org J'me fais une place en Garderie, milieux scolaires (école Marguerite Bourgeoys, Garneau, Pierre Dupuis, François Michelle, Champagnat. etc); milieux associatifs de l'arrondissement Ville-Marie, milieux associatifs des personnes handicapées, AlterGo, grand public ainsi que des travailleurs-ses et décideurs du réseau de la santé/services sociaux. Tous ensemble pour célébrer la différence, la diversité et l'accessibilité!

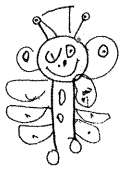
Mme Plante, la contribution que nous vous demandons est de **3000$** pour la réalisation du projet. Je serais ravie de répondre en personne à vos questions, sachez également que nous sommes entièrement disposés-es à mettre de l'avant la contribution de l'Arrondissement, sur le matériel promotionnel, les réseaux sociaux/ site internet et publications ; nous pourrons également accrocher la bannière de l'Arrondissement sur le site.

Vous trouverez en pièce jointe la présentation du projet ainsi que le budget général de l'évènement. Nous mettrons également le cahier des charges demandé par le Quartier des Spectacles à votre disponibilité si vous voulez suivre l'évolution de notre organisation. Pour toute autre information, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous tenons à vous remercier de croire et de soutenir l'événement Différents, comme tout le monde, ce projet est porteur de changements et d'un message inclusif, représentatif de l'Arrondissement Ville-Marie!

Marianne Dessaint

Sans Oublier le Sourire, 1700 Amherst Montréal, Québec H2L 3L5 tél : (514) 524-6626 cellulaire : (514) 561-6626
Fax : (514) 524-6756 Courriel : sansoublierlesourire@hotmail.com www.sansoublierlesourire.org



Sans Oublier le Sourire

DIFFÉRENTS COMME TOUT LE MONDE

Marianne Dupéré
Coordonnatrice

Sans Oublier le Sourire, 1700 Amherst Montréal, Québec H2L 3L5 tél : (514) 524-6626 cellulaire : (514) 561-6626

Fax : (514) 524-6756 Courriel : sansoublierlesourire@hotmail.com www.sansoublierlesourire.org

Sans Oublier le Sourire
présente
Différents comme tout le monde
« À chacun son rythme! »
7 juin 2018
À la Place Émilie-Gamelin

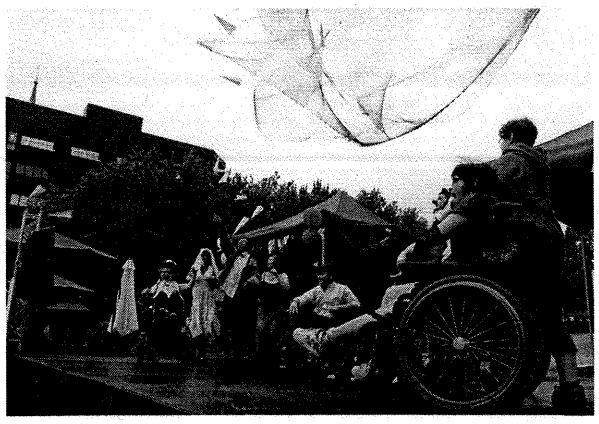
Pour une douzième année, Sans Oublier le Sourire présente Différents comme tout le monde. Cette grande fête annuelle vise à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées au sein de la population. Les activités animées par les organismes partenaires, la musique qui fait danser les foules, le fameux BBQ et ses hotdogs pour tous, le théâtre de rue, ... ont fait de ce grand rassemblement une fête rimant avec solidarité, inclusion et tolérance. Cette année, le thème est **«À chacun son rythme !»**

L'évènement de cette année tournera autour de la danse et du rythme ! Sur la scène et sur le site tout sera dansant ! Des partenariats sont déjà établis notamment avec le groupe Corpuscule Danse qui animera des ateliers de mouvements en plus de performer sur la scène en présentant leur tout nouveau projet ! Break-dance, Bollywood, claquettes, danse en ligne, danse africaine. La diversité des styles et des profils des danseurs ajouteront à l'esprit de l'évènement !

Activités et animations lors de l'évènement:

- Prestations et animation de site
- BBQ (distribution gratuite de hot-dogs)
- Plancher de danse
- Tapis rouge et photo
- Ribambelle style : Giacometti
- Ateliers de danse intégrée
- Kiosques et présentations
- Exposition photos sur le thème

(expo de 2 semaines sur le site; photos sur le thème de la danse intégrée.)



PARTENAIRES confirmés dans le projet
(activités sur place, organisation...)

- Quartier des Spectacles
- OPHQ
- Centre Communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie
- Association communautaire et sportive Centre-Sud
- Autisme Montréal
- J'me fais une place en Garderie
- AMDI (Association de Montréal pour la Déficience Intellectuelle)
- Gang à Rambrou
- CRADI (Comité Régional en déficience intellectuelle)
- Mouvement PHAS
- AlterGo
- Archipel de l'Avenir
- Rêvanous
- École Marguerite Bourgeoys
- ...



Services :

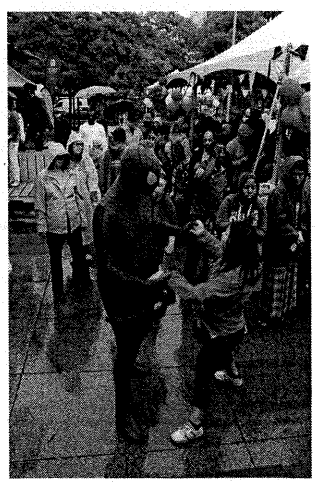
- lieu accessible
- 4 toilettes (adaptées)
- Service d'accompagnement (PIMO)
- Débarcadère Transport Adapté (RUTA)
- Eau (commandite Amarro)
- Secouristes
- Matériel de promotion de la Semaine Québécoise des Personnes Handicapées
- Exposition

Public cible :

- Milieu associatif du réseau des personnes handicapées
- Réseau de la Santé, Services sociaux
- Groupes communautaires du quartier (groupes de femmes, ainés, diversité culturelles, adolescents, etc)
- Écoles primaires du quartier
- Écoles spécialisées
- Population générale
- Utilisateurs de la Place Émilie-Gamelin







Montréal, le 26 février 2018

REÇU LE

0 2 MARS 2018

Madame Cathy Wong,
Conseillère municipale Petre-McGill

Madame Valérie Plante
Mairesse de l'Arrondissement Ville-Marie,

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller municipal Ville-Marie- Saint-Jacques

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère municipale Ville-Marie

Objet : Demande de soutien financier

Chère Madame la Mairesse, chers conseillers municipaux,

Depuis plus de vingt-cinq ans, Sentier urbain s'investit à susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social. L'organisme connaît un essor croissant et augmente sa reconnaissance au sein de la communauté grâce à sa contribution significative dans le développement écoresponsable des individus, la participation citoyenne, la sensibilisation environnementale, et la mobilisation et l'affiliation des personnes marginalisées.

Afin de pérenniser ses actions auprès de la communauté et de consolider ses liens avec les partenaires institutionnels et communautaires, Sentier Urbain soulignera son 25e anniversaire. Différents événements seront réalisés durant la saison 2018 auprès des citoyens pour prendre fin le 7 novembre prochain, une journée dédiée à ses partenaires. L'organisation et la gestion de ces événements engendrent des coûts substantiels. Ainsi, nous nous permettons de solliciter votre collaboration pour une somme de cinq mille dollars découlant de votre budget discrétionnaire.

En vous remerciant à l'avance de l'intérêt que vous portez à notre action sociale et environnementale dans l'Arrondissement Ville-Marie, veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre Dénommé,

Directeur général

Sentier Urbain
1710, rue Beaudry, local 3.10, Montréal (QC) H2L 3E7 • Téléphone : (514) 521-9292 • Télécopieur : (514) 596-7093
info@sentierurbain.org • www.sentierurbain.org

25ème anniversaire
Sentier Urbain
Clôture du 7 novembre 2018

Plusieurs événements souligneront les 25 ans de Sentier Urbain durant la saison 2018. Toutefois l'événement majeur sera la clôture de notre 25eme anniversaire, **le mercredi 7 novembre à l'écomusée du Fier Monde**.

Cet événement sera une occasion unique de rencontrer l'ensemble de nos partenaires, et de pérenniser ces relations qui font la force de notre organisme.

Nous souhaitons, à travers cet événement, rassembler et démontrer la volonté commune à travailler au rayonnement de Montréal aussi bien sur le plan environnemental que social.

Il sera ponctué par différents moments forts :

- Élocutions du président et du directeur
- Témoignages
- Une exposition photos et vidéos
- Et d'autres surprises

La somme demandée, d'un montant de 5000$, nous permettrait la concrétisation de cet événement.

Ci-dessous les détails : Ce calcul a été fait sur une base de 150 invités.

Quoi	Prix ($)
Location de la salle de l'Écomusée du Fier Monde	800 $ (4h) (Après les 4h tarification à l'heure supplémentaire)
Buffet froid et chaud	2000
Rafraichissements	1100
Animateur	400
Photographe	200
Cadeaux corporatifs	500
TOTAL	**5000**

Nous restons à votre disposition pour toute demande d'information complémentaire.

Montréal

RE: Demande - Gala Social : innover d'une manière simple
Robert BEAUDRY A : Juliana Mendonça 2018-03-26 11:39
Envoyé par : Mélanie FAUCHER
Cc : Ginette OUIMET, Robert BEAUDRY

Madame,

Au nom de Monsieur Beaudry, nous accusons réception de votre invitation et votre demande de soutien financier.

Soyez assuré que vos demandes seront portées à son attention et nous communiquerons avec vous dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'accepter nos cordiales salutations.

Mélanie Faucher
Adjointe/
Robert Beaudry
Conseiller de la ville - District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
Développement économique et commercial
Relations gouvernementales

Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est, bureau 2.114
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Tél.: 514-872-1116
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca

Juliana Mendonça *Bonjour M. Robert Beaudry et Mme. Mélaine Fauc... 2018-03-26 11:34:49

De : Juliana Mendonça <chargedeprojetslsj@gmail.com>
A : robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca
Date : 2018-03-26 11:34
Objet : Demande - Gala Social : innover d'une manière simple

Bonjour M. Robert Beaudry et Mme. Mélaine Faucher,

L'organisme - Loisirs St-Jacques (LSJ) - travaille depuis plus de 50 ans pour qui la future génération puisse avoir des meilleures opportunités de vie. De cette façon, chaque famille peut compter sur nos services pour les jeunes.

Nous sommes un organisme situé dans les Habitations Jeanne-Mance qui propose des logements aux résidents à faible revenu. Nous offrons essentiellement des activités sportives, culturelles et sociales aux jeunes résidents âgés entre 6 à 17 ans. Il s'agit des jeunes issus de milieux

défavorisés et de communautés culturelles diverses (70 ethnies différentes). Nos valeurs sont : égalité, respect, action et prévention – anticiper les problématiques liées à l'isolement, à la violence et au décrochage scolaire.

L'objet de notre demande est lié à notre première Gala Social !!!

***Nom du Projet**

Gala à notre façon: en faveur du social

***Objectifs visés par le projet :**

- Montrer nos projets et leurs résultats à la communauté et à nos partenaires (gouvernance et transparence);

- Renforcer les liens sociaux entre la communauté et les échanges sociaux ;

- Récompenser les jeunes de notre programme Élève-Athlète qui ont participé à la formation de soccer, ont participé au programme de l'aide aux devoirs, et qui ont eu un bon cheminement scolaire aussi.

***Quels besoins ce projet comble-t-il dans le milieu :**

Le projet rassemble plusieurs publics, alors, il fonctionne comme un lien social que fortifie notre travail en faveur du développement physique, psychologique et social des jeunes d'un milieu défavorisé.

***Quelles seront les retombées pour le milieu :**

Offrir une expérience spéciale à la communauté parce que nous voulons rassembler les agents sociaux du milieu, nos partenaires, les jeunes et leurs familles. **Ce sera un rencontre pour échanger des expériences et des apprentissages.** Enfin, nous organiserons une Gala Social pour faire connaître et faire valoriser les projets des Loisirs St-Jacques, le seul organisme jeunesse sur le territoire du faubourg Saint-Laurent.

***Demande :** le Gala est un événement gratuit car il sera au Parc Toussaint-Louverture, un espace public au cœur des Habitations Jeanne-Mance et proche de nos installations. Les jeunes des LSJ et leurs familles viennent d'un contexte défavorisé. Le Gala Social c'est une nouvelle initiative des LSJ, alors les défis sont grands. Nous aimerions avoir le soutien de l'arrondissement

Ville-Marie pour nous aider avec une partie des coûts liés au buffet. Nous voulons faire un partenariat avec le Resto Plateau (un organisme aussi social) pour les petites bouchées pour tous. Donc, nous demandons 1600 $ d'appui (environs 50% du coût total, sans les boissons. Pour les boissons, nous recherchons des partenaires liés au secteur des supermarchés).

***Invitation :** c'est avec le plus grand des plaisirs que nous vous invitons à notre Gala.

Bouger avec nous pour le social !

Quand et où : le vendredi 4 mai 2018, au Parc Toussaint-Louverture au centre-ville de Montréal, entre 17 h 00 jusqu'à 19 h 00.

Pourquoi ? Afin de vous présenter nos programmes et leurs résultats et renforcer les échanges sociaux.

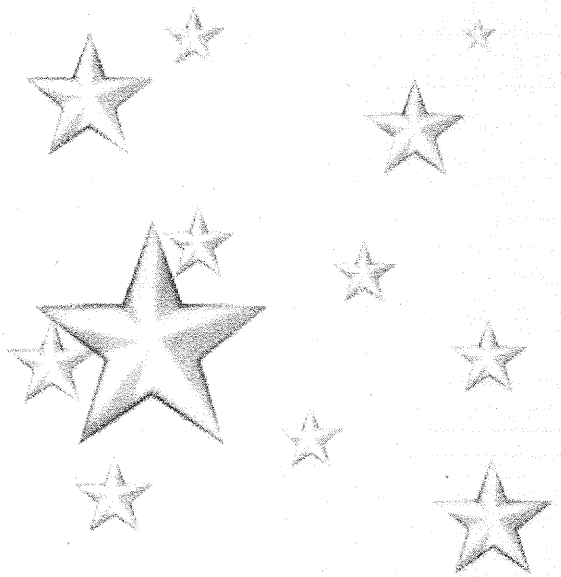
Qui ? Nos partenaires (domaines: public, privé et communautaire), les bénévoles, les jeunes inscrits aux Loisirs St-Jacques et leurs familles.

Quoi d'autres ? Présentation de notre histoire et de nos programmes. Présentation d'un spectacle réalisé par les jeunes des LSJ. Cérémonie pour remettre les bourses aux jeunes sélectionnés du Programme Élève-Athlète. Des activités amusantes pour tous et des petites bouchées délicieuses.

****Partenaires pour les bourses* – La Caisse Desjardins du Quartier Latin (10 bourses), Le Service de Police de la Ville de Montréal (1 bourse), le Magasin Passion Soccer (équipements) et le *Club Sporting* MTL (3 bourses en potentiel).

Nous sollicitons votre générosité et votre soutien pour donner de façon libre et volontaire le jour du Gala. Une boîte pour la collecte des dons sera mise à votre disposition.

Merci de nous aider à faire plus et mieux pour les jeunes. Les jeunes sont des étoiles précieuses pour notre société ! Grâce à vous aussi, ils vont pouvoir briller plus et faire la différence en tan que citoyens engagés pour le futur.



Merci beaucoup pour votre engagement !

Remarque: nous vous demandons de bien vouloir confirmer votre présence avant *le 19 avril 2018* , via notre Facebook, en événement (Loisirs St-Jacques de Montréal) ou via le chargedeprojetslsj@gmail.com

Cordialement,
Juliana M. B. Mendonça
Chargée de Projet
Loisirs St-Jacques
142 Ontario E, app.2
Montréal, Qc H2X 1H1
514-872-8207#2
www.loisirs-stjacques.org

----- Transféré par Ginette OUIMET/MONTREAL le 2018-03-20 16:01 -----

De : Société historique de Montréal <info@societehistoriquedemontreal.org>
A : Félix Gravel <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Robert Comeau <comeau.robert@videotron.ca>, Serge Tremblay <tremblay.spsy@videotron.ca>
Date : 2018-03-20 14:20
Objet : Messe du 376e

Monsieur,

Le 6 mars dernier, nous faisions à M. Robert Beaudry, conseiller de notre arrondissement, une demande de subvention de 2 500 $ pour l'organisation de la messe commémorative du 17 mai 1642 qui précède la fête civique célébrant la fondation de Montréal. En collaboration avec la basilique Notre-Dame et en lien avec la Ville de Montréal, la Société historique de Montréal organise cette messe depuis 1917. C'est le service du protocole qui envoie les invitations officielles, incluant les membres de notre société. Habituellement, nous recevions un montant de 2500 $ pour l'organisation de cette messe. L'an passé, nous avons fait face à un refus bien que cette subvention nous a été accordée exceptionnellement à l'occasion du 375e de Montréal. Comme la fondation de Montréal (17 mai) a été désignée comme événement historique en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, nous espérons avoir la possibilité d'organiser cet événement le 20 mai prochain. L'arrondissement nous a référé à à Mme Christine Gosselin, membre du comité exécutif et responsable notamment de la culture et du patrimoine. Nous n'avons eu aucune nouvelle de Mme Gosselin. Mais lors d'une rencontre de Mme Louise Harel avec M. Benoit Dorais, ce dernier a exprimé son désir qu'on réponde positivement à notre demande et que nous fassions appel à vous pour le suivi de cette demande. Je viens donc vérifier auprès de vous des suites qui peuvent être données à notre demande.

Bien vôtre,

Serge Tremblay, trésorier de la SHM

P.s. Comme je suis au bureau de la SHM qu'un jour ou deux par semaine, vous pouvez me répondre à l'adresse courriel suivante: tremblay.spsy@videotron.ca

----- Transféré par Cathy WONG/MONTREAL le 2018-03-12 12:31 -----

De : Lynn Verge <lverge@atwaterlibrary.ca>
A : Councillor Cathy Wong <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>, Nady Jean-Louis <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-03-08 16:51
Objet : Fwd: Follow Up to Your January Visit - Request for 2018 Grant

Dear Councillor Wong,

Your visit to the Atwater Library on January 9 made a big impression on our organization. The Library team were struck by the initiative you took to become informed about our cause and the appreciation you showed for our value to the community.

In the 2005-2009 term, the Borough of Ville-Marie awarded us substantial project grants for our digital literacy and library home delivery services. Since then, through Peter-McGill Councillors Sammy Forcillo and Steve Shanahan, Ville-Marie gave relatively small grants for everything we do for the Borough.

You told me that the Library may now apply for Ville-Marie Borough funding for the programs and services we provide residents, and that we are eligible to receive more than has been given in the last two terms.

I would now like to apply for the maximum grant for 2018 for the programs and services we provide Ville-Marie residents, institutions and community organizations.

- Free lectures, musical performances, film screenings, book and poetry readings, book discussions -- about 80 free educational and cultural events a year.
- A free Alzheimer Café held one afternoon a month in the Library's attractive reading room in partnership with the Alzheimer Society of Montreal, emulating the successful Western European model, featuring educational programs, live music, refreshments and socializing for people with memory loss, family members and caregivers.
- Help and training in the use of computers and digital devices -- free and low-cost.
- Engagement of seniors in creative digital production, often in partnership with community groups such as Concordia University Ageing, Communication, Technologies (ACT); Concordia University engAGE; Respecting Elders: Communities Against Abuse (RECAA); and Yellow Door.
- Home deliveries of library materials for people in Montreal's western downtown who are unable to come to our building because of infirmity or illness.

Many of the people we serve are striving to live with or overcome challenges:

- Isolated seniors and lonely younger people.
- At-risk youth.
- Unemployed and underemployed people.
- People struggling to cope with digital technology.
- Newcomers to Montreal.
- Refugee claimants staying at the YMCA Residence on Tupper Street next door to us. Most refugee claimants arriving in Montreal are accommodated at the Y Residence.

Our organization is a registered charity with BN 107686388 RR 0001.

Do you need anything more to process the request?

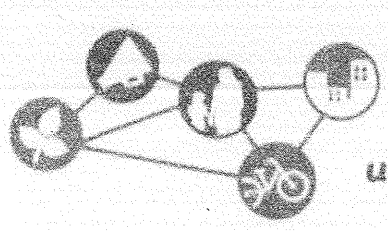
I look forward to hearing back from you.

With best wishes,

Lynn

Bibliothèque et centre d'informatique Atwater
Atwater Library and Computer Centre
À la disposition des Montréalais depuis 1828 - Now in our 190th year

Lynn Verge
Directrice générale / *Executive Director*
1200, avenue Atwater
Westmount (Québec) H3Z 1X4
Métro Atwater, angle des rues Atwater et Sainte-Catherine - au coeur du centre-ville ouest
T: 514-935-7344 Téléc: 514-935-1960



Centre d'écologie urbaine de Montréal

Montréal, 21 mars 2018

Objet : Invitation à prendre part à la 10e édition des Promenades de Jane

Madame, Monsieur,

Au nom du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), nous vous invitons, vos concitoyens et vous, à participer à la 10e édition des Promenades de Jane qui se tiendra les 4, 5 et 6 mai 2018. Organisées par et pour les citoyens avec le soutien du CEUM, elles célèbrent la beauté et la diversité du Grand Montréal et la réappropriation de la ville par la marche. En plus d'être un moment propice et ludique pour rappeler l'importance de la marche, les Promenades de Jane sont un geste actif de citoyenneté et une façon originale de célébrer la ville.

Les Promenades de Jane sont des visites guidées par des citoyens, des élus, des organismes et des bénévoles. Elles se déroulent simultanément dans une centaine de villes à travers le monde pour souligner l'héritage de Jane Jacobs, auteure, militante et philosophe de l'architecture et de l'urbanisme. Elles sont gratuites et ouvertes à tous. En 2017, les Promenades de Jane ont été organisées dans plus de 220 villes à travers 42 pays.

À Montréal depuis 10 ans, 605 Promenades de Jane ont amené 11 220 citoyens à sillonner les rues, les ruelles, les espaces publics et leurs secrets, dans la grande région montréalaise. Chaque année, l'événement est rendu possible grâce à vos dons. Pour faire partie du mouvement et nous aider à mener à bien cette initiative citoyenne, nous vous invitons à faire un don de 100$ pour célébrer la 10e édition des Promenades à Montréal. C'est grâce à votre financement que nous pouvons faire rayonner le grand Montréal lors de cet événement international. Nous vous saurions également gré de partager l'information de notre plateforme web promenadesdejane.com dans vos réseaux afin de permettre aux citoyens de faire partie du mouvement en organisant ou en participant à une Promenade.

Depuis plus de 20 ans, le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) œuvre au développement de milieux de vie à échelle humaine. Notre équipe souhaite continuer à mettre de l'avant des partenariats forts avec les élus municipaux. Ainsi, nous serions plus que ravis de pouvoir marcher la ville avec vous les 4, 5 et 6 mai prochain lors de la 10e édition des Promenades de Jane afin de faire découvrir les secrets du Grand Montréal.

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour obtenir de plus amples renseignements : promenadejane@ecologieurbaine.net - (514) 282-8378 poste 222.

Nous vous prions de recevoir, l'expression de nos salutations distinguées.

Véronique Fournier
Directrice générale

3516 avenue du Parc, Montréal (Québec) H2X 2H7 514 282-8378 www.ecologieurbaine.net

Montréal, 6 mars 2018

M Robert Beaudry
Conseiller de ville du district Saint-Jacques

Objet : Demande de partenariat

Monsieur le conseiller,

C'est avec grand plaisir que la Coalition des familles LGBT vous invite à son 20e anniversaire.

Comme vous le savez, la Coalition des familles LGBT milite depuis 1998 pour la reconnaissance légale et sociale des familles avec parents lesbiens, gais, bisexuels et trans (LGBT) en collaborant avec les organismes gouvernementaux et les médias. Nous travaillons dans le but de favoriser la visibilité de nos familles et d'améliorer les connaissances du public face aux réalités des familles LGBT. Nous sommes le plus grand groupe de défense des droits des familles LGBT au Canada.

Notre organisme a pour principale tâche de former les intervenant.e.s qui travaillent avec les jeunes et les familles. Depuis 2009, avec l'appui du gouvernement du Québec, la Coalition des familles LGBT a réalisé plus de 600 formations, rejoignant plus de 20 000 intervenant.e.s dans 16 régions du Québec afin de les sensibiliser à la nécessité d'intervenir contre et de prévenir l'homophobie, la transphobie et l'hétérosexisme.

La Coalition a plus de 1600 membres-familles partout au Québec, avec une grande concentration de ces familles à Montréal, où se trouve également notre siège social.

Nous avons rencontré Mme Cathy Wong le 5 mars pour explorer la possibilité d'une implication de la Ville de Montréal comme partenaire dans la célébration de notre 20e anniversaire en septembre 2018. Cette célébration soulignera les accomplissements de notre organisme à travers les années pour la défense des droits et l'éducation populaire sur les enjeux LGBT. L'événement aura lieu à l'Agora Hydro-Québec (Hexagram-UQAM, Pavillon des Sciences biologiques (SB), 1Y4, 141 Avenue du Président-Kennedy, Montréal, Québec H2X 3X8) qui est dans votre arrondissement.

Avec la location de l'espace, les spectacles, le technicien de son, le traiteur et le vin, ainsi que la publicité, cet événement nous coutera autour de 20,000$. Étant donné notre budget restreint, nous aurons besoin de votre aide financière.

Nous aimerions aussi voir avec vous la possibilité d'avoir votre présence avec nous dans la célébration de notre 20e anniversaire. Cet événement important aura lieu à Montréal le 29 septembre 2018 à partir de 16h. Nous saisissons l'occasion pour vous lancer une invitation bien à l'avance, étant conscient.e.s de l'horaire bien rempli d'un conseiller municipal.

Veuillez agréer, Monsieur Beaudry, nos salutations distinguées.

--

Mona Greenbaum
Directrice générale
Coalition des familles LGBT
3155, rue Hochelaga, bureau 201
Montréal, QC, H1W 1G4

514-878-7600
info@famillesLGBT.org
www.famillesLGBT.org



----- Transféré par Cathy WONG/MONTREAL le 2018-03-06 12:39 -----

De : Coalition des familles LGBT <info@famillesLGBT.org>
A : <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-03-06 12:05
Objet : Objet : Demande de partenariat

Montréal, 6 mars 2018

Mme Cathy Wong
Présidente du conseil de la Ville
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de partenariat

Madame la Présidente du conseil de la Ville,

Suite à notre rencontre, nous aimerions réitérer avec vous la possibilité d'une implication de la Ville de Montréal comme partenaire dans la célébration de notre 20e anniversaire en septembre 2018. Cette célébration soulignera les accomplissements de notre organisme à travers les années pour la défense des droits et l'éducation populaire sur les enjeux LGBT. L'événement aura lieu à l'Agora Hydro-Québec (Hexagram-UQAM, Pavillon des Sciences biologiques (SB), 1Y4, 141 Avenue du Président-Kennedy, Montréal, Québec H2X 3X8) qui est dans votre arrondissement.

Avec la location de l'espace, les spectacles, le technicien de son, le traiteur et le vin, ainsi que la publicité, cet événement nous coutera autour de 20,000$. Étant donné notre budget restreint nous aurons besoin de votre aide financière.

Nous aimerions aussi voir avec vous la possibilité d'avoir votre présence avec nous à la célébration. Cet événement important aura lieu à Montréal le 29 septembre 2018 à partir de 16h. Nous saisissons l'occasion pour vous lancer une invitation bien à l'avance, étant conscient.e.s de l'horaire bien rempli d'une conseillère municipale.

Veuillez agréer, Madame la Présidente du conseil, nos salutations distinguées.

M. Gall

--
Mona Greenbaum
Directrice générale

----- Transféré par Ariane MARCHAND LABELLE/MONTREAL le 2018-03-23 12:30 -----

De : Annie Savage <dg@coalitionjeunesse.org>
A : ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca
Cc : Marie-Philippe Drouin <lasterisk@coalitionjeunesse.org>
Date : 2018-03-23 12:24
Objet : #GCBD2018_Invitation et Demande de contribution financière

Bonjour Ariane,

En tant que partenaire important pour le projet, nous aimerions inviter M. Robert Beaudry et votre équipe au **Grand Challenge de Bateau Dragon au profit de l'Astérisk.** qui se tiendra le 8 septembre prochain sur le Canal Lachine, dans le quartier Ville-Émard/Côte St-Paul. Cet événement réuni plus de **275 personnes de la communauté** dans une ambiance amicale et solidaire hors du commun (voir video de l'édition 2017 en pj).

Dans le cadre de cette levée de fond, nous serions reconnaissant de pouvoir bénéficier d'une contribution financière de la part de votre administration. **Un don de 3000$** nous permettrait de réduire les frais relatifs à la location des bateaux et à la sécurité nautique et nous permettrait d'atteindre notre **objectif d'amasser 20 000$ pour le financement du projet L'Astérisk**, seul espace non-commercial destiné aux jeunes LGBTQ+ dans le Village.

Finalement, nous serions heureux de pouvoir inclure un mot de M. Beaudry ou de Mme Plante dans le programme de l'événement.

Au plaisir de vous compter parmi nous le 8 septembre,

--
Annie Savage
Directrice générale
Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT
courriel: dg@coalitionjeunesse.org

514 318-LGBT (514 318-5428) #GCBD2017.mp4

éducaloi

MONTRÉAL, le 14 mars 2018

Madame la mairesse Valérie Plante
Cabinet des élus de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

OBJET : Sollicitation de votre appui pour la mission d'Éducaloi
(Demande de contribution discrétionnaire)

Madame la Mairesse,

Je fais suite à notre rencontre lors du lancement des Cliniques juridiques populaires dans le métro en janvier dernier. Éducaloi étant un partenaire de l'événement, j'ai été heureuse de constater votre sensibilité à l'importance de l'accès à la justice pour les citoyens de tous horizons.

Peut-être nous connaissiez-vous? Éducaloi est un organisme de bienfaisance, neutre, indépendant et auto-financé, qui œuvre depuis déjà 18 ans à informer et éduquer la population sur la loi, leurs droits et leurs obligations, et ce de façon claire et efficace. Notre équipe d'une vingtaine de juristes et communicateurs passionnés développe des outils d'information et d'éducation juridiques fiables, simples, accessibles et gratuits. Nos bureaux sont situés tout près de l'Hôtel de Ville dans le Vieux-Montréal.

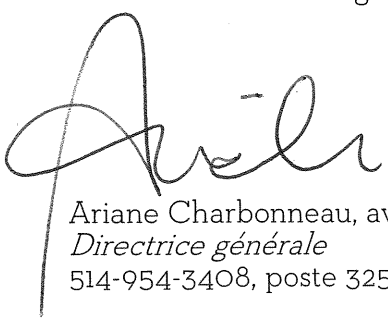
Notre site web (www.educaloi.qc.ca), consulté près de 5 millions de fois par année par plus de 3,4 millions d'utilisateurs - citoyens et organismes de toute sorte - offre gratuitement plus de 1500 contenus tenus rigoureusement à jour, en français et en anglais. Nos activités d'éducation juridique rejoignent plus de 50000 adolescents annuellement dans les écoles de la province, incluant bien entendu à Montréal où nous sommes présents tant à la Polyvalente Monseigneur Richard à Verdun, à l'école secondaire Louis-Riel dans Mercier qu'au Cégep André-Grasset dans Ahuntsic. Nous préparons également un projet pour outiller les intervenants venant en aide aux itinérants de Montréal. Nous avons aussi été approchés pour la réforme de la réglementation municipale par des responsables de votre bureau de l'expérience client. Bref, les projets d'intérêt pour nos concitoyens sont multiples.

Toutefois, **notre situation financière est précaire.** Seulement le tiers de notre budget est assuré par un financement récurrent de quelques autorités publiques. Nous ne pouvons investir autant de temps et d'efforts que nous le souhaiterions pour toujours mieux répondre aux besoins divers des Montréalais et Montréalaises. **Je vous écris donc aujourd'hui afin de solliciter une contribution discrétionnaire de 5000 $ dans le cadre de notre présente campagne de financement annuelle** qui prendra fin lors de notre soirée-bénéfice du jeudi 22 mars. Vous êtes d'ailleurs plus que la bienvenue à vous joindre à nous sur le Parquet de la Caisse de dépôt et placement du Québec, avec quelque 400 convives du monde des affaires et juridique!

REÇU LE
20 MARS 2018

L'an passé, la 4e édition de l'événement-bénéfice était sous le thème du 375e de Montréal et tenue au Marché Bonsecours. Ce fut un franc succès. Votre prédécesseur avait par ailleurs agi comme invité d'honneur pour célébrer Éducaloi et Montréal. Nous avions également eu accès au lobby de l'Hôtel de ville pour tenir l'événement lançant officiellement notre campagne de financement deux mois plus tôt - ce qui apporta une superbe énergie à ce lancement! Nous désirons poursuivre ce genre de collaboration avec la ville dans laquelle nous œuvrons, et bien sûr avec sa nouvelle mairesse et son équipe.

En espérant pouvoir compter sur votre soutien dans le développement des connaissances et des compétences juridiques des citoyens, je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments distingués.



Ariane Charbonneau, avocate, MBA
Directrice générale
514-954-3408, poste 3252

Quelques mots sur Éducaloi

Depuis sa fondation en 2000, Éducaloi est un **organisme de bienfaisance enregistré** québécois qui occupe un rôle essentiel de premier plan dans l'**amélioration de l'accès à la justice.**

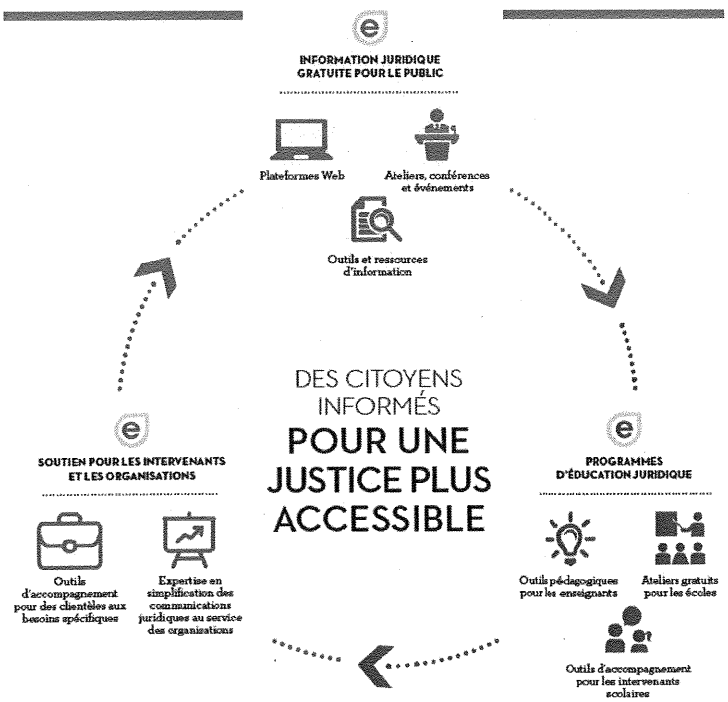
Sa mission? Informer le public sur la loi, ses droits et ses obligations. Pour y parvenir, Éducaloi s'investit dans trois champs d'action principaux : **l'information juridique, l'éducation juridique** et le **développement de l'expertise en communication claire et efficace du droit.** Éducaloi est un organisme indépendant et neutre qui s'autofinance.

Ainsi, pour réaliser pleinement sa mission, Éducaloi développe des outils d'information juridique pour informer les citoyens de leurs droits et de leurs obligations, **mais il travaille aussi en amont à augmenter et à consolider les « compétences » juridiques des citoyens.**

L'**information** et l'**éducation juridiques** sont complémentaires et se renforcent l'une l'autre. Cette façon de voir l'accès à la justice nous est inspirée du *Rapport Macdonald* sur l'accès à la justice[1].

Ce rapport souligne que, pour arriver à bien fonctionner en société, le citoyen doit :

- connaitre ses droits et ses obligations;
- reconnaitre la dimension juridique d'un problème;
- trouver l'information qui lui est utile.



[1] MINISTÈRE DE LA JUSTICE, Rapport du Groupe de travail sur l'accessibilité à la Justice, aussi appelé « Rapport Macdonald », Québec, 1991.

fondation émergence | Lutte contre l'homophobie et la transphobie

Montréal, 3 avril 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse, Arrondissement de Ville-Marie
Bureau d'arrondissement
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier, *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* (17 mai)

Madame la Mairesse,

Nous réitérons nos remerciements pour le soutien financier qu'arrondissement Ville-Marie/Montréal nous a accordé l'an dernier pour la réalisation de notre campagne annuelle de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBT) considèrent Montréal comme une ville qui assure leur sécurité et le respect de leur différence. Montréal est située au haut de la liste des villes dans le monde où il fait bon vivre pour ces personnes.

L'édition 2017 de notre campagne a pour thème : *Dans certains pays, afficher ses couleurs est encore un crime.* Elle a pour but d'informer et de sensibiliser le grand public, notamment montréalais, aux réalités des personnes LGBT sur la scène internationale. Alors que le Québec et le Canada sont devenus des modèles d'inclusion, il est important de rappeler qu'encore aujourd'hui, 72 états criminalisent l'homosexualité.

En s'associant à cette campagne, la Fondation Émergence croit que la ville de Montréal profiterait d'une belle vitrine pour démontrer son soutien aux personnes LGBT sur la scène internationale et pour celles qui ont fuient leur pays pour vivre librement chez nous. La campagne sera diffusée sur Internet, les réseaux sociaux et de l'affichage sauvage. Des affiches et des dépliants seront traduits en 20 langues puis diffusés partout dans le monde. Nous serions fiers de publier à nouveau le logo de l'arrondissement Ville-Marie/Montréal sur notre matériel de sensibilisation en échange d'une contribution financière.

Recevez, Madame la Mairesse, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Patrick Desmarais

Patrick Desmarais, président de la Fondation Émergence

Demande envoyée aussi à Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville – District de Saint-Jacques
p. j. Rapport d'activités 2016-2017

Fondation Émergence inc.
C.P. 55510 Centre Maisonneuve, Montréal (Québec) H1W 0A1
Téléphone (438) 384-1058
www.fondationemergence.org
courrier@fondationemergence.org

Journée internationale contre l'**homophobie** et la **transphobie**

fondation émergence | Lutte contre l'homophobie et la transphobie

Montréal, 3 avril 2018

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de la ville – District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 2.1114
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Demande de soutien financier, *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* (17 mai)

Monsieur le conseiller,

Nous réitérons nos remerciements pour le soutien financier qu'arrondissement Ville-Marie/Montréal nous a accordé l'an dernier pour la réalisation de notre campagne annuelle de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBT) considèrent Montréal comme une ville qui assure leur sécurité et le respect de leur différence. Montréal est située au haut de la liste des villes dans le monde où il fait bon vivre pour ces personnes.

L'édition 2017 de notre campagne a pour thème : *Dans certains pays, afficher ses couleurs est encore un crime.* Elle a pour but d'informer et de sensibiliser le grand public, notamment montréalais, aux réalités des personnes LGBT sur la scène internationale. Alors que le Québec et le Canada sont devenus des modèles d'inclusion, il est important de rappeler qu'encore aujourd'hui, 72 états criminalisent l'homosexualité.

En s'associant à cette campagne, la Fondation Émergence croit que la ville de Montréal profiterait d'une belle vitrine pour démontrer son soutien aux personnes LGBT sur la scène internationale et pour celles qui ont fuient leur pays pour vivre librement chez nous. La campagne sera diffusée sur Internet, les réseaux sociaux et de l'affichage sauvage. Des affiches et des dépliants seront traduits en 20 langues puis diffusés partout dans le monde. Nous serions fiers de publier à nouveau le logo de l'arrondissement Ville-Marie/Montréal sur notre matériel de sensibilisation en échange d'une contribution financière.

Recevez, Monsieur le conseiller, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Patrick Desmarais

Patrick Desmarais, président de la Fondation Émergence

Demande envoyée aussi à Madame Valérie Plante, Mairesse de Montréal
p. j. Rapport d'activités 2016-2017

Fondation Émergence inc.
C.P. 55510 Centre Maisonneuve, Montréal (Québec) H1W 0A1
Téléphone (438) 384-1058
www.fondationemergence.org
courrier@fondationemergence.org

Journée internationale contre l'**homophobie** et la **transphobie**

fondation émergence | Lutte contre l'homophobie et la transphobie

Le 6 mars 2018

Madame Céline Dion,
Directrice, chanteuse et interprète
Les Productions Feeling inc.
2540 boul. Daniel-Johnson, bureau 755
Laval, Québec, H7T 2S3

Madame Dion,

La Fondation Émergence lutte depuis 18 ans contre l'homophobie et la transphobie au Québec, au Canada et à l'international. Elle est l'initiatrice de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, qui se tient le 17 mai. La Banque Nationale du Canada est le partenaire officiel de cette journée depuis plus d'une décennie.

Dans le cadre de cette journée, la Fondation Émergence décerne le Prix Laurent-McCutcheon à une personnalité publique qui s'est démarquée au cours de sa carrière en soutenant les personnes issues de la diversité sexuelle. Ce geste vise à présenter au grand public un modèle d'ouverture et d'inclusion. Ce prix a été décerné, entre autres, à Michel Tremblay, Xavier Dolan, Monique Giroux et Justin Trudeau.
Pour l'édition 2018, le Conseil d'administration de la Fondation souhaiterait vous remettre le prix Laurent-McCutcheon. En tant que partenaire, la Banque Nationale du Canada appuie fortement votre candidature. Nous avons tous été impressionnés par vos actions au cours des dernières années, notamment lors de votre participation au Spirit Day 2017 aux États-Unis. En acceptant le prix, il possible de rejoindre par le fait même notre cercle des ambassadeurs internationaux pour la lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Lors de la remise de prix, des dignitaires politiques et des membres de la communauté LGBT du Québec seront présents. Cette cérémonie est commanditée par la Banque Nationale et se déroulera à Montréal, idéalement au cours du mois de mai 2018 ou à une date qui vous conviendrait.

Vous trouverez en pièce jointe le dossier de candidature, qui présente notamment les raisons qui motivent notre demande, ainsi que des informations supplémentaires sur le Prix Laurent-McCutcheon et la Fondation Émergence. De plus, à titre d'ambassadeur international de la Fondation Émergence et président de la Banque Nationale, monsieur Vachon communiquera avec les Productions Feeling pour vous présenter le projet.

En espérant une réponse positive de votre part, veuillez agréer, madame Dion, nos sentiments les plus distingués.

Louis Vachon, C.M.
Président et chef de la direction, Banque Nationale

Patrick Desmarais
Président, Fondation Émergence

Fondation Émergence inc.
C.P. 55510 Centre Maisonneuve,
Montréal (Québec) H1W 0A1
Téléphone (438) 384-1058
www.fondationemergence.org
courrier@fondationemergence.org

Présentée par fondation émergence



Crédit photo : iStone / Shutterstock.com

Prix Laurent-McCutcheon

Proposition récipiendaire

17 mai

Journée internationale contre **l'homophobie** et la **transphobie**

Partenaire officiel

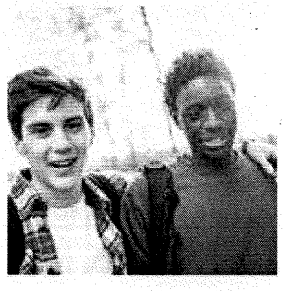
BANQUE NATIONALE

Réalisons vos idées^MC



La Fondation Émergence propose des programmes d'information et de sensibilisation pour favoriser le bien-être et la défense des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBT).





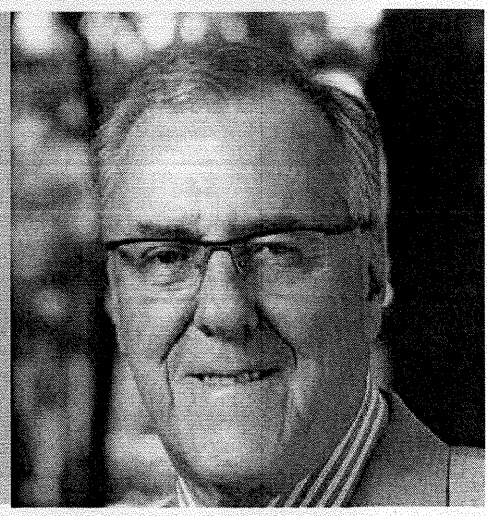


La Fondation a pour mission d'éduquer, d'informer et de sensibiliser la population aux réalités des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et trans (LGBT). Elle vise notamment à :

- Combattre l'homophobie, la transphobie, la discrimination et les préjugés envers les personnes LGBT;
- Assurer l'égalité juridique et sociale des personnes LGBT;
- Favoriser l'inclusion des personnes LGBT dans la société, peu importe leurs origines;
- Contribuer au bien-être et à l'épanouissement des personnes LGBT et de leurs proches;
- Contribuer à la prévention du suicide chez les personnes LGBT;
- Défendre les droits des personnes LGBT;
- Promouvoir le respect et l'égalité au sein des communautés LGBT.

La Fondation Émergence est l'initiatrice de la Journée Internationale contre l'homophobie et la transphobie (17 mai) au Québec et au Canada.

Le Prix Laurent-McCutcheon



Monsieur Laurent McCutcheon est l'un des grands protagonistes qui se sont démarqués sur le plan mondial en matière de lutte contre l'homophobie. À titre professionnel, il a fait carrière dans la haute fonction publique québécoise. Comme bénévole, il s'est particulièrement illustré dans la reconnaissance sociale et juridique des personnes LGBT. Entre autres, il a présidé durant près de trente ans le service d'écoute téléphonique Interligne (anciennement Gai Écoute). C'est en 2000 qu'il crée la Fondation Émergence et en 2003 qu'il instaure la première journée contre l'homophobie.

Afin de souligner l'ouverture aux réalités des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans, la Fondation Émergence reconnaît l'importante contribution d'une personnalité ou d'un organisme dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie, ainsi que le travail accompli pour leur acceptation par la société, à travers la remise du Prix Lutte contre l'homophobie et la transphobie. Ce prix, créé en 2003 et rebaptisé le Prix Laurent-McCutcheon en 2014, est remis chaque année dans le cadre de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

Le conseil d'administration de la Fondation Émergence désigne le récipiendaire du Prix Laurent-McCutcheon. Le prix lui est remis lors de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, autour du 17 mai.

La contribution d'une personnalité ou d'un organisme dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie constitue le critère de base dans le choix du récipiendaire. Pour effectuer la sélection, nous prenons aussi en compte les événements de l'année écoulée. Enfin, une personnalité peut être sélectionnée si sa carrière a contribué à la cause.



Le très honorable Pierre Elliott Trudeau 2005



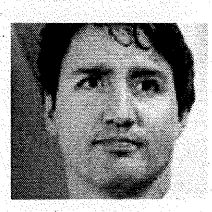
Mark Tewksbury, 2007



Xavier Dolan, 2011



Ariane Moffatt, 2013



Le très honorable Justin Trudeau, 2016

Récipiendaires du prix Laurent-McCutcheon

2017 – Dr Réjean Thomas
2016 – Le très honorable Justin Trudeau
2015 – Monique Giroux
2014 – Michel Marc Bouchard
2013 – Ariane Moffatt
2012 – Fabienne Larouche
2011 – Xavier Dolan
2010 – Michel Tremblay
2009 – Dany Turcotte
2008 – Marc-André Bédard et Joanne Kathleen Rowling
2007 – Mark Tewksbury
2006 – Les parlementaires canadiens qui ont voté en faveur de la *Loi sur le mariage civil*
2005 – Le très honorable Pierre Elliott Trudeau
2004 – L'abbé Raymond Gravel
2003 – Janette Bertrand

« J'ai eu la chance d'être entourée par tellement de belles personnes issues de la communauté LGBT tout au long de ma carrière… des chanteurs talentueux, des musiciens, des producteurs, mais aussi des auteurs et des collègues qui ont contribué de façon importante à mon succès. Et enfin et surtout, nombre de mes fans si fidèles, qui sont restés à mes côtés, au nom de l'amour. »[1]

« […] j'espère et je prie pour que notre monde continue de mieux comprendre que la tolérance est une vertu dont on n'a jamais assez. »[2]

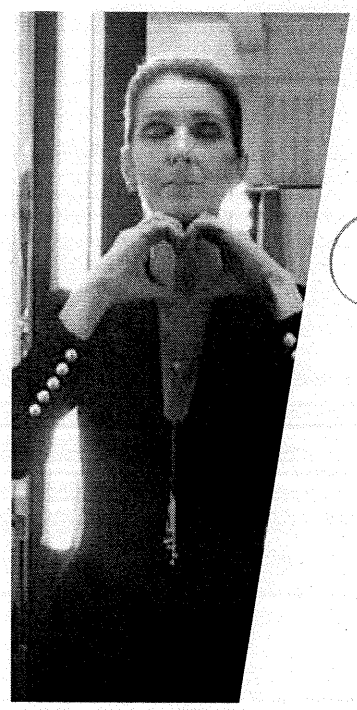
[1] Lettre publiée dans le magazine Billboard à l'occasion de la *Gay Pride* le 1er juin 2017.
[2] Ibid.



Proposition
DE CANDIDATURE

Crédit photo : Ovidiu Hrubaru / Shutterstock.com

Les réalisations de CÉLINE DION



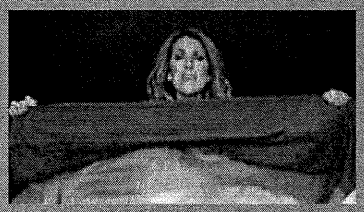
Céline Dion a démontré à plusieurs reprises qu'elle est une grande alliée de la communauté LGBT. Elle est un modèle d'ouverture pour le monde entier. Céline Dion a notamment :

- Chanté pour le single *Igual* afin de sensibiliser les gens aux violences anti-LGBTQ au Brésil, sorti le 8 novembre 2017;
- Chanté pour le *Spirit Day* afin de supporter la communauté LGBTQ contre l'intimidation et de démontrer son support à la jeune communauté LGBTQ, le 19 octobre 2017;
- Fait une vidéo dans le cadre des célébrations de la 11e édition de Fierté Montréal, en août 2017;
- Écrit une lettre offrant son soutien à la communauté LGBT, publiée dans le Magazine *Billboard* le 1er juin 2017;
- Fait une vidéo dans le cadre des célébrations de la 10e édition de Fierté Montréal, en août 2016;
- Accordé une entrevue concernant les attentats à Orlando à BFM TV, le 20 juin 2016;
- Mentionné, lors d'une entrevue accordée à *Me-Me-Me.tv* le 7 janvier 2008, qu'elle ne serait pas moins heureuse si son fils René-Charles était homosexuel;
- Supporté la publication de matériel lié à la prévention, au traitement et à la recherche du VIH/SIDA dans le *Gay Globe Magazine*, depuis 2001;
- Interprété la chanson *Ziggy*, présentant un homme gai, sortie en 1991;
- Interprété la chanson *L'amour existe encore*, concernant le SIDA, sortie en 1991



Trophée du
Prix Laurent-McCutcheon,
inspiré de l'œuvre de paysage
« Les boules roses »
sur Sainte-Catherine.

La remise du *Prix* Laurent-McCutcheon



Pour toutes ces raisons, la Fondation Émergence souhaite remettre le Prix Laurent-McCutcheon à Céline Dion. Le lieu et la date de l'événement sont encore à déterminer. Nous visons cependant à tenir l'événement lors d'une journée autour du 17 mai, préférablement le 14, 15 ou 16 mai 2018.

La Banque Nationale du Canada est le partenaire collaborateur de l'événement. La cérémonie durera environ une heure. S'en suivra un coquetel après la remise du trophée et les discours. Plusieurs dignitaires seront invités à l'événement, tels que la ministre de la Justice du Québec et responsable de la lutte à l'homophobie, Madame Stéphanie Vallée, la mairesse de Montréal, Madame Valérie Plante, et les représentants de la Banque Nationale.

Personne-ressource :
Laurent Breault, directeur général
C.P. 55510, Centre Maisonneuve
Montréal (Québec) H1W 0A1
Téléphone : 438 384-1058
Cellulaire : 438 404-6334
laurent.breault@fondationemergence.org

Interaction du quartier
Peter-McGill
Community Council

Montréal, le 9 mars 2018,

Madame Cathy Wong
Conseillère de Ville – Peter-McGill
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet: Demande d'aide financière en soutien au 5@7 Du semis à l'assiette

Madame Wong,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour solliciter un soutien financier via votre fond discrétionnaire pour notre 5@7 annuel en l'honneur du mois de la nutrition, intitulé *Du semis à l'assiette*, organisé par le comité Vie de quartier de la Table Interaction du quartier Peter-McGill (la Table).

Le comité Vie de quartier vise à améliorer la qualité de vie et le sentiment d'appartenance en assurant un dynamisme dans le quartier Peter-McGill. Pour ce faire, il organise des activités qui répondent aux préoccupations et aux intérêts des individus et familles qui y résident. Parmi ces activités sont organisés trois (3) 5@7 thématiques chaque année.

Le 5@7 *Du semis à l'assiette* porte sur le thème de l'agriculture urbaine, répondant autant aux enjeux de sécurité alimentaire dans le quartier que d'isolement social. Prenant la forme d'une « mini-foire » d'organismes locaux présents pour partager leur expertise en la matière, la nouveauté cette année sera le lancement d'un projet collectif visant à rassembler les résident-e-s du quartier autour d'un défi citoyen, appelé le *Défi Du semis à l'assiette*.
Ce projet est né de l'idée d'un membre résident dans le souci de susciter davantage d'intérêt et d'adhésion autour de nos 5@7 et de la Table. Le projet prendra la forme d'un défi ouvert à un nombre limité de participants (qui devront être résident-e-s du quartier) qui se verront offrir le matériel de base nécessaire pour faire pousser leurs propres semis.
Lancé officiellement lors du 5@7 le 15 mars au Y des femmes de Montréal, le défi s'intègrera ensuite dans les diverses activités du quartier pour assurer un suivi régulier, en plus d'un groupe d'échange Facebook qui sera dédié au défi mais ouvert à tous.

Ce projet pilote sera porté par la Table, en partenariat avec l'Éco-quartier Peter-McGill et Innovation Jeunes et le soutien de tous les autres membres, organismes et résident-e-s, du comité Vie de quartier. Nous estimons un budget de 750$ pour l'événement, incluant les ressources humaines et les frais de promotion et de communication pour l'organisation du 5@7 et la gestion du Défi, ainsi que les frais liés aux activités complémentaires qui seront organisées dans le cadre du Défi.

La Table voit en ce projet un potentiel très rassembleur favorisant ainsi le sentiment d'appartenance à notre quartier. Cette mission qui est au cœur de nos actions est un défi de taille dans le quartier Peter-McGill et c'est à ce titre que nous sollicitons aujourd'hui votre soutien afin de pouvoir poursuivre efficacement notre mission.

En vous remerciant à l'avance pour l'attention que vous portez à cette demande, je vous prie de recevoir mes sincères salutations.

Stéphane Febbrari
Coordonnateur, Interaction du quartier Peter-McGill

Interaction du quartier Peter-McGill
1857 De Maisonneuve Ouest #215-216 Montréal, QC H3H 1J9
coordination@petermcgill.org | 514 934-2280 | www.petermcgill.org

REÇU LE
19 MARS 2018

AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC

Montréal, le 8 mars 2018

Robert Beaudry
800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal QC
H2L 4L8

Objet : Demande de commandite pour la Journée de la Fierté Trans 2018

Bonjour,

À l'occasion de la Journée de la Fierté Trans, plusieurs centaines de personnes se réunissent chaque année pour célébrer avec les autres membres de la communauté. C'est alors l'occasion parfaite pour leur faire connaître les ressources auxquelles ils.elles ont accès et pour leur donner de l'information en invitant des organismes partenaires à monter des kiosques d'information pour présenter leurs services. De plus, des conférenciers provenant de milieux variés sont invités à venir leur parler de différents sujets reliés aux réalités Trans.

La Journée de la Fierté Trans, qui se déroulera cette année le 5 mai, joue donc un grand rôle dans le développement du réseau de supports des personnes faisant partie de la communauté Trans. En effet, en plus de leur permettre d'en apprendre davantage sur les services et ressources qui leurs sont offerts, cette journée leur permet de rencontrer d'autres personnes vivant des expériences similaires aux leurs.

Cette journée est également l'occasion parfaite pour les organismes communautaires et les conférenciers impliqués de faire de l'éducation par rapport à la communauté Trans et de déconstruire certains stéréotypes et mythes qui y sont rattachés, le tout dans le but de faire disparaître les attitudes discriminatoires avec lesquelles les personnes Trans doivent composer au quotidien.

Pour terminer, la planification de cette journée se fera en collaboration avec nos organismes partenaires et nécessitera l'aide de nombreux bénévoles, qui sont essentiels à l'organisation et au bon déroulement de l'événement. Malgré leur aide précieuse, nous devons faire appel à votre générosité afin de nous aider à mettre sur pied cette journée, que nous espérons rendre inoubliable.

Comment collaborer ?

Être collaborateur principal : Avec un don de 200$ ou plus, vous serez nommé comme collaborateur principal et votre logo sera mis en évidence sur tout document relié à notre évènement, tel que programme de la journée, les pamphlets, les affiches publicitaires et le site Internet de Fierté Trans (votre logo y sera affiché jusqu'à la prochaine Journée de la Fierté Trans !). De plus, le nom de votre entreprise sera mentionné lors de la présentation de la journée et votre bannière sera mise en évidence dans la salle principale de conférence.

Être commanditaire secondaire : Avec un don de moins de 200$, vous serez nommé comme commanditaire secondaire de l'événement dans tout document relié à notre évènement, tel que programme de la journée, les pamphlets, les affiches publicitaires et le site Internet de Fierté Trans (votre logo y sera affiché jusqu'à la prochaine Journée de la Fierté Trans !). De plus, le nom de votre entreprise sera mentionné sur une affiche imprimée à cette fin lors de la journée, dans la pochette remise à chacun des participants et sera accessible sur le site pendant le Mois de la Fierté Trans (mai).

Être commanditaire partenaire : Avec l'implication de votre organisme sous forme de bénévolat, de don de matériel ou autre collaboration spéciale, vous serez nommé comme commanditaire partenaire de l'événement dans tout document relié à notre évènement, tel que le programme de la journée, les pamphlets, les affiches publicitaires et site Internet de Fierté Trans (votre logo y sera affiché jusqu'à la prochaine Journée de la Fierté Trans !).

Offrir des certificats-cadeaux : Il est possible de contribuer à la Fierté Trans 2018 par le don de certificats-cadeaux et de produits. En effet, ceux-ci nous permettront de donner des prix de présence et ainsi de mentionner que votre entreprise ou organisme appuie notre événement. Un certificat-cadeau permet également à votre entreprise de faire connaître vos produits. De plus, le nom de votre entreprise sera mentionné sur une affiche imprimée à cette fin lors de la journée, dans la pochette remise à chacun des participants et sera accessible sur le site pendant le Mois de la Fierté Trans (mai).

*** Veuillez noter que si la contribution se fait par chèque, il est important de le libeller à l'ordre de ATQ.**

En conclusion, il est important de mentionner encore une fois que votre collaboration nous tient énormément à cœur. Votre présence lors de l'évènement de la Journée de la Fierté Trans est essentielle à sa réussite.

Merci de bien vouloir considérer notre demande !

Julien Leroux-Richardson
Président

Aide aux Trans du Québec (ATQ)
2075, rue Plessis
Montréal QC
H2L 2Y4

FIERTÉ TRANS
www.fiertetrans.org

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de 6 événements « Cyclovia » et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

D'autoriser la tenue de 6 événements cyclovia ;
Réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 15:28

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184105005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de 6 événements « Cyclovia » et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

CONTENU

CONTEXTE

L'intérêt et la demande des citoyens pour la réappropriation des espaces publics sont grandissants. Depuis deux ans, Montréal met en œuvre son programme « Cyclovia » pour donner aux cyclismes, joggeurs, marcheurs une place de choix.
Le présent dossier vise à autoriser la tenue de 6 événements cyclovia et réserver une somme de 60 000$ pour la réalisation des activités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240145 (1174105001) : Adhérer au Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de « Cyclovia » et garantir la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au projet
CA16 240401 (1164105002) : Adhérer au Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de « Cyclovia » et garantir la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au projet

DESCRIPTION

En 2016, à la demande d'un citoyen, l'arrondissement a réalisé un projet pilote pour le tenue d'une cyclovia sur la voie Camillien-Houde où près de 250 personnes y ont participé. En 2017, plus de 500 personnes se sont présentées à chacun de ces événements qui se sont tenus les 18 juin, 16 juillet et 17 septembre.
Pour 2018, l'arrondissement désire ouvrir la voie Camillien-Houde aux usagers de la montagne lors de 6 événements.

JUSTIFICATION

Le projet à pour objectif de rassembler les citoyens autour de la transformation de la voie Camillien-Houde en démontrant la capacité de "vivre la Montagne" autrement, de se la rapproprier et de la redécouvrir en offrant une expérience variée (festive, sportive et familiale).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-27
Linda GOULET Agente de développement		Josée POIRIER Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 868-4182	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-1769 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la tenue de 6 événements « Cyclovia » et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184105005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105005

Nature du dossier : Autre

Précision: Contribution financière et/ou contrat professionnel

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Fournisseurs à déterminer

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		60 000,00 $						**60 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	13	mai	2018		31	octobre	2018

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 27 mars 2018 14:20:01

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Autoriser la tenue de 6 événements Cyclovia et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités"

Le financement de ces activités proviendra de la réserve pour dépenses contingentes de la Direction de l'arrondissement.

Le montant de 60 000 $ sera réservé par engagement de gestion et cet engagement sera liquidé au fur et à mesure que les dépenses (contributions financières ou services professionnels) seront identifées dans le cadre des évenements Cyclovia.

Pour chacune des dépenses, un virement devra être fait vers le compte approprié à la Division des sports, des loisirs et du développement social.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 60 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		60 000,00 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 60 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion n° VM84105005.

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-03-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180858001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération de nommer madame Sophie Mauzerolle à titre de représentante élue de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local PME MTL

De demander au conseil d'agglomération de nommer madame Sophie Mauzerolle à titre de représentante élue de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local PME MTL.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 11:49

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180858001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération de nommer madame Sophie Mauzerolle à titre de représentante élue de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local PME MTL

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* prévoyait que l'agglomération de Montréal devait prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL composé de six (6) pôles de développement économique local. Ce réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs établis sur le territoire.
L'agglomération a conclu, pour les années 2016-2021, des ententes de délégation avec six (6) organismes de développement économique local, lesquelles définissent les rôles et responsabilité de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat.

L'arrondissement de Ville-Marie est compris dans le territoire de PME MTL Centre-Ville, tout comme la ville de Westmount et les arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce, Outremont et Le Plateau-Mont-Royal.

Il est prévu qu'un(e) élu(e) de l'arrondissement doit être nommé pour siéger au conseil d'administration de cet organisme. Étant donné les élections du 5 novembre dernier, le nouveau conseil d'arrondissement doit recommander la désignation d'un élu à ce titre au conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0280 - Le Conseil d'agglomération nomme monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement de Ville-Marie recommande au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame (monsieur) XXX pour siéger au conseil d'administration de l'organisme PME MTL Centre-Ville.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration de cette organisation de développement économique local permettra d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes de cette organisation et de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination d'un représentant élu au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville par le conseil d'agglomération est primordiale afin d'assurer la poursuite ininterrompue des activités de l'organisation ainsi que l'accompagnement et le financement des projets d'affaires des entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 13 février 2018
Comité exécutif : 14 mars 2018
Conseil municipal : 26 mars 2018
Conseil d'agglomération : 29 mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yan BEAUMONT, Service du développement économique
Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

Denis COLLERETTE, 29 janvier 2018
Yan BEAUMONT, 29 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185237022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2018

De prendre acte du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 14:13

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2018

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement **pour la période du 1er au 31 mars 2018.**

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-16

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	Dossier	Objet	
Mars 2018			
Arrondissement Ville-Marie			70
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -			2
Article 23.08 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2018-03-21 08:50:56	**2181634005**	Radier des livres de la Ville la somme de 1 419,28 $ et tout solde dû par 6463274 Canada inc. (Construction Yousi (2005) / Compte 25-150233-1 exercice 2010 mod 01 (1 105,07 $ - permis 252946, 254430 et 254436) et Compte 80-152213-1 exercice 2010 mod 01 (314,21 $ - abattage arbre) / Montants impayés pour trois permis d'occupation temporaire du domaine public portant les numéros 252946, 254430 et 254436 et l'abattage d'un abre / IMPUTATION: Arrondissement Ville-Marie	
2018-03-20 16:11:30	**2181024012**	RADIER la somme de 1 319,69 $ (+ 15,00 $ de frais et tout solde dû) / Compte 10-220630-1 année 2016 mod 02 et 03 / 9278-2788 Québec Inc. faslrs «Café Second Cup» / Permis d'occupation périodique domaine public impayé / IMPUTATION: Arrondissement Ville-Marie.	
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines			30
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			5
2018-03-23 09:07:35	**2187729050**	PROMOTION - POCETTI,FRANCOIS Matricule: 100002031 A/C du: 2018-03-17 Titre d'emploi: C/M AQUEDUC ÉGOUTS <<ARR.>> No poste: 68220	
2018-03-05 13:31:21	**2182944035**	DEPLACEMENT - JUILLET,NADIA Matricule: 675324000 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES No poste: 74912	
2018-03-02 09:28:18	**2187729038**	DEPLACEMENT - LAPORTE,MATHIEU Matricule: 100214910 A/C du: 2018-02-26 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 73326	
2018-03-01 15:03:41	**2187729039**	DEPLACEMENT - VIGNEAU,LINA Matricule: 100215091 A/C du: 2018-02-26 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72401	
2018-03-01 15:03:25	**2187729036**	DEPLACEMENT - DESCHAMPS,ALEXANDRE Matricule: 005455180 A/C du: 2018-02-24 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72389	
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-03-22 09:15:14	**2182944041**	CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - CORNEJO ARENAS,ANA MARIA DE LO Matricule: 100205538 A/C du: 2018-03-17 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SOUTIEN ADMINISTRATIF No poste: 12085	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			14
2018-03-22 09:14:38	**2182944040**	DEPLACEMENT - MEDDEB,RIHEB Matricule: 100195801 A/C du: 2018-03-03 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 75043	
2018-03-14 09:55:38	**2187729049**	PROMOTION - BEREZOVSKI,NINA Matricule: 100017520 A/C du: 2018-03-17 Titre d'emploi: AGENT(E) DU CADRE BÂTI No poste: 10538	
2018-03-12 12:20:45	**2187729048**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - MACOVEICIUC,ANDRA PAULA Matricule: 100141394 A/C du: 2018-03-03 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727	
2018-03-09 16:32:04	**2185204003**	TITULARISATION - GIROUX TELLIER,JEAN-MICHEL Matricule: 100002782 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000	
2018-03-09 16:31:48	**2187729045**	TITULARISATION - ALLARD,MICHEL Matricule: 005283690 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT11 No poste: 00000	
2018-03-09 16:31:27	**2187729046**	TITULARISATION - AUCLAIR,MARIE-FRANCE Matricule: 004921020 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: MAXIM'EAU EN CHARGE - GT13 No poste: 00000	
2018-03-09 16:30:58	**2187729047**	TITULARISATION - SAVARD,MAXIME Matricule: 005448590 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT11 No poste: 00000	
2018-03-06 14:33:35	**2182944036**	PROMOTION - KOULILA,GHIZLANE Matricule: 100008059 A/C du: 2018-03-31 Titre d'emploi: AGENT DE GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES No poste: 74915	
2018-03-06 14:32:51	**2182944033**	PROMOTION - ALI,SAMBA OUMAR Matricule: 100013508 A/C du: 2018-02-03 Titre d'emploi: AGENT DE GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES No poste: 74915	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-03-05 13:42:23	**2187729042**	PROMOTION - MELENDEZ,ADRIANA Matricule: 100157669 A/C du: 2018-03-03 Titre d'emploi: ARCHITECTE PAYSAGISTE No poste: 74934	
2018-03-05 13:29:18	**2182944034**	TITULARISATION - VIGEANT,PASCALE Matricule: 100076421 A/C du: 2018-03-24 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
2018-03-05 13:27:11	**2187729043**	MUTATION - VERREAULT,DENIS Matricule: 221182999 A/C du: 2018-03-10 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 64885	
2018-03-05 13:26:53	**2187729044**	PROMOTION - BIASSOU,CAROLL Matricule: 656293000 A/C du: 2018-03-03 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 34377	
2018-03-01 13:06:41	**2182944031**	EMBAUCHE - SIMON CARRION,KATHERINE Matricule: 100134462 A/C du: 2016-04-30 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 63530	
Article 11.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-03-20 08:49:46	**2182944037**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - LEMIRE,PHILIPPE Matricule: 734831000 A/C du: 2018-01-03 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES No poste: 50768	
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-03-15 08:11:30	**2185204004**	CONTRAT ADHESION AU CONGE SS A TRAIT. DIFFERE - BOCK-POIRIER,VIRGINIE Matricule: 100052951 A/C du: 2018-03-10 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			6
2018-03-27 10:44:08	**2186042003**	Autoriser la création d'un poste temporaire banque d'heure col blanc de Technicien en contrôle du bruit (781310) et d'un poste temporaire banque d'heure col blanc d'Agent technique en urbanisme (788330) au sein de la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises de l'Arrondissement Ville-Marie à compter du 1er mai 2018.	
2018-03-21 15:52:57	**2186042002**	Autoriser la modification du sommaire décisionnel #2176042002 et autoriser la transformation du poste cadre temporaire de Chef de section inspections des bâtiments #72041 créé au sein de la Division des permis et inspections en un poste cadre temporaire de Chef de division Permis et inspections (210030) au sein de la Direction de l'Aménagement urbain et du service aux entreprises de l'Arrondissement de Ville-Marie à compter de la signature du présent sommaire.	
2018-03-19 14:43:06	**2187396002**	Autoriser la prolongation du poste (71870) soit un poste d'ingénieur junior (451010) à la Division de la Circulation et occupation du domaine public, ainsi que la personne sur le poste, rétroactivement au 18 février 2018 et ce jusqu'au 1er juin 2018.	
2018-03-19 14:42:28	**2187396003**	Autoriser la création d'un poste temporaire banque d'heures col blanc d'inspecteur d'arrondissement (720090) au sein de la Division de la circulation et de l'occupation du domaine public de la Direction des travaux public de l'Arrondissement Ville-Marie à compter du 13 juin 2018 jusqu'au 30 septembre 2018 (16 semaines)	
2018-03-02 08:54:35	**2177396013**	Autoriser la création d'un poste permanent d'ingénieur en circulation (451020) à la Direction des travaux publics pour la Division de la circulation et de l'occupation du domaine public de l'Arrondissement de Ville-Marie et ce à compter de la signature du présent dossier décisionnel	
2018-03-01 13:07:09	**2187396001**	Autoriser le déplacement du poste # 62696 de l'emploi 305110 (Commissaire-développement économique) ainsi que la personne qui occupe le poste de la Division de l'urbanisme et du développement économique (CR 306129) vers la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (CR 306128) et autoriser le changement de nom de la Division de l'urbanisme et du développement économique (CR 306129) pour la Division de l'urbanisme (même centre de responsabilité CR 306129) de l'Arrondissement de Ville-Marie et ce à la date de signature du présent dossier décisionnel	
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			2
2018-03-27 13:39:09	**2187729052**	PROMOTION - HEBERT,GABRIELLE Matricule: 100090935 A/C du: 2018-04-14 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 68308	
2018-03-05 16:56:04	**2187729041**	EMBAUCHE - MOUGIN,ERIC Matricule: 100127001 A/C du: 2018-03-12 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) - EXPERIENCE CLIENT No poste: 74845	

Date Décision	Dossier	Objet	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme			3
Article 21.1 ainsi que des articles 21.1.3 et 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-03-26 10:22:01	**2186399001**	Approuver la délivrance du permis 3001400945 et du certificat 3001400798 relativement à la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester sur l'immeuble situé au 99999, boulevard René-Lévesque Ouest, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Loi sur le patrimoine culturel.	
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-03-23 17:05:34	**2182682001**	Approuver la délivrance du permis 3001379986 relativement aux travaux extérieurs, selon les plans reçus le 2 mars 2018, pour l'immeuble situé au 2000,rue Notre-Dame Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-03-07 15:32:55	**2180867001**	Approbation, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans déposés pour la construction de la Tour du 628, rue Saint-Jacques - Requête no 3001357769	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme			25
Article 23.1 (RCA05-09017) - Fonctionnaire de niveau 2			2
2018-03-12 13:56:00	**2181066003**	Demande d'approbation, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), visant à autoriser des enseignes pour le commerce situé au 9510, boulevard de l'Acadie, lot 1 489 053 du cadastre du Québec - Demande de certificat d'affichage 3001394147	
2018-03-12 13:55:42	**2181066002**	Demande d'approbation, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), visant à autoriser deux enseignes pour le local situé au 9189, boulevard de l'Acadie, lot 2 860 868 du cadastre du Québec - Demande de certificat d'affichage 3001389708	
Article 21.1 ainsi que de l'article 21.1.3 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-03-02 14:20:29	**2177176095**	Approuver la délivrance du certificat 3001334474 relativement au remplacement des enseignes de nom d'immeuble "Tidan", pour l'immeuble situé au 666, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			22
2018-03-28 13:39:58	**2187176017**	Approuver la délivrance du permis 3001384165 relativement à l'installation de l'enseigne Sushi Sama, pour l'immeuble situé au 1303, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-03-28 13:39:46	**2187176020**	Approuver la délivrance des permis 3001382037 et 3001382045 relativement aux modifications des façades, aux 2 étages inférieurs en façade Gauchetière, et au 4e étage sur Robert-Bourassa, Saint-Antoine et Mansfield, pour la place Bonaventure située au 800, rue de la Gauchetière Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-03-28 13:39:32	**2187176018**	Approuver la délivrance du permis 3001320889 relativement à l'installation des enseignes des donateurs, pour la Mission Old Brewery située au 915, rue Clark, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-03-28 13:39:15	**2187176015**	Approuver la délivrance du permis 3001363588 relativement à l'installation d'une verrière sur la terrasse de l'appartement 628, pour Habitat 67 situé au 2600, avenue Pierre-Dupuy, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-03-28 11:27:57	**2172931004**	Approbation, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans déposés pour l'étude d'une construction en surhauteur sise au 700, rue Saint-Antoine	
2018-03-27 13:55:15	**2181044021**	Approuver la délivrance du permis #3001395547 relativement à l'installation d'une porte-patio à la façade arrière du bâtiment situé au 3560, avenue Atwater en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 19 février 2018.	

Date Décision	Dossier	Objet
2018-03-27 13:54:20	**2181044020**	Approuver la délivrance du permis #3001382218 relativement à l'installation d'un garde-corps au pourtour de la cour anglaise du bâtiment situé au 1699, rue Saint-Denis, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 23 mars 2018.
2018-03-23 17:04:01	**2187176019**	Approuver la délivrance du permis 3001361649 relativement aux modifications aux façades autorisées par le permis 3000672297-17, pour le chalet du parc Olivier-Robert situé au 2355, boulevard de Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:57:15	**2187176016**	Approuver la délivrance du permis 3001285085 relativement aux modifications apportées à la vitrine faisant partie du permis 3000535434-16, pour l'immeuble situé au 11 à 23, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:23:21	**2187176012**	Approuver la délivrance du permis 3001379642 relativement aux modifications apportées à la façade avant, pour l'immeuble situé au 1631, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:23:07	**2187176013**	Approuver la délivrance du certificat 3001334504 relativement à l'installation des enseignes "Basha", pour l'immeuble situé au 666, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:22:55	**2187176014**	Approuver la délivrance du permis 3001364490 relativement au remplacement de la porte d'entrée, pour l'immeuble situé au 1101, boulevard de Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:22:05	**2187176010**	Approuver la délivrance du certificat 3001304649 relativement à l'installation de l'enseigne "Scoot-r", pour l'immeuble situé au 100,rue Saint-Paul Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-20 15:21:52	**2187176009**	Approuver la délivrance du certificat 3001366066 relativement à l'installation des enseignes "Ecco", pour l'immeuble situé au 1327,rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-16 10:56:31	**2181044014**	Approuver la délivrance du permis #3001385831 relativement à la transformation d'un garde-corps du bâtiment situé au 2333, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 2 février 2018.
2018-03-16 10:56:15	**2181044017**	Approuver la délivrance du permis #3001395547 relativement à l'installation d'une porte patio à la façade arrière du bâtiment situé au 3560, avenue Atwater, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 19 février 2018.
2018-03-16 10:56:00	**2181044016**	Approuver la délivrance du certificat #3001389085 relativement à l'installation d'enseignes "Ben & Jerry's" au bâtiment situé au 1316, boulevard De Maisonneuve Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 7 février 2018.
2018-03-15 16:50:09	**2181044013**	Approuver la délivrance du certificat #3001374525 relativement à l'installation d'une enseigne de nom d'occupant d'immeuble "Banque Laurentienne" au bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 10 janvier 2018.
2018-03-13 15:33:14	**2181044012**	Approuver la délivrance du permis #3001357225 relativement à la construction d'une zone d'ombrage au complexe aquatique du parc Jean-Drapeau, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 12 mars 2018.
2018-03-02 13:42:27	**2187176011**	Approuver la délivrance du permis 3001367425 relativement à la reconstruction du toit de l'abri et de l'aménagement d'une terrasse sur ce dernier, pour l'immeuble situé au 1171,rue Montcalm, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-03-01 14:54:01	**2181044010**	Approuver la délivrance du certificat #3001374746 relativement à l'installation d'enseignes au 475, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 20 février 2018.

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-03-01 11:21:30	**2181044011**	Approuver la délivrance du permis #3001363132 relativement au percement d'une nouvelle porte au bâtiment situé au 110, rue Sainte-Thérèse, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 5 février 2018.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique			1
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-03-13 14:49:26	**2174869002**	Approuver la délivrance du permis 3001339487 relativement à la construction des tour 3 (2300, rue Tupper et 1230, rue du Sussex) et 5 (1180 et 1200, rue du Sussex et 2205, boul. René-Lévesque Ouest), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections			1
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2			1
2018-03-27 16:50:26	**2175082033**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrale à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Étienne Côté, arpenteur-géomètre, le 17 juillet 2017 - Minute: 1830, pour le remplacement du lot 2 767 635 du plan parcellaire cadastre du Québec par le plan complémentaire PC-39331.	
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles			1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-03-19 14:41:58	**2182944032**	Autoriser la transformation d'un poste permanent d'agent de bureau (43264) en un poste banque d'heures d'agent de bureau (792820), à la section soutien aux opérations de la division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie, à compter du 3 mars 2018.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction			1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-03-20 15:04:29	**2186376002**	Autoriser le transfert du poste col blanc permanent de technicien en géomatique (70794) et son occupant de la division du Bureau de projets du centre-ville (52-05-07) à la division circulation et occupation du domaine public (52-05-06) de la direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et le transfert du poste scientifique permanent d'ingénieur (64147) de la division du Bureau de projets du centre-ville (52-05-07) à la direction des travaux publics (52-05-00) de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, à compter du 3 mars 2018.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie			5
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-03-16 14:27:57	**2186002005**	Imposer une suspension de trois journées (3) à une employée portant le numéro de matricule 005313650 de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2018-03-06 10:48:56	**2186002004**	Imposer une suspension de quatre journées (4) à un employé portant le numéro de matricule 590505 de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			3
2018-03-19 17:25:39	**2186002007**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 579241 de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2018-03-16 11:13:16	**2186002006**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 005313650 de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2018-03-01 10:57:33	**2186002003**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 550486 de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture			1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-03-20 15:05:03	**2187730001**	Autoriser la transformation d'un poste (poste 09985) permanent de contremaître syndiqué - horticulture et parcs (code 255710) en poste permanent de contremaître d'arrondissement - voirie et parcs (code 221430) au sein de la division des parcs et de l'horticulture (520503000000) de l'arrondissement Ville-Marie à compter du 16 avril 2018.	

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
9055-0344 QUEBEC INC.	1264617	28-MARS -2018	Facture 18191 - Travaux de soufflage pour piste cyclable et sortie de métro square Victoria	4 059,87	MARTHET, DOMINIQUE
				4 059,87	
ACIER JEAN HEBERT INC.	1263890	23-MARS -2018	Soumission 18-155 B - Biciborne pour le 1455 Bercy -TP direction	2 105,00	DUFRESNE, ALAIN
				2 105,00	
ANTOINE OLIVIER TRAITEUR INC.	1260085	05-MARS -2018	Devis 2421 - Forfait temps des sucres pour fête au parc Médéric-Martin le 21 avril 18	5 459,35	BEAUDRY, FREDERIC
	1262823	20-MARS -2018	Devis 2449 - Forfait temps des sucres - Parc Julia-Drummond - 14 avril 2018	2 362,22	POIRIER, JOSEE
	1262831	20-MARS -2018	Devis 2454 - Forfait temps des sucres - Square Cabot - 28 avril 2018	3 832,04	POIRIER, JOSEE
				11 653,61	
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1261404	12-MARS -2018	2018 - BC ouvert pour l'achat de béton pré mélangé lors de travaux urgent (contrat gré à gré) - TP aqueduc	10 498,75	CHARBONNEAU, GUY
				10 498,75	
BIEN A VOUS STUDIO	1261129	09-MARS -2018	Services professionnels : Identité visuelle/ Logotype et signalétique - Programme Accès-Jardins. Tel que la soumission de mars 2018.	9 973,81	CHARBONNEAU, GUY
				9 973,81	
CARR MCLEAN LIMITED	1233037	15-MARS -2018	Imprimantes 3D-Soum 16082 du 18-10-2017, pour la Bibliothèque Père-Ambroise/ Josée Gagnon.	2 758,50	BOUCHARD, MARYSE
				2 758,50	
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1260211	05-MARS -2018	2018 - BC ouvert pour service de huissiers de justice au besoin - AUSE (permis et inspections)	10 498,75	LABELLE, MARC
				10 498,75	
CLEAN WATER WORKS INC	1259689	01-MARS -2018	Soumission du 20-02-2018 - Réhabilitation de la conduite d'égout dans la ruelle entre le 2190 et 2194 Sherbrooke E. près de Parthenais-TP aqueduc	17 577,01	MARTHET, DOMINIQUE
	1259825	01-MARS -2018	Soumission du 07-02-18 - Réhabilitation du drain au 434-444 St-Antoine E. - TP aqueduc	9 973,81	MARTHET, DOMINIQUE
				27 550,82	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1262079	15-MARS -2018	Offre de service 20-02-2018- Formation sur mesure-Préparation et mise en place de trottoirs, pavés et bordures -TP aqueduc	9 629,14	MARTHET, DOMINIQUE

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				9 629,14	
COMPOST MONTREAL INC.	1261895	14-MARS -2018	2018 - BC ouvert pour le compostage lors d'événements de la division des SLDS Montant estimé de 6 000$ avant taxes - TP direction	6 299,25	DUFRESNE, ALAIN
				6 299,25	
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA	1264664	28-MARS -2018	Code de construction du Québec, chapitre 1 - bâtiment et CNB 2010 (modifié)	8 566,98	LABELLE, MARC
				8 566,98	
CONSTRUCTION CAMARA	1262733	19-MARS -2018	Facture du 01-11-17 # 008737 - Camion hydrovac avec opérateurs pour travaux Champlain/De Maisonneuve - TP aqueduc	2 532,82	MARTHET, DOMINIQUE
				2 532,82	
CONSTRUCTION DJL INC	1261837	14-MARS -2018	Achat d'enrobés bitumineux de type EC-10 hors entente - TP aqueduc Montant estimé de 20 000$ avant taxes Période du 1er janvier au 31 mars 2018	20 997,50	CHARBONNEAU, GUY
				20 997,50	
DASSYLOI	1259687	01-MARS -2018	Soumission du 20-02-2018 - Réhabilitation de regard d'égout sur Notre-Dame en face de Molson - TP aqueduc	4 671,94	MARTHET, DOMINIQUE
	1260403	06-MARS -2018	Réhabilitation de regard d'égout rue Florian au sud de la rue Hochelaga - TP aqueduc	8 661,47	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1263091	21-MARS -2018	Béton fibre pour travaux Olivier-Robert et Montgomery - TP aqueduc	5 742,81	MARTHET, DOMINIQUE
	1263717	22-MARS -2018	Soumission 15-03-18 - Réhabilitation de regards d'égout rue Carmichael-TP aqueduc	8 661,47	MARTHET, DOMINIQUE
				27 737,69	
DEVELOTECH INC.	1263938	23-MARS -2018	Soumission # 2675 - Balises ped-zone pour piétonisation village - TP entretien	7 635,74	DUFRESNE, ALAIN
				7 635,74	
DIKINI	1235973	02-MARS -2018	Services en design industriel , au montant de $ 16 200. avant taxes, pour abri -parc canin, dans l'arrondissement Ville-marie, selon l'offre de service-du 27 octobre 2017/ TP-Parcs-Marie-Ève P-Plante Amendé à 19 920.00$ 27 fév.2018.	2 414,71	CHARBONNEAU, GUY
				2 414,71	
ECLAIRAGE LUMENPULSE INC	1260007	02-MARS -2018	Achat de composantes d'éclairage, pour le Quartier des Spectacles. Soumission : 000232614_042-1	7 266,57	CHARBONNEAU, GUY

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				7 266,57	
EGLISE ST JAX MONTREAL	1259607	01-MARS -2018	Bail de courte durée - du 24 février au 12 mai 2018 pour événements culturels	11 075,00	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				11 075,00	
ENSEIGNES BARBO INC.	1263228	28-MARS -2018	Soumission 28354 - Fabrication de deux enseignes et sonotubes pour affichage au parc Médéric-Martin.	8 687,72	PIERRE, JOSE
				8 687,72	
ENTRAC INC.	1260310	06-MARS -2018	Offre de service du 1er mars 2018 - Formation "Mon corps comme outil de travail" - TP entretien	2 518,65	DUFRESNE, ALAIN
				2 518,65	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION T.E.Q. INC	1261522	13-MARS -2018	Installation de prises hors contrat au 1455 Bercy - TP voirie	15 748,12	CHARBONNEAU, GUY
				15 748,12	
EPI PAYSAGE	1262896	20-MARS -2018	Visuel préliminaire - projet de parc	2 624,69	PIERRE, JOSE
				2 624,69	
GROUPE RNET	1261009	08-MARS -2018	Devis 154 et 155 - Nettoyage de graffiti en hauteur sur rues diverses (Peel, Savoie, HDV, St-Denis, Ontario. St-Laurent, Berri, Cypress et Ste-Catherine O.) - TP entretien	8 661,46	DUFRESNE, ALAIN
	1263708	22-MARS -2018	Devis 157-Enlèvement de graffiti en hauteur rue St-Dominique, Christin, Amherst et St-Denis - TP	2 519,70	DUFRESNE, ALAIN
				11 181,16	
GROUPE SDM INC	1259827	01-MARS -2018	Factures du 30-12-17 et du 31-12-18 - Dégel de conduites d'eau - TP aqueduc	2 240,51	MARTHET, DOMINIQUE
	1263870	23-MARS -2018	Contrat gré à gré pour le dégel de conduites d'eau pour diverses adresses de l'arr. Ville-Marie - TP aqueduc	20 997,50	MARTHET, DOMINIQUE
				23 238,01	
GROUPE TRIUM INC.	1264854	29-MARS -2018	SO-088616 - Manteaux pour équipe voirie	2 599,47	MARTHET, DOMINIQUE
				2 599,47	
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	1239038	08-MARS -2018	Location d'une grue, transport flèche et contrepoids, pour livraison à la Place Vauquelin , pour l'installation du sapin de Noël./ Selon soumission G- 171113-565-GI, du 13 novembre 2017/ TP-Parc-Pierre Dubois	1 771,14	CHARBONNEAU, GUY

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
GRUES MAURICE GENDRON L	1239038	21-MARS -2018	Location d'une grue, transport flèche et contrepoids, pour livraison à la Place Vauquelin , pour l'installation du sapin de Noël./ Selon soumission G- 171113-565-GI, du 13 novembre 2017/ TP-Parc-Pierre Dubois	6 758,05	CHARBONNEAU, GUY
				8 529,19	
IRRIGATION DU HAUT-RICHELIEU INC.	1261075	09-MARS -2018	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2018. Quartiers des spectacles (place des festivals, les terrasses et Jeanne-Mance) Soumission IRS18-006	4 199,50	PIERRE, JOSE
	1261078	09-MARS -2018	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2018. Square Dorchester et Place du Canada. Soumission IRS18-007	6 299,25	PIERRE, JOSE
				10 498,75	
JAMES GRIFFIN & FILS LTEE	1249567	12-MARS -2018	Bon de commande ouvert pour service de plomberie en 2018 -TP aqueduc	10 498,75	CHARBONNEAU, GUY
				10 498,75	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1262066	15-MARS -2018	Soumission # 59364 - Génératrice Honda - TP aqueduc	2 098,13	MARTHET, DOMINIQUE
				2 098,13	
JR SERVICES SANITAIRES	1260371	06-MARS -2018	2018 - BC ouvert pour les services de levées de moloks à divers endroits dans l'arr. Ville-Marie - TP voirie	15 748,12	MARTHET, DOMINIQUE
				15 748,12	
LA MODELERIE DE MONTREAL INC.	CAR866156	13-MARS -2018	USINER 320 MADRIERS POUR ARR. VILLE MARIE	12 623,70	CHARBONNEAU, GUY
				12 623,70	
LE FLAG SHOP	1259910	02-MARS -2018	2018 -BC ouvert pour achat de drapeaux pour l'Hôtel-de-Ville - TP entretien	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1262679	19-MARS -2018	BC ouvert 2018 - Produits d'horticulture -TP entretien arr. Ville-Marie	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
LES INDUSTRIES BONIMETAL INC	1263308	21-MARS -2018	Soumission # BON-158668 - Bordures de métal pour trottoirs - TP travaux	10 991,67	MARTHET, DOMINIQUE
				10 991,67	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1259994	02-MARS -2018	Achat de bois et frais de livraison pour l'équipe des parcs, VM.	4 872,26	MARTHET, DOMINIQUE
				4 872,26	
LES PRODUCTIONS ORGANIJEU INC.	1261036	08-MARS -2018	Service - Activité de teambuilding pour employés des TP aqueduc	2 519,70	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				2 519,70	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1260377	06-MARS -2018	Soumission # 320108 - 8 rack avec grillage côté, dos, tablette et porte grillagée + installation - 1455 Bercy	9 727,01	MARTHET, DOMINIQUE
				9 727,01	
LES SERVICES EXP INC.	1259290	08-MARS -2018	Offre services professionnels pour production de croquis de fosses d'arbres. Réfection partielle de trottoirs.	5 199,51	CHARBONNEAU, GUY
				5 199,51	
LOCATION DICKIE MOORE.	1264848	29-MARS -2018	Soumission BM-13 0789 - location bureau mobile - voirie	2 309,73	MARTHET, DOMINIQUE
				2 309,73	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1247180	08-MARS -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour la location d'outils divers - TP aqueduc	8 399,00	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				8 399,00	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1252492	26-MARS -2018	Location en 2018 d'une fourgonnette -7 passagers , Dodge Grand Caravan, modèle Crew avec bancs Stow'n'go Du 1er janvier au 30 juin 2018	3 143,33	POIRIER, JOSEE
				3 143,33	
MACHINAGE PEPIN	1264843	29-MARS -2018	Soumission du 27 mars 18 - supports à cannette pour corbeilles	2 414,71	MARTHET, DOMINIQUE
				2 414,71	
MANOREX INC.	1261686	13-MARS -2018	BC ouvert pour ajustement de tête de regard urgent rue Ontario entre Lespérance et Moreau - TP aqueduc Montant estimé de 5000$ max. avant taxes	5 249,37	MARTHET, DOMINIQUE
				5 249,37	
M. INOX	1261402	12-MARS -2018	Soumission du 12-03-2018 - Réparation de 7 lampadaires au QDS	5 039,40	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				5 039,40	
PERCOLAB INC.	1261472	13-MARS -2018	Consultation citoyenne pour le parc Raymond-Blain - Offre de service du 7 mars 2018	6 929,17	ROUGIER, ISABELLE
				6 929,17	
PRODUITS SANY	1260215	05-MARS -2018	Papier hygiénique et produits nettoyants divers - TP entretien	3 351,33	DUFRESNE, ALAIN
	1263830	23-MARS -2018	BC ouvert 2018 - Réparations diverses sur les appareils d'entretien - TP entretien	2 099,75	DUFRESNE, ALAIN
	1264816	28-MARS -2018	Facture 3407940 - réparation appareil centre JC Malépart	2 726,99	POIRIER, JOSEE
				8 178,07	
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1246935	19-MARS -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de quincaillerie diverse - TP aqueduc	15 748,12	CHARBONNEAU, GUY
				15 748,12	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1263244	21-MARS -2018	Offre de service M-18-055 - Diagnostic opérationnel au service des travaux publics (division des parcs) - TP direction	14 698,25	CHARBONNEAU, GUY
				14 698,25	
ROTOPLAST	1260414	08-MARS -2018	Cylindres pour paniers de rue - TP voirie	16 173,33	CHARBONNEAU, GUY
				16 173,33	
SAIA, BARBARESE, TOPOUZANOV, ARCHITECTES	1261102	09-MARS -2018	Facture 3182 - Honoraires pour certification LEED - Piscine intérieure du centre Jean-Claude-Malépart	11 806,34	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				11 806,34	
S. DESORMIERS EXCAVATION INC.	1263840	23-MARS -2018	Soumission 15-03-18 - Travaux relocalisation d'une conduite d'égout pluviale. Ile Notre-Dame - TP aqueduc	7 139,15	MARTHET, DOMINIQUE
				7 139,15	
SECURITE LANDRY INC	1259998	02-MARS -2018	Scie à main silky zubat 330mm avec étui de rangement et accessoires.	2 218,15	MARTHET, DOMINIQUE
				2 218,15	
SERVICES AXSIMO INC.	1259991	02-MARS -2018	Facture du 28-02-18 # FT-606 - Renouvellement Forfait accompagnement Aïdi - TP direction	4 619,45	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				4 619,45	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1264790	28-MARS -2018	Achat systèmes multifonctions numérique couleur MX5070N	6 147,02	BOIVIN, MARIE-EVE
				6 147,02	
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1260256	06-MARS -2018	Service de signalisation : retirer le poteau du manchon d'ancrage, entreposage et réinstallation de celui-ci. Projet du parc Miville-Couture. Soumission : SO-65406-01	2 059,62	CHARBONNEAU, GUY
				2 059,62	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1260120	05-MARS -2018	Soumission SC-62673 - Cadres et couvercles en fonte grise - TP aqueduc	2 245,68	MARTHET, DOMINIQUE
				2 245,68	
TECHSPORT INC.	1259967	02-MARS -2018	Soumission # 119 - Boîtes de sacs biodégradables - TP voirie	7 027,86	MARTHET, DOMINIQUE
				7 027,86	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1259716	01-MARS -2018	Commande ouverte 2018 pour besoins produits horticoles - Équipe parcs. Ville-Marie.	12 598,50	CHARBONNEAU, GUY
				12 598,50	
TRANSELEC / COMMON INC.	1218128	19-MARS -2018	Service de signalisation pour fermeture du tunnel St-Marc - TP entretien graffiti - Manon Ouellet - hors entente	2 330,88	DUFRESNE, ALAIN
	1263027	20-MARS -2018	Factures 2017 pour service de signalisation - TP aqueduc	4 321,20	MARTHET, DOMINIQUE
				6 652,08	
U. CAYOUETTE INC.	1263811	23-MARS -2018	Soumission # 018864 - Sika et palette - TP aqueduc	7 333,46	MARTHET, DOMINIQUE
				7 333,46	
ULINE CANADA CORP	1260767	08-MARS -2018	Soumission 4367630 - Bois traité 48 x 42" - aqueduc	4 245,98	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				4 245,98	

Ville-Marie
Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
4048873 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON	14407	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	15-Mars -18	168,50
ADJUDEX INC.	650618	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	27-Févr.-18	713,91
ANNAB, LAHOUARI	rembempl2017	Frais de stationnement du 4 au 7 dec. - formation	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	09-Mars -18	80,98
ANNE C THIBAULT	fr201803463	Expo Fabulam du 14 mars au 15 avril - Maison de la Culture Frontenac - FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	372,00
ANNE SOPHIE ROULEAU	0206	Prépa.+ animation conte Été	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	28-Févr.-18	167,98
	0302	Prépa.+ animation conte St Valentin	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	28-Févr.-18	167,98
	2403	Prépa.+ animation conte Printemps/Pâques	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	28-Févr.-18	167,98
ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX DU QUEBEC INC. ACMQ	5108	Inscription colloque 2018	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	09-Mars -18	472,44
ASSOCIATION DES DIRECTEURS GENERAUX DES MUNICIPALITES DU QUEBEC (ADGMQ)	0331	Renouvellement adhésion annuelle 2018	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	13-Mars -18	780,00
ASTED INC.	9905	Livre Médiation numérique des savoirs	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	28-Févr.-18	34,86
AUDIO CINE FILMS INC	159685	Film Le goût d'un pays - 21 fevrier 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	28-Févr.-18	309,71
	160174	Film Le problème d'infiltration	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Mars -18	309,71
AUTOBELLA CA.	20180214	Labage effectué	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	05-Mars -18	21,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
AUTOBELLA CA.	20180215	Lavage du 28 février 18	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	14-Mars -18	21,00
AVEC PLAISIRS	403351	Rencontre coordination rue Ste Catherine O.	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	23-Mars -18	321,16
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1304	Electis-HRS Électricien Compagnon T-S	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	05-Mars -18	398,95
	1312	Surveillance par électricien pour dégel de conduite d'eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	05-Mars -18	398,95
BEATRICE SWIFT	180228	Planification et réalisation animations lecture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	06-Mars -18	550,00
BELLEVILLE, ERIC	108365	Frais épicerie- déménagement clos	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Mars -18	56,80
	135342	Frais épicerie- déménagement clos	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Mars -18	60,65
BISSONNETTE, CHRISTIAN	rembempl1802	remboursement Négo syndicat col bleu 1455 Bercy le 24 janvier 2018	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	02-Mars -18	40,19
BOO! DESIGN INC.	20090	Cartes affaires	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	15-Mars -18	120,75
BOUCHARD, MARYSE	rembempl1803	Remboursement frais de déplacement	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Mars -18	150,96
BOUTIQUE MARIE-CLAIRE INC. ATTN: LOUIS DESSUREAULT	r139273		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12-Mars -18	205,00
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	16047	Renconte chef RH 23 fév 2013	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	02-Mars -18	19,90
	16101	Nourritures et breuvages	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Mars -18	70,55

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
CAROLINE LAVOIE	180307	Présentation et animation	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -18	209,97
CENTRAL VIDEO SYSTEME	24398	PRP 20180226 401 09 Service de surveillance	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	13-Mars -18	599,16
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	pu038773	Normes, ouvrages routiers	Travaux publics	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	07-Mars -18	22,30
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	965951	Contrat d'entreprise et prestations de services	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19-Mars -18	43,39
CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.	1118679	Frais d'adhésion	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	12-Mars -18	908,14
CHENIER, MICHEL	rembempl2018	Mobilisation cols bleus	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	09-Mars -18	85,14
CIRCA ART ACTUEL	fr201804483	Cachet d'artiste, Feu, MC Frontenac, FR201804483	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Mars -18	2 000,00
CLOUTIER, PATRICK	rembempl2018	Mobilisation cols bleus	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	09-Mars -18	129,12
CNW-TELBEC INC	af026660		Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	15-Mars -18	6,30
COLLEGE DE MONTREAL	20135846	Pour la location du 9 mai 2017	Services administratifs	Greffe	27-Févr.-18	115,49
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	sdip0000218	Formation: Notion de base théorique en maçonnerie	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Févr.-18	789,76
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	50620	2 bacs roulants 360L	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	06-Mars -18	19,84

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUM	50704	3 cabinets de sécurité	Services administratifs	Greffe	20-Mars -18	17,17
CONSTRUCTION DJL INC	654020176801	Service de rebut béton	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	62,14
	654020176801	Service de rebut béton	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	216,14
	654020176801	Service de rebut asphalte	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	158,86
CROTEAU, SONNY	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	14-Mars -18	95,23
DENIS FARLEY	fr201803463	Expo Fabulam du 14 mars au 15 avril - Maison de la Culture Frontenac - FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	390,55
DENIS GAUTHIER_1	r139276		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12-Mars -18	750,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	6664000848	Location véhicule 2 jours	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	13-Mars -18	74,12
DOMENIC BRUNA	r139274		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12-Mars -18	750,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
DOMINIQUE SARRAZIN	fr201803463	Fabulam, démontage le dimanche 15 avril 2018, entre 17h et 18h, sans outils ni techniciens ou le lundi 16 avril, entre 9h30 et 15h30, avec techniciens	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	372,00
ENSEIGNES CMD INC.	25307	Extension 4 tablettes	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	08-Mars -18	663,52

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
ENSEIGNES CMD INC.	25367	Transport et installation	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	22-Mars -18	473,49
FATA, ROSIE	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	05-Mars -18	82,92
FESTIVAL MONTREAL EN LUMIERE INC.	ml003563	Location braséro du 24 janvier au 12 février 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	27-Févr.-18	656,17
GENEVIEVE MARCEL	002	Atelier éveil à la lecture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Mars -18	100,00
GESTION SYGIL INC. REF: M. PERREAULT	r139275		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12-Mars -18	750,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
GROUPE DAGE	2018296	camera zoom réparation	Travaux publics	Réseaux d'égout	02-Mars -18	269,56
IGA MARCHE LOUISE MENARD	2370	Rencontre coordination	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	20-Mars -18	32,79
IMPRIMERIE G.G. INC.	72953	Carton Cabane à surcre	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	329,66
	72954	Affiche cabande à sucre	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	92,00
IRIS DEBAUVE	180228	Animation bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	06-Mars -18	300,00
ISABELLE LAROUCHE	180224	Lecture animée 24 février 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	28-Févr.-18	275,00
JEAN MAROIS	fr201803463	Expo Fabulam du 14 mars au 15 avril - Maison de la Culture Frontenac - FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	372,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
JOSEE PELLERIN	fr201803463	Expo Fabulam du 14 mars au 15 avril - Maison de la Culture Frontenac - FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	372,00
JOUDY HILAL	39	Portraits Vox pop, liste images	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	28-Févr.-18	282,00
	40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	07-Mars -18	337,00
	41	Photos, tris, retouches	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	14-Mars -18	442,00
	42	Photographier les activités	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	19-Mars -18	357,00
KIDS CODE JEUNESSE	132	Service Income: club de créationde jeu vidéo	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Mars -18	175,00
LAFLECHE, SIMON	rembempl1802	Remboursement achat balai	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	26-Févr.-18	21,16
L'AGENCE STATION BLEUE INC.	fr201803215	Concert Maison de la Culture Frontenac le 22 mars - FR201803215	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	1 889,77
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00136998	IMP sur vinyle pereforé et installaiton	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -18	647,13
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	bt98572	verifier prise de la saleuse sous le panneau de controle tracteur hotel de ville	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	02-Mars -18	540,80
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	rembempl1802	Remboursement de 2 rouleaux de timbres	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	02-Mars -18	179,87
LAROCHE-TREMBLAY, VINCENT	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	14-Mars -18	90,00
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0110620218	2 coupons le 28 fevrier 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Mars -18	22,86
	0147650218		Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	15-Mars -18	10,98

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	172786	Cartes d'affaires decembre	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	27-Févr.-18	17,85
	174259	Cartes affaire J.C.Restrepo	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	28-Févr.-18	17,85
	174273	Cartes d'affaires mois février	Services administratifs	Conseil et soutien aux instances politiques	19-Mars -18	20,74
	174460	carte d'affaire Monique Gascon	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	02-Mars -18	17,85
	174471	Cartes d'affaires mois février	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	08-Mars -18	127,61
	174794	Cartes d'affaires mois février	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	13-Mars -18	17,85
	174945	Vignette hippomobile 2018 plastifiée	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	314,96
LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	38669	1 cloudbit	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	06-Mars -18	174,49
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2346	Dîner rencontre taxes	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	15-Mars -18	11,58
	2349	Produits IGA	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	8,55
	2371	Formation valeurs monétaires Banque du Canada	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	23-Mars -18	12,79
LES PAVAGES CHENAIL INC.	430100	ec10-5828	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	28-Févr.-18	875,14
	430357		Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	23-Mars -18	418,84
LES PORTES LALIBERTE	174022	Installation moteur électrique sur porte	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Mars -18	832,73
LES PRODUCTIONS PASA MUSIK INC.	pm041418	Concert Église St Jax le 14 avril - PM041418	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	1 889,77

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	700734		Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Mars -18	404,20
LE THEATRE DE L'OPSIS INC.	fr201803216	Cachet d'artiste,présenté par Maiosn de la culure Frontenac, #FR201803216	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	2 099,75
LETOURNEAU, ALEXANDRE	rembempl1803	Café accueil cols bleus nouveau clos	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	13-Mars -18	135,03
	rembempl2018	Articles pour cafétéria clos.	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	09-Mars -18	70,89
LIRE ET FAIRE LIRE	18190206021	Avis de cotisatin annuelle	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	15-Mars -18	35,00
LIU FANG WANG	pm051218	Cachet pour prestation du 12 mai 2018 à l'Église St-Jax - PM051218	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	08-Mars -18	1 400,00
LOCATION D'ABRIS MOBILES A.M. INC.	106702	location roulotte	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Mars -18	467,19
	106703	location roulotte	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Mars -18	446,20
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1802	Filaments pour animations avec imprimante 3D	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Mars -18	209,77
	rembempl1803	Remboursement kilométrage	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	09-Mars -18	10,15
LOUIS ETIENNE DORE	73	Préparation et prises de photos - La nuits des Zombies	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	14-Mars -18	288,72
MAILLOUX, JOHANNE	rembempl1803	Frais différents achats matériel et équipement	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	21-Mars -18	135,21
MAISON THEATRE	fr201801130	Cachet d'artiste présenté par Maison de la culture Frontenac #FR201801130	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	3 149,62

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
MARCHAND, DAVID	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	21-Mars -18	69,02
MARIE-FRANCE GIRAUDON	fr201803463	Cachet d'artiste expo Fabulam MC Frontenac #FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	390,55
MARTHET, DOMINIQUE	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	16-Mars -18	67,50
MARYLEE BERNARD	087	Publicité dans l'itinéraire-Édition de mars	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	08-Mars -18	37,50
MARYSE PERRON	180303	Activité semaine de relâche	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Mars -18	325,00
MINISTRE DES FINANCES	f00052441	Droit exploitant salle projection film	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	23-Mars -18	61,75
MOBIDIC	517	Modificaiton à l'introduction du bandeau gif terrain vacant	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	89,24
	519	Création du visuel pour le prix Rosario Demers	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	19-Mars -18	341,21
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	se29373	Buse, lance, maintenance	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Mars -18	386,21
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	752294	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	21,94
	753191	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	12,56
	755735	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	23,51
	755918	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	25,71

Ville-Marie
Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUS	761120	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	21,94
	761639	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	25,71
	761699	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	24,15
	769850a	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	24,15
	775306	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	9,43
	776249	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	9,45
	776250	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Mars -18	13,98
PATRICIA GAUVIN	fr201803463	Expo Fabulam du 14 mars au 15 avril - Maison de la Culture Frontenac - FR201803463	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Mars -18	372,00
PATRICK MAGDA CLEMENT	20180204pmc	Animation	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	07-Mars -18	72,00
PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	pc180227	Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Mars -18	8,19
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications		10,45
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement		60,59
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir		11,11
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir		53,93
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Services administratifs	Greffe		20,70

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	pc180227	Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	13-Mars -18	31,84
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Travaux publics	Autres - Transport		7,35
		Remboursement petite caisse Ville-Marie suite rapport du 27 février 2018	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement		51,26
POPUPCAMP	1231	Halte garderie pour événement	Services administratifs	Greffe	21-Mars -18	356,25
QUACH, NGAN-HA-CATHY	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	14-Mars -18	41,50
QUINCAILLERIE MOUSSETTE INC.	1010425121	serrurerie	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	13,49
RANDOLPH PUB LUDIQUE INC.	372	Caravane ludique - 4 mars 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	06-Mars -18	209,97
RESTREPO, ALEJANDRO	rembempl1803	Remplacement vitre IPhone6	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	126,91
	rembempl1803	Protection pour Iphone6	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	29,99
	rembempl1803	Accueil déménagement clos	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Mars -18	135,03
ROSETTE D'ARAGON	20180317	Animation bibliothèque de Frontenac le 17 mars 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Mars -18	140,00
SANIVAC	0000461298	Location des toiletes	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	07-Mars -18	81,76
SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	220853	Service courrier janvier 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	07-Mars -18	74,74
	221384	Service de courrier février - AUSE	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	28-Févr.-18	36,41

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	221419	Service postal février 18- comm.	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	28-Févr.-18	17,80
SIX CREATIVELAB	f1367c40	Conception signature pour chandail mascotte étincelle	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	09-Mars -18	644,10
	f1368c40	Affichettes de 3 cartons	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	15-Mars -18	436,75
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	182616	Requal. premiers soins M.Lajeunesse	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	26-Févr.-18	45,00
SPECTRE DE RUE INC .	731	Distribution	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	19-Mars -18	195,00
	732	Distribution	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mars -18	155,00
SUZANNE VACHON	fr201803463	Cachet d'artiste, expo Fabulam, FR201803463 MC Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -18	390,55
SYLVAIN A. TROTTIER	crs0001	Animation	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	15-Mars -18	183,73
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL + N20	41500001559	Copie de DC/clé USB-division SS1	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	28-Févr.-18	16,20
TROPHEES DUBOIS LTEE	41012	120 médailles, 90 rubans	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	26-Févr.-18	462,47
TRUDEL VALCOUR, ETIENNE	rembempl1803	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	14-Mars -18	95,23
ULINE CANADA CORP	4086650	Boîtes de rangement	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	26-Févr.-18	389,24
VOXEL FACTORY INC.	inv01524	TIN-ESM-000-000-000	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Mars -18	26,24
						45 855,03

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240135

Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, le conseiller Robert Beaudry donne avis de motion de l'adoption du règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

Adoptée à l'unanimité.

40.19
1186673007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186673007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

Adopter l'avis de motion modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 11:40

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2002, le *Règlement sur les musiciens et les amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006) stipule que l'octroi d'un permis pour les nouveaux demandeurs est conditionnel à l'obtention d'un avis de conformité délivré par le Comité de sélection prévu à cette fin.
Selon les années, entre 85 et 140 nouveaux demandeurs passent des auditions devant le Comité de sélection en vue d'obtenir un avis de conformité. De ce nombre, entre 5 et 15 % des requérants n'obtiennent pas leur avis de conformité. En effet, le processus d'audition ne vise pas à sélectionner les meilleurs mais tout simplement à valider que les requérants rencontrent les critères minimums prescrits au règlement avant de se voir octroyer un permis. À cela s'ajoute le fait, qu'entre 15 à 25 % des requérants ayant obtenu leur avis de conformité ne viennent pas chercher leur permis.

Or, la tenue des séances d'audition mobilise un jury de sélection rémunéré et composé de cinq personnes pendant plusieurs jours et occasionne des coûts de gestion direct représentant à eux seuls 30 % de la valeur des recettes de vente de permis. Or, ce processus n'apporte pas, au bout du compte, de réelle valeur ajoutée quant à la qualité des musiciens et amuseurs publics qui exercent sur le domaine public.

Enfin, la tenue des auditions à date fixe en début de saison, a comme revers d'empêcher des musiciens et des amuseurs publics venant de l'extérieur ou qui exercent leurs activités sur le domaine public illégalement de pouvoir se mettre en règle en obtenant un permis en cours de saison, puisque la période des auditions est passée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1074400062 - CA 07240627 - 6 novembre 2007- Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

DESCRIPTION

En 2017, l'arrondissement a réalisé une étude sur la gestion des artistes de rue (artistes peintres, portraitistes caricaturistes, artisans, musiciens et amuseurs publics). Cette étude visait à : 1) simplifier la gestion et réduire les coûts qui y sont associés; 2) accroître la

qualité et la diversité de l'offre et instaurer un mécanisme qui favorise le renouvellement continu; 3) actualiser la réglementation et en assurer une meilleure application. L'étude soumet à cette fin plusieurs recommandations.
La principale modification répond à l'objectif de simplifier la gestion et de réduire les coûts en abolissant le Comité de sélection. Les procédures d'obtention des permis sont remplacées par l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1. Fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'une association professionnelle reconnue d'artistes de scène, du disque ou du cinéma en vertu d'une loi québécoise, canadienne, américaine ou autre législation;
2. Fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'un regroupement d'artistes de rue qui procède à une évaluation qualitative pour accueillir ses membres;
3. Fournir une preuve administrative d'un certain niveau de formation (diplôme, attestation d'études, stage de perfectionnement, etc.) ou d'une pratique professionnelle (vidéo, CD, portfolio, etc.) et obtenir une autorisation de l'autorité compétente.

L'autorisation de conformité émise en vertu du paragraphe 3 est valide tant et aussi longtemps que le demandeur renouvelle sa demande et obtient un permis de musicien ou d'amuseur public. L'avis de non-conformité ne vaut, quant à lui, que pour une période d'une année.

Les autres modifications visent à actualiser la réglementation (en abrogeant des dispositions désuètes) et en assurer une meilleure application (simplification et renforcement des dispositions pénales).

- l'abrogation des permis de maquilleurs artistiques, tatoueurs et tresseurs de cheveux à la sous-section II.
- l'abrogation des annexes A et B concernant les critères d'évaluation des demandeurs de permis de maquilleurs artistiques, tatoueurs, tresseurs de cheveux, musiciens, amuseurs publics, sculpteurs de ballons.
- ajout de la possibilité de révoquer les permis d'un musicien ou amuseur public qui fait l'objet de plaintes répétées et qui est en défaut d'y remédier.

JUSTIFICATION

L'abolition du Comité de sélection a l'aval unanime des représentants du Comité paritaire des musiciens et amuseurs publics.
Son impact devrait être négligeable sur la qualité des détenteurs de permis puisque peu de nouveaux demandeurs sont refusés par le Comité de sélection. On n'anticipe pas non plus d'augmentation quant à la quantité de permis émis d'année en année qui varie entre 175 et 215 permis. Un suivi étroit sera toutefois effectué sur ce plan. Dans l'éventualité d'une augmentation significative, le règlement permet de contingenter le nombre de permis.

De plus, les nouvelles règles d'émission des permis devrait contribuer à régler la problématique des musiciens et amuseurs publics illégaux. En effet, ceux-ci pourront désormais acquérir un permis en tout temps au cours de la saison. Elles permettront également à des musiciens ou amuseurs publics de passage d'obtenir un permis et de se produire en toute légalité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Économie de l'ordre de 15 000 $ pour la tenue des séances d'audition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diminution des coûts d'opération et allègement du processus d'évaluation et d'émission des permis.
Les changements réglementaires proposés n'affectent pas les détenteurs de permis actuels puisque ces derniers peuvent renouveler leur permis d'année en année sans autre procédure. Seuls les nouveaux demandeurs sont touchés, de manière positive, par les nouvelles règles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les modifications réglementaires seront communiquées aux détenteurs lors d'une rencontre annuelle tenue en début de saison estivale. Un dépliant sera préparé et remis à tous les requérants.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement modifié au CA du 10 avril 2018

- Réunion d'information à la mi-mai 2018 pour tous les détenteurs de permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Domenico ZAMBITO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine M GIRARD
Agente culturelle

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-8844
Télécop. : 514 868-3292

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

CA-24-283 Règl. mod.règ musiciens amuseur publics.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-283	**Règlement modifiant le Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)**

Vu le sous-paragraphe d) du paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002);

À sa séance du _____ 2018, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 1 du Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) est remplacé par le suivant :

« Dans le présent règlement, les mots et les expressions suivants signifient :

« amuseur public » un jongleur, un mime, un chanteur, un bateleur, un magicien, un danseur, un clown, un poète, un sculpteur de ballons.

« autorité compétente » : le directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, le directeur des travaux publics ou son représentant;

2. Le paragraphe 4° de l'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « directeur » par les mots « autorité compétente ».

3. Les articles 4 à 10 de ce règlement sont abrogés.

4. L'intitulé de la sous-section 3 de la section II de ce règlement est modifié par l'ajout, entre les mots « PERMIS et « D'AMUSEURS » des mots « DE MUSICIENS ET ».

5. L'article 10.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 10.2. Pour obtenir un permis, le musicien ou l'amuseur public doit répondre à l'un des critères suivants :

1° fournir un preuve d'adhésion de membre en règle d'une association professionnelle reconnue d'artistes de scène, du disque ou du cinéma en vertu d'une loi québécoise, canadienne, américaine ou autre législation;

2° fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'un regroupement d'artistes de rue qui procède à une évaluation qualitative pour accueillir ses membres;

3° fournir une preuve administrative d'un certain niveau de formation (diplôme, attestation d'études, stage de perfectionnement, etc.) ou d'une pratique professionnelle (vidéo, CD, portfolio, etc.) et obtenir une autorisation de l'autorité compétente.

L'autorisation de conformité émise en vertu du paragraphe 3° est valide tant et aussi longtemps que le demandeur renouvelle sa demande et obtient un permis de

musicien ou d'amuseur public. L'avis de non-conformité ne vaut, quant à lui, que pour une période d'une année. »

6. L'article 10.3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de jongleur, mime, chanteur, bateleur, sculpteur de ballons ou musicien » par les mots « musiciens ou d'amuseurs publics ».

7. L'article 10.5 de ce règlement est abrogé.

8. L'article 10.6 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 8 » par le chiffre « 10.2 »

9. Les articles 11 à 22.1 de ce règlement sont abrogés.

10. L'article 28.1 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout au paragraphe 3°, entre les mots « activité » et « d'amuseur », des mots « de musicien ou;

2° l'ajout au paragraphe 5°, entre les mots « activités » et « d'amuseurs », des mots « de musiciens ou ;

3° l'ajout au paragraphe 13°, entre les mots « activités » et « des », des mots « musiciens ou ;

11. Le paragraphe 10° de l'article 28.1 de ce règlement est abrogé.

12. L'article 32.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« L'autorité compétente peut révoquer un permis délivré sur la foi de fausses représentations ou déclarations ou en cas de plaintes répétées et dûment signifiées à l'arrondissement contre un détenteur de permis et de son défaut d'y remédier.

La révocation d'un permis conformément au premier alinéa ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis »

13. Les annexes A et B de ce règlement sont abrogées.

Un avis relatif à ce règlement (dossier) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2018, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240061

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
1186255001
pp. 372

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240119

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier le projet de résolution comme suit :

- par le remplacement, à la dernière troisième ligne, du mot « aménagement » par le mot « occupation ».

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'autoriser l'occupation d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
1186255001
pp 372

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 mars 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186255001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-31 11:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage café-terrasse, jusqu'à maintenant reconnu par droit acquis, ainsi que l'animation par diverses prestations sur la terrasse sur toit du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie. L'autorisation demandée peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement et des objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB145289021 - 17 juin 2015 - Approuver, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et aux fins de l'émission du permis, les plans relatifs à l'agrandissement en surhauteur au 44e étage d'un bâtiment commercial de 46 étages, situé aux 1-5, place Ville-Marie, préparés par la firme Provencher Roy, datés du 8 mai 2015 et estampillés par l'arrondissement le même jour, suite au dépôt de la demande de permis de transformation 3001000116.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment emblématique de plan cruciforme inauguré en 1962 est situé dans le Centre des affaires et est ceinturé par les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, et les rues Mansfield et Cathcart. La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité).

La tour de 46 étages accueille en majorité des bureaux, mais aussi des boutiques et restaurants au niveau galerie, la Banque Royale du Canada au rez-de-chaussée, ainsi que depuis juin 2016 l'Observatoire Au sommet Place Ville-Marie et le restaurant Les enfants terribles. La terrasse a été réaménagée durant cette période. Le 44^{e} étage avait déjà accueilli une terrasse sur toit durant les années d'exploitation du restaurant Club lounge 737, soit des années 90 jusqu'en 2013.

Le projet
Le requérant souhaite bonifier sa programmation d'activités qui se tiennent à l'Observatoire Au sommet et sur la terrasse ouest du 46^{e} étage, dans l'objectif de faire connaître davantage aux Montréalais ce lieu panoramique. Afin de favoriser la fréquentation de l'espace tout au long des saisons, la programmation qu'accueillerait la terrasse de 300 m^2 se déclinerait avec différentes animations telles que des prestations musicales acoustiques, des projections de films, des séances de yoga et autres activités saisonnières comme une cabane à sucre ou un village de Noël.

Bien que ces activités comporteraient une animation sonore, l'utilisation de haut-parleurs demeurerait proscrite en vertu du Règlement B-3 interdisant la diffusion de son amplifié à l'extérieur d'un bâtiment (paragraphe 1° de l'article 9). Les prestations musicales seraient donc acoustiques et des casques d'écoute sans fil seraient distribués lors des soirées cinéma. La projection des films se ferait vers l'ouest, où une toile rétractable serait installée à chaque représentation devant le garde-corps en verre.

Un aménagement paysager composé d'arbustes, de graminées et de fleurs viendrait parachever la partie végétalisée au centre de la terrasse.

Aucun travaux ne sont prévus.

Paramètres réglementaires
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· à l'aménagement d'un café-terrasse dans un secteur qui n'est pas de la catégorie M.5, M.6, M.8 à M.10, M.11 ou sur un bâtiment occupé par un usage équipement collectif et institutionnel (paragraphe 1º de l'article 392);
· à l'interdiction de présenter sur un café-terrasse de la danse, des représentations théâtrales ou cinématographiques, des concerts et des spectacles (article 390).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projets particulier. Malgré que le café-terrasse sur toit se situe dans un secteur de la catégorie M.7C, il respecte les autres dispositions de l'article 392. En effet, il est lié à un restaurant ou un débit de boisson alcoolique situé au même étage, aucun logement ne se trouve au même niveau ou au niveau immédiatement supérieur et le terrain n'est pas adjacent à un autre terrain occupé par un immeuble résidentiel.
Par la bonification des activités commerciales du demandeur, le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme puisque le projet favorise le dynamisme commercial dans le Centre des affaires. Les activités prévues sur le café-terrasse consisteraient à présenter de la danse, des représentations théâtrales et cinématographiques et des concerts, sans son amplifié par haut-parleur. Elles contribueraient à multiplier les occasions pour les Montréalais, touristes et travailleurs de la tour, de profiter de ce lieu offrant une vue unique sur la ville.

Le parachèvement de l'aménagement paysager sur le toit contribuera à la diminution des îlots de chaleur.

Impacts sur le milieu
L'usage projeté de café-terrasse ainsi que l'animation qui y serait faite sont compatibles avec les usages du milieu environnant, notamment avec la présence à proximité du café-terrasse de l'Hôtel Renaissance (1240, boul. Robert-Bourassa). Le son émanant de l'animation n'est pas susceptible de nuire au voisinage puisque la terrasse est ceinturée d'un garde-corps d'une hauteur de 3,8 mètres et qu'aucun autre immeuble voisin n'atteint

la hauteur de la Place Ville-Marie.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à l'usage «café-terrasse» et permettre sur la terrasse du 44e étage du bâtiment la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 décembre 2017
3001353963
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1, place Ville-Marie
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser l'usage café-terrasse, jusqu'à maintenant reconnu par droit acquis, ainsi que l'animation par diverses prestations sur la terrasse sur toit du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie. Le bâtiment emblématique de plan cruciforme inauguré en 1962 est situé dans le Centre des affaires et est ceinturé par les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, et les rues Mansfield et Cathcart. La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité). La tour de 46 étages accueille en majorité des bureaux, mais aussi des boutiques et restaurants au niveau galerie, la Banque Royal du Canada au rez-de-chaussée, ainsi que depuis juin 2016 l'Observatoire Au sommet Place Ville-Marie et le restaurant Les enfants terribles. La terrasse a été réaménagée durant cette période. Le 44^{e} étage avait déjà accueilli une terrasse sur toit durant les années d'exploitation du restaurant Club lounge 737, soit de la fin des années 90 jusqu'en 2013.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une demande de permis de surhauteur a été approuvée en juin 2015, autorisant un agrandissement et l'aménagement d'un toit-terrasse au 44^{e} étage de Place Ville Marie.
Considérant que :	Aucun logement n'est adjacent au café-terrasse.
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme puisqu'il favorise le dynamisme commercial dans le Centre des affaires.
Considérant que :	Les activités prévues sur le café-terrasse consisteraient à présenter de la danse, des représentations théâtrales et cinématographiques et des concerts, sans son amplifié par haut-parleur.
Considérant que :	Les activités contribueraient à multiplier les occasions pour les Montréalais, touristes et travailleurs de la tour, de profiter de ce lieu offrant une vue unique sur la ville.
Considérant que :	Le parachèvement de l'aménagement paysager sur le toit contribuera à la diminution des îlots de chaleur.

Considérant que : L'usage projeté de café-terrasse ainsi que l'animation sont compatibles avec les usages du milieu environnant.

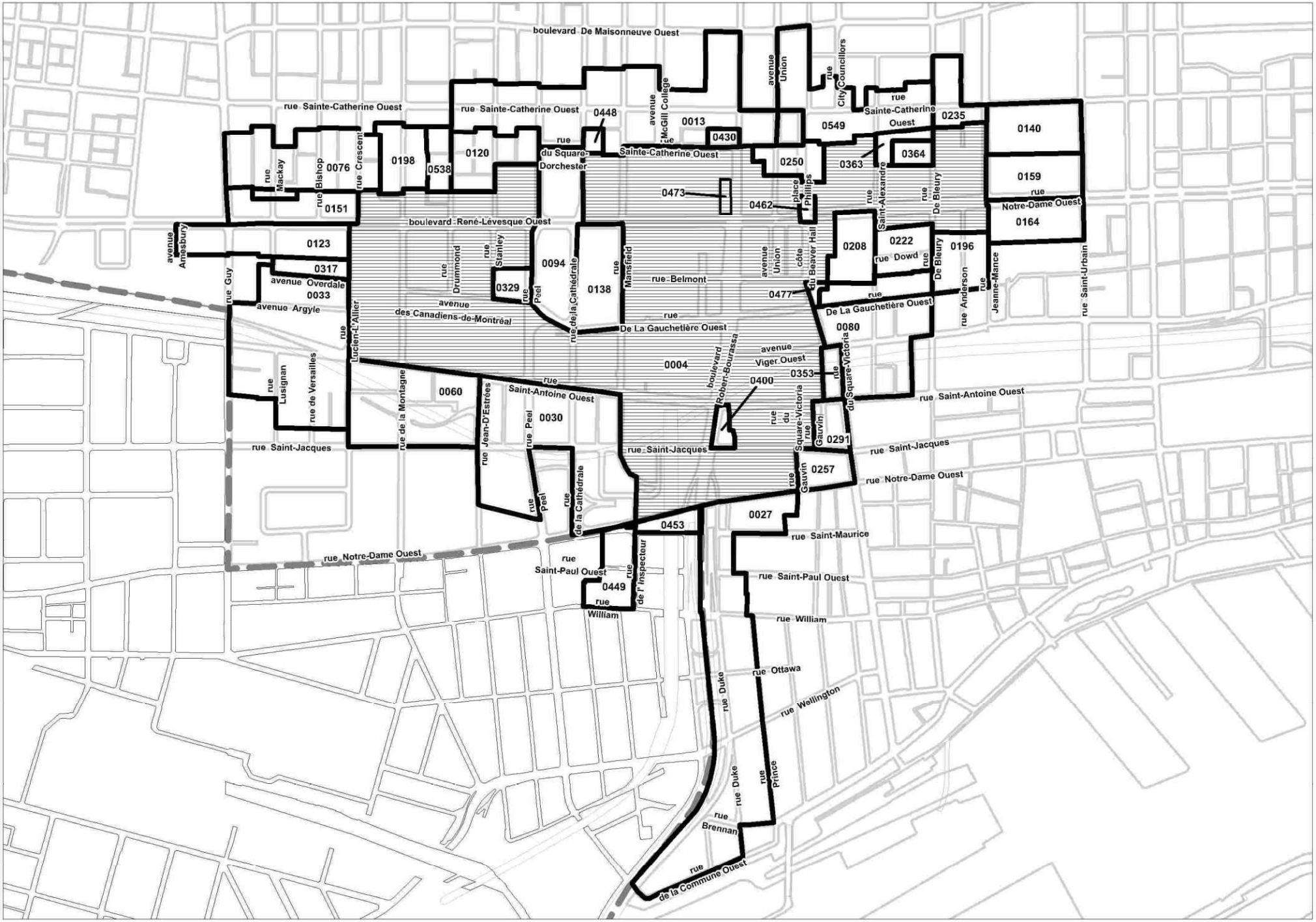
Considérant que : Le son émanant de l'animation n'est pas susceptible de nuire au voisinage car la terrasse est ceinturée d'un garde-corps d'une hauteur de 3,8 mètres et qu'aucun autre immeuble voisin n'atteint la hauteur de la Place Ville-Marie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ry - Pour

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire



Localisation	Dossier: 1186255001	Date: 1 février 2018

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240063

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5e étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
1186255003
pp. 369

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240120

Adopter une résolution autorisant l'usage « pharmacie » au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage « pharmacie » au 5e étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
1186255003
pp 369

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186255003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5e étage.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-01 14:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5^{e} étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest. L'autorisation demandée peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement et des objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 11 étages construit en 1957 est situé dans le Quartier des Grands jardins, entre les rues Saint-Marc et du Fort. Cette portion de la rue Sherbrooke Ouest n'accueille qu'un seul commerce ayant pignon sur rue, soit le café logé au rez-de-chaussée du bâtiment visé. Aux étages supérieurs de l'édifice se trouvent des bureaux, ainsi qu'une clinique médicale au 5^{e} étage.

Il est aussi situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice, que l'on retrouve tout en face sur le terrain du Grand séminaire de Montréal.

Le projet

Le requérant demande l'usage « pharmacie » au 5^{e} niveau du bâtiment, dont la superficie occuperait 85 m^{2} . En collaboration avec la clinique médicale qui se trouve actuellement à cet étage, la pharmacie spécialisée desservirait principalement la clientèle de cette dernière. Les heures d'exploitation de la pharmacie seraient d'ailleurs les mêmes que celles de la clinique, soit de 7h30 à 17h du lundi au jeudi, et de 9h à 12h le vendredi. Elle compterait environ 2 ou 3 employés durant ces périodes.

Des travaux d'aménagement ne sont prévus qu'à l'intérieur de l'édifice.

Paramètres réglementaires
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· au niveau de bâtiment auquel l'usage « pharmacie » s'implante, car cet usage spécifique ne doit pas se situer aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment (articles 179 et 227).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projets particulier. L'aménagement d'une pharmacie au 5^{e} étage n'est pas permis par le Règlement d'urbanisme puisque les usages spécifiques ne sont autorisés qu'au rez-de-chaussée. Toutefois, une autorisation en ce sens serait compatible et complémentaire avec la clinique médicale qui partagerait l'étage en question. La faible intensité des activités de la pharmacie est aussi compatible avec les usages de bureau présents dans l'immeuble, compte tenu de la petite superficie du commerce, la clientèle limitée principalement à celle de la clinique, ainsi que le peu d'employés qui y travailleront.
En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à l'usage « pharmacie » au 5^{e} étage du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
n° à venir
4.2.1

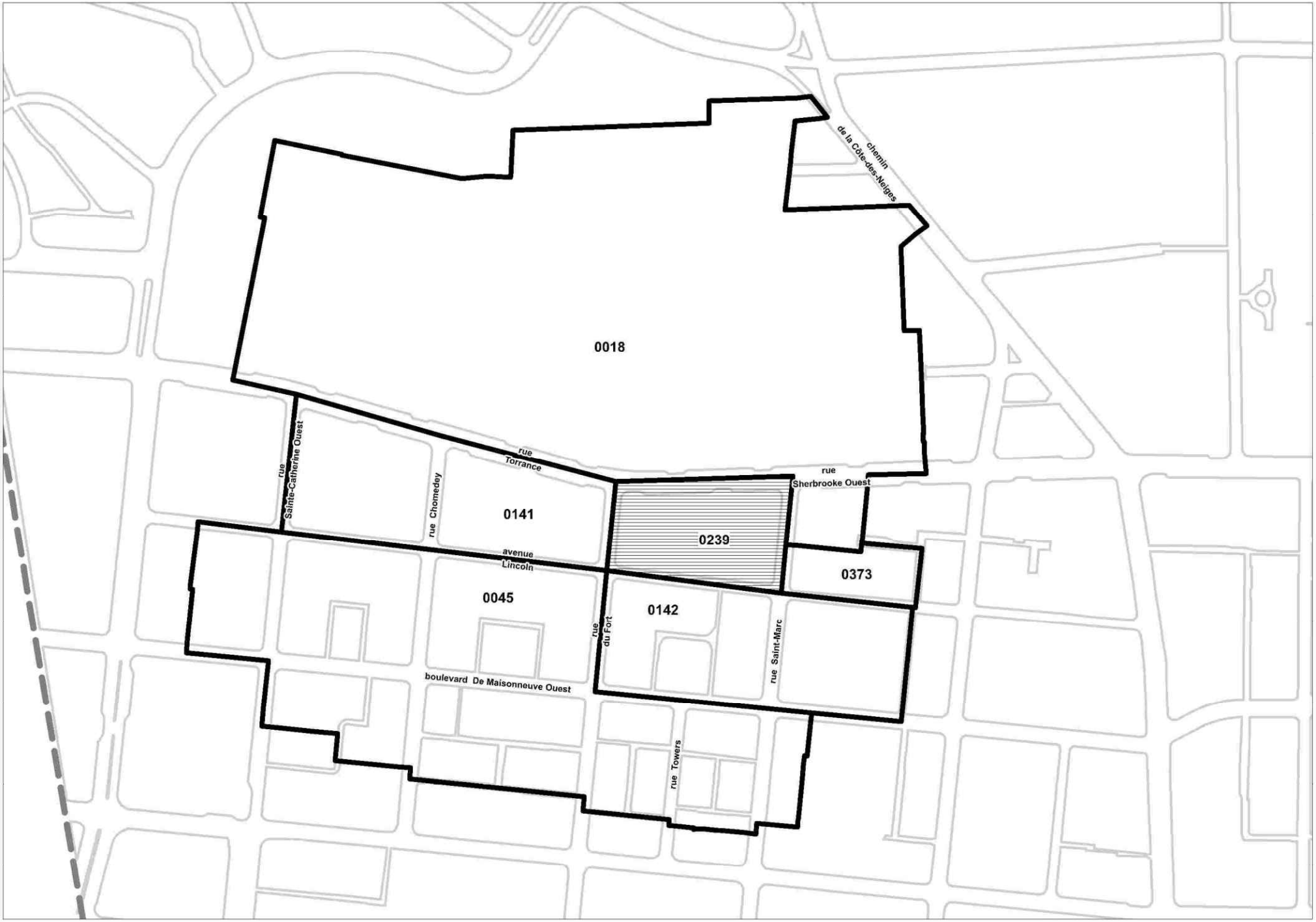
Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1980, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser une demande de projet particulier afin d'autoriser l'usage « pharmacie » au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest. Le bâtiment de 11 étages construit en 1957 est situé dans le Quartier des Grands jardins, entre les rues Saint-Marc et du Fort. Cette portion de la rue Sherbrooke Ouest n'accueille qu'un seul commerce ayant pignon sur rue, soit le café logé au rez-de-chaussée du bâtiment visé. Aux étages supérieurs de l'édifice se trouvent des bureaux, ainsi qu'une clinique médicale au 5e étage. L'usage « pharmacie » est demandé au 5^{e} niveau du bâtiment, dont la superficie occuperait 85 m^{2}. En collaboration avec la clinique médicale qui se trouve actuellement à cet étage, la pharmacie spécialisée desservirait principalement la clientèle de cette dernière. Les heures d'exploitation de la pharmacie seraient d'ailleurs les mêmes que celles de la clinique, soit de 7h30 à 17h du lundi au jeudi, et de 9h à 12h le vendredi. Elle compterait environ 2 ou 3 employés durant ces périodes. Des travaux d'aménagement ne sont prévus qu'à l'intérieur de l'édifice. Le bâtiment se trouve dans un secteur zoné M.7C au Règlement d'urbanisme (01-282), permettant les usages résidentiels, les établissements de vente au détail, de service, les industries légères caractéristiques du centre-ville, ainsi que les équipements collectifs et institutionnels. Selon l'article 227 du Règlement d'urbanisme, l'usage « pharmacie » est considéré comme usage commercial spécifique. Un usage spécifique ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment, selon l'article 179. L'aménagement d'une pharmacie au 5^{e} étage n'est pas permis par le Règlement d'urbanisme puisque les usages spécifiques ne sont autorisés qu'au rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice.

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « pharmacie » est compatible et complémentaire avec la clinique médicale partageant l'étage.
Considérant que :	La faible intensité des activités de la pharmacie est compatible avec les usages de bureau présents dans l'immeuble.
Considérant que :	Le commerce est de petite superficie.
Considérant que :	L'achalandage sera limité principalement aux clients de la clinique et les employés qui y travailleront.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan 25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin 25-01-2018
Caroline Cantin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1186255003** | **Date: 1 février 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240074

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;
c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i) les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
ii) les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
iii) l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.27
1177303016
pp 370

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240122

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 février 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 28 février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le deuxième projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;
2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;
   c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i. les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
      ii. les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
      iii. l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
1177303016
pp 370

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Dossier # : 1177303016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Projet Humaniti

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;

c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
ii les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être

durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
iii l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-05 08:46

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177303016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Projet Humaniti

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée afin de construire un complexe résidentiel et commercial comprenant un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé au niveau visé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement situé à une distance inférieure au minimum requis, un débarcadère dérogatoire situé dans un secteur de catégorie d'usages M.7 et un stationnement public intérieur. Une telle proposition déroge à des dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement. (3001319462)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240468 – 13 septembre 2016 – Exiger une garantie bancaire de 188 440 $ requise pour la démolition de l'édifice situé au 1030 - 1040, rue De Bleury.

DESCRIPTION

Le site
Le site², compris entre les rues Hermine, De La Gauchetière, De Bleury et l'avenue Viger, présente une superficie de 7 423 m et bénéficie d'une densité de construction (COS) possible de 12, ce qui autorise la construction d'un édifice de la dimension de la Place Ville-Marie. En matière d'occupation, les usages permis sont ceux typiques du centre des affaires, soit aussi bien l'habitation que le bureau, le commerce ou les principaux équipements collectifs.

Par ailleurs, l'emplacement visé était auparavant occupé par un édifice commercial de 3 étages, aujourd'hui démoli, et un stationnement extérieur en droits acquis. Le site comprend également un édicule appartenant à la société de transport de Montréal (STM) en bordure de la rue Hermine.

Le projet
Le projet proposé comprend l'implantation d'un complexe immobilier dont le volume le plus haut s'élève à 38 étages (120 m), et qui doit abriter plusieurs fonctions, notamment :

· un rez-de-chaussée commercial;
· 6 000 m² de bureau;
· un hôtel de 193 chambres;
· 476 logements (314 locatifs et 162 en copropriété);
· 5 niveaux de stationnement pour un total de 480 unités automobiles et 150 emplacements pour vélos.

Ces chiffres doivent être considérés comme étant indicatifs puisque certaines unités peuvent encore être subdivisées ou, au contraire, réunies. Le complexe aurait donc un basilaire d'une hauteur de 23 m, et une tour dont la hauteur totale atteint 120 m soit le maximum autorisé. Soulignons qu'une version préliminaire avait été soumise pour avis au comité consultatif d'urbanisme (CCU) en août et en septembre 2017 comme projet de remplacement lors de la demande de démolition de l'édifice qui occupait le site ainsi que pour la révision de la construction du volume en surhauteur.

Le projet est conforme aux dispositions réglementaires en matière d'architecture et de volumétrie, néanmoins, la proposition comprend cinq éléments nécessitant une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers.

En premier lieu, le restaurant proposé, qui occupe les deux premiers étages, possède une plus grande surface au niveau supérieur. En effet, les superficies dédiées à la restauration seront réparties de la façon suivante :

· Rez-de-chaussée : 238,7 m²
· Deuxième étage : 606,64 m²

Fait à noter, près de la moitié du deuxième étage sera occupé par les cuisines.

Le projet comprend également un café-terrasse situé sur le toit de la portion est du basilaire dont les étages inférieurs sont uniquement occupés par du bureau. Ce café-terrasse sera associé à la salle d'entraînement, mais également dédié à la clientèle du restaurant.

La troisième dérogation concerne l'emplacement des deux quais de chargement situés à 8,5 m de l'intersection des rues Hermine et De La Gauchetière plutôt que les 18 m exigés. Il est également proposé d'aménager un débarcadère du côté de la rue De La Gauchetière qui constituerait l'entrée principale de l'hôtel prévu. Ce débarcadère comprendrait deux (2) entrées charretières dont la largeur varie entre 8,4 m et 4,5 m et dont le traitement au sol ferait l'objet d'un revêtement distinctif qui sera précisé ultérieurement au cours de la révision conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme.

Enfin, il est proposé de dédier 216 unités (sur 480) à l'usage « stationnement public extérieur ». Un tel usage ne constitue pas une dérogation, mais doit normalement être autorisé via la procédure des usages conditionnels.

Cadre réglementaire
Le projet tel que proposé déroge à cinq articles du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 229 qui prévoit qu'un restaurant occupant l'étage au-dessus du rez-de-chaussée doit avoir une superficie inférieure ou équivalente à la superficie du rez-de-chaussée;
· l'article 232 qui autorise un parc de « stationnement public intérieur » uniquement

selon la procédure des usages conditionnels;
· l'article 381, qui prévoit que les débarcadères ne peuvent avoir une largeur dépassant 3 mètres et qu'ils ne sont pas autorisés dans un secteur M.7;
· l'article 392 qui prévoit qu'un café-terrasse ne peut être aménagé sur un toit dans un secteur M.7 où se situe le projet;
· l'article 593 qui prévoit qu'un quai de chargement doit être situé à une distance minimale de 18 mètres d'une intersection.

Ces dérogations peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

JUSTIFICATION

Cette proposition ne comprend aucune modification à l'architecture ni à l'apparence du bâtiment tel qu'il avait été soumis au CCU précédemment. En effet, le projet a été présenté pour une première fois dans le cadre de la demande de démolition et une seconde fois pour la révision de la surhauteur. Dans les deux cas, il a fait l'objet d'un avis favorable comprenant une recommandation qui appuyait le maintien de la volumétrie proposée.
Éléments dérogatoires
Les dérogations du projet sont somme toute mineures et n'ont qu'un faible impact sur le milieu. Dans l'ensemble, celles-ci s'expliquent par le contexte particulier d'un site aux abords du Vieux Montréal (rues étroites, implantation du bâti sans marge de recul) et la programmation d'un projet de forte mixité. Une disposition du projet n'est d'ailleurs aucunement dérogatoire puisque son autorisation pourrait relever de la procédure des usages conditionnels.

La dérogation relative à la superficie de plancher du restaurant est rendue nécessaire par la configuration intérieure du bâtiment. En effet, le rez-de-chaussée de cette portion du basilaire sera occupé par le hall d'entrée de l'hôtel ainsi que par l'espace donnant aux ascenseurs des résidents des logements situés dans la tour. Par conséquent, la superficie disponible au rez-de-chaussée s'en trouve fortement limitée. De plus, la présence d'un restaurant ayant front sur la rue De Bleury permet de contribuer à l'animation sur la rue, mais également à celle de la Place Riopelle. Enfin, puisque toute l'activité prend place à l'intérieur du bâtiment et que ce tronçon de la rue De Bleury est à vocation commerciale, l'aménagement proposé n'est pas susceptible d'affecter la quiétude des résidents voisins.

L'implantation du café-terrasse sur le toit du bâtiment est compatible avec le milieu environnant puisque tous les bâtiments directement adjacents ont des usages commerciaux. Qui plus est, puisqu'il desservira la clientèle de la salle de sport, l'impact sur la quiétude des résidents sera limité. Toutefois, cette salle de sport étant ouverte à la clientèle extérieure, il est proposé d'interdire l'affichage lié à l'usage « centre d'activité physique ».

En ce qui concerne l'emplacement des quais de chargement, celui-ci est justifié par la configuration des rues du secteur. En effet, la rue Hermine est la rue appropriée pour accueillir un tel espace en regard de son échelle, mais aussi par rapport aux autres axes : un tel équipement ne serait pas indiqué sur les rues De Bleury, De La Gauchetière ou sur l'avenue Viger. Par contre, la présence d'un édicule de la STM ayant front sur la rue Hermine limite l'espace pour aménager quai de chargement. Pour cette raison, l'emplacement proposé déroge aux dispositions réglementaires. Cette proposition a par ailleurs été présentée à la division de la circulation et de l'inspection du domaine public de l'arrondissement et l'impact sur la circulation a été jugé acceptable.

Compte tenu de la présence d'un hôtel et puisque la rue De La Gauchetière est à sens unique, un débarcadère avec deux accès s'avère nécessaire pour gérer les arrêts fréquents

à l'intérieur du site sans nuire à la fluidité de la circulation. Par ailleurs, un débarcadère de ce type n'est pas envisageable sur les artères de circulation majeure telles que la rue De Bleury ou l'avenue Viger, ni sur la rue Hermine où seront localisés les accès au stationnement et aux quais de chargement du bâtiment et de la STM.

Ce débarcadère avait été présenté au CCU précédemment dans le cadre d'une dérogation mineure. La proposition avait fait l'objet d'un avis favorable à la condition de réduire la largeur des voies. Des simulations à l'aide du logiciel AutoTURN ont démontré qu'une largeur minimale de 4,5 mètres est nécessaire pour que les manœuvres soient effectuées de façon sécuritaire. En effet, l'étroitesse de la rue De La Gauchetière et le peu de profondeur du débarcadère au sein de l'îlot sont des contraintes qui justifient des voies élargies.

Usage stationnement public intérieur
L'usage « stationnement public intérieur » est justifiable à l'intérieur de ce bâtiment. L'impact sur la desserte du bâtiment est minimal puisque le stationnement offre toujours le nombre minimal exigé en fonction de la réglementation. De plus, la demande en espaces de stationnement pour le secteur s'est vue augmenter depuis le début des travaux sur le site puisqu'il était auparavant occupé par un stationnement de plus de 100 unités.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-01

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-02

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
3001366166
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1020, rue De Bleury

Responsable : Olivier Légaré

Description : La demande vise la construction d'un complexe résidentiel et commercial comprenant un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé au niveau visé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement situé à une distance inférieure au minimum requis et un stationnement public intérieur.

Le site visé, situé immédiatement au nord de la Place Riopelle, dans le Quartier international de Montréal, présente une superficie de 7 423 m², et bénéficie d'une densité de construction (COS) possible de 12, ce qui autorise la construction d'un édifice de la dimension de la Place Ville-Marie. En matière d'occupation, les usages permis sont ceux typiques du centre des affaires, soit aussi bien l'habitation que le bureau, le commerce ou les principaux équipements collectifs. L'emplacement était auparavant occupé par un édifice commercial de 3 étages, aujourd'hui démoli, et un stationnement extérieur. Le site comprend également un édicule appartenant à la société de transport de Montréal (STM) en bordure de la rue Hermine.

Le restaurant proposé, qui occupe les deux premiers étages, possède une plus grande surface au niveau supérieur. En effet, les superficies dédiées à la restauration seront de 238.7 m² au rez-de-chaussée et de 606,64 m² au deuxième étage. Près de la moitié du deuxième étage sera occupé par les cuisines. Le projet comprend également un café-terrasse situé sur le toit de la portion est du basilaire dont les étages inférieurs sont uniquement occupés par du bureau. Ce café-terrasse sera associé à la salle d'entraînement, mais également dédié à la clientèle du restaurant.

La troisième dérogation concerne l'emplacement des deux quais de chargement situés à 8,5 m de l'intersection des rues Hermine et De La Gauchetière plutôt que les 18 m exigés.

Enfin, il est proposé de convertir les unités de stationnements excédant le minimum exigé à l'usage « stationnement public intérieur ». Par conséquent, des 480 unités de stationnement prévues au départ, 216 seront ouvertes à une clientèle extérieure. Un tel usage ne constitue pas une dérogation, mais doit se conformer à la procédure des usages conditionnels.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante :	Une garantie bancaire a été exigée pour la démolition par la décision CA16 240468.
Considérant que :	La dérogation relative la superficie plancher du restaurant est rendue nécessaire par la configuration intérieure du bâtiment.
Considérant que :	L'implantation du café-terrasse sur le toit du bâtiment est compatible avec le milieu environnant qui est principalement commercial.
Considérant que :	L'emplacement des quais de chargement est justifié par la configuration des rues du secteur.
Considérant que :	La présence d'un édicule de la Société de transport de Montréal (STM) ayant front sur la rue Hermine limite l'espace pour aménager quai de chargement.
Considérant que :	Le Service des études techniques de l'arrondissement a jugé que l'impact sur la circulation serait limité.
Considérant que :	L'usage « stationnement public intérieur » est justifiable à l'intérieur de ce bâtiment et l'impact est minimal puisque le stationnement offre toujours le nombre minimal exigé en fonction de la réglementation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit.**

25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

25-01-2018
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 décembre 2016
3001249548
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1030-1040, rue De Bleury
Responsable :	Olivier Légaré et Bruno Collin
Description :	La demande vise à aménager un débarcadère du côté de la rue De La Gauchetière qui constituerait l'entrée principale de l'hôtel prévu. Ce débarcadère comprendrait deux (2) entrées charretières dont la largeur varie entre 8,4 m et 4,5 m et dont le traitement au sol ferait l'objet d'un revêtement distinctif qui sera précisé ultérieurement au cours de la révision conformément au Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Le site visé est actuellement occupé par un stationnement extérieur et un édifice commercial de 3 étages, qui est vacant depuis près de 10 ans. Situé immédiatement au nord de la Place Riopelle, dans le Quartier international de Montréal. Cet emplacement fait l'objet d'un projet de développement d'un complexe immobilier dont le volume le plus haut s'élève à 120 m, et qui doit abriter plusieurs fonctions. Le projet déroge à deux dispositions de l'article 9 du *Règlement d'urbanisme 01-282* soient d'aménager un débarcadère dans un secteur non autorisé et d'aménager un débarcadère dont la largeur des voies est supérieure au maximum autorisé de 3 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Un débarcadère avec deux accès s'avère nécessaire pour gérer les arrêts fréquents à l'intérieur du site sans nuire à la fluidité de la circulation, et qu'un débarcadère de ce type n'est par ailleurs ni envisageable sur les artères de circulation majeure telles que la rue De Bleury ou l'avenue Viger, ni sur la rue Hermine sur laquelle seront localisées les accès au stationnement et aux quais de chargement du bâtiment et de la STM.
Considérant que :	La largeur des voies d'accès du débarcadère aura un impact important sur la qualité du domaine public ainsi que le confort et la sécurité des piétons, et que malgré le revêtement distinctif proposé, il serait important de réduire la largeur proposée de ces entrées charretières.

Considérant que : L'aménagement proposé pour le débarcadère devrait être amélioré afin de réduire l'impact sur la qualité du domaine public et que la proposition ne présente aucun aménagement paysager dans l'espace compris entre les deux voies d'accès.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la largeur des entrées charretières.**
- **Soumettre une proposition d'aménagement paysager pour l'espace compris entre les deux entrées charretière lors de la révision conformément au Titre VIII.**
- **Soumettre une proposition de matériau de revêtement au sol à la révision conformément au Titre VIII.**

Il est à noter que monsieur Bruno Longval n'était pas présent au moment des délibérations et du vote.

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

COUPE BISTRO



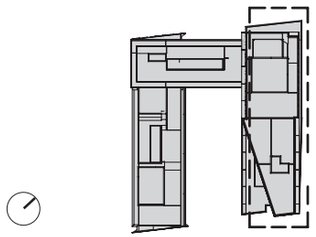
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

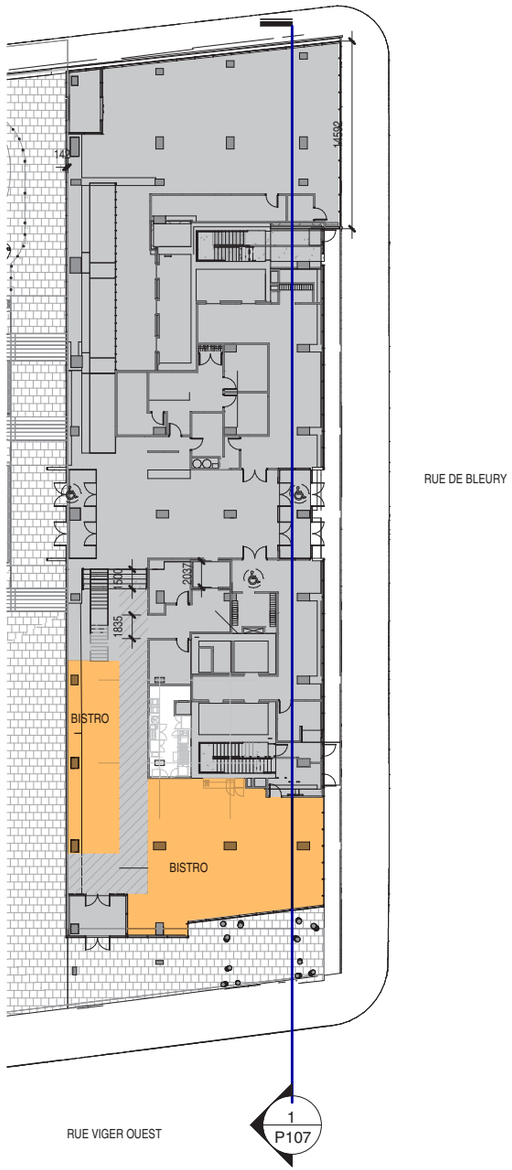
2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN ÉTAGE BISTRO

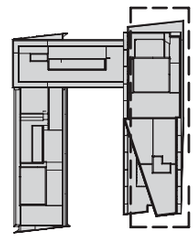
FONCTION	SUPERFICIE
Bistro	238,7 m²

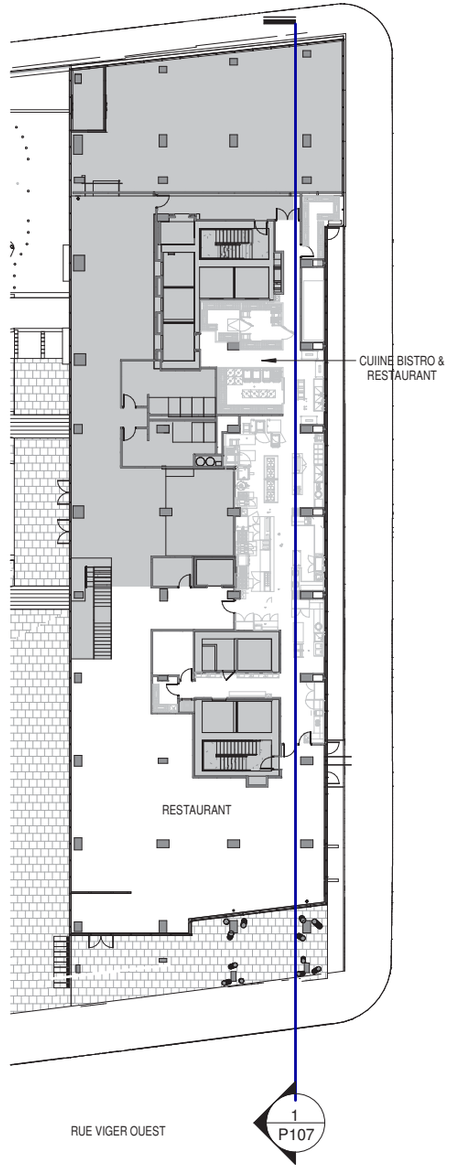




PLAN ÉTAGE RESTAURANT

FONCTION	SUPERFICIE
Cuisines	268,84 m²
Restaurant	337,8 m²



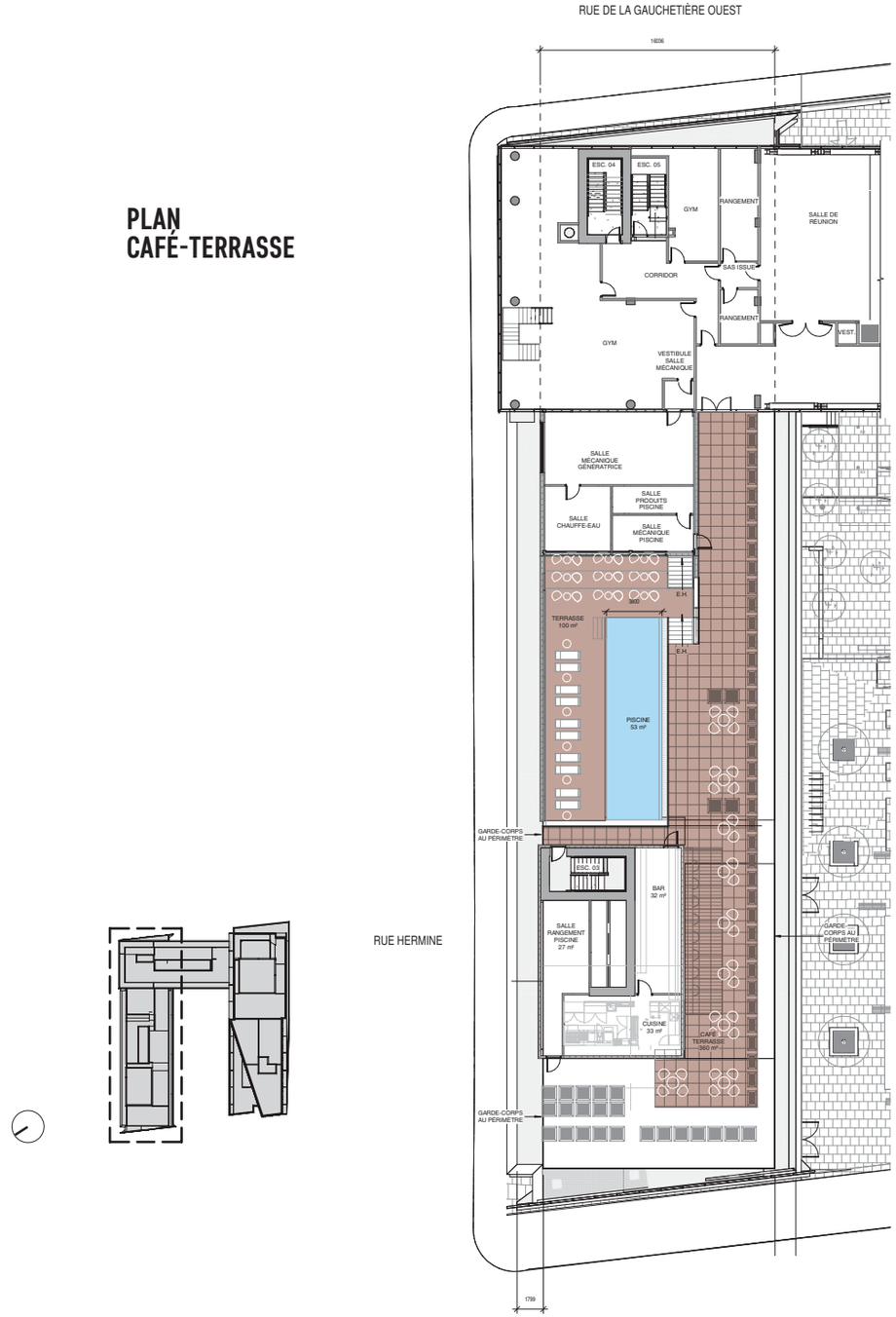


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

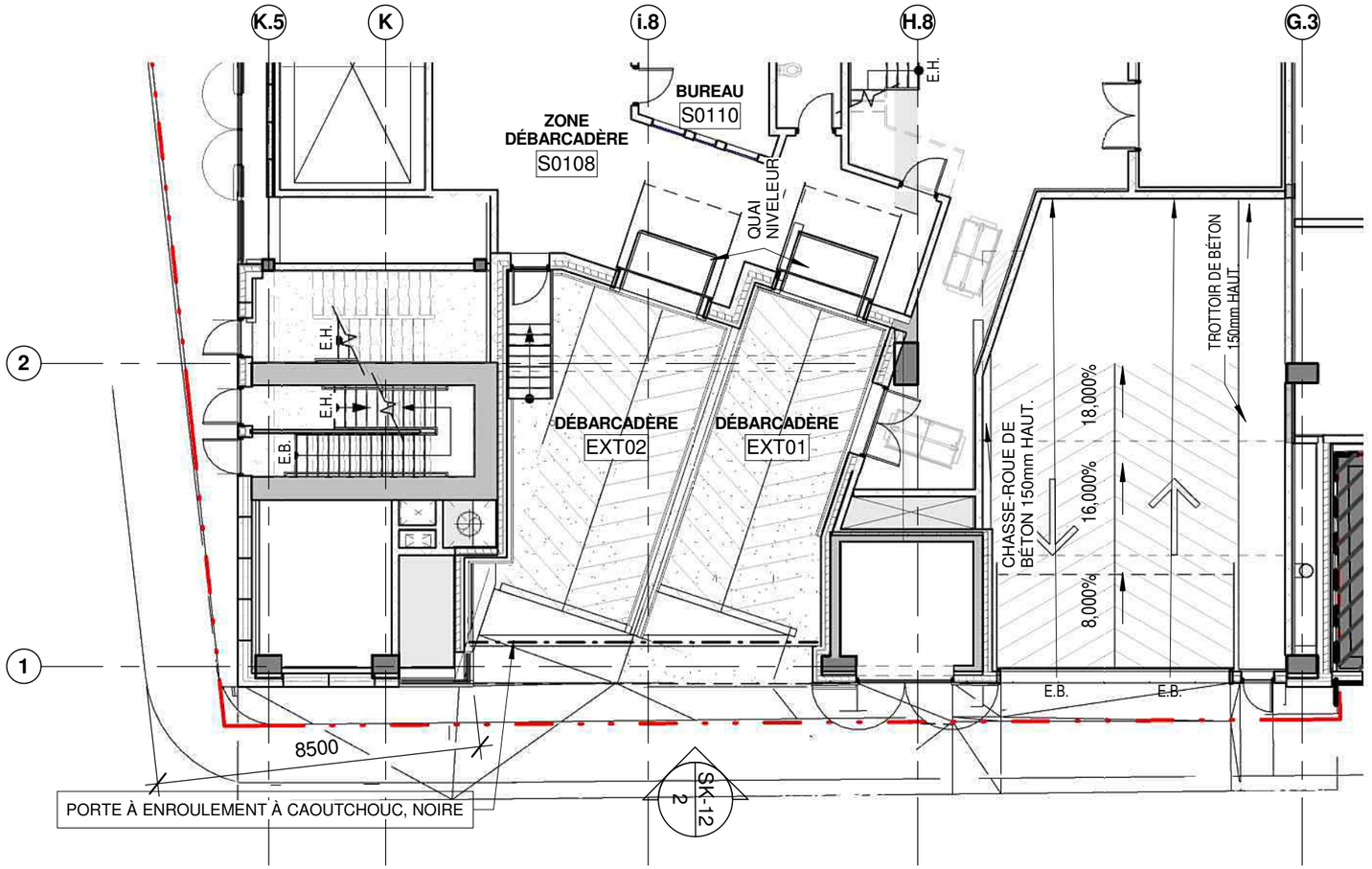
PLAN
CAFÉ-TERRASSE



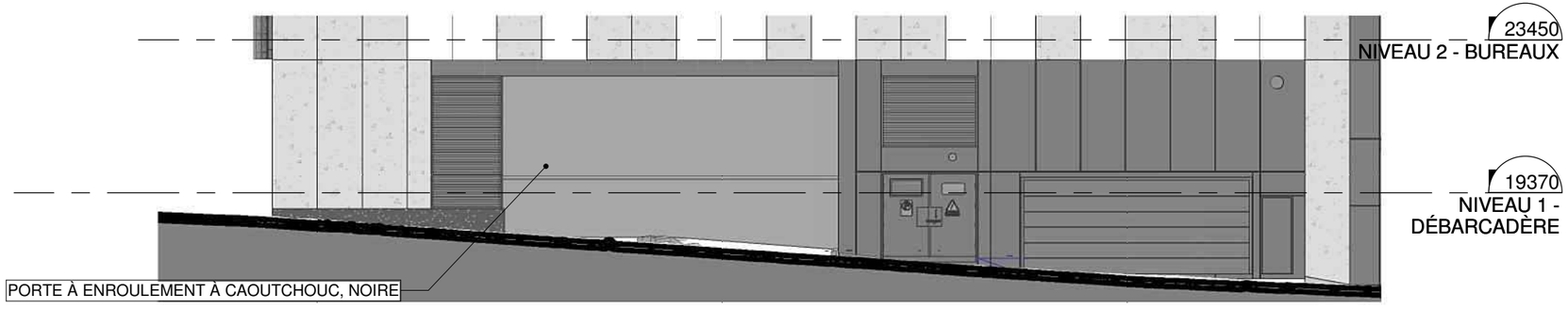
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **PLAN DU NIVEAU RDC**
SK-12 Échelle:1 : 150



2 **ÉLÉVATION RUE HERMINE**
SK-12 Échelle:1 : 150

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

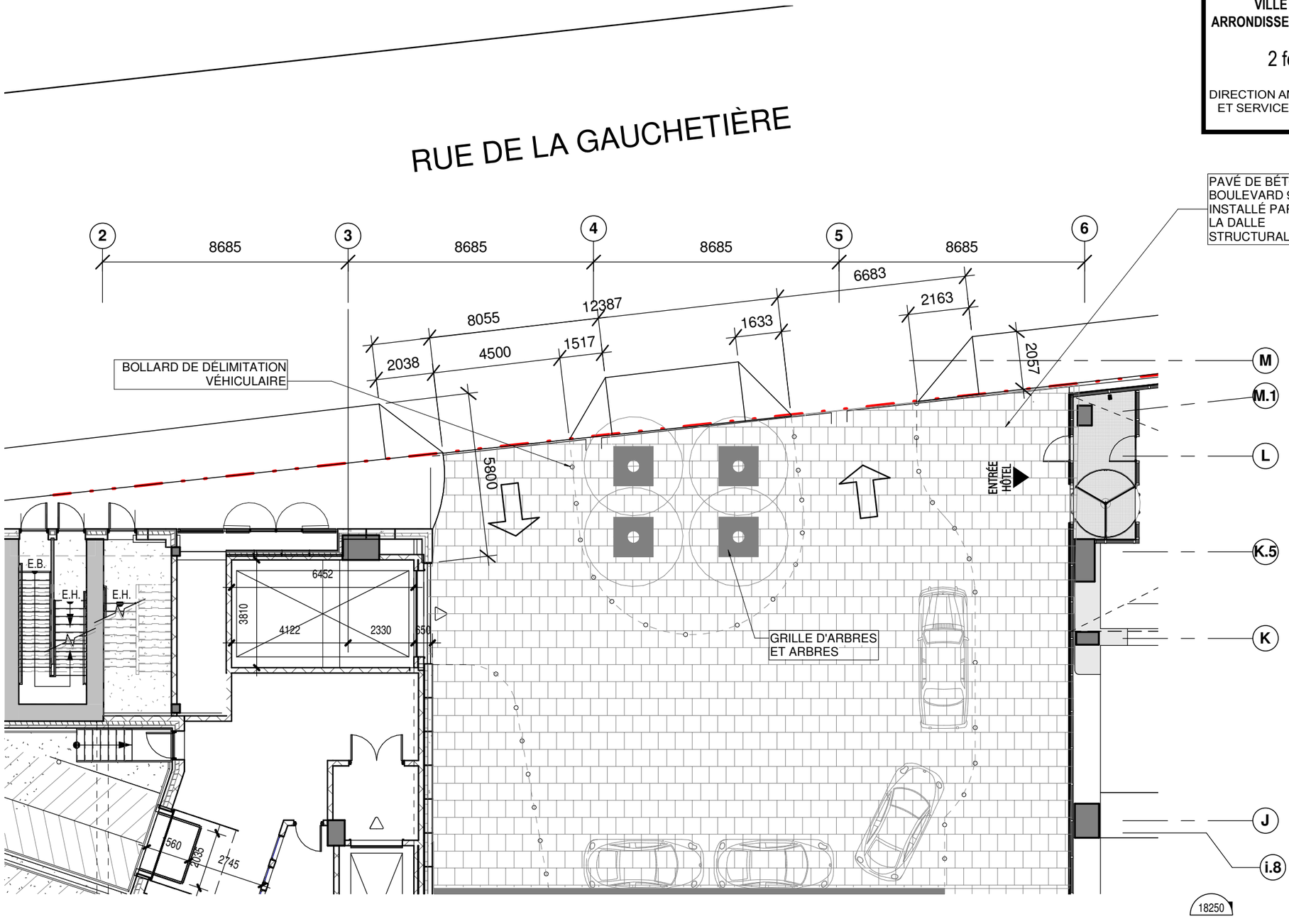
LEMAY | COGIR - HUMANITI
PPCMOI - QUAI DE LIVRAISON

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 150	01/31/18	SK-12

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



lemay®

3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 **f** 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
PPCMOI - DÉBARCADÈRE

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 150**	**01/31/18**	SK-13 20/24

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS5: 116 UNITÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS5- STATIONNEMENT**
SK-14 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 **f** 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS-SOL 5

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 400**	**01/31/18**	SK-14

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS4: 43 UNITÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS4 - STATIONNEMENT**
SK-15 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS-SOL 4

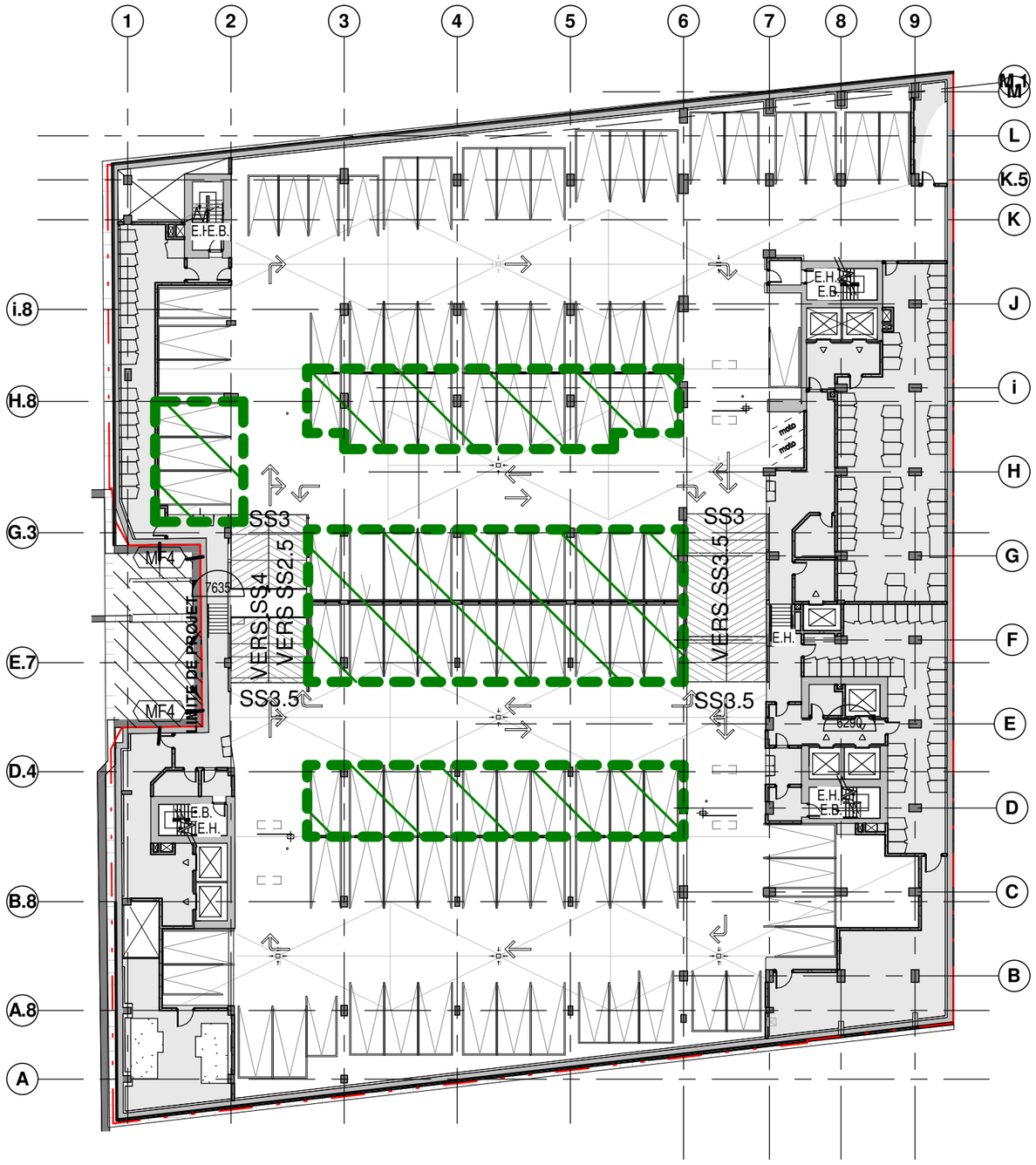
# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 400**	**01/31/18**	SK-15 22/24

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS3: 43 UNITÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS3 - STATIONNEMENT**
SK-16 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS SOL 3

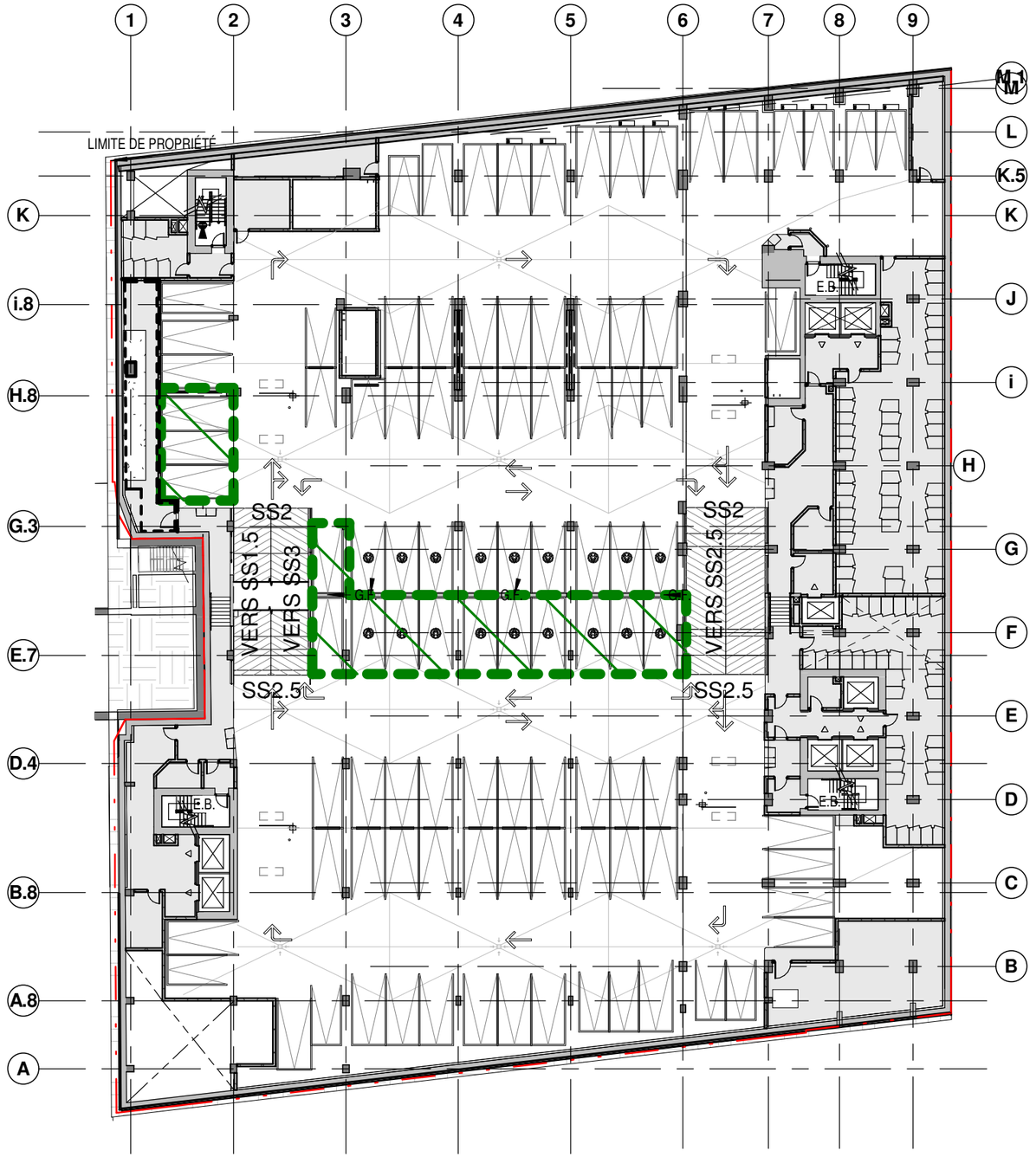
# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 400	01/31/18	SK-16 23/24

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS2: 14 UNTÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS2 - STATIONNEMENT**
SK-17 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 **f** 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS SOL 2

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 400**	**01/31/18**	SK-17 24/24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180867002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA11 240756 concernant l'implantation d'un complexe immobilier sur l'îlot délimité par le boulevard Robert-Bourassa et les rues Saint-Jacques, Gauvin et Notre-Dame, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :
1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement du sous-paragraphe « c » par les sous-paragraphes suivants :

a) d'ériger par phases deux complexes immobiliers distincts reliés par un passage souterrain et une place publique conformément aux plans numérotés 1 à 11, intitulés *700 - 800, Saint-Jacques* et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 30 mars 2018;
b) de déroger au paragraphe 1 de l'article 11.1 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1);

2) De modifier le deuxième paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement du sous-paragraphe « a » par le sous-paragraphe suivant :

a) respecter substantiellement l'implantation et la volumétrie montrées aux plans mentionnés précédemment pour le basilaire;

3) De modifier le deuxième paragraphe de la résolution CA11 240756 par l'ajout des conditions suivantes :

a) une place publique doit être aménagée entre les deux complexes immobiliers tels qu'illustrés aux plans mentionnés au sous-paragraphe « a » du paragraphe

précédent. Cette place publique doit s'étendre de la rue Saint-Jacques à la rue Notre -Dame et présenter une largeur d'au moins 40 mètres;
b) la demande de permis de construction de la tour de bureaux doit être accompagnée d'une servitude d'accès public pour la place publique projetée, ainsi que d'un plan détaillé de son aménagement paysager;
c) les constructions doivent tendre à respecter les paramètres d'implantation, de volumétrie et de traitement architectural montrés aux plans mentionnés précédemment et favoriser des conditions de confort pour la place publique projetée (vent et ensoleillement);

4) De soumettre les demandes de permis de construction et de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, ainsi qu'à la résolution CA11 240756, les critères additionnels suivants s'appliquent :

a) l'aménagement de la place publique projetée vise à privilégier :
- une surface végétalisée avec, notamment, la plantation d'arbres à grand déploiement, avec une profondeur de sol arable d'au moins 2 mètres;
- un décorum de prestige pouvant contribuer à la mise en valeur du bâti riverain tout en offrant des espaces de détente pour les usagers;
- une gestion intégrée et performante de gestion des eaux pluviales;
- la préservation in situ des vestiges archéologiques, sous réserve des mesures requises en cas de contamination du sol;

b) le traitement architectural des bâtiments vise à privilégier :
- une volumétrie qui contribue à minimiser les impacts éoliens au sol et à maximiser l'ensoleillement, particulièrement sur la place publique projetée;
- un pourcentage d'ouverture d'au plus 60 % pour le basilaire du 700, rue Saint-Jacques;
- une proportion dominante de pierre grise pour le revêtement du basilaire du 700, rue Saint-Jacques;
- un éclairage nocturne discret;
- un affichage intégré au concept architectural;
- un verre transparent, sous réserve des objectifs de performance énergétique;
- l'aménagement de toits verts;
- une fragmentation du traitement des tours de façon à minimiser leur masse et à accentuer leur expression verticale;
- une intégration de la façade historique montrée aux plans mentionnés précédemment qui est respectueuse du caractère architectural d'origine de ce bâtiment;

c) l'implantation des bâtiments vise à privilégier :
- un alignement sur rue du côté des rues Saint-Jacques et Notre-Dame;
- des accès piétonniers sur le boulevard Robert-Bourassa, les rues Saint-Jacques et Notre-Dame et sur la place publique projetée;
- l'aménagement d'accès véhiculaires (stationnements et quais de chargement) respectueux du caractère piétonnier des trottoirs bordant le site;

5) De fixer la prise d'effet de la présente résolution au dépôt d'une demande de permis de construction complète pour l'un ou l'autre des complexes immobiliers projetés, à défaut de quoi, elle demeure nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-03 10:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180867002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA11 240756 concernant l'implantation d'un complexe immobilier sur l'îlot délimité par le boulevard Robert-Bourassa et les rues Saint-Jacques, Gauvin et Notre-Dame, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'autoriser la construction de deux tours, l'une destinée au nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada, et l'autre à un usage mixte comprenant de l'habitation, du bureau et des commerces. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier la résolution CA11 240756 qui vise un projet particulier de construction sur le même emplacement. Cette modification peut être accordée par le conseil d'arrondissement moyennant une adoption en deux lectures.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 240756 - Le 11 décembre 2011, le conseil d'arrondissement adopte une résolution, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-224-011)* , pour autoriser la démolition des bâtiments situés au 692, 700 et 704, rue Saint-Jacques et la construction d'un complexe multifonctionnel sur l'ensemble de l'îlot délimité par les rues University, Saint-Jacques, Gauvin et Notre-Dame. Les démolitions visées par cette autorisation ont été effectuées, mais aucune construction n'a été réalisée.

DESCRIPTION

Le site
Le terrain visé, d'une superficie de 12 681,6 m², est délimité par les rues Saint-Jacques, Notre-Dame, Gauvin et le boulevard Robert-Bourassa. L'îlot est vacant et partiellement utilisé par des stationnements de surface. Les derniers bâtiments ont été démolis en 2015, conformément au projet particulier adopté en 2011. Le site est bordé d'arbres matures dans sa partie ouest, et comprend une rangée d'arbres qui marque le tracé de l'ancienne rue Brisson. On y trouve également un site archéologique, le long de la rue Notre-Dame, qui a fait l'objet de fouilles lors des derniers travaux de démolition.

Une parcelle de terrain située en bordure du boulevard Robert-Bourassa appartient au MTMDET, de sorte que le site est partiellement tenu en retrait de ce boulevard. Afin

d'assurer une interface bâtie plus cohérente avec le nouvel aménagement du boulevard, une démarche d'acquisition est en cours pour remembrer cette parcelle au reste du site.

Le projet
Le projet consiste à ériger deux édifices de grande hauteur, soit le 700 et le 800, rue Saint-Jacques, de part et d'autre d'une nouvelle place publique qui s'étend entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame. Les deux tours seront reliées au RESO par un premier tunnel entre le 700, rue Saint-Jacques et la tour de la Bourse, et par un second entre le 700 et le 800, rue Saint-Jacques.

700 Saint-Jacques – complexe immobilier à usages mixtes
Le 700 Saint-Jacques est composé de trois volumes, soit :
§ un basilaire d'une hauteur de 24 à 26 m, implanté à la ligne de lot sur les trois rues qui le bordent;
§ un volume en recul de 3 m par rapport à la façade du basilaire (et autour de 5 m du côté de la rue Saint-Jacques) comportant cinq étages, pour une hauteur totale de 46 à 48 m;
§ une tour résidentielle de 55 étages au-dessus du basilaire, pour une hauteur totale de 200 m.

Le basilaire est destiné à accueillir du commerce dans les deux premiers niveaux et du bureau dans les autres. La tour comprend jusqu'à dix logements par étage, pour un total d'environ 450 unités. Un stationnement pour vélos et autos (500 voitures), ainsi que quatre quais de chargement sont logés dans cinq niveaux souterrains.

Les entrées principales du complexe se situent au coin des rues Saint-Jacques et Gauvin, et sur la place publique. L'entrée résidentielle est également sur la rue Saint-Jacques. Les commerces en rez-de-chaussée, du côté de la rue Notre-Dame et de l'espace public ont leur propre accès. L'entrée du stationnement souterrain se trouve sur la rue Gauvin.

Les façades sur rue du basilaire doivent avoir au plus 60 % d'ouvertures, avec des proportions verticales, et les pleins doivent être constitués d'au moins 80 % de pierre grise. Certaines composantes de la façade en pierre d'un ancien bâtiment du site serviront à marquer l'entrée résidentielle de la rue Saint-Jacques. L'enveloppe des volumes de plus grande hauteur est essentiellement constituée de verre et de métal. La tour comprend des balcons en loggia du côté sud et nord.

800 Saint-Jacques – Siège social de la Banque Nationale
D'une hauteur d'au plus 200 m, cette tour présente une superficie de plancher brute d'environ 102 000 m², soit l'équivalent de la Place Ville-Marie. La Banque Nationale prévoit y accueillir 7 000 postes de travail. Une certification LEED or ou platine est visée et le projet comportera des toitures vertes. Le basilaire abritera une succursale de la banque, une garderie, et d'autres services tels qu'un gymnase, un auditorium et un espace de restauration. Cinq étages souterrains doivent enfin accueillir un stationnement de 300 autos et de 200 vélos, ainsi qu'un quai de chargement.

L'entrée principale est située sur la rue Saint-Jacques, mais toutes les autres façades comportent un accès piétonnier. Les accès véhiculaires se trouvent sur les rues Notre-Dame et Saint-Jacques.

À noter qu'un concours d'architecture a été lancé par la Banque Nationale et que le choix du concept sera effectué vers la fin du mois de mars 2018. Les travaux de construction doivent débuter à l'automne 2018 pour se terminer à l'automne 2022, le tout devant être réalisé en mode accéléré de type «fast track». Aussi, afin d'harmoniser les processus de création et d'approbation du projet, le promoteur a choisi d'inscrire les directives et orientations énoncées par la Division de l'urbanisme à même l'appel de propositions du concours. Ces directives et orientations seront inscrites dans le projet de résolution soumis pour adoption

au conseil d'arrondissement.

Le cadre réglementaire
Le projet déroge aux plans annexés de la résolution CA11 240756 qui vise un projet particulier de construction sur l'emplacement. Autrement, il n'y a aucune nouvelle dérogation au règlement d'urbanisme. Afin de permettre une réalisation en phase, il est envisagé de déroger au paragraphe 1 de l'article 11.1 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1), lequel vise à assurer qu'il ne peut y avoir plus d'un bâtiment principal par terrain.

JUSTIFICATION

Ce projet privé est assurément l'un des plus structurants des dernières décennies au centre-ville avec, notamment, le nouveau siège social de la Banque Nationale, qui sera la plus importante tour de bureaux construite depuis le 1250, boulevard René-Lévesque Ouest. En comparaison avec le projet autorisé en 2011, l'actuelle proposition offre une exploitation beaucoup plus judicieuse de l'emplacement, qui occupe une place stratégique à la croisée de l'ancien et du nouveau centre des affaires de Montréal. En effet, avec une densité équivalente, le nouveau projet présente une volumétrie qui utilise pleinement le plafond de grande hauteur prévue depuis plusieurs décennies au Plan d'urbanisme, ce qui permet notamment d'aménager un nouvel espace public, ainsi que d'avoir un moindre impact sur les vues protégées du fleuve à partir du belvédère Kondiaronk.

La justification de ce projet s'appuie également sur les éléments suivants :
§ la tour de bureaux fait l'objet d'un concours architectural qui implique six grandes agences montréalaises d'architecture;
§ le programme du nouveau siège social vise une certification LEED et l'aménagement de toits verts;
§ le concept architectural est accompagné d'une place publique marquante, aussi bien pour sa dimension que pour la qualité de son aménagement et la qualité des façades qui la bordent;
§ l'apport de 450 logements, d'une superficie commerciale de 6 000 m^2, et de plus de 700 travailleurs favorise l'animation et l'attrait du secteur;
§ la hauteur de 24 à 26 m des basilaires s'harmonise avec la hauteur du front bâti des rues Saint-Jacques et sur Notre-Dame, assurant ainsi une continuité volumétrique avec le bâti d'intérêt patrimonial de ces rues;
§ l'enveloppe des basilaires comprend une proportion significative de pierres grises afin d'assurer un dialogue respectueux avec le caractère architectural historique des rues Saint-Jacques et Notre-Dame;
§ la tour résidentielle présente une enveloppe vitrée d'expression épurée respectueuse des typologies architecturales caractéristiques du centre des affaires;
§ les orientations et critères proposés pour la conception détaillée du projet respectent les orientations et objectifs du cadre réglementaire de l'arrondissement;
§ l'autorisation requise ne comporte aucune dérogation au règlement d'urbanisme additionnelle à celles prévues dans la résolution CA11 240756.

Le projet intègre enfin plusieurs recommandations du comité consultatif d'urbanisme :
§ Le permis de construction de la tour de bureaux comprendra l'obligation d'enregistrer une servitude d'occupation publique en faveur de la Ville pour l'espace public proposé, ainsi que de déposer un plan de son aménagement paysager, lequel sera soumis à une procédure de révision de projet.
§ Une étude d'impact éolien sera être effectuée en amont du concept architectural final afin d'assurer la meilleure qualité possible de la place publique.
§ Le projet de résolution comprend des critères qui visent à assurer que la place publique ait la plus grande dimension possible, ainsi que de bonnes conditions d'ensoleillement.

Pour terminer, mentionnons que le comité consultatif recommande à l'arrondissement d'appuyer la démarche du développeur afin d'acquérir la parcelle résiduelle de terrain du MTMDET située en bordure du boulevard Robert-Bourassa. Cette acquisition permettra d'assurer que l'implantation de la tour de bureaux ait un alignement cohérent avec le nouvel aménagement du boulevard.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande l'approbation de ce projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de résolution le 10 avril 2018;
· affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· assemblée publique le 24 avril 2018;
· adoption de la résolution le 8 mai 2018;
· demande, analyse et délivrance des permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable.

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno COLLIN
Conseiller en aménagement - chef d'équipe
Tél. : 514-872-7998

En collaboration avec
Charlotte HORNY
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-3844
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Jean-François MORIN
Chef de la division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-27

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400265
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 700 et 800, rue Saint-Jacques

Responsables : Bruno Collin et Charlotte Horny

Description : La demande vise la construction de deux tours, l'une destinée au nouveau siège social de la Banque Nationale du Canada, et l'autre à un usage mixte comprenant de l'habitation, du bureau et des commerces. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier la résolution CA11 240756 qui autorise un projet particulier de construction sur l'emplacement visé par le remplacement des plans en annexe. Le projet ne présente aucune dérogation au règlement d'urbanisme.

Le terrain visé, d'une superficie totale de 12 681,6 m², est délimité par les rues Saint-Jacques, Notre-Dame, Gauvin et le boulevard Robert-Bourassa. L'îlot ne comporte aucun bâtiment et est occupé partiellement par des stationnements de surface. Les derniers bâtiments ont été démolis en 2015, conformément au projet particulier adopté en 2011. L'îlot est bordé d'arbres matures, sauf dans sa partie est, et présente une autre rangée d'arbres qui marque le tracé de l'ancienne rue Brisson. Le terrain comprend un site archéologique, le long de la rue Notre-Dame, qui a fait l'objet de fouilles lors des derniers travaux de démolition.

À noter qu'une parcelle résiduelle de terrain située en bordure du boulevard Robert-Bourassa appartient au MTMDET, de sorte que le site est partiellement tenu en retrait de ce boulevard. Afin d'assurer une interface bâtie plus cohérente avec le nouvel aménagement du boulevard, une démarche d'acquisition est en cours pour remembrer cette parcelle au reste du site.

Le projet consiste à ériger deux édifices de grande hauteur, soit le 700 et le 800, rue Saint-Jacques, de part et d'autre d'une nouvelle place publique qui s'étend entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame. Les deux tours seront reliées au RESO par un premier tunnel entre le 700, rue Saint-Jacques et la tour de la Bourse, et par un second entre le 700 et le 800, rue Saint-Jacques.

700 Saint-Jacques – complexe immobilier à usages mixtes
Le 700 Saint-Jacques est composé de trois volumes, soit :

- un basilaire d'une hauteur de 24 à 26 m, implanté à la ligne de lot sur les trois rues qui le bordent;
- un volume en recul de 3 m par rapport à la façade du basilaire (et autour de 5 m du côté de la rue Saint-Jacques) comportant cinq étages, pour une hauteur totale de 46 à 48 m;
- une tour résidentielle (environ 450 logements) de 55 étages au-

dessus du basilaire, pour une hauteur totale de 200 m. Il comprend également cinq niveaux souterrains accueillant le stationnement pour automobiles (500 unités) et vélos.

800 Saint-Jacques – Siège social de la Banque Nationale

D'une hauteur d'au plus 200 m, cette tour présente une superficie de plancher brute d'environ 102 000 m², soit l'équivalent de la Place Ville-Marie. La Banque Nationale prévoit y accueillir 7 000 postes de travail. Une certification LEED or ou platine est visée et le projet comportera des toitures vertes. Le basilaire abritera une succursale de la banque, une garderie, et d'autres services tels qu'un gymnase, un auditorium et un espace de restauration. Cinq étages souterrains doivent enfin accueillir un stationnement de 300 autos et de 200 vélos, ainsi qu'un quai de chargement.

À noter qu'un concours d'architecture a été lancé par la Banque Nationale et que le choix du concept sera effectué vers la fin du mois de mars 2018. Les travaux de construction doivent débuter à l'automne 2018 pour se terminer à l'automne 2022, le tout devant être réalisé en mode accéléré de type «fast track». Aussi, afin d'harmoniser les processus de création et d'approbation du projet, le promoteur a choisi d'inscrire les directives et orientations énoncées par la Division de l'urbanisme à même l'appel de propositions du concours. Ces directives et orientations seront inscrites dans le projet de résolution soumis pour adoption au conseil d'arrondissement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 11 240756) a été adopté le 11 décembre 2011.

Considérant que : Ce projet permet une consolidation particulièrement structurante d'un îlot névralgique du centre des affaires de Montréal, aux abords de la Cité internationale, du nouveau boulevard Robert-Bourassa et du Vieux-Montréal.

Considérant que : La tour à bureaux proposée serait la première de cette importance (avec une hauteur de 200 m) construite au centre-ville depuis vingt-cinq ans.

Considérant que : Le programme du nouveau siège social vise une certification LEED et l'aménagement de toits verts.

Considérant que : Le concept architectural est accompagné d'un espace public intégré significatif.

Considérant que : Le projet comporte moins d'impacts sur la vue du fleuve depuis le belvédère Kondiaronk que le projet actuellement autorisé

Considérant que : L'apport de 450 logements, d'une superficie commerciale de 6 000 m², et de plus de 700 travailleurs favorise l'animation et l'attrait du secteur

Considérant que : Ce projet ne comporte aucune dérogation réglementaire et se limite à la modification du concept d'implantation architecturale initialement convenu dans la résolution CA11 240756

Considérant que : La parcelle de terrain du MTMDET devrait être intégrée au site, notamment afin de permettre l'agrandissement de la nouvelle place publique et de mieux encadrer le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Enregistrer une servitude d'occupation publique en faveur de la Ville pour l'espace public proposé, ainsi qu'un plan de son aménagement paysager devra être déposé pour assurer la délivrance du permis de construction.**
- **Fournir une étude d'impact éolien en amont du concept architectural final afin d'assurer la meilleure qualité possible de l'espace public.**
- **La superficie de l'espace public devrait être la plus grande possible. Idéalement le dégagement de façade à façade ne devrait pas être inférieur à 45 m.**
- **Favoriser l'ensoleillement de l'espace public en réduisant la largeur de la tour à bureaux le plus possible.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager de l'espace public.**

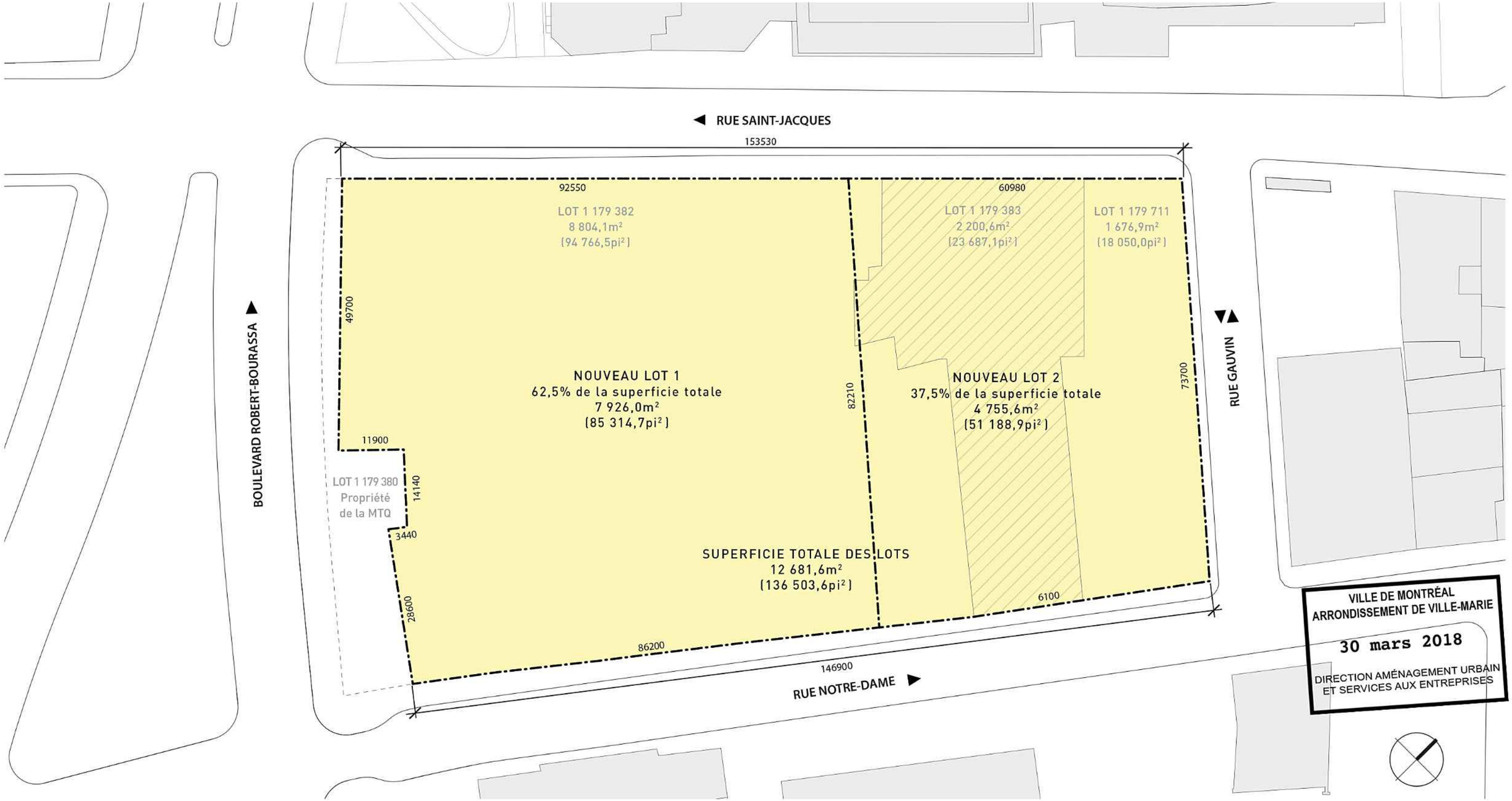
Par ailleurs, le comité suggère que l'arrondissement approche le MTMDET pour appuyer les démarches du développeur concernant le déplacement d'un massif électrique de l'autoroute Ville-Marie, et le remembrement d'une parcelle résiduelle de terrain afin d'assurer que l'implantation de la tour à bureaux puisse respecter un alignement cohérent sur le nouvel aménagement du boulevard Robert-Bourassa.

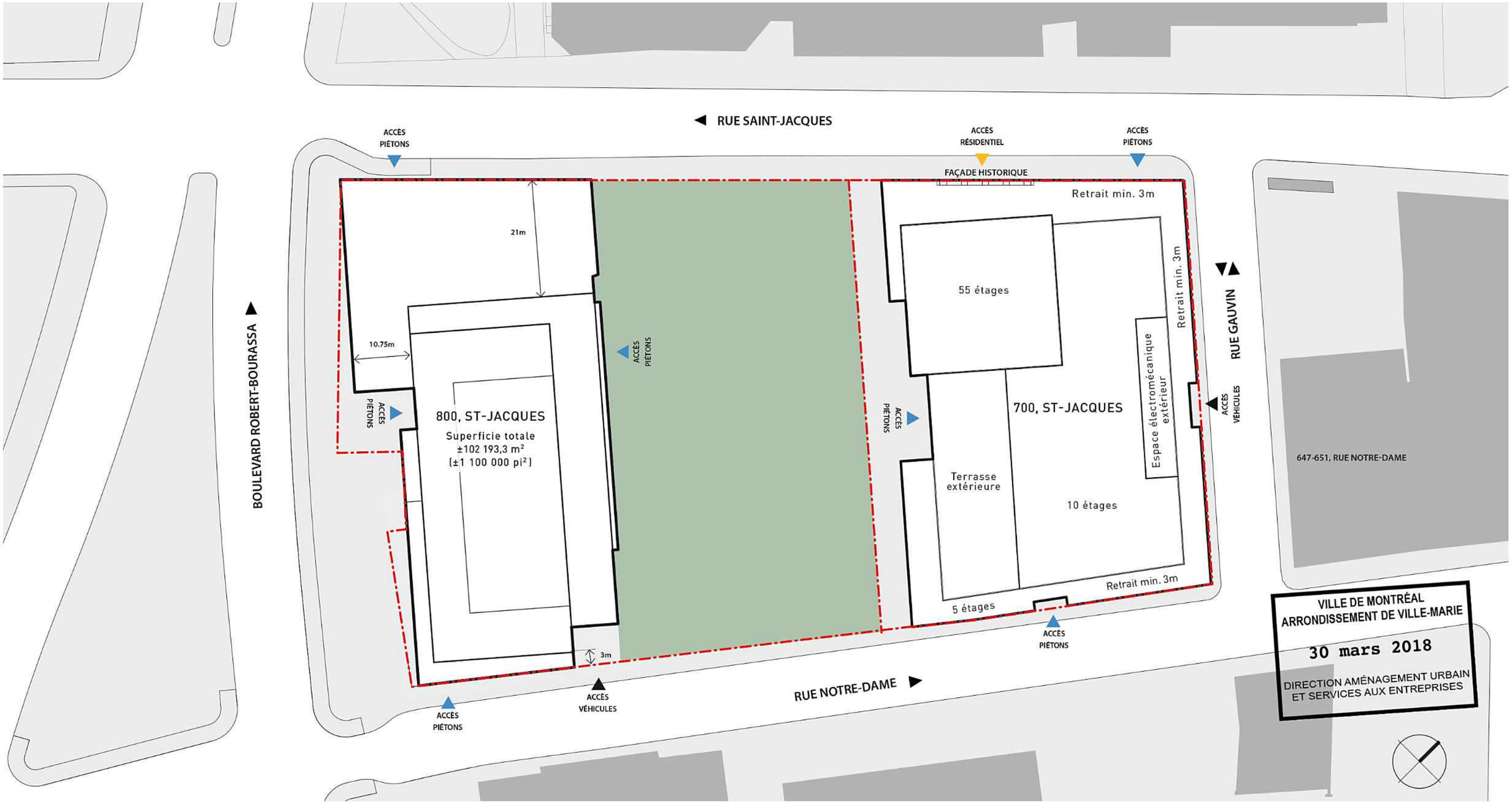
Il est à noter que M Louis Stabile, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

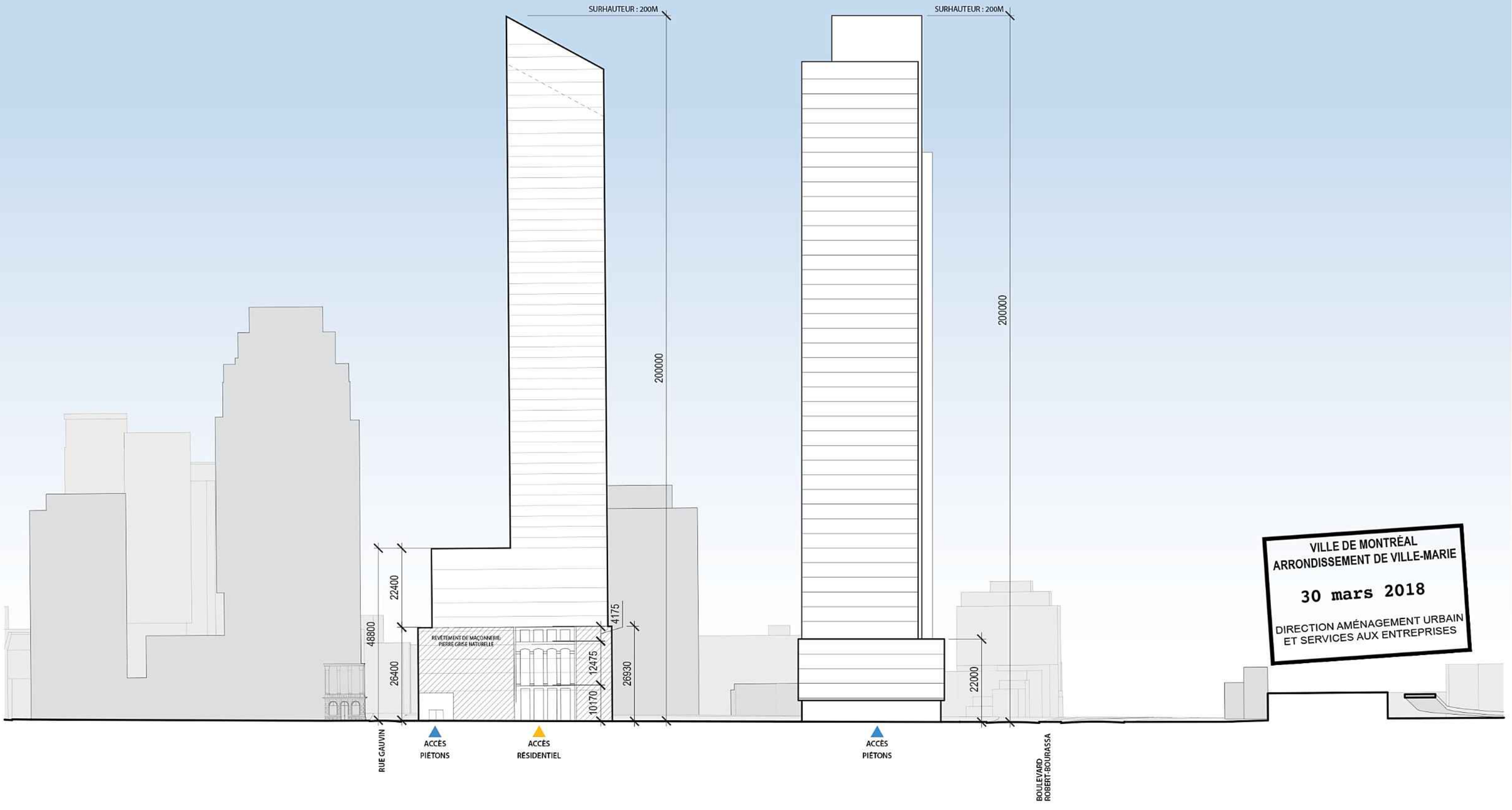
Caroline Cantin
Secrétaire

700 - 800, RUE SAINT-JACQUES
LOTISSEMENT PROJETÉ



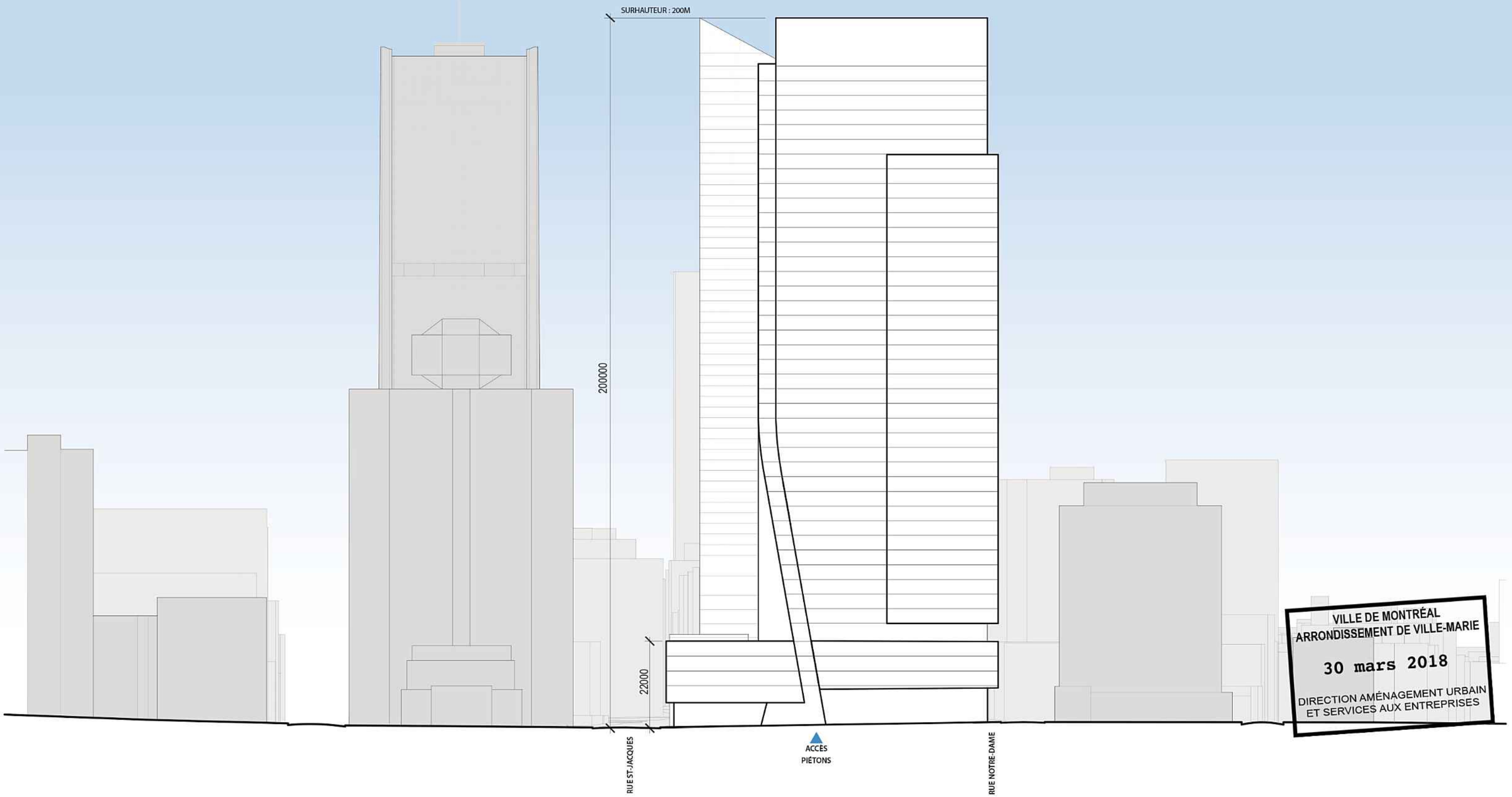

RUE SAINT-JACQUES
ACCÈS PIÉTONS
ACCÈS RÉSIDENTIEL
ACCÈS PIÉTONS
FAÇADE HISTORIQUE
Retrait min. 3m
21m
10.75m
800, ST-JACQUES
Superficie totale
±102 193,3 m²
(±1 100 000 pi²)
ACCÈS PIÉTONS
ACCÈS PIÉTONS
55 étages
Retrait min. 3m
700, ST-JACQUES
Espace électromécanique extérieur
Terrasse extérieure
10 étages
5 étages
Retrait min. 3m
ACCÈS PIÉTONS
ACCÈS VÉHICULES
RUE GAUVIN
647-651, RUE NOTRE-DAME
BOULEVARD ROBERT-BOURASSA
3m
ACCÈS PIÉTONS
ACCÈS VÉHICULES
RUE NOTRE-DAME
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION RUE SAINT-JACQUES



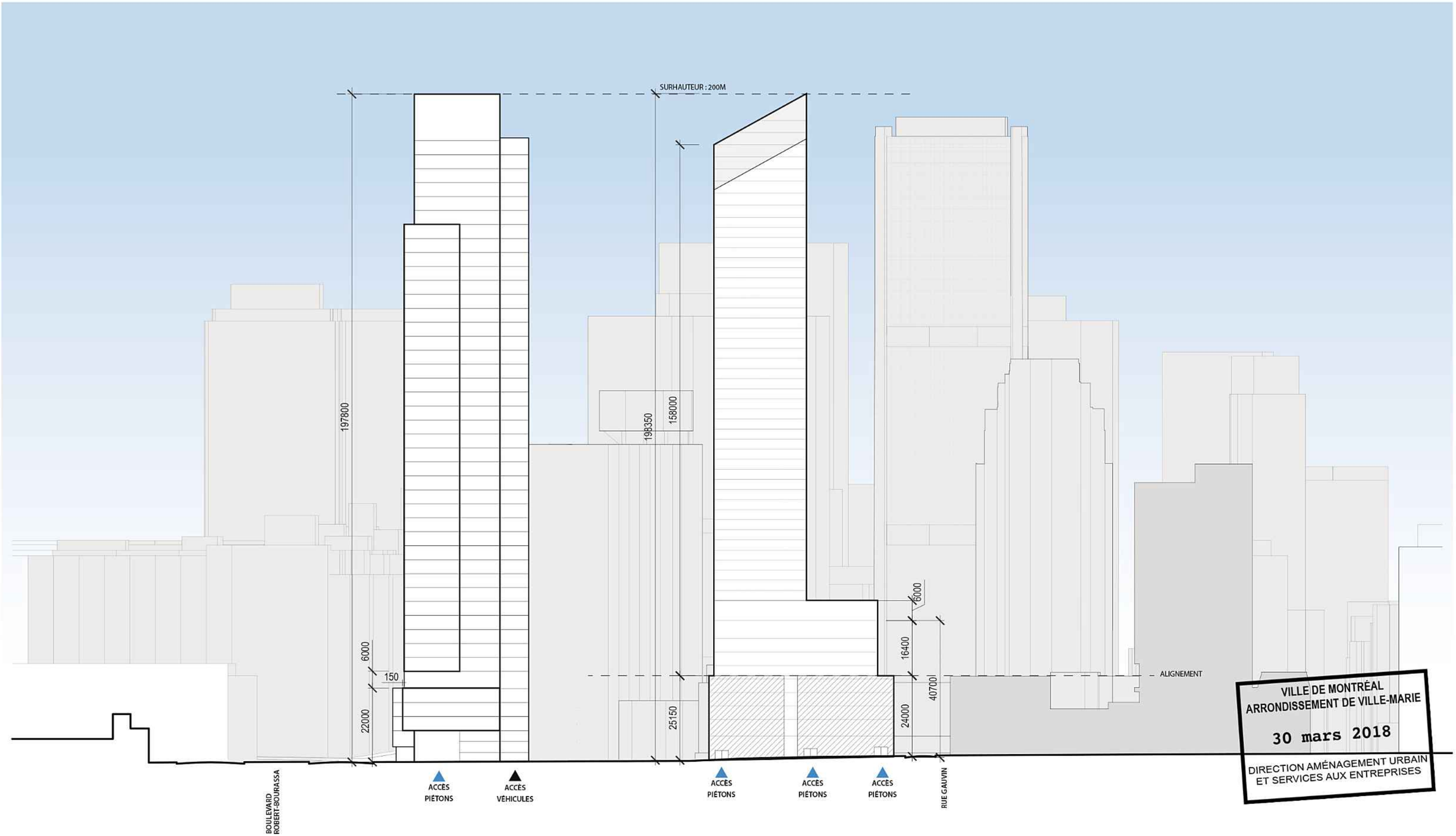
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION BOULEVARD ROBERT-BOURASSA



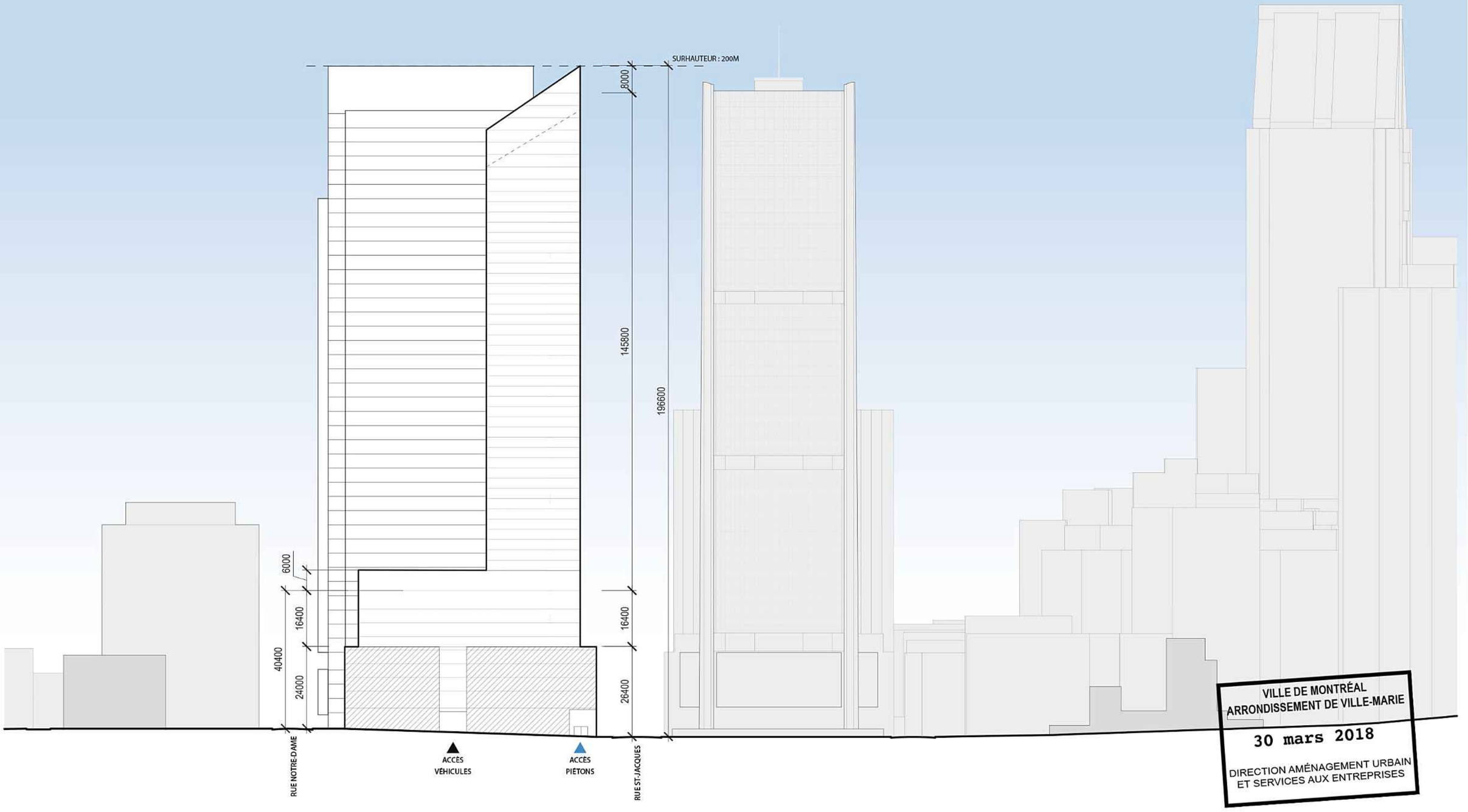
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION RUE NOTRE-DAME



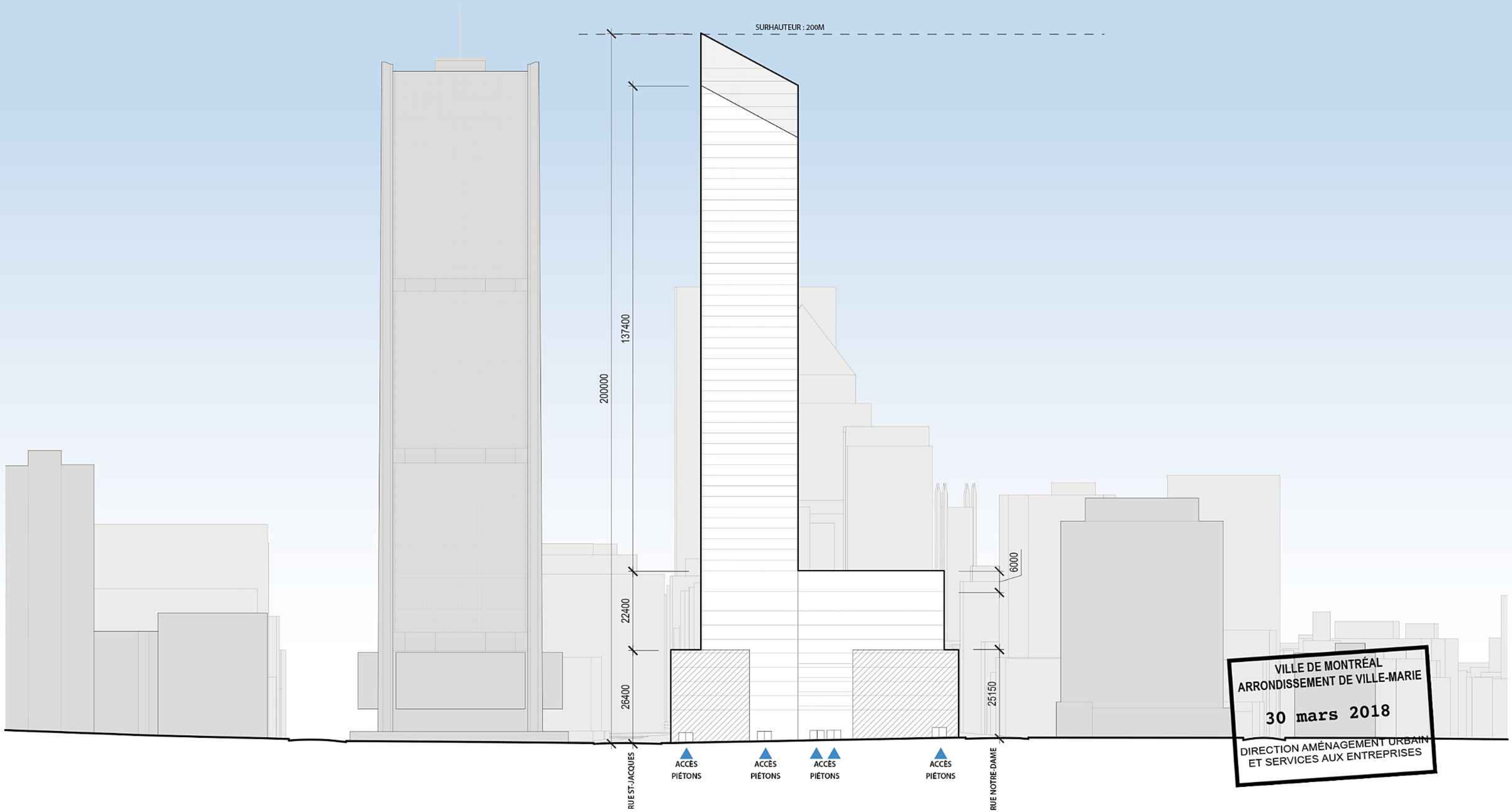
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION RUE GAUVIN



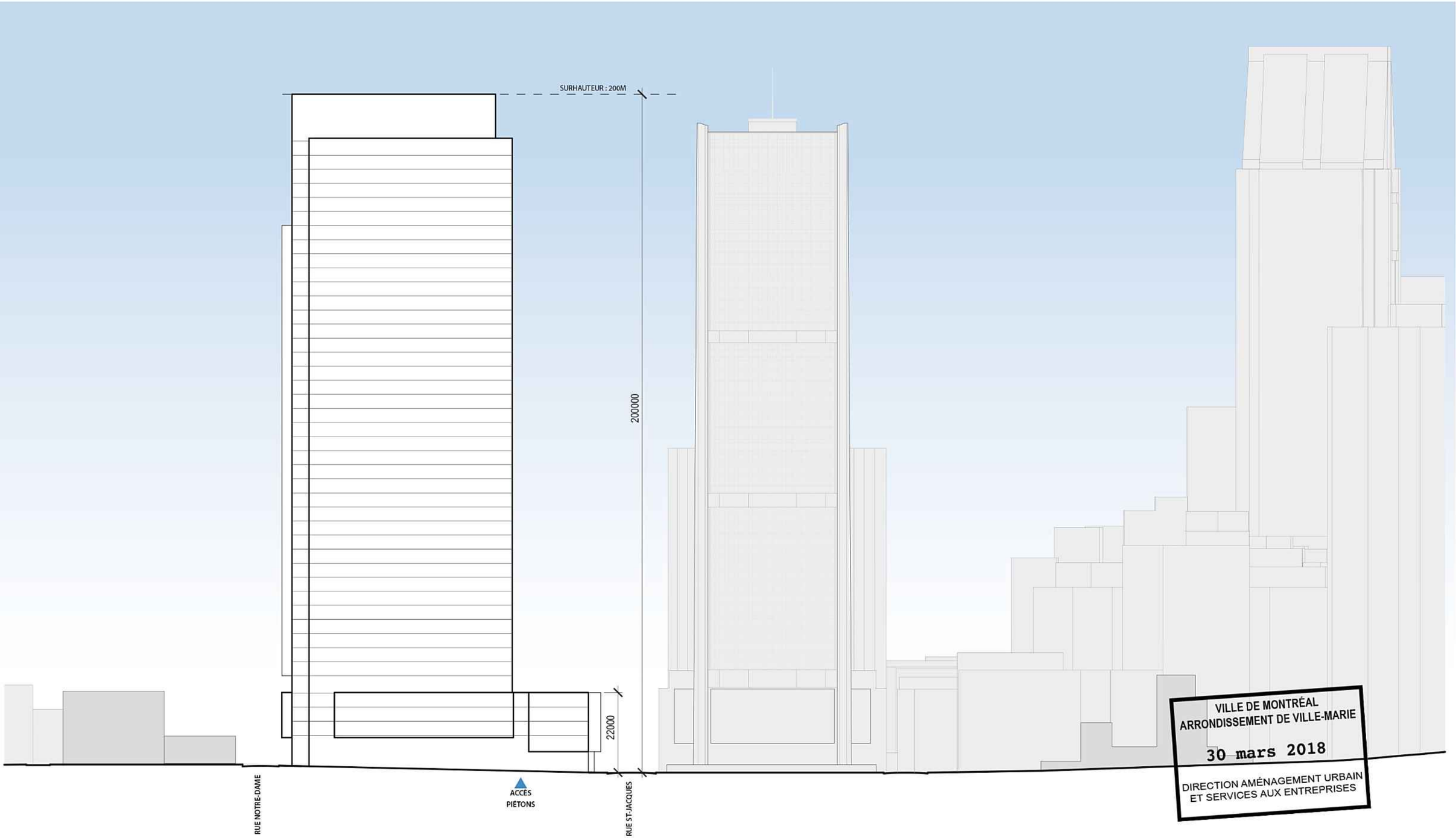
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION EST PLACE PUBLIQUE PROJETÉE



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

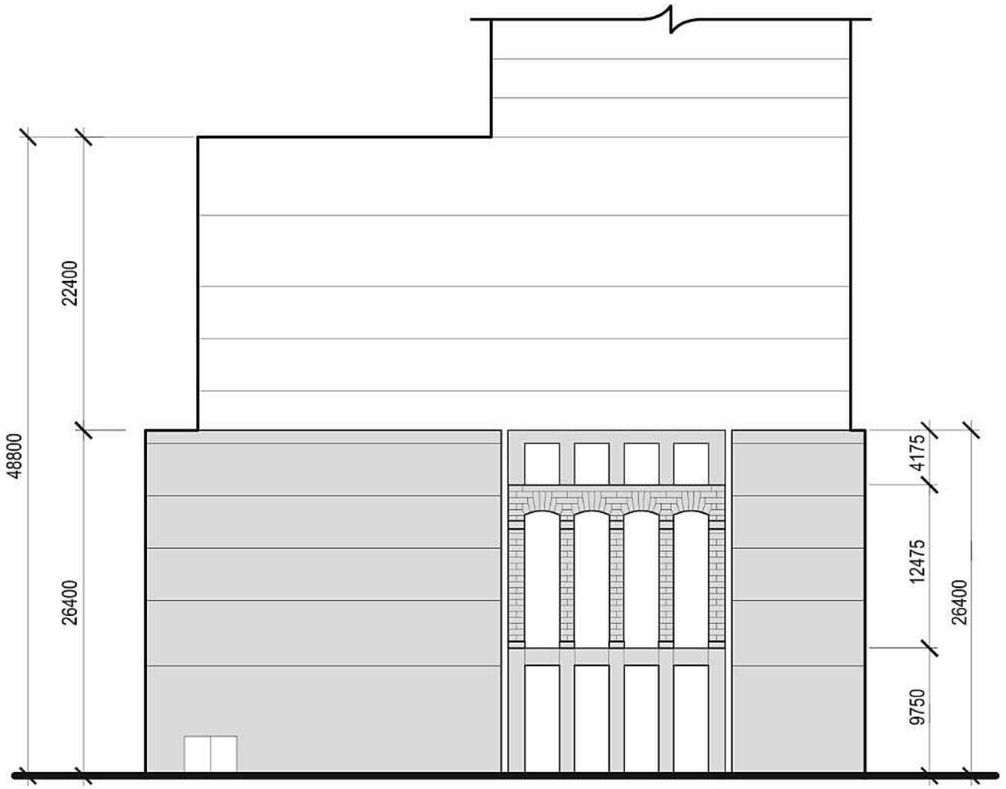
ÉLÉVATION OUEST PLACE PUBLIQUE PROJETÉE



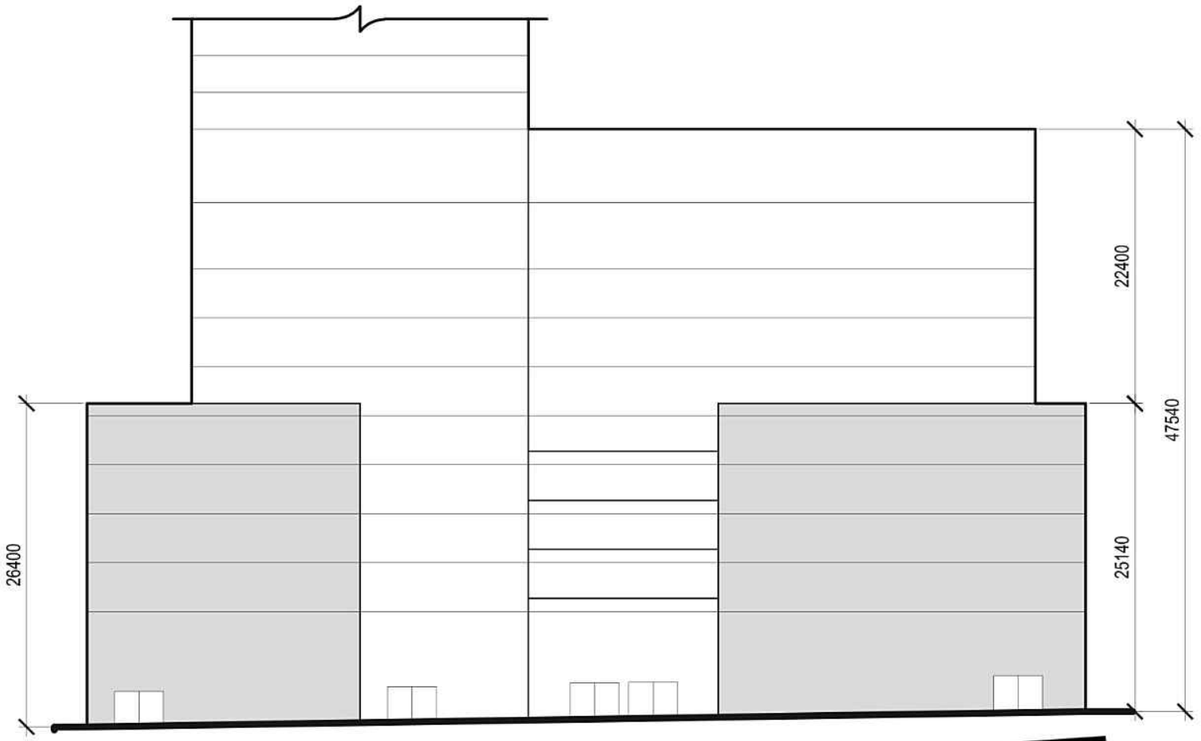
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATIONS AGRANDIES RUE ST-JACQUES ET PLACE PUBLIQUE

- Minimum 40% non fenestré
- Minimum 80% de pierre grise sur la partie non fenestrée
- Fenestration aux proportions verticales



ÉLÉVATION SAINT-JACQUES

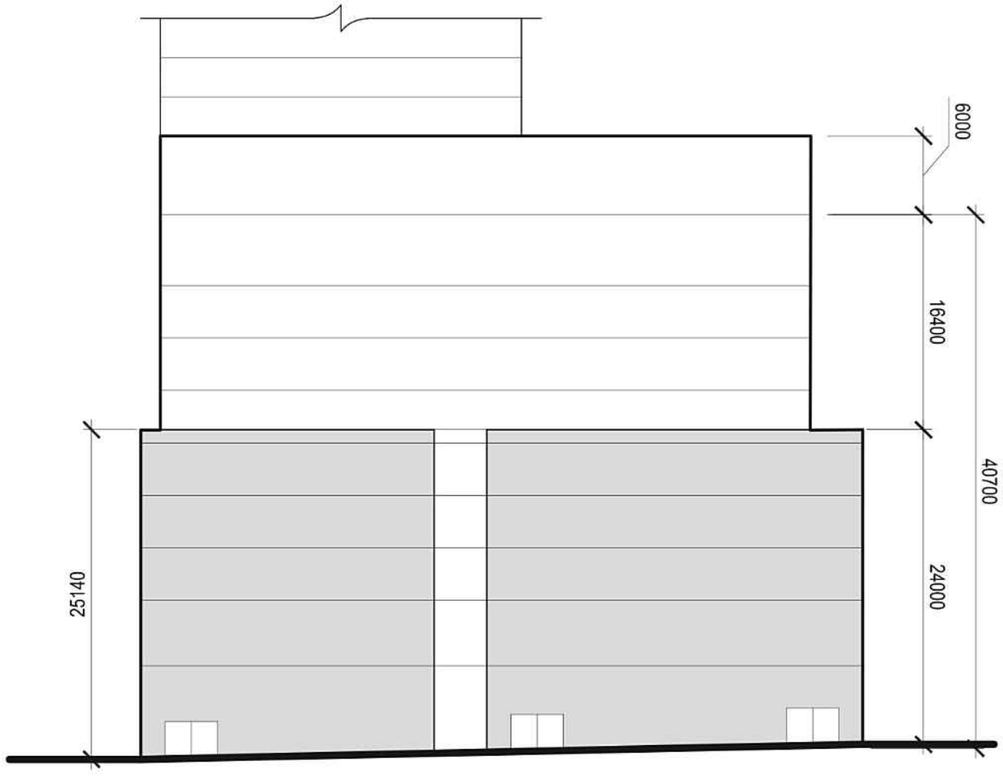


ÉLÉVATION ESPACE PUBLIC

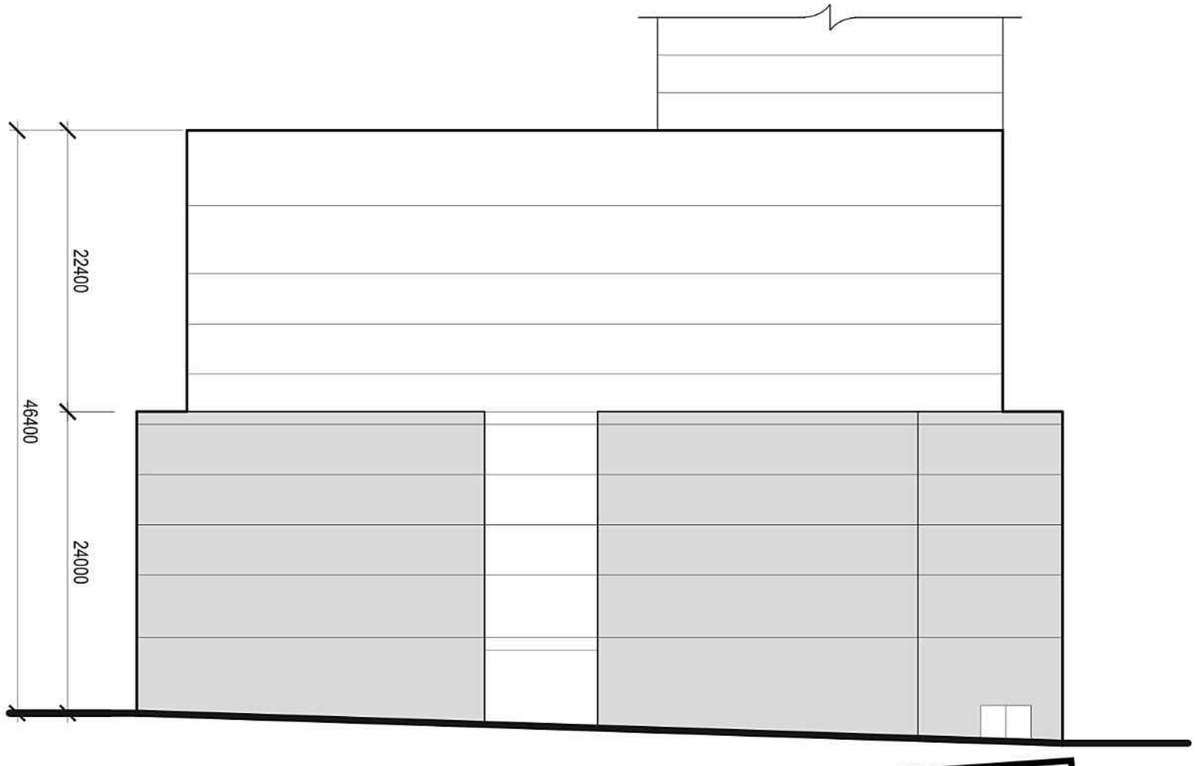
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATIONS AGRANDIES RUES NOTRE-DAME ET GAUVIN

- Minimum 40% non fenestré
- Minimum 80% de pierre grise sur la partie non fenestrée
- Fenestration aux proportions verticales



ÉLÉVATION NOTRE-DAME

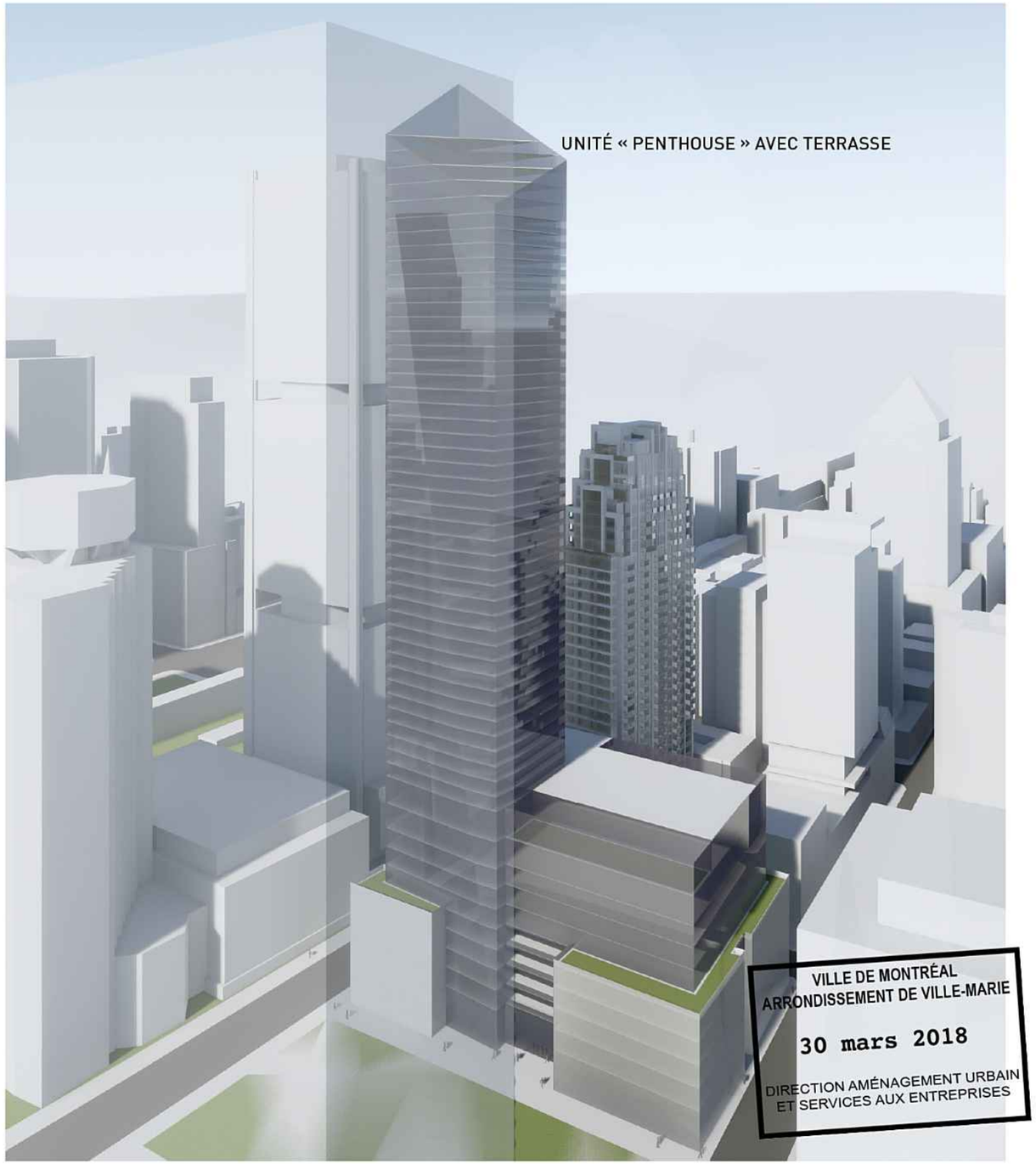


ÉLÉVATION GAUVIN

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
30 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PERSPECTIVES DU 700, RUE SAINT-JACQUES





Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240129

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Appartements Saint-Marc – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter un premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain occupant le lot numéro 1 605 637, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 1 à 10, réalisés par Coursol-Miron architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i. le traitement des façades latérales, incluant le niveau de la fausse mansarde, doit assurer l'unité d'ensemble du bâtiment;
      ii. les matériaux de revêtement doivent être de grande qualité;
      iii. l'aménagement de l'aire de stationnement doit assurer la sécurité de tous ses utilisateurs, notamment celle des cyclistes et être conçu de manière à éviter tout conflit entre les différents moyens de transport.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
1187303004

pp 376

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Dossier # : 1187303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Appartements Saint-Marc

1) D'accorder, pour le terrain occupant le lot numéro 1 605 637, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 1 à 10, réalisés par Coursol-Miron architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i. le traitement des façades latérales, incluant le niveau de la fausse mansarde, doit assurer l'unité d'ensemble du bâtiment;
ii. les matériaux de revêtement doivent être de grande qualité;
iii. l'aménagement de l'aire de stationnement doit assurer la sécurité de tous ses utilisateurs, notamment celle des cyclistes et être conçu de manière à éviter tout conflit entre les différents moyens de transport.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 14:52

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187303004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Appartements Saint-Marc

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'ériger un bâtiment résidentiel de 5 étages (15 m) sur la rue Saint-Marc, au sud du boulevard de Maisonneuve (lot : 1 605 637). Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur maximale en mètres et en étages prescrits par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisé par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement. (3001328673)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le site du projet est occupé par le stationnement extérieur de 18 unités du bâtiment adjacent. En plus de ces unités, ce bâtiment de 15 étages, qui comprend 101 logements de moins de 50 m², possède 29 unités de stationnements souterraines et en cour arrière, soit le minimum requis par la réglementation en vigueur. En plus de ce bâtiment datant de 1968, le site est voisin d'une ruelle et d'un bâtiment de 5 étages construit en 1910. Au niveau réglementaire, la hauteur maximale autorisée en mètres est de 14 m et le nombre d'étages maximal est de 3. En ce qui concerne la densité, le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé est de 3.

Le projet
Il est proposé de construire un bâtiment résidentiel de 5 étages, mais dont le COS respecte le maximum autorisé. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 4 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière.

En ce qui concerne les matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite.

Cadre réglementaire
Le projet tel que proposé déroge à deux dispositions du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 9 qui prévoit que le bâtiment doit respecter une hauteur maximale de 14 mètres et de 3 étages;
· l'article 605 qui prévoit un nombre minimal de 7 unités de stationnement pour un tel projet.

Ainsi, les dérogations relatives à la hauteur et aux emplacements pour vélos peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers. Les questions relatives aux trois unités de stationnements manquantes pourront être traitées par l'intermédiaire du fonds de compensation.

JUSTIFICATION

Tel que proposé, le projet répond à plusieurs recommandations du comité consultatif d'urbanisme (CCU) et présente des éléments intéressants en regard de son intégration architecturale. D'abord, l'implantation proposée reprend l'alignement sans retrait propre au bâti le plus ancien du secteur et le rez-de-chaussée a été rehaussé à une hauteur d'un mètre qui correspond mieux aux hauteurs de rez-de-chaussée du secteur. De plus, les matériaux proposés reprennent la maçonnerie fortement présente dans le secteur et permettent de faire un rappel du parcellaire du secteur dans la composition de la façade : le jeu de couleur de la maçonnerie vise ainsi à fragmenter la façade.
Également, l'acier corten permettra à la fois d'animer la façade et de compléter le couronnement en proposant une interprétation contemporaine des fausses mansardes présentes dans le secteur. D'ailleurs, pour donner suite à une recommandation du comité, la pente de la fausse mansarde a été légèrement accentuée et le nombre de fenêtres a été augmenté. L'acier corten se retrouve aussi au pourtour intérieur de l'alcôve créée par l'entrée principale qui bénéficie d'une double hauteur.

En ce qui concerne les dérogations à la hauteur en mètres et en étages, celles-ci sont justifiables en regard du contexte d'insertion. En effet, le bâtiment adjacent de 15 étages, tant par sa volumétrie, que son implantation ou son parti architectural, s'intègre mal au contexte du secteur. Par contre, le bâtiment voisin de 5 étages construit à une époque moins récente présente plusieurs caractéristiques propres au milieu d'insertion. Par conséquent, la proposition d'un bâtiment de 5 étages reprenant des éléments propres au secteur (alignement, couronnement, matérialité) permet d'assurer une meilleure transition et le maintien d'un ensemble bâti cohérent.

Enfin, il est intéressant de proposer un nombre d'emplacements pour vélos supérieur au minimum requis. La proximité d'un axe cyclable important (Piste cyclable Claire-Morissette, axe De Maisonneuve), la clientèle étudiante visée et le nombre de cases de stationnement inférieur au minimum requis justifient un tel aménagement. Par ailleurs, l'accès à ces emplacements pour vélos a également été modifié afin de permettre aux cyclistes résidents d'y accéder directement.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement;

- Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation et 2ème lecture du conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-02-27

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001328673
4.2.2 et 4.6.35

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	99999, rue Saint-Marc
Responsables :	Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 5 étages. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 5 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière. Pour ce qui est des matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite. Le projet tel que proposé déroge à trois dispositions du règlement d'urbanisme soit : • l'article 9 qui prévoit qu'un bâtiment situé dans un secteur de hauteur en mètres et en étage doit être égal ou inférieur aux hauteurs maximales prescrites; • l'article 605 qui prévoit un nombre minimal de 7 unités de stationnement pour un tel projet; • l'article 655 qui prévoit qu'une voie d'accès pour un emplacement à vélo doit avoir une largeur minimale de 1,2 m. Ainsi, les dérogations relatives à la hauteur et aux emplacements pour vélos peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers. Les questions relatives aux deux unités de stationnements manquantes pourront être traitées par l'intermédiaire du fonds de compensation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 juin 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La nouvelle proposition répond aux recommandations émises par le comité précédemment.
Considérant que :	L'implantation proposée reprend l'alignement du bâti le plus ancien et que la densité maximale du secteur est respectée.
Considérant que :	La hauteur du rez-de-chaussée devrait être rehaussée pour éviter l'effet

d'écrasement.

Considérant que : Les matériaux proposés sont de meilleure qualité et permettent de faire un rappel du parcellaire du secteur dans la composition de la façade.

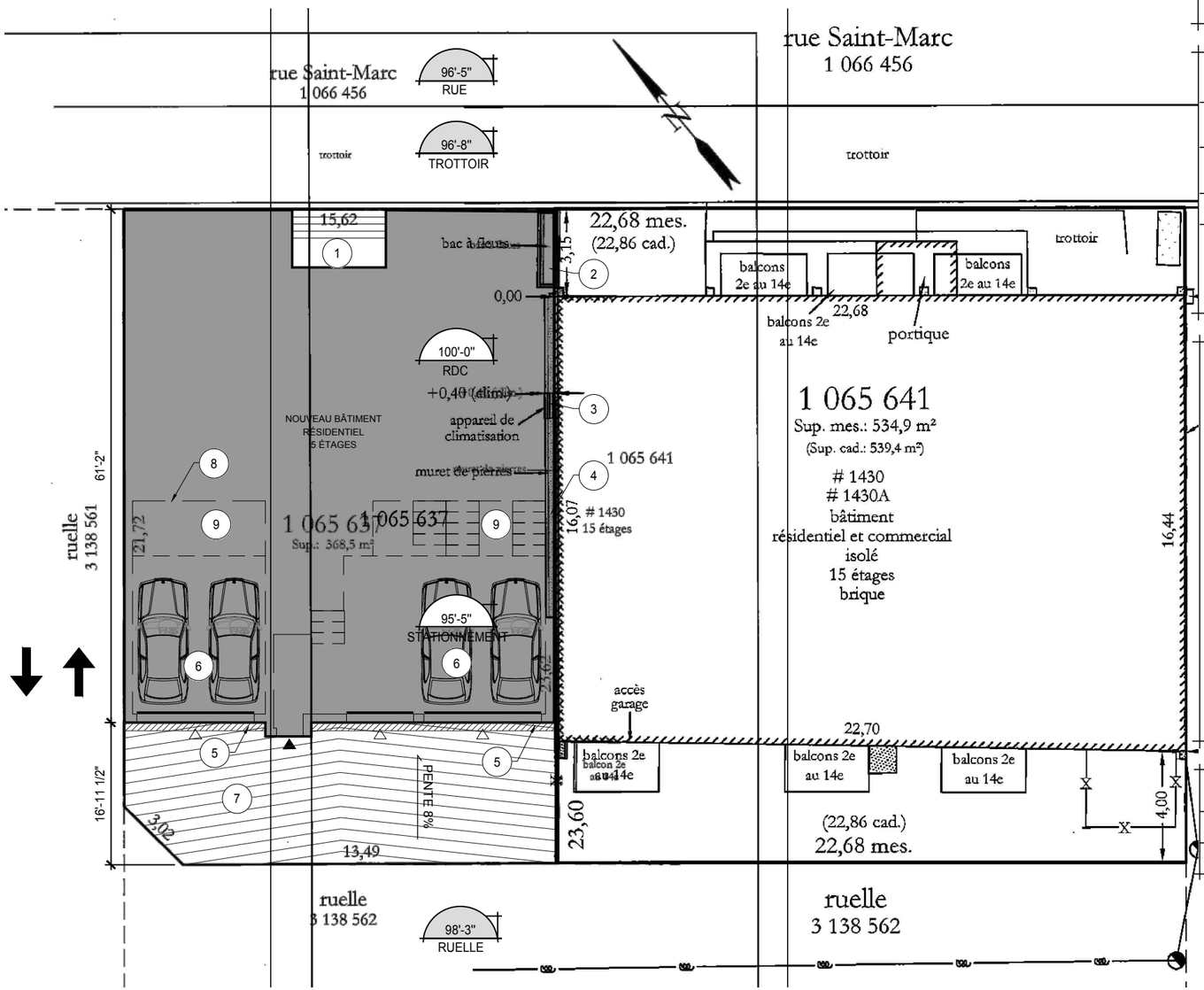
Considérant que : L'accès aux stationnements pour vélos pourrait être mieux aménagé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Rehausser le plafond du rez-de-chaussée.**
- **Rehausser les fenêtres au niveau du rez-de-chaussée.**
- **Accentuer la pente de la fausse mansarde.**
- **Intégrer plus de fenêtres dans la fausse mansarde.**
- **Éliminer la présence de verre tympan sur la façade.**
- **Aménager un accès sécuritaire aux espaces pour vélos.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire



NOTES GÉNÉRALES

1- CE PLAN EST À TITRE D'INFORMATION. IL PROVIENT DU PLAN D'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE PHILIPPE GRONDIN DOSSIER: JPG-1920 MINUTE: 344 ET 345 EN DATE DU 13 MAI 2016.

2- LA LIGNE DU BÂTIMENT REPRÉSENTE LES FONDATIONS.

LÉGENDE

- LIGNE DE LOT
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES
- ±XX'-X" NIVEAU EXISTANT
- XX'-X" NOUVEAU NIVEAU

CALCUL STATIONNEMENT

LOGEMENTS PLUS DE 538 P.C (1CASE PAR 2 LOGEMENTS)	12 LOGEMENTS 6 CASES
LOGEMENTS DE MOINS DE 537 P.C (1 CASE PAR 5 LOGEMENTS)	6 LOGEMENTS 1 CASES
TOTAL CASES DEMANDÉES	7 CASES
RÉPARTITION DES CASES	TERRAIN: 4 CASES MANQUANTES: 3 CASES (CONTRIBUTION AU FOND DE STATIONNEMENT)

LÉGENDE - NOTES

1. VESTIBULE D'ENTRÉE OUVERT, VOIR PLAN PLANCHER
2. BAC À FLEUR EXISTANT À RELOCALISER
3. APPAREIL DE CLIMATISATION EXISTANT À RELOCALISER, VOIR ING.
4. IMBRICATION DU MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT AU NIVEAU DU REZ-DE-CHAUSSÉE DU NOUVEAU BÂTIMENT SEULEMENT
5. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
6. STATIONNEMENT INTÉRIEUR, VOIR PLAN PLANCHER
7. DESCENTE, ACCÈS GARAGE. PENTE DE 8%
8. PROFIL MUR BÂTIMENT, VOIR PLAN PLANCHER, REZ-DE-CHAUSSÉE
9. STATIONNEMENT VÉLO ET RANGEMENT, VOIR NOTE SUPPLÉMENTAIRE SUR LE PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE POUR INFORMATION.

DÉROGATIONS

ARTCILE 9: DÉROGATION HAUTEUR ÉTAGES	5 ÉTAGES
ARTICLE 10: DÉROGATION HAUTEUR MÈTRES	15.2 M

RÉGLEMENTATION MUNICIPALE

AIRE DE TERRAIN	3 966.5 pi2
AIRE DE BÂTIMENT	3 070.7 pi2
RAPPORT BÂTI / TERRAIN (CALCUL: 3 061.7/ 3 966.5 = 0.77)	0.77
RAPPORT PLANCHER / TERRAIN (MAX 3) (CALCUL: 11 871.3 / 3 966.5 = 2.99)	2.99
- REZ-DE-CHAUSSÉE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 070.7
- MURS	124.0
- GARAGE (STATIONNEMENT/RANGEMENT/ESCALIER)	1 183.8
- ESCALIER	198.4
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	1 516.2
- 2ÈME ÉTAGE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	2 990.7
- MURS	236.8
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	2 540.6
- 3 ÈME ET 4ÈME ÉTAGE (PAR ÉTAGE) (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 060.0
- MURS	233.4
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE (PAR ÉTAGE)	2 622.6
- 5 ÈME ÉTAGE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 008.0
- MURS	234.4
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	2 569.3
TOTAL AIRE PLANCHER POUR L'ENSEMBLE DU PROJET (CALCUL: 1 516.2+ 2 540.6+ (2 X 2 622.6)+2 569.3 = 11 871.3 PI2	11 865.4

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . T 450.430.8777 F 450.435.1521 C jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

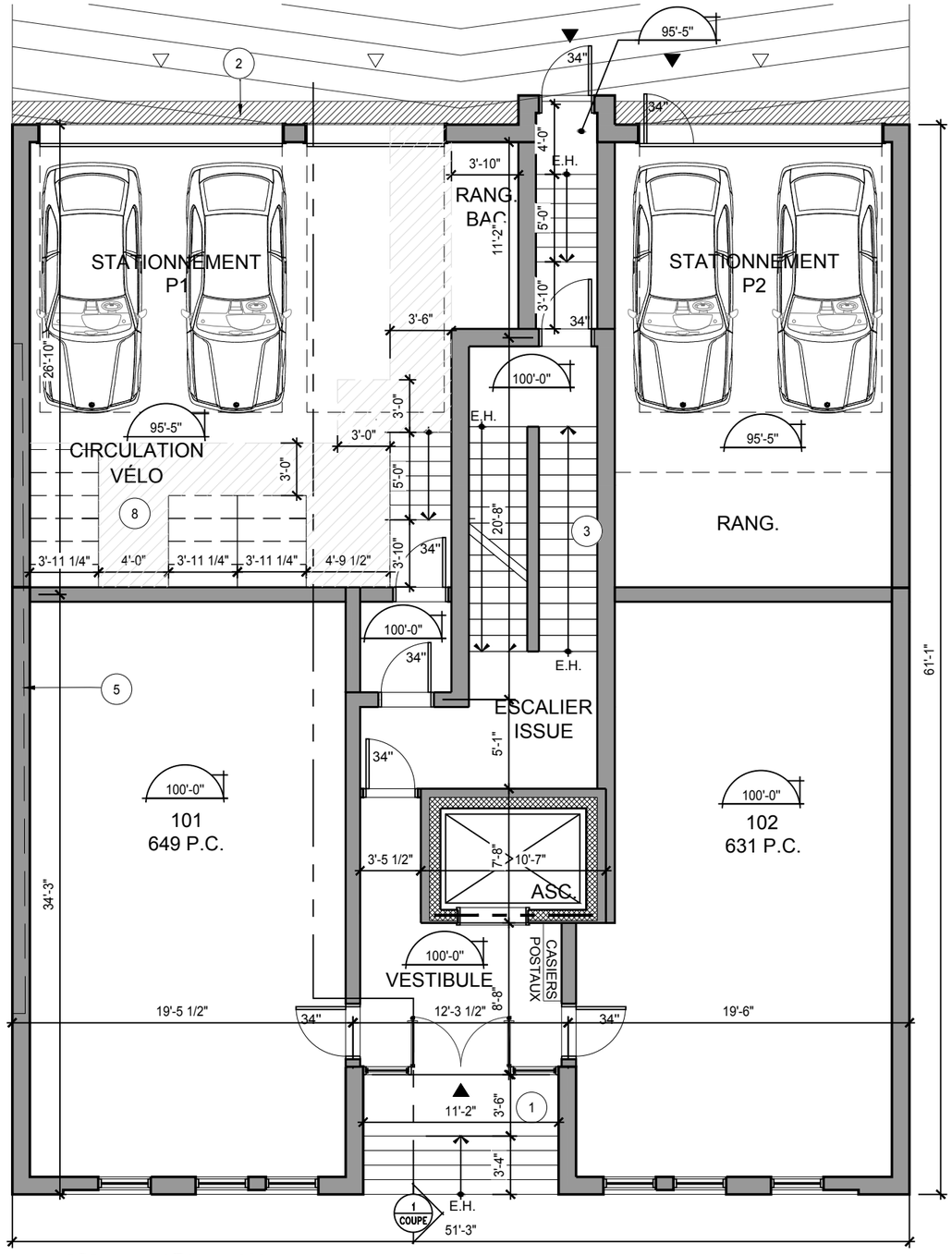
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

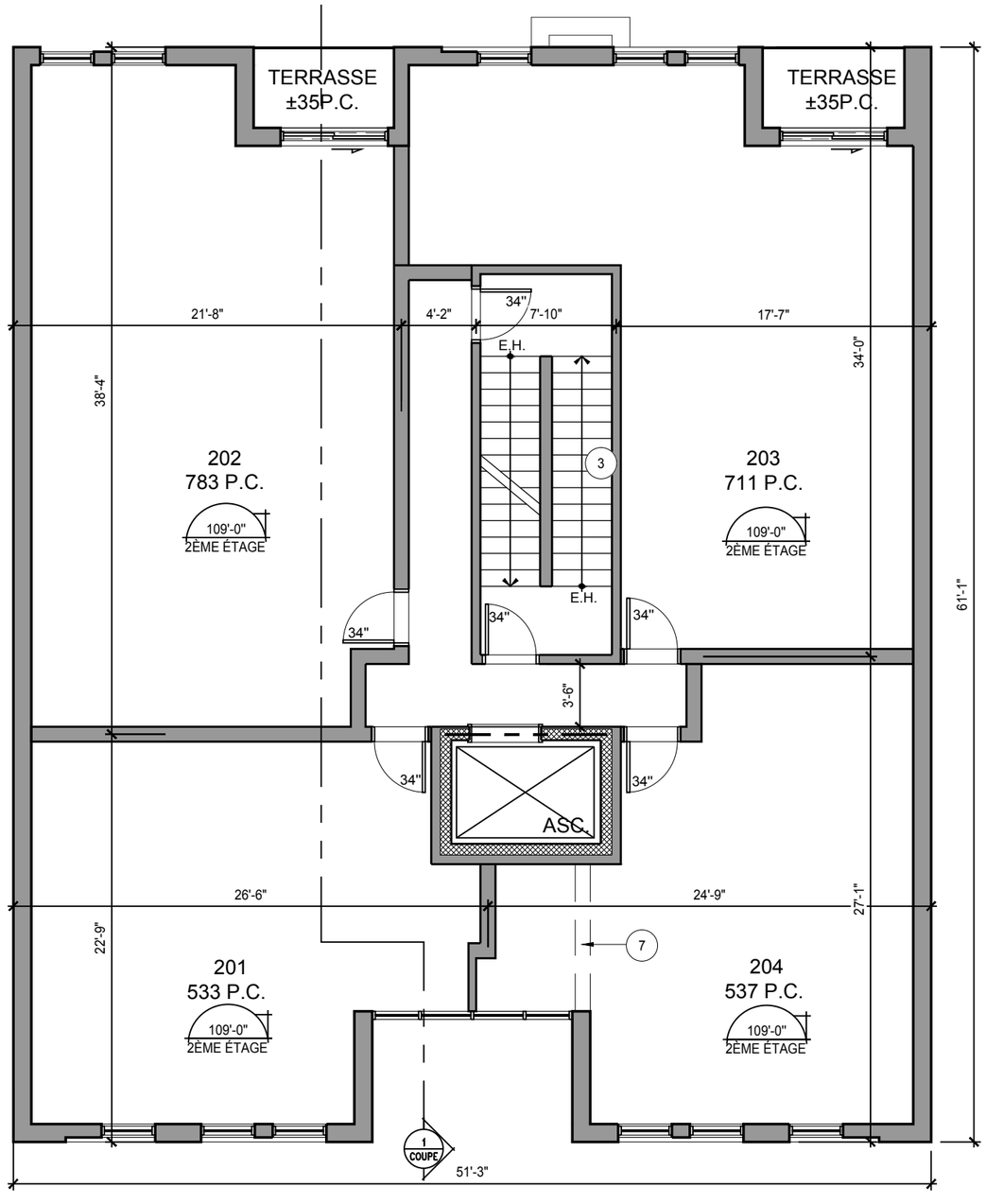
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE : 1/16"=1'-0"

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20





LÉGENDE

- NOUVEAU CADRE ET PORTE, (VOIR BORDEREAU)
- CLOISONS/MURS
- XX'-X" NIVEAU PLANCHER
- XX / A10X.X INDIQUE COUPE
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES

LÉGENDE - NOTES

1. ENTRÉE COMMUNE DU BÂTIMENT
2. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
3. ESCALIER CISEAU
4. TOITURE EN PENTE
5. MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT À IMBRIQUER DANS NOUVEAU BÂTIMENT
6. PANNEAU TYMPAN
7. POUTRE
8. STATIONNEMENT POUR VÉLO. EXIGÉ 10 UNITÉS DE VÉLO. OFFERT 20 UNITÉS ET DEUX ESPACES DE RANGEMENT SOIT UN POUR CHAQUE GARAGE.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

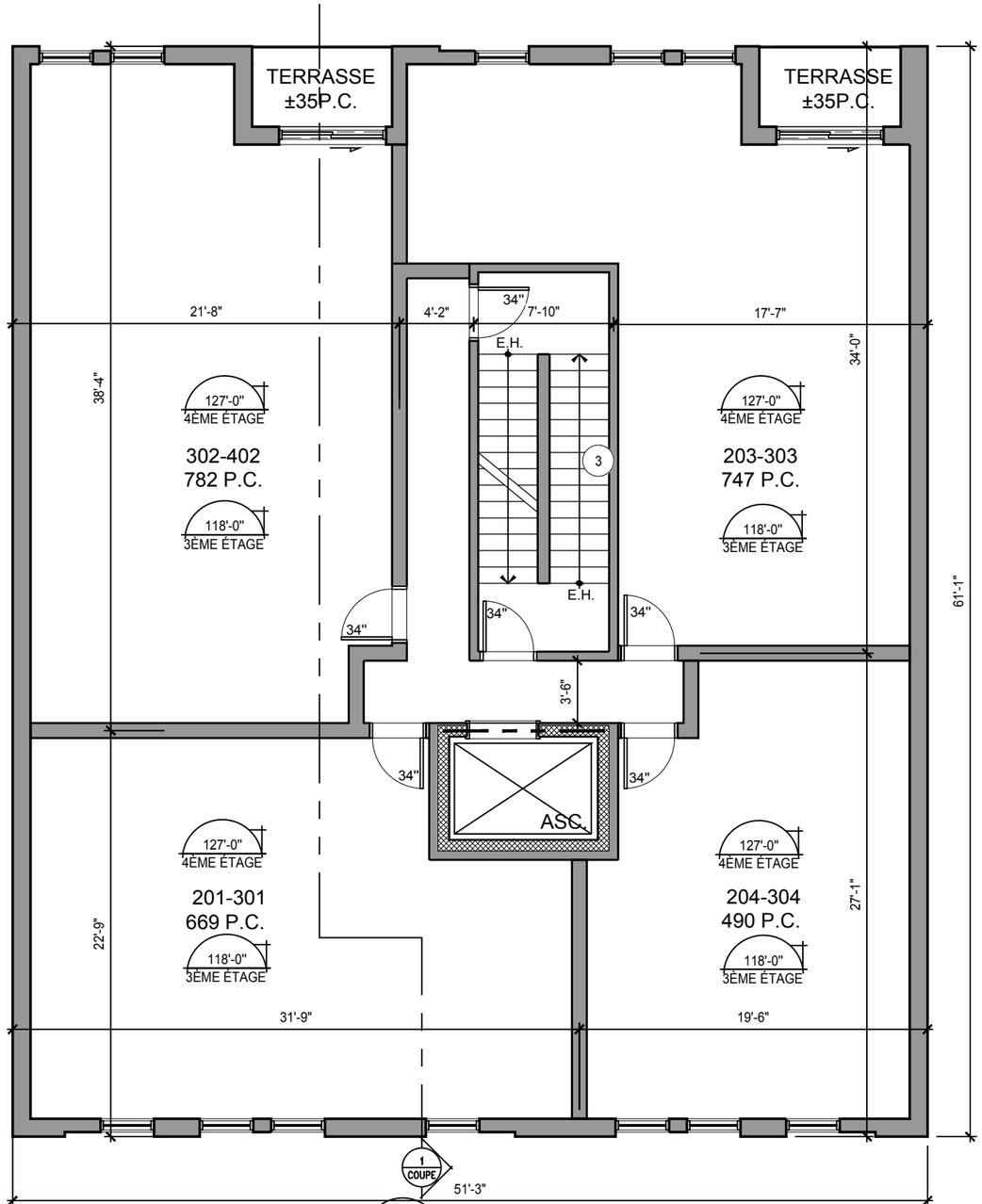
2 PLAN 2ÈME
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

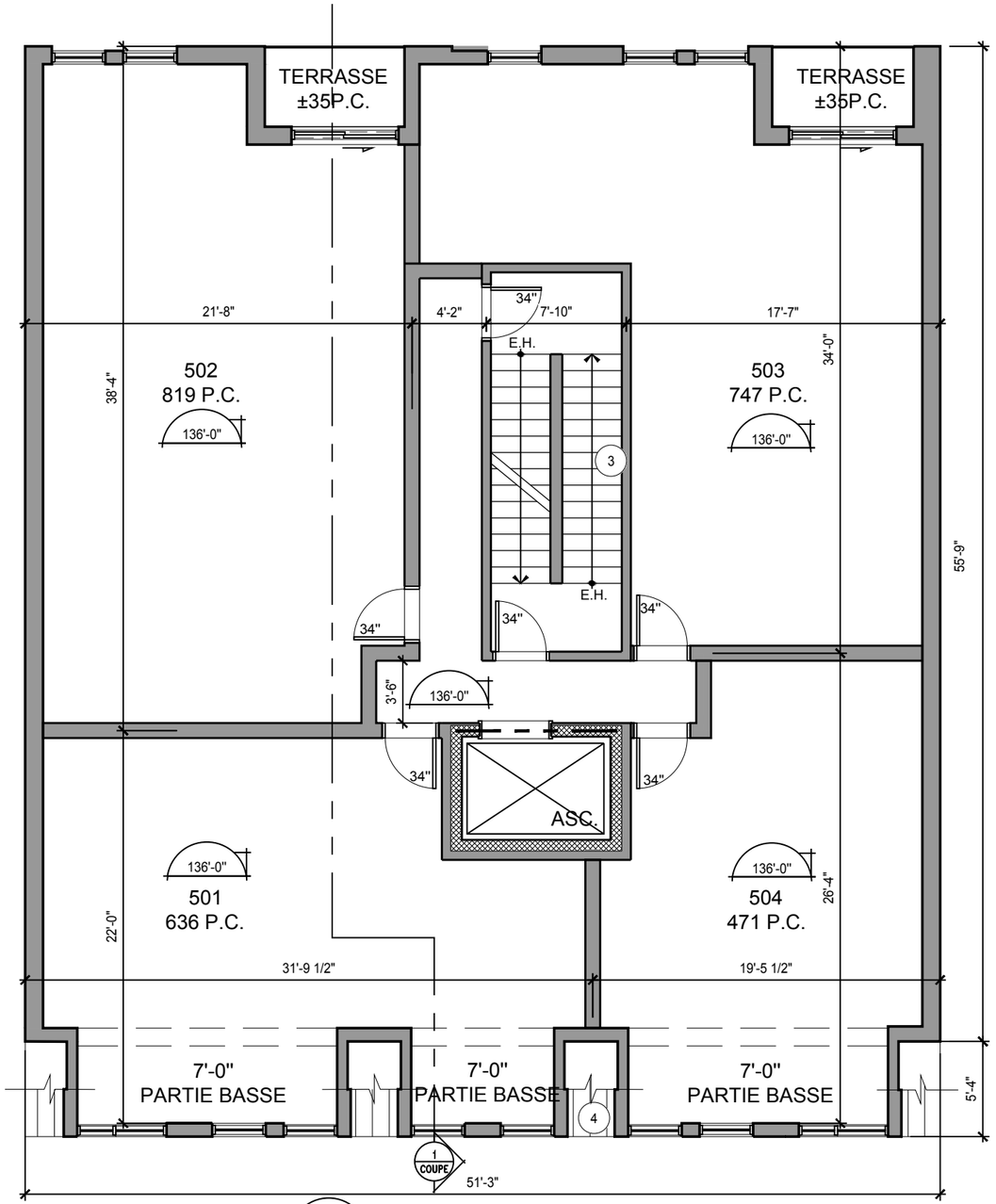
PLANS
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



3 PLAN 3 ET4 ÈME ÉTAGE
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''



4 PLAN 5ÈME ÉTAGE
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

LÉGENDE

- NOUVEAU CADRE ET PORTE, (VOIR BORDEREAU)
- CLOISONS/MURS
- XX'-X" NIVEAU PLANCHER
- XX / A10X.X INDIQUE COUPE
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES

LÉGENDE - NOTES

1. ENTRÉE COMMUNE DU BÂTIMENT
2. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
3. ESCALIER CISEAU
4. TOITURE EN PENTE
5. MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT À IMBRIQUER DANS NOUVEAU BÂTIMENT
6. PANNEAU TYMPAN
7. POUTRE
8. STATIONNEMENT POUR VÉLO. EXIGÉ 10 UNITÉS DE VÉLO. OFFERT 20 UNITÉS ET DEUX ESPACES DE RANGEMENT SOIT UN POUR CHAQUE GARAGE.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PLANS
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

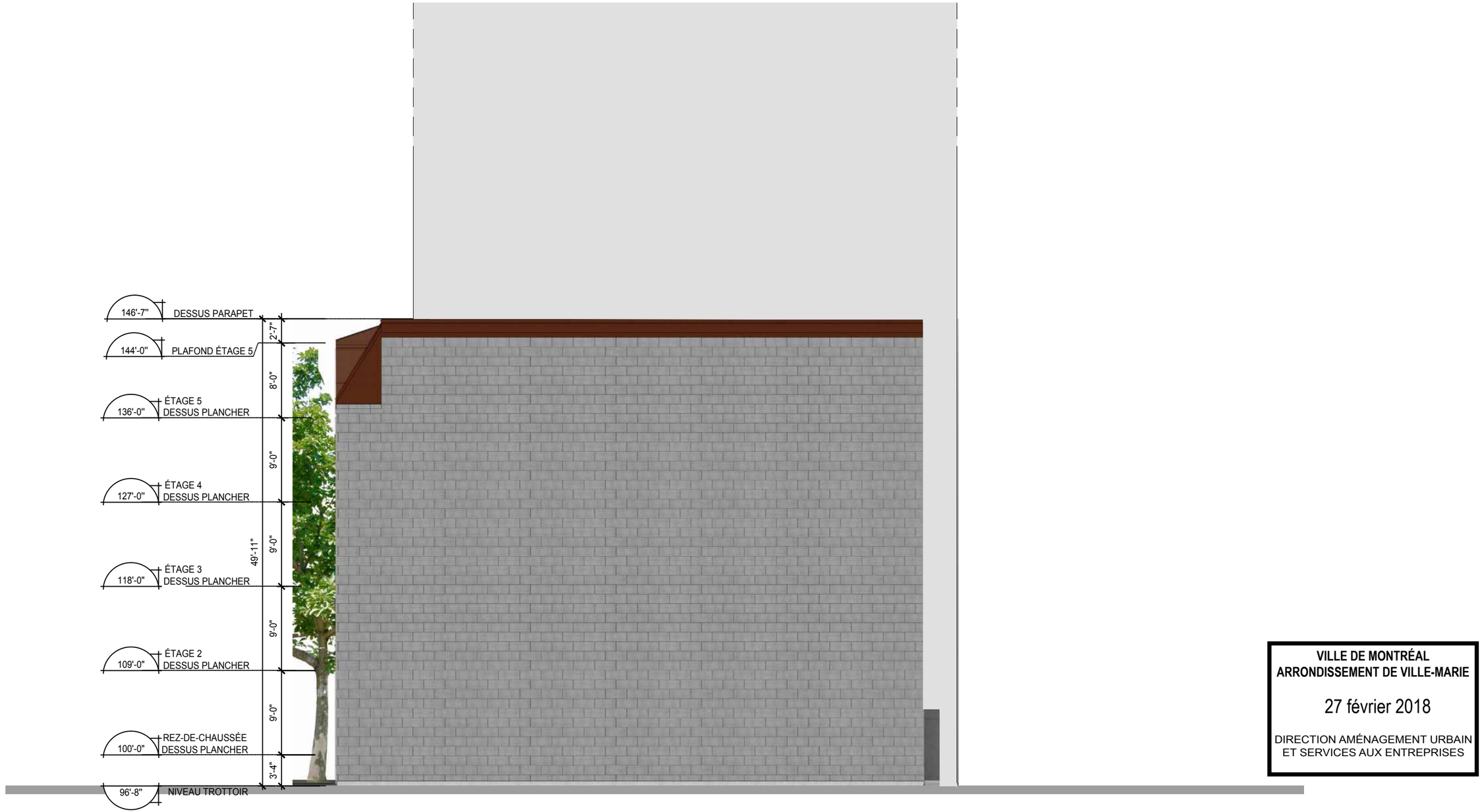
coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION PRINCIPALE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

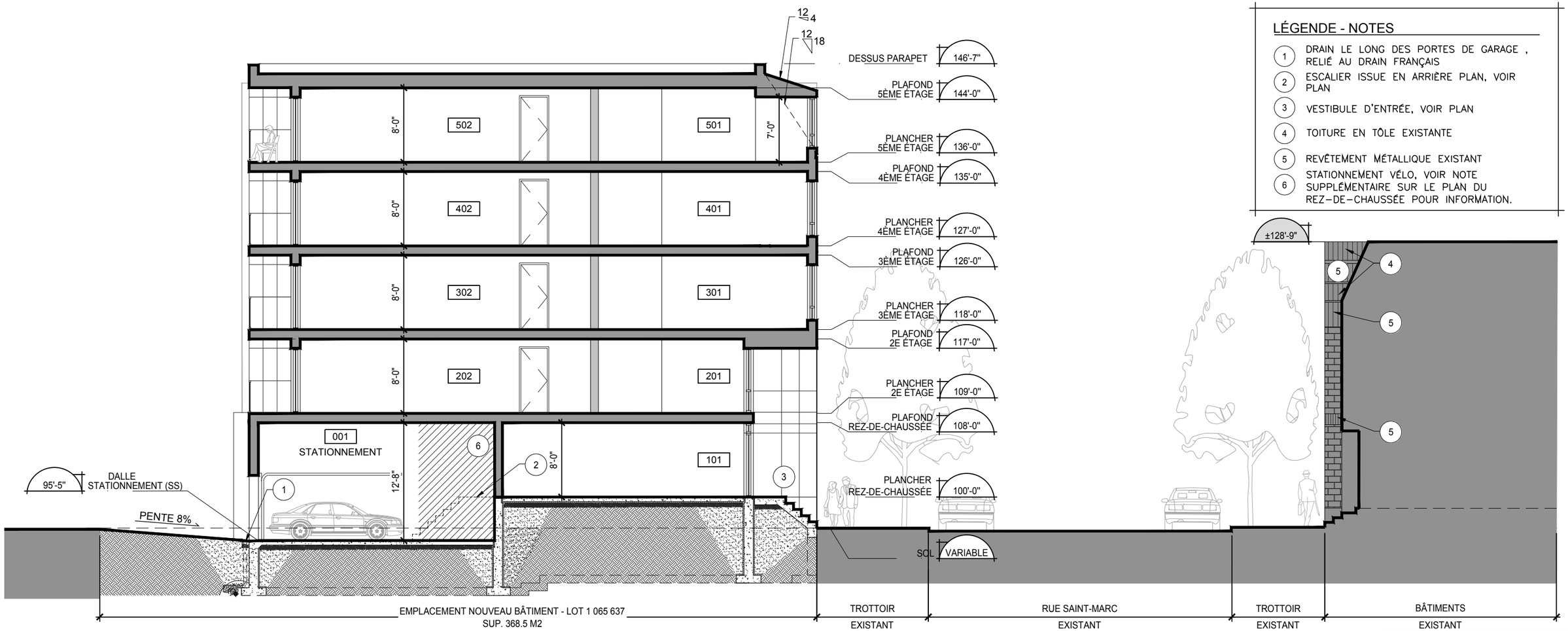
coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION ARRIÈRE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



LÉGENDE

- ±XX'-X" — NIVEAU EXISTANT
- XX'-X" — NOUVEAU NIVEAU
- (XX) — NOTES SPÉCIFIQUES – CONSTRUCTION
- [XXX] — No DES LOCAUX

LÉGENDE - NOTES

1. DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE , RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS
2. ESCALIER ISSUE EN ARRIÈRE PLAN, VOIR PLAN
3. VESTIBULE D'ENTRÉE, VOIR PLAN
4. TOITURE EN TÔLE EXISTANTE
5. REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXISTANT
6. STATIONNEMENT VÉLO, VOIR NOTE SUPPLÉMENTAIRE SUR LE PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE POUR INFORMATION.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC

RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

COUPE SCHÉMATIQUE

ÉCHELLE : 3/32"=1'-0"

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



Quantités matériaux (facade principale)	Dimensions / pi2	Quantité	Total brute	%
Revêtement				
Revêtement métallique charcoal	224		224	6
Revêtement acier	591		591	4
Pierre renaissance joint intercalaire blanc	441		441	32
Pierre renaissance joint intercalaire carbon	613		613	58
Fenestration et porte (facade principale)				
Porte d'entrée (type mur rideau)	134'' x 192''	1	1	
Fenêtre mezzanine type 1	36'' x 66''	2	2	
Fenêtre mezzanine type 2	60'' x 66''			
Fenêtre type	36'' x 72''	47	47	

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE - MATÉRIALITÉ
ÉCHELLE : -

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE1
ÉCHELLE : -

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE2
ÉCHELLE : -

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au nombre d'unité de chargement à fournir pour le bâtiment autorisé par la résolution CA12 240533 entre les rues Saint-Paul Ouest, Saint-Henri et William (738, rue Saint-Paul Ouest)

D'accorder pour le bâtiment autorisé par la résolution CA12 240533 entre les rues Saint-Paul, Saint-Henri et William, une dérogation permettant la possibilité de ne pas fournir une unité de chargement alors qu'une unité de chargement de petite dimension est requise selon l'article 582 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 15:28

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au nombre d'unité de chargement à fournir pour le bâtiment autorisé par la résolution CA12 240533 entre les rues Saint-Paul Ouest, Saint-Henri et William (738, rue Saint-Paul Ouest)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin d'autoriser la possibilité de ne pas fournir une unité de chargement de petite dimension exigé par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240533 - 5 septembre 2012 – Adopter une résolution autorisant l'aménagement d'un complexe mixte sur le lot vacant numéro 1 179 802 entre les rues Saint-Paul, Saint-Henri et William, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble / Le site du Petit Séminaire.

DESCRIPTION

Le site
Ancien stationnement commercial d'une superficie de 10546 m^2, le site a été transformé au cours des dernières années par la réalisation de plusieurs phases de construction permettant l'aménagement d'environ 927 logements, un espace vert semi-public, deux niveaux de stationnement ainsi que plusieurs commerces de proximité. Pour mener à terme la réalisation du projet immobilier, il reste les permis de transformation des phases 5 et 6 à émettre dans un court délai.

Le projet
Le requérant souhaite être exempté de l'obligation de fournir une unité de chargement de petite dimension.

Le cadre réglementaire

· Selon l'article 582 : une unité de chargement de petite dimension est requise pour une superficie de plancher de 500 à 5000 m^2.

JUSTIFICATION

Considérant que :
· La phase 2 comporte quatre petits commerces de proximité atteignant plus de 500 m^2 une fois les superficies combinées;
· La dérogation en matière d'unité de chargement s'explique par le choix d'aménager des commerces de proximité en bordure de la rue William (Phase 2) pour favoriser une ambiance sur rue au lieu d'un usage pour lequel l'aménagement d'une unité de chargement n'est pas nécessaire au-dessous d'une superficie de plancher de moins de 5 000 m^2 tel, l'usage bureau par exemple. En somme, une seule phase de construction parmi les 6 autorisées soit, la phase 2, nécessite l'aménagement d'une aire de chargement de petite dimension;
· La livraison des commerces de la phase 2 s'effectue présentement sur rue et également via la portion du stationnement souterrain public dont l'accès se fait par la rue William;
· L'aménagement d'un quai de chargement dans les phases (5 et 6) à venir n'apporterait aucune plus value pour les commerces en bordure de la rue William puisqu'il aurait une distance importante à parcourir entre les deux.
· Au besoin et à la demande du promoteur, des aires de livraisons sur rue pourraient être aménagées pour faciliter les manœuvres de livraison.
· La fermeture des commerces pour le non-respect de la norme d'unité de chargement viendrait à l'encontre du règlement d'urbanisme qui oblige un rez-de-chaussée commercial à cet endroit.
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du 15 mars 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-27

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400105
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	738, rue Saint-Paul Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser la possibilité de ne pas fournir l'aménagement d'une unité de chargement de petite dimension exigé par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Ancien stationnement commercial d'une superficie de 10546 m^2, le site a été transformé au cours des dernières années par la réalisation de plusieurs phases de construction permettant l'aménagement d'environ 927 logements, un espace vert semi-public, deux niveaux de stationnement ainsi que plusieurs commerces de proximité. Pour mener à terme la réalisation du projet immobilier, il reste les permis de transformation des phases 5 et 6 à émettre dans un court délai. Selon l'article 582, une unité de chargement de petite dimension est requise pour une superficie de plancher de 500 à 5000 m^2.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 12 240533) a été adopté le 5 septembre 2012, autorisant la construction d'un complexe mixte.
Considérant que :	La phase 2 comporte quatre petits commerces de proximité atteignant plus de 500 m^2 une fois les superficies combinées.
Considérant que :	La dérogation en matière d'unité de chargement s'explique par le choix d'aménager des commerces de proximité en bordure de la rue William (Phase 2) pour favoriser une ambiance sur rue.
Considérant que :	La livraison des commerces de la phase 2 s'effectue présentement sur rue et également via la portion du stationnement souterrain public dont l'accès se fait par la rue William.
Considérant que :	L'aménagement d'un quai de chargement dans les phases (5 et 6) à venir n'apporterait aucune plus-value pour les commerces en bordure de la rue William puisqu'il aurait une distance importante à parcourir entre les deux.
Considérant que :	Des aires de livraisons sur rue pourraient être aménagées pour faciliter les manœuvres de livraison si le promoteur en fait la demande.

Considérant que : La fermeture des commerces pour le non-respect de la norme d'unité de chargement viendrait à l'encontre du règlement d'urbanisme qui oblige un rez-de-chaussée commercial à cet endroit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 30 avril au jeudi 13 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

De désigner la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent et sur une portion entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique, comme étant une place publique, du 30 avril à 8 h au 13 septembre 2018 à 7 h, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 3 mai au dimanche 9 septembre 2018, entre 8 h et 3 h. L'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées sera en vigueur pendant cette période;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1 o. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-

3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-16 16:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 30 avril au jeudi 13 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Partenariat du Quartier des spectacles a déposé une demande à l'arrondissement de Ville-Marie en tant que promoteur de la piétonnisation pour la saison estivale 2018 du secteur de la Place des Arts comprenant la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent. La section, de la rue Jeanne-Mance, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve, la rue Balmoral, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve et la rue Mayor, entre les rues De Bleury et Balmoral, seront autorisées à la circulation locale seulement. Cette piétonnisation s'inscrit dans le cadre des autres piétonnisations dans l'arrondissement de Ville-Marie.

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles, l'arrondissement de Ville-Marie vise le développement du Quartier des spectacles comme milieu urbain de qualité. La mise en valeur de ce secteur passe, entre autres, par une programmation d'activités principalement culturelles, ludiques et gratuites, réalisées à l'extérieur dans les lieux publics municipaux.

En étroite collaboration avec le Bureau des festivals, l'arrondissement de Ville-Marie appuie l'émergence de nouveaux événements et le développement d'une programmation d'activités culturelles extérieures favorisant :

- Une offre riche et variée en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
- Une utilisation optimale des lieux publics extérieurs sur l'ensemble du territoire du Quartier des spectacles;
- La poursuite de la démocratisation des arts et de la culture en s'inspirant notamment du succès des autres piétonnisations sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890007 - CA17 240192 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent et sur une portion, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique, dans le secteur Place des Arts, du lundi 1er mai au jeudi 7 septembre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent sera piétonne. L'arrondissement de Ville-Marie désignera ce secteur comme étant une place publique aux dates indiquées et y permettra l'occupation du domaine public à des fins de cafés-terrasses et d'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.
De désigner la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent , comme étant une place publique, du 30 avril à 8 h au 13 septembre 2018 à 7 h, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés -terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 3 mai au dimanche 9 septembre 2018, entre 8 h et 3 h. L'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées sera en vigueur pendant cette période;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1 o. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Cette piétonnisation permet de promouvoir le secteur du Quartier des spectacles à titre de destination culturelle de calibre internationale et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le secteur Place des Arts, s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années par les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics concernés. Des avis seront acheminés aux commerçants et aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de ce projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-13

Driss EZZAHER
chef de division

Tél :	514 872-6197	**Tél :**	514 868-4529
Télécop. :	514 872-2006	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-14

Planification - Fermeture de la rue Sainte-Catherine 2018				
	DATE	**RESPONSABLE**	**Statut**	**NOTES**
Date de ficelage	29 mars 2018	Arrondissement		
Date Conseil Arrondissement	5 avr. 2018	Arrondissement		
Communication piétonisation et changement cueillette poubelles	16 avr. 2018	Arrondissement		
Communication aux terrasses - Rappel dates de piétonisation 2018	16 avr. 2018	Arrondissement		
Installation avertissement de fermeture de rue (Éphémère)	23 avr. 2018	QDS		
Installation Signalisation périphérique (saisonnier)	30 avr. 2018	Arrondissement		
Installation bollards biseau Belgo	1 mai 2018	Arrondissement		
Fermeture rue Sainte-Catherine pour montage	30 avr. 2018	Arrondissement;QDS		
Nettoyage Caniveaux - Sainte-Catherine et puisard coin Clark	30 avr. 2018	Arrondissement		
Installation double-sens Jeanne-Mance Desjardins (SUD)	30 avr. 2018	Arrondissement		
Installation butés terrasse 222 (si terrasse)	30 avr. 2018	Arrondissement		
Installation signalisation in situ	1 mai 2018	QDS		
Installation double-sens Jeanne-Mance/MAC (Nord)	1 mai 2018	QDS		
Installation supports bicyclettes Bleury/Sainte-Catherine Belgo	1 mai 2018	QDS		
Installation supports bicyclettes Sainte-Catherine/Saint-Laurent 222	1 mai 2018	QDS		
Enlèvement Pannonceau et Borne	1 mai 2018	Stationnement Montréal		
Installation plaque acier borne Stationnement Montréal	1 mai 2018	QDS		
Installation des Bollards nord/sud	1 mai 2018	QDS		
Lavage rue Sainte-Catherine	1 mai 2018	Sous-traitant Entretien		
Enlèvement des bollards bollards est/ouest	1 mai 2018	Sous-traitant Entretien		
Installation terrasses (Balmoral, TNM, Sésame, Accords)	1 mai 2018	Commerçants		
Installation des parasols	1 mai 2018	QDS		
Installation du mobilier Lestage	1 mai 2018	QDS		
Implication de présences policières	1 mai 2018	PQ21		
Période de commercialisation/programmation culturelle	3 mai au 3 septembre			
Implication de présences policières	2 août 2018	PQ21		
Communication aux terrasses - Rappel dates de démontage	13 août 2018	Arrondissement		
Désinstallation des parasols	4-5 septembre	QDS		
Désinstallaton supports bicyclettes Bleury/Saint-Laurent	4-5 septembre	Arrondissement		
Installation pannonceau et borne	4-5 septembre	Stationnement Montréal		
Réinstallation des Bollards est/ouest	4-5 septembre	Sous-traitant Entretien		
Désinstallation plaque acier borne stationnement Montréal	4-5 septembre	QDS		
Repositionnement du mobilier Lestage	4-5 septembre	QDS		
Enlèvement des bollards Nord/Sud	5 sept. 2018	Sous-traitant Entretien		
Désinstallation Signalisation in situ	5 sept. 2018	QDS		
Désinstallation signalisation périphérique	5 sept. 2018	Arrondissement		
Désinstallation butés terrasse 222	6 sept. 2018	Arrondissement		
Désisntallation bollards Belgo	6 sept. 2018	Arrondissement		
Désisntallation double-sens Jeanne-Mance/MAC	6 sept. 2018	Arrondissement		
Ouverture rue Sainte-Catherine	6 septembre (7h am)			

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1, XXX

ORDONNANCE RELATIVE À LA FERMETURE DE LA RUE SAINTE-CATHERINE, ENTRE LA RUE DE BLEURY ET LE BOULEVARD SAINT-LAURENT

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 30 AVRIL 2018 à 8 h au 13 septembre 2018 7 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-085, xxxxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA DISTRIBUTION D'ARTICLES PROMOTIONNELS LORS D'ÉVÉNEMENTS OU FOIRES COMMERCIALES

VU le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

Lors d'événements ou foires commerciales, les commanditaires de la Société de développement commercial Quartier des spectacles (SDC) peuvent remettre des articles publicitaires sur la rue Sainte-Catherine Ouest.

Le directeur général adjoint de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest », la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent est désignée comme étant une place publique, du 30 avril 2018 à 8 h au 13 septembre 2018 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situés sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 3 mai au 9 septembre 2018, de 8 h à 3 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX	**Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Sainte-Catherine Ouest – Entre De Bleury et boulevard Saint-Laurent**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre De Bleury et boulevard Saint-Laurent avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 30 avril au 13 septembre 2018.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 30 avril au 13 septembre 2017.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (1186890003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (s)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

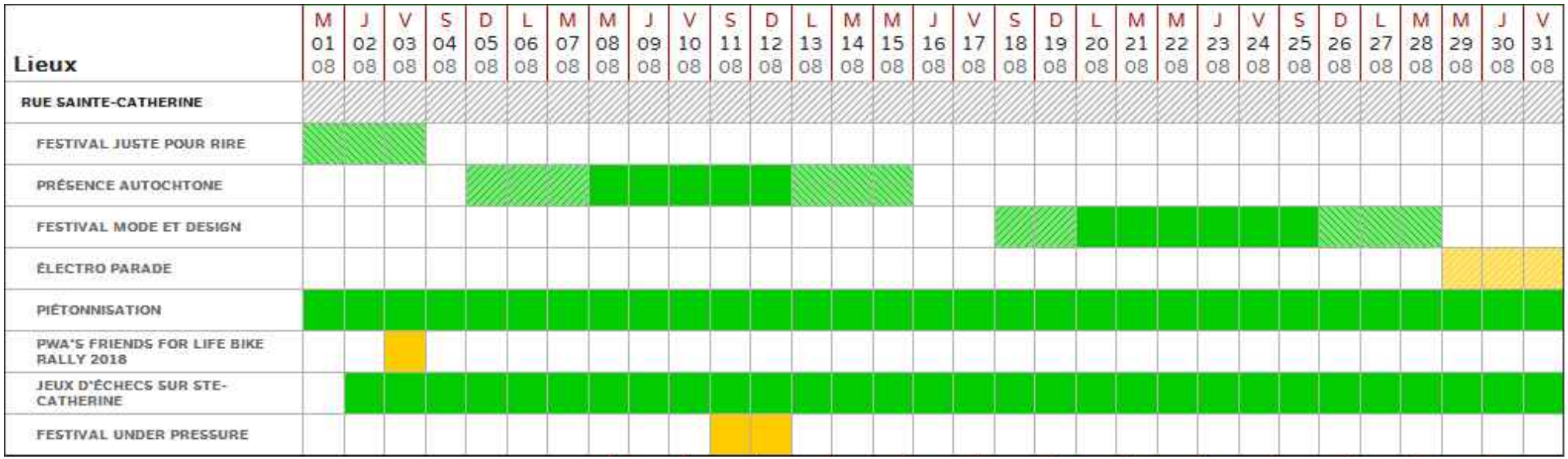
QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL

Calendrier de projets - Du 30 avr. 2018 au 13 sept. 2018

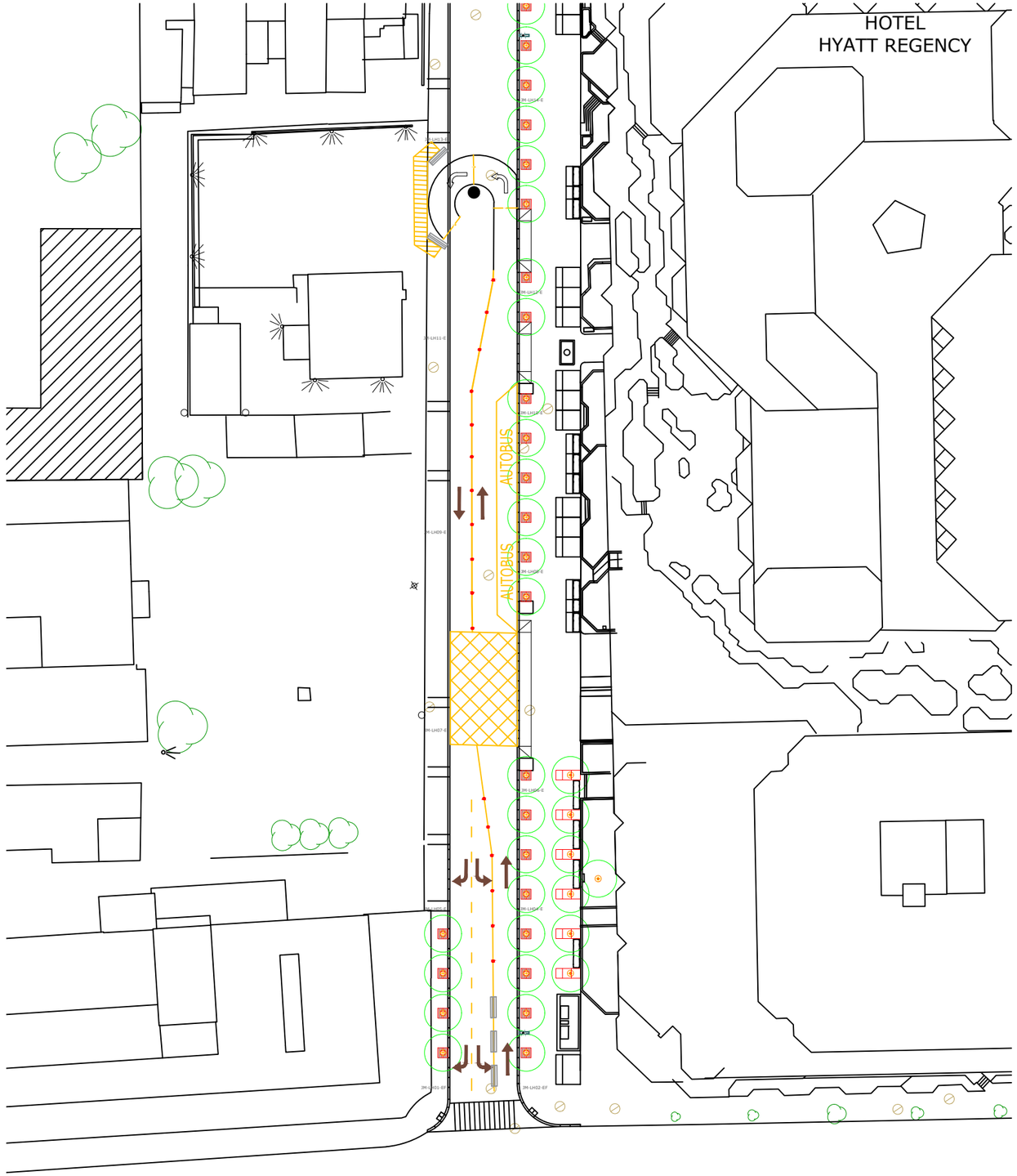
Lieux	L 30 04	M 01 05	M 02 05	J 03 05	V 04 05	S 05 05	D 06 05	L 07 05	M 08 05	M 09 05	J 10 05	V 11 05	S 12 05	D 13 05	L 14 05	M 15 05	M 16 05	J 17 05	V 18 05	S 19 05	D 20 05	L 21 05	M 22 05	M 23 05	J 24 05	V 25 05	S 26 05	D 27 05	L 28 05	M 29 05	M 30 05
RUE SAINTE-CATHERINE																															
FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL																															
PIÉTONNISATION																															
ANIMATION STE-CATHERINE (NOM PROVISOIRE)																															
MOUVEMENTS LIBRES																															
JEUX D'ÉCHECS SUR STE-CATHERINE																															

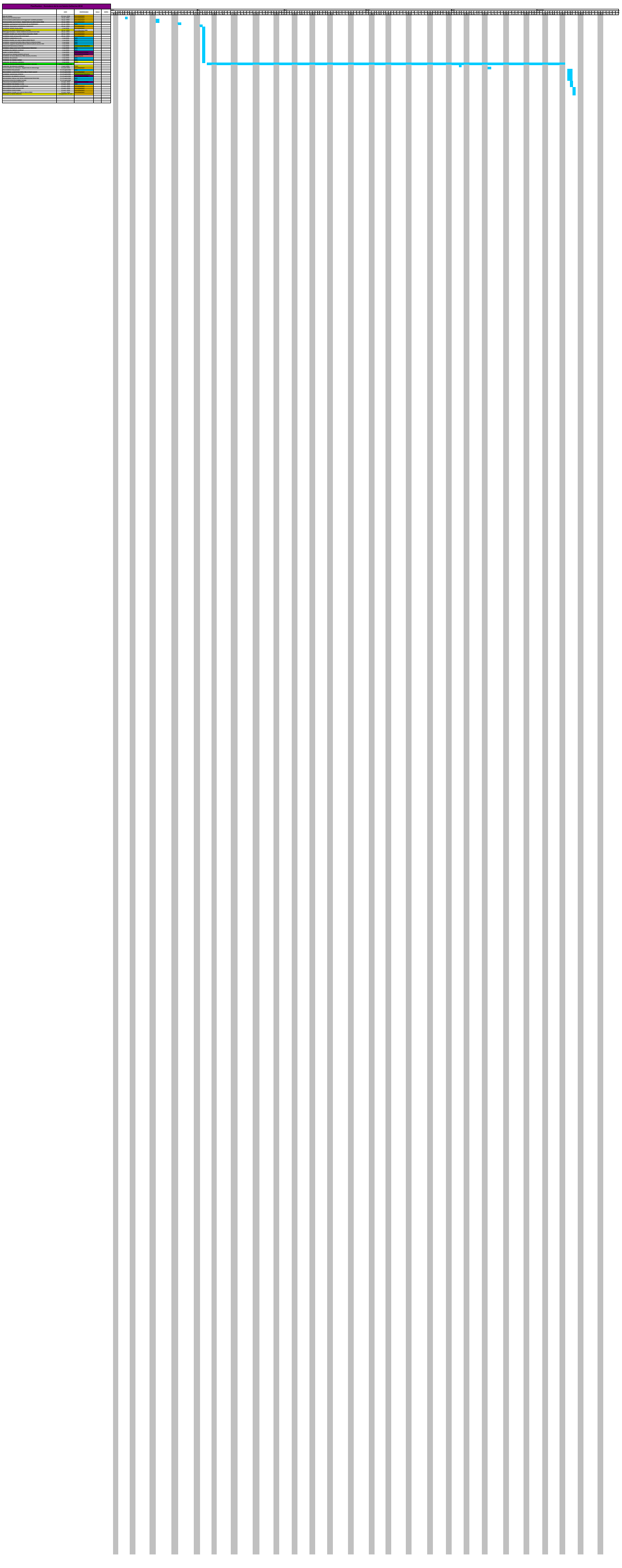

Lieux
J 31 05
V 01 06
S 02 06
D 03 06
L 04 06
M 05 06
M 06 06
J 07 06
V 08 06
S 09 06
D 10 06
L 11 06
M 12 06
M 13 06
J 14 06
V 15 06
S 16 06
D 17 06
L 18 06
M 19 06
M 20 06
J 21 06
V 22 06
S 23 06
D 24 06
L 25 06
M 26 06
M 27 06
J 28 06
V 29 06
S 30 06
RUE SAINTE-CATHERINE
FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL
FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC
FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL
DÉFILÉ FÊTE NATIONALE
13:00
16:00
LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC
PIÉTONNISATION

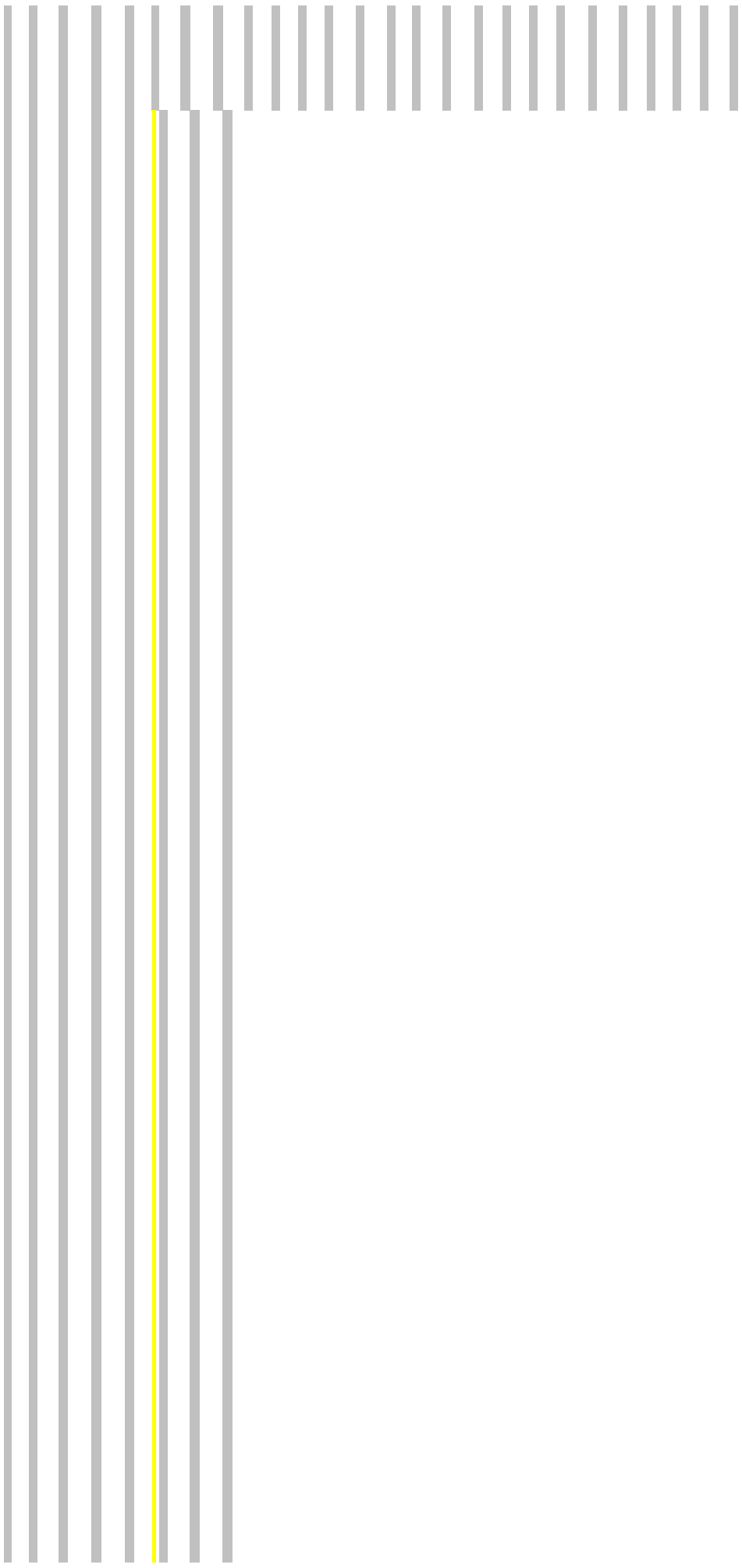
Lieux	D 01 07	L 02 07	M 03 07	M 04 07	J 05 07	V 06 07	S 07 07	D 08 07	L 09 07	M 10 07	M 11 07	J 12 07	V 13 07	S 14 07	D 15 07	L 16 07	M 17 07	M 18 07	J 19 07	V 20 07	S 21 07	D 22 07	L 23 07	M 24 07	M 25 07	J 26 07	V 27 07	S 28 07	D 29 07	L 30 07	M 31 07
RUE SAINTE-CATHERINE																															
FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL																															
FESTIVAL JUSTE POUR RIRE																															
PIÉTONNISATION																															

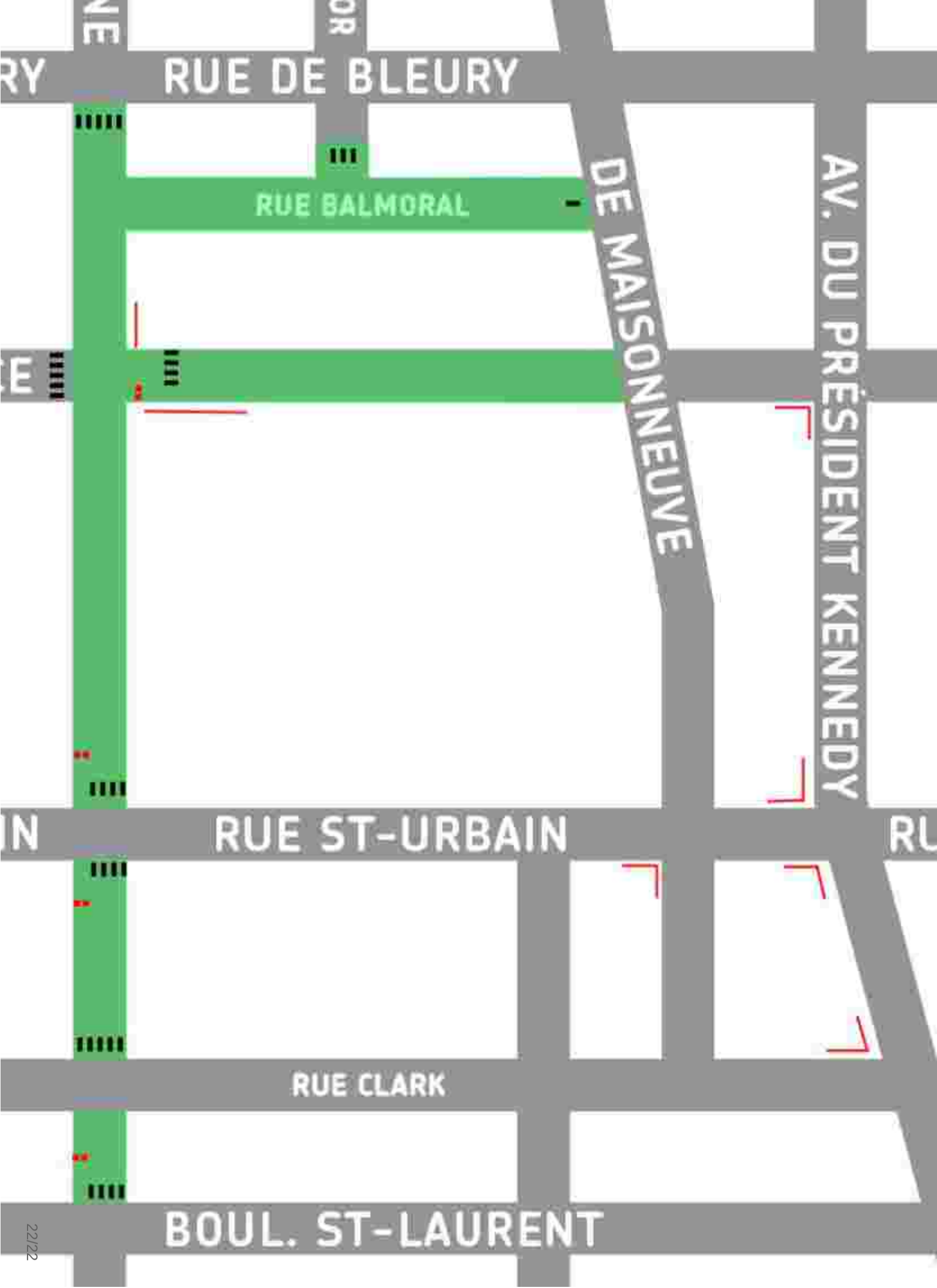

Lieux
M 01 08
J 02 08
V 03 08
S 04 08
D 05 08
L 06 08
M 07 08
M 08 08
J 09 08
V 10 08
S 11 08
D 12 08
L 13 08
M 14 08
M 15 08
J 16 08
V 17 08
S 18 08
D 19 08
L 20 08
M 21 08
M 22 08
J 23 08
V 24 08
S 25 08
D 26 08
L 27 08
M 28 08
M 29 08
J 30 08
V 31 08
RUE SAINTE-CATHERINE
FESTIVAL JUSTE POUR RIRE
PRÉSENCE AUTOCHTONE
FESTIVAL MODE ET DESIGN
ÉLECTRO PARADE
PIÉTONNISATION
PWA'S FRIENDS FOR LIFE BIKE RALLY 2018
JEUX D'ÉCHECS SUR STE-CATHERINE
FESTIVAL UNDER PRESSURE

Lieux	S 01 09	D 02 09	L 03 09	M 04 09	M 05 09	J 06 09	V 07 09	S 08 09	D 09 09	L 10 09	M 11 09	M 12 09	J 13 09
RUE SAINTE-CATHERINE													
ÉLECTRO PARADE													
PIÉTONNISATION													
JEUX D'ÉCHECS SUR STE-CATHERINE													
QUARTIERS DANSES													
QUARTIERS DANSES													


HOTEL
HYATT REGENCY
AUTOBUS
AUTOBUS






RUE DE BLEURY
RUE BALMORAL
DE MAISONNEUVE
AV. DU PRÉSIDENT KENNEDY
RUE ST-URBAIN
RUE CLARK
BOUL. ST-LAURENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 25 mai à 8 heures au 4 septembre 2017 à 7 heures, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place D'Youville Est et autoriser l'occupation temporaire du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1.3, 8 et 11.1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse qui pourrait être installé sur la place D'Youville, du 25 mai au 4 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0 permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la place D'Youville, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 15:30

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186890006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière a déposé, pour une cinquième année, une demande à l'arrondissement de Ville-Marie pour rendre piétonne la place D'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, et ce, du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018. Il compte y entreprendre des initiatives qui feront rayonner le Musée dans la ville comme institution de grande valeur culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890003 - CA17 240190 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du jeudi 8 juin au samedi 2 septembre 2017, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée Pointe-à-Callière et avec l'appui des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, et ce, du 25 mai au 4 septembre 2018 et édicter les ordonnances nécessaires à la piétonnisation.
De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 25 mai à 8 heures au 4 septembre 2018 à 7 heures, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place D'Youville Est et autoriser l'occupation temporaire du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1.3, 8 et 11.1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons

alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse qui pourrait être installé sur la place D'Youville, du 25 mai au 4 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0 permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la place D'Youville, en vertu du Règlement sur la propreté et **sur** la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Pointe-à-Callière attire généralement un nombre considérable de participants lors de ses événements. Le Musée a acquis une grande expertise dans la mise en place d'activités et d'événements extérieurs. La piétonnisation de ces espaces permettra, encore cette année, d’apprécier les bâtiments de l’Éperon, de l’Ancienne-Douane, de la magnifique place Royale, de la Station de pompage D’Youville et de la nouvelle Maison-des-Marins. Citoyens et visiteurs pourront également assister à certaines activités culturelles qui seront proposées au cours de l'été en lien avec des thèmes reliés aux expositions de Pointe-à-Callière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années pour les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité et à stimuler l'attrait touristique du Vieux-Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec Pointe-à-Callière, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics concernés. Des avis seront acheminés aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-19

POINTE-À-CALLIÈRE

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Concept 2018
Piétonnisation de Pointe-à-Callière
Du 25 mai au 4 septembre 2018

Place D'Youville et place Royale Ouest

PRÉSENTÉ À L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Préparer par :
Annick Deblois
Responsable de l'action culturelle
Janvier 2018

1. DESCRIPTIF

Titre :	**Espace urbain de Pointe-à-Callière**
Type :	Activités extérieures estivales
Dates :	Du 25 mai au 4 septembre 2018
Lieu :	Place Royale ouest et place D'Youville
Chargée de projet	Annick Deblois
Partenaires	Arrondissement Ville-Marie
	La SDC du Vieux-Montréal

2. CONCEPT 2018

L'été 2018 représentera la fin des travaux sur la place D'Youville et la 7e saison de notre *Espace urbain*. De ce fait, nous souhaitons proposer une programmation bonifiée, basée sur notre expérience de l'année dernière, ainsi qu'un aménagement renouvelé et convivial habitant l'ensemble des rues fermées.

Pour faire suite à la programmation de l'été 2017, nous souhaitons réitérer les activités des *Midis musique* et des *Dimanches Familles*, qui connurent un grand succès auprès des travailleurs du quartier, mais aussi des touristes. Ainsi pour 2018, nous souhaitons consolider cette programmation d'activités récurrentes pour marquer les habitudes de nos visiteurs et accroître notre fréquentation.

Fermeture des rues

La place D'Youville, entre les rues Saint-François-Xavier et place Royale ouest, ainsi que la place Royale ouest, entre la rue de la Capitale et la place D'Youville, seront fermées pour la période estivale, soit du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018.

L'aménagement urbain

Grâce à son mobilier urbain, son piano public et ses activités thématiques, *l'Espace urbain de Pointe-à-Callière* sera sans contredit l'endroit idéal pour les touristes et les travailleurs du secteur pour vivre un moment de détente au cœur du Vieux-Montréal.

En terme d'aménagement, les trois tables de pique-nique et la vingtaine de chaises Adirondack seront de retour sur la pointe et le long du Musée et y resteront tout au long de la période de fermeture. Le piano public sera de retour en 2018 et nous l'installerons près de l'entrée du Musée. Ce dernier sera accessible aux visiteurs de 10 h à 18 h, tous les jours de beau temps de l'été, à partir du 25 mai 2018.

De plus, dans le but de souligner notre thématique en lien avec l'archéologie et l'Égypte, nous créerons une installation évoquant une expédition archéologique (voir inspiration en annexe 2). Ce camion archéologique servira comme signalétique visuelle pour marquer l'emplacement des ateliers des *Dimanches Familles*. Puisque ceux-ci auront une thématique archéologique, soit sur l'Égypte ou l'archéologie québécoise, cet aménagement permettra aux visiteurs de cibler rapidement l'emplacement des activités.

De plus, dans le but de marquer l'emplacement de l'Espace urbain et de marquer davantage la fermeture de rue, nous installerons des vinyles autocollants sur la rue, entre Place Royale Ouest et Saint-François-Xavier. Ces vinyles créeront une murale temporaire évoquant à la fois le passage de

la petite rivière Saint-Pierre qui coulait à cet endroit et le fleuve du Nil, en Égypte, et ce, en lien avec notre exposition temporaire sur les Reines d'Égypte (voir inspiration en annexe 3). Par cette murale temporaire, nous souhaitons marquer le caractère historique du lieu et créer un lien avec notre exposition temporaire de façon artistique. En réalisant cette murale en vinyle, nous souhaitons créer une signalétique temporaire et tester le potentiel d'une murale permanente ou de plus longue durée. Bref, ces deux nouveaux aménagements représentent bien la mission même du Musée, et seront, d'excellents symboles pour la rue piétonne 2018.

Le Musée réalisera l'aménagement conformément à l'ensemble des règlements, normes incendie, circulation et demandes de permis, incluant signalisation, stationnement, propreté et sécurité des lieux.

3. PROGRAMMATION

Une programmation riche, diversifiée et complètement gratuite sera proposée aux passants, touristes et travailleurs des environs tout au long de la période estivale. Les thèmes liés à l'Égypte, notre exposition temporaire estivale, ainsi que la mise en valeur de l'effervescence artistique et culturelle de Montréal, seront à l'honneur.

Journée des musées montréalais

L'accès au Musée sera gratuit lors de cette journée. Il s'agit également de la première fin de semaine de notre fermeture de rue et de l'aménagement de l'espace urbain. Les visiteurs pourront ainsi profiter de ces espaces de détente extérieurs lors de leur visite.
Dimanche 27 mai 2018

Journées de la Formule Un

Événement organisé en partenariat avec la SDC Vieux-Montréal. La Place Royale se transformera en terrasse Pop-up liée à la thématique égyptienne. Cet événement constituera notre lancement officiel de la programmation estivale de *l'Espace urbain*.
Du jeudi 7 au dimanche 10 juin 2018

La sixième édition des arts métissés

En partenariat avec les Productions Feux sacrées, nous présenterons sur la place Royale de plusieurs spectacles de musique et de danse d'artistes métisses et autochtones. De plus, l'espace sera dynamisé par des ateliers/démonstrations d'artisanat autochtone traditionnel, ainsi que des animations sur la place publique.
Programmation à venir.
Du vendredi 15 au dimanche 17 juin 2018

Nouveauté — Yoga en plein air

Dans le cadre de la journée internationale du yoga, en partenariat avec Luna Yoga et le Spa le Scandinave, nous offrirons *s*ur la place Royale et sur la Place D'Youville, des séances de yoga pour tous dans une oasis de détente aménagée pour l'occasion. Travailleurs et passants seront invités à participer à un moment de détente et de contemplation au cœur du Vieux-Montréal.
Jeudi 21 juin 2018, de 8 h à 13 h.

Midis-musique
Pour un 2e été, les jeudis midis seront musicaux à Pointe-à-Callière. Tous les jeudis midis, des artistes émergents réaliseront des prestations musicales entre 12 h et 13 h. Un foodtruck sera également sur place pour sustenter les passants.
Programmation à venir (9 spectacles gratuits).
Jeudi 5 juillet 2018 au 30 août 2018, dès 12 h

Dimanches Familles
Tous les dimanches, les familles sont invitées à participer à des ateliers, assister à des spectacles ou participer à des activités interactives et intergénérationnelles.
En cas de pluie, les activités ont eu lieu dans la station de pompage au 173 place D'Youville.
À tous les dimanches, de 13 h à 16 h (8 activités).
De dimanche 8 juillet au 26 août 2018.

Activités à thématique égyptienne
Dimanche 8 juillet
Dimanche 15 juillet
Dimanche 22 juillet
Dimanche 29 juillet

Le mois de l'archéologie
Dimanche 5 août
Dimanche 12 août
Dimanche 19 août
Dimanche 26 août – MARCHÉ PUBLIC, dans l'ambiance du 18e siècle

MARCHÉ PUBLIC, dans l'ambiance du 18e siècle
Pour une 25e édition, le Marché public dans l'ambiance du 18e siècle revient avec plusieurs kiosques, activités, animations pour vous plongez dans la Nouvelle-France. Plusieurs nouveautés seront à l'honneur pour cette édition anniversaires, dont un « Petit marché urbain » faisant écho à l'agriculture urbaine au 21e siècle.
Samedi 25 de 10 h à 20 h et dimanche 26 août de 10 h à 18 h

3. OBJECTIFS

- Accroître le dynamisme et la fréquentation de la rue piétonne;
- Se réapproprier les espaces verts et les espaces publics par les piétons;
- Créer un aménagement urbain attrayant et confortable pour les passants;
- Développer un lieu de convergence vers le quartier historique et un point de départ pour la Promenade Fleuve-Montagne;
- Faire des abords du Musée, un lieu de rencontre et d'activités culturelles pour les travailleurs du Vieux-Montréal;
- Développer des activités en lien avec les expositions et la mission du Musée;
- Développer des partenariats avec des organismes culturels de Montréal, dont les Productions Feux sacrées, SDC Vieux-Montréal, etc.;
- Diversifier les publics en organisant des activités ciblées pour les familles, les jeunes adultes, les travailleurs du Vieux-Montréal et les touristes.

4. FRÉQUENTATION

Le but de ces activités étant de rendre convivial l'environnement du musée afin de le dynamiser; d'inviter le public à découvrir la beauté de la place d'Youville et le quartier historique et de favoriser une augmentation de la fréquentation extérieure et intérieure du Musée. Nous souhaitons, pour 2018, que 70 000 personnes utiliseront l'espace piéton cet été, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière.

5. COMMUNICATIONS

Les communications proposeront un plan de communication sera produit pour l'ensemble des activités de la rue piétonne 2018. De plus, la programmation des activités sera affichée sur la rue piétonne, grâce à des supports vinyles autoportants, dans le but de promouvoir les activités et le caractère dynamique de l'espace.

ANNEXE 1 : BUDGET

Budget des revenus	**$**
Contribution de l'institution	55 500
Contribution Entente MCCQ-Ville	
Subvention du gouvernement fédéral	
Revenus de billetterie, lorsqu'admissibles	
Vente de produits dérivés	
Commandites	10 000
Autres revenus SDC Vieux-Montréal Arrondissement Ville-Marie	 15 000 25 000
TOTAL	**105 500 $**
Budget des dépenses	**105 500 $**
RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	
Design/décoration	3 000
Conception/idéation	5 500
Rédaction/traduction	500
Autres : soutien aux bénévoles	300
SOUS-TOTAL	**9 300 $**
PRODUCTION	
Location (costumes, décors, etc.)	4 500
Fabrication (décors, costumes...)	5 000
Transport	1 000
Coordination	5 000
Animateurs, comédiens, guides, musiciens - Midis musiques - Dimanches Familles - Formule 1 - RDV arts métissés	 20 500 18 000 2 500 5 000
Techniciens (montage/démontage) Ingénieur (plan de fermeture de rues) Agronome Accordeur piano	5 000 4 500 400 400
Sécurité	4 000
Autres [permis]	400
SOUS-TOTAL	**76 200 $**
PUBLICITÉ ET PROMOTION	
Conception et production du matériel de promotion	5 000
Relations de presse	9 000
Placement média	2 000
Affichage	4 000
SOUS-TOTAL	**20 000 $**
TOTAL	**105 500 $**

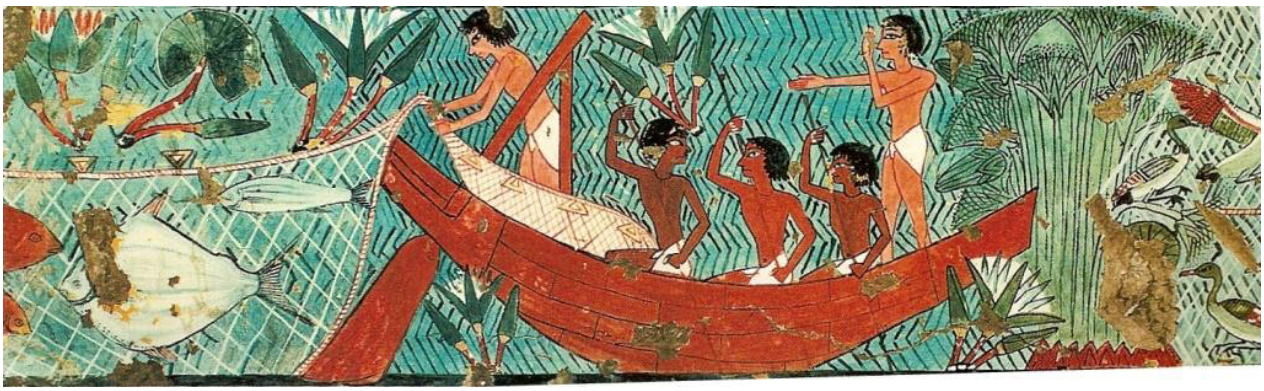
ANNEXE 2 – Inspiration visuelle de l'aménagement





ANNEXE 3 – Inspiration visuelle murale





POINTE-À-CALLIÈRE
Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal
pacmusee.qc.ca
Montréal

Le 11 janvier 2018

Monsieur Marc Fleury
Contremaître propreté-travaux
Direction des travaux publics
Division circulation et inspection du domaine public
800, Boul. De. Maisonneuve
18e étage
Montréal QC H2L 4L8

Objet : Programmation 2018 – Piétonisation de Pointe-à-Callière

Monsieur Fleury,

Pour une 7e saison, Pointe-à-Callière est heureux de présenter une demande de soutien financier de vingt-cinq mille dollars à l'arrondissement Ville-Marie pour la programmation estivale 2018 de l'Espace urbain qui sera situé sur la Place D'Youville, sur le long du Musée. Vous trouverez notre programmation et nos stratégies d'aménagements bonifiées et adaptées à nos diverses clientèles.

Veuillez trouver ci-joint le dossier de présentation du projet.

Si vous avez besoin d'information supplémentaire aux fins d'analyse de notre dossier, n'hésitez pas à contacter Annick Deblois au 514-868-1771.

En espérant une réponse favorable à notre demande, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

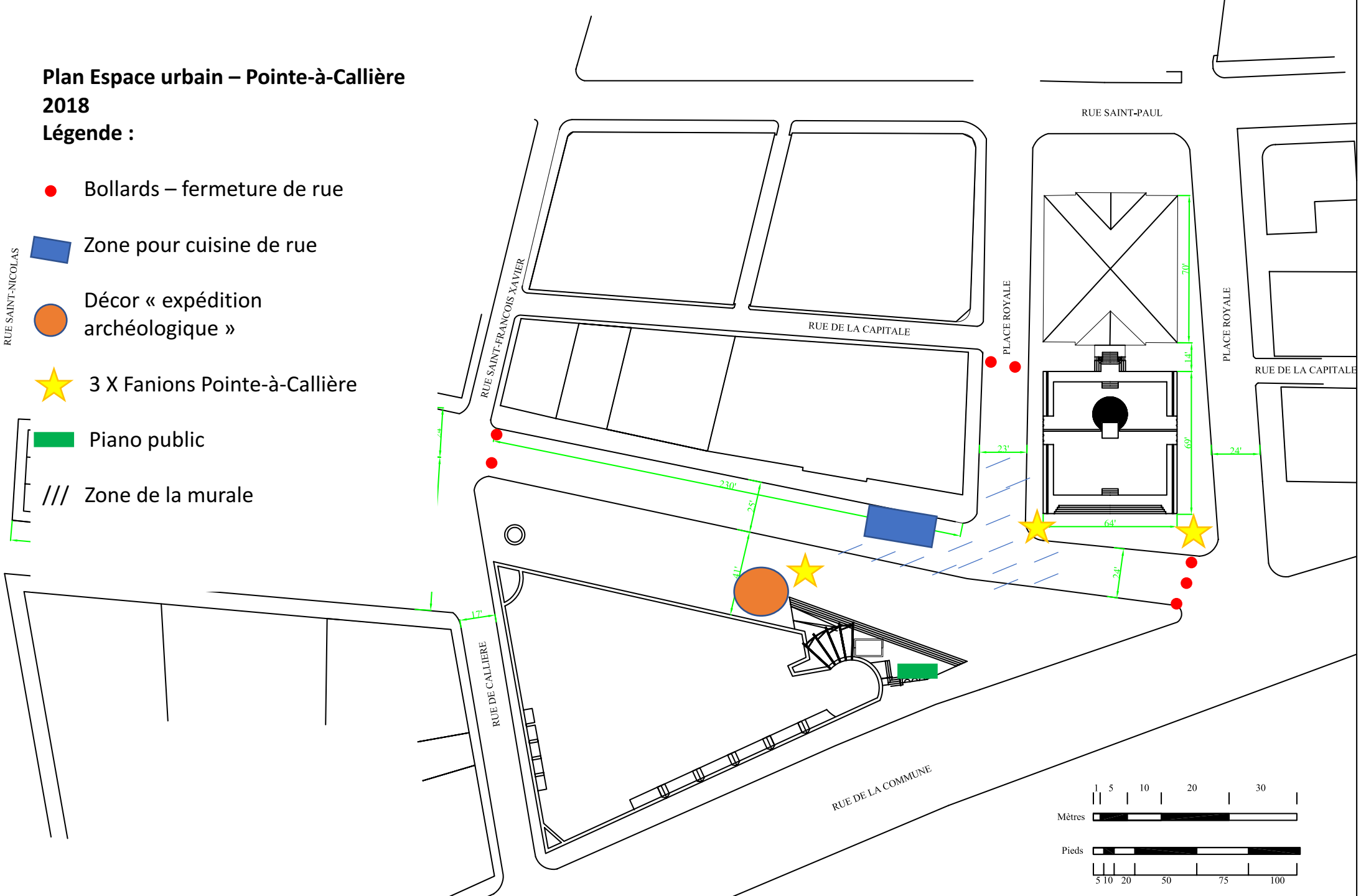
K. Tari

Katy Tari
Directrice, collections – programmes et services aux publics

p. j.

Plan Espace urbain – Pointe-à-Callière
2018
Légende :

- Bollards – fermeture de rue
- Zone pour cuisine de rue
- Décor « expédition archéologique »
- 3 X Fanions Pointe-à-Callière
- Piano public
- /// Zone de la murale



Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 386	**Ordonnance relative à la programmation des festivals et évènements culturels sur le domaine public (saison 2018) – Piétonnisation D'Youville Est du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018.**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du _____ 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements déterminés.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

– –

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890006*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2014, 2e PARTIE, C)

Événements à autoriser												
				Dérogations								
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 4 (vente)			P-1 art. 48 Consommation d'alcool	B-3 art. 20 bruit	01-282 art. 480 affichage	O-0.1 art. 2.1 Occupation	CA-24-088 art. 48 Échaudions	P-12.2 art. 7 peinture sur chaussée
				Marchandises	Aliments et boissons non-alcooliques	Boissons alcooliques						
Les Francofolies	Partenariat du Quartier des spectacles	Montage : du 1er mars au 1er avril Événement : du 6 avril au 15 juin Démontage : 16 au 30 juin	ODS : Promenades des artistes	n/a	n/a	n/a	n/a	Du 6 avril au 15 juin selon l'horaire suivant : Dimanche au mercredi de 10h à 23h59 Jeudi au samedi de 10h à 1h00	Du 1er mars à 10h00 au 15 juin à 23h59	Du 1er mars à 10h00 au 15 juin à 23h59	n/a n/a n/a	n/a
Mix Cargo Mur à Mur	Partenariat du Quartier des spectacles et Office national du film du Canada	Montage : du 24 mars au 1er avril Événement : du 2 avril au 15 juin Démontage : 16 au 30 juin	ODS : Façades de projection : Centre de design de l'UQAM, Clocher de l'UQAM, Place Pasteur, Place de la Paix, Cégep du Vieux-Montréal, Bibliothèque et archives nationales du Québec, Métro St-Laurent, Façade du Théâtre Maisonneuve, Pavillon Président-Kennedy de l'UQAM	n/a	n/a	n/a	n/a	Du 1er mars au 14 mai selon l'horaire suivant : Dimanche au jeudi de 10h à 23h59 Vendredi et samedi de 10h à 1h00 Du 15 mai au 15 juin selon l'horaire suivant : Dimanche au mercredi de 10h à 23h59 Jeudi au samedi de 10h à 1h00	n/a n/a	Du 24 mars à 10h00 au 4 juin à 23h59	Du 24 mars à 10h00 au 4 juin à 23h59	n/a n/a n/a n/a n/a n/a	n/a
Exposition Satellite 360	Association des galeries d'art contemporain	Montage : du 24 au 31 mars Événement : 1er mars au 31 juillet Démontage : 1er au 4 août	ODS : Parterre et Petit-Parterre du Quartier des spectacles	n/a	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	24 mars à 10h00 au 4 août à 23h59	24 mars à 10h00 au 4 août à 23h59	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]
Exposition Satellite 360	Association des galeries d'art contemporain	Montage : 5 au 8 mars Événement : 8 mars au 15 juin Démontage : 16 au 21 juin	ODS : Place Émilie-Gamelin	n/a	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]	8 mars à 10h00 au 15 juin à 23h59[2]	8 mars à 10h00 au 15 juin à 23h59[2]	n/a n/a[2]	n/a n/a[2]

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1, XXX

ORDONNANCE RELATIVE À LA FERMETURE DE LA PLACE D'YOUVILLE ENTRE LA RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER ET LA PLACE ROYALE EST ET LA PLACE ROYALE OUEST ENTRE LA RUE DE LA CAPITALE ET DE LA PLACE D'YOUVILLE

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

La fermeture de la place D'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, est autorisée du vendredi 25 mai à 8 h au mardi 4 septembre 2017 à 7 h.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la fermeture de la place D'Youville Est, entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville Est.**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la place D'Youville », entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville Est, du vendredi 25 mai à 8 h au mardi 4 septembre 2018 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse située sur la place D'Youville, entre la place Royale Ouest la rue Saint-François Xavier.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur le café-terrasse seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du vendredi 25 mai au mardi 4 septembre 2018, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la place D'Youville**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la place D'Youville, il est permis de peindre au pochoir sur la place D'Youville, entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du jeudi 8 juin au samedi 2 septembre 2017

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du jeudi 8 juin au samedi 2 septembre 2017

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1176890003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
[illegible] (Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place royale est et la place royale ouest entre la rue de la capitale et de la place d'Youville**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier de la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place royale est et la place royale ouest entre la rue de la capitale et de la place d'Youville est interdite du vendredi 25 mai à 8 h au mardi 4 septembre 2018 à 7 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 07 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du 15 mai 2018 à 7 h au 5 septembre 2018 à 14 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés -terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installées le long de ce tronçon, du 15 mai 2017 au 4 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Saint-Paul Est, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 15:30

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186890007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accepté, encore cette année, de piétonniser la rue Saint-Paul pour rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs. La rue Saint-Paul sera donc piétonnisée entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent pour la période du mardi 15 mai au mercredi 4 septembre 2018. La rue sera rouverte à la circulation à compter du 5 septembre 2018 - 14 h 00.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890002 - CA17 240201 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, du 23 mai au 10 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés terrasses et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, pour une septième année, la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018 à 14 h. Quotidiennement la rue Saint-Paul devient piétonnière à partir de 11 h le matin jusqu'à 5 h le lendemain matin, la rue est rouverte à la circulation.
Les cafés-terrasses pourront être exploités de 11 h à 23 h, du mardi 15 mai au mardi 4 septembre 2018, suivant l'obtention d'un permis émis par l'arrondissement de Ville-Marie.. La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés-terrasses.

La SDC du Vieux-Montréal devra notamment :

- Assurer la coordination de l'installation des cafés-terrasses;

- Assurer l'animation, en déterminer la programmation et encadrer les amuseurs publics qui seront invités sur le site, s'il y a lieu;

Désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent, du 15 mai 2018 à 7 h au 5 septembre 2018 à 14 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installées le long de ce tronçon, du 15 mai au 4 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Saint-Paul, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Avec le succès obtenu avec la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est des dernières années, l'arrondissement de Ville-Marie, la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal voient dans la reconduction de la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est une façon de continuer à contribuer au développement durable et à l'appropriation du domaine public par la population montréalaise, les visiteurs et les commerçants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la rue Saint-Paul Est permettra de promouvoir le Vieux-Montréal à titre de destination culturelle et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire. Elle mettra ce territoire en valeur et favorisera sa vitalité commerciale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec la SDC du Vieux-Montréal, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés. Des avis seront acheminés aux commerçants et aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de l'événement pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-19

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

M. Marc Fleury
Contremaître propreté-travaux
Direction des travaux publics
880, rue Brennan 2 e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Montréal, le 12 janvier 2018

Objet : Piétonnisation, rue St-Paul Est – Édition 2018

Bonjour Marc,

Je vous informe par la présente, que la Société de développement commercial du Vieux-Montréal | Quartier historique demande à l'arrondissement de ville-Marie, la fermeture de la rue St-Paul Est (entre la rue Marché Bonsecours et le boulevard St-Laurent) du 15 mai au 5 septembre 2018.

Notre organisation doit privilégier la mise en place d'un secteur piétonnier à l'occasion de la saison estivale afin que touristes et montréalais puissent se promener en toute sécurité, magasiner, manger ou prendre un verre.

La SDC procèdera à l'installation d'éléments décoratifs dans le tronçon visé par le projet de fermeture de rue.

Mes salutations les plus cordiales,

Mario Lafrance
Directeur général

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, est interdite du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018 à 14 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 05 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890007) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Saint-Paul Est », la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent est désignée comme étant une place publique du mardi 15 mai à 7h au mercredi 5 septembre 2018 à 14 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées le long de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et le boulevard Saint-Laurent.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890007) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Saint-Paul**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Saint-Paul, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Saint-Paul, entre la la rue du Marché Bonsecours et la rue Saint-Laurent, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du mardi 15 mai au mercredi 5 septembre 2018.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890007) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 16 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 16 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du lundi 21 mai au lundi 29 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

De désigner une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, comme étant une place publique, du lundi 21 mai à 8 h au lundi 29 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonisation de l'avenue du Musée et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de restauration devant les bâtiments adjacents à la partie piétonisée et jusqu'à la limite du domaine privé, du 23 mai au 27 octobre 2018 entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de l'avenue du Musée, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-16 16:15

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du lundi 21 mai au lundi 29 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée des beaux-arts de Montréal a déposé une demande à l'arrondissement de Ville-Marie pour rendre piétonne une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario. Il compte y entreprendre des initiatives qui feront rayonner le Musée des beaux-arts de Montréal dans la ville comme institution de grande valeur culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890004 - CA17 240202 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du lundi 15 mai au dimanche 29 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée des beaux-arts et l'Association des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario du 21 mai au 29 octobre 2018. Pour ce faire, l'arrondissement de Ville-Marie désignera l'avenue du Musée comme étant une place publique aux dates indiquées et y permettra l'occupation temporaire du domaine public et pour l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

De désigner une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, comme étant une place publique, du lundi 21 mai à 8 h au lundi 29 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de l'avenue du Musée et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de

restauration devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé, du 23 mai au 27 octobre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Le Musée des beaux-arts consent beaucoup d'efforts pour valoriser son environnement. Le Musée des beaux-arts reconduira le jardin de sculptures avec la collaboration de la Ville de Montréal. Par l'agrandissement prévu du jardin de sculptures et en reconnaissance de l'anniversaire de Montréal, le Musée souhaite ouvrir trois espaces urbains différents avec des installations temporaires. Cet aménagement magnifique permettra aux citoyens de profiter des diverses activités culturelles. Ce jardin unique constitue l'un des plus importants ensembles d'art public de la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années pour les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec le Musée des beaux-arts, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communication auprès des publics cibles concernés. Les avis seront acheminés aux résidants habitant dans la périphérie de la piétonnisation par la direction du Musée des beaux-arts étant donné que l'information sera transmise dans les deux langues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de ce projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-15

MUSÉE DES
BEAUX-ARTS
MONTRÉAL

Le 22 décembre 2017

Madame Lalao Randrianarivelo
Ville de Montréal

lalao.randrianarivelo@ville.montreal.qc.ca

Objet : Avenue du Musée, piétonne pour l'été 2018

Chère Madame Randrianarivelo,

Le Musée des beaux-arts de Montréal vous confirme par la présente, qu'il souhaite piétonniser l'avenue du Musée au cours de l'été 2018.

Nous suggérons une fermeture de la rue le 21 mai 2018 et la réouverture le 29 octobre 2018

Le MBAM proposera une nouvelle installation au début février 2018, après avoir choisi le projet sélectionné pour l'été 2018

En espérant que ces premières informations répondent à votre demande, nous serons heureux de participer à la rencontre préparatoire qui sera planifiée dans les prochaines semaines.

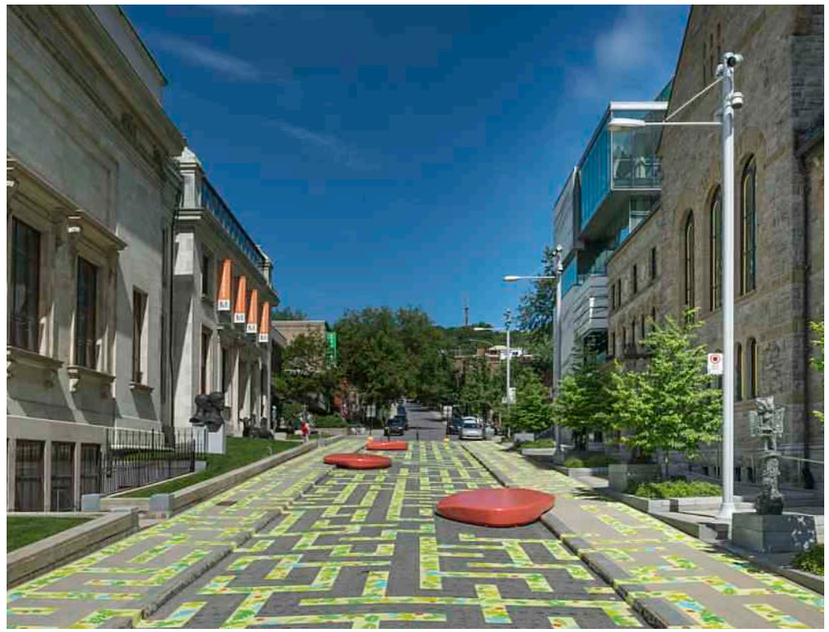
Je vous prie d'agréer, Madame Randrianarivelo, mes sentiments les plus distingués.



Pascale Chassé
Directrice des communications

C.c.
Marc Fleury mrfleury@ville.montreal.qc.ca
Patrick-Jean Poirier patrickjpoirier@ville.montreal.qc.ca
Danielle Champagne dchampagne@mbamtl.org
Sandra Gagné sgagne@mbamtl.org

APPEL À PROJETS
AVENUE DU MUSÉE
JARDIN DES SCULPTURES



MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL

PRÉCÉDENTS

-

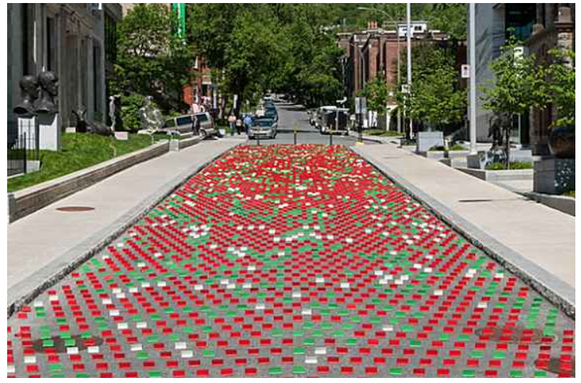
2012



TOM, Jardin de marguerites
Claude Cormier
2012

TOM' transforme temporairement l'avenue du Musée en un champ de 3500 'Temporary Overlay Markers' ('TOM'), ceux-là mêmes qui servent à délimiter provisoirement les voies de circulation autoroutière dans les zones de travaux d'asphaltage avant le lignage permanent. Implantés selon une grille régulière, les délinéateurs surélevés marquent des mouvements pointillistes se promenant entre le jaune et le blanc. La voie transformée évoque un tapis de marguerites en empruntant et en multipliant un élément de la signalétique automobile. La surface chromatique qui, dans un avenir rapproché, sera aménagée en un espace piéton permanent, rassemble physiquement et visuellement les différents pavillons, anciens et nouveaux, qui composent l'ensemble architectural de l'institution. Sur les pavés, 'TOM' laisse de cette façon présager les fleurs.

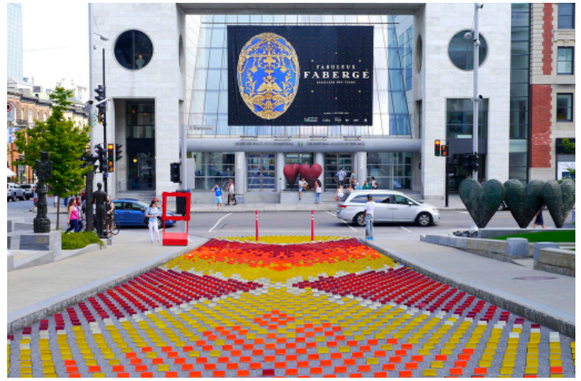
2013



TOM II, Champs de pavots
Claude Cormier
2013

En 2013, Claude Cormier récidivait avec TOM II (Champs de pavots), composé cette fois de 9 500 TOM de couleur rouge, verte et blanche. Une fois encore, l'effet d'optique, inspiré du tableau de Vincent Van Gogh intitulé Field of Poppies, est surprenant et l'avenue se transforme en « champs de fleurs » où les piétons pourront déambuler à leur guise.

2014



TOM III, Mirage
Claude Cormier
2014

Pour cette troisième édition, plus de 10 000 TOMs (Traffic Overlay Markers) sertissent le bitume à la façon des ornementations précieuses des œuvres de l'artiste joaillier Fabergé, exposées au musée pour l'été. L'installation dos-à-dos des TOMs crée deux sens à l'œuvre, définis par des rythmes de couleurs contrastées et des motifs éclatés.
Liés entre eux par un intriguant jeu de perception visuel, l'œuvre invite et engage le passant à parcourir le Jardin de sculptures de bas en haut et de haut en bas. Les deux œuvres se fondent et se détachent. L'illusion qui en résulte saisit, devient physique et les trajets parcourus animent le jardin.

2015



Labyrinthe
NIP Paysages
2015

En 2015, NIP Paysage invite les promeneurs à traverser un labyrinthe de 600m2 proposé comme un jeu de parcours en relation aux 23 œuvres du Jardin de sculptures. L'archétype du labyrinthe représente l'expression de l'artifice, du plaisir et du hasard dans le paysage. Il est ici présenté comme un jeu de parcours en relation au mont-royal, tel une coulée verte géométrisée des textures de la montagne. D'étranges blocs erratiques orange vif animent la descente, devenant podiums propices à la contemplation, au repos, à la performance ou invitant à la prise d'une photo de groupe « inspirée ».

2016



Dancefloor
Jean Verville
2016

Avec son dallage de plus de 5000 traces de pas, l'installation DANCE FLOOR compose une magnifique mosaïque rappelant l'or martelé, clin d'œil à la thématique de l'exposition Pompeii du Musée des beaux-arts de Montréal. Le geste, d'une simplicité tout aussi inattendue que sensationnelle, retrace un certain désordre propre à la foule pour convier les passants à improviser quelques pas sur cet immense tapis de danse.

2017



TOM IV
Claude Cormier
20147

Conçue à la demande du Musée des beaux-arts de Montréal et réalisée grâce au généreux concours de la Ville de Montréal, cette installation célèbre le 375ième anniversaire de Montréal et les 50 ans d'Expo 67. Les TOM, déclinés en 10 couleurs, scintillent comme autant d'étincelles un soir de feux d'artifice. L'esprit psychédélique des années soixante s'y exprime sans complexe dans une succession de motifs circulaires enchevêtrés dont les teintes se fondent les unes aux autres.

LIEU D’INTERVENTION

-

Le Jardin des sculptures

Grâce à son jardin qui réunit aujourd’hui vingt-trois sculptures, le Musée renforce la présence de l’art public au cœur de la métropole et propose un récit de la sculpture, de l’époque moderne à nos jours. Depuis l’an dernier, une imposante sculpture d’Armand Vaillancourt s’est ajoutée aux autres œuvres signées par David Altmejd, César, Aaron Curry, Jim Dine, Kosso Eloul, Sorel Etrog, Joe Fafard, Barry Flanagan, Elisabeth Frink, Antony Gormley, Claude Lalanne, Fernand Léger, Henry Moore, Mimmo Paladino, Jaume Plensa, Jean-Paul Riopelle, Auguste Rodin et Colleen Wolstenholme, offertes grâce à la générosité de plusieurs collectionneurs mais aussi avec le soutien de la Ville de Montréal et de l’arrondissement de Ville-Marie.

Bordant le pavillon Claire et Marc Bourgie, le jardin de sculptures CGI complète le jardin Max et Iris Stern inauguré en 2004 autour du pavillon Michal et Renata Hornstein. Ce lieu est l’un des plus importants ensembles d’art public de la métropole. C’est d’ailleurs pour cette raison que le Jardin de sculptures du MBAM fait partie des cinq trajets de la nouvelle carte d’art public lancée par Tourisme Montréal, carte racontant l’histoire de Montréal et révélant la richesse culturelle et la créativité qui animent la ville.



Aaron Curry (Né à San Antonio (Texas) en 1972)
Love Buzz
2011
Aluminium peint
MBAM, promesse de don de la collection Carol et David Appel à l’occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



David Altmejd (Né à Montréal en 1974)
L’œil
2010-2011
Bronze
Fonte Atelier du Bronze, Inverness (Québec)
MBAM, don de l’artiste et des employés du Musée des beaux-arts de Montréal dans le cadre de la Campagne 2008-2012



Sorel Etrog (Iaşi (Roumanie) 1933 – Toronto 2014)
Fiesole
1965-1967
Bronze
MBAM, don de la Fondation Nathan Cummings



Aaron Curry (Né à San Antonio (Texas) en 1972)
Love Buzz
2011
Aluminium peint
MBAM, promesse de don de la collection Carol et David Appel à l’occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



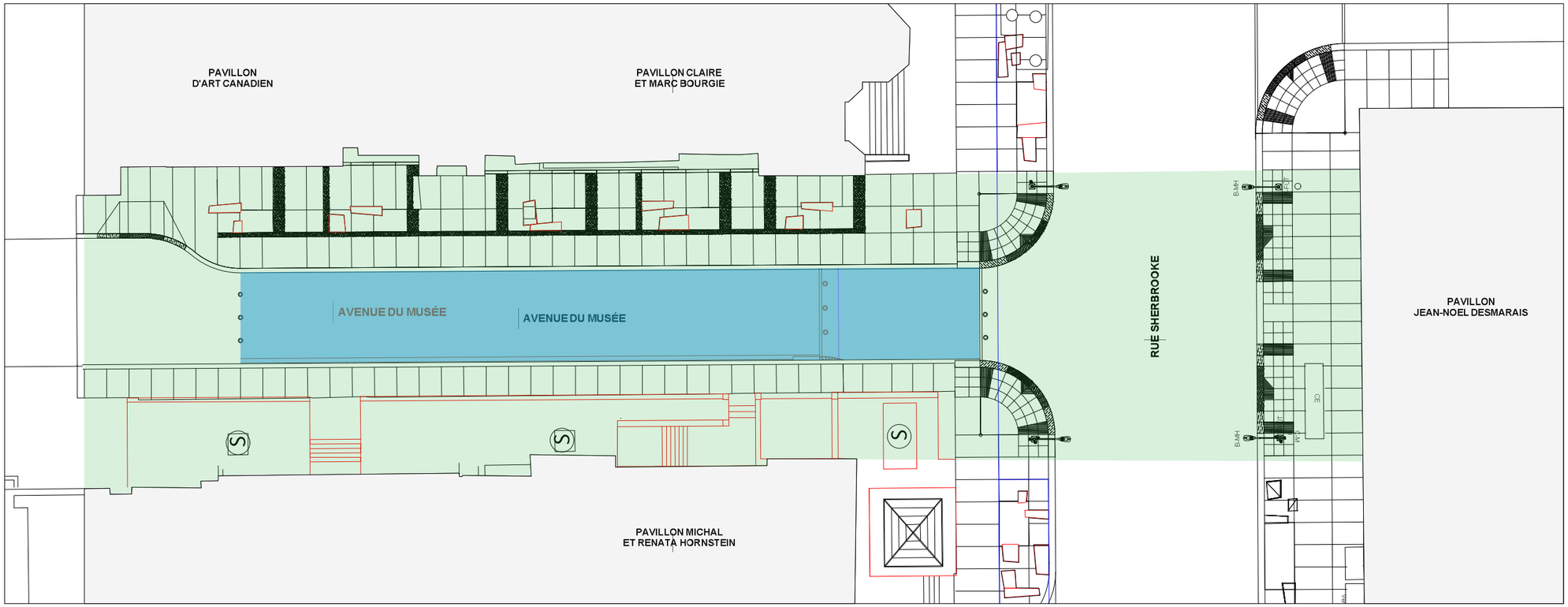
Barry Flanagan (Prestatyn (Pays de Galles) 1941 – Ibiza (Espagne) 2009)
Gendrd I et Gendrd II
1994
Bronze, édités en 8 exemplaires
Fonderie Pietrasanta Fine Arts, New York
MBAM, don à la mémoire de Barry Seymour Boyd, à l’occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



Elisabeth Frink (Thurlow (Angleterre) 1930 – Blandford Forum (Angleterre) 1993)
In memoriam I et In memoriam II
1981
Bronze, 1/6
MBAM, don à la mémoire de Barry Seymour Boyd, à l’occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal

LIEU D’INTERVENTION

-



ZONE D’INTERVENTION POSSIBLE

ZONE D’INTERVENTION PRIORITAIRE





FACE À FACE

D'HIER À AUJOURD'HUI, LES ARTS PREMIERS ET PICASSO

DU 12 MAI 2018 AU 16 SEPTEMBRE 2018

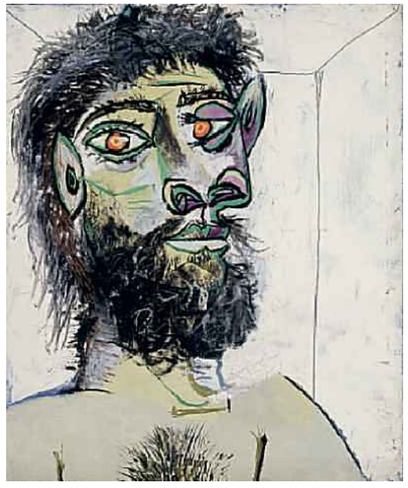
Face à face : d'hier à aujourd'hui, les arts « premiers » et Picasso met en regard des œuvres non occidentales et celles de Picasso en s'appuyant sur une anthropologie de l'art. Ce face-à-face explore les questionnements similaires de part et d'autre (la nudité, la sexualité, les pulsions ou la perte) au travers de solutions plastiques parallèles (la défiguration ou la déstructuration des corps par exemple). Elle favorise aussi la découverte des traditions de l'art dit « tribal », de ses fonctions et de ses œuvres majeures.

À Montréal, c'est l'occasion pour le MBAM de creuser les questions d'appropriations et de réappropriations esthétiques entre un maître de notre modernité – Picasso –, les arts anciens non occidentaux et l'art contemporain. Comment un objet ethnologique devient-il un objet esthétique ? Comment les arts dits « premiers » se sont-ils lentement imposés dans notre panthéon esthétique ? Que dit notre regard d'aujourd'hui sur l'objet d'hier ? Quel fut le regard de Picasso et quel est celui des artistes actuels ?

Privilégiant une approche interculturelle, le MBAM enrichit le parcours de l'exposition par l'intégration et l'acquisition d'œuvres contemporaines, notamment africaines, confrontant cet héritage post-colonialiste avec les œuvres des photographes Edson Chagas, Omar Victor Diop, Samuel Fosso, des vidéastes Theo Eshetu, Mohau Modikaseng ou encore des plasticiens Romuald Hazoumè, Masimba Hwati. Enfin, des artistes femmes ou féministes, telles que Zanele Muholi et Zina Saro-Wiwa, interrogent les stéréotypes d'une imagerie primitiviste de la femme noire.







ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

-

LE PROJET DOIT OBLIGATOIREMENT :

. Considérer le public (visiteurs du musée, touristes, passants, camps de jours et groupes d'enfants etc.)
. Respecter les normes de sécurité pour un large public
. Proposer un projet sur l'espace public (chaussée et trottoirs)
. Assurer la pérénité du projet de mai à octobre (aucune dégradation des installations durant cette période)
. Laisser un espace de passage libre pour les différents véhicules d'urgence
. Respecter le budget de production

PROCESSUS DE SÉLECTION

Le projet gagnant sera selectionné par un jury selon les critères suivants :

. L'apport à l'animation urbaine du site;
. L'originalité, la cohérence et la clarté de la proposition;
. La considération de son lieu d'accueil
. Le respect des différents paramètres techniques.

Le choix du projet se fera dans la semaine du **24 février 2018**. Tous les participants à l'appel de candidature recevront par courriel les résultats du concours..

ENCADREMENT ET CONSTRUCTION DES PROJETS

La production est dirigée par l'équipe de production du Musée des beaux-arts de Montréal.
La construction débutera le **21 Mai 2018** (Durée d'installation: environ 1 semaine)

Les concepteurs choisis devront être présents sur place pour contribuer à la construction de l'installation pendant la période de montage, soit du **21 Mai 2018** au **27 Mai 2018**. Ils s'engagent également à participer au processus de réalisation selon l'échéancier établi par le MBAM.

HONORAIRES ET BUDGET

Le budget alloué pour la réalisation du projet est de **25 000** $ (CAD).

Suggestion :

. 20 % en honoraires pour les concepteurs;
. 40 % pour l'achat des matériaux nécessaires à la réalisation du projet.
. 40 % pour la main d'oeuvre.

Cette somme peut être répartie autrement mais sera gérée conjointement par le MBAM et les concepteurs.

ÉCHÉANCIER (à titre indicatif)

–

2018

05 Février	Lancement de l'appel à candidatures
20 Février	Dépot des propositions
24 Février	Choix du projet (dans la semaine)
6 Mars	Date limite pour la remise des dessins préléminaires par l'équipe retenue.
30 Mars	Date limite pour la remise des plans et devis de réalisation, conformément aux commentaires et recommandations du comité de direction artistique et technique du MBAM.
	Approbation finale des plans et devis de réalisation.
21 Mai	Début des travaux de construction par l'équipe du MBAM. (Environ une semaine)
29 Mai	Inauguration de l'installation.
28 Octobre	Clotûre de l'installation et démontage par les équipes du MBAM.

** Cet échéancier peut-être sujet à modifications sans préavis. Le Musée des beaux-arts de Montréal se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel de candidatures.*

PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

–

PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

La date limite pour recevoir électroniquement les propositions est le **20 Février 2018** à 12H00 HNE.
Adresse d'envoi : sgagne@mbamtl.org

1 à 2 planches PDF présentant le PROJET et contenant:

. 1 court texte qui décrit le concept de l'installation et qui présente l'experience proposée aux visiteurs.
. 1 plan "napkin" de l'installation - sketch
. 1 liste des matériaux envisagés
. 1 vue ou élévation (échelle au choix) - sketch
. 1 perspective, croquis, montrant l'installation dans son ensemble.

À NOTER : Il n'est pas nécessaire de produire des rendus photoréalistes des projets. Il s'agit d'un concours d'idées et d'intentions
qui seront développées par la suite. Des croquis rapides suffisent à la compréhension des projets par les membres du jury.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL
MUSEUM OF FINE ARTS

Montréal, le 2 mars 2018

M. Martin Lazure
Chef de section – Voirie
Direction des Travaux publics
Ville de Montréal
880, rue Brennan, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Objet : **Pour une 7e année : l'avenue du musée envoûtera Montréalais.e.s et touristes lors d'une expérience anamorphique où le virtuel et le réel se confondront par magie grâce à la firme d'architectes NOS**

Demande de soutien financier pour l'installation d'une œuvre éphémère ponctuelle sur la rue piétonne de l'avenue du musée – été 2018

Monsieur Lazure,

Depuis 2012, l'avenue du Musée est devenue une destination incontournable durant la période estivale afin de découvrir et de profiter de l'originalité des installations artistiques imaginées par des designers et architectes montréalais en collaboration avec les équipes du Musée des beaux-arts de Montréal.

En six ans, près de 1 million de visiteurs ont envahi cette avenue, transformée en rue piétonne durant plus de cinq mois, pour les familles, les touristes, les visiteurs du Musée, les citoyens et les résidents du quartier.

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) sollicite à nouveau le soutien de la Ville de Montréal – arrondissement Ville-Marie, pour un nouveau projet à grand déploiement qui transformera l'avenue du Musée en œuvre interactive pour les centaines de milliers de visiteurs et touristes sous le thème ANAMORPHOSE, en lien avec l'exposition consacrée cet été à Picasso et les arts premiers et cet automne à Calder, l'inventeur radical et créateur de l'œuvre phare située sur l'Ile Ste-Hélène.

PRÉSENTATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DE L'AVENUE DU MUSÉE – ÉDITION 2018 DE LA RUE PIÉTONNE

Nous avons procédé à un appel à propositions en invitant quelques firmes montréalaises de designers-architectes à soumettre des projets originaux. Nous avons reçu des propositions des cinq entreprises suivantes :

- Intégral Jean Beaudoin
- Sidlee Architecture
- Dix2
- N O S
- Pelouse / Design urbain et d'événements

Nous avons retenu le projet d'aménagement de l'avenue du musée édition 2018 de la firme N O S pour l'originalité du projet, l'apport à l'animation urbaine du site et le respect des différents paramètres techniques de l'espace et le type d'occupation (voir concept visuel du projet en annexe).

La proposition est de mettre en scène l'espace public de l'avenue du musée par une anamorphose dite « par allongement » qui induit une distorsion du sujet se reconfigurant selon la position du corps dans l'espace.

En effet, en lien avec l'exposition présentée cet été au MBAM, *Face à face, d'hier à aujourd'hui, les "arts premiers" et Picasso*, cette installation sur l'avenue du Musée a inspiré les architectes de NOS par l'approche plastique des peintres cubistes qui donne lieu à une expressivité forte du sujet et questionne le rôle prépondérant de la perspective classique dans la représentation picturale. NOS proposera donc aux passants, à leur tour, d'adresser la relativité des points de vue, la perte de repères tangibles et la déstructuration de l'espace à l'ère du cliché parfois trop formaté, voir générique.

Ainsi, par le mouvement de l'observateur, l'espace se transformera, les espaces convexes deviendront concaves, les espaces concaves deviendront convexes. Le sol s'animera et déstabilisera. Face à cet effet optique, une relation nouvelle s'installera entre les observateurs et les objets qui les entourent. Des sphères réfléchissantes contribueront à l'effet d'amplitude du motif et multiplieront les points de vue. *ANAMORPHOSE* proposera une expérience inusitée où le réel et le virtuel se feront face et se mélangeront, où le passant sera amené à découvrir son environnement, comme par magie.

Dans un deuxième temps, l'installation sera bonifiée par un projet d'activation par le Cirque du Soleil dans le cadre de l'exposition dédiée à Calder dès la mi-septembre 2018. Le Cirque du Soleil propose une traversée extérieure spectaculaire sur un fil de fer entre les pavillons du Musée, sur l'avenue du Musée. Surplombant l'aménagement temporaire de l'avenue du Musée, à la Calder, deux faux-funambules automates feront l'aller-retour d'un pavillon à l'autre (voir concept visuel ci-joint). Périodiquement, avec le concours de l'équipe du MBAM, un acrobate (humain) du Cirque du Soleil se mettra en équilibre sur ce fil de fer.

Cet été encore, le MBAM organisera des activations sur l'avenue du Musée afin d'attirer encore plus de spectateurs et visiteurs à des moments-clés (comme nous l'avions fait en 2016 avec Ariane Moffat et l'an dernier avec les Ringos qui personnifiaient les Beattles et la brigade des Multichromes).

Nous vous invitons à consulter ci-joint le dossier préliminaire vous présentant le concours, le lieu d'intervention et toutes autres informations nécessaires à la compréhension du projet incluant un échéancier et un budget.

L'équipe du MBAM organisera des rencontres d'information et de consultation auprès des différents services de la Ville notamment auprès de l'arrondissement et le service de la protection incendie afin de compléter la conception et régler l'ensemble des paramètres techniques du projet.

Grâce au soutien de la Ville de Montréal – Arrondissement Ville-Marie, les Montréalais et les touristes de la métropole pourront de nouveau profiter de cet espace public où le talent d'ici rayonne. Pour réaliser cette nouvelle installation temporaire, le Musée souhaite obtenir le concours financier de la Ville de Montréal à hauteur de 25 000 $.

Déjà des Montréalais.e.s nous demandent ce que sera cette année notre installation sur l'avenue piétonne du Musée qui sera bien entendu inaugurée en présence de la mairesse et des dirigeants de la Ville ainsi que de sa responsable de la culture, du patrimoine et du design (en mai), s'inscrivant en parallèle avec le mois du design où Montréal est une fière ville UNESCO de design !

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur Lazure, nos sentiments les plus distingués.

La directrice de la Fondation du MBAM



Danielle Champagne

p. j. Projet d'aménagement de l'avenue du Musée et Budget d'installation

c.c. Marc Fleury, Ville de Montréal
Lalao Randrianarivelo, Ville de Montréal
Patrick Jean Poirier, Ville de Montréal
Christine Gosselin, membre du comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design, Ville de Montréal
Nathalie Bondil, Directrice et conservatrice en chef du MBAM

PRÉSENTATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DE L'AVENUE DU MUSÉE – ÉDITION 2018 DE LA RUE PIÉTONNE

Echéancier :

- Mars 2018: rencontres de travail avec l'équipe de conception de NOC, les différents services de la ville et les entrepreneurs impliqués dans le projet
- 30 mars : Date limite pour la remise des plans et devis de réalisation, conformément aux commentaires et recommandations du comité de direction artistique et technique du MBAM.
- Avril : Approbation finale des plans et devis de réalisation.
- 21 mai : Début des travaux de construction par l'équipe du MBAM et les entrepreneurs spécialisés.
- 29 mai : Inauguration de l'installation.
- 15 août : installation du câble traversant l'avenue du musée
- Début septembre : activations Calder par le Cirque du Soleil
- 28 octobre : Clôture de l'installation et démontage par les équipes du MBAM.

Budget du projet NOS : 36 000$

- Préparation de la surface: 2 000$
- Vinyle – environ 300 m^2 (matériaux et installation): 15 000$
- Assises : 9 000$
- Main d'œuvre : 4 000 $
- Démontage et nettoyage : 1 000$
- Conception et plan et devis: 4 000 $
- Contingences: 1 000 $

Budget de l'activation du Cirque du Soleil : 13 000$

- Ancrages sur les bâtiments du Musée : 4 000$
- Installation d'un câble traversant l'avenue du Musée (fournitures et installation): 6 000$
- Plan et devis par l'ingénieur et surveillance : 3 000 $

BUDGET TOTAL : 49 000$
(excluant les coûts liés aux activités d'animation)






MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL M THE MONTREAL MUSEUM OF FINE ARTS

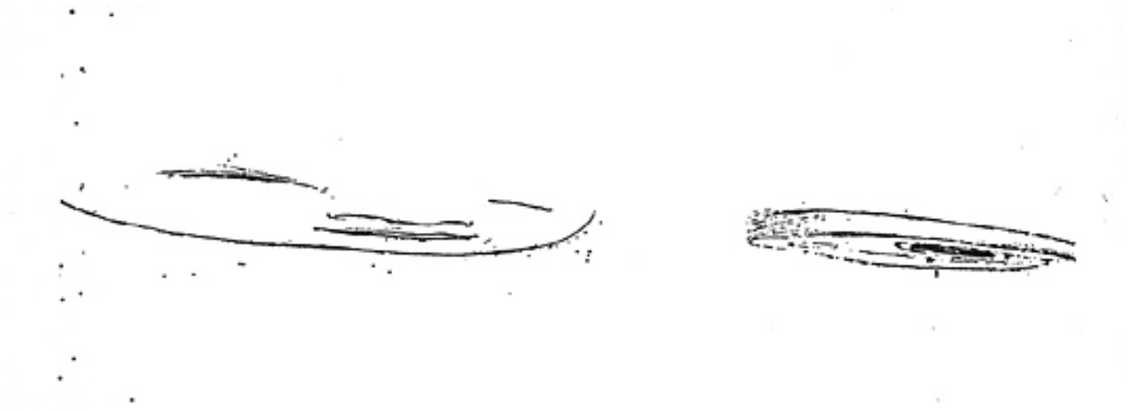
AVENUE DU MUSÉE

APPEL À PROJET

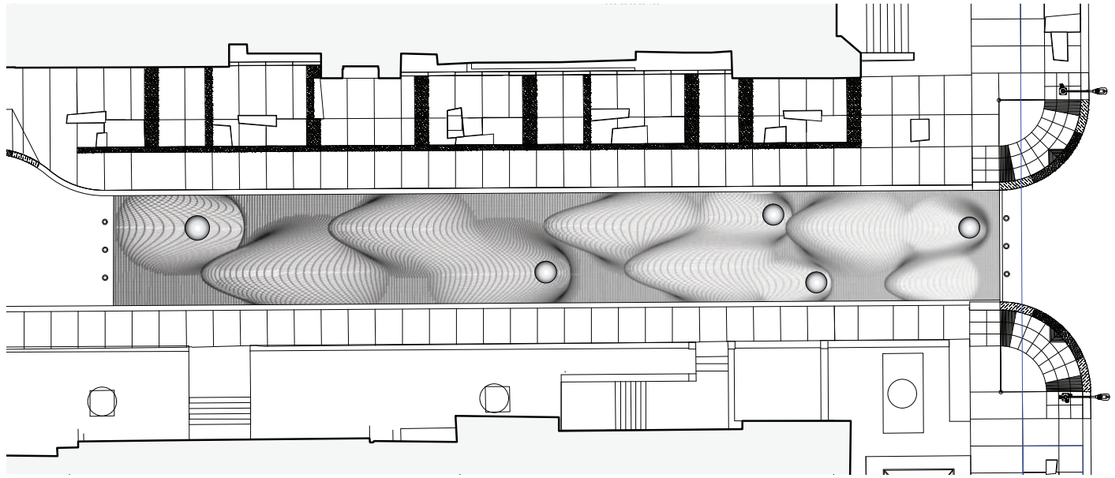
PROPOSITION

2018-02-20

nós



LÉONARD DE VINCI, OEIL EN ANAMORPHOSE, VERS 1488-1510



PLAN DE L'AVENUE DU MUSÉE - PROPOSITION

ANAMORPHOSE

Inspirés des arts primitifs, l'approche plastique des peintres cubistes donne lieu à une expressivité forte du sujet et questionne le rôle prépondérant de la perspective classique dans la représentation picturale. À notre tour, pourquoi ne pas adresser la relativité des points de vue, la perte de repères tangibles et la déstructuration de l'espace à l'ère du cliché parfois trop formaté, voir générique ?

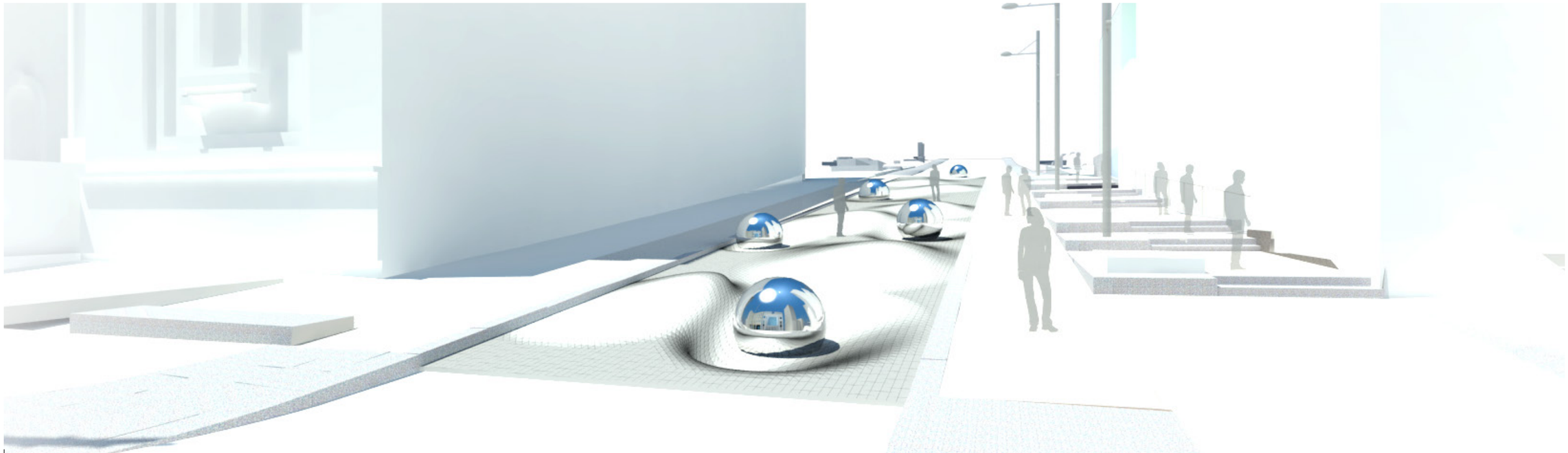
Nous proposons de mettre en scène l'espace public de l'avenue du musée par une anamorphose dite 'par allongement' qui induit une distorsion du sujet se reconfigurant selon la position du corps dans l'espace. Ainsi, par le mouvement de l'observateur, l'espace se transforme, les espaces convexes deviennent concaves, les espaces concaves deviennent convexes. Le sol s'anime et déstabilise. Face à cet effet optique, une relation nouvelle s'installe entre l'observateur et les objets qui l'entoure.

Par la manipulation virtuelle du plan de la rue, de vastes ondulations sont générées et rappellent les traits d'un corps ou d'un visage. Des sphères réfléchissantes, formes géométriques primitives, contribuent à l'effet d'amplitude du motif et multiplient les points de vue. *ANAMORPHOSE* propose une expérience inusitée où le réel et le virtuel se font face et se mélangent, où le passant est amené à découvrir son envrionnement, comme par magie.

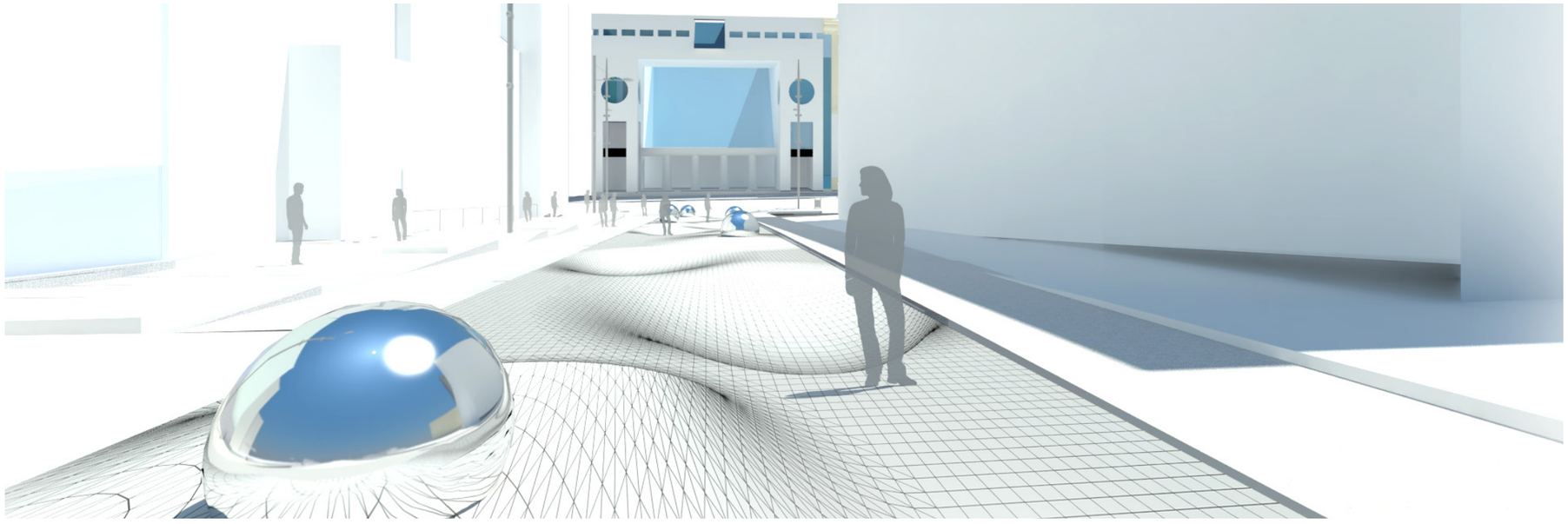
MATÉRIAUX ENVISAGÉS

- vinyl autocollant imprimé ou peinture (+- 300m^2)
- sphères tronquées réfléchissantes (5 unités) *

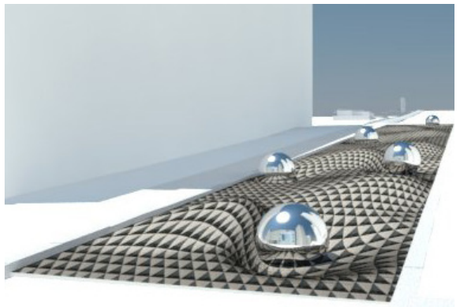
** la quantité et la position des sphères seront ajustées selon le budget et les dégagements requis pour les véhicules d'urgence.*



VUE VERS LA MONTAGNE



VUE VERS LE SUD





ESSAIS EXPLORATOIRES - MOTIFS ALTERNATIFS

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1, XXX

ORDONNANCE RELATIVE À LA FERMETURE DE L'AVENUE DU MUSÉE, ENTRE LA RUE SHERBROOKE ET LA PLACE ONTARIO

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, est autorisée du lundi 21 mai à 8 h au lundi 29 octobre 2018 à 7 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la piétonnisation de la rue du Musée entre la rue Sherbrooke et la place Ontario**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue du Musée », entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, est désignée comme étant une place publique du lundi 21 mai à 8 h au lundi 29 octobre 2018 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de restaurations devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 23 mai au 27 octobre 2018, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de l'Avenue du Musée**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de l'Avenue du Musée, il est permis de peindre au pochoir sur l'Avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 21 mai au 29 octobre 2018.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 21 mai au 29 octobre 2018.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers Peel, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

De désigner la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy comme étant une place publique, du mercredi 9 mai à 8 h au mardi 9 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Victoria et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boisson , dans les aires de repos du Dimanche 20 mai au dimanche 30 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, article 7), permettant l'installation d'éléments décoratifs; et autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Victoria.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX, permettant à ses partenaires et fournisseurs de vendre des produits dérivée et de services en lien avec le bien-être ou les activités du musée.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-16 16:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée McCord a réitéré sa demande auprès de l'arrondissement de Ville-Marie afin de mettre en place pour la saison estivale 2018, la piétonnisation de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy. Il compte, cette année encore, entreprendre des initiatives qui feront rayonner le Musée dans la ville comme institution de grande valeur culturelle.
Avec le succès remporté lors des dernières piétonnisations, le Musée McCord entend refaire une forêt urbaine, les arbres d'acier décorés de rubans et le tapis synthétique colorés donne vie à un environnement magique et intégrateur de la Forêt urbaine. Afin d'innover et d'améliorer le concept, le Musée nous propose intégrer des volumes sous le tapis afin de créer de grands fauteuils où les visiteurs pourront s'asseoir, s'allonger et se détendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890005 - CA17 240203 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du lundi 8 mai au lundi 9 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée McCord et avec l'appui des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, et ce, du 9 mai au 9 octobre 2018

De désigner la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy comme étant une place publique, du 9 mai à 8 h au 9 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Victoria et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-

1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, dans les aires de repos, du 20 mai 2018 au 30 septembre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs. Aucune autorisation ne sera donnée pour l'ancrage dans la chaussée pour l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps (sauf si une dérogation de moins de 6 mètres est acceptée des services d'urgence) pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Le musée McCord a pour objectif de faire connaître la collection du Musée aux passants, orienté sur l'histoire de Montréal, en investissant l'espace où ils se trouvent, soit la rue! Le musée souhaite par la piétonnisation sortir le musée dans la rue en s'appropriant la rue Victoria. Diffuser plus largement les collections par le biais d'activités originales et interactives. Le musée McCord désire sensibiliser la population aux enjeux de densité urbaine et à l'absence de verdure au centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet s'appuie sur le succès remporté au courant des quatre dernières années pour la rue Victoria. Le Musée McCord voit dans la reconduction de la piétonnisation de la rue Victoria, la volonté de l'arrondissement de Ville-Marie de mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec le Musée McCord, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-15

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100

Approuvé le : 2018-03-15

NOTRE MONDE NOS HISTOIRES
690, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 1E9
T. 514 398 7100 F. 514 398 5045
WWW.MUSEE-MCCORD.QC.CA

MUSÉE McCORD

Le 18 décembre 2017

Monsieur Marc Fleury
Direction des travaux publics
880, rue Brennan, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Objet : La *Forêt urbaine* du Musée McCord — Demande de piétonnisation 2018

Monsieur,

Par la présente, le Musée McCord réitère sa demande de piétonnisation de la rue Victoria, pour une 8e année. La piétonnisation de la rue Victoria permettra au Musée McCord de déployer la Forêt urbaine lors de la saison estivale 2018. Cet espace aménagé et coloré est fréquenté chaque été par plus de cent milliers de passants : une programmation musicale hebdomadaire, des espaces de repos, un piano public, et plusieurs autres activités y sont proposés par le Musée McCord, et un espace est désigné aux camions de cuisine de rue.

Voici l'échéancier prévu pour 2018 :

- **Date de fermeture de rue : Mercredi 9 mai 2018**
- **Date de réouverture : Lundi 8 octobre 2018**
- **Ouverture au public : Dimanche 20 mai 2018 au dimanche 30 septembre 2018**

Voici la liste des événements prévus à ce jour (cette liste sera ajustée et complétée au besoin lors de la rencontre à venir).

Date	Type d'activités	Partenaires
Tous les jours Du 20 mai au 30 septembre 2018	Camions de cuisine de rue	Association des restaurateurs de rues du Québec et Ville de Montréal
Tous les jeudis Du 20 mai au 30 septembre 2018 (date à valider)	Roulo-Boulo, bus de l'emploi	CJE Montréal Centre-Ville
Dimanche 20 mai 2018 Entre 10 h et 18 h (Installation entre 9 h et 20 h)	Concert d'ouverture/lancement de la Forêt urbaine	Rouge FM Autres à déterminer
Mai 2018 — Date à déterminer 17 h à 21 h (Installation 10 h à 23 h)	5 à 9 du Musée McCord Événement festif (musique, alcool, etc.)	À déterminer

... 2

Date	Type d'activités	Partenaires
Jeudi 21 juin 2018 Heure à déterminer	Concert ou performance artistique en lien avec la Journée nationale des Autochtones	À déterminer
Mardi et jeudi matin en juillet et août 2018 7 h 45 à 8 h 45	Yoga matinal	L'Art de vivre
Tous les mercredis en juillet et août (installation entre 10 h et 15 h 30)	Concerts extérieurs	À valider : Musée Montréal juif, Suoni per il Popolo, CKUT, KlezCanada, Rouge FM
Samedi 18 août 2018 9 h 30 à 13 h (installation entre 6 h et 16 h)	Yogathon — collecte de fonds	Fondation L'Art de Vivre
Jeudi 23 août 2018 12 h 30 à 13 h 30 (Installation entre 11 h et 14 h) Activité à valider	Les pianos au diapason	Ville de Montréal/Arrondissement Ville-Marie
Semaine en juin et une semaine en août (dates à déterminer)	Vente de trottoir du Musée McCord	
Juillet 2018 Activité en développement À valider	Espace de projection dans conteneur — courts métrages d'animation sur l'environnement et le développement durable	Festival Fantasia
Septembre 2018 — Date à déterminer 17 h à 21 h (Installation 10 h à 23 h)	5 à 9 du Musée McCord Événement festif (musique, alcool, etc.)	À déterminer

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec Maria Luisa Romano, chargée de projets, action culturelle au 514-861-670, poste 1205, pour toute question.

Cordiales salutations,

Suzanne Sauvage
Présidente et chef de la direction

NOTRE MONDE NOS HISTOIRES
690, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 1E9
T. 514 398 7100 F. 514 398 8045
WWW.MUSEE-MCCORD.QC.CA

Le 28 février 2018

Monsieur Marc Fleury
Direction des travaux publics
880, rue Brennan, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 1X5

Objet : La Forêt urbaine du Musée McCord – 8e édition

Monsieur Fleury,

C'est avec enthousiasme que le Musée McCord prépare la 8e édition de la Forêt urbaine, au cœur de la rue Victoria, aménagée en rue piétonne lors de la saison estivale. Nous adressons, à l'arrondissement Ville-Marie, une demande d'aide financière de 40 000 $ pour ce projet rassembleur auquel nous aimerions apporter cette année encore des nouveautés. Vous trouverez tous les détails des prévisions budgétaires en pièce jointe.

Tout en conservant nos éléments signature, les arbres d'acier décorés de rubans et le tapis synthétique coloré, la firme d'architectes paysagistes « WANTED paysage » qui donne vie à l'environnement magique et intégrateur de la Forêt urbaine, nous propose d'innover et d'améliorer le concept en intégrant des bancs circulaires s'harmonisant au concept des arbres, pour inviter les visiteurs à s'asseoir et se détendre. Aussi, pour une deuxième année, nous prolongerons les éléments de design de la Forêt urbaine (tapis, arbres, bancs et rubans) sur la portion Président–Kennedy menant vers l'avenue McGill College afin de rejoindre la promenade Fleuve-Montagne.

La programmation estivale se poursuivra avec des partenaires établis et de nouveaux venus. Pour les concerts du mercredi midi, nous souhaitons renouveler notre partenariat avec Suoni per il Popolo, et sommes en train de conclure une entente avec KlezKanada, organisme de promotion de la culture juive, plus particulièrement des traditions musicales. Les concerts du mercredi midi s'arrimeront cette année avec l'exposition *Shalom Montréal – Histoires et contributions de la communauté juive*; nous inviterons des groupes issus des communautés juives, ou s'inspirant de la musique des cultures juives. Par ailleurs, nous espérons également accueillir une nouvelle installation de projection de films pour enfants dans un conteneur conçu et programmé par le festival Fantasia pendant deux semaines en juillet.

La Forêt urbaine 2018 accueillera des activités qui viendront appuyer son positionnement d'oasis de détente au cœur du centre des affaires. On retrouvera le yoga matinal qui a connu un vif succès depuis trois ans ainsi que les tables à pique-nique offrant un espace accueillant pour les personnes venant manger dans la Forêt. L'aménagement de l'ancienne terrasse du restaurant Le Caveau, que nous avons entamé l'an dernier, se poursuivra : nous habillerons les espaces vitrés de l'entrée de l'ancien restaurant afin de rendre cet espace plus habité et convivial.

... 2

De plus, nous consoliderons l'expérience des visiteurs, en concordance avec les commentaires obtenus au sujet des précédentes éditions, par les moyens suivants :

- L'offre d'une programmation culturelle régulière pendant les heures de lunch;
- L'encouragement de la contribution citoyenne par la tenue d'événements participatifs, notamment avec le retour du Roulo-Boulo;
- Le renouvellement de l'offre du piano public, fort populaire depuis son implantation;
- La valorisation du design dans la définition d'un espace convivial et invitant;
- L'accueil d'un camion de cuisine de rue chaque midi (du lundi au vendredi).

Nous respecterons les dates d'ouverture de la rue, ainsi que l'échéancier de travail suivant :

- Mercredi 9 mai 2018 : fermeture de la rue Victoria à la circulation et montage;
- Dimanche 20 mai 2018 : début de la piétonnisation – ouverture de la Forêt urbaine;
- Dimanche 27 mai 2018 : Lancement officiel dans le cadre de la Journée des musées montréalais (concert, cuisine de rue, etc.);
- Dimanche 30 septembre 2018 : fin de la piétonnisation et démontage;
- Lundi 8 octobre 2018 : réouverture à la circulation.

Un plan média complet incluant relations de presse, imprimés, affichage et interventions sur les médias sociaux du Musée, des partenaires et opérateurs de camions de rue assureront encore un fort rayonnement à cette initiative. D'ailleurs, le caractère inusité de la Forêt urbaine en a fait une des rues de Montréal les plus photographiées et diffusées sur les médias sociaux, offrant une incroyable campagne média par l'image.

Toujours populaire et appréciée, la Forêt urbaine a continué d'attirer des centaines de milliers de visiteurs l'an dernier, soit une fréquentation évaluée à 177 350 personnes.

Afin de renouveler le design de la Forêt urbaine et de proposer une offre culturelle toujours plus diversifiée, nous espérons pouvoir compter de nouveau sur votre appui. Sans votre précieuse aide, nous ne pourrions réaliser ce formidable projet ni continuer à en améliorer les installations et la programmation.

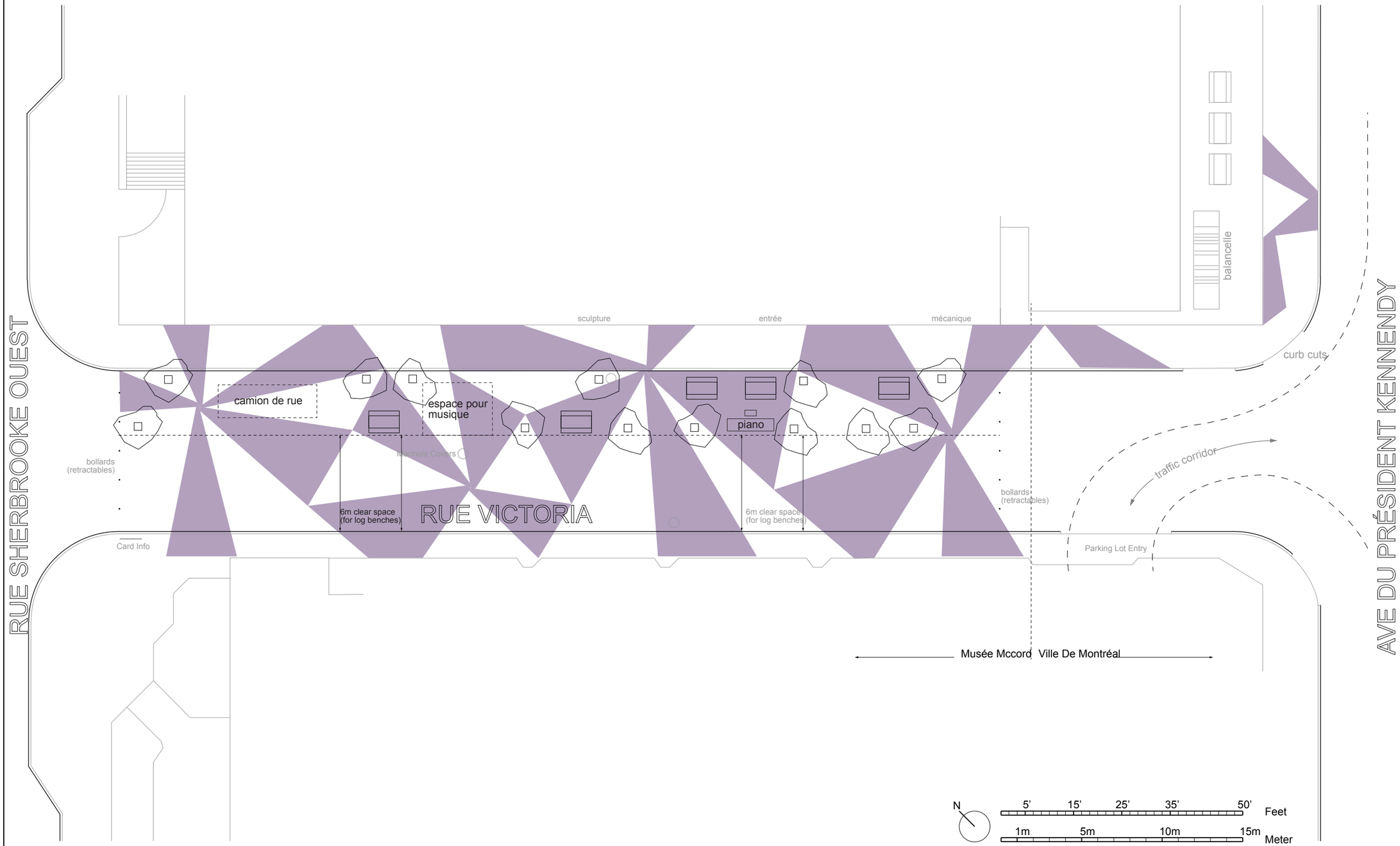
Vous trouverez, en complément de cette lettre, une copie de la résolution de notre conseil d'administration autorisant cette requête ainsi que le plan d'aménagement proposé de la rue. En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec moi pour toute question.

Veuillez recevoir, Monsieur, mes plus cordiales salutations.

Suzanne Sauvage
Présidente et chef de la direction

SS/mlr

p. j. 3



WANTED

25feb2018	A.B.	01
date	préparé par / prepared by	révision / issue

dessiné par / drafted by:

préparé par / prepared by:

client:

MUSÉE MCCORD
690 rue Sherbrooke ouest
montréal, QC
H3A 1E9
tél: 514 398 7100
www.mccord-museum.qc.ca

titre de projet / job title

FORÊT URBAINE 8

titre de dessin / drawing title

Rue Victoria Site Plan

Émis pour / issue for

échelle / scale

1" = 6m

nom de fichier / file name

McCord_Site Plan_25feb2018

no. de dessin / drawing no

01

Budget prévisionnel - février 2018
Forêt urbaine du Musée McCord - édition 2018

Revenus	Prévisionel 2018	Réel 2017**
Arrondissement Ville-Marie	**40 000,00 $**	**35 000,00 $**
Destination Centre-ville	**25 000,00 $**	25 000,00 $
Commandites	**2 500,00 $**	- $
Musée McCord	**17 255,00 $**	12 260,00 $
Total des revenus	**84 755,00 $**	**72 260,00 $**
Dépenses		
Installation et production	**27 940,00 $**	21 924,07 $
Architecte et paysagiste	**11 660,00 $**	10 000,00 $
Coordination	**7 000,00 $**	7 067,51 $
Activités culturelles	**15 955,00 $**	15 775,30 $
Promotion (ajout autocollants et panneau sandwich)	**4 050,00 $**	2 503,62 $
Entretien	**3 900,00 $**	3 682,59 $
Arbres - livraison, démontage et entreposage	**11 000,00 $**	9 003,75 $
2017 : Bancs pour 2018	**-** $	2 303,16 $
2018 : Amélioration Caveau	**3 250,00 $**	**- $**
Total des dépenses	**84 755,00 $**	**72 260,00 $**

MUSÉE
McCORD
STEWART

MUSÉE McCORD STEWART

Je, soussignée, certifie par la présente que ce qui suit est un extrait conforme d'une résolution dûment adoptée et consignée au mémoire de délibérations des membres du conseil d'administration du Musée McCord Stewart lors d'une réunion tenue le lundi 19 juin 2017, et que la résolution est toujours en vigueur sans modification.

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

IL EST RÉSOLU QUE :

Madame Suzanne Sauvage, présidente et chef de la direction du Musée McCord Stewart, ou Madame Monique Jérôme-Forget, présidente du conseil d'administration, soit autorisée à agir au nom du Musée McCord Stewart auprès des ministères et autres organismes subventionnaires pour toute demande d'aide financière et de déposer les demandes jugées opportunes dans le contexte identifié.

Montréal, le 19 juin 2017

Paul Raymond
Secrétaire du conseil

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1, XXX

ORDONNANCE RELATIVE À LA FERMETURE DE LA RUE VICTORIA, ENTRE LA RUE SHERBROOKE ET L'AVENUE PRÉSIDENT-KENNEDY

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, est autorisée du mercredi 9 mai à 8 h au mardi 9 octobre à 7 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. 108 **Ordonnance relative à la tenue des événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, B)**

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085)

À sa séance du 12 décembre 2017, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 554 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

Et, si nécessaire :

2. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifiés sur le site.

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe de l'ordonnance B-3, o. 554 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

4. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1177209010) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 16 décembre 2017, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy»**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du_____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Victoria », entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, est désignée comme étant une place publique du lundi 8 mai à 8 h au mardi 9 octobre à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons dans les aires de repas.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du dimanche 20 mai au dimanche 30 septembre 2018, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de l'avenue Victoria – Musée McCord**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonisation de l'avenue Victoria, il est permis de peindre au pochoir sur l'avenue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1181044001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition de refuser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 144 à 150, rue King

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition de refuser le certificat d'autorisation de démolition #3001237850 pour l'immeuble situé au 144 à 150, rue King.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 14:21

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181044001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition de refuser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 144 à 150, rue King

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne la demande de démolition #3001237850, déposée le 10 novembre 2016, et visant l'immeuble portant les adresses 144 à 150, rue King.

Cette demande d'appel fait suite à la décision défavorable à la demande de démolition du bâtiment rendue par le CEDD de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 23 janvier 2018.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

L'immeuble visé par la demande de démolition est un bâtiment industriel de 4 étages doté d'un toit plat qui a abrité des usages d'entrepôt en continu depuis sa construction en 1897 jusqu'à aujourd'hui. Par son gabarit, sa matérialité de brique d'argile rouge sur un socle de pierre grise et ses ouvertures arquées, il est typique de l'architecture industrielle montréalaise de la deuxième moitié du XIXe siècle.

Le bâtiment est dans un état reflétant son âge et son usage industriel intensif et montre des signes de dégradation de son enveloppe. Un rapport d'ingénierie structurale datant de juin 2017 mentionne la présence de murs de maçonneries fissurés et écaillés et de points d'infiltration d'eau qui auraient endommagé des éléments de structure en bois. Le bâtiment reste par contre fonctionnel et est d'ailleurs toujours occupé par les installations de Gene Sports.

Un projet de démolition prévoyant la démolition complète et la reconstruction selon une apparence similaire de la façade du bâtiment existant, et intégrée au projet de remplacement, a été présenté au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 23 novembre 2017 en point d'information, et a reçu un avis préliminaire défavorable de la part du comité. Par la suite, le projet a été présenté au CEDD le 23 janvier 2018, et celui-ci a rendu une décision défavorable à la démolition, considérant que:

- le bâtiment présente un intérêt historique comme l'un des derniers témoins de l'intense activité commerciale et industrielle qui caractérisa le Faubourg des Récollets lors de la deuxième moitié du XIXe siècle. Sa matérialité et la composition de sa façade sont typiques de cette période et dénotent une conception soignée présentant un intérêt architectural certain. Le bâtiment a conservé une certaine intégrité architecturale qui permet de percevoir son ancienneté;
- le démantèlement complet de la façade et sa reconstruction selon une apparence modifiée neutralise dans les faits sa valeur patrimoniale. Celle-ci perd ainsi complètement son authenticité, qui est le fondement de sa valeur historique. Les volumes du bâtiment visibles depuis la voie publique devraient minimalement être conservés in situ, restaurés et intégrés au projet de remplacement.

À la suite de cette décision, l'arrondissement a reçu une demande d'appel de cette décision en provenance du demandeur du projet lui-même. Ce dernier souhaite désormais préserver et inclure la façade du bâtiment existant au projet de remplacement.

Le demandeur a donc depuis modifié le projet afin de préserver, restaurer et inclure la façade du bâtiment existant, qui serait désormais intégrée au nouveau projet. L'apparence de cette dernière serait par contre modifiée par le percement de nouvelles ouvertures. Du volume supportant la façade émerge cinq nouveaux étages, pour un total de neuf, surmontés d'une mezzanine. Le bâtiment abrite 83 unités résidentielles aux étages deux à neuf et un espace commercial au rez-de-chaussée. 35 unités de stationnement sont prévues, réparties sur deux niveaux souterrains.

Comme le site est enclavé, une ouverture de 7 mètres de large par 6,25 mètres de haut serait pratiquée dans la portion gauche de la façade existante afin de permettre le passage de l'équipement et des matériaux de construction pendant le chantier. Cette ouverture serait ensuite reconstruite selon l'apparence prévue aux plans du projet de remplacement, soit similaire à l'apparence existante.

Le règlement de démolition CA-24-215 prévoit le dépôt d'une lettre de garantie monétaire d'un montant égal à 25% de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir, soit 77,925$ dans le cas présent.

Ce projet a été présenté en avis préliminaire à la séance du 15 mars 2018 du CCU, et a reçu un avis favorable assorti des conditions suivantes:

· fournir les documents complets détaillant la restauration de la façade existante et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site.
· la demande de permis de construction pour le projet de remplacement devra faire l'objet d'une révision architecturale suivant la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et aucun certificat de démolition ne sera délivré tant qu'un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme (CCU) ne soit émis à cet égard.

Le comité suggère d'ailleurs qu'un ingénieur indépendant soit mandaté pour effectuer la surveillance du chantier afin d'assurer la conservation in situ de la façade d'origine.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande de rendre une décision favorable au projet, suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition pour les motifs suivants:

- le projet prévoit désormais la conservation in situ, la restauration et l'intégration de la façade existante au projet de remplacement;
- l'intérêt patrimonial du bâtiment se limite essentiellement à la façade conservée et le projet représente une occasion d'assurer sa pérennité;
- la qualité de vie du voisinage se trouverait améliorée par la restauration de la façade, incluse dans un projet exploitant le potentiel de développement du terrain;

La recommandation favorable est cependant assortie des conditions suivantes:

- fournir les documents complets détaillant la restauration de la façade existante et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site;
- la demande de permis de construction pour le projet de remplacement devra faire l'objet d'une révision architecturale suivant la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et aucun certificat de démolition ne sera délivré tant qu'un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme (CCU) ne soit émis à cet égard.
- Dès le début du chantier de démolition sur le site, et jusqu'à la fin de l'érection de la nouvelle structure au niveau du 4e étage du projet de remplacement, fournir à chaque deux semaines au service d'inspection de l'arrondissement un rapport d'étape d'ingénierie structurale documentant la condition de la façade existante conservée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution;
Délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas FONTAINE
Architecte

Tél : 514-868-4545
Télécop. : 514-868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-27

• PROJET RÉSIDENTIEL RUE KING •

144-150 Rue king, Montréal, Quebec



L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 13.11.2017
F	13/11/2017	AJUSTEMENT PERSPECTIVE
E	31/08/2017	EMIS POUR APPROBATION
D	25/05/2017	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
C	19/05/2017	EMIS POUR DISCUSSION
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

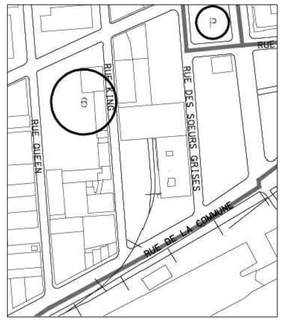
titre du dessin/drawing title
PLAN D'ENSEMBLE

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 15/08/2016	revision no.
dessine/drawn VV	dessin/drawing no. A-000A
verifie/checked MR	

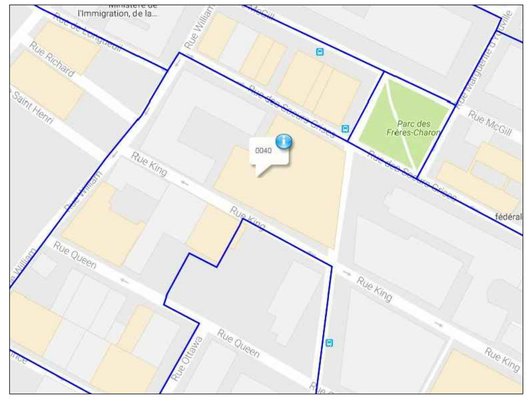
W:\2016\16-55 144 King\16-55_T-000.dwg - 2017.11.13 - 8:45AM - Plotted by marcr



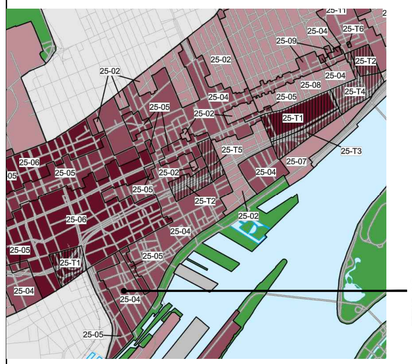
1 PLAN DE SITE
A-000 / ÉCHELLENA



1 DENSITÉ
A-000 / ÉCHELLENA



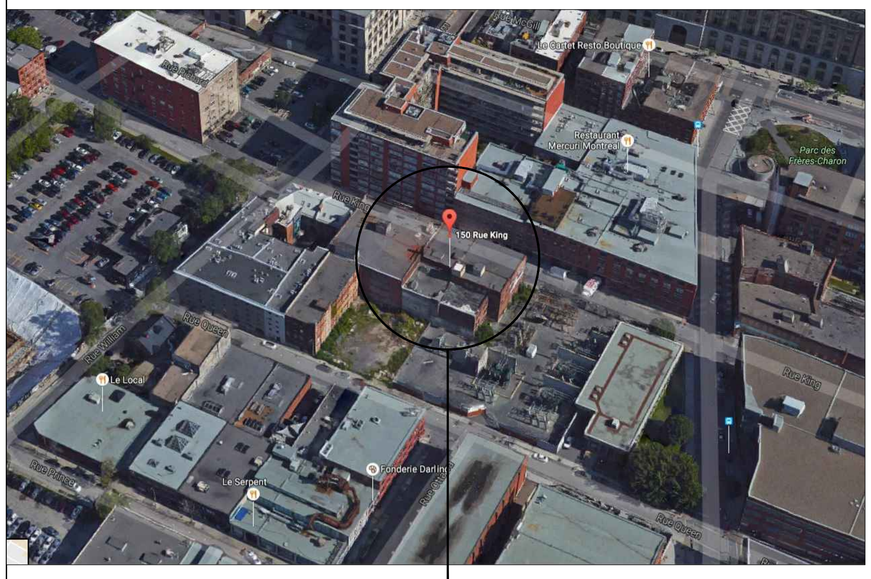
1 ZONAGE
A-000 / ÉCHELLENA





1 PLAN DIRECTEUR – DENSITÉ
A-000 / ÉCHELLENA

1 PLAN–DIRECTEUR – HAUTEUR
A-000 / ÉCHELLENA



1 PLAN DE SITE
A-000 / ÉCHELLENA

SITE

Projet-Project	144 KING (lot 1 179 875)	
Dossier-File	16-55	
Adresse-Adress	144 & 150 RUE KING	
18 aout 2017	Permis-requis	Proposé
REGLEMENTS MUNICIPAUX MUNICIPAL BYLAWS 01-282		
Superficie de terrain, m.c. (Lot area sq.m.)	868.1	
Superficie en pieds carrés (Lot area sq.ft.)	9344.0	
Densité de construction max. (Density)	6.0	
Densité en pieds carrés (Max. Allowable sf)	56,064.00	55,583
Hauteur min. en mètres (Min. Height in meters)	11	
Hauteur min. en pieds (Min. Height in feet)	36.089	
Hauteur max. en mètres (Max. Height in meters)	30	
Hauteur max. en pieds (Max. Height in feet)	98.43	98'-5"
Marge de recul avant (front setback)	R.I.	
Marge de recul arriere (rear setback)	4 m (13'-1.5")	17'-7"
Marge laterale (side setback)	3 m (9'-11")	
Taux d'implantation maximum (max lot coverage)	100%	73%
Usages permis (Pemitted Uses)	M.3C Mixed Residential, Commerical, Industriel	Residential
Alignement de construction (aligment)	RI (insertion rule)	
DESCRIPTION DES LOGEMENTS		
Nombre de logements (amount of units)		
STATIONNEMENT		
Stationnement résidentiel (residential parking)	< 50 m.c. = 1 case pour 4 unites (units) 12 > 50 m.c. = 1 case pour 2 unites (units) 19	
Total:	31	34
Stationnement commerciel (commercial parking)	1 case (stall) pour 350 m.c.(3767 s.f.)	
Stationnement pour vélo (bycycle parking)	8 pour premier 10 logements + 1 pour chaque 5 logements plus total requis: 23	23
Dimensions stationnement (stall size)	2.75 m x 5.5 m (9'-0"x18'-0")	
Voie d'accès (access road)	5.5 m (18'-0")	

1 TABLEAU DE ZONAGE
A-000 / ÉCHELLENA

RUE KING

BÂTIMENT EXISTANT
4 ETAGES

BÂTIMENT EXISTANT
4 ETAGES

BÂTIMENT EXISTANT
3 ETAGES

96'–11" [29.5 m]
97'–3" [29.6 m]
97'–0" [29.6 m]
SUPERFICIE DE TERRAIN
9349.74 P.C.

1 PLAN ENSEMBLE
A-000 / ÉCHELLE:3/32"=1'–0"

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

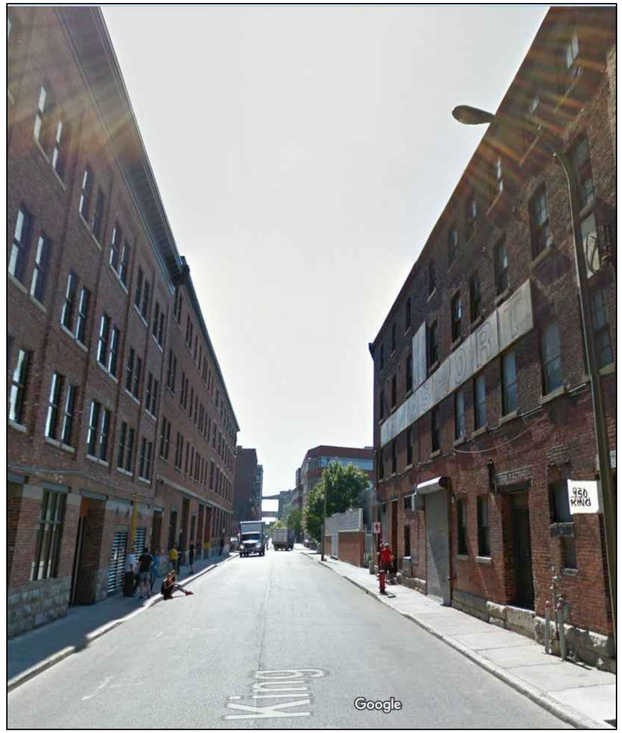
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

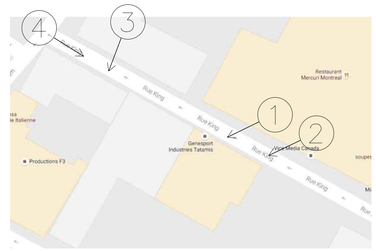
titre du dessin/drawing title
PLAN D'ENSEMBLE
ET ZONAGE

echelle/scale	3/32"=1'–0"	projet/project no.	16–55
date J/M/A	15/08/2016	revision no.	
dessine/drawn	VV	dessin/drawing no.	A-001
verifie/checked	MR		

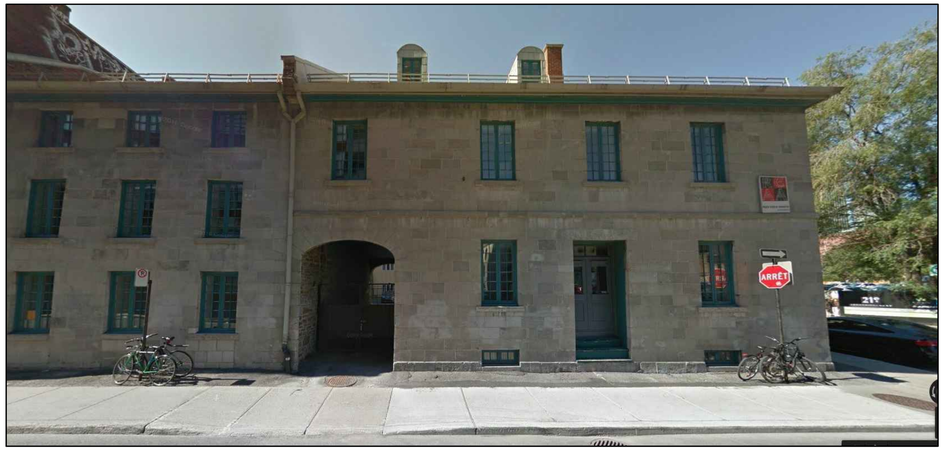
C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka



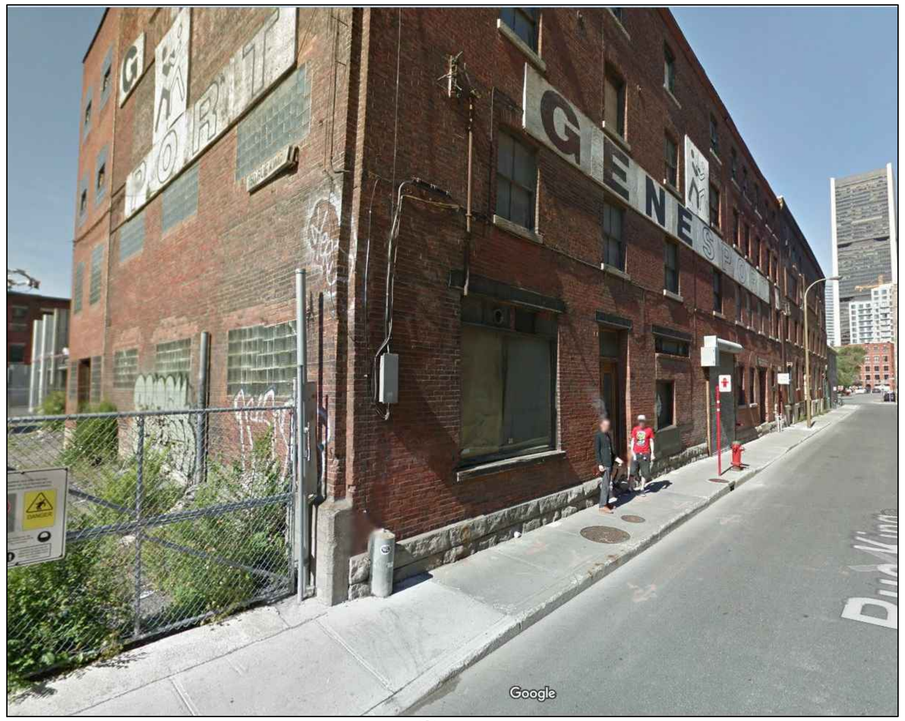
4 RUE KING
A-002 ÉCHELLE: NA



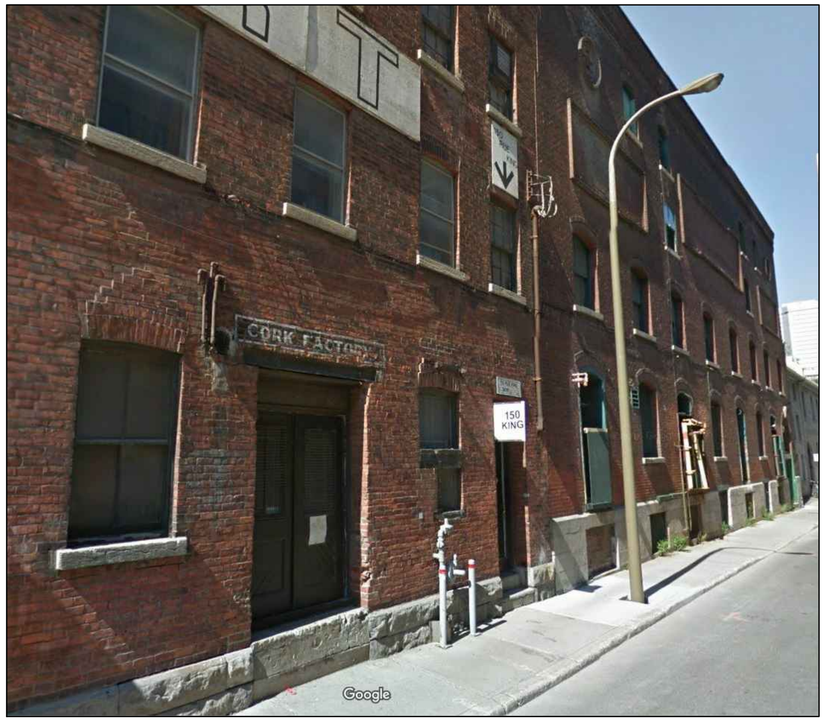
5 PLAN CLÉ
A-002 ÉCHELLE: NA



3 COIN KING ET WILLIAM
A-002 ÉCHELLE: NA



2 144–150 RUE KING
A-002 ÉCHELLE: NA



1 144–150 RUE KING
A-002 ÉCHELLE: NA

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg — 2018.02.06 — 11:10AM — Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

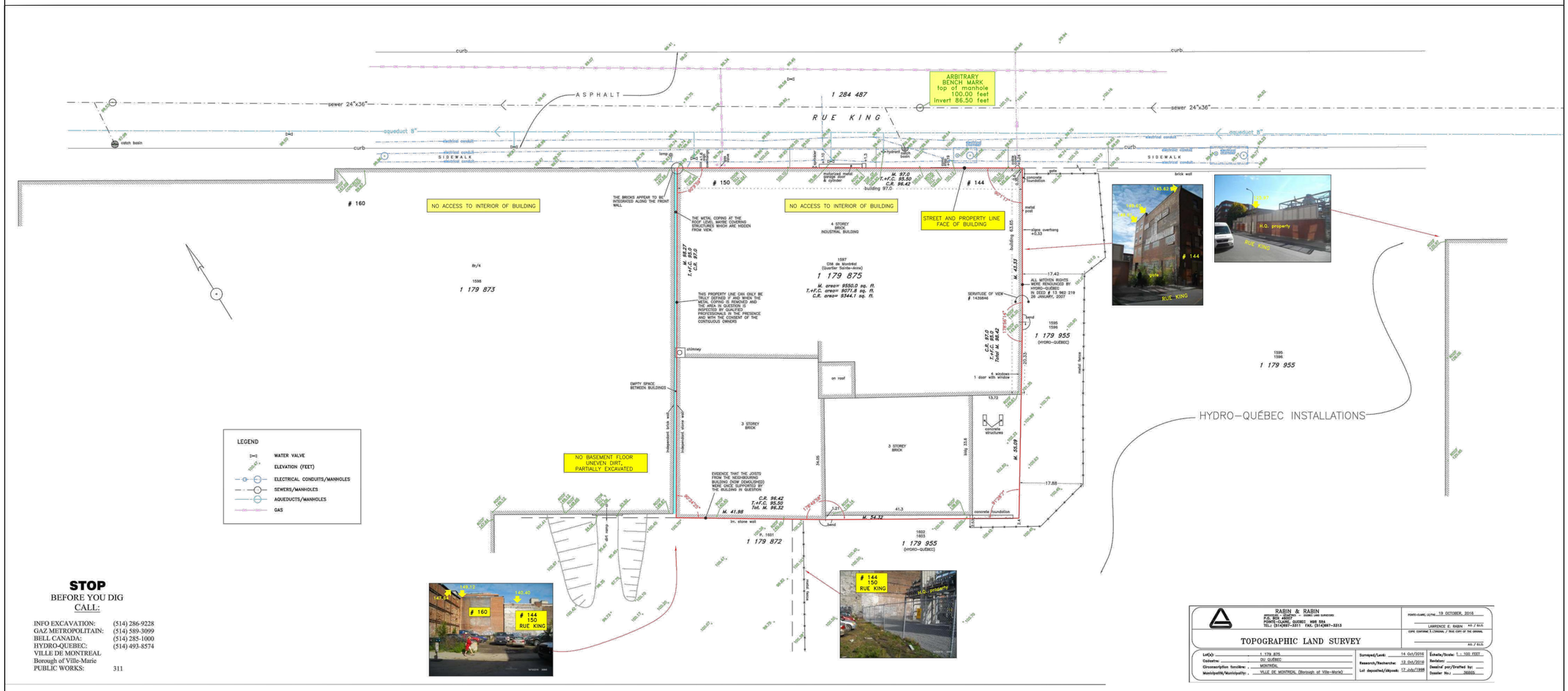
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
VUE DE RUE

echelle/scale 3/32"=1'–0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn VV	dessin/drawing no. A-002
verifie/checked MR	



STOP
BEFORE YOU DIG
CALL:

INFO EXCAVATION:	(514) 286-9228
GAZ METROPOLITAIN:	(514) 589-3099
BELL CANADA:	(514) 285-1000
HYDRO-QUEBEC:	(514) 493-8574
VILLE DE MONTREAL Borough of Ville-Marie PUBLIC WORKS:	311

RABIN & RABIN
PROVINCIAL LAND SURVEYORS
P.O. BOX 48002
MONTREAL, QUEBEC H3B 5R4
TEL.: (514)937-3311 FAX.: (514)937-3313

POINTE-CLAIRE, LE/THE 19 OCTOBER, 2016
LAWRENCE E. RABIN AR / BLR
COPIE CONFORME À L'ORIGINAL / TRUE COPY OF THE ORIGINAL
AR / BLR

TOPOGRAPHIC LAND SURVEY

Lot(s): 1 179 875
Cadastre: DU QUÉBEC
Circonscription foncière: MONTREAL
Municipalité/Municipality: VILLE DE MONTREAL (Borough of Ville-Marie)

Surveyed/Levé: 14 Oct/2016
Research/Recherche: 18 Oct/2016
Lot deposited/déposé: 17 July/1989

Echelle/Scale: 1 : 100 FEET
Revisions:
Dessiné par/Drafted by: ---
Dossier No.: 36660

1 ARPENTAGE
A-004 ÉCHELLE: NA

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	13/01/2017	EMIS POUR DISCUSSION
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ARPENTAGE

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn VV/AZ/TNH	dessin/drawing no. A-004
verifie/checked MR	

144-150 RUE KING, MONTRÉAL, QUÉB EC

SUPERFICIE DE CONSTRUCTION - 1/09/2017										
ÉTAGE	SUPERFICIE TOTAL	ESPACE COMMERCIAL BRUTE	ESPACE RESIDENTIEL BRUTE	DEDUCTIONS						SUPERFICIE TOTAL POUR DENSITÉ
				ESC	ASC.	MURS EXTERIEUR	PUITS MÉC.	RAMPE DE STATIONNEMENT	DEDUCTIONS TOTAL	
SOUS-SOL	9,076.0									
SOUS-SOL	9,519.0									
1	7,549.0	1,291.0	6,258.0	467.0	170.0	438.0	93.9	999.0	2,167.9	5,381.1
2	7,424.0		7,424.0	281.0	170.0	450.0	111.4		1,012.4	6,411.6
3	7,424.0		7,424.0	281.0	170.0	450.0	111.4		1,012.4	6,411.6
4	7,424.0		7,424.0	281.0	170.0	450.0	111.4		1,012.4	6,411.6
5	6,608.0		6,608.0	281.0	170.0	354.0	99.1		904.1	5,703.9
6	6,608.0		6,608.0	281.0	170.0	354.0	99.1		904.1	5,703.9
7	6,608.0		6,608.0	281.0	170.0	354.0	99.1		904.1	5,703.9
8	6,608.0		6,608.0	281.0	170.0	354.0	99.1		904.1	5,703.9
9	6,608.0		6,608.0	281.0	170.0	354.0	99.1		904.1	5,703.9
10	2,633.0		2,633.0	500.0	160.0	288.0	39.5		987.5	1,645.5
TOIT										
TOTAL*	65,494.0	1,291.0	64,203.0	3,215.0	1,690.0	3,846.0	963.0	999.0	10,713.0	54,781.0
TOTAL**	84,089.0									

* Superficie au dessus du sol
** Superficie sous-sol inclus

SUPERFICIE DE CONSTRUCTION

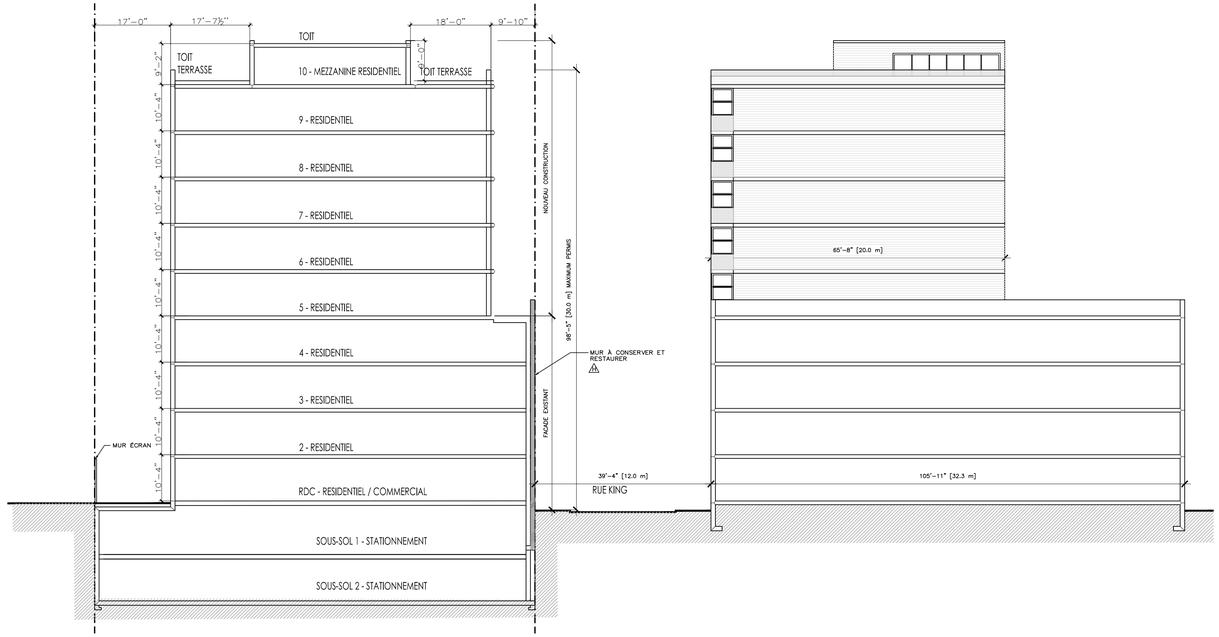
SUPERFICIE DU TERRAIN	**9,344.0** P.C.

DENSITÉ MAXIMUM	**6.00**
DENSITÉ MAXIMUM EN P.C.	**56,064** P.C.
SUPERFICIE DE CONSTRUCTION TOTAL PROPOSÉ	**65,494** P.C.
SUPERFICIE TOTAL PROPOSÉ POUR DENSITÉ	**54,781** P.C.
SOUS-DÉVELOPPÉ	1,283 SF

ÉTAGE	SUPERFICIE UTILISABLE DE RESIDENTIEL	UNITÉS RESIDENTIELLES (SUPERFICIE BRUTE EN P.C.)										STUDIO	ST. +	1 CH.	1 CH. +	2. CH.	TOTAL # D'UNITÉS
		A	B	C	D	E	F	G	H	J	K						
SOUS-SOL																	
SOUS-SOL																	
1	1793	633								579	581		2	1			3
2	6526	633	740	723	737	639	589	607	581	725	552	1	2	4	1	2	10
3	6526	633	740	723	737	639	589	607	581	725	552	1	2	4	1	2	10
4	6526	633	740	723	737	639	589	607	581	725	552	1	2	4	1	2	10
5	5699	498	617	577	585	509	555	570	573	683	532	1	2	5	2	0	10
6	5699	498	617	577	585	509	555	570	573	683	532	1	2	5	2	0	10
7	5699	498	617	577	585	509	555	570	573	683	532	1	2	5	2	0	10
8	5699	498	617	577	585	509	555	570	573	683	532	1	2	5	2	0	10
9	5883	532	589	577	589	532	579	733	573	667	512	3		3		4	10
10 (MEZZ)	1655		444		415			434		362							
TOTALE:	51705											10	16	36	11	10	83
												12%	19%	43%	13%	12%	100%

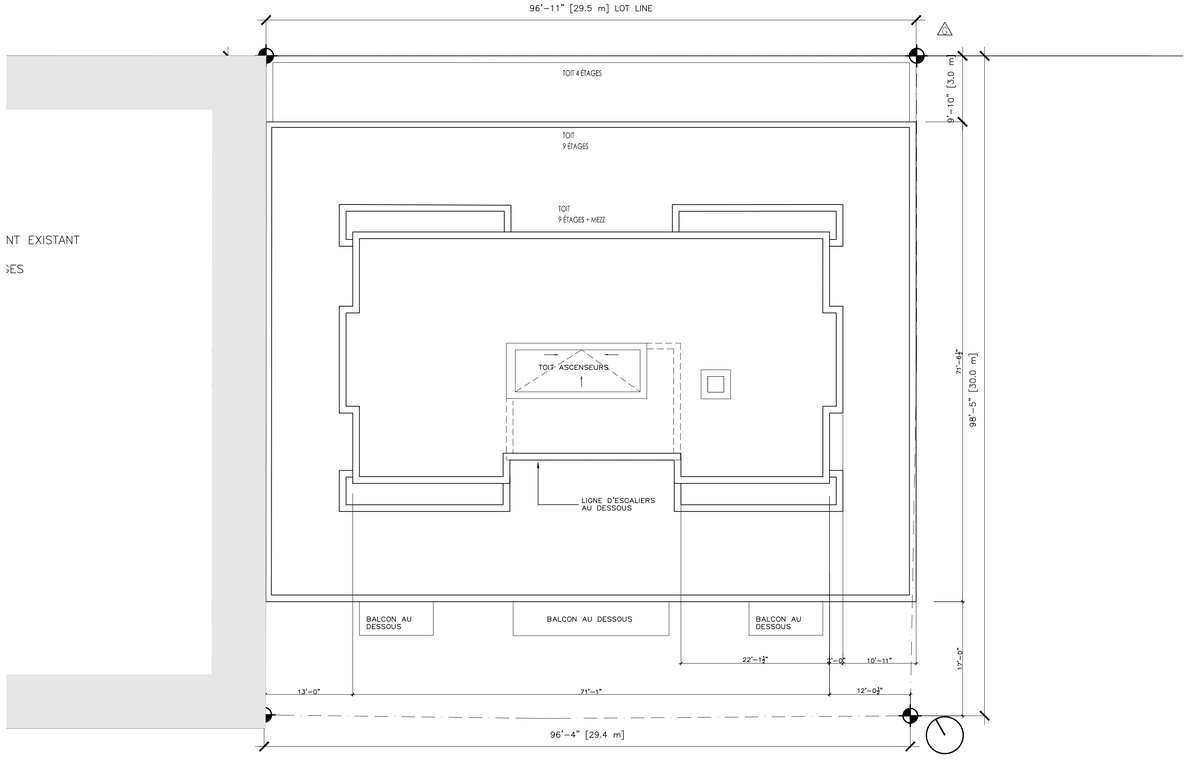
(11/3072016)

UNITÉS AU MOINS DE 50M.C. NETTE (538 PC)	49	STATIONNEMENT REQUIS = 1 / 4 UNITÉS:	12
UNITÉS AU PLUS DE 50 M.C. NETTE (538 PC):	34	STATIONNEMENT REQUIS = 1 / 2 UNITÉS:	17
		TOTAL:	29



2 COUPE SCHEMATIQUE
A-100 ÉCHELLE:1/16"=1'-0"

RUE KING



1 PLAN DE SITE
A-100 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg — 2018.02.06 — 1:07PM — Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
H	06/02/2018	MUR AVANT CONSERVÉ
G	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
F	04/09/2017	AJUSTEMENT MEZZANINE AU TOIT
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	19/07/2017	AJUSTEMENTS COUPE
C	17/11/2016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

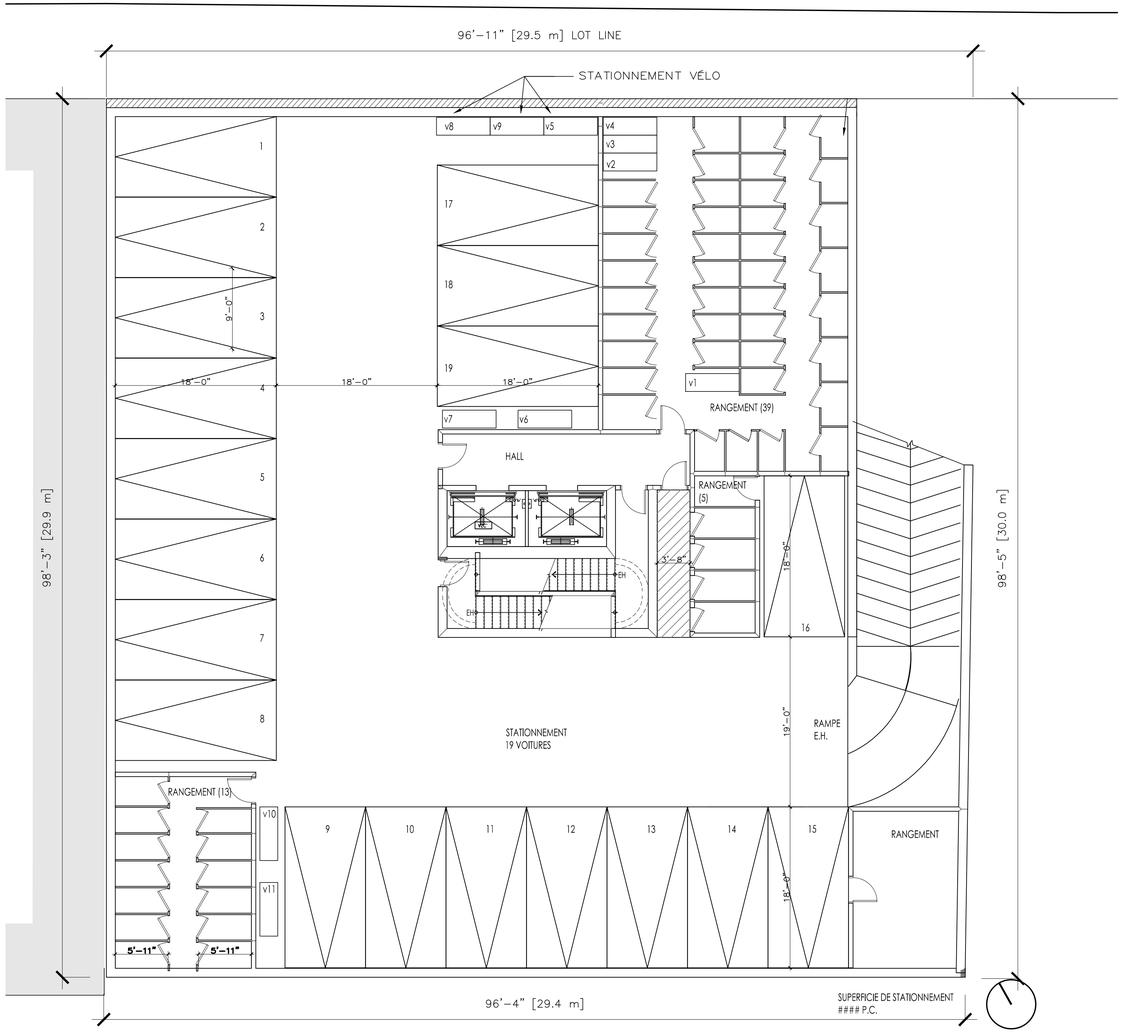
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN DE SITE ET STATISTIQUES

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn W/AZ/NM	dessin/drawing no. A-100
verifie/checked MR	

RUE KING

ÉTAGE	STATIONNEMENT	RANGEMENT	SUPPORT À VÉLO
SOUS-SOL 2	19 VOITURES	59	11
SOUS-SOL 1	16 VOITURES	14	9
TOTAL	35 VOITURES	77	20



1 A-101 PLAN -SOUS-SOL 2
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 1:07PM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
E	05/02/2018	MUR AVANT CONSERVÉ
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

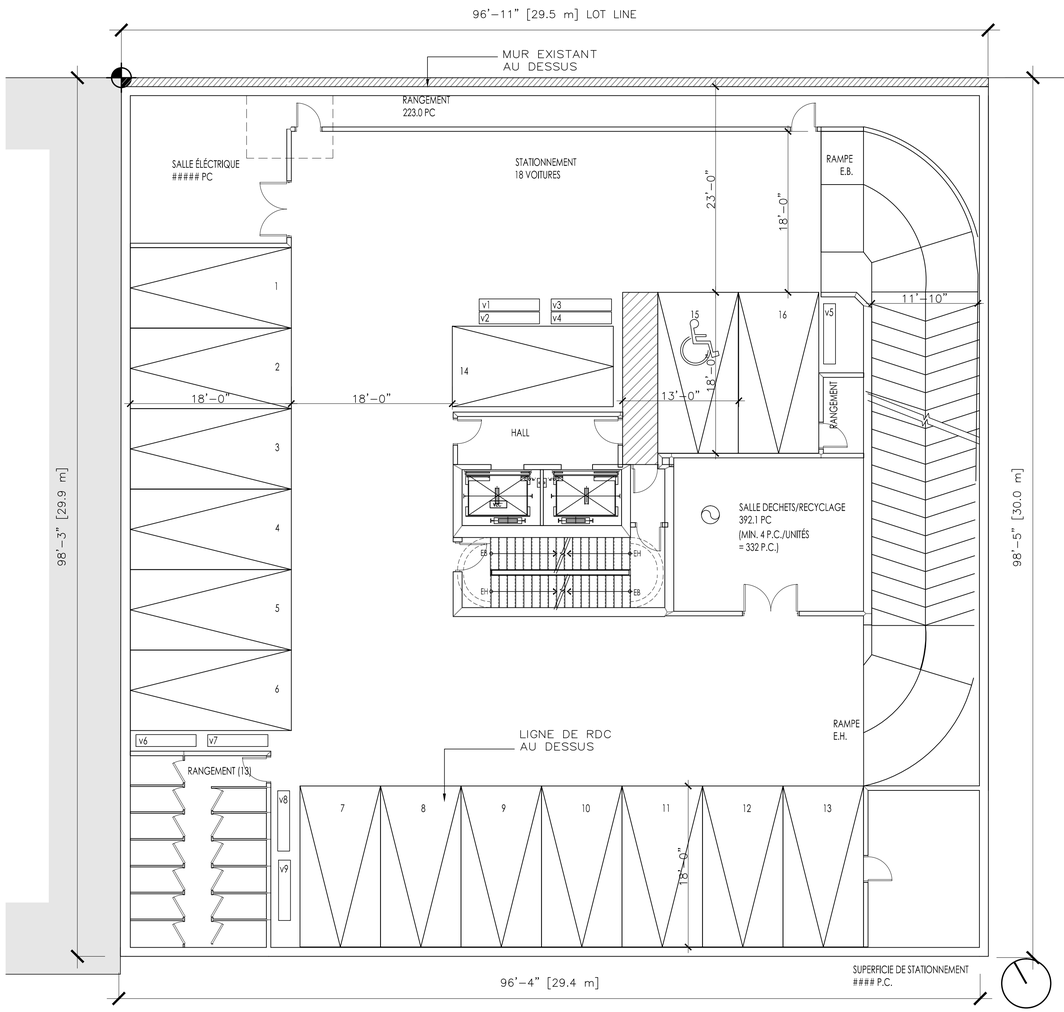
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
SOUS-SOL 2

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn W/NM	dessin/drawing no. A-101
verifie/checked MR	

RUE KING

ÉTAGE	STATIONNEMENT	RANGEMENT	SUPPORT À VÉLO
SOUS-SOL 2	19 VOITURES	59	11
~~SOUS-SOL 1~~	~~16 VOITURES~~	~~14~~	9
TOTAL	35 VOITURES	77	20



1 A-102 PLAN – SOUS-SOL 1
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 1:07PM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
E	05/02/2018	MUR AVANT CONSERVÉ
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
SOUS–SOL 1

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/NM	dessin/drawing no. A-102
verifie/checked MR	

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
H	05/02/2018	MUR AVANT CONSERVÉ
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
F	27/09/2017	AJUSTEMENTS FENÊTRES
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/11/2016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

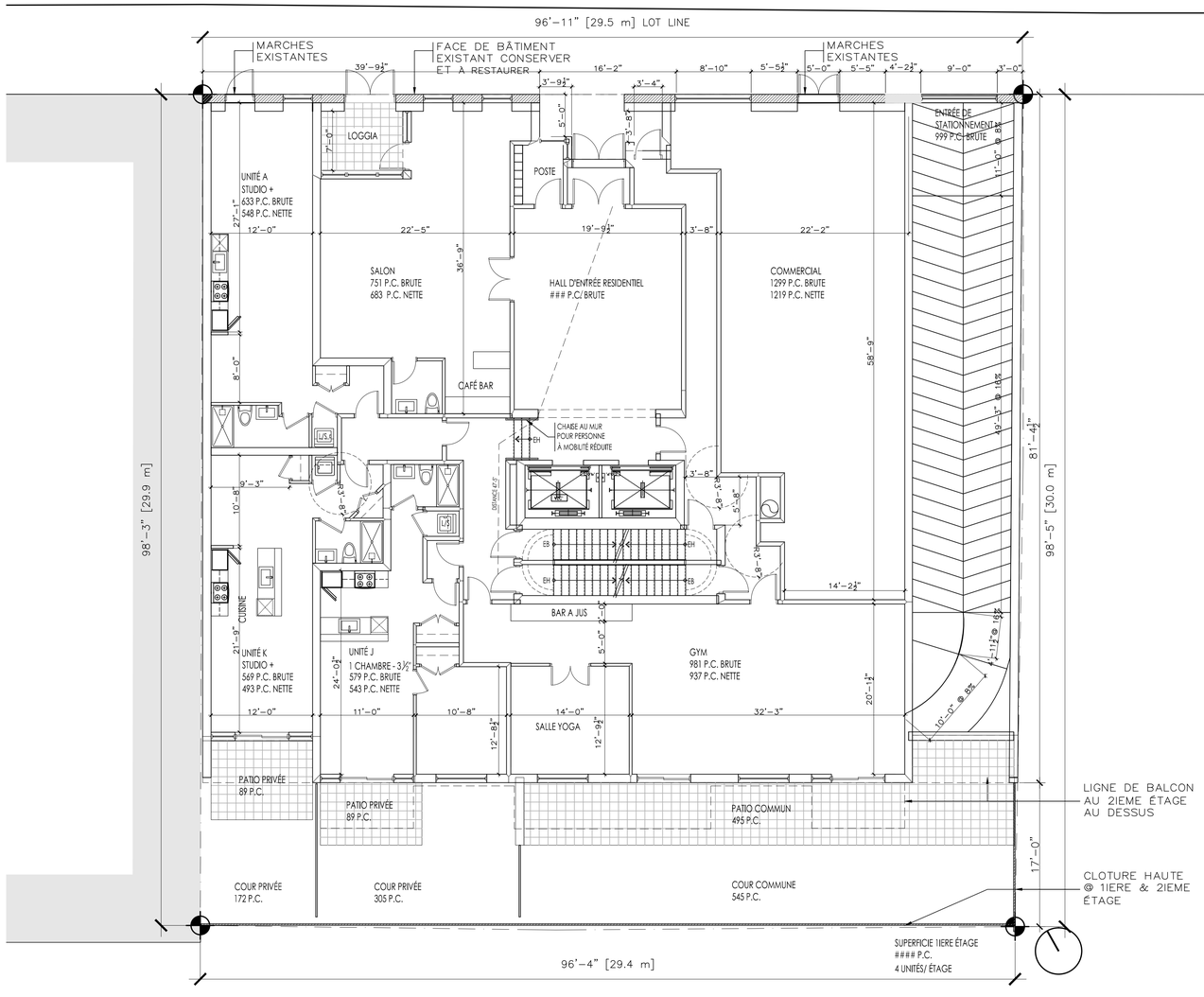
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

PLAN RDC
OPTION 1

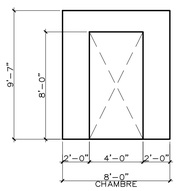
echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ/NM	dessin/drawing no. A-103
verifie/checked MR	

RUE KING

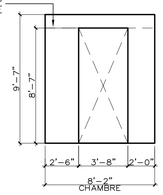


1 / A-103 PLAN -1IERE ETAGE
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg - 2018.02.06 - 1:07PM - Plotted by nicka



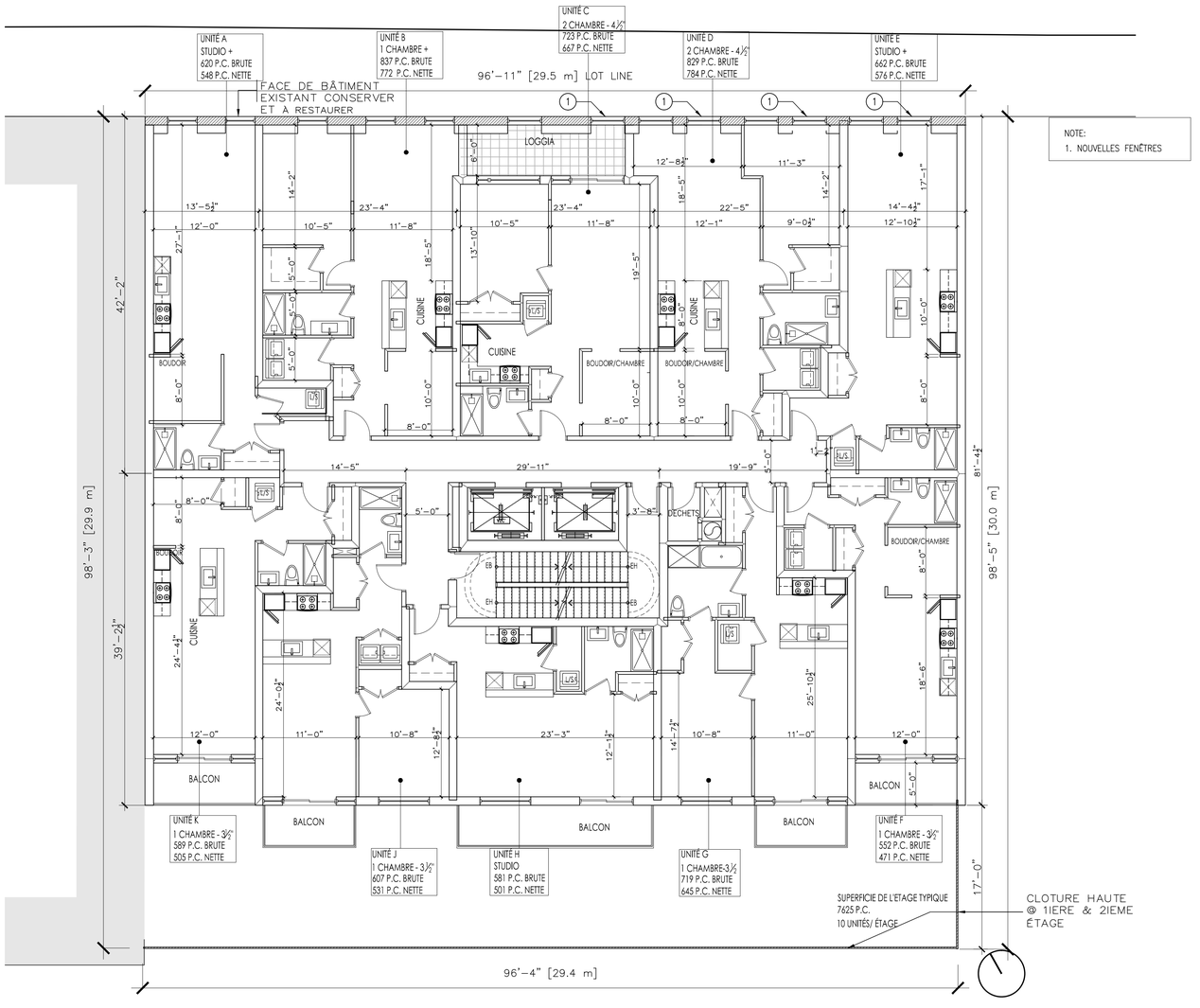
UNITÉ C & D	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	32
%	41.74



UNITÉ F	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	78
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	40.21

1 A-104 ELEVATION D'UNITÉS
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"

RUE KING



NOTE:
1. NOUVELLES FENÊTRES

1 A-104 PLAN TYPIQUE–2IEME–4IEME ETAGE
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 1:07PM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
H	05/02/2018	MUR AVANT CONSERVÉ
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
F	27/09/2017	AJUSTEMENTS FENÊTRES
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

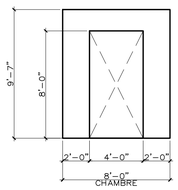
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
2IEME – 4IEME
OPTION 1

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ/NM	dessin/drawing no. A-104
verifie/checked MR	

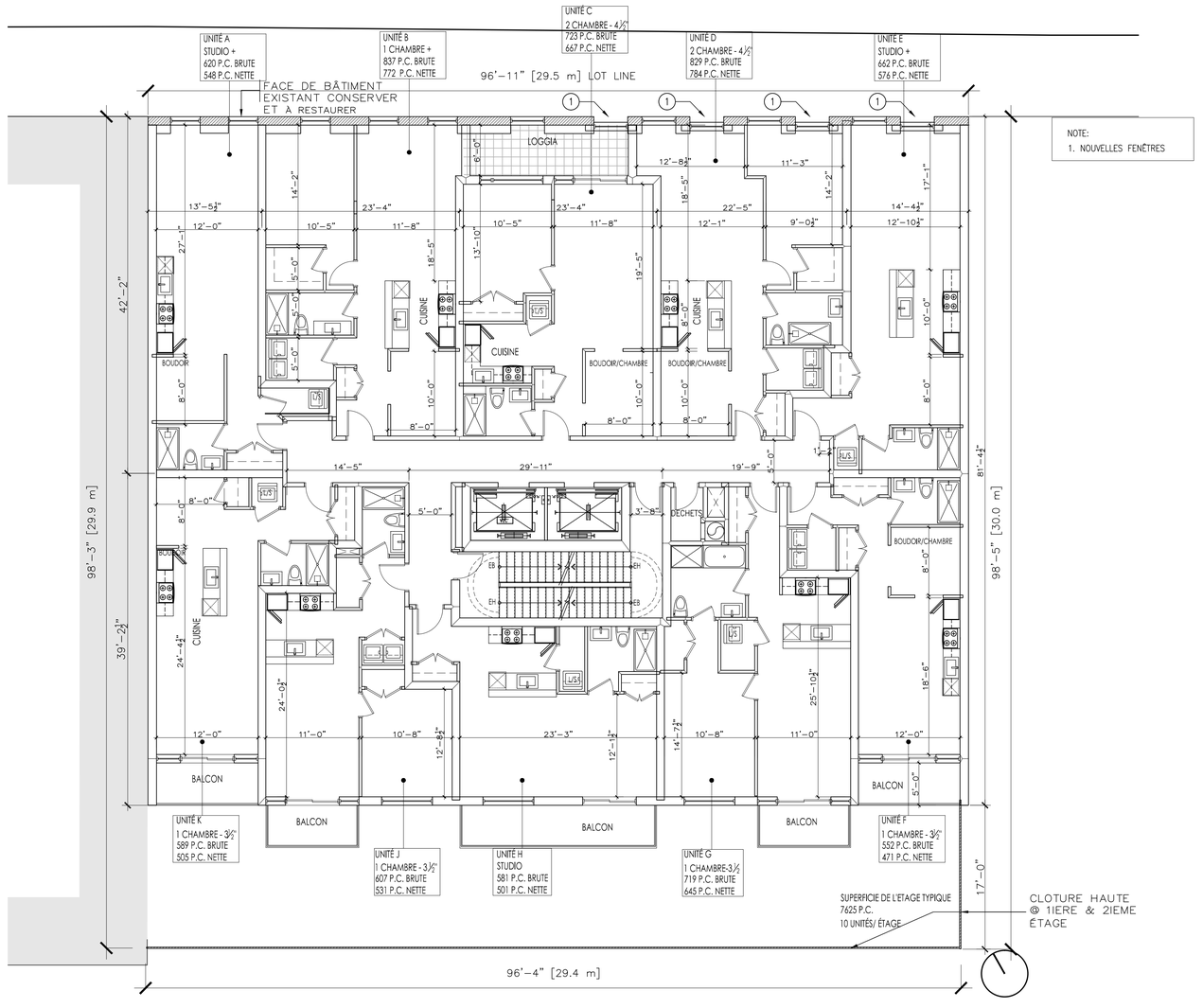


UNITÉ C & D	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	32
%	41.74

UNITÉ F	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	78
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	40.21

1 ELEVATION D'UNITÉS
A-104 ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"

RUE KING



NOTE:
1. NOUVELLES FENÊTRES

1 PLAN TYPIQUE-2IEME-4IEME ETAGE
A-104A ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
F	27/09/2017	AJUSTEMENTS FENÊTRES
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

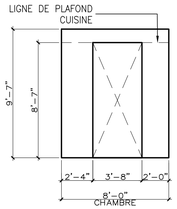
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

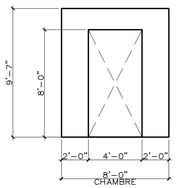
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
2IEME - 4IEME
OPTION 2

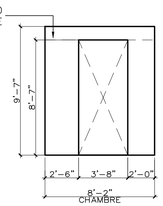
echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-104A
verifie/checked MR	



UNITÉ A	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	41.05



UNITÉ D	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	32
%	41.74



UNITÉ E, F & K	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	78
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	40.21

1 / A-105 **ELEVATION D'UNITÉS**
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"

RUE KING

UNITÉ A
STUDIO +
471 P.C. BRUTE
403 P.C. NETTE

UNITÉ B
1 CHAMBRE +
580 P.C. BRUTE
521 P.C. NETTE

UNITÉ C
1 CHAMBRE - 3½"
541 P.C. BRUTE
491 P.C. NETTE

UNITÉ D
1 CHAMBRE +
550 P.C. BRUTE
492 P.C. NETTE

UNITÉ E
STUDIO +
486 P.C. BRUTE
419 P.C. NETTE

96'-11" [29.5 m] LOT LINE

FACE DE FACADE EXISTANT

TOIT TERRASSE

TOIT EL: +145.45'

LOGGIA

CUISINE

BOUDOIR/CHAMBRE

BOUDOIR

BOUDOIR / CHAMBRE

DÉCHETS

BALCON

98'-3" [29.9 m]

98'-5" [30.0 m]

39'-2½"

32'-4"

UNITÉ K
1 CHAMBRE - 3½"
555 P.C. BRUTE
483 P.C. NETTE

UNITÉ J
1 CHAMBRE - 3½"
570 P.C. BRUTE
508 P.C. NETTE

UNITÉ H
STUDIO
573 P.C. BRUTE
513 P.C. NETTE

UNITÉ G
1 CHAMBRE-3½
680 P.C. BRUTE
616 P.C. NETTE

UNITÉ F
1 CHAMBRE - 3½
543 P.C. BRUTE
472 P.C. NETTE

SUPERFICIE DE L'ETAGE TYPIQUE
6455 SQ. FT. P.C.
10 UNITÉS/ ÉTAGE

CLOTURE HAUTE
@ 11ERE & 21EME
ÉTAGE

96'-4" [29.4 m]

1 / A-105 **PLAN 5IEME ETAGE**
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	27/09/2017	AJUSTEMENTS FENÊTRES
F	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

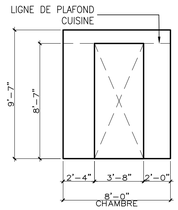
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

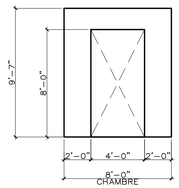
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
5IEME

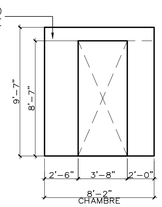
echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-105
verifie/checked MR	



UNITÉ A	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	41.05

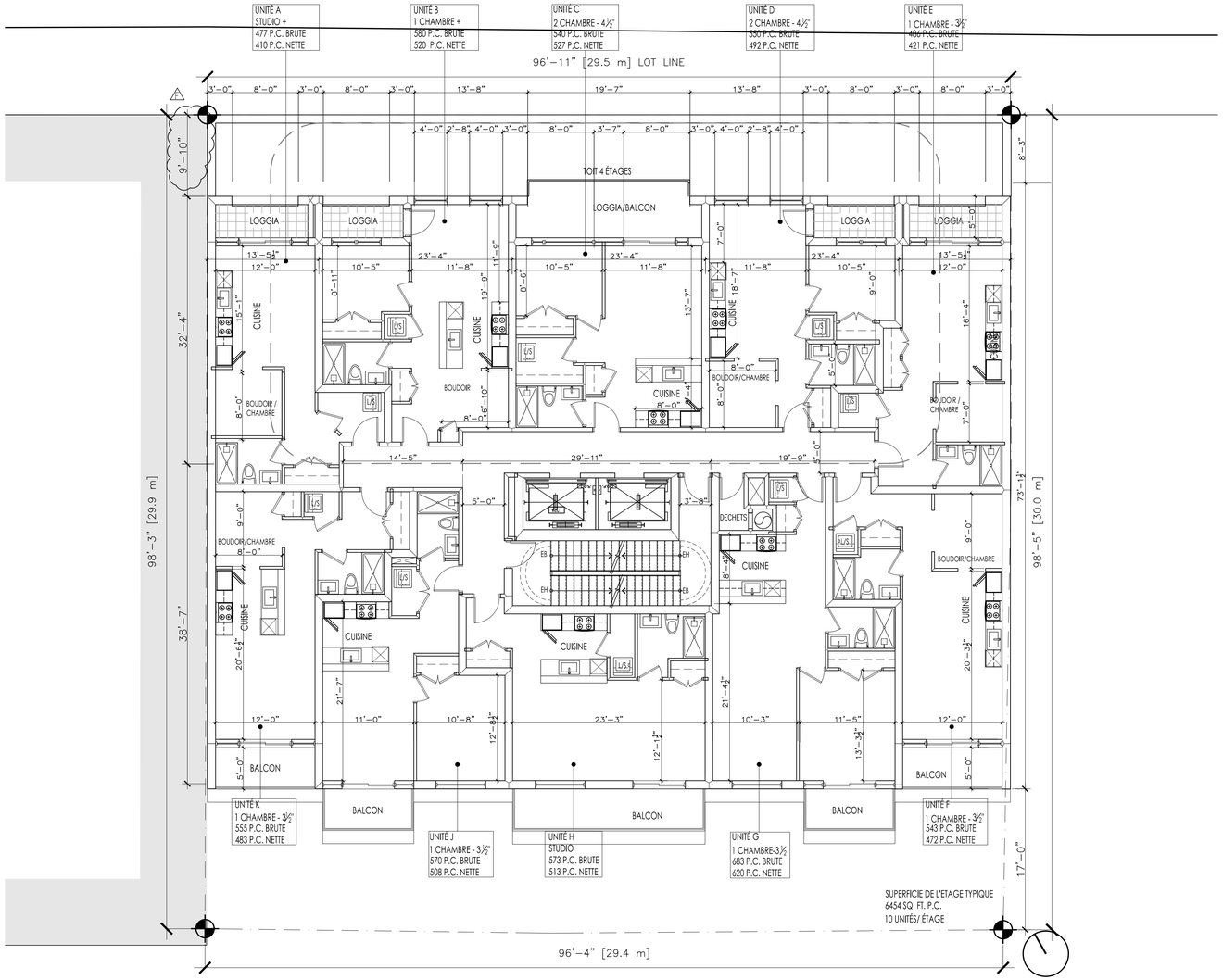


UNITÉ D	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	32
%	41.74



UNITÉ E , F & K	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	78
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	40.21

1 ELEVATION D'UNITÉS
A-106 ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"



1 PLAN 6IEME–8IEME ETAGE
A-106 ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
F	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

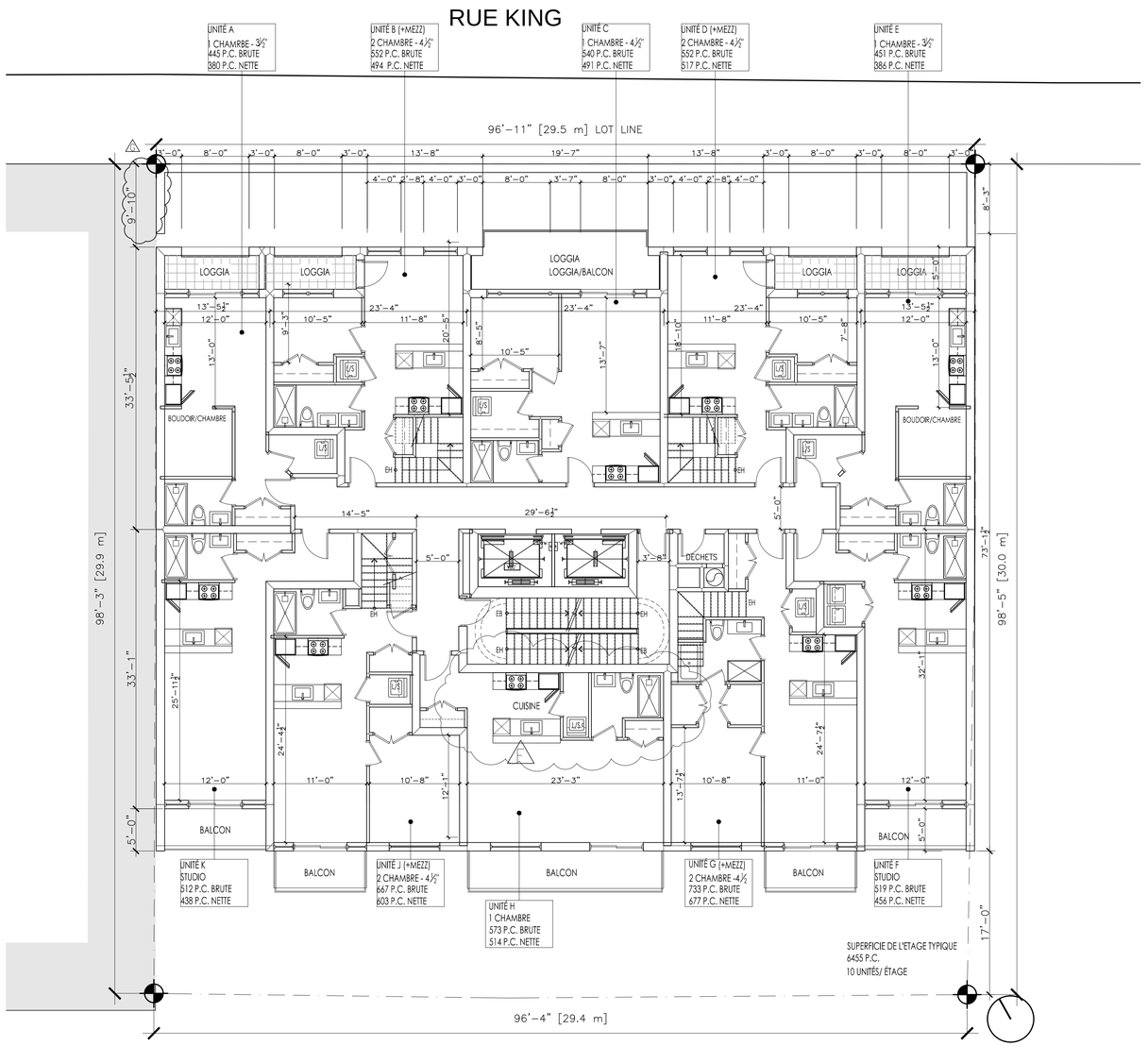
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

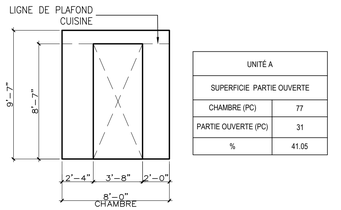
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
6IEME – 8IEME

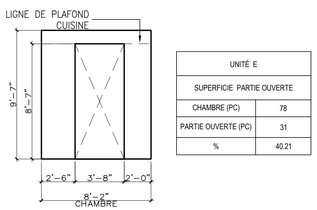
echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-106
verifie/checked MR	



1 PLAN – 9IEME ETAGE
A-107 ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"



UNITÉ A	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	77
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	41.05



UNITÉ E	
SUPERFICIE PARTIE OUVERTE	
CHAMBRE (PC)	78
PARTIE OUVERTE (PC)	31
%	40.21

1 ELEVATION D'UNITÉS
A-107 ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
H	27/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
G	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
F	4/09/2017	AJUSTEMENT MEZZANINE
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

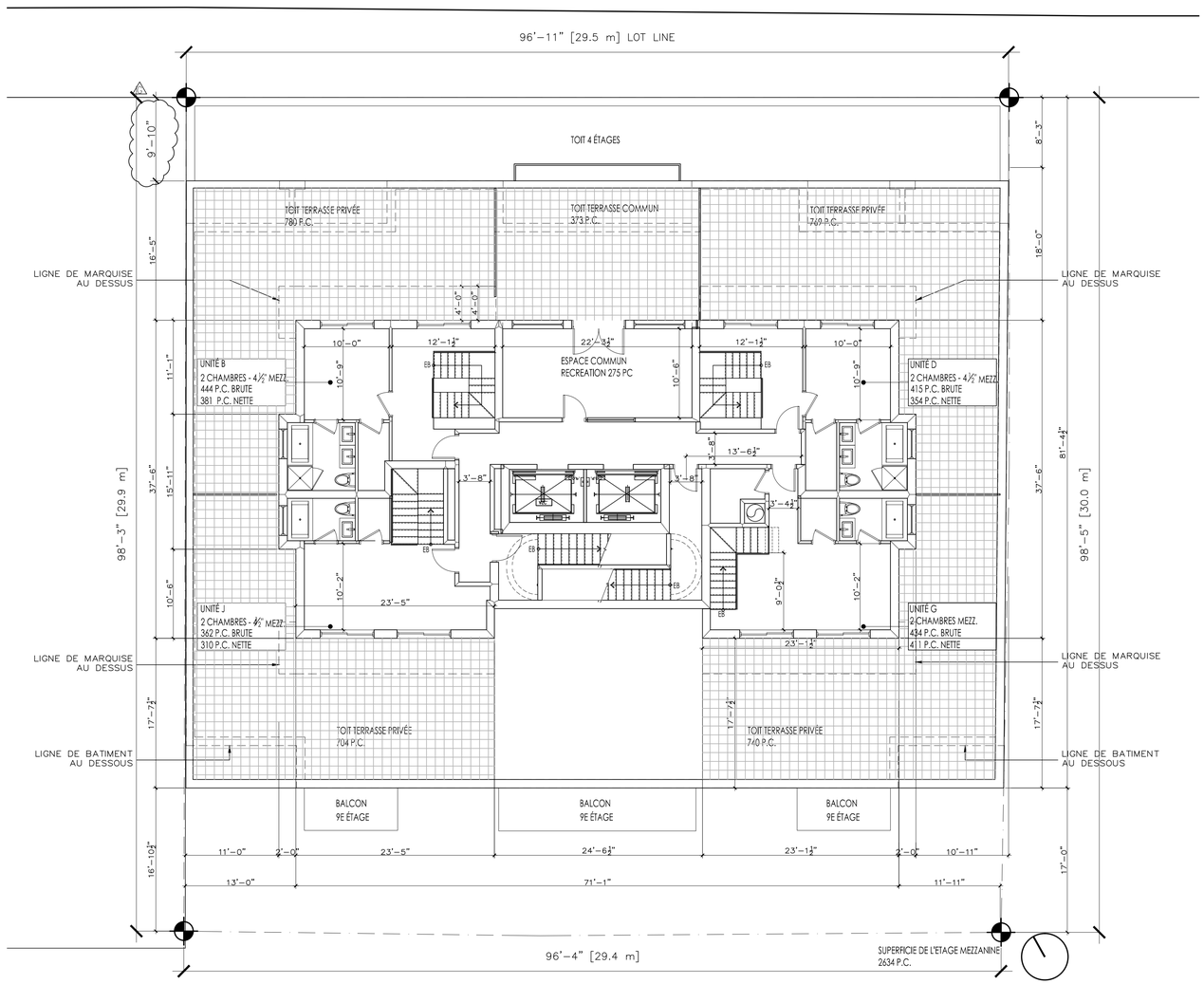
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
9IEME

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-107
verifie/checked MR	

RUE KING



1 / A-108 PLAN – 10IEME ETAGE
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
H	28/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
G	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
F	4/09/2017	AJUSTEMENT MEZZANINE AU TOIT (40%)
E	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
D	24/07/2017	AJUSTEMENTS DIVERS
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

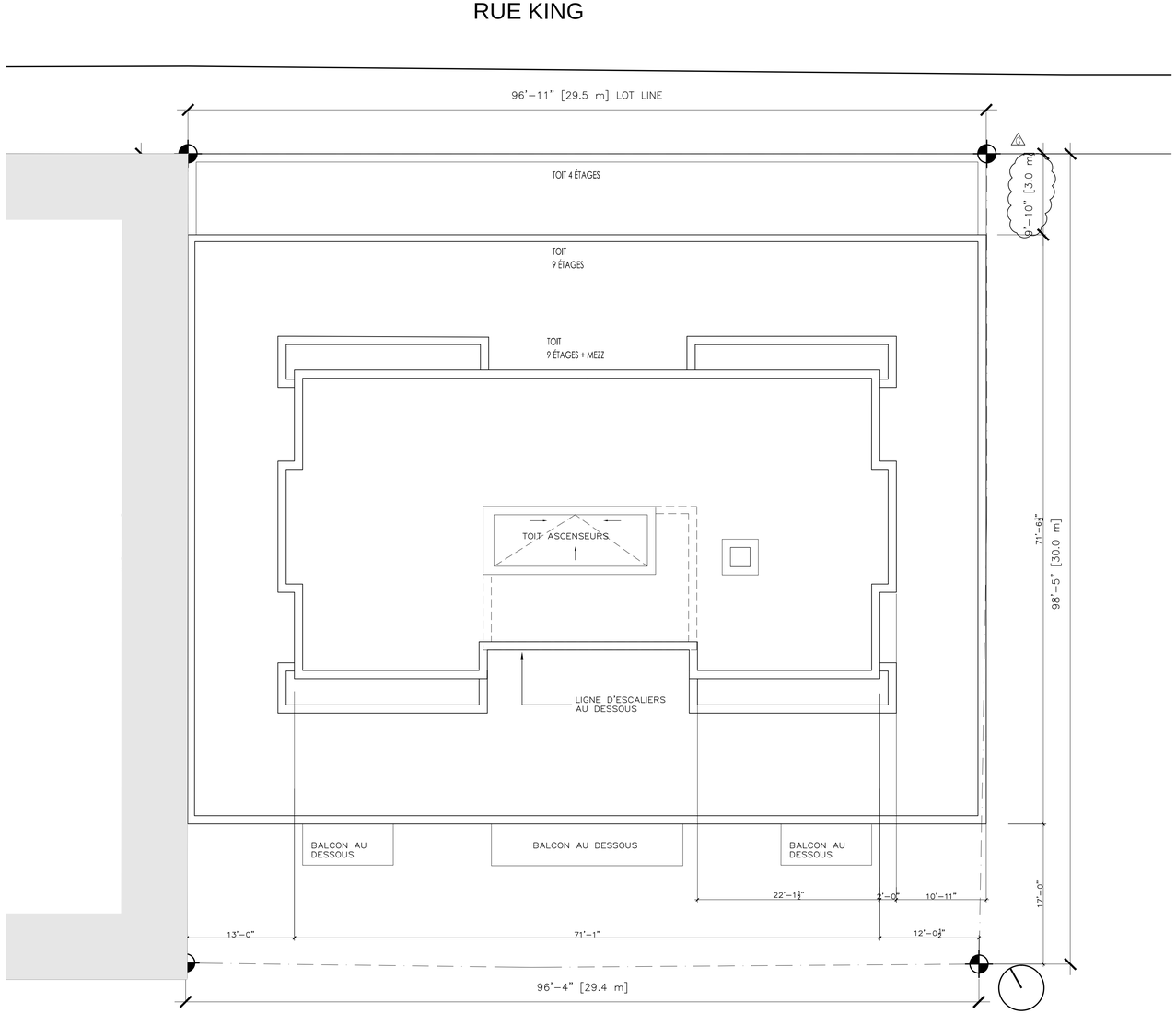
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ETAGES
10IEME

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-108
verifie/checked MR	



1 PLAN – TOIT
A-109 ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	11/09/2017	AJUSTEMENTS PLANS
E	4/09/2017	AJUSTEMENT MEZZANINE AU TOIT
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

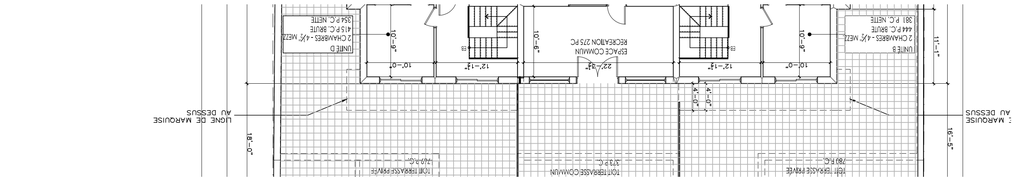
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

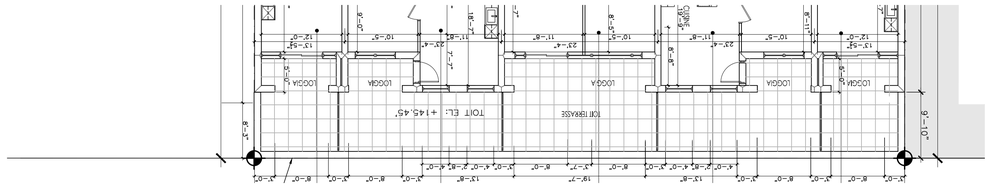
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN TOIT

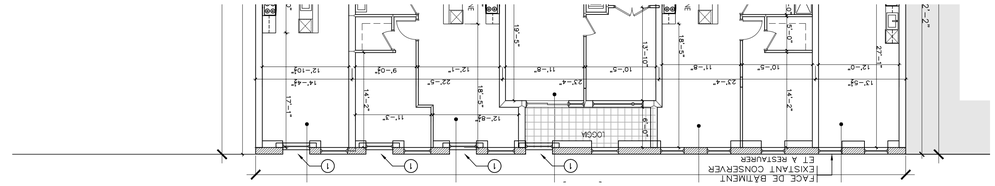
echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-109
verifie/checked MR	



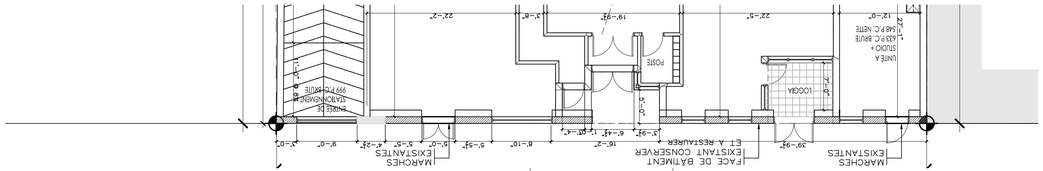
5 Penthouse
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



4 5ieme–8ieme
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



3 2ieme–4ieme
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



2 1iere
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



1 REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE / PIERRE EXISTANT À RESTAURER
2 MAÇONNERIE DE BRIQUE
3 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE MÊME COULEUR QUE FENÊTRE
4 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
4A REVÊTEMENT MÉTALLIQUE UNI
5 PORTE ET FENÊTRES EN ALUMINIUM COULEUR GRIS CHARBON
5A NOUVELLE FENÊTRE
6 MARQUISE EN ACIER ET VERRE
7 GARDE–CORPS VITRÉ CLAIR
7A GARDE–CORPS VITRÉ GIVRÉ
8 ÉCRAN PRIVÉE / EN VERRE OPAQUE
9 PORTE COMMERCIALE EN ALUMINIUM
10 PORTE DE GARAGE
11 PORTE EN ACIER ISOLÉ
12 SOLIN MÉTALLIQUE TYPE
13 CORNICHE EXISTANTE À RESTAURER
14 SOLIN MÉTALLIQUE
15 FER "C" EXISTANT
15A NOUVEAU FER "C" TEL QUE EXISTANT

1 elevation king
A-200.2A ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

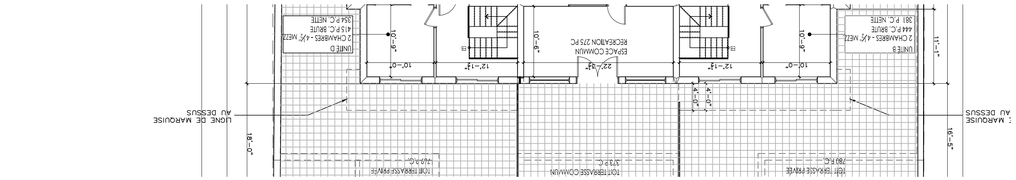
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

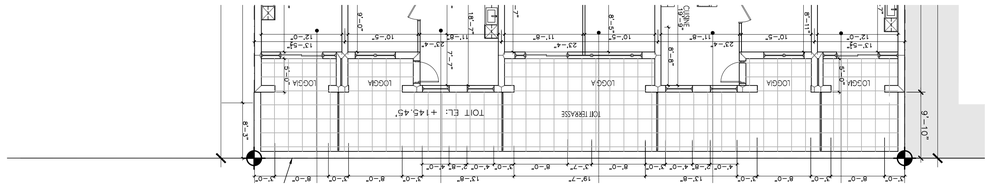
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION – RUE KING
OPTION 2

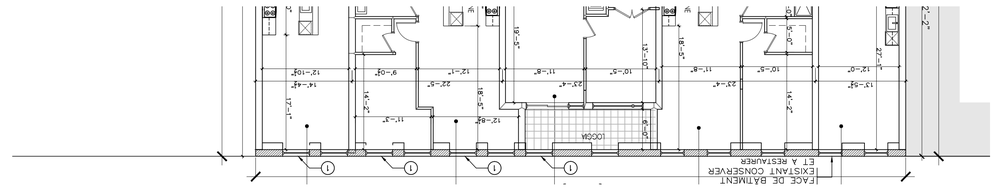
echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/TNH/AZ	dessin/drawing no. A-200.2A
verifie/checked MR	



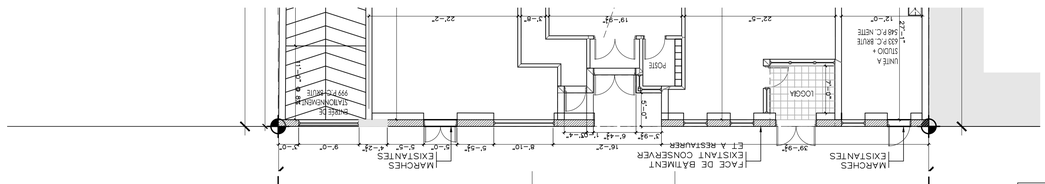
5 **Penthouse**
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



4 **5ieme–8ieme**
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



3 **2ieme–4ieme**
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



2 **1iere**
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



1 REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE / PIERRE EXISTANT À RESTAURER
2 MAÇONNERIE DE BRIQUE
3 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE MÊME COULEUR QUE FENÊTRE
4 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
4A REVÊTEMENT MÉTALLIQUE UNI
5 PORTE ET FENÊTRES EN ALUMINIUM COULEUR GRIS CHARBON
5A NOUVELLE FENÊTRE SIMILAIRE À L'EXISTANT
6 MARQUISE EN ACIER ET VERRE
7 GARDE-CORPS VITRÉ CLAIR
7A GARDE-CORPS VITRÉ GIVRÉ
8 ÉCRAN PRIVÉE / EN VERRE OPAQUE
9 PORTE COMMERCIALE EN ALUMINIUM
10 PORTE DE GARAGE
11 PORTE EN ACIER ISOLÉ
12 SOLIN MÉTALLIQUE TYPE
13 CORNICHE EXISTANTE À RESTAURER
14 SOLIN MÉTALLIQUE
15 FER "C" EXISTANT
15A NOUVEAU FER "C" TEL QUE EXISTANT

1 **elevation king**
A-200.2 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

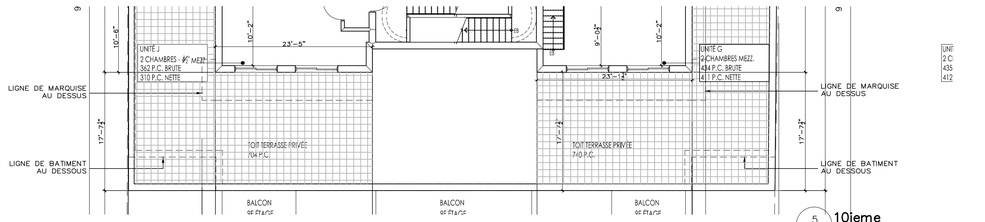
Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION – RUE KING
OPTION 1

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/TNH/AZ	dessin/drawing no. A-200.2
verifie/checked MR	

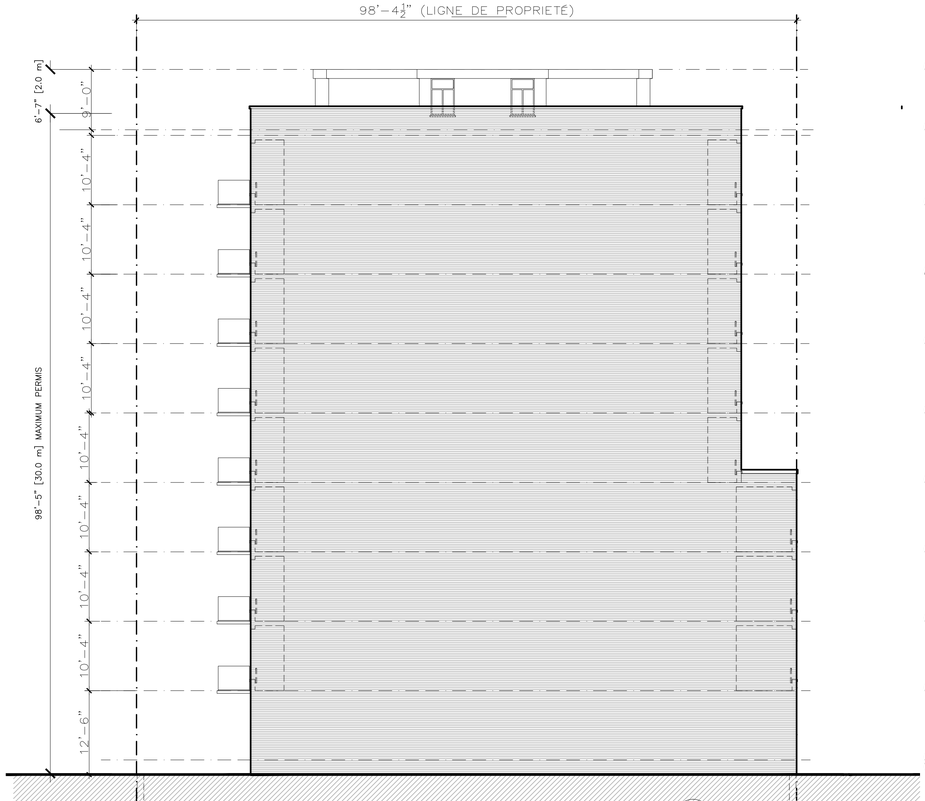


5 10ieme
A-201 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

4 2ieme
A-201 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

3 1iere
A-201 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

1	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE / PIERRE EXISTANT À RESTAURER
2	MAÇONNERIE DE BRIQUE
3	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE MÊME COULEUR QUE FENÊTRE
4	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
4A	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE UNI
5	PORTE ET FENÊTRES EN ALUMINIUM COULEUR GRIS CHARBON
5A	NOUVELLE FENÊTRE SIMILAIRE À L'EXISTANT
6	MARQUISE EN ACIER ET VERRE
7	GARDE-CORPS VITRÉ CLAIR
7A	GARDE-CORPS VITRÉ GIVRÉ
8	ÉCRAN PRIVÉE / EN VERRE OPAQUE
9	PORTE COMMERCIALE EN ALUMINIUM
10	PORTE DE GARAGE
11	PORTE EN ACIER ISOLÉ
12	SOLIN MÉTALLIQUE TYPE
13	CORNICHE EXISTANTE À RESTAURER
14	SOLIN MÉTALLIQUE
15	FER "C" EXISTANT
15A	NOUVEAU FER "C" TEL QUE EXISTANT



2 élévation laterale
A-201 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"



1 élévation arriere
A-201 ÉCHELLE:3/32"=1'-0"

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
D	4/09/2017	AJUSTEMENT MEZZANINE AU TOIT
C	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

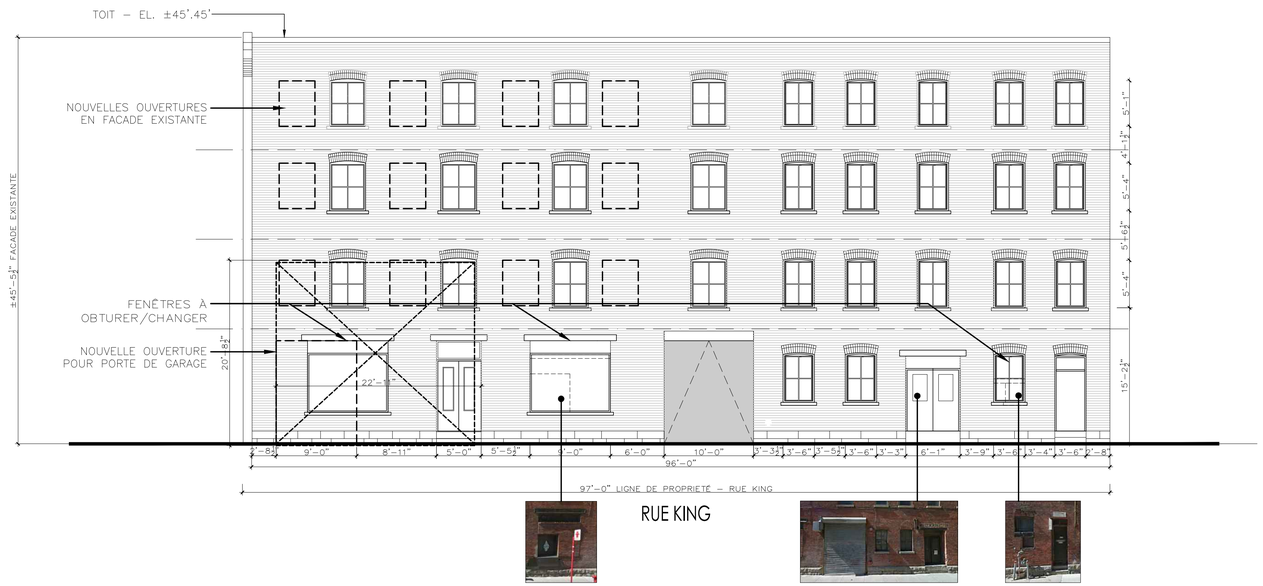
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144-150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION - ARRIERE
ELEVATION - LATÉRALE

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 16-55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn VV	dessin/drawing no. A-201
verifie/checked MR	

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg - 2018.02.06 - 11:10AM - Plotted by nicka



1 élévation king
A-202.0 ÉCHELLE: 1/8"=1'–0"

C:\Users\nicka\appdata\local\temp\AcPublish_3816\NEW KING.dwg – 2018.02.06 – 11:10AM – Plotted by nicka

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts–conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 06.02.2018
G	02/10/2017	ÉMIS POUR DISCUSSION
D	18/08/2017	EMIS POUR APPROBATION CCU
C	17/112016	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS
B	18/10/2016	EMIS POUR DISCUSSION
A	15/08/2016	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique–électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933–4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E–MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
144–150 RUE KING, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION – RUE KING
NOUVELLE OUVERTURES EN FACADE EXISTANTE

echelle/scale 1/8"=1'–0"	projet/project no. 16–55
date J/M/A 18/08/2017	revision no.
dessine/drawn YF/AZ	dessin/drawing no. A-202.0
verifie/checked MR	

Demande de certificat d'autorisation de démolition #3001237850- AVIS PRÉLIMINAIRE
144, rue King
Unité de paysage Faubourg des Récollets
District électoral : Saint-Jacques

Demandeur : M Marc Rasmussen, architecte
Concepteur : Karl Fisher, architecte
Investissement : 11 M$

Contexte

Une demande vise à autoriser la démolition d'une partie des volumes hors-sol d'un bâtiment de 4 étages datant de 1897 tout en conservant le volume avant, selon les documents fournis par le demandeur.

La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors d'une séance publique dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Le projet a été présenté à deux reprises au CCU, à la séance du mois de juin 2017 (avis préliminaire défavorable) et à celle du mois de septembre 2017 (avis préliminaire favorable avec conditions). Le non-respect des conditions accompagnant l'avis du comité à la séance de septembre nécessite une nouvelle présentation.





Description

Le bâtiment dont la démolition est proposée a abrité des usages d'entrepôt en continu depuis sa construction en 1897 jusqu'à aujourd'hui. Par son gabarit de 4 étages, sa matérialité de brique d'argile rouge sur un socle de pierre grise et ses ouvertures arquées, il est typique de l'architecture industrielle montréalaise de la deuxième moitié du XIXe siècle. Il est l'un des derniers témoins de l'intense activité qui caractérisa le secteur du faubourg des Récollets lors de la Révolution industrielle, avant son déclin à partir de la crise économique de 1929.

Alors que la version initiale du projet prévoyait une démolition complète sur le site, la version actuelle prévoit la démolition de l'ensemble des volumes à l'arrière et le scan 3D, le démantèlement et la reconstruction de la portion avant, visible depuis la voie publique. Les portions de bâtiment conservées sont modifiées de manière importante, par le percement de nouvelles ouvertures. Le projet de remplacement est un bâtiment de dix étages abritant 83 unités

résidentielles aux étages deux à dix et un espace commercial au rez-de-chaussée. 34 unités de stationnement sont prévues, réparties sur deux niveaux souterrains.

Paramètres réglementaires
L'analyse réglementaire préliminaire reste à compléter pour le projet. Des ajustements sont donc à prévoir.

La proposition de démolition du bâtiment doit être évaluée en vertu des critères prévus à l'article 16 du Règlement sur la démolition d'immeubles CA-24-215.

1° *l'état de l'immeuble visé par la demande;*

2° *la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;*

3° *le coût de la restauration;*

4° *l'utilisation projetée du sol dégagé;*

5° *tout autre critère pertinent, notamment, lorsque le bâtiment comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires.*

Justification

Après avoir analysé les documents préparés par Karl Fisher architectes, déposés le 14 novembre 2017 à l'arrondissement de Ville-Marie, la Division de l'urbanisme et du développement économique recommande au Comité consultatif d'urbanisme de donner un avis préliminaire **défavorable** à la demande de certificat d'autorisation de démolition, en tenant compte des considérations suivantes :

- Le bâtiment présente un intérêt historique comme l'un des derniers témoins de l'intense activité commerciale et industrielle qui caractérisa le Faubourg des Récollets lors de la deuxième moitié du XIXe siècle. Sa matérialité et la composition de sa façade sont typiques de cette période et dénotent une conception soignée présentant un intérêt architectural certain. Sa démolition et reconstruction approximative dans un nouveau projet représenterait un appauvrissement de la valeur patrimoniale du site.

- L'ampleur de l'intervention de scan 3D, démantèlement et reconstruction, qui touche la totalité de la façade, et le fait que la reconstruction en modifie son apparence de façon importante neutralise dans les faits la valeur patrimoniale du bâtiment. Celui-ci perd ainsi complètement son authenticité, qui est le fondement de sa valeur historique. Un tel projet de démantèlement / reconstruction pourrait par contre convenir à petite échelle, par exemple pour la reconstitution d'une section mineure de la façade.

Thomas Fontaine, architecte

Mise à jour :
14 novembre 2017

144, rue King





Photo 2017



Croquis perspectif du projet de remplacement

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

23 Janvier 2018
18 h

salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Caroline Déom, membre

Mme Anniken Kloster, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Christian Ducharme, membre

M. Antonin Labossière, membre

M. Louis Stabile, membre

M. Bruno Collin, chef d'équipe et conseiller en aménagement

M. Francis Lefebvre, architecte – planification

M. Thomas Fontaine, architecte – planification

M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 5 personnes

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 18 h. Il présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le vice-président fait lecture de l'ordre du jour; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

Le vice-président précise qu'après la présentation de la demande une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

a) 1462, rue Panet

Le vice-président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 18 décembre 2017, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

Le vice-président invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 1462, rue Panet, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel et communautaire de 3 étages comprenant 9 chambres et 6 studios.

La demande de démolition et le projet de remplacement sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, le vice-président remercie monsieur Lefebvre et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

Le secrétaire d'arrondissement fait lecture du projet de décision; après que madame Anniken Kloster eut proposé son adoption et que madame Caroline Déom eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment présente un intérêt architectural et historique faible;

Considérant que le projet de remplacement présente des qualités architecturales supérieures au bâtiment démoli, et est adéquatement intégré à son environnement;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1462, rue Panet.

Adoptée à l'unanimité

Le vice-président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

b) 144, rue King

Le vice-président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 18 décembre 2017, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'une lettre d'opposition à cette demande a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

Le vice-président invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 144, rue King, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 9 étages.

La demande de démolition et le projet de remplacement sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, le vice-président remercie monsieur Fontaine et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- à l'architecture simple du projet de remplacement;
- à l'importance de préserver la façade du bâtiment existant.

Le secrétaire d'arrondissement fait lecture du projet de décision; après que madame Maria Karteris eut proposé son adoption et que monsieur Christian Ducharme eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment présente un intérêt historique comme l'un des derniers témoins de l'intense activité commerciale et industrielle qui caractérisa le Faubourg des Récollets lors de la deuxième moitié du XIXe siècle;

Considérant que sa matérialité et la composition de sa façade sont typiques de cette période et dénotent une conception soignée présentant un intérêt architectural certain;

Considérant que le démantèlement et la reconstruction de la totalité de la façade, modifie son apparence de façon importante neutralise la valeur patrimoniale du bâtiment. Celui-ci perdrait ainsi complètement son authenticité, qui est le fondement de sa valeur historique.

Il est résolu :

De refuser la demande de démolition du bâtiment portant le numéro 144, rue King.

Adoptée à l'unanimité

Le vice-président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 18 h 12.

2018/02/01

Me Domenico Zambito date
Secrétaire d'arrondissement

2018/02/0

M. Richard Ryan date
Vice-président du comité

FRW FISCHER RASMUSSEN WHITEFIELD ARCHITECTES

Montréal le 5 février 2018

Me Zambito, secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie
Division de l'urbanisme et du développement économique
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
zambito@ville.montreal.qc.ca

Objet : Projet résidentiel 144 rue King

Cher M. Zambito

Pour faire suite à l'avis défavorable du comité de démolition du 23 janvier 2018, nous désirons faire appel de la décision et présenter un projet dans le lequel nous conserverons la façade du bâtiment existant. Le projet avait déjà reçu un avis préliminaire favorable le 8 septembre 2017 lorsqu'on avait prévu de garder la façade existante et c'est ce que nous proposons maintenant.

Comme nous n'avons pas accès au site autrement que par la rue King nous voulons quand même avoir une ouverture temporaire minimale durant la construction qui correspondra à peu de chose près aux ouvertures existantes ou futures du projet.

Suite aux commentaires reçus le 8 septembre 2017, nous avions faits les changements suivants :

-modifié les ouvertures du RDC pour conserver le plus d'ouvertures existantes
-modifié la partie supérieure avec un traitement contemporain.
-modifié la partie qui est maintenant en retrait à 3m du mur existant conservé.

Nous ajusterons ultérieurement légèrement l'élévation sur la rue King à partir du 4ieme étage, au besoin, suite aux commentaires de la ville.

Veuillez agréer, Monsieur Zambito nos salutations distinguées.



Marc Rasmussen, architecte

c.c. Joe Levine
p.j. Résumé du CCU du 8 septembre 2017, plans

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186673005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), une ordonnance permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, pour chaque événement identifié au dossier;

D'édicter, en vertu du Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., c. O.1,), l 'ordonnance jointe à la présente permettant la circulation de véhicules hippomobiles, selon les sites et les horaires identifiés dans le Tableau des événements sur le domaine public 2018 (partie 3);

D'édicter, en vertudu Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 Art. 560), l'ordonnance permettant l'installation d'enseignes publicitaires à l'occasion d'un événement, une fête ou d'une manifestation, conformément à l'article 2.1;

D'éditer, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1).

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 10:04

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le neuvième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2018 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) ;
- Règlement sur les véhicules hippomobiles;
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 - Art. 560);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673003 / CA18 240128 adopté le 13 mars 2018 : Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) et édicter les ordonnances
1186673001 / CA18 240070 adopté le 13 février 2018 : Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1ère partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.

Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de projets

Tél : 514.868.4402
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3E PARTIE, A)

Vu les articles 3 et 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673005) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3^{E} PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673005) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
V-1

ORDONNANCE RELATIVE À L'ÉVÉNEMENT « CABANE À SUCRE »

Vu le article 22 du Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., chapitre V-1);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement de Cabane à sucre aux parcs Julia-Drummond, parc Médéric-Martin et parc Cabot organisées en 2018, selon les modalités prévues dans l'Annexe 1, la circulation de véhicules hippomobiles est permise pour faire circuler les visiteurs, selon les trajets identifiés à cet effet.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire des événements indiqués à l'Annexe 1.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673005*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. **Ordonnance relative à la programmation des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures autoportantes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 493.

Ces bannières doivent être fixées solidement, elles doivent être faites d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3E PARTIE, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1, édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), est autorisée.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673005 *) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Bannières Enseignes Projections	CA-24-085 art.29 Fanions	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Journée internationale de la santé	Eglise de la scientologie	14-Apr	Toussaint-Louverture	9 h à 16 h	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	N-PA
Célébration de Pâques	Cathédrale orthodoxe russe Saint-Pierre et Saint-Paul	12 au 13 avril	Parcours : **SUR LE TROTTOIR** - À partir de l'église située au 1151, Champlain, la procession fait le tour du quartier en longeant le trottoir nord de René-Lévesque en direction est, le trottoir ouest de Papineau vers le nord, le trottoir sud de Sainte-Rose vers l'ouest et le trottoir ouest de Champlain vers le sud. La procession se termine devant l'église où la célébration se poursuit pour environ 15 minutes. Par la suite, les fidèles retournent à l'intérieur de l'église.	23 h à 2 h	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R-MA
Jour de la Terre - La Grande collecte	Jour de la Terre	24-Apr	Stationnement du Gèsu (Rue Saint -Alexandre entre St-Edward et René-Lévesque)	6 h 30 à 17 h	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R-PA
Commémoration de l'incendie du Parlement et ses bibliothèques en 1849	Centre d'histoire de Montréal	25-Apr	Place d'Youville et parvis du Centre d'histoire de Montréal	13 h à 22 h	-	-	-	-	-	13 h à 21 h	-	-	-	-	-	N-AF-PA
BBQ - Blitz	Spectre de rue	26 et 26 avril 2018	Parc Raymond-Blain	10h30 à 20h	-		10h30 à 20h	-	-	10h30 à 20h	-	-	-		-	R-AF-PA
Cabane à sucre	DSLDS	14-Apr-18	Parc Julia-Drummond	11h à 15h	-		11h à 15h	-	-	11h à 15h	-	-	-	11h à 15h	-	R-A-GA
Cabane à sucre	DSLDS	21 avil 2018	Parc Médéric-Martin	11h à 15h	-		11h à 15h	-	-	11h à 15h	-	-	-	11h à 15h	-	R-A-GA
Cabane à sucre	DSLDS	28 avil 2018	Square Cabot	11h à 15h	-		11h à 15h	-	-	11h à 15h	-	-	-	11h à 15h	-	R-A-GA
Gala à notre façon : un 5-7 spécial ! Bouger avec nous pour le social !	Loisirs Saint-Jacques	04-May-18	Parc Toussaint-Louverture	13h30 à 20h30	-		13h30 à 20h30	-	-	13h30 à 20h30	13h30 à 20h30	-	-	-	-	R-A-GA
Chasse aux cocos	DSLDS	31-Mar-18	Parc Sainte-Marie	9h à 18h	-		9h à 18h	-	-	9h à 18h	-	-	-	-	-	N-AF-PA
Cyclovia	DSLDS organismes à déterminer	13-May-18	Voie Camillien-Houde Parc du Mont-Royal	6h à 15h	6h30 - 12h30		7h à 15h			7h à 15h	7h à 15h					R - A - GA
		17-Jun-18														
		15-Jul-18														
		19-Aug-18														
		16-Sep-18														
		07-Oct-18														
Quartier nourricier	Carrefour alimentaire	1 mai au 1 juillet 2018	Parc Walter-Stewart La serre Quartier nourricier	8h à 20h	-	8h à 20h	8h à 20h	-	-		8h à 20h	-	-	-	-	N-MA

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes

GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 117)6673020 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1187303006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'installation et le maintien d'un abri temporaire hors de la période autorisée, pour le bâtiment situé au 115, rue Saint-Antoine Ouest – Palais des Congrès

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'installation et le maintien d'un abri temporaire hors de la période autorisée, pour le bâtiment situé au 115, rue Saint-Antoine Ouest – Palais des Congrès

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:23

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187303006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'installation et le maintien d'un abri temporaire hors de la période autorisée, pour le bâtiment situé au 115, rue Saint-Antoine Ouest – Palais des Congrès

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre d'ériger un chapiteau sur le toit du Palais des Congrès hors de la période prévue par la réglementation. Cette dérogation peut être obtenue conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). (3001403571)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le projet
Le site visé est celui du toit du bâtiment du Palais des Congrès. Un jardin-potager est notamment aménagé à un niveau différent du toit : cet usage a fait l'objet d'une autorisation selon la procédure des usages conditionnels. Il est proposé d'installer un chapiteau dans la partie est du bâtiment qui fait face à la rue Saint-Urbain pour y tenir des événements corporatifs.

Le cadre réglementaire
Selon l'article 439.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282), un abri temporaire autre qu'un abri temporaire d'automobile est autorisé seulement du 15 octobre au 15 avril.

JUSTIFICATION

Les dispositions relatives aux abris temporaires visent uniquement les abris pour piéton protégeant de la neige de la même manière que les abris temporaire d'automobiles familièrement connu sous le nom d'abris « tempo ». Par conséquent, la demande est justifiable puisque l'installation du chapiteau est limitée aux mois estivaux et printaniers, soit l'exact opposé du règlement. Enfin, puisque la structure n'est pas visible du domaine public, celle-ci n'a aucun impact en lien avec les considérations d'intégration architecturale.
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux

entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél :	514 872-8524	**Tél :**	514 872-9545
Télécop. :	514 123-4567	**Télécop. :**	514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-23

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
n° à venir
4.4.4

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	115, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser un chapiteau sur le toit du Palais des Congrès hors de la période prévue par la réglementation. Le site visé est celui du toit du bâtiment du Palais des Congrès. Un jardin potager est notamment aménagé à un niveau différent du toit : cet usage a fait l'objet d'une autorisation selon la procédure des usages conditionnels. Il est proposé d'installer un chapiteau dans la partie est du bâtiment qui fait face à la rue Saint-Urbain pour y tenir des événements corporatifs. Selon l'article 439.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282), un abri temporaire autre qu'un abri temporaire d'automobile est autorisé seulement du 15 octobre au 15 avril. Les dispositions relatives aux abris temporaires visent les abris pour piéton protégeant de la neige de la même manière que les abris temporaires d'automobiles familièrement connus sous le nom d'abris « tempo ». Par conséquent, la demande est justifiable puisque l'installation du chapiteau est limitée aux mois estivaux et printaniers, soit l'exact opposé du règlement. Enfin, puisque la structure n'est pas visible du domaine public, celle-ci n'a aucun impact en lien avec les considérations d'intégration architecturale.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La dérogation vise un objet prévu par le règlement sur les dérogations mineures.
Considérant que :	Les dates prévues par la réglementation ne s'appliquent pas à l'objet de la présente demande.
Considérant que :	Le chapiteau proposé n'a aucun d'impact sur la qualité architecturale du bâtiment du Palais des Congrès puisqu'il n'est pas visible du domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186673011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018

D'édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:41

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186673011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018

CONTENU

CONTEXTE

Les articles 28 et 28.1 du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-04-006) impliquent l'édiction de diverses ordonnances pour la gestion des activités des amuseurs publics sur le domaine public.
Les ordonnances incluses au présent sommaire décisionnel visent pour l'année 2018 diverses modalités concernant l'obtention d'un d'un permis de musicien, d'amuseur public ou de sculpteur de ballons, et les conditions d'exercice de l'activité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1172624004 / CA 17 240054 Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2017
1172624003 / CA17 240272: Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

DESCRIPTION

Édicter l'ordonnance concernant les modalités pour l'obtention d'un permis et les conditions d'exercice de l'activité.

JUSTIFICATION

Démarche annuelle nécessaire pour l'application du règlement CA-24-006 et de la gestion des activités d'animation par les détenteurs de permis sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ordonnance assure une saine gestion des activités d'animation sur le territoire de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un dépliant d'information est préparé par la Division des communications afin d'indiquer les procédures d'obtention d'un permis, son usage, et de la réglementation qui s'applique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rencontre prévue en mai 2018 avec tous les détenteurs de permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine M GIRARD
Agente culturelle

Tél : 514 872-8844
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice culture, sports, loisirs et développement social
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-27

Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o. 53 Ordonnance sur l'exercice des activités des musiciens et des amuseurs publics sur le domaine public

Vu les articles 28 et 28.1 du *Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Pour la saison 2018, les demandes de permis de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons doivent être faites en complétant le formulaire et en se présentant en personne, du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30, au bureau Accès Montréal-Ville-Marie, situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

2. L'âge minimum pour l'obtention d'un permis est fixé à 16 ans au moment du dépôt de la requête.

3. Lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées sur tout le territoire de l'arrondissement de 9 h à 23 h, à l'exclusion du quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier inclusivement.

4. Malgré l'article 3, lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées dans le quadrilatère mentionné à l'article 3 aux emplacements et heures spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

5. Une prestation d'un musicien ou d'un amuseur public ne peut dépasser une heure sur un même emplacement. Après cette heure, le titulaire de permis doit se déplacer sur un autre emplacement situé à au moins 60 mètres et ne peut revenir sur l'emplacement initial avant au moins une heure.

6. Un seul titulaire de permis de musicien ou d'amuseur public ou une seule formation titulaire d'un permis de musiciens ou d'amuseurs publics à la fois est autorisé à offrir une prestation au même endroit.

7. Sous réserve de l'article 9, l'utilisation d'un équipement d'amplification du son ou une bande sonore d'accompagnement ne peut être entendue à plus de 25 mètres.

8. Pour attirer la foule en vue d'une prestation, un musicien, un amuseur public ou un sculpteur de ballons ne peut utiliser un klaxon, un sifflet ou tout autre instrument ou source de bruit ou de musique pouvant être entendu d'un emplacement voisin où a lieu la prestation d'un autre musicien ou amuseur public.

9. Le son émis par un instrument du groupe des cuivres ou un instrument de percussion ne peut être amplifié.

10. L'utilisation du feu est interdite sur tout le territoire à l'exception des endroits spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

11. Un musicien ou un amuseur public ne peut requérir une somme d'argent à l'occasion d'un spectacle ou d'une prestation autrement qu'en suggérant une contribution volontaire et peut, à cette fin, avoir à ses pieds un récipient quelconque servant à récolter de l'argent ou passer un tel récipient pendant ou à la fin de son spectacle ou de sa prestation. Personne ne peut, au nom d'un musicien ou un amuseur public, récolter de l'argent ou passer un tel récipient au début, pendant ou à la fin d'une prestation.

12. Un sculpteur de ballons peut offrir son produit en affichant clairement le prix demandé sans aucune autre forme de sollicitation.

13. La sollicitation des enfants d'une façon ou d'une autre est prohibée.

14. Un musicien ou amuseur public peut offrir en vente uniquement des services ou des biens, tels que des cassettes, disques, vidéos ou cartes postales, qui découlent directement de sa prestation. Il est autorisé à les offrir en vente sur l'emplacement où il présente une prestation et à l'occasion de cette dernière. Il ne peut pas vendre des produits d'un autre artiste ou groupe auquel il appartient.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673011) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____ 2018, date de son entrée en vigueur*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Implanter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 15:25

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Implanter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth

CONTENU

CONTEXTE

La rue Brennan mesure 10.20 m et est en sens unique vers l'ouest. Elle est amplement large pour permettre deux voies de stationnement simultanées à 2.44 chaque et une voie de circulation à 5.32m. De ce fait, la restriction de stationnement interdit en tout temps du côté sud, n'est pas pertinente et sera remplacé par du stationnement de courte durée et tarifée.
Dans ce sens, nous proposons d'implanter 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth, dans la cité du Multimédia, à proximité du Vieux-Montréal et du quartier des affaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Implanter 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Brennan, côté sud, entre les rues Duke et Nazareth. Retrait du stationnement interdit en tout temps.

JUSTIFICATION

Étant situé dans la cité du Multimédia, à proximité du Vieux-Montréal et du Quartier international de Montréal, cette mesure vise à augmenter l'offre de stationnement de courte durée et tarifée du secteur et, par le fait même, de créer une meilleure rotation des véhicules stationnés sur la rue Brennan.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ajout de revenus reliés à la mise en place de 9 espaces de stationnement tarifés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1, et à nos diverses politiques de circulation et d'attribution d'espaces de stationnement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude CARETTE, Service des infrastructures_voirie et transports
Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Claude CARETTE, 20 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. : 514 872-2802

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-20

AD-TT

AD-TT

AD-TT

rue BRENNAN

5,20 6,20 6,20 6,20 6,20 6,20 6,20 6,20 5,20

L025 L026 L027 L028 L029 L030 L031 L032 L033

L025 L026 L027 L028 L029 L030 L031 L032 L033

6,00 5,20 12,40 12,40 12,40 11,40 6,00

rue NAZARETH

rue DUKE

up-326.dgn Default 2018-02-05 14:24:45 Patrice Dansereau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1187209003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 2e partie, B)

Il est recommandé :

1. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;
2. d'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente de marchandises, de nourriture, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 16:00

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187209003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 2e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un deuxième dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018.

Pour les dérogations, voici les règlements concernés :
· Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
· Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
· Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), article 45;
· Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
· Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), l'ordonnance CA-24-085, o, 87 permettant la distribution d'échantillons des commanditaires reliés.
· Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 90 permettant la peinture sur la chaussé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240690 - -du 12 décembre 2017 pour les mêmes demande
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240125 - 14 mars 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240053 - 14 février 2017 pour les mêmes demandes.

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive,

historique, de développement social. Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal. Les événements concernés sont :

Événements	Organismes	Dates
Rally Anniversaire	**Jewish Unity Partnership**	19-avr-18
Marche pour l'autisme	**Autisme Montréal**	28-avr-18
Black Watch	**Forces armées canadiennes**	06-mai-18
Corvée du Mont-Royal	**Amis de la montagne**	06-mai-18
Marche du Régiment immortel	**Slavic society**	09-mai-18
Conférence tour du silence au Chalet	**Ville de Montréal**	09-mai-18
Défi Canderel	**Défi Canderel**	10-mai-18
La Marche Monde	**OXFAM-Québec**	11-mai-18
Challenge IRCM	**IRCM**	12-mai-18
Course au secondaire	**Grand Défi Pierre Lavoie**	13-mai-18
Chalet	**Fondation du cœur**	16-mai-18
Halo Race	**GMAA**	17-mai-18
Messe Anniveraire	**Ville de Montréal**	17-mai-18
Marche Don	**Collège Français**	18-mai-18
Parade Véchévanka	**Comité d'aide à l'Ukraine de Montréal**	20-mai-18
Chalet	**Convention de la Diversité**	22-mai-18
Courrier pour Équiterre	**Équiterre**	25 et 26 mai
Journée Vélo Boulot	**Go Vélo**	30-mai-18
Procession - Fête de Dieu	**Diocèse de Montreal**	31-mai-18

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Dominique ARCHAMBAULT, Ville-Marie
Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514 872-5189
Télécop. : 514 872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

SERVICE DE LA CULTURE
Division des événements publics

Événements	Organismes	Dates
Rally Anniversaire	**Jewish Unity Partnership**	19-Apr-18
Marche pour l'autisme	**Autisme Montréal**	28-Apr-18
Black Watch	**Forces armées canadiennes**	06-May-18
Corvée du Mont-Royal	**Amis de la montagne**	06-May-18
Marche du Régiment immortel	**Slavic society**	09-May-18
Conférence tour du silence au Chalet	**Ville de Montréal**	09-May-18
Défi Canderel	**Défi Canderel**	10-May-18
La Marche Monde	**OXFAM-Québec**	11-May-18
Challenge IRCM	**IRCM**	12-May-18

Course au secondaire	**Grand Défi Pierre Lavoie**	13-May-18
Chalet	**Fondation du cœur**	16-May-18
Halo Race	**GMAA**	17-May-18
Messe Anniveraire	**Ville de Montréal**	17-May-18
Marche Don	**Collège Français**	18-May-18
Parade Véchévanka	**Comité d'aide à l'Ukraine de Montréal**	20-May-18
Chalet	**Convention de la Diversité**	22-May-18
Courrier pour Équiterre	**Équiterre**	25 et 26 mai
Journée Vélo Boulot	**Go Vélo**	30-May-18
Procession - Fête de Dieu	**Diocèse de Montreal**	31-May-18

Mise à jour le 26 mars 2018

Demandes au Conseil d'arrondissement					
				Ordonnances	
Lieux	**P-1 art. 8 (vente)**			**P-1 art. 3**	**B-3 art. 20**
	Marchandises	**Aliments et boissons non**	**Boissons alcooliques**	**Consommation d'alcool**	**Bruit**
Square Phillips					6h30 à 16h
Place du Canada					6h30 à 16h
Parcours : Union, René-Lévesque, de la Cathédrale					11h à 14h
Parcours : René-Lévesque, Mansfield, de La Gauchetière, Peel					12h30 à 14h30
De Maisonneuve, McGill College, bleury,					10h30 à 13h
Parc du Mont-Royal					9h-16h
Square Cabot-SquareDorschester - rue ste-catherine- rené-lévesque					18h-22h30
chalet du mont royal					14h-17h
Parcours Sherbrooke, McGill College, De Maisonneuve, Crescent, Ste-Catherine					10h30 à 13h
Parc Jeanne-Mance					6h à 17h
Parcours Esplanade, Mont-Royal, Saint-Hubert Berri, Ontario, Saint-Laurent, Rachel					9h30 à 14h30
Parc du Mont-Royal					7h30 à 14h

Arrivée par Pont Jacques-Cartier puis rue De Lorimier, Notre-Dame Est, Pie-IX, Pierre-de-Coubertin et Viau. Stationnement des autobus dans le serteur du Parc Olympique qui est le destination finale.					12h à 18h
Chalet du mont royal				18h-22h30	18h-22h30
Parc du Mont-Royal					7h à 17h
Place Royal et rue Notre-Dame					
Chemin Olmsted - Mont-Royal					9h30 - 13h
Place jacques-Cartier					14h-17h
Chalet du mont royal				8h-16h	8h-16h
Parc du Mont-Royal					6h à 21h
Square Victoria					11h à 18h30
Parcours : René-Lévesque,Peel, ste-catherine Mansfield, cathcart, Robert-Bourassa,					20h30 à 22h

P-12,2	**CA-24-085 art. 45**
Peinture sur la chaussée	**Échantillons**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2e PARTIE, B)

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des marchandises, des aliments, des boissons alcooliques ou non et de consommer des boissons alcooliques sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons alcoolisées ou non doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

– –

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3, o.

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2E PARTIE, B)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 avril 2018 , le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186493001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors du festival gueule d'érable présenté au Vieux-Port de Montréal pour le 28 et 29 avril 2018

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal le 28 et 29 avril 2018.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-26 16:01

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186493001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors du festival gueule d'érable présenté au Vieux-Port de Montréal pour le 28 et 29 avril 2018

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée à l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur. Les événements tenus sur le territoire du Vieux-Port de Montréal font l'objet d'ordonnance en respect de la réglementation municipale. Un travail de collaboration avec la Société du Vieux-Port de Montréal permet, lors des événements, une diffusion sonore respectueuse des citoyens et en conformité avec les exigences réglementaires de l'arrondissement. Aussi, l'article 20.2 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.
Le promoteur aura la responsabilité de se procurer un sonomètre afin qu'il puisse effectuer des mesures sonores lors de l'événement et d'assurer de respecter les limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Le festival gueule d'érable, qui aura lieu le 28 avril de 11h30 à 22h et le 29 avril de 11h30 à 18h, est un nouvel événement familial pour célébrer l'arrivée du printemps sous le thème de la cabane à sucre. Durant les deux journées de l'événement, il y aura de la musique, de la nourriture et des activités pour toute la famille.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut édicter une ordonnance en matière de gestion du bruit en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c.B-3)
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-André VOLCY
Technicien en contôle du bruit

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Stéphanie TURCOTTE
Chef de division permis et inspections

Tél :	XXX-XXX-XXXX	**Tél :**	514 868-5164
Télécop. :	514-872-3567	**Télécop. :**	514 868-4912

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-23

Ville-Marie
Montréal

B-3, o.	**Ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors de l'événement festival gueule d'érable présenté au Vieux-Port de Montréal pour le 28 et 29 avril 2018**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur le Quai Jacques-Cartier le 28 avril entre 11 h30 et 22 h00 et le 29 avril entre 11 h 30 et 18 h 00;

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour l'événement est un Leq de 1 minute de 80 dBA et 100 dBC à la limite Nord du site de l'événement ;

4. Le LCeq 1 minutes ne doit pas dépasser le bruit de fond $LA_{90\%}$ de plus 15 dBC dans la bande d'octave de 63 et 125 Hz entre 11h et 22h, et ce, à un mètre de résidences sensibles, soit les immeubles d'habitation situés sur la rue de la commune entre les rue Saint-Sulpice et Saint-Hubert, identifiées sur la carte en annexe;

5. Les personnes, principalement les enfants, qui assistent à l'événement ne devraient pas être exposés à des niveaux de pression sonore de plus que 94 dBA et 104 dBC sur 15 minutes;

6. Le promoteur doit enregistrer en continu les niveaux sonore en décibels pondérés A et C auxquels le public est exposé et conserver ces enregistrements.

7. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DE L'ÉVÉNEMENT FESTIVAL GUEULE D'ÉRABLE 2018 ET CARTE DE RÉPARTIONS DES RÉSIDENCES

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186493001*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____*avril 2018, date de son entrée en vigueur.*

PROGRAMMATION OFFICIELLE DU FESTIVAL GUEULE D'ÉRABLE 2018

FICHE TECHNIQUE :

LIEU : QUAI JACQUES-CARTIER, VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

3000 FESTIVALIERS ATTENDUS POUR L'ÉVÉNEMENT

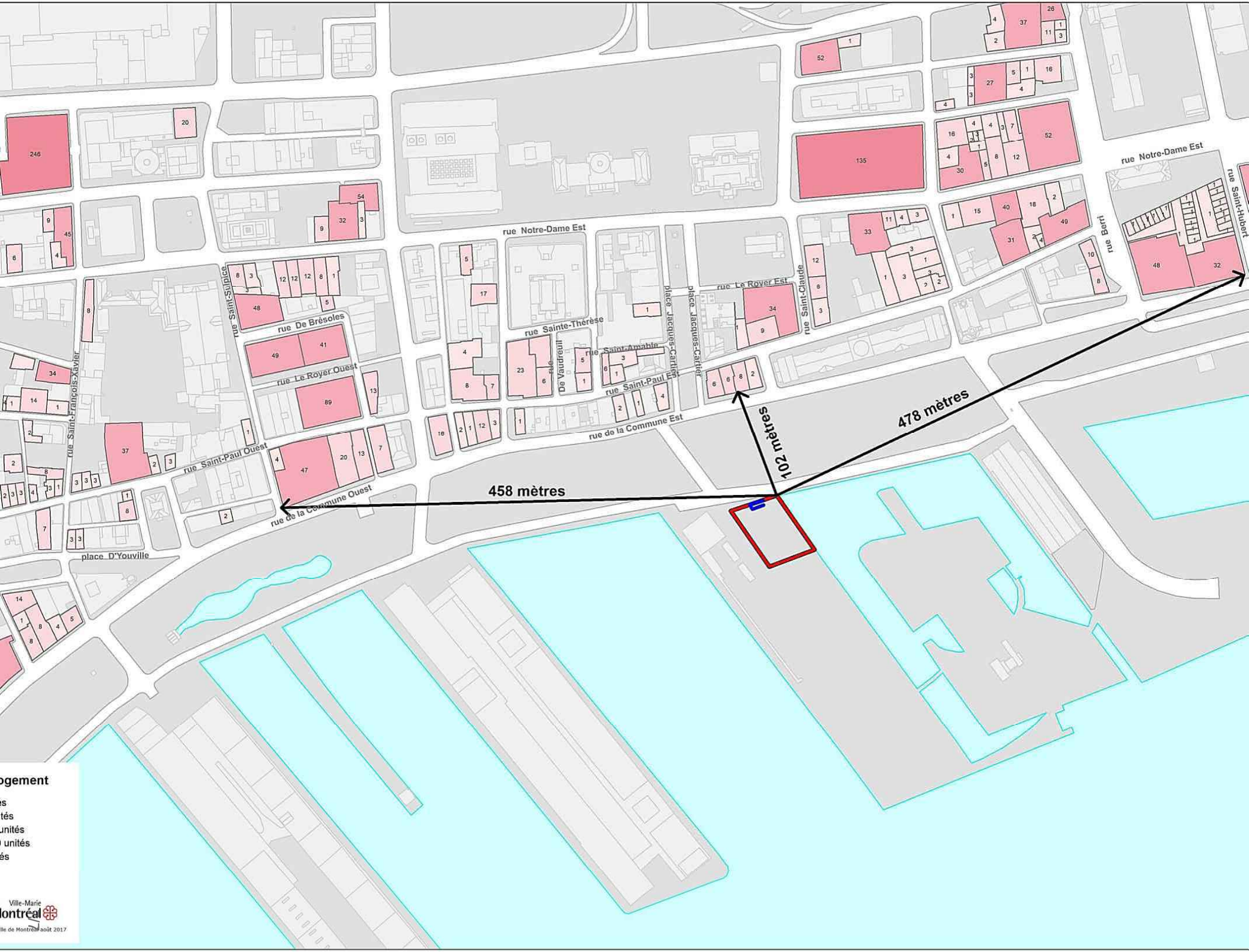
FIERS PARTENAIRES : SOLOTECH, SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT, PARCOURS ENTREPRENEURIAL RÉMI-MARCOUX, UNGAVA, CAFÉ LIEGEOIS, GURU, DOMAINE DES 15 LOTS, SLEEMAN, UNIBROUE, SAPPORO.

SAMEDI 28 AVRIL – 11H30 À 22H00

- PROGRAMMATION MUSICALE :
  - 11H30 À 16H30 : DIABLES À CINQ
  - 17H00 À 19H30 : VIRGINIE B
  - 20H00 À 22H00 : DJ IICEBERG
- ACTIVITÉS:
  - BARBIER & COUPE DE CHEVEUX PRÉSENTÉ PAR SALON DES BOHÈMES
  - PHOTOBOOTH
  - JEU DE POCHE PRÉSENTÉ PAR GUEULE D'ÉRABLE
- NOURRITURE OFFERTE DE L'OUVERTURE À LA FERMETURE :
  - FOODTRUCK QUEUE DE CASTOR
  - FOODTRUCK BACON TRUCK
  - FOODTRUCK BOÎTE À FROMAGE
  - TIRE D'ÉRABLE PRÉSENTÉ PAR GUEULE D'ÉRABLE
  - DOUCEURS D'ÉRABLE PRÉSENTÉ PAR LE DOMAINE DES 15 LOTS
- ESPACE BAR :
  - CAFÉS RÉGULIERS ET ALCOOLISÉS PRÉSENTÉ PAR CAFÉ LIEGEOIS ET UNGAVA
  - GURU
  - BIÈRES SLEEMAN, UNIBROUE ET SAPPORO

DIMANCHE 29 AVRIL – 11H30 À 18H00

- PROGRAMMATION MUSICALE :
  - 11H30 À 17H00 : DIABLES À CINQ
- ACTIVITÉS SUR LES LIEUX
  - BARBIER & COUPE DE CHEVEUX PRÉSENTÉ PAR SALON DES BOHÈMES
  - PHOTOBOOTH
  - JEU DE POCHE PRÉSENTÉ PAR GUEULE D'ÉRABLE
- NOURRITURE OFFERTE DE L'OUVERTURE À LA FERMETURE :
  - FOODTRUCK QUEUE DE CASTOR
  - FOODTRUCK BACON TRUCK
  - FOODTRUCK BOÎTE À FROMAGE
  - TIRE D'ÉRABLE PRÉSENTÉ PAR GUEULE D'ÉRABLE
  - DOUCEURS D'ÉRABLE PRÉSENTÉ PAR DOMAINE DES 15 LOTS
- ESPACE BAR :
  - CAFÉS RÉGULIERS ET ALCOOLISÉS PRÉSENTÉ PAR CAFÉ LIEGEOIS ET UNGAVA
  - GURU
  - BIÈRES SLEEMAN, UNIBROUE ET SAPPORO


458 mètres
102 mètres
478 mètres
rue Notre-Dame Est
rue Le Royer Ouest
rue Le Royer Est
rue De Brésoles
rue Sainte-Thérèse
rue Saint-Amable
rue Saint-Paul Est
rue Saint-Paul Ouest
rue de la Commune Est
rue de la Commune Ouest
rue Saint-Sulpice
rue Saint-François-Xavier
rue Saint-Claude
rue Berri
rue Saint-Hubert
place Jacques-Cartier
place D'Youville
De Vaudreuil
ogement
Ville-Marie
Montréal
lle de Montréal août 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1185914002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.RV.M., chapitre C-4.1), une ordonnance permettant l'agrandissement d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face à l'hôtel Place d'Armes, situé au 55 rue Saint-Jacques

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.RV.M., chapitre C -4.1), une ordonnance pour allonger de 12 mètres une zone de temps limité 15 minutes, réservé hôtel pour l'hôtel Place D'Armes, situé au 55 rue Saint-Jacques.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-16 15:35

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185914002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.RV.M., chapitre C-4.1), une ordonnance permettant l'agrandissement d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face à l'hôtel Place d'Armes, situé au 55 rue Saint-Jacques

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 55, rue Saint-Jacques, l'hôtel Place d'Armes est au cœur du Vieux-Montréal, à deux pas du quartier des affaires, du Palais des congrès et du Quartier chinois. L'hôtel comporte 169 chambres dont 36 chambres ont été ajoutées en 2017 réparties dans 4 bâtiments. De plus, pour les conférences, réunions et séminaires, la capacité totale des salles est de 882 personnes. L'hôtel offre aussi un espace restauration incluant restaurants et terrasse d'une capacité totale de 369 places.
Selon les données fournies par l'hôtel, en 2016, 37 694 chambres ont été louées. La projection du nombre de chambres louées en 2018 est de 49 117. Aussi, l'hôtel a accueilli 70 087 clients en 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Agrandir une zone de débarcadère / temps limité 15 minutes réservé hôtel d'une longueur de 12 mètres sur la rue Saint-Jacques côté nord, à l'est de la Côte de la Place D'Armes. Retrait définitif des espaces tarifés P015 et P016. La longueur de la zone de débarcadère / temps limité 15 minutes réservé hôtel passera de 35 mètres à 47 mètres.
Démarches :

- Réception de la demande via la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal
- Analyse et étude de faisabilité.
- Communication téléphonique et courriel avec la SDC.
- Évaluation des besoins sur les lieux.
- Conformité des besoins
- Ordre de travail et coordination de l'implantation après la résolution du conseil.

JUSTIFICATION

La zone de temps limité 15 minutes réservé hôtel est utilisé par les clients lors de leur admission ou de leur départ dudit hôtel. il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. L'hôtel comporte 169 chambres dont 36 chambres ont été ajoutées en 2017 réparties dans 4 bâtiments. Nous tenons compte également, pour l'installation ou l'agrandissement d'une telle zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue.

Précisions Additionnelles :

Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Perte de revenus reliée au retrait définitif de 2 espaces de stationnement tarifés P015 et P016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude CARETTE, Service des infrastructures_voirie et transports
Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Claude CARETTE, 14 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-14

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. : 514 872-2802

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-14

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance pour allonger de 12 mètres une zone de temps limité 15 minutes, réservé hôtel pour l'hôtel Place D'Armes situé au 55 rue Saint-Jacques.**

Vu le paragraphe 6 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXXXXXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

1-D'allonger de 12 mètres une zone de temps limité 15 minutes, réservé hôtel pour l'hôtel Place D'Armes situé au 55 rue Saint-Jacques

._____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier xxxxxxxxxxx*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *201x, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186890001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 8 h au vendredi 28 septembre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 3 mai au lundi 24 septembre**,** entre 8 h et 23 h du dimanche au mercredi**,** et de 8h00 à 03h00 les jeudis, vendredis et samedis ainsi que les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet, 12 août, 19 août, 2 septembre et les mercredis de Feux d'artifices (11 et 18 juillet / 1 et 8 août 2018); et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) l'ordonnance P-12, o. 32, permettant le marquage sur la chaussée et d'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble

à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Sainte-Catherine, entre les rues St-Hubert et Papineau.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 15:21

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186890001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Pour une treizième années consécutive, l'arrondissement de Ville-Marie, les résidants, les commerçants et la Société de développement Commerciale du Village (SDC) s'entendent pour que la rue Sainte-Catherine Est soit encore une fois piétonnière, vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau. La SDC joue un rôle important dans le développement commercial et économique de son secteur en s'impliquant de façon importante dans la communauté et dans la commercialisation pour ses membres. Ce projet de piétonnisation s'inscrit dans une démarche de développement qui vise à favoriser l'augmentation de l'achalandage dans les commerces de la rue Sainte-Catherine Est.
La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est se tiendra entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, et ce, du 27 avril à 8 h au 28 septembre à 7 h.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890001 - CA17 240193 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du samedi 29 avril 2017 au vendredi 29 septembre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec la Société de développement Commerciale du Village du Village, l'Association des résidants des Faubourgs et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine sera de nouveau piétonnisée entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, et ce, vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018**.**

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 8 h au vendredi 28 septembre 2018 à 7 h, dans le

cadre du projet de piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11,1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon, du jeudi 3 mai au dimanche 23 septembre et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Du 27 avril à 8 h au 28 septembre à 7 h , la rue sera piétonnière et l'installation de cafés terrasses et d'éléments décoratifs seront autorisés. Pour ce faire, l'arrondissement de Ville-Marie désignera comme étant une place publique, ce tronçon de la rue Sainte-Catherine Est aux dates indiquées et y permettant l'occupation du domaine public à des fins de cafés terrasses et pour l'installation d'éléments décoratifs sur les rues Sainte-Catherine. Les cafés terrasses pourront être aménagés sur la totalité de la largeur du trottoir.

Les cafés terrasses pourront être ouverts de 8 h à 23 h du dimanche au mercredi inclusivement, et de 8 h à 3 h du jeudi au samedi inclusivement.
Les dimanches suivants les cafés terrasses seront exceptionnellement ouverts de 8 h à 3 h : les dimanches des congés fériés de la Journée National des Patriotes , de la St-Jean-Baptiste, de la Fête du Canada et de la Fête du Travail, Action de Grâce , ainsi que lors d'événements soit les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet et 2 septembre 2018**;** Les heures d'opération des cafés terrasses pendant lesquelles il sera permis d'y servir de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non sont les suivantes :

De 8h00 à 3h00 : les jeudis, vendredis et samedis ainsi que: les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet , 12 août , 19 août , 2 septembre ET les mercredis de Feux d'artifices (11 et 18 juillet / 1 et 8 aôut)

De 8h00 à 23h00 : les dimanches, lundis, mardis et mercredis SAUF : les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet , 12 août , 19 août , 2 septembre ET les mercredis de Feux d'artifices (11 et 18 juillet / 1 et 8 aôut)

La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée, conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés terrasses cités précédemment. La Société de développement Commerciale du Village installera des rampes d'accès au trottoir à partir de la rue piétonne.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des pots de fleurs et bollards permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules. La rue Saint-Christophe, entre la rue

Saint-Hubert et le boulevard René-Lévesque, sera réservée à la circulation locale puisque l'accès à la rue Sainte-Catherine ne sera pas possible.

JUSTIFICATION

La Société de développement Commerciale du Village consent beaucoup d'efforts pour valoriser son territoire. L'installation du décor des boules de 18 teintes différentes cette année sur la rue Sainte-Catherine Est entre la rue Saint-Hubert et la rue Cartier. Ces éléments décoratifs amène une autre dimension à la piétonnisation. Ce concept original a connu un succès dépassant nos frontières et s'est fait valoir à l'international.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette piétonnisation s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années. Elle contribuera certainement à mettre ce quartier en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale, à répondre aux besoins de la population environnante et aux visiteurs qui pourront y découvrir un lieu festif et agréable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie et la Société de développement Commerciale du Village du Village seront chargés de distribuer aux commerçants de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, de l'information expliquant les différentes mesures qu'ils devront respecter pendant la fermeture de la rue et de l'information sur les dispositions à venir pour les prochaines années relatives à l'aménagement des cafés terrasses. Un avis sera aussi transmis aux résidants dans la périphérie de la piétonnisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de certains événements pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-15

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 558	**Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A)**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (s)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-085, xxxxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA DISTRIBUTION D'ARTICLES PROMOTIONNELS LORS D'ÉVÉNEMENTS OU FOIRES COMMERCIALES

VU le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

Lors d'événements ou foires commerciales, les commanditaires de la Société de développement commercial du Village (SDC) peuvent remettre des articles publicitaires sur la rue Sainte-Catherine Est.

Le directeur général adjoint de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte–Catherine Est, la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est interdite du vendredi 27 avril 2018 à 7h au vendredi 28 septembre 2018 à 7 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 07 h 00 et 10 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau»**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est », entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est désignée comme étant une place publique du vendredi 27 avril à 7 h au vendredi 28 septembre à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

Malgré le premier alinéa, les agents de la paix et les cadets policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sont autorisés à circuler à bicyclette dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions relatives à l'événement « Piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est ».

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du jeudi 3 mai au lundi 24 septembre 2018 :

1° de 8 à 23 h du dimanche au mercredi;
2° de 8 h à 3 h du jeudi au samedi;
3° De 8h00 à 3h00 : les jeudis, vendredis et samedis ainsi que: les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet , 12 août , 19 août , 2 septembre ET les mercredis de Feux d'artifices (11 et 18 juillet / 1 et 8 aôut.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX	**Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Sainte-Catherine Est – Entre St-Hubert et Papineau**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et Papineau avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du vendredi 27 avril jusqu'au vendredi 28 septembre 2018.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du vendredi 27 avril au vendredi 28 septembre 2018.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.



AIRES LIBRES

AIRES LIBRES

AIRES LIBRES

PROGRAMMATION 2018

UNE INITIATIVE DE LA SDC DU VILLAGE



Document présenté à l'Arrondissement

Ville-Marie
Montréal



13e Piétonisation
PROGRAMMATION ARTISTIQUE

LES BOULES «LGBTQ+»

- Version 2.0 refaite en entier, avec des nouvelles BOULES de 18 teintes différentes
- Entre les rues St-Hubert et Cartier
- Concept commandé par la SDC du Village auprès de la firme d'architecte-paysagiste Claude Cormier et associés
- 180 000 boules «LGBTQ+», de 2 grosseurs et de 18 teintes différentes (clin d'œil au drapeau LGBTQ+)
- Visibilité internationale
- Prix et mentions : Association des architectes paysagistes du Canada, Londres, Mission Design (Facteur D), Landscape Architecture (edition Phaidon),…



LES BOULES «LGBTQ+»



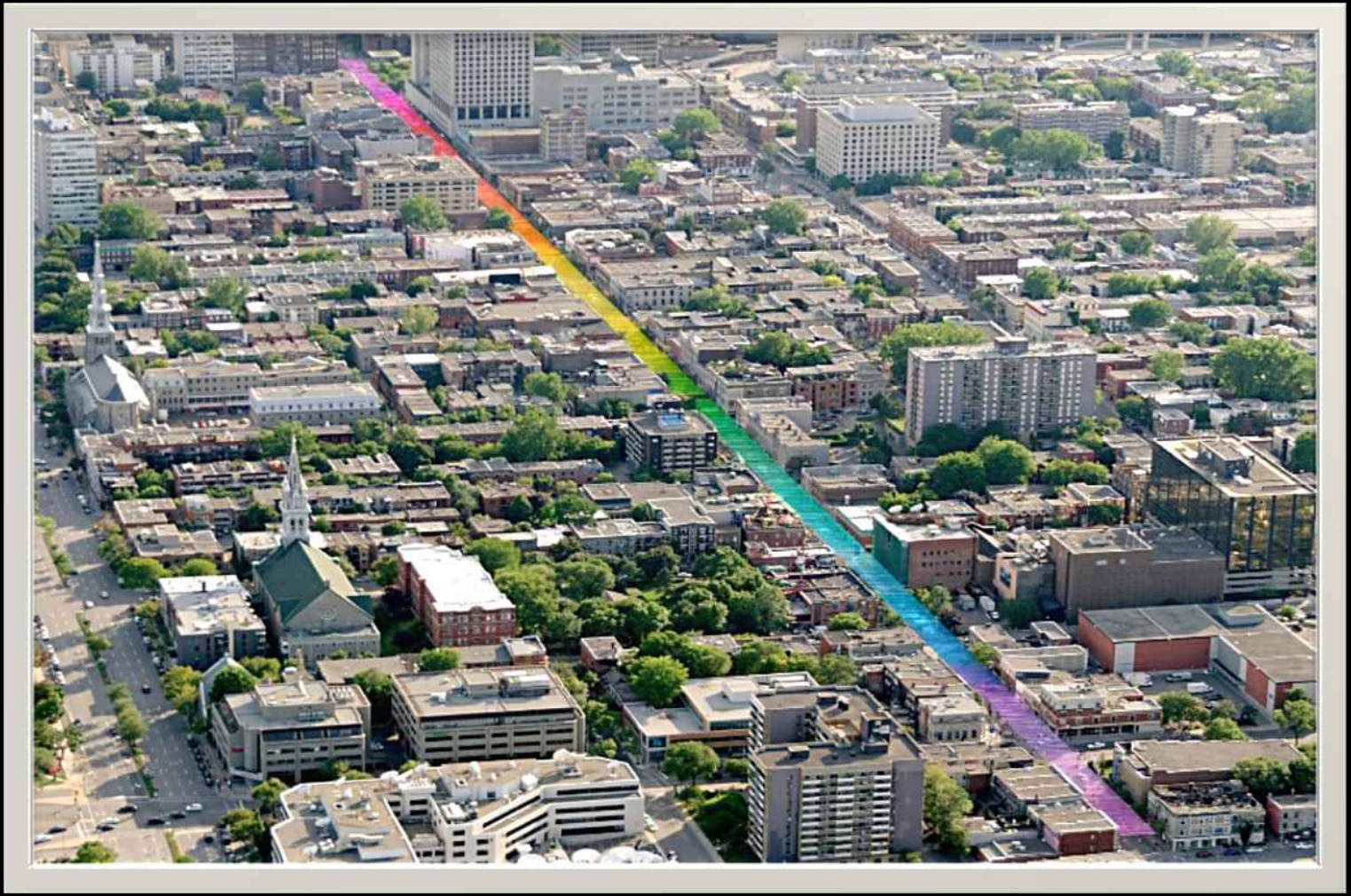
LES BOULES «LGBTQ+»







LES BOULES «LGBTQ+»



PANNEAUX PHOTOGRAPHIQUES RÉTROÉCLAIRÉS

EXPO-PHOTOS (10 modules, 33 photos)

Commissaire : *Nicolas Denicourt*







- **JAMES KERR** (artiste)
- Présenté en collaboration avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal

ENTRÉES DE L'ESPACE PIÉTON

- L'intitulé « AIRES LIBRES » sera présenté aux 2 entrées de l'espace piéton (St-Hubert et Papineau)

- 2 Panneaux rétroéclairés recto verso, fixés sur des poteaux du même type que ceux qui servent à ériger les boules «LGBTQ+» (même procédé pour l'ancrage des poteaux, harmonie visuelle).

- Artistes : *Turn me on Design* et *Julien Del Busso*

- Ces panneaux ont l'avantage de pouvoir être réutilisés dans les éditions ultérieures de l'événement.


AIRES

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc







- 8000 pieds carrés
- En plein air, jour et nuit
- Ouvert toute l'année !
- 5 nouveaux artistes présentés

- Commissaire : *Nicolas Denicourt*
- Architecte/concepteur de la galerie : *Alexandre Berthiaume*

ESPACE « AIRES LIBRES »

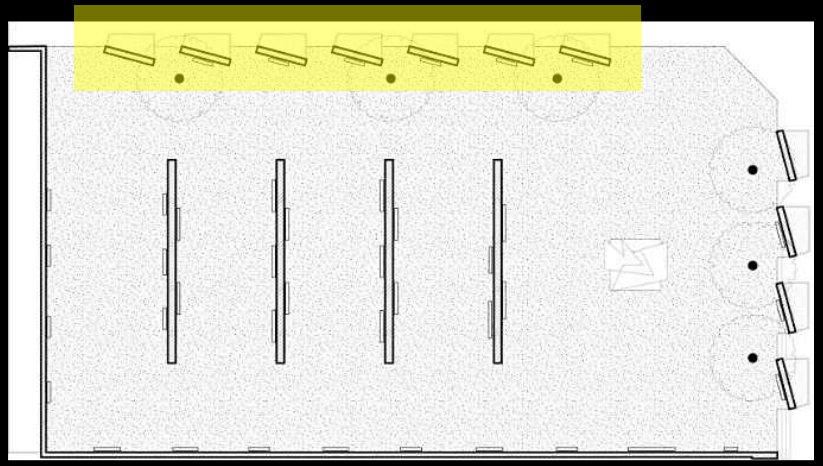
Galerie blanc

Thématique 2018:

« Cette exposition propose un remixage du passé, du présent, d'ici et d'ailleurs. Ces manipulations visuelles projettent avec elles l'héritage culturel propre aux artistes exposés. Le tout présenté dans un parcours ludique, marqué par différents signes et symboles qui ont influencé la carrière de chacun. »

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



JAMES KERR

Présenté en collaboration avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal

Une installation interactive présentée avec des oeuvres originales de la collection permanente du Musée des beaux-arts de Montréal. L'artiste numérique basé à Montréal James Kerr, mieux connu pour son projet de GIF animé Scorpion Dagger va mélanger ses propres illustrations avec des découpes de divers tableaux de l'histoire de l'art. Dans ce processus, il crée un nouveau monde pour commenter et satiriser notre époque moderne et la culture pop en général.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL

antelsm

ESPACE « AIRES LIBRES »

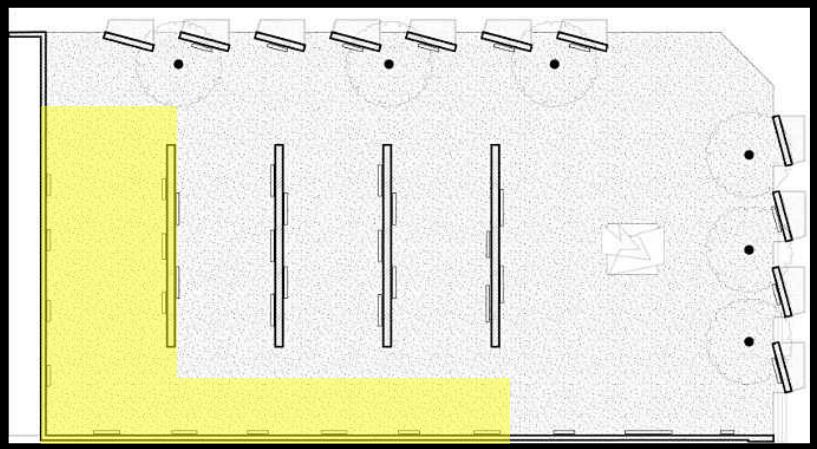
Galerie blanc: *James Kerr*





ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



BACA

SONNY ASSU

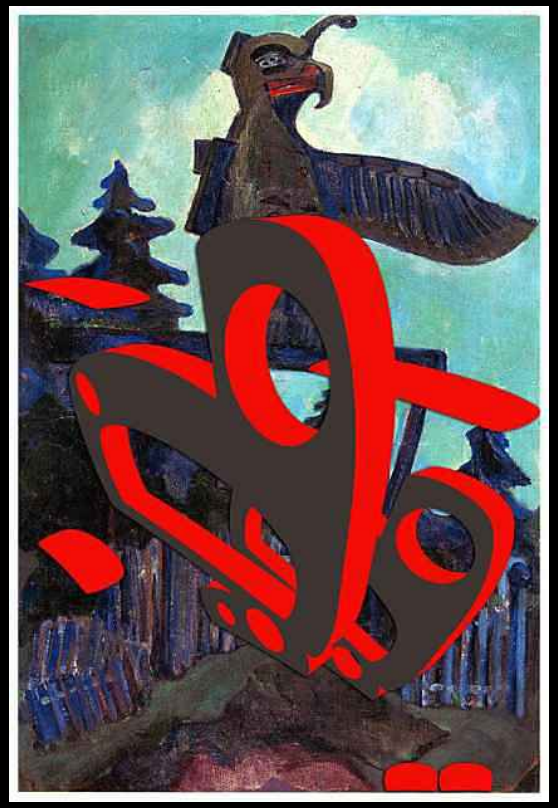
Présenté en collaboration avec
La Biennale d’art contemporain autochtone

Sonny Assu (Ligwilda'xw des Nations Kwakwaka'wakw) a été élevé dans le Nord Delta, en Colombie-Britannique, à plus de 250 km de sa maison ancestrale sur l'île de Vancouver.
Ayant été élevé comme un banlieusard moyen de tous les jours, ce n’est pas avant huit ans qu'il a découvert son héritage Ligwildaxw / Kwakwaka'wakw. Plus tard dans la vie, cette découverte sera le point conceptuel central qui aura contribué au lancement de sa pratique artistique unique.

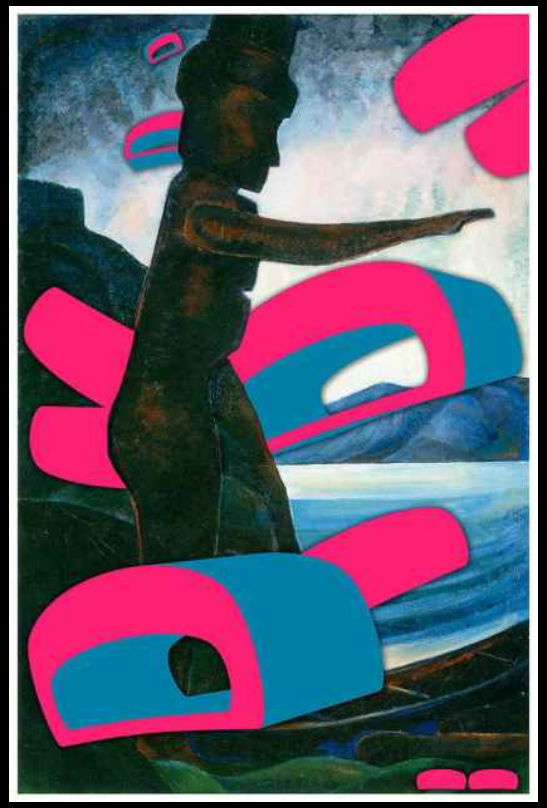
La pratique artistique d'Assu est diversifiée: peinture, sculpture, photographie, art numérique et gravure. Sonny négocie dans son art les principes occidentaux et Kwakwaka'wakw comme un moyen d'explorer son histoire familiale et ses expériences d’être autochtone dans l'État colonial du Canada.

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Sonny Assu*

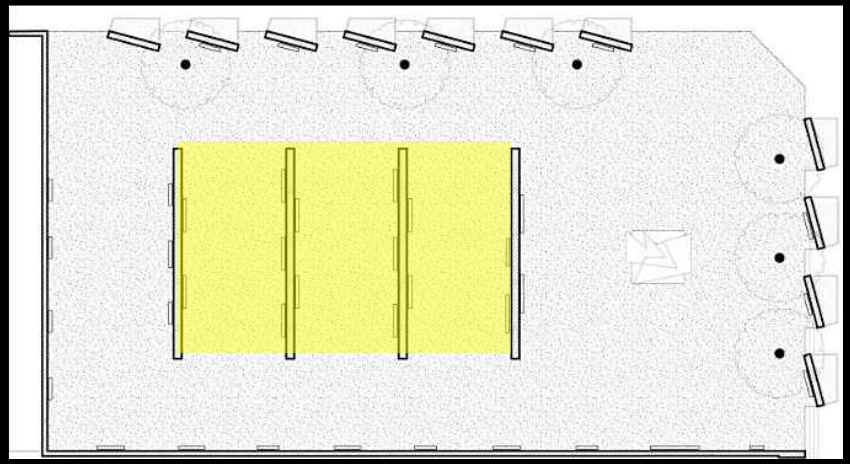






ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc



LIVE WILD collective

Né en août 2014, le collectif LIVE WILD propose un visuel unique alimenté par sept jeunes artistes travaillant avec collage, gif, vidéos et photographie. Rassemblé par des aspirations artistiques et des goûts esthétiques similaires, ce groupe prospère avec la signature personnelle de chaque artiste. Rassemblant six pays, LIVE WILD apporte également des horizons très éclectiques complémentaires tout en harmonie.

« Nous voulons produire du travail de superposition qui parle de questions sociales et culturelles, et ainsi déclencher le débat. Nous visons à rajeunir l'âge du collage et à créer une plateforme où les artistes de différents horizons géographiques, sociaux et politiques peuvent produire des œuvres qui communiquent en douceur les uns avec les autres. Nous ramenons des mouvements artistiques majeurs à la table. Des mouvements tels que Dada, Surréalisme et Fluxus. »

« Des mouvements qui nous rapprochent, des mouvements qui n'ont pas vieilli et qui sont toujours pertinents, évoluant et existant à travers de nouvelles formes perpétuelles. Nous croyons que nous pouvons nous moquer de tout et de nous en particulier. Nous testons la vérité des images, les frontières entre la réalité et la fantaisie. Nous discutons du destin, de la féminité, de la religion, de la mémoire, du patrimoine culturel et de l'identité. »

ESPACE « AIRES LIBRES »

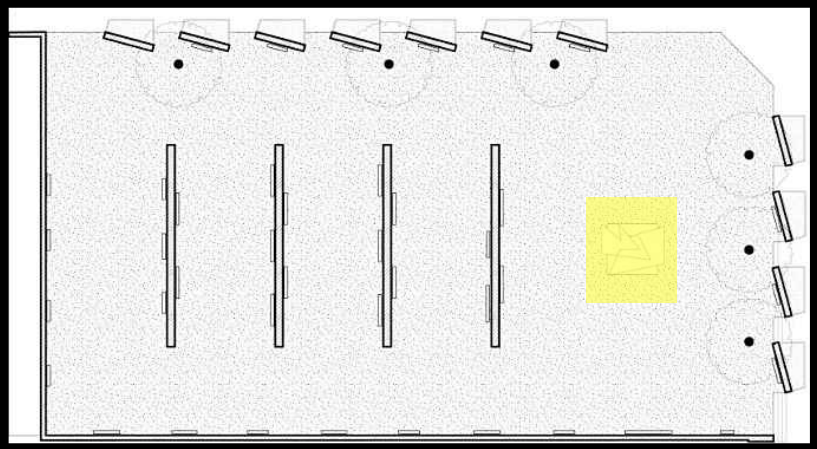
Galerie blanc: *LIVE WILD collective*





ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc

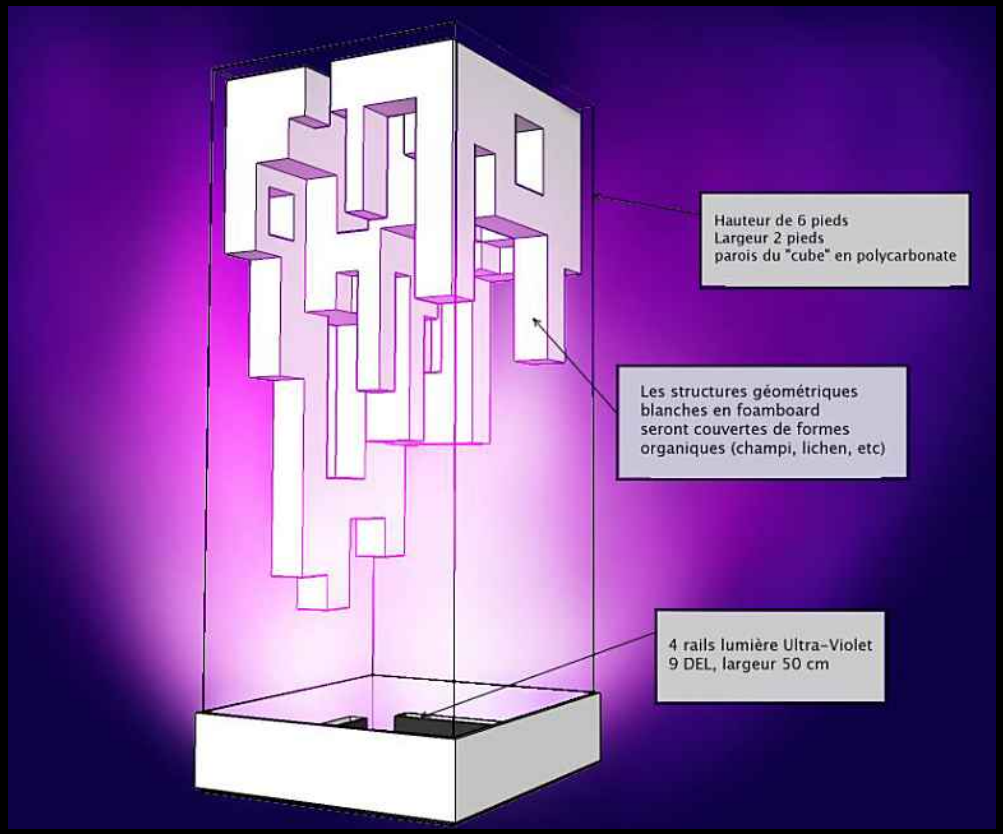


MARIE-ÈVE MARTEL

Née en 1981, Marie-Ève Martel vit et travaille dans les Basses-Laurentides. Elle obtient son Baccalauréat en Beaux Arts à l'Université Concordia en 2006 et sa Maîtrise en Arts Visuels et Médiatiques à l'UQAM en 2015. Depuis 2006, Martel a exposé à travers le Québec et ailleurs au Canada lors d'expositions solos et de groupes, dont un solo au Musée d'Art Contemporain des Laurentides au printemps 2017, et a participé entre autres à une résidence d'artistes au Yukon en 2009 (K.I.A.C.), puis au Vermont en 2011 (au Vermont Studio Centre). Martel a reçu plusieurs prix et bourses, dont la Bourse Elizabeth Greenshields à trois reprises (2008, 2009, 2011) et une Bourse de Type B de Recherche et Création du CALQ (2010). Le travail de Martel fait parti de différentes collections d'oeuvres d'art dont entre autres la Collection de la Ville de Montréal, la Collection Loto-Québec et la Collection du Gouvernement du Yukon.

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Marie-Ève Martel*



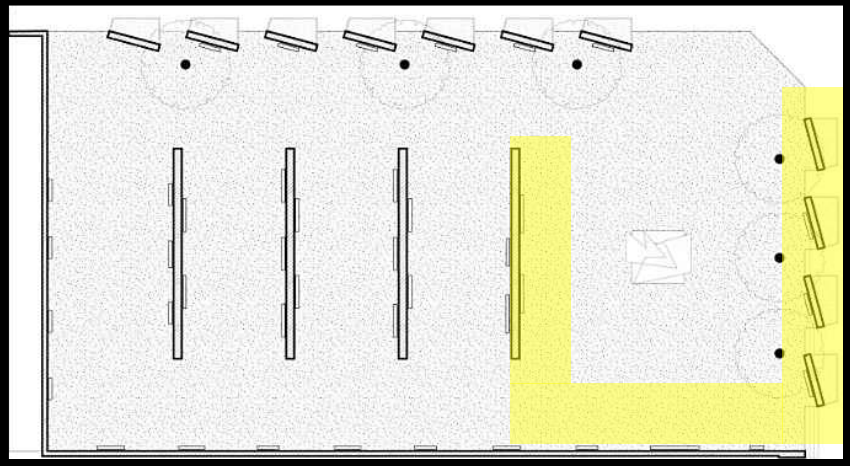


ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc:

DOMINIQUE PÉTRIN

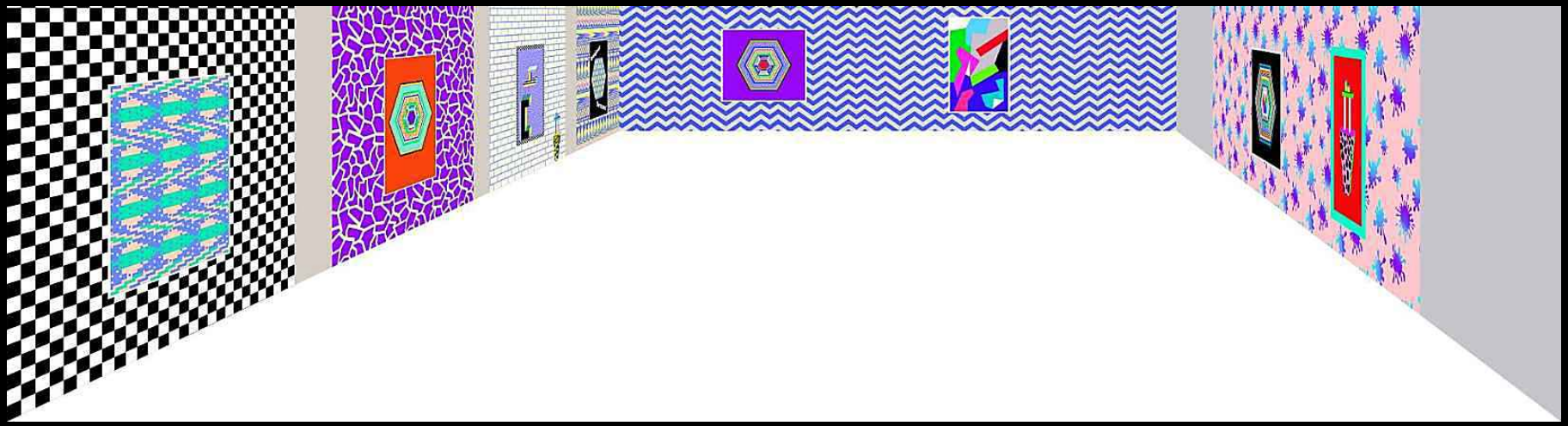
La pratique en sérigraphie de Dominique Pétrin s'est développée en installation avec l'utilisation de papier sérigraphié à la main, découpé et collé à la surface des murs et du plancher, créant un espace immersif. Elle s'intéresse aux moyens d'altérer la perception et la conscience visuelle et spatiale en déjouant les processus cognitifs de la vision. Ces installations monumentales, souvent éphémères et conçues spécifiquement pour leur environnement, sont librement inspirées des fresques de Pompéi, de l'histoire de l'ornementation et de la culture Internet. Elle a collaboré notamment avec Sophie Calle, Pil and Galia Kollectiv, Banksy et avec les chorégraphes Antonija Livingstone (Berlin) et Jennifer Lacey (Paris) dans le cadre de la performance Culture & Administration & Trembling présentée dans les festivals Impulsanz (Vienne), American Realness (New York) et Fierce (Birmingham).



Elle a obtenu des bourses de résidence du Conseil des Arts et des Lettres du Québec à The Banff Centre, au Nunavik et OMI International Artist in residency Program. Elle a présenté son travail lors de La Triennale Québécoise au Musée d'art contemporain de Montréal en 2011 et a été nominé au Prix Sobey en 2014. Son travail a été diffusé à travers le Canada, en Angleterre, en France, en Belgique et aux États-Unis. Elle a récemment attiré l'attention internationale de par sa collaboration avec le célèbre artiste de rue Banksy sur son dernier projet à Bethléem en Palestine intitulé The Walled Off Hotel (2017).

ESPACE « AIRES LIBRES »

Galerie blanc: *Dominique Pétrin*



ESPACE « AIRES LIBRES »

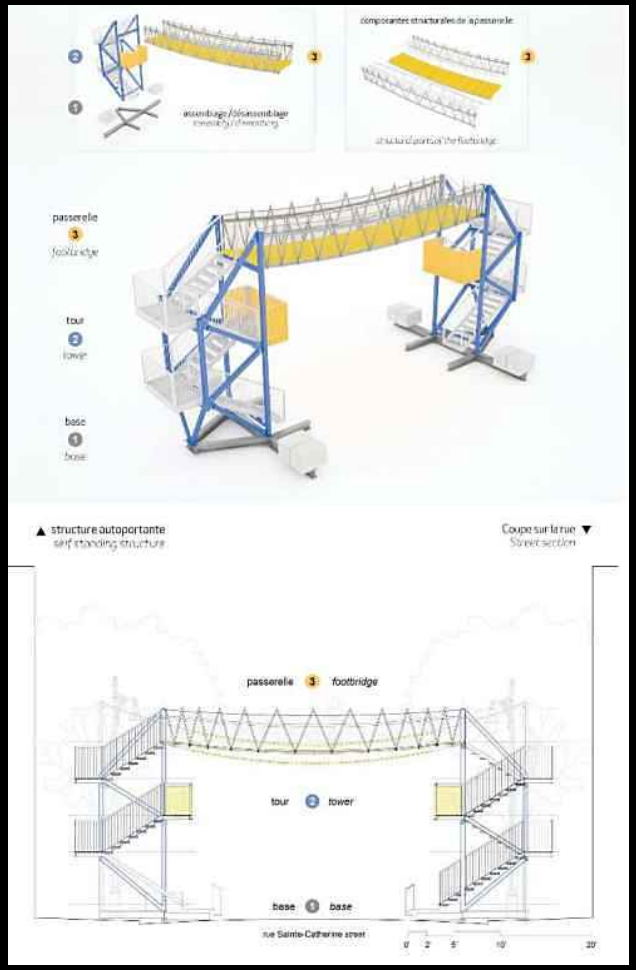
Galerie blanc: *Dominique Pétrin*





FUNAMBOULE

Passerelle d'observation au-dessus des boules



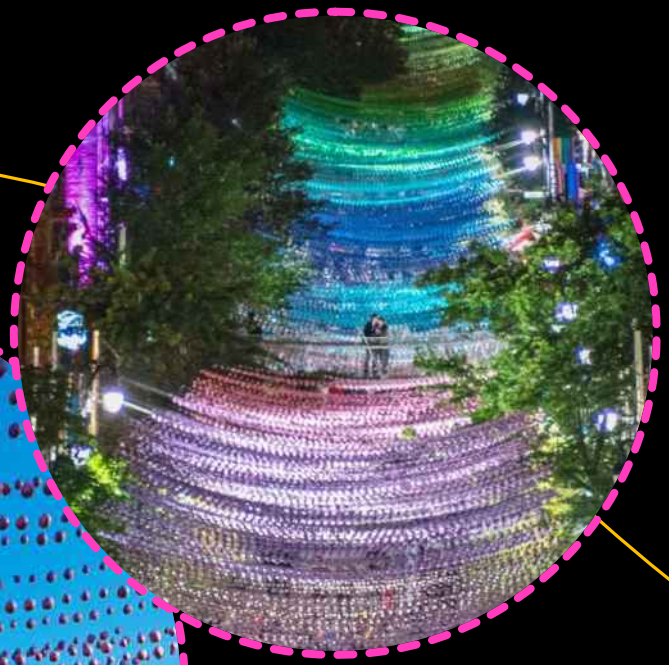


- Réalisé par la firme Architecturama
- Prix:
  - Lauréat de l'American Architecture Prize
  - Finaliste au Prix d'Excellence de la construction en acier de l'ICCA

FUNAMBOULE







SAULES PLEUREURS



SAINTE-CATHERINE/VILLAGE

- 150 saules pleureurs

Conception: *Claude Cormier*

VÉLOS MUSICAUX

3ème édition

- Idée originale: *Julien* et *Stéphane Leblond*
- Design et fabrication: *Dix2*
- Programmation électronique: *Sébastien Atoch*

www.velomusicaux.com





PIANO PUBLIC

- Installation d'un piano public au parc de l'Espoir
- Projet à l'initiative de l'Arrondissement de Ville-Marie
- Accessible aux citoyens de 10h à 23h
- Anime l'espace et crée des rencontres entre les citoyens
- La nuit et en temps de pluie, une bâche verrouillée protège le piano (coordination: SDC du Village)



CONCOURS BACS À FLEURS ET PANNEAUX (rue AMHERST)

- Concours d'artistes peintres
- 22 bacs à fleurs situés sur la rue Amherst au sud de Ste-Catherine et
- 10 panneaux recto-verso situés sur la rue Amherst (entre Sainte-Catherine et Robin)
- Collaboration avec MTL en Arts (FIMA)
- Les bacs et panneaux seront peints directement sur la rue Amherst à la mi-mai par les artistes sélectionnés par jury
- 1000$ en remise de prix par la SDC du Village dans le cadre de MTL en Arts
- Présence des œuvres durant tout l'été


Village
DÉCOS URBAINES
SUR LA RUE AMHERST
RICHMOND HILL

AMÉNAGEMENT HORTICOLE RUE AMHERST

AMHERST

- 22 bacs à fleurs (peints par des artistes) au sud de Sainte-Catherine Est
- 37 fosses d'arbres au nord de Sainte-Catherine Est
- Nouveaux paniers demi-lune déposés à la base des arbres







PROGRAMMATION ÉVÉNEMENTIELLE

FOIRES COMMERCIALES

28 MAI AU 3 JUIN
9 AU 15 JUILLET
27 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE

- 13e édition
- 45 permis accordés exclusivement aux membres de la SDC, incluant les commerçants situés sur la rue Amherst
- Espaces également offerts aux organismes communautaires venant en aide aux personnes en situation d'itinérance



KIOSQUE INFO-SANTÉ



- Kiosque situé sur la rue Sainte-Catherine Est
- 10e édition
- Mandat : fournir de l'information sur les attraits touristiques du Village et faire la promotion de la prévention du VIH et autres ITSS
- Implication de 6 bénévoles (coordination: REZO)

AMUSEURS PUBLICS

- Musiciens et artistes de rue
- Durant tout l'été sur la rue piétonne
- Permis délivrés par la Ville de Montréal



PROJECTIONS CINÉMA EN PLEIN-AIR

- 5 projections en plein air
- Parc de l'Espoir (coin rue Panet)
- Une fois par mois, au coucher du soleil (mai, juin, juillet, août et septembre)





FESTIVAL MONTRÉAL EN ARTS

27 JUIN AU 1er JUILLET



- Galerue d'art : La plus grande galerie à ciel ouvert de l'est du Canada, située sur la rue piétonne et à la Place Émilie-Gamelin
- 19e édition
- Plus de 75 exposants et performeurs pendant 5 jours
- Art graphique, performances et projections
- Remise de prix, dont le prix Excellence remis par la SDC du Village
- Soutien financier de la SDC du Village

MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE

5 AU 15 JUILLET



- 9e édition
- Festival des arts du cirque de Montréal
- Spectacles et manifestations extérieures gratuites
- 80 000 festivaliers
- Près de 80 diffuseurs internationaux ou canadiens

HORS PISTE

14 JUILLET

- Cirque social : Réinsertion sociale de jeunes de la rue par l'organisation d'une journée d'activités reliées aux arts du cirque
- 8e édition
- Ateliers gratuits et spectacles de cirque
- Participation de 51 artistes et intervenants avec les jeunes
- 1500 spectateurs
- Initiative de Cirque du Monde (division sociale du Cirque du Soleil) et de CACTUS
- En collaboration avec Montréal Complètement Cirque
- Soutien financier de la SDC du Village



L'INTERNATIONAL DES FEUX LOTO-QUÉBEC

7 JUILLET AU 3 SEPTEMBRE



Grâce à ses 13 rues transversales qui longent la partie piétonnière de la rue Sainte-Catherine pendant Aires Libres, le Village offre de nombreux points de vue incomparables sur les feux d'artifice

FIERTÉ MONTRÉAL

9 AU 19 AOÛT

- Célébrations de la Fierté LGBT à Montréal
- 12e édition
- Défilé de la Fierté (boulevard René-Lévesque)
- Journée communautaire (kiosque des organismes LGBTQ+ sur la rue piétonne)
- Sites des spectacles: parc des Faubourgs
- 11 jours d'activités et de spectacles
- 500 585 participants aux activités de Fierté Montréal
- Soutien financier de la SDC du Village



FÊTE DE QUARTIER



- Une initiative du Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide
- Dans le parc Charles-S.-Campbell à la mi-août
- Collaboration et partenariat de plusieurs organismes et de l'Arrondissement de Ville-Marie
- Soutien financier de la SDC du Village

MONTRÉAL FÉTICHE WEEKEND

29 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE

- Rassemblement international de la mode fétichiste
- 14e édition
- 6 jours d'activités et événements fétichistes dans le Village
- Défilés et expositions (pour tous) en plein air dans le Village
- Plus de 200 artistes, designers et mannequins
- Soutien financier de la SDC du Village



CONCOURS DES PLUS BELLES TERRASSES DE RUE ET VITRINES DU VILLAGE



PLACE AU VILLAGE

Piétonisation

AIRES LIBRES 2017

LES TERRASSES : LES GAGNANTS D'AIRES LIBRES

C'était la 12e piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est (portion Village) et, déjà, la 10e sous l'appellation «Aires Libres»… Cet événement estival a tout de même duré du 4 mai au 25 septembre dernier. Bon, maintenant les boules multicolores de Claude Cormier ont été décrochées et remisées jusqu'à l'année prochaine, la rue a été rouverte à la circulation automobile, etc. Et les terrasses sont maintenant choses du passé. Pas vraiment, car, même si elles ont été elles aussi démontées, les terrasses de rue ont de nouveau fait l'objet d'un concours annuel et les prix ont été récemment décernés. Quatre distinctions ont ainsi été remises par un jury indépendant, soit une par catégorie de commerce. À noter que, cette année, on atteignait presque la pleine capacité puisqu'on enregistrait pas moins de 49 terrasses de rue au total.

Village
www.villagemontreal.com

PLACE AU VILLAGE EST RENDU POSSIBLE GRÂCE À LA CÉLÉBRATION DE LA SDC DU VILLAGE

Rappelons que Aires Libres est organisés par la Société de développement commercial (SDC) du Village, mais on n'est pas allé, contrairement à ce que l'on pourrait penser, qui chez les gagnants.

Vous avez tous aimé la terrasse du Renard ? Eh bien oui, c'est elle qui a remporté dans la catégorie des bistros-bars. Pour ce qui est des restaurants, c'est la Piazzetta Sainte-Catherine qui a reçu le prix. L'épicerie Rachelle-Bléry, avec sa petit terrasse sympa plutôt modeste, mais à l'européenne, s'est vu attribuer les honneurs pour ce qui est de la rubrique cafés et autres. Mais il n'y a pas que les commerces possédant une terrasse à qui l'on a offert un prix – sinon ce ne serait pas juste pour les commerces de détail – donc, dans la catégorie «vitrine», l'hermeur va à la boutique Évolution ! Voilà donc les quatre gagnants d'Aires Libres 2017.

Mais commençons par le commencement. Il y avait vraiment 49 terrasses de rue ? – Oui, tout à fait. On comptait 43 terrasses sur la rue piétonnisé, cinq terrasses sur la rue Amherst – la portion qui fait partie de la SDC – et une à l'extérieur du périmètre, soit celle du bar Stud. En tout, ça fait bel et bien 49 terrasses de rue, auxquelles s'ajoutent les 2 magnifiques terrasses sur le toit du Unity et du Sky-, affirme Marie-Annabelle Labrecque, la coordonnatrice à la SDC du Village.

Mais sur quoi se base-t-on pour gratifier une terrasse (de rue) d'un prix ? – Le jury prend en considération plusieurs critères, poursuit Marie-Annabelle Labrecque. Par exemple, l'effort que fait le propriétaire pour que sa terrasse soit unique, qu'elle ait du charme, de la personnalité, l'embellissement, s'il y a des parasols, des plantes, des fleurs, etc. Qu'est-ce qui est attirant ? Il y a donc tout le côté esthétique qui est pris en ligne de compte par les membres du jury – Et pour la vitrine (commerce de détail) alors, les éléments sont-ils les mêmes ? – C'est ça, à encore, l'effort de l'entrance est pris en considération, mais on parle ici plus du design, du décor. Est-ce que la vitrine est mise en valeur, est-ce que les produits sont mis en valeur, également ? On examine si le commerçant essaie d'avoir sa particularité. Ce sont autant d'éléments que le jury va observer-, souligne la coordonnatrice de la SDC du Village.

Les jurés

Bon, on parle beaucoup du jury, mais de qui est-il composé ? En 2017, le jury était formé de cinq membres représentant la communauté LGBTQ+ dans sa diversité, «mais il faut que les membres du jury fréquentent le Village, qu'ils aient été sur les terrasses au cours de la saison estivale pour qu'ils puissent avoir un jugement éclairé et équitable-, indique Marie-Annabelle Labrecque.

Il y a d'abord Alicia, qui est trans et d'origine africaine. Elle habite Montréal depuis 10 ans maintenant et cela fait cinq ans qu'elle est « impliquée dans un organisme LGBT du Village qui me tient à cœur-, dit-elle. Ensuite, vous le connaissez par ses vidéos et ses photos d'événements, de lancements, Jason Noël de *LGBT In the City*. Le troisième membre du jury est encore plus connu, en raison de sa longévité dans les médias écrits et à la radio, soit Richard «Burg» Burnett que l'on peut lire dans *The Montreal Gazette*, dans *Fugues* et entendre sur les ondes de la radio CJAD 800 AM, entre autres… Il y a aussi Katye qui est intervenante psychosociale depuis 20 ans et travaille avec les personnes en situation d'itinérance et les toxicomanes dans différents secteurs de Montréal, notamment dans le Village. Elle s'implique également auprès de la communauté LGBTQ+ depuis 1995, et est actuellement «hôtesse» pour les soirées d'ensachage de condoms qui se tiennent au bar Le cocktail au profit de REZO. Le 5e et dernier membre du jury et non le moindre est un jeune Haïtien de 25 ans du nom de Étienne Edinsen Carl Gloxberge et qui vit au Canada depuis deux ans. À Haïti, il oeuvrait pour une association pour les droits des personnes LGBT. Il était aussi coordonnateur pour des personnes vivant avec le VIH-sida. Ici, il participe aux activités communautaires du groupe Arc-en-ciel d'Afrique. «Mon rêve est d'être capable de faire respecter les droits des LGBT partout dans le monde-, note-t-il.

Il est important de préciser ici que les deux employés de la SDC, ainsi que les membres du conseil d'administration ne font jamais partie du jury, ce qui permet de maintenir l'impartialité totale des délibérations et des résultats.

Félicitations aux gagnants ! ✖ ANDRÉ C. PASSIOUR

OUVERT LE SAMEDI

RIO 2018

LA NOUVELLE RIO PEUT ÊTRE MUNIE DU SYSTÈME UVO

Demandez THOMAS BRIEN IEZZI VOTRE CONSEILLER AUX VENTES

VILLE-MARIE KIA

On fait les choses différemment.

3010, HOCHELAGA
PRÉFONTAINE
514 598-8800

www.villemariekia.com

KIA

PARTENAIRES

Ville-Marie Montréal

Depuis 2008

Labatt

Depuis 2008

BANQUE NATIONALE

2009 à 2015

Caisse de dépôt et placement du Québec

Depuis 2016

Partenaire média : fugues



MERCI!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir les 9 unités de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme (01-282);
De prendre acte de son engagement à verser 31 500$ au fonds de compensation pour le stationnement.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 11:48

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186399001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'exemption en matière de stationnement (3001400821) a été déposée afin d'exempter le propriétaire de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement exigibles pour la construction d'un bâtiment comprenant 23 logements.
Une demande, en vertu de la procédure des usages conditionnels afin d'exercer l'usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » est également traitée en parallèle pour ce même projet (dossier décisionnel 1186399002)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements implantés sur 75 % du terrain dégagé. Le bâtiment est implanté en continuité de l'alignement de construction actuel de la rue Beaudry et du boulevard De Maisonneuve.
La demande vise à exempter le propriétaire de fournir les 9 unités de stationnement exigées par la réglementation. Le projet ne prévoit aucune unité de stationnement pour véhicule et déroge donc aux dispositions de l'article 605 du Règlement d'urbanisme 01-282 concernant le nombre minimal d'unités de stationnement exigé pour véhicule.

La proposition prévoit 15 unités de stationnement pour vélo, soit 4 de plus que les 11 unités exigées à la réglementation. Un stationnement pour vélos protégé et intégré à l'architecture est proposé. Chaque unité de logement est également dotée d'un espace d'entreposage suffisamment grand pour y accueillir un vélo.

Le requérant est admissible à une demande d'exemption et assujetti à une compensation monétaire calculée en multipliant le nombre d'unités de stationnement faisant l'objet de l'exemption (9 unités) par la somme établie par unité (3 500$) dans l'ordonnance 5984, o.100, soit 31 500$.

JUSTIFICATION

La Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- Le projet permet le redéveloppement à des fins résidentielles d’un terrain actuellement occupé par des activités de service de réparation d'automobiles;
- Les travaux projetés contribueront à la consolidation et la mise en valeur de cette partie d'îlot et du secteur;
- L'implantation en coin de rue et la présence de la piste cyclable sur le boulevard De Maisonneuve permettent difficilement l’aménagement des unités de stationnement à l'extérieur du bâtiment;
- L'emplacement est bien desservi par le transport en commun puisqu'il est situé à proximité de la station de métro Beaudry (à moins de 100 mètres);
- La proposition de réaménagement inclut une quantité d'unités de stationnement pour vélos supérieure aux exigences de la réglementation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir document « Aspect financier » en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public relatif à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sera affiché au bureau d’arrondissement et publié dans Le Devoir, suite au conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Domenico ZAMBITO)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Andrea SZABO, Ville-Marie

Lecture :

Andrea SZABO, 21 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186399001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir 9 unités de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

5984, o.132 - 1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-22

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

N° de dossier : 1186399001

Nature du dossier : Contribution Fonds parcs ou stationnement

Financement : Fonds parcs ou stationnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		31 500,00 $						**31 500,00 $**

5984, o. 132	**Ordonnance sur une exemption de fournir le nombre d'unités de stationnement exigé relativement au bâtiment portant les numéros 1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est**

Vu le Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est) est exempté de fournir 9 unités de stationnement exigés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et ce, en contrepartie du versement de 31 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186399001*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le __ avril 2018, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186399001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), exemptant le propriétaire du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est), de l'obligation de fournir les 9 unités de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme (01-282);

Prendre acte de son engagement à verser 31 500$ au fonds de compensation pour le stationnement."

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 31 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		31 500,00 $

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 31 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	33501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date : 2018-03-23

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.23

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186399002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » pour le bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est)

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 8 de l'article 136 de ce règlement, l'usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » pour le bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est).

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 11:48

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186399002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » pour le bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 (1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser un usage résidentiel pour le local situé au rez-de-chaussée adjacent à la façade du boulevard De Maisonneuve du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 du cadastre du Québec.
Une demande d'exemptions en matière d'unités de stationnement est également traitée en parallèle pour ce même projet (dossier décisionnel 1186399001)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le terrain visé, le lot 1 566 536, est situé à l'intersection sud-est du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. Le terrain, d'une superficie de 623,2 mètres carrés est actuellement occupé par un bâtiment commercial d'un étage construit en 1934 pour lequel un certificat d'occupation est toujours en vigueur pour des activités de service de réparation d'automobiles sans pompes à essence.

Le projet
Une demande de permis de construction sera déposée afin de réaliser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements implantés sur 75 % du terrain dégagé. Le bâtiment sera implanté en continuité de l'alignement de construction actuel de la rue Beaudry et du boulevard De Maisonneuve. Le projet ne prévoit pas l'aménagement de locaux commerciaux adjacent au boulevard De Maisonneuve. Un certificat d'autorisation de démolition sera exigé, mais la demande n'aura pas à être étudiée par le comité d'étude des demandes de démolition vu la nature des activités actuellement exercées dans le bâtiment.

Le cadre réglementaire
Selon l'article 228, dans un secteur où les usages de la catégorie M.7 sont autorisés, le local situé au rez-de-chaussée adjacent à la façade du boulevard De Maisonneuve Est devrait être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel.

Or, le local adjacent à la façade proposé serait occupé par un usage résidentiel.
L'usage résidentiel peut être autorisé par la procédure prévue au paragraphe 8 de l'article 136 selon le respect des critères applicables de l'article 320.

JUSTIFICATION

De façon générale, ce secteur du boulevard De Maisonneuve présente une intensité commerciale variable. Vers l'est, la concentration de l'offre commerciale diminue et la présence de plusieurs logements au rez-de-chaussée fragmente la continuité commerciale. Ce constat a justifié l'autorisation de déroger à l'exigence commerciale en 2015, pour un projet de 36 logements implanté du côté nord du boulevard De Maisonneuve non loin du site visé par la présente demande.
Par ailleurs, l'utilisation du local visé à des fins commerciales (ou d'équipements collectifs et institutionnels) devrait être justifiée par une demande pour ce type de locaux. Or, de nombreux locaux étant situés sur des tronçons du boulevard De Maisonneuve sont vacants et il ne serait pas stratégique et raisonnable d'obliger l'aménagement d'un commerce dans le local visé. Il est plutôt souhaitable de consolider la vocation commerciale des axes principaux du quartier tel que la rue Sainte-Catherine et la rue Ontario.

En terminant, considérant l'occupation actuelle des lieux, la présente autorisation n'occasionnera pas la perte d'un local commercial pour le secteur. En outre, étant une construction neuve, la typologie architecturale a été élaborée en fonction de l'implantation d'un logement. Ainsi, l'apparence extérieure de la construction et la modulation des ouvertures du rez-de-chaussée favorisent l'intégration appropriée du projet dans son milieu environnant. Le dossier sera présenté en révision architecturale à une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

Considérant que :

- L'implantation de fonctions résidentielles au rez-de-chaussée est compatible avec le milieu environnant;
- Le boulevard De Maisonneuve présente à cet endroit une continuité commerciale au rez-de-chaussée qui est intermittente;
- Le projet est situé à proximité d'importantes artères commerciales que sont les rues Ontario et Sainte-Catherine;
- Le projet de construction contribuera à consolider le cadre bâti sur ce tronçon.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 15 mars 2018, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE

Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-26

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001400823
4.5.1

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 1250-1252, boulevard De Maisonneuve Est

Responsable : Sophie Cournoyer

Description : La demande vise à autoriser l'usage «résidentiel» pour le local situé au rez-de-chaussée adjacent à la façade du boulevard De Maisonneuve du bâtiment projeté sur le lot 1 566 536 du cadastre du Québec.

Le terrain visé, le lot 1 566 536, est situé à l'intersection sud-est du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. Le terrain, d'une superficie de 623,2 mètres carrés est actuellement occupé par un bâtiment commercial d'un étage construit en 1934 pour lequel un certificat d'occupation est toujours en vigueur pour des activités de service de réparation d'automobiles sans pompes à essence.

Une demande de permis de construction sera déposée afin de réaliser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements implantés sur 75 % du terrain dégagé. Le bâtiment sera implanté en continuité de l'alignement de construction actuel de la rue Beaudry et du boulevard De Maisonneuve. Le projet ne prévoit pas l'aménagement de locaux commerciaux adjacent au boulevard De Maisonneuve. Un certificat d'autorisation de démolition sera exigé, mais la demande n'aura pas à être étudiée par le comité d'étude des demandes de démolition vu la nature des activités actuellement exercées dans le bâtiment.

Ce secteur du boulevard De Maisonneuve présente une intensité commerciale variable. Vers l'est, la concentration de l'offre commerciale diminue et la présence de plusieurs logements au rez-de-chaussée fragmente la continuité commerciale. Ce constat a justifié l'autorisation de déroger à l'exigence commerciale en 2015, pour un projet de 36 logements implanté du côté nord du boulevard De Maisonneuve non loin du site visé.

Par ailleurs, l'utilisation du local visé à des fins commerciales (ou d'équipements collectifs et institutionnels) devrait être justifiée par une demande pour ce type de locaux. Or, de nombreux locaux étant situés sur des tronçons du boulevard De Maisonneuve sont vacants.

Considérant l'occupation actuelle des lieux, la présente autorisation n'occasionnera pas la perte d'un local commercial pour le secteur. En outre, étant une construction neuve, la typologie architecturale a été élaborée en fonction de l'implantation d'un logement. Ainsi, l'apparence extérieure de la construction et la modulation des ouvertures du rez-de-chaussée favorisent l'intégration appropriée du projet dans son milieu

environnant. Le dossier sera présenté en révision architecturale à une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'implantation de fonctions résidentielles au rez-de-chaussée est compatible avec le milieu environnant.

Considérant que : Le boulevard De Maisonneuve présente à cet endroit une continuité commerciale au rez-de-chaussée qui est intermittente.

Considérant que : Le projet est situé à proximité d'importantes artères commerciales que sont les rues Ontario et Sainte-Catherine.

Considérant que : Le projet de construction contribuera à consolider le cadre bâti sur ce tronçon.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180394002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

D'édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme (01-282);
De prendre acte de son engagement à verser 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 11:47

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180394002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'exemption en matière de stationnement (3001396890) a été déposée afin d'exempter le propriétaire de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement exigible pour la construction d'un bâtiment résidentiel. À cet effet, une demande de permis de construction est en cours d'analyse (3001281658) afin de construire un bâtiment résidentiel contigu de 3 étages comportant 6 logements et 2 unités de stationnement extérieur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande concerne la construction d'un bâtiment, situé au coin de la rue Hochelaga et de la rue Montgomery, sur le lot 3 361 229 du cadastre du Québec. Le bâtiment de 3 étages et de 6 logements sera implanté sur 70% du terrain dégagé.
La demande vise à exempter le propriétaire de fournir une des 3 unités de stationnement exigées par la réglementation. Le projet prévoit 2 unités de stationnement pour véhicule et déroge donc aux dispositions de l'article 605 du Règlement d'urbanisme 01-282 concernant le nombre minimal d'unités de stationnement exigé pour véhicule.

Le requérant est admissible à une demande d'exemption et assujetti à une compensation monétaire calculée en multipliant le nombre d'unités de stationnement faisant l'objet de l'exemption (1 unité) par la somme établie par unité (3 500$) dans l'ordonnance 5984, o.100, soit 3 500$.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- Le projet prévoit le remplacement d'un bâtiment actuellement vacant et en mauvais état ;
- Les travaux projetés contribueront à la mise en valeur de cette partie d'îlot et du secteur ;

- La largeur restreinte du lot ne permet pas d'aménager plus de 2 unités de stationnement à l'extérieur du bâtiment ;
- Le site bénéficie de plusieurs stationnements sur rue disponibles dans le secteur;
- L'emplacement est bien desservi par le transport en commun puisqu'il est situé à proximité de la station de métro Préfontaine (à environ 500 m);
- Le projet cadre parfaitement avec les objectifs de planification de l'arrondissement visant à conserver le parc de logements locatifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir document « Aspect financier » en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public relatif à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sera affiché au bureau d’arrondissement et publié dans Le Devoir, suite au conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Domenico ZAMBITO)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Andrea SZABO, Ville-Marie

Lecture :

Andrea SZABO, 23 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline CANTIN
Agente de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180394002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180394002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180394002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

5984, o.133 - 2818, rue Hochelaga.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

N° de dossier : 1180394002

Nature du dossier : Contribution Fonds parcs ou stationnement

Financement : Fonds parcs ou stationnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		3 500,00 $						**3 500,00 $**

5984, o. 133	**Ordonnance sur une exemption de fournir le nombre d'unités de stationnement exigé relativement au bâtiment portant le numéro 2818, rue Hochelaga**

Vu le Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Le propriétaire du bâtiment portant le numéro 2818, rue Hochelaga est exempté de fournir 1 unité de stationnement exigés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et ce, en contrepartie du versement de 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180394002*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2018, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180394002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2818, rue Hochelaga de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme (01-282);

Prendre acte de son engagement à verser 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement."

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 3 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		3 500,00 $

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 3 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	33501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date : 2018-03-26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.25

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1186673008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

D'édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:41

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

CONTENU

CONTEXTE

L'article 28.1 du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* implique l'édiction de diverses ordonnances eu égard à la gestion du domaine public.
La présente ordonnance porte sur les conditions d'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons pour la saison 2018 sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1172624003/ CA17 240272: Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

DESCRIPTION

- **Conditions d'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons du 14 mai au 31 décembre 2018 dans le Vieux-Montréal.**

En vertu de l'ordonnance sur l'exercice des activités des musiciens et des amuseurs publics sur le domaine public (CA-24-006, o.53), les musiciens, les amuseurs publics et les sculpteurs de ballons sont interdits dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri et de la Commune, et la rue Saint-François-Xavier, sauf aux emplacements et heures spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

La présente ordonnance détermine les emplacements et heures désignés. Pour la saison 2018, ceux-ci sont :

De 11 h à 23 h - Sur la place Jacques-Cartier:

- Le site Nelson, réservé aux musiciens;
- Le site Le Royer, réservé aux amuseurs publics accrédités;
- Quatre emplacements, réservés aux sculpteurs de ballons;

De 12 h à 21 h

- Deux emplacements prévus sur la rue St-Paul Est, côté nord, dont une face au numéro civique 25 et l'autre, au coin de la rue Vaudreuil, sont réservés aux mimes, aux statues et aux musiciens n'utilisant aucune source d'amplification ou aucun instrument du groupe des cuivres ou des percussions.

De 11 h à 23 h - Sur la place d'Armes

- Un emplacement réservé aux musiciens et amuseurs publics.

Pour se prévaloir du droit d'exercice, les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons doivent obligatoirement s'inscrire sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement de Ville-Marie soit mapvillemarie.com.

JUSTIFICATION

L''occupation sur la place d'Armes par des musiciens et des amuseurs augmente en fréquence depuis quelques années. La présence continue occasionne certaines plaintes concernant l'usage des lieux, l'ordre et le niveau sonore. L'inclusion de cette place sur le site de réservation en ligne mapvillemarie.com apportera une meilleure coordination des lieux avec les autres occupants et une saine gestion de l'ensemble des détenteurs de permis dans le Vieux-Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts assumés à même les budgets de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Vieux-Montréal et la place Jacques-Cartier font l'objet d'intenses activités : événements spéciaux, augmentation des activités d'animation, développement résidentiel et commercial, affluence touristique. En conséquence, ces lieux sont saturés et des frictions et conflits se sont développés entre, d'une part, les résidants, les commerçants et d'autre part, les musiciens, les amuseurs publics et les sculpteurs de ballons. Parfois, les conflits se déroulent entre les détenteurs de permis. Plusieurs plaintes ont été formulées eu égard au bruit, aux nuisances, etc., rendant nécessaire un encadrement particulier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ajout de l'emplacement de la place d'Armes sur le site de réservation en ligne mapvillemarie.com a pour effet d'étendre les emplacements autorisés dans le secteur du Vieux-Montréal et permettre de mieux baliser et coordonner les activités se déroulant sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact constant avec les représentants des musiciens et amuseurs publics via un comité paritaire.

- La division rencontrera tous les détenteurs de permis intéressés à se produire sur la place lors d'une réunion qui se tiendra en mai 2018.
- Le système de réservation en ligne mapvillemarie.com confirmera l'horaire des prestations.
- Un dépliant d'information indiquant les conditions d'obtention d'un permis et de son usage est remis à tous les demandeurs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine M GIRARD
Agente culturelle

Tél : 514 872-8844
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667

Approuvé le : 2018-03-27

Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o. 54	**Ordonnance relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs**

Vu l'article 28.1 du *Règlement modifiant le Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-206).

À sa séance du 10 avril 2018 le conseil d'arrondissement décrète :

1. La présente ordonnance est en vigueur du 14 mai au 31 décembre 2018.

2. L'animation des emplacements sur les places d'Armes et Jacques-Cartier est autorisée de 11 h à 23 h lorsqu'il n'y a pas d'autres activités de programmées, et ce, conformément à la présente ordonnance.

3. Les conditions suivantes s'appliquent à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs :

3.1. Pour jouer sur les emplacements désignés au plan joint identifiant la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs, les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons, détenteurs de permis en règle, doivent obligatoirement s'inscrire sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement à l'adresse mapvillemarie.com.

3.2 L'emplacement de la place d'Armes est strictement réservé aux musiciens et aux amuseurs publics.

3.3. L'emplacement Nelson de la place Jacques-Cartier est strictement réservé aux musiciens.

3.4. L'emplacement Le Royer est strictement réservé aux amuseurs publics accrédités par le comité d'évaluation désigné à cette fin par le comité paritaire des musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons.

3.5. Sur l'emplacement Le Royer, l'amuseur public peut utiliser le feu dans le cadre de sa prestation en se conformant aux conditions suivantes :

1° être détenteur d'une approbation du Service de sécurité incendie de Montréal;

2° respecter le périmètre de sécurité déterminé par le Service de sécurité incendie de Montréal;

3° avoir à portée de main tout équipement exigé par le Service de sécurité incendie de Montréal;

4° ne déverser aucun liquide inflammable ou combustible sur le sol;
5e respecter l'ensemble des exigences du Service de sécurité incendie de Montréal relatives à l'usage du feu ou de combustible.

3.6. Le nombre de sculpteurs de ballons pouvant se produire sur la place Jacques-Cartier est d'au maximum quatre sur les emplacements désignés à cette fin uniquement.

3.7. Sous réserve de plaintes relatives au bruit ou autre nuisance, deux emplacements désignés sont prévus sur la rue Saint-Paul Est, côté nord soit :, un emplacement face au numéro civique 25 rue St-Paul Est et l'autre, au coin de la rue Vaudreuil. Ces emplacements sont consacrés aux musiciens offrant des prestations en solo ou en duo n'utilisant aucune source d'amplification et aux amuseurs publics (mime, statue vivante et magicien exclusivement), et ce aux jours et plages horaires déterminés par l'arrondissement durant la période de la piétonnisation prévue en 2018 de 12h à 21 h. Les musiciens qui utilisent des instruments provenant du groupe des cuivres et des percussions, ou tout autre instrument de musique émettant un niveau de décibels trop élevé pour les emplacements, ne seront pas autorisés à y exercer leur activité. Les musiciens et amuseurs publics désirant se produire à ces emplacements devront être autorisés par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement et utiliser le système de réservation en ligne.

3.8. Pour les prestations se déroulant du lundi au jeudi, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le samedi midi (12 h). Le samedi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du lundi au jeudi suivant.

3.9. Pour les prestations se déroulant du vendredi au dimanche, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le mercredi midi (12 h). Le mercredi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du vendredi au dimanche suivant.

3.10. Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons doivent fournir les prestations aux dates, heures et emplacements déterminés suite au résultat de la loterie du système de réservation en ligne de l'arrondissement. À moins que l'arrondissement n'en décide autrement, et dans la mesure où les principes d'équité et d'accessibilité sont respectés, nonobstant ce qui précède, les amuseurs publics accrédités à l'emplacement Le Royer peuvent convenir par accord mutuel d'un horaire différent en se présentant tous les jours à l'emplacement à midi.

3.11. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit impérativement annuler sa réservation sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement

avant la prestation prévue à l'horaire, si celui-ci ne peut l'honorer, afin de permettre qu'une nouvelle loterie soit générée pour le ou les plages horaires concernées.

3.12. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit se présenter à l'heure et au lieu de sa prestation muni de la confirmation/horaire qui lui a été attribué par le système de réservation en ligne et ne pas interférer avec les autres prestations en cours.

3.13. Les musiciens, amuseurs publics ou sculpteurs de ballons ne peuvent pas changer d'horaire ou d'emplacement, et ce, même s'ils détiennent l'accord d'un autre détenteur de permis.

3.14. Le comité d'évaluation nommé par le comité paritaire des musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons détermine et accrédite les détenteurs de permis qui peuvent se produire sur l'emplacement Le Royer.

3.15. Sur les places d'Armes et Jacques-Cartier, le niveau sonore d'une prestation ne peut être entendu à plus de 25 mètres du site.

4. Le détenteur de permis qui contrevient à l'une des conditions d'exercice prévues à l'article 3 de la présente ordonnance est passible, en plus des dispositions pénales prévues aux articles 30 et 31 du règlement :

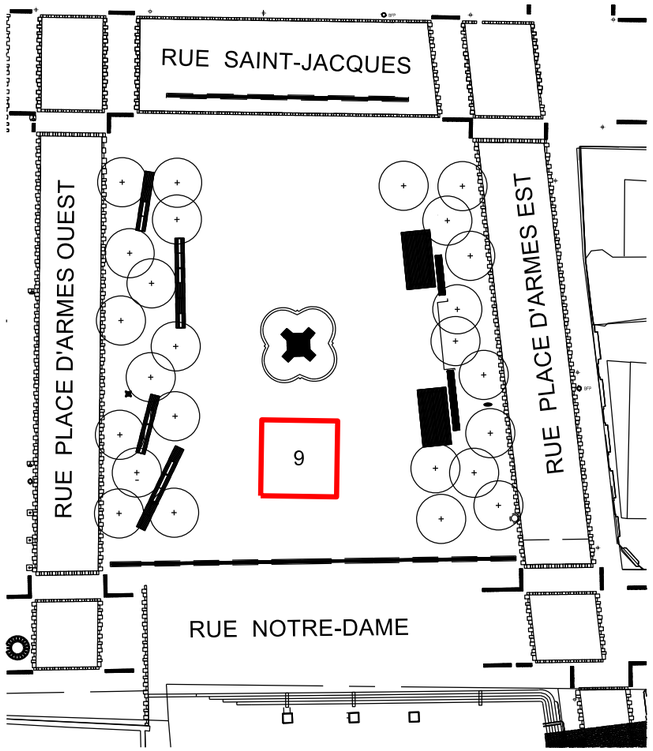
1° pour une première infraction, d'être suspendu de la réservation pour la durée d'inscription à une loterie (3 ou 4 jours);

2° pour une première récidive à l'intérieur d'une période d'un mois, d'être suspendu pour la durée de deux périodes d'inscription à la loterie;

3° pour toute récidive additionnelle, d'être suspendu pour le reste de la saison.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673008) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le __, date de son entrée en vigueur.*

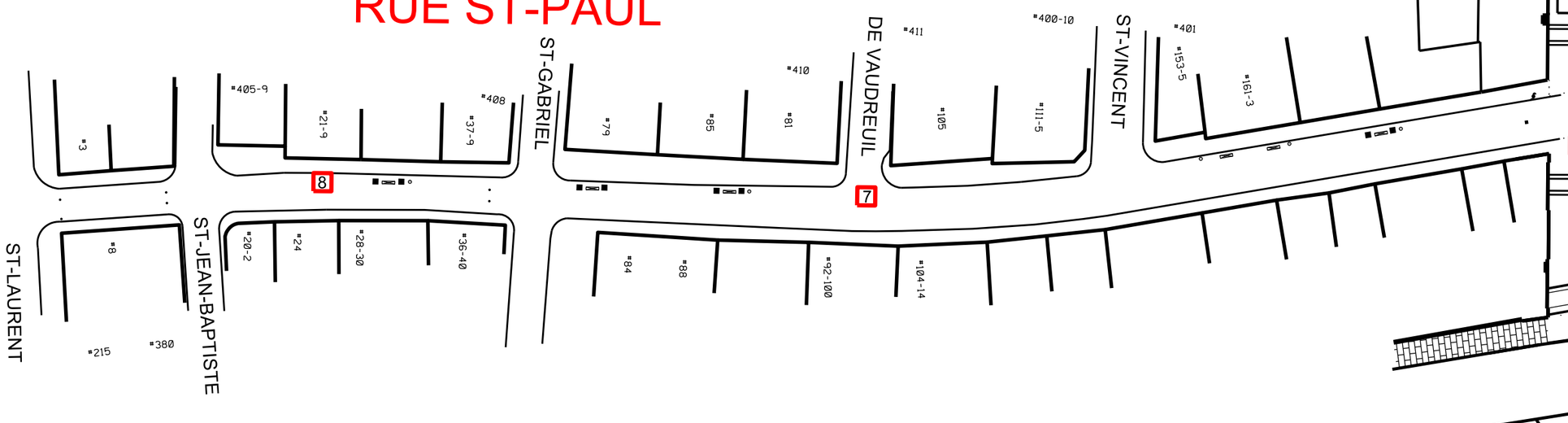
PLACE D'ARMES



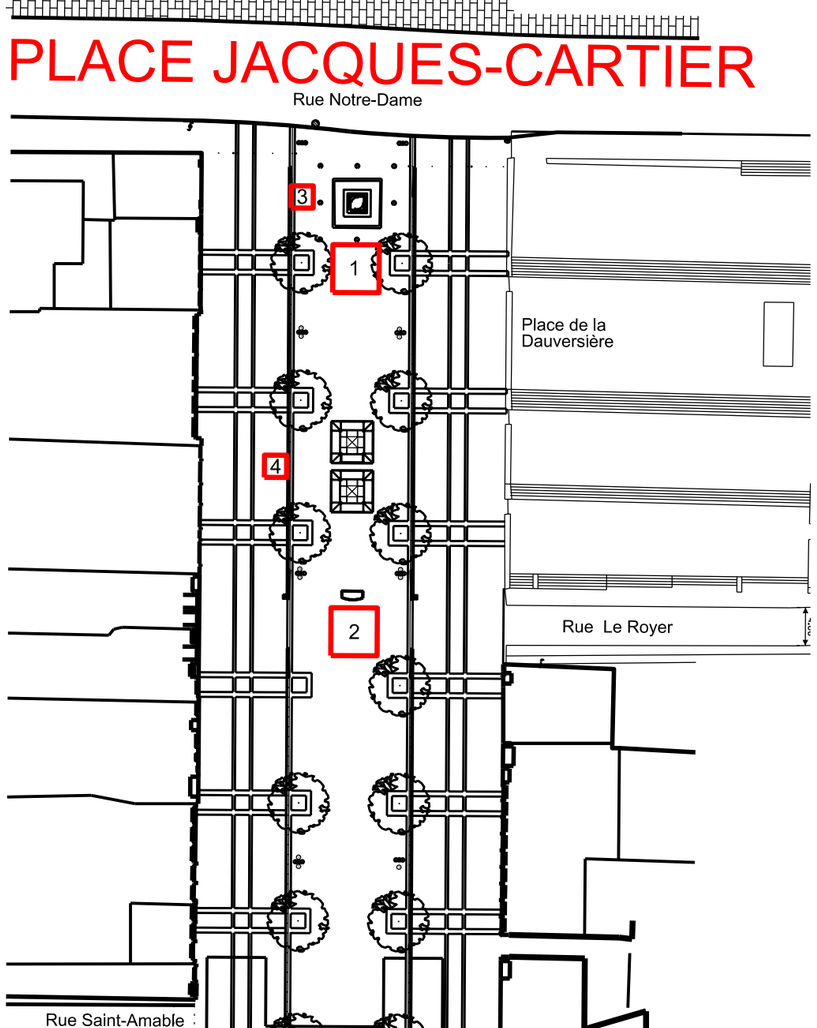
SAISON 2018

# SITE	EMPLACEMENT	TYPE DE PERMIS
1	Nelson	Musiciens
2	Le Royer	Amuseurs Publics
3	PJC Ouest Notre-Dame	Sculpteurs de ballons
4	PJC Ouest Marché Public	Sculpteurs de ballons
5	PJC Est St-Paul Nord	Sculpteurs de ballons
6	PJC Ouest St-Paul Sud	Sculpteurs de ballons
7	St-Paul Nord coin Vaudreuil	Musiciens et Amuseurs Publics
8	St-Paul Nord entre St-Jean-Baptiste et St-Gabriel	Musiciens et Amuseurs Publics
9	Place d'Armes	Musiciens et Amuseurs Publics

RUE ST-PAUL



PLACE JACQUES-CARTIER



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.26

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184869005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA15 240528 ayant autorisé la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, et autorisant la démolition partielle du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

De modifier la résolution CA15 240528, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 13 octobre 2015, en permettant la démolition partielle (76%) du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est conformément aux plans numérotés 7, 9, 11 et 13 à 16, réalisés par Microclimat et estampillés par l'arrondissement le 12 mars 2018 à la condition suivante:
-Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 387 500 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-28 15:28

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184869005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA15 240528 ayant autorisé la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, et autorisant la démolition partielle du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification du projet particulier autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est adoptée par le conseil d'arrondissement le 13 octobre 2015 est nécessaire afin de permettre la démolition de plus de 40 % du bâtiment d'origine sis au 430, rue Sherbrooke Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240528 – 13 octobre 2015 – Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1156347052).

DESCRIPTION

Le site
Un permis de transformation a été émis le 13 avril 2017 pour procéder à la transformation du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke en ajoutant un volume de 7 étages derrière le bâtiment d'origine pour atteindre une hauteur d'environ 23,85 m et permettre l'aménagement de 7 logements. À ce jour, le bâtiment d'origine a été démoli à environ 76 % alors que l'autorisation et le permis en vigueur ne permettaient pas la démolition, mais bien la transformation de ce dernier.

Le projet
La demande de modification du PPCMOI vise à régulariser la situation actuelle et ainsi permettre la démolition d'environ 76 % du bâtiment d'origine ainsi que la conservation et la restauration de la partie restante afin de l'intégrer au nouveau bâtiment de 7 étages prévu dans le cadre de la résolution CA15 240528.

La démolition partielle bien qu'elle soit déjà exécutée, n'affectera pas le concept du projet autorisé au départ puisque le volume du bâtiment d'origine sera entièrement reconstruit afin de s'arrimer adéquatement avec la nouvelle construction prévue à l'arrière. De plus, la

reconstruction de cette partie de bâtiment contrairement à sa conservation engendrera une qualité supérieure en termes de normes de constructions puisque dans le cas où le bâtiment aurait été conservé tel que prévu au permis de transformation émis dans le passé, la réalisation des ouvrages en sous-œuvre aurait été impossible en plus de nuire à l'intégrité de la façade.

Tel que prévu dans le PPCMOI en vigueur, la restauration de la partie restante du bâtiment vise :

- Repointage complet de la façade;
- Remplacement des portes et fenêtres originales;
- Remplacement des trois balcons de type Juliette en fer forgé;
- Remplacement des corniches de bois surplombant les fenêtres du troisième étage;
- Remplacement de la toiture en ardoise;
- Réfection de l'aménagement paysager à l'identique de l'original.

La délivrance d'un certificat de démolition est conditionnelle au dépôt d'une garantie monétaire irrévocable de 387 500$ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Le cadre réglementaire

· Selon l'article 1 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), une démolition se définit comme une destruction de plus de 40 % du volume hors-sol d'une construction. Dans ce cas-ci, un certificat de démolition est nécessaire puisque qu'environ 76 % du bâtiment d'origine a été démoli.

JUSTIFICATION

Considérant que :
· À l'exception de la démolition partielle, le projet reste tel qu'adopté en 2016;
· La demande de permis de construction ainsi que la demande de certificat de démolition sont déjà déposées et payées;
· Une garantie monétaire sera en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés;
· Selon une lettre de la Firme d'ingénieurs-conseils DAHL, Marzin Inc, datée du 25 janvier 2018, la réalisation des travaux en sous-œuvre afin d'y aménager les espaces en souterrains et d'ériger la nouvelle structure aurait été impossible à réaliser dû à plusieurs raisons telles que la non-solidité de la structure ainsi que l'état de certaines poutres existantes en bois pourris;
· L'arrêt de chantier pourra être soulevé seulement lorsque le certificat de démolition ainsi que le permis de construction seront octroyés. Sans l'émission de ces autorisations, les conséquences de l'arrêt de chantier auront des impacts sur l'état de la façade tenue en place avec une structure d'acier et le niveau de confort des occupants des bâtiments contigus dû à l'absence d'isolation des murs mitoyens;

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

· Avant l'émission du certificat de démolition, le demandeur devra déposer une garantie monétaire irrévocable de 387 500 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Lors de la séance du 15 mars 2018 les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
- Émission du certificat de démolition et permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-27

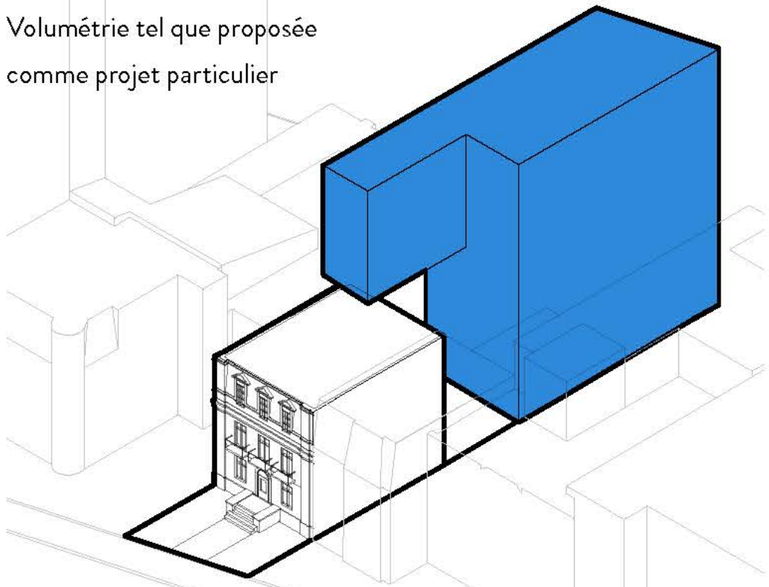
ORGANISATION SPATIALE ET VOLUMÉTRIE

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS

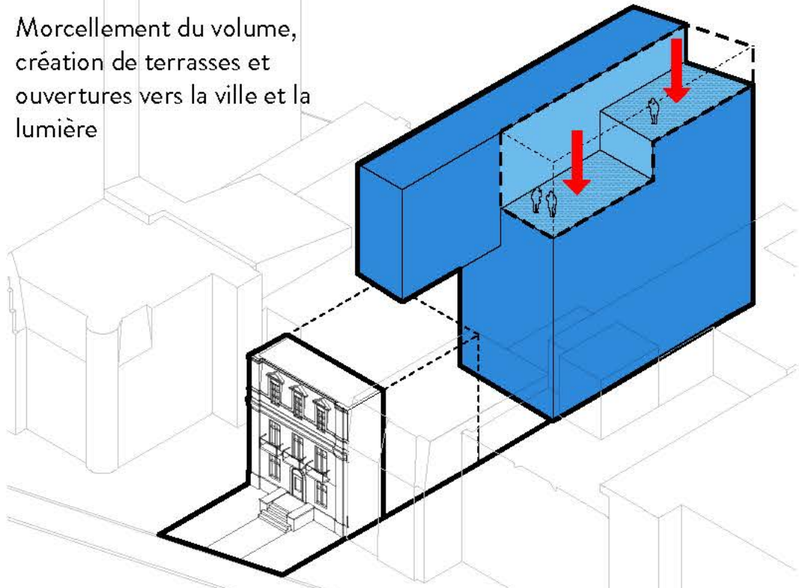
01 - GABARIT INITIAL

Volumétrie tel que proposée comme projet particulier



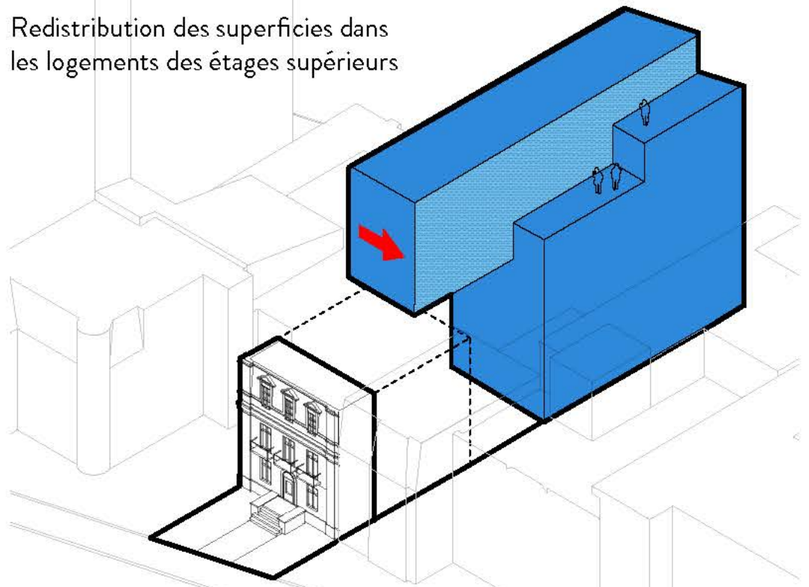
02 - RETRAITS ET VUES

Morcellement du volume, création de terrasses et ouvertures vers la ville et la lumière



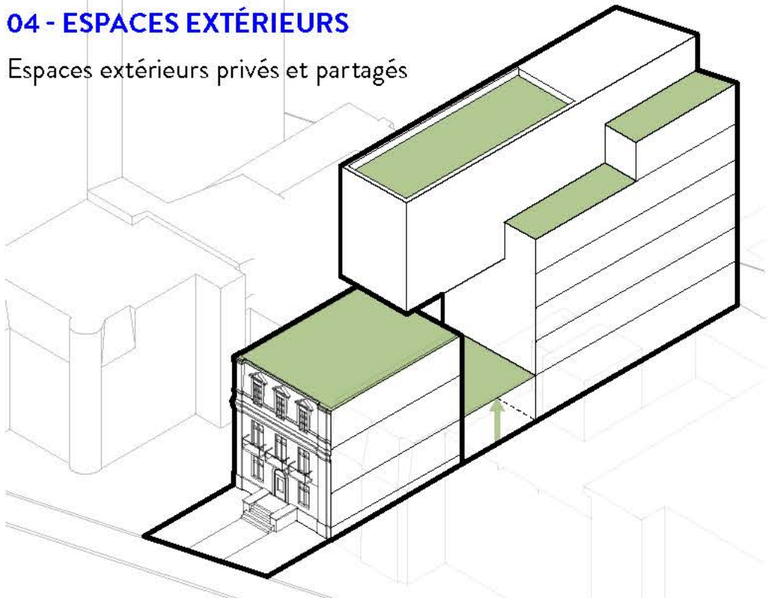
03 - PROPORTIONS

Redistribution des superficies dans les logements des étages supérieurs



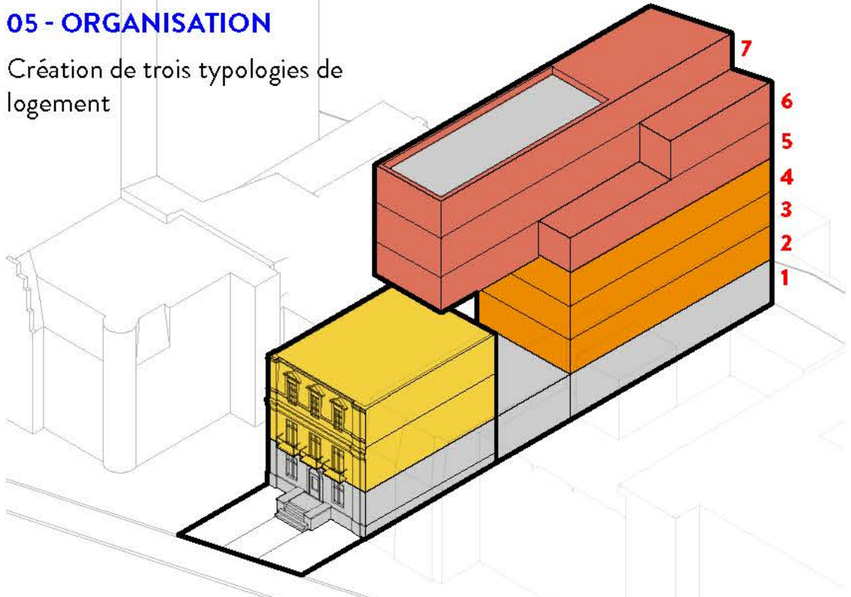
04 - ESPACES EXTÉRIEURS

Espaces extérieurs privés et partagés



05 - ORGANISATION

Création de trois typologies de logement



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS

EXISTANT - ÉQUINOXE DU PRINTEMPS



8:00



10:00



12:00



16:00

PROJET PROPOSÉ - ÉQUINOXE DU PRINTEMPS



8:00



10:00



12:00



16:00

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ANGLE SAINT-DENIS / SHERBROOKE

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

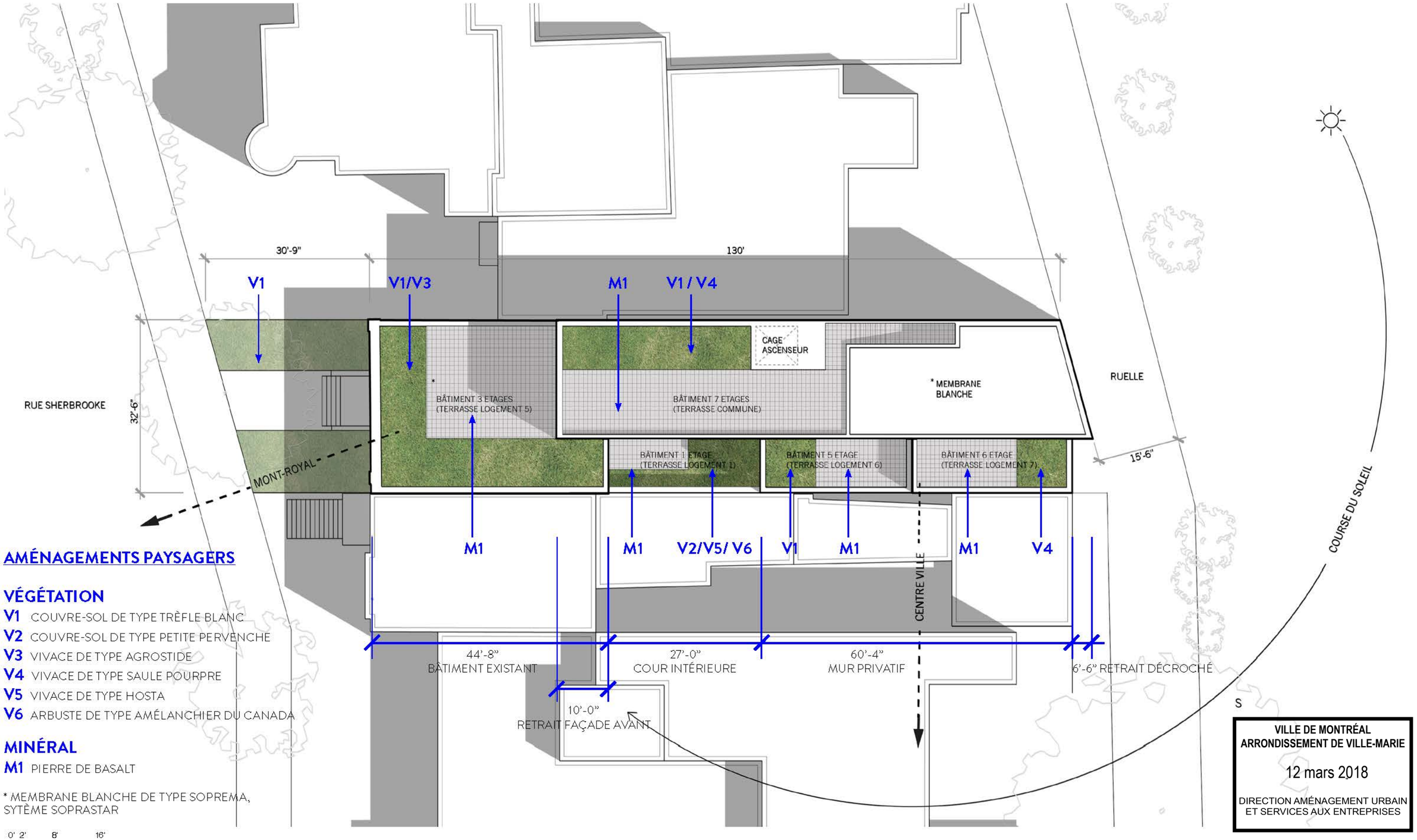
12 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN D'IMPLANTATION

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS



AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

VÉGÉTATION

V1 COUVRE-SOL DE TYPE TRÈFLE BLANC
V2 COUVRE-SOL DE TYPE PETITE PERVENCHE
V3 VIVACE DE TYPE AGROSTIDE
V4 VIVACE DE TYPE SAULE POURPRE
V5 VIVACE DE TYPE HOSTA
V6 ARBUSTE DE TYPE AMÉLANCHIER DU CANADA

MINÉRAL

M1 PIERRE DE BASALT

* MEMBRANE BLANCHE DE TYPE SOPREMA, SYTÈME SOPRASTAR

0' 2' 8' 16'
ÉCHELLE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 mars 2018

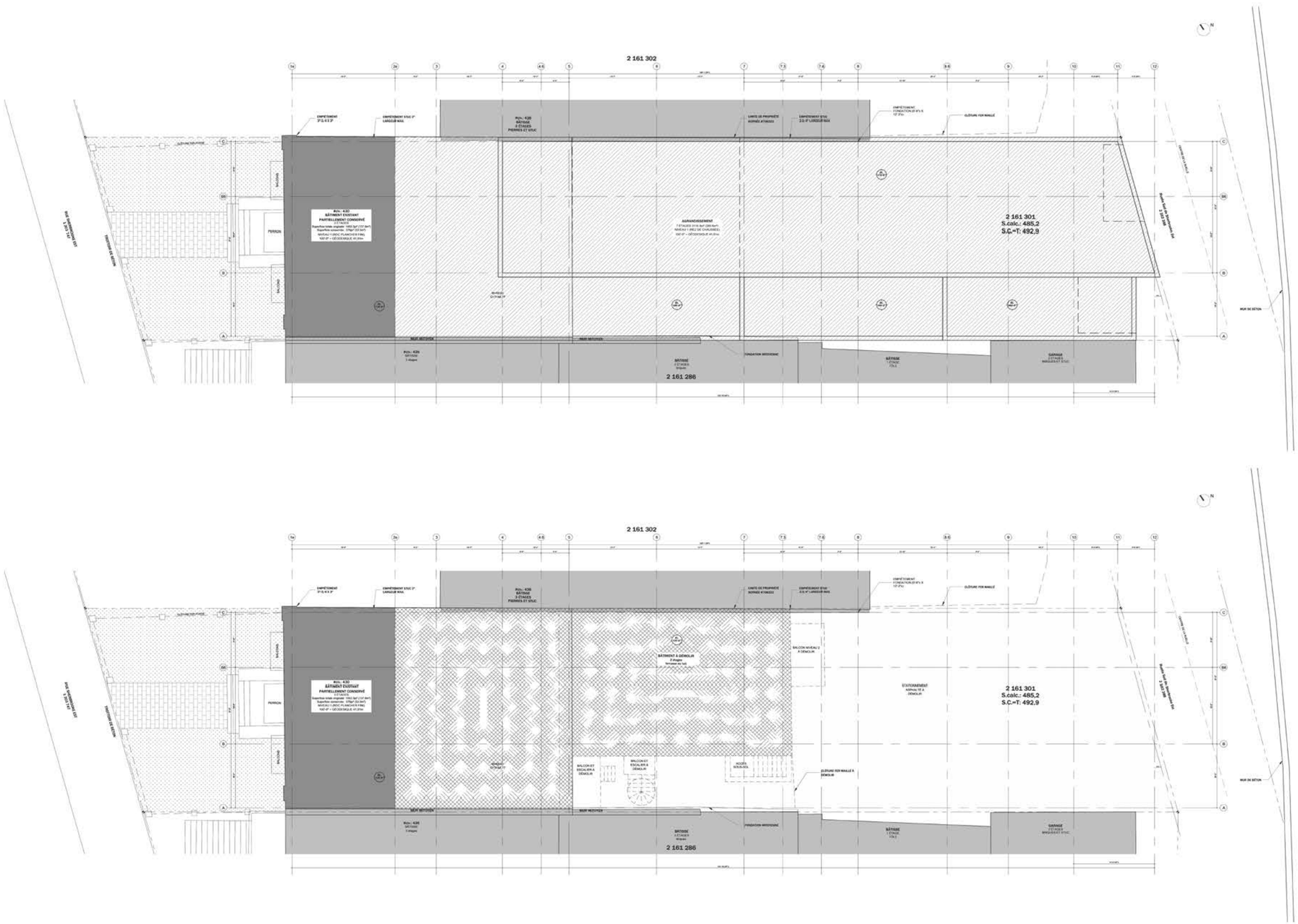
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN D'IMPLANTATION

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS

CONSTRUCTION



DÉMOLITION

0' 2' 8' 16'

ÉCHELLE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

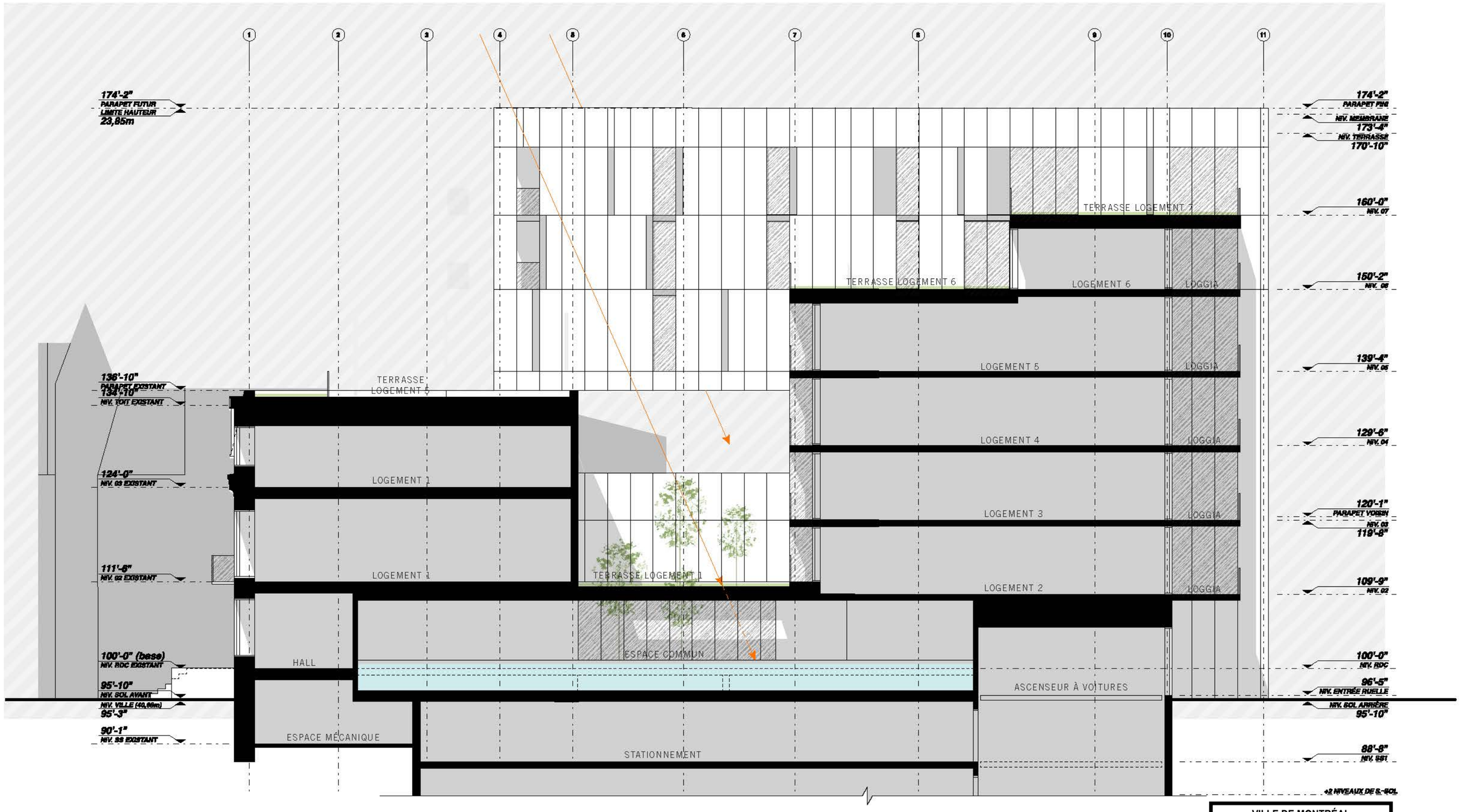
12 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

COUPE GÉNÉRALE NORD-SUD

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS



COUPE LONGITUDINALE

0 2' 8' 16'

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

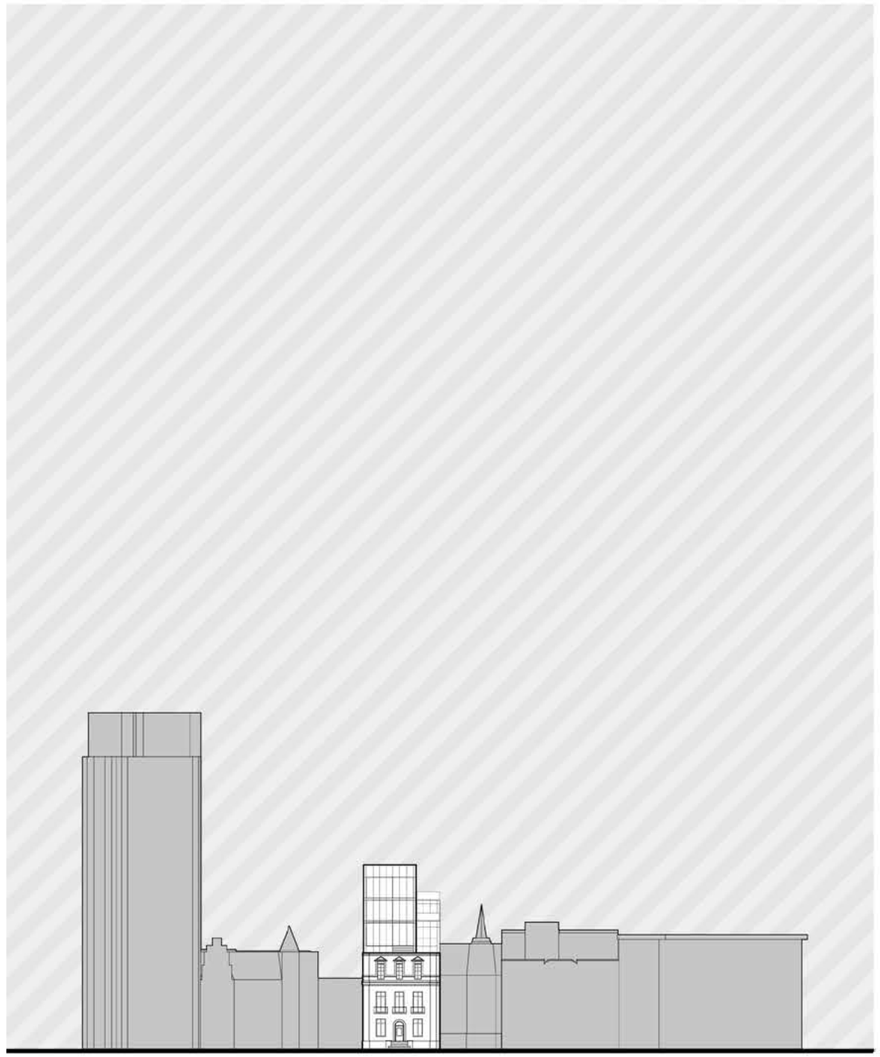
12 mars 2018

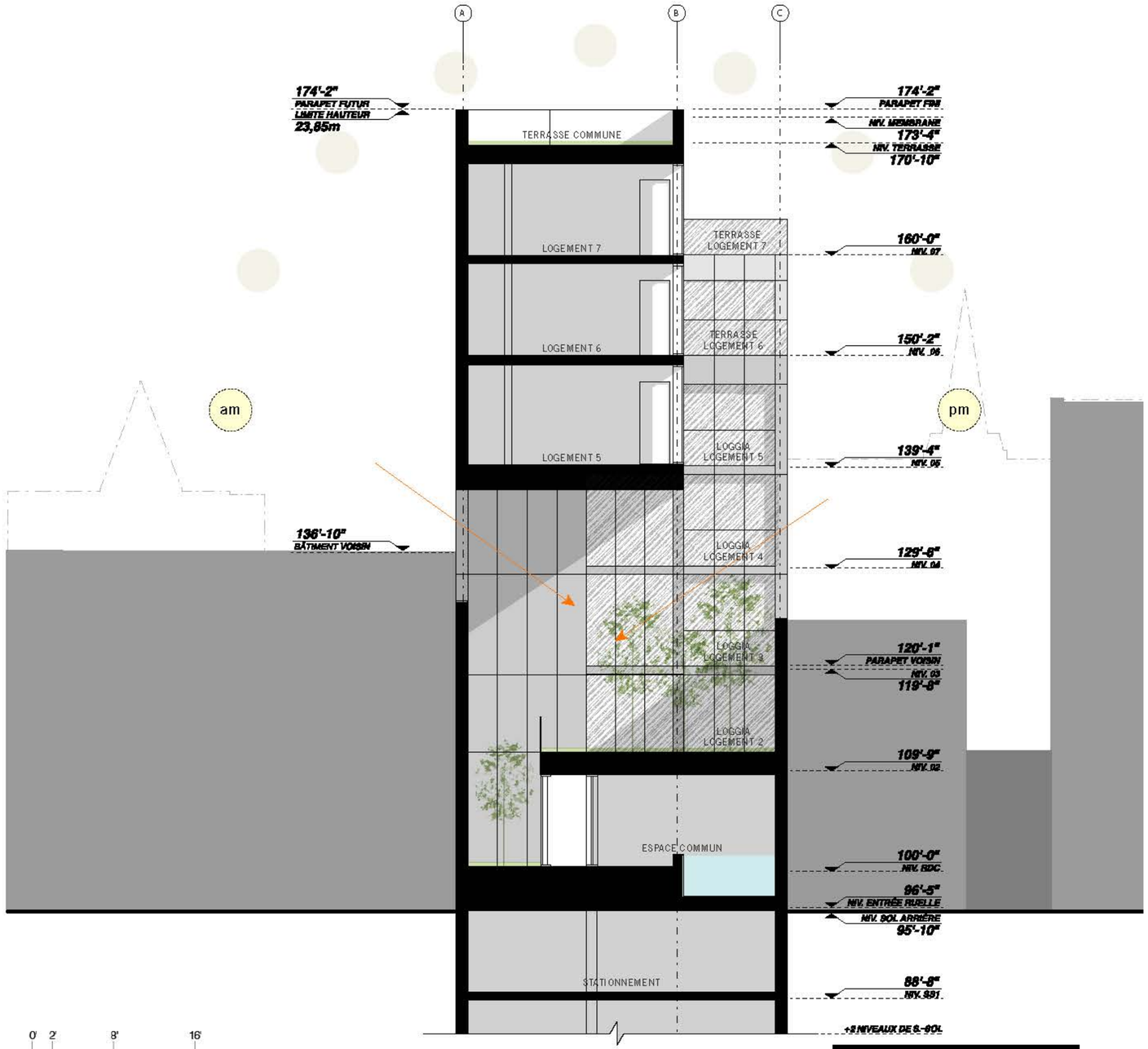
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

COUPE GÉNÉRALE EST-OUEST

2018.03.08_1563_430 SHERBROOKE

microclimat ARCHITECTURE GROUPE THOMAS





ÉLÉVATION RUE SHERBROOKE

COUPE TRANSVERSALE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001402865
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 430, rue Sherbrooke Est

Responsables : Catherine Beaulieu

Description :

La demande vise la modification d'un projet particulier adopté précédemment. Une demande de modification du projet particulier autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est adoptée par le conseil d'arrondissement le 13 octobre 2015 afin de permettre la démolition de plus de 40 % du bâtiment d'origine sis au 430, rue Sherbrooke Est.

Un permis de transformation a été émis le 13 avril 2017 pour procéder à la transformation du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke en ajoutant un volume de 7 étages derrière le bâtiment d'origine pour atteindre une hauteur d'environ 23,85 m et permettre l'aménagement de 7 logements. À ce jour, le bâtiment d'origine a été démoli à environ 76 % alors que l'autorisation et le permis en vigueur ne permettaient pas la démolition, mais bien la transformation de ce dernier.

La demande de modification du PPCMOI vise à régulariser la situation actuelle et ainsi permettre la démolition d'environ 76 % du bâtiment d'origine ainsi que la conservation et la restauration de la partie restante afin de l'intégrer au nouveau bâtiment de 7 étages prévu dans le cadre de la résolution CA15 240528.

La démolition bien qu'elle soit déjà exécutée, n'affectera pas le concept du projet autorisé au départ puisque le volume du bâtiment d'origine sera entièrement reconstruit afin de s'arrimer adéquatement avec la nouvelle construction prévue à l'arrière. De plus, la reconstruction de cette partie de bâtiment contrairement à sa conservation engendrera une qualité supérieure en termes de normes de constructions puisque dans le cas où le bâtiment aurait été conservé tel que prévu au permis de transformation émis dans le passé, la réalisation des ouvrages en sous-œuvre aurait été impossible en plus de nuire à l'intégrité de la façade.

Tel que prévu dans le PPCMOI en vigueur, la restauration de la partie restante du bâtiment vise :

- Repointage complet de la façade;
- Remplacement des portes et fenêtres originales;
- Remplacement des trois balcons de type Juliette en fer forgé;
- Remplacement des corniches de bois surplombant les fenêtres du troisième étage;
- Remplacement de la toiture en ardoise;
- Réfection de l'aménagement paysager à l'identique de l'original.

La délivrance d'un certificat de démolition est conditionnelle au dépôt d'une garantie monétaire irrévocable de 387 500$ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 15 240528) a été adopté le 13 octobre 2015 autorisant la transformation et l'agrandissement du bâtiment.

Considérant que : À l'exception de la démolition partielle, le projet reste tel qu'adopté en 2016.

Considérant que : La demande de permis de construction ainsi que la demande de certificat de démolition sont déjà déposées et payées.

Considérant que : Une garantie monétaire sera en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

Considérant que : Selon une lettre de la Firme d'ingénieurs-conseils DAHL, Marzin Inc, datée du 25 janvier 2018, la réalisation des travaux en sous-œuvre afin d'y aménager les espaces en souterrains et d'ériger la nouvelle structure aurait été impossible à réaliser dû à plusieurs raisons telles que la non-solidité de la structure ainsi que l'état de certaines poutres existantes en bois pourris.

Considérant que : L'arrêt de chantier pourra être soulevé seulement lorsque le certificat de démolition ainsi que le permis de construction seront octroyés. Sans l'émission de ces autorisations, les conséquences de l'arrêt de chantier auront des impacts sur l'état de la façade tenue en place avec une structure d'acier et le niveau de confort des occupants des bâtiments contigus dû à l'absence d'isolation des murs mitoyens.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 387 500 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

pour

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.27

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1187803003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 3e partie C)

Il est recommandé :

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance jointe à la présente permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance jointe à la présente permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que la consommation de boissons alcooliques, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance jointe à la présente permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:46

Signataire : Corinne ANDRIEU

_____

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187803003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 3e partie C)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de consolider et d'harmoniser les actions de la Ville en matière de soutien et d'encadrement des festivals et des grands événements de calibre métropolitain, national et international, le comité exécutif rapatriait, le 30 mars 2005, le pouvoir d'appliquer les règlements relatifs à l'occupation du domaine public pour les festivals et les événements de calibre métropolitain, national et international, en plus de ses pouvoirs prévus en vertu de l'article 69.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville.
Les autres autorisations habituellement nécessaires à la tenue des événements identifiés, soit les dérogations aux règlements sur le bruit, sur l'affichage, sur la paix et l'ordre sur le domaine public, sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain, doivent être obtenues auprès de l'arrondissement concerné. À cet effet, nous présentons un dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.
Voici les règlements dont il est question :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
- Règlement sur l'urbanisme concernant l'affichage, R.R.V.M., 01-282, article 560;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain R.R.V.M. chapitre P-12-2, article 7;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté CA-24-285 article 29.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Des décisions antérieures du Bureau des festivals et des événements culturels de la Direction associée Cinéma - Festivals - Événements ont été approuvées.

DESCRIPTION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.

Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

JUSTIFICATION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.
Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces événements favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel); encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables destinés à se conformer à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les événements en annexe ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

- De plus, ces événements sont gratuits et favorisent l'accessibilité de tous.
- Le promoteur mettra en place sur les sites des événements un système de cueillette des matières recyclables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de rues et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut déroger à la réglementation municipale.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Dominique ARCHAMBAULT, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 27 mars 2018
Stéphanie TURCOTTE, 27 mars 2018
Guy CHARBONNEAU, 27 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FONTAINE
agent de développement culturel

Tél : 514-872-6156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-26

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

01-282, xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3e partie C)

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);

À la séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe). Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3e partie C)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (voir en pièce jointe).

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est un Leq 1 minute de 80 dBA et 100dBC mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-285

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3e partie C)

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
p-12-2,

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3e partie C)

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3e partie C)

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcoolisées et non alcoolisées ainsi que la consommation de boissons alcoolisées selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 3e partie, C
Sommaire 1187803003 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 10 avril 2018

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Jardins Gamelin	Partenariat du Quartier des spectacles	Montage: 23 avril au 17 mai 2018, Programmation: 17 mai au 30 septembre 2018, Démontage: 1 au 12 octobre 2018	Place Émilie-Gamelin	23 avril au 1er octobre entre 7h30 et 23h	23 avril au 1er octobre entre 7h30 et 23h	23 avril au 1er octobre entre 11h et 23h	23 avril au 1er octobre entre 11h et 23h	23 avril au 1er octobre entre 7h30 et 23h	23 avril au 12 octobre	23 avril au 12 octobre	23 avril au 12 octobre	23 avril au 12 octobre	n/a
Projections sur la Place Dupuis	Partenariat du Quartier des spectacles	Montage: 23 avril au 17 mai 2018, Programmation: 17 mai au 30 septembre 2018, Démontage: 1 au 12 octobre 2018	Place Émilie-Gamelin	n/a	n/a	n/a	n/a	23 avril au 12 octobre: jeudis et dimanche du coucher du soleil à 23h; vendredis et samedis du coucher du soleil à 2h	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Concours international de projection architectural interactive	Partenariat du Quartier des spectacles	Montage: 10 avril 2018, Programmation: 11 et 12 avril 2018, Démontage: 13 avril 2018	Métro Saint-Laurent	n/a	n/a	n/a	n/a	20h30 à 23h; Tests de son pendant la journée	n/a	10 au 13 avril 2018	n/a	n/a	n/a
Animations de la rue Sainte-Catherine (piétonnisation)	Partenariat du Quartier des spectacles	Montage: 30 avril au 3 mai 2018, Programmation «Dans ma cours»: 3 au 27 mai 2018, Programmation «Jeux d'échecs»: 3 au 27 mai 2018 et 2 août au 9 septembre 2018 entre 10h et 20h, Démontage «Dans ma cours»: 28 et 29 mai 2018, Démontage «Jeux d'échecs»: 10 au 13 septembre 2018	«Dans ma cours»: rue Sainte-Catherine entre les rues Balmoral et St-Urbain, ainsi que sur la Place des festivals, «Jeux d'échecs»: rue Sainte-Catherine entre les rues Clark et Saint-Laurent en mai; entre les rues Jeanne-Mance et Saint-Urbain en août	n/a	10 mai de 11h à 14h, présence de foodtrucks et distribution de barbe à papa	n/a	n/a	n/a	30 avril au 13 septembre	30 avril au 13 septembre	n/a	n/a	n/a

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.28

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180318006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public et édicter des ordonnances permettant la mise en oeuvre des mesures d'atténuation du chantier de la Société de transport de Montréal (STM) sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest

D'autoriser l'occupation du domaine public et d'édicter les ordonnances qui suivent pour permettre la mise en place des mesures d'atténuation du chantier de la Société de transport de Montréal sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest ;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), l'ordonnance autorisant la diffusion de musique amplifiée sur les terrasses extérieures des commerces de la rue Bishop pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018, entre 7 h 00 et 23 h 00 ;

D'édicter, en vertu du Règlement municipal sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P 12.2, article 7) l'ordonnance P-12.2, o. xxx permettant de peindre des segments identifiés de la chaussée et des trottoirs, et d'y installer des formes artistiques composées de sections de tapis, sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest, pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018 ;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'ordonnance 01-282, o. xxx autorisant l'installation d'enseignes directionnelles identifiant les entreprises enclavées par le chantier du poste de ventilation mécanique de la STM et la projection lumineuse d'ambiance sur la clôture du chantier, côté du trottoir auquel elle fait face, pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:45

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180318006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public et édicter des ordonnances permettant la mise en oeuvre des mesures d'atténuation du chantier de la Société de transport de Montréal (STM) sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de travaux qu'elle mène pour la construction d'un poste de ventilation mécanique sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest, la Société de Transport de Montréal (STM) souhaite mettre en oeuvre sa stratégie d'atténuation des impacts des travaux sur les places d'affaires riveraines débutée l'an dernier. La STM a déposé un programme d'animation des abords du chantier qui mise sur différentes tactiques développées en concertation avec les commerces et les propriétaires riverains. Certaines des tactiques ont été réalisées au cours de l'été 2017, d'autres ont été planifiées en fonction de leur entrée en vigueur en 2018. L'échéancier du chantier de la rue Bishop prévoit se prolonger jusqu'en 2020. À la suite d'une demande d'émission d'une ordonnance de sauvegarde formulée en 2017 par des commerces riverains de ce chantier, auprès de la Cour supérieure du Québec, l'arrondissement avait contribué avec la STM pour la mise en place de ces mesures d'atténuation.
Il s'agit par la présente d'adopter trois ordonnances qui permettront à la STM de déployer, au bénéfice des places d'affaires du secteur, les mêmes mesures d'atténuation d'impact du chantier qui ont été demandées ou déployées au cours de l'année 2017. Celles-ci s'apparentent aux activités autorisées par le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M. c.P-11), mais, étant donné le contexte du chantier, ont une portée et une durée qui s'apparentent à celles autorisées dans le cadre du PR@M - Artère en chantier. Ces trois ordonnances permettraient le marquage des trottoirs à l'aide de peinture temporaire et de tapis, l'installation d'un affichage directionnel sur certains fûts d'éclairage appartenant à la Ville de Montréal ainsi que la diffusion de musique sur les terrasses, durant les heures d'opération des commerces. Étant une mesure exceptionnelle, les autorisations consenties par ces ordonnances entreraient en vigueur dès leur adoption et se prolongeraient tout au long de l'année 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240433 - 5 juillet 2017 - D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 106 permettant le marquage sur la chaussée et les trottoirs de la rue Bishop, entre le boulevard De Maisonneuve Ouest et la rue Sainte-Catherine Ouest.

DESCRIPTION

Les dérogations réglementaires demandées par la Société de Transport de Montréal sont de deux ordres. Elles visent, d'une part, à permettre d'attirer l'attention des passants sur le maintien des activités des commerces de la rue Bishop malgré leur isolement apparent et, dans un deuxième temps, à déployer des éléments visuels et sonores propices à créer une ambiance agréable, malgré les désagréments du chantier. Pour y parvenir, trois ordonnances sont requises.
La première autoriserait à déroger à l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282) pour permettre d'installer, sur des fûts de lampadaires, des flèches directionnelles fabriquées de caoutchouc souple et sur lesquelles sont inscrits les noms des commerces enclavés. L'aspect et la localisation des ces flèches apparaissent aux fichiers «flèches.jpg» et «plan_harmonisation_STM_2017_06_21.pdf» attachés en pièces jointes.

La seconde ordonnance permettrait de déroger à l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2) pour le déploiement d'une mosaïque artistique peinte sur le trottoir du côté est de la rue Bishop, pour l'installation de formes fluides faites à partir de tapis rouge, collée au sol sur les autres segments de trottoir ceinturant la zone du chantier ainsi que pour l'animation lumineuse de la clôture de chantier.

L'adoption d'une troisième ordonnance, celle-ci relative à l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), permettrait la diffusion de musique amplifiée, sur les terrasses des commerces qui en sont munies, aux heures d'ouverture de ces commerces et jusqu'à l'heure maximale permise dans le secteur.

Ces dérogations sont demandées pour l'ensemble de l'année, c'est-à-dire à compter de leur entrée en vigueur et jusqu'au 31 décembre 2018. À cet effet, la STM agira à titre de responsable d'une activité de promotion commerciale et devra en assumer toutes les responsabilités, comme celles de préalablement faire approuver tout matériau, tout ancrage, toute modification aux concepts présentés, et sera responsable de l'application et de l'enlèvement de l'affichage et de la peinture tout comme elle devra fournir l'avenant d'assurances exigibles dans les circonstances.

JUSTIFICATION

L'appui aux propositions de mitigation présentées par la STM a été accordé par l'arrondissement en 2017, compte tenu de l'ampleur, de la durée de ce chantier et de l'impact sur l'activité économique de la presque totalité des entreprises commerciales faisant affaires dans ce segment de la rue Bishop. La majorité des entreprises visées par la mesure d'atténuation des impacts sont enclavées par une clôture qui ceinture le chantier entre les adresses municipales 1425 et 1447.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux reliés à ce chantier de la STM sont prévus s'étaler sur plusieurs mois, jusqu'en 2019. L'impact sur les affaires des commerces riverains est réel et mesurable depuis ses

tout débuts. La mesure de mitigation proposée par la STM est inspirée de réalisations observées à différents endroits sur le territoire montréalais, notamment en situation de chantier et de fermeture de rue.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La STM prend entièrement la responsabilité des stratégies de communication à mettre en oeuvre dans le cadre de ce chantier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le déploiement des éléments qui seront autorisés se fera graduellement dès que la température le permettra. Leur enlèvement se fera à la fin de la saison, entre les mois de novembre et de décembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Marc LABELLE
Directeur

Tél : 514 872-2698
Télécop. :


CRAFT


MAN - NA
mesa
CRAFT


TERRASSE


Pizza Hut
LIVRAISON
Pizza Hut
LIVRAISON
À LOUER
143
143B
TERRASSE
LE GOURMET BURGER
LE GOURMET BURGER
8h - 9h
LUN À VEN
Kafe

Demande pour diffuser de la musique d'ambiance dans les enclaves de la rue Bishop

Contexte

La Société des transports de Montréal a mis sur pied plusieurs bureaux de projets afin de rénover, maintenir et améliorer ses infrastructures. Dans le cadre de la mission du Bureau de Projet Équipements Fixes Métro (BPÉFM), les postes de ventilation nécessitent des rénovations et plusieurs constructions neuves seront aussi érigées afin de répondre aux besoins des nouveaux équipements. C'est le cas du poste de ventilation mécanique sis sur la rue Bishop qui améliorera notamment la qualité de l'air en tunnel. Déjà 9 postes de ventilation ont été construits par le BPÉFM, cependant Bishop est le premier poste réalisé au centre-ville. Afin de réaliser les travaux et permettre la livraison des matériaux, la voie de circulation est réduite de moitié et le trottoir du côté Est de la rue est tronqué ce qui crée deux enclaves pour accéder aux commerces possible (voir Figure 1).

Une fois les travaux entamés, les propriétaires des commerces de la rue Bishop ont exprimés leurs doléances. Le bruit, la propreté, le manque de visibilité, la diminution de l'achalandage sur Bishop sont à l'origine de ces plaintes.

Le bruit occasionné ainsi que la poussière sont des aspects qui relèvent directement du chantier et qui sont gérés sans intermédiaire avec l'entrepreneur grâce à des moyens de mitigation concrets mis en place sur le site.

En supplément, ces problématiques ont donc donné lieu à l'élaboration d'un plan de mitigation « Le plan d'harmonisation de la rue Bishop » qui a des objectifs très clairs et qui se veut une collaboration avec la communauté, les riverains ainsi qu'avec l'entrepreneur pour améliorer la situation.



Figure 1 – Plan de la rue Bishop

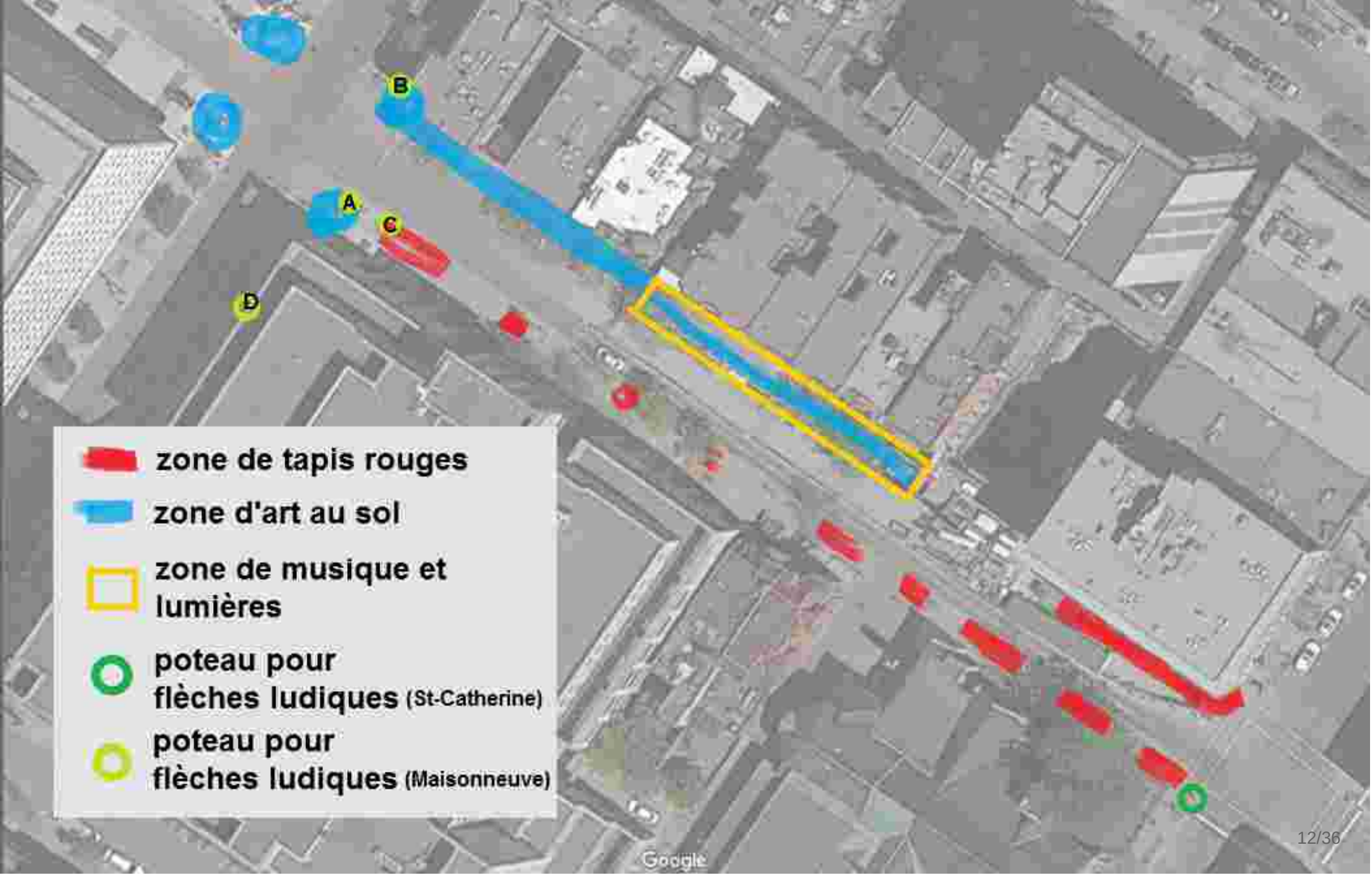
Demande

Depuis l'implémentation du plan d'harmonisation, le canal de communication a été bien établi et le BPÉFM collabore avec les commerçants pour rendre l'environnement du site plus convivial.

Puisque les commerçants sont ouverts aussi hors des heures d'opération du chantier, et considérant l'effort mis par le BPÉFM de réduire le nombre de décibels aux abords des commerces, nous vous adressons, à la demande des commerçants, l'autorisation de faire jouer de la musique d'ambiance pendant les heures d'opération des commerçants.

La diffusion de la musique dans l'enclave Nord et l'enclave Sud respecterait les normes prescrites de la Ville de Montréal.

Elle serait diffusée par des haut-parleurs installés dans les enclaves et alimentés par le BPÉFM. Suite à la demande exceptionnelle des commerçants et dans le cadre d'évènements organisés conjointement avec les commerçants, le BPÉFM demande la permission de faire jouer des musiciens en remplacement de la musique d'ambiance. Leurs performances respecteraient la limite de décibels prescrites.


A
B
C
D
zone de tapis rouges
zone d'art au sol
zone de musique et lumières
poteau pour flèches ludiques (St-Catherine)
poteau pour flèches ludiques (Maisonneuve)
Google

Projet d'harmonisation de la rue Bishop

Objectifs

- Contribuer à rendre la rue vibrante et attirante malgré le chantier de construction
- Aider les commerçants en générant plus de trafic sur la rue
- Modifier et améliorer la signalisation pour les piétons
- Améliorer la gestion des déchets aux abords du chantier

Concept 1 – Éclairage incitatif à LEDs



Concept 2 – Flèches indicatrices ludiques (sud-ouest)



Concept 3 – Habillage des clôtures



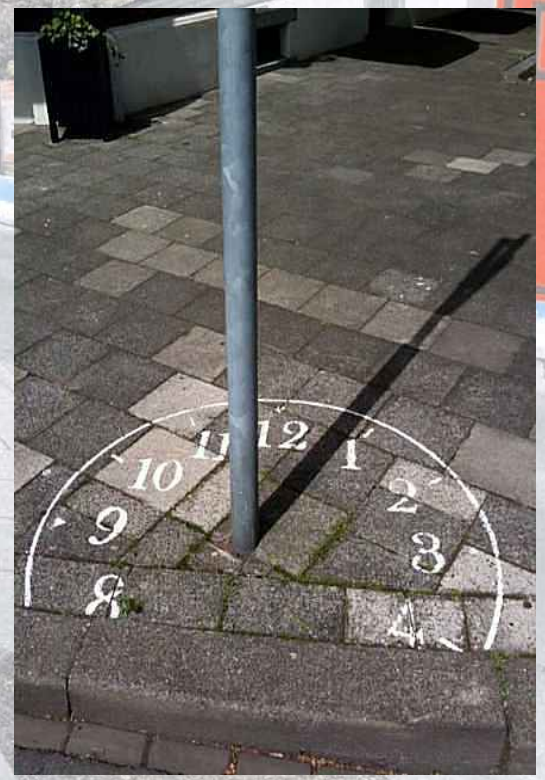
Concept 4 – Piano-terrasse



Concept 5 – Terrasse Café Ferrari



Concept 6 – Cadran solaire



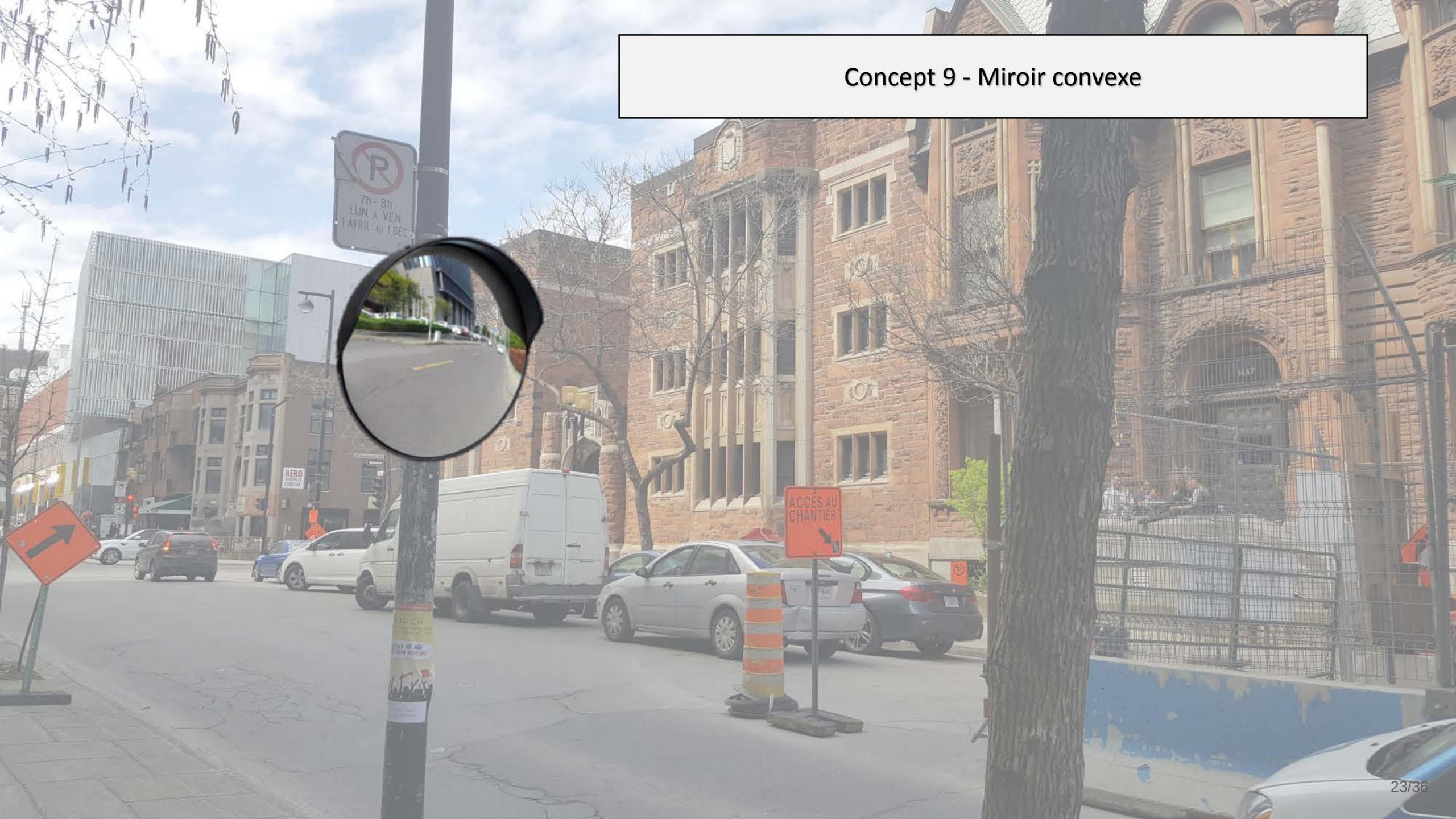
Concept 7 – Art graphique piétonnier



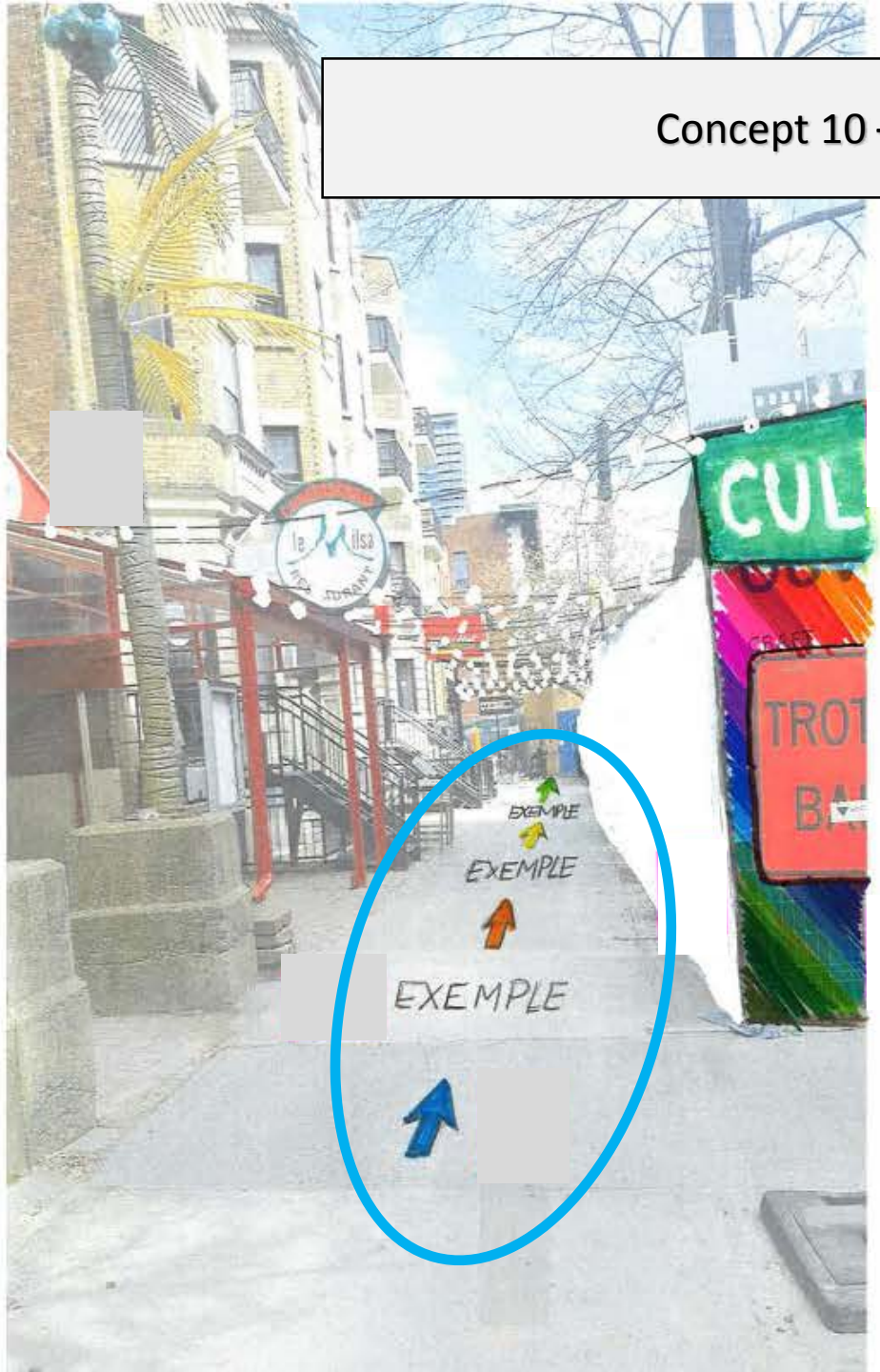
Concept 8 – Murale artistique de chantier



Concept 9 - Miroir convexe



Concept 10 – Illusion graphique



Concept 11 – L’auberge fleurie



Concept 12 – Mobilier urbain







Concept 13 – Flèches indicatrices ludiques (nord-ouest)



Concept 15 – Arts graphiques piétonniers



Idées en attente d’approbation



Concept 16 – Aires de terrasses Bishop nord



Concept 17 – Micro Bibliothèque




Créer ensemble
Construire ensemble
Vivre ensemble

Collaborateurs



Ville-Marie
Montréal

01-282, o. xxx **Ordonnance sur l'affichage publicitaire sur la rue Bishop et ses environs dans le cadre du chantier de la STM - 2018**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète, qu'en appui aux mesures d'atténuation des impacts du chantier de la Société de transport de Montréal sur la rue Bishop :

1. L'installation d'enseignes directionnelles identifiant les entreprises enclavées par le chantier du poste de ventilation mécanique est autorisée aux intersections de la rue Bishop avec la rue Sainte-Catherine Ouest et avec le boulevard De Maisonneuve Ouest.

Les enseignes et les attaches de celles-ci doivent être substantiellement conformes aux conditions d'utilisation prescrites par les services municipaux responsables.

2. La projection lumineuse d'ambiance sur la clôture du chantier, côté du trottoir auquel elle fait face, est aussi autorisée.

Cette projection est limitée à produire une lumière d'ambiance et ne doit pas projeter au-delà du trottoir qu'elle a l'objectif d'animer.

3. Cette autorisation est valide pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018 et est exclusive au Bureau des projets - Équipements fixes de la Société de transport de Montréal (STM).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, l'affichage autorisé doit être enlevé.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318006*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *, date de son entrée en vigueur*

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la diffusion de musique amplifiée sur les terrasses de la rue Bishop, entre Sainte-Catherine ouest et De Maisonneuve ouest.**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète, qu'en appui aux mesures d'atténuation des impacts du chantier de la Société de transport de Montréal sur la rue Bishop :

1. La diffusion de musique amplifiée à l'extérieur est exceptionnellement permise sur les terrasses des commerces de la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine ouest et le Boulevard De Maisonneuve, entre 7 h 00 et 23 h 00.

2. L'utilisation des mégaphones n'est permise que pour la diffusion de messages de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 95 dBC, LAeq 1 minute, mesuré à 5 m des appareils sonores en tout temps

4. Cette autorisation est valide pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018 et est exclusive au Bureau des projets - Équipements fixes de la Société de transport de Montréal (STM).

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. xxx **Ordonnance relative au marquage de la chaussée et des trottoirs de la rue Bishop, entre Sainte-Catherine ouest et De Maisonneuve ouest.**

Vu le paragraphe 1° de l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2) ;

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète, qu'en appui aux mesures d'atténuation des impacts du chantier de la Société de transport de Montréal sur la rue Bishop :

1. Il est permis de peindre des segments de la chaussée et des trottoirs, et d'y installer des formes artistiques composées de sections de tapis, sur la rue Bishop, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest.

2. Conformément aux plans soumis par la STM, les autorisations de marquage sont les suivantes :

- La peinture du trottoir est autorisée dans le segment enclavé du chantier compris entre le 1425, rue Bishop et le boulevard de Maisonneuve Ouest.

- L'installation du tapis est autorisée sur les autres portions des trottoirs entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest.

3. Cette autorisation est valide pour la période du 15 avril au 31 décembre 2018 et est exclusive au Bureau des projets - Équipements fixes de la Société de transport de Montréal (STM).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. La Société de transport de Montréal est responsable de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *, date de son entrée en vigueur.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.29

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1180318005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2018

D'autoriser l'occupation du domaine public et la fermeture des tronçons de rue identifiés au tableau ci après pour la réalisation du calendrier 2018 des promotions commerciales pour lesquelles les Sociétés de développement commercial (SDC) et les associations de commerçants ont formulé une demande conforme au règlement P-11 sur les promotions commerciales ;

PROGRAMMATION DES PROMOTIONS COMMERCIALES - SAISON 2018	
Promoteur	**Segments où la fermeture de rue et / ou l'occupation du domaine public est autorisée**
Association des marchands de la rue Peel	Rue Peel, de Sainte-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest, du 5 juin, 6:00 au 11 juin, 18:00
Association des marchands de la rue Crescent	Rue Crescent, de Sainte-Catherine Ouest à De Maisonneuve Ouest : du 6 juin, 17:00 au 11 juin, 8:00 Boul. De Maisonneuve Ouest, de Bishop à de la Montagne : du 6 juin, 7:00 au 11 juin, 8:00
	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 23 juil., 0:01 au 30 juillet, 8:00
	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 13 sept., 21:00 au 16 septembre, 8:00
Chambre de commerce chinoise de Montréal	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h
	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h
	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h
Société de développement	Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Aylmer et Guy : du 13 juil., 6:00 au 15 juillet, 21:00

commercial Destination centre-ville	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain : de 10:00 à 14:00 Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel : de 10:00 à 14:00 Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque : de 10:00 à 14:00
	Ruelle au sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield : quotidiennement, de 15:00 à 20:00 Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel: quotidiennement, de 15:00 à 20:00
Société de développement commercial du Village	s/o Piétonnisation 2018 en cours
	s/o Piétonnisation 2018 en cours
	s/o Piétonnisation 2018 en cours
Société de développement commercial Quartier Latin	Rue St-Denis, de Sherbrooke à De Maisonneuve : du 25 mai, 7:00 au 27 mai, 14:00 Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 25 mai, 7:00 au 27 mai, 14:00
	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke : du 24 juin, 5:00 au 25 juin, 14:00 Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 24 juin, 5:00 au 25 juin, 14:00

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA 24-085) l'ordonnance permettant la distribution d'articles publicitaires et promotionnelles liés aux commanditaires autorisés par les promoteurs, selon les horaires des promotions commerciales identifiées ;

D'édicter, en vertu du Règlement municipal sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P 12.2, article 7) l'ordonnance permettant de peindre avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, selon les horaires des promotions commerciales identifiées.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:44

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180318005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2018

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M. c.P-11) la Ville de Montréal autorise la tenue de promotions commerciales et édicte les règles associées au droit de réaliser des promotions de nature commerciale sur le domaine public. Les Sociétés de développement commercial et les associations de commerçants de l'arrondissement de Ville-Marie sont autorisées à se prévaloir de ce droit jusqu'à trois fois dans une année donnée. Dans le but de constituer le calendrier annuel de promotions, qui doit permettre à l'arrondissement d'en faire la planification, elles doivent soumettre une demande écrite à l'aide d'un formulaire qui leur est rendu disponible, indiquer la nature de la promotion, les dates, les heures prévues ainsi que les besoins spécifiques qui nécessitent l'autorisation municipale.
La présente vise à adopter le calendrier 2018 des promotions commerciales, ce qui permettra à la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises de Ville-Marie de coordonner les demandes et les besoins des diverses associations commerçantes avec les différents services municipaux et autres partenaires externes impliqués. Préalablement à la tenue de chacune des promotions commerciales autorisées par le conseil, une rencontre de coordination est tenue, laquelle permet de réviser les besoins en support logistique, réviser les règles à appliquer et rappeler les engagements des promoteurs reliés aux ordonnances adoptées. L'adoption du calendrier annuel des promotions commerciales permet de plus de coordonner ces activités promotionnelles avec l'ensemble des autres activités à survenir sur le territoire de l'arrondissement et d'autoriser la fermeture des tronçons de rues nécessaires à la tenue des événements et d'autoriser l'occupation du domaine public à des fins promotionnelles. En ce qui touche la dynamique urbaine, les promotions demandées contribuent à la dynamique des rues commerçantes, à animer le milieu et à permettre aux différentes clientèles et aux résidents du quartier de découvrir leur secteur commercial sous un angle sympathique, animé, favorisant l'échange et la socialisation.

En pièce jointe, un tableau détaillé des dates, des journées, des heures et des ordonnances requises forme le calendrier des promotions commerciales 2018. L'ordonnance autorisant l'affichage promotionnel sur le domaine public est en vigueur depuis le 13 mars dernier, adoptée par la résolution CA 18 240132.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 18 240132 - 13 mars 2018 - Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282 o. 198 autorisant l'affichage promotionnel et publicitaire des événements et promotions commerciales pour l'année 2018.
CA17 240223 - 11 avril 2017 - Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2017;

CA16 240221 - 12 avril 2016 - Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2016;

CA15 240179 - 14 avril 2015 - Autoriser la fermeture de certaines rues de l'arrondissement de Ville-Marie et l'occupation du domaine public pour la tenue d'activités de promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2015;

CA14 240203 - 8 avril 2014 - Autoriser la fermeture de certaines rues de l'arrondissement de Ville-Marie et l'occupation du domaine public pour la tenue d'activités de promotions commerciales organisées par les Société de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2014 ;

CA13 240194 - 9 avril 2013 - Autoriser la fermeture de certaines rues de l'arrondissement de Ville-Marie et l'occupation temporaire du domaine public pour la tenue d'activités de promotions commerciales organisées par les Société de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2013

DESCRIPTION

Le calendrier des promotions commerciales à autoriser pour l'année 2018 apparaissent au tableau qui suit.

PROGRAMMATION DES PROMOTIONS COMMERCIALES - SAISON 2018			
Promoteur	**Promotions**	**Dates**	**Fermetures de rues et / ou ordonnances à autoriser**
Association des marchands de la rue Peel	Événement Formule Peel	5 au 11 juin 2018	Rue Peel, de Sainte-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest, du 5 juin, 6:00 au 11 juin, 18:00
Association des marchands de la rue Crescent	Festival du Grand prix sur Crescent	6 au 11 juin 2018	Rue Crescent, de Sainte-Catherine Ouest à De Maisonneuve Ouest : du 6 juin, 17:00 au 11 juin, 8:00 Boul. De Maisonneuve Ouest, de Bishop à de la Montagne : du 6 juin, 7:00 au 11 juin, 8:00
	Semaine Gourmande sur Crescent	23 au 29 juillet 2018	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 23 juil., 0:01 au 30 juillet, 8:00
	Festival Villa Paradizo	13 au 16 septembre 2018	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 13 sept., 21:00 au 16 septembre, 8:00
Chambre de commerce	Vente trottoir du Quartier chinois (juin)	20 au 24 juin 2018	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22:00

chinoise de Montréal	Vente trottoir du Quartier chinois (juillet)	25 au 29 juillet 2018	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22:00
	Vente trottoir du Quartier chinois (août)	15 au 19 août 2018	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22:00
Société de développement commercial Destination Centre-Ville	Place du Grand Prix du Canada	4 au 11 juin 2018	**DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÈTE**
	La Sainte-Catherine célèbre	13 au 15 juillet 2018	Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Aylmer et Guy : du 13 juil., 6:00 au 15 juillet, 21:00 Rue Union, côté est, Ste-Catherine et De Maisonneuve : du 13 juil., 6:00 au 15 juillet, 21:00 Rue McGill College, de Ste-Catherine Ouest à De Maisonneuve : du 13 juillet, 6:00 au 15 juil., 21:00
	Défilé du Père Noël	17 novembre 2018	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain : de 10:00 à 14:00 Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel : de 10:00 à 14:00 Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque : de 10:00 à 14:00
	Le Marché des ruelles	15 août au 7 septrembre 2018	Ruelle au sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield : quotidiennement, de 15:00 à 20:00 Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel: quotidiennement, de 15:00 à 20:00
Société de développement commercial du Village	Aires libres - volet 1	4 au 10 juin 2018	s/o : piétonnisation saisonnière en cours
	Aires libres - volet 2	9 juillet au 15 juillet 2018	s/o : piétonnisation saisonnière en cours
	Aires libres - volet 3	27 août au 2 septembre 2018	s/o : piétonnisation saisonnière en cours
Société de développement commercial Quartier Latin	Lancement de la saison des terrasses	25 et 26 mai 2018	Rue St-Denis, de Sherbrooke à De Maisonneuve : du 25 mai, 7:00 au 27 mai, 14:00 Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 25 mai, 7:00 au 27 mai, 14:00
	Fête nationale dans le Quartier latin	24 juin 2018	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke : du 24 juin, 5:00 au 25 juin, 14:00 Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 24 juin, 5:00 au 25 juin, 14:00
	OUMF	5 au 10 septembre 2018	**DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÈTE**

L'adoption du présent calendrier des promotions commerciales autorisera la fermeture des rues, l'exposition ainsi que la vente de biens et de services sur le domaine public aux dates et aux heures déterminées. Moyennant le respect des règles applicables dans les circonstances, la préparation et le service d'aliments ainsi que la consommation de boissons alcooliques à l'extérieur des établissements sont par le fait même autorisés durant les

mêmes périodes.

D'autre part, pour maximiser les retombées de ces activités promotionnelles, un certain nombre de demandes de dérogations réglementaires ont été formulées par les associations commerciales. L'édiction des ordonnances jointes au présent dossier autorisera de plus l'installation et la distribution de matériel publicitaire de fournisseurs et de commanditaires et la décoration de la chaussée à l'aide de peinture à usage temporaire. Ces autorisations rendent les Sociétés de développement commercial et les associations de commerçants à qui sont remis les permis de promotion commerciale, responsables de la supervision de l'ensemble des activités qui se déroulent sur leur territoire durant ces événements exceptionnels, de fournir toute garantie exigée par l'arrondissement ainsi que de se soumettre aux règles des différentes entités administratives de la Ville de Montréal qui sont décrites au GUIDE À L'USAGE DES COMMERÇANTS ET DES ORGANISATEURS DE PROMOTIONS COMMERCIALES - 2018 produit par le Service du développement économique de la Ville de Montréal.

Afin d'assurer la meilleure coordination qui soit à cet effet et le bon déroulement des activités sur le domaine public, dès l'acceptation du conseil d'arrondissement, la DAUSE de Ville-Marie organisera des rencontres de coordination réunissant chacun des intervenants impliqués et ce, pour chaque événement promotionnel autorisé par l'arrondissement. À la suite de quoi, des projets d'ordonnances relatives à la diffusion musicale et à la production de bruit seront déposés pour approbation et un permis de tenir la promotion sera émis par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

JUSTIFICATION

Les promotions commerciales contribuent à mettre en valeur les importants secteurs commerciaux de l'arrondissement. Prisés par les membres des associations pour constituer une source non négligeable de visibilité et de revenus, ces promotions démontrent le savoir et la créativité des associations commerciales, qui ont, au fil des ans, greffé à leurs activités commerciales des prestations culturelles et artistiques diversifiées, dont plusieurs très populaires. Aussi, la plupart des propositions des associations de Ville-Marie sont issues de partenariats avec d'autres obnl et avec des fournisseurs de services dont l'expertise contribue à faire des secteurs commerciaux des milieux de vie au goût du jour et fort appréciés.

Autoriser la fermeture des rues, l'occupation du domaine public et permettre les dérogations demandées par voie d'ordonnance, aux dates et aux heures demandées sont des mesures essentielles à la tenue de ce type de promotion commerciale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les activités prévues lors des promotions commerciales sont entièrement sous la responsabilité de leurs organisateurs. Les frais assumés par l'arrondissement, en appui à ces événements sont ceux étant relatifs aux permis d'occupation du domaine public ainsi qu'au soutien logistique de base (barrières Mills, tables à pique-nique, poubelles supplémentaires, etc.). Certaines demandes de soutien requièrent des services de tiers (déplacement de stations Bixi, déplacement de bornes de stationnement, branchements ou débranchements électriques) et sont facturés à l'association.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture des rues peut impliquer le déplacement de trajets de transport en commun, une coordination plus importante des services impliqués dans la circulation et la sécurité (SPVM, SIM, Travaux publics, événements publics). À cette fin, le calendrier des promotions, lorsqu'adopté, est transmis par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises à l'ensemble des services publics. La tenue de rencontres de coordination précédant chacune des promotions autorisées se déroule sur la base des informations contenues dans le calendrier ainsi que dans les demandes de soutien logistique complétées par les associations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement annonce les grands foires commerciales sur rue via ses outils de communication (bulletin, site Web, réseaux sociaux, etc.). Pour leur part, les associations et leurs organisateurs mandataires assument entièrement les activités de communication liées à leurs propres promotions commerciales. Cependant, dix jours avant la date du début de chacune des activités promotionnelles, les organisateurs sont tenus d'installer des panneaux indiquant la tenue prochaine de l'événement, et de se conformer rigoureusement aux dispositions de l'article 14.1 du règlement P-11.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tenue séquentielle des rencontres de coordination impliquant les services concernés et chacune des associations ayant un projet de promotion commerciale au plus tard quatre semaines avant la tenue de chacun des événements.

Émission, par la DAUSE de l'arrondissement, du permis autorisant la tenue de chacune des promotions commerciales au fur et à mesure que les exigences du règlement P-11 et de toute autre prescription réglementaire applicable sont satisfaites.

Les promotions commerciales qui prévoient recourir à des ordonnances relatives au Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3) feront l'objet de demandes de dérogation dans les semaines précédent l'événement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Christianne RAIL, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-03-23
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Marc LABELLE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-2698 **Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. xxx	**Ordonnance concernant la tenue des promotions commerciales pour l'année 2018**

Vu le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Toute association commerçante ayant obtenu le permis de tenir une promotion commerciale en 2018, est autorisé à permettre la distribution d'articles publicitaires et promotionnels à ses fournisseurs et ses commanditaires aux dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de la présente.

2. Le directeur général-adjoint de l'arrondissement de Ville-Marie peut, si nécessaire, annuler cette autorisation en tout temps.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318005*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES PROMOTIONS COMMERCIALES – SAISON 2017

ANNEXE 1 - PROGRAMMATION DES PROMOTIONS COMMERCIALES - SAISON 2018

Événements à autoriser						Ordonnances		
Promoteur	**Événements**	**Dates**	**Heures**	**Lieu**	**Fermetures de rues demandées**	B-3 art. 29 Bruit / diffusion de musique	CA-24-085 art. 45 Distribution d'échantillons	P-12.2 art.7 Marquage / peinture sur chaussée
Association des marchands de la rue Peel	Événement Formule Peel	5 au 11 juin	6 juin : 17h à 3h 7 au 11 : 10h à 3h	Rue Peel, de Sainte-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest	Rue Peel, de Ste-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest, du 5 juin, 6h au 11 juin, 18h.	√		
Association des marchands de la rue Crescent	Festival du Grand prix sur Crescent	6 au 11 juin	de 11h à 23h	Rue Crescent, de Sainte-Catherine Ouest à De Maisonneuve Ouest Boul. De Maisonneuve Ouest, de Bishop à de la Montagne	Rue Crescent, de Sainte-Catherine Ouest à De Maisonneuve Ouest : du 6 juin, 17 h au 11 juin, 8h Boul. De Maisonneuve Ouest, de Bishop à de la Montagne : du 6 juin, 17 h au 11 juin, 8h	√	√	
	Semaine Gourmande sur Crescent	23 au 29 juillet	11h à 23h	Crescent, entre Sainte-Catherine Ouest et De Maisonneuve Ouest	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 23 juil., 0h01 au 30 juillet, 8 h	√	√	
	Festival Villa Paradizo	13 au 16 septembre	11h à 23h	Crescent, entre Sainte-Catherine Ouest et De Maisonneuve Ouest	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 13 sept., 21 h au 16 septembre, 8 h	√	√	
Chambre de commerce chinoise de Montréal	Vente trottoir du Quartier chinois (juin)	20 au 24 juin	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22h	√		
	Vente trottoir du Quartier chinois (juillet)	25 au 29 juillet	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22h	√		
	Vente trottoir du Quartier chinois (août)	15 au 19 août	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	De 9 h à 21 h 30, réouvertue quotidienne à 22h	√		
Société de développement commercial Destination centre-ville	Place du Grand Prix du Canada	4 au 11 juin	7 au 10 juin : 9h à 3h AM	DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÉTÉ				
	La Sainte-Catherine célèbre	13 au 15 juillet	13 juil. : 6h à 22h 14 juil. : 10h à 22 15 juil. : 10h à 21h	Rue Sainte-Catherine O, de Aylmer à Guy Rue Union, côté est, de Ste-Catherine à De Maisonneuve Rue McGill College, de Ste-Catherine à De Maisonneuve	Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Aylmer et Guy : du 13 juil., 8h au 15 juil., 21h Rue Union, côté est, entre Ste-Catherine et De Maisonneuve : du 13 juil., 6h au 15 juil., 21h	√		
	Défilé du Père Noël	17 novembre	10h à 14h	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain : de 10h à 14h Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel : de 10h à 14h Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque : de 10h à 14h	√	√	
	Le Marché des ruelles	15 août au 7 septembre	15h à 20h	Ruelle au sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel	Ruelle au sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield : quotidiennement, de 15h à 20 h Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel: quotidiennement, de 15h à 20 h	√		
Société de développement commercial du Village	Aires libres - volet 1	4 au 10 juin	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine Est, entre Saint-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
	Aires libres - volet 2	9 juillet au 15 juillet	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine Est, entre Saint-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
	Aires libres - volet 3	27 août au 2 septembre	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine Est, entre Saint-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
Société de développement commercial Quartier Latin	Lancement de la saison des terrasses	25 et 26 mai	Midi à 23h30	Saint-Denis, entre De Maisonneuve et Sherbrooke Emery, entre Sanguinet et Saint-Denis	Rue St-Denis, de Sherbrooke à De Maisonneuve : du 25 mai, 7h au 27 mai, 14h Rue Emery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 25 mai, 7h au 27 mai, 14h	√		
	Fête nationale dans le Quartier latin	24 juin	Midi à 23h30	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke Rue Emery, de Sanguinet à Saint-Denis	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke : du 24 juin, 5h au 25 juin. 14h Rue Emery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 24 juin, 5h au 25 juin. 14h	√		
	OUMF	5 au 10 septembre	12h à 23h30	DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÉTÉ				

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. xxx **Ordonnance concernant la tenue des promotions commerciales pour l'année 2018**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la peinture temporaire sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, aux dates et aux horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance CA 24-085 édictée en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 de l'ordonnance CA 24-085 édictée en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1 - PROGRAMMATION DES PROMOTIONS COMMERCIALES - SAISON 2018

Événements à autoriser						Ordonnances demandées		
Promoteur	**Événements**	**Dates**	**Heures**	**Lieu**	**Fermetures de rues demandées**	**B-3 art. 20 Bruit / diffusion de musique**	**CA-24-085 art. 45 Distribution d'échantillons**	**P-12.2 art.7 Marquage / peinture sur chaussée**
Association des marchands de la rue Peel	Événement Formule Peel	5 au 11 juin	6 juin : 17h à 3h 7 au 11 : 10h à 3h	Rue Peel, de Sainte-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest	Rue Peel, de Ste-Catherine Ouest à Sherbrooke Ouest, du 5 juin, 6h au 11 juin, 18h.	√		
Association des marchands de la rue Crescent	Festival du Grand prix sur Crescent	6 au 11 juin	de 11h à 23h	Rue Crescent, de Ste-Catherine O. à De Maisonneuve O. Boul. De Maisonneuve O., de Bishop à de la Montagne	Rue Crescent, de Sainte-Catherine Ouest à De Maisonneuve Ouest : du 6 juin, 17 h au 11 juin, 8h Boul. De Maisonneuve Ouest, de Bishop à de la Montagne : du 6 juin, 17 h au 11 juin, 8h	√	√	
	Semaine Gourmande sur Crescent	23 au 29 juillet	11h à 23h	Crescent, entre Ste-Catherine O. et De Maisonneuve O.	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 23 juil., 0h01 au 30 juillet, 8 h	√	√	
	Festival Villa Paradizo	13 au 16 sept.	11h à 23h	Crescent, entre Ste-Catherine O. et De Maisonneuve O.	Rue Crescent, de Sainte-Catherine à De Maisonneuve, du 13 sept., 21 h au 16 septembre, 8 h	√	√	
Chambre de commerce chinoise de Montréal	Vente trottoir du Quartier chinois (juin)	20 au 24 juin	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h	√		
	Vente trottoir du Quartier chinois (juillet)	25 au 29 juillet	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h	√		
	Vente trottoir du Quartier chinois (août)	15 au 19 août	de 9 h à 22h	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté	Rue De la Gauchetière, entre St-Dominique et Côté : De 9 h à 21 h 30, réouverture quotidienne à 22h	√		
Société de développement commercial Destination centre-ville	Place du Grand Prix du Canada	4 au 11 juin	7 au 10 juin : 9h à 3h AM	DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÈTE				
	La Sainte-Catherine célèbre	13 au 15 juillet	13 juil. : 6h à 22h 14 juil. : 10h à 22 15 juil. : 10h à 21h	Rue Sainte-Catherine O, de Aylmer à Guy	Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Aylmer et Guy : du 13 juil., 6h au 15 juil., 21h	√		
	Défilé du Père Noël	17 novembre	10h à 14h	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque	Boul. René-Lévesque, entre Du Fort et Saint-Urbain : de 10h à 14h Rue Sainte-Catherine Ouest, entre Du Fort et Peel : de 10h à 14h Rue Peel, de Ste-Catherine à René-Lévesque : de 10h à 14h	√	√	
	Le Marché des ruelles	15 août au 7 sept.	15h à 20h	Ruelle, sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel	Ruelle au sud de Ste-Catherine, entre Metcalfe et Mansfield : quotidiennement, de 15h à 20 h Ruelle au sud de Ste-Catherine, intersection Peel: quotidiennement, de 15h à 20 h	√		
Société de développement commercial du Village	Aires libres - volet 1	4 au 10 juin	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine E., entre St-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
	Aires libres - volet 2	9 juillet au 15 juillet	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine E., entre St-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
	Aires libres - volet 3	27 août au 2 sept.	de 11h à 23h	Rue Sainte-Catherine E., entre St-Hubert et Papineau	s/o : piétonnisation saisonnière en cours	√		
Société de développement commercial Quartier Latin	Lancement de la saison des terrasses	25 et 26 mai	Midi à 23h30	Saint-Denis, entre De Maisonneuve et Sherbrooke Émery, entre Sanguinet et Saint-Denis	Rue St-Denis, de Sherbrooke à De Maisonneuve : du 25 mai, 7h au 27 mai, 14h Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 25 mai, 7h au 27 mai, 14h	√		
	Fête nationale dans le Quartier latin	24 juin	Midi à 23h30	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis	Rue Saint-Denis, de De Maisonneuve à Sherbrooke : du 24 juin, 5h au 25 juin. 14h Rue Émery, de Sanguinet à Saint-Denis : du 24 juin, 5h au 25 juin. 14h	√		
	OUMF	5 au 10 septembre	12h à 23h30	DEMANDE À L'ÉTUDE - FERA L'OBJET D'UN ADDENDA AU PRÉSENT DOSSIER DÉCISIONNEL LORSQUE COMPLÈTE				

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.30

2018/04/10
19:00

(1)

Dossier # : 1184869001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « gîte touristique » pour le bâtiment situé au 1895-1899, rue d'Iberville

Autoriser, dans le bâtiment situé au 1895-1899, rue d'Iberville, l'usage « gîte touristique », et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels et au paragraphe 1° de l'article 150 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:36

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « gîte touristique » pour le bâtiment situé au 1895-1899, rue d'Iberville

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser un usage « gîte touristique » dans le bâtiment de trois étages situé au 1895-1899, rue d'Iberville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment visé est situé sur la rue d'Iberville entre les rues Ontario et La Fontaine. Le bâtiment de 3 étages compte 3 logements, dont une maison de chambre de 4 chambres à coucher au rez-de-chaussée.

Le projet
La demande vise à autoriser l'usage « gîte touristique » offrant un maximum de 5 chambres à coucher destinées à une clientèle de passage en plus des aires communes. À ce jour, le choix du logement qui abritera le gîte touristique n'est pas encore précisé étant donné qu'il y a une possibilité pour le propriétaire de combiner ou non le logement du deuxième et celui du troisième étage pour en former un seul. Des vérifications normatives seront effectuées lors de la demande du certificat d'occupation afin de valider la conformité de l'établissement en fonction des exigences réglementaires.

Les considérations réglementaires
L'usage gîte touristique est défini dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie comme un établissement exploité par son propriétaire occupant qui dispose d'une entrée distincte, qui offre au public un maximum de 5 chambres, des repas pouvant être servis à ses occupants, et qui requiert une attestation de classification au sens de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (RLRQ, chapitre E-14.2).

Le bâtiment est situé dans un secteur R.2 où l'usage gîte touristique est autorisé en tant qu'usage conditionnel en vertu du paragraphe 1 de l'article 150 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) selon les exigences de l'article 307 :

· L’usage gîte touristique doit être situé à une distance minimale de 150 mètres d’un autre gîte touristique.

JUSTIFICATION

Conformément aux dispositions de l’article 315 du Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282), la demande pour l’implantation d’un gîte touristique respecte les critères prévus à cet effet.
L’usage « gîte touristique » appartient à la famille habitation. En termes d’intégration avec le milieu environnant, aucune modification extérieure n’est prévue. Aucun espace extérieur à l’exception d’un balcon à l’arrière ne sera à la disposition des occupants.

Bien que l’usage ne soit pas exercé sur un terrain adjacent à un terrain occupé par un usage d’une autre famille que la famille habitation ou sur un terrain de coin, le bâtiment est situé sur un terrain adjacent à une voie de circulation importante, la rue d’Iberville. En termes de stationnement, aucune unité de stationnement n’est prévue, par contre, il y a possibilité pour la clientèle de stationner leur véhicule sur la rue. Le secteur est bien desservi par le réseau de transport en commun, la station de métro Frontenac se trouvant à moins de 200 mètres du bâtiment.

Aucun affichage, outre l’installation du panonceau fourni et obligatoire par la Corporation de l’industrie touristique du Québec (CITQ), n’est prévu sur la façade.

Au niveau du contingentement applicable, le rayon de 150 mètres obligatoire entre deux gîtes touristiques est respecté.

En somme, l’autorisation demandée respecte les critères d’évaluation prévus à cet effet dans le Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282) et est sans inconvénient majeur pour le milieu.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

Lors de la séance du 18 janvier 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage sur le site 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

- Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-27

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
3001341333
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1895-1899, rue d'Iberville
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « gîte touristique » offrant un maximum de 5 chambres à coucher destinées à une clientèle de passage en plus des aires communes. À ce jour, le choix du logement qui abritera le gîte touristique n'est pas encore précisé étant donné qu'il y a une possibilité pour le propriétaire de combiner ou non le logement du deuxième et celui du troisième étage pour en former un seul. Des vérifications normatives seront effectuées lors de la demande du certificat d'occupation afin de valider la conformité de l'établissement en fonction des exigences réglementaires.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'autorisation demandée respecte les critères d'évaluation prévus à cet effet dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
Considérant que :	L'usage est sans inconvénient majeur pour le milieu.
Considérant que :	Le contingentement applicable de 150 mètres entre deux gîtes touristiques est respecté.
Considérant que :	Aucun espace extérieur à l'exception d'un balcon à l'arrière ne sera à la disposition des occupants.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

25-1-2018
Caroline Cantin
Secrétaire